



HAL
open science

Le pacte introuvable. Sport, péronisme et société en Argentine 1946-1955

Lucie Hemeury

► **To cite this version:**

Lucie Hemeury. Le pacte introuvable. Sport, péronisme et société en Argentine 1946-1955. Histoire. Université Sorbonne Paris Cité, 2018. Français. NNT : 2018USPCA141 . tel-03893950

HAL Id: tel-03893950

<https://theses.hal.science/tel-03893950v1>

Submitted on 12 Dec 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ SORBONNE PARIS CITÉ
UNIVERSITÉ SORBONNE NOUVELLE – PARIS 3
ED 122 – Europe latine Amérique latine
CREDA – UMR 7227 Centre de Recherche et de Documentations des Amériques

Thèse soutenue publiquement le

11 décembre 2018

en vue de l'obtention du titre de docteur en histoire par

Lucie HÉMEURY

Le pacte introuvable

Sport, péronisme et société en Argentine

(1946-1955)

Sous la direction de

M. Olivier COMPAGNON

Jury :

M. Fabien ARCHAMBAULT, Maître de conférences en histoire contemporaine, Université de Limoges

M. Patrick CLASTRES, Professeur d'histoire contemporaine, Université de Lausanne

M. Olivier COMPAGNON, Professeur d'histoire contemporaine, Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3

Mme Marcela FERRARI, Professeure d'histoire contemporaine, Université Nationale de Mar del Plata

M. Denis MERKLEN, Professeur de sociologie, Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3

Mme Danielle TARTAKOWSKY, Professeure d'histoire contemporaine, Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis

RÉSUMÉ

Le pacte introuvable. Sport, péronisme et société en Argentine 1946-1955

Entre 1946 et 1955, Juan Perón déclare à maintes reprises sa volonté de « forger une nation de sportifs ». Le président argentin, rapidement surnommé le « Premier Sportif de la Nation », estime que le sport doit désormais relever des domaines d'intervention de l'État. À partir de sources institutionnelles, administratives, sportives et diplomatiques, cette recherche s'attache à retracer les objectifs de la politique sportive péroniste et les moyens mis en œuvre pour les atteindre. En suivant une démarche relevant de l'histoire sociale et de la micro-histoire, ce travail examine la mise en pratique concrète des mesures adoptées par le régime péroniste au sein des clubs et des fédérations sportives et en repère les contradictions et les limites. Cette thèse analyse également la nature des relations établies entre les acteurs du milieu sportif et le pouvoir péroniste. Celles-ci se définissent par des logiques clientélistes, en partie héritées, par une quête du consensus et des formes de compromis, nourries par les intérêts communs partagés entre le monde sportif et les responsables politiques. Mais elles se sont aussi traduites par des résistances et des rapports conflictuels, renforcés par la polarisation politique croissante de la société argentine et l'autoritarisme grandissant du régime péroniste.

Mots-clés : Argentine – xx^e siècle – Péronisme – Histoire sociale – Histoire politique – Sport

ABSTRACT

The Lost Pact. Sport, Peronism and Society in Argentina 1946-1955

Between 1946 and 1955, Juan Perón repeatedly stated his desire to “forge a nation of sportsmen”. Soon called “Nation’s First Sportsman”, the Argentinian President reckoned that sport was now to be counted among the State’s domains of intervention. This research draws on institutional, administrative, diplomatic and sports sources in order to trace the goals and means of Peronist sports policy. Adopting an approach pertaining to social history as well as micro-history, this work examines the concrete implementation within sports clubs and federations of measures taken by the Peronist regime, and points out its contradictions and limits. This thesis also provides an analysis of the nature of relationships established between the sports world and the Peronist power. These relationships are characterized by partly inherited crony strategies, by a quest for consensus and by forms of compromise fueled by common interests shared between the sports world and political leaders. But they are also marked by forms of resistance and confrontation, reinforced by the increasing political polarization of the Argentinian society and the growing authoritarianism of the Peronist regime.

Key words : Argentina – 20th Century – Peronism – Social History – Political History - Sport

REMERCIEMENTS

Cette thèse n'aurait pas pu aboutir sans le soutien de nombreuses personnes qui m'ont accompagnée tout au long de ces années de doctorat. Je remercie en premier lieu Olivier Compagnon, mon directeur de thèse, pour ses encouragements, sa confiance et son appui constant pendant mes années de recherche. J'adresse également mes remerciements à Annick Lempérière qui a guidé mes premiers pas dans le monde de la recherche et m'a suggérée de m'intéresser à l'histoire du sport en Argentine. Je tiens aussi à exprimer ma reconnaissance à Patrick Clastres et Paul Dietschy pour m'avoir accueillie dans leur séminaire d'histoire du sport à Sciences-Po et pour l'intérêt qu'ils ont manifesté, dès mon master, à mes travaux. Mes pistes de réflexion ont aussi été enrichies grâce aux remarques et aux conseils de Fabien Archambault et de Sylvain Dufraisse.

Cette thèse a reçu un financement de la Région Île-de-France qui m'a accordée une allocation doctorale hors-DIM pour une durée de trois ans. C'est grâce à ce programme que j'ai pu me rendre régulièrement en Argentine pour consulter des archives difficilement accessibles autrement. Au cours de ces différents séjours, j'ai pu entrer en contact avec de nombreux historiens et chercheurs argentins qui ont eu la gentillesse d'accéder à mes demandes d'entretien et de me prodiguer des conseils précieux pour m'orienter dans les fonds d'archives locaux et dans l'abondante bibliographie consacrée à l'histoire du péronisme. Je tiens à remercier, pour leur bienveillance et le temps qu'ils ont accepté de me consacrer, Pablo Alabarces, Anahí Ballent, Marcela Gené, Clara Kriger et Mirta Varela. J'ai aussi profité de longs échanges fructueux avec plusieurs spécialistes de l'histoire du sport dont Roberto Di Giano, Julio Frydenberg et Daniel Szabón. Je remercie tout particulièrement ces deux derniers de m'avoir invitée aux séminaires et sessions de travail de leur groupe de recherche de l'université de San Martín ainsi que Raanan Rein pour m'avoir proposée de participer à l'ouvrage collectif qu'il a dirigé sur les relations entre les clubs de sport et le péronisme. Toujours en Argentine, j'ai pu compter sur l'aide de Jorge Búsico, Víctor Lupo, Marcelo Massarino et Ariel Scher et sur les éclaircissements et les recommandations avisées d'Ángela Aisenstein et de María Graciela Rodríguez. J'adresse également mes remerciements à Eduardo Guerrero et à Adolfo Res pour avoir accepté de s'entretenir avec moi ainsi qu'à César Torres qui a bien voulu m'envoyer les différents articles qu'il a consacrés à l'histoire olympique et diplomatique du sport argentin.

Je remercie également l'ensemble du personnel argentin, français et suisse des Archives Générales de la Nation, des Archives du ministère de l'Armée et de l'Éducation, du Musée Evita, des bibliothèques du Congrès, de l'Afa et du COA, de la Bibliothèque Péroniste, de l'hémérothèque de la Bibliothèque Nationale Mariano Moreno, de l'Institut Gino Germani de l'Université de Buenos Aires, de l'Institut National Juan Domingo Perón, du centre d'archives de l'Institut Supérieur d'Éducation Physique Enrique Romero Brest, des Archives Diplomatiques de Nantes et du Centre d'Études Olympiques du CIO à Lausanne. Leur aide et leur sollicitude m'ont été précieuses pour constituer le corpus de sources.

À Paris, j'ai pu profiter du cadre de travail et de l'environnement intellectuel particulièrement stimulants de l'Institut des Hautes Études sur l'Amérique Latine. Je tiens à saluer et à remercier tous les doctorants et jeunes chercheurs qui ont contribué, que ce soit par leurs conseils, leurs suggestions, leur soutien moral et leur amitié, à l'avancement de cette thèse : Juliette Dumont, Manuel Rodríguez, Hélène Weber, Verónica Paiva, Lucía Belloro, Nicolas Fayette, Mélanie Toulhoat, Etienne Sauthier. Je remercie chaleureusement Clément Astruc, Lorenzo Jalabert et Philippe Vonnard pour leurs relectures de certains chapitres du manuscrit. Je dois également beaucoup à Juan Pablo Artinian, Moira Cristiá, Irène Favier, Alexandre Frondizi, Alex Galarza, Javier Sabarros, ainsi qu'aux membres de l'association ARBRE. Mes conditions de séjour à Lausanne ont été idéales grâce à l'aide précieuse d'Ivo Rogic et de ses amis suisses et italiens.

J'ai bénéficié d'une expérience d'enseignement très féconde au sein du département de Staps de l'Université de Limoges. Je remercie toute l'équipe enseignante et pédagogique pour leur accueil, leur compréhension et nos différents échanges aux cours de ces deux années d'Ater. J'ai notamment pu compter sur l'aide et les conseils prodigués par Loïc Artiaga.

Mes amis et mes proches ont joué un rôle fondamental au cours de ces années de thèse, certainement plus qu'ils ne l'imaginent. C'est aussi grâce à eux, à leur présence, à leur soutien sans failles et à tous ses moments de détente et de rires salutaires, en France et en Argentine, que cette thèse a pu être menée à bon port. Merci à Chloé, Fanny, Marine, Thibault, Sarah, Zacharie, Jonathan, Lucie, Aurélien, Laurent, Margaux, Claire, Claudia, Jo, Hernán, Damían et sa famille, Juan Pablo et Léo. J'adresse une pensée toute spéciale à mes parents et à ma famille, pour leurs encouragements, leur patience et leur confiance et, enfin, à Luis, pour sa présence attentionnée, ses relectures attentives et nos conversations passionnées qui ont nourri à plus d'un titre mes années de rédaction.

Notes sur la traduction

Sauf mention contraire, toutes les citations en espagnol et en anglais ont été traduites par l'auteur.

Dans le cas des noms des ministères argentins et des rangs militaires, l'équivalent français a été utilisé quand il existe. Dans le cas des services administratifs argentins et des fédérations argentines, nous avons traduit leur intitulé et placé entre parenthèse leur nom en espagnol et en italique suivi de leur acronyme. Pour ne pas surcharger le texte, nous avons conservé les noms des clubs en espagnol, sans italique et sans guillemets.

LISTE DES ACRONYMES ET DES ABRÉVIATIONS

Institutions

AAAB	<i>Asociación Amateur Argentina de Bowling</i> (Association Amateur Argentine de Bowling)
AAAF	<i>Asociación Amateur Argentina de Football</i> (Association Amateur Argentine de Football)
AAB	<i>Asociación Argentina de Boxeo</i> (Association Argentine de Boxe)
AAG	<i>Asociación Argentina de Golf</i> (Association Argentine de Golf)
AAP	<i>Asociación Argentina de Polo</i> (Association Argentine de Polo)
AAT	<i>Asociación Argentina de Tenis</i> (Association Argentine de Tennis)
ACA	<i>Automóvil Club Argentino</i> (Club Automobile Argentin)
AFA	<i>Asociación de Fútbol Argentino</i> (Association du Football Argentin)
ALN	<i>Alianza Libertadora Nacionalista</i> (Alliance Libératrice Nationaliste)
AOA	<i>American Olympic Association</i> (Association Américaine Olympique)
CAD	<i>Confederación Argentina de Deportes</i> (Confédération Argentine des Sports)
CADCOA	<i>Confederación Argentina de Deportes – Comité Olímpico Argentino –</i> (Confédération Argentine des Sports-Comité Olympique Argentin)
CeNARD	<i>Centro Nacional de Alto Rendimiento Deportivo</i> (Centre National du Sport de Haut Niveau)
CGT	<i>Confederación General del Trabajo</i> (Confédération Générale du Travail)
CIO	Comité International Olympique
CNAHFD	<i>Comisión Nacional Asesora Honoraria de Fomento al Deporte</i> (Commission Nationale Consultative Honoraire de Promotion du Sport)
CNE	<i>Consejo Nacional de Educación</i> (Conseil National d'Éducation)
CNEF	<i>Consejo Nacional de Educación Física</i> (Conseil National d'Éducation Physique)
CNI	<i>Comisión Nacional de Investigación</i> (Commission Nationale d'Investigation)
CNO	Comité National Olympique
COA	<i>Comité Olímpico Argentino</i> (Comité Olympique Argentin)

COMNEF	<i>Comisión Nacional de Educación Física</i> (Commission Nationale d'Éducation Physique)
CSEF	<i>Consejo Superior de Educación Física</i> (Conseil Supérieur d'Éducation Physique)
CUBA	<i>Club Universitario de Buenos Aires</i> (Club Universitaire de Buenos Aires)
DEF	<i>Dirección de Educación Física</i> (Direction d'Éducation Physique)
DGEF	<i>Dirección General de Educación Física</i> (Direction Générale d'Éducation Physique)
DGEFC	<i>Dirección General de Educación Física y Cultura</i> (Direction Générale d'Éducation Physique et de Culture)
DGSOSN	<i>Dirección General de Sanidad y Obra Social Naval</i> (Direction Nationale Générale de Santé et Œuvre Sociale Navale)
DGTG	<i>Dirección General de Tiro y Gimnasia</i> (Direction Générale de Tir et de Gymnastique)
DGyTE	<i>Dirección de Gimnasia y Tiro del Ejército</i> (Direction de Gymnastique et de Tir de l'Armée)
DMD	<i>Dirección Municipal de Deportes</i> (Direction Municipale des Sports)
DMEF	<i>Dirección Municipal de Educación Física</i> (Direction Municipale d'Éducation Physique)
DNEF	<i>Dirección Nacional de Educación Física</i> (Direction Nationale d'Éducation Physique)
DPEF	<i>Dirección de Plazas de Ejercicios Físicos</i> (Direction des Places d'Exercices Physiques)
FAA	<i>Futbolistas Argentinos Agremiados</i> (Footballeurs Argentins Syndiqués)
FAB	<i>Federación Argentina de Bochas</i> (Fédération Argentine de Jeu de Boules)
FABYS	<i>Federación Argentina de Béisbol y Sófbol</i> (Fédération Argentine de Base-ball et de Softball)
FAE	<i>Federación Argentina de Esgrima</i> (Fédération Argentine d'Esgrime)
FAP	<i>Federación Argentina de Pelota</i> (Fédération Argentine de Pelote basque)
FASA	<i>Federación Argentina de Ski y Andinismo</i> (Fédération Argentine de Ski et d'Alpinisme)
FEP	<i>Fundación Eva Perón</i> (Fondation Eva Perón)
FIFA	Fédération Internationale de Football Amateur
FMA	<i>Federación Motonáutica Argentina</i> (Fédération Motonautique Argentine)

FNRP	<i>Fiscalía Nacional de Recuperación Patrimonial</i> (Bureau National de Récupération Patrimoniale)
FUA	<i>Federación Universitaria Argentina</i> (Fédération Universitaire Argentine)
FUBA	<i>Federación Universitaria de Buenos Aires</i> (Fédération Universitaire de Buenos Aires)
GEVD	<i>Gimnasia y Esgrima de Villa Devoto</i> (Club de Gymnastique et d'Esgrime de Villa Devoto)
GOU	<i>Grupo de Oficiales Unidos</i> (Groupe des Officiers Unis)
IAPI	<i>Instituto Argentino de Promoción del Intercambio</i> (Institut Argentin de Promotion des Échanges)
INEF	<i>Instituto Nacional de Educación Física</i> (Institut National d'Éducation Physique)
INSEP	Institut National du Sport, de l'Expertise et de la Performance
ISEF	<i>Instituto Superior de Educación Física</i> (Institut Supérieur d'Éducation Physique)
JNRP	<i>Junta Nacional de Recuperación Patrimonial</i> (Junte Nationale de Récupération Patrimoniale)
MAT	<i>Ministerio de Asuntos Técnicos</i> (Ministère des Affaires Techniques)
MOP	<i>Ministerio de Obras Públicas</i> (Ministère des Travaux Publics)
OSN	<i>Obras Sanitarias de la Nación</i> (Ouvrages Sanitaires de la Nation)
PPF	<i>Partido Peronista Femenino</i> (Parti Péroniste Féminin)
SIPA	<i>Servicio Internacional de Publicaciones Argentinas</i> (Service International de Publications Argentines)
TCA	<i>Touring Club Argentino</i> (Touring Club Argentin)
UAB	<i>Unión Argentina de Box</i> (Union Argentine de Boxe)
UADAC	<i>Unión Argentina de Aviadores Civiles</i> (Union Argentine d'Aviateurs Civils)
UAR	<i>Unión Argentina de Rugby</i> (Union Argentine de Rugby)
UBA	<i>Universidad Nacional de Buenos Aires</i> (Université Nationale de Buenos Aires)
UCR	<i>Unión Cívica Radical</i> (Union Civique Radicale)
UES	<i>Unión de Estudiantes Secundarios</i> (Union des Étudiants du Secondaire)
UNES	<i>Unión Nacionalista de Estudiantes Secundarios</i> (Union Nationaliste des Étudiants du Secondaire)
UON	<i>Universidad Obrera Nacional</i> (Université Ouvrière Nationale)

UTEDyC	<i>Unión de Trabajadores de Entidades del Deporte y Civiles</i> (Union des Travailleurs d'Entités Sportives et Civiles)
YPF	<i>Yacimientos Petrolíferos Fiscales</i> (Gisements Pétrolifères Publics)

Sources et fonds d'archives

ADN	<i>Archives Diplomatiques de Nantes</i>
AGN	<i>Archivo General de la Nación</i> (Archives Générales de la Nation)
AI	<i>Archivo Intermedio</i> (Archives Intermédiaires)
BC	<i>Biblioteca del Congreso</i> (Bibliothèque du Congrès)
BM	<i>Boletín Municipal</i> (Bulletin Municipal)
BN	<i>Biblioteca Nacional</i> (Bibliothèque Nationale Mariano Moreno)
BP	<i>Biblioteca Peronista</i> (Bibliothèque Péroniste)
COL. BIB.	<i>Colección Bibliográfica</i> (Collection Bibliographique)
COM. 24	<i>Comisión 24</i> (Commission 24)
COM. 49	<i>Comisión 49</i> (Commission 49)
DA	<i>Departamento Audiovisual</i> (Département Audiovisuel)
INJDP	<i>Instituto Nacional Juan Domingo Perón</i> (Institut National Juan Domingo Perón)
ME	<i>Museo Evita</i> (Musée Evita)

INTRODUCTION

Un pacte fut conclu :
Perón donnait tout au sport et le sport donnait tout à Perón¹.

C'est par ces mots, souvent cités, rarement contextualisés, que Félix Daniel Frascara résume les rapports entre sport et péronisme. Cette formule lapidaire doit certainement son succès à sa grande efficacité discursive. Elle parvient en quelques mots à condenser trois grandes idées : la période péroniste a ouvert une nouvelle ère et constitué une rupture avec la période précédente ; le milieu sportif et le pouvoir politique ont alors noué une alliance, un « pacte » et ce dernier impliquait un engagement total et des bénéfices mutuels pour les deux parties en présence. La postérité de cette citation s'explique aussi par l'identité de son auteur, le journaliste Félix D. Frascara, membre de la rédaction de l'hebdomadaire sportif le plus important d'Argentine, *El Gráfico*, entre 1930 et 1960. Son jugement sur la situation du sport sous le péronisme est donc à la fois celui d'un spécialiste des questions sportives et d'un témoin direct de la période.

Si cette citation est régulièrement invoquée, plus rares sont les auteurs qui précisent son origine exacte. À quelle date et à quelle occasion Félix D. Frascara s'est-il donc exprimé sur la nature des relations établies entre le milieu sportif et Perón ? C'est le journaliste Hugo Gambini, auteur d'une monumentale *Historia del peronismo* en trois volumes² qui indique que ces propos de Frascara proviennent d'un article de huit pages publié en 1961 dans

¹ Cité, entre autres, dans Hugo Gambini, *Historia del peronismo. Vol.1. El poder total (1943-1951)*, Buenos Aires, Ediciones B Argentina, 2016 (1^{ère} édition 1999), Chapitre 13 « Perón apoya el deporte » ; dans Víctor Lupo, *Historia política del deporte argentino (1610-2002)*, Buenos Aires, Corregidor, 2004, p. 191 ; dans Ariel Scher, Guillermo Blanco et Jorge Búscio, *Deporte nacional. Dos siglos de historia*, Buenos Aires, Emecé, 2010, p. 281 et dans María Cristina Pons, « Cuerpos sublimes : el deporte en la retórica de la "Nueva Argentina" » in Claudia Soria, Paola Cortés Rocca et Edgardo Dieleke (dir.), *Políticas del sentimiento. El peronismo y la construcción de la Argentina moderna*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 2010, p. 49 : « *Quedó establecido un pacto : Perón le daba todo al deporte y el deporte le daba todo a Peron* ».

² Hugo Gambini, *Historia del peronismo. Vol. 1. El poder total (1943-1951)*, Vol. 2. *La obsecuencia (1952-1955)*, Vol. 3. *La violencia (1955-1982)*, Buenos Aires, Ediciones B Argentina, 2016 (1^{ères} éditions : 1999, 2000 et 2006). Né en 1934, Hugo Gambini est un journaliste politique qui a adhéré dès ses 18 ans au Parti Socialiste. Comme l'historien Félix Luna, il a été un témoin direct de la période péroniste. Dans les années 1960, il collabore à l'hebdomadaire politique et culturel *Primera Plana*, fondé par Jacobo Timerman. C'est pour cette revue réputée pour son ton très critique et la qualité de ses articles qu'il commence une série d'enquêtes historiques sur le premier péronisme et mène de multiples entretiens avec des témoins et des acteurs de la période, qui constituent la matrice de son *Historia del peronismo*.

l'ouvrage collectif *Argentina 1930-1960*³. Ce livre est né à l'initiative de la maison d'édition associée à la célèbre revue culturelle *Sur* qui le présente comme une entreprise éditoriale originale et inédite : l'objectif est d'offrir au lecteur une chronique et un bilan de l'Argentine de ces trente « dernières et tumultueuses⁴ » années. Pour ce faire, les éditeurs n'ont souhaité négliger aucun domaine de la société argentine et ont fait appel à des spécialistes pour rédiger chaque chapitre. Il leur a été demandé d'examiner, « dans quelle mesure le domaine étudié a œuvré en faveur de la communauté ou lui a porté préjudice⁵ ». Le poète Jorge A. Paita, chargé de compiler les articles, explique dans son prologue les principaux critères qui font l'unité de l'ouvrage : la liberté de ton accordée aux contributeurs, la recherche de l'objectivité, la franchise, l'ampleur des thèmes abordés. Le fait même qu'une section entière soit consacrée à la culture de masses, où s'insère ce fameux chapitre sur les sports rédigé par Frascara, atteste la volonté des éditeurs de ne négliger aucun aspect de la vie argentine.

Si nous prenons la peine de signaler la provenance exacte de cette citation, c'est que cela appelle déjà un certain nombre de remarques préliminaires concernant notre domaine de recherches. Nous pouvons constater en premier lieu que sur un article publié de plusieurs pages, seule une phrase ou deux ont été régulièrement reprises dans les différentes études consacrées à l'histoire du sport sous le péronisme, et bien souvent, sans aucun élément de contextualisation. Or, cette sentence de Frascara a donné lieu à des interprétations distinctes, en fonction de l'intention des auteurs qui y ont fait référence, et de leur grille de lecture du phénomène péroniste. Pour le journaliste Hugo Gambini, l'un des premiers à citer l'article de Frascara, il s'agit d'une « appréciation objective des faits⁶ » qui démontre qu'un « accord tacite⁷ » a existé entre le gouvernement péroniste et le milieu sportif. Le soutien officiel accordé au sport relevait en réalité d'une stratégie politique de Perón : « capitaliser électoralement sur les triomphes sportifs et en manipuler la diffusion, à la façon d'un leurre pour détourner l'attention des questions plus critiques⁸. ». À l'opposé, le journaliste Víctor Lupo voit dans la formule de Frascara la confirmation de la dimension pionnière et

³ Félix Daniel Frascara, « Deportes », dans *Argentina 1930-1960*, Buenos Aires, Editorial Sur, 1961, p. 374-382.

⁴ Jorge A. Paita, « Prólogo », dans *Sur* (coll.), *Argentina 1930-1960, op. cit.*, p. 7 : « últimos, tumultuosos años ».

⁵ *Sur* (coll.), *Argentina 1930-1960, op. cit.*, rabat de la couverture : « en qué medida esta función había actuado en beneficio de la comunidad o en perjuicio de ésta. »

⁶ Voir Hugo Gambini, *Historia del peronismo. Vol. I, op. cit.*, Chapitre 13 « Perón apoya el deporte ». Nous précisons ici que nous avons consulté l'édition électronique de cet ouvrage, qui ne comprend pas de numérotation de page.

⁷ *Ibid.*

⁸ *Ibid.*

novatrice du péronisme en matière sportive⁹. Selon lui, pour la première – et unique – fois dans l’histoire de l’Argentine, un gouvernement au pouvoir met en place une politique sportive ambitieuse et qui porte immédiatement ses fruits, comme le prouve le palmarès des sportifs argentins pendant cette période. Si pacte il y a eu, il ne s’agissait pas d’une stratégie politique visant à instrumentaliser le sport et l’opinion publique, mais d’une association consentie entre l’État et le milieu sportif. La politique péroniste aurait enfin répondu aux besoins et aux demandes émanant de longue date du monde du sport et accordé au sport la place centrale qu’il méritait en devenant un domaine de préoccupation pour les pouvoirs publics. La période péroniste aurait ainsi constitué une parenthèse enchantée dans l’histoire sportive nationale, rapidement refermée par la junte militaire, connue sous le nom de Révolution Libératrice, qui s’est empressée, pour sa part, de revenir sur toutes les mesures mises en place sous Perón dès sa prise de pouvoir le 16 septembre 1955¹⁰.

Ces deux exemples illustrent de façon radicale, presque caricaturale, les deux principales clés de lecture à l’œuvre au sein de la production historiographique qui s’est intéressée à la question du sport sous le péronisme. Cette dernière se caractérise à la fois par le faible nombre de travaux académiques qui lui ont été consacrés et par son inscription dans les débats idéologiques qui ont longtemps animé – et animent toujours – les discussions autour du phénomène péroniste.

Une historiographie lacunaire et une histoire partisane

La politique sportive péroniste et les relations entretenues entre le milieu sportif et le monde politique sous le péronisme n’échappent pas à la confrontation entre deux récits historiques proposés sur cette période charnière de l’histoire argentine : s’opposent ainsi une « légende dorée » et une « légende noire » de la situation du sport entre les années 1946-1955. Elles sont particulièrement illustrées par les travaux des deux journalistes que nous avons précédemment évoqués, Víctor Lupo et Hugo Gambini, mais s’observent aussi dans la production des historiens et des chercheurs en sciences sociales qui se sont penchés sur la question. Ces derniers restent, néanmoins, peu nombreux. À vrai dire, il n’existe pour l’instant qu’une seule véritable étude qui soit consacrée à ce thème précis. Il s’agit de

⁹ Víctor Lupo, *Historia política del deporte*, op. cit., p. 191.

¹⁰ *Idem*, chapitre XLV « Año 1955. El genocidio deportivo », p. 339-343. Víctor Lupo consacre ainsi un chapitre à ce qu’il n’hésite pas à appeler un « génocide sportif », expression-choc qui traduirait l’ampleur de la « destruction » du milieu sportif provoquée par la Révolution Libératrice. Concrètement, la junte militaire impose des sanctions, dont des suspensions et des interdictions de compétition, à plusieurs sportifs qui s’étaient illustrés pendant la période péroniste.

l'article du chercheur israélien Raanan Rein, publié initialement en 1998 et intitulé « "El Primer Deportista" : the political use and abuse of sport in Peronist Argentina »¹¹. Ce travail pionnier reste à ce jour la principale référence sur le sujet : il a fait l'objet d'une traduction en espagnol puis d'une révision, respectivement en 1998 et en 2015¹². S'il a le mérite d'aborder la plupart des problématiques centrales concernant les orientations et les implications de la politique sportive menée sous le péronisme, cet article reste avant tout une synthèse s'appuyant sur des sources imprimées et de seconde main et sur les recherches menées par les journalistes et les chroniqueurs qui se sont intéressés avant lui à cette thématique. Le titre de cet article explicite par ailleurs les interprétations proposées par Rein : le sport, dans l'Argentine péroniste, a fait l'objet d'une instrumentalisation politique et d'abus de la part du pouvoir, qui a cherché à mettre le sport au service de la propagande et de la mise en valeur du régime. Raanan Rein se fonde sur les recherches antérieures et les analyses développées par Mariano Ben Plotkin dans *Mañana es San Perón*, qui lui-même reprend le concept de « religion politique » élaboré par Emilio Gentile, pour définir le péronisme¹³. Selon cette approche, le gouvernement de Perón aurait, dans ses efforts pour renforcer sa légitimité politique et faire consensus, cherché à envahir progressivement l'ensemble du corps social argentin et politisé toutes les sphères de la société. L'un des exemples, parmi bien d'autres, développé par Plotkin pour illustrer sa thèse est celui de la socialisation politique opérée par l'intermédiaire de la Fondation Eva Perón (FEP) auprès des enfants, à travers la mise en place de tournois sportifs organisés sur tout le territoire argentin¹⁴. Le sport aurait constitué un moyen privilégié pour toucher une catégorie de population jusque-là restée à l'écart de la mobilisation politique, les enfants et les jeunes, afin de les attirer insidieusement dans le giron du péronisme.

L'article de Raanan Rein est resté isolé. Alors qu'il démontrait les nombreuses perspectives de recherches offertes aux historiens spécialistes du péronisme et/ou du sport, il

¹¹ Raanan Rein, « "El Primer Deportista" : the political use and abuse of sport in Peronist Argentina », *International Journal of the History of Sport*, 15/2, 1998, p. 54-76.

¹² Voir Raanan Rein, « *El Primer Deportista* : uso y abuso del deporte », dans Raanan Rein, *Peronismo, populismo y política : Argentina, 1943-1955*, Buenos Aires, Editorial de Belgrano, 1998, p. 113-141 et « Uso y abuso del deporte en la década peronista » dans Raanan Rein (comp.), *La cancha peronista. Fútbol y política (1946-1955)*, San Martín-Tel Aviv, UNSAM-Tel Aviv University, 2015, p. 21-45.

¹³ Consulter Mariano Ben Plotkin, *Mañana es San Perón. A Cultural History of Perón's Argentina*, Wilmington, Scholarly Resources, 2003 (1^{ère} édition argentine 1993). Sur la notion de religion politique dans l'œuvre d'Emilio Gentile, se reporter à Emilio Gentile, *La religion fasciste. La sacralisation de la politique dans l'Italie fasciste*, Paris, Perrin, 2002 (1^{ère} édition italienne : *Il culto del littorio. La sacralizzazione della politica nell'Italia fascista*, Roma-Bari, Laterza, 1993) et *Les religions de la politique. Entre démocraties et totalitarismes*, Paris, Seuil, 2005.

¹⁴ Voir Mariano Ben Plotkin, *Mañana es San Perón*, *op. cit.*, Partie III « Education and Politics : The Political Socialization of Youth » et Partie IV « The Generation of Passive Consensus », chapitre 8 « The "Peronization" of Women and Youth », p. 180-193.

n'a pas entraîné, dans l'immédiat, de nouvelles recherches dans ce domaine. Seule exception : en 2002, une chercheuse argentine, María Graciela Rodríguez, a consacré son mémoire de maîtrise en sociologie de la culture à la politique sportive péroniste et « aux appels de l'État¹⁵ » lancés au milieu et au public sportifs. Mais ce travail n'a jamais été publié dans son intégralité et n'a guère été diffusé par son auteure, qui s'est d'ailleurs réorientée par la suite vers d'autres thèmes de recherche¹⁶. Ainsi, l'histoire du sport sous le péronisme est longtemps apparue comme un domaine secondaire aux yeux des universitaires, laissé aux mains des journalistes sportifs, des historiens amateurs et des chroniqueurs passionnés. C'est donc dans des ouvrages sur l'histoire générale du sport argentin que l'on peut trouver des chapitres qui lui sont dédiés, à l'image des travaux menés par Víctor Lupo, Ariel Scher et Ezequiel Fernández Moores¹⁷. Ces publications regorgent souvent d'informations précieuses pour le chercheur et s'avèrent très utiles pour reconstituer un panorama d'ensemble. Mais elles comportent aussi de nombreux défauts, liés au manque de rigueur scientifique et à un certain goût pour l'anecdote et les récits édifiants. Il est parfois très difficile de parvenir à retrouver les références et le matériel d'origine utilisés par ces auteurs, qui se citent d'ailleurs souvent entre eux. Mais c'est surtout l'absence de distance critique et de réflexion historique, notamment sur la question complexe et sensible du péronisme, qui caractérise ces productions. L'historien est donc bien souvent contraint de s'y référer, mais ne peut les utiliser qu'avec prudence et circonspection. Du fait de l'absence d'autres travaux, ces livres sont néanmoins régulièrement cités et utilisés par les universitaires qui se sont intéressés au sport sous le péronisme.

Car, s'il n'existe qu'un seul article de synthèse sur ce sujet, les problématiques liées aux questions sportives et à leurs transformations sous le péronisme ont connu récemment un regain d'intérêt, notamment depuis les années 2000-2010. Cela s'est traduit par la parution, dans des revues et des ouvrages collectifs, de plusieurs articles qui abordent un ou

¹⁵ María Graciela Rodríguez, *Pueblo y público en el deporte. La interpelación estatal durante el peronismo (1946-1955)*, mémoire de maîtrise en sociologie de la culture sous la direction de Pablo Alabarces, Instituto de Altos Estudios, Universidad de San Martín, Buenos Aires, 2002, manuscrit inédit. Nous remercions María Graciela Rodríguez qui a accepté de nous le communiquer. Signalons aussi le mémoire rédigé par un étudiant en journalisme en 2006 : Maximiliano Kronenberg, *Peronismo, deporte y sociedad (1946-1952)*, mémoire de maîtrise en journalisme sous la direction d'Ariel Scher, École de journalisme Tea y Deportea, Buenos Aires, 2006, manuscrit inédit.

¹⁶ Voir María Graciela Rodríguez, « El deporte como política de Estado (período 1946-1955) », *EFDeportes*, Año 2, n° 4, Buenos Aires, avril 1997 [En ligne] <http://www.efdeportes.com/efd4/mgr41.htm> (consulté le 10 octobre 2015), ainsi que l'article publié en collaboration avec son directeur de maîtrise, Pablo Alabarces, spécialiste de sociologie du sport : « Fútbol y Patria : la crisis de la representación de lo nacional en el fútbol argentino », *EFDeportes*, Año 3, n° 10, Buenos Aires, mai 1998 [En ligne] <http://www.efdeportes.com/efd10/pamr10.htm> (consulté le 10 octobre 2015).

¹⁷ Víctor Lupo, *Historia política del deporte argentino*, op. cit. ; Ariel Scher, *La patria deportista*, Buenos Aires, Editorial Planeta, 1996; Ariel Scher, Guillermo Blanco et Jorge Búsico, *Deporte nacional*, op. cit. et Ezequiel Fernández Moores, *Breve historia del deporte argentino*, Buenos Aires, Editorial El Ateneo, 2010.

plusieurs aspects de ce domaine. Cette évolution tient à la fois au renouveau historiographique des études sur le péronisme qui s'est produit au cours de cette période et à la reconnaissance progressive du sport en tant qu'objet d'histoire légitime en Argentine¹⁸. Cette production historiographique est relativement hétérogène et éclatée, mais on peut néanmoins en repérer les grandes orientations. Les principaux thèmes abordés concernent la dimension internationale de la politique sportive péroniste, et en particulier l'impact des premiers Jeux Panaméricains organisés en 1951 à Buenos Aires grâce au soutien actif du gouvernement et du couple présidentiel¹⁹. L'autre thématique centrale relève de l'histoire de l'éducation dans la *Nueva Argentina* et de la place accordée à l'éducation physique par le nouveau régime²⁰. Outre les *Campeonatos Evita* créés par la Fondation Eva Perón (*Fundación Eva Perón* - FEP), plusieurs chercheurs se sont penchés sur un autre organisme destiné à encourager la pratique sportive des adolescents et fondé à l'initiative du gouvernement : l'Union des Étudiants du Secondaire (*Unión de Estudiantes Secundarios* - UES)²¹. Par ailleurs, des thèses de doctorat, dont certaines en cours, s'attachent à reconstituer l'histoire des institutions et des politiques éducatives péronistes, en se focalisant sur le rôle attribué à l'éducation physique²². Plusieurs investigations se sont concentrées, dans une perspective mêlant histoire des représentations, *gender studies* et histoire des sensibilités et du corps, à la question du genre dans le sport péroniste et aux fonctions

¹⁸ Un renouveau historiographique qui est corrélé au redressement de l'économie argentine après le choc de la crise de 2001 et à l'élection à la tête du pays de Néstor puis Cristina Kirchner, tous deux membres du Parti Justicialiste. Sous leurs mandats, de multiples événements organisés au sein d'institutions publiques, comme la Bibliothèque Nationale Mariano Moreno, ont été consacrés à l'histoire du premier péronisme et à la mise en valeur d'archives de cette période.

¹⁹ César Torres, « Peronism, International Sport and Diplomacy », in Heather L. Ditcher et Andrew L. Johns (dir.), *Diplomatic Games : Sport, Statecraft and International Relationships*, Lexington, University Press of Kentucky, 2014, p. 151-182 ; Raanan Rein, « Turning the Country Into an "Immense and Clamorous Stadium" : Perón, the New Argentina and the 1951 Pan-American Games », *The International Journal of History of Sport*, Vol. 33, 2016, p. 29-43 et Brenda Elsey, « Cultural Ambassadorship and the Pan-American Games of the 1950s », *The International Journal of History of Sport*, Vol. 33, 2016, p. 105-126.

²⁰ Voir notamment les travaux d'Adrián Cammarota, *Somos Bachiyeres. Juventud, cultura escolar y peronismo en el Colegio Nacional Mixto de Morón (1949-1969)*, Buenos Aires, Editorial Biblos, 2014 et Iván Pablo Orbuch, *Peronismo y Educación Física. Políticas públicas entre 1946 y 1955*, Buenos Aires, Miño y Dávila, 2016, p. 31-37. Pour une mise au point historiographique et une synthèse des réflexions en cours sur l'éducation sous le péronisme, consulter Flavia Fiorucci, « El campo escolar bajo el peronismo 1946-1955 », *Revista Historia de la Educación Latinoamericana*, Vol. 14, n° 18, janvier-juin 2012, p. 139-154. Sur l'histoire de l'éducation physique en tant que discipline scolaire, voir l'ouvrage publié par Ángela Aisenstein et Pablo Scharagrodsky, *Tras las huellas de la Educación Física Escolar Argentina. Cuerpo, género y pedagogía, 1880-1950*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 2006.

²¹ Si aucune monographie n'a été consacrée à cet organisation, plusieurs auteurs l'étudient dans le cadre de leurs recherches. C'est le cas d'Omar Acha, *Los Muchachos peronistas. Orígenes olvidados de la Juventud Peronista (1945-1955)*, Buenos Aires, Planeta, 2011, p. 51-77 ; Valeria Manzano, *The Age of Youth. Culture, politics and Sexuality from Perón to Videla*, Chapel Hill, The University of North Carolina, 2014, chapitre I « Carving Out a Place for Youth » et Adrián Cammarota, *Somos Bachiyeres, op. cit.*, chapitre 5 « Mediaciones políticas en la vida cotidiana del Colegio ».

²² C'est le cas des recherches d'Iván Pablo Orbuch et d'Eduardo Galak, qui a mené une thèse sur l'histoire de la formation des professeurs d'éducation physique en Argentine.

réservées aux hommes et aux femmes²³. Enfin, dans le cadre d'un vaste programme de recherches lié à l'histoire des médias sous le péronisme, plusieurs articles analysant certains organes de la presse sportive dépendant de la maison d'édition et du groupe de presse contrôlés par le gouvernement ont récemment été publiés²⁴.

Dans leur grande majorité, ces travaux abordent la question des rapports entre sport et péronisme à travers l'analyse des discours et des représentations élaborés et diffusés par les responsables politiques, en s'appuyant sur les allocutions publiques de Perón, les dizaines de brochures publiées par les services d'informations et de propagande du gouvernement²⁵, la presse – généraliste et spécialisée – et des sources iconographiques. La plupart de leurs auteurs inscrivent leur démarche dans le sillage de l'histoire culturelle du politique et de l'histoire des idées. Ces deux courants ont permis d'approfondir la compréhension du phénomène péroniste et des conceptions forgées par le gouvernement, relayées auprès de l'ensemble de la société argentine grâce aux médias et à un système de propagande très efficace²⁶. Néanmoins cette approche ne résout pas deux problèmes cruciaux auxquels sont souvent confrontés les spécialistes de l'histoire culturelle : si l'on parvient à identifier les conditions de production et de diffusion des discours, des normes et des représentations en vigueur dans une société donnée, il est cependant beaucoup plus difficile de déterminer les conditions de leur réception et les effets engendrés par ces

²³ Marta Susana Antúnez et Norah Edith Miranda, « El deporte como política pública. Participación y representación femenina », *Anais do VII Seminário « Fazendo Gênero »*, 28, 29 et 30 de 2006 (*sic*), [En ligne] http://www.fazendogenero.ufsc.br/7/artigos/A/Antunez-Miranda_15.pdf (consulté le 3 novembre 2012) et María Cristina Pons, « Cuerpos sublimes : el deporte en la retórica de la "Nueva Argentina" » in Claudia Soria, Paola Cortés Rocca et Edgardo Dieleke (ed.), *Políticas del sentimiento*, *op. cit.*

²⁴ María Graciela Rodríguez et Valeria Añon, « *Mundo Deportivo*. El deporte en la gráfica estatal » ; María E. Bordagaray et Anabella Gorza, « Socialización política y de género de la infancia durante el primer peronismo a través de la revista *Mundo Infantil* » et Alicia E. Poderti, « *PBT* : alegre, política y deportiva. Nueva época (1950-1955) » in Claudio Panella et Guillermo Korn (comp.), *Ideas y debates para la Nueva Argentina. Revistas culturales y políticas del peronismo (1946-1955)*, Vol. I, La Plata, Universidad Nacional de La Plata, 2010, p. 229-253, p. 255-279 et p. 331-361 respectivement. Voir aussi María Graciela Rodríguez et Valeria Añon, « Gráfica estatal y deporte : nuevas inflexiones. El caso de *Olimpia* » et Adrián Cammarota, « Una juventud responsable, disciplinada y peronista. La *Revista de la Unión de Estudiantes Secundarios* (1954-1955) » in Claudio Panella et Guillermo Korn (comp.), *Ideas y debates para la Nueva Argentina. Revistas culturales y políticas del peronismo (1946-1955)*, Vol. II, *op. cit.*, p. 289-305 et p. 387- 405 respectivement.

²⁵ Dont le Sous-secrétariat de Presse et Diffusion (*Subsecretaria de Prensa y Difusión*), organe central de la propagande gouvernementale. Sur l'histoire de cet organisme – qui a changé à plusieurs reprises de noms et de tutelle administrative – voir Marcela Gené, *Un mundo feliz. Imágenes de los trabajadores en el primer peronismo 1946-1955*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica – Universidad de San Andrés, 2005. On pourra aussi consulter le livre, très bien renseigné mais qui reflète les positions antipéronistes de son auteure, de Silvina Mercado, *El inventor del peronismo. Raúl Apold, el cerebro oculto que cambió la política argentina*, Buenos Aires, Planeta, 2013.

²⁶ Pour un bilan de la « nouvelle histoire culturelle du péronisme » et un aperçu des champs d'investigation qui ont été ouverts, voir Matthew B. Karush et Oscar Chamosa (eds.), *The New Cultural History of Peronism. Power and Identity in Mid-Twentieth-Century Argentina*, Durham/Londres, Duke University Press, 2010. Sur la propagande péroniste, voir l'ouvrage – très descriptif et peu problématisé mais qui dresse un tableau exhaustif de ses différentes manifestations – de Guillermo E. D'Arino Aringoli, *La propaganda peronista (1943-1955)*, Ituzaingó, Editorial Maipue, 2006.

discours sur le public²⁷. À cette première limite s'ajoute une autre lacune, qui lui est consubstantielle, dans la plupart de ces travaux : le milieu sportif en lui-même est très peu examiné dans une perspective qui serait celle de l'histoire sociale, prêtant attention à la diversité des acteurs, de leurs trajectoires et de leurs engagements. Il est d'ailleurs trop souvent essentialisé, comme s'il formait un tout et un milieu homogène et uniforme²⁸. Les chercheurs manquent de données concrètes sur des éléments pourtant essentiels à la reconstitution des faits historiques tels que le nombre d'institutions sportives, leur mode de fonctionnement interne, les relations entre elles ou encore la diversité des acteurs qui composent le monde du sport. Les *socios*²⁹ des clubs, les athlètes amateurs, les sportifs professionnels et les dirigeants partagent-ils tous les mêmes intérêts et les mêmes attentes ? N'existe-t-il aucune divergence entre eux ? De même, la position socioéconomique et la capacité d'influence d'un club comme Boca Juniors sont-elles comparables à celles de clubs comme le Sportivo Racing de San José de Jachal dans la province de San Juan ?

Des travaux récents ont commencé à combler ces lacunes en s'intéressant de plus près à l'histoire sociale et institutionnelle du milieu sportif et en reconstituant de façon précise les interactions entre les responsables politiques péronistes et les dirigeants sportifs. Ce faisant, ils examinent les modalités de mise en place de la politique sportive et leurs effets dans et sur la vie des institutions sportives. Melina Piglia a ainsi mené une étude comparative entre le cas de l'Automóvil Club Argentino (Aca), l'association responsable, entre autres, de l'organisation des sports automobiles en Argentine depuis les années 1930, et celui du Touring Club Argentino, des années 1930 à 1955³⁰. Issu de sa thèse de doctorat, cet ouvrage permet, d'une part, de dépasser le cadre chronologique habituel qui tend à détacher la période péroniste des décennies précédentes. D'autre part, l'angle d'analyse privilégie la question des modes de relation construits entre les représentants de l'État et deux institutions sportives, et leur incidence sur l'évolution de celles-ci. Piglia peut ainsi observer finement les continuités et les transformations induites par l'irruption du péronisme sur la scène politique dans un milieu sportif délimité. Cette approche s'avère

²⁷ Sur cette question, voir les actes du colloque consacré à la réception des objets médiatiques, publiés par Pascale Goetschel, François Jost et Myriam Tsikounas (dir.), *Lire, voir, entendre. La réception des objets médiatiques*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2010.

²⁸ Par souci de clarté et de commodité, nous avons choisi d'employer les termes de « milieu » et de « monde », pour désigner l'ensemble des acteurs sportifs ou politiques, ce qui inclut aussi bien les individus que les institutions.

²⁹ Un *socio* est un membre adhérent d'une institution : le versement régulier d'une cotisation lui donne non seulement le droit d'accéder aux installations et aux services de son club mais aussi de donner son avis et de voter lors des assemblées générales et des élections des dirigeants.

³⁰ Melina Piglia, *Autos, rutas y turismo. El Automóvil Club Argentino y el Estado*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2014.

particulièrement opportune pour affiner la réflexion et nuancer la vision proposée jusque-là par les (trop) rares recherches menées sur les liens entre sport et politique.

Un autre avantage, considérable, du travail de Melina Piglia est de s'être penché sur les sports automobiles³¹. En effet, non seulement le champ de l'histoire du sport est encore très restreint en Argentine, mais il est aussi largement structuré autour d'une seule pratique sportive, qui occupe une position hégémonique dans ce domaine, à l'image de celle qu'elle occupe dans la société argentine dans son ensemble : le football. La domination du football en Argentine est telle que l'histoire du sport tend en fait à se confondre avec l'histoire du ballon rond. Et l'étude de la période péroniste n'y échappe pas : ainsi un ouvrage collectif fondateur sur l'histoire de la politique sportive péroniste et de son impact sur le milieu sportif, publié en 2015, ne traite-t-il que du football. Compilé par Raanan Rein et Julio Frydenberg, le grand spécialiste de l'histoire du football argentin³², *La Cancha peronista* propose une série d'études de cas qui donne un aperçu de la diversité des relations établies entre les pouvoirs publics et le football sous le péronisme, suivant les clubs³³. La consultation des sources issues du milieu sportif lui-même, en particulier les bilans (*Memoria y balance*) publiés annuellement par les institutions et les actes des réunions de leurs comités de direction, permet de restituer et d'évaluer la place de chacun des acteurs. Cet ouvrage collectif a démontré l'intérêt de ce type de recherches, qui relèvent de la micro-histoire, et ouvert des pistes prometteuses qui invitent à jouer sur les échelles, en rattachant le micro-local aux enjeux nationaux. Cependant, l'idée conductrice qui parcourt ce livre s'appuie sur un concept qui est peu discuté par les différents contributeurs : celui de la « péronisation » du sport. La thèse centrale insiste sur la dimension « invasive » du péronisme au sein des clubs, qui aurait encouragé ou contraint les institutions à nouer des relations avec les membres du parti politique arrivé au pouvoir. Les différentes positions

³¹ Si cette historienne n'est pas la seule à s'y être intéressée, elle est probablement l'une des seules à y avoir consacré sa thèse de doctorat en Argentine. Outre les analyses pionnières de l'anthropologue Eduardo Archetti dans son ouvrage *El potrero, la pista y el ring. Las patrias del deporte argentino*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2001, signalons les articles d'Anahí Ballent, « Kilómetro cero : la construcción del universo simbólico del camino en la Argentina de los años treinta », *Boletín del Instituto de Historia Argentina y Americana « Dr. Emilio Ravignani »*, 3^e série, n° 27 (1^{er} semestre), Buenos Aires, 2005 ; de Pablo Lacoste, Eduardo Jaenisch, Alicia Boggia et Eliana Escudero, « Redes humanas y organizacionales en los procesos de integración regional : los Grandes Premios Internacionales en el sur de América y el papel de los actores no estatales (1935-1965) », *Revista Universum* n° 15, Universidad de Talca, Chili 2000, , p. 125-159. [En ligne] <http://universum.otalca.cl/contenido/index-00/lacoste.html> (consulté le 20 avril 2015).

³² Voir Julio Frydenberg, *Historia social del fútbol. Del amateurismo a la profesionalización*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2011. Spécialiste d'histoire sociale, Julio Frydenberg a principalement étudié l'histoire du football des années 1880 aux années 1930.

³³ Raanan Rein (comp.), *La cancha peronista, op. cit.* Nous remercions Raanan Rein et Julio Frydenberg de nous avoir proposé de participer à cet ouvrage collectif. Cependant, certaines des conclusions que nous avons alors proposées dans le cadre de notre étude de cas, consacrée au club San Lorenzo de Almagro, nous semblent depuis devoir être révisées.

adoptées par les dirigeants sportifs relèveraient de la collaboration avec le gouvernement, en participant activement à la diffusion des vertus du justicialisme et au culte de la personnalité orchestré autour des principales figures du régime, ou de la résistance aux tentatives d'ingérence du monde politique. En fin de compte, le péronisme aurait bien introduit des pratiques anormales au sein du milieu sportif et engendré abus et dérives. On retrouve, en filigrane, les thèses que défendait déjà Raanan Rein dans son article pionnier de 1998.

Si cette grille d'analyse est moins apparente, elle sous-tend aussi l'article consacré à l'histoire de la Confédération Argentine des Sports-Comité Olympique Argentin (*Confederación Argentina de Deportes-Comité Olímpico Argentino-Cadcoa*) par deux chercheurs argentins qui ont aussi collaboré à *La Cancha peronista*, Rodrigo Daskal et Daniel Szabón³⁴. L'un des principaux axes de problématisation de ce travail concerne aussi la lutte de cet organisme chargé d'encadrer l'ensemble des fédérations sportives nationales et le sport de haut niveau pour préserver son autonomie face à l'entreprise de centralisation étatique. Les mesures instaurées par le régime péroniste en matière sportive sont entachées de suspicions : elles cacheraient, aux yeux de nombreux historiens – bien que les recherches les plus récentes s'efforcent de proposer des perspectives plus nuancées – des tentatives, plus ou moins dissimulées, de prise de contrôle des instances sportives, qu'il s'agisse des clubs, des fédérations ou de la Cadcoa. Dans le domaine du sport, l'historiographie existante, même si elle a diversifié ses références conceptuelles et bibliographiques, semble s'inscrire dans le prolongement des interprétations du péronisme proposées par certains courants historiques et politiques qui l'assimilent à un régime populiste et autoritaire, apparenté pour certains auteurs au fascisme et au nazisme. Dans cette perspective, Perón serait un héritier et un admirateur de Mussolini qui aurait importé des pratiques et des modes de gouvernement depuis l'Europe, adaptés ensuite au milieu sociopolitique latino-américain³⁵.

³⁴ Rodrigo Daskal et Daniel Szabón, « El deporte entre centralización gubernamental y la búsqueda de preservación de su autonomía: el caso de la Cadcoa », in Claudio Panella et Raanan Rein (comp.), *En busca de la Comunidad Organizada. Organizaciones políticas, sociales, económicas y culturales del primer peronismo*, La Matanza, Universidad Nacional de La Matanza, 2018, p. 297-324. Cet article n'avait pas encore été publié au moment où nous avons mené nos propres recherches et consulté les sources de cet organisme. Nous remercions les deux auteurs de nous avoir permis de nous y référer alors qu'il était encore sous presse et de nous avoir autorisé à le citer.

³⁵ Cette interprétation est, par exemple, défendue par Maria Elena Rolim Capelato, *Multidões em cena. Propaganda política no varguismo e no peronismo*, São Paulo, UNESP, 2008 (1^{ère} édition 1998). Dans ce livre, cette historienne brésilienne s'attache à démontrer que les projets politiques de l'*Estado Novo* mené par Getulio Vargas et de la *Nueva Argentina* par Juan Domingo Perón s'inspireraient tous les deux des expériences européennes du fascisme et du nazisme. Tant les techniques que les contenus des messages de propagande auraient circulé depuis l'Europe vers le Brésil et l'Argentine où ils auraient été reproduits et réadaptés au public local.

La persistance de cette lecture du péronisme s'explique, en partie, par la difficulté à renouveler et diversifier les sources. En Argentine, la recherche de documents historiques sur le péronisme confronte le chercheur à deux problèmes paradoxaux : l'abondance et la rareté. Abondance car les deux premiers gouvernements péronistes ont produit, entre 1946 et 1955, brochures, affiches, tracts, journaux et archives audiovisuelles par milliers dont les fonds d'archives argentins ont gardé un volume conséquent. Le chercheur se retrouve donc bien souvent face à des monceaux de documents, plus ou moins bien répertoriés et catalogués, mais dispersés dans différents centres d'archives. Rareté car l'histoire politique mouvementée qu'a connue l'Argentine tout au long du xx^e siècle a engendré de nombreuses pertes. Les documents liés à l'époque péroniste ont été particulièrement touchés suite à la proscription et aux confiscations décidées par la Révolution Libératrice de 1955³⁶. Le renversement du péronisme a donné lieu à des manifestations iconoclastes qui ont entraîné la destruction d'importantes quantités de documents³⁷. Aujourd'hui encore, du matériel réapparaît régulièrement, conservé et dissimulé par des particuliers pendant des décennies ou retrouvé par hasard dans les sous-sols des bâtiments administratifs³⁸. Dans ces conditions, il est difficile d'éclaircir l'origine des documents et de reconstituer la genèse des fonds accessibles aujourd'hui. Parfois issus de sauvetages de dernière minute, de regroupements de plusieurs fonds ou, au contraire, de séparations, le classement des archives consultées n'a souvent rien à voir avec celui d'origine ou a été impossible à retracer. Cela complique évidemment le repérage des fonds utiles pour les historiens et la

³⁶ Instaurées suite à la dissolution du parti péroniste (décret 3855/55) et à la promulgation du décret-loi 4161 du 5 mars 1956, qui interdit l'utilisation et la reproduction de tout symbole péroniste, de photographies et de portraits et même de prononcer les noms de Perón et d'Evita ainsi que les expressions « péronisme », « justicialisme », « troisième position ». Les contrevenants encourent des peines de prison. La junta militaire procède par ailleurs à de nombreuses saisies de documents au sein des administrations ou aux domiciles d'anciens dirigeants péronistes. À cause des dispositions du décret-loi, ces archives ont été endommagées : les termes prohibés ont été recouverts d'encre noire, les photographies et représentations des symboles péronistes découpées ou raturées.

³⁷ Sur cette question, se référer à Juan Pablo Artinian, *Imagining Argentina : Politics, Protest and the Cultural Politics of Representation, 1950-1966*, Phd Diss., Stony Brook University, 2013 et à l'article du même auteur : « 1955 : Saqueos, crisis y emociones políticas en una Argentina dividida » in Gabriel Di Meglio y Sergio Serulnikov (comp.), *La larga historia de los saqueos en la Argentina. De la Independencia a nuestros días*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2017.

³⁸ Une partie des archives de la FEP ont ainsi été retrouvées au début des années 2000 : elles avaient été gardées et préservées par d'anciennes responsables de cet organisme. Des fonds sont aussi encore en cours de classement et de revalorisation comme celui du Conseil National d'Éducation (*Consejo Nacional de Educación – CNE*), conservé au sein de l'*Archivo General de la Nación*. Les archives de cette institution, qui a fonctionné pendant plusieurs décennies, se présentaient lorsque nous avons cherché à les consulter sous la forme de liasses disparates. Un même carton pouvait renfermer des documents datant des années 1930 et des années 1970.

reconstruction de l'organigramme des institutions administratives péronistes, en particulier pour les entités moins connues de l'historiographie.

Ainsi, il est pour l'instant impossible de consulter les archives de la Direction d'Éducation Physique (*Dirección de Educación Física-DEF*) créée sous le péronisme, dépendante du ministère de l'Armée puis du ministère de l'Éducation. Suite à la fermeture de cette direction centrale, ses archives ont été séparées en deux fonds, dont l'un a été envoyé au centre d'études historiques de l'Institut National d'Éducation Physique (*Instituto Nacional de Educación Física-INEF*) Enrique Romero Brest. L'autre a été récupéré par le centre d'archives du ministère de l'Éducation où il n'a jamais été référencé. Il s'y trouve encore certainement, mais est actuellement impossible à retrouver puisqu'il n'apparaît pas dans les catalogues et les inventaires³⁹. L'accès aux fonds documentaires des organes publics et administratifs correspondant à la période péroniste s'avère, hélas, encore très aléatoire. Quand ils sont consultables, ils peuvent par ailleurs se révéler très fragmentaires, en raison des aléas de la politique patrimoniale nationale, qui n'a pas toujours été une priorité des gouvernements au pouvoir. Les bibliothèques publiques et spécialisées et les centres d'archives liés à des institutions de recherche peuvent parfois permettre de pallier cet écueil. Les brochures et les fascicules édités par les services de propagande péroniste ont été ainsi mieux préservés et s'avèrent plus faciles à retrouver⁴⁰.

Concernant les archives produites par le milieu sportif, les historiens peuvent aussi se heurter à plusieurs obstacles. Certaines institutions comme l'Association de Football Argentin (*Asociación de Fútbol Argentino-Afa*) ou le Comité Olympique Argentin (COA) possèdent des bibliothèques fournies et ouvertes aux chercheurs. Mais elles constituent une exception : les fédérations et les clubs sportifs se sont rarement préoccupés de la conservation de leurs archives et de leur mise à disposition auprès des chercheurs. L'accès aux archives sportives varie fortement suivant les organismes : l'Aca, l'Association Argentine de Polo (*Asociación Argentina de Polo-AAP*) et les Jockey Clubs proposent des bibliothèques⁴¹ ; de grands clubs comme Boca Juniors et River Plate ont récemment mis en

³⁹ Ces précisions sur l'histoire de cette direction et sur les pérégrinations de ses archives nous ont été indiquées par Ángela Aisenstein et María Graciela Rodríguez. Malgré l'aide des responsables du centre de documentation historique de l'INEF et des archivistes du ministère de l'Éducation, nous n'avons pas réussi à identifier et à consulter les documents issus de ce fonds de la Direction d'Éducation Physique.

⁴⁰ Nous avons principalement utilisé les collections conservées au sein de la Bibliothèque Péroniste (*Biblioteca Peronista – BP*), une bibliothèque spécialisée relevant de la Bibliothèque Nationale du Congrès (BC) et de la section de l'*Archivo Intermedio*, un département des archives nationales argentines, qui possède un ensemble de brochures péronistes provenant des saisies réalisées par la Révolution Libératrice (cote : FNRP, CNI, Colección Bibliográfica).

⁴¹ Il faut néanmoins signaler une difficulté supplémentaire, à laquelle sont seulement confrontées les chercheuses : dans certaines institutions, comme les Jockey Clubs et le Club Universitario de Buenos Aires (CUBA), l'accès à certains espaces, dont la bibliothèque, est encore interdit aux femmes.

place des musées du club et se préoccupent désormais de la mise en valeur de leur patrimoine. Cependant, les historiens n'ont souvent accès qu'à des catégories limitées de sources, principalement les publications officielles éditées par ces institutions : *Memorias*, bilans annuels, livres commémoratifs, bulletins et parfois compte-rendu des réunions du comité de direction ou des assemblées générales. Si les sources imprimées subsistent, il est beaucoup plus rare de parvenir à consulter les archives internes des organisations sportives, telles que les correspondances des dirigeants, les listes d'adhérents, les documents de travail, les dossiers des sous-commissions ou les relevés d'opérations financières et de trésorerie. Finalement, il est très difficile de reconstituer le fonctionnement détaillé et le déroulement de la vie quotidienne à l'intérieur des institutions sportives. Pour combler ces manques, la plupart des spécialistes de l'histoire du sport se sont tournés vers la presse. Mais, si les sources médiatiques peuvent fournir des renseignements très utiles, elles empêchent trop souvent la multiplication des points de vue. C'est particulièrement le cas pendant la période péroniste où de nombreux journaux et magazines sont soumis à des formes de contrôle et de censure croissantes. Les articles font rarement entendre directement la voix des sportifs, des dirigeants et des *socios* : leurs propos sont rapportés par les journalistes, passent par le filtre des rédactions et ne reflètent que les prises de position publiques, autorisées, mais pas le secret des négociations et des débats à l'œuvre au sein du milieu sportif. De même, les pages des hebdomadaires sportifs restent, dans leur grande majorité, dédiées à la description factuelle des rencontres sportives, aux péripéties d'un match et aux informations sur les résultats dans chaque discipline. La couverture des grands événements sportifs est soumise aux consignes et aux communiqués de presse fournis par le Sous-secrétariat à l'Information (*Subsecretaría de Información*) du gouvernement péroniste, qui sont reproduits par les journaux nationaux, aux côtés des discours prononcés par Juan et Eva Perón à cette occasion.

L'histoire du sport en Argentine se fonde donc, d'abord, sur l'analyse des sources tirées de la presse et des médias audiovisuels (la radio, les actualités cinématographiques et, pour les périodes plus récentes, la télévision). Si nous avons, nous aussi, recouru à ces sources, elles n'occupent cependant qu'une place secondaire dans l'ensemble du corpus que nous avons constitué dans la mesure où elles ne permettaient guère d'apporter des réponses aux questions centrales de notre recherche. Nous avons pu retracer les principales étapes qui ont rythmé la mise en place de la politique sportive et en repérer les grandes orientations en consultant les publications officielles et institutionnelles de l'administration péroniste, des services de propagande du gouvernement et d'organismes comme la Cadcoa, la FEP et

l'UES. De même, nous avons eu recours aux archives diplomatiques françaises et au fonds documentaire du Comité International Olympique (CIO) afin d'élargir le cadre de notre recherche et de nous interroger sur la dimension internationale de la politique sportive péroniste. Ces sources permettent de mettre en perspective les initiatives menées par le gouvernement argentin entre les années 1946 et 1955, les resituant par rapport aux enjeux qui traversent alors le mouvement olympique et le milieu sportif international.

Cependant, la plupart de ces documents nous renseigne principalement sur les objectifs poursuivis par le régime péroniste ainsi que sur les discours et les représentations forgés autour du sport que les dirigeants politiques cherchent alors à diffuser auprès de la population. Mais ils ne nous disent presque rien de la façon dont la politique sportive est mise en pratique, sur ses répercussions sur le milieu sportif local, ses conséquences concrètes pour les clubs et les fédérations. L'expérience vécue et le point de vue des athlètes, des dirigeants sportifs et des *socios* continuent d'échapper à l'historien, qui reste tributaire des publications officielles du gouvernement péroniste. Or, celles-ci tendent à présenter un récit idéalisé des réalisations accomplies par le régime, en gommant les difficultés rencontrées, les limites et les contradictions des mesures instaurées par le pouvoir central. Selon les responsables péronistes, la politique sportive aurait été unanimement approuvée par le milieu sportif et rapidement couronnée de succès.

Les problèmes posés par le manque de sources et de références bibliographiques ont été, en partie, résolus grâce à l'exploration systématique d'un fonds d'archives, resté jusqu'alors quasiment ignoré des historiens du péronisme et du sport⁴². Ce fonds peut facilement échapper à l'attention des chercheurs étant donné qu'il n'apparaît pas immédiatement comme un ensemble de documents correspondant à la période péroniste. Il est classé et inventorié parmi les fonds d'archives produites par le régime suivant, celui de la Révolution Libératrice. Or, il contient des sources relevant directement de la période péroniste. Pour comprendre ce décalage apparent entre le classement du fonds et son contenu, il faut revenir sur les circonstances politiques qui ont marqué le renversement du péronisme.

Le 16 septembre 1955, un coup d'État militaire met brutalement un terme au second mandat présidentiel de Perón, qui avait été réélu en 1952 pour six ans. Le chef de l'État est contraint de quitter le territoire national ; débute alors un long exil de 18 ans. Les principaux artisans de la chute du péronisme désignent leur soulèvement sous le nom de « Révolution Libératrice » (*Revolución Libertadora*), expression qui est restée dans l'historiographie

⁴² L'existence des archives de la Commission 49 est à peine mentionnée dans la bibliographie que nous avons consultée. Les archives d'autres commissions d'enquête ont par contre été davantage utilisées par les historiens, en particulier celles de la Commission 17 qui concernait les milieux du cinéma, de la radio et du théâtre ainsi que celles de la Commission 21 sur la presse et la *Subsecretaría de Información y Prensa*.

argentine. À partir du 23 septembre 1955, une junte militaire gouverne *de facto* le pays⁴³. Le triomphe des forces antipéronistes a pour conséquences immédiates un coup d'arrêt des mesures et des politiques menées jusqu'alors, l'arrestation ou la fuite des principaux ministres et dirigeants du gouvernement destitué et la suspension des activités de nombreux organismes créés sous le péronisme, quand ils ne sont pas purement et simplement dissous. Le sport est lui aussi concerné par ce brusque retournement de la conjoncture politique

Le 7 octobre 1955, le décret 479/55 promulgue la création de la Commission Nationale d'Investigation (*Comisión Nacional de Investigaciones-CNI*) qui a pour objectif d'enquêter sur les irrégularités commises sous le péronisme. Composée de cinq membres – un nombre rapidement jugé insuffisant – elle est dirigée par le vice-président de la Nation, l'amiral Isaac Rojas. Lui est associée la Junte Nationale de Récupération Patrimoniale (*Junta Nacional de Recuperación Patrimonial-JNRP*), un organisme assermenté pour vérifier l'origine légale ou illégale des biens des fonctionnaires publics et chargé de les récupérer pour le compte de l'État⁴⁴. La CNI supervise un vaste ensemble d'organisations subsidiaires : elle est effectivement habilitée à mettre sur pied toutes les commissions nécessaires pour enquêter sur chaque branche de l'administration. En quelques semaines, pas moins de 60 commissions voient le jour, dont la Commission 49, responsable des investigations à mener dans les clubs, fédérations et autres associations sportives. Cette dernière représente bien un cas unique dans ce vaste ensemble : toutes les autres commissions sont chargées d'examiner soit les ministères et secrétariats d'État, soit les organismes et entreprises publiques, soit certains individus ou groupes d'individus suspects, soit encore les activités déployées par certains milieux d'affaires où sont mis en cause des fonctionnaires et des individus du secteur privé⁴⁵. Avec la Commission 17, la Commission 49 semble bien être l'une des seules à ne pas se concentrer sur le secteur public étatique

⁴³ Pour une synthèse en français sur les événements qui ont conduit à la chute du péronisme et à la mise en place de la junte militaire, se référer à Alain Rouquié, *Le Siècle de Perón, op. cit.* Pour une analyse approfondie du projet politique envisagé par la Révolution Libératrice et des forces centrifuges à l'œuvre au sein du front antipéroniste, consulter María Estela Spinelli, *Los vencedores vencidos. El antiperonismo y la « revolución libertadora »*, Buenos Aires, Biblos, 2005.

⁴⁴ Voir l'article de Silvana Ferreyra, « Las comisiones investigadoras durante la "Revolución Libertadora". Usos del archivo en la historiografía sobre peronismo y antiperonismo », *Quinto Sol. Revista de historia*, Vol. 20, n° 13, 2016 [En ligne] <https://cerac.unlpam.edu.ar/index.php/quintosol/article/view/991/1619#notas18> (consulté le 23 mai 2017). Il s'agit de l'une des rares recherches menées spécifiquement sur ces commissions. Outre les 60 commissions nationales, au moins 21 commissions provinciales ont été constituées au cours du seul mois d'octobre 1955. D'après les recensements de Silvana Ferreyra, ce sont près de 413 commissions et sous-commissions qui auraient été en activité entre octobre 1955 et le printemps 1956.

⁴⁵ *Ibid.* Les Commissions 7, 8, 11, 15 et 51 sont chargées d'enquêter chacune sur une personnalité : respectivement Aloé-Díaz, Alberto Tesaie, Jorge Antonio, Román A. Subiza et Oscar Nicolini. L'autre commission qui s'apparente à la Commission 49 est la n°17, qui examine les agissements du milieu du cinéma et du théâtre.

puisqu'elle vise avant tout des institutions civiles et privées censées avoir conservé leur autonomie sous le péronisme.

Cette commission mène son travail d'investigation entre le 7 octobre 1955 et le 31 mars 1956, date à laquelle le gouvernement du général Pedro E. Aramburu décrète la fin des activités de la CNI et de la JNRP⁴⁶. Comme ses homologues, la Commission 49 est censée remettre un rapport complet sur les résultats de ses enquêtes au sein du milieu sportif aux autorités nationales. Mais ses membres n'arrivent pas à adresser à temps leurs conclusions définitives, ce qui explique l'absence de compte-rendu dans l'ouvrage publié par la Révolution Libératrice sous le titre *Documentación, autores y cómplices de las irregularidades cometidas durante la segunda tiranía*, qui compile tous les rapports rédigés par les 60 commissions nationales⁴⁷. Mais cette omission ne signifiait pas que la Commission 49 fût restée inactive : les documents rassemblés par les enquêteurs qui l'ont intégrée n'ont pas été détruits. Comme des milliers d'autres, ils ont été conservés par le Bureau National de Récupération Patrimoniale (*Fiscalía Nacional de Recuperación Patrimonial-FNRP*), un service relevant du ministère de la Justice⁴⁸. Cette source exceptionnelle, contrairement aux synthèses publiées par la Révolution Libératrice, n'a presque pas été exploitée par les spécialistes de l'histoire du sport sous le péronisme⁴⁹. Or, elle permet d'embrasser la situation de nombreux acteurs du milieu sportif – athlètes, dirigeants, responsables de clubs et de fédérations – non seulement au cours des premiers mois de la Révolution Libératrice mais aussi pendant la période péroniste proprement dite. En effet, ce fonds contient, outre la documentation résultant des enquêtes – procès-verbaux d'audition, notes de service et rapports –, des documents saisis dans les organismes sportifs correspondant aux années 1946-1955 et qui n'ont jamais été restitués aux intéressés. La Commission 49, dirigée par le colonel Alejandro C. Ojeda, a dépêché plusieurs enquêteurs, regroupés en sous-commissions, dans des dizaines d'institutions aux profils variés, depuis le petit club de quartier jusqu'à la Cadcoa, l'organe central du sport argentin. Bien évidemment, il leur a été impossible, en l'espace d'un an et demi, de procéder à un examen

⁴⁶ *Ibid.* D'après les dossiers que nous avons consultés, la Commission 49 n'arrête pas immédiatement ses travaux. Ils se poursuivent dans certains cas jusqu'en avril, voire jusqu'en juin 1956. De nombreux rapports des sous-commissions ont d'ailleurs été remis bien après cette date. Cela vient corroborer plusieurs remarques formulées par S. Ferreyra sur les dysfonctionnements constants observables dans les rapports entre la CNI et les autres commissions, qu'elles soient nationales ou provinciales.

⁴⁷ Vice-Presidencia de la Nación-CNI, *Documentación, autores y cómplices de las irregularidades cometidas durante la Segunda Tiranía*, 5 tomes, Buenos Aires, 1958. Cette publication monumentale a fait l'objet d'une version abrégée en un seul volume : Presidencia de la Nación, *Libro negro de la Segunda Tiranía*, Buenos Aires, 1958.

⁴⁸ Silvana Ferreyra, « Las comisiones investigadoras durante la "Revolución Libertadora" », *art. cit.*

⁴⁹ La majorité des travaux consacrés à l'histoire du sport sous le péronisme s'appuient sur la presse ou les sources imprimées, dont le *Libro negro de la Segunda Tiranía* et, dans de rares cas, aux passages qui concernent l'UES dans les volumes de *Documentación, autores y cómplices...*, *op. cit.*

complet de toutes les organisations sportives existant dans le pays et de tous les athlètes argentins alors en activité. Malgré ces lacunes, ce fonds offre des perspectives de recherche extrêmement stimulantes qui ont permis d'éclairer sous un jour nouveau le problème des relations entre le milieu politique péroniste et le monde sportif.

Une histoire sociale des acteurs sportifs et du péronisme

Le dépouillement exhaustif de ce fonds d'archives a enrichi considérablement notre réflexion et réorienté nos perspectives d'analyse⁵⁰. L'approche qui a été choisie, fondée sur la distinction par groupe d'acteurs, découle directement des apports offerts par cette source. Les archives de la Commission 49 permettent effectivement de démontrer que le milieu sportif est loin d'être homogène. Elles offrent la possibilité de mener des études de cas précises et détaillées, qui interrogent la thèse de la « péronisation » et viennent nuancer les interprétations couramment proposées pour caractériser les rapports entre pouvoir politique et milieu sportif. Ce dernier est composé de différents acteurs aux intérêts divergents : les athlètes et les dirigeants sportifs ne sont pas confrontés aux mêmes problèmes et les responsables politiques n'interagissent pas avec eux de la même manière. De même, des clubs aux faibles ressources et à la notoriété limitée ne recherchent pas exactement les mêmes réponses politiques que les institutions consolidées qui dominent leurs fédérations respectives et jouissent de capacités d'action plus conséquentes. Le matériel rassemblé par la Commission 49 montre concrètement les formes d'échanges, les négociations et les modalités des relations établies entre acteurs sportifs et politiques, tout en mettant en exergue le contexte dans lequel elles s'inscrivent et se déploient. Cette démarche permet à la fois de faire émerger les structures qui dominent les champs sportifs et politiques et qui, par là-même, restreignent les marges de manœuvre des acteurs qui les composent et d'en souligner les multiples nuances et variations.

Cette attention aux sources ne signifie pas une absence de lecture critique, bien au contraire. En effet, les biais interprétatifs inhérents à ce type d'archives sont nombreux : les dossiers que nous avons consultés mêlent documents datant de la période péroniste et documents produits dans un contexte politique radicalement différent, celui de la Révolution Libératrice. Les membres de la junte militaire au pouvoir sont tous des antipéronistes convaincus, qui poursuivent des objectifs très clairement énoncés : faire le procès du

⁵⁰ Précisons que ce fonds reste encore soumis à certaines restrictions, liées aux lois de protection des données personnelles. Les photographies sont interdites et seule la prise de note autorisée. Lorsque nous avons consulté ce fonds, il n'existait aucun inventaire détaillé du contenu des cartons et la plupart des documents étaient encore conservés dans leurs dossiers d'origine.

péronisme, un procès forcément à charge, et parvenir à éliminer ce mouvement du paysage politique national – une entreprise loin d’avoir été couronnée de succès. Les commissions nationales d’investigation ont été créées pour apporter des preuves tangibles à la thèse qui faisait du péronisme l’un des pires régimes qu’ait jusqu’alors connus l’Argentine. Leurs conclusions ont été réunies, condensées et publiées afin d’être diffusées auprès d’un large public⁵¹. La lecture critique des documents bruts, conservés tels quels dans les archives, va donc de pair avec l’identification des marques de préjugé et des jugements de valeur communs aux opposants du régime péroniste dans les comptes-rendus produits par les différents enquêteurs intégrant les sous-commissions.

Comme tout dispositif d’enquête de ce type, la Commission 49 a mis au point une procédure normalisée avec un questionnaire adressé aux dirigeants des clubs et des fédérations. Celui-ci comporte plusieurs séries de questions : elles visent, d’une part, à repérer d’éventuels délits ou infractions d’ordre économique (retard dans les remboursements des prêts accordés par la Banque Nationale, détournement de fonds publics, mauvais usage des subventions, entre autres) ; d’autre part, à identifier le degré d’adhésion au régime péroniste manifesté par les institutions, à partir d’un certain nombre de critères comme les honneurs accordés à des personnalités politiques, le versement de contributions à la FEP ou à certaines initiatives du gouvernement, la présence de photographies et de bustes de Juan et Eva Perón dans leurs bâtiments. Le chercheur dépend donc du dispositif spécifique instauré par la Commission et de ses préoccupations centrales – la fraude fiscale et les délits politiques. De même, les réponses émanant des sportifs et des dirigeants mis en cause doivent être analysées en tenant compte de l’asymétrie des positions propre à cette configuration particulière. Des auteurs comme Carlo Ginzburg ont depuis longtemps identifié et neutralisé les écueils qui menacent l’interprétation historique de ce genre de sources⁵².

Ce travail de mise à distance et d’analyse critique permet aussi de repérer la persistance au sein de l’historiographie argentine des postulats des enquêteurs de la Révolution Libératrice et de leur vision du péronisme. Ces derniers ont eu une longue

⁵¹ La publication monumentale en cinq volumes, *Documentación, autores y cómplices...*, *op. cit.*, a fait l’objet d’une version abrégée en un seul volume : Presidencia de la Nación, *Libro negro de la Segunda Tiranía*, Buenos Aires, 1958.

⁵² À ce titre, les réflexions de Carlo Ginzburg dans *Mythes, emblèmes, traces. Morphologie et histoire*, Paris, Flammarion, 1989 et dans *Le juge et l’historien. Considérations en marge du procès Sofri*, Lagrasse, Verdier, 1997 nous ont été particulièrement précieuses. Concernant le contexte précis de la Révolution Libératrice, voir la communication de Silvana Ferreyra, « El "delito" de ser peronista. Una aproximación a la comisión investigadora durante la "Revolución Libertadora" », présentée lors du IV^o Congreso de Estudios del Peronismo, Red de Estudios del Peronismo, Instituto Superior de Estudios Sociales-Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Técnicas, Universidad Nacional de Tucumán, San Miguel de Tucumán, 18, 19 et 20 septembre 2014.

postérité parmi certains spécialistes de la période péroniste, dont les analyses et les interprétations s'inscrivent en ligne directe dans celles avancées par les fonctionnaires de la junte militaire. L'exploration attentive du fonds de la Commission 49 permet d'historiciser – et donc de déconstruire certaines certitudes ou certaines généralisations, toujours fortement ancrées dans la littérature consacrée à la politique sportive péroniste. L'article de Félix Daniel Frascara, publié en 1961, soit trois ans après la fin de la junte militaire et le retour à l'ordre démocratique – sans que la proscription du Parti péroniste ait été levée cependant –, forme l'un des jalons de cette historiographie, comme en témoignent les références récurrentes à certaines de ses analyses. Or, la lecture intégrale de son texte permet de lever l'ambiguïté sur le jugement qu'il porte sur les destinées du sport pendant la période péroniste. S'il prétend proposer un bilan avec le plus de sérénité et d'objectivité possible⁵³, Frascara a été impliqué directement dans les événements politiques de la fin des années 1950 puisqu'il a été consulté, en tant qu'expert des questions sportives, par les membres de la Commission 49 pour évaluer l'action de certaines fédérations sportives sous le péronisme. Il a donc collaboré avec la Révolution Libératrice pour juger les activités du milieu sportif. Son verdict global sur la période est sans appel : selon lui, les années 1920-1930 ont constitué une étape d'essor et de fleurissement du sport en Argentine, un « âge d'or », malgré les difficultés rencontrées par les dirigeants et les athlètes. Au cours de cette période, l'aide de l'État aurait été très limitée et ce dernier n'aurait exercé aucune influence – « ni favorable, ni défavorable⁵⁴ » – sur le milieu sportif. Par contre, l'irruption du professionnalisme au début des années 1930 aurait fait définitivement basculer certaines disciplines dans « l'époque de la corruption⁵⁵ ». Ce détournement du sport aurait donc commencé avant le péronisme, mais c'est sous ce dernier qu'il aurait pris une ampleur dramatique : « la rupture morale s'est alors aggravée et tous les principes de l'éthique sportive ont été submergés⁵⁶ ». Le monde du sport aurait d'ailleurs reflété les déviances d'un régime qui « est arrivé au pouvoir en tant que point culminant d'un processus de désintégration institutionnelle⁵⁷. » Pour Frascara, le milieu sportif était déjà mis à mal par un certain nombre de divisions internes et un manque d'esprit collectif, ce qui explique que les dirigeants n'étaient pas armés pour résister au nouveau gouvernement qui aurait alors, très

⁵³ Voir Félix Daniel Frascara, « Deportes », *Argentina 1930-1960, op. cit.*, p. 378 : « Entramos en el análisis de una etapa que debe ser contemplada y juzgada con la máxima serenidad y, según nuestro entender, con absoluta objetividad. »

⁵⁴ *Idem*, p. 376 : « ni a favor ni en contra. »

⁵⁵ *Idem*, p. 375 : « de la época del florecimiento pasamos a la de la corrupción. »

⁵⁶ *Idem*, p. 379 : « se agravó el quebranto moral y quedaron sumergidos los principios de la ética deportiva. »

⁵⁷ *Ibid* : « Admitido que el peronismo llegó al poder como culminación de un proceso de desintegración institucional ». »

facilement, « conquis⁵⁸ » l'ensemble de ce secteur. Le journaliste reconnaît que les années 1946-1955 ont été marquées par un « second épanouissement⁵⁹ » des pratiques sportives en Argentine, mais qui n'aurait rien de comparable avec le premier car « de ce qui avait été l'âge du romantisme dans le sport, nous sommes passés au temps de la luxure⁶⁰. » En cause : le fameux « pacte », machiavélique et intéressé, conclu entre le régime au pouvoir et les représentants du milieu sportif. Ces derniers se seraient d'ailleurs aveuglés sur les véritables intentions des responsables politiques : « si les sportifs ont eu l'impression de vivre un moment magique, le sport, dans son essence, a subi un coup mortel⁶¹ », un coup dont il tardera longtemps à se remettre selon Frascara.

Il ne fait aucun doute que ce journaliste sportif condamne les agissements et l'influence, désastreuse à ses yeux, du péronisme dans l'histoire du sport national. Pourtant, il remarque que la situation en Argentine était loin d'être un cas isolé à la même période : il met aussi en cause les dirigeants des instances internationales, et du Comité International Olympique (CIO) en particulier, qui n'auraient guère réagi face à ces abus – ce qui est n'est pas tout à fait vrai, comme la consultation des archives du CIO nous l'a confirmé. De même, Frascara en appelle, à la fin de son article, à la mise en place d'un secrétariat d'État ou d'un ministère des Sports, car il estime nécessaire de doter le milieu sportif d'une législation adaptée et d'un gouvernement adéquat. Il ne s'oppose donc pas à des formes d'intervention de la part des pouvoirs publics, pour veiller au respect des bonnes pratiques tant dans les disciplines amateurs que professionnelles. Mais les formes d'attention manifestées par le gouvernement péroniste continuent de représenter un modèle repoussoir : l'État doit s'intéresser au sport, certes, mais cet intérêt doit être « désintéressé⁶² », ce qui n'était pas le cas pendant la période péroniste.

Ce texte semble avoir été l'une des sources d'inspiration de la plupart des travaux menés sur la politique sportive péroniste. On y retrouve un certain nombre d'idées qui sont encore défendues dans des études récentes, sans que cela ne s'accompagne d'une discussion et d'une historicisation des analyses proposées par Frascara. Témoin et acteur direct des événements des années 1930-1958, ce dernier est loin d'être un observateur neutre et objectif. Il appréhende les transformations du milieu sportif à l'aune de son positionnement politique, très critique à l'égard du péronisme. Notre propre interprétation du phénomène

⁵⁸ *Ibid* : « *Y si [el peronismo] no lo [el deporte] mejoró ni mucho menos, hizo algo más fácil y más apropiado a los fines perseguidos : lo conquistó.* »

⁵⁹ *Ibid* : « *"segundo florecimiento"* ».

⁶⁰ *Idem*, p. 379-380 : « *De lo que había sido el romanticismo pasamos a la lujuria en el deporte.* »

⁶¹ *Idem*, p. 381 : « *si los deportistas vivieron su momento mágico, el deporte en su esencia sufrió un golpe mortal.* »

⁶² *Idem*, p. 382 : « *que el estado se tomara un desinteresado interés por esta importante actividad popular.* ».

péroniste et des attitudes et réactions du milieu sportif vis-à-vis du gouvernement qui a remporté les élections présidentielles de 1946 est toute autre. Elle se fonde à la fois sur la lecture attentive des sources produites par la Commission 49 et sur le recours à d'autres sources et recherches historiques sur la période du premier péronisme, qui tendent à complexifier la lecture manichéenne forgée par la Révolution Libératrice et longtemps dominante dans l'historiographie argentine.

L'un des ouvrages fondateurs, et qui a produit un premier renouvellement historiographique majeur dans les études sur le péronisme, est celui de Daniel James, *Resistance and Integration*⁶³. Notre démarche s'inscrit dans celle qu'il propose et qui consiste à s'efforcer de reconstituer l'expérience historique vécue par les acteurs, les ouvriers et les syndicalistes dans son cas, les sportifs et les dirigeants sportifs dans le nôtre. Cela implique de rejeter les catégories d'analyse abstraites et parfois arbitrairement plaquées sur la réalité historique. C'est, entre autres, pour cette raison que nous avons décidé de ne pas utiliser le terme de « populisme » dans ce travail : les débats scientifiques autour de ce concept ont depuis longtemps déjà souligné ses limites et ses insuffisances⁶⁴. Passé aujourd'hui dans le langage courant, il charrie implicitement un jugement de valeur et une dimension péjorative qui ne peuvent que nuire à l'analyse et mener à des simplifications regrettables alors que notre objectif consiste justement à remettre en question l'idée d'un milieu sportif passif, soumis à l'arbitraire d'un pouvoir à tendance autoritaire et d'une instrumentalisation politique systématique du sport. Pour restituer toute la complexité des logiques à l'œuvre pendant la période péroniste, la notion de clientélisme paraît plus pertinente⁶⁵, étant entendu que celle-ci ne saurait subsumer à elle seule l'ensemble des situations examinées dans cette recherche, qui se veut résolument « pragmatique⁶⁶ » dans sa démarche.

De manière générale, de nombreux travaux récents portant sur le premier péronisme ont aussi abandonné l'usage de la notion de populisme. Parmi ces derniers, on remarque une tendance salutaire à la recontextualisation des politiques péronistes – et ce dans de nombreux domaines. Loin des explications théoriques et générales, des chercheurs argentins

⁶³ Daniel James, *Resistance and Integration. Peronism and the Argentine Working Class, 1946-1976*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.

⁶⁴ Voir, par exemple, Alain Touraine, *La Parole et le Sang. Politique et société en Amérique latine*, Paris, Odile Jacob, 1988 et les remarques d'Alain Rouquié, *Le Siècle de Perón, op. cit.*, « Introduction », p. 11-20. Pour un bilan historiographique sur la question de la catégorisation politique du péronisme, voir Humberto Cucchetti, « Lecturas e interpretaciones sobre los orígenes del peronismo : ¿ nacional-populismo o adaptación fascista ? », *Studia Historica. Historia Contemporánea*, Vol. 30, 2012, p. 151-171.

⁶⁵ Hélène Combes et Gabriel Vommaro, *Sociologie du clientélisme*, Paris, La Découverte, 2015.

⁶⁶ Bernard Lepetit, « L'histoire prend-elle les acteurs au sérieux ? », *Espaces Temps*, n° 59-61, 1995, p. 112-122.

et étrangers s'attachent à reconstituer les pratiques en vigueur au sein de la société argentine et de certains secteurs spécifiques. Plusieurs domaines ont été ainsi explorés dernièrement dont les politiques de santé publique⁶⁷, l'histoire des pratiques de consommation⁶⁸, les rapports entre le gouvernement péroniste et les intellectuels⁶⁹ ou les journalistes⁷⁰, les politiques urbaines, architecturales⁷¹, éducatives et culturelles⁷². Ces recherches se sont notamment focalisées sur la question, classique mais primordiale, des continuités et des ruptures introduites par le gouvernement péroniste vis-à-vis de ces prédécesseurs. Elles ont aussi mené un travail fondamental et méticuleux sur les transformations opérées au sein de l'administration publique par le péronisme et les évolutions du cadre législatif et institutionnel. Ces investigations offrent une vision plus nuancée et complexe de la période, en proposant une chronologie fine des années 1946-1955. Elles invitent à être particulièrement attentif au contexte historique, à la fois international, national et local ainsi qu'aux retournements de conjoncture qui se déroulent au cours de ces neuf années. Enfin, elles soulignent les contradictions du gouvernement, les décalages entre les annonces officielles et les mesures réellement mises en œuvre, les conflits internes à l'œuvre aussi bien au sein de la société argentine dans son ensemble que parmi les partisans et les opposants de Juan et Eva Perón. De même, les milieux avec lesquels le régime noue des liens ne forment pas des blocs homogènes et monolithiques, mais sont aussi traversés par des tensions et des dissensions, qui expliquent l'évolution de leurs rapports avec les représentants du pouvoir en place.

Le travail de Clara Kriger consacré aux relations entre le milieu du cinéma et le péronisme est à ce titre particulièrement éclairant⁷³. On peut repérer de multiples parallèles entre les processus qu'elle observe et ceux qui ont cours au sein du sport, ainsi que des similitudes sur le plan des débats historiographiques en vigueur parmi les spécialistes de

⁶⁷ Karina Ramacciotti, *La política sanitaria del peronismo*, Buenos Aires, Biblos, 2009.

⁶⁸ Eduardo Elena, *Dignifying Argentina. Peronism, Citizenship and Mass Consumption*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2011 et Natalia Milanésio, *Cuando los trabajadores salieron de compras. Nuevos consumidores, publicidad y cambio cultural durante el primer peronismo*, Buenos Aires, Siglo XXI Editores, 2014.

⁶⁹ Flavia Fiorucci, *Intelectuales y peronismo 1945-1955*, Buenos Aires, Editorial Biblos, 2011.

⁷⁰ James Cane, *The Fourth Enemy. Journalism and Power in the Making of Peronist Argentina, 1930-1955*, University Park, The Pennsylvania State University, 2011.

⁷¹ Anahí Ballent, *Las huellas de la política. Vivienda, ciudad y peronismo en Buenos Aires, 1943-1955*, Buenos Aires, Universidad Nacional de Quilmes/ Prometeo, 2005.

⁷² Sur cette thématique, signalons l'ouvrage pionnier d'Alberto Ciria, *Política y cultura popular : la Argentina peronista 1946-1955*, Buenos Aires, Ediciones de la Flor, 1983. Voir également les contributions rassemblées dans Matthew B. Karush et Oscar Chamosa (Eds.), *The New Cultural History of Peronism. Power and Identity in Mid-Twentieth-Century Argentina*, op. cit. et l'article de Flavia Fiorucci, « Reflexiones sobre la gestión cultural bajo el peronismo », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, février 2008 [En ligne] <https://journals.openedition.org/nuevomundo/24372> (consulté le 6 janvier 2012).

⁷³ Clara Kriger, *Cine y peronismo. El estado en escena*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2009.

l'histoire du cinéma. Comme cette auteure, nous avons constaté que les dirigeants sportifs, à l'image des producteurs et distributeurs du cinéma argentin, ne forment pas un milieu extérieur à l'État et disposent de capacités d'action et d'intervention au sein de certains organismes publics. Parmi celles-ci, notons, pour l'instant, la présence de représentants d'institutions sportives au sein des commissions mixtes du gouvernement et les contacts étroits entretenus avec des hommes politiques influents. Les conclusions de Clara Kriger nous ont incité à observer la plus grande prudence vis-à-vis des discours que les membres du milieu sportif tiennent sur eux-mêmes. Les archives de la Commission 49 montrent que ceux-ci ont fait en partie l'objet d'une reconstruction formulée a posteriori par les acteurs du monde du sport, lorsqu'ils sont confrontés à leurs juges et sommés de s'expliquer sur leurs agissements sous le péronisme. Face aux enquêteurs de la Révolution Libératrice, les dirigeants et, dans une moindre mesure, les athlètes, sont contraints de justifier leurs actes et leurs décisions. C'est alors que certains gestes ou événements sont désormais présentés comme des actes politiques ou comme des preuves de l'avancée du péronisme dans la vie interne des institutions sportives. Des actes qui, jusqu'alors, n'étaient pas réellement interrogés parce qu'ils s'inscrivaient dans un ensemble de pratiques et d'usages anciens, existant de longue date dans les clubs, sont remis en question par les nouvelles autorités militaires. Les dirigeants sportifs, mis sur la sellette, menacés de poursuites judiciaires, doivent se défendre : quelle meilleure stratégie que de se présenter comme des victimes de l'autoritarisme péroniste et de chercher à minimiser leur part de responsabilité dans les délits qui leur sont reprochés ?

La question des rapports entre les régimes autoritaires et le sport fait toujours l'objet de nombreux débats parmi les historiens. L'image d'un système sportif totalement dominé et utilisé pour séduire, endoctriner et manipuler les « masses » est aujourd'hui fortement discutée. Malgré les difficultés intrinsèques posées par le recours au comparatisme, il convient cependant de signaler les similitudes existant entre le cas de la politique sportive péroniste et d'autres exemples nationaux. Les recherches menées par plusieurs chercheurs sur les politiques sportives en URSS⁷⁴, dans l'Espagne franquiste⁷⁵ ou le Portugal de Salazar⁷⁶ tendent à souligner les négociations et les arrangements constamment opérés entre

⁷⁴ Voir la thèse de Sylvain Dufraisse, *Les « Héros du sport ». La fabrique de l'élite sportive soviétique (1934-1980)*, sous la direction de Marie-Pierre Rey, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Paris, 2016, manuscrit inédit.

⁷⁵ Juan Antonio Simón Sanjurjo a consacré plusieurs articles au rôle du sport dans la politique étrangère du régime franquiste. Voir, par exemple, « La diplomacia del balón : deporte y relaciones internacionales durante el franquismo », *História e Cultura*, Franca, vol. 4, n° 1, mars 2015, p. 165-189.

⁷⁶ Voir Yves Léonard, « Le sport dans le Portugal de Salazar, « instructeur social » plus qu'outil de propagande » in Georges Bensoussan, Paul Dietschy, Caroline François et Hubert Strouk (dir.), *Sport, corps et*

le pouvoir politique et le milieu sportif et la quête permanente de formes de consensus entre les deux⁷⁷. La tenue, ces dernières années, de plusieurs colloques internationaux consacrés à ces questions a permis de confronter les points de vue et de stimuler la réflexion sur l'emploi de certaines catégories politiques couramment admises⁷⁸. Dans le domaine du sport et de ces modes de relations avec le politique, quelles sont les différences entre les régimes dits « autoritaires » ou « totalitaires » et les régimes unanimement considérés comme démocratiques ? Ces perspectives ont logiquement alimenté nos propres interrogations étant donné les polémiques encore en vigueur autour de la catégorisation du péronisme. En fin de compte, l'analyse de la politique sportive péroniste, l'examen des relations établies entre le milieu politique et le milieu sportif, les agissements et les prises de position des dirigeants, les discours et les représentations produits autour du sport et diffusés de part et d'autre permettent de mener une réflexion plus large, qui touche au cœur même des enjeux qui entourent le péronisme : celui de la définition de la nature du régime.

C'est pourquoi nous avons aussi fait le choix de laisser une large place à la parole des acteurs : non seulement il s'agit de mettre en valeur des sources parfois méconnues et peu consultées, mais cette démarche vise aussi à rendre compte de l'existence de discours multiples et dissonants pendant la période péroniste. Une donnée souvent omise dans les travaux sur le péronisme qui préfèrent mettre en exergue l'omniprésence de la rhétorique officielle à la gloire de la *Nueva Argentina*, de Perón et d'Evita. L'appareil de propagande étatique s'est avéré redoutablement efficace, à tel point que les antipéronistes dénoncent l'envahissement de la société argentine par les slogans politiques et les formules toutes faites répétées à l'envie dans la presse, à la radio et reproduites sur les murs des villes. Le recours aux citations permet d'en prendre la mesure et participe à la reconstitution du paysage historique de l'Argentine péroniste. Mais d'autres discours tentent aussi de se faire entendre et sont construits en réaction aux devises péronistes. Au récit proposé par le

sociétés de masse. Le projet d'un homme nouveau, Paris, Armand Colin, 2012, p. 243-255 ainsi que Victor Pereira, « La *Seleção* portugaise, entre dictature, propagande coloniale et horizon européen » in Fabien Archambault, Stéphane Beaud et William Gasparini (dir.), *Le football des nations. Des terrains de jeu aux communautés imaginées*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2016.

⁷⁷ Dans cette perspective comparatiste, l'ouvrage de Fabien Archambault, *Le Contrôle du ballon. Les catholiques, les communistes et le football en Italie de 1943 au tournant des années 1980*, Rome, École Française de Rome, 2012 a aussi fortement contribué à approfondir nos réflexions sur les relations entre le milieu sportif et le monde politique.

⁷⁸ Les 13 et 14 novembre 2011, le Mémorial de la Shoah et le Centre d'histoire de Sciences-Po ont organisé le colloque international « Sport, corps, régimes autoritaires et totalitaires », dont les actes ont été publiés : Georges Bensoussan, Paul Dietschy, Caroline François et Hubert Strouk (dir.), *Sport, corps et sociétés de masse. Le projet d'un homme nouveau*, op. cit. Le 4 décembre 2016, les mêmes institutions ont accueilli un second colloque intitulé « Dominer et discriminer par le sport : perspective globale » qui s'inscrivait dans le prolongement du premier.

péronisme, s'oppose celui forgé par la Révolution Libératrice et les secteurs de l'opposition. Leur accorder une place fondamentale permet de mieux en repérer les échos actuels.

De l'histoire politique et institutionnelle à l'analyse micro-historique des acteurs sportifs

Ce travail est structuré en deux grandes parties, chacune composée de quatre chapitres. La première partie, intitulée « Ambitions et limites de la politique sportive péroniste », vise à présenter le cadre général de la politique sportive péroniste, avant d'aborder dans la seconde, l'analyse d'études de cas. L'un de ses objectifs consiste à faire le point sur les mesures, les moyens et les principales orientations du programme élaboré par le gouvernement péroniste en matière sportive, notamment à partir de sources institutionnelles et législatives. Le premier chapitre aborde les grands axes de la politique sportive péroniste, en s'interrogeant sur les lignes de continuité existant avec les gouvernements précédents et la portée des innovations introduites par le péronisme dans ce domaine. Cela concerne aussi les tentatives du régime pour mettre en place des organismes publics centralisés, chargés d'encadrer et de contrôler les activités sportives, que nous étudions dans le deuxième chapitre. Signe des hésitations et des tâtonnements de l'administration péroniste, c'est une institution existant depuis les années 1920 et officiellement indépendante de l'État – la Cadcoa - qui finit par jouer le rôle de relais de l'action du gouvernement et de « pilier » de la politique sportive. Par contre, des figures de première importance du mouvement péroniste, dont Eva Perón, créent des organisations nouvelles, la Fondation Eva Perón et l'UES, qui viennent compléter les activités déployées par la Cadcoa. Nous consacrons le troisième chapitre à l'analyse détaillée de ces deux institutions qui présentent certaines caractéristiques communes : d'une part, elles s'occupent en priorité de diffuser et d'encourager la pratique sportive auprès des enfants et des adolescents ; d'autre part, elles constituent deux exemples emblématiques de ces organisations paraétatiques instaurées sous le péronisme, qui brouillent les frontières entre ce qui relève de la sphère de l'État et de la sphère associative privée. Ces deux organismes contribuent à la démocratisation des activités physiques et sportives. Cette aspiration du gouvernement péroniste s'inscrit non seulement dans le cadre de sa politique sociale mais aussi dans le projet de massification de la pratique sportive, qui doit constituer un vivier alimentant le sport de haut niveau. Cet objectif s'articule avec un dernier aspect de la politique sportive péroniste : celui de sa dimension internationale. Dans le quatrième chapitre, nous nous interrogeons sur l'ampleur accordée aux succès remportés par les

athlètes de haut niveau argentins et l'utilisation des grandes compétitions internationales pour promouvoir la *Nueva Argentina* à l'étranger. Le sport semble intégrer le répertoire des outils de la diplomatie culturelle argentine sous le péronisme : les sportifs sont élevés au rang d'ambassadeurs de la nation tandis que le gouvernement multiplie les efforts pour ériger l'Argentine au rang de grande nation sportive. L'examen de ce volet de la politique sportive permet d'élargir le cadre d'analyse et d'observer les réactions et les appréciations des diplomates étrangers et des membres du CIO à l'égard du péronisme.

En tant que garants de l'ordre sportif international et de l'idéal amateur, ces derniers vont avoir, sans qu'ils l'aient nécessairement voulu, une influence considérable sur les débats et les clivages au sein du milieu sportif argentin. C'est l'un des éléments que nous mettons en exergue dans notre seconde partie, qui resserre la focale sur les acteurs. Les quatre chapitres sont, cette fois-ci, divisés selon les catégories qui composent le monde sportif. Nous traitons ainsi à part les athlètes, dans le cinquième chapitre, afin de souligner les problématiques spécifiques qu'ils rencontrent et qui coïncident rarement avec celles des dirigeants. De même, nous avons choisi de distinguer les fédérations sportives amateurs, examinées dans le sixième chapitre, des fédérations sportives régissant les sports professionnels, auxquelles nous consacrons le chapitre suivant. Enfin, dans le huitième et dernier chapitre, nous nous intéressons en détail aux clubs, en proposant une typologie des différents profils identifiables selon leur degré de proximité avec le pouvoir politique. Les chapitres de cette seconde partie sont envisagés comme un ensemble cohérent : ils forment un tout, qui constitue le pendant de la première partie. À l'examen des projets péronistes, de ses ambitions politiques et de son armature institutionnelle et législative répond l'observation des pratiques concrètes et de leurs incidences dans le milieu sportif. En nous concentrant sur les acteurs, nous nous inscrivons dans une démarche d'histoire sociale « par le bas ». Cette dernière nous permet de mettre au jour la complexité des interactions sociales, la diversité des positions adoptées par les différents acteurs sportifs vis-à-vis du gouvernement péroniste, en fonction de leurs intérêts, des représentations qu'ils se font d'eux-mêmes et du régime et de leur conception du sport. Car, au-delà des convictions politiques personnelles et des adhésions partisans, c'est surtout ce qu'est et doit être le sport, ce qui sépare le sportif professionnel de l'athlète amateur, le bon dirigeant sportif de l'irresponsable qui détourne son institution de ses fins, qui constitue l'une des lignes de fracture les plus significatives.

PREMIÈRE PARTIE

AMBITIONS ET LIMITES DE LA POLITIQUE SPORTIVE PÉRONISTE

CHAPITRE I

« UN PEUPLE DE SPORTIFS ».

LES FONDEMENTS DE LA POLITIQUE SPORTIVE PÉRONISTE

Pour l'État, l'homme est ce qui a le plus de valeur, et organiser la prise en charge de cet homme, tant sur le plan physique que moral, est fondamental¹.

Prononcée le 3 mars 1949, cette phrase de Perón met en exergue ce qui est, à ses yeux, le principal domaine d'action de l'État – la gestion du « matériel humain² » – et qui justifie le rôle primordial qui doit être accordé à ce dernier. Ses vues s'appuient sur la conception péroniste des rapports entre communauté nationale, collectivité et individu. Ce dernier, cellule de base de la société, est la première richesse des nations, d'où la nécessité et même le devoir de l'État, d'accorder une grande attention aux besoins des citoyens. Pour Perón, la prise en charge des individus, tant sur le plan moral que physique, relève des domaines de compétence de l'État. Cette idée est au fondement de la politique sociale proposée par son gouvernement. Les différents programmes sanitaires, éducatifs et d'assistance publique mis en place sous le péronisme associent en permanence la dimension morale et la dimension physique : ils sont étroitement liés et appréhendés conjointement. L'amélioration des conditions de vie matérielles de la majorité de la population constitue

¹ « El hombre en el pensamiento vivo de Perón », *Mundo Peronista*, n°3, 15 août 1951, p.16, citation d'un discours prononcé par Perón le 3 mars 1949 : « *Para el Estado, lo más valioso es el hombre, y organizar el cuidado de ese hombre tanto en lo físico como en lo moral es fundamental.* »

² Discours de Perón adressé à la jeunesse sportive argentine, prononcé lors du match d'inauguration des Tournois Evita le 13 février 1954, reproduit dans Juan Domingo Perón, *Obras completas*, Tome XVIII, Vol. 2, Buenos Aires, Fundación Pro Universidad de la Producción y del Trabajo, 2001, p. 82 : « *material humano* ».

une étape nécessaire, qui rend possible et doit s'accompagner d'une entreprise d'élévation morale et spirituelle des citoyens³.

Perón insiste régulièrement dans ses discours sur cette conception « intégrale » des politiques d'État : un peuple sain, vigoureux, sportif traduit la bonne santé générale de la nation et de son gouvernement. Il atteste de la réussite du modèle de société proposé par les dirigeants politiques. D'ailleurs, les membres du gouvernement péroniste, et tout particulièrement Perón et sa femme, ont amplement mis en avant le caractère novateur de leurs politiques et les ruptures introduites par leur mouvement par rapport aux régimes qui les ont précédés, y compris en matière sportive. Néanmoins, ces affirmations ont été fortement nuancées par de nombreux spécialistes de l'histoire argentine et du péronisme. Plusieurs travaux récents tendent à relativiser le mythe de la *tabula rasa* péroniste. Les chercheurs s'attachent désormais à suivre les lignes de continuité qui peuvent s'observer dans la mise en place des réformes, élaborées pour certaines dès les années 1920, reprises et effectivement réalisées seulement une vingtaine d'années plus tard sous le mandat de Perón⁴.

Dans ce chapitre, nous nous demanderons donc si des innovations réelles ont été introduites en matière sportive à l'époque péroniste, en mettant en perspective les réalisations péronistes avec celles de la période antérieure, marquée par quelques tentatives politiques inédites en matière sociale, médicale et sportive dans certaines régions du pays. Quelles sont les actions concrètes qui ont été menées sous les gouvernements péronistes pour développer la pratique du sport ? Peut-on parler véritablement d'un programme politique défini par les autorités nationales en matière sportive ? Et si oui, quels en ont été les axes fondateurs et les principes directeurs ?

Tout l'enjeu consiste bien à éviter d'adopter sans perspective critique les propos tenus par Perón et son entourage sur la révolution engendrée par le nouveau régime, sans

³ Voir les extraits du célèbre ouvrage publié sous les auspices de la présidence et du sous-secrétariat à l'Information en 1950 qui propose une synthèse du projet poursuivi par le gouvernement et de la doctrine péroniste, *La Nación Argentina justa, libre y soberana*, présentés par Ana Jaramillo, *El Peronismo y la Justicia Social. Reproducción de la obra gráfica publicada por la Presidencia de la Nación, en el año del Libertador General San Martín*, Remedios de Escalada, Universidad Nacional de Lanús/Ediciones de la UNLA, 2012 et *El Peronismo y la Educación. Reproducción de la obra gráfica publicada por la Presidencia de la Nación, en el año del Libertador General San Martín*, Remedios de Escalada, Universidad Nacional de Lanús/ Ediciones de la UNLA, 2011.

⁴ C'est ce qu'ont analysé, entre autres, Patricia Berrotarán, *Del plan a la planificación. El Estado durante la época peronista*, Buenos Aires, Imago Mundi, 2003 dans le cas des réformes de l'État et de la politique économique, Karina Ramacciotti, *La política sanitaria del peronismo*, Buenos Aires, Biblos, 2009 pour les politiques sanitaires et, dans le cas de l'éducation physique des enfants, Iván Pablo Orbuch, « Cuerpo, disciplina, patria y anticomunismo. Las concepciones de la Educación Física en Argentina entre 1936 y 1955 », I^{as} Jornadas de Jóvenes Investigadores en Educación, FLACSO, Buenos Aires, les 12, 13 et 14 septembre 2012 [En ligne] <http://educacion.flacso.org.ar/files/webform/eventos/Cuerpo%20flacso%20pon.pdf> (consulté le 30 septembre 2015).

pour autant nier les spécificités introduites durant la période péroniste. Celles-ci, dans le domaine de l'histoire du sport argentin, sont réelles, comme en attestent les transformations du panorama sportif local entre 1945 et 1955. Si des évolutions non négligeables peuvent être notées au cours de cette décennie, le bilan est néanmoins en demi-teinte comme l'atteste d'ailleurs la citation présentée plus haut. En 1954, alors que Perón dirige le pays depuis huit ans, il reconnaît lui-même que de nombreuses tâches restent encore à accomplir pour que l'importance du sport soit véritablement reconnue. Il convient donc de s'interroger sur la législation mise en place par le gouvernement et sur sa portée effective : quels étaient les objectifs poursuivis par l'administration péroniste et dans quelle mesure a-t-elle innové par rapport à ses prédécesseurs ? Pour pouvoir y répondre, il est nécessaire de se pencher sur les dispositions promulguées en matière sportive par les gouvernements antérieurs et d'explorer les premiers temps du développement du sport en Argentine. On constate ainsi que l'inscription de la période péroniste dans un cadre temporel plus vaste permet de proposer une analyse plus nuancée des initiatives attribuées au gouvernement justicialiste. Loin d'avoir construit une politique sportive *ex nihilo*, ce dernier a surtout procédé à la systématisation et à l'amplification de mesures déjà éprouvées ponctuellement depuis les années 1920. Les ruptures introduites relèvent plus du sens et de la signification symbolique et politique qui leur sont désormais accordés.

ENTRÉE DE JEU : LE DÉVELOPPEMENT DU SPORT EN ARGENTINE DE LA FIN DU XIX^E SIÈCLE AUX ANNÉES 1940

L'attention aux activités sportives par les hommes politiques est un phénomène ancien en Argentine, remontant aux premières implantations de pratiques sportives modernes sur les rives du Río de la Plata. L'Argentine est en effet l'un des premiers pays d'Amérique latine où les sports modernes, inventés en Angleterre dès le XVIII^e siècle, furent introduits, en grande partie par l'intermédiaire des immigrants britanniques et des échanges économiques, commerciaux et industriels intenses entretenus entre la Grande-Bretagne et le Río de la Plata⁵. Dès 1804-1805 et les tentatives d'invasion anglaise, le *turf* et le cricket firent leur apparition dans le pays. Mais ce fut surtout à partir des années 1850-1860 que de

⁵ Sur l'arrivée des sports britanniques en Argentine, consulter l'ouvrage pionnier d'Eduardo A. Olivera, *Los orígenes de los deportes británicos en el Río de la Plata*, Buenos Aires, s/e, 1932 et les analyses plus récentes d'Eduardo Archetti, *El potrero, la pista y el ring. Las patrias del deporte argentino*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2001. Sur le processus de diffusion des sports britanniques en général, voir Sébastien Darbon, *Diffusion des sports et impérialisme anglo-saxon. De l'histoire événementielle à l'anthropologie*, Paris, Editions de la MSH, 2008 et Pierre Singaravélou et Julien Sorez (dir.), *L'Empire des sports. Une histoire de la mondialisation culturelle*, Paris, Belin, 2010.

nombreux sports britanniques, en premier lieu, le football, mais également le rugby, le polo ou encore le tennis, furent implantés par les ingénieurs et employés britanniques venus travailler ou s'installer en Argentine⁶. Entre l'émergence des pratiques sportives modernes dans les *public schools* et les clubs anglais dans les années 1840-1860 et leurs premières manifestations de l'autre côté de l'Atlantique, le décalage temporel fut donc relativement court. Le sport permet ainsi d'observer la rapidité des échanges et des circulations des hommes, des idées et des pratiques entre la Grande-Bretagne, première puissance mondiale du XIX^e siècle, et ses aires d'influence, dont faisait partie l'Argentine.

Le sport : une pratique réservée aux élites

En 1946, le milieu sportif argentin jouit donc déjà d'une histoire relativement longue et d'une solide expérience sur le plan de l'institutionnalisation, de la réglementation et de l'organisation des sports. De même, les relations entre hommes politiques de premier plan et institutions sportives sont anciennes. En effet, les pratiques sportives ont prospéré en premier lieu au sein des élites politiques, économiques et culturelles locales, en contact étroit avec les industriels et entrepreneurs de la communauté britannique. Le sport s'est d'abord diffusé dans les institutions scolaires fondées par des membres de la communauté britannique, où l'oligarchie argentine envoyait étudier ses enfants ; dans les clubs prestigieux créés dans les années 1880-1890 sur le modèle des clubs britanniques, tels le Jockey Club, espace de sociabilité fermée, dont l'accès était réservé aux plus grandes familles du pays, celles-là mêmes qui cumulaient pouvoir politique et économique ; enfin dans les cercles et sociétés de la communauté britannique avant que certaines disciplines ne soient intégrées à la formation militaire, aux côtés des exercices physiques traditionnels de l'aristocratie, tels que l'escrime, l'équitation, le tir, puis la gymnastique.

Ainsi, on observe dès les dernières années du XIX^e siècle des processus concomitants qui permettent l'expansion du sport à travers le pays. Les premiers signes timides d'une intervention de l'État dans le domaine des activités physiques et sportives sont perceptibles dans la loi 1420 du 26 juin 1884 qui met en place le système scolaire universel, gratuit et

⁶ D'après Víctor Lupo, le premier match de cricket de caractère international aurait eu lieu dès 1864 en Argentine et le premier match de football officiel dès 1867. Voir Víctor Lupo, *Historia política del deporte argentino (1610-2002)*, op. cit., p. 28. Sur l'introduction du football en Amérique latine, consulter Fabien Archambault, « Le continent du football », *Cahiers des Amériques latines*, Dossier « L'autre continent du football », 74, 2013/3, p. 15-37.

obligatoire. La gymnastique est alors incluse dans les matières d'enseignement qui doivent constituer le minimum d'instruction obligatoire à pourvoir aux enfants⁷.

Parallèlement, des figures de premier plan du monde politique prennent part personnellement à la fondation d'institutions chargées de promouvoir et de diffuser certaines pratiques sportives. Parmi les plus notables, citons le cas du Tiro Federal Argentino, créé en 1891 par certains anciens et futurs présidents de la République argentine, tels que Bartolome Mitre, Julio Argentino Roca, Carlos Pellegrini ou encore Marcelo Torcuato de Alvear⁸ ou celui de la Sociedad Sportiva Argentina née en 1899 sur l'initiative de Julio A. Roca. Ces mêmes dirigeants politiques sont également à l'origine de l'attribution ponctuelle de subventions publiques aux clubs et associations sportives, dont ils sont bien souvent des membres actifs⁹. Ces institutions constituent des espaces de sociabilité prestigieux, où se réunit, dans un cadre où les appartenances politiques passent au second plan, toute la bonne société argentine.

Dans un contexte où s'affrontent les partisans de la gymnastique et d'une méthode rationnelle et progressive de l'exercice physique aux défenseurs du sport « à l'anglaise », les gouvernements successifs mettent progressivement en place des structures pour encadrer la formation physique au sein de l'armée et de l'école. En 1897, apparaît l'École de gymnastique et d'escrime de l'Armée. L'année suivante, le président en exercice José Evaristo Uriburu et son ministre de la Justice et de l'Instruction publique, Luis Beláustegui, donnent leur approbation au règlement instituant l'enseignement de l'exercice physique dans les écoles secondaires, les *Colegios Nacionales*. Dans le même temps, ils encouragent la création de « clubs athlétiques d'étudiants ». Mais c'est seulement en 1905 qu'est décrété le caractère obligatoire de l'enseignement de l'exercice physique dans les établissements publics argentins, tous niveaux confondus, sous le mandat présidentiel de Manuel Quintana. Des organismes spécifiques chargés de gérer la pratique de l'exercice physique au niveau national sont créés : la Direction de Gymnastique et de Tir de l'Armée (*Dirección de Gimnasia y Tiro del Ejército-DGyTE*), la Commission Nationale d'Éducation Physique (*Comisión Nacional de Educación Física-COMNEF*), le Cours normal d'éducation physique, dirigé par le médecin Enrique Romero Brest et transformé par la suite en un Institut Supérieur d'Éducation Physique (*Instituto Superior de Educación Física-ISEF*).

⁷ Víctor Lupo, *Historia política del deporte argentino*, op. cit., p. 30.

⁸ Le premier président de cette institution est d'ailleurs Aristóbulo del Valle, l'un des fondateurs de l'Union Civique Radicale (*Unión Cívica Radical-UCR*).

⁹ Par exemple, le Jockey Club ou le Club Esgrima y Gimnasia de Buenos Aires perçoivent dès 1883 et 1893 des fonds publics pour financer l'organisation de tournois. Voir Ariel Scher, *La patria deportista*, Buenos Aires, Editorial Planeta, 1996 et Victor Lupo, *Historia política del deporte argentino*, op. cit.

Comme on le voit, ces mesures politiques privilégient les méthodes de gymnastique et l'éducation physique aux sports. Cela tient aux objectifs poursuivis par le gouvernement à travers l'encadrement de la formation physique de la population, et qui consistent, sans surprise, à former des citoyens sains et vigoureux aptes à défendre leur patrie, donc des futurs soldats. L'éducation physique s'inscrit dans le prolongement de la loi de 1901 établissant le service militaire obligatoire en Argentine, une situation similaire à ce que l'on peut observer dans différents pays européens, comme la France et l'Allemagne, à la même époque.

Le sport n'est néanmoins pas totalement délaissé. Dans les premières années du XX^e siècle, les liens originels étroits existant entre les dirigeants politiques et le sport sont perceptibles lors de plusieurs événements. Par exemple, Julio A. Roca, déjà évoqué, est le premier président argentin en titre à assister publiquement à un match de football en 1904. Cette rencontre présentait néanmoins un caractère exceptionnel qui peut expliquer la présence dans les tribunes, aux côtés de 12 000 spectateurs, du personnage le plus important de l'État. En effet, pour la première fois, une équipe argentine, Alumni, alors la meilleure et la plus populaire du championnat argentin, affrontait une équipe étrangère, venue de Southampton. Élément supplémentaire à prendre en compte, le match s'est déroulé dans le stade de la Sociedad Sportiva Argentina, une institution présidée par le baron Antonio de Marchi, le propre gendre de Roca.

Deux ans plus tard, en 1906, le président de la République José Figueroa Alcorta s'illustra à son tour, en descendant sur le terrain pour prendre dans ses bras Alfredo Brown, auteur du but de la victoire lors d'une rencontre opposant Alumni à une équipe venue d'Afrique du Sud. Ce geste et cette date sont restés dans les annales sportives du pays, puisqu'il s'agissait de la première victoire d'une équipe argentine sur une équipe étrangère¹⁰.

Ces épisodes, malgré leur caractère à première vue anecdotique, sont pour nous particulièrement révélateurs car ils indiquent certaines évolutions précoces dans le rapport au sport dans la société argentine. Le football en particulier commence dès les premières années du XX^e siècle, à devenir un spectacle attirant les foules et par conséquent l'attention des hommes politiques. Spontané ou calculé, ce geste du président Alcorta traduit la capacité du sport à faire oublier les hiérarchies et les normes sociales, du moins dans un cadre spatial et temporel spécifique et limité : l'enceinte sportive, le temps d'un match.

¹⁰ Ariel Scher *La patria deportista, op. cit.*, p. 12.

Les pionniers du sport en Argentine sont aussi très actifs du fait de la naissance du mouvement olympique et de la rénovation des Jeux Olympiques par le baron Pierre de Coubertin. Une fois de plus, l'Argentine se situe à la pointe du mouvement sportif puisque le Comité International Olympique (CIO), créé à Paris en 1894, compte parmi ses membres fondateurs un pédagogue argentin, José Benjamín Zubiaur¹¹. Depuis cette date, le CIO a toujours eu un représentant permanent – si ce n'est deux – présent en Argentine. Lors de chaque édition des Jeux Olympiques modernes, les *sportsmen* argentins ont tenté de réunir des fonds, publics ou privés, pour y envoyer une délégation d'athlètes. Malgré cela, c'est seulement lors des Jeux Olympiques de 1924 tenus à Paris qu'une représentation argentine put enfin y prendre part. Nous apercevons là les limites de l'investissement des pouvoirs publics argentins dans le sport et des capacités d'action des institutions privées. Néanmoins, la perspective d'une participation argentine aux Jeux Olympiques a stimulé régulièrement le milieu sportif local, mobilisé en permanence afin d'obtenir l'attention de la sphère politique.

Les dirigeants sportifs ont d'ailleurs enregistré quelques succès précoces, comme en témoigne la création en 1908 du Conseil Supérieur d'Éducation Physique (*Consejo Superior de Educación Física*), instance gouvernementale qui regroupe des représentants du ministère de la Guerre, de l'Instruction publique, du Conseil National de l'Éducation (*Consejo Nacional de Educación-CNE*), des Universités nationales et surtout de la Sociedad Sportiva Argentina. Les responsables sportifs se voient ainsi reconnaître leurs compétences et leur autorité en matière de réglementation des activités physiques et sportives. Leur intégration au sein de cet organisme marque leur légitimité tout en leur permettant de faire entendre directement leur voix au sein du gouvernement. Il est évident que l'appartenance d'une partie des promoteurs du sport aux élites politiques et économiques ou aux grandes familles oligarchiques du pays a facilité leur intégration au sein d'instances officielles de ce type.

Dans le contexte des célébrations du Centenaire de l'indépendance argentine, une nouvelle série d'initiatives politiques laisse présager des meilleurs auspices pour le développement du sport. En premier lieu, est votée une loi qui prévoit la construction d'une « *casa modelo* » conçue pour la pratique de différents types d'exercices physiques et qui en confie la réalisation et la gestion au club Gimnasia y Esgrima de la capitale. Parallèlement, l'aménagement de nouveaux parcs urbains, à Buenos Aires et dans d'autres villes du pays, prévoit l'installation d'équipements sportifs qui seraient ainsi accessibles à tous. Enfin, parmi les nombreuses festivités du Centenaire, sont organisées des compétitions sportives,

¹¹ Ariel Scher, Guillermo Blanco et Jorge Básico, *Deporte nacional, op. cit.*, p. 88-90.

les « Olympiades sud-américaines », première ébauche d'un championnats sud-américain et panaméricain.

Entre les années 1880 et 1910, certains hommes d'État commencent à s'intéresser au sport, mais principalement parce qu'il constitue une pratique de distinction, associée à l'univers fermé du club à l'anglaise et des cercles huppés de la capitale. Cependant, le sport, contrairement à la gymnastique et à l'éducation physique, ne fait pas partie des programmes scolaires et militaires mis en place par la République conservatrice¹². Seules des aides ponctuelles sont attribuées aux institutions sportives privées, généralement sur décision personnelle du président de la République et non par un vote du Congrès.

La promotion et l'organisation des sports restent aux mains de passionnés et de groupes privés, encore très restreints. La pratique du sport est, de fait, un luxe, réservé avant tout aux membres des classes aisées de la société argentine, les seules à avoir véritablement accès aux loisirs. Seule la pratique du football commence à se démocratiser quelque peu, comme le prouve la création de clubs dans des quartiers populaires et ouvriers de Buenos Aires, à l'image du Club Atlético Boca Juniors¹³. En-dehors des grandes villes, la diffusion du sport reste également très limitée. Le principe de l'amateurisme qui domine alors le milieu sportif s'accommode d'ailleurs difficilement avec une extension massive de la pratique sportive: issu d'une conception aristocratique des codes de comportement et des normes sociales, il favorise la préservation d'un certain entre-soi des élites argentines. L'un des principes fondamentaux de l'amateurisme tel qu'il est défini au sein du mouvement olympique met d'ailleurs en avant l'autonomie du sport par rapport au reste du monde social, et notamment de la sphère politique. Le sport est conçu comme un espace à part, pur, indépendant et uniquement contrôlé par les *sportsmen*, défenseurs d'un ensemble de valeurs qui fondent le caractère noble du sport¹⁴. Dans ce cadre, l'implication des pouvoirs publics ou de l'État dans les affaires sportives n'est ni souhaitée ni souhaitable, et doit rester exceptionnelle.

Le cas argentin ne diffère pas des situations observables dans d'autres contextes nationaux à la même époque. L'indifférence relative des autorités à l'égard du sport était la

¹² Sur le rôle politique de la gymnastique dans le processus de construction nationale en Argentine des années 1880, consulter Lilia Ana Bertoni, *Patriotas, cosmopolitas y nacionalistas. La construcción de la nacionalidad argentina a fines del siglo XIX*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2001, Chapitre VII « Soldados, gimnastas y escolares : defender la nación », p. 213-254.

¹³ Voir l'article de Julio Frydenberg, « Prácticas y valores en el proceso de popularización del fútbol, Buenos Aires 1900-1910 », *Entrepasados*, Año 6, n°12, 1997.

¹⁴ Consulter Georges Vigarello, *Du jeu ancien au show sportif. La naissance d'un mythe*, Paris, Éditions du Seuil, 2002.

norme dans la plupart des pays européens avant la Première Guerre mondiale¹⁵. Les années 1910 en Argentine constituent aussi, à plusieurs égards, un point de bascule. Une ère politique nouvelle s'ouvre en 1916 avec la première élection présidentielle au suffrage universel masculin remportée par Hipólito Yrigoyen, le candidat de l'Unión Cívica Radical (UCR). Sur le plan sportif, le milieu local est en pleine restructuration suite à la disparition de la Sociedad Sportiva. En effet, l'institution qui servait jusqu'alors de trait d'union entre le gouvernement et le milieu sportif a périclité à partir de 1914¹⁶. Au début des années 1920, les dirigeants sportifs argentins sont alors divisés entre ceux qui souhaitent reformer une institution similaire à la Sociedad Sportiva, qui chapeauterait les fédérations sportives nationales et les partisans de la création d'un comité olympique national, rattaché au CIO¹⁷.

Bien que le gouvernement radical se soit peu préoccupé des questions sportives, deux dispositions importantes ont néanmoins été prises lors des dernières années du mandat d'Yrigoyen. En 1919, la Municipalité de Buenos Aires crée la Direction des Places d'Exercices Physiques (*Dirección de Plaza de Ejercicios Físicos-DPEF*), prédécesseur de la Direction Municipale des Sports (*Dirección Municipal de Deportes-DMD*). Sa gestion est confiée entre 1919 et 1930 à un homme politique issu du parti radical, Arsenio Thamier. Et surtout, est créée le 19 septembre 1921, par un décret présidentiel, la Confédération Argentine des Sports (*Confederación Argentina de Deportes-CAD*) qui prend la suite de la défunte Sociedad Sportiva Argentina¹⁸. Le milieu sportif argentin se dote à nouveau d'un organisme national unique, censé superviser l'ensemble des activités sportives.

Un gentleman sportif à la tête de l'Argentine

Les années 1920 constituent un tournant à plus d'un titre sur le plan de l'histoire sportive en Argentine. Outre l'apparition d'une nouvelle institution dont la vocation était de diriger les activités de toutes les fédérations nationales du pays et d'orienter la politique sportive générale, le sport connaît un processus de popularisation et de médiatisation sans précédents. L'engouement pour la pratique et le spectacle sportif s'intensifie alors qu'un célèbre *sportsman* argentin, lui aussi membre du parti radical, Marcelo Torcuato de Alvear,

¹⁵ Voir l'article de Pierre Lanfranchi « Entre initiative privée et question nationale. Genèse et évolution des politiques sportives en Europe (Grande-Bretagne, Allemagne, France, Italie) », *Politix*, Vol. 13, n°50, deuxième trimestre 2000, p. 29-48.

¹⁶ Rodrigo Daskal, « La *Sociedad Sportiva Argentina* y su terreno, historia de una disputa », communication présentée lors du 9^o Congreso Argentino y 4^o Latinoamericano de Educación Física y Ciencias (UNLP-FaHCE), La Plata, 13 au 17 juin 2011.

¹⁷ D'après Víctor Lupo, *Historia política del deporte argentino*, op. cit., p. 114.

¹⁸ On notera le glissement sémantique qui s'opère dans le nom de ce nouvel organisme, avec l'hispanisation du terme anglais *sport*, progressivement abandonné au profit de l'espagnol *deporte*.

est président de la République, de 1922 à 1928. Ce n'est donc pas un hasard si de nouvelles mesures liées aux questions sportives sont prises au cours de cette période.

Marcelo T. de Alvear est, à plusieurs titres, un personnage original de l'histoire argentine¹⁹. Né en 1868, il est issu d'une riche famille patricienne, dont plusieurs membres ont occupé des fonctions politiques et militaires importantes depuis le XVIII^e siècle. Parfaitement intégré à la jeunesse dorée de Buenos Aires, il fréquente les cercles les plus *selects* de la capitale tout en menant des études de droit. À l'âge de 21 ans, il fonde aux côtés de Leandro N. Alem et d'Hipólito Yrigoyen l'*Unión Cívica Radical*, au grand dam de sa famille qui interprète cet engagement politique comme le signe d'une rébellion à l'encontre de son milieu social d'origine. Alvear n'hésitait pas à s'affranchir de certaines normes sociales en vigueur à son époque et à passer pour un excentrique aux yeux de ses contemporains. Cela ne l'empêcha pas de mener une brillante carrière politique au cours de laquelle il fut successivement ministre des Travaux Publics de la province de Buenos Aires, député national, ministre plénipotentiaire à Paris, délégué argentin à la conférence de Genève avant de devenir président de la République de 1922 à 1928.

Parallèlement à cette carrière politique, Alvear s'est très tôt illustré dans le domaine sportif. Passionné dès l'enfance, il fait partie du groupe de pionniers qui a contribué à l'essor de la pratique sportive dans le pays. Il est peut-être celui qui incarne le mieux l'idéal amateur du *gentleman* sportif en Argentine, de par son origine sociale, son implication dans son développement institutionnel et de par la grande variété de pratiques auxquelles il s'est intéressé. En général, les premiers *sportsmen*, en Europe et ailleurs, ne se consacraient pas à un seul sport. Loin de l'ultra-spécialisation du sport de haut niveau contemporain, le sportif des années 1880-1900 touche à une grande gamme de disciplines, cherchant ainsi à être un athlète complet. Outre l'équitation, la boxe et la natation, Alvear s'est forgé la réputation d'être un excellent tireur et un escrimeur redoutable en duel, dont il était friand²⁰. Il fut aussi l'un des premiers Argentins à introduire une automobile dans le pays, la *Locomovil*, avec laquelle il affronta en 1901, lors d'une course non-officielle, Aaron de Anchorena, sur la piste de l'hippodrome de Belgrano. S'il n'était pas le seul à manifester cet enthousiasme pour le sport, son engouement précoce pour les pratiques les plus diverses et pour les inventions modernes, comme l'automobile, alimentait sa réputation de personnage extravagant et lui assurait une certaine notoriété dans les pages mondaines des gazettes argentines.

¹⁹ Ce passage s'appuie sur les biographies proposées par Víctor Lupo, *Historia política del deporte argentino*, *op. cit.*, p. 115-121 et par Ariel Scher, *La patria deportista*, *op. cit.*

²⁰ Sur la pratique du duel en Argentine, voir le livre de Sandra Gayol, *Honor y duelo en la Argentina moderna*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2008.

Alvear s'est investi très tôt dans le processus d'organisation et d'institutionnalisation des activités sportives : outre la création du Tiro Federal évoquée précédemment, il fut membre puis président du Jockey Club ou encore chargé d'organiser en 1910 le premier « Marathon continental » dans le cadre des festivités du Centenaire de l'Indépendance à Buenos Aires. Mais, son rôle a surtout été déterminant sur le plan de l'insertion du milieu sportif argentin au sein du mouvement olympique international. En 1919, malgré la constitution d'un *Comité Pro Juegos Olímpicos* activement soutenu par Alvear – il est d'ailleurs nommé président d'honneur – le milieu sportif argentin voit ses espoirs d'envoyer une délégation aux Jeux Olympiques d'Anvers de 1920 s'évanouir une fois de plus, faute de moyens²¹. Ce nouvel échec est imputé, en partie, aux divisions internes du milieu sportif local, car le Comité Pro-Jeux Olympiques ne servit pas de base à la mise en place de la Confédération Argentine des Sports en 1921, et dans le bref temps où les deux institutions cohabitèrent, elles entretenirent plutôt une relation de rivalité. Le Comité finit par être dissous, mais le problème posé par l'impossibilité répétée de prendre part aux Jeux Olympiques devait enfin trouver une réponse en la personne de Marcelo T. de Alvear.

En effet, cet épisode l'a incité à prendre une mesure radicale en 1923, dans le cadre des préparatifs pour les Jeux Olympiques de 1924 de Paris. Selon Víctor Lupo, il aurait d'abord été directement à l'origine du projet de loi présenté devant le Congrès afin de financer la participation des athlètes argentins à cette édition des Jeux. Cette fois encore, le projet n'est pas voté par l'Assemblée et c'est le président de la République lui-même qui signa, le 31 décembre 1923, le décret de création du Comité Olympique Argentin (COA) qui prévoyait également une dotation de 250 000 pesos pour couvrir les frais de voyage et de séjour de la délégation olympique argentine²². Pour César Torres, cette décision « représente la première tentative de l'État d'exercer une influence directe dans le sport²³. ». Elle s'explique, d'après lui, par le contexte des années 1920 en Argentine qui voit l'État augmenter ses capacités d'intervention dans la société et l'économie argentine en général. Ce phénomène n'est pas propre à l'Argentine mais s'observe dans d'autres contextes internationaux²⁴. D'une part, cela tient à la prise de conscience des possibilités offertes par

²¹ La demande de subventions adressée au Congrès de la Nation par le Comité est restée sans suite. Selon les auteurs, les versions diffèrent sur cet épisode : Víctor Lupo précise que le Congrès a refusé d'accorder les fonds demandés tandis qu'Ariel Scher (*et alii*) relate que la demande de 200 000 pesos a été acceptée par les députés mais que la somme n'a jamais été versée. Voir Víctor Lupo, *Historia política del deporte argentino*, *op. cit.* p. 119 et Ariel Scher, Guillermo Blanco et Jorge Búsico, *Deporte nacional*, *op. cit.*, p. 205.

²² Rapporté par Víctor Lupo, *Ibid* et Ariel Scher, Guillermo Blanco et Jorge Búsico, *Deporte nacional*, *op. cit.*, p. 206.

²³ Cité dans Ariel Scher, Guillermo Blanco et Jorge Búsico, *Deporte nacional*, *op. cit.*, p. 206.

²⁴ Voir Pierre Lanfranchi, « Entre initiative privée et question nationale », *art. cit* ainsi que les travaux de Pierre Arnaud et James Riordan, *Sport et relations internationales (1900-1941)*, Paris, L'Harmattan, 1997.

le sport, alors qu'il devient un spectacle de plus en plus prisé par un large public, tant dans le domaine de l'éducation que de la représentation sur la scène internationale, par l'intermédiaire des sportifs. D'autre part, cela répond également aux besoins des dirigeants et des organisations sportives qui peinent à faire face aux dépenses engendrées par la construction d'infrastructures adaptées pour la pratique et le spectacle sportifs, alors même que le nombre d'adeptes des activités sportives est en forte augmentation²⁵.

La création du Comité Olympique à l'initiative du président de la République argentine tient à l'intérêt personnel d'Alvear pour le sport et aux rapports étroits qu'il a entretenus tout au long de sa vie avec les *sportsmen* et les institutions sportives les plus dynamiques du pays. De plus, il répondait ainsi à une demande exprimée par le petit groupe des promoteurs du sport, qui se tournait vers les pouvoirs publics afin d'obtenir non seulement la reconnaissance du travail accompli dans le domaine du sport et mais surtout les ressources financières qu'ils n'étaient pas parvenus à réunir par d'autres moyens. Cela signifie que pour les dirigeants sportifs l'État était un recours légitime ou avait vocation à s'engager dans le développement du sport.

Sous le mandat d'Alvear, d'autres dispositions importantes sont prises qui reflètent ce rapprochement d'intérêts entre dirigeants sportifs et pouvoirs publics. Les Jeux Olympiques de Paris de 1924 ont été un succès pour l'Argentine puisque, malgré une délégation plutôt réduite et l'inexpérience des athlètes dans cette compétition particulière, plusieurs médailles ont été décrochées, dont l'or pour les joueurs de polo argentins²⁶. La première conséquence de cette participation est d'ordre médiatique : d'un côté, les journaux européens ont rendu compte des performances argentines, de l'autre, les médias argentins ont bien évidemment donné un large écho à cet événement, tout en reprenant les commentaires de leurs confrères d'outre-Atlantique. Cette visibilité médiatique sert la cause des dirigeants sportifs puisqu'elle leur permet de renforcer leur position localement et de démontrer les possibilités offertes par le sport pour faire connaître l'Argentine à l'étranger.

Le gouvernement, au cours des années 1924-1925, élabore un plan général d'éducation physique, soumis au vote du Congrès, qui vise à adopter un système unique d'exercices à enseigner dans tous les établissements scolaires publics. Alvear pour sa part,

²⁵ *Ibid.*

²⁶ Sur l'histoire de la participation argentine aux Jeux Olympiques, voir les différents articles que César Torres a consacrés à cette question : César R. Torres, « Tribulations and Achievements: The Early History of Olympism in Argentina », *The International Journal of the History of Sport* 18:3, 2001; « A Time of Conflict: Argentine Sports and the 1924 Olympic Team », in Wamsley, Barney et Martyn (comps.), *The Global Nexus Engaged: Past, Present, Future Interdisciplinary Olympic Studies*, Ontario, The University of Ontario Press, 2002 et « "If We Had Had Our Argentine Team Here!" : Football and the 1924 Argentine Olympic Team », *Journal of Sport History*, vol. 30, n° 1, 2003.

intervient de nouveau personnellement dans les affaires sportives, notamment en 1926-1927, lorsqu'il est sollicité par les dirigeants des deux fédérations nationales de football qui se disputaient depuis plusieurs années la direction de ce sport. Alvear fit office de médiateur dans le conflit qui les opposait, résolu par la fusion des deux institutions en une seule, l'Association Amateur Argentine de Football (*Asociación Amateur Argentina de Football-AAAF*), désormais responsable unique de la gestion du football au niveau national. C'est aussi en 1927 qu'il reconnaît par décret à la CAD le caractère de Comité Olympique National : les deux organismes sont réunis en une seule entité, la *Confederación Argentina de Deportes-Comité Olímpico Argentino* (Cadcoa), qui perdura jusqu'en 1956. Cette décision constitue le point d'aboutissement d'un processus visant à améliorer l'organisation du milieu sportif : la Cadcoa est à la fois l'institution supervisant l'ensemble des activités menées par les différentes fédérations nationales, qui sont invitées à s'y affilier et l'organisme responsable de tout ce qui concerne le mouvement olympique, les rapports avec le CIO et la participation aux Jeux Olympiques.

Peut-on parler de politique sportive ou du moins d'ébauche de politique sportive sous le mandat présidentiel d'Alvear ? Si des mesures importantes ont été prises depuis le sommet de l'État, il semble difficile d'y voir un véritable projet d'ensemble et ce, pour plusieurs raisons. Premièrement, Alvear est intervenu personnellement à plusieurs occasions, mais pour résoudre des problèmes précis. Ses différents décrets ne s'inscrivent pas dans un programme d'ensemble mis au point par le gouvernement ou par le Congrès et découlent plutôt de son rapport intime au sport. Rappelons qu'avant d'accéder à la présidence de la nation argentine, la figure publique de Marcelo T. de Alvear était simultanément celle d'un *gentleman* sportif, d'un membre de l'élite locale et d'un leader politique d'un parti de masse. Une fois au pouvoir, il ne cessa pas son activité sportive puisqu'il continua de pratiquer la natation et s'initia au golf. Cela lui fut d'ailleurs reproché : au cours des années 1920, la fonction présidentielle semblait incompatible aux yeux d'une partie de la société avec la pratique des sports, un temps de loisir qui empiétait sur celui qui devait être consacré aux affaires publiques et aux responsabilités qui incombaient au chef de l'État.

Dans ce cadre, son engagement dans les activités sportives est resté limité : outre la résolution de la question épineuse de la participation aux Jeux Olympiques, il a régulièrement exprimé dans la presse, où il apparaissait très souvent parmi le public assistant à des événements sportifs, son enthousiasme à l'égard des bienfaits du sport. À part cela, la majeure partie des évolutions expérimentées par le milieu sportif argentin sont

restées relativement hors de la sphère d'intervention directe de l'État. L'intervention d'Alvear dans le conflit aigu qui perturbait le milieu footballistique lui a d'ailleurs valu des critiques de la part de ses opposants politiques. Non seulement le sport n'était pas encore considéré comme un domaine relevant pleinement du ressort de l'État, mais l'idéal de neutralité et de pureté du sport occupait encore une place fondamentale dans la conception défendue par les fondateurs de l'olympisme et les défenseurs de l'amateurisme²⁷. La crainte d'une ingérence excessive de l'État dans le sport ou d'une tentative d'instrumentalisation politique de ce secteur d'activités, née de cette idée originelle d'une autonomie totale du sport peut expliquer l'absence de véritables politiques gouvernementales en faveur de la promotion des activités sportives sous la présidence d'Alvear. Mais on peut aussi y détecter éventuellement la marque de l'esprit de classe dont Alvear était porteur de par ses origines sociales et de sa conception du sport. Les initiatives d'Alvear se placent dans la continuité des premiers modes de relation établis entre hommes politiques et milieu sportif à la fin du XIX^e siècle, basés sur des relations interpersonnelles et sur l'appartenance à des cercles de sociabilité exclusifs.

Le sport et l'éducation physique : un instrument du contrôle social dans les années 1930

Dans la décennie suivante, s'observe un prolongement de ces rapports étroits qui relèvent d'une certaine façon du mode de gestion clientéliste de la politique argentine. Certaines évolutions propres au milieu sportif, entamées dans les années 1920, se poursuivent également : la popularisation de la pratique et du spectacle sportifs, la médiatisation croissante du sport et la transformation des sportifs en icônes populaires, les passions déchaînées par certaines rencontres sportives, qu'elles soient locales, nationales ou internationales, la consolidation institutionnelle du monde du sport. Un débat fondamental se cristallise également au début des années 1930 et finit par occuper une place importante sur la scène publique : le problème de la professionnalisation de la pratique sportive, qui ébranle le modèle de l'amateurisme fortement implanté depuis l'émergence du sport à la fin du XIX^e siècle.

Les années 1930 s'ouvrent en Argentine sur une rupture politique majeure. Le 6 septembre 1930, le premier coup d'État militaire de l'histoire du pays met fin à l'ordre constitutionnel et démocratique en vigueur. En 1928, Hipólito Yrigoyen avait été réélu à la

²⁷ Les *sportsmen* argentins avaient parfaitement intégré les discours des fondateurs européens du mouvement olympique et cherchèrent à maintenir le modèle du sport amateur. Pour une discussion de l'évolution des représentations du sport et du conflit entre idéal amateur et sport professionnel, consulter Georges Vigarello, *Du jeu ancien au show sportif. La naissance d'un mythe*, op. cit.

tête du pays, malgré les divisions internes du parti radical. Mais son gouvernement est rapidement fragilisé par l'impact de la crise économique mondiale qui éclate en 1929. La crise sociale qui s'ensuit et l'incapacité du gouvernement à faire face aux difficultés économiques viennent renforcer les critiques de l'opposition et notamment des courants antiparlementaires, nationalistes et ultraconservateurs qui voient dans le système démocratique le responsable de la décadence du pays. La prise de pouvoir des militaires ouvre ce que le journaliste et essayiste José Luis Torres a appelé dès 1945 « *la Década Infame* » (la « Décennie infâme »), expression qui est restée dans l'historiographie argentine pour désigner cette période comprise entre 1930 et 1943, marquée par le recours à la fraude électorale à large échelle, les affaires de corruption et la restriction drastique de la participation politique des classes moyennes et populaires²⁸.

Les partis d'opposition, l'UCR en premier lieu, les syndicats et les mouvements anarchistes et communistes sont tout particulièrement visés par des mesures de censure, de proscription et de poursuites judiciaires en cas de grèves ou de manifestations. Dans le même temps, le problème de la « question sociale » devient la préoccupation principale des hommes politiques, des milieux militaires, des intellectuels et des essayistes. Face à la montée du chômage, au phénomène d'exode rural massif (aussi appelé « migrations internes » [*migraciones internas*] en Argentine) et à la stagnation économique, une action concertée, pilotée depuis l'État, apparaît plus que jamais nécessaire afin d'empêcher la montée des conflits sociaux et de faire barrage au communisme, perçu comme une menace par les conservateurs au pouvoir. Là encore, la réorientation de la conception du rôle de l'État qui s'observe à cette période en Argentine n'est pas un cas isolé et peut se repérer dans d'autres contextes nationaux, que ce soit à travers la politique du *New Deal* aux États-Unis, le programme social et économique du Front Populaire en France et bien sûr, le dirigisme économique de l'Italie fasciste ou de l'Allemagne nazie. Si les objectifs poursuivis, le mode de mise en pratique et l'idéologie qui les alimentent diffèrent amplement dans les différents exemples cités, il n'en demeure pas moins que le contexte global des années 1930 encourage les dirigeants politiques à intervenir de plus en plus directement sur le plan social et économique afin de résoudre la crise. En Argentine, c'est à cette époque que s'impose le concept d'harmonie sociale (*harmonía social*), qui permettrait

²⁸ Sur la période des années 1930, consulter Alejandro Cattaruzza (dir), *Nueva Historia Argentina. Tomo VII. Crisis económica, avance del Estado e incertidumbre política (1930-1943)*, Buenos Aires, Sudamericana, 2001 et María Dolores Béjar, *El régimen fraudulento. La política en la provincia de Buenos Aires, 1930-1943*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2005.

de parvenir à une société idéale, exempte de conflits sociaux²⁹. Si pour l'atteindre, certains conservateurs ont recours à des mesures permettant l'inclusion sociale des secteurs les plus marginalisés, le plus généralement, les gouvernements se contentent de tenter de l'imposer par la force, l'arbitraire et les restrictions à la démocratie.

Ce contexte politique particulier va avoir de nombreuses incidences sur le sport. Les programmes de certains dirigeants conservateurs importants de la période vont en effet faire du sport et de l'éducation physique un support essentiel pour la diffusion de leurs conceptions de la société. L'exemple le plus significatif, et le plus étudié, est celui de Manuel Fresco, élu (fraudemment) gouverneur de la province de Buenos Aires en 1936. L'historiographie a retenu la tendance autoritaire de son gouvernement, sa dimension interventionniste et sa stratégie d'amplification du rôle des pouvoirs publics dans la province. Avec son ministre de l'Éducation, Roberto Noble, Fresco est à l'origine d'une grande réforme éducative et de la création de la Direction Générale d'Éducation Physique et de Culture (*Dirección General de Educación Física y Cultura-DGEFC*) dès le début de son mandat. La province de Buenos Aires est la première du pays à se doter d'un organisme chargé de la politique sportive et de l'éducation physique : le gouvernement national ne dispose d'un organisme similaire qu'à partir de 1938. L'action de cette nouvelle Direction générale doit pouvoir s'exercer sur l'ensemble du territoire provincial grâce à la mise en place de délégations locales installées dans toutes les municipalités³⁰.

Manuel Fresco a exposé dans *La educación física : una innovación de mi gobierno*, un ouvrage publié en 1940, la place prépondérante qu'il a cherché à accorder aux exercices physiques dans sa politique éducative. Sa réforme scolaire et la Direction générale devaient permettre la « régénération de la race » et la formation de citoyens disciplinés et vigoureux. Le texte du décret de 1936 instaurant la création de ce nouvel organisme est plus qu'explicite : l'un des objectifs de la Direction générale consiste à « intensifier le sentiment nationaliste en exaltant les traditions de la patrie, en cultivant la foi en sa destinée, en propageant la vie exemplaire de ses héros³¹. » Manuel Fresco était par ailleurs médecin de formation, tenant de l'hygiénisme, et fortement préoccupé par la crainte de la dégénérescence nationale, tant physique que morale. Aussi ses conceptions éducatives

²⁹ Cristián Buchrucker, *Nacionalismo y peronismo. La Argentina en la crisis ideológica mundial (1927-1955)*, Buenos Aires, Sudamericana, 1987.

³⁰ Sur la politique éducative de Manuel Fresco, consulter les travaux d'Iván Pablo Orbuch, « Cuerpo, disciplina, patria y anticomunismo. Las concepciones de la Educación Física en Argentina entre 1936 y 1955 », *art. cit.* et d'Adrián Cammarota, « Eugenesia y educación en la Provincia de Buenos Aires (1936-1955) », 2^{ndas} Jornadas nacionales de historia social, Córdoba, 13, 14 et 15 mai 2009.

³¹ Cité dans Ariel Scher, Guillermo Blanco et Jorge Búsico, *Deporte nacional, op. cit.*, p. 268 : « Intensificar el sentimiento nacionalista exaltando las tradiciones de la patria, cultivando la fe en sus grandes destinos, divulgando la vida ejemplar de sus héroes. »

étaient-elles imprégnées d'un certain anti-intellectualisme. La pratique quotidienne de la gymnastique et des sports, les activités ludiques encadrées et l'inculcation d'habitudes hygiéniques étaient désormais obligatoires et supervisées par les enseignants et des instructeurs spécialisés. Les enfants s'entraînaient également au tir, à effectuer en classe le salut militaire et à défiler en rangs. Ce programme reprenait le principe des bataillons scolaires déjà mis en pratique à la fin du XIX^e siècle³². Dans sa province, Manuel Fresco multiplia les cérémonies patriotiques et publiques auxquelles les enfants scolarisés prenaient part. On peut repérer lors de ce genre d'événements une logique d'exhibition des corps disciplinés, qui répondait aux attentes de certains militaires, de plus en plus impliqués dans le domaine de la formation physique des jeunes³³.

La confrontation entre les vues des secteurs militaires et celles du groupe dit des « pédagogues » autour des orientations à privilégier dans l'enseignement de l'éducation physique remonte aux années 1880 et aux premières lois concernant la mise au point d'un système scolaire public et national en Argentine³⁴. Dans les années 1930, les militaires gagnent progressivement du terrain. En 1931, Enrique Romero Brest, le fondateur de l'éducation physique en Argentine, partisan d'une conception plus libre de l'enseignement des jeux et des exercices physiques, prend sa retraite et quitte la direction de l'ISEF. Son départ laisse le champ libre à certains officiers qui souhaitent que l'éducation physique soit officiellement reconnue comme un domaine relevant principalement des compétences de l'Armée. Parmi ces derniers, le général Adolfo Arana occupa des fonctions grandissantes. Titulaire de la Direction Générale de Tir et de Gymnastique (*Dirección General de Tiro y Gimnasia-DGTG*) depuis 1934, il créa de nouveaux rendez-vous sportifs comme la « Semaine Nationale » (« *Semana Nacional* ») en 1937, qui réunissait des centaines d'adeptes de la pratique du tir, venus de tout le pays³⁵. Surtout, il fut nommé à la tête d'un nouvel organisme mis en place en 1937 sous le gouvernement du général Agustín P. Justo, le Conseil National d'Éducation Physique (*Consejo Nacional de Educación Física-CNEF*).

³² Voir Lilia Ana Bertoni, *Patriotas, cosmopolitas y nacionalistas. La construcción de la nacionalidad argentina a fines del siglo XIX*, op. cit., p. 233-237 et les travaux de Pablo Scharagrodsky, « Los ejercicios militares en la escuela argentina : modelando cuerpos masculinos y patriotas a fines del siglo XIX » in Ángela Aisenstein et Pablo Scharagrodsky, *Tras las huellas de la Educación Física Escolar Argentina. Cuerpo, género y pedagogía. 1880-1950*, Buenos Aires, Prometeo, 2006, p. 105-133.

³³ Voir Iván Pablo Orbuch, « Cuerpo, disciplina, patria y anticomunismo. Las concepciones de la Educación Física en Argentina entre 1936 y 1955 », art. cit. et *idem*, « La actividad deportiva como dispositivo para el control del cuerpo. Un análisis de los pensamientos de Próspero Alemandri y Manuel Fresco en la década del '30 », VI Jornadas de Jóvenes Investigadores, Buenos Aires, Instituto de Investigaciones Gino Germani, 10, 11 y 12 de noviembre de 2011.

³⁴ Ángela Aisenstein, « Cuerpo, escuela y pedagogía. Argentina, siglos XIX y XX » in Ángela Aisenstein et Pablo Scharagrodsky, *Tras las huellas de la Educación Física Escolar Argentina*, op. cit., p. 19-45.

³⁵ Ariel Scher, Guillermo Blanco et Jorge Búsico, *Deporte nacional*, op. cit., p. 268.

D'après Ariel Scher, le général Arana s'alignait sur les positions défendues par Manuel Fresco.

Cette tendance à favoriser la gymnastique par rapport à la méthode prônée et imposée dans les programmes scolaires sous l'impulsion d'Enrique Romero Brest est confirmée lors de la création de la Direction Nationale d'Éducation Physique (*Dirección Nacional de Educación Física-DNEF*) en 1938, sous le mandat du président conservateur Roberto Ortiz. Forcée sur le modèle de la Direction provinciale de Fresco, elle dépend du ministère de la Justice et de l'Instruction Publique et est confiée à César Vázquez, une autre figure de premier plan du développement de l'éducation physique en Argentine. Sous sa conduite et sous l'influence du ministre Jorge Eduardo Coll, le gouvernement, par le biais de cette nouvelle institution nationale, privilégie les méthodes issues de la gymnastique suédoise dans l'enseignement de l'éducation physique.

La gymnastique apparaît comme la méthode la plus adaptée pour atteindre les objectifs poursuivis par certains secteurs de la société, regroupant des militaires, des médecins, des hygiénistes, des pédagogues et des hommes politiques, qui occupent désormais une position dominante au sein des gouvernements conservateurs. Ils visent à renforcer les sentiments patriotiques et nationalistes des futurs citoyens en s'assurant de leur correct développement physique et moral, en diffusant à travers l'école et la préparation militaire les notions d'ordre, de discipline, d'obéissance et de contrôle de soi. Les méthodes de gymnastique, fondées sur des principes de progression scientifique et rationnelle, seraient particulièrement adaptées aux besoins spécifiques des individus, suivant leur âge, leur sexe et leurs capacités propres. Logiquement, c'est à cette période que se renforce la séparation nette entre garçons et filles dans l'enseignement de l'éducation physique. En raison de leurs différences physiologiques et des rôles distincts attendus d'eux, les manuels prévoient les exercices physiques qui seraient les plus appropriés aux constitutions féminines et masculines. Cela concerne également la formation des professeurs d'éducation physique. En 1939, l'ISEF est divisé en deux établissements : l'Institut National d'Éducation Physique (*Instituto Nacional de Educación Física-INEF*) « Général Manuel Belgrano » est installé à San Fernando, dans la banlieue de Buenos Aires et ne reçoit que des étudiants masculins.

Cette préoccupation des pouvoirs publics à l'égard du corps et de l'état sanitaire de sa population signale le rôle nouveau conféré à l'État et aux autorités locales, qui sont désormais responsables du suivi des individus³⁶. Des politiques ciblées émergent mais pour

³⁶ Cette préoccupation pour l'état sanitaire de la population peut se subsumer sous la catégorie foucauldienne de biopolitique : voir Michel Foucault, « Naissance de la médecine sociale » [1974], réédité dans Michel Foucault, *Dits et écrits. Tome II 1976-1988*, Paris, Gallimard, 2001, p. 207-228.

pouvoir évaluer les besoins et les actions à prendre en conséquence, le gouvernement doit compter sur des données quantitatives fiables, des statistiques, qui permettent aussi d'évaluer la réussite ou les limites des mesures adoptées. Ce n'est donc pas un hasard si un décret du 17 mai 1937 prévoit que la Direction d'Éducation Physique (*Dirección de Educación Física-DEF*) de la municipalité de Buenos Aires doit désormais procéder à l'enregistrement de tous les enfants de la capitale. Il leur est ainsi délivré à chacun un carnet de santé (*libreta de salud*), qui leur donne accès à tous les services de récréation, de protection et d'assistance proposés par la Ville et assurés par la Direction. Cette association étroite entre activités physiques et esquisse d'une politique sanitaire s'observe à maintes reprises dans l'histoire des politiques sportives en Argentine.

Sport et politique : des liens renforcés sous le régime conservateur

Les choix à l'œuvre au sein des instances gouvernementales ont pour conséquence, sur le plan des textes du moins, de maintenir le sport hors des programmes scolaires, et donc hors de l'enceinte de l'école. Cela est loin de signifier que les dirigeants conservateurs ou militaires accordent moins d'attention au sport que leurs prédécesseurs radicaux. Les dirigeants sportifs continuent de faire appel à l'intercession des représentants des pouvoirs publics pour régler différents types de problèmes et parfois des questions internes au milieu sportif. La grève des footballeurs de 1931 constitue un cas exemplaire. Mais ce n'est pas le chef de l'État en titre, le général José Félix Uriburu, instigateur du coup d'État de 1930, qui intervint lors de ce conflit bien que les joueurs de football aient adressé une pétition au gouvernement militaire pour demander aux autorités en place de jouer le rôle de médiateur. La charge en incombait au maire de Buenos Aires, José Guerrico. Les footballeurs réclamaient la liberté de transfert, c'est-à-dire de pouvoir changer librement de club au cours de leur carrière, sans autre autorisation que celle du nouveau club qui les engageait. À cette époque, les contrats liaient étroitement les joueurs aux clubs et ce, pour une longue durée : ils ne pouvaient mettre fin à leur engagement sans l'accord du président du club³⁷. Devant le refus des dirigeants sportifs de discuter de cette question, les joueurs décidèrent de se mettre en grève et d'en appeler aux autorités. Ce qui était un problème de réglementation interne à un sport devint ainsi un débat public et une affaire politique, d'autant plus urgente que l'interruption du championnat était perçue comme un événement risquant de perturber l'ordre public. La question du libre transfert dériva rapidement vers le problème de

³⁷ Sur ces questions, voir Julio Frydenberg, *Historia social del fútbol. Del amateurismo a la profesionalización*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2013.

l' amateurisme marron et de la professionnalisation du sport³⁸. Les footballeurs étaient jusqu' alors des amateurs, du moins officiellement.

D'après Julio Frydenberg qui a étudié en détail l'histoire de cette grève, certains dirigeants de clubs, profondément hostiles à l'idée de la liberté de transfert, auraient songé à régler le problème en légalisant la situation des joueurs et leur reconnaissant le statut de professionnels. Ainsi, les contraintes d'engagement pourraient s'inscrire dans le cadre du code du travail en faisant des joueurs des salariés attachés à leurs employeurs pour un temps déterminé. Frydenberg souligne le rôle essentiel joué par Guerrico dans l'adoption de cette solution : « l'intendant Guerrico se réunit avec les dirigeants et lors de cette rencontre, unit les deux questions en une seule : pour résoudre la grève, il fallait professionnaliser et réorganiser le football officiel³⁹. » Pour cet historien, la grève eut « pour toile de fond l'existence et le développement du spectacle footballistique⁴⁰. ». En effet, pour les clubs, la popularisation et la médiatisation croissante du football se traduisaient par la présence hebdomadaire de dizaines de milliers de spectateurs dans les stades, source essentielle de revenus. Afin de s'assurer de la fidélité du public et des supporters, il était primordial de compter sur une équipe performante, regroupant les meilleurs joueurs du moment. Tous les grands clubs avaient donc mis au point une double comptabilité leur permettant de contourner les restrictions imposées par le statut de l' amateurisme : afin d'attirer les *cracks*, les dirigeants devaient bien rétribuer leurs prestations dominicales. L'argent était présent dans le football depuis les années 1920, aussi pour bon nombre de dirigeants sportifs, l'autorisation du professionnalisme apparaissait comme la meilleure solution pour clarifier la situation et faire d'une pierre deux coups. Comme l'a résumé le vice-président du club Boca Juniors, Luis Salessi, à cette occasion, « le professionnalisme fut un acte de blanchiment des finances et des bilans comptables "au noir" ⁴¹. »

Si la professionnalisation permit de régler le conflit avec les joueurs et de régulariser la situation du football, surtout au profit des dirigeants, elle déboucha néanmoins sur une nouvelle scission de ce milieu sportif et produisit une fracture interne entre les petits clubs aux faibles ressources et les clubs les plus puissants économiquement. Les premiers sortirent perdants des nouvelles conditions instaurées qui permirent aux clubs déjà bien structurés,

³⁸ *Idem*, p. 188-195. L'expression « amateurisme marron » désigne les pratiques illégales de professionnalisme dissimulé utilisées dans les milieux sportifs amateurs : les joueurs, malgré leur statut officiel d'*aficionados*, sont en réalité rémunérés par les clubs.

³⁹ Consulter l'article de Julio Frydenberg, « El nacimiento del fútbol profesional argentino : resultado inesperado de una huelga de jugadores », II^{ndo} Encuentro de Deporte y Ciencias Sociales, Buenos Aires, 6 novembre 1999 [En ligne] <http://www.efdeportes.com/efd17/futpro.htm> (consulté le 17 février 2012).

⁴⁰ *Ibid.*

⁴¹ Cité dans Ariel Scher, Guillermo Blanco et Jorge Búsico, *Deporte nacional, op. cit.*, p. 244.

riches et performants de cumuler les avantages à leur profit. Comme la professionnalisation du football était encore condamnée par la Fifa, l'institution internationale régissant la pratique du sport, la fédération nationale argentine se sépara en deux. D'une part, la Ligue Argentine de Football (*Liga Argentina de Football*) regroupa les clubs les plus puissants qui animaient le championnat national professionnel mais dut renoncer à son affiliation à la Fifa pour non-respect de son règlement. D'autre part, l'Asociación Amateur Argentina de Football rassembla les autres clubs tout en restant reconnue par la Fifa.

Ce n'est qu'en 1934 et suite à l'adoption au niveau international du professionnalisme dans le football que les deux institutions furent à nouveau réunies en une seule, l'Association du Football Argentin (*Asociación de Fútbol Argentino-Afa*), qui est encore de nos jours l'institution dirigeante du football au niveau national. Son premier président fut Tiburcio Padilla, un dirigeant issu du club Chacarita, médecin et homme politique radical. Comme le remarquent Ariel Scher et Hector Palomino dans leur étude pionnière consacrée à l'histoire de l'Afa, les clubs, qui constituaient de véritables centres sociaux et culturels animant la vie du quartier dans lequel ils étaient implantés, furent des espaces de repli où bon nombre de membres de l'opposition, surtout des radicaux et des socialistes, écartés de la scène politique pendant la décennie infâme, purent continuer à se réunir et à exercer des activités au moins au niveau local⁴². Certains clubs auraient ainsi acquis une identité politique spécifique et seraient devenus des bastions partisans⁴³. Dans les années précédentes, certains partis politiques avaient déjà fondé leurs propres organismes sportifs, tels que la Confédération Socialiste Sportive (*Confederación Socialista Deportiva*) ou la Fédération Sportive Ouvrières (*Federación Deportiva Obrera*), organisée par la Fédération des Jeunesses Communistes (*Federación Juvenil Comunista*) créée en 1924. En 1930, cette dernière regroupait plus de 70 clubs ouvriers au niveau national⁴⁴.

L'imbrication de la politique et du sport se repère ainsi à tous les niveaux, depuis les clubs locaux jusqu'aux institutions nationales. L'Afa est à ce titre l'un des exemples les plus nets. L'histoire de l'institutionnalisation du football a été longue et régulièrement perturbée par des conflits et des tensions internes qui se sont traduits par la coexistence d'organismes

⁴² Consulter Ariel Scher et Héctor Palomino, *Fútbol, pasión de multitudes y de elites*, Buenos Aires, CISEA, 1989.

⁴³ Cette thèse est aussi soutenue par Vic Duke et Liz Crolley, « Fútbol, Politicians and the People : Populism and Politics in Argentina », *International Journal of the History of Sport*, 18 : 3, 2010, p. 93-116 et par Joel Horowitz, « Football Clubs and Neighbourhoods in Buenos Aires before 1943 : the Role of Political Linkages and Personal Influence », *Journal of Latin American Studies*, Volume 46, Issue 3, Août 2014, p. 557-585.

⁴⁴ Voir l'article de Dora Barrancos, « Ideas socialistas en cuerpos sanos (Argentina, 1920-1930) » in Pablo Scharagrodsky (comp.), *La invención del « homo gymnasticus »*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 2011, p. 423-439 et celui de Cristina Mateu « Política e ideología de la Federación Deportiva Obrera 1924-1929 » in Pablo Alabarces, Roberto Di Giano et Julio Frydenberg (comp.), *Deporte y Sociedad*, Buenos Aires, EUDEBA, 1998, p. 67-86.

rivaux, se disputant le contrôle et la direction du football national. Une fois réglées ces dissensions chroniques, le milieu du football put désormais disposer d'une seule et unique entité dirigeante, qui concentrait un pouvoir économique, médiatique, social et culturel non négligeable étant donnée l'importance du football dans la culture de masse argentine.

Il n'est donc pas surprenant de voir des relations de plus en plus étroites se nouer entre hauts dirigeants politiques conservateurs et hauts dirigeants du football. Ainsi, en 1937, c'est Eduardo Sánchez Terrero, secrétaire-adjoint administratif de la Chambre des Députés de la Nation et surtout, gendre du président de la République en exercice, le général Agustín P. Justo, qui accéda à la tête de l'AFA. Au cours de son mandat de deux ans, plusieurs décisions aux répercussions majeures furent prises par le pouvoir exécutif national. D'une part, la loi 12.345 du budget général de la Nation est votée en 1937 : cette dernière détermine la création d'une Commission Nationale Consultative Honoraire (*Comisión Nacional Asesora Honoraria*) chargée de l'administration du Fonds des Sports (*Fondo de los Deportes*). Le général Justo fut l'un des promoteurs de cette loi qui assignait, d'une part, une ligne budgétaire propre, réservée aux activités sportives au sein du budget de l'État, et formait un embryon d'organisme gouvernemental spécialisé dans les questions sportives. En effet, la législation mise en place avait pour objectif de « concéder aux institutions sportives de toute la République des prêts au titre de la dette publique pour la construction de stades et de terrains de sports⁴⁵. »

Justo signa cette même année le décret 116.149 qui accordait un prêt de 2,5 millions de pesos au club River Plate, pour financer la construction de son nouveau stade monumental dans le quartier de Nuñez, au nord de Buenos Aires. Le rival historique de River Plate, le club Boca Juniors, sollicita à son tour un prêt, auprès de la Commission consultative récemment créée, afin d'achever l'édification de son stade, situé au sud de Buenos Aires. Après approbation des plans de l'ouvrage et du budget présenté, 1,6 millions de pesos furent attribués au club. Mais cet emprunt se révéla insuffisant et Justo, dès la fin de son mandat présidentiel en 1938, prit personnellement la tête de la commission de Boca Juniors chargée de lever des fonds pour finir les travaux. Il procéda à la pose de la première pierre du stade puis assista à l'inauguration de la « *Bombonera*⁴⁶ » en 1940, aux côtés de son gendre devenu entretemps président du club Boca Juniors. Ainsi, grâce à l'aide financière du gouvernement conservateur, les deux stades les plus emblématiques de Buenos Aires, le

⁴⁵ Cité dans Ariel Scher, Guillermo Blanco et Jorge Búsico, *Deporte nacional, op. cit.*, p. 250.

⁴⁶ « La bonbonnière », surnom donné au stade de Boca Juniors en raison de sa forme particulière qui évoque une boîte de bonbons.

« *Monumental* » de River Plate au nord et la « *Bombonera* » de Boca Juniors au sud, furent inaugurés respectivement en 1938 et 1940⁴⁷.

L'exemple de ces deux stades illustre bien les difficultés croissantes auxquelles étaient confrontés les clubs, afin de réunir les ressources nécessaires pour se doter d'infrastructures modernes et aux capacités d'accueil accrues, à même d'accueillir les dizaines de milliers de spectateurs qui s'y pressaient chaque fin de semaine. Le coût de ce type d'équipement se chiffrait en millions de pesos, soit des sommes colossales y compris pour les clubs comptant le plus de *socios* et les meilleures équipes du championnat. Le recours à l'État était désormais le seul moyen pour les institutions de voir leurs grands projets aboutir. Tout laisse à penser que la présence à la tête de l'Afa d'un membre de la famille du chef de l'État garantissait aux dirigeants du football un accès privilégié aux hautes sphères du pouvoir⁴⁸. Cette stratégie, qui s'est avérée payante, s'est répétée constamment jusqu'au début des années 1940. Le successeur de Sánchez Terrero, Adrián C. Escobar, était lui aussi un membre du gouvernement, occupant les fonctions de directeur national des Postes et Télégraphes, et un proche du nouveau président en exercice, Roberto Ortiz. De 1941 à 1943, c'est le propre fils du nouveau président de la République, Ramón Castillo, qui dirigea l'Afa.

Si l'on perçoit clairement l'intérêt des dirigeants sportifs à choisir des personnalités aptes à relayer facilement leurs demandes auprès du gouvernement, en raison de leur proximité avec les hommes au pouvoir, quels étaient les bénéfices que pouvaient retirer ces derniers de cette relation privilégiée avec le milieu du sport ? Justo, selon certains spécialistes, incarnerait un exemple emblématique d'homme d'État cherchant à instrumentaliser le sport à des fins politiciennes⁴⁹. Ministre de la Guerre de Marcelo T. de Alvear, il aurait commencé à fréquenter les tribunes des stades à ses côtés, pendant les années 1920 et compris, bien qu'il n'ait guère été féru d'activités sportives, « l'énorme incidence sociale du sport [qu'] il essaya d'utiliser et d'amplifier à son profit⁵⁰ ».

Justo, comme certains de ses homologues européens et américains à cette période, s'appuyait politiquement sur les médias et les dynamiques de la société de consommation de masse pour construire et diffuser son image publique auprès de l'opinion. On remarque

⁴⁷ Sur le rôle de Justo dans la construction de ces stades, voir les remarques d'Alex Galarza, « Boca Juniors, su dimensión social y el pueblo trabajador », in Raanan Rein (comp.), *La Cancha peronista. Fútbol y política (1946-1955)*, San Martín/Tel Aviv, UNSAM-Tel Aviv University, 2015, p. 194-196.

⁴⁸ Voir Ariel Scher et Hector Palomino, *Fútbol, pasión de multitudes y de elites*, op. cit.

⁴⁹ Outre les ouvrages de Víctor Lupo et d'Ariel Scher, Guillermo Blanco et Jorge Busico déjà cités, Ariel Scher lui consacre un chapitre détaillé dans son livre *La Patria deportista*, op. cit.

⁵⁰ Ariel Scher, *La Patria Deportista*, op. cit., p.114. D'après cet auteur, Justo se serait surtout consacré à la pratique du golf et aurait contribué à introduire le basket-ball au sein du *Colegio Militar* de Buenos Aires.

notamment dans son entourage la présence de Natalio Botana, grand homme de presse et directeur du journal *Crítica*, l'un des plus populaires de l'époque, caractérisé par ses innovations éditoriales et graphiques⁵¹. C'est sur ses conseils et sur ceux du général Manuel Rodríguez, fervent supporter de Boca Juniors, que Justo se serait intéressé de près au football. Justo devint un spectateur régulier des événements sportifs mondains, comme les championnats argentins de golf, de polo, les grands prix de *turf*, les régates internationales de *yacht* et d'aviron, mais fréquentait aussi avec assiduité les spectacles sportifs qui passionnaient les secteurs populaires, soit le football et les courses automobiles. Il autorisa notamment en 1937 la tenue de courses automobiles sur route, interdites depuis le début du siècle pour des raisons de sécurité, et donna lui-même le départ du premier Grand Prix de *Turismo Carretera* organisé par l'Automóvil Club Argentino (ACA) cette année-là.

Outre les différentes mesures de soutien financier prises en faveur du football, et qui manifestaient, d'après l'un des biographes de Justo, « une volonté présidentielle de promouvoir une mesure hautement populaire⁵² », le président argentin entreprit également des démarches en 1938 afin d'accueillir en Argentine la Coupe du monde de football, ce qui, si elles avaient abouti, lui aurait certainement permis d'enregistrer une hausse de sa cote de popularité. Nommé membre honoraire de River Plate et de Boca Juniors, ce qui était un privilège rare étant donné la rivalité entre ces deux clubs, Justo réussit à mettre en place des relations étroites avec les clubs les plus riches et les plus populaires de l'époque ainsi qu'avec les dirigeants les plus puissants du football. Mais, vis-à-vis de l'opinion publique, les retombées de cette stratégie de rapprochement furent plus mitigées. À maintes reprises, le stade se transforma en un espace de contestation du pouvoir. Son gouvernement qui renouait avec les pratiques de la République oligarchique en excluant une grande partie de la population de la participation politique n'était pas populaire et il lui arriva de se faire huer violemment⁵³. De plus, la politique d'aides financières accordées par le gouvernement resta très limitée et ne concernait que quelques sports ou quelques clubs. Plusieurs sportifs critiquèrent ouvertement l'absence de soutien de Justo lors des Jeux Olympiques de 1932 à Los Angeles. En raison des effets de la crise économique qui se faisaient encore sentir dans le pays, la délégation argentine fut réduite drastiquement, afin de limiter les dépenses à engager, au grand dam des athlètes et des dirigeants des disciplines olympiques.

⁵¹ Voir l'ouvrage consacré à ce quotidien argentin emblématique des années 1920-1930 de Sylvia Saítta, *Regueros de tinta. El diario Crítica en la década de 1920*, Buenos Aires, Sudamericana, 1998.

⁵² Voir Ariel Scher, Guillermo Blanco et Jorge Búsico, *Deporte nacional, op. cit.*, p. 250.

⁵³ Ariel Scher rapporte ainsi qu'en 1932, lors du Grand Prix Carlos Pellegrini, Justo fut hué par la foule alors qu'il passait en carrosse devant la tribune populaire. Il serait alors descendu et se serait approché des spectateurs, et en auraient frappé certains avec son bâton présidentiel. Cette attitude bravache aurait retourné l'opinion du public qui finit par l'applaudir. Voir Ariel Scher, *La patria deportista, op. cit.*

En résumé, en l'absence de politique sportive coordonnée des pouvoirs publics, les rapports entre l'État et les institutions sportives se construisirent sur la base de relations personnelles. Les clubs et fédérations se plaignaient régulièrement de l'indifférence des gouvernements à l'égard des activités sportives et de leurs besoins spécifiques, notamment financiers. Des subventions leur étaient accordées mais étaient versées de façon très irrégulière et n'avaient aucun caractère systématique. De nombreux sportifs devaient financer par leurs propres moyens leur participation aux Jeux Olympiques ou à d'autres grandes compétitions internationales, sans pouvoir compter sur leurs fédérations, faute de ressources suffisantes disponibles. Le recours à un intermédiaire, bien placé au sein des cercles politiques, permettait donc aux institutions sportives d'obtenir plus facilement des sources de financement pour mener à bien leurs projets. Dans les années trente, le football en offre l'exemple le plus net. Comme l'expose Ariel Scher, « pour les gouvernements, établir un homme de confiance à ce poste donnait la possibilité de maintenir le football sous leur contrôle. Tandis que pour les dirigeants du football, la concession du trône de l'Afa à quelqu'un de lié aux cimes du pouvoir politique assurait un moyen d'obtenir des faveurs, des subventions ou toutes les ressources aux mains des gouvernements et des gouvernants⁵⁴. »

CRÉATIONS ET INNOVATIONS DU PÉRONISME : LE NOUVEAU RÔLE DE L'ÉTAT

Au milieu des années 1940, le sport en Argentine est déjà riche d'une longue histoire, a déjà connu des conflits internes importants et est déjà traversé par un ensemble de tensions révélatrices de la diversité de ses acteurs et de leurs logiques d'action. Certains dirigeants politiques ont pris la mesure de l'expansion du sport dans la société de consommation et de culture de masse au cours de cette période, et donc de son potentiel comme support de discours et comme levier sur l'opinion publique.

Néanmoins, un consensus relatif existe parmi les spécialistes actuels de l'histoire du sport en Argentine qui s'accordent à considérer la période péroniste comme le moment où une véritable politique sportive est mise en place par le gouvernement en place. Eduardo Archetti estime par exemple que « ces dix années furent exemplaires et qu'il n'y eut pas, par la suite, d'autres essais systématiques d'associer le sport à la nation, au travers de politiques

⁵⁴ *Idem*, p.128.

d'État claires et articulées⁵⁵. » Ce jugement est corroboré par le journaliste Juan de Biase qui considère, quant à lui, que « le sport est devenu une affaire d'État⁵⁶ ».

Dans les pages qui suivent, nous chercherons à revenir sur ce consensus académique autour de la notion de politique sportive. Le péronisme a-t-il bien été un moment de rupture et en quoi ? Quelles ont été les innovations introduites par le nouveau gouvernement ? Quels ont été les mesures édictées et les objectifs poursuivis ? Peut-on réellement parler d'une politique sportive péroniste ? Pour ce faire, nous analyserons d'une part les discours de Perón et le contenu des textes législatifs et normatifs mis au point par le gouvernement et d'autre part, les réalisations concrètes qui ont été mises en place dans le domaine sportif.

Le paysage sportif de l'Argentine péroniste

Tout processus de décision et de mise en place d'un programme politique nécessite au préalable d'établir un état des lieux afin de repérer les besoins et les points sur lesquels concentrer l'action gouvernementale. Or, il semble bien que, dans le domaine sportif, cette première étape soit déjà problématique en elle-même. Le chercheur s'intéressant à l'histoire du sport en Argentine rencontre une difficulté initiale qui semble confirmer les considérations de Perón sur le peu d'intérêt manifesté par les autorités publiques à l'égard des activités et des institutions sportives dans les premières décennies du XX^e siècle : l'absence de données chiffrées, de recensements et de statistiques qui permettraient d'évaluer le degré de la pratique dans la société argentine.

Certes, ce type de lacune n'est pas pour étonner le spécialiste de l'Amérique latine qui y est bien souvent confronté – et le spécialiste de l'Argentine au XX^e siècle n'est pas le moins mal loti. Cependant, cela nous éclaire sur la façon dont s'est dessinée la politique sportive pendant la période péroniste. Elle s'est fondée avant tout sur la propre expérience de Perón et de ses collaborateurs et sur leur évaluation empirique des besoins du milieu sportif. Le passé de sportif et de promoteur des activités sportives du chef de l'État l'aurait amené à se heurter à l'indifférence de plusieurs dirigeants politiques face à certaines de ses initiatives et à la difficulté d'éveiller les consciences locales quant à l'importance du sport et de l'éducation physique. Il est vrai que Perón, sur le modèle d'Alvear, est lui aussi un président sportif. Au cours de sa jeunesse et dans le cadre de sa formation militaire, il s'est initié à une grande variété de pratiques sportives, et notamment les disciplines traditionnellement enseignées aux officiers de l'Armée, telles que l'équitation, le tir, la

⁵⁵ Eduardo Archetti, *El potrero, la pista y el ring. Las patrias del deporte argentino*, op. cit., p. 116.

⁵⁶ Cité dans Ariel Scher, Guillermo Blanco et Jorge Búsico, *Deporte nacional*, op. cit., p. 281.

gymnastique et l'escrime. Il a même été champion militaire national d'épée de 1918 à 1928. Sélectionné pour les Jeux Olympiques de 1924, son ministre de tutelle, Agustín P. Justo, lui refuse l'autorisation de se rendre en Europe pour y participer. Perón aurait alors mis fin à sa carrière sportive mais non renoncé à sa passion pour le sport. Féru de boxe, il fréquente régulièrement le Luna Park, est instructeur militaire de gymnastique auprès des jeunes recrues de l'Armée, profite de son séjour en Europe entre 1939 et 1941 en tant qu'attaché militaire en Italie pour se former aux sports de montagne et à l'alpinisme auprès des régiments de chasseurs alpins. Au moment de son élection, les observateurs contemporains soulignent sa carrure athlétique et son dynamisme qui le font paraître plus jeune que son âge⁵⁷. Le corps même du nouveau président de la nation attesterait de son passé de sportif de haut niveau et autorise ses partisans et la presse officielle à le qualifier de « Premier Sportif de la Nation » (« *Primer Deportista de la Nación* »).

Perón se plaît à mentionner son expérience sportive dans de nombreux discours, ce qui lui permet ainsi de souligner sa position de précurseur en matière de politique sportive. Par exemple, le 17 novembre 1954, dans le cadre de la remise des diplômes des élèves de l'École des Leaders⁵⁸ (*Escuela de Líderes*), Perón dresse une esquisse de résumé historique du développement de l'éducation physique et des sports en Argentine, exercice qu'il maîtrise d'autant mieux qu'il a été auparavant professeur d'histoire au sein de l'École Supérieure de Guerre (*Escuela Superior de Guerra*). À cette occasion, il évoque sa jeunesse sportive en ces termes :

Ceux qui ont fait du sport à mon époque, nous le faisons parce que nous avons une grande volonté, une énorme volonté, étant donné que nous devons lutter et nous imposer à force de sacrifices et de ténacité, pour nous dominer nous-mêmes et pour dominer tous ceux qui nous critiquaient et se moquaient de nous, qui nous prenaient même pour des fous⁵⁹.

⁵⁷ Sur la pratique sportive de Perón, consulter Ariel Scher, *La Patria deportista, op. cit.* ; Víctor Lupo, *Historia política del deporte argentino, op. cit.*, p. 190-191 ; Raanan Rein, « "El Primer Deportista" » : the political use and abuse of sport in Peronist Argentina », *International Journal of the History of Sport*, 15/2, 1998, p. 54-76 et Joseph A. Page, *Perón, una biografía*, Buenos Aires, Delbosillo, 2011 (1^{ère} édition en anglais 1983). Sur les écrits de Perón sur le sport, voir la brochure rédigée par Juan Domingo Perón, *La gimnasia y los deportes*, Buenos Aires, s/e, s/d [AGN-AI, CNI, Col. Bib. 420]. Pour des éléments de réflexion autour du corps des hommes d'État et des sportifs, se reporter à Daniele Marchenisi, « Corps et pouvoir dans l'Italie fasciste : Mussolini, Carnera et les Italiens » in Georges Bensoussan, Paul Dietschy, Caroline François et Hubert Strouk, *Sport, corps et sociétés de masse. Le projet d'un homme nouveau, op. cit.*, p. 93-103.

⁵⁸ L'École de Leaders de la Fondation Eva Perón, tout comme l'École Supérieure Péroniste (*Escuela Superior Peronista*), créée en décembre 1950, visaient à former les futurs cadres du parti et du mouvement péronistes. Voir la brochure Presidencia de la Nación - Secretaría de Prensa y Difusión, *Perón inaugura la Escuela de Líderes de la Fundación Eva Perón*, Buenos Aires, 1954 et le livret de l'Escuela Superior Peronista, *Programa de Conducción Política*, Buenos Aires, 1953 [AGN-AI, CNI, Col. Bib. 125].

⁵⁹ Juan Domingo Perón, *Obras Completas*, Tome XVIII, Vol. 2, Buenos Aires, Fundación pro Universidad de la Producción y del Trabajo, 2001, p. 565-575 : « *los que hemos hecho deportes en mi tiempo, lo hacíamos*

Cette description des temps héroïques des pionniers du sport argentin, dont Perón a fait partie, correspond à un passé révolu, que n'ont pas connu les jeunes étudiants auquel le président s'adresse. Elle permet également de mettre en exergue certains traits de personnalité qui font du *Líder* péroniste un personnage exceptionnel : sa force de caractère, son originalité, voire son avant-gardisme, puisqu'il a fait partie de ceux qui ont compris avant les autres les vertus du sport. S'il fut un pionnier sur le plan de la pratique, il l'a aussi été sur le plan de l'organisation des activités sportives :

Et même moi, dans ma grande naïveté, quand j'étais ministre de la Guerre, j'ai mis au point une loi sur l'éducation physique, qui a eu le même destin que les autres. C'était une belle loi, mais l'éducation physique n'a pas marché. Elle est restée sur le papier, rien de plus ; et comme avec du papier on ne rend fort personne, tout est resté plus ou moins dans les mêmes conditions⁶⁰.

Ce projet de loi n'est pas très ancien, puisqu'il date de la période où il a occupé la fonction de ministre de la Guerre, c'est-à-dire à partir de février 1944 sous le gouvernement du général Edelmiro Farrell. Jusqu'à cette date, selon Perón, l'encadrement des activités physiques dans le pays ne retient donc pas l'attention des dirigeants politiques. Mais, et c'est le message qu'il cherche à transmettre à travers ce bilan historique, à présent qu'il est à la tête du gouvernement, il va pouvoir enfin mettre en place les mesures qui auraient dû être prises auparavant et lever les obstacles qu'il a lui-même rencontrés au cours de sa carrière de sportif et d'homme politique. Il peut s'appuyer sur sa propre expérience et sur ses relations anciennes et étroites avec le milieu sportif. Il fait appel aux athlètes eux-mêmes, aux dirigeants sportifs et aux institutions pour qu'ils fassent part de leurs besoins, afin que le gouvernement y réponde. Ce faisant, il démontre qu'il met en application l'idéal de mode de gouvernement qu'il s'est fixé – répondre aux demandes émanant de la société – et conforte son statut d'intercesseur, de simple exécutant de la volonté du peuple, auquel il est particulièrement attaché.

Toujours dans ce même discours, Perón finit par aborder la question de l'état présent de la pratique sportive. Après avoir mis en avant l'inaction des hommes politiques du passé,

porque teníamos una gran voluntad, una tremenda voluntad, puesto que debíamos de luchar e imponernos a fuerza de sacrificios y de tenacidad, para dominarnos a nosotros mismos y para dominar a todos los que nos criticaban y se reían de nosotros, hasta creyéndonos locos. »

⁶⁰ *Ibid* : « Hasta yo, ingenuo de mí, cuando fui ministro de Guerra, elaboré una ley de educación física, que tuvo el destino de las otras. Era una linda ley, pero la educación física no anduvo. Quedó en la letra, nada más; y como con la letra no se hace fuerte a nadie, todo quedó más o menos en las mismas condiciones. »

il peut expliquer ainsi la démarche qu'il a préférée suivre pour développer les activités sportives dans un contexte où, selon lui, tout était à faire. Rappelons que ce discours est tenu alors que Perón est au pouvoir depuis huit ans : il a eu le temps de lancer un certain nombre d'initiatives et d'en évaluer les résultats. Cette intervention a lieu à la fin de notre période mais elle présente néanmoins un bilan assez sombre, et de fait, Perón insiste sur l'ampleur de la tâche qu'il reste à accomplir :

J'ai fait faire un recensement approximatif, parce que dans ce domaine nous ne disposons pas de statistiques, sur les sportifs argentins organisés. Et, en étant très optimiste, il apparaît que nous n'atteignons pas les 150 000 sportifs organisés, c'est-à-dire, naturellement, des sportifs qui font du sport, pas ceux qui le dirigent mais n'en font pas. Sur les 18 millions d'habitants que compte le pays, 150 000 sportifs est un indicateur très négatif. Nous devrions avoir plus ou moins 5 millions de sportifs qui, sur un chiffre de 18 millions d'habitants, signifie un peu moins de 30% . C'est ce qui convient à un peuple, à un peuple de sportifs⁶¹.

D'une certaine manière, Perón reconnaît ici l'insuffisance de sa politique sportive, relativisée néanmoins par tous les éléments historiques qu'il a avancés auparavant. Comme il est – selon lui – le premier président argentin à réellement prendre en compte le sport dans sa politique gouvernementale, il ne peut combler le retard accumulé en si peu de temps d'exercice du pouvoir. Les chiffres qu'il avance nous intéressent particulièrement et cet extrait confirme les difficultés rencontrées, pour nos acteurs comme pour le chercheur contemporain, pour les réunir. Au cours de l'année 1954, Perón cite cette estimation de 150 000 sportifs pour toute la République argentine lors d'au moins deux discours⁶². Pourtant, le gouvernement argentin disposait à cette date de données plus précises, plus complètes et dressant un tableau plus encourageant de la pratique sportive dans le pays. En effet, la Cadcoa, avec le soutien des autorités argentines et de la Municipalité de Buenos Aires, avait adressé au début de l'année 1949 au Comité International Olympique (CIO) un

⁶¹ *Ibid* : « Yo he hecho hacer un censo aproximado, porque en esto no contamos con estadísticas de los deportistas argentinos organizados. Y con un alto grado de optimismo, resulta que no alcanzamos a tener ciento cincuenta mil deportistas organizados, pero, naturalmente, deportistas que hagan deportes, no esos que dirigen y no lo hacen. En dieciocho millones de habitantes que tiene el país, ciento cincuenta mil deportistas da un índice muy negativo. Nosotros tenemos que contar con más o menos cinco millones de deportistas, que en una cifra de dieciocho millones de habitantes significa algo menos del treinta por ciento. Eso es lo que corresponde a un pueblo, a un pueblo de deportistas. »

⁶² Il en fait également mention lors d'un discours prononcé le 27 octobre 1954 au siège de la CGT devant des employés d'institutions sportives et des délégués de l'Union des Travailleurs des Entités Sportives et Civiles (*Unión Trabajadores de Entidades Deportivas y Civiles-UTEDyC*). Voir la reproduction du discours dans la brochure *Presidencia de la Nación – Secretaría de Prensa y Difusión, « Tenemos un pueblo bueno y capaz para el deporte » dijo Peron. En el acto inaugural del Congreso de la Unión de Entidades Deportivas y Civiles, Buenos Aires, 1954 [AGN-AI, CNI, Col. Bib. 381]*.

dossier de candidature pour que la capitale argentine soit désignée comme siège des Jeux Olympiques de 1956. Ce dossier comprenait un exposé des atouts de la ville afin de convaincre les membres du CIO d'élire Buenos Aires et surtout, un rapport détaillé de la situation du pays sur le plan sportif⁶³.

Bien loin des seuls 150 000 sportifs, les auteurs de cette synthèse estiment à 1 360 500 le nombre d'adeptes des sports en Argentine en 1948, répartis dans 5 013 clubs et institutions sportives⁶⁴. Des tableaux dressent la liste des 42 disciplines recensées sur le territoire de la République, le nombre de participants par sport, le degré de popularité des différentes pratiques sportives, la répartition géographique des associations et des sportifs, en distinguant la région du Grand Buenos Aires – c'est-à-dire la capitale et sa banlieue – des provinces de l'intérieur du pays, et enfin le nombre d'entités sportives affiliées à une ou plusieurs des 35 fédérations nationales (*voir tableau*).

⁶³ Archives CIO, C-J044-1956/001 SD3, dossier de candidature de Buenos Aires aux Jeux Olympiques d'été de 1956, 1948-1949.

⁶⁴ *Idem*, feuillet 10.

Tableau
Classification des sports en fonction de l'importance de leur diffusion en Argentine.
Élaboration de l'auteur à partir des listes présentées dans les archives du CIO, dossier de
candidature de Buenos Aires aux Jeux Olympiques de 1956, p. 2-10.

	Discipline	Nombre de clubs affiliés aux fédérations nationales	Fédération nationale	Nombre de sportifs pratiquants par discipline
1	FOOTBALL	38	Asociación del Fútbol Argentino	500 000
2	BASKET-BALL	137	Confederación Argentina de Basquetbol	150 000
3	BOXE	310	Federación Argentina de Box	25 000
4	CYCLISME	50	Federación Ciclista Argentina	50 000
5	NATATION	111	Federación Argentina de Natación y Water-Polo	50 000
6	PELOTE BASQUE	103	Confederación Argentina de Pelota	120 000
7	BOULES	163	Federación Argentina de Bochas	60 000
8	TENNIS	112	Asociación Argentina de Lawn Tennis	40 000
9	ATHLETISME	41	Federación Argentina Atlética	20 000
10	TIR	128	Federación Argentina de Tiro	25 000
11	EQUITATION	69	Federación Ecuestre Argentina	/
12	SPORTS AUTOMOBILES	10	Comisión Deportiva Automovilista	3 000
13	BILLARD	25	Federación Argentina de Billar	100 000
14	AVIRON	40	Asociación Argentina de Remeros Aficionados	3 000
15	ESCRIME	35	Federación Argentina de Esgrima	7 000
16	POLO	125	Asociación Argentina de Polo	10 000
17	PECHE	45	Federación Argentina de Entidades Deportivas de Pesca	45 000
18	ECHECS	41	Federación Argentina de Ajedrez	45 000
19	TENNIS DE TABLE	24	Federación Argentina de Tenis de Mesa	20 000
20	GOLF	35	Asociación Argentina de Golf	5 000
21	PATINAGE	41	Federación Argentina de Patín	35 000
22				

	SPORTS NAUTIQUES	32	Federación Argentina de Yachting de Carrera	6 000
23	RUGBY	37	Unión de Rugby del Río de la Plata	5 000
24	WATER POLO	Voir natation		/
25	MOTOÇYCLISME	/	/	/
26	AVIATION	/	/	/
27	JUDO	8	Asociación Argentina de Yudo	1 500
28	LUTTE	12	Federación Argentina de Lucha	3 000
29	GYMNASTIQUE AGRES	10	Federación Argentina de Gimnasia	1 000
30	SKI ALPINISME	6	Federación Argentina de Esquí y Andinismo	7 000
31	PELOTA AL CESTO	38	Federación Argentina de Volley Ball y Pelota al Cesto	10 000
32	HOCKEY	28	Asociación Argentina de Hockey	2 000
33	HANDBALL	10	Federación Argentina de Handball	/
34	PATO	18	Federación Argentina de Pato	500
35	BASEBALL	12	Liga Argentina de Baseball y Softball	300
37	SOFTBALL			3 000
38	CRICKET			/
39	HALTEROPHILIE	15	Federación Argentina de Pesas	1 000
40	VOLLEY-BALL	Voir <i>pelota al cesto</i>		5 000
41	BOWLING	15	Asociación Argentina de Bowling	2 000
42	PENTATHLON MODERNE	/	/	200
		1 902		1 360 500

Nous pouvons tirer un certain nombre d'enseignements de ces données. En premier lieu, elles nous renseignent sur le déséquilibre dans la répartition de la pratique sportive à l'échelle du territoire argentin. La concentration des clubs sportifs dans l'agglomération de Buenos Aires, qui en regroupe 1 758 à elle seule contre 3 255 pour tout le reste du pays, n'a pas lieu de nous surprendre. La capitale argentine a été le berceau du développement des activités sportives et, depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, elle n'a cessé de confirmer son statut de région la plus peuplée, la plus riche et la plus dynamique du pays. Un autre élément nous signale la coexistence de deux systèmes d'organisation sportive dans le pays, qui renforce la distinction entre la capitale et l'intérieur de l'Argentine. En effet, la majorité des clubs de la région de Buenos Aires sont affiliés aux fédérations nationales, tandis que seules 300 associations sportives de province le sont. Par contre, 1 961 clubs provinciaux sont rattachés aux ligues régionales tandis que 994 institutions ne dépendent d'aucune fédération. Cela nous semble démontrer qu'il n'existe pas d'organisation unifiée et articulée au niveau national et que, comme dans d'autres domaines en Argentine, les fédérations nationales gèrent en priorité les activités sportives dans la région métropolitaine de Buenos Aires. Un système autonome de ligues locales, régionales et provinciales est à l'œuvre dans le reste du pays, ce qui peut d'ailleurs expliquer la difficulté à évaluer la réalité de la pratique sportive sur l'ensemble du territoire national. Il est effectivement frappant d'observer que l'évaluation du nombre de sportifs à plus d'1 300 000 individus est en fait une projection, établie à partir de quelques données, du « potentiel sportif approximatif⁶⁵ » suivant les disciplines. Pour citer un exemple, dans le cas du football, un premier tableau indique 12 500 pratiquants affiliés dans le Grand Buenos Aires, mais ne donne aucun chiffre pour les footballeurs affiliés en province ni pour ceux qui ne sont pas affiliés. Néanmoins, les rédacteurs du dossier estiment que l'Argentine compte 500 000 joueurs de football !

De manière générale, le rapport adressé au CIO ne comprend aucune précision sur la façon dont les données ont été collectées ni sur le mode de calcul du « potentiel sportif ». De même, le classement des disciplines sportives en fonction de leur « diffusion », reproduit dans le tableau 1, n'est pas explicité. A-t-il été déduit de la couverture médiatique de chaque sport ? Correspond-il au nombre de clubs où l'activité est proposée ? Ou s'agit-il de sa diffusion géographique à l'échelle du pays ? Ce classement en tout cas ne correspond pas au nombre – estimé – de pratiquants comme on peut le voir sur le tableau. Les cinq sports les plus diffusés seraient en effet, le football, le basket-ball, la boxe, le cyclisme et la natation,

⁶⁵ *Idem*, feuillets 5 et 6 : « *potencial deportivo aproximado* ».

alors que ceux qui réuniraient le plus de pratiquants sont le football, le basket-ball, la pelote basque, le jeu de boules (*bochas*) et la natation.

Pour finir, ce rapport apporte d'autres informations non négligeables pour qui veut avoir une idée plus précise du panorama sportif de l'Argentine de la fin des années 1940. Sans grande surprise là non plus, il confirme que la pratique sportive est à une écrasante majorité une activité masculine, puisqu'un million d'hommes, sur 3 500 000 individus entre 14 et 40 ans considérés comme aptes à l'exercice physique, pratiquent des sports contre seulement 357 500 femmes sur 3 400 000 de la même classe d'âge. Cette énorme différence diminue dans la tranche d'âge des 40-45 ans où seuls 30 000 hommes et 18 000 femmes sont encore des sportifs actifs⁶⁶. La majorité des adeptes du sport en Argentine sont donc des individus masculins et jeunes. Les choix de présentation des statistiques n'ont évidemment pas été faits au hasard et servent à mettre en valeur l'importance de la pratique sportive en Argentine. Celle-ci n'est pas mise en regard avec la population totale du pays et ce afin d'aboutir à un pourcentage élevé de pratiquants – 20% – calculé par rapport à l'ensemble de la population considérée comme apte à pratiquer une activité physique, soit un peu moins de sept millions de personnes⁶⁷. Les enfants et la population scolaire, les personnes âgées de plus de 45 ans, sont exclus des calculs. L'objectif des rédacteurs du document est bien de souligner le « potentiel » du pays en tant que nation sportive et de montrer la diversité des disciplines pratiquées, ce qui permet d'en faire un bon candidat pour l'accueil des Jeux Olympiques. Les données réunies dans ce dossier sont donc certainement à interpréter de façon nuancée, étant donné l'absence de précisions sur leurs conditions d'élaboration et leur caractère probablement exagéré. Le but poursuivi était d'emporter l'adhésion des membres de la commission du CIO et d'obtenir l'attribution des Jeux de 1956.

Le sport, un divertissement populaire sous le péronisme

Néanmoins, ces chiffres, étant donné leur rareté pour la période, nous offrent au moins des ordres de grandeur et nous invitent à les mettre en perspective avec ceux mentionnés par Perón en 1954. Le fait que ce dernier ne les utilise pas est également révélateur de ses stratégies discursives et nous ouvre différentes possibilités d'interprétation. On peut penser tout d'abord qu'il omet sciemment de les mentionner à son auditoire parce qu'ils contredisent directement ses affirmations sur la faiblesse du développement du sport

⁶⁶ *Idem*, feuillet 4.

⁶⁷ *Ibid.*

dans le pays. Si en 1948 l'Argentine possède déjà plus d'1 300 000 sportifs et plusieurs milliers de clubs, cela démontre bien que les activités sportives ont connu une phase d'expansion, de diffusion et d'enracinement au cours des décennies précédentes, avant l'émergence du péronisme et les premiers pas en politique de Perón. Cet état des lieux va donc à l'encontre de l'idée de rupture radicale entre un passé – toujours indéfini – et les temps nouveaux qu'aurait apportés le péronisme, qui est l'un des thèmes majeurs développé par Perón et ses partisans. Enfin, en privilégiant une vision négative de la situation du sport argentin, Perón, réélu à la tête du pays depuis deux ans et qui doit y rester jusqu'en 1958, cherche probablement à réactiver son projet de « *Nueva Argentina* » et à galvaniser l'audience en montrant l'ampleur de la tâche à accomplir et l'ambition de sa vision pour la nation, qui consiste notamment à forger un « peuple de sportifs ». Il précise alors, toujours devant les jeunes diplômés de l'École des Leaders, ce qu'il entend par sportifs :

Je ne crois pas non plus qu'un peuple de sportifs soit celui qui se rend à l'hippodrome, où les sportifs sont les chevaux, et les autres des observateurs. Je ne considère pas non plus les 200 000 personnes qui se rendent au stade de football pour voir évoluer 22 joueurs comme des sportifs. Moi, ce que j'aimerais, c'est que les 22 soient dans les tribunes et que les 200 000 autres jouent au football⁶⁸.

Perón fait clairement la distinction entre ceux qui pratiquent une activité sportive et le public qui assiste aux spectacles sportifs : si les premiers sont minoritaires, les seconds représentent une masse imposante d'amateurs de sport. Mais le fait que le sport soit un divertissement qui rassemble les foules ne suffit pas pour faire de l'Argentine une « nation de sportifs ». Cette allusion à la popularité de certains sports nous permet d'évoquer l'autre aspect qui caractérise le paysage sportif argentin des années 1940-1950 : le succès constant des rendez-vous sportifs auprès d'un public massif. Et ce succès dépasse largement, semble-t-il, la pratique effective des activités physiques. Trois types de compétitions sportives attirent tout particulièrement un large public : les matchs de football, les combats de boxe et les courses hippiques. Une source officielle témoigne de l'importance accordée par le gouvernement péroniste aux distractions du peuple et nous fournit là encore des données quantitatives instructives sur l'engouement pour certains types d'activités culturelles et de loisirs de la population portègne. Le ministère des Affaires Techniques (*Ministerio de*

⁶⁸ Juan Domingo Perón, *Obras Completas, op. cit.*, p. 565-575 : « *Yo no creo tampoco que sea un pueblo deportista ese que concurre a los hipódromos, en donde los deportistas son los caballos, ya que los demás son observadores. Tampoco considero deportistas a las doscientas mil personas que asisten a las canchas de fútbol para ver jugar a veintidós jugadores. A mí me gustaría que los veintidós estuvieran en las tribunas y los otros doscientos mil jugasen al fútbol.* »

*Asuntos Técnicos-MAT*⁶⁹) comprend une Direction Générale du Service Statistique National qui publie régulièrement un *Boletín diario secreto* qui rassemble des tableaux et des graphiques sur la fréquentation des cinémas, des théâtres, des stades de football, des hippodromes et des rings dans la capitale⁷⁰. Ces bulletins contiennent également des informations sur l'évolution du prix moyen des places pour chaque type de spectacle et comparent l'évolution générale par année ou par trimestre. Cet ensemble de statistiques s'inscrit dans l'opération générale de supervision de la vie économique du pays par les organismes gouvernementaux, qui consiste à produire régulièrement des informations sur la production de certaines denrées et biens de consommation, sur le coût de la vie et les fluctuations des prix des produits de base, comme le lait, la viande, le pain etc⁷¹. Le fait que les cinq principaux divertissements soient pris en considération montre d'une part, qu'il s'agit d'un secteur économique important aux yeux du gouvernement et d'autre part, qu'il peut servir d'indicateur de la qualité de vie de la population pour les dirigeants péronistes.

Là encore, la mise au point de ces statistiques par les services officiels n'est pas explicitée et certaines indications nous incitent à les considérer avec prudence. Il est précisé par exemple que, dans le cas des matchs de football professionnels et des courses hippiques, le nombre total de spectateurs n'inclut pas les *socios* des clubs, les titulaires d'abonnements aux loges, ni les enfants de moins de 12 ans « exemptés du paiement d'une entrée, par disposition de Mme Eva Perón, et par absence de contrôle⁷² ». Les chiffres avancés sont donc probablement inférieurs à la réalité. Ceci étant dit, quels renseignements peut-on tirer de ces publications de statistiques officielles sur la place des spectacles sportifs dans la vie quotidienne des habitants de Buenos Aires ?

En premier lieu, le cinéma est l'activité de loisirs dominante des citadins, loin devant le théâtre et les spectacles sportifs. Pour l'année 1946, plus de 40 millions d'entrées ont été comptabilisées, et à la fin de la décennie, les ventes dépassent les 50 millions. Les pièces de

⁶⁹ Envisagée dès 1946 par Perón, cette nouvelle répartition n'est créée qu'en 1949 et confiée à Raúl Mendé. À partir de 1954, le ministère est rétrogradé au rang de simple secrétariat d'État, toujours avec Mendé à sa tête. Sur les origines de la création du MAT, consulter Donna Guy, *Creating Charismatic Bonds in Argentina: Letters to Juan and Eva Perón*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 2016, p. 70.

⁷⁰ AGN, MAT, Legajo 432. Le fonds est très incomplet puisque seuls onze bulletins sur les spectacles publics ont été conservés, datant des années 1950 à 1954. Mais les tableaux comparatifs proposent des données remontant à 1943.

⁷¹ Sur l'essor et le rôle des statistiques en tant qu'instruments de gouvernement et de la planification économique, voir Patricia Berrotarán, *Del plan a la planificación. El Estado durante la época peronista*, op. cit. et Eduardo Elena, *Dignifying Argentina. Peronism, Citizenship and Mass Consumption*, op. cit. Pour une étude détaillée sur le spécialiste de ses méthodes dans le gouvernement péroniste, consulter Patricia Berrotarán, « José Figuerola. El estadígrafo de Perón » in Raanan Rein et Claudio Panella (comp.), *La segunda línea. Liderazgo peronista 1945-1955*, Buenos Aires, Universidad Nacional de Tres de Febrero, 2013.

⁷² AGN, MAT, Legajo 432, *Boletín diario secreto* n° 445, 6 décembre 1951, p. 3 : « *liberados del pago de entradas en el fútbol, por gestión de la señora Eva Perón, por no existir controles* ».

théâtre, elles, attirent en moyenne 4 millions de personnes par an au cours de notre période, soit un peu moins que les compétitions sportives qui, toutes confondues, rassemblent en moyenne 4,5 millions de spectateurs. Parmi celles-ci, le football professionnel est l'attraction principale, suivi de près par les courses de chevaux, avec une moyenne annuelle de spectateurs oscillant autour des deux millions chacun, alors que les amateurs de boxe seraient entre 400 000 et 500 000. Ces chiffres confirment la place prééminente occupée par le football face aux autres pratiques sportives : le calendrier du championnat professionnel argentin rythme la vie urbaine d'autant plus que la plupart des équipes qui y évoluent sont basées à Buenos Aires et dans ses banlieues. En comparaison, le nombre de combats de boxe et de salles dédiées à ce sport sont moins nombreux et un lieu domine le paysage urbain : le Luna Park, temple de la boxe argentine, où il n'est d'ailleurs pas rare d'apercevoir Perón lui-même au premier rang des spectateurs⁷³. Mais ces bulletins nous rappellent également que la fréquentation des hippodromes s'accroît au cours de notre période, et ce malgré la hausse constante du prix des places. Le succès des courses tient aussi évidemment aux paris et aux possibilités de gains qu'elles offrent aux spectateurs.

Il est intéressant de constater que l'affluence du public se maintient ou augmente tout au long des années 1940 et 1950 alors que, du fait de l'inflation et de l'ajout de certaines taxes, le prix moyen des places devient plus élevé, à l'exception notable du cinéma. Ce dernier en effet fait l'objet de mesures spécifiques du gouvernement péroniste qui a établi un contrôle sur le prix des billets afin de garantir l'accès aux salles obscures pour le plus grand nombre⁷⁴. Le cinéma reste donc un loisir bon marché, avec un tarif moyen compris entre 2 et 2,50 pesos en 1949-1950. À titre de comparaison, à la même date, une place de théâtre s'élève à 6 voire 8 pesos en moyenne. Si au début des années 1940, l'accès à l'hippodrome coûtait presque trois fois plus cher que l'entrée aux stades ou au ring, les prix se sont progressivement alignés entre le *turf* et les combats de boxe, puisqu'il faut déboursier plus de 6 pesos pour assister à l'un ou à l'autre. Au cours de l'année 1951, le prix moyen pour les spectacles de boxe est d'ailleurs bien plus élevé que pour les courses, dépassant les 10 ou 15 pesos suivant les mois. Par contre, le football reste le divertissement sportif le

⁷³ Longtemps interdite sur le territoire de la capitale argentine, la pratique de la boxe s'est développée en périphérie de Buenos Aires, notamment dans la ville limitrophe d'Avellaneda, ou dans des clubs privés, comme le Club Universitaire de Buenos Aires qui organisait des combats clandestins. Le développement de ce sport a été freiné par ces interdictions, contrairement au football ou au turf. Voir Ariel Scher, Guillermo Blanco et Jorge Búsico, *Deporte nacional, op. cit.*, p. 226-227, p. 258-260 et p. 310-313.

⁷⁴ Sur la place du cinéma comme principal divertissement populaire, et le plus abordable, sous le péronisme, voir Clara Kriger, *Cine y peronismo, op. cit.*, p. 42 et p. 50. Selon les chiffres cités par cette auteure, une place de cinéma coûtait en moyenne, sur la période 1945-1955, 4 pesos contre 15 pour un match de football. Voir également, Eduardo Elena, *Dignifying Argentina, op. cit.*, p. 89 sur le contrôle du prix des places de cinéma par le gouvernement péroniste et ses effets sur la fréquentation des salles.

moins coûteux, avec un prix moyen du billet inférieur à 4 pesos. Si les rédacteurs des bulletins précisent que ce prix moyen peut connaître de fortes fluctuations, en fonction du type de match – les billets étaient notamment beaucoup plus chers en cas de rencontre internationale – il semble bien que le sport préféré des Argentins soit aussi resté l'un des plus accessibles. Cela vient confirmer les observations d'Hector Palomino et d'Ariel Scher qui notent que l'Afa enregistre des records de ventes de places par match entre 1946 et 1955. Au cours de la période, les moyennes des ventes ne sont jamais descendues en dessous des 10 000 entrées vendues par rencontre et ont même atteint le pic des 15 000 lors de l'année 1954⁷⁵. Ces chiffres sont les plus élevés de toute l'histoire du football argentin. Malheureusement, nous ne disposons pas, en l'état actuel, de données similaires pour d'autres sports et notamment pour le basket-ball, pourtant présenté comme un sport très diffusé dans le rapport de la Cadcoa adressé au CIO.

Dans la société argentine des années 1940-1950 – et tout particulièrement au sein des secteurs urbains – la fréquentation des spectacles sportifs est bien un phénomène massif et ancré dans les habitudes d'une large frange de la population. Mais, c'est justement ce constat qui ne satisfait pas Perón : si le sport-spectacle poursuit son essor, la pratique sportive resterait, elle, largement insuffisante. En outre, il déplore le déficit chronique d'organisation du milieu sportif, qu'il impute d'ailleurs en grande partie aux dirigeants, qui serait l'une des causes principales de sa diffusion limitée au sein du pays. C'est pourquoi l'intervention de l'État s'avère nécessaire : la politique sportive menée par le péronisme repose sur quatre grands axes directifs, qui visent à pallier ces manques.

Démocratiser la pratique sportive

Ce premier axe de la politique sportive déployée par le gouvernement péroniste s'appuie autant sur des mesures concrètes que sur des discours qui s'inscrivent dans le cadre général de la justice sociale, l'un des concepts centraux mis en avant par Perón et sa femme. Le mouvement péroniste a réussi à émerger sur la scène politique argentine comme le parti des travailleurs, des classes populaires et des défavorisés, qui composaient sa base électorale et ses plus fervents soutiens. Le gouvernement a fondé sa légitimité politique sur cet appui populaire et a constamment cherché à se présenter comme le défenseur des intérêts de la classe ouvrière. Perón s'est ainsi régulièrement défini comme le simple exécutant de la volonté du peuple : les mesures prises par son gouvernement répondent aux besoins et aux

⁷⁵ Hector Palomino et Ariel Scher, *Fútbol : pasión de multitudes y de elites*, op. cit., p. 79.

désirs des travailleurs argentins. Il est intéressant d'observer que les arguments invoqués pour justifier les mesures mises en place afin de développer l'accès à la pratique sportive pour l'ensemble de la population – hommes, femmes, adolescents, enfants – connaissent une inflexion notable sous le péronisme par rapport aux décennies précédentes.

Si l'on retrouve les justifications classiques exprimées depuis le début du XX^e siècle, qui associaient l'activité physique aux nouvelles préoccupations sanitaires, hygiénistes et morales, l'accès aux sports et aux loisirs en général s'inscrit désormais dans le cadre des conquêtes sociales rendues possibles par l'arrivée au pouvoir de Perón⁷⁶. En effet, au même titre que les congés payés, le treizième mois (*aguinaldo*), la sécurité sociale et la protection des travailleurs, la mise à la portée de tous de la pratique sportive est présentée comme une avancée sociale et même, comme un droit des travailleurs, garanti et encadré par l'État. Ainsi, parmi les dix Droits de l'Ouvrier et les dix Droits de la Vieillesse introduits dans la nouvelle Constitution Justicialiste proclamée et approuvée le 11 mars 1949, sont reconnus le « droit au bien-être » des travailleurs et le « droit aux distractions » des personnes âgées⁷⁷. Le sport, en tant qu'activité comme en tant que spectacle, fait partie intégrante de ces catégories générales de bien-être, de distraction, de repos et de délasserment qui sont considérées comme la juste récompense d'une journée ou d'une vie de travail. Ces nouveaux droits vont de pair avec les droits à la préservation de la santé et aux soins : il s'agit bien de prendre en charge le bien-être moral et physique de l'ensemble de la population argentine⁷⁸.

Cet aspect est mis en avant, dans les discours de Perón comme dans les productions officielles du gouvernement, comme une innovation majeure apportée par le gouvernement. Ce premier volet de la politique sportive péroniste qui vise à développer le sport pour tous en rendant sa pratique plus accessible aux différents secteurs de la population représente une rupture par rapport au passé et s'insère de fait dans le processus de *democratización del*

⁷⁶ Voir par exemple la déclaration de principe prononcée par Rodolfo Valenzuela lors de son accession à la présidence de la Cadcoa : Cadcoa, *Memoria y Balance general 1948-1949*, Buenos Aires, 1949, « Expresión de propósitos », p. 11-12 : « Si l'on considère [le sport] comme un droit pour tous et non comme le privilège de quelques uns, on constate qu'il est urgent d'adopter une politique de diffusion libérée de tous obstacles, auprès de toutes les classes qui composent la société ». (« *Si se lo mira como un derecho de todos y no como privilegio de algunos, se advierte la urgencia de adoptar una política de difusión sin vallas, a todas las clases que componen la sociedad* »).

⁷⁷ Déclarations des droits des travailleurs et de la vieillesse reproduites dans la brochure publiée en français par la Présidence de la Nation - Sub-secrétariat d'Informations (*sic*), *Buenos Aires, capitale du justicialisme*, Buenos Aires, 1952, p. 78-79 [AGN-AI, CNI, Col. Bib. 616]. Les « *Derechos de la Ancianidad* » avaient été préalablement proclamés officiellement le 28 août 1948 par Eva Perón lors d'une cérémonie officielle organisée au ministère du Travail. Voir aussi María Granata, *Derechos Justicialistas del Trabajador, de la Familia, de la Ancianidad, de la Educación y la Cultura, de la Mujer*, Buenos Aires, Presidencia de la Nación – Secretaría de Informaciones, 1954 [AGN-AI, CNI, Col. Bib. 189].

⁷⁸ Voir la brochure éditée par le Servicio Internacional de Publicaciones Argentinas (SIPA), *Argentina Safeguards the Health of her People*, Buenos Aires, s/d [BC. BPB 103].

bienestar qui caractérise la période péroniste⁷⁹. Les sports font partie des activités connotées positivement, non seulement parce qu'elles sont des activités de détente et de loisirs, mais aussi parce qu'elles attesteraient des avancées sociales et économiques d'une société. L'Argentine justicialiste serait entrée dans l'ère de la « prospérité ». Elle se distinguerait par sa douceur de vivre mais aussi par son dynamisme et sa modernité et n'aurait rien à envier aux pays développés de l'hémisphère nord. Aussi les mesures prises par le gouvernement péroniste en matière sportive sont-elles régulièrement présentées comme la marque des temps nouveaux introduits par le péronisme. Dans ce domaine, le régime aurait apporté une rupture radicale. C'est ce qu'explique Perón lors d'un discours prononcé le 27 octobre 1954 au siège de la Confédération Générale du Travail (CGT), devant des employés d'institutions sportives :

Le sport est une activité dont l'importance n'a pas été encore reconnue dans notre pays. Cela fait dix ans que je m'occupe de cette question. Mais, indubitablement, il est difficile de corriger en dix ans ce qui n'a pas été fait en un siècle. Nous nous retrouvons, dans notre pays, avec le sport quelque peu abandonné par l'État⁸⁰.

La tâche à laquelle souhaite s'atteler Perón est donc, selon lui, immense. Il s'agit de « corriger » l'absence chronique de l'État dans l'organisation et le développement des activités sportives en Argentine. Dans le même discours, il précise pourquoi cette tâche est nécessaire et pourquoi elle entre dans les compétences de la puissance publique et dans les domaines d'intervention de l'État, en insistant une fois de plus sur le caractère novateur des conceptions politiques péronistes :

Jusqu'à présent, nous nous sommes peu occupés de tout cela [prendre soin de la santé physique et du potentiel humain de la Nation]. Nous avons été les premiers à penser qu'il valait mieux bien prendre soin d'un homme plutôt que d'une machine, parce que si nous comprenons qu'une machine vaut beaucoup d'argent, l'homme, considéré économiquement, vaut aussi beaucoup d'argent. Après que la Nation s'est préoccupée de l'instruction, de la préparation et de la qualification d'un individu grâce aux écoles et aux organisations, ce qui signifie un investissement important de fonds, si

⁷⁹ Soit la « démocratisation du bien-être », expression proposée par Juan Carlos Torre et Elisa Pastoriza, « La democratización del bienestar » in Juan Carlos Torre (dir), *Nueva historia argentina. Los años peronistas (1943-1955)*, Buenos Aires, Ed. Sudamericana, 2002, p. 257-312.

⁸⁰ Presidencia de la Nación – Secretaría de Prensa y Difusión, «*Tenemos un pueblo bueno y capaz para el deporte* » dijo Peron. En el acto inaugural del Congreso de la Unión de Entidades Deportivas y Civiles, Buenos Aires, 1954, p. 8 : « *El deporte es una actividad a la que en el país no se le ha dado todavía la importancia que tiene. Desde hace diez años que yo me ocupo de este asunto. Pero es difícil, indudablemente, corregir en diez años lo que no se ha hecho en cien. Nosotros nos encontramos en el país con el deporte un poco dejado de la mano del Estado.* »

cet individu meurt parce qu'on a négligé sa santé, il est indéniable que l'État perd une énorme quantité d'argent ; autant sinon plus peut-être qu'il n'en perd lorsque qu'une machine, une automobile ou n'importe quel élément d'usage économique classé comme bien de capital dans l'inventaire du patrimoine de la Nation est détruit. Les biens de capital de plus grande valeur détenus par la Nation sont, précisément, ses hommes, et tout, au sein de la communauté, doit être au service de ces hommes⁸¹.

Nous voyons ici que l'une des dimensions de la politique sportive péroniste s'articule avec la politique sanitaire menée par le gouvernement. Le sport est un moyen d'entretenir le « capital humain », principale richesse et objet d'investissement de l'État-nation. Si l'utilisation d'un langage aux tonalités marxistes et la conception matérialiste et organiciste de la société à l'œuvre chez Perón sont frappants dans cet extrait, l'idée-force qu'il cherche à dégager ici est bien celle d'un « humanisme », qui place au centre de ses attentions les individus, contrairement aux dirigeants politiques précédents qui accordaient plus de valeur aux machines qu'aux êtres humains. Implicitement, Perón fait allusion aux capitalistes libéraux argentins de la fin du XIX^e et des premières décennies du XX^e siècle et aux conflits sociaux qui ont rythmé la République conservatrice. Mais ce type de propos se rapproche aussi de la pensée des hommes politiques conservateurs, des hygiénistes et des nationalistes des années 1930⁸². Les considérations défendues par Perón s'inscrivent dans les critiques qu'il a déjà exprimées à l'égard du capitalisme et dans sa formulation du concept de « Troisième Voie péroniste » ou « Troisième position », soit un modèle d'organisation économique, politique et sociale qui propose un équilibre entre capitalisme libéral et communisme⁸³. La doctrine justicialiste serait en quelque sorte un « capitalisme

⁸¹ *Ibid* : « Hasta ahora de todo esto nosotros nos hemos ocupado poco [cuidar la salud física y el potencial humano de la Nación]. Nosotros hemos sido los primeros en pensar que más vale cuidar bien a un hombre que a una máquina, porque entendemos que si una máquina vale mucho dinero, el hombre, económicamente considerado, también vale mucho dinero. Después que la Nación se ha preocupado en instruir, en preparar y en capacitar a un hombre a través de sus escuelas y de sus organizaciones, lo que le significa una gran inversión de fondos, si ese hombre se muere porque se ha descuidado su salud, es indudable que el Estado pierde una enorme cantidad de dinero; tanta como quizá no la pierda cuando se destruye una máquina, un automóvil o cualquier elemento de uso económico clasificado como bien de capital en el inventario del haber patrimonial de la Nación. Los bienes de capital más valiosos que la Nación tiene son, precisamente, sus hombres, y todo en la comunidad debe estar al servicio de esos hombres. »

⁸² Iván Pablo Orbuch identifie ainsi certaines continuités entre le péronisme et les conceptions défendues par Manuel Fresco, mais considère néanmoins que les différences entre les deux l'emportent. Voir Iván Pablo Orbuch, *Peronismo y Educación Física. Políticas públicas entre 1946 y 1955*, Buenos Aires, Miño y Dávila, 2016, p. 31-42.

⁸³ Voir, par exemple, Subsecretaría de Informaciones de la Presidencia de la Nación, *Conversaciones, citas, relatos, ejemplos, anécdotas, recuerdos de Perón*, Buenos Aires, 1952, « La Libertad », p. 180 [AGN-AI, CNI, Col. Bib. 606] : « Pour nous, la liberté, comme la propriété, le capital, l'économie et tout ce qui est un bien appartenant à l'homme, est non seulement un bien individuel, mais, il est aussi, un bien social. Voilà comment définir clairement la troisième position justicialiste de la liberté. » (« Para nosotros, la libertad, como la propiedad, el capital, la economía y todo lo que es un bien del hombre, es no solamente un bien individual,

social », « humanisé » au sein duquel l'État jouerait un rôle prépondérant en veillant à l'équilibre des rapports économiques et en étant le pourvoyeur de la justice sociale qui a manqué aux régimes politiques précédents. L'État prend ainsi en charge les besoins élémentaires des citoyens et veille au respect des droits des travailleurs et des secteurs sociaux jusqu'alors délaissés par les autorités, soit les enfants, les femmes, les personnes âgées et les plus pauvres. Et le sport figure en bonne place parmi ces droits et ces besoins élémentaires. Il est même plus que cela, et c'est ce qui justifie l'autre volet de la politique sportive déployée par le gouvernement péroniste, celui qui concerne le sport professionnel et le développement du sport de haut niveau :

Le sport, pour nous, a une signification profonde et, dans nos plans de gouvernement, a également ses objectifs à atteindre. Il faut dire que nous considérons que le sport est, parmi tant d'autres, une activité nationale, objet d'une planification gouvernementale réfléchie. Nous croyons que, parmi toutes les choses que le Gouvernement doit réaliser, au moyen d'une rationalisation organique et d'une planification la plus ample possible, le sport occupe une place aussi importante que toutes les autres activités⁸⁴.

Ces propos ont été tenus par Perón le 21 avril 1953 devant des joueurs de basket-ball ayant participé à un tournoi interbancaire. À la fin de notre période, Perón signale à plusieurs reprises et devant différents groupes d'interlocuteurs sa volonté d'intégrer la question sportive dans les programmes gouvernementaux. Le gouvernement péroniste a en effet placé au cœur de ses actions et de ses discours la question de l'organisation de la communauté nationale et des différents secteurs d'activités de la société, supervisée par l'État et encadrée au sein de plans quinquennaux. Le sport, au même titre que d'autres domaines primordiaux, tels que l'éducation, la santé, l'industrialisation ou le développement économique général du pays, se voit attribuer des objectifs à remplir à moyen terme, répondant à un programme élaboré au sein de différents organes du gouvernement qui font entrer le sport dans leurs domaines d'intervention et de compétences. L'État doit ainsi devenir un acteur central dans les affaires sportives, parce que – et Perón insiste régulièrement sur ce point – le sport est une « activité nationale ». « Nationale » parce

sino que, además, es un bien social. Aquí está, claramente definida, la tercera posición justicialista de la libertad. »).

⁸⁴ Juan Domingo Perón, *Obras completas*, Tome XVII, Vol. 1, *op. cit.*, p. 197-199 : « *El deporte, para nosotros, tiene una profunda significación y en nuestros planes de gobierno tiene igualmente sus objetivos para cumplir. Vale decir que nosotros interpretamos que el deporte es una de las tantas actividades nacionales, objeto de una meditada planificación de gobierno. Creemos que entre todas las cosas que el Gobierno debe realizar, mediante una racionalización orgánica y una planificación lo más amplia posible, el deporte ocupa un lugar tan importante como todas las demás actividades.* »

qu'elle s'articule, comme nous l'avons vu, aux problèmes généraux de santé publique et de « démocratisation du bien-être » au sein de la population, mais aussi parce que le sport, à travers le comportement et les prestations des athlètes, permet de représenter la nation à l'extérieur⁸⁵. En raison des retombées possibles, favorables ou défavorables, pour l'ensemble de la société, les activités sportives ne peuvent plus être laissées aux seules mains des institutions privées ; l'État doit en faire un domaine d'intervention majeur et lui consacrer des moyens à la hauteur des enjeux posés par les questions sportives. La politique sportive entre dans l'opération générale menée sous le péronisme de consolidation de la place de l'État en Argentine, qui se traduit notamment par une restructuration des organismes et des institutions publics et une amplification de leurs prérogatives et de leurs domaines d'action⁸⁶. Il faut néanmoins interpréter avec circonspection les affirmations de Perón qui n'hésite pas à justifier a posteriori des décisions prises parfois dans l'urgence et au gré des circonstances du moment, et à les présenter comme des étapes logiques d'un programme mûrement réfléchi à l'avance. Dans le cas du sport, cet écueil guette moins le chercheur étant donné que Perón lui-même a reconnu dans certaines de ses interventions soit l'échec de sa politique, soit son caractère inachevé, soit sa résolution de repousser la planification à une date ultérieure et de commencer par une série d'initiatives moins concertées.

Planifier et organiser le développement du sport

Avant son accession à la fonction présidentielle en 1946, Perón était devenu une figure de premier plan au sein de la junte militaire au pouvoir à partir du coup d'État militaire du 4 juin 1943, puisqu'il en vint à cumuler les fonctions de secrétaire à la Prévision sociale, de ministre de la Guerre et de vice-président de la nation. Néanmoins, très peu d'initiatives en matière sportive sont à noter pendant ces premières années d'activité politique. Elles se limitent principalement à l'instauration d'une « Fête de l'Éducation Physique » (*Día de la Educación Física*), fixée au dernier samedi du mois d'octobre par le décret national 11.077 du 2 mai 1944⁸⁷. L'autre marque d'attention est plus notable parce

⁸⁵ Sur la dimension internationale de la politique sportive péroniste, voir notre chapitre IV.

⁸⁶ Pour une synthèse sur cette question, consulter Daniel Campione, *Los orígenes estatales del peronismo*, Buenos Aires, Miño y Dávila, 2007. Sur les créations et restructurations administratives des organismes liés au sport, voir notre chapitre II.

⁸⁷ Voir la circulaire n° 17 du 3 juin 1944 qui communique à l'ensemble des établissements scolaires publics le texte du décret, signé par Edelmiro Farrel et Alberto Tesaire, reproduit dans República Argentina – Ministerio de Justicia e Instrucción Pública, *Recopilación de Circulares, Dirección General de Educación Física, años 1942-1944*, Buenos Aires, 1946, p. 34.

qu'elle est directement en lien avec le domaine qui a servi de fondement à l'ascension politique de Perón dans le cadre du secrétariat d'État à la Prévision sociale. Il y a mené une politique favorable aux intérêts des travailleurs en développant le droit du travail et en encourageant les organisations syndicales⁸⁸. Ces orientations ont également concerné le milieu sportif et c'est au cours de ces années qu'apparaissent les premiers syndicats de joueurs et de travailleurs sportifs. Sans surprise, c'est au sein du football professionnel qu'émerge la première institution de ce type, Footballeurs Argentins Syndiqués (*Futbolistas Argentinos Agremiados-FAA*) le 2 novembre 1944, dont l'objectif premier est d'améliorer les conditions de travail des footballeurs professionnels et d'obtenir une réforme de leur statut. Cette initiative est d'ailleurs médiatisée dès ses débuts puisque l'annonce de la création du syndicat se déroule dans les salons du très populaire journal *Crítica*, devant un parterre d'une centaine de personnes⁸⁹. Après la première grande grève de 1931, les joueurs en avaient lancé une autre dès 1935. En 1944, leurs revendications portent à la fois sur la normalisation de leur statut par rapport à d'autres branches professionnelles – ils réclament ainsi la création d'un service de protection sociale – et sur un assouplissement du système de transfert et des modalités des contrats passés avec les autorités des clubs qui leur donnerait plus de latitude.

Le 19 juillet 1946, un autre syndicat voit le jour : l'Union des Travailleurs des Entités Sportives et Civiles (*Unión de Trabajadores de Entidades del Deporte y Civiles-UTEDyC*). Elle regroupe l'ensemble des employés des institutions sportives du pays, toutes catégories confondues, puisque le syndicat semble pouvoir accueillir aussi bien le personnel d'entretien que les professeurs ou entraîneurs sportifs embauchés par les associations sportives. Selon Perón, cet organisme « réunit la part la plus modeste de l'activité sportive et c'est précisément pour cette raison que cet organisme m'est le plus cher⁹⁰. » À ces premières marques d'attention à l'égard du sport, très ponctuelles, il faut donc ajouter la mise au point

⁸⁸ L'histoire des liens entre syndicalisme et péronisme est l'un des thèmes fondateurs de l'historiographie sur le péronisme et des débats sur les origines du péronisme depuis l'ouvrage pionnier de Gino Germani, *Estructura social de la Argentina*, Buenos Aires, Raigal, 1955. Parmi les principales références, nous signalons Hiroshi Matsushita, *Movimiento obrero argentino 1930-1945*, Buenos Aires, Siglo Veinte, 1983 ; Daniel James, *Resistance and Integration. Peronism and the Argentine Working Class, 1946-1976*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988 ; Juan Carlos Torre, *La formación del sindicalismo peronista*, Buenos Aires, Legasa, 1987 et *La vieja guardia sindical y Perón*, Buenos Aires, CEICS-Ediciones RyR, 2011 (1^{ère} édition 1990) et Joel Horowitz, *Los sindicatos, el Estado y el surgimiento de Perón 1930-1946*, Buenos Aires, Eduntref, 2004 (1^{ère} édition : 1990).

⁸⁹ Víctor Lupo, *Historia política del deporte argentino, op. cit.*, p. 209. Perón n'a cependant pas joué directement un rôle dans la création de ce syndicat.

⁹⁰ Presidencia de la Nación – Secretaría de Prensa y Difusión, « *Tenemos un pueblo bueno y capaz para el deporte* » dijo Peron. En el acto inaugural del Congreso de la Unión de Entidades Deportivas y Civiles, Buenos Aires, 1954, p. 5 : « *reúne a la parte más modesta de la actividad deportiva y es precisamente por esa razón que esta entidad es más grata a mis sentimientos.* »

par Perón de sa fameuse loi sur l'éducation physique dans ces années-là, qui n'aurait pas abouti⁹¹. Si une législation générale en matière sportive n'est pas mise en place entre 1946 et 1955 alors que Perón souligne à plusieurs reprises sa nécessité, quelles mesures en faveur du sport ont été prises et appliquées pendant ses neuf années à la tête du pays ? Et comment justifie-t-il l'absence de ce cadre légal général ?

Aux yeux des péronistes, le sport ne forme pas encore un domaine complètement autonome et distinct, mais s'articule aux grands axes de leur programme politique. Cela apparaît clairement dans les textes des deux Plans Quinquennaux. La planification et la coordination de l'action de l'État rend inutile, dans un premier temps, la mise au point d'une loi spécifique pour encadrer et promouvoir les activités physiques dans le pays. Si l'on compare les contenus des deux plans proposés par le gouvernement péroniste, nous pouvons repérer une première évolution générale quant à la place qui est attribuée au sport. Dans le premier, correspondant à la période 1947-1951, le sport est peu mis en avant. Il faut scruter le détail des organigrammes et des schémas reproduits dans le *Plan de gobierno 1947-1951* publié par le Secrétariat Technique de la Présidence de la Nation pour repérer la prise en compte des questions sportives dans les programmes gouvernementaux. Les activités sportives ne sont d'ailleurs pas même mentionnées dans le chapitre IV consacré à la culture. Le plan se préoccupe en priorité de l'éducation physique, qui relève de l'Armée et de la santé publique⁹². La régulation du travail et du sport féminin font partie des mesures sanitaires à prendre pour encourager la natalité dans le pays⁹³. Ceci étant dit, différentes initiatives prises au sein de plusieurs services gouvernementaux montrent que les questions sportives gagnent en importance au cours de cette période. Les secteurs les plus dynamiques en la matière sont les ministères des Finances, de l'Armée et des Travaux Publics ainsi que le département d'Assistance Sociale et les secrétariats d'État, promus au rang de ministères en 1949, de la Santé et de l'Éducation. Dans toutes ces administrations, sont créés de nouveaux organismes ou adoptées des mesures qui visent à améliorer la supervision des activités physiques dans leur ensemble, à construire de nouvelles infrastructures sportives, à financer les institutions sportives, à former des spécialistes dans le domaine sportif et à diffuser la pratique de l'exercice physique auprès de vastes secteurs de la population. À titre

⁹¹ Voir Víctor Lupo, *Historia política del deporte argentino, op. cit.*, p. 200. D'après les sources que nous avons pu consulter, ce projet de loi n'a pas été relancé pendant les deux mandats présidentiels de Perón, mais, selon Víctor Lupo, il aurait servi de matrice à la *Ley de Deporte* n° 20.655 promulguée seulement le 21 mars 1974, lors du troisième mandat de Perón.

⁹² Presidencia de la Nación-Secretaría Técnica, *Plan de gobierno 1947-1951*, Buenos Aires, 1947, Chapitre « Ejército », rubrique « Defensa Nacional » [AGN-AI, CNI, Col. Bib. 594]. Ce passage prévoit la création d'une *Dirección Nacional de Educación Física*.

⁹³ *Idem*, p. 8 et 23.

d'exemple, le sport est étroitement intégré à la politique sanitaire développée par Ramón Carrillo dès 1946 au sein du secrétariat d'État à la Santé⁹⁴. Sont alors créés une Direction d'Hygiène et de Médecine du Sport (*Dirección de Higiene y Medicina del Deporte*) et un Institut de Physiopathologie du Sport (*Instituto de Fisiopatología del Deporte*), dont dépendaient des Centres de Médecine du Sport et des colonies de vacances, répartis dans tout le pays⁹⁵. Ces lieux proposaient aux enfants des loisirs sains, qui mêlaient activités culturelles et sportives, encadrées par du personnel spécialement formé. Ces organismes collaboraient aussi avec la Fondation Eva Perón en prenant en charge le suivi médical des jeunes participants aux *Campeonatos Eva Perón* mis en place à partir de 1949⁹⁶.

De même, entre 1948 et 1950, le secrétariat d'État à l'Éducation, sous la conduite d'Oscar Ivanissevich, joua un rôle prépondérant dans la revalorisation des activités physiques au sein du milieu scolaire⁹⁷. L'un des volets de la réforme éducative menée au cours de ces années visait, d'une part, à « réorganiser l'éducation physique⁹⁸ » et, d'autre part, à garantir l'accès des enfants scolarisés dans les écoles publiques à l'enseignement de cette matière. Si celle-ci était censée être obligatoire depuis la loi sur l'éducation de 1884, le secrétariat à l'Éducation constate qu'en juin 1948, seuls 3 % des élèves du pays peuvent suivre des cours d'éducation physique⁹⁹. L'une des missions que s'est fixée Ivanissevich consiste à éliminer « cette anomalie fondamentale¹⁰⁰ » du système scolaire argentin : « 48 heures de cours et seulement deux heures d'éducation physique¹⁰¹ ». Pour augmenter la pratique sportive des élèves, le secrétariat d'État instaure des clubs dans les écoles et des tournois interscolaires, organise des événements comme la Fête du Sport et s'efforce d'améliorer la formation et le recrutement de professeurs d'éducation physique par le biais

⁹⁴ Sur la politique sanitaire péroniste et le rôle central de Ramón Carrillo, fondateur du premier ministère national de la Santé, se référer à l'ouvrage de Karina Ramacciotti, *La política sanitaria del peronismo*, Buenos Aires, Biblos, 2009.

⁹⁵ Voir Iván Pablo Orbuch, *Peronismo y educación física*, *op. cit.*, p. 45-46.

⁹⁶ *Ibid.* Sur les *Torneos Evita* et la politique sportive péroniste destinée aux enfants, voir notre chapitre III.

⁹⁷ Sur l'action d'Ivanissevich et son implication dans les questions éducatives et sportives, voir Raanan Rein, « "El Primer Deportista" » : the political use and abuse of sport in Peronist Argentina », *art. cit.* ; Mariano Plotkin, *Mañana es San Perón. A cultural history of Perón's Argentina*, Wilmington (Del.), Scholarly resources, 2003 et notre chapitre III.

⁹⁸ Embajada de la República Argentina, *Orientaciones actuales de la enseñanza en la Argentina. La formación juvenil y la concepción Ivanissevich. Conferencia del Profesor Ubaldo O. Ferrer*, La Paz, Editorial Centenario, juin 1949, p. 10 [BC. BPB 1458] : « *La educación debía ser jerarquizada.* ». Cette publication reproduit le texte d'une conférence prononcée le 17 novembre 1948 par Ubaldo O. Ferrer, professeur et inspecteur académique envoyé par le gouvernement argentin à La Paz (Bolivie) pour y présenter la politique éducative péroniste.

⁹⁹ *Ibid.*

¹⁰⁰ *Ibid.* : « *anomalía fundamental* »

¹⁰¹ *Ibid.* : « *cuarenta y ocho horas de clases y dos horas de educación física.* ». Voir également Secretaría de Educación, *Debe educarse y no sólo instruirse a la juventud. Conferencia pronunciada por S.E. El señor Secretario de Educación Doctor Oscar Ivanissevich en el Círculo de Aeronáutica el día 26 de noviembre de 1948*, Buenos Aires, 1948 [AGN-AI, CNI, Col. Bib. 201].

des Instituts Nationaux d'Éducation Physique. Le décret n° 4199 du 10 mars 1953 qui rend l'enseignement de l'éducation physique obligatoire dans tous les établissements d'enseignement primaire et secondaire constitue le point d'aboutissement de cet ensemble de mesures.

Le Second Plan Quinquennal, présenté officiellement le 1^{er} décembre 1952, accorde une place beaucoup plus importante au sport que le premier : le gouvernement semble procéder ici à une mise en ordre de toutes les actions entreprises au sein de ses différents services depuis 1946. Les objectifs et les missions de l'État dans le domaine du sport et de l'éducation physique sont plus longuement et plus précisément exposés. Surtout, les activités physiques ne sont plus réservées aux milieux militaires et médicaux : désormais, elles font partie des compétences des organismes chargés de l'éducation, de la culture et, dans une moindre mesure, du tourisme. Cela correspond aux transformations institutionnelles opérées entre les années 1947 et 1951 et aux recompositions internes successives du mouvement péroniste. L'un des faits notables est que l'Armée perd la gestion et l'organisation de l'éducation physique nationale, au profit du ministère de l'Éducation¹⁰². Ce dernier est désormais le principal responsable de la « formation physique, morale et intellectuelle du peuple, sur la base des principes fondamentaux de la Doctrine Nationale¹⁰³ ». La « finalité suprême¹⁰⁴ » de cette mission allouée à l'Éducation nationale est d'atteindre « la félicité du peuple et la grandeur de la Nation [...] en harmonisant les valeurs spirituelles et les droits des individus avec les droits de la société¹⁰⁵. »

Au sein de l'enseignement primaire obligatoire (pour des élèves de 6 à 14 ans), les cours d'éducation physique comprennent désormais de la gymnastique sportive, des jeux et une initiation à la pratique des sports. Cette matière doit former à la fois le corps des individus et leur caractère, en inculquant des habitudes fondées sur « la solidarité, le sens de la lutte, l'esprit de noblesse et la domination de la volonté¹⁰⁶. » La pratique des sports en dehors des heures de classe est encouragée au sein des établissements, en s'appuyant sur les activités menées au sein des clubs scolaires, des syndicats et des institutions sportives publiques et privées.

¹⁰² Nous explorons plus en détail ces restructurations institutionnelles dans notre chapitre II.

¹⁰³ Presidencia de la Nación – Subsecretaría de la Nación, *Segundo Plan Quinquenal 1953-1957*, Buenos Aires, 1953, Chapitre IV « Educación », p. 75 [AGN-AI, CNI, Col. Bib. 728] : « *la formación física, moral e intelectual del pueblo, sobre la base de los principios fundamentales de la Doctrina Nacional* ».

¹⁰⁴ *Ibid* : « *finalidad suprema* ».

¹⁰⁵ *Ibid* : « *la felicidad del pueblo y la grandeza de la Nación [...] armonizando los valores espirituales y los derechos del individuo con los derechos de la sociedad.* »

¹⁰⁶ *Idem*, p. 78 : « *solidaridad, de espíritu de lucha, de nobleza y de dominio de la voluntad.* »

Les buts poursuivis dans le cadre de l'éducation rejoignent ainsi les objectifs fixés dans le domaine culturel. En effet, le Chapitre V inclut cette fois le sport dans les différentes branches de la culture, aux côtés des activités scientifiques, littéraires, artistiques, historiques, civiques et folkloriques (ou traditionnelles). Le plan prévoit que « l'État soutiendra [*auspiciará*] le développement de la culture physique du Peuple en harmonie avec sa formation morale et intellectuelle à travers l'exercice du sport¹⁰⁷ ». Le sport est érigé au rang de domaine d'intervention de l'État parce qu'il participe à « l'élévation du bien-être et de la culture générale du Peuple, au développement du sentiment patriotique, d'une saine émulation et de la solidarité sociale¹⁰⁸ ». Ce chapitre expose les moyens concrets d'intervention des pouvoirs publics dans le sport. Contrairement à la période précédente, le plan établit noir sur blanc que les activités sportives sont « développées par les institutions privées avec l'appui de l'État, tant qu'elles mènent leur action selon les principes énoncés dans l'article a)¹⁰⁹ ». C'est-à-dire tant que les organismes sportifs respectent les objectifs définis par le gouvernement de promotion des sentiments patriotiques et de la solidarité sociale. L'organisation de toutes les entités sportives, ainsi que la réalisation des tournois sportifs, sont par ailleurs patronnées par l'État dans le cadre d'un « système national d'organisation sportive¹¹⁰. »

Le Second Plan Quinquennal entérine un grand nombre de mesures mises en place au cours de la période précédente, notamment en ce qui concerne l'assistance technique et économique accordée aux sportifs et aux institutions. À partir de 1952, les crédits et subventions alloués au milieu sportif sont justifiés par les dispositions préconisées par le plan. Le gouvernement n'a cependant pas attendu cette date pour venir financièrement en aide aux athlètes, aux fédérations et aux clubs. Absentes du Premier Plan Quinquennal, ces pratiques ont été intégrées après coup dans celui de 1952. Pour Perón, ce procédé correspond à l'un de ses *leitmotivs* : « il vaut mieux faire que dire¹¹¹. » Le chef de l'État explique à plusieurs reprises son approche pragmatique des questions sportives : plutôt que de commencer par le cadre théorique et la mise au point de structures d'organisation, il a préféré inciter de nouveaux secteurs de la population à pratiquer des sports :

¹⁰⁷ *Idem*, Chapitre V « Cultura », p. 103 : « *el Estado auspiciará el desarrollo de la cultura física del Pueblo en armonía con su formación moral e intelectual mediante el ejercicio del deporte* ».

¹⁰⁸ *Ibid* : « *elevación del bienestar y de la cultura general del Pueblo, al desarrollo de sus sentimientos de patriotismo, sana emulación y solidaridad social* ».

¹⁰⁹ *Ibid* : « *desarrollado por las instituciones privadas con el apoyo del Estado y en tanto realicen su acción según los principios enunciados en el inciso a)* ».

¹¹⁰ *Ibid* : « *sistema nacional de organización deportiva* ».

¹¹¹ *Idem*, p. 103, note de bas de page 72 : « *En esto [la culture physique et civique], como en el orden artístico, mejor que decir es hacer*. » Ce n'est qu'un exemple parmi de multiples occurrences de ce slogan péroniste.

Je sais qu'avec le Premier Plan Quinquennal nous aurions pu mettre en place une organisation magnifique pour que tous les jeunes du pays pratiquent le sport, mais je sais aussi ce qui ce serait passé pendant ces cinq ans et nous aurions eu une belle organisation sur le papier, avec une armée de fonctionnaires et d'employés, mais sans aucun jeune sportif¹¹².

Aussi a-t-il préféré suivre le « chemin inverse¹¹³ » et avoir des centaines de sportifs, sans que le cadre institutionnel ne soit définitivement fixé. Après cinq ans d'initiatives variées, il est temps, selon lui, de passer à l'étape suivante de coordination et d'organisation. En réalité, Perón opère ici une reconstruction *a posteriori* des initiatives de son gouvernement en omettant sciemment de mentionner certaines tentatives, comme la création du Conseil National d'Éducation Physique en 1947, pour encadrer et centraliser la gestion des activités sportives¹¹⁴. Il s'efforce ainsi de dissimuler les renoncements et les échecs subis au cours de son premier mandat, en insistant sur l'idée que le régime justicialiste est dans l'action permanente. C'est en créant et en réalisant constamment que la Nouvelle Argentine se construit. La politique péroniste serait ainsi souple, flexible, adaptable, fondée sur des mesures concrètes et non des conceptions théoriques déconnectées de la réalité du pays et des attentes de la population. Pour appuyer cette affirmation, Perón peut par ailleurs invoquer les méthodes appliquées par le gouvernement lors de la mise au point du Second Plan Quinquennal. Les citoyens argentins ont été consultés directement et inclus dans le processus d'élaboration de ce plan, baptisé d'ailleurs « Le Plan de Perón pour son peuple¹¹⁵ ». Tous les habitants ont été invités à adresser les projets dont ils souhaitent la mise en place par les autorités nationales¹¹⁶. Plusieurs propositions concernent le développement des activités sportives. La plupart des demandes reçues par le ministère des Affaires Techniques (MAT) mettent en exergue les besoins des clubs et des institutions du

¹¹² Juan Domingo Perón, *Obras completas*, Tome XV, *op. cit.*, « Ante participantes de los Campeonatos Infantiles Evita. 18 de marzo de 1952 », p. 65-72 : « *Yo sé que en el Primer Plan Quinquenal nosotros podríamos haber hecho una magnífica organización para que todos los jóvenes del país practicaran los deportes, pero también sé lo que habrían pasado estos cinco años y tendríamos una hermosa organización en un papel, con un mundo de funcionarios y empleados, pero no tendríamos ningún pibe deportista.* »

¹¹³ *Idem* : « *Yo he preferido seguir el otro camino* ».

¹¹⁴ Sur les créations d'organismes gouvernementaux voir notre chapitre II.

¹¹⁵ AGN, Ministerio de Asuntos Técnicos (MAT), Legajo 513, Carpeta « Presidencia de la Nación 2° Plan Quinquennal (El plan de Perón para su pueblo) ».

¹¹⁶ Le 3 décembre 1951, Perón a invité ses concitoyens à envoyer leurs demandes et leurs propositions pour le plan lors d'une allocution radiophonique. Celles-ci viendraient s'ajouter à l'enquête menée quelques mois auparavant sous le mot d'ordre « Perón veut savoir ce dont son peuple a besoin » (« *Perón quiere saber lo que su pueblo necesita* »). Près de 24 000 requêtes auraient été adressées au gouvernement. Près de 19 000 documents sont actuellement conservés au sein de l'Archivo General de la Nación. Voir les travaux d'Omar Acha qui a étudié plusieurs échantillons de ce fonds : Omar Acha, « Sociedad civil y sociedad política durante el primer peronismo », *Desarrollo Económico*, Vol. 44, n° 174, juillet-septembre 2004, p. 199-230 et « Cartas de amor en la Argentina peronista: construcciones epistolares del sí mismo, del sentimiento y del lazo político populista », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*

[En ligne] URL : <http://journals.openedition.org/nuevomundo/12272> (consulté le 6 janvier 2012).

pays, et notamment celles de l'intérieur, en financements publics et en constructions d'infrastructures¹¹⁷. Or, ces deux axes, qui sont au cœur du texte définitif du plan de 1952, constituent l'armature principale de la politique sportive menée par le gouvernement péroniste depuis son accession au pouvoir.

Construire : l'État bâtisseur

La prise en charge par les pouvoirs publics de la construction de nouvelles infrastructures sportives est l'un des apports les plus soulignés par l'historiographie¹¹⁸. C'est un aspect notable des orientations de la politique sportive péroniste, qui viendrait attester d'une véritable rupture par rapport à la période précédente. Le gouvernement l'a régulièrement mis en avant dans ses publications officielles, afin de démontrer son dynamisme et son efficacité en la matière. L'ouvrage *Tres años de labor* édité par le ministère des Travaux Publics (Ministerio de Obras Públicas ou MOP) rend compte des différents projets d'aménagement menés sous sa responsabilité entre décembre 1943 et le 4 juin 1947. Le titulaire de ce ministère, le général Juan Pistarini¹¹⁹, fut le seul membre de la junta militaire de 1943-1946 à rester en fonction au sein du premier gouvernement péroniste. Il constitue une exception puisqu'il conserva son poste jusqu'en 1952 et put ainsi mener à bien une série de grands travaux entamés avant l'avènement du péronisme. Cette publication dirigée par les services de son ministère met en exergue la continuité assurée entre les deux gouvernements. Il faut préciser que le rôle de Pistarini fut par la suite progressivement gommé dans les brochures éditées par d'autres organes gouvernementaux et les réalisations initiées sous le régime d'Edelmiro Farrell mises au seul crédit du gouvernement péroniste. Les thèmes abordés dans cette publication sont variés, et vont de l'amélioration des transports, avec comme point d'orgue la construction de l'aéroport international d'Ezeiza, aux problèmes d'assainissement des eaux, en passant par l'édification de stations touristiques et la création des parcs nationaux. Parmi les grands

¹¹⁷ Voir AGN, MAT, Legajo 510, lettre d'Eliseo Ildefonso Sánchez, délégué de la section Enfants et Cadets de l'Asociación Atlética Estudiantes de Río Cuarto, au président Juan Domingo Perón, Río Cuarto, 28 décembre 1951 ; AGN, MAT, Legajo 681, Carpeta « Plan de Gobierno », Iniciativa n° 13.349 « Proyecto sobre la enseñanza de natación » ; Iniciativa n° 5457 « Establecer gimnasio completo para boxeo » ; Iniciativa n° 19.060/1 « S/ un club y cancha de basquet-ball » ; Iniciativa n° 16.122 « Solicita un campo olímpico en cada provincia », entre autres.

¹¹⁸ Voir Víctor Lupo, *Historia política del deporte*, op. cit. ; Raanan Rein, « "El Primer Deportista" » : the political use and abuse of sport in Peronist Argentina », art. cit. ; María Cristina Pons, « Cuerpos sublimes : el deporte en la retórica de la "Nueva Argentina" » dans Claudia Soria, Paola Cortés Rocca et Edgardo Dieleke [ed.], *Políticas del sentimiento*, op. cit., p. 49-65.

¹¹⁹ Sur ce militaire et haut fonctionnaire péroniste, consulter Anahí Ballent, « Juan Pistarini. Soldado, ingeniero, ministro : un constructor de paisajes políticos », dans Raanan Rein et Claudio Panella (comp.), *La segunda línea*, op. cit., p. 289-312.

chantiers entrepris par les autorités nationales, figure l'urbanisation de six kilomètres de la rive du Río de la Plata, au nord de la ville de Buenos Aires, correspondant au quartier actuel de Nuñez et à la commune (*municipio*) de Vicente López¹²⁰. L'objectif principal visait à assainir cette zone de 385 hectares, en partie gagnée sur le fleuve et d'y installer un certain nombre d'équipements à disposition des habitants de l'agglomération. Ces derniers comprennent :

la construction d'un port de commerce ; d'un port de plaisance pour les yachts ; de trois bassins modernes (*balnearios*), dont deux intérieurs et un extérieur, et le boisement d'une vaste frange côtière avec la création de parcs et de bosquets, de sentiers intérieurs et d'accès et des installations pour différents sports, comme la pêche, le « yachting », la natation, l'équitation, entre autres, en plus des bâtiments destinés à accueillir des salons de thé et des restaurants et un bel amphithéâtre¹²¹.

Les travaux furent inaugurés le 28 mai 1946 en présence du ministre Pistarini. Ce projet constituait le pendant du *balneario Sur* créé en 1918 au sud de Buenos Aires sous le mandat d'Hipólito Yrigoyen. Il s'inscrit dans le programme de parachèvement de l'urbanisation du territoire municipal de la capitale argentine, qui consistait à éliminer les dernières zones non aménagées encore existantes à Buenos Aires. Le quartier du *Bajo Flores*, au sud de la ville¹²², constituait une autre de ces zones visées par de grands travaux publics et c'est là que fut implantée une infrastructure sportive majeure sous le péronisme, l'*Autodrómo « 17 de Octubre »*, un circuit fermé de courses automobiles inauguré le 17 octobre 1952. Dans les deux cas, les opérations d'aménagement permirent de supprimer des zones marécageuses et insalubres, sujettes aux inondations, occupées par des bidonvilles ou par des décharges. Elles demandaient des travaux de grande ampleur puisqu'il a fallu remblayer et combler le rivage, drainer les marais et canaliser les eaux de pluie qui venaient s'y déverser pour rendre les terrains constructibles. Le *balneario Norte* ne fut accessible au public qu'à partir de 1950. L'ouvrage permettait de résoudre deux problèmes majeurs selon la publication du MOP :

¹²⁰ Les bassins et les piscines à l'air libre n'existent plus depuis 1955. Leur emplacement a été comblé et est aujourd'hui occupé par l'aéroport national Jorge Newbery.

¹²¹ Ministerio de Obras Públicas, *Tres años de labor*, Subsecretaría de Informaciones de la Presidencia, Buenos Aires, 1947, s/p [BC.BP F.7] : « la construcción de un Hidropuerto Comercial ; una Dársena para yates ; tres modernos balnearios : uno exterior y dos interiores, y la forestación de una vasta franja costera con la formación de parques y bosques, caminos interiores y de acceso e instalaciones para diversos deportes, tales como el de la pesca, « yachting », natación, equitación y otros, además de los edificios que se destinarán a confiterías y restaurantes y un hermoso anfiteatro. »

¹²² Aussi appelé « *Bañado de Flores* », cette zone de 140 hectares, sur la rive du Riachuelo, se composait de terrains vagues, d'habitations précaires et de dépotoirs.

Le premier d'entre eux, de grande répercussion sociale, a été résolu en transformant 275 hectares de marais en espaces récréatifs et de détente pour la population, qui pourra profiter de tous les bienfaits de la vie au grand air, quasiment inaccessibles aujourd'hui pour la masse prolétaire dont les moyens économiques limitent les possibilités de satisfaire de sains et naturels désirs de distractions. La solution du second problème donnera à la capitale un grand aéroport fluvial, qui facilitera le développement des communications culturelles, économiques et touristiques avec l'intérieur du pays et les autres nations de la terre¹²³.

D'accès gratuit, ces piscines et ses bassins pouvaient accueillir jusqu'à 80 000 personnes et étaient conçus pour la pratique de différentes disciplines sportives, dont l'aviron, le ski nautique, la natation et la pêche. On voit comment les intérêts économiques se mêlaient aux préoccupations sociales – offrir des espaces récréatifs accessibles au plus grand nombre – sans oublier de chercher à séduire les touristes fortunés et les populations des quartiers aisés du nord de l'agglomération portègne avec la création d'un port de plaisance pour les propriétaires de yachts.

Pour ces deux opérations de mise en valeur de zones délaissées du territoire municipal, l'argumentaire déployé par le gouvernement insiste sur l'idée de la restitution de l'espace à l'ensemble de la collectivité. L'*Autodromo* est ainsi présenté comme une « réalité justicialiste¹²⁴ » de plus. La brochure éditée par le sous-secrétariat à l'Information (*Subsecretaría de Informaciones*) lors de l'inauguration du circuit met en avant, grâce à une série de photographies frappantes, un « avant/après » : à l'« aspect sordide¹²⁵ » qui caractérisait cette partie du quartier de Flores pendant de longues années, « démonstration évidente de l'oubli dans lequel les gouvernements précédents avaient tenu le peuple¹²⁶ »,

¹²³ Ministerio de Obras Públicas, *Tres años de labor*, Subsecretaría de Informaciones de la Presidencia, Buenos Aires, 1947, s/p : « *El primero de ellos, de honda repercusión social, queda resuelto al transformar 275 hectáreas de bañados en zonas de esparcimiento y recreo para la población, que podrá gozar ampliamente de todos los beneficios de la vida al aire libre, hoy casi vedados a la masa proletaria cuyos medios económicos conspiran contra la posibilidad de satisfacer sanos y naturales deseos de esparcimiento. La solución del segundo problema dará a la capital un gran aeropuerto fluvial, que facilitará el desarrollo de las comunicaciones culturales, económicas y turísticas con el interior del país y las demás naciones de la tierra.* »

¹²⁴ Comme indiqué dans le titre de la brochure publiée par la Presidencia de la Nación – Subsecretaría de Informaciones, *El Autódromo « 17 de Octubre »*. Otra realidad justicialista, Buenos Aires, 1952 [AGN-AI, CNI, Col. Bib. 717].

¹²⁵ *Idem*, s/p : « *sórdido aspecto* ».

¹²⁶ *Ibid* : « *exponente cabal del olvido en que los anteriores gobiernos tuvieron sumido al pueblo.* »

s'oppose la modernité du nouvel équipement, « un symbole de plus de l'ère justicialiste¹²⁷ » et de la capacité d'action de Perón et de son épouse¹²⁸.

Le *balneario* comme l'*Autódromo* illustrent l'un des trois axes majeurs suivis par le gouvernement sportif pour élaborer sa politique sportive : la construction d'infrastructures et d'équipements sportifs. L'activité des pouvoirs publics a été sur ce plan prolifique pendant la période péroniste et de nombreux ouvrages, souvent monumentaux, ont vu le jour entre 1946 et 1955. Outre les deux exemples déjà cités, nous pouvons mentionner la construction du vélodrome municipal, érigé en seulement trois mois, à l'occasion des Jeux Panaméricains de 1951, et qui pouvait accueillir jusqu'à 15 000 spectateurs¹²⁹. Ces trois équipements, à la pointe de la technologie et des techniques de construction de l'époque, ont été entièrement pris en charge par les autorités nationales et municipales. Ce sont des installations publiques dont la gestion fut ensuite confiée aux fédérations nationales concernées¹³⁰. Mais le programme d'édification d'infrastructures sportives ne s'est pas limité à ces ouvrages architecturaux exceptionnels directement pris en charge par les pouvoirs publics. Le gouvernement a également encouragé les institutions sportives privées à améliorer ou agrandir leurs équipements en les aidant à financer les travaux nécessaires. Le principal volet – et innovation majeure – de la politique sportive péroniste a effectivement consisté à fournir une aide économique régulière à un très grand nombre d'associations sportives du pays.

Financer le milieu sportif

Le péronisme n'est pas le premier à allouer des fonds publics, sous forme de subventions ou de prêts, aux institutions sportives. Les radicaux et les conservateurs y avaient déjà eu recours dans les années 1920-1930. En 1937 et en 1938, le général Justo avait ainsi promulgué deux décrets autorisant le ministère des Finances à accorder des prêts aux deux principaux clubs de la capitale, River Plate et Boca Juniors, pour financer la

¹²⁷ *Ibid* : « un símbolo más de la era justicialista. »

¹²⁸ *Ibid*. Le couple présidentiel est en effet présenté comme les principaux initiateurs de la transformation du quartier, bien que l'*Autódromo* ait été construit par la municipalité de Buenos Aires.

¹²⁹ Laisse à l'abandon depuis 1998, le vélodrome situé dans le parc Tres de Febrero s'est considérablement détérioré. Ses tribunes en ciment ont commencé à être démantelées en 2015 afin de réhabiliter le site et d'y installer des équipements provisoires pour l'édition 2018 des Jeux Olympiques de la Jeunesse accueillie à Buenos Aires. Voir l'article « Demolerán las viejas tribunas del velodromo para rescatar el predio », *La Nación*, 13 août 2015 [En ligne] <http://www.lanacion.com.ar/1808842-demoleran-las-viejas-tribunas-del-velodromo-para-rescatar-el-predio> (consulté le 19 août 2015).

¹³⁰ Comme l'indique Perón dans son discours d'inauguration le 27 février 1951. Voir Juan Domingo Perón, *Obras completas*, Tome XIV, Vol. 1, *op. cit.*, p. 111. Concernant l'*Autódromo*, nous renvoyons à notre chapitre VII. Sur les autres équipements construits dans le cadre des Jeux Panaméricains de 1951, voir le chapitre IV.

construction de leurs stades¹³¹. De même, les associations sportives, les fédérations et la Cadcoa ont régulièrement adressé des pétitions au Congrès national pour demander des subventions. Mais, nous l'avons vu, ces requêtes étaient rarement couronnées de succès. L'une des premières mesures phares du gouvernement péroniste consista à répondre à ces demandes répétées émanant des dirigeants sportifs : dès 1947, la loi 12.932 sur le budget national prévisionnel autorisait l'Exécutif à octroyer des prêts pour financer la construction de stades, de terrains de sport ou de tout autre équipement¹³². Dès son entrée en vigueur, ce texte fut appliqué. Parallèlement, les dirigeants péronistes ont commencé à accorder de plus en plus systématiquement des subventions aux clubs, pour leur permettre de faire face à certaines dépenses ponctuelles, comme l'organisation d'un tournoi, l'envoi d'athlètes à l'étranger ou encore la réalisation d'une tournée à travers le pays.

Les clubs ne sont pas les seuls bénéficiaires de ce système : les fédérations reçoivent aussi des subventions publiques, qu'elles peuvent ensuite redistribuer selon les besoins aux associations qui leur sont affiliées. La Cadcoa, en tant qu'entité directrice du sport national, est aussi chargée de répartir les fonds que lui verse l'État auprès des fédérations adhérentes¹³³. Enfin, les sportifs de haut niveau peuvent aussi profiter de financements à titre individuel : le Second Plan Quinquennal entérine une pratique adoptée par le gouvernement dès l'année 1948 afin de faciliter la participation des champions locaux aux compétitions internationales. Leurs frais de voyage et de séjour à l'étranger sont désormais pris en charge par le régime¹³⁴.

La politique de financement du sport déployée par le péronisme concerne tous les acteurs du milieu sportif. Et c'est en cela que le régime innove par rapport à ses prédécesseurs, en cherchant à développer le sport dans son ensemble, sans faire de distinction entre les sports professionnels et les sports amateurs, les grands clubs de la capitale et les petits clubs de l'intérieur ou des régions rurales et sans privilégier les disciplines très populaires au détriment des pratiques limitées à un petit cercle d'initiés. En outre, les motifs de demandes de crédit se diversifient : si dans un premier temps les prêts

¹³¹ Víctor Lupo, *Historia política del deporte argentino*, op. cit., p. 36-38 et Alex Galarza, « Boca Juniors, su dimensión social y el pueblo trabajador », dans Raanan Rein (comp.), *La Cancha peronista*, op. cit., p. 193-196.

¹³² República Argentina, *Ley n° 12.932 de Presupuesto General de la Nación*, Section VI "Disposiciones diversas", article 23, sanctionnée le 10 janvier 1947 [En ligne] <http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/45000-49999/45717/norma.htm> (consulté le 13 juin 2018).

¹³³ Voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 102.942/57 « Valenzuela, Rodolfo Guillermo/ Investigación de la actuación del mismo-Confederación Argentina de Deportes-Comité Olímpico Argentina (sic) », 72 feuillets à en-tête de la Cadcoa recensant les subventions versées par la Cadcoa aux fédérations et entités affiliées entre 1946 et 1955.

¹³⁴ Voir nos chapitres IV et V où nous étudions des exemples précis.

servent avant tout à financer les constructions d'infrastructures, ils sont par la suite accordés pour d'autres fins, telles que l'achat d'un terrain, le remboursement de dettes ou la diversification des activités des institutions¹³⁵. Tous les décrets et les ordres de paiement autorisant l'attribution d'un prêt ou le versement de subventions à un organisme sportif précisent en effet que

le Gouvernement National, dans son intention d'apporter le soutien le plus large possible aux initiatives visant à intensifier le développement et la pratique de la culture physique, estime qu'il convient de fournir à l'institution requérante les moyens qui lui permettent d'exécuter un programme qui profitera à un nombre considérable d'amateurs de sport¹³⁶.

Tant que l'institution qui sollicite l'aide de l'État peut justifier de l'utilisation des fonds publics et démontrer que ses activités sont au service de l'intérêt général, elle est une bénéficiaire potentielle. C'est le principal critère imposé, dans les textes législatifs, par les responsables politiques. Les sommes distribuées au milieu sportif, tout comme le nombre d'organismes qui ont été aidés pendant la période péroniste, sont conséquentes. C'est ce qui ressort des listes dressées par les enquêteurs de la Commission 49 après le renversement du régime péroniste¹³⁷. Celles-ci sont, a priori, loin d'être exhaustives, étant donné que la commission a été contrainte d'interrompre son travail avant d'avoir fini de collecter toutes les informations concernant les prêts et les subventions versés par le régime péroniste¹³⁸. Les investigations ont été menées auprès du ministère des Finances et du Trésor Public (*Contaduría General de la Nación*), de la Banque nationale, de la Cadcoa et des gouvernements provinciaux. A l'instar du gouvernement national, les autorités provinciales

¹³⁵ Voir, par exemple, AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 103.654 « Ferrocarril Oeste Club Atlético/ Informes y actuaciones realizadas en la investigación de irregularidades practicadas en dicho club », liste des prêts reçus par le club Ferrocarril Oeste. Cette institution en a reçu deux, l'un dans le cadre de l'article 23 de la loi n° 12.931 (« Pour la construction d'installations ») et l'autre, en vertu de l'article 27 de la loi n° 13.215 (« Pour l'unification des dettes »).

¹³⁶ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49 Caja 6, Expediente 103.730 « Regatas La Marina Club/ Actuaciones e informe de la investigación practicada en el mismo », copie de l'ordre spécial de paiement n° 309 du 22 septembre 1950 : « *el Gobierno Nacional en su propósito de prestar el más amplio apoyo a todas las iniciativas tendientes a intensificar el fomento y la práctica de la cultura física, estima conveniente facilitar a la institución recurrente los medios que le permitan la ejecución de un plan que resultará beneficioso a un considerable número de aficionados al deporte* ». À partir de 1952, les considérations générales justifiant l'attribution des aides financières publiques invoquent les objectifs définis par le Second Plan Quinquennal.

¹³⁷ Conservées dans AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 51.897/E/56 « CADCOA, Federaciones deportivas y clubes profesionales o amateurs/ detalles de las entregas de fondos, subvenciones, etc a las instituciones nombradas durante los años 1945 al 1955 » et Expediente 103.748 « Hacienda Ministerio de/ Subsidios, subvenciones etc. acordados desde 1945 al 1955 a instituciones deportivas ».

¹³⁸ *Ibid*, Expediente 103.748, lettre du président de la Commission 49 au président de la CNI, Buenos Aires, 20 août 1956. Ce courrier accompagne la remise des informations collectées par les membres de la commission et précise que « ces données n'ont pas été étudiées par la Commission en raison de la cessation des investigations ordonnée par l'Exécutif. » (« *tales antecedentes no han sido estudiados por la Comisión atento la cesación de investigaciones dispuesta por la Superioridad.* »).

pouvaient aussi accorder des prêts et des subventions aux clubs sportifs locaux, parfois par l'intermédiaire, lorsque celle-ci existait, de la Direction provinciale d'Éducation Physique¹³⁹.

D'après les données compilées par la Commission 49, la Banque nationale argentine a accordé des prêts à au moins 89 institutions dans tout le pays entre 1945 et 1955. Certains clubs, en particulier les grands clubs de la capitale comme Racing, River Plate, Boca Juniors ou Huracán, ont pu cumuler des emprunts tout au long de la période, pour des montants atteignant plusieurs millions de pesos. À l'inverse, des institutions provinciales bien plus modestes n'ont demandé et reçu ponctuellement que des sommes modiques, de l'ordre de 1 000 à 5 000 pesos. L'un des tableaux établis par les enquêteurs ne relève que les « donations » (*donaciones*), sans qu'il soit clairement précisé s'il s'agit de crédits ou de subventions, accordées par le ministère des Finances aux organismes sportifs¹⁴⁰. D'après celui-ci, ce sont plus de 130 millions de pesos qui ont été alloués à 65 associations sportives par le gouvernement péroniste. On constate néanmoins, en observant les relevés des enquêteurs que l'obtention d'une subvention ou d'un prêt n'était pas toujours suivie d'effets. Les clubs percevaient généralement les sommes qui leur avaient été allouées en plusieurs versements, qui pouvaient parfois ne jamais avoir lieu¹⁴¹. Le système mis en place par le régime justicialiste ne fonctionnait donc pas toujours parfaitement.

Néanmoins, ces quelques chiffres nous donnent un aperçu de l'aide financière reçue par les institutions sportives entre 1946 et 1955. À plusieurs reprises les publications officielles du gouvernement ont mis en avant cette dimension de la politique sportive¹⁴². Le soutien accordé à tous les clubs, y compris les plus modestes, s'inscrit dans le programme de redistribution économique des richesses, au cœur de la doctrine justicialiste. Les organisations sportives, parce qu'elles jouent un rôle social et culturel de premier plan, notamment dans les régions rurales et les quartiers populaires des grandes villes, méritent d'être subventionnées et encouragées par l'État. Cependant, les clubs qui ont obtenu les prêts les plus importants font tous partie des « Cinq Grands » de la capitale¹⁴³. Il s'agit de

¹³⁹ *Ibid*, Expediente 103.748, liste des prêts et subventions de la province de San Luis, hojas 113 à 149.

¹⁴⁰ *Ibid*, liste des « *donaciones* » et subventions accordées par le ministère des Finances de la Nation de 1945 à 1955, hojas 80 à 86 et 172 à 180.

¹⁴¹ *Ibid*, hoja 172. C'est le cas par exemple du club Almagro de Buenos Aires qui a obtenu un prêt spécial d'1,5 millions de pesos mais n'a, au 11 janvier 1956, toujours reçu aucun acompte. Voir également notre chapitre VIII où nous examinons le cas d'autres clubs confrontés à ce problème de versement des aides publiques.

¹⁴² Nous reproduisons en annexes les tableaux synthétiques publiés dans différentes brochures péronistes.

¹⁴³ L'expression « les Cinq Grands » désigne les clubs de Buenos Aires ayant remporté le plus de titres dans le championnat professionnel de football. Ce sont par ailleurs les institutions comptant le plus de *socios* et le plus de ressources financières et qui ont, de fait, exercé le plus d'influence au sein de l'Afa. Voir Héctor Palomino et Ariel Scher, *Fútbol, pasión de multitudes y de elites*, *op. cit.*, p. 31-35 et p. 51-52.

Racing – plus de 16, 7 millions de pesos – Boca Juniors – plus de 11 millions – et River Plate, avec 9,5 millions¹⁴⁴. Ces montants s'expliquent parce qu'ils sont indexés et autorisés en fonction des capacités de garantie et de remboursement dont disposent les clubs : plus ils sont riches, plus ils peuvent emprunter. Par ailleurs, les prêts accordés par la Banque nationale et le ministère des Finances proposent des conditions très avantageuses : les délais de remboursement peuvent s'étaler sur plusieurs décennies et le taux d'intérêt reste très faible, entre 3 et 5%.

Pourtant, cette situation semble, à la fin de la période péroniste, sur le point d'être remise en cause. En 1954, Perón fait part de son mécontentement à l'égard des « grandes institutions qui ont reçu beaucoup de soutien financier de la part du Gouvernement, mais qui n'ont pas rempli la fonction fondamentale pour laquelle le Gouvernement leur a prêté de l'argent¹⁴⁵. » Il leur reproche en particulier de ne pas avoir assez promu, en leur sein, la diversification des pratiques sportives et de ne se concentrer que sur le football professionnel :

Prêter cent millions de pesos aux clubs de la Capitale Fédérale pour que ceux-ci nous présentent un match de football par semaine ne s'inscrit en aucun cas dans la pensée du Gouvernement. Cela revient bien cher le match de football hebdomadaire¹⁴⁶.

Le chef de l'État menace les grands clubs de leur retirer l'aide de l'État. Sur le plan de l'intérêt général, les « petits clubs de quartier et de province remplissent mieux leur mission de promotion de l'exercice sportif auprès de la population¹⁴⁷ ». Aussi envisage-t-il de réorienter la politique de financement public du sport au bénéfice de ces derniers et enjoint-il les dirigeants des grands clubs urbains à revoir leurs priorités. Car « le Gouvernement collabore avec ceux qui collaborent avec lui¹⁴⁸ », il n'a aucune obligation vis-à-vis des institutions privées qui refusent de suivre les objectifs fixés par le Second Plan Quinquennal. Il rappelle ainsi que le régime péroniste « travaille pour le peuple argentin¹⁴⁹ »

¹⁴⁴ Voir les tableaux reproduits en annexe.

¹⁴⁵ Juan Domingo Perón, *Obras completas*, Tomo XVIII, *op. cit.*, « Ante directores y preparadores técnicos del Campeonato Infantil y Juvenil « Evita ». 25 de marzo de 1954 », p. 128 : « *las grandes instituciones que han recibido mucho apoyo financiero del Gobierno, pero que no cumplen con la función fundamental para la cual el Gobierno les ha prestado el dinero.* »

¹⁴⁶ *Ibid* : « *No puede ser pensamiento del Gobierno prestar cien millones de pesos a los clubes de la Capital Federal para que ellos nos presenten un partido de fútbol por semana. Así es demasiado caro un partido de fútbol.* »

¹⁴⁷ *Ibid* : « *cumplen más la misión deportiva de promover el ejercicio físico en la población los pequeños clubes de barrio y de provincias* ».

¹⁴⁸ *Ibid* : « *porque el Gobierno colabora con el que colabora con él* ».

¹⁴⁹ *Ibid* : « *trabajamos para el pueblo argentino* ».

dans son entier et non pour des groupes de personnes ou des individus déterminés. Ces propos font écho à d'autres discours de Perón dans lesquels ils critiquaient déjà vivement l'inaction des dirigeants sportifs et leur incapacité à prendre véritablement en charge les questions sportives¹⁵⁰. Pour lui, en vertu du principe justicialiste de communauté organisée (*Comunidad organizada*), le sport doit être dirigé par les sportifs eux-mêmes, qui sont les mieux placés pour identifier les problèmes propres à leur milieu et trouver les solutions pour les résoudre¹⁵¹. Ainsi, malgré le soutien qui a indubitablement été fourni par le gouvernement aux institutions sportives pendant toute la période, le pouvoir péroniste ne se départait pas d'une certaine méfiance vis-à-vis des dirigeants sportifs, soupçonnés de défendre leurs intérêts particuliers et leur position sociale au détriment des athlètes et de leurs *socios*.

CONCLUSION

Le milieu sportif n'a pas attendu l'avènement du péronisme pour nouer des relations avec le monde politique. Parce que les premiers *sportsmen* du pays appartenaient généralement aux élites sociales et politiques, de nombreuses institutions sportives ont été fondées à la fin du XIX^e siècle par des hommes politiques de premier plan. La popularisation puis la professionnalisation de certaines disciplines – du football notamment – ont provoqué un certain repli de la haute société vers quelques clubs prestigieux, des espaces de sociabilité plus fermés et des pratiques de distinction¹⁵². Les dirigeants sportifs appartenant au même monde social que les responsables politiques parviennent à obtenir des aides ponctuelles des pouvoirs publics, mais le sport reste, jusque dans les années 1920-1930, une activité associée aux loisirs privés ou aux divertissements du peuple et qui ne relève donc pas des priorités de l'État. C'est néanmoins à cette période que l'on observe plusieurs initiatives lancées par les gouvernements radicaux puis conservateurs qui montrent que les affaires sportives tendent à devenir un objet grandissant de préoccupation. La politique sportive péroniste, malgré les affirmations de Perón, ne surgit donc pas *ex nihilo*. Elle

¹⁵⁰ Voir, par exemple, « Discurso del General Perón al despedir a la delegación olímpica », 16 juin 1948, feuillet 3 [BC. BP D14 (15)].

¹⁵¹ *Ibid* : « parce que je crois que le sport argentin ne progressera pas et n'arrivera à rien tant que de véritables sportifs, qui le pratiquent réellement, ne prendront pas sa direction. » (« *porque yo creo que el deporte argentino no progresará ni llegará a ser nada mientras verdaderos deportistas, prácticos y reales, no tomen su dirección.* »).

¹⁵² Voir les réflexions de Pierre Bourdieu sur les pratiques sportives en tant que pratiques socialement distinctives, dans Pierre Bourdieu, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Éditions de Minuit, 1979, p. 230-246 et dans « Comment peut-on être sportif » [1978], réédité dans *Questions de sociologie*, Paris, Éditions de Minuit, 2002, p. 189-195.

reprend certaines mesures mises en place sporadiquement par les gouvernements précédents, mais en les intégrant au vaste programme de transformation et de modernisation de la société argentine poursuivi par le régime justicialiste.

Dans la *Nueva Argentina*, le sport devient un domaine relevant des compétences de l'État, qui se doit d'intervenir directement auprès des institutions sportives pour s'assurer de son développement et de sa diffusion à travers le pays. Le sport est désormais considéré comme une composante de la culture nationale et un élément-clé des politiques sociales. La pratique des activités physiques ne peut plus être perçue comme un simple loisir accessoire, réservé aux catégories aisées et oisives de la population. Parce que le sport favorise l'épanouissement physique des individus, joue un rôle sanitaire et éducatif, voire contribue à la formation morale des citoyens, il ne peut plus être négligé par les pouvoirs publics. La démocratisation de l'accès à la pratique sportive s'inscrit dans le répertoire des conquêtes sociales apportées par le péronisme aux classes populaires et défavorisées. Si le gouvernement ne planifie pas immédiatement son action, les principaux axes directeurs de la politique sportive se mettent rapidement en place, dès le premier mandat de Perón : ils consistent à diffuser les sports auprès du plus grand nombre, en s'appuyant sur les institutions sportives déjà existantes et sur les ressources de l'État ; encourager la construction de nouvelles infrastructures sportives ; financer le milieu sportif dans son ensemble et veiller à son développement et son organisation. Les objectifs de ce programme ne sont explicitement définis qu'à partir de 1952, dans le cadre du Second Plan Quinquennal. Cependant, les premières tentatives du gouvernement pour améliorer l'encadrement des activités sportives à l'échelle nationale ont commencé bien avant. À partir du moment où le sport devient un objet d'attention de l'État et que celui-ci s'engage à lui consacrer une part de son budget annuel et à lui allouer des fonds publics, il est nécessaire que le gouvernement se dote des moyens pour contrôler l'usage de ces fonds et superviser l'action des institutions privées. C'est pourquoi le gouvernement va s'efforcer, non sans difficultés, d'instaurer de nouveaux organismes spécifiquement dédiés aux questions sportives.

CHAPITRE II

LES PILIERS DE LA POLITIQUE SPORTIVE PÉRONISTE

Contrairement à ce qu'affirme Perón, le sport n'a pas été totalement négligé par ses prédécesseurs. Le gouvernement péroniste s'est en partie inspiré d'initiatives antérieures, provenant aussi bien de dirigeants radicaux que de conservateurs. De même, malgré la volonté affichée par les responsables péronistes de proposer une gestion efficace et rationalisée, fondée sur une hiérarchisation des priorités et une planification des programmes gouvernementaux, on constate néanmoins une certaine tendance à l'improvisation et à l'adaptation conjoncturelle dans la mise en place de la politique sportive. Cette tendance s'observe également lorsque l'on examine les structures institutionnelles dédiées à la gestion des activités sportives. Comme dans d'autres domaines, tels que la santé, l'assistance sociale ou encore l'éducation, les questions sportives sont confiées à différents organismes sans que les limites de leurs sphères de compétence ne soient toujours clairement fixées¹. Malgré le penchant à la centralisation étatique qui se manifeste sous le péronisme, le gouvernement ne parvient pas à créer un organe administratif unique permanent qui serait le seul responsable de l'orientation et de la supervision de la politique sportive nationale. Il n'existe, en effet, ni secrétariat d'État, ni direction générale, et encore moins, de ministère des Sports pendant la période qui nous intéresse. La création d'un tel organisme semble pourtant avoir été envisagée et ébauchée, avant que les autorités n'y renoncent progressivement. Il convient de s'interroger sur les causes de cet abandon. Deux pistes d'explications peuvent être invoquées. La première

¹ Si le péronisme tend, dans ces différents domaines, à mettre en place des organismes coordinateurs, chargés de la définition et de l'application des politiques publiques, à travers la création des ministères de la Santé, de l'Éducation et du Travail et de la Prévision Sociale, les activités d'autres institutions, et notamment de la FEP empiètent régulièrement sur leurs aires de compétence. Voir les remarques à ce sujet de Karina Ramacciotti, *La política sanitaria del peronismo*, op. cit., de Donna J. Guy, *Creating Charismatic Bonds in Argentina*, op. cit. ; de Mónica Esti Rein, *Politics and Education in Argentina 1946-1962*, New York, M. E. Sharpe, 1998 ou encore de Flavia Fiorucci, « La administración cultural del peronismo. Políticas, intelectuales y Estado », *LASC Working Paper n°20*, College Park, University of Maryland, 2007.

émerge à la lecture des deux Plans Quinquennaux publiés par le gouvernement, qui montre que les problématiques sportives sont toujours appréhendées à travers le prisme d'autres sphères d'intervention désormais confiées à l'État². Le sport doit être pris en charge en tant qu'élément relevant des politiques sanitaires, éducatives, sociales, démographiques, militaires ou encore culturelles. Cela signifie qu'il n'est pas encore défini comme un domaine en soi, propre, qui nécessiterait un appareil administratif spécifique. La deuxième piste d'explication repose, selon nous, sur le pragmatisme politique du gouvernement péroniste, qui, plutôt que de construire *ex nihilo* un organisme spécifique, aurait préféré s'appuyer sur une institution déjà existante : la Cadcoa.

Cela étant, on assiste néanmoins à une densification et à une complexification de l'organigramme des services d'État et des institutions chargées des affaires sportives pendant la première moitié de la période péroniste. En toute logique, cela entraîne des chevauchements, des interférences, des rivalités potentielles, qui nécessitent, à plusieurs reprises, l'intervention de Perón pour clarifier les responsabilités de chacun. Mais cela se traduit aussi par une collaboration active et étroite entre de nombreux organismes lors de la préparation d'événements sportifs. À l'image de son programme politique, le gouvernement péroniste suit une double stratégie : d'une part, il s'appuie sur les institutions déjà en activité, qui lui permettent de mettre en place les premières mesures de sa politique sportive ; d'autre part, il crée ou encourage la création de nouveaux organismes qui viennent compléter et renforcer cette première ébauche d'armature administrative. La politique sportive péroniste repose donc sur des acteurs divers, hétérogènes, certains anciens, d'autres nouveaux, et sans que les relations existant entre eux soient toujours clarifiées. C'est peut-être la principale particularité qui fait du sport un cas singulier et qui le distingue nettement d'autres domaines d'intervention de l'État péroniste entre 1946 et 1955 : le sport reste majoritairement entre les mains du secteur privé, puisque la direction des activités sportives continue de relever, dans une large mesure, d'institutions comme la Cadcoa, les fédérations, les associations et les clubs sportifs, censées être séparées de l'État. Mais, comme nous allons le voir, les frontières entre sphère publique et sphère privée tendent à s'estomper au cours de la période, ce qui explique que la question de l'autonomie du milieu sportif fasse l'objet de vifs débats, les opposants antipéronistes dénonçant la mainmise progressive du gouvernement sur les institutions sportives, qui ne disposeraient que d'une indépendance de façade.

² Voir chapitre I.

Le meilleur exemple de cette ambiguïté entretenue par le pouvoir péroniste est fourni par la Fondation Eva Perón et l'UES, deux organismes nouveaux, créés respectivement en 1948 et en 1953. Bien qu'ils ne sont pas censés dépendre du gouvernement, puisqu'ils disposent de fonds propres et qu'ils ne sont formellement rattachés à aucun ministère ni à aucun service de l'État, ils sont néanmoins nés de l'initiative de personnalités péronistes de premier plan : de l'épouse du président pour le premier et du ministre de l'Éducation Armando Méndez San Martín pour le second. Ces organisations paraétatiques permettraient au pouvoir péroniste de renforcer sa capacité d'intervention dans le domaine sportif tout en fournissant de puissants relais pour déployer sa politique sportive, mais de façon détournée et opaque, puisqu'en tant qu'institutions privées, elles ne sont pas tenues de rendre publiquement des comptes. Mais, elles sont surtout dénoncées par les membres de l'opposition en tant qu'organisations visant à attirer la jeunesse, sous couvert de pratique des sports, afin de mieux l'embrigader idéologiquement. Les structures créées sous le péronisme relèveraient donc moins de la politique sportive que de l'appareil officiel de propagande visant à diffuser la doctrine péroniste à l'ensemble de la société, en utilisant le sport comme un moyen de séduire de nouveaux adhérents, principalement les enfants et les jeunes.

Pour comprendre le rôle des principales institutions dédiées au sport qui ont été en activité sous le péronisme, il convient de traiter séparément les organismes relevant expressément de la sphère publique et qui faisaient partie des services administrés par les autorités nationales, provinciales et municipales, des institutions privées et paraétatiques, dont le statut est plus ambivalent. Nous avons choisi d'opérer cette distinction, non seulement par souci de clarté d'exposition, mais aussi en raison des circonstances dictées par les aléas de la recherche. En effet, la plupart des sources concernant les services d'État consacrés au sport créés par le gouvernement ont été détruites ou perdues. Ce n'est que par le biais d'une documentation indirecte que nous avons réussi à reconstituer partiellement le profil de certains d'entre eux. C'est pourquoi nous abordons aussi bien des organismes relevant du pouvoir exécutif national, comme le Conseil National d'Éducation Physique (*Consejo Nacional de Educación Física-CNEF*), que des directions dépendant des autorités locales et régionales. *A contrario*, parce que les archives ont été mieux préservées et parce qu'elles ont été davantage étudiées, il nous a été plus facile d'examiner en détail les trajectoires et les évolutions d'institutions tout aussi centrales pour comprendre la mise en application de la politique sportive péroniste que sont la Cadcoa, la Fondation Eva Perón ou encore l'UES. Dans ce chapitre, nous étudierons les organisations relevant des pouvoirs

publics et le cas complexe de la Cadcoa avant d'analyser dans le chapitre suivant les autres piliers de la politique sportive que sont la FEP et l'UES.

LES ORGANISMES PUBLICS DE LA POLITIQUE SPORTIVE PÉRONISTE : VERS UNE IMPLICATION GRANDISSANTE DE L'ÉTAT DANS LES ACTIVITÉS SPORTIVES ?

L'héritage du régime conservateur : la Commission Nationale Honoraire de Promotion du Sport

C'est dans le cadre de la loi 12.345 sur le budget national, votée en 1937, qu'apparaît en Argentine le premier organisme spécialement dédié aux questions sportives au sein du gouvernement national : la Commission Nationale Consultative Honoraire de Promotion du Sport (*Comisión Nacional Asesora Honoraria de Fomento al Deporte-CNAHFD*). L'article 29 du texte de loi précise la composition et les attributions de cette commission, créée sous le mandat du président conservateur Justo. Il s'agit d'une entité mixte, puisqu'elle comprend à la fois des fonctionnaires, des responsables administratifs et des représentants des intérêts du milieu sportif. On y trouve en effet un membre du pouvoir exécutif, occupant la fonction de président de l'organisme, un représentant du Conseil National d'Éducation (*Consejo Nacional de Educación-CNE*), le directeur général de Tir et Gymnastique, le directeur des Places d'Exercices Physiques de la Municipalité de Buenos Aires, le directeur de l'Institut National d'Éducation Physique (*Instituto Nacional de Educación Física-INEF*) de Buenos Aires, un représentant de la Cadcoa, un délégué de l'*Asociación Amateur Argentina de Fútbol* et un autre pour l'AFA³. Dans la conformation de cette commission, on peut percevoir certains des principes en vigueur sous le gouvernement conservateur : se fait alors sentir la nécessité d'une plus grande intervention de l'État dans l'économie du pays mais qui doit se faire en incluant des représentants des secteurs privés dans le processus de décision⁴. Ces derniers, en tant qu'experts de leur domaine et premiers concernés par les mesures adoptées par le gouvernement, doivent ainsi pouvoir conseiller et orienter les responsables politiques. C'est à ce titre que des dirigeants sportifs sont intégrés au sein de la CNAHFD. Le choix des délégués du milieu sportif est par ailleurs révélateur : un seul sport, le football,

³ Voir República Argentina, *Ley N° 12.345. Presupuesto de Gastos y Cálculo de Recursos de la Administración Nacional y Reparticiones Autárquicas para 1937*, article 29, [En ligne] <http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/185000-189999/186606/norma.htm> (consulté le 15 mai 2018).

⁴ Voir Ricardo Sidicaro, *Los tres peronismos. Estado y poder económico*, Buenos Aires, Siglo XXI Editores, 2003, p. 31-32 et Patricia Berrotarán, *Del plan a la planificación*, op. cit.

compte deux représentants, l'un pour la pratique amateur, l'autre pour la pratique professionnelle, tandis que toutes les autres disciplines existant dans le pays ne disposent que d'un seul porte-parole, issu des rangs de la Cadcoa. Cela montre bien la position dominante occupée par le football dans le paysage sportif argentin.

Les autres membres de la commission reflètent également les différents secteurs des pouvoirs publics qui sont alors concernés par le sport : le milieu militaire, comme en témoigne la présence du directeur général de Tir et Gymnastique, un service dépendant du ministère de la Guerre, et le milieu éducatif, représenté par un membre du CNE et le directeur de l'INEF. Le directeur municipal des Places d'Exercices Physiques, quant à lui, est à la tête d'une administration dont les activités relèvent aussi bien de l'encadrement des loisirs des *Porteños*, de l'aménagement urbain que de la politique sanitaire et sociale, puisqu'elle promeut, en collaboration avec les clubs de la capitale, la pratique des sports, crée des terrains de jeu et d'exercices physiques dans les parcs publics ou encore supervise des colonies de vacances pour les enfants⁵.

Cette loi de 1937 constitue donc une étape fondamentale dans le processus d'autonomisation du sport en tant que domaine spécifique de l'action politique publique. Pour la première fois, le gouvernement envisage le sport comme un champ à part, et non plus englobé dans le cadre de la politique militaire, éducative, sociale ou sanitaire. Bien évidemment, du fait des fonctions occupées par les membres de la commission, ces préoccupations ne sont pas évacuées. Mais il n'est pas anodin de constater que les responsables du gouvernement conservateur estiment nécessaire de constituer un fonds de financement uniquement destiné aux activités sportives en elles-mêmes et qu'ils chargent la commission de présenter un « programme de travail » (*plan de trabajo*) à accomplir. Il n'en reste pas moins que c'est au milieu sportif lui-même qu'il revient d'alimenter ce fonds de *Fomento al Deporte*. Pour cela, le gouvernement national décide de créer un nouvel impôt, prélevé sur toutes les places vendues lors des spectacles sportifs professionnels qui ont lieu dans la capitale et dans les territoires nationaux⁶. 40% des sommes collectées par ce biais est destiné à la « construction et à l'entretien des polygones de tir et des gymnases⁷ » dans tout

⁵ Sur les origines de la DPEF de la ville de Buenos Aires et son premier titulaire, consulter Víctor Lupo et Horacio del Prado, *100 ídolos porteños 1910-2010*, Buenos Aires, Corregidor, 2009, « Arsenio Thamier. El primer Director de Deportes », p. 20-23 et Ariel Scher, Guillermo Blanco et Jorge Búsico, *Deporte Nacional*, *op. cit.*, p. 199-200.

⁶ Une taxe de 3% est prélevée sur tous les billets d'un montant d'1 peso, de 5% sur les billets d'un montant supérieur. Voir República Argentina, *Ley N° 12.345. Presupuesto de Gastos y Cálculo de Recursos de la Administración Nacional y Reparticiones Autárquicas para 1937*, article 29 [En ligne] <http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/185000-189999/186606/norma.htm> (consulté le 15 mai 2018)

⁷ *Ibid* : « construcción y mantenimiento de los polígonos de tiro y gimnasios anexos ».

le pays, c'est-à-dire à des installations administrées par l'Armée. Le reste est dévolu à la promotion de la pratique sportive à l'échelle nationale, à travers le versement de subventions. Ces dernières peuvent être accordées dans trois types de cas : pour construire des infrastructures sportives « proportionnelles à la capacité sportive et économique⁸ » des clubs ; pour organiser des compétitions et enfin, pour participer à des tournois internationaux. Par ailleurs, l'article 84 de cette même loi 12.345 autorise le gouvernement national à octroyer des crédits aux clubs et associations sportives qui souhaitent construire des stades et des terrains de sport⁹.

La commission est chargée d'examiner les demandes adressées par les institutions sportives et les athlètes. Son rôle reste purement consultatif, elle doit seulement émettre un avis sur lequel se fonde le ministre des Finances lors de l'attribution des subventions et des prêts. Par ailleurs, elle est aussi habilitée à déterminer si des spectacles sportifs sont réalisés dans un but caritatif : dans ce cas, ils sont alors exemptés d'impôts. S'il est difficile d'évaluer sa réelle capacité d'influence, on peut penser qu'elle n'est pas totalement négligeable. Il est certain que les représentants du milieu sportif admis au sein de la commission, chargés de statuer sur leurs propres demandes, bénéficiaient ainsi d'un levier supplémentaire pour orienter les décisions politiques dans un sens qui leur était favorable. Cela leur offrait également une opportunité appréciable pour se rapprocher des cercles du pouvoir, défendre leur cause et nouer des liens profitables avec les responsables politiques.

La consultation des *Memorias y Balances* de la Cadcoa vient confirmer cette hypothèse. Il y a effectivement fait référence, dans le bilan de l'année 1938-1939, au succès des démarches entreprises auprès des autorités par Juan Carlos Palacios, alors président de l'institution et donc de fait, membre de la *Comisión Honoraria de Fomento al Deporte*. C'est par son intermédiaire, et en tant que « délégué¹⁰ » auprès de la commission, que la Cadcoa serait parvenue à plaider la cause de plusieurs fédérations, dont la Fédération Argentine d'Athlétisme (*Federación Argentina de Atletismo*), la Fédération Argentine de Tir (*Federación Argentina de Tiro*) et l'Association Argentine d'Avironnistes Amateurs (*Asociación Argentina de Remeros Aficionados*), et à leur obtenir l'attribution de subventions. De même, Palacios « a mené en personne des démarches actives auprès de plusieurs Députés¹¹ » afin de résoudre l'un des problèmes récurrents que doit affronter la Cadcoa : l'absence de siège social permanent. Il serait ainsi parvenu à ce que la

⁸ *Ibid* : « *proporcionales a la capacidad deportiva y económica de las instituciones* ».

⁹ *Idem*, article 84.

¹⁰ Cadcoa, *Memoria y Balance general – Inventario*, 1^{er} octobre 1938 au 30 septembre 1939, Buenos Aires, 1939, p. 19 : « *delegado* ».

¹¹ *Idem*, p. 18 : « *realizó activas gestiones personales ante varios Legisladores* ».

Confédération bénéficie de la loi 12.576, qui prévoit des crédits destinés aux Travaux Publics Nationaux. Le gouvernement se serait engagé à lui verser 30 000 pesos afin que les dirigeants puissent acheter un terrain et y construire leur future *casa propia*¹². Si le comité de direction de la Cadcoa se félicite de ces bonnes nouvelles, il insiste néanmoins longuement sur le manque chronique de financements publics dont souffre le milieu sportif et souligne les failles du système actuel. Les démarches sont longues, fastidieuses, à renouveler sans cesse et rarement couronnées de succès. Et quand les institutions sportives reçoivent une réponse positive des autorités, les aides tardent à arriver, si bien que la planification et la programmation d'événements sportifs s'avèrent être une véritable gageure¹³.

Si sur le papier la création d'un fonds destiné au sport et la désignation de la CNAHFD constituaient des avancées encourageantes pour le milieu sportif local, ses retombées semblent rester relativement limitées dans la pratique, surtout pour les sports amateurs, moins reconnus et éclipsés par le football¹⁴. La Cadcoa parvient, bon an, mal an, à toucher des subventions selon un rythme plus régulier¹⁵. Il nous a été malheureusement impossible de retrouver les archives de la commission, qui auraient pu permettre de mieux comprendre ses mécanismes de fonctionnement interne. Ainsi, nous ne savons rien des sommes rapportées par la taxe sur les spectacles sportifs, des montants qui ont été alloués au fonds de promotion des sports ni de leur répartition ultérieure pour toute la fin des années 1930 et le début des années 1940. Entre 1946 et 1948, la *Comisión Honoraria* poursuit ses activités. L'article 23 de la loi 12.931 qui établit le budget national pour l'année 1947 lui confie toujours la tâche de conseiller le gouvernement quant à l'attribution des prêts aux institutions sportives qui les sollicitent pour financer leurs projets de construction d'infrastructures. À cette date, l'Exécutif prévoit des investissements pouvant aller jusqu'à 20 millions de pesos¹⁶. Une autre preuve du maintien de cet organisme est fournie par les comptes rendus annuels de la Cadcoa qui indiquent qu'à la fin de l'année 1948, ses

¹² *Ibid.* Les rédacteurs de la *Memoria* précisent néanmoins que le versement n'a pas encore été effectué et que des tractations sont encore en cours pour que la promesse gouvernementale se concrétise.

¹³ *Idem*, « Las instituciones deportivas y la ayuda del Estado », p. 20-21.

¹⁴ Rappelons que dans le cadre de la loi 12.345, des clubs comme Boca Juniors, Gimnasia y Esgrima ou encore River Plate reçoivent alors des crédits de plus d'un million de pesos pour construire leurs stades. Consulter Hector Palomino et Ariel Scher, *Fútbol, pasión de multitudes y de elite*, *op. cit.*, p. 59-60 et Raanan Rein (Comp.), *La Cancha peronista*, *op. cit.*, p. 169 et p. 194.

¹⁵ Voir notre analyse détaillée sur la Cadcoa, *infra*.

¹⁶ Voir República Argentina, *Ley N° 12.931 de Presupuesto de gastos para la Nación para el año 1947*, article 23, sanctionnée le 10 janvier 1947, [En ligne]

<http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/45000-49999/45717/norma.htm> (consulté le 13 juin 2018).

membres désignent un nouveau délégué, chargé d'intégrer la commission¹⁷. Il s'agit cependant de la dernière référence à cet organisme. Elle est en effet rapidement remplacée par une nouvelle structure créée par le gouvernement péroniste, le Conseil National d'Éducation Physique (*Consejo Nacional de Educación Física-CNEF*)¹⁸.

1946-1948 : une phase de transition institutionnelle

Le maintien de la Commission Honoraire témoigne de la continuité relative entre les derniers gouvernements conservateurs, celui de la junte militaire de 1943-1945 et les autorités élues en 1946, tant sur le plan de l'organisation administrative que des conceptions en vigueur dans le domaine de la politique sportive. Dans un premier temps, le régime péroniste conserve et s'appuie sur les organismes fondés par ses prédécesseurs et les orientations privilégiées à la fin des années 1930. Quelques représentants du milieu sportif sont associés au processus de prise de décision en matière de financement des équipements, mais pour le reste, le sport en lui-même n'est envisagé que comme un élément relevant de la sphère plus vaste de l'éducation physique. Il y a ici une ambiguïté qui trouve ses origines dans l'histoire de la conformation et de la différenciation – faite de rapprochements et de rivalités – entre différents modèles de pratiques physiques et corporelles – écoles de gymnastique, sports d'origine britannique et éducation physique – à la fin du XIX^e siècle et dans les premières décennies du XX^e siècle¹⁹. En Argentine, l'État s'est intéressé à l'éducation physique en tant que discipline scolaire au moment de la mise en place du système éducatif public national, à partir des années 1880²⁰. La définition et le contrôle des contenus d'enseignement et des objectifs assignés à l'Éducation Physique²¹ ont été un enjeu de luttes de pouvoir entre les responsables des Forces Armées, les médecins et les hygiénistes et le corps des professeurs et des pédagogues²². Les spécialistes de l'histoire de

¹⁷ Cadcoa, *Memoria, Balance general y cuenta de recursos y gastos*, 1^{er} octobre 1948 au 30 septembre 1949, Buenos Aires, 1949, p. 16. Il s'agit de José Martín, le second vice-président de l'institution.

¹⁸ Voir la reproduction intégrale du texte du projet de loi de création du Consejo Nacional de Educación Física dans Cadcoa, *Memorias y Balance General Inventario*, 1^{er} octobre 1946 au 30 septembre 1947, Buenos Aires, 1947, p. 14-20. L'article 9 prévoit la dissolution de la *Comisión Honoraria de Fomento al Deporte*.

¹⁹ Voir Angela Aisenstein et Pablo Scharagrodsky, *Tras las huellas de la Educación Física Escolar Argentina. Cuerpo, género y pedagogía, 1880-1950*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 2006 et Iván Pablo Orbuch, *Peronismo y Educación Física. Políticas públicas entre 1946 y 1955*, Buenos Aires, Miño y Dávila, 2016, p. 31-37.

²⁰ *Ibid.*

²¹ Nous conservons l'usage des spécialistes argentins qui emploient les majuscules lorsqu'ils font référence à l'éducation physique en tant que discipline scolaire.

²² Angela Aisenstein et Pablo Scharagrodsky, *Tras las huellas de la Educación Física Escolar Argentina. Cuerpo, género y pedagogía, 1880-1950*, *op. cit.* et Iván Pablo Orbuch, *Peronismo y Educación Física. Políticas públicas entre 1946 y 1955*, *op. cit.*

l'éducation physique argentine font état d'un retour en force des militaires à partir des années 1930, comme en atteste la création, en juin 1937, du CNEF au sein du ministère de la Guerre.

Le gouvernement péroniste ne rompt pas radicalement avec cet héritage : le sport fait certes l'objet d'une attention renouvelée et croissante, mais, si l'on s'en tient aux appellations officielles des organismes étatiques, c'est bien l'*Educación Física* qui constitue le principal domaine d'intervention légitime des pouvoirs publics. Et, du moins au cours du premier mandat péroniste, elle demeure dans une large mesure l'apanage de l'Armée. Les instances fondées par le régime conservateur ont connu des destinées variées. Le premier *Consejo Nacional de Educación Física* de 1937 n'a eu qu'une existence éphémère²³. Quant à la Direction Générale d'Éducation Physique (*Dirección General de Educación Física-DGEF*), instituée en 1938, elle aurait subi une forte diminution de ses fonctions et de sa dotation, dont une partie est transférée à l'Inspection Générale de l'Enseignement (*Inspección General de Enseñanza*) en 1942²⁴. Elle subsiste néanmoins jusqu'en 1948, date à laquelle elle est officiellement dissoute, au moment de la création du ministère de l'Éducation²⁵. Mais, d'après Iván Pablo Orbuch, dès le 26 septembre 1946, le sénateur national Diego Luis Molinari aurait présenté un projet de loi visant à instaurer une Direction Nationale d'Éducation Physique (*Dirección Nacional de Educación Física-DNEF*), qui serait, contrairement à la précédente, sous la tutelle du ministère de la Guerre²⁶. On observe là l'une des caractéristiques de l'entreprise de restructuration et de renforcement de l'administration de l'État menée par le gouvernement péroniste. Dès ses débuts, le nouveau régime multiplie les projets visant à réorganiser les services de l'État, dans un souci d'efficacité, de rationalisation et d'amélioration de ses moyens d'action. Mais, dans certains cas, ce processus s'est aussi accompagné d'une tendance accrue à la complexification administrative, aux doublons et aux superpositions de compétences²⁷.

Dans le domaine de l'Éducation Physique, on remarque par ailleurs que les nouveaux dirigeants péronistes créent des organismes qui portent le même nom que ceux

²³ Voir la synthèse historique proposée par Ramón C. Muros dans Ministerio de Educación y Justicia, *Creación de la Dirección Nacional de Educación Física, Deportes y Recreación*, Buenos Aires, 1963, « Antecedentes de la Dirección General de Educación Física », p. 23-26. [En ligne]

<http://www.bnm.me.gov.ar/giga1/documentos/EL003954.pdf>. (consulté le 13 avril 2014).

²⁴ *Idem*, p. 24.

²⁵ Avant cette date, il n'existait qu'un seul ministère, de *Justicia e Instrucción Pública*.

²⁶ Voir Iván Pablo Orbuch, *Peronismo y Educación Física. Políticas públicas entre 1946 y 1955*, op. cit., p. 45. Diego Luis Molinari (1889-1966), avocat, historien appartenant au courant révisionniste et sénateur national, s'est rallié au péronisme après avoir débuté sa carrière dans les rangs de l'UCR. Il est possible que ce projet soit un antécédent à la création du *Consejo Nacional de Educación Física*.

²⁷ C'est une critique récurrente soulignée dans Ministerio de Educación y Justicia, *Creación de la Dirección Nacional de Educación Física, Deportes y Recreación*, Buenos Aires, 1963, « Antecedentes de la Dirección General de Educación Física », p. 23-26.

qui avaient été mis en place par leurs prédécesseurs conservateurs. Ainsi, le décret 34.817 du 6 novembre 1947 instaure un nouveau Conseil National d'Éducation Physique au sein du ministère de la Guerre²⁸. Sur le plan institutionnel, cette décision reprend le schéma adopté en 1937, ce qui invite à relativiser la dimension novatrice des politiques péronistes. Mais, du fait de la disparition rapide du Conseil précédent, cette création peut être présentée par Perón comme une initiative de son gouvernement, en occultant ainsi les mesures antérieures qui ont pu servir de sources d'inspiration et de fondements aux politiques péronistes. Cela dit, il faut néanmoins souligner l'ampleur inédite accordée au *Consejo Nacional de Educación Física* de 1947, qui le distingue nettement de son prédécesseur²⁹.

Le projet de loi concernant la création de ce nouvel organisme a été élaboré au sein du Conseil de Défense Nationale (*Consejo de Defensa Nacional*), ce qui vient confirmer la place centrale occupée par l'éducation physique au sein de la préparation militaire et le fait qu'elle relève en priorité du ressort de l'Armée. Signalons néanmoins que des civils ont aussi participé à la mise au point du projet de loi, puisque l'on retrouve Juan Carlos Palacios, le président de la Cadcoa, parmi les membres de la Commission d'Études n°16 sur l'éducation physique, le groupe de travail chargé de cette tâche au sein du Conseil de Défense Nationale³⁰. En mars 1947, le texte est présenté au Congrès national accompagné d'un message signé de Perón et de son ministre de la Guerre, José Humberto Sosa Molina³¹. Les représentants de l'Exécutif soulignent le retard de la législation argentine en matière d'éducation physique par rapport aux pays latino-américains voisins et aux États-Unis. Un retard auquel il faut remédier de toute urgence car

il est évident que la grandeur d'une nation est en relation directe avec l'éducation et la conscience morale de ses citoyens, ainsi qu'avec la santé et la vigueur physique de ces derniers ; il en ressort que la pratique de l'éducation physique, de façon extensive et méthodique, est indispensable pour atteindre cette grandeur nationale³².

²⁸ Voir Víctor Lupo, *Historia política del deporte*, op. cit., p. 38, Iván Pablo Orbuch, *Peronismo y Educación Física*, op. cit., p. 47 et Pablo Scharagrodsky, « Los ejercicios militares en la escuela argentina : modelando cuerpos masculinos y patriotas a fines del siglo XIX » in Angela Aisenstein et Pablo Scharagrodsky, *Tras las huellas de la Educación Física Escolar Argentina. Cuerpo, género y pedagogía, 1880-1950*, op. cit., note de bas de page n° 95, p. 131.

²⁹ Remarqué par Ramón C. Muros dans Ministerio de Educación y Justicia, *Creación de la Dirección Nacional de Educación Física, Deportes y Recreación*, op. cit., « Antecedentes de la Dirección General de Educación Física », p. 23-26.

³⁰ D'après Cadcoa, *Memorias y Balance General Inventario*, 1^{er} octobre 1946 au 30 septembre 1947, Buenos Aires, 1947, p. 11.

³¹ Intégralement reproduit dans *idem*, p. 12-14.

³² *Idem*, p. 12 : « Es evidente que la grandeza de una nación está en razón directa con la educación y la conciencia moral de sus ciudadanos, así como la salud y el vigor físico de los mismos ; de allí que la práctica de la educación física, en forma amplia y metódica es indispensable para alcanzar aquella grandeza ».

La condition physique et sanitaire de la population est le fondement de la puissance d'un pays ; elle en est aussi le reflet. Les dirigeants péronistes ne font ici que reprendre une idée largement partagée et diffusée depuis le XIX^e siècle, non seulement en Argentine mais aussi bien en Europe qu'aux États-Unis, et qui a abondamment nourri le processus de construction des États-nations³³. D'ailleurs, ce texte joint au projet de loi fait explicitement référence aux premières législations mises en place par les pères fondateurs (*próceres*) de la nation argentine et notamment à la loi 1420 d'Éducation Commune de 1884, à l'origine du système scolaire public national. Cette loi fut la première à imposer l'enseignement obligatoire de l'éducation physique dans toutes les écoles primaires du pays³⁴. Le gouvernement péroniste se présente donc comme un héritier des figures les plus prestigieuses de l'histoire nationale, et en particulier de Domingo Sarmiento, le père de l'école publique argentine, tout en omettant sciemment toute allusion à la législation établie entre-temps.

Par contre, le CNEF est cette fois-ci doté de vastes compétences qui dépassent le seul cadre scolaire. Il est défini comme un organisme « autarcique³⁵ », c'est-à-dire autonome, chargé de

coordonn[er] les différentes activités qui se développent dans le pays en matière d'éducation physique, qu'elles soient officielles ou privées, et d'orient[er], encourag[er] et financ[er] l'initiative privée, en s'appuyant sur l'œuvre que cette dernière réalise dans le domaine du sport, activité qui, du fait de sa portée éducative et sociale, doit éveiller l'attention du gouvernement³⁶.

Les fonctions du nouvel organisme rompent avec la répartition des rôles qui primait jusque-là entre l'État et les acteurs privés. Le CNEF ne se contente pas de superviser et de réglementer l'enseignement de l'éducation physique dans le milieu scolaire ou la formation physique et militaire des conscrits et des futurs soldats. Désormais, c'est lui qui dirige

³³ Voir Georges Vigarello, « Le gymnaste et la nation armée » in Alain Corbin (dir.), *Histoire du corps 2. De la Révolution à la Grande Guerre*, Paris, Seuil, 2005, p. 375-381.

³⁴ Angela Aisenstein et Pablo Scharagrodsky, *Tras las huellas de la Educación Física Escolar Argentina. Cuerpo, género y pedagogía, 1880-1950*, op. cit. et Iván Pablo Orbuch, *Peronismo y Educación Física. Políticas públicas entre 1946 y 1955*, op. cit.

³⁵ Texte du projet de loi, reproduit dans Cadcoa, *Memorias y Balance General Inventario*, 1^{er} octobre 1946 au 30 septembre 1947, Buenos Aires, 1947, p. 13 : « autárquico ».

³⁶ *Ibid* : « coordin[ar] las distintas actividades que se desarrollan en el país en materia de educación física, sean ellas oficiales o particulares, y que orient[ar], estimul[ar] y fiscaliz[ar] la iniciativa privada, apoyando la obra que ésta realiza en el deporte, actividad que por su propósito educativo y social debe procurar la atención del gobierno ».

également l'ensemble des activités menées par les clubs et les institutions sportives qui, jusqu'alors, ne relevaient pas de la sphère d'intervention de l'État. De fait, dans l'esprit des auteurs du projet de loi, le CNEF est bien conçu comme l'organe central chargé de la définition et de l'application de la politique sportive gouvernementale. L'article 2 du texte de loi ne laisse aucun doute à ce sujet puisqu'il y est précisé que l'éducation physique est comprise dans son acception la plus large : elle inclut en effet « la gymnastique, les jeux et les sports, les activités récréatives, le tir sportif, les colonies de vacance et les camps éducatifs ainsi que tout ce qui se rattache à la médecine appliquée à l'éducation physique³⁷ ». Les attributions du nouvel organisme débordent donc largement le seul champ de l'Éducation Physique scolaire.

Ce même article détermine par ailleurs les modalités des relations entre le Conseil et les associations sportives amateurs et professionnelles. Ces dernières « continueront de développer leur action selon leurs statuts et les règlements de leurs fédérations respectives³⁸ ». Sur le plan institutionnel, elles conservent donc leur autonomie, mais elles devront « prêter leur concours et respecter les directives du *Consejo Nacional de Educación Física*³⁹ ». Le nouvel organe directeur est dirigé par un comité constitué d'un président assisté de dix membres (*vocales*). La présidence est assurée par un « Officier Supérieur des Forces Armées⁴⁰ », le général Santos Rossi, désigné par l'Exécutif, tandis que les dix autres membres sont, en grande majorité, des hauts fonctionnaires et des responsables de différentes directions administratives. Trois d'entre eux proviennent du secteur militaire : le directeur général de Tir et Gymnastique de l'Armée, le directeur général du personnel du ministère de la Marine et le directeur général du secrétariat d'État à l'Aéronautique. Le milieu de l'éducation est représenté par le directeur général d'Éducation Physique du ministère de la Justice et de l'Instruction Publique et l'Inspecteur général d'Éducation Physique du Conseil National d'Éducation⁴¹. L'éducation physique est également rattachée aux problématiques relevant de la politique sanitaire nationale, ce qui explique la présence du directeur de la Médecine du Sport, une structure appartenant au secrétariat d'État à la

³⁷ *Idem*, p. 14 : « la gimnasia, los juegos y deportes, la recreación, el tiro deportivo, las colonias y campamentos educativos y vacacionales y todo lo referente a la medicina aplicada a la educación física. »

³⁸ *Ibid* : « continuarán desarrollando su acción conforme a sus estatutos y a los reglamentos de sus respectivas federaciones o asociaciones ».

³⁹ *Ibid* : « prest[ar] la colaboración y el acatamiento a las directivas del Consejo Nacional de Educación Física ».

⁴⁰ *Ibid* : « Oficial Superior de las Fuerzas Armadas ».

⁴¹ Preuve, d'une part, que la Direction Générale d'Éducation Physique existe toujours à cette date et, d'autre part, de la persistance des doublons et de la dispersion des services consacrés à l'éducation physique puisqu'il existe aussi une *Inspección General de Educación Física*, sous la tutelle du Conseil National d'Éducation, un autre organisme autonome interministériel.

Santé Publique⁴². Le ministère des Finances, celui de l'Intérieur et le secrétariat d'État au Travail et à la Prévision Sociale disposent aussi d'un représentant chacun. Enfin, et c'est loin d'être anodin, le dernier membre du comité de direction du Conseil est le président en exercice de la Cadcoa.

La composition de cet organigramme appelle plusieurs remarques. On constate effectivement la prééminence d'officiers de l'État-major et de fonctionnaires spécialisés issus des rangs de la haute administration publique. Par rapport à la CNHADF, la place allouée aux dirigeants issus du milieu sportif au sein du CNEF est considérablement réduite. Doit-on y voir un phénomène similaire à celui identifié par Ricardo Sidicaro dans son étude des relations entre l'administration péroniste et les secteurs industriels et économiques ? Le sociologue souligne le basculement qui s'opère dès le début des années 1940 dans le processus de mise en place d'un État interventionniste et dirigiste. Alors que les responsables politiques des années 1930 s'étaient montrés favorables à l'inclusion de représentants des intérêts privés au sein d'organismes étatiques et de commissions spécialisées, le gouvernement péroniste tend à écarter progressivement ces derniers et à séparer plus nettement les rôles entre administration publique et milieu entrepreneurial⁴³. Désormais, le gouvernement revendique le haut niveau d'expertise et de compétences du personnel recruté au sein de ses services, qui rend inutile la présence de consultants extérieurs. Le régime péroniste s'efforce de renforcer le rôle de l'État, seul véritable garant de l'intérêt général, en récupérant le contrôle de certaines fonctions qui avaient été auparavant déléguées à des acteurs privés. Dans le domaine sportif, un bon exemple de cette reconfiguration des relations est fourni par l'Automóvil Club Argentino (Aca), étroitement associé à la politique routière des gouvernements conservateurs⁴⁴.

La représentation des dirigeants sportifs au sein du CNEF est certes limitée, mais pas inexistante. Elle vient par ailleurs confirmer la position hiérarchique de la Cadcoa, qui est censée être la seule institution centrale et de portée nationale, regroupant toutes les fédérations sportives du pays, sans distinction. Il s'agit donc aussi d'une forme de reconnaissance de la part des pouvoirs publics, qui la confortent dans son rôle d'intermédiaire privilégié entre l'État et le milieu sportif. Sur ce point, le gouvernement péroniste ne rompt pas avec les usages antérieurs, mais clarifie la situation. Ainsi, aucune

⁴² Cette direction spécialisée est aussi créée en 1947, en même temps que l'Institut de Physiopathologie du Sport. Voir Iván Pablo Orbuch, *Peronismo y Educación Física. Políticas públicas entre 1946 y 1955*, op. cit., p. 46 et Presidencia de la Nación Argentina - Secretaría Técnica, *Plan de gobierno 1947-1951*, Buenos Aires, Edición del Banco Hipotecario Nacional, 1947, p. 8[AGN-AI, CNI, Col. Bib. 594]. .

⁴³ Ricardo Sidicaro, *Los tres peronismos*, op. cit., p. 40.

⁴⁴ Pour une étude détaillée de l'Aca, voir chapitre VII.

fédération n'est avantagée par rapport aux autres, puisqu'aucune n'a de délégués au sein du comité de direction du Conseil. Pour les dirigeants de l'Afa, cela n'est certainement pas passé inaperçu, d'autant plus que c'est désormais cet organisme qui rend son avis et ses recommandations auprès du gouvernement sur les attributions de subventions, de prêts et autres aides matérielles aux institutions sportives⁴⁵.

En effet, le CNEF récupère les attributions et les moyens dévolus jusqu'alors à la *Comisión Honoraria de Fomento al Deporte*. Le nouvel organisme est doté de vastes prérogatives : les compétences et les missions qui étaient autrefois réparties entre divers services sont désormais regroupées en un seul. Il est notamment chargé de fixer les orientations et les programmes d'enseignement de l'éducation physique au sein de l'armée, des établissements scolaires publics, mais aussi pénitentiaires⁴⁶. Il doit également donner des directives aux organisations industrielles et commerciales et aux entreprises publiques afin d'encourager la pratique de l'exercice physique auprès de leur personnel ; créer de nouveaux instituts de formation de professeurs d'éducation physique et superviser la mise en place des diplômés correspondants. Outre ce volet qui relève de fonctions de nature publique, le Conseil est aussi habilité à « contrôler la pratique du sport professionnel et amateur, afin de s'assurer par le biais de ses services d'inspection, du respect des normes d'ordre technique et médical, établies par le *Consejo*⁴⁷ ». Par ailleurs, il rend un avis préalable, transmis à l'Inspection Générale de Justice (*Inspección General de Justicia*), sur toutes les demandes d'attribution de personnalité juridique adressées par les associations sportives et peut réclamer que celle-ci soit retirée aux clubs contrevenant aux dispositions légales qui encadrent la pratique sportive. De manière générale, le Conseil réglemente et supervise tout ce qui concerne l'organisation des activités et des spectacles sportifs dans le pays⁴⁸. L'article 8 précise ainsi qu'il est également autorisé à intervenir dans l'installation, l'organisation et le fonctionnement de tous les équipements sportifs, qu'ils soient publics ou privés, déjà existants ou à construire. Concrètement, cela signifie que les clubs ne pourront

⁴⁵ Texte du projet de loi, article 4, item k), reproduit dans Cadcoa, *Memorias y Balance General Inventario*, 1^{er} octobre 1946 au 30 septembre 1947, Buenos Aires, 1947, p. 16. Cette mise à l'écart de l'Afa devait cependant être contrebalancée par le fait que la fédération était présidée par Oscar Nicolini, ministre des Communications. L'Afa bénéficiait ainsi d'un canal direct vers les hautes sphères du pouvoir. Sur ce point, voir le chapitre VII.

⁴⁶ Voir les travaux de Lila Caimari sur le programme de rééducation par le sport en milieu carcéral promu par Roberto Pettinato, directeur général des Instituts Pénitentiaires : Lila Caimari, *Apenas un delincuente. Crimen, castigo y cultura en la Argentina 1880-1955*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2004, p. 249-270.

⁴⁷ Texte du projet de loi, article 4, incise i), reproduit dans Cadcoa, *Memorias y Balance General Inventario*, 1^{er} octobre 1946 au 30 septembre 1947, Buenos Aires, 1947, p. 16 : « *fiscalizar la práctica del deporte profesional y de aficionados a fin de asegurar por medio de sus órganos de contralor el cumplimiento de las normas de carácter técnico y médico deportivas, dispuestas por el Consejo* ».

⁴⁸ En atteste aussi le fait que toutes les institutions sportives du pays sont sommées de remettre leurs statuts, règlements et comptes-rendus annuels au nouvel organisme.

plus édifier de nouvelles infrastructures sans avoir soumis au préalable le programme des travaux et les plans de l'ouvrage et reçu l'approbation officielle⁴⁹.

Afin de mener à bien toutes ses tâches, le CNEF s'appuie sur différents « organismes exécutifs⁵⁰ ». Ces derniers conservent leur rattachement institutionnel d'origine et ne passent pas entièrement sous sa tutelle : ils doivent faire appliquer les résolutions qu'il adopte et mettre, si nécessaire, leur personnel à sa disposition. La liste dressée dans l'article 5 du projet de loi offre un état des lieux des services d'État déjà en place et des projets de créations envisagés par le gouvernement péroniste. Le Conseil peut ainsi compter sur la Direction Générale d'Éducation Physique du ministère de la Justice et de l'Instruction Publique, qui veille sur les programmes d'enseignement en Éducation Physique dans les établissements scolaires du secondaire et les universités, sur l'Inspection d'Éducation Physique du Conseil National d'Éducation, chargée d'une mission identique mais au sein des écoles primaires, et sur la Cadcoa, pour tout ce qui concerne les relations avec les institutions sportives privées. Le gouvernement prévoit d'étoffer le nombre d'instances chargées d'épauler le CNEF puisque les ministères dépendant des Forces Armées (Guerre, Marine, Aéronautique) et les secrétariats d'État à la Santé et au Travail devront mettre en place leurs propres organismes spécifiques, pour contrôler, diffuser et encourager la pratique des exercices physiques auprès des militaires et des travailleurs⁵¹.

Le CNEF semble mieux doté financièrement que ses prédécesseurs : une ligne de crédit de 3 millions de pesos, auparavant allouée au ministère de la Justice et de l'Instruction Publique, est transférée au ministère de la Guerre pour faire face à ses dépenses de fonctionnement. Cela vient confirmer la volonté du gouvernement péroniste de consacrer une part du budget national annuel aux besoins de la politique sportive. Ces sommes ne représentent évidemment qu'une proportion infime du montant total des dépenses publiques estimées pour l'année 1947, qui s'élève à plus de 2,5 milliards de pesos⁵². Néanmoins, une dotation fixe est désormais instituée, ce qui semble rompre avec les usages antérieurs et le versement constamment aléatoire et incertain des subventions aux institutions sportives. Le nouvel organisme doit pouvoir être rapidement en mesure d'exercer ses fonctions de coordination et d'exécution de la politique sportive. Pourtant, sa création n'est pas allée sans

⁴⁹ Texte du projet de loi, article 8, reproduit dans CADCOA, *Memorias y Balance General Inventario*, 1^{er} octobre 1946 au 30 septembre 1947, Buenos Aires, p. 18.

⁵⁰ *Idem*, article 5, p. 17 : « *organismos de ejecución* ».

⁵¹ *Ibid.*

⁵² Voir République Argentina, *Ley N° 12.931 de Presupuesto de gastos para la Nación para el año 1947*, sanctionnée le 10 janvier 1947, [En ligne]

<http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/45000-49999/45717/norma.htm> (consulté le 13 juin 2018).

susciter de résistances. Pour preuve, le projet de loi n'a pas été approuvé par le Parlement et c'est par le biais d'un décret présidentiel que le CNEF a été instauré⁵³. Le gouvernement péroniste a en effet estimé qu'il existait des « raisons urgentes⁵⁴ » pour procéder sans plus tarder à sa mise en place.

Ces raisons sont celles-là même que Perón a invoqué dans le message qui accompagnait le projet de loi lors de son envoi aux députés : étant donné le rôle fondamental des activités physiques et sportives sur le plan sanitaire, éducatif, militaire et économique, l'Argentine doit combler le retard qu'elle a accumulé dans ce domaine et s'inspirer des exemples des nations américaines voisines en se dotant d'un organe gouvernemental spécifiquement chargé de ces questions. Cette décision est en adéquation avec les mesures prises dès l'accession au pouvoir de Perón qui visaient à augmenter de façon conséquente la distribution de fonds publics aux institutions sportives. À partir du moment où l'État s'engage à financer les activités des clubs et des fédérations, il est cohérent qu'il se munisse des moyens de contrôler le bon usage des subventions et des prêts accordés à des acteurs privés. Mais la création du *Consejo Nacional de Educación Física* ne relevait pas uniquement de considérations purement économiques. Elle visait également à redéfinir les relations entre l'État et les institutions privées : le gouvernement, via le décret 36.247 du 23 novembre 1948, décide de retirer à la Confédération Argentine des Sports la reconnaissance officielle du statut de Comité Olympique Argentin, dont elle jouissait depuis 1927. En effet, en lui accordant ce statut, le gouvernement radical lui avait concédé « l'exercice d'une fonction publique propre à l'État : celle d'organiser et de diriger la représentation argentine aux Jeux Olympiques⁵⁵ » et dans les autres compétitions internationales. Le gouvernement péroniste estime qu'il en a résulté une confusion « d'attributions incompatibles entre elles, qui présente, dans la pratique, des difficultés préjudiciables aux intérêts de l'Administration publique⁵⁶ ». À partir du moment où les autorités nationales ont fait part de leur intention de prendre en charge l'organisation de toutes les activités physiques et sportives du pays, qu'elles soient publiques ou privées, elles doivent mettre fin à cette mesure qui n'a été qu'une « solution d'urgence⁵⁷ ».

Par conséquent,

⁵³ Par le décret national n°34.817 du 6 novembre 1947.

⁵⁴ República Argentina, *Boletín Oficial*, Buenos Aires, 14 novembre 1947, « Creación del Consejo Nacional de Educación Física », p. 2 : « *razones de urgencia* ».

⁵⁵ Décret n° 36.247 du 25 novembre 1948 : « *el ejercicio de una función pública privativa del Estado : la de organizar y dirigir la representación argentina en los juegos olímpicos* ».

⁵⁶ *Ibid* : « *atribuciones incompatibles entre sí, que presenta en la práctica dificultades perjudiciales para los intereses de la Administración pública* ».

⁵⁷ *Ibid* : « *solución de emergencia* »

la délégation de prérogatives à une société privée qui a des fonctions d'origine diverse, pour qu'elle organise et dirige la représentation officielle d'une activité aussi importante que le sport national [...] doit cesser dès lors que l'État a créé le Conseil National d'Éducation Physique, organisme administratif habilité à diriger, orienter, planifier, encourager et contrôler tout ce qui relève de l'éducation physique, officielle et privée, et qui inclut les jeux et les sports⁵⁸.

Ce décret, bien que très court, permet d'entrevoir les transformations fondamentales que tente d'introduire le gouvernement péroniste dans le domaine sportif. La mise en place du CNEF non seulement manifeste ouvertement la volonté du nouveau régime de faire de la pratique sportive un objet d'attention de l'État, mais elle s'inscrit aussi dans une entreprise de récupération de ses prérogatives. Le gouvernement péroniste procède à une redéfinition des fonctions régaliennes qui doivent rester aux mains des représentants des pouvoirs publics : la participation de sportifs argentins aux compétitions internationales n'est plus considérée comme une simple initiative personnelle, qui n'engage que les individus qui la prennent. Les athlètes, qu'ils en aient conscience ou non, représentent leur pays à l'étranger ; les délégations sportives mettent en jeu le prestige national, un domaine qui relèverait forcément de l'État et qui ne peut en aucun cas être laissé aux seuls soins d'une institution privée. Néanmoins, il n'est pas certain que ce décret ait été réellement suivi d'effets : à aucun moment les publications officielles de la Confédération argentine des sports cessent d'arborez la mention de « Comité Olympique Argentin »⁵⁹.

De plus, cette affirmation de la prépondérance des pouvoirs publics et ces tentatives pour imposer la conception du gouvernement péroniste de la répartition des rôles entre administration publique et acteurs privés n'ont pas été sans susciter de vives critiques, notamment parmi les députés de l'opposition. Le 28 juillet 1949, au cours d'un débat parlementaire concernant l'attribution d'un prêt à l'Association Argentine de Polo (*Asociación Argentina de Polo-AAP*), le député radical Raúl Lucio Uranga dénonce la « gestion totalitaire et nazie du sport⁶⁰ » à laquelle se livrerait le gouvernement péroniste et

⁵⁸ *Ibid* : « la delegación de facultades en una sociedad privada con funciones de distinto origen, para que organice y dirija la representación oficial de una actividad tan importante como lo es el deporte nacional [...] debe cesar desde que el Estado ha creado el Consejo Nacional de Educación Física, organismo administrativo facultado para dirigir, orientar, planificar, fomentar y fiscalizar todo lo referente a la educación física, oficial y privada dentro de la cual se comprende los juegos y deportes. »

⁵⁹ Pendant toute la période péroniste, les *Memorias y Balances* indiquent en couverture et première page « *Confederación Argentina de Deportes – Comité Olímpico Argentino* ».

⁶⁰ République Argentine, *Diario de Sesiones de la Cámara de Diputados*, Buenos Aires, 28 juillet 1949, p. 2051 [BP 401] : « *manejo totalitario y nazi del deporte* ». Nous étudions dans le chapitre VI les problèmes posés par ce prêt du gouvernement à l'AAP.

dont le CNEF constituerait la meilleure preuve. Cet organisme sert, selon lui, d'instrument privilégié de contrôle du milieu sportif, qu'il peut ainsi soumettre à l'arbitraire du pouvoir en place. Uranga, représentant de la province d'Entre Ríos, était particulièrement attentif à ces questions puisqu'il était lui-même un entraîneur et un dirigeant sportif local. Il s'insurge face à ce qu'il lui semble constituer des inégalités de traitement entre les clubs, révélatrices des contradictions de la politique sportive péroniste : alors que certaines institutions *porteñas* subissent des pressions et des mesures d'expulsion de la part de la Municipalité de Buenos Aires, d'autres, comme le Buenos Aires Rowing Club, perçoivent des subventions, alors même que la cotisation d'entrée de ce dernier s'élève à 1 000 pesos⁶¹. En outre, les députés s'approprient à autoriser le gouvernement national à accorder un prêt de deux millions de pesos à la fédération de polo, pourtant un « sport de millionnaires⁶² », tandis que le Conseil National d'Éducation Physique, « dirigé par un général et relevant du ministère de la Guerre⁶³ », impose aux associations sportives de demander des autorisations officielles pour organiser le moindre tournoi. Pour lui, la création de cet organisme vient entraver les activités des clubs et des dirigeants et met fin, *de facto*, à l'autonomie dont jouissait jusqu'alors le milieu sportif, ce qui témoigne de la dimension autoritaire du régime. Face aux réactions indignées de ses collègues péronistes, Uranga développe son propos :

L'une des caractéristiques des gouvernements totalitaires modernes a précisément été de s'emparer totalement de la vie sportive. C'est ainsi que nous avons pu constater que la politique, en dirigeant directement les manifestations sportives, constituait également un système pour dominer la jeunesse⁶⁴.

Pour le député radical, il ne fait aucun doute que le gouvernement péroniste s'apparente aux régimes fasciste et nazi récemment vaincus : les prétentions des pouvoirs publics à l'encadrement des activités sportives sont, dès le départ, éminemment suspectes et discréditées parce qu'elles sont immédiatement associées aux entreprises menées par Mussolini et Hitler. Francisco Rabanal, un autre député radical, exprime un jugement similaire lorsqu'il précise que son groupe n'est pas « contre le sport, mais contre l'enrégimentement du sport⁶⁵ ». On le voit, ce dernier n'échappe pas aux conflits qui

⁶¹ Soit l'équivalent d'un mois de salaire d'un employé de bureau ou d'une institutrice.

⁶² *Ibid* : « *deporte que sólo pueden practicar los millonarios* ».

⁶³ *Ibid* : « *dirigido por un general y dependiente del Ministerio de Guerra* ».

⁶⁴ *Idem*, p. 2052 : « *Una de las características de los gobiernos totalitarios modernos ha sido precisamente la de apoderarse totalmente de la vida deportiva. Así es como hemos presenciado que la política, dirigiendo directamente la expresión deportiva, también era un sistema para la dominación de la juventud.* »

⁶⁵ *Idem*, p. 2054 : « *contra el deporte, sino contra la regimentación del deporte.* »

opposent péronistes et antipéronistes et qui se sont cristallisés dès 1945 : toute initiative prise par les autorités en matière de politique sportive est aussitôt interprétée à l'aune d'une lecture idéologique qui identifie le péronisme au totalitarisme en général, et au nazisme en particulier⁶⁶.

Les instances administratives locales : l'exemple de la Direction Municipale du Sport à Buenos Aires

Ces prises de position publiques sont, semble-t-il, surtout restées cantonnées aux secteurs de l'antipéronisme. Elles n'ont d'ailleurs pas freiné le mouvement général tendant à créer des organismes administratifs dédiés à l'éducation physique tant au niveau provincial que municipal : dès la fin de l'année 1948, la province de Jujuy s'était dotée d'une Direction Provinciale d'Éducation Physique. Elle est imitée en 1950 par Santiago del Estero et Tucumán. Entre Ríos suit en 1951, La Rioja en 1952 et Corrientes en 1953. Peu de temps avant le coup d'État de septembre 1955, c'est au tour de la province de San Juan de créer sa propre direction générale d'Éducation Physique⁶⁷. Lors du débat parlementaire de juillet 1949, le député Uranga a aussi fait part de ses griefs contre les mesures prises à l'encontre de certains clubs par la Municipalité de Buenos Aires. Quelques mois auparavant, cette dernière venait justement de mettre en place une nouvelle structure administrative, la Direction Municipale des Sports (*Dirección Municipal del Deporte-DMD*), instituée par le décret-ordonnance 1649 du 18 février 1949. Elle devient désormais l'organe central en matière de politique sportive municipale. Ses principales fonctions relèvent du « contrôle des activités sportives professionnelles et de loisir, de la promotion de ces dernières et de la diffusion des bienfaits de l'éducation physique dans tous ses aspects⁶⁸. »

⁶⁶ Le succès de la notion de totalitarisme en Argentine et son emploi fréquent pour qualifier le régime péroniste sont très certainement liés à la diffusion du *Blue Book on Argentina*. La publication de ce mémorandum par le gouvernement américain en 1946, au plus fort de la campagne électorale présidentielle, visait à démontrer la complicité existant entre la junte militaire argentine et le régime nazi. Consulter United States Government, *Blue Book on Argentina. Consultations among the American Republics with respect to the Argentine Situation. Memorandum of the United States Government Washington D.C.*, New York, Greenberg, 1946. Sur les tensions diplomatiques entre l'Argentine et les États-Unis, voir notre chapitre IV ; sur l'histoire et les usages idéologiques du concept de totalitarisme, se référer à Enzo Traverso, « Le totalitarisme. Histoire et apories d'un concept », *L'Homme et la société*, n° 129, 1998, p. 97-111.

⁶⁷ D'après Iván Pablo Orbuch, *Peronismo y Educación Física*, op. cit., p. 49 et Alfredo Armando Aguirre, « Fomento de la cultura física y el deporte. Argentina junio 1943 - septiembre 1955 », *La Reforma*, 6 et 7 décembre 1988 [En ligne] <http://choloar.tripod.com/sportedfis4355.htm> (consulté le 22 mai 2014).

⁶⁸ *Boletín Municipal (BM)*, n° 8511, p. 5493 : « la fiscalización de las actividades deportistas profesionales y de afición, el fomento de estas últimas y la difusión de los beneficios de la educación física en todos sus aspectos. » L'organisme de tutelle de la nouvelle direction est le secrétariat à la Culture et de la Police Municipale.

Mais, dans un premier temps, les activités de cette direction semblent relativement limitées. Le profil de son premier titulaire, Arturo López Peña, n'est guère adapté au poste qui lui a été confié⁶⁹. Entre 1949 et 1951, la Direction est en réalité entièrement attelée à la gestion de la Commission Municipale de Boxe, un organisme spécialisé institué dès les origines au sein de la Direction. Une impulsion nouvelle est apportée par Norberto Zen. Le parcours de ce professeur d'éducation physique est intéressant à plus d'un titre. Sportif, mais aussi passionné de musique, il accède très jeune à des responsabilités administratives, d'abord en tant que secrétaire technique de la Direction d'Éducation Physique de la province de Santa Fe en 1945-1946. Originaire de la ville d'Esperanza où il naît en 1925, il obtient une bourse pour poursuivre ses études au sein de l'Institut National d'Éducation Physique (INEF) de San Fernando, dans la banlieue de Buenos Aires. Suite à l'obtention de son diplôme en 1945, il retourne dans sa ville natale pour y enseigner, comme le prévoient les conditions d'attribution des bourses qui visent ainsi à favoriser la propagation d'un enseignement de qualité à l'ensemble du territoire national. Il rejoint la Direction d'Éducation Physique provinciale récemment créée à la demande de l'un de ses anciens professeurs qui en a pris la tête. Mais ce sont ses activités dans le domaine de la musique qui le conduisent à retourner s'installer à Buenos Aires. En effet, il côtoie Horacio Caillet-Bois au moment où celui-ci est directeur de l'École Supérieure de Musique (*Escuela Superior de Música*) de la ville de Santa Fe, et devient son secrétaire particulier suite à sa nomination au poste de directeur général du Théâtre Colón de Buenos Aires en 1949. En 1950, Norberto Zen est désigné comme directeur de cabinet du Secrétariat à la Culture de la Municipalité de Buenos Aires par son titulaire, Mario Mende Brun⁷⁰.

Intégré à la fonction publique municipale, il découvre la faible activité déployée par la direction des sports. Il faut noter d'ailleurs que, comme au niveau de l'administration nationale, la gestion du sport est dispersée au sein de plusieurs organismes, complémentaires mais aussi potentiellement en concurrence. Un autre organe municipal, la Direction d'Assistance Sociale et de Culture Physique (*Dirección de Asistencia Social y Cultura Física*), est ainsi chargé de superviser les terrains de sports et les colonies de vacances de la capitale. Désireux d'améliorer le dispositif administratif en place, Norberto

⁶⁹ Arturo López Peña est un journaliste, essayiste et professeur de « folklore et littérature sociale argentine » à l'université de Buenos Aires. Cet intellectuel a occupé divers fonctions sous le péronisme dont la direction du Teatro Colón et du Teatro San Martín. Voir la notice biographique en quatrième de couverture de son livre *El habla popular de Buenos Aires*, Université du Texas, Freeland, 1972.

⁷⁰ D'après Víctor Lupo, c'est au cours d'une réception de la *Federación Médica Argentina* organisée au Théâtre Colón que Norberto Zen fit la connaissance de Perón. Apprenant sa profession initiale, il l'aurait alors aussitôt invité à venir travailler au sein de l'équipe municipale. Voir Víctor Lupo et Horacio del Prado, *100 ídolos porteños 1910-2010, op. cit.*, p. 90.

Zen aurait suggéré à l'Intendant en fonction, Juan Virgilio Debenedetti, d'échanger son poste avec celui d'Arturo López Peña. C'est ainsi qu'il prend la tête, à seulement 25 ans, de la Direction municipale du sport, responsabilité qu'il occupe jusqu'au renversement du régime péroniste en 1955. De 1951 à 1952, il délègue ses tâches à son sous-directeur, Wilkinson, un ancien boxeur d'origine anglaise, car il est envoyé comme *interventor* du parti péroniste de Magdalena, près de la ville de La Plata, à la demande expresse d'Eva Perón. Il en profite d'ailleurs pour y fonder une Casa del Deporte. Tous ces détails sur son parcours nous permettent d'esquisser le profil social et professionnel de celui qui dirigea les destinées de la politique sportive municipale et dont la célèbre Mary Terán fut une proche collaboratrice⁷¹. Norberto Zen est un sportif — il pratique l'athlétisme et le base-ball et participe aux Jeux Panaméricains de 1951 — mais aussi un enseignant et un éducateur spécialisé à la fois dans le domaine du sport et dans celui de la musique. Il a de surcroît de l'expérience dans l'administration publique locale. C'est donc un individu qui réunit les compétences nécessaires pour assurer la bonne marche de la direction des sports. À cela s'ajoute le réseau de connaissances qu'il entretient avec plusieurs fonctionnaires péronistes locaux et responsables d'institutions culturelles. Son passage au Teatro Colón a certainement été déterminant. Proche collaborateur du directeur d'un des établissements culturels les plus emblématiques de la capitale, il a contribué activement à concrétiser l'une des ambitions affichées par le gouvernement péroniste : faire accéder les classes populaires aux espaces culturels réservés aux élites et les initier à la culture savante⁷².

Toutes ces activités en ont fait un homme de confiance du couple présidentiel, ce que laissent penser son envoi pour remettre de l'ordre au sein de la section du parti péroniste de Magdalena et son maintien jusqu'en 1955 à la tête de la Direction du Sport. Norberto Zen semble bien avoir joué un rôle majeur dans les orientations prises par la politique sportive de la Municipalité, qui connaît un élan remarquable à partir de 1950. Cette dernière reproduit, au niveau local, les grands principes adoptés par le gouvernement national : les pouvoirs publics s'investissent dans la construction de nouvelles infrastructures sportives, dont le Vélodrome, le circuit automobile « *17 de Octubre* », le circuit KDT (*Kilómetro-*

⁷¹ Voir les pages que nous consacrons à cette joueuse de tennis dans le chapitre V.

⁷² Voir la brochure éditée par le Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto, *Cultura para el pueblo*, Buenos Aires, Dirección General de Relaciones Culturales y Difusión, s/d (probablement après 1951). Sur la politique culturelle du gouvernement péroniste, consulter les travaux de Flavia Fiorucci, et notamment son article « Reflexiones sobre la gestión cultural bajo el Peronismo », *Mundo Nuevo Nuevos Mundos*, [En ligne] <http://journals.openedition.org/nuevomundo/24372> (consulté le 6 janvier 2012). Sur l'utilisation du *Teatro Colón* pour des cérémonies péronistes et des réunions syndicales et son ouverture aux classes populaires, voir par exemple Alberto Ciria, *Política y cultura popular : la Argentina peronista 1946-1955*, Buenos Aires, Ediciones de la Flor, 1983, chapitre 4 « El peronismo en educación y cultura » et James Cane, *The Fourth Enemy. Journalism and power in the making of peronist Argentina 1930-1955*, University Park (Penn.), The Pennsylvania State University Press, 2012, p. 1.

Distancia-Tiempo), qui sont cogérées par la ville et les fédérations des disciplines concernées. Les responsabilités allouées à la Direction du Sport sont variées et reprennent celles qui ont été confiées au Conseil National d'Éducation Physique : non seulement elle administre les installations sportives qui relèvent de sa juridiction mais elle contrôle aussi le respect des normes de sécurité et d'hygiène de toutes les infrastructures sportives. Elle doit effectuer un recensement des institutions sportives et tenir à jour un registre des sportifs en activité, faire passer des visites médicales obligatoires pour toute personne qui souhaite accéder aux équipements sportifs publics ou encore « veiller au sérieux des spectacles sportifs⁷³ » et vérifier l'utilisation des recettes engrangées par les clubs⁷⁴. L'administration municipale tend ainsi à renforcer sa position dans l'encadrement des activités sportives sur le territoire qu'elle régit et à ne plus le laisser au seul ressort des associations sportives. On voit comment, à différents niveaux, les autorités péronistes augmentent leurs capacités d'intervention dans les affaires sportives, au grand dam d'une partie de l'opposition et de certains acteurs du milieu sportif, qui l'interprètent soit comme une forme d'ingérence soit comme une stratégie en vue de politiser le sport.

Du Conseil National d'Éducation Physique à la Direction d'Éducation Physique : une administration publique en perpétuelle recomposition

Il est certain que le gouvernement multiplie les initiatives pour intégrer les questions sportives au sein de ses grands programmes sanitaires et éducatifs⁷⁵. Mais cela s'accompagne de modifications institutionnelles qui montrent que la place du sport n'est pas totalement fixée et fait l'objet de révisions régulières, du moins sur le plan administratif. Ces modifications peuvent donner l'impression d'une gestion quelque peu erratique ou pour le moins contradictoire, ce que les membres de l'opposition ne se privent pas de relever. Ainsi, dès le 8 octobre 1949, le CNEF cesse de dépendre du ministère de la Guerre pour passer sous la tutelle du ministère de l'Éducation. On peut invoquer plusieurs explications à ce transfert. En premier lieu, il semble découler de la restructuration du gouvernement décidée suite à la loi 13.529, dite « *Ley de Ministerios* », du 7 juillet 1949, qui détermine le nombre de ministères en fonction et les compétences qui leur sont dévolues. Le ministère de

⁷³ *BM*, n° 8558, p. 5946 : « *controlar la seriedad de los espectáculos deportivos* ».

⁷⁴ D'après le texte du décret 4.105 du 12 avril 1949 réglementant les fonctions de la Direction, publié dans *BM*, n° 8558, p. 5946.

⁷⁵ Iván Pablo Orbuch recense les différentes mesures prises en matière de médecine du sport, de formation des professeurs d'éducation physique et d'uniformisation des programmes scolaires : voir Iván Pablo Orbuch, *Peronismo y Educación Física. Políticas públicas entre 1946 y 1955*, *op. cit.*, p. 45-51.

la Guerre change de nom pour devenir le ministère de la Défense Nationale. Dans le même temps, l'« éducation physique intégrale⁷⁶ », la « récréation culturelle, morale et physique⁷⁷ » ainsi que le « tourisme scolaire, national et international⁷⁸ » sont confiés au ministère de l'Éducation. C'est à ce titre, d'après le texte du décret 25.136 du 8 octobre 1949, que le Conseil doit changer d'organisme de tutelle : à première vue, il s'agit simplement de la mise en application d'une réforme administrative. Néanmoins, on peut supposer que cette décision marque une nouvelle étape dans la longue dispute pour le contrôle de l'éducation physique qui oppose les militaires et les pédagogues depuis la fin du XIX^e siècle. Le corps professoral reprenait-il l'avantage sur les membres de l'État-major, en position de force depuis le coup d'État de 1943 ? Il n'est probablement pas anodin que ce remaniement ait lieu pendant la brève période où Oscar Ivanissevich officie au sein du gouvernement. Nommé à la tête du secrétariat d'État à l'Éducation en 1948, ce fidèle de Perón, chirurgien de profession, est le principal artisan de son élévation au rang de ministre⁷⁹. Il a joué un rôle fondamental tant sur le plan de la réorganisation générale des services que sur la réorientation des contenus d'enseignement. Il s'inspire du modèle éducatif qu'il a pu observer lorsqu'il était ambassadeur aux États-Unis pour mettre au point la réforme du système scolaire argentin. Catholique fervent, il estime que l'école doit avant toute chose former des hommes « bons », plutôt que « savants », et inculquer aux enfants l'amour de Dieu et de la patrie. Ce programme ne devait pas forcément déplaire aux officiers des Forces Armées argentines, qui pouvaient également apprécier les grandes cérémonies civiques orchestrées par Ivanissevich, à la mise en scène soignée et au cours desquelles défilaient les élèves du primaire, du secondaire et des universités aux côtés des soldats et des ouvriers.

Quoi qu'il en soit, c'est désormais le ministère de l'Éducation qui a la haute main sur les activités physiques et sportives. En 1950, coexistent en son sein plusieurs organismes chargés de les superviser : outre le CNEF, on recense la sous-inspection générale d'Éducation Physique relevant de la Direction Générale d'Enseignement Secondaire, Normal, Spécial et Supérieur ; la sous-inspection générale d'Éducation Physique de la

⁷⁶ República Argentina, *Ley n° 13.529 de Competencia de los Ministerios*, sanctionnée le 8 juillet 1949, article 16 : « *educación física integral* » [En ligne] <http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/45000-49999/48721/norma.htm> (consulté le 14 juin 2018)

⁷⁷ *Ibid* : « *recreación cultural, moral y física* ».

⁷⁸ *Ibid* : « *turismo escolar, nacional e internacional* ».

⁷⁹ Sur le rôle et la personnalité d'Oscar Ivanissevich, consulter Mariano Ben Plotkin, *Mañana es San Perón. A Cultural History of Perón's Argentina*, Wilmington, Scholarly Resources, 2003 (1^{ère} édition argentine 1993), p. 95-103. Ce haut fonctionnaire est également l'un des auteurs de la marche péroniste *Los Muchachos peronistas*. Voir, à ce sujet, Ezequiel Adamovsky et Esteban Buch, *La marchita, el escudo y el bombo. Una historia cultural de los emblemas del peronismo, de Perón a Cristina Kirchner*, Buenos Aires, Planeta, 2016, p. 85-125.

Direction Générale d'Enseignement Technique et enfin, l'inspection générale d'Éducation Physique de la Direction Générale d'Enseignement Primaire⁸⁰. Mais ce changement institutionnel provoque à terme la suppression du Conseil National d'Éducation Physique, dissous par décret le 3 août 1951⁸¹. Cette décision découle probablement de deux dynamiques simultanées : d'une part, la volonté toujours affichée par le gouvernement de rationaliser son organigramme et de centraliser ses services. En témoigne la création, en 1952, de la Direction d'Éducation Physique (*Dirección de Educación Física-DEF*), « organisme technico-éducativo-administratif⁸² », chargé de mettre en place un « système unique de conduite de l'éducation physique dans les différents types et cycles d'enseignement⁸³ ». Cette nouvelle structure ne peut être confiée qu'à un professeur d'éducation physique diplômé et expérimenté, ce qui confirme la mise à l'écart définitive des militaires. D'autre part, le gouvernement estime peut-être qu'il n'a plus besoin d'une structure comme le CNEF puisqu'il peut compter désormais sur la puissante Fondation Eva Perón, devenue un acteur central de la politique sportive, et sur une Cadcoa étroitement rattachée aux autorités nationales depuis qu'elle est présidée par Rodolfo Valenzuela. Ainsi, il est significatif que, dès le 18 juillet 1950, lors de la cérémonie d'inauguration de la Maison du Sport (*Casa del Deporte*), le siège flambant neuf de la Cadcoa, Perón déclare que « dans la République Argentine, il se fera dans le domaine du sport ce que dira la *Confederación Argentina de Deportes*, et rien de plus⁸⁴. » De cette manière, il restaure et confirme la Cadcoa dans ses fonctions d'entité dirigeante des activités sportives dans le pays, fonctions qui lui avaient été retirées au profit du CNEF. Cette déclaration est officiellement confirmée en 1954 via le décret national 18.678 qui ratifie la répartition des tâches entre le ministère de l'Éducation, qui détient « la responsabilité principale et la fonction exécutive dans la direction intégrale de l'éducation physique⁸⁵ », et la Cadcoa qui a, pour « mission complémentaire, la direction des sports⁸⁶ ».

⁸⁰ Ministerio de Educación y Justicia, *Creación de la Dirección Nacional de Educación Física, Deportes y Recreación*, Buenos Aires, 1963, « Antecedentes de la Dirección General de Educación Física », p. 25. [En ligne] <http://www.bnm.me.gov.ar/giga1/documentos/EL003954.pdf>. (consulté le 13 avril 2014).

⁸¹ Décret national 15.348 du 3 août 1951 qui abroge le décret 34.817 de 1947, dans República Argentina, *Anales de Legislación Argentina 1951*, Tome XI-A, Buenos Aires, Editorial La Ley, 1951, p. 455.

⁸² Décret n° 5.526 du 18 mars 1952 « Se centralizan en una Dirección los servicios técnicos correspondientes a la Educación Física », *Boletín Oficial*, 2 avril 1952, p. 1 : « organismo técnico-docente-administrativo ».

⁸³ *Ibid* : « dar unidad de sistema a la conducción de la educación física en los distintos tipos y ciclos de la enseñanza ».

⁸⁴ Juan Domingo Perón, *Obras completas*, Tome XII, Vol.1, *op. cit.*, « En la inauguración de la Casa del Deporte. 18 de julio de 1950 », p. 337.

⁸⁵ Cité par Alfredo Armando Aguirre, « Fomento de la culture física y el deporte. Argentina junio 1943-septiembre 1955 », *La Reforma*, 6 et 7 décembre 1988, [En ligne] <http://choloar.tripod.com/sportedfis4355.htm> (consulté le 22 mai 2014).

⁸⁶ *Ibid*.

Cette dernière décision, qui donne l'impression que le régime péroniste a opéré une volte-face complète par rapport à ses projets initiaux, soulève de nombreuses questions, auxquelles il est, malheureusement, difficile de répondre de façon définitive. Les critiques et réactions hostiles qui ont accompagné la création du *Consejo Nacional de Educación Física* ont-elles incité l'Exécutif à revoir sa copie ? Ou est-ce par souci d'économie et par manque de personnel que l'État a préféré abandonner l'encadrement direct de l'ensemble des activités sportives pour le confier à nouveau aux dirigeants sportifs ? Il est possible également que dans le cadre du remaniement ministériel de 1949 cet organisme ait semblé inadapté, en raison de sa forte empreinte militaire initiale. Le gouvernement péroniste a d'ailleurs instauré par décret, le 4 avril 1952, une Fédération Sportive Militaire Argentine (*Federación Deportiva Militar Argentina*), dépendante du ministère de la Défense et spécifiquement chargée du développement et de la conduite des activités sportives au sein des Forces Armées⁸⁷. Il était certainement plus judicieux, tant en terme d'image pour le régime que de maintien de bonnes relations avec les dirigeants sportifs, de ne pas laisser la gestion des affaires sportives civiles aux mains des militaires⁸⁸. Mais, rétablir officiellement la Cadcoa dans ses fonctions peut aussi s'interpréter comme une conséquence des effets de la politique sportive péroniste : le régime a réussi à trouver des appuis et des collaborateurs diligents parmi les dirigeants des clubs et des fédérations, qui ont tout intérêt à entretenir des rapports étroits et fluides avec les hautes sphères du pouvoir. Peut-être que certains champions ou grandes figures du milieu sportif ont su plaider leur propre cause et encouragé Perón à réviser son programme d'encadrement des activités sportives ? Pour certains auteurs, ces revirements seraient la meilleure preuve de la domination politique totale établie sur le monde du sport par le régime péroniste : le gouvernement n'a plus besoin d'avoir en son sein un organisme central pour placer directement sous son contrôle les institutions sportives. Il peut s'en remettre à la Cadcoa, sur laquelle il est parvenu à établir sa mainmise⁸⁹.

Comparé aux éphémères instances étatiques créées sous le péronisme, la Cadcoa apparaît indéniablement comme l'une des organisations majeures du sport argentin et l'un des principaux piliers de la politique sportive de cette période. Le traitement que lui ont réservé les responsables péronistes tend à démontrer qu'ils ont finalement préféré s'appuyer

⁸⁷ Iván Pablo Orbuch, *Peronismo y Educación Física. Políticas públicas entre 1946 y 1955*, op. cit., p. 49.

⁸⁸ Cela peut également être un indice d'une modification et d'un rééquilibrage des forces au sein de la hiérarchie péroniste, au détriment de l'Armée et au profit de collaborateurs loyaux issus du monde civil.

⁸⁹ Une interprétation défendue par Hugo Gambini notamment, dans son *Historia del peronismo*. Raanan Rein considère également que la Cadcoa devient très rapidement un satellite du gouvernement péroniste, qu'il peut contrôler à loisir par l'intermédiaire de son nouveau président, Rodolfo Valenzuela.

résolument sur cette institution forte d'une longue expérience et déjà solidement structurée. Pour tenter de mieux comprendre les hésitations et les changements qui scandent l'histoire des organismes gouvernementaux consacrés aux affaires sportives, il est nécessaire d'examiner dans le détail les évolutions internes de la Cadcoa et ses rapports avec le pouvoir national.

LA CADCOA, UNE INSTITUTION « NATIONALISÉE » ?

La Cadcoa et les pouvoirs publics de 1938 à 1945 : entre précarité économique et lutte pour l'autonomie

Comme nous l'avons vu précédemment, la Cadcoa existe depuis les années 1920 et a été fondée sous le patronage du président radical Marcelo T. de Alvear. Le gouvernement péroniste n'a joué aucun rôle dans la constitution de cette institution et, dans un premier temps, ne semble pas intervenir dans son fonctionnement⁹⁰. L'arrivée au pouvoir de Perón n'entraîne pas de changement au niveau du comité de direction de la Cadcoa, qui reste présidé par Juan Carlos Palacios. Ce dirigeant est l'une des figures historiques de la Confédération puisqu'il a occupé ce poste de 1925 à 1928 et de novembre 1932 à avril 1933 avant d'être réélu en 1938⁹¹. C'est donc un homme d'expérience, très au courant des problèmes que devait affronter le milieu sportif amateur argentin et qui, de par ses fonctions, était en contact étroit avec les cercles gouvernementaux, radicaux puis conservateurs, puisqu'il siégeait au sein de la *Comisión Honoraria de Fomento al Deporte*. Or, les difficultés rencontrées par les dirigeants sportifs étaient nombreuses si l'on en croit le contenu des *Memorias y Balances* publiés chaque année par la Cadcoa, qui relayait ainsi auprès des pouvoirs publics les réclamations émanant du milieu sportif. Ces revendications valaient aussi pour la Confédération elle-même, taradée, depuis sa fondation, par le manque chronique de ressources matérielles et de financements.

⁹⁰ Contrairement à ce qu'affirme Raanan Rein dans son article pionnier sur le sport sous le péronisme, auquel il prête la fusion en une seule entité de la Confederación Argentina de Deportes (CAD) et du Comité Olímpico Argentino (COA) : voir Raanan Rein, « "El Primer Deportista" » : the political use and abuse of sport in Peronist Argentina », *op. cit.* Cette erreur a néanmoins été corrigée dans la version révisée de cet article publiée dans Raanan Rein (comp.), *La Cancha peronista, op. cit.*, « Uso y abuso del deporte en la década peronista », p. 21-45.

⁹¹ Il a par ailleurs été auparavant à la tête du Club Universitario de Buenos Aires (Cuba) : voir l'article de Rodrigo Daskal et Daniel Szabón, « El deporte entre centralización gubernamental y la búsqueda de preservación de su autonomía: el caso de la CADCOA » in Claudio Panella et Raanan Rein (comp.), *En busca de la Comunidad Organizada. Organizaciones políticas, sociales, económicas y culturales del primer peronismo*, Universidad Nacional de La Matanza, La Matanza, 2018, p. 297-324. Sur le Cuba et ses relations conflictuelles avec le péronisme, consulter notre chapitre VI.

Comme nous l'avons déjà évoqué, l'un des premiers signes de cette précarité de l'institution est reflété par l'absence d'un siège central permanent, qui contraint la Cadcoa à déménager régulièrement. En 1935, un bâtiment public (*casa fiscal*) a été mis gratuitement à sa disposition rue Azcuénaga, dans les environs de la Faculté de Médecine, non loin du quartier huppé de Recoleta, mais seulement à titre provisoire⁹². L'immeuble est en effet destiné à être démolé pour laisser place à un établissement hospitalier. En 1938-1939, la Cadcoa est installée en plein centre de la capitale, sur l'*avenida de Mayo*, mais elle doit louer ses locaux. Elle demande alors que le ministère de la Justice et de l'Instruction Publique prenne en charge le loyer qu'elle doit avancer. Les dirigeants poursuivent leurs démarches pour obtenir des financements de l'État afin de pouvoir acquérir un terrain et s'y implanter définitivement⁹³. Cet espoir est resté longtemps déçu puisqu'au cours des années 1940, la Confédération doit se contenter de quelques bureaux gracieusement prêtés par l'Afa au sein de son immeuble de la rue Viamonte⁹⁴. Au moment de l'avènement de Perón, l'institution s'y trouve toujours, ses demandes de financements n'ayant jamais abouti.

La quête infructueuse d'un siège définitif n'est que la pointe émergée de l'iceberg : l'instabilité économique de la Cadcoa est, d'après ses dirigeants, permanente pendant toutes les années 1930 et le début des années 1940. Ils s'en plaignent régulièrement dans les pages de leurs bilans annuels, en soulignant les multiples obstacles qu'ils rencontrent lorsqu'ils tentent malgré tout de mener à bien la mission qui leur a été confiée, celle de développer les activités sportives dans l'ensemble du pays et d'assurer l'envoi d'athlètes de haut niveau dans les compétitions internationales :

Les aides qui, occasionnellement et après de longues et insistantes démarches, finissent par être reçues, ne remplissent pas les objectifs poursuivis, parce qu'elles arrivent toujours tardivement et de façon limitée, ce qui ne permet pas de planifier les activités de façon à ce que soit constamment et progressivement entretenu un groupe de sportifs capables, à tout moment, de représenter dignement le pays⁹⁵.

⁹² Rodrigo Daskal et Daniel Szabón, « El deporte entre centralización gubernamental... », *op. cit.*

⁹³ Voir CADCOA, *Memoria y Balance General - Inventario 1938-1939*, Buenos Aires, 1939, « La Casa propia », p. 18. D'après R. Daskal et D. Szabón, le projet de construire une *Casa del Deporte* appartenant en propre à la CADCOA avait été envisagé dès 1929. Voir Rodrigo Daskal et Daniel Szabón, « El deporte entre centralización gubernamental... », *op. cit.*

⁹⁴ Cadcoa, *Memorias y Balance General - Inventario 1944-1945*, Buenos Aires, 1945, « Local », p. 28. Les responsables de la Confédération adressent leurs remerciements aux dirigeants de l'Afa pour leur aide. Dès les années 1940-1941, la Cadcoa avait été contrainte de déménager dans le quartier de San Telmo, rue Venezuela, où elle n'a pu rester que temporairement.

⁹⁵ Cadcoa, *Memorias y Balance General - Inventario 1938-1939*, « Las instituciones deportivas y la ayuda del Estado », *op. cit.*, p. 21 : « Las ayudas que ocasionalmente y después de largas e insistentes gestiones se reciben, no llenan el objetivo deseado, porque llegan casi siempre tardíamente y en forma reducida, lo que no

L'irrégularité des financements contraint les responsables du milieu sportif amateur à improviser en permanence et à réduire les délégations et les manifestations qu'ils organisent, ce qui porte forcément préjudice au sport argentin et au maintien d'un niveau satisfaisant. Les dirigeants de la Cadcoa se livrent à un acte d'autocélébration en soulignant l'action soutenue menée par les fédérations et les associations sportives, grâce à la persévérance désintéressée de leurs membres, qui a permis, en dépit de la relative indifférence des pouvoirs publics, d'« amener le sport argentin au niveau élevé où il se trouve actuellement⁹⁶ ». C'est donc grâce aux efforts cumulés d'individus et de groupes privés que les sportifs argentins parviennent à rivaliser avec leurs homologues latino-américains et même, européens. Mais cette situation ne peut durer :

C'est pourquoi cette Confédération s'engage à obtenir des Pouvoirs Publics qu'ils fournissent les fonds qui permettent, aussi bien pour elle-même que pour ses adhérentes, de respecter les objectifs fixés par ses Statuts, ce qui bénéficiera aussi à l'État, étant donné que le travail plus grand et plus intense en faveur de la diffusion et de la pratique des sports dans tout le pays qu'elles pourraient réaliser si elles disposaient des ressources nécessaires, entraînerait des résultats bénéfiques pour l'amélioration physique de la race⁹⁷.

Les dirigeants de la Cadcoa enjoignent les autorités argentines à prendre exemple sur les nations européennes qui, selon eux, ont bien compris cet impératif et aident, par tous les moyens, leurs institutions sportives à développer leurs activités. Sans le soutien financier de l'État, la Confédération ne peut remplir les fonctions qui lui ont pourtant été confiées par le pouvoir exécutif lui-même, puisque ses ressources propres sont extrêmement limitées. Elle ne peut compter que sur les cotisations des fédérations affiliées, des loteries (*rifas*) organisées ponctuellement, des donations de particuliers et la vente de ses publications⁹⁸.

permite ajustar las actividades a un plan que haga posible el mantener en constante y creciente actividad un núcleo de deportistas capaces de representar dignamente al país en cualquier momento. »

⁹⁶ *Ibid* : « colocar al deporte argentino en el nivel elevado en que se halla actualmente. »

⁹⁷ *Idem*, p. 21-22 : « Por ello, esta Confederación se halla empeñada en conseguir que los Poderes Públicos faciliten los fondos que permitan, tanto a ella como a sus afiliadas los fondos que permitan, tanto a ella como a sus afiliadas, cumplir con las finalidades emergentes de sus Estatutos, con lo cual se beneficiaría también el Estado, ya que, la mayor y más intensa labor en pro de la difusión y práctica de los deportes en todo el país que podrían realizar al contar con los recursos necesarios, redundaría en positivo beneficio del mejoramiento físico de la raza. »

⁹⁸ Depuis sa fondation, la Cadcoa a régulièrement publié des bulletins et des revues dont la *Revista del Deporte* dans les années 1930, le *Boletín de los Deportes* une publication luxueuse éditée à partir de 1941 et la revue *Olimpia* pendant la période péroniste. Sur cette dernière, consulter Rodrigo Daskal et Daniel Szabón, « El deporte entre centralización gubernamental... », *op. cit.* et María Graciela Rodríguez et Valeria Añón, « Gráfica estatal y deporte : nuevas inflexiones : el caso de *Olimpia* » in Claudio Panella et Guillermo Korn

Ses dirigeants n'hésitent donc pas à faire appel au gouvernement et à dépendre des fonds publics pour faire fonctionner leur organisation. Mais, dans le même temps, ils défendent expressément le maintien de « l'autonomie absolue⁹⁹ » de la Cadcoa et des institutions sportives. Comme précisé dans la *Memoria* de 1938-1939, cette question est alors l'une des « préoccupations majeures¹⁰⁰ » du comité de direction de la Confédération, preuve que dès cette date certains membres du gouvernement envisagent que les activités sportives soient directement supervisées par l'État. La Cadcoa s'y oppose fermement :

Toute initiative tendant à mettre entre les mains du Gouvernement National la direction exclusive de la culture physique des élèves du pays pourra compter sur notre soutien le plus franc et le plus enthousiaste mais nous nous opposerons résolument à tout ce qui signifierait une attaque à l'autonomie des Fédérations, dont les efforts, l'enthousiasme et l'énergie sont les principaux responsables de la diffusion et du degré d'avancement atteints par les différents sports qui se pratiquent dans le pays¹⁰¹.

Les dirigeants de la Confédération s'emploient ici à délimiter strictement deux aires d'intervention distinctes : l'une, l'éducation physique des enfants scolarisés, relève bien des responsabilités de l'État et les membres de la Cadcoa se montrent tout à fait disposés à lui reconnaître cette prérogative ; l'autre, la direction et l'encadrement des activités sportives, constitue un domaine séparé qui doit rester l'apanage des clubs et des associations sportives amateurs et indépendants. La préservation de l'autonomie des organisations sportives est justifiée par l'efficacité qu'elles ont démontré dans le développement du sport. On comprend implicitement qu'aux yeux des dirigeants, cette autonomie leur est même due : toute mesure qui la menacerait serait la marque d'une profonde injustice, étant donné les sacrifices accomplis. Ces prises de position du comité de direction témoignent non seulement des différends qui pouvaient déjà se manifester avant la période péroniste entre le milieu sportif et les représentants des pouvoirs publics mais aussi des contradictions à l'œuvre au sein d'une institution comme la Cadcoa. Ses responsables réclament une augmentation conséquente de l'aide financière publique tout en défendant farouchement la

(comp.), *Ideas y debates en la Nueva Argentina. Revistas culturales y políticas del peronismo*, Volume II, Universidad Nacional de La Plata, La Plata, 2014, p. 287-302.

⁹⁹ Cadcoa, *Memoria y Balance General – Inventario 1938-1939*, op. cit. « Autonomía de las entidades deportivas », p. 22 : « *más absoluta autonomía* ».

¹⁰⁰ *Ibid* : « *mayores preocupaciones* ».

¹⁰¹ *Idem*, p. 23 : « *Toda iniciativa tendiente a poner en manos del Gobierno Nacional la dirección exclusiva de la cultura física de los educandos del país, contará con nuestro franco y entusiasta auspicio y que a su vez nos opondremos decididamente a cuanto signifique un ataque a la autonomía de las Federaciones a cuyos esfuerzos, entusiasmo y energía, se debe principalmente la difusión y el grado de adelanto que han alcanzado los distintos deportes que se practica (sic) en el país.* »

liberté totale d'action pour les associations sportives. L'intervention de l'État doit se limiter à distribuer des fonds. Bien évidemment, ce sont aussi des positions de pouvoir qui sont ici en jeu : les dirigeants sportifs cherchent à protéger le capital social, symbolique, mais également économique et politique qu'ils ont progressivement acquis en prenant la tête d'organisations sportives. Cet attachement à l'autonomie du milieu sportif, qui s'exprime dès la fin des années 1930 mais dont les origines remontent à la naissance des premières associations sportives à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, est un élément fondamental à prendre en compte avant d'aborder les évolutions introduites pendant la période péroniste et pour comprendre l'interprétation qui en a été donnée lors des enquêtes menées par la Révolution Libératrice¹⁰².

L'attribution des Premiers Jeux Panaméricains à l'Argentine n'entraîne pas de véritable changement d'attitude de la part des autorités à l'égard de la Cadcoa. Bien que la Confédération soit parvenue à mobiliser les plus hauts représentants du gouvernement et à les associer étroitement à l'événement, le comité de direction continue d'exprimer régulièrement ses fortes préoccupations quant à sa capacité à faire face aux coûts que va engendrer l'organisation de cette compétition, prévue initialement pour 1942¹⁰³. Ses demandes de subvention, en raison de la dimension exceptionnelle du tournoi, se font plus pressantes, mais, malgré leurs engagements, les responsables politiques tardent toujours à les concrétiser¹⁰⁴. Le report des Jeux Olympiques de 1940, qui devaient se dérouler à Tokyo, puis de la première édition des Jeux Panaméricains, suite à l'entrée en guerre des États-Unis en 1941, règle – temporairement – la question. Les problèmes soulevés précédemment par les dirigeants de la Cadcoa sont donc loin d'être résolus et semblent même s'accroître après le coup d'État du 4 juin 1943. L'arrivée au pouvoir du régime militaire place les partisans de l'encadrement des activités physiques et sportives par l'Armée en position de force. Les membres de la Cadcoa ne cachent pas leur méfiance à l'égard des projets de la junte qui « envisagent la centralisation de toutes les activités en lien avec l'éducation physique et les

¹⁰² Notre démarche analytique rejoint en cela celle de R. Daskal et D. Szabón dans leur article « El deporte entre centralización gubernamental... », *op. cit.*

¹⁰³ Sur l'histoire détaillée de l'attribution et de l'organisation de ces Jeux, consulter les travaux de César R. Torres, « The limits of Pan-Americanism: the case of the failed 1942 Pan-American Games », *The International Journal of the History of Sport*, vol. 28, n°17, 2011 et « Peronism, International Sport and Diplomacy » in Heather L. Dichter y Andrew L. Johns, *Diplomatic Games: Sport, Statecraft and International Relations since 1945*, Lexington, University Press of Kentucky, 2014, ainsi que notre chapitre IV.

¹⁰⁴ D'après Cadcoa, *Memorias y Balances Generales 1940-1941*, Buenos Aires, 1941, p. 42-43. Ces difficultés se poursuivent les années suivantes : en 1944-1945, la Cadcoa peine à verser les salaires qu'elle doit à ses employés. La situation est d'autant plus critique que les fédérations affiliées rencontrent elles-mêmes de grandes difficultés pour payer leurs cotisations annuelles, qui s'élèvent alors à 50 ou 60 pesos. Voir Cadcoa, *Memorias y Balances Generales – Inventario 1944-1945*, Buenos Aires, 1945, p. 28.

sports¹⁰⁵ », aussi continuent-ils de plaider en faveur de l'autonomie des « sports fédérés¹⁰⁶ ». Ils adoptent une attitude similaire en 1946 lors de la mise en place de la Commission d'études n°16, chargée d'étudier la création du futur organisme central destiné à diriger l'éducation physique et les sports dans le pays, bien qu'ils soient associés aux travaux de cette dernière, puisque Palacios, le président de la Cadcoa, en fait partie. Nous l'avons vu, cette initiative du gouvernement péroniste, qui s'inscrit dans le prolongement des idées en vigueur pendant le régime militaire, aboutit en 1947 à la fondation du Conseil National d'Éducation Physique. Or, à cette date, on ne trouve aucune critique ou plainte dans les pages de la *Memoria* de la Cadcoa à l'encontre du nouvel organisme, qui mettait pourtant un terme à l'autonomie du milieu sportif si chèrement défendue jusque-là par les dirigeants. Comment expliquer ce silence soudain, qui rompt avec les prises de position antérieures ?

Le début d'une nouvelle ère sous le péronisme

Entre 1946 et 1948, plusieurs changements notables se produisent, qui marquent l'ouverture d'une ère nouvelle dans l'histoire de la Confédération. En premier lieu, le comité de direction voit que ses demandes répétées d'augmentation des subventions et des aides financières sont enfin prises en considération par l'administration péroniste. Si les dirigeants de la Cadcoa avaient quelque peu pris leurs distances avec la junte militaire des années 1943-1945, ils semblent opérer un revirement d'attitude après les élections de février 1946, et chercher à se rapprocher des responsables politiques récemment élus. Perón reçoit ainsi Juan Carlos Palacios en audience privée le 2 septembre 1947. L'entrevue, réalisée à la demande du président de la Cadcoa, avait pour objectif d'exposer au chef de l'État les « *desiderata* de l'institution¹⁰⁷ » concernant la préparation de la délégation olympique argentine pour les prochains Jeux qui doivent se tenir à Londres en 1948. Perón a alors promis que son gouvernement mettrait tout en œuvre pour que l'Argentine soit dignement représentée¹⁰⁸. Le 30 septembre 1947, il adresse un message personnel à la Cadcoa réunie

¹⁰⁵ Cadcoa, *Memoria y Balance General – Inventario 1943 – 1944*, Buenos Aires, 1944, p. 14-15, cité par R. Daskal et D. Sazbón, « El deporte entre centralización gubernamental... », *op. cit.* : « *contempla la centralización de todas las actividades que tienen relación con la educación física y los deportes* ». Rappelons que Perón est, à partir du 24 février 1944 et jusqu'au 8 octobre 1945, ministre de la Guerre au sein de la junte militaire, et qu'il a, au cours des années suivantes, affirmé qu'il avait alors proposé un projet de loi concernant le sport et l'éducation physique, sans succès. S'agirait-il de ce dernier, qui s'apparente effectivement au *Consejo Nacional de Educación Física* mis en place pendant la période péroniste ?

¹⁰⁶ *Ibid* : « *deportes federados* ».

¹⁰⁷ Cadcoa, *Memoria y Balance 1946-1947*, Buenos Aires, 1947, « Apoyo oficial », p. 25 : « *los anhelos de la entidad* ».

¹⁰⁸ *Ibid*.

en assemblée extraordinaire, à laquelle assiste également – « de sa propre initiative¹⁰⁹ » – Ramón Cereijo, le ministre des Finances. Ce dernier réitère les engagements du président de la République en affirmant que « l'État – dans la mesure de ses moyens – accordera les fonds nécessaires pour que le sport argentin envoie à Londres une bonne représentation, avec de bons dirigeants à sa tête¹¹⁰ » et formule ses souhaits pour que les sportifs argentins puissent ainsi faire la démonstration « de leur esprit combatif et du niveau acquis sur le plan international¹¹¹ ». Les bilans comptables de l'exercice 1946-1947 confirment que le gouvernement péroniste a tenu ses engagements et augmenté de façon conséquente la contribution de l'État. Dès cette année, la Cadcoa a reçu 35 000 pesos pour faire face aux dépenses engendrées par les préparatifs de la délégation olympique. Pour la première fois, le trésorier note que l'institution a pu déployer ses activités « sans problèmes d'ordre économique¹¹² », grâce à « l'importance et à la générosité de l'aide apportée par l'État¹¹³ ». La situation financière de la Confédération entre dans une phase de stabilisation et de consolidation, matérialisée par le solde positif des comptes. Toutes ces dispositions ont lieu alors que le projet de loi concernant la création du Conseil National d'Éducation Physique est étudié par le Congrès national argentin et avant la parution du décret instituant le nouvel organisme. Cela signifie que le gouvernement péroniste, alors qu'il compte mettre en place un service administratif central spécialement dédié aux questions sportives, ne néglige pas la Cadcoa, bien au contraire. Son objectif n'est pas de provoquer la disparition de l'institution ou de la laisser végéter péniblement, mais de l'associer aux projets du gouvernement, en la dotant de moyens de fonctionnement conséquents.

On peut penser que les responsables péronistes ont suivi cette stratégie parce qu'ils n'avaient pas le choix : pour conserver le droit à participer aux épreuves olympiques, chaque pays doit avoir un Comité National Olympique (CNO), officiellement reconnu par les instances du Comité International Olympique (CIO). Or, l'autonomie des CNO à l'égard du pouvoir politique en place est l'un des critères d'approbation prescrits par la charte olympique¹¹⁴. Remplacer la Cadcoa par un organisme administré directement par le gouvernement risquait d'entraîner la mise à l'écart de l'Argentine du mouvement

¹⁰⁹ *Idem*, « Oportuna y valiosa palabra oficial. Mensaje del Excmo. Señor Presidente de la Nación », p. 9 : « *por propia decisión* ».

¹¹⁰ *Ibid* : « *el Estado – dentro de sus posibilidades – acordará los fondos necesarios para que el deporte argentino envíe a Londres una buena representación, con buenos dirigentes al frente* »

¹¹¹ *Ibid* : « *puedan demostrar el espíritu de lucha y el nivel que tiene en el orden internacional.* »

¹¹² *Idem*, « Finanzas », p. 36-37 : « *sin problemas de orden económico* ».

¹¹³ *Ibid* : « *la importancia y generosidad de la ayuda prestada por el Estado* ».

¹¹⁴ Dès l'année 1947, lors du Congrès International Olympique de Stockholm du 15 juin, Avery Brundage préconise que l'un des critères d'acceptation des CNO soit leur indépendance politique. Voir Archives CIO, CIO-COM-EXE, Congrès Internationaux Olympiques, procès-verbal du Congrès de Stockholm, 15 juin 1947, p. 2.

olympique. Néanmoins, il n'est pas sûr que cela ait été la principale préoccupation des autorités péronistes : en effet, en ce tout début de l'après-guerre en Europe, le CIO est en pleine reconstruction et aurait été bien en peine de s'assurer du strict respect de ses normes chez tous les pays membres¹¹⁵. Un autre argument invoqué pour expliquer l'attention accordée à la Cadcoa par le régime péroniste met en exergue le projet de Perón de favoriser l'institution tout en la plaçant incidemment sous contrôle¹¹⁶. La meilleure preuve de cette mainmise politique serait apportée par l'irruption à la tête de la Confédération, à partir de 1948, de l'un de ses plus loyaux affidés, Rodolfo Valenzuela. Ce personnage relativement méconnu a pourtant occupé des fonctions-clés sous le péronisme et, fait encore plus notable, est parvenu, contrairement à d'autres membres du cercle présidentiel, à les conserver tout au long de la période. Il est ainsi resté sans interruption président de la Cadcoa de 1948 jusqu'au coup d'État de septembre 1955. Mais il est certain que ses conditions d'arrivée au sein de l'institution sont relativement obscures et qu'il semble surgir de nulle part, étant donné qu'on ne trouve aucune trace de lui à un quelconque poste dans les années précédentes. Il n'a jamais fait partie des comités de direction, des différentes commissions et sous-commissions ni du groupe de conseillers (*vocales*) de la Confédération avant 1948. On peut légitimement soupçonner que c'est à l'instigation du nouveau gouvernement qu'il doit d'avoir été désigné président de la Cadcoa. Les *Memorias* restent muettes sur le déroulement précis des élections de 1948 qui voient s'opérer un profond renouvellement du bureau de l'organisation. Plusieurs indices laissent penser que l'arrivée de Valenzuela n'est pas étrangère aux bouleversements politiques introduits par le péronisme. On touche là à la seconde transformation institutionnelle majeure qui se produit au sein de la Cadcoa entre 1946 et 1948.

La direction de la Confédération n'avait, depuis 1938, connu que des modifications minimales dans sa composition : ce sont, *grosso modo*, les mêmes individus qui restent en place et s'échangent entre eux les différentes positions au sein de l'organigramme interne. Le 9 septembre 1947, soit une semaine après son entrevue avec Perón, Juan Carlos Palacios

¹¹⁵ À partir du début des années 1950 et de l'adhésion de l'URSS et d'autres nations du bloc soviétique au CIO, on constate que cette question devient un sujet de préoccupation central pour le président du CIO en exercice, Avery Brundage, confronté à plusieurs cas épineux. Voir Archives CIO, PT-BRUND-CORR, correspondance d'Avery Brundage, 1952-1956.

¹¹⁶ C'est l'interprétation défendue par Raanan Rein dans son article « " El Primer Deportista " », *op. cit.* et par R. Daskal et D. Sazbón, « El deporte entre centralización gubernamental... », *op. cit.* Pour une discussion du contrôle politique instauré par le péronisme sur le milieu sportif, consulter également María Graciela Rodríguez, *Pueblo y público en el deporte : la interpelación estatal durante el peronismo (1946-1955)*, Mémoire de maîtrise en Sociologie de la Culture et Analyse Culturelle, Instituto de Altos Estudios Sociales, Universidad de San Martín, 2002 (manuscrit inédit).

présente sa démission « irrévocable¹¹⁷ » de la présidence. Elle est refusée à l'unanimité dans un premier temps par ses collègues du comité de direction mais, devant l'insistance de Palacios, finit par être entérinée en octobre 1947. Le président en exercice invoque, pour justifier sa décision, ses autres « occupations qui lui demandent, chaque jour, toujours plus de temps¹¹⁸ ». Il est vrai que Palacios exerçait par ailleurs de nombreuses autres fonctions : cet avocat spécialisé en droit civil et commercial était aussi un entrepreneur, alors à la tête de plusieurs établissements industriels¹¹⁹. De plus, il avait déjà fait part de son désir de quitter ses fonctions au sein de la Cadcoa, et ce dès l'année 1943, sans succès¹²⁰. Il est possible que sa décision ait été strictement motivée par des raisons personnelles, mais on ne peut totalement écarter l'idée que les orientations prises par le régime militaire puis par le gouvernement péroniste n'aient joué un rôle dans son éloignement définitif de l'institution¹²¹. Il semble en effet que ce contexte ait engendré un climat d'inquiétudes au sein de la Cadcoa. En témoigne le contenu du message, évoqué précédemment, adressé par Perón par l'intermédiaire de son secrétaire Carlos Aloé aux dirigeants de la Confédération le 30 septembre 1947, qui vise non seulement à renouveler sa promesse d'un soutien des pouvoirs publics mais aussi à démentir certaines rumeurs :

Face aux bruits qui courent selon lesquels [le Président de la Nation] serait favorable ou aurait des sympathies à l'endroit de certaines personnes pour occuper des fonctions de direction au sein de la Confédération, il m'a chargé de vous dire qu'il n'a aucun candidat ni aucune sympathie particulière à l'égard de quiconque, et qu'il soutient seulement le sport pour le sport lui-même et que ce sont les sportifs qui doivent choisir leurs dirigeants¹²².

Ces propos rassurants sont confirmés par Cereijo, présent lors de la réunion, qui précise même, afin d'écarter toute ambiguïté, qu'« il est nécessaire de garder à l'esprit que la politique ne doit jamais être mêlée au sport parce qu'elle amène la désunion¹²³. » Le fait

¹¹⁷ Cadcoa, *Memoria y Balance 1946-1947*, op. cit., p. 7 : « con carácter de indeclinable ».

¹¹⁸ *Ibid* : « sus ocupaciones le reclaman de más en más el tiempo, cada día. »

¹¹⁹ Informations biographiques consignées dans *Quién es quién en la Argentina. Biografías contemporáneas*, Buenos Aires, Editorial Kraft, 1955, p. 474-475.

¹²⁰ D'après R. Daskal et D. Sazbón, « El deporte entre centralización gubernamental... », op. cit.

¹²¹ C'est l'hypothèse avancée par R. Daskal et D. Sazbón.

¹²² Cadcoa, *Memoria y Balance 1946-1947*, op. cit., « Oportuna y valiosa palabra oficial. Mensaje del Excmo. Señor Presidente de la Nación », p. 8 : « ante rumores que le han llegado [al Presidente de la Nación] en el sentido de que propiciaba o tenía simpatías hacia determinadas personas para ocupar cargos en la Dirección de la Confederación, me ha encomendado les exprese que él no tiene candidatos ni tampoco simpatías hacia persona alguna, que únicamente apoya al deporte por el deporte mismo y que son los deportistas los que deben elegir sus dirigentes. »

¹²³ *Ibid* : « es necesario tener en cuenta que la política no debe mezclarse nunca con el deporte porque trae la desunión. »

que Perón et son ministre des Finances prennent la peine de clarifier publiquement la position du gouvernement vis-à-vis de la direction de la Cadcoa est plutôt un indicateur du niveau élevé de tensions et de préoccupations au sein de l'institution. Les dirigeants craignaient clairement une intromission des nouvelles autorités dans les procédures internes de désignation aux postes de premier plan. Il est difficile d'estimer dans quelle mesure ces craintes étaient fondées. Quoi qu'il en soit, la démission de Palacios est confirmée et il est imité quelque mois plus tard par son second vice-président, Oscar Camilión¹²⁴. L'intérim est alors assuré par le premier vice-président, Ricardo Sánchez de Bustamante jusqu'en décembre 1948. À partir de cette date, un nouveau comité de direction est élu et Rodolfo Valenzuela prend les rênes de l'institution. Or, il s'agit, sans aucun doute possible, d'un « homme nouveau » au sein de la Cadcoa et très clairement lié au nouveau régime. Doit-on en déduire que le gouvernement péroniste est finalement parvenu à imposer « son » candidat à la tête de l'institution, après avoir prudemment attendu que les esprits s'apaisent ? Ou au contraire les membres de la Confédération ont-ils délibérément fait appel à une personnalité apte à faciliter leurs relations avec le pouvoir en place ? Pour l'instant, ce point est toujours débattu. Il reste aussi très difficile de déterminer si la présence de Valenzuela a signifié la mise sous tutelle de l'institution ou, au contraire, lui a permis de conserver un rôle primordial dans la mise en œuvre de la politique sportive péroniste. En effet, alors que la fondation du Conseil National d'Éducation Physique aurait dû entraîner la perte des principales attributions de la Cadcoa – en particulier la représentation sportive argentine à l'étranger – on constate que c'est bien cette dernière qui continue d'assurer tous les préparatifs liés à l'envoi des délégations olympiques et à l'organisation des Jeux Panaméricains. Il est certain que, sous la conduite de Valenzuela, la Confédération apporte un soutien sans failles à l'œuvre déployée par le gouvernement en matière sportive. Les *Memorias* des années 1948-1954 ne contiennent plus aucune trace de réticences ou de critiques à l'égard des pouvoirs publics. On y trouve, à l'inverse, de multiples marques d'adhésion aux initiatives péronistes et aux principes professés par Perón. La Cadcoa est sans conteste devenue une alliée du régime ; ses dirigeants ne pouvaient demeurer insensibles aux discours émanant du gouvernement, très favorables au développement du sport ni aux mesures concrètes de l'Exécutif qui ont effectivement permis à l'institution d'améliorer considérablement sa situation financière. Mais la collaboration étroite qui se noue entre cet organisme et le pouvoir central est aussi certainement due à l'influence de Valenzuela.

¹²⁴ R. Daskal et D. Sazbón, « El deporte entre centralización gubernamental... », *op. cit.*

En effet, bien que ce personnage ait peu éveillé l'intérêt des spécialistes du premier péronisme, il constitue un bon exemple de ce que certains historiens ont appelé la *segunda línea* du mouvement justicialiste, c'est-à-dire des personnalités moins connues que les responsables de premier plan de l'entourage de Perón, mais qui, tout en restant dans l'ombre du *Líder*, n'en ont pas moins joué un rôle fondamental dans la mise en place de la *Nueva Argentina*¹²⁵. La meilleure preuve, c'est que Valenzuela n'a pas échappé à la vindicte des meneurs de la Révolution Libératrice : arrêté, emprisonné, suspendu de ses fonctions et inscrit sur la liste des individus proscrits, l'ancien président de la Cadcoa a été aussi longuement interrogé par les membres de la Commission 49, chargée d'enquêter sur les irrégularités commises au sein du milieu sportif pendant la période péroniste. C'est en grande partie grâce aux procès-verbaux de ces interrogatoires et aux documents personnels saisis par les investigateurs qu'il nous a été possible de retracer son parcours.

Rodolfo Guillermo Valenzuela : le patron du sport péroniste ?

Rodolfo Guillermo Valenzuela est âgé de 44 ans lorsqu'il accède à la tête de la Cadcoa, à la fin de l'année 1948. Originaire de La Plata, ce fils de notables fait des études de droit et obtient son diplôme d'avocat en 1930. Il travaille dans plusieurs cabinets d'avocat, dans sa ville natale et à Buenos Aires, avant de fonder le sien. Parallèlement, il commence, dès le milieu des années 1930, une carrière de fonctionnaire au sein de l'administration provinciale¹²⁶. D'après le champion d'escrime Fulvio Galimi, Valenzuela aurait été parmi les premiers à se rallier à Perón, à l'issue du coup d'État militaire du 4 juin 1943¹²⁷. À cette date, il est alors juge de première instance au tribunal de La Plata et intègre le groupe de juristes recruté par Perón afin de réviser le Code du Travail argentin et de créer les *Tribunales de Trabajo*, soit une juridiction spécialisée dans le droit du travail¹²⁸. En

¹²⁵ Sur ce concept et sa définition, se reporter à l'ouvrage collectif dirigé par Raanan Rein et Claudio Panella (comp.), *La Segunda Línea. Liderazgo peronista 1946-1955*, Buenos Aires, Universidad Nacional Tres de Febrero, 2013. Il contient une série d'études biographiques de différentes personnalités péronistes, mais aucune n'est consacrée à Rodolfo Valenzuela.

¹²⁶ D'après un témoin entendu par la Commission 49, en 1935, Valenzuela travaillait déjà au sein de la Direction des Impôts (*Dirección de Rentas*) de la province de Buenos Aires. Voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 102.942/57, procès-verbal d'audition de Fernando Cabrera, 20 décembre 1955.

¹²⁷ Consulter l'autobiographie de Fulvio Galimi, *A capa y espada*, Buenos Aires, Fabro, 2014, p. 139. Le champion d'escrime connaissait très bien Valenzuela, qui était un ami de son père, un maître d'armes d'origine italienne.

¹²⁸ Sur ces tribunaux spécialisés, comparables aux prud'hommes français, consulter **Juan Manuel** Palacio, « El peronismo y la invención de la justicia del trabajo en la Argentina », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, [En ligne] <http://nuevomundo.revues.org/65765> (consulté le 10 octobre 2014) et, du même auteur, l'ouvrage *La justicia peronista. La construcción de un nuevo orden legal en la Argentina*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2018. Voir également AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 4, Expediente 103.520, brouillon de lettre rédigée par Rodolfo Valenzuela depuis Rio, le 14 janvier 1947, sans destinataire. Il y fait allusion aux activités des

janvier 1945, il est délégué régional dans la province de Salta, au nord-ouest de l'Argentine, pour le compte du Secrétariat d'État au Travail et à la Prévision, toujours dirigé par Perón¹²⁹. Valenzuela est notamment chargé de veiller à la réorganisation syndicale des travailleurs locaux et à la diffusion des avancées de la législation en matière de droit du travail, en particulier le statut du travailleur agricole (*peón*), adoptées sous l'impulsion de Perón. Après la victoire électorale de ce dernier, la carrière de Valenzuela décolle véritablement. En septembre et octobre 1946, il est d'ailleurs choisi pour représenter l'Argentine à la Conférence Internationale du Travail qui se tient à Montréal. En août 1947, il devient membre de la Cour Suprême de Justice, la plus haute instance judiciaire du pays¹³⁰.

Ce n'est donc pas un obscur fonctionnaire qui se voit confier les rênes de la Cadcoa, mais un juge péroniste appartenant à l'une des institutions centrales de l'État, garante en théorie du respect de la Constitution et de l'équilibre des pouvoirs au sein de la République argentine. En quelques années, Valenzuela a connu une ascension fulgurante, qu'il doit très certainement aux excellentes relations qu'il entretenait avec Perón et son épouse. Toujours d'après le témoignage de Fulvio Galimi, il aurait fait partie du cercle intime de la Première Dame¹³¹. Il ne fait aucun doute qu'il était considéré par le couple présidentiel comme l'un de leurs hommes de confiance, puisqu'il accède, le 29 mai 1952, à la présidence de la Cour Suprême, un poste-clé auquel il est d'ailleurs renouvelé le 2 juin 1955. Comme d'autres dirigeants d'institutions sportives de première importance de la période, il cumule des fonctions dans la haute administration avec ses responsabilités dans le milieu sportif¹³². Néanmoins, il nous a été impossible de déterminer si sa rencontre avec Perón a eu lieu dans

tribunaux argentins et demande des nouvelles de « Peluffo ». Il ne nous a pas été possible de déterminer s'il s'agit de Domingo Peluffo, juriste et magistrat officiant au sein de ses tribunaux du travail et futur vice-président de la Cadcoa, ou d'Orlando L. Peluffo, l'un des signataires du décret 32.347/44 instaurant la création des *Tribunales de Trabajo*, en 1944.

¹²⁹ Voir l'article consacré aux activités que mène Valenzuela dans la province de Salta : « Ha provocado una saludable reacción en el campo obrero de Salta la labor de la Secretaría de Trabajo y Previsión », *Actualidad Provincial*, janvier 1945, sans pagination. Exemplaire saisi par les enquêteurs de la Révolution Libératrice et conservé dans AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 5.

¹³⁰ Valenzuela intègre la Cour Suprême de Justice, au côté de trois autres juges proches du parti péroniste, suite à la procédure judiciaire (*juicio político*) engagée par la Chambre des Députés et le Sénat contre quatre membres de la Cour Suprême, accusés d'avoir manqué à leurs devoirs et notamment d'avoir légitimé les deux coups d'État militaires de 1930 et 1943. Sur l'histoire de la Cour Suprême sous le péronisme et sur les conditions de remplacement des juges, normalement nommés à vie, consulter Héctor J. Tanzi, « Historia Ideológica de la Corte Suprema de Justicia de la Nación (1947-1955) », *Revista lusHistoria*, n° 2, 2005 [En ligne] https://ar.ijeditores.com/articulos.php?idarticulo=61990&print=1#indice_3 (consulté le 12 novembre 2012)

ainsi que Ezequiel Abásolo, « La dimensión política de la Corte Suprema durante el régimen peronista (1947-1955) », *Estudios Interdisciplinarios de América Latina y el Caribe*, vol. 13, n° 2, 2002, En ligne] <http://eial.tau.ac.il/index.php/eial/article/view/947/982> (consulté le 9 mai 2015).

¹³¹ Fulvio Galimi, *A capa y espada, op. cit.*, p. 139.

¹³² Voir nos chapitres VII et VIII.

le cadre de ses activités au sein du Secrétariat d'État au Travail et à la Prévision Sociale, entre 1943 et 1945, ou s'il le connaissait déjà auparavant. Cela n'est pas improbable en effet, étant donné que les deux hommes partageaient une passion commune : la pratique de l'escrime. Si Perón fut champion militaire dans cette discipline entre 1918 et 1928, Valenzuela quant à lui défendit les couleurs de l'Argentine lors de deux éditions des Jeux Olympiques, à Los Angeles en 1932, puis à Berlin en 1936. Il est donc pas impossible qu'ils se soient croisés ou qu'ils aient fréquenté les mêmes salles d'armes de la capitale argentine, alors peu nombreuses¹³³.

Mais il faut noter le rôle crucial constitué par le Secrétariat d'État au Travail et à la Prévision sociale sous la junte militaire, par où sont passés d'autres figures importantes de l'entourage de Perón. Entre 1943 et 1945, ce service administratif a été l'un des espaces de rencontres et de mise en relations entre de nombreuses personnalités que l'on retrouve pendant toute la période péroniste proprement dite, à tel point qu'il apparaît comme un creuset de la *segunda línea* péroniste. Valenzuela est donc directement issu de ce milieu qui regroupaient les premiers fidèles de Perón. Il présentait en outre un avantage non négligeable, ce qui le différencie d'Oscar Nicolini, un autre membre du cercle intime du couple présidentiel, propulsé à la tête de l'Afa : celui d'être un ancien athlète de haut niveau. L'instance directrice du sport amateur argentin était bel et bien dirigée par un sportif, ce qui était présenté dans les discours officiels du gouvernement comme un progrès et une preuve de la réorganisation sociale rendue possible par le péronisme¹³⁴. Le fait que Valenzuela soit issu du milieu sportif amateur a certainement été un critère facilitant l'acceptation de sa candidature au sein de la Cadcoa. Cependant, il convient de signaler que l'équipe élue en même temps que lui est aussi constituée de nouveaux arrivants au sein du comité de direction, notamment deux personnalités provenant du football professionnel, Domingo Peluffo, qui devient vice-président de la Cadcoa et Daniel Piscicelli, dirigeant de Racing et vice-président de l'Afa¹³⁵. Tous deux étaient proches des cercles du pouvoir péroniste et Peluffo avait auparavant travaillé en étroite collaboration avec Valenzuela puisqu'il était lui aussi un magistrat spécialisé dans le droit du travail et l'un des juristes chargés de la révision du Code du travail en 1944. On peut s'étonner de cette incursion au

¹³³ Galimi explique ainsi que Valenzuela s'entraînait régulièrement dans la salle d'arme dirigée par son père, Felice Galimi, un maître du fleuret qui avait quitté l'Italie pour s'installer en Argentine. Il fut par ailleurs directeur de la salle d'armes du Cuba, de 1920 à 1947. Les frères Galimi connaissaient Valenzuela depuis leur plus jeune âge. Sur l'importance politique, sociale et culturelle de la pratique de l'escrime et du duel en Argentine, consulter Sandra Gayol, *Honor y duelo en la Argentina moderna*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2008.

¹³⁴ Pourtant, c'était loin d'être une rupture radicale avec les usages antérieurs.

¹³⁵ Domingo Peluffo était un dirigeant et un ancien président du Club Atlético San Lorenzo, poste qu'il occupa de 1946 à 1947. Il devint ensuite président de l'Afa de 1953 jusqu'à sa mort en 1955. Voir chapitre VII.

sein de la direction du sport amateur d'individus issus du milieu sportif professionnel, mais n'oublions pas que les clubs de football de la capitale étaient loin de se cantonner à cette seule pratique. Au sein de ces institutions sportives omnisports, de nombreuses activités étaient proposées à leurs adhérents, du basket-ball au patin à roulettes en passant par l'athlétisme. Les clubs *porteños* cherchaient d'ailleurs à recruter les meilleurs athlètes de ces disciplines amateurs : Delfo Cabrera, spécialiste de la course de fond et vainqueur du marathon aux Jeux Olympiques de Londres en 1948, s'entraînait au sein du club San Lorenzo.

Nonobstant, l'irruption de Valenzuela et de son équipe à la tête de la Cadcoa s'accompagne d'une relative mise à l'écart des dirigeants précédents : tous ne disparaissent pas totalement de l'institution mais sont relégués à des postes secondaires, à l'image de l'ancien vice-président Sánchez de Bustamante qui n'est plus que simple conseiller (*vocal*) du comité de direction. Cela traduit-il une volonté délibérée d'exclure les anciens responsables de la Cadcoa, trop identifiés avec la tradition bourgeoise et élitiste du milieu sportif amateur tant dénoncée par Perón et ses partisans¹³⁶ ? Ou, suivant l'exemple de Juan Carlos Palacios, un certain nombre de dirigeants « historiques » de la Cadcoa ont-ils préféré quitter l'institution de leur propre chef, par crainte ou par désaccord avec les nouvelles orientations prises par le gouvernement ? Valenzuela est en effet un fervent péroniste, un homme du pouvoir, un proche de Perón et d'Evita, donc une personnalité qui était loin de faire consensus. L'obtention de la présidence de la Cadcoa, sa participation à la réforme constitutionnelle de 1949 puis sa nomination à la tête de la Cour Suprême le propulsent sur le devant de la scène publique et médiatique¹³⁷. Les documents saisis par les enquêteurs de la Révolution Libératrice confirment la place prépondérante occupée par Valenzuela dans le système péroniste. On y trouve des lettres, des centaines de cartes de visite, des demandes de recommandation et des requêtes de toutes sortes qui lui étaient personnellement adressées. Il était extrêmement sollicité pour accorder faveurs, passe-droits et emplois divers. Par exemple, le Dr. H. Terdenge lui demande de s'adresser au ministre des Finances pour qu'il accorde un poste dans l'administration des Douanes – qu'il sait être vacant – à

¹³⁶ C'est l'interprétation que semblent privilégier R. Daskal et D. Szabón.

¹³⁷ Valenzuela est l'un des artisans de la révision du texte de la Constitution argentine et de son adaptation aux principes de la Doctrine Justicialiste. Voir Rodolfo Valenzuela, *Para los Argentinos del mañana. Justicia social, libertad económica y soberanía política. Exposición de la Doctrina Revolucionaria ante la Honorable Convención Constituyente de 1949*, Buenos Aires, Kraft, 1950. Il a par ailleurs donné à plusieurs reprises des cours au sein de l'École Supérieure Péroniste (*Escuela Superior Peronista*), consacrés à la Constitution Justicialiste. Voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 2, Expediente 51.129, dossier « Escuela Superior Peronista, Catedra "La Constitucion Justicialista" ».

l'un de ses amis¹³⁸. Le 26 mars 1954, c'est un certain Antonio D'Alessandro qui lui écrit pour qu'il l'aide au sujet d'un problème juridique et d'un procès en cours. Ce dernier conclut sa lettre en lui adressant, en « tant que travailleur et sportif¹³⁹ », « ses humbles mais sincères félicitations pour son œuvre patriotique qui exalte et dignifie la Nouvelle Argentine de Perón¹⁴⁰. » Mais Valenzuela ne répond pas toujours aux attentes placées en lui par certains de ses correspondants. En témoigne ce billet au ton ambivalent :

Je salue mon vieil ami et camarade du service militaire, Dr Valenzuela, et je te dis : ça fait des années que j'attends que tu me donnes une charge qui améliore ma situation financière. Tu m'as fait travailler pour le Cham[pionnat] Panam[éricain] quasiment pour rien.

Valenzuela : je suis dégoûté, tu m'as fait perdre beaucoup de temps à venir te voir sans rien obtenir. Je reste à ta disposition¹⁴¹.

Ce type d'échanges a le mérite de montrer la permanence sous le péronisme des modes de relation clientélistes et le recours à l'intercession personnelle des individus qui occupent des postes de pouvoir. Propulsé en quelques années au sommet de l'État et du milieu sportif amateur, Valenzuela se retrouve au cœur d'un vaste réseau dont les ramifications s'étendent sur le domaine judiciaire, le monde du sport, le secteur des journalistes et les milieux industriels et entrepreneuriaux¹⁴². Il devient également l'un des rouages du système de bienfaisance et d'assistance sociale mis en place par Eva Perón grâce à la FEP. En effet, de nombreux citoyens argentins s'adressent à la Première Dame pour des affaires judiciaires. Ces impétrants sont alors redirigés vers la Cour Suprême et Valenzuela, qui est chargé par Evita de les recevoir et de leur venir en aide. C'est pourquoi certaines

¹³⁸ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 3, Dossier « Archivo Personal », lettre du Dr H. Terdenge à Rodolfo Valenzuela, sans date. Herman Terdenge est l'ambassadeur de la République Fédérale Allemande en poste à Buenos Aires. Il est présent le 9 décembre 1953 lors de la cérémonie d'inauguration du gymnase de l'École Sportive du Peuple « Juan Perón » (*Escuela Deportiva del Pueblo « Juan Perón »*) au siège de la Cadcoa : la RFA a fait don d'appareils de gymnastique et d'agrès pour équiper le nouveau gymnase. Voir Cadcoa, *Resumen de la Memoria, Balance General y cuenta de gastos y recursos 1953*, Buenos Aires, 1954, p. 12.

¹³⁹ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 3, Dossier « Archivo Personal », lettre d'Antonio D'Alessandro à Rodolfo Valenzuela du 26 mars 1954 : « *como trabajador y deportista* ».

¹⁴⁰ *Ibid* : « *humildes pero sentidas felicitaciones por su patriótica obra que engrandece y dignifica a la Nueva Argentina de Perón.* »

¹⁴¹ *Ibid*, lettre de Luis Cuniglio (graphie douteuse) à Rodolfo Valenzuela du 7 mars 1954 : « *Saluda al viejo amigo compañero del C. militar [Campo militar ?] Dr Valenzuela y te digo : Hace años que estoy esperando que me des un cargo que mejore mi situación financiera. Me has hecho trabajar en el Camp. Panam. casi sin cobrar nada. Valenzuela : Estoy disgustado pues me has hecho perder mucho tiempo para verte sin conseguir nada. Quedo a tus ordenes.* »

¹⁴² AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 2, Expediente 51.129, enveloppe contenant 424 cartes de visite adressées à Rodolfo Valenzuela. Les centaines de cartes de visites conservées dans les archives mériteraient un examen exhaustif dans une perspective d'analyse des réseaux de sociabilité de Valenzuela. Parmi les personnes qui l'ont contacté par ce biais, on constate la présence aussi bien de journalistes sportifs que d'architectes, de dirigeants d'entreprises de construction ou de concessionnaires automobiles.

lettres initialement envoyées à la présidente de la FEP se retrouvent en possession de Valenzuela. Le 30 mai 1952, un athlète argentin, Mariano Acosta, sélectionné pour participer aux Jeux Olympiques d'Helsinki et affilié au Parti Péroniste depuis l'âge de 15 ans, écrit à Eva Perón pour lui faire part de la situation difficile dans laquelle il se trouve. Soutien de famille, il doit prendre soin, avec sa sœur, de sa mère devenue veuve. Tous trois vivent dans une seule pièce, dans une pension, où Acosta ne peut manger à sa faim, bien qu'il verse tout son salaire aux propriétaires. Aussi sollicite-t-il l'obtention d'un prêt auprès du *Banco Hipotecario Previsión Social* afin de pouvoir acheter une maison ou l'attribution d'un logement social de la FEP¹⁴³. Nous ignorons si sa requête a été satisfaite, mais il n'est pas anodin de découvrir cette lettre parmi la documentation saisie chez Valenzuela. En tant qu'athlète et membre de la prochaine délégation olympique, le sort d'Acosta et de sa famille pouvait relever des missions du président de la Cadcoa, chargé de veiller au bien-être et aux conditions optimales de préparation des sportifs amateurs de haut niveau.

Sur ce point, son action a aussi suscité des réactions radicalement opposées. Si Fulvio Galimi ne tarit pas d'éloges sur la conduite de Valenzuela, sa gestion de la Cadcoa et l'aide qu'il a apportée aux sportifs, d'autres se montrent moins enthousiastes¹⁴⁴. Ainsi, la nageuse argentine Enriqueta Duarte, première femme latino-américaine à traverser la Manche à la nage en 1951, accuse directement Valenzuela de ne jamais lui avoir remis les prix qui lui étaient dus et d'avoir falsifié des documents la concernant :

S'il y a des crapules parmi les péronistes, je vais aussi le dire. Je vais t'en nommer un, il s'appelait Rodolfo Valenzuela, il avait reçu l'ordre de Perón de nous donner, à moi et à Irma Grampa, qui était escrimeuse, une maison, une voiture et 500 000 pesos. Quand est arrivée la Révolution Libératrice, ils ont commencé à enquêter sur moi, ils m'ont convoquée au Comité Olympique et là ils m'ont demandée : « Qu'est-ce que vous avez reçu de Perón et Eva ? », « Rien », je leur ai dit. « Cependant, il y a votre signature là. ». Bon, ils avaient imité ma signature et il est arrivé la même chose à Irma. C'est comme ça que nous l'avons appris, plusieurs années après. J'ai

¹⁴³ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 3, Dossier « Archivo Personal », lettre de Mariano Acosta adressée à Eva Perón, Buenos Aires, 30 mai 1952. Dans le même dossier, signalons la présence d'une autre lettre adressée elle aussi à Eva Perón par une professeure de patin à glace du club Gimnasia y Esgrima de Buenos Aires qui se plaint d'être mise à l'écart par les dirigeants au profit d'une autre enseignante étrangère. Comme cette affaire concerne un conflit sportif interne à un club, elle a aussi été redirigée vers Valenzuela, mieux habilité à y répondre que les employés de la FEP.

¹⁴⁴ Fulvio Galimi relate que la gestion de la Cadcoa avant l'arrivée de Valenzuela était très critiquée parce qu'elle était entre les mains de « prétentieux [*figurones*] qui n'apportaient rien » au sport. Perón aurait donc « utilisé les grands moyens » (*cortó por lo sano*) et tout confié à Valenzuela. « Enfin quelqu'un qui connaissait bien la question allait être au poste de direction. Jusqu'à présent, c'était juste un titre et la carte de visite qui allait avec et rien de plus. » Consulter Fulvio Galimi, *A Capa y a espada*, op. cit., p. 139. Galimi est cependant loin d'être un témoin impartial puisqu'il fut le secrétaire privé de Valenzuela à la Cour Suprême, emploi qu'il a obtenu grâce à ce dernier.

rédigé une note intitulée « J'accuse » et je l'ai envoyée à la Cour Suprême pour qu'ils enlèvent le portrait de Valenzuela, je ne sais pas s'ils l'ont enlevé, mais moi ça m'a soulagée¹⁴⁵.

Enriqueta Duarte se définit pourtant elle-même comme une inconditionnelle du péronisme : soixante ans après, elle confesse toujours son admiration pour Perón et surtout pour Evita, qu'elle a pu rencontrer personnellement. C'est grâce à son intervention que Duarte a pu se rendre en Angleterre et y réaliser son exploit¹⁴⁶. Après la chute du péronisme, d'autres témoignages, par le biais de lettres anonymes adressées à la Commission 49, mettent également en cause Valenzuela et son entourage au sein de la Cadcoa. Curieusement, dans les dossiers qui lui sont spécifiquement consacrés, les enquêteurs n'accusent jamais directement Valenzuela d'avoir mis la Cadcoa au service de la propagande du régime ni d'avoir cherché à discriminer les sportifs en fonction de leurs opinions politiques. Il semble qu'ils n'aient pas été en mesure d'entendre l'ancien magistrat sur ces points, étant donné son mauvais état de santé¹⁴⁷. Mais cette omission illustre aussi les stratégies adoptées par les investigateurs qui visent en priorité à poursuivre les dirigeants péronistes pour des délits économiques¹⁴⁸. Les seuls interrogatoires dont les archives aient conservé la trace portent sur des soupçons de corruption, d'abus de biens sociaux, d'enrichissement personnel et de détournement de fonds, que Valenzuela aurait commis en profitant de sa position privilégiée au sein du gouvernement¹⁴⁹. Par contre, l'ensemble des

¹⁴⁵ Citation tirée de l'entretien réalisé par Flor Monfort, « El ser y la nadadora », supplément *Las 12*, *Página 12*, 7 octobre 2011 [En ligne] <http://www.pagina12.com.ar/diario/suplementos/las12/13-6792-2011-10-07.html> (consulté le 12/06/2013) : « *Y si hay un peronista sinvergüenza, también lo voy a decir. Uno que ya te voy a decir se llamaba Rodolfo Valenzuela, quien tenía orden de Perón de darnos a mí y a Irma Grampa, que era una esgrimista, una casa, un auto y 500 mil pesos. Cuando vino la Revolución Libertadora, me empezaron a investigar, me llamaron a declarar al Comité Olímpico y ahí me preguntaron : "Qué cosas recibió de Perón y Eva ? ". "Nada", les dije. "Sin embargo está su firma.". Bueno, falsificaron mi firma y lo mismo le pasó a Irma. Ahí nos enteramos, muchos años después. Yo hice una nota que se titula "Yo acuso" y la mandé a la Corte Suprema para que bajen el cuadro de Valenzuela, no sé si lo sacaron pero yo me lo saqué de adentro.* »

¹⁴⁶ Enriqueta Duarte faisait d'ailleurs partie de l'Ateneo Deportivo Femenino créé par Eva Perón. Sur cet organisme, voir notre chapitre V.

¹⁴⁷ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 102.942/57, note de la Commission 49 concernant la mise en détention de Rodolfo Valenzuela, sans date. Il y est indiqué que son épouse demande à ce qu'il soit transféré à l'hôpital étant donné son mauvais état de santé et AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.949 : « Valenzuela Rodolfo G., Rodríguez Rosselli Roberto I. y otros/ defraudación y malversación », rapport final de la sous-commission d'investigation du 28 août 1956, qui précise que Valenzuela n'a pas été entendu (*indagado*) en raison de son état de santé. Fulvio Galimi, qui serait parvenu à rendre visite à Valenzuela pendant ses années de détention, a constaté la dégradation de son état physique. Valenzuela, ne supportant pas la prison, aurait tenté par trois fois de mettre fin à ses jours : Fulvio Galimi, *A Capa y espada, op. cit.*, p. 142-143.

¹⁴⁸ Nous renvoyons à notre chapitre V où nous étudions en détail des cas de sportifs mis en cause par la Commission 49.

¹⁴⁹ Voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 102.942/57, procès-verbal de l'interrogatoire de Rodolfo Valenzuela par le major Luis V. Noailles, président de la Commission d'enquête sur la Banque Centrale de la République Argentine, 14 octobre 1955. Il faut préciser néanmoins que, malgré les recherches menées par les enquêteurs concernant le patrimoine de Valenzuela, aucune trace de comptes à l'étranger ou

documents réunis dans les dossiers qui concernent l'ex-président de la Cadcoa et les enquêtes menées sur les membres de son entourage révèlent en filigrane les préoccupations d'ordre politique qui animent les enquêteurs.

Plusieurs feuillets semblent démontrer que Valenzuela, en tant que juge de la Cour Suprême, était chargé de surveiller les opinions politiques du personnel judiciaire et de s'assurer de l'adhésion des magistrats à la doctrine péroniste¹⁵⁰. Surtout, les archives de la Commission 49 comprennent plusieurs dossiers consacrés aux principaux employés de la Cadcoa qui ont accompagné Valenzuela pendant ses deux mandats à la tête de l'institution. Un groupe de « Sportifs Révolutionnaires ¹⁵¹», dans une lettre anonyme adressée au général Lonardi dès le 6 octobre 1955, s'offusque de voir que « tout le personnel de la CADCOA a été maintenu dans ses fonctions¹⁵² ». Ils s'étonnent de l'inaction et de la passivité du colonel Fernando Huergo, désigné comme nouvel *interventor* de la Confédération et ne comprennent pas que

Messieurs Blasco, Maglio, Fasola Castaño, D'Agostino et tant d'autres qui étaient les larbins (*servidores*) du Dr Valenzuela puissent, insouciantes, continuer d'occuper confortablement leurs lucratives fonctions, comme si rien ne s'était passé et comme s'il s'agissait seulement de changer le président en exercice de la CADCOA. [...] on dirait même que le Dr Valenzuela continue de donner des ordres par téléphone à ses anciens amis et vassaux¹⁵³.

Ces accusations n'ont pas été prises à la légère par les enquêteurs puisqu'au dos de la lettre, en date du 19 novembre 1955, le secrétaire général de la Commission 49, Juan Pablo Remonda, a laissé cette note manuscrite : « Nous le savions déjà de toute façon¹⁵⁴ ». Une autre lettre anonyme, adressée cette fois-ci le 24 octobre 1955 aux autorités militaires, exprime la même indignation face à l'attitude de Huergo, qui « apparaîtrait, heureux et souriant,

d'opérations suspectes n'a été découverte. Voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 106.062 « Valenzuela Rodolfo Guillermo. Antecedentes sobre sus operaciones bancarias ».

¹⁵⁰ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 2, Expediente 51.129, troisième dossier « Suprema Corte (San Juan) » ; *Idem*, dossier « Personal Justicia Bahía Blanca » ; AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 3, Dossier « Firma Presidente Secretario Técnico », demandes de nominations et de promotions du personnel judiciaire et listes de juges avec mentions manuscrites.

¹⁵¹ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 514 « Valenzuela Rodolfo, Blasco, Maglio y otros/ Se denuncian sus irregularidades en CADCOA », lettre anonyme adressée au général Lonardi, 6 octobre 1955 : « *Deportistas Revolucionarios* ».

¹⁵² *Ibid* : « haya confirmado a todo el personal de CADCOA ».

¹⁵³ *Ibid* : « *los Sres Blasco, Maglio, Fasola Castaño, D'Agostino y otros que eran sirvientes del Dr. Valenzuela sigan felices y cómodos en sus jugosos cargos, como si no hubiera pasado nada y como si se tratara del cambio solamente del Presidente de la CADCOA. [...] hasta pareciera que el Dr. Valenzuela sigue dando órdenes telefónicamente a sus antiguos amigos y vasallos.* »

¹⁵⁴ *Ibid* : « *Ya lo sabíamos, de todos modos* ».

parmi tous les amis et les complices du néfaste Dr Valenzuela¹⁵⁵ ». Selon son auteur, « TOUT le personnel¹⁵⁶ » encore en place au sein de la Confédération « a été l'exécuteur matériel de toutes les mesures arbitraires et de tous les abus de la Cadcoa¹⁵⁷ ».

La « segunda línea » de la Cadcoa : les employés administratifs et les collaborateurs de Valenzuela

Les dénonciations et les investigations menées principalement au cours du mois de novembre 1955 permettent de mieux cerner le mode de fonctionnement interne de la Confédération sous la direction de Valenzuela. Si les dirigeants historiques de la Cadcoa n'ont pas tous été écartés du comité de direction, la plupart des postes administratifs de l'institution sont occupés par des personnes de confiance du nouveau président. Une situation qui a certainement été propice à une gestion discrétionnaire de l'organisme. Ces employés accusés d'avoir servilement exécuté les consignes de Valenzuela ont eux aussi fait l'objet d'enquêtes approfondies, à commencer par l'une des secrétaires de la Cadcoa, Rosa Magdalena Cianis. Cette dernière connaissait Valenzuela depuis 1940 et avait auparavant travaillé au sein de son cabinet d'avocat. Elle était par ailleurs mariée à Antonio Rodríguez Campora, un autre employé de la Confédération, considéré comme l'un des bras droits de Valenzuela¹⁵⁸. À partir de 1945, elle est recrutée au sein du ministère du Travail et de la Prévision Sociale, avant d'être rattachée au secrétariat de la Cadcoa en mai 1953¹⁵⁹. Par la suite, elle est nommée déléguée nationale puis inspectrice nationale du Conseil Supérieur du Parti Péroniste Féminin (PPF)¹⁶⁰. Ses activités politiques se mêlent étroitement à ses responsabilités au sein de la Cadcoa puisqu'elle est chargée, au cours de ses tournées d'inspection dans le pays, de divulguer et diffuser l'action de la Confédération en matière

¹⁵⁵ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 2237 « Valenzuela Rodolfo/ Irigoyen Elsa, Maglio y otros/ Se los denuncian por irregularidades diversas en CADCOA », lettre anonyme adressée au lieutenant-colonel Salvador Guevara, 24 octobre 1955: « *aparezca sonriendo y feliz entre todos los amigos y complices del nefasto Dr. Valenzuela* ».

¹⁵⁶ *Ibid* : « *TODO el personal* ».

¹⁵⁷ *Ibid* : « *fuera ejector material de todas las arbitrariedades y abusos de CADCOA* ».

¹⁵⁸ Selon plusieurs témoins entendus par la Commission 49. Voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 102.942/57, comptes-rendus de l'audition d'Horacio Alfredo Salas et de Guillermo García Airaldi du 28 décembre 1955. Rodríguez Campora était conseiller sportif à la Cadcoa, spécialisé dans les sports automobiles et responsable de plusieurs courses panaméricaines organisées sous le péronisme. Gravement malade, il meurt avant le début de l'enquête de la Commission 49.

¹⁵⁹ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.947 « Rodríguez Campora, Rosa M. Cianis de / Investigación de las actividades de la misma en la Confederación Argentina de Deportes y en Partido Peronista Femenino », procès-verbal d'audition de Rosa Cianis du 21 novembre 1955. Il existe plusieurs graphies du nom de la dépositante, nous avons choisi la forme « Cianis », qui est la plus fréquente.

¹⁶⁰ *Ibid*.

sportive, en suivant les instructions de Valenzuela¹⁶¹. La Commission 49 décide de l'inscrire sur la liste des personnes proscrites, étant donné qu'il ressort de l'enquête que « sa seule activité consistait à faire de la propagande politique et à assumer des fonctions partisans au sein du parti péroniste¹⁶² ».

Rosa Cianis avait pour collègue au sein du secrétariat privé de Valenzuela à la Cadcoa Cristóbal Blasco, nommé chef du personnel depuis 1950. Ce dernier est qualifié, par deux lettres de dénonciation, d'avoir été un « agent de liaison entre Eva Perón et la CADCOA¹⁶³ ». Ses responsabilités étaient, toujours d'après ces témoignages, bien plus importantes que celles d'un simple secrétaire ou d'un directeur des ressources humaines : « C'est lui qui autorisait les tournées, les dépenses et les primes accordées aux sportifs¹⁶⁴ ». Apparemment, il n'a pas été interrogé par la Commission 49 mais a aussi été ajouté à la liste des individus *interdictos* de la Révolution Libératrice.

Par contre, les enquêteurs sont parvenus à mettre la main sur Roberto Rodríguez Rosselli, trésorier de la Confédération depuis l'année 1949 jusqu'au 27 septembre 1955, date à laquelle l'institution passe sous le contrôle du gouvernement militaire. Auditionné au début du mois de janvier 1956, Rodríguez Rosselli raconte qu'il a rencontré Valenzuela au cours d'une assemblée de la Cadcoa, à laquelle il assistait en tant que secrétaire de la Fédération Argentine d'Esgrime (*Federación Argentina de Esgrima*-FAE). C'est lors de cette réunion qu'un délégué général de la Confédération lui a proposé d'occuper le poste de trésorier, ce qu'il a accepté. Les enquêteurs, qui soupçonnent les dirigeants de s'être livrés à des malversations, l'ont convoqué pour l'interroger sur la façon dont les subventions allouées à la Cadcoa étaient utilisées. L'audition du trésorier permet de confirmer le fait que la Confédération continue, pendant toute la période péroniste, de recevoir des dotations conséquentes de la part du gouvernement. Comme le signalent R. Daskal et D. Sazbón, les

¹⁶¹ *Idem*, lettre de Rosa Cianis à Rodolfo Valenzuela du 4 mars 1955. Dans cette lettre, saisie par la Commission 49, elle remercie le président de la Cadcoa pour son soutien lors de la maladie et du décès de son mari et l'informe de sa nomination au sein du PPF.

¹⁶² *Idem*, conclusion de l'enquête sur Rosa Cianis du 29 décembre 1955 : « surge que su única actividad era la de propaganda política y funciones partidarias dentro del partido peronista. » Rosa Cianis avait, dès le 29 septembre 1955, présenté sa démission auprès de l'interventor de la Cadcoa, « pour raison de santé ». On peut penser que l'évolution de la situation politique et la prise de contrôle de la Confédération par la Révolution Libératrice ont aussi pesé dans cette décision.

¹⁶³ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 514 « Valenzuela Rodolfo, Blasco, Maglio y otros/ Se denuncian sus irregularidades en CADCOA », lettre anonyme adressée au général Lonardi par des « Sportifs Révolutionnaires », 6 octobre 1955 et AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 9, Expediente 7410 « D'Agostino Saverio, Irigoyen Helsa (*sic*), Weiss Mary Terán de y otros/ Su obsecuencia al regimen anterior sus negociados y vinculación con la CADCOA », lettre anonyme adressée à la Commission 49 par « plusieurs sportifs argentins démocratiques », 11 janvier 1956 : « agente de enlace entre la Sra Eva Perón y la CADCOA ».

¹⁶⁴ *Ibid* : « Autorizaba giras, gastos y premios a los deportistas. » Il aurait aussi profité de ses séjours en Europe en tant que membre de la délégation olympique pour se livrer à du trafic de produits d'importation, vendus au marché noir.

fonds gérés par la Cadcoa sont multipliés par sept entre 1944 et 1950, passant de moins de 50 000 pesos à plus de 340 000 pesos¹⁶⁵. Il faut y ajouter les versements extraordinaires accordés lors de l'organisation d'événements exceptionnels, comme les 10 millions de pesos perçus par la Confédération en 1950-1951 en prévision des premiers Jeux Panaméricains ou les 5 millions de pesos distribués en juin 1952 afin de préparer l'envoi de la délégation olympique argentine à Helsinki¹⁶⁶. Rodríguez Rosselli rapporte qu'à la fin de l'année 1954, la Cadcoa a aussi touché plus d'un million de pesos du gouvernement, pour faire face aux dépenses entraînées par la participation aux second Jeux Panaméricains, accueillis par Mexico¹⁶⁷.

Ces éléments démontrent que la Cadcoa conserve sa position de principale entité dirigeante du sport amateur argentin et d'intermédiaire privilégiée entre l'État et les fédérations sportives ou les athlètes. C'est elle qui est chargée de la répartition de l'aide financière publique accordée au milieu sportif amateur par le gouvernement, en fonction des besoins et des demandes qui lui sont adressées. Il est évident que, dans ce cadre, le président de cette institution disposait d'un grand pouvoir. On peut comprendre que la figure de Valenzuela ait pu cristalliser des rancœurs et des mécontentements parmi les sportifs et les dirigeants. La Commission 49, elle, s'est surtout concentrée sur les preuves permettant de démontrer que les dirigeants de la Cadcoa ont détourné de l'argent public à leur profit. Le dossier consacré à Rodríguez Rosselli se conclut par un rapport daté du 28 août 1956 qui détermine que le gouvernement a remis 74 000 dollars à la Confédération afin de financer une expédition argentine dans l'Himalaya. Sur cette somme, il restait un reliquat de 42 758 dollars qui, au lieu d'être rendu au Trésor Public comme le prévoyait la législation en vigueur, a servi pour d'autres dépenses aux responsables de la Cadcoa¹⁶⁸. Les enquêteurs estiment que cet argent a été « soustrait au patrimoine national¹⁶⁹ » et transfèrent le dossier à la justice, afin que l'État soit indemnisé. Le décalage entre cette affaire et les rumeurs et les accusations portées contre les membres de la Cadcoa est néanmoins criant : d'après certains délateurs anonymes, ce sont cinq permis d'importation d'automobiles, censés revenir à des athlètes argentins et valant plusieurs dizaines de milliers de pesos, dont se serait emparé

¹⁶⁵ Voir R. Daskal et D. Sazbón, « El deporte entre centralización gubernamental... », *op. cit.* Il faut cependant tenir compte de l'inflation qui sévit en Argentine depuis le début de la crise économique en 1949. Les deux auteurs l'évaluent à 300% sur la période (mais sans préciser la source de ce calcul).

¹⁶⁶ *Ibid.*

¹⁶⁷ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.949 : « Valenzuela Rodolfo G., Rodríguez Rosselli Roberto I. y otros/ defraudación y malversación », procès-verbal d'audition de Roberto Rodríguez Rosselli, 3 janvier 1956.

¹⁶⁸ *Idem*, rapport final d'enquête du 28 août 1956.

¹⁶⁹ *Ibid.* : « *sustraido al patrimonio nacional* ».

Rodríguez Rosselli¹⁷⁰. Avec la complicité de Jorge Maglio, gestionnaire de la Confédération, le trésorier, Valenzuela et Blasco auraient détourné jusqu'à six millions de pesos, en falsifiant les bilans financiers des Jeux Olympiques de Londres et d'Helsinki et des compétitions panaméricaines¹⁷¹.

En comparaison, les irrégularités constatées par la Commission 49 sont plus que modestes, voire anecdotiques. Dans le cas de Maglio, les enquêteurs s'étonnent qu'il ait touché, entre 1953 et août 1955, un salaire mensuel de 1 000 pesos versés par l'Œuvre Sociale du ministère de la Justice, alors qu'il était déjà rémunéré par la Cadcoa. L'explication est prosaïque : Maglio reconnaît qu'il s'agissait d'un emploi fictif, provenant d'un arrangement avec Valenzuela, au motif qu'il était l'un des rares employés de la Cadcoa à ne disposer que d'un seul salaire, qui lui était insuffisant pour vivre et entretenir sa famille¹⁷². Ce genre de pratique n'est pas exceptionnel et a tout particulièrement été utilisé par la Confédération et le gouvernement péroniste pour permettre aux sportifs de haut niveau de s'entraîner régulièrement tout en percevant des revenus, mais sans perdre leur statut amateur¹⁷³. Face à ces entorses à la réglementation, la Commission 49 procède à une remise en ordre en licenciant les personnes incriminées.

Un autre employé de la Cadcoa, Saverio D'Agostino, fait aussi l'objet d'une enquête, en raison du cumul de fonctions qu'il a occupées pendant la période péroniste et des nombreuses lettres de dénonciation adressées aux autorités à son sujet. D'Agostino, responsable du service de presse de la Confédération des sports, est accusé d'avoir été un agent de propagande et de délation au service du régime péroniste¹⁷⁴. Chroniqueur dans plusieurs journaux officiels, conseiller sportif de Valenzuela, de l'Afa et de la FEP, employé au sein de l'Université nationale de Buenos Aires (UBA), détenteur de la médaille péroniste,

¹⁷⁰ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 9, Expediente 7410, lettre anonyme adressée à la Commission 49 par « plusieurs sportifs argentins démocratiques », 11 janvier 1956. Remarquons que cette lettre de dénonciation a été adressée à la Commission 49 après l'audition de Rodríguez Rosselli, ce qui peut expliquer pourquoi il n'a pas été interrogé à ce sujet.

¹⁷¹ *Ibid.*

¹⁷² AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.947 « Rodríguez Campora, Rosa M. Ciannis de / Investigación de las actividades de la misma en la Confederación Argentina de Deportes y en Partido Peronista Femenino », procès-verbal d'audition de Jorge Antonio Maglio, 22 novembre 1955. Ce document se trouve dans le dossier d'enquête de Rosa Cianis parce que Maglio a également été interrogé sur les activités de cette dernière.

¹⁷³ Voir l'analyse du cas d'Elsa Irigoyen présentée dans notre chapitre V.

¹⁷⁴ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 9, Expediente 1668 « D'Agostino Saverio/ Se denuncia su obsecuencia al régimen depuesto y la introducción del libro La Razón de mi Vida en los clubes », lettre anonyme adressée à la Commission 49, 1er octobre 1955; *idem*, Caja 1, Expediente 457 « Irigoyen Elsa y D'Agostino Saverio/ Se denuncia sus actuaciones en la CADCOA y diversos empleos públicos », lettre anonyme adressée au contre-amiral Isaac Rojas, 6 octobre 1955 et *idem*, Caja 9, Expediente 7410, lettre anonyme adressée à la Commission 49 par « plusieurs sportifs argentins démocratiques », 11 janvier 1956.

c'est lui qui aurait « vendu de force aux clubs de football¹⁷⁵ » des milliers d'exemplaires de l'autobiographie d'Eva Perón, *La Razón de mi Vida*. Plus grave encore, il est présenté comme le principal responsable de la saisie du club Estudiantes de La Plata en 1953, qui aurait refusé de distribuer le livre de la Première Dame à ses adhérents¹⁷⁶. Enfin, il est accusé à plusieurs reprises d'avoir dénoncé et obtenu la suspension de sportifs et de dirigeants antipéronistes¹⁷⁷.

Au cours de son audition, D'Agostino nie tout en bloc. Il reconnaît seulement qu'il est effectivement employé au sein du service de presse de la Confédération depuis 1951 et qu'il est un ami de Valenzuela. En tant que journaliste, il a également rencontré Eva Perón, mais n'a entretenu que des relations professionnelles avec elle¹⁷⁸. Ses dénégations ne sont néanmoins guère convaincantes : il est avéré que la Cadcoa a acheté 15 000 exemplaires de *La Razón de mi Vida* au cours de l'année 1952 pour un montant total de 135 000 pesos¹⁷⁹. Cette même année, la délégation olympique argentine envoyée à Helsinki en a emporté dans ses valises¹⁸⁰. Par ailleurs, de nombreux dirigeants de clubs ont affirmé avoir reçu des consignes pour s'en procurer, quand des lots de livres ne leur étaient pas tout simplement livrés par des employés de la Cadcoa¹⁸¹. Il est fort probable qu'en tant que responsable du service de presse de la Confédération, cette tâche de diffusion ait été confiée à D'Agostino. Concernant la surveillance des sportifs et de leurs opinions politiques, il n'est pas impossible que cette accusation soit liée à une initiative de l'institution, qui souhaitait, afin de disposer de statistiques fiables sur la pratique des activités physiques dans le pays et d'améliorer l'encadrement des athlètes, mettre en place un recensement des sportifs (*Censo deportivo*)¹⁸². Décidée en 1950, cette mesure consistait à demander à tous les organismes sportifs – fédérations et clubs – de remplir des fiches de renseignements personnels pour

¹⁷⁵ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 457 « Irigoyen Elsa y D'Agostino Saverio/ Se denuncia sus actuaciones en la CADCOA y diversos empleos públicos », lettre anonyme adressée au contre-amiral Isaac Rojas, 6 octobre 1955 : « *vendió a todos los clubes de fútbol por la fuerza* ». Grâce à ces ventes forcées, il aurait empoché une commission de 20 000 pesos.

¹⁷⁶ Pour une analyse détaillée de l'*intervención* du club Estudiantes de la Plata, nous renvoyons à notre chapitre VIII.

¹⁷⁷ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 9, Expediente 1668 « D'Agostino Saverio/ Se denuncia su obscuro al régimen depuesto y la introducción del libro *La Razón de mi Vida* en los clubes », lettre anonyme adressée à la Commission 49, 1er octobre 1955; *idem*, Caja 1, Expediente 457 « Irigoyen Elsa y D'Agostino Saverio/ Se denuncia sus actuaciones en la CADCOA y diversos empleos públicos », lettre anonyme adressée au contre-amiral Isaac Rojas, 6 octobre 1955 et *idem*, Caja 9, Expediente 7410, lettre anonyme adressée à la Commission 49 par « plusieurs sportifs argentins démocratiques », 11 janvier 1956.

¹⁷⁸ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 9, Expediente 7410, procès-verbal d'audition de Saverio d'Agostino, 1^{er} novembre 1955.

¹⁷⁹ Informations données à la Commission 49 par le trésorier de la Cadcoa, Rodríguez Rosselli. Cependant ce dernier a été auditionné deux mois après D'Agostino. Voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.949, procès-verbal d'audition de Roberto Rodríguez Rosselli, 3 janvier 1956.

¹⁸⁰ *Ibid.*

¹⁸¹ Sur ce point, nous renvoyons aux témoignages de dirigeants de clubs cités dans notre chapitre VIII.

¹⁸² Cadcoa, *Memoria y Balance General 1949-1950*, Buenos Aires, 1950, « Censo Deportivo », p. 59.

chaque athlète en activité et de les adresser à la Cadcoa qui centraliserait ainsi toutes les informations dans un fichier national. Pour une partie du milieu sportif argentin, peu habitué à ce genre de procédures bureaucratiques, le *Censo deportivo* est ressenti comme une forme d'ingérence dans la vie de leurs associations et suscite des réactions de méfiance ou de rejet¹⁸³.

Ces dernières sont d'autant plus compréhensibles que la Confédération apparaît dès les années 1949-1950, soit dès l'accession à la présidence de Valenzuela, comme une organisation satellite du gouvernement. En effet, au cours de cette période, plusieurs décisions adoptées par le comité de direction signalent le renforcement des liens entre la Cadcoa et le couple présidentiel. En premier lieu, Perón et Evita sont désignés présidents d'honneur de l'institution. En outre, le 17 décembre 1949 a lieu, au stade de River Plate, la première « Fête du Sport National » (*Fiesta del Deporte Nacional*), organisée par la Confédération avec la collaboration de la CGT. L'objectif avoué de cette cérémonie fastueuse, qui rassemble plusieurs milliers de sportifs argentins, est de « rendre hommage à M. le Président de la Nation, le général Perón et à son épouse, Eva Perón¹⁸⁴ », en remerciement pour les « multiples marques d'adhésion et de soutien à la cause du sport¹⁸⁵. ». À cette occasion, le chef de l'État et sa femme reçoivent les insignes de l'Ordre Olympique, remis par les dirigeants de la Cadcoa. En retour, la Première Dame remet la Médaille Péroniste à plusieurs sportifs, en récompense pour leurs exploits qui ont fait progresser la cause de la nation¹⁸⁶. À compter de cette date, ces célébrations devinrent des rendez-vous réguliers entre les détenteurs du pouvoir politique et les dirigeants du milieu sportif¹⁸⁷. Enfin, le 18 juillet 1950, a lieu l'inauguration officielle de la *Casa del Deporte*, en présence là aussi de Perón, d'Evita, de représentants du gouvernement et des pouvoirs publics ainsi que des membres du comité de direction de la Cadcoa au grand complet¹⁸⁸. Cette « Maison du Sport », située au numéro 1362 de la rue Carlos Pellegrini, à proximité de la gare de Retiro et donnant sur l'artère principale de la capitale argentine, l'avenue 9 de Julio, permet enfin à la Confédération de résoudre l'un de ses problèmes majeurs depuis sa

¹⁸³ Cette décision s'accompagne de mesures visant à améliorer la prise en charge des athlètes de haut niveau, comme la création d'un système d'assurance tous-risques destiné à tous les sportifs sélectionnés pour les Jeux Panaméricains. Voir Cadcoa, *Memoria y Balance General 1949-1950*, op. cit., « Seguro Deportivo », p. 91.

¹⁸⁴ *Idem*, « Fiesta del Deporte Nacional », p. 11 : « *rendir homenaje al señor Presidente de la Nación, general Perón y a su esposa, Eva Perón* ».

¹⁸⁵ *Ibid* : « *por sus multiples testimonios de adhesión y ayuda a la causa del deporte.* »

¹⁸⁶ *Idem*, p. 13. Les lauréats sont deux femmes et trois hommes : Celina C. de Oyarzún, championne du monde de looping, Rosa H. Rodríguez, championne du monde de saut en parachute, Oscar R. Bidegain, champion de tir, Juan Gálvez, champion argentin de courses automobiles et Manuel Andrada, ancien champion olympique de polo.

¹⁸⁷ D'autres hommages officiels et défilés de sportifs argentins en l'honneur de Perón et d'Evita eurent lieu en 1952, 1953 et 1954.

¹⁸⁸ Cadcoa, *Memoria y Balance General 1949-1950*, op. cit., « Casa del Deporte », p. 25.

fondation : obtenir un siège définitif et permanent. L'immeuble a été gracieusement cédé par la Municipalité de Buenos Aires, alors dirigée par l'intendant péroniste Juan Virgilio Debenedetti.

La Cadcoa : la véritable instance centrale de la politique sportive péroniste ?

Sous la présidence de Rodolfo Valenzuela, la position de la Cadcoa et sa situation économique et matérielle sont donc considérablement renforcées. Si elle n'a pas été remplacée par un organisme gouvernemental, comme le laissaient craindre les projets péronistes initiaux, c'est probablement parce que ce dernier n'était plus jugé nécessaire. Sous la conduite de Valenzuela, la Confédération remplit très efficacement cet office. L'institution ne dispose plus que d'une autonomie de façade à partir du décret 370 promulgué en janvier 1952 : désormais, le président de la Cadcoa est directement nommé par l'Exécutif. Sans surprise, Valenzuela est aussitôt confirmé dans ses fonctions. À partir de cette date, la Cadcoa s'apparente bel et bien à un secrétariat d'État ou à un ministère des Sports, sans en porter le nom. On voit comment le gouvernement péroniste s'est ici appuyé sur une structure existant préalablement pour édifier son système sportif national et public. Une structure qui, dès sa création, dépendait étroitement des pouvoirs publics pour survivre et fonctionner. Si la nouvelle configuration instaurée par le péronisme a pu provoquer les protestations et le départ de certains dirigeants, elle a néanmoins répondu à un grand nombre de demandes qu'ils réclamaient depuis, au moins, les années 1930. La trajectoire de l'institution entre 1949 et 1955 découle aussi fortement du profil de son président : toute sa vie, Valenzuela est demeuré inconditionnellement fidèle à Perón, qu'il a rapidement rejoint, une fois libéré par la junte militaire, au cours de son exil en Espagne. Jusqu'à sa mort, en 1967, l'ex-président de la Cadcoa fut le secrétaire particulier du *Conductor*¹⁸⁹.

La transformation de la Cadcoa en une institution satellite du gouvernement péroniste s'apparente aux modes de fonctionnement de deux autres organismes qui jouèrent également un rôle central dans la politique sportive du régime. Mais, à l'inverse de la Confédération, il s'agit cette fois de deux organisations nouvelles, créées à l'initiative de membres du mouvement péroniste et qui sont conçues, dès l'origine, comme des structures

¹⁸⁹ Une mort qui se produisit dans des circonstances troubles puisqu'il fut tué dans un accident (ou un attentat à la bombe suivant les versions) alors qu'il était à bord d'un avion à l'aéroport de Monrovia au Libéria. Après son décès, le tristement célèbre José López Rega devint le nouveau secrétaire particulier de Perón. Voir Josphe A. Page, *Perón. Una biografía*, Buenos Aires, Debolsillo, 2011, p. 481 (1^{ère} édition en anglais 1999) ; Fulvio Galimi, *A Capa y espada*, *op. cit.*, p. 143 et R. Daskal et D. Szabón, « El deporte entre centralización gubernamental... », *op. cit.*

paraétatiques. En raison de ce lien organique avec l'appareil d'État péroniste et de leurs activités orientées vers le développement de la pratique sportive des enfants et des adolescents, la Fondation Eva Perón et l'UES ont d'emblée suscité la polémique. De fait, la Cadcoa a été quelque peu éclipsée par ces deux organismes, mieux connus et bien plus étudiés par les spécialistes de la période péroniste et de sa politique sportive¹⁹⁰.

¹⁹⁰ Cette attention des chercheurs est cependant relativement récente. Sur la Fondation Eva Perón, l'un des ouvrages pionniers est celui de Néstor Ferioli, *La Fundación Eva Perón*, deux volumes, Buenos Aires, Centro Editor de América Latina, 1990. Mariano Ben Plotkin dans son livre *Mañana es San Perón*, dont la première édition date de 1993, signale que la FEP est alors l'un des organismes les moins étudiés de l'histoire du péronisme. De nombreux travaux ont depuis été menés sur cet organisme et des recherches novatrices ont pu être entreprises notamment grâce à la découverte et au sauvetage de certaines archives, dont les Actes du Conseil de direction de la FEP et des *Memorias* de l'institution pour la période 1952-1955. Cependant, manquent toujours, à notre connaissance, les archives internes de l'institution pour la période précédente, 1948-1952, soit la période où Eva Perón dirigeait en personne la Fondation. L'UES fait aussi depuis plusieurs années l'objet d'une attention renouvelée par les spécialistes du péronisme, grâce aux travaux d'Omar Acha, *Los muchachos peronistas. Orígenes olvidados de la Juventud Peronista (1945-1955)*, Buenos Aires, Planeta, 2011 et d'Adrián Cammarota, *Somos bachiyeres. Juventud, cultura escolar y peronismo en el Colegio Nacional Mixto de Morón (1946-1969)*, Buenos Aires, Biblos, 2014.

CHAPITRE III

LES ORGANISATIONS SPORTIVES PARAÉTATIQUES

DÉDIÉES À LA JEUNESSE

Le rôle joué par la FEP et par l'UES au sein de la politique sportive péroniste est mieux connu des historiens parce qu'il existe, contrairement à la Cadcoa et aux autres organismes gouvernementaux évoqués précédemment, une version finale publiée des enquêtes effectuées par les membres de la Comisión Nacional d'Investigación (CNI) de la Revolución Liberadora sur ces deux institutions. Une commission spécifique, la Comisión 39, a même été créée pour examiner le cas de la FEP, tandis que l'UES a fait l'objet d'investigations dans le cadre des activités de la Comisión 4, chargée de la « gestion économique et financière du ministère de l'Éducation¹ » et de la Comisión 20, consacrée au ministère de l'Éducation². Les activités de ces deux organismes sont aussi bien documentées en raison de la couverture médiatique dont elles ont bénéficié pendant la période péroniste et des très nombreux fascicules et brochures publiés par les services officiels de propagande du gouvernement. Soulignons d'emblée l'une des différences majeures entre la FEP et l'UES : leur durée d'existence. En effet, la FEP, fondée dès l'année 1948, a véritablement accompagné le régime péroniste pendant toute la période qui nous intéresse, tandis que l'UES est une création tardive, puisqu'elle n'apparaît qu'en 1953, dans un contexte social et politique beaucoup plus conflictuel. Ces deux institutions se distinguent aussi l'une de l'autre par leur impact respectif sur la société argentine : l'UES

¹ Voir Vice-Presidencia de la Nación-CNI, *Documentación, autores y cómplices de las irregularidades cometidas durante la Segunda Tiranía*, Tome I, Buenos Aires, 1958, « Comisión n°4 : Gestión economicofinanciera del ministerio de Educación ».

² Le rapport d'enquête concernant la FEP a été publié dans Vice-Presidencia de la Nación-CNI, *Documentación, autores y cómplices de las irregularidades cometidas durante la Segunda Tiranía*, Tome III, Buenos Aires, 1958, « Comisión n° 39 Ex-Fundación Eva Perón – Instituto Nacional de Acción Social », p. 266-279. Ceux concernant l'UES se trouvent dans le Tome I, « Informe sobre UES », p. 313-473 et dans le Tome II, « Comisión n°20 : Ministerio de Educación », « Informe sobre la Unión de Estudiantes Secundarios de Capital Federal », p. 214-238.

n'a jamais atteint – et n'avait pas vraiment vocation à le faire – l'ampleur gagnée par la FEP, dont les objectifs initiaux étaient infiniment plus variés et ambitieux.

Il est néanmoins judicieux de les étudier conjointement, étant donné les points communs qui les réunissent. D'une part, leur statut institutionnel est relativement similaire puisque ces deux organisations sont l'émanation de personnalités péronistes de premier plan, impliquées directement dans le processus de prise de décision politique et dans la conduite du mouvement et du gouvernement péronistes. Si la FEP et l'UES sont censées être des entités privées et donc fonctionner de façon autonome et indépendante vis-à-vis des pouvoirs publics, en réalité, elles dépendent entièrement de ces derniers, que ce soit en terme de financements, de personnel et de moyens administratifs. D'autre part, ces deux institutions apparaissent comme les fers de lance des axes de la politique sportive péroniste dédiés à la jeunesse : les enfants, les adolescents et les étudiants constituent la cible principale et la catégorie de population privilégiée de leurs programmes d'action. La FEP et l'UES sont même pensées comme complémentaires, la seconde étant supposée prendre le relais de la première dans l'encadrement de la pratique sportive des jeunes Argentins, ou viser des groupes qui, du fait de leur origine sociale, se trouvaient hors du ressort de la FEP. L'examen de ces deux organismes permet de comprendre non seulement comment le sport fut conçu comme un élément central des politiques sociales et éducatives justicialistes, mais aussi la perception de la jeunesse et de son rôle dans la société par le régime péroniste et la façon dont cette dernière a évolué au cours de la période.

LA FONDATION EVA PERÓN ET LE SPORT : EMBRIGADEMENT POLITIQUE OU ASSISTANCE SOCIALE ?

Comment le sport est devenu une activité centrale de la FEP

Le développement des activités sportives n'était pas, à l'origine, la vocation première de la FEP. Créée officiellement le 8 juillet 1948, la Fondation d'Aide Social María Eva Duarte de Perón (*Fundación de Ayuda Social María Eva Duarte de Perón*) est le résultat de plusieurs initiatives entreprises par Eva Perón dès l'accession au pouvoir de son mari³. Dès l'année 1946, la Première Dame argentine utilise un garage de la résidence

³ Voir Martín Stawski, « El populismo paralelo : política social de la Fundación Eva Perón (1948-1955), dans Patricia Berrotarán, Aníbal Jáuregui et Marcelo Rougier (ed.), *Sueños de bienestar en la Nueva Argentina. Estado y políticas públicas durante el peronismo (1946-1955)*, Buenos Aires, Imago Mundi, 2004, p. 193-227. La *Fundación de Ayuda Social María Eva Duarte de Perón* change de nom à partir du 25 septembre 1950

présidentielle pour y stocker des fournitures et des produits destinés aux plus nécessiteux. Elle est aidée dans cette tâche par plusieurs employés de la résidence, dont Atilio Renzi, qui devint dès lors l'un de ses plus fidèles collaborateurs⁴. Au cours de cette même année 1946, Evita lance la « *Campaña Pro Ayuda Social María Eva Duarte de Perón* », qui est présentée comme une première étape de la politique d'assistance sociale envisagée par le nouveau gouvernement. Et les premiers concernés par celle-ci sont les enfants défavorisés. S'impose alors l'un des slogans les plus connus de la FEP et du régime péroniste : « Les enfants sont les seuls privilégiés du pays⁵ ». Au cours de cette première phase, Eva Perón inaugure 4 000 cantines scolaires, collecte de l'argent auprès de différents syndicats pour venir en aide aux enfants des provinces les plus pauvres et leur envoie des colis de vêtements. En 1947, les actions déployées par Eva Perón prennent de l'ampleur ; elle commence également à jeter les fondations de sa future institution. Celle-ci repose sur le recrutement d'assistantes sociales, organisées en « cellules minimales » (*células mínimas*), soit des petits groupes de travailleurs sociaux, chargés de parcourir les zones les plus défavorisées du pays et d'y recueillir des informations sur la situation des familles et des enfants⁶. Ces « cellules minimales » encadraient notamment le transfert en train de groupes d'enfants jusqu'à la capitale argentine où, après avoir été accueillis par Evita, ils étaient ensuite répartis dans différents orphelinats et pris en charge par des équipes médicales. Eva Perón s'appuie également sur les services de l'État pour mener à bien son action caritative : au cours des fêtes de Noël et du Nouvel An, à la fin de l'année 1947 et au début de l'année 1948, c'est grâce à la mobilisation du personnel de la Dirección de Correos qu'elle peut procéder à la distribution, dans tout le pays, de près d'1,5 millions de paniers contenant une bouteille de *sidra* et du *pan dulce* ainsi que de 5 millions de jouets aux familles dans le besoin⁷.

Dès lors, Eva Perón devient la pièce maîtresse de la politique d'assistance sociale du gouvernement péroniste, ou, pour reprendre ses propres termes, « le pont d'amour⁸ » entre

pour s'appeler désormais Fundación Eva Perón. Nous avons choisi, par commodité et souci de clarté, d'employer uniquement cette dernière appellation.

⁴ Nous évoquons plus précisément ce personnage dans le chapitre VI.

⁵ Les références à cette devise sont extrêmement nombreuses. À titre d'exemple, voir *Infancia privilegiada*, un petit ouvrage publié par le Servicio Internacional de Publicaciones Argentinas (SIPA) du ministère des Relations Extérieures : SIPA, *Infancia privilegiada*, Buenos Aires, s/d, « Capitulo 6. Un hermoso ideal : hacia la República de los niños felices » [BC. BP B 57] : « *En la República argentina, los únicos privilegiados son los niños* ».

⁶ Martín Stawski, « El populismo paralelo : política social de la Fundación Eva Perón (1948-1955) in Patricia Berrotarán, Aníbal Jáuregui et Marcelo Rougier (ed.), *Sueños de bienestar en la Nueva Argentina, op. cit.*, p. 196. Cet article constitue la matrice du livre du même auteur, *Asistencia social y buenos negocios. Política de la Fundación Eva Perón (1948-1955)*, Buenos Aires, Imago Mundi, 2009.

⁷ *Ibid.* Le cidre (*sidra*) et le pain doux (*pan dulce*), une sorte de brioche se rapprochant du *panettone* italien, sont la boisson et le dessert traditionnels du repas de Noël en Argentine.

⁸ Voir le discours prononcé par Eva Perón lors de la Fête des travailleurs le 1^{er} mai 1950, sur la place de Mai à Buenos Aires [En ligne] <http://www.peronismoenverdad.com.ar/discursos/discursos-de-evita/discurso-5/> :

Perón et ses fidèles *descamisados*. Si les enfants étaient les premiers visés par ces mesures, le public concerné par les programmes de la Fondation s'élargit très rapidement à l'ensemble des populations pauvres, aussi bien urbaines que rurales, aux sans-emplois et aux femmes, en particulier les mères célibataires ou abandonnées par leurs maris et les jeunes employées d'origine provinciale, isolées dans les grandes villes⁹. La Première Dame argentine peut compter sur la collaboration étroite avec la Direction Nationale d'Assistance Sociale, un organisme dépendant du secrétariat d'État au Travail et à la Prévision Sociale, alors dirigé par Armando Méndez San Martín. Ce dernier devint, avant d'accéder à la tête du ministère de l'Éducation, le directeur de la FEP, assisté par Atilio Renzi, nommé intendant de la Fondation. Eva Perón s'installa dès lors dans le même bureau occupé entre 1943 et 1945 par Perón, au sein du secrétariat d'État au Travail et à la Prévision Sociale pour y mener à bien ses nouvelles tâches. Celles-ci prirent rapidement une ampleur phénoménale : des milliers de lettres adressées à la « première Bonne Samaritaine d'Argentine¹⁰ » arrivaient chaque semaine au siège de la Fondation, des centaines de personnes se pressaient tous les jours devant les locaux du secrétariat d'État au Travail, dans l'espoir de pouvoir être reçus par Evita en personne, des rapports réguliers étaient envoyés par les responsables des *células mínimas* pour signaler les éventuelles mesures à prendre dans les provinces les plus reculées du pays¹¹.

Outre l'aide sociale directe individuelle apportée par la FEP aux catégories sociales les plus précaires et les plus marginalisées, l'institution s'engage par ailleurs dans des programmes ambitieux qui touchent à des domaines variés : l'éducation, la santé, le tourisme social, la réinsertion et la protection sociale des femmes, des enfants et des personnes âgées. Du vivant d'Eva Perón, l'expansion de la Fondation fut très rapide : elle devint, aux dires de Mariano Plotkin, un « véritable État dans l'État¹² ». La FEP empiétait sur les prérogatives d'autres ministères et organismes d'État, au point de provoquer, dans

« *punte de amor* ». Consulter également les remarques de Silvia Ramírez Gelbes sur cette métaphore régulièrement employée par Eva Perón : Silvia Ramírez Gelbes, « La modelización tópica y el ethos : lo que de Eva Perón dicen sus propios discursos », *Comunicacion y Medios*, n° 19, 2009, p. 109-124.

⁹ Sur l'action sociale de la Fondation à destination des femmes, consulter les travaux réunis dans Carolina Barry, Karina Ramacciotti et Adriana Valobra (ed.), *La Fundación Eva Perón y las mujeres : entre la provocación y la inclusión*, Buenos Aires, Biblos, 2008.

¹⁰ [BC. BP. B 1300] Irene Clavier, *Samaritana*, Montevideo, Editorial América Latina, 1948, p. 45 : « *primera samaritana argentina por su obra de redención* ».

¹¹ Sur les activités d'Eva Perón au sein du secrétariat d'État au Travail, voir par exemple la brochure éditée par le Sous-secrétariat à l'Information, *Eva Perón et son œuvre sociale*, Buenos Aires, 1950 [collection de l'auteur]. Sur la correspondance qui lui était adressée quotidiennement, consulter Donna J. Guy, *Creating Charismatic Bonds in Argentina*, *op. cit.* ainsi que l'article d'Omar Acha, « Cartas de amor en la Argentina peronista : construcciones epistolares del sí mismo, del sentimiento y del lazo político populista », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, [En ligne] <http://journals.openedition.org/nuevomundo/12272> (consulté le 6 janvier 2012).

¹² Mariano Ben Plotkin, *Mañana es San Perón*, *op. cit.*, p. 137.

certains cas, tensions, rivalités et luttes de pouvoir au sein du gouvernement, notamment autour des questions budgétaires et de l'administration de plusieurs établissements de santé ou d'éducation¹³. La place exceptionnelle rapidement atteinte par la Fondation dans le paysage politique de l'Argentine péroniste est due à la position de pouvoir qu'Eva Perón parvint à établir, sans jamais, précisons-le, détenir de charge ou de poste officiel au sein du gouvernement. Comme le remarque Carolina Barry, les décisions de la Première Dame « pouvaient peser beaucoup plus que celles des ministres ou des gouverneurs¹⁴ ». À la tête de la Fondation, puis du Parti Péroniste Féminin fondé en 1949, elle agissait, comme son époux, en « leader charismatique », en passant parfois au-dessus des règles administratives en vigueur et en intervenant personnellement auprès des fonctionnaires et des employés qui obéissaient avec diligence à ses directives¹⁵.

En 1946 et 1947, les activités sportives ne font pas partie du programme de la *Campaña Pro Ayuda Social* initiée par Eva Perón. En juillet 1948, au moment de la création officielle de la FEP, le sport n'apparaît qu'en filigrane dans la présentation des objectifs (*finalidades*) de la nouvelle institution. Cette dernière donne une idée de l'ampleur et de la variété des fonctions dont Evita souhaite doter sa fondation : en premier lieu, la FEP peut accorder des aides financières, des bourses scolaires et fournir des équipements de travail à toute personne sans ressources qui en fait la demande et qui les mérite « selon le jugement de la fondatrice¹⁶ ». La Fondation est aussi autorisée à construire des logements destinés aux familles dans le besoin. Elle peut également « créer et/ou construire des établissements éducatifs, hospitaliers, récréatifs ou de repos¹⁷ » ou, plus largement, des « établissements bénéfiques de tout type¹⁸ », qui pourront être transférés au gouvernement national, provincial ou municipal. Enfin, la FEP peut diffuser, contribuer ou collaborer, par tous les moyens à sa disposition, à la réalisation d'œuvres d'intérêt général qui « tendent à satisfaire les besoins essentiels pour une vie digne des classes sociales les moins favorisées¹⁹ ». Dès

¹³ La récupération du patrimoine – ressources et établissements – de la Société de Bienfaisance (*Sociedad de Beneficencia*), mise sous tutelle par le gouvernement en 1946, fut l'une des premières causes de luttes intestines entre la FEP et d'autres organismes administratifs. De nombreuses tensions eurent lieu aussi entre le ministère de la Santé dirigé par Ramón Carrillo et la FEP. Sur ces questions, voir Carolina Barry, Karina Ramacciotti et Adriana Valobra (ed.), *La Fundación Eva Perón y las mujeres*, op. cit., Donna J. Guy, *Creating Charismatic Bonds*, op. cit. et Karina Ramacciotti, *La política sanitaria del peronismo*, op. cit.

¹⁴ Carolina Barry, Karina Ramacciotti et Adriana Valobra (ed.), *La Fundación Eva Perón y las mujeres*, op. cit., « Introducción », p. 15.

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ Reproduction des statuts de la Fondation dans « Créée la Fundación Ayuda Social María Eva Duarte de Perón », *Nueva Argentina. Publicación de Difusión de la política del Superior Gobierno de la Nación*, n° 21, juillet-août 1948, p. 35 : « a juicio de la fundadora ».

¹⁷ *Ibid.* : « crear y/o construir establecimientos educacionales, hospitalarios, recreativos o de descanso ».

¹⁸ *Ibid.* : « establecimientos benéficos de cualquier índole ».

¹⁹ *Idem*, p. 36 : « que tienden a satisfacer las necesidades esenciales para una vida digna de las clases sociales menos favorecidas. »

sa création, la Fondation est pensée comme une institution privée, sur laquelle sa présidente exerce un contrôle total et entier, qui vient « compléter l'activité tutélaire de l'État²⁰ » en matière de politique sociale. Le sport n'est pas cité explicitement, mais, en tant qu'activité récréative et de loisir, il est inclus dans les domaines d'intervention de la FEP. Par contre, en 1952, lors de la réorganisation de l'institution qui suit le décès de sa fondatrice, les missions et les objectifs de la FEP sont redéfinis dans le Règlement général intérieur²¹ (*Reglamentación general interna*). Ce dernier stipule que, dans le domaine médical et celui de l'aide sociale, l'une des trois fonctions de la Fondation consiste à « encourager et faciliter la pratique sportive des enfants et tendre ainsi au perfectionnement des conditions physiques de la population²² ». Désormais, le sport fait bel et bien partie des nombreux domaines d'intervention de la FEP.

Une compétition phare : les Campeonatos Infantiles Evita

Cette évolution dans les textes et les statuts de la Fondation s'explique par l'impressionnant succès de l'une de ses manifestations « les plus remarquables et les plus réussies²³ » : les *Campeonatos Infantiles Evita*, des compétitions sportives réservées aux enfants. Cette initiative est lancée dès l'année 1948, dans une version réduite, puisqu'il s'agit alors d'un simple tournoi de football, réservé aux garçons de la capitale et de la province de Buenos Aires. Cette édition a rassemblé néanmoins plus de 15 000 participants, dont la grande majorité – plus de 11 000 – vient de la ville de Buenos Aires. Dès l'année suivante, la compétition est élargie au pays tout entier. En 1950, elle réunit plus de 100 000 enfants. Ces championnats ne cessent de gagner en ampleur : à partir de 1951, de nouvelles disciplines sportives sont intégrées au programme, dont la gymnastique, le basket-ball, la natation, le water-polo et l'athlétisme²⁴. En 1952, les filles sont à leur tour autorisées à prendre part aux compétitions, mais seulement dans certains sports comme la natation, le basket-ball, la gymnastique et l'athlétisme. Enfin, en 1953, sont créés les *Campeonatos Juveniles Deportivos Juan Perón*, qui se déroulent en même temps que les *Campeonatos*

²⁰ *Ibid* : « completando, dentro de su carácter específico, la actividad tutelar del Estado ».

²¹ Sur cette seconde étape de la FEP et la réorganisation de l'institution, voir Martín Stawski, « El populismo paralelo : política social de la Fundación Eva Perón (1948-1955) », dans Patricia Berrotarán, Aníbal Jáuregui et Marcelo Rougier (ed.), *Sueños de bienestar en la Nueva Argentina*, op. cit.

²² Extrait de la *Reglamentación general interna de la Fundación Eva Perón*, rédigée en 1952, cité dans Carolina Biernat et Karina Ramacciotti, « Las madres y sus hijos en foco » dans Carolina Barry, Karina Ramacciotti et Adriana Valobra (ed.), *La Fundación Eva Perón y las mujeres*, op. cit., p. 65.

²³ Selon Raanan Rein, « "El Primer Deportista" : the Political Use and Abuse of Sport in Peronist Argentina », art. cit., p. 63.

²⁴ *Ibid*.

Evita, mais sont destinés, pour leur part, aux adolescents. Au total, en 1954, ces tournois organisés par la FEP regroupent plus de 216 000 enfants qui s'affrontent, à travers tout le pays, dans dix disciplines différentes²⁵. Les épreuves finales ont lieu à Buenos Aires dans plusieurs clubs de la ville. Le stade de River Plate accueille notamment, en présence de Perón et d'Evita et de plusieurs dizaines de milliers de spectateurs – l'ultime match du tournoi de football²⁶. Il s'agit d'un événement sportif national, particulièrement mis en avant, que ce soit par les médias ou par l'appareil étatique de propagande.

Tous les historiens qui se sont intéressés aux Championnats Evita ont mis en évidence les liens étroits établis entre les organes de presse et la compétition phare de la Fondation²⁷. Il s'agirait même d'une relation originelle, puisque, selon Hugo Gambini et Raanan Rein, l'idée même de ce tournoi serait venue d'un journaliste sportif, Emilio Rubio, rédacteur au sein du journal *Noticias Gráficas*, et aurait été suggérée à Eva Perón par le commentateur sportif Eduardo Pellicciari²⁸. Les *Campeonatos Evita* intègrent rapidement le calendrier sportif national suivi par les magazines sportifs, dont *El Gráfico*, et les journaux populaires illustrés, catégorie à laquelle se rattachent *Noticias Gráficas* et *Crítica*²⁹. Mais c'est surtout la publication hebdomadaire pour enfants *Mundo Infantil* qui a attiré l'attention des chercheurs. Édité à partir de 1949 par le groupe éditorial Haynes, qui avait été acheté en novembre 1948 par le gouvernement péroniste et dirigé par le major Carlos Aloé, secrétaire privé de la Présidence et futur gouverneur de la province de Buenos Aires, ce magazine vient concurrencer *Billiken*, qui était, depuis sa création en octobre 1919, le principal hebdomadaire destiné aux enfants. Ce dernier appartenait à la maison d'édition Atlántida, qui possédait également *El Gráfico*, et dont les propriétaires avaient refusé d'accorder leur soutien au régime péroniste³⁰. Selon Mariano Plotkin, le succès de *Mundo Infantil*

²⁵ Ces disciplines sont le football, la *pelota a paleta* (une variante locale de la pelote basque), le basket-ball, l'escrime, le tir, la natation, la gymnastique, les échecs, l'athlétisme et le water-polo.

²⁶ Le député péroniste José Visca indique que lors des phases finales de la compétition en 1949, près de 20 000 spectateurs en moyenne ont assisté aux matchs. Voir [BC. BP. 401] República Argentina, *Diario de sesiones de la Cámara de Diputados de la Nación*, 19 juillet 1950, p. 1104.

²⁷ Voir notamment les analyses de Raanan Rein, « "El Primer Deportista" », *art. cit.* et « Uso y abuso del deporte en la década peronista » dans Raanan Rein (comp.), *La Cancha peronista. Fútbol y política (1946-1955)*, *op. cit.*, p. 21-45 ; Mariano Ben Plotkin, *Mañana es San Perón*, *op. cit.*, p. 180-193 et María Graciela Rodríguez, *Pueblo y público en el deporte. La interpelación estatal durante el peronismo (1946-1955)*, *op. cit.*

²⁸ Voir Raanan Rein, « "El Primer Deportista" », *art. cit.*, p. 62 et Hugo Gambini, *Historia del peronismo. El poder total (1943-1951)*, *op. cit.*, « Los únicos privilegiados ». Emilio Rubio était aussi président du Cercle de Journalistes Sportifs (*Círculo de Periodistas Deportivos*).

²⁹ *Noticias Gráficas* fut fondé en 1931 par Jorge Mitre, propriétaire de *La Nación* pour tenter de prendre la place laissée par le journal du soir *Crítica*, fermé sur ordre du gouvernement militaire. Ce tabloïd passa ensuite sous le contrôle du régime péroniste en 1947. Bien que sa situation financière soit restée relativement précaire, son tirage atteignait les 270 000 exemplaires en 1945. Consulter James Cane, *The Fourth Enemy. Journalism and power in the making of peronist Argentina, 1930-1955*, *op. cit.*, p. 46.

³⁰ Mariano Ben Plotkin, *Mañana es San Perón*, *op. cit.*, p. 187 et Raanan Rein, « « El Primer Deportista » », *art. cit.*, p. 60.

s'explique, d'une part, par les nouveautés introduites dans sa forme et ses contenus, en rupture avec le modèle de *Billiken*, caractérisé par une forte empreinte moralisatrice ; et d'autre part, par la place centrale accordée aux *Campeonatos Evita*. *Mundo Infantil* devient en effet l'organe officiel de la compétition. Cela n'est guère surprenant puisque le directeur du magazine n'est autre que l'instigateur des *Campeonatos Evita*, Emilio Rubio, qui a par ailleurs été nommé à la tête du comité d'organisation du tournoi³¹. Ajoutons que la sortie du premier numéro de *Mundo Infantil* coïncide avec la tenue de la première édition à l'échelle nationale du tournoi. Le magazine propose la programmation complète des rencontres, des présentations et des interviews des participants et met en avant certains joueurs, dont le statut s'apparente à celui de « stars » du championnat, soit des figures emblématiques données en exemple. Les stratégies médiatiques reprennent celles employées par les magazines sportifs commerciaux pour rendre compte des compétitions professionnelles des adultes³². Les succès de *Mundo Infantil* et des *Campeonatos Evita* s'alimentaient donc mutuellement : le premier représentait un moyen efficace de diffusion et de promotion du tournoi, qui, quant à lui, offrait un réservoir de lecteurs sans cesse grandissant au magazine, grâce à l'augmentation régulière du nombre de participants.

Les chercheurs ne se sont pas contentés de décrire les rapports qui unissaient la presse péroniste aux Tournois Evita. La plupart des historiens qui ont étudié cette compétition sportive la considèrent l'une des entreprises de socialisation politique des enfants et des jeunes les plus abouties du péronisme. Dans cette optique, la création conjointe des *Campeonatos Infantiles* et de *Mundo Infantil* s'inscrirait dans le tournant doctrinaire du régime péroniste, repérable à partir de 1949³³. À cette date en effet, une série d'événements marque la vie politique, depuis la réforme constitutionnelle argentine, l'apparition de nouveaux ministères dont celui de la Santé et celui de l'Éducation, la réforme des contenus des programmes scolaires jusqu'à l'arrivée à la tête du secrétariat

³¹ Voir la composition du Comité d'organisation honoraire des Tournois Evita dans [ME. FEP] FEP, *Deportes Infantiles Evita Campeonato Argentino de Basketbol Infantil Evita*, Buenos Aires, 1952-1953, page de garde. Curieusement, ce cumul de fonctions n'a guère été mentionné dans les études consacrées à *Mundo Infantil* et aux *Campeonatos Evita*, probablement en raison d'une confusion ou d'une erreur de retranscription : certains travaux font allusion à un Emilio Rubio et un Oscar Rubio. En réalité, il s'agit d'une seule et même personne, Emilio Rubio, qui occupe bien ces deux postes.

³² Mariano Ben Plotkin, *Mañana es San Perón*, *op. cit.*, p. 190. Cette tendance à reproduire le monde adulte dans des réalisations destinées aux enfants se retrouve dans la Cité des Enfants (*Ciudad Infantil*), construite par la FEP, qui reproduit une ville en miniature où les enfants peuvent se livrer aux mêmes activités que les adultes dans les différents bâtiments (banque, station-service, école, mairie, église...).

³³ Voir Mariano Ben Plotkin, *Mañana es San Perón*, *op. cit.*, p. 180-193 et María E. Bordagaray et Anabella Gorza, « Socialización política y de género de la infancia durante el primer peronismo a través de la revista *Mundo Infantil* », in Claudio Panella et Guillermo Korn (comp.), *Ideas y debates para la Nueva Argentina. Revistas culturales y políticas del peronismo (1946-1955)*, La Plata, Universidad Nacional de La Plata, 2010, p. 255-279.

d'État d'Information et de Presse (*Secretaría de Información y Prensa*) de Raúl Apold. Commencerait alors la phase de « péronisation » accélérée de la société argentine, orchestrée par le gouvernement, grâce à des services de propagande redoutablement efficaces, au contrôle directement établi sur la majeure partie des médias et au renforcement de ses politiques interventionnistes.

Selon cette interprétation, les *Campeonatos Evita* seraient avant tout un « instrument d'endoctrinement » des enfants des classes populaires, et le sport, un moyen privilégié pour attirer les jeunes dans le giron du péronisme. Il est indéniable que les Tournois Evita ont été amplement relayés par la propagande et ont servi de supports pour une mise en scène ritualisée du pouvoir. Ils permettaient notamment d'insister sur les liens personnels entretenus entre le couple présidentiel et les jeunes participants et d'ériger Eva et Juan Perón en bienfaiteurs du peuple. De multiples photographies comme celle qui orne la couverture de ce numéro de *Mundo Infantil* les montrent ainsi entourés d'enfants souriants et heureux (*figure 1*). Une image qui tend à renforcer l'idée d'un pouvoir politique accessible voire familier et familial, disponible, proche des citoyens et attentif à leurs besoins.



Figure 1
« Evita, ta bonne fée ». Couverture de *Mundo Infantil*, n° 152, 25 août 1952³⁴.

Ce type de représentations se retrouvait dans la documentation éditée par la Fondation lors des *Campeonatos* et mise à disposition des participants et du public. Tous les enfants inscrits recevaient, de la part de la FEP, une tenue sportive complète, comprenant chaussures, shorts et maillots. Sur ceux-ci était cousu un écusson de la FEP, reproduisant le profil stylisé de la Première Dame, entouré d'une couronne olympique³⁵ (*figure 2*).

³⁴ « *Evita, tu hada bienhechora* ». Cette photographie a été prise lors d'une édition précédente des championnats Evita puisque ce numéro est paru après le décès d'Eva Perón en juillet 1952. À partir de cette date, les numéros de *Mundo Infantil* tendent à entretenir le souvenir d'Evita et de ses bienfaits auprès de leurs jeunes lecteurs.

³⁵ Nous ne sommes pas parvenus à déterminer avec certitude s'il s'agit d'une couronne de feuilles d'olivier, sur le modèle de la couronne décernée aux vainqueurs à Olympie dans l'Antiquité, ou de feuilles de laurier, réservée aux triomphes militaires, mais confondue depuis la période contemporaine avec la couronne olympique classique.



Figure 2
écusson de la FEP arboré sur les maillots des jeunes footballeurs,
s/d, Musée Evita.

De même, les programmes et règlements des différentes épreuves du championnat contenaient, en plus des textes, des images d'Evita accompagnées de citations des discours prononcés par la Première Dame. Outre les reproductions de portraits officiels d'Eva Perón, on retrouve très régulièrement un dessin la représentant entourée d'enfants joyeux, en train de rire et se pressant contre elle (*figures 3 et 4*). Le visage d'Evita occupe le centre de l'image, ceux des enfants sont disposés en cercle autour d'elle et occupent tout le cadre. Certains d'entre eux sont coupés, d'autres apparaissent au-dessus de la tête d'Eva Perón, comme si elle était accroupie au milieu d'eux et que les enfants, debout autour d'elles, se regroupaient pour apparaître dans l'image. Evita apparaît à la fois comme une sorte d'aimant vers lequel affluent les enfants et comme une figure protectrice et chaleureuse, qui répand joie et bonheur autour d'elle. Cette image devient l'emblème des *Campeonatos Evita* : elle manifeste, d'une part, le succès de la compétition, exprimé à travers la composition du dessin, qui permet de signifier l'effet de multitude et d'enthousiasme. Il y a tant d'enfants qu'ils ne peuvent pas tous rentrer dans le cadre, que leurs visages se chevauchent. D'autre part, elle exprime le rôle central joué par Eva Perón en tant que protectrice des enfants du pays : les actions qu'elle mène, via la FEP, œuvrent en faveur du bonheur des plus petits, des « seuls privilégiés de la Nation³⁶ ». Ce dessin, qui peut évoquer l'iconographie religieuse et les représentations de la Vierge au manteau³⁷, fonctionne aussi

³⁶ Voir la note de bas de page 5, p. 3.

³⁷ La figure d'Eva Perón acquiert, dès son vivant, une dimension religieuse. Parmi les qualificatifs qui lui sont attribués, signalons ceux de « Cheffe spirituelle de la Nation » (*Jefa Espiritual de la Nación*), de « Madone » (*Madona*) ou de sainte Evita (*Santa Evita*). Voir, par exemple, le livre d'Ángela Rina Rodríguez, *Eva de América Madona de los humildes*, Buenos Aires, s/e, 1949 [BC. BP. 48]. La bibliographie sur ce point est

comme une sorte d' « instantané » de la *Nueva Argentina* : une société où les enfants, grâce à la figure tutélaire d'Evita, sont heureux et épanouis.



Figures 3 et 4
dessin d'Eva Perón entourée d'enfants. Tract et brochure de la Fondation Eva Perón, 1950 et 1952, Musée Evita.

Cette signification est renforcée par les citations qui accompagnent ce motif iconographique. Ce ne sont pas toujours les mêmes. Dans les exemples que nous reproduisons ici, l'une d'entre elle (*figure 3*) non seulement exalte les sentiments patriotiques – la pratique sportive permet d'unir « les enfants de notre terre³⁸ » – mais insiste également sur la mission politique que peuvent accomplir les enfants, qui contribuent, par leurs performances et leurs exploits sportifs, à « forg[er] la grandeur de la

assez abondante ; nous renvoyons, entre autres, à Linda B. Hall, « Evita Perón : Beauty, Resonance and Heroism » in Samuel Brunk et Ben Fallaw, *Heroes and Hero Cult in Latin America*, Austin, University of Texas Press, 2006, p. 229-263 ; Susana Bianchi, « "El Ejemplo peronista". Valores morales y proyecto social (1951-1954) », *Anuario del IEHS*, IV, Tandil, 1989, p. 371-402 ; Claudia Soria, « Santa Evita, entre el goce místico y el revolucionario » [En ligne] <http://www.lehman.cuny.edu/ciberletras/v11/soria2.html> ; Pablo Rios Flores, « "La ninfa argentina". La imagen de Eva Perón, de la santificación pagana al gesto iconoclasta de la "parodiología" neobarrosa : una lectura a partir de Warburg, Lévinas y Perlongher », *El Banquete de los Dioses. Revista de Filosofía y Teoría Política contemporáneas*, Volume 3, n°4, Mai-Novembre 2015, p. 117-160. Les différentes biographies d'Eva Perón abordent aussi cette question : voir Nicholas Fraser et Marysa Navarro, *Eva Perón*, New York, W.W. Norton, 1981 ; Marysa Navarro (comp.), *Evita : mitos y representaciones*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2002 et Loris Zanatta, *Eva Perón. Una biografía política*, Buenos Aires, Sudamericana, 2011 (1^{ère} édition en italien 2009).

³⁸ [ME. FEP] Tract de la Fondation Eva Perón, 1950 : « *Los niños de nuestra tierra unidos en la práctica del deporte son también forjadores de la grandeza de la patria.* ».

patrie³⁹ ». Ce type de discours, qui reconnaît aux enfants une responsabilité et un rôle en tant que citoyens, et donc en tant qu'acteurs politiques à part entière, est repérable dans un très grand nombre de productions de la propagande péroniste. Dans *Mundo Infantil*, par exemple, mais aussi dans les textes et manuels scolaires des écoles primaires⁴⁰. Si, pour certains historiens, cela atteste de la volonté de politiser les enfants dès leur plus jeune âge, pour d'autres, cela révèle surtout que la période péroniste constitue le point d'aboutissement d'un processus lent, dont les origines remontent au XIX^e siècle, celui de la reconnaissance et de l'autonomisation de l'enfance, à la fois en tant que période spécifique de la vie et du développement de l'individu et en tant que sujet politique propre⁴¹. Une reconnaissance limitée cependant : comme l'ont fait remarquer plusieurs auteurs, ce sont principalement les garçons, qui sont concernés par ce type d'exhortations au devoir patriotique⁴². Cette distinction genrée est particulièrement flagrante dans cette image emblématique de la FEP : aucune petite fille n'est représentée aux côtés d'Eva Perón. Cela reflète aussi la réalité des premières éditions des *Torneos Evita*, réservées aux garçons jusqu'en 1952. Cet élément est révélateur des ambiguïtés et des contradictions de la politique sportive péroniste, hésitante à l'égard de la pratique sportive féminine. En cela, les dirigeants péronistes restent tributaires des préjugés et des stéréotypes de genre en vigueur au sein de la société argentine⁴³.

Dans le second exemple (*figure 4*), la citation mise en exergue – « Mon cœur peut accueillir tous les enfants de ma Patrie⁴⁴ » – est tirée d'un discours radiophonique adressé

³⁹ *Ibid* : « forj[ar] la grandeza de la patria ».

⁴⁰ Sur la transformation des contenus des manuels scolaires, voir les analyses de María E. Bordagaray et Anabella Gorza, « Socialización política y de género de la infancia durante el primer peronismo a través de la revista *Mundo Infantil* » in Claudio Panella et Guillermo Korn (comp.), *Ideas y debates para la Nueva Argentina.*, op. cit. ; de Monica Esti Rein, *Politics and Éducation in Argentina 1946-1962*, New York, M.E. Sharpe, 1998, p. 54-85 et de Mariano Ben Plotkin, *Mañana es San Perón*, op. cit., p. 105-134.

⁴¹ Omar Acha, *Los Muchachos peronistas. Orígenes olvidados de la Juventud Peronista (1945-1955)*, Buenos Aires, Planeta, 2011, p. 36 et María E. Bordagaray et Anabella Gorza, « Socialización política y de género de la infancia durante el primer peronismo a través de la revista *Mundo Infantil* » in Claudio Panella et Guillermo Korn (comp.), *Ideas y debates para la Nueva Argentina.*, op. cit.

⁴² *Ibid* ainsi que María Cristina Pons, « Cuerpos sublimes : el deporte en la retórica de la "Nueva Argentina" » in Claudia Soria, Paola Cortés Rocca et Edgardo Dieleke (ed.), *Políticas del sentimiento. El peronismo y la construcción de la Argentina moderna*, op. cit., p. 49-65.

⁴³ De nombreux travaux se sont penchés sur la question des représentations des femmes et des assignations qui leur ont été adressées par les dirigeants politiques péronistes, faites simultanément d'incitations à l'émancipation et à la participation politique active tout en insistant et en glorifiant les rôles traditionnels d'épouse, de femme au foyer et de mère. Consulter, entre autres, Carolina Barry, Karina Ramacciotti et Adriana Valobra (ed.), *La Fundación Eva Perón y las mujeres*, op. cit. ; Isabella Cosse, *Estigmas de nacimiento. Peronismo y orden familiar 1946-1955*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica – Universidad de San Andrés, 2006 et Marcela Gené, *Un mundo feliz. Imágenes de los trabajadores en el primer peronismo 1946-1955*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica – Universidad de San Andrés, 2005, p. 117-140.

⁴⁴ FEP, *Deportes Infantiles Evita Campeonato Argentino de Basketbol Infantil Evita*, Buenos Aires, 1952-1953, couverture : « Todos los niños de mi Patria caben en mi corazón ».

par Evita à tous les « enfants sportifs⁴⁵ » le 20 août 1950, lors de l'ouverture des inscriptions pour les *Campeonatos*. Eva Perón y évoquait les éditions précédentes et les « jours inoubliables⁴⁶ » qu'elle et son époux avaient passé en compagnie de ces « enfants enchanteurs⁴⁷ » venus de toute l'Argentine, et y compris des « zones les plus reculées⁴⁸ », pour disputer les épreuves finales à Buenos Aires. Elle y exprime son désir de les revoir : tels des amis ou des parents de substitution, Perón et Evita attendent que les enfants reviennent leur rendre visite et passer du temps auprès d'eux. Elle souhaite qu'ils soient plus nombreux encore à venir car « mon cœur d'Argentine et de péroniste peut accueillir tous les enfants de ma Patrie⁴⁹ ». Sur la brochure de la FEP, la citation, légèrement raccourcie, fait écho à l'image qui la représente entourée d'enfants : elle les accueille effectivement auprès d'elle, au sens propre comme au sens figuré. L'accent ici est mis sur l'amour qu'éprouve Evita pour tous les enfants, sur cette vertu cardinale qui fait d'elle une figure maternelle et un être supérieur, une « sainte », une « bonne fée ». Eva Perón n'a pas eu d'enfants : ce qui pourrait être perçu comme un manque, un obstacle à son épanouissement et à sa reconnaissance en tant que femme est converti en un atout. Son cœur est disponible, ouvert à tous, sa fibre maternelle et son amour peuvent s'exprimer sans limites, elle est la mère de tous les petits Argentins, sans exceptions.

Aux symboles de la FEP, omniprésents, aux portraits du couple présidentiel, reproduits à foison, à la présence physique de Perón et d'Evita qui reçoivent en personne les finalistes, leur remettent des prix et discutent avec eux, vient s'ajouter la *Marcha del Campeonato Infantil*. Composé dès 1949 par Rodolfo Sciammarella et Carlos Artagnan Petit⁵⁰, ce chant devait être entonné en chœur par les jeunes athlètes avant de commencer la finale du tournoi de football. Comme dans la célèbre marche péroniste *Los Muchachos peronistas*⁵¹, les paroles de cette chanson glorifient explicitement les leaders péronistes, notamment dans le premier et les deux derniers couplets⁵². La marche a été composée pour

⁴⁵ Voir « Calendario de Eva Perón – 20 de agosto de 1950 Mensaje a los niños deportistas », *Mundo Infantil*, n°151, Año III, 18 août 1951, p. 4 : « niños deportistas ».

⁴⁶ *Ibid* : « días inolvidables ».

⁴⁷ *Ibid* : « aquellos niños encantadores ».

⁴⁸ *Ibid* : « desde los más alejados rincones de la República ».

⁴⁹ *Ibid* : « todos los niños de mi Patria caben en mi corazón de argentina y de peronista ».

⁵⁰ Rodolfo Sciammarella (1902-1973) était un pianiste, compositeur argentin et auteur de tangos. Il a composé plusieurs chansons en hommage au péronisme, dont *Evita Capitana*. On lui a aussi attribué, mais par erreur, la création de la marche péroniste *Los Muchachos peronistas*. Voir Ezequiel Adamovsky et Esteban Buch, *La marchita, el escudo y el bombo. Una historia cultural de los emblemas del peronismo, de Perón a Cristina Kirchner*, Buenos Aires, Planeta, 2016, p. 101. Carlos A. Petit (1913-1993) était quant à lui un directeur de théâtre, scénographe et scénariste.

⁵¹ Pour une histoire et une analyse détaillée de celle-ci, se référer à Ezequiel Adamovsky et Esteban Buch, *La marchita, el escudo y el bombo, op. cit.*

⁵² Nous reproduisons en annexe le texte complet en langue originale de la chanson.

être un témoignage de reconnaissance à Eva Perón, comme l'indiquent les premières phrases : « Nous devons notre club à Evita./ C'est pourquoi nous lui réservons notre gratitude. / Nous accomplissons les idéaux, nous accomplissons la mission / de la Nouvelle Argentine, d'Evita et de Perón⁵³. » Ce chant s'inscrit nettement dans les productions culturelles du gouvernement péroniste qui visent à alimenter le culte de la personnalité organisé par l'appareil de propagande autour des leaders du justicialisme. La marche mêle aussi accents nationalistes et notions fondamentales du péronisme, notamment la « loyauté » (*lealtad*) comme dans l'un des vers finaux : « Nous saurons défendre avec loyauté, / L'âme de notre Argentinité⁵⁴ ».

Les enfants ne sont pas seulement invités à exprimer leur gratitude à l'égard de leurs bienfaiteurs, mais aussi à agir. Comment parviennent-ils à accomplir « la mission de la Nouvelle Argentine », à atteindre ses idéaux ? C'est le refrain qui l'explique, en proposant un petit guide du bon comportement à adopter sur le terrain et dans le stade. Ce passage reprend les principes du code du *fair-play* sportif : chercher à triompher mais sans « offenser son adversaire⁵⁵ » ; que l'on perde ou que l'on gagne, être « de tout cœur un sportif⁵⁶ » ; contribuer ainsi à former « la prochaine et grande génération⁵⁷ ». On retrouve ici l'un des *leitmotivs* des discours adressés aux enfants par les institutions péronistes, qui traduit par là-même la façon dont l'enfance est conçue par les responsables politiques. Les enfants sont de futurs citoyens, les adultes de demain. Le régime péroniste aurait donc reconnu « l'importance acquise par les enfants en tant que sujets politiques, au point de les considérer comme des interlocuteurs légitimes du discours politique qu'essayait de transmettre le gouvernement⁵⁸. » Ce discours s'articulait « à la tentative de forger une nouvelle citoyenneté qui réponde à l'idéal du gouvernement péroniste, fondé sur la construction d'une nouvelle réalité sociale, la formation de la "Nouvelle Argentine"⁵⁹ ». Les *Torneos Evita* se seraient avérés particulièrement efficaces pour relayer et diffuser ce message politique auprès d'un très grand nombre d'enfants et de leurs familles.

C'est, du moins, une thèse qui s'est longtemps imposée dans l'historiographie. Depuis le début des années 2000, plusieurs travaux ont cependant proposé de nouvelles

⁵³ [ME. FEP] Tract de la Fondation Eva Perón, « Marcha del Campeonato Infantil », 1950 : « *A Evita le debemos nuestro club./ Por eso le guardamos gratitud. / Cumplimos los ideales, cumplimos la misión/ de la Nueva Argentina, de Evita y de Perón.* »

⁵⁴ *Ibid* : « *Sabremos defender con lealtad/ El alma de nuestra Argentinidad* ».

⁵⁵ *Ibid* : « *no ofendemos al rival* ».

⁵⁶ *Ibid* : « *Seremos deportistas/de todo corazón* ».

⁵⁷ *Ibid* : « *para formar la nueva,/y gran generación* ».

⁵⁸ María E. Bordagaray et Anabella Gorza, « Socialización política y de género de la infancia durante el primer peronismo a través de la revista *Mundo Infantil* » in Claudio Panella et Guillermo Korn (comp.), *Ideas y debates para la Nueva Argentina.*, op. cit., p. 268-269.

⁵⁹ *Ibid*.

approches pour aborder les activités de la FEP et ont procédé à une révision de ces interprétations classiques sur le péronisme. Il ne fait aucun doute que les *Campeonatos Evita* constituaient un excellent espace pour mettre en scène le pouvoir et que les images et discours produits par les services de propagande circulaient abondamment pendant toute la durée du tournoi. Mais dans quelle mesure ces derniers eurent-ils un impact sur les jeunes participants ? S'il est relativement facile d'identifier les orientations, les idées, et les modalités de production et de circulation de ces discours partisans, il est beaucoup plus délicat de cerner la façon dont ils ont été reçus et leurs effets au sein de la société. Si l'on en croit les conclusions de María Bordagaray et d'Anabela Gorza, les lecteurs de *Mundo Infantil* ne semblent guère avoir assimilé les contenus doctrinaires qui saturaient pourtant chaque article du magazine⁶⁰. En ce qui concerne les *Torneos Infantiles* et *Juveniles*, on peut se demander si ce ne sont pas les répercussions matérielles et les effets concrets qui ont durablement marqué les concurrents, plutôt que les discours et l'imagerie qui les environnaient. Le pouvoir politique ne s'est pas contenté de se mettre en scène ; il a surtout démontré ses capacités d'action, en mettant les ressources de l'État au service des individus.

Les Torneos Evita : un programme de protection de l'enfance « intégral »

Une chose est sûre : le projet va bien au-delà du simple divertissement pour les enfants. Les *Torneos* répondent à une série d'impératifs au cœur de la politique sociale, éducative et sanitaire du gouvernement péroniste. Pour s'en rendre compte, il faut examiner en détail les conditions d'organisation de la manifestation et l'ensemble des tâches qui sont menées à cette occasion. Rappelons-le, cette compétition n'est en aucun cas un événement obligatoire : les enfants sont libres de s'y inscrire ou non. Cela l'éloigne du modèle des organisations de jeunesse de l'Italie fasciste ou de l'Allemagne nazie auxquelles les *Campeonatos* ont parfois été assimilés. Le premier objectif, régulièrement rappelé par les

⁶⁰ *Ibid*, p. 275-279. Les deux auteures ont analysé 455 dessins envoyés par de jeunes lecteurs et publiés dans *Mundo Infantil*. Elles remarquent que 50 d'entre eux font référence à des personnages de bandes dessinées du magazine, 37 à des fêtes patriotiques ou à des événements rythmant le calendrier scolaire, 28 au sport et tout le reste représente des personnages de l'univers de Disney, des animaux, des paysages ou des personnages classiques de contes pour enfants. Aucun dessin ne fait directement référence à la doctrine péroniste ou à Perón et Evita. Elles constatent des résultats similaires sur les 77 poésies et 13 compositions en prose adressées par des enfants : un seul poème fait directement allusion au couple présidentiel. Elles en concluent que le « discours péroniste le plus explicite a eu peu d'influence sur les lecteurs de la revue » mais nuancent aussitôt en précisant qu'il est difficile d'avoir véritablement accès à la voix des enfants et croient percevoir une influence péroniste dans l'intérêt pour les thèmes patriotiques, les personnages historiques et la question du fédéralisme. Des thématiques qui sont néanmoins loin de lui être propres, puisqu'elles font partie depuis la fin du XIX^e siècle des programmes scolaires dans toutes les écoles primaires publiques. Les deux auteures semblent hésiter à remettre en question l'idée d'une « péronisation » des enfants à travers *Mundo Infantil* alors que les résultats de leur dépouillement nous paraissent plutôt plaider pour la thèse contraire.

dirigeants péronistes, vise à améliorer l'encadrement, la prise en charge et la protection des enfants des classes populaires. Il s'agit tout d'abord de sortir les enfants de la rue, où ils sont trop souvent livrés à eux-mêmes et exposés au danger⁶¹. Les *Torneos* ciblent en priorité tous les jeunes garçons qui jouent au football dans des terrains vagues ou sur le trottoir.

La compétition offre aussi une occasion unique de procéder à une série d'opérations qui œuvrent en faveur d'une plus grande inclusion sociale des enfants. La logistique nécessaire mobilise plusieurs ministères et services d'État. La Fondation commence par vérifier si tous les inscrits ont été correctement enregistrés à l'état-civil et possèdent des papiers d'identité, ce qui n'est pas toujours le cas pour les enfants, en particulier ceux issus des régions rurales et isolées de l'Argentine⁶². Tous les participants doivent ensuite passer une visite médicale obligatoire, assurée par le personnel de la FEP et du ministère de la Santé⁶³. Cette étape permettait de détecter d'éventuelles maladies ou malformations – ceux chez qui elles étaient repérées étaient immédiatement pris en charge par les équipes médicales de la FEP – et de mener une campagne de vaccination auprès des populations infantiles n'ayant pas accès aux services de santé.

Le ministère des Transports était aussi sollicité, afin d'assurer le transfert des finalistes vers la capitale argentine : les enfants voyageaient gratuitement en train. Ils étaient hébergés, pendant toute la durée de leur séjour à Buenos Aires, dans différents foyers de la FEP ou dans des clubs⁶⁴. Perón et Evita soulignaient cet apport supplémentaire fourni par la participation aux *Campeonatos Evita* : celle de permettre, à des milliers d'enfants venus de province, de quitter leur village natal, de découvrir la capitale, et, en fin de compte, de

⁶¹ Voir [BC. BP. 401] República Argentina, *Diario de sesiones de la Cámara de Diputados de la Nación*, 28 juillet 1949, p. 2056 et les *docudramas* réalisés par la Subsecretaría de Informaciones, dont *Su obra de amor*, sorti après la disparition d'Eva Perón, en 1953 et consacré aux réalisations de la FEP destinées à l'enfance. La création des clubs scolaires (*clubes escolares*) répondait aussi à cet objectif de protection de l'enfance : consulter Ministerio de Educación-Dirección General de Enseñanza Primaria, *Educación común en la capital, provincias y territorios nacionales. Año 1948*, Buenos Aires, 1950, p. 13-14.

⁶² Les différentes missions remplies par la FEP et les pouvoirs publics dans le cadre des *Torneos* sont présentés dans le fascicule du Gobierno de la Provincia de Santa Fe, *Campeonatos Infantiles EVITA, Juveniles JUAN PERÓN y Femeninos EVITA, Comisión Ejecutiva, I. Finalidad y Objetivos*, Santa Fe, 1954 [AGN-AI, FNRP, CNI, Col. Bib. 180].

⁶³ *Idem*, p. 7-8. Sur l'implication du ministère de la Santé, consulter les travaux de Karina Rammaciotti, *La política sanitaria del peronismo, op. cit.*, p. 110-117 et Carolina Biernat et Karina Ramacciotti, « Las madres y sus hijos en foco » in Carolina Barry, Karina Ramacciotti et Adriana Valobra (ed.), *La Fundación Eva Perón y las mujeres, op. cit.*

⁶⁴ Voir par exemple l'article « El alojamiento de las delegaciones », *Mundo Infantil*, n° 284, Año VII, 7 mars 1955, p. 30. De très nombreuses institutions sont sollicitées pour accueillir les participants : les garçons sont logés au sein du Foyer « 17 de Octubre » de San Justo, du Club Huracán, du Club River Plate, du Club Gimnasia y Esgrima, de la Villa La Valentina à Santa Teresita, de l'*Escuela de Líderes*, de la Villa Olímpica d'Ezeiza, de l'*Escuela de Artesanos* Almafuerde, du Foyer Naval et du Tiro Federal Argentino. Les filles, quant à elles, sont hébergées au sein du Foyer-École Evita à Ezeiza. Enfin, les présidents et suppléants des équipes sont logés dans différents hôtels de la capitale.

mieux connaître leur pays⁶⁵. Ce type d'expérience était alors hautement valorisé car, aux yeux des dirigeants politiques, cela nourrissait le sentiment d'appartenance nationale. La patrie cessait d'être une entité abstraite et s'incarnait désormais à travers des paysages, des villes, des points de repère géographiques et historiques : elle pouvait véritablement prendre corps. À une époque où le cinéma était un loisir majoritairement urbain et où la télévision argentine en était encore à ses balbutiements, le voyage restait le moyen par excellence de découvrir le pays⁶⁶. Aussi les *Torneos Evita* font-ils partie des initiatives péronistes qui visent à parachever le processus de construction et d'intégration nationales en Argentine.

Enfin, n'oublions pas que la participation au tournoi garantissait aux enfants de recevoir des équipements nécessaires à la pratique de leur sport, en premier lieu, des vêtements et des chaussures adaptées, distribués gratuitement par la FEP⁶⁷. De plus, les prix accordés aux vainqueurs étaient loin d'être négligeables : l'équipe qui remportait le tournoi de football gagnait un terrain de sport pour son club ou pour l'école de son village. Tous les finalistes repartaient avec une médaille, de l'équipement et du matériel sportif, dont de véritables ballons de cuir - le rêve de nombreux apprentis footballeurs habitués à jouer avec des balles de fortune⁶⁸. C'est ce genre de gratifications matérielles et symboliques qui semblent avoir durablement marqué les jeunes participants, bien plus que le fait d'avoir chanté la *Marcha del Campeonato Infantil* en présence d'Eva et de Juan Perón. En 1991, le joueur professionnel Alberto Rendo évoque ainsi ses souvenirs de sa participation aux *Torneos* en expliquant que « de toute ma vie, jamais je n'oublierai que c'est grâce à ces championnats que j'ai eu ma première tenue complète de sport et que j'ai foulé la pelouse du stade de Boca Juniors pour la première fois⁶⁹. » Ce type de témoignage permet, dans une

⁶⁵ Voir l'intervention du député péroniste Ángel Miel Asquía qui rappelle les bénéfices du Tournoi Evita dans República Argentina, *Diario de sesiones de la Cámara de Diputados de la Nación*, 19 juillet 1950, p. 1100 [BC. BP. 401].

⁶⁶ Ce n'est qu'en 1951 qu'a lieu la première émission et transmission télévisée en Argentine. En 1955, le pays ne comptait que 70 000 téléviseurs pour une population de plus de 18 millions d'habitants. Sur l'histoire de la télévision en Argentine, consulter Mirta Varela, *La televisión criolla. Desde sus inicios hasta la llegada del hombre a la Luna 1951-1969*, Buenos Aires, Edhasa, 2005.

⁶⁷ Voir Gobierno de la Provincia de Santa Fe, *Campeonatos Infantiles EVITA, Juveniles JUAN PERÓN y Femeninos EVITA, Comisión Ejecutiva, I. Finalidad y Objetivos*, Santa Fe, 1954, p. 14. Les équipements sportifs (maillots, ballons, shorts ou chaussures) proviennent souvent de donations effectuées par des clubs à la FEP : voir, par exemple, AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente N° 103.649 : « River Plate Club Atlético/ Actuaciones practicadas en dicho club e informes diversos ».

⁶⁸ Le rêve des apprentis footballeurs d'obtenir un ballon en cuir a même donné lieu à un récit illustré pour enfants : Presidencia de la Nación – Subsecretaría de Informaciones, *Alegria en el potrero*, Buenos Aires, s/d (probablement après 1952 et le décès d'Eva Perón) [AGN-AI, FNRP, CNI, Col. Bib. 605].

⁶⁹ Citation tirée d'un discours d'Alberto Rendo, prononcé lors de la cérémonie de réinauguration des *Torneos Evita* en 1991, sous le gouvernement péroniste de Carlos Menem. Cité dans Víctor Lupo, *Historia política del deporte argentino, (1610-2002)*, op. cit., p. 248. Alberto Rendo était né en 1940. Parmi les autres footballeurs qui sont parvenus à faire une carrière professionnelle et qui ont participé aux *Torneos Evita* dans leur enfance, signalons Enrique Omar Sívori, José Sanfilippo ou encore José Yudica, qui fut d'ailleurs le vainqueur des premiers *Campeonatos Evita* en 1949 avec son équipe Evita Morning Star originaire de Rosario.

certaine mesure, d'éclairer la fameuse réponse souvent avancée par des partisans péronistes lorsqu'on leur demande d'expliquer en quoi consiste le péronisme et pourquoi ils y adhèrent : « le péronisme est un sentiment » (*el peronismo es un sentimiento*)⁷⁰. Cette phrase traduit le caractère ineffable, la difficulté à dire d'où provient l'adhésion politique, l'attachement à un mouvement, à ses leaders, à une époque, qui ont laissé une empreinte durable sur des millions de personnes. C'est une somme de petites choses, d'émotions ressenties lors de certains événements, des premières fois rendues possibles par l'action d'un organisme comme la FEP ou par des mesures gouvernementales. Les transformations économiques, politiques et sociales introduites par le péronisme ont modifié les conditions de vie d'une partie des classes populaires. Plus que les discours de propagande et la symbolique péroniste, ce sont probablement ces améliorations concrètes, ressenties, expérimentées, vécues directement par les sujets politiques et sociaux qui ont eu une incidence sur leurs opinions et leurs convictions⁷¹.

Eva Perón entendait rompre avec les préceptes qui régissaient les pratiques de charité publique et d'aide sociale exercées par les dames patronnesses de la *Sociedad de Beneficiencia*. De fait, son engagement à traiter sans condescendance ni mépris social – mais non sans un certain paternalisme – les pauvres et les nécessiteux et à leur rendre leur dignité (*dignificar*) se traduisit concrètement dans les critères architecturaux et ornementaux des établissements construits par la Fondation et dans les ressources qui furent mobilisées pour mener à bien sa politique sociale⁷². L'action de la FEP provoqua en réaction des critiques virulentes, exprimées sans ambages par les enquêteurs de la Révolution Libératrice. Dans leurs conclusions, ces derniers jugent que celle-ci a été « erronée et dévoyée, car paralysée par son prosélytisme et sa tendance à la division entre les classes⁷³ ».

⁷⁰ Cette idée a été formulée par Eva Perón elle-même lors de son discours prononcé le 17 octobre 1949 sur la place de Mai : « Le péronisme ne s'apprend ni ne se proclame, il se comprend et se sent. » (« *El peronismo no se aprende ni se proclama, se comprende y se siente* »). Pour une exploration de la dimension affective du péronisme et pour une histoire des émotions sous le péronisme, se référer à Daniel James, *Resistencia e integración. El peronismo y la clase trabajadora argentina (1946-1976)*, Buenos Aires, Sudamericana, 1990; Claudia Soria, Paola Cortés Rocca et Edgardo Dieleke (ed.), *Políticas del sentimiento. El peronismo y la construcción de la Argentina moderna, op. cit.* et Omar Acha, « Cartas de amor en la Argentina peronista », *art. cit.*

⁷¹ Sur les modifications concrètes des conditions de vie, consulter Juan Carlos Torre et Eliza Pastoriza « La democratización del bienestar » in Juan Carlos Torre (dir.), *Nueva Historia Argentina. Tomo 8. Los años peronistas (1943-1955)*, Buenos Aires, Sudamericana, 2002, p. 257-312 ; Eduardo Elena, *Dignifying Argentina. Peronism, citizenship and mass consumption, op. cit.* et Natalia Milanese, *Cuando los trabajadores salieron de compras. Nuevos consumidores, publicidad y cambio cultural durante el primer peronismo, op. cit.*

⁷² Voir Carolina Barry, Karina Ramacciotti et Adriana Valobra (ed.), *La Fundación Eva Perón y las mujeres, op. cit.*

⁷³ Vice-Presidencia de la Nación-CNI, *Documentación, autores y cómplices de las irregularidades cometidas durante la Segunda Tiranía*, Tome III, *op. cit.*, p. 276 : « *equivocada y desviada, pues paralizada con propósitos proselitistas y de división de clases* ».

La Fondation aurait favorisé « les déviances morales et familiales⁷⁴ », notamment en raison du « luxe disproportionné⁷⁵ » de ses installations et des services fournis aux secteurs sociaux les plus humbles. Ce luxe était inadapté par rapport à « la culture et aux mœurs⁷⁶ » de ses bénéficiaires. Ce genre de jugement de classe formulé après la victoire des antipéronistes permet de prendre la mesure des ruptures, réelles ou fantasmées, introduites au sein de la société argentine par le péronisme. Des ruptures qui suscitèrent, logiquement, de fortes résistances.

Aux yeux des opposants, le fait que le sport devienne un objet d'attention privilégié du nouveau régime éveillait forcément les suspicions : dans le contexte de l'après-guerre, les initiatives de la FEP en la matière évoquaient les politiques fascistes et nazies. Outre les *Campeonatos Evita*, les pratiques sportives étaient aussi encouragées dans les colonies de vacances administrées par la Fondation, qui jouait un rôle actif dans le développement du tourisme scolaire et social⁷⁷. Elles occupaient également une place primordiale au sein de deux institutions fondées par la FEP en 1949 et en 1951, la Cité des Enfants (*Ciudad Infantil*) et la Cité Étudiante (*Ciudad Estudiantil*). Comme les *Torneos*, ces deux établissements chargés d'accueillir les enfants et les adolescents orphelins ou issus de familles démunies servaient de vitrines de la *Nueva Argentina*. La promotion en était assurée par des dizaines de publications issues des services du ministère des Affaires Étrangères et du Secrétariat d'État à l'Information, éditées dans de nombreuses langues et distribuées auprès des représentations diplomatiques étrangères. Elles cherchaient à démontrer la modernité des politiques éducatives, sociales et sanitaires adoptées par le gouvernement péroniste : modernité des installations flambant neuves, des équipements médicaux, des systèmes d'administration et des méthodes pédagogiques. Le sport était l'un des ingrédients de cette modernité de la Nouvelle Argentine : à l'image des États-Unis et des pays européens les plus développés, le régime péroniste reconnaissait ses vertus pour l'épanouissement physique, moral et psychologique des enfants et des adolescents.

⁷⁴ *Idem*, p. 275 : « las desviaciones morales y familiares ».

⁷⁵ *Ibid* : « lujo desproporcionado ».

⁷⁶ *Ibid* : « a la cultura y costumbres ».

⁷⁷ Voir les brochures publiées par les services gouvernementaux : [AGN-AI, FNRP, CNI, Col. Bib. 811] SIPA, *Colonias de vacaciones*, Buenos Aires, s/d et Ministerio de Relaciones Exteriores, *Turismo para el pueblo*, Buenos Aires, s/d [AGN-AI, FNRP, CNI, Col. Bib. 289]. La politique touristique du régime péroniste a été étudiée par Elisa Pastoriza, « El turismo social en la Argentina durante el primer peronismo. Mar del Plata, la conquista de las vacaciones y los nuevos rituales obreros, 1943-1955. », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En ligne] <http://journals.openedition.org/nuevomundo/36472> (consulté le 9 novembre 2011) et « Estado, gremios y hoteles. Mar del Plata y el peronismo », *Estudios Sociales*, n° 34, 1^{er} semestre 2008 ainsi que Elisa Pastoriza et Marcelo Pedetta, « "Lo que el pueblo necesita". Turismo social y Peronismo. Argentina, 1945-1955 », *Études caribéennes* [En ligne], 13-14 | Décembre 2009, [En ligne] <http://journals.openedition.org/etudescaribeennes/3767> (consulté le 22 mars 2017).

La *Ciudad Infantil*, reproduction en miniature d'une ville, comprenait une piscine olympique et des aires de jeux en plein air pour les enfants. Des cours de gymnastique étaient dispensés, comme on le voit sur cette photographie tirée de l'ouvrage *Infancia privilegiada* :



Figure 5

« Une classe de gymnastique rythmique dans les jardins de la Cité des Enfants, œuvre admirable de la Fondation Eva Perón⁷⁸ »

Les élèves de la *Ciudad Estudiantil* pouvaient, quant à eux, profiter d'équipements très variés : un terrain de football, plusieurs terrains de basket, une piscine extérieure et un bassin couvert, un gymnase et une salle d'armes. Les jeunes suivaient les enseignements classiques du niveau secondaire, en vue d'intégrer l'université, mais les plus doués d'entre eux dans les disciplines sportives étaient encouragés à se tourner vers une carrière d'athlète de haut niveau. Ils intègraient alors le « village olympique » de la Cité où ils suivaient un

⁷⁸ [BC. BP B 57] SIPA, *Infancia privilegiada*, Buenos Aires, s/d, p. 47 : « Una clase de gimnasia rítmica en los jardines de la Ciudad Infantil, obra admirable de la Fundación Eva Perón. »

entraînement plus intensif afin de participer aux championnats nationaux. Ils disposaient même d'un « Bar des Athlètes » où l'on « boit uniquement du lait⁷⁹ ».



Figure 6

Double-page tirée de la brochure *Ciudad Estudiantil Presidente Juan Perón*, montrant les multiples équipements sportifs à disposition des élèves⁸⁰.

Le développement du sport pour les enfants et les jeunes est devenu l'une des activités phare de la FEP, d'une part, parce que cela contribue au bien-être général et à l'amélioration de la qualité de vie des classes défavorisées et, d'autre part, parce que cela permet de forger « une race aussi bien saine physiquement que spirituellement⁸¹ ». Ces deux principes semblaient être à même de susciter un certain consensus puisqu'ils s'inspiraient directement des discours construits autour des vertus du sport depuis le tournant du XIX^e et du XX^e siècle et qui, depuis, n'ont cessé de gagner du terrain dans les sociétés occidentales. Pourtant, la lecture des débats parlementaires qui ont eu lieu lors des votes des projets de loi concernant l'attribution de subventions publiques à la FEP pour l'organisation des

⁷⁹ [AGN-AI, FNRP, CNI, Col. Bib. 619] Presidencia de la Nación – Subsecretaría de Informaciones, *Ciudad Estudiantil Presidente Juan Perón*, Buenos Aires, 1954, s/p : « donde se bebe únicamente leche ».

⁸⁰ *Ibid.*

⁸¹ *Ibid* : « una raza sana en su físico como sana en sus ideas ».

Campeonatos Infantiles montre que les députés de l'opposition ont été très critiques à l'égard de cette initiative.

Une initiative contestée

Le 28 juillet 1949, la Chambre des Députés doit discuter du projet de loi présenté par Héctor Cámpora, qui occupe également les fonctions de président du parlement. Ce projet vise à accorder un crédit de 950 000 pesos à la FEP afin de réaliser le premier championnat national de football pour enfants. Les députés radicaux, minoritaires, s'y opposent, ce qui donne lieu à un débat relativement long et animé. Sur quels arguments fondent-ils leur opposition ? Ils sont de deux ordres, l'un de caractère légal, lié au statut ambivalent de la Fondation, l'autre de nature pédagogique. En premier lieu, la FEP ne peut organiser ce tournoi, tout simplement parce que ce n'est pas prévu dans ses statuts. Elle ne serait donc pas habilitée à assurer ce type de fonctions, qui doit rester exclusivement réservé au seul organisme qualifié pour le faire : le ministère de l'Éducation nationale. Mais ce sont surtout les finalités poursuivies par la Fondation qui sont questionnées par les députés de l'UCR. Cette dernière est accusée de chercher à « déformer l'éducation et la culture de nos enfants⁸² ». En effet, « ce n'est pas avec des concours ni avec des tournois sportifs que l'on contribue à la formation et au développement corporel et spirituel de la jeunesse⁸³. » Seuls les « régimes totalitaires d'Allemagne et d'Italie⁸⁴ » ont procédé ainsi, avec les résultats que l'on connaît. Les députés péronistes protestent en soulignant les différences entre le projet des *Torneos Evita* et les compétitions fascistes et nazies, qui reposent, selon eux, sur le fait qu'il n'y a pas de finalités militaires dans les premiers. Néanmoins, les députés radicaux considèrent que l'initiative de la Fondation poursuit très nettement des objectifs politiques.

Mais, lors de cette session, ce n'est pas cet argument qui est le plus développé. Les représentants radicaux insistent davantage sur les problèmes pédagogiques et sanitaires soulevés par l'organisation de ce championnat destiné aux enfants. Pour eux, l'idée même d'organiser un tournoi de football réservé aux plus jeunes démontre « l'ignorance totale du sens de l'éducation physique⁸⁵ ». Les enfants doivent jouer mais ne peuvent en aucun cas être transformés en sportifs ou en athlètes car l'exercice intensif du sport va « dénaturer les

⁸² Voir l'intervention du député radical Ricardo Balbín dans [BC. BP. 401] República Argentina, *Diario de sesiones de la Cámara de Diputados de la Nación*, 28 juillet 1949, p. 2055 : « *deformar la educación y la cultura de nuestros niños.* »

⁸³ *Idem*, intervention du député radical Antonio Sobral, p. 2063 : « *no es con certámenes ni con torneos de carácter deportivo que se contribuye a la formación y desarrollo corporal y espiritual de la niñez.* »

⁸⁴ *Ibid* : « *los regimenes totalitarios de Alemaña y de Italia* ».

⁸⁵ *Ibid* : « *un total desconocimiento del sentido de la educación física.* »

forces morales⁸⁶ » de l'enfant. Ce qui choque certains membres de l'opposition, c'est bien que les *Torneos Evita* soient prévus pour des enfants âgés de 11 à 15 ans. Selon eux, les compétitions sportives ne sont adaptées et recommandées qu'aux jeunes âgés de 18 ans et plus. Entre 11 et 15 ans, les jeunes garçons sont alors en pleine puberté, soit « une époque critique, le moment le plus dangereux pour l'être humain⁸⁷. » Des dommages irréparables pourraient alors être causés par une pratique physique inadaptée. Le bloc radical sous-entend clairement que la FEP mettrait ainsi en danger la jeunesse argentine et compromettrait sa santé. Les députés insistent sur la distinction entre le jeu, une forme d'activité physique adaptée aux enfants, et le sport, une forme d'exercice plus intense qui doit être réservée aux jeunes adultes. Ils dénoncent également les perturbations engendrées par le football et la « mentalité de footballeur⁸⁸ » dans la société argentine.

Plusieurs députés péronistes répondent à ces arguments en insistant d'abord sur la fonction sociale des *Torneos Evita* et sur la préparation rigoureuse menée en amont. Au cours de ces débats, et de ceux des années suivantes, les représentants des deux camps convoquent à maintes reprises des arguments d'autorité, en s'appuyant sur des travaux de sociologie et de psychologie sociale, des ouvrages de médecine du sport ou encore des études statistiques sur l'état sanitaire de la population. Aux radicaux qui invoquent l'exemple repoussoir de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste, les péronistes répliquent en citant des entreprises similaires menées dans les régimes démocratiques : aux États-Unis, en France et en Grande-Bretagne, des compétitions sportives sont aussi organisées pour les plus jeunes. Si les pays considérés alors comme des modèles politiques et culturels le font, n'est-ce pas la preuve du bien-fondé du projet de la Fondation ?

En fin de compte, et les députés péronistes l'ont bien compris, ce n'est pas tant le championnat en lui-même qui pose problème aux membres de l'opposition, que le fait que ce soit la Fondation Eva Perón qui l'organise et qui reçoive des fonds publics pour le faire. Les représentants péronistes retournent les accusations de « manipulation politique » contre les radicaux, en rappelant qu'eux aussi ont régulièrement demandé au gouvernement des subventions pour des clubs de football de leurs circonscriptions. Entre 1946 et 1949, ce sont près de 495 000 pesos qui auraient été sollicités par différents députés de l'UCR, soit la moitié de la somme à allouer à la FEP⁸⁹. Eduardo Colom s'interroge :

⁸⁶ *Idem*, p. 2064 : « *desnaturalizar sus fuerzas morales* ».

⁸⁷ *Ibid* : « *la época crítica, el momento más peligroso del ser humano.* »

⁸⁸ *Ibid* : « *mentalidad de futbolista* ». On retrouve ici la perception très péjorative à l'égard du football professionnel, considéré comme une source de nombreuses dérives morales et culturelles. Pour le député Sobral, c'est parce que le football serait devenu une pratique hégémonique en Argentine qu'il exercerait une mauvaise influence, en incitant à créer des initiatives aussi incongrues qu'un tournoi de football pour enfants.

⁸⁹ *Ibid*, intervention du député péroniste Eduardo Colom, p. 2069-2070.

Devant l'éloquence de ces chiffres, qui fait de la politique ? Eux, qui demandent individuellement de l'argent pour leurs clubs amis, ou nous, qui en demandons pour une institution d'assistance sociale⁹⁰ ?

La demande de la FEP est bien plus légitime, puisque les fonds qui lui seront alloués vont servir à l'ensemble de la population et non à des intérêts particuliers et ponctuels. Colom invite donc les députés de l'opposition à considérer l'œuvre menée par l'institution dans son ensemble, une œuvre de portée nationale qui va contribuer à l'amélioration des conditions de vie de dizaines de milliers d'enfants. Selon lui, les radicaux sont mécontents (*se molesten*) parce que « l'œuvre sociale, sans le vouloir, va leur enlever leur clientèle électorale, s'il leur en reste toujours une⁹¹. » En s'opposant au projet de loi, ses adversaires ne font que poursuivre leurs propres intérêts politiques. Colom leur lance alors cette question rhétorique : « Pourquoi messieurs les députés s'énervent-ils si autrefois le *caudillo* menait sa politique, en obtenant la liberté de prisonniers ; si autrefois l'homme politique promettait ou apportait de l'aide à ses coreligionnaires avant les scrutins électoraux⁹² ? ». Ce faisant, il avoue à demi-mot que les retombées de l'action de la Fondation ont aussi une portée électoraliste non négligeable pour le mouvement péroniste. Mais, en cela, le parti au pouvoir ne ferait que reproduire des mécanismes et des usages qui existaient de longue date dans le jeu politique argentin et auxquels tous les partis ont eu recours, à un moment ou à un autre. Il dénonce ainsi la mauvaise foi et l'hypocrisie de ses adversaires.

À l'issue de ce débat, les 950 000 pesos sont accordés à la Fondation Eva Perón pour l'édition des *Torneos Infantiles* de 1949. Dès lors, le gouvernement va chaque année renouveler cette subvention, en l'augmentant régulièrement. En 1950, le Parlement doit voter pour l'attribution d'1,5 million de pesos à l'institution ; en 1951, cette somme passe à 3,5 millions de pesos. À chaque fois, les députés radicaux réitèrent leur opposition à ce versement de fonds publics. Sur le fond, leur argumentation change peu et l'on retrouve d'une année sur l'autre les mêmes reproches. Mais leurs préoccupations se focalisent de plus en plus sur l'utilisation du sport comme arme de propagande et sur le rôle joué par la Fondation dans ce cadre. En 1950, le député radical Raúl Uranga tente de démontrer le décalage flagrant entre les propos tenus par Perón et les pratiques de son gouvernement.

⁹⁰ *Ibid* : « Ante la elocuencia de estas cifras, ¿ quién es el que hace política ? ¿ Ellos, que piden individualmente para sus clubes amigos, o nosotros, que pedimos para una entidad de ayuda social ? »

⁹¹ *Ibid* : « porque la obra social, sin quererlo, les va a quitar la clientela electoral, si les queda todavía alguna ».

⁹² *Ibid* : « ¿ Por qué han de enojarse los señores diputados si antes el caudillo hacía su política, obteniendo la libertad de algún preso ; si antes el político prometía o prestaba ayuda a sus correligionarios antes de los comicios ? ».

Selon lui, et contrairement à ce que prétend le *Primer Deportista de la Nación*, le régime péroniste n'a que très peu agi en faveur du sport. Il aurait même lancé « une véritable offensive frontale contre le sport amateur, qui n'a pas voulu courber l'échine [*cabrestear*], qui n'a pas voulu se soumettre inconditionnellement à la caravane sportive politique du péronisme⁹³. » Il en donne pour preuve la liste des clubs historiques de la ville de Buenos Aires qui ont été brutalement dépossédés de leurs installations, suite à la perte de leurs concessions décrétée par la Municipalité péroniste⁹⁴. Toujours d'après ce député de l'opposition, le pouvoir péroniste se montrerait excessivement généreux à l'égard des institutions sportives professionnelles tandis qu'il délaisserait les organisations amateurs, quand il ne les persécute pas.

Le même député vitupère également contre les déviances sportives, en particulier les violences qui s'exercent sur le terrain ou dans les tribunes. Sa cible principale est, une fois de plus, le football et ses joueurs professionnels. Ces derniers manqueraient désormais totalement de sens moral et éthique et n'hésiteraient pas à dépouiller les clubs, en signant des contrats d'engagement avec eux uniquement pour récupérer de l'argent et s'enfuir du pays. On voit ici les traces laissées par la grève des footballeurs de 1948-1949 qui a profondément ébranlé le milieu du football argentin et qui s'est achevée par l'exil de plusieurs centaines de footballeurs, insatisfaits des conditions salariales et d'embauche proposées par les dirigeants de clubs. Les propos du député Uranga montrent que ce conflit, d'abord interne, a largement débordé le seul cadre sportif et qu'il a réactivé une série de critiques envers les méfaits du professionnalisme. Le représentant radical prend ouvertement parti pour les clubs et les dirigeants : les joueurs sont directement visés et considérés comme des stars capricieuses, principalement motivés par l'appât du gain et la célébrité. Uranga est catégorique : toutes les dérives qu'il a énumérées prouvent que « dans tout cela, il existe une alliance entre propagande et politique, organisée afin de porter aux nues des aspects du sport qui sont de nature pathologique et de funeste influence au sein de notre jeunesse⁹⁵. » C'est pour toutes ces raisons, qu'il persiste et signe et s'oppose, pour des

⁹³ Voir l'intervention du député radical Raúl Uranga dans [BC. BP. 401] República Argentina, *Diario de sesiones de la Cámara de Diputados de la Nación*, 19 juillet 1950, p. 1111 : « una verdadera ofensiva frontal contra el deporte amateur, que no ha querido « cabrestear », que no ha querido someterse incondicionalmente a la caravana deportiva política del peronismo. »

⁹⁴ Il cite en particulier les cas de l'Asociación Deportiva del Comercio y de la Industria et du Buenos Aires Cricket Club, un site historique qui devait être classé puisque son terrain a accueilli le premier match de football de l'histoire du pays. Sur les expropriations de clubs sur décision de la Municipalité de Buenos Aires, voir nos chapitres II et V.

⁹⁵ Intervention du député radical Raúl Uranga dans [BC. BP. 401] República Argentina, *Diario de sesiones de la Cámara de Diputados de la Nación*, 19 juillet 1950, p. 1112 : « En todo eso hay confabulación de propaganda y de política, organizada para ensalzar aspectos deportivos que son de carácter patológico y de influencia funesta entre la juventud. »

raisons *politiques*, au vote de la subvention pour la FEP, parce que les activités de cette dernière sont elles-mêmes de nature *politique*.

Chaque année, le vote de la loi concernant le financement des *Campeonatos Evita* donne lieu à une passe d'armes mouvementée entre députés péronistes et radicaux. Le sujet est loin d'être anodin puisque les débats s'écartent rapidement de la seule question de la subvention pour aborder des problématiques plus larges : l'éducation et la prise en charge des enfants par les autorités publiques, le bien-fondé des politiques sanitaires et sociales du gouvernement, le rôle de la FEP et d'Eva Perón, les excès de la propagande officielle, les dérives du sport-spectacle et du professionnalisme, etc. Toutes les critiques formulées par les responsables de la Révolution Libératrice à l'encontre du péronisme après septembre 1955 apparaissent déjà dans la bouche des députés de l'opposition : dépenses somptuaires et inutiles, pouvoir illimité acquis progressivement par Eva Perón, qui parvient, grâce à la FEP, à procéder à une autocélébration permanente qui nourrit le culte que lui vouent les *descamisados*, effets perniciose des politiques sportives, éducatives et sociales sur la population, entre autres. Les députés radicaux sont hostiles à la personnalisation et à la privatisation de l'aide sociale. Cette dernière fonction relève uniquement de l'État et ne doit, en aucune manière, être déléguée à une quelconque institution⁹⁶.

La FEP, une institution toute-puissante ?

Si, dans un premier temps, les membres de l'opposition s'alarmaient des conséquences de la pratique sportive intensive sur la santé des plus jeunes, ils délaissent peu à peu ce type d'arguments pour se focaliser sur leur principal sujet de préoccupation : la Fondation. Cette évolution peut s'expliquer par le bilan rassurant des premières éditions des *Campeonatos* qui se sont déroulées sans incidents majeurs⁹⁷. Mais elle s'explique aussi par la série de lois adoptées au cours des années 1950-1951 qui n'ont cessé d'allouer de nouvelles sources de revenus à la FEP et d'accroître ses capacités d'intervention⁹⁸. À ce

⁹⁶ *Idem*, p. 1116.

⁹⁷ Les organisateurs savaient de toute manière ce qu'ils faisaient : outre l'encadrement technique et médical très important, les temps de jeu avaient été adaptés en fonction des participants. Les plus jeunes (moins de 13 ans) jouaient des matchs de 30 minutes (deux fois 15 minutes) et les 13-15 ans de 40 minutes avec aussi une mi-temps.

⁹⁸ Signalons, entre autres, la loi 13.555 du 4 août 1949 qui accorde des crédits pour les œuvres de la FEP ; la loi 13.941 du 13 septembre 1950 qui lui reverse le produit de la taxe additionnelle prélevée sur les paris de l'Hippodrome argentin ; la loi 14.028 du 14 juin 1951 qui lui accorde une exemption d'impôts et lui destine le produit de l'amende imposée à l'entreprise Bemberg – qui s'élevait à 97 millions de pesos - ; la loi 14.044 du 26 juillet 1951 qui lui accorde le produit des amendes pour infractions à la réglementation sur les jeux de hasard ou encore la loi 14.060 du 20 septembre 1951 qui lui destine le produit de l'imposition appliquée à l'ex-*Empresa Mixta Telefónica Argentina*. Sur l'ensemble des ressources économiques de la FEP, voir Martín

titre, la loi 13.992 définissant « le caractère, les attributions et les ressources de la Fondation Eva Perón⁹⁹ », votée le 27 septembre 1950, marque un tournant. Ce texte suscite des protestations très vives de la part des radicaux qui estiment qu'il est « une aberration sur le plan juridique¹⁰⁰ » et qu'il transforme la Fondation en organisme « monstrueux¹⁰¹ ». Les députés péronistes reconnaissent pour leur part qu'il s'agit d'une mesure exceptionnelle, mais qui se justifie par le fait que la FEP est elle-même une institution exceptionnelle¹⁰².

Quelles sont les dispositions de cette loi et pourquoi est-elle violemment rejetée par l'opposition ? Elle entérine le décret présidentiel de création de l'institution signé en 1948 par Perón : la FEP reste une entité de droit privé, disposant de la personnalité juridique, son activité reste indépendante de celle de l'État mais les fonctions dont elle est chargée sont déclarées « d'ordre public et d'intérêt national¹⁰³ ». Au nom de l'intérêt général, la loi 13.992 autorise la Fondation à négocier directement avec les organismes publics – ministères, directions générales, services administratifs. Par simple accord fixé avec n'importe quel organisme du gouvernement, la Fondation peut se voir confier de nouvelles dotations et de nouvelles responsabilités, comme des immeubles ou des établissements à gérer, sans en référer à l'Exécutif ou aux députés. Une autre disposition choque particulièrement les radicaux : toute modification des statuts de la FEP approuvée par l'Exécutif devient alors partie intégrante de la loi. Pour le banc de l'opposition, cela signifie que la Fondation – c'est-à-dire Eva Perón, puisque la FEP n'existe pas et n'est en réalité qu'un autre « nom donné à Eva Perón¹⁰⁴ » - peut légiférer à la place du Congrès.

Les députés radicaux s'inquiètent de la liberté d'action qui est laissée à la Fondation : cette dernière, en tant qu'institution privée, n'est pas tenue de rendre des comptes au gouvernement ou aux parlementaires sur ses activités ou sur ses comptes. Selon eux, elle usurpe son statut de « fondation », puisqu'elle dépend fortement des ressources de l'État et de fonds publics. Cette fameuse loi 13.992 en fait un organisme hybride, puisqu'elle s'apparente, dans les faits, à une institution publique mais conserve son caractère privé, échappant ainsi à tout contrôle. Les péronistes rétorquent en soulignant que

Stawski, « El populismo paralelo : política social de la Fundación Eva Perón (1948-1955) in Patricia Berrotarán, Aníbal Jáuregui et Marcelo Rougier (ed.), *Sueños de bienestar en la Nueva Argentina, op. cit.*, p. 214-221.

⁹⁹ [BC. BP. 401] República Argentina, *Diario de sesiones de la Cámara de Diputados de la Nación*, 27 septembre 1950, p. 3325 : « *Carácter, atribuciones y recursos de la Fundación Eva Perón* ».

¹⁰⁰ *Idem*, intervention du député radical Emir Mercader, p. 3329 : « *una aberración de tipo jurídico* ».

¹⁰¹ *Idem*, intervention du député radical Absalón Rojas, p. 3334 : « *algo monstruoso, jurídicamente hablando* ».

¹⁰² *Idem*, intervention du député péroniste Rodolfo Decker, p. 3335.

¹⁰³ *Idem* texte du projet de loi, article 2, p. 3325 : « *de orden público y de interés nacional* ».

¹⁰⁴ *Idem*, intervention du député radical Mauricio Yadarola, p. 3345 : « *Esto que se llama Fundación Eva Perón, no es una persona jurídica, es tan sólo un nuevo nombre que se atribuye o se asigna a la esposa del presidente de la República.* »

le cas de la Fondation n'est pas unique et que la situation juridique et le mode de fonctionnement d'organisations comme la Croix Rouge ou même l'ancienne *Sociedad de Beneficiencia* sont similaires. Cet argument ne convainc guère leurs adversaires : ces deux derniers organismes mènent ou menaient leurs activités sans faire de publicité excessive, dans « le silence et l'humilité¹⁰⁵ », à l'inverse de la Fondation qui est « l'un des piliers de [la] propagande prosélyte¹⁰⁶ » du gouvernement et un véhicule au service de sa présidente.

Il est vrai qu'après le vote de cette loi, les députés péronistes ont régulièrement invoqué les fameuses « fonctions d'ordre public et d'intérêt national » reconnues à la FEP pour justifier l'adoption d'autres mesures en sa faveur : celles-ci ne pouvaient être rejetées, puisqu'il en allait de l'intérêt général du pays¹⁰⁷. Les députés radicaux dénoncent cette « parodie de démocratie¹⁰⁸ » et l'augmentation effrénée des ressources de la Fondation. En 1951, celle-ci aurait employée 150 000 personnes et ses dépenses mensuelles s'élèveraient à 30 millions de pesos par mois¹⁰⁹. Les demandes de remise des comptes et de présentation des bilans comptables de l'institution sont réclamées en vain par l'opposition : la FEP apparaît clairement comme un organisme parallèle du gouvernement, géré de façon discrétionnaire par la Première Dame. Une partie de ses salariés sont des fonctionnaires publics détachés expressément pour servir dans ses rangs ; ses ressources financières proviennent de subventions publiques mais surtout de sources de revenus qui auparavant allaient dans les caisses de l'État (amendes, fonds de la Loterie nationale, taxes sur les casinos). La majeure partie proviendrait des contributions volontaires versées par les travailleurs, les entreprises, les organismes syndicaux ainsi que des institutions sportives. Ce qui est, pour les péronistes, « un exemple extraordinaire de solidarité généreuse¹¹⁰ » puisque ces fonds proviennent du peuple lui-même et sont destinés au peuple, correspond, pour les radicaux, à un impôt prélevé sur les salaires qui devrait revenir à l'État.

Le décès d'Eva Perón en juillet 1952 provoque une restructuration de la FEP qui met fin, d'une certaine manière, aux ambiguïtés de ses statuts. Sans être officiellement transformée en organisme public intégré à l'organigramme gouvernemental, elle est

¹⁰⁵ *Idem*, intervention du député radical Aníbal Dávila, p. 3342 : « *silencio y humildad* ». Elles respectaient ainsi, contrairement à la FEP, les valeurs de la « véritable charité chrétienne ».

¹⁰⁶ *Ibid* : « *uno de los pilares de [la] propaganda proselitista* ».

¹⁰⁷ Voir la présentation du projet de loi par le président de la Chambre Héctor J. Cámpora dans [BC. BP. 401] República Argentina, *Diario de sesiones de la Cámara de Diputados de la Nación*, 16 août 1951, p. 1547.

¹⁰⁸ Intervention du député Mauricio Yadarola dans [BC. BP. 401] República Argentina, *Diario de sesiones de la Cámara de Diputados de la Nación*, 27 septembre 1950, p. 3345 : « *parodia de régimen democrático* ».

¹⁰⁹ D'après le député péroniste Virgilio Filippo, dans [BC. BP. 401] República Argentina, *Diario de sesiones de la Cámara de Diputados de la Nación*, 16 août 1951, p. 1552.

¹¹⁰ Intervention du député péroniste Benito Ottonello, qui cite un discours de Perón, dans [BC. BP. 401] República Argentina, *Diario de sesiones de la Cámara de Diputados de la Nación*, 27 septembre 1950, p. 3325 : « *un ejemplo extraordinario de generosa solidaridad* ».

désormais dirigée par un conseil regroupant des ministres, des hauts fonctionnaires et des responsables de la CGT et présidé directement par Perón. À partir de cette date, commence un processus de bureaucratisation de la Fondation et de réorganisation administrative interne, qui s'accompagne du contrôle de ses comptes, confié au personnel de la *Contaduría General de la Nación*¹¹¹. Au cours de cette nouvelle étape de son existence, la confusion entre l'État et cette institution se serait accrue : la FEP devint « le plus grand ministère du gouvernement péroniste¹¹² », tout en permettant à Perón de réaliser certaines actions en dehors de tout contrôle parlementaire.

Les activités, comme les *Campeonatos Infantiles*, inaugurées sous le mandat d'Evita se poursuivirent¹¹³. Si lors des deux premières éditions l'idée même d'organiser des tournois pour les enfants avait été contestée par les radicaux, le feu de leurs critiques s'était ensuite concentré sur l'existence de la Fondation, source de pouvoir grandissant placée entre les mains de la Première Dame. Ce ne sont plus les conséquences de la pratique sportive sur le développement des enfants qui les préoccupent le plus mais bien la propagande orchestrée autour d'elles par le régime. Les *Torneos Evita* ont permis de déployer une action concertée et de grande ampleur à destination des enfants des classes populaires. Mais les responsables péronistes ne se sont pas seulement intéressés à l'enfance : la jeunesse en général devient aussi bientôt un objet d'attention privilégiée. Et le sport est à nouveau apparu comme un excellent support pour développer des politiques spécifiques à l'intention des adolescents et des jeunes adultes. La création des *Campeonatos Juveniles Juan Perón* en est un premier signe mais c'est surtout la mise en place de l'UES en 1953 qui marque un tournant.

¹¹¹ Martín Stawski, « El populismo paralelo : política social de la Fundación Eva Perón (1948-1955) in Patricia Berrotarán, Aníbal Jáuregui et Marcelo Rougier (ed.), *Sueños de bienestar en la Nueva Argentina*, op. cit., p. 210.

¹¹² *Idem*, p. 223.

¹¹³ M. Stawski note que la principale différence entre les deux périodes de la Fondation repose sur la fin des investissements de la FEP dans de grands projets de construction : l'institution continue de s'enrichir mais l'argent est désormais réinvesti, sous la forme d'achats de bons du Trésor, dans l'État, en proie à des difficultés économiques croissantes du fait de l'inflation. La FEP poursuit les programmes entrepris depuis 1948 mais n'en inaugure pas de nouveaux ni d'aussi ambitieux que du vivant d'Eva Perón.

L'UNIÓN DE ESTUDIANTES SECUNDARIOS : UN MODÈLE DE JEUNESSE IDÉALE ?

Paradoxalement, l'UES est une des institutions de la période péroniste dont le nom est relativement connu bien qu'il n'existe pour l'instant aucune monographie qui lui ait été consacrée. Cette lacune historiographique s'explique, une fois de plus, par le manque de sources. Plusieurs études abordent néanmoins son histoire, en s'appuyant sur la presse, les discours de Perón adressés à ses membres, les fascicules et brochures publiés par les services de propagande péroniste et les rapports sur ses activités établis par la CNI après le coup d'État de septembre 1955¹¹⁴. L'UES est cependant restée dans les mémoires parce qu'elle a été – et est encore – régulièrement évoquée dans la bibliographie antipéroniste¹¹⁵. Ces libelles ont entretenu le souvenir de l'aura scandaleuse qui a entouré l'UES et notamment la section féminine de cette organisation, dont le siège fut installé au sein de la résidence présidentielle d'Olivos, située en périphérie de la capitale. Les images du chef de l'État, veuf et vieillissant, entouré de jeunes filles en tenues sportives légères, ont choqué une partie de l'opinion. Elles donnaient corps à la conviction des opposants quant à la nature corruptrice et immorale du péronisme et ont alimenté fantasmes et suspicions autour de la vie intime du président. En témoigne l'affaire Nelly Rivas, du nom d'une jeune adolescente qui aurait entretenu une liaison amoureuse avec Perón et fini par vivre avec lui¹¹⁶. Symbole de la décadence sociale et morale produite par le péronisme, l'UES a donc été pendant longtemps auréolée d'une réputation sulfureuse, forgée et exploitée dès les années 1954-1955 par l'opposition, et tout particulièrement par l'Église catholique, alors en conflit ouvert avec le gouvernement péroniste.

¹¹⁴ Parmi les travaux pionniers qui abordent l'UES, signalons Joseph Page, *Perón. Una biografía*, op. cit. ; Félix Luna, *Perón y su tiempo*, 3 vol., Buenos Aires, Sudamericana, 1986; Hugo Gambini, *Historia del peronismo*, 3 vol., op. cit. et Raanan Rein, « "El Primer Deportista" : the Political Use and Abuse of Sport in Peronist Argentina », op. cit., p. 63. Mariano Plotkin n'y fait qu'une brève allusion dans *Mañana es San Perón*, op. cit. Des études plus approfondies ont été proposées récemment par Omar Acha, *Los Muchachos peronistas. Orígenes olvidados de la Juventud Peronista (1945-1955)*, Buenos Aires, Planeta, 2011 et Adrián Cammarota, *Somos Bachiyeres. Juventud, cultura escolar y peronismo en el Colegio Nacional Mixto de Morón (1949-1969)*, Buenos Aires, Editorial Biblos, 2014. Nous avons pu consulter les rapports détaillés concernant l'UES dans Vice-Presidencia de la Nación-CNI, *Documentación, autores y cómplices de las irregularidades cometidas durante la Segunda Tiranía*, Buenos Aires, 1958, Tome I, « Comisión n°4 : Gestión economicofinanciera del ministerio de Educación », p. 313-471 et Tome II, « Comisión n° 20 : Ministerio de Educación », p. 214-238. Il est probable que des documents originaux de l'UES et des procès-verbaux d'audition de ses dirigeants soient conservés dans les fonds d'archives correspondant à ces deux commissions au sein de l'*Archivo General de la Nación-Archivo Intermedio* (fonds FNRP, CNI, Com. 4 et Com. 20).

¹¹⁵ Citons, par exemple, Orestes D. Confalonieri, *Perón contra Perón*, Buenos Aires, Antyguia, 1956 ; Eduardo Augusto García, *Yo fui testigo. Antes, durante y después de la segunda tiranía. Memorias*, Buenos Aires, Laserre, 1971 et Bernardo Rabinovitz, *Sucedió en la Argentina (1943-1956). Lo que no se dijo*, Buenos Aires, Gure, 1956.

¹¹⁶ Cette affaire reste encore très controversée. Il semble qu'il y ait bien eu des rapports personnels entre Perón et cette adolescente, mais il est difficile d'affirmer quoi que ce soit, étant donné l'exploitation politique et idéologique des nombreuses rumeurs qui ont circulé à ce sujet. Voir les remarques d'Omar Acha, *Los Muchachos peronistas*, op. cit., p. 67-70.

Ce n'est que depuis peu que l'historiographie s'efforce de proposer un regard différent sur l'UES, en la resituant dans l'ensemble des organismes fondés par le péronisme et dans le cadre plus général des politiques destinées aux jeunes et aux adolescents¹¹⁷. Elle permet ainsi d'interroger la relation entre jeunesse et péronisme et d'examiner la construction des représentations associées aux « jeunes » pendant cette période. Dans le cadre de notre recherche, l'UES est une institution fondamentale, puisque – et c'est l'un des éléments qui la distingue de la FEP – le sport y occupa dès sa création une place centrale. Pourtant le nom de l'organisation ne met pas particulièrement cet aspect en avant, mais plutôt la catégorie de population concernée. L'UES est présentée, avant tout chose, comme une association étudiante. Elle est censée prendre le relais de la Fondation et compléter son action sociale et éducative en prenant en charge les jeunes scolarisés dans des établissements du secondaire. C'est loin d'être un détail, étant donné les relations conflictuelles entretenues par le pouvoir péroniste avec le milieu étudiant. La mise en place de l'UES marque, à ce titre, un tournant.

Le péril jeune

Les dirigeants péronistes sont confrontés à deux problèmes, qu'ils vont essayer de résoudre conjointement. Le premier est un héritage des dynamiques économiques et sociales des décennies précédentes et des préoccupations formulées depuis le début des années 1940 par les élites politiques et intellectuelles. Dans le cadre des débats autour de la « question sociale » qui agitent certains secteurs dominants de la société argentine, émergent des inquiétudes spécifiques concernant le sort de la jeunesse. Celles-ci se cristallisent tout particulièrement au cours de l'année 1946 : à cette date, la presse nationale s'alarme de la présence de « bandes » (*patotas* ou *barras*) de jeunes qui traînent dans les rues, désœuvrés, sans travail et se livrant à de petites combines ou à des troubles sur la voie publique¹¹⁸. Les économistes et sociologues catholiques de l'Institut Alejandro Bunge d'Investigations Économiques (*Instituto Alejandro Bunge de Investigaciones Económicas*) attirent aussi l'attention sur le devenir des adolescents et sur les difficultés posées par cette étape intermédiaire, entre la fin de l'école primaire et l'entrée dans la vie adulte, c'est-à-dire le passage vers le monde du travail. Leurs études statistiques sont sans appel : sur 550 000 jeunes âgés de 14 à 18 ans, seuls 90 000 suivent des études secondaires ou spécialisées ;

¹¹⁷ Pour des raisons de commodité, nous utiliserons le terme « adolescent » comme synonyme de « jeune ». Du reste, c'est une relation lexicale floue qu'entretenaient déjà les acteurs argentins de l'époque.

¹¹⁸ Omar Acha, *Los Muchachos peronistas*, op. cit., p. 40-41 et Valeria Manzano, *The Age of Youth. Culture, politics and Sexuality from Perón to Videla*, Chapel Hill, The University of North Carolina, 2014, p. 24.

quelques uns trouvent à s'employer dans les travaux agricoles ; 50 000 se tourneraient vers l'industrie et le commerce. Tout le reste, soit 350 000 individus, passeront leur temps « à errer¹¹⁹ » ou à exercer des petits boulots, comme vendeurs de journaux (*canillitas*), cireurs de chaussures ou vendeurs à la sauvette. Une majorité de jeunes – hommes – s'exposerait ainsi aux dangers de la rue et à tous les risques qui y sont associés : mauvaises fréquentations, commerce avec les femmes, pratiques déviantes – de la consommation d'alcool au jeu d'argent. C'est donc une partie non négligeable de la population adolescente qui serait livrée à elle-même. D'après le rapport de l'Institut Bunge, les conséquences de cette situation sont graves : ces jeunes finiront par être totalement inadaptés à la société et représenteront une proie facile pour les extrémistes et les agitateurs. Se dessine ici l'image d'une jeunesse dangereuse, constituant une menace potentielle pour le reste de la société et la préservation de l'ordre public¹²⁰.

Comme on le voit, cette jeunesse dangereuse correspond principalement aux jeunes issus des classes populaires, à ceux qui n'ont pas les moyens de poursuivre leurs études et qui échappent à toute forme d'encadrement social institutionnalisé, qu'il s'agisse de l'école, de l'entreprise ou des syndicats. L'identification de ce problème spécifique posé par une large frange de la population adolescente constitue une étape importante puisqu'elle semble avoir été négligée au cours de la décennie précédente. Durant les années 1930, des initiatives comme celle menée par le gouverneur Manuel Fresco dans la province de Buenos Aires montrent que l'attention des pouvoirs publics s'est davantage concentrée sur les enfants¹²¹. C'est avec le péronisme que cette indifférenciation entre enfants et adolescents commence à se fissurer de plus en plus nettement¹²².

Cette plus grande préoccupation à l'égard de la présence sociale et du rôle des jeunes s'explique peut-être aussi par le contexte politique des années 1943-1946, qui s'est caractérisé par des formes variées de mobilisation au sein de la population juvénile. Bien évidemment, la participation politique des jeunes ne débute pas avec l'irruption du péronisme : c'est un phénomène fort ancien dont les origines remontent au XIX^e siècle. La Réforme universitaire de 1918 fut aussi une étape majeure du processus de politisation des étudiants, bien que cela n'ait concerné qu'une minorité de jeunes, ceux qui pouvaient

¹¹⁹ Instituto Alejandro Bunge de Investigaciones Económicas y Sociales, *Soluciones argentinas a los problemas económicos y sociales del presente*, Buenos Aires, Ediciones Economía Argentina, 1947, p. 161, cité par Omar Acha, *Los Muchachos peronistas*, *op. cit.*, p. 41 : « *vagando* ».

¹²⁰ *Ibid* et Valeria Manzano, *The Age of Youth*, *op. cit.*, p. 24.

¹²¹ Voir chapitre I.

¹²² Valeria Manzano propose, comme titre de son premier chapitre, une formule pertinente pour désigner les transformations à l'œuvre dans les années 1950 : « *Carving Out a Place for Youth* ». Consulter Valeria Manzano, *The Age of Youth*, *op. cit.*, p. 20.

accéder à l'université. Au cours des années 1920 et 1930, presque tous les partis politiques se dotent de sections regroupant leurs jeunes militants : les exemples les plus connus sont ceux des mouvements politiques qui connaissent un essor dans ces années-là – radicalisme, socialisme, communisme et nationalisme – mais les conservateurs et le mouvement catholique ne sont pas en reste¹²³.

Le cas du péronisme est néanmoins plus complexe, parce que le mouvement de soutien qui s'organise progressivement autour de la figure de Perón ne devient un parti politique structuré qu'après la victoire électorale de 1946. Au moment de la campagne présidentielle, le Parti Péroniste n'existe pas encore en tant que tel et ne dispose donc pas d'une section destinée aux jeunes adhérents¹²⁴. Au cours de cette période, Perón lui-même ne lance, semble-t-il, aucun appel spécifique à la jeunesse pour l'inciter à se mobiliser en sa faveur¹²⁵. Pourtant, les observateurs contemporains constatent une participation importante des jeunes – ainsi que des femmes – lors des manifestations emblématiques des 17 et 18 octobre 1945. La foule venue défiler dans le centre-ville de Buenos Aires afin de réclamer la libération de Perón, emprisonné à l'instigation de ses rivaux au sein de la junte militaire, aurait été composée à plus de 60% de jeunes et de femmes¹²⁶. Dès ses origines, le mouvement péroniste aurait donc bénéficié de l'appui d'une partie des jeunes des classes populaires, ce qui n'a pas manqué de susciter des inquiétudes au sein de la presse conservatrice hostile au colonel, qui qualifia ces jeunes du terme péjoratif de « *muchachones* », afin de mieux les distinguer des jeunes gens respectables (*jóvenes*).

Les jeunes soutiens du péronisme ne provenaient pas uniquement des milieux populaires et ouvriers. Un groupe issu des secteurs plus favorisés militait en faveur de la candidature de Perón : il s'agit des membres de l'Unión Nacionalista de Estudiantes Secundarios (UNES), soit la section rassemblant les jeunes adhérents de l'Alianza Libertadora Nacionalista¹²⁷ (ALN). La mouvance péroniste n'était donc pas totalement dépourvue d'appuis parmi la jeunesse argentine, mais c'est un élément qui n'a guère retenu l'attention des contemporains et des historiens. Comme le remarque Omar Acha, « bien que

¹²³ Omar Acha, *Los Muchachos peronistas*, op. cit., p. 37-40.

¹²⁴ Omar Acha s'efforce justement de reconstruire l'histoire de la *Juventud Peronista* et de démontrer qu'elle existait dès la période du premier péronisme, avant celle qui s'est constituée après 1955.

¹²⁵ Omar Acha, *Los Muchachos peronistas*, op. cit., p. 46.

¹²⁶ *Idem*, p. 44-46.

¹²⁷ L'ALN succéda en 1943 à l'*Alianza de la Juventud Nacionalista* : ses membres, nationalistes et profondément anticommunistes, servaient régulièrement de « groupes de choc » mobilisés lors des manifestations contre les militants de gauche. Sur les liens, complexes, entre nationalisme et péronisme, consulter Cristián Buchrucker, *Nacionalismo y peronismo. La Argentina en la crisis ideológica mundial (1927-1955)*, Buenos Aires, Sudamericana, 1987 et sur l'ALN, Marcus Klein, « Argentine Nacionalismo before Perón : the Case of the Alianza de la Juventud Nacionalista, c. 1937-1943 », *Bulletin of Latina American Research*, vol. 20, n°1, 2002.

l'alliance politique et sociale qui la soutenait comprenait des secteurs de la jeunesse, notamment parmi les catholiques et les nationalistes, les contingents de jeunes les mieux organisés et les plus connus militaient dans le camp de l'opposition¹²⁸. » Les élèves de l'UNES étaient une exception : la grande majorité des organisations étudiantes rejoignit la coalition antipéroniste. Voilà le second problème posé par la jeunesse aux dirigeants péronistes : l'hostilité déclarée des étudiants au nouveau gouvernement.

Cette hostilité trouve son origine dans les politiques conservatrices et réactionnaires menées par la junte militaire. Après le coup d'État du 4 juin 1943, l'une des premières mesures prises dans le cadre de la « Révolution nationale » fut de mettre fin à l'autonomie des universités nationales – l'un des principaux droits conquis par les étudiants lors de la Réforme universitaire de 1918 – et de les placer sous tutelle (*intervención*). La plupart des *interventores* désignés par le régime militaire provenaient des courants nationalistes et catholiques et professaient des idées réactionnaires, à l'image de Jordán Bruno Genta¹²⁹. Ce remplacement autoritaire des responsables universitaires élus par l'ensemble des étudiants et des professeurs suscita un très profond rejet de la part du milieu étudiant¹³⁰. La Fédération Universitaire Argentine (FUA) fut l'un des moteurs de la mobilisation et des protestations étudiantes contre la junte militaire, ce qui entraîna sa dissolution sur décision du ministre de la Justice et de l'Instruction Publique, Gustavo Martínez Zuviría¹³¹. Perón étant progressivement devenu l'un des hommes forts de la junte militaire, les étudiants l'identifièrent comme l'un des responsables de cette politique de mise sous contrôle, assimilée à celles menées par les régimes fasciste et nazi. Il ne pouvait donc être considéré que comme un ennemi des étudiants et, parallèlement, de la liberté d'expression, d'opinion et de la démocratie.

Le rétablissement de l'autonomie des universités en février 1945 n'apaisa pas les tensions. Au contraire, les manifestations d'opposition s'approfondirent parmi la population étudiante, galvanisée par les évolutions du contexte international, où s'accumulaient les signes de la défaite imminente des puissances de l'Axe. En Argentine, les opposants au

¹²⁸ Omar Acha, *Los Muchachos peronistas*, op. cit. p. 46.

¹²⁹ Jordán Bruno Genta (1909-1974), fils d'un militant anarchiste, professeur de lettres et de philosophie, fut l'un des chefs de file de l'extrême-droite nationaliste et catholique argentine. Proche de Manuel Fresco, il se joignit ensuite au GOU. Nommé à la tête de l'Université Nationale du Littoral par la junte militaire, Genta y mena des purges expéditives au sein du corps enseignant, visant tous ceux qui étaient soupçonnés d'être juif et/ou communiste.

¹³⁰ Voir Omar Acha, *Los Muchachos peronistas*, op. cit., p. 42-43 et Monica Esti Rein, *Politics and Education in Argentina*, op. cit., p. 86-92.

¹³¹ Gustavo Martínez Zuviría (1883-1962), plus connu sous son nom de plume, Hugo Wast, fut un écrivain argentin, auteur de best-sellers, prônant des positions ouvertement antisémites. De 1931 à 1955, il fut directeur de la Bibliothèque Nationale d'Argentine. Ministre de la Justice et de l'Instruction Publique d'octobre 1943 à février 1944, il fut l'artisan de la réintroduction de l'enseignement religieux catholique dans les écoles publiques.

régime militaire y voient l'annonce de la fin prochaine de la dictature et du retour de la démocratie, en raison des pressions exercées tant depuis l'extérieur – de la part des États-Unis notamment – que de l'intensification des revendications internes. Dans ce cadre, les affrontements, y compris physiques, se multiplient entre les étudiants opposés à la « Révolution nationale » et les partisans nationalistes. Le dialogue avec Perón semble impossible comme le montre le discours qu'il prononce le 28 août 1945, dans lequel il reproche aux étudiants leur agitation constante et qu'il ne comprend pas, étant donné qu'à ses yeux, les excès et les torts qui ont été commis par la junte ont depuis été réparés et corrigés avec le rétablissement de l'autonomie des universités¹³².

Cette opposition des étudiants au péronisme est définitivement scellée, après une mobilisation active pendant toute la durée de la campagne électorale, par la création, le 2 février 1946, soit quelques semaines avant le scrutin, de la Junte de Coordination Nationale de la Jeunesse Argentine (*Junta Coordinadora Nacional de la Juventud Argentina*), un organisme associé à l'Union Démocratique (*Unión Democrática*). À l'image de cette alliance qui réunissait toutes les forces politiques opposées à la candidature de Perón, la *Junta* regroupait la section jeunes de l'UCR, la *Federación Juvenil* du Parti Communiste, les Jeunesses Socialistes et des institutions comme la FUA. La Junte se déclare comme étant la représentante de la « jeunesse de la résistance », la résistance au fascisme péroniste¹³³. Dès lors, l'activisme étudiant ne va cesser de poser problème au gouvernement¹³⁴.

Les réponses péronistes : politique éducative et action sociale

Les dirigeants péronistes font face à des problématiques qui diffèrent selon l'origine sociale et les occupations des jeunes et des adolescents. Mais, ils vont néanmoins tenter d'y apporter une réponse unique, qui permette de régler les deux problèmes conjointement. En ce sens, la période péroniste, et tout particulièrement les dernières années du second mandat de Perón, représentent une phase de transition qui a contribué à faire émerger la notion de « jeunesse », en tant que catégorie générationnelle, sociale et culturelle distincte de

¹³² Omar Acha, *Los Muchachos peronistas*, op. cit., p. 43.

¹³³ *Idem*, p. 47.

¹³⁴ Dès 1946, l'Université de Buenos Aires subit une nouvelle *intervención* : le bras de fer entre le gouvernement et les étudiants est donc loin de s'arrêter. Sur ces questions, voir Mónica Esti Rein, *Politics and Education in Argentina*, op. cit., « Chapter 4 : Repression and Resistance. The Battle for Control of the Universities » et Félix Luna, *Perón y su tiempo. Vol.1 La Argentina era una fiesta*, op. cit., p. 385-393.

l'enfance et de l'âge adulte¹³⁵. Ce travail de définition restait encore à faire, ce qui est perceptible dans les discours péronistes des premières années : les enfants, les adolescents et les jeunes adultes forment encore un ensemble aux délimitations fluctuantes. Le terme « *joven* » inclut des individus dont l'âge est compris entre 15 et 30 ans et qui présentent des profils extrêmement variés : quels sont les points communs entre un *canillita*, un jeune apprenti et un étudiant en médecine ? Ce n'est que très progressivement que l'appartenance générationnelle va prendre le pas sur l'appartenance sociale et les critères économiques dans les représentations des responsables péronistes.

La plupart des chercheurs qui ont étudié la question considèrent que c'est véritablement à partir de 1953 que le gouvernement a multiplié les initiatives et les appels en direction de la jeunesse en tant que telle. On remarque néanmoins, comme Omar Acha, que dès 1947, Perón s'adresse aux jeunes à maintes reprises dans ses discours¹³⁶. Parallèlement, le gouvernement propose, dans le cadre du Premier Plan Quinquennal de 1947-1951, une première tentative pour résoudre les problèmes posés par les jeunes. Comme pour les enfants, la priorité consiste à développer la scolarisation et la formation professionnelle des adolescents. Cela permet de lutter, d'une part, contre les déviations provoquées par le désœuvrement et la fréquentation du monde de la rue et, d'autre part, de démocratiser l'accès aux études supérieures et à l'université, réservé jusqu'alors à une minorité privilégiée. Lors de la présentation du programme gouvernemental, Perón, qui reprit certainement en les exagérant les chiffres des enquêtes menées par l'Institut Bunge, souligna l'ampleur du problème : sur 2,5 millions de jeunes aptes à poursuivre leurs études ou à suivre une formation, moins de 100 000 obtenaient un diplôme d'études secondaires ou universitaires¹³⁷.

Par conséquent, les premières mesures destinées à la jeunesse s'inscrivirent dans le cadre de la politique éducative du péronisme. Ainsi, le gouvernement faisait d'une pierre deux coups : non seulement il respectait les engagements de la doctrine justicialiste à travers l'amélioration des conditions de vie des classes populaires, en facilitant l'accès aux études supérieures, ce qui offrait de nouvelles perspectives d'ascension sociale à leurs enfants,

¹³⁵ Sur la construction sociale et politique de la notion de « jeunesse », voir Pierre Bourdieu, « La "jeunesse" n'est qu'un mot », *Questions de sociologie*, Paris, Les Éditions de Minuit, 2002, p. 143-154 et Ludivine Bantigny, « Les jeunes, sujets et enjeux politiques (France, XX^e siècle) », *Histoire@politique. Politique, culture, société*, n°4, janvier-avril 2008 [En ligne] <http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=04&rub=dossier&item=34> (consulté le 9 novembre 2014).

¹³⁶ Omar Acha, *Los Muchachos peronistas*, op. cit., p. 53. Outre le « message à la jeunesse de l'an 2000 », enterré publiquement en 1948 sous la Place de Mai, Perón prononça différents discours spécifiquement destinés à la jeunesse lors des célébrations de la Fête nationale, le 25 mai 1949, du *Día de la bandera* (Fête du Drapeau national), le 20 juillet 1949, ou encore du *Día de la Juventud* (Fête de la Jeunesse), le 21 septembre 1949. Il s'adressait aussi régulièrement aux enfants et aux adolescents dans le cadre des *Campeonatos Evita*.

¹³⁷ Omar Acha, *Los Muchachos peronistas*, op. cit., p. 49.

mais il pouvait ainsi espérer une modification du profil social des étudiants, à travers la massification et la « popularisation » des universités. Ce faisant, ces dernières cesseraient d'être des bastions de l'antipéronisme, puisqu'elles accueilleraient des jeunes d'origines sociales plus variées et ayant connu les bienfaits du péronisme depuis leur plus tendre enfance. Cette hypothèse fait écho aux analyses développées par Omar Acha qui considère que le gouvernement a concentré ses efforts, non pas sur la jeune génération actuelle, mais sur les générations futures, en devenir¹³⁸. C'est pourquoi ce sont d'abord les enfants et l'enseignement primaire qui ont été les principaux objets d'attention des pouvoirs publics. Néanmoins, plusieurs initiatives non négligeables ont participé à l'élargissement de la population lycéenne et à l'augmentation du nombre des inscrits à l'université.

Parmi ces initiatives, signalons la construction de nouveaux établissements d'enseignement secondaire, des lycées généraux (*Colegios*) mais aussi des écoles normales d'instituteurs et des établissements d'enseignement spécialisé, technique, professionnel et commercial. L'étude détaillée menée par Adrián Cammarota démontre cependant qu'un premier essor de l'enseignement secondaire date du milieu des années 1930. De plus, si les pouvoirs publics, aussi bien nationaux, provinciaux que municipaux, ont entrepris une politique d'édification considérable sous le péronisme, la hausse du nombre d'établissements privés a été presque aussi importante¹³⁹. L'accroissement de la population d'élèves du secondaire n'est donc pas à mettre au seul crédit de l'administration publique péroniste. La démultiplication de l'offre privée contrevenait cependant à l'un des autres objectifs poursuivis par le gouvernement : la centralisation et l'unification du système éducatif argentin. Comme dans d'autres domaines, les responsables péronistes adoptèrent des positions pragmatiques : ils n'étaient pas en mesure de se passer du secteur privé, faute de moyens et en raison du manque d'infrastructures scolaires¹⁴⁰. De plus, la majorité des élèves fréquentait les établissements publics¹⁴¹. Le privé n'était choisi qu'en dernier recours, s'il n'y avait pas d'équivalent public dans la zone de résidence des élèves. Cammarota signale ainsi une donnée importante : l'expansion de l'enseignement secondaire sous le

¹³⁸ Omar Acha, *Los Muchachos peronistas*, op. cit., p. 58-59. Voir également les remarques d'Adrián Cammarota dans son article consacré à l'analyse de la revue de l'UES : « Una juventud responsable, disciplinada y peronista. La Revista de la Unión de Estudiantes Secundarios (1954-1955) » in Claudio Panella et Guillermo Korn (comp.), *Ideas y debates para la Nueva Argentina. Revistas culturales y políticas del peronismo (1946-1955)*, Vol.II, La Plata, Universidad Nacional de La Plata, 2010, p. 387- 405.

¹³⁹ Adrián Cammarota, *Somos Bachiyeres*, op. cit., p. 36-45. De fait, pendant la période péroniste, le nombre d'établissements privés dépasse encore celui des institutions publiques, voir *Idem*, graphiques 5 et 6, p. 41.

¹⁴⁰ *Idem*, p. 42.

¹⁴¹ *Ibid.*

péronisme répondait aussi à une demande sociale, exprimée par les classes moyennes urbaines¹⁴².

En effet, le programme de construction de nouveaux établissements concernait principalement la capitale de l'Argentine et la province de Buenos Aires, soit les régions les plus urbanisées du pays et connaissant une forte croissance démographique depuis les années 1930. S'y concentrait également la population d'élèves du secondaire : entre 1949 et 1955, sur plus d'1,6 millions d'élèves inscrits dans tout le pays, la ville et la province de Buenos Aires en réunissaient près de 875 000¹⁴³. Les autorités locales peinaient à suivre la hausse continue de la population scolaire, ce qui se traduisait par une insuffisance chronique des capacités d'accueil au sein des établissements publics et rendait la présence du système d'enseignement privé nécessaire.

Les besoins en terme d'infrastructures scolaires étaient donc importants, en raison de l'expansion des classes moyennes urbaines et de la croissance démographique. Mais, le gouvernement péroniste s'efforça aussi de faciliter l'accès aux études secondaires aux classes populaires en accordant des bourses d'études sur critères sociaux ou au mérite. La FEP procédait également à des distributions de manuels et de matériel scolaire aux jeunes les plus défavorisés. Ce qui est certain, c'est que le pourcentage d'élèves terminant l'école primaire et entamant le cycle secondaire a connu une augmentation spectaculaire : si seulement 23 % d'entre eux accédaient aux études secondaires en 1940-1941, il passe à 48 % en 1950-1951 et atteint 63% en 1955-1956¹⁴⁴. Selon Valeria Manzano, ces statistiques démontrent que « la majorité des familles argentines avaient désormais à la fois les moyens financiers et les attentes culturelles pour envisager l'ascension sociale de leurs enfants à travers l'éducation¹⁴⁵. » Selon cette chercheuse, c'est bien sous le péronisme que les jeunes des classes moyennes et des couches les moins défavorisées de la classe ouvrière ont commencé à accéder aux études secondaires. Ces dernières sont une condition d'accès aux postes administratifs de la fonction publique et pour l'entrée à l'université. Or, à partir de 1951, les frais d'inscription (*aranceles*) universitaires sont supprimés, rendant l'ensemble du système éducatif public entièrement gratuit, à tous les niveaux¹⁴⁶. On voit ici comment

¹⁴² C'est ce qu'il démontre dans *Idem*, p. 38-39 et dans la partie consacrée aux conditions de création du *Colegio Nacional Mixto* de Morón, qui fut fondé en 1949 afin de pallier l'absence d'établissement secondaire public dans cette zone de la banlieue de Buenos Aires. Voir *Idem* p. 45-55.

¹⁴³ *Idem*, p. 39.

¹⁴⁴ Valeria Manzano, *The Age of Youth, op. cit.*, p. 22. Il faut préciser néanmoins que tous les élèves qui s'inscrivent dans le secondaire ne parviennent pas jusqu'au diplôme. Ils peuvent cependant obtenir un certificat qui leur ouvre les portes du monde du travail.

¹⁴⁵ *Ibid.*

¹⁴⁶ Cette mesure est d'ailleurs annoncée par Perón, dès 1949, dans le discours qu'il prononce lors du *Día de la Bandera*. Sur la gratuité de l'enseignement public, voir [AGN-AI, FNRP, CNI, Col. Bib. 844] SIPA, *Síntesis*

s'articulent différentes mesures en faveur d'une démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur.

Néanmoins, les pourcentages proposés par Valeria Manzano ne permettent pas de repérer les orientations scolaires des élèves : le cycle secondaire se caractérise par sa grande hétérogénéité. Tous les adolescents n'intègrent pas les lycées généraux menant au baccalauréat (*Colegios*). La principale originalité des réformes éducatives entreprises par le péronisme repose sur le développement de l'enseignement technique et professionnel, qui connaît une impulsion inédite entre 1946 et 1955¹⁴⁷. La création d'instituts spécialisés, d'écoles-usines (*escuelas-fábricas*) et la valorisation du statut d'apprenti furent des composantes importantes du projet d'éducation populaire élaboré par le gouvernement. Ce programme poursuivait deux objectifs : participer au processus d'industrialisation grâce à la formation d'une main d'œuvre qualifiée tout en permettant de maintenir les jeunes issus des milieux ouvriers ou défavorisés au sein d'un système d'encadrement institutionnalisé, facilitant la transition entre l'environnement scolaire et le monde du travail. La fondation de l'Université Ouvrière Nationale (*Universidad Obrera Nacional-UON*) apparaît comme le point d'aboutissement de l'ouverture des études secondaires et supérieures aux ouvriers. Cette université réservée aux travailleurs et aux diplômés des établissements d'enseignement technique et professionnel fut créée dès le 26 août 1948, mais il fallut attendre le 17 mars 1953 pour qu'elle soit inaugurée et qu'elle commence à accueillir des étudiants¹⁴⁸.

C'est à travers ces grands axes de la politique éducative que les dirigeants péronistes ont mis en place des dispositifs de prise en charge des adolescents et des jeunes. Le développement du cycle secondaire a favorisé l'émergence progressive d'un groupe distinct des enfants et des adultes, en voie d'homogénéisation et d'autonomisation du fait d'une culture scolaire et de pratiques communes. Rappelons cependant que ce n'est qu'à partir des années 1960 qu'on peut repérer en Argentine une « culture adolescente » *stricto sensu*¹⁴⁹.

de la Educación en la Argentina, Buenos Aires, s.d, p. 54 et Mónica Esti Rein, *Politics and Education in Argentina*, *op. cit.*, p. 42.

¹⁴⁷ Inés Dussel et Pablo Pineau, « De cuando la clase obrera entró al paraíso :la educación técnica estatal en el primer peronismo » in Adriana Puiggrós (dir.), *Historia de la educación en la Argentina. Tomo VI :Discursos pedagógicos e imaginario social en el peronismo (1945-1955)*, Buenos Aires, Editorial Galerna, 1995, p. 107-173.

¹⁴⁸ La loi 13.229 est adoptée le 26 août 1948. Le fonctionnement de l'UON est réglementé par décret le 7 octobre 1952. Le premier recteur de l'université, nommé par le gouvernement, est le syndicaliste Cecilio Condit, qui devint en 1955 président de l'Afa. Sur ce dirigeant, voir notre chapitre VII. L'UON a clairement une vocation nationale puisqu'elle est organisée en Facultés Ouvrières Régionales, implantées dans plusieurs capitales provinciales (Córdoba, Mendoza, Rosario et Santa Fe). Voir Inés Dussel et Pablo Pineau, « De cuando la clase obrera entró al paraíso... », *op. cit.*, p. 147.

¹⁴⁹ Valeria Manzano, *The Age of Youth*, *op. cit.* et Omar Acha, *Los Muchachos peronistas*, *op. cit.*

Mais cet ensemble de mesures a constitué une étape préliminaire indispensable à la création de l'UES.

L'UES : une émanation du ministère de l'Éducation

Les circonstances exactes de la fondation de l'UES ne sont pas connues dans le détail. Ce qui est certain, c'est que cette dernière relève de l'initiative du gouvernement péroniste. La version des faits, idéologiquement orientée, mise au point par les enquêteurs de la CNI a connu une longue postérité¹⁵⁰. Leur objectif est de démontrer que l'UES n'a jamais été « une entité éducative ni de formation des jeunes, mais un instrument de corruption et de désorientation d'une grande partie des élèves du secondaire¹⁵¹ », et, dans une moindre mesure, des étudiants universitaires. L'UES ne cherchait pas à éduquer mais à « séduire » la jeunesse. L'UES fut « l'entreprise la plus diabolique de toute l'histoire argentine¹⁵² » et ce, dès ses origines, puisque cette institution ne fut pas créée pour être « au service de la jeunesse, mais au service de Perón¹⁵³. » Ce sont les investigateurs mandatés par la Révolution Libératrice qui ont propagé l'idée que l'UES aurait d'abord été mise en place par le ministre de l'Éducation, Armando Méndez San Martín, afin de distraire Perón et de « satisfaire sa vanité et ses plaisirs personnels¹⁵⁴ », suite au décès de son épouse. Dans un second temps, en plus de cet objectif initial, l'UES aurait été transformée en un « instrument politique pour parvenir à une adhésion inconditionnelle et totale des jeunes à l'égard du leader¹⁵⁵. »

Cette version des faits, longtemps prédominante, a été profondément révisée par plusieurs historiens¹⁵⁶. La création de l'UES est le résultat du changement progressif d'attitude de la part des dirigeants péronistes vis-à-vis de la jeunesse et du rôle social qu'elle peut jouer, notamment dans la consolidation et la perpétuation de la *Nueva Argentina*. Selon

¹⁵⁰ Les enquêteurs sont, en l'occurrence, des enquêtrices : la CNI a effectivement recruté quatre femmes pour constituer la sous-commission d'enquête chargée de l'UES. La présidente est Carolina Tobar García, une pédopsychiatre renommée. Elle est assistée de Gilda Lamarque de Romero Brest, épouse du fils du fondateur de la méthode argentine d'éducation physique, Enrique Romero Brest ; de Carmen Aguirre de Victoria, épouse du premier titulaire de la chaire de psychologie de l'UBA et de Delfina de Ghioldi, mariée au leader du Parti Socialiste, Américo Ghioldi. Issues des secteurs de l'opposition et de la bourgeoisie intellectuelle, ce sont toutes des spécialistes de l'éducation ou de la psychologie juvénile, ayant occupé des postes à l'université.

¹⁵¹ Vice-Presidencia de la Nación-CNI, *Documentación, autores y cómplices...*, op. cit., Tome II, p. 215 : « una entidad educativa ni de formación juvenil, sino un instrumento de corrupción y desorientación de un gran sector de los estudiantes secundarios del país ».

¹⁵² *Idem*, p. 216 : « la empresa más diabólica que pueda ofrecer la historia argentina ».

¹⁵³ *Idem*, p. 217 : « al servicio de la juventud sino al servicio de Perón ».

¹⁵⁴ *Ibid* : « para satisfacer su vanidad y placeres personales ».

¹⁵⁵ *Ibid* : « como instrumento político para lograr una incondicionada y total adhesión de los jóvenes al líder. »

¹⁵⁶ Principalement dans les ouvrages précédemment cités d'Omar Acha et d'Adrián Cammarota.

Omar Acha, un incident diplomatique aurait servi d'accélérateur à la mise en place de ce nouvel organisme¹⁵⁷. Vers le milieu de l'année 1952, l'Uruguay et la Grande-Bretagne conclurent un accord qui mettait en doute les droits souverains de l'Argentine sur les Îles Malouines. Ce texte suscita différentes réactions de rejet dans la société argentine et des protestations officielles du gouvernement péroniste. Dans ce cadre, des manifestations furent organisées, à Buenos Aires et dans les capitales provinciales, auxquelles les élèves du secondaire furent convoqués. Profitant de cette conjoncture, le ministère de l'Éducation aurait supervisé, au cours des mois d'octobre et de novembre 1952, la mise en place des structures de l'association : rédaction des statuts, élections des membres du bureau, recrutement des premiers adhérents et des délégués¹⁵⁸.

Selon cet historien, l'UES aurait donc été constituée dès la fin de l'année 1952. Cependant, d'après une revue éditée par des membres de la section féminine de l'UES, celle-ci aurait célébré le premier anniversaire de sa fondation le 27 septembre 1954¹⁵⁹. L'annonce officielle de la création de l'institution, qui correspond à l'inauguration du siège central de la branche féminine, aurait donc eu lieu près d'un an après la date avancée par Omar Acha. De même, les installations réservées à la section masculine font l'objet d'une cérémonie d'ouverture présidée par Perón le 16 novembre 1953¹⁶⁰. Il est possible que l'UES ait commencé à fonctionner auparavant mais que les autorités péronistes aient attendu de l'avoir dotée d'équipements et d'infrastructures sportives pour la promouvoir publiquement. La phase d'existence de l'UES et de déploiement intense de ses activités fut donc relativement courte puisqu'elle s'étala sur à peine deux ans, de septembre-novembre 1953 à septembre 1955.

Suivant les normes générales en vigueur dans le monde sportif et le milieu scolaire, l'organisme est divisé en deux branches selon des critères sexuels : adolescentes et adolescents mènent leurs activités de façon séparée¹⁶¹. Ce principe connaît quelques

¹⁵⁷ Omar Acha, *Los Muchachos peronistas*, *op. cit.*, p. 66.

¹⁵⁸ *Idem*, p. 66-67. Signalons qu'Omar Acha n'indique pas où il a trouvé ces renseignements et ne donne aucune information précise sur la façon dont le gouvernement péroniste est parvenu à solliciter les élèves et les premiers adhérents ou à organiser ces élections.

¹⁵⁹ Voir Unión de Estudiantes Secundarios, *Esgrima Arte y Ciencia*, Buenos Aires, 1954 (septembre?), s/p [AGN-AI, FNRP, CNI, Col. Bib. 878]. Il s'agit d'une publication amateur, rédigée et composée par Hedwig Schwarz, une membre de l'UES et ressemblant à un journal fait par des lycéens. Elle est entièrement consacrée à la tournée en province réalisée par l'équipe féminine d'escrime de l'UES, entre le 10 et le 26 juillet 1954 et se compose principalement de coupures de presse, agrémentées de quelques passages tapés à la machine, de dessins humoristiques et de caricatures.

¹⁶⁰ Voir Juan Domingo Perón, *Obras Completas*, Tome XVI, Fundación pro Universidad de la Producción y del Trabajo, Buenos Aires, 2001, « En la inauguración de la sede de la Unión de Estudiantes Secundarios (Rama Masculina). 16 de noviembre de 1953 », p. 797-799.

¹⁶¹ Le *Colegio Nacional Mixto* de Morón, étudié par Adrián Cammarota, constitue, à ce titre, une innovation notable. Voir ses remarques à ce sujet dans *Somos Bachiyeres*, *op. cit.*, p. 54.

exceptions : lors d'événements culturels réalisés en commun, lors des préparatifs de défilés ou encore dans le cadre de certaines pratiques sportives¹⁶². Les jeunes de l'UES se partagent ainsi le club nautique qui a été construit pour eux à Olivos et où se trouve également un bassin à ciel ouvert (*balneario*)¹⁶³. Pour le reste, chaque section dispose de son propre siège central, situés à l'origine dans les beaux quartiers du centre-ville de Buenos Aires¹⁶⁴. Rapidement, elles se voient accorder en outre de vastes terrains de sport et des installations plus importantes : les jeunes filles sont accueillies dans l'enceinte de la résidence présidentielle d'Olivos tandis que les adolescents s'établissent dans le quartier de Nuñez, au nord de la capitale¹⁶⁵. Ce site couvre alors six hectares au total grâce au regroupement de plusieurs terrains occupés auparavant par différents clubs. Certains d'entre eux dépendaient des pouvoirs publics, comme le Club Municipal, le Círculo de Oficiales del Mar ou le club Comunicaciones, dépendant du ministère du même nom¹⁶⁶. Mais, pour d'autres, il s'agissait d'institutions privées et indépendantes, comme le Club Deportes Racionales et le Club Universitario de Buenos Aires (CUBA), qui avaient reçu en concession ces lots de terre appartenant à la ville de Buenos Aires. Ces institutions avaient donc été délogées par la mairie afin que les autorités péronistes puissent récupérer les terrains concernés – ainsi que les infrastructures qui y avaient été édifiées – et les transférer à l'UES¹⁶⁷.

Ces dispositions, décidées en haut lieu, provoquèrent de vives protestations de la part des dirigeants des clubs expropriés et furent également très critiquées par les membres de l'opposition. Citons par exemple le projet de résolution présenté le 1^{er} juin 1955 devant le

¹⁶² Les démonstrations d'escrime rassemblaient souvent les adolescents des deux sexes. Par ailleurs, la section de la province Eva Perón (La Pampa) monta une pièce de théâtre qui réunissait garçons et filles sur scène. Voir Unión de Estudiantes Secundarios, *Teatro Argentino. Función Extraordinaria, En Homenaje al Excelentísimo Señor Presidente de la Nación Argentina, Juan D. Perón y a su Excelencia el Señor Gobernador de la Provincia de Buenos Aires Don Carlos Aloé, organizada por la U.E.S. Eva Perón 30 de julio de 1954*, Buenos Aires, 1954 [AGN-AI, FNRP, CNI, Col. Bib. 879].

¹⁶³ Voir Juan Domingo Perón, *Obras Completas, op. cit.*, Tome XVIII, « Ante estudiantes de la UES (Rama Femenina) », p. 31-35. Discours prononcé le 16 janvier 1954 à l'occasion de l'inauguration des installations du club nautique et de la piscine de l'UES.

¹⁶⁴ Exactement au n° 1690 de la rue Alvear, à la limite des quartiers de Recoleta et de Retiro pour la section masculine et au n° 1457 de la rue Ayacucho, pour la section féminine, en plein cœur de Recoleta.

¹⁶⁵ Au n° 1050 de la rue Republicetas, soit actuellement la rue Miguel B. Sánchez. Le site existe toujours et est à présent occupé par le *Centro Nacional de Alto Rendimiento Deportivo* (CeNARD), un organisme équivalent en France à l'Institut National du Sport, de l'Expertise et de la Performance (INSEP) et qui relève du secrétariat d'État argentin aux Sports.

¹⁶⁶ Les terrains du Club Comunicaciones - de son nom complet Club Atlético del Personal del Ministerio de Comunicaciones – ont été transférés au ministère de l'Éducation. Le club a reçu en compensation d'autres terrains dans le quartier d'Agronomía. Cette institution a fait l'objet d'une enquête détaillée sous la Révolution Libératrice, menée par la Commission n° 24, chargée du ministère des Communications. Voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 24, Caja 3, Expediente 51.160/56 « Club Comunicaciones/ actuaciones relacionadas con su investigación », Expediente 11.496 « Afectación personal de Direc. De Arq. a tareas en el Club Comunicaciones », Expediente 11.497 « investigación efectuada en el Club Comunicaciones » et Expediente n°127, 2° cuerpo « Investigación efectuada en el Club Comunicaciones ».

¹⁶⁷ Sur les expropriations de clubs par la Municipalité et le gouvernement péroniste, voir nos chapitres II, V, VI et VIII.

Congrès national par le député radical Oscar Alende¹⁶⁸. Dans ce document, ce parlementaire adresse plusieurs questions au gouvernement concernant l'UES. Il s'étonne du « traitement préférentiel¹⁶⁹ » dont bénéficie cette entité et demande des explications sur ce « favoritisme officiel¹⁷⁰ ». Comme pour la FEP, les députés de l'opposition soulignent le flou juridique entretenu autour de cette organisation et signalent le manque flagrant d'informations diffusées à son sujet. Il leur est impossible d'obtenir des rapports précis sur les fonds publics alloués à l'UES, leur utilisation et leur justification. Cette demande est aussi l'occasion pour Alende de dresser un réquisitoire en règle de l'action du gouvernement dont il dénonce les contradictions, l'inefficacité et les abus¹⁷¹. Sous la Révolution Libératrice, les comptes-rendus d'enquête émis par la Commission n°20 fustigent également le « luxe inapproprié¹⁷² » des équipements et des services accordés aux membres de l'UES. Si l'on en croit les conclusions des enquêteurs de la CNI, ce sont plus de 270 millions de pesos qui auraient été prélevés en trois ans sur le budget du ministère de l'Éducation, pour le seul compte de l'UES, privant d'autant le reste des établissements scolaires publics, laissés dans un état déplorable d'abandon¹⁷³. Pour Oscar Alende, cela démontre que parmi les « privilégiés de la Nation », certains, sans que cela ne soit explicitement fondé, sont nettement plus privilégiés que d'autres¹⁷⁴.

Ce favoritisme et ce luxe effrénés sont d'autant plus condamnables qu'ils produiraient des effets lamentables sur les adolescents qui en ont bénéficié :

La superficialité masculine et féminine, la frivolité, la vanité engourdissante, ont certainement été encouragées dans ces somptueux clubs de léthargie spirituelle, de relâchement du caractère, de corruption du courage moral, de dressage civique, d'asservissement de l'individu libre¹⁷⁵.

¹⁶⁸ Voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 361 « Perette, Marco, Alende y Ferrer Zanchi/ Tres proyectos de resolución solicitando al P.E. informes sobre intervenciones a entidades deportivas, beneficios otorgados a la UES y otros », second projet de résolution présenté par Oscar Alende à la Chambre des Députés, 1^{er} juin 1955.

¹⁶⁹ *Ibid* : « *trato preferencial* ».

¹⁷⁰ *Ibid* : « *favoritismo oficial* ».

¹⁷¹ Voir le texte complet des « Fondements » accompagnant le projet de résolution reproduit en annexe.

¹⁷² Vice-Presidencia de la Nación-CNI, *Documentación, autores y cómplices...*, *op. cit.*, Tome II, p. 215 : « *lujo indebido* ».

¹⁷³ Voir le compte-rendu d'enquête sur le budget et la gestion économique du ministère de l'Éducation publié dans Vice-Presidencia de la Nación-CNI, *Documentación, autores y cómplices...*, *op. cit.*, Tome I, « Informe sobre UES », p. 314-316.

¹⁷⁴ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 361 : « Perette, Marco, Alende y Ferrer Zanchi/ Tres proyectos de resolución solicitando al P.E. informes sobre intervenciones a entidades deportivas, beneficios otorgados a la UES y otros », second projet de résolution présenté par Oscar Alende à la Chambre des Députés, 1^{er} juin 1955.

¹⁷⁵ Vice-Presidencia de la Nación-CNI, *Documentación, autores y cómplices...*, *op. cit.*, Tome II, p. 215 : « *La superficialidad masculina y femenina, la frivolidad, la entorpecedora vanidad, debieron encontrar estímulo en*

C'est pourquoi l'UES est considérée comme une « entreprise diabolique » : Perón et ses proches collaborateurs seraient ainsi parvenus à déployer une opération de séduction et d'embrigadement extrêmement efficace en profitant des faiblesses propres à la jeunesse. Par là même, la façon dont l'institution a été mise en place et les moyens qui ont été investis par le gouvernement sont révélateurs des tares du péronisme, car

tout cela fut le produit d'une vanité ostentatoire, de la soif d'éblouir, de faire les choses « en grand » - avec cette avidité irrépressible du nouveau riche – et constitua une démonstration provocatrice de puissance que Perón s'est complu à exhiber à la face du pays et des visiteurs étrangers¹⁷⁶.

L'UES aurait donc servi de relais à l'action corruptrice du péronisme, qui se serait d'abord exercée sur les adolescents, particulièrement influençables, avant de s'étendre à l'ensemble de la société argentine, puisque cette association a été érigée en modèle auprès du grand public. Les auteurs du rapport exagèrent l'influence réellement exercée par l'UES : si le gouvernement aspirait à ce que des filiales soient fondées dans tout le pays, c'était encore loin d'être une réalité lors de la chute de Perón. En dehors de Buenos Aires, l'UES était implantée à Bahía Blanca, Rosario, dans la province de La Pampa – rebaptisée Eva Perón à cette période –, à San Carlos de Bariloche, Tucumán, Córdoba, Mendoza, La Rioja et San Juan¹⁷⁷. Si l'on se fie aux données officielles avancées par la revue *Mundo Peronista*, la branche féminine aurait regroupé, au niveau national, 60 000 adhérentes et la branche masculine, 42 000 membres¹⁷⁸. Ces chiffres sont honorables mais montrent que l'UES est loin de concerner l'ensemble de la population scolarisée dans le secondaire, d'autant moins qu'il est probable qu'ils aient été exagérés par les responsables du gouvernement et que l'affiliation n'allait pas toujours de pair avec une participation active au sein de l'organisation¹⁷⁹.

esos suntuosos clubes de adormecimiento espiritual, de relajamiento del carácter, de corrupción del temple moral, de amansamiento cívico, de avasallamiento de la persona libre. »

¹⁷⁶ *Idem*, p. 221 : « *Todo esto fué producto de una ostentosa vanidad, del ansía de deslumbrar, de hacer todo a lo grande – con incontenible avidez de nuevo rico – y constituyó una desafiante demostración del poderío que Perón se solazó en exhibir al país y a los visitantes extranjeros. »*

¹⁷⁷ D'après Adrián Cammarota, « Una juventud responsable, disciplinada y peronista... », *op. cit.*, p. 385 et Omar Acha, *Los Muchachos peronistas*, *op. cit.*, p. 71. Ce dernier insiste sur le déploiement lent et très progressif des filiales de l'UES à travers le pays, qui se prolongea jusqu'à la fin de l'année 1954. Selon lui, dans de nombreuses régions, l'UES était « une idée plutôt qu'une réalité ».

¹⁷⁸ Cité par Valeria Manzano, *The Age of Youth*, *op. cit.*, p. 24.

¹⁷⁹ Le nombre total d'élèves scolarisés dans le secondaire varie fortement suivant les auteurs : selon Valeria Manzano, près de 52 % des jeunes suivant des études secondaires étaient affiliés à l'UES, sur une population qu'elle évalue à plus de 200 000. Mais elle ne semble prendre que Buenos Aires et sa région en compte et probablement seulement les lycéens suivant un cursus général les préparant au baccalauréat, tandis qu'Adrián Cammarota avance un total national de plus d'1,6 millions d'élèves inscrits entre 1949 et 1955, dont plus de

D'ailleurs, seules les sections de la capitale fédérale ont fait l'objet d'une enquête approfondie de la part de la CNI. Et il est indéniable que les affiliés *porteños* ont bénéficié d'infrastructures exceptionnelles par leur ampleur et leur variété. Le centre d'activités de la branche masculine se composait d'un bâtiment principal qui comprenait un patio, une piscine couverte, un terrain de pelote basque (*pelota a paleta*), un cinéma-théâtre, une cantine, des dortoirs et des cuisines. S'y ajoutaient, à l'extérieur : deux gymnases, l'un abritant deux pistes d'escrime et un terrain de basket-ball couvert, l'autre des rings pour la pratique de la boxe et des agrès de gymnastique ; une piscine extérieure avec douches et vestiaires ; dix-huit terrains de basket-ball, neuf de football et onze courts de tennis. Enfin, plusieurs pavillons servaient à accueillir les services administratifs, l'infirmerie, le « bar américain » avec ses billards, un garage et un atelier de réparation pour les scooters (*motonetas*) mis à disposition des adhérents¹⁸⁰. Ces derniers pouvaient déjeuner sur place puisque le bar servait des hot-dogs (*panchos*) et du Coca-Cola gratuitement à l'heure du déjeuner¹⁸¹. Les cuisines de la section masculine fournissaient en repas la section féminine de l'UES, mais aussi la cafétéria du vélodrome municipal ainsi que d'autres organisations qui en faisaient la demande. En moyenne, 2 500 rations y étaient préparées quotidiennement¹⁸².

Les équipements sportifs, administratifs et médicaux de la branche féminine étaient aussi très complets mais témoignent de l'éventail plus réduit des disciplines proposées. Suivant les préjugés en vigueur à cette période, certaines pratiques comme le football ou la boxe restaient réservées aux garçons. Par contre, les adolescentes de l'UES recevaient des cours d'escrime, de gymnastique, de basket-ball, de volley-ball, d'athlétisme, de canotage et disposaient aussi d'un « bar américain », d'un garage et de *motonetas*. Au total, la section féminine de l'UES réunissait à elle seule 320 employés¹⁸³. L'organisme nécessitait un personnel important, dont une partie provenait des rangs de la fonction publique : responsables administratifs, agents d'entretiens, professeurs de sport et d'éducation physique, jardiniers, infirmières, médecins, cuisiniers furent recrutés afin d'assurer l'encadrement des adhérents.

670 000 fréquentant les lycées, 500 000 les écoles normales et plus de 450 000 les écoles de commerce. Voir Valeria Manzano, *The Age of Youth, op. cit.*, p. 24 et Adrián Cammarota, *Somos Bachiyes, op. cit.*, p. 39.

¹⁸⁰ Liste des installations de l'UES dressée par les enquêteurs dans Vice-Presidencia de la Nación-CNI, *Documentación, autores y cómplices...*, *op. cit.*, Tome I, « Informe sobre UES », p. 362.

¹⁸¹ En dehors de cet horaire, ils ne coûtaient que des sommes très modiques : 20 *centavos* pour une boisson et 40 *centavos* pour le sandwich. *Idem*, p. 363.

¹⁸² Cela pouvait varier de 500 à 5 000 repas par jour. *Idem*, p. 371.

¹⁸³ *Idem*, « Investigación economicofinanciera en la UES (Rama femenina) », p. 392.

L'UES n'a donc rien de comparable avec les associations étudiantes ou les clubs de jeunes fondés et animés par les adolescents eux-mêmes. Il s'agit bien d'une institution disposant de ressources et de moyens matériels sans équivalents, conçue et administrée depuis l'État, bien que le slogan de la revue officielle de l'UES la présente comme un organisme « des étudiants pour les étudiants¹⁸⁴ ». En principe, les élèves du secondaire sont censés en assurer eux-mêmes la gestion et le fonctionnement : pour ce faire, des élections ont été organisées dans les établissements scolaires pour désigner, à la tête de chaque section, un comité de direction, composé d'un président, d'un trésorier et de secrétaires. Dans les faits, les liens avec le ministère de l'Éducation sont très étroits et les jeunes dirigeants dépendent très fortement des orientations décidées au sein du gouvernement. Le président de la section masculine, Alfredo Antonio Barcalde, est âgé de 25 ans lors de l'enquête de la CNI. Ce n'est donc plus exactement un adolescent ; il fait néanmoins partie des élèves du secondaire puisqu'il poursuit ses études au sein de l'École Normale de Professeurs Mariano Acosta. Mais surtout il est, pendant la période péroniste, employé au sein du secrétariat privé du ministère de l'Éducation. C'est pour cette raison qu'il aurait été choisi par le ministre Armando Méndez San Martín pour diriger l'UES. La présidente de la section féminine, María Teresa de Vicente, âgée quant à elle de 24 ans, exerçait, à partir du début de l'année 1954, des fonctions au sein du ministère de l'Éducation tout en assurant des heures de cours d'éducation civique (*Cultura Ciudadana*), d'histoire et de géographie, dans des écoles primaires et des établissements du secondaire¹⁸⁵. Cette charge d'enseignement lui avait été attribuée à l'instigation du ministre Méndez San Martín en personne.

Le cas de la secrétaire de la branche féminine de l'UES constitue un exemple plus flagrant encore de l'imbrication des relations entre l'association étudiante et le ministère. Margarita Casilda Centeno, qui venait d'avoir 18 ans en 1955, était non seulement une employée de l'Éducation nationale argentine – elle était assistante de travaux pratiques au sein d'une École Normale – mais aussi la fille de Primitivo Centeno, chef du Secrétariat Auxiliaire (*Secretaría Auxiliar*) du ministère de l'Éducation, un service chargé spécifiquement de superviser l'UES¹⁸⁶. Primitivo Centeno était un homme de confiance de Méndez San Martín et s'occupait de toutes les questions d'ordre financier et logistique de

¹⁸⁴ Voir la couverture de *UES*, Año I, n°4, septembre 1954 [AGN-AI, FNRP, CNI, Col. Bib. 877]: « *de los estudiantes para los estudiantes* ».

¹⁸⁵ Voir les procès-verbaux d'auditions de María Teresa de Vicente et d'Alfredo Antonio Barcalde reproduits dans Vice-Presidencia de la Nación-CNI, *Documentación, autores y cómplices...*, op. cit., Tome I, p. 454 et p. 461.

¹⁸⁶ *Idem*, p. 457.

l'UES. C'était lui notamment qui gérait les comptes bancaires et les crédits alloués à l'institution, prélevés sur le budget du ministère, recrutait le personnel administratif et technique et s'assurait du versement de leurs salaires. Toutes ces tâches qui auraient normalement dû être du ressort des trésoriers de l'UES étaient menées au sein du Secrétariat Auxiliaire. La présidente de l'UES reconnut elle-même que la fonction de trésorière était « purement formelle¹⁸⁷ ».

Le programme des activités menées au sein de l'UES fut lui aussi élaboré en haut lieu : Alfredo J. Loughlin, le responsable de la Direction Nationale d'Éducation Physique – un service désormais rattaché au ministère de l'Éducation – devint ainsi le directeur technique de l'organisation. Ce professeur d'éducation physique, qui était aussi à la tête de l'un des Instituts Nationaux d'Éducation Physique (INEF), fut chargé de tous les aspects pédagogiques et sportifs : sélection des entraîneurs et des enseignants, organisation des cours et des compétitions, suivi des jeunes. Le développement de l'UES est attentivement surveillé par plusieurs hauts dirigeants péronistes et jusqu'au chef de l'État. D'après un témoignage recueilli par Adrián Cammarota, les jeunes filles de l'UES étaient en contact régulier avec Atilio Renzi, plutôt qu'avec Méndez San Martín, personnage plus froid et distant¹⁸⁸. Perón quant à lui fréquentait souvent les installations de l'UES : il assistait aux leçons, y prenait part parfois et remettait prix et récompenses aux vainqueurs des compétitions.

Les secteurs antipéronistes puis la Révolution Libératrice ont beaucoup insisté sur la présence de la section féminine au sein même de la résidence présidentielle, ce qui aurait permis à Perón d'entretenir des relations suspectes avec les adolescentes¹⁸⁹. Les rapports d'enquête se complaisent à énumérer tous les moments où Perón aurait cherché à profiter de leur compagnie et à nouer des rapports intimes avec elle, en partageant leurs petits-déjeuners ou leurs goûters, en les invitant à sa table ou à visiter les appartements qui lui étaient réservés. Cette proximité et cette familiarité ont énormément choqué, à tel point que les photographies représentant un Perón souriant, chevauchant un scooter et défilant à la tête d'un convoi de jeunes filles en *motonetes* dans les rues de Buenos Aires sont devenues une image d'Épinal de la littérature antipéroniste. Elles condensent toutes les dérives et tous les excès prêtés au régime péroniste : incarné par un personnage grotesque mais omnipotent, au

¹⁸⁷ Vice-Presidencia de la Nación-CNI, *Documentación, autores y cómplices...*, *op. cit.*, Tome II, p. 218 : « *El cargo de tesorera era meramente formal* ».

¹⁸⁸ Adrián Cammarota, *Somos Bachiyes*, *op. cit.*, p. 156.

¹⁸⁹ Voir le rapport définitif d'enquête publié dans Vice-Presidencia de la Nación-CNI, *Documentación, autores y cómplices...*, *op. cit.*, Tome II, p. 221-222 qui affirme que Perón cherchait, avec l'UES, à satisfaire ses « pulsions érotiques ».

comportement indigne de sa fonction et de son âge, entouré d'amazones modernes, frivoles et inconscientes, aux tenues et à l'attitude provocatrices.

Cette vision des choses a depuis été fortement nuancée : Peron aurait accordé autant, sinon plus, d'attention à la section masculine de l'UES. Selon le même témoin entendu par Adrián Cammarota, le *Líder* n'aurait rendu qu'une visite hebdomadaire aux adolescentes réunies à Olivos au cours de laquelle il les entretenait de questions variées, allant de la politique internationale à la pêche, en passant par les problèmes d'organisation syndicale¹⁹⁰. En général, les installations de l'UES, y compris celles de la résidence présidentielle, étaient ouvertes le week-end aux familles et aux professeurs des membres de l'institution, qui pouvaient assister aux différentes activités pratiquées par les jeunes et déjeuner sur place¹⁹¹. Tout cela vient quelque peu contredire l'idée d'une organisation opaque où les jeunes seraient coupés de leurs proches et livrés à la seule fantaisie du chef de l'État.

Néanmoins, l'UES apparaît nettement comme le résultat d'un projet émanant des plus hauts dirigeants du mouvement péroniste et entrepris depuis le sommet de l'État. Les opposants puis la Révolution Libératrice ont cherché à faire de cette institution un avatar des organisations de jeunesse fasciste et nazie, en forçant parfois le trait. Ainsi, les élèves du secondaire n'étaient nullement obligés d'adhérer ou de participer aux activités de l'UES. Pourtant, les auteurs du rapport d'enquête de la Commission n° 20 affirment que l'affiliation ne fut ni libre ni spontanée et qu'une campagne d'inscription fut orchestrée depuis le ministère de l'Éducation, grâce à la création d'un bureau uniquement dédié à cette tâche au sein du Secrétariat Auxiliaire. Les élèves des établissements de la capitale auraient été soumis à des pressions constantes, pouvant aller jusqu'à l'intimidation et aux menaces. Si l'on en croit le compte-rendu consacré à la section féminine, plus d'une cinquantaine d'étudiantes fréquentant différentes écoles auraient été payées par le ministère pour recruter de nouvelles adhérentes¹⁹². D'après une ancienne dirigeante de l'UES, le système reposait en fait sur la désignation d'un ou plusieurs délégués de l'association par établissement. Leur rôle consistait principalement à distribuer des cartes d'adhésion à tous les jeunes qui prenaient part à des compétitions sportives¹⁹³. Les recherches d'Adrián Cammarota tendent à démentir l'idée que les délégués auraient eu recours à des méthodes coercitives pour

¹⁹⁰ Adrián Cammarota, *Somos Bachiyeres*, *op. cit.*, p. 155.

¹⁹¹ *Ibid.* Mais, d'après cette ancienne membre de l'UES, élève du lycée de Morón, ses professeurs ne s'y rendaient que très peu et se montraient globalement indifférents aux invitations émanant du gouvernement péroniste. Selon elle, la plupart des enseignants étaient réfractaires au régime.

¹⁹² Vice-Presidencia de la Nación-CNI, *Documentación, autores y cómplices...*, *op. cit.*, Tome II, p. 217-218.

¹⁹³ Adrián Cammarota, *Somos Bachiyeres*, *op. cit.*, p. 155.

enrôler leurs camarades : dans le cas du lycée public de Morón qu'il a étudié en détail, seule une minorité d'élèves ont rejoint l'UES¹⁹⁴.

Contrairement à ce que prétend la propagande officielle, l'UES est loin d'être une réussite complète. Pour certains chercheurs, cela est dû aux hésitations et aux tâtonnements du gouvernement péroniste quant aux mesures à adopter à l'égard de la jeunesse¹⁹⁵. L'UES, malgré les ambitions affichées par Perón, n'offrait que des perspectives limitées, qui reposaient principalement sur la pratique du sport et d'activités culturelles et de loisir – une proposition qui se distinguait peu de celles émanant déjà de nombreux clubs et associations étudiantes.

La « juventud deportista » : l'avenir de la nation

Le sport est sans conteste la principale activité – et la plus visible – proposée aux membres de l'UES, mais ce n'est pas la seule. Les adolescents peuvent également s'adonner à différentes pratiques culturelles et artistiques, en particulier le théâtre, la danse et le chant¹⁹⁶. Pour concevoir l'UES, le gouvernement péroniste s'est très probablement inspiré des Clubs Lycéens (*Clubes Colegiales*), fondés dès le début du XX^e siècle dans les lycées publics nationaux argentins afin d'encadrer les loisirs des élèves. À partir du début des années 1940, ce modèle d'association scolaire est systématiquement promu par le pouvoir politique, à travers la Direction d'Éducation Physique, qui prévoit qu'un club de ce type soit créé dans chaque établissement¹⁹⁷. Ces clubs sont animés par les élèves eux-mêmes, qui sont chargés d'organiser des tournois sportifs, des festivals, des concours littéraires, scientifiques ou artistiques et des conférences. Ces structures ont pour objectif de permettre aux jeunes de gagner en autonomie, de renforcer leurs liens de camaraderie et de souder la communauté lycéenne dans son ensemble, puisque les professeurs et les familles sont invités à prendre part aux événements ou à aider les élèves dans leurs projets. Sous le péronisme, les Clubs Lycéens continuent d'être encouragés : lorsque l'UES est instituée, elle vient donc s'ajouter

¹⁹⁴ *Ibid.*

¹⁹⁵ Sur ce point, Omar Acha et Adrián Cammarota en arrivent aux mêmes conclusions.

¹⁹⁶ Voir les différentes publications de l'UES comme sa revue, *UES*, Año I, n°4, septembre 1954 [AGN-AI, FNRP, CNI, Col. Bib. 877] et Unión de Estudiantes Secundarios, *Teatro Argentino. Función Extraordinaria, En Homenaje al Excelentísimo Señor Presidente de la Nación Argentina, Juan D. Perón y a su Excelencia el Señor Gobernador de la Provincia de Buenos Aires Don Carlos Aloé, organizada por la U.E.S. Eva Perón 30 de julio de 1954*, Buenos Aires, 1954 [AGN-AI, FNRP, CNI, Col. Bib. 879]. Pour un exposé détaillé de la variété des activités culturelles développées au sein de l'UES, consulter Adrián Cammarota, « Una juventud responsable, disciplinada y peronista... », *op. cit.*

¹⁹⁷ Adrián Cammarota, *Somos Bachiyes*, *op. cit.*, p. 122.

à ces espaces de sociabilité déjà existants et qui proposent peu ou prou des activités similaires mais limitées à l'enceinte des *Colegios*¹⁹⁸.

Le projet péroniste reprend cette matrice mais projette d'en faire une institution de dimension nationale, qui permette aux adolescents issus d'établissements distincts et de quartiers ou lieux de résidence variés de se rencontrer et de se mélanger. L'autre différence fondamentale réside dans l'empreinte politique indiscutable apposée à l'UES. Il ne s'agit pas d'une institution créée à l'initiative des étudiants, mais bien du ministère de l'Éducation. Et elle s'inscrit dans le cadre du programme politique de réorganisation sociale mené par le gouvernement péroniste. Comme l'explique Perón lors de l'inauguration du siège central de la section masculine :

Depuis quelque temps, au sein du ministère de l'Éducation, on réfléchit à la nécessité de créer des organismes qui regroupent les élèves du secondaire, en en confiant à ces derniers l'administration et la gestion, afin qu'ainsi, les jeunes commencent, dès cet âge-là, à se débrouiller et à se gouverner eux-mêmes¹⁹⁹.

L'un des objectifs de l'UES est donc de permettre aux adolescents d'apprendre à s'organiser et à gérer collectivement une institution qui leur est dédiée et qui a été pensée pour répondre à leurs besoins et correspondre à leurs goûts et à leurs envies. Mais cet apprentissage de l'autonomie, du *self-governement*, se déroule sous le patronage et sous – nous l'avons vu – le contrôle direct de l'État. Pourquoi est-il important que les jeunes apprennent, le plus tôt possible, à se regrouper et à se gouverner eux-mêmes ? Parce que

contre la conception individualiste de la vie, qui a dominé durant tant d'années, nous prônons la solidarité. La meilleure manière de créer cette solidarité consiste, précisément, à rassembler les jeunes pour qu'ils tissent toujours plus de liens de camaraderie et d'amitié, si c'est possible²⁰⁰.

La finalité première de l'UES, telle qu'elle est exposée par Perón, vise à lutter contre l'individualisme, présenté comme l'un des défauts majeurs des sociétés modernes ; à

¹⁹⁸ *Idem*, p. 154-155. Cammarota mentionne la création, en 1950, d'un *club colegial* au sein du lycée de Morón. Ses adhérents ont même fondé un journal, *El Mentor*, dont le contenu est analysé par l'auteur.

¹⁹⁹ Juan Domingo Perón, *Obras completas*, Tome XVI, *op. cit.*, « En la inauguración de la sede de la Unión de Estudiantes Secundarios (Rama Masculina) 16 de noviembre de 1953 », p. 797 : « Desde hace un tiempo, en el Ministerio de Educación se ha venido pensando en la necesidad de ir creando organismos que agrupen a los estudiantes secundarios, dándoles a estos su administración y su gobierno, para que así comiencen los muchachos, ya desde estas edades, a manejarse y gobernarse a sí mismos. »

²⁰⁰ *Ibid* : « Contra el concepto individualista de la vida, que ha dominado durante tantos años, nosotros estamos esgrimiendo la solidaridad. La manera de crear esta solidaridad es, precisamente, ir agrupando a los jóvenes para que sean cada día más compañeros y amigos, si es posible. »

dépasser les différences d'origine sociale et de classe et à renforcer le sentiment d'appartenance commune entre membres d'une même génération. Ce type de discours renvoie aux principes de la Doctrine péroniste qui valorisent le sens du collectif et de l'intérêt général²⁰¹. L'UES apparaît comme un moyen pour intégrer les jeunes, en tant que groupe spécifique, au projet de *Comunidad organizada* forgé par le péronisme. Perón promeut une conception corporatiste de la société, reposant sur des relations harmonieuses entre les différents secteurs qui la composent, chacun disposant de ses propres organisations administrées par les individus concernés²⁰². Dans ce système, l'État exercerait un rôle d'arbitre impartial, garant de l'équilibre entre ces corps aux intérêts parfois divergents. Le péronisme aspire, en suivant cette voie, à dépasser la lutte des classes et à résoudre cette fameuse « question sociale », qui préoccupait tant les élites politiques, intellectuelles et économiques dans les années 1930-1940. C'est pourquoi la fondation de l'UES est une mesure de nature politique, bien que l'UES ne soit pas, à proprement parler, une organisation politique²⁰³. Le gouvernement s'adresse délibérément aux jeunes et leur accorde enfin une place réservée au sein de la *Nueva Argentina*. Il leur fixe une mission et leur fournit, avec l'UES, un espace pour pouvoir la mener à bien. En quoi consiste cette mission ?

C'est une mission de nature politique et patriotique : les adolescents sont les adultes et les citoyens de demain :

C'est pourquoi nous voulons que cette génération de jeunes argentins, qui aura un jour la responsabilité de gouverner et de défendre la gloire et les traditions de la Nation, constitue une immense équipe d'Argentins, qu'ils commencent dès maintenant à devenir amis et camarades, afin que, quand arrivera le moment d'assumer cette responsabilité, ils soient aussi capables de s'épauler conjointement au profit de la grandeur de la Nation²⁰⁴.

²⁰¹ De nombreuses publications officielles exposent la doctrine péroniste et ses principes : voir, par exemple, [AGN-AI, FNRP, CNI, Col. Bib. 193] María Granata, *Pueblo y peronismo*, Buenos Aires, Presidencia de la Nación – Secretaría de Prensa y Difusión, 1954, « Unidad y organización del pueblo », p. 15-18.

²⁰² Omar Acha, *Los Muchachos peronistas*, *op. cit.* p. 57-58. L'auteur souligne l'influence du courant social-catholique dans la pensée de Perón, qui reconnaît, à l'opposé des tenants du libéralisme, les « corps intermédiaires » de la société comme la seule garantie de la concorde sociale.

²⁰³ *Ibid.* Selon Omar Acha, Perón ne considérait pas que la jeunesse ait été porteuse de revendications politiques singulières. Le chef de l'État estimait cependant nécessaire que les jeunes soient encadrés socialement, qu'ils soient organisés, car, à ses yeux, c'est l'inorganisation des groupes qui composent la société qui représente une menace potentielle.

²⁰⁴ Juan Domingo Perón, *Obras completas*, Tome XVI, *op. cit.*, « En la inauguración de la sede de la Unión de Estudiantes Secundarios (Rama Masculina) 16 de noviembre de 1953 », p. 798 : « *Por eso queremos que esta generación de muchachos argentinos, que algún día tendrá la responsabilidad del Gobierno y la defensa de las glorias y tradiciones de la Nación, constituya un inmenso equipo de argentinos que comiencen desde ahora a ser amigos y compañeros, para que cuando llegue el momento de asumir la responsabilidad, sean también capaces de poner mancomunadamente el hombro para impulsar la grandeza de la Nación.* »

Les jeunes doivent donc œuvrer en faveur de la patrie. Au cours de leur passage au sein de l'UES, il acquerront le sens des responsabilités et deviendront des citoyens éclairés et capables de poursuivre la tâche entreprise par le péronisme. Dans plusieurs discours prononcés au cours de l'année 1954, Perón s'adresse aux participants des *Campeonatos Infantiles* et *Juveniles* et aux membres de l'UES en les désignant comme ses héritiers en qui il place sa confiance et le destin futur de la nation. Ils sont les représentants de « cette génération destinée à recueillir de nos mains le drapeau sacré de la Patrie pour l'élever plus haut que ne l'a élevé la nôtre²⁰⁵. » À cette période, l'UES est en effet désignée comme une organisation complémentaire de la FEP : la première accueille les jeunes scolarisés tandis que la seconde est chargée d'encadrer ceux qui ne suivent pas d'études secondaires²⁰⁶. Ces deux institutions poursuivent un but identique : former une génération d'Argentins meilleure que la précédente, apte à prendre le relais du gouvernement en place.

Le chef de l'État insuffle même une tonalité lyrique et sentimentale à ses propos lorsqu'il prend la parole face aux adhérents de l'UES :

J'ai essayé de réaliser de nombreuses œuvres dans le pays. Avec toutes, j'ai éprouvé l'immense satisfaction du devoir accompli. Mais, quant à l'œuvre que nous sommes en train de réaliser avec la jeunesse argentine, je ressens non seulement la satisfaction du devoir accompli, mais aussi quelque chose qui m'emplit d'émotion, le contact avec des gens jeunes et purs. À force de les connaître profondément, s'enracine chaque jour un peu plus en mon cœur la certitude du triomphe argentin, quand cette nouvelle génération de jeunes gens compétents, honnêtes et forts recevra entre ses mains le drapeau qui doit nous faire triompher dans l'histoire de notre Patrie²⁰⁷.

Perón recourt ici à certains lieux communs propres aux représentations de la jeunesse, notamment l'idée de pureté qui lui est fréquemment attachée. Mais il insiste également sur le lien particulier qui l'unit à cette nouvelle génération. L'implication

²⁰⁵ Juan Domingo Perón, *Obras completas*, Tome XVII, *op. cit.*, « A la juventud deportista argentina. 13 de febrero de 1954 », p. 82 : « esta generación destinada a recoger de nuestras manos la sagrada bandera de la Patria para elevarla más de lo que la elevó la nuestra. »

²⁰⁶ Voir le discours de Perón adressé à des dirigeants de l'association de basket-ball et reproduit dans « El deporte amateur será una actividad de la Nación, anunció el presidente », *UES*, Año 1, n° 4, septembre 1954, p. 22 [AGN-AI, FNRP, CNI, Col. Bib. 877].

²⁰⁷ Juan Domingo Perón, *Obras completas*, Tome XVII, *op. cit.*, « En el acto de inauguración de instalaciones náuticas de la UES (Rama Femenina), 5 de marzo de 1954 », p. 100 : « He tratado de realizar muchas obras en el país. De todas ellas he recibido la inmensa satisfacción del deber cumplido. Pero de la obra que estamos realizando con la juventud argentina experimento no solo la satisfacción del deber cumplido, sino algo que me llena de emoción por el contacto con gente joven y pura. Al conocerla profundamente se va arraigando cada día más en mi corazón la certidumbre del triunfo argentino, cuando esta nueva generación de jóvenes capacitados, honrados y fuertes reciba en sus manos la bandera que ha de hacernos triunfar en la historia de nuestra Patria. »

personnelle de Perón dans la vie de l'UES semble étayer la thèse antipéroniste de l'instrumentalisation politique.

D'autre part, l'UES aurait servi à exalter la figure du *Conductor* et amplement participé au culte de la personnalité orchestré par la propagande du régime. Effectivement, les quelques numéros de la revue de l'UES et les brochures présentant les activités de l'organisation forment de parfaits exemples de la littérature produite par les services officiels du gouvernement. Ils n'ont très probablement pas été rédigés par des membres de l'UES mais bien par des rédacteurs professionnels recrutés par le ministère de l'Éducation ou par le Sous-secrétariat à l'Information²⁰⁸. En outre, comme dans le cas des *Torneos Evita*, une *Marcha de la UES* a été écrite et composée par Rodolfo Sciammarella²⁰⁹. Il s'agit d'une ode à Perón, qui souligne l'adhésion des jeunes affiliés à la *Nueva Argentina* justicialiste. La jeunesse « suit la route indiquée par Perón²¹⁰ » et l'UES va « fermement respecter sa promesse/ avec sa foi de péroniste et d'argentine/ lutter jusqu'à vaincre ou jusqu'à mourir/ pour une Patrie libre et souveraine²¹¹ ». La marche annonce que désormais, la jeunesse est passée à l'action « parce qu'à présent elle doit accomplir une mission²¹² » : « d'un pas bien décidé et sûr/ elle emprunte le chemin du futur/ et sent brûler/ en son cœur/ la flamme lumineuse de Perón²¹³ ».

Ces paroles martiales contrastent avec les nombreuses photographies qui parsèment les pages de la revue. Ces dernières montrent toujours Perón au côté des adhérents de l'UES (*figures 7 et 8*). Mais la plupart des scènes représentées sont des moments de détente et de divertissement : l'institution reste un lieu où l'on s'amuse, où les adolescents sont heureux et joyeux et où Perón, souriant, vient se ressourcer et se distraire au contact d'une jeunesse « optimiste²¹⁴ » qui « lutte dans l'allégresse²¹⁵ ».

²⁰⁸ Seulement cinq ou sept numéros de la revue ont été édités. Comme le remarque A. Cammarota, ils ne comprennent aucune signature ni aucun nom d'auteurs. La qualité d'édition et d'impression et le type de langage employé, où l'on retrouve toutes les tournures rhétoriques en vigueur dans les productions officielles laisse penser qu'il s'agit de publications réalisées par l'administration péroniste. Pour une étude détaillée de la revue *UES*, consulter Adrián Cammarota, « Una juventud responsable, disciplinada y peronista... », *op. cit.*

²⁰⁹ Nous en reproduisons les paroles en annexe.

²¹⁰ La *Marcha de la UES* est reproduite dans la brochure Unión de Estudiantes Secundarios, *Teatro Argentino. Función Extraordinaria, En Homenaje al Excelentísimo Señor Presidente de la Nación Argentina, Juan D. Perón y a su Excelencia el Señor Gobernador de la Provincia de Buenos Aires Don Carlos Aloé, organizada por la U.E.S. Eva Perón 30 de julio de 1954*, Buenos Aires, 1954, s/p. : « sigue la ruta señalada por Perón. ».

²¹¹ *Idem* : « y firme su promesa va a cumplir/ con fe de peronista y argentina,/ luchar hasta vencer o hasta morir/ por una Patria libre y soberana ».

²¹² *Ibid* : « La juventud/ hoy es acción/ porque ahora tiene que cumplir una misión. »

²¹³ *Ibid* : « Con paso decidido y bien seguro/ penetra en el camino del futuro/ y siente arder/ su corazón/ con esa llama luminosa de Perón ».

²¹⁴ Pour reprendre les termes d'un poème intitulé « Ofrenda », déclamé lors de la soirée théâtrale organisée par l'UES Eva Perón. Nous en reproduisons le texte en annexe. Voir *Ibid*, « Ofrenda » : « optimista » .

²¹⁵ *Ibid* : « Luchar con alegría ».

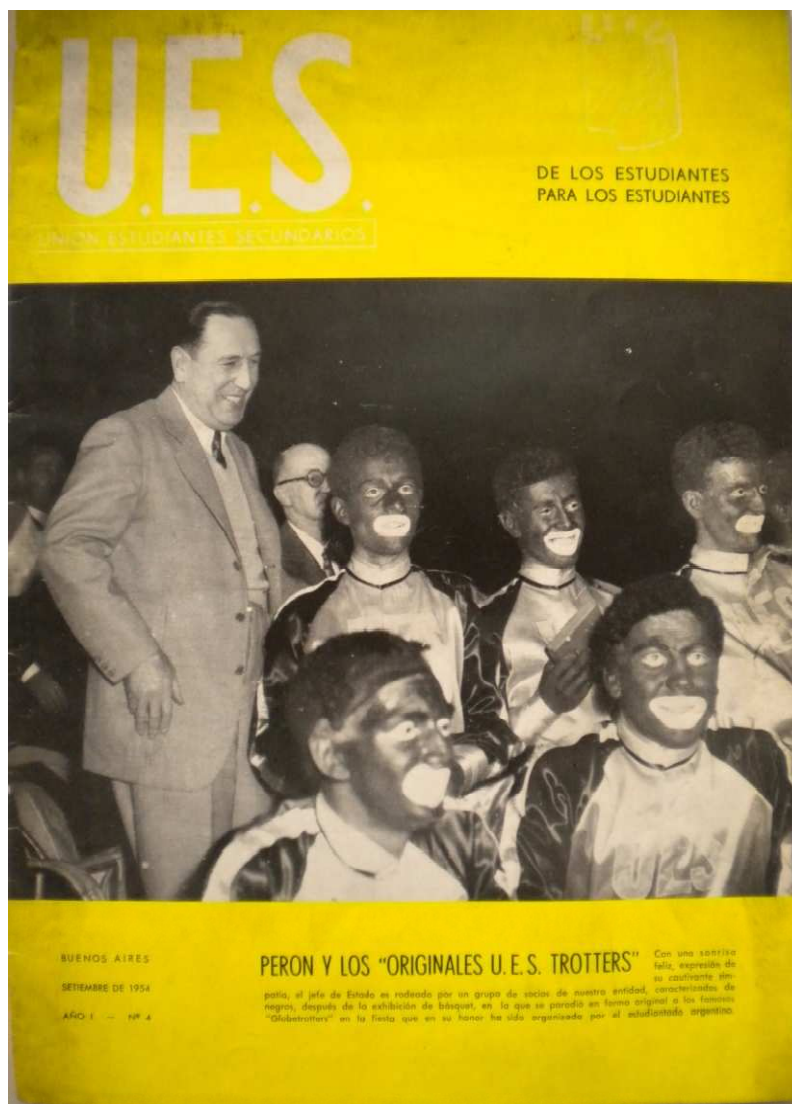


Figure 7

Couverture de la revue *UES*, Año I, n° 4, septembre 1954, représentant Perón aux côtés de jeunes adhérents de l'UES, « déguisés » en joueurs des Harlem Globe Trotters. Se mêlent dans ce qui est présenté comme un spectacle parodique bon-enfant racisme inconscient et importation de pratiques juvéniles en vogue dans les lycées américains et les fraternités étudiantes (représentations locales de *minstrel-shows*).



Figure 8

Perón donne le coup d'envoi du match de basket-ball lors d'un tournoi interne de l'UES et pose aux côtés des équipes féminines de Buenos Aires et de Rosario.
UES, Año I, n°4, septembre 1954, p. 22.

Mais si le ministère de l'Éducation et les services de presse gouvernementaux se sont efforcés de diffuser ce type d'images, celles-ci ont justement été utilisées sous la Révolution Libératrice pour démontrer l'action corruptrice du péronisme sur la jeunesse. Il ne faisait alors pas de doute que l'UES était une instance de politisation des jeunes et de célébration du régime, puisque les festivités les plus importantes étaient organisées par ses membres dans le cadre du calendrier péroniste ou afin de rendre hommage à de hauts dirigeants²¹⁶.

²¹⁶ La représentation théâtrale de l'UES Eva Perón du 30 juillet 1954 rendait hommage à Perón et à Carlos Aloé, gouverneur de la province de Buenos Aires. Auparavant, le 8 juillet 1954, avait eu lieu une « Fête de l'UES » (*Fiesta de la UES*) au Théâtre Colón pour commémorer l'anniversaire de l'indépendance politique et économique argentine. Cet événement faisait référence à la proclamation de l'indépendance économique de l'Argentine formulée par Perón le 9 juillet 1947, qui faisait elle-même écho à la Déclaration d'Indépendance du 9 juillet 1816. Le 29 août 1954, au cours d'une fête de la gymnastique, des membres de l'UES

Surtout, l'atmosphère de liesse mise en avant par la propagande serait la preuve des effets délétères de l'organisation sur les consciences juvéniles. L'UES aurait ainsi amené les jeunes à se forger

une conception dévoyée de la vie et des normes de conduite, en montrant qu'il est possible de tout obtenir sans aucun effort, insouciantement et facilement. S'est instaurée de cette manière une philosophie hédoniste et sensuelle et les jeunes ont été corrompus et détournés du droit chemin par d'énormes privilèges²¹⁷.

Cette ambiance légère et agréable et les conditions exceptionnellement avantageuses octroyées aux jeunes auraient été particulièrement efficaces : de nombreux adolescents ne seraient « venus que dans le seul but intéressé d'obtenir quelque bénéfice de cette inépuisable corne d'abondance²¹⁸ ». Cette remarque, proférée par les auteurs du rapport d'enquête, vient contredire l'idée que l'UES serait parvenue à « péroniser » durablement ses membres. De nombreux jeunes n'y auraient adhéré que parce qu'ils étaient attirés par les primes, les récompenses matérielles et par les opportunités offertes par l'institution²¹⁹. On touche là au problème crucial déjà évoqué dans le cas de la FEP : l'entreprise de politisation menée à bien à travers ces organismes, fondés et administrés en grande partie par le gouvernement et par des personnalités péronistes de première importance, ne fait pas de doute et peut être largement démontrée par l'analyse des publications et des discours. La question qui reste en suspens concerne leur réception.

Les études récentes d'Omar Acha et d'Adrián Cammarota tendent plutôt à souligner le succès mitigé enregistré par l'UES et la faible incidence qu'elle a exercée sur les adolescents de la période, à rebours des déclarations triomphalistes des responsables péronistes et des exagérations des partisans de la Révolution Libératrice. Ces deux chercheurs insistent sur le caractère tardif et quelque peu improvisé du programme politique destiné à la jeunesse. L'appel lancé aux adolescents, futurs agents de la régénération nationale, n'avait d'ailleurs rien d'original et reprenait de nombreux éléments utilisés par

représentèrent des figures allégoriques, en hommage à Eva Perón, à la « Jeunesse de la Nouvelle Argentine » et au *Líder*. Voir *UES*, Año I, n°4, septembre 1954, p. 16.

²¹⁷ Vice-Presidencia de la Nación-CNI, *Documentación, autores y cómplices...*, *op. cit.*, Tome II, p. 225-226 : « una desviada concepción de la vida y de la conducta, el mostrar la posibilidad de obtenerlo todo sin esfuerzo alguno, despreocupadamente y por camino fácil. Se instauró de esta manera una filosofía hedonista y sensual y se corrompió y extravió a los jóvenes con ingentes regalías. »

²¹⁸ *Ibid* : « sólo concurrían con el interesado fin de obtener alguna ventaja de esa inagotable cornucopia ».

²¹⁹ Ces récompenses et ces prix distribués notamment lors des compétitions et des tournois sportifs étaient loin d'être insignifiants : les participants pouvaient obtenir une moto, un scooter, des sommes d'argent ou des bijoux... D'après le rapport d'enquête sur l'UES, ces récompenses pouvaient aller jusqu'à l'obtention d'un poste au sein de l'administration publique ou d'un logement pour ceux qui en faisaient la demande. Voir Vice-Presidencia de la Nación-CNI, *Documentación, autores y cómplices...*, *op. cit.*, Tome II, p. 226.

presque tous les partis politiques depuis les années 1920-1930. Pour Omar Acha, l'UES « constitua un projet massif d'organisation de la jeunesse, d'endoctrinement péroniste et de construction d'une nouvelle génération qui puisse garantir la continuité de la *Nueva Argentina*²²⁰. » Néanmoins, l'UES ne fut jamais un véritable espace de formation et de préparation à l'activisme politique. Cela apparaît très nettement au cours du long conflit qui opposa l'Église catholique argentine au gouvernement péroniste : l'UES s'avéra incapable de rivaliser avec les organisations militantes de la jeunesse catholique²²¹. En fin de compte, Perón n'aurait jamais véritablement attribué aux jeunes une quelconque autonomie en tant qu'acteur politique, « capable d'intervenir concrètement sur la réalité²²². » L'approche du gouvernement ne se départissait guère d'une certaine forme de paternalisme : les adolescents devaient, avant toute chose, apprendre²²³. Aux instituteurs et aux professeurs, venait s'ajouter un nouveau maître à penser : Perón. La position subalterne attribuée aux jeunes se reflète dans la gestion administrative de l'UES, qui, contrairement aux promesses du chef de l'État, ne fut jamais réellement confiée à ses membres.

Adrián Cammarota considère lui aussi que l'UES fut « l'essai le plus prometteur du péronisme pour forger le futur consensus générationnel en l'associant avec des tentatives de "politisation" de la jeunesse²²⁴. » Mais, il constate que cet organisme a, dans l'établissement qu'il a étudié en détail, suscité plus de rejet que d'adhésion. Pour lui, « l'identité traditionnelle de la culture lycéenne (*bachiller*) a été un mur de contention face aux prétentions gouvernementales²²⁵. » Entre les affrontements récurrents avec le milieu universitaire, les tensions avec les enseignants des lycées publics et le long conflit avec l'Église catholique, le gouvernement a eu bien du mal à apparaître comme l'allié des jeunes. Il est possible également que la présence des Clubs Lycéens dans certains établissements ait fait perdre de l'attrait à l'UES : ils proposaient des activités similaires tout en permettant de rester dans le cadre familier du lycée. Ils offraient d'ailleurs probablement une plus grande marge de manœuvre et d'autonomie aux élèves. À cela, il faut ajouter la densité considérable de clubs et d'associations sportives dans les zones urbaines, sans compter les compétitions réservées aux jeunes déjà organisées par la FEP. Pourquoi, dans ces

²²⁰ Omar Acha, *Los Muchachos peronistas*, op. cit., p. 71.

²²¹ *Idem*, p. 72-73.

²²² *Idem*, p. 77.

²²³ Dans son discours du 21 septembre 1949, lors de la Fête de la Jeunesse, Perón rappelle à ses jeunes auditeurs que la seule obligation commune à tous les Argentins est de servir le pays. Les enfants et les jeunes accomplissent leur devoir « en étudiant à l'école », en se formant et en apprenant. Voir Juan Domingo Perón, *Obras completas*, Tome XI, op. cit., « En un almuerzo realizado en Olivivos, con motivo del Día de la Juventud. 21 de septiembre de 1949 », p. 535-536.

²²⁴ Adrián Cammarota, *Somos Bachiyes*, op. cit., p. 201.

²²⁵ *Idem*, p. 202.

conditions, la création de l'UES fut-elle jugée nécessaire ? Et pourquoi le sport fut-il perçu par le régime péroniste comme le « moyen de captation de la jeunesse le plus adéquat²²⁶ ».

LE SPORT OU LA « POLITIQUE DES JEUNES²²⁷ »

Cette perception du sport n'est pas propre au péronisme. Elle est loin d'être exceptionnelle ou originale dans l'histoire de l'Argentine ni si on la compare à d'autres cas nationaux. Depuis les années 1920-1930, le sport s'impose progressivement en Europe et aux États-Unis comme une activité essentielle, porteuse de nombreuses vertus, et qui doit, à ce titre, être encouragée par les pouvoirs publics²²⁸. Nous avons déjà évoqué les initiatives antérieures au péronisme, menées sous les régimes radicaux et conservateurs, et souligné en quoi elles ont constitué les prémices de la politique sportive déployée à partir de 1946²²⁹. Perón, sincèrement convaincu de l'efficacité pédagogique et formatrice du sport, et ses collaborateurs ont multiplié et systématisé ces premières expériences disparates et isolées, en leur donnant une portée nationale et en les articulant à leurs programmes de politique sanitaire, puis sociale et enfin culturelle. Mais, de manière générale, les représentations et les discours élaborés autour du sport sous le péronisme reprennent largement les *topoi* forgés depuis la fin du XIX^e siècle par les fondateurs britanniques et français du mouvement sportif amateur et de l'olympisme. Sur ce point, la période péroniste n'introduit guère de ruptures.

Or, l'un des arguments centraux des premiers promoteurs du sport repose sur les bénéfices apportés par cette pratique aux enfants et aux jeunes. Le sport est un élément fondamental de l'éducation : il participe au développement physique et moral des jeunes. Cette conviction est également très ancrée chez certains dirigeants péronistes, notamment

²²⁶ Omar Acha, *Los Muchachos peronistas*, op. cit., p. 66.

²²⁷ Nous empruntons à Rafael Gagliano sa formule judicieuse proposée dans son article « Consideraciones sobre la adolescencia en el período » in Adriana Puiggrós (dir.), *Historia de la educación en la Argentina. Tomo VI : Discursos pedagógicos e imaginario social en el peronismo*, op. cit., p. 197 : « Le nouveau dialogue de Perón avec les jeunes n'essaya pas d'occuper avec le sport la place privilégiée de la politique. Le sport en lui-même, fondé sur une très vaste légitimité sociale et populaire, était la politique des jeunes, c'est-à-dire, le lieu de la construction de leurs identités spécifiques ». (Traduction personnelle)

²²⁸ Voir parmi de nombreux travaux, Pierre Lanfranchi, « Entre initiative privée et question nationale. Genèse et évolution des politiques sportives en Europe (Grande-Bretagne, Allemagne, France, Italie) », *Politix*, Vol. 13, n° 50, 2000/2, p. 29-48 ; Sylvain Dufraisse, *Les « Héros du sport ». La fabrique de l'élite sportive soviétique (1934-1980)*, Thèse de doctorat en histoire sous la direction de Marie-Pierre Rey, Université Paris 1-Panthéon Sorbonne, 2016 ; Jean-Paul Clément, Jacques Defrance et Christian Pociello, *Sport et pouvoirs au XX^e siècle : enjeux culturels, sociaux et politiques des éducations physiques, des sports et des loisirs dans les sociétés industrielles, années 20-années 90*, Grenoble, PUG, 1994 ; Sébastien DARBON, *Diffusion des sports et impérialisme anglo-saxon : de l'histoire événementielle à l'anthropologie*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme, 2008 ; Patrick Clastres et Paul Dietschy, *Sport, société et culture en France du XIX^e siècle à nos jours*, Paris, Hachette, 2006.

²²⁹ Voir chapitre I.

parmi les hauts fonctionnaires en charge de l'Instruction publique puis de l'Éducation nationale. Dès les années 1948-1949, on peut repérer plusieurs célébrations parrainées par les services de ce ministère, qui constituent des précédents à la mise en place de l'UES. Ces événements peuvent apparaître comme des tentatives précoces pour associer les élèves du secondaire à l'action du gouvernement, à travers les activités sportives et l'éducation physique.

À l'origine de ces projets, on retrouve Oscar Ivanissevich, nommé en février 1948 à la tête du secrétariat d'État à l'Éducation, et qui occupait déjà les fonctions d'*interventor* de l'Université de Buenos Aires. Issu du mouvement nationaliste, il faisait partie des quelques responsables péronistes particulièrement attentifs à la jeunesse, convaincu qu'il était de son importance politique, une conviction probablement renforcée par son expérience au sein du milieu universitaire. Sa formation le prédisposait aussi à reconnaître les vertus du sport : ancien élève d'un lycée britannique de Buenos Aires, il y avait découvert le football, avant d'intégrer le club prestigieux du Buenos Aires English High School – devenu par la suite le célèbre club Alumni. Rappelons qu'il était ensuite devenu médecin et tenant des principes de l'hygiénisme.

Ce n'est donc certainement pas par hasard si c'est lui qui institua, dès septembre 1948, les Journées de la Jeunesse, devenues par la suite la Fête de la Jeunesse. Il s'agissait d'organiser, à Buenos Aires et en province, des rassemblements de masse de lycéens et d'élèves du secondaire. À la fin de cette même année, il organisa aussi la première Fête de l'Éducation Physique. Lors de ces événements, Ivanissevich fit preuve d'un sens de la mise en scène spectaculaire particulièrement aiguë, et dont les accents militaires, voire fascistes, ont été largement soulignés par les historiens²³⁰. Mais ces célébrations évoquent aussi les processions des élèves des écoles primaires de la province de Buenos Aires orchestrées par l'ancien gouverneur conservateur Manuel Fresco. Dans le cas de la Fête de l'Éducation Physique péroniste, 3 000 élèves du secondaire, garçons et filles, défilèrent à travers les rues de Buenos Aires avant de converger vers le stade de River Plate où ils exécutèrent une démonstration de gymnastique synchronisée, en présence d'un public nombreux (*Figures 9 et 10*).

²³⁰ Voir Mariano Plotkin, *Mañana es San Perón*, *op. cit.*, p. 73 et p. 97-99 ; Omar Acha, *Los Muchachos peronistas*, *op. cit.*, p. 55 et Adrián Cammarota, *Somos Bachiyes*, *op. cit.*, p. 36. Mariano Plotkin souligne aussi le rôle joué par Ivanissevich dans la mise en place des rituels politiques entourant les principales célébrations péronistes, le *Día de la Lealtad* commémorant le 17 octobre 1945 et la Fête des Travailleurs le 1^{er} mai. Il lui prête aussi la création de clubs scolaires (*clubes escolares*), qui auraient été un échec.



Figure 9 :
Photographie prise lors de la Fête de l'Éducation Physique le 8 novembre 1948. Des élèves du secondaire réalisent des enchaînements de gymnastique sur la pelouse du stade de River Plate. La légende indique : « La jeunesse féminine en Argentine pratique la culture physique à l'air libre, sous la direction de professeurs expérimentés²³¹. »

²³¹ [BC. BPB 112] Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto – Subsecretaría de Relaciones Exteriores – Dirección General de Relaciones Culturales y Difusión, *Como se educa a un niño en la Argentina*, Buenos Aires, s/d (après 1952, probablement 1953), p. 41 : « *La juventud femenina practica en la Argentina la cultura física al aire libre, bajo la dirección de expertos profesores.* »

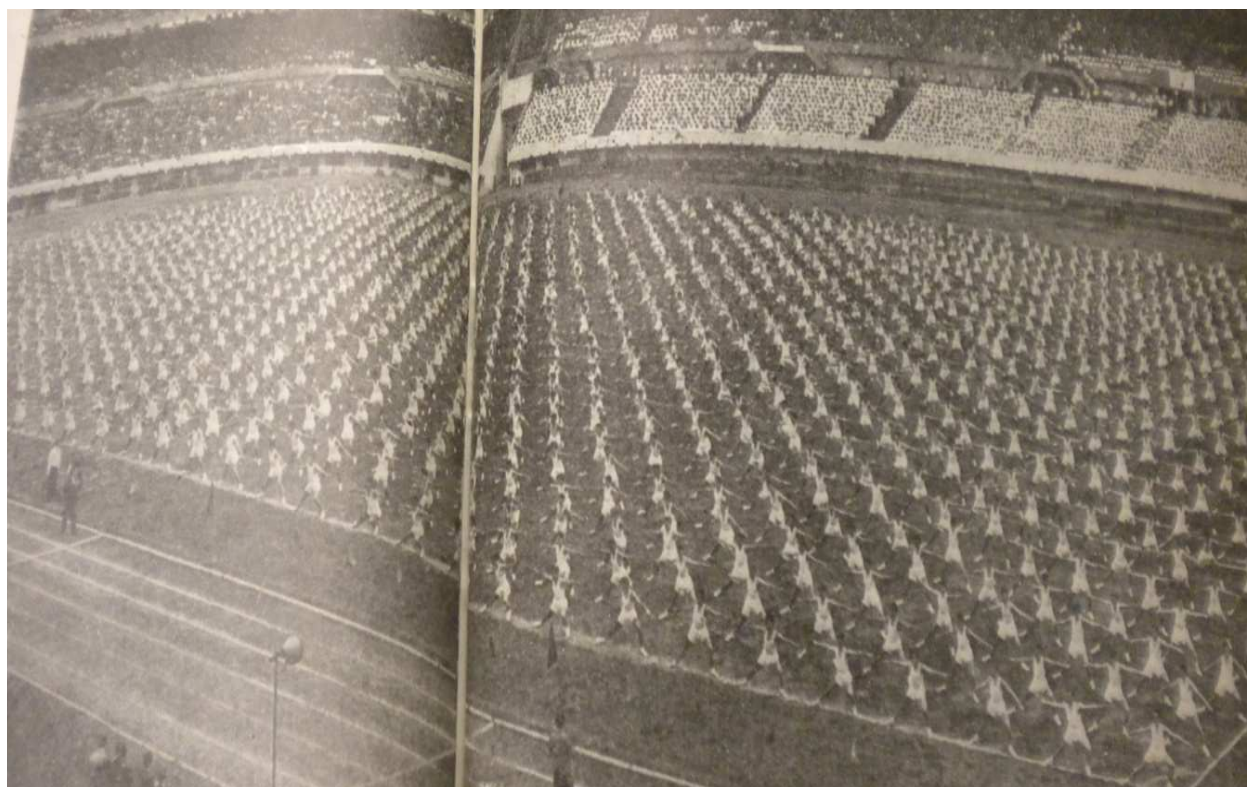


Figure 10

Photographie prise lors de la Fête de l'Éducation Physique le 8 novembre 1948. Démonstration de gymnastique par les élèves du secondaire au stade de River Plate²³².

Ce type de manifestations visait à donner un aperçu des capacités du régime à convoquer et à discipliner la jeunesse : une jeunesse donnée à voir comme vivifiée, saine, entraînée physiquement et appelée à devenir la future génération d'hommes et de femmes forgés par le péronisme. Cette jeunesse idéale et idéalisée apparaît aussi sur les affiches réalisées par les services officiels du gouvernement pour promouvoir ces événements, renouvelés au cours de l'année 1949 (*Figures 11 et 12*).

²³² *Idem*, p. 44-45.



Figures 11 et 12

affiche annonçant la Fête de la Jeunesse organisée par le secrétariat d'État à l'Éducation (à g.)
et affiche promotionnelle de la Fête de l'Éducation Physique (à d.)²³³

Il se dégage de ces deux affiches une tonalité nettement martiale, à travers le choix des postures et des attitudes ou de la représentation de profil des deux personnages, qui évoque aussi les styles iconographiques de l'Antiquité, réactualisés par le mouvement olympique. Plusieurs éléments figuratifs font d'ailleurs directement référence à ce dernier : la présence de torches, de branches et de couronnes d'olivier ou de laurier, les drapeaux symbolisant la dimension universelle et unificatrice des joutes sportives. Mais la dimension nationale n'en est pas pour autant absente, les couleurs du drapeau argentin, le blanc et le bleu ciel, occupent une large place dans les deux compositions. Jeunesse et éducation physique sont étroitement imbriquées, puisque la *Fiesta de la Juventud* est aussi l'occasion de mener une « croisade de l'éducation physique²³⁴ » (figure 11), allusion aux devoirs qui incombent aux jeunes gens, sans distinction de sexe, comme le montre la représentation d'un personnage masculin et d'un personnage féminin dans ces deux exemples. Voilà le

²³³ Archives INJDP, collection iconographique. Les affiches conservées au sein de cet institut sont consultables en ligne à l'adresse : <http://www.jdperon.gov.ar/2013/08/afiches/>. Je remercie les archivistes de m'avoir transmis des copies numérisées de ce matériel, avant la mise en ligne de leur collection. Ces documents ne sont pas datés mais ont probablement été réalisés en 1948 et 1949.

²³⁴ « *Primera cruzada de educación física* ». Ce genre d'expression souligne la dimension morale et salvatrice de la mission confiée aux jeunes et rappelle l'influence catholique prépondérante qui imprègne les politiques gouvernementales sous le premier mandat de Perón.

modèle de jeunesse auquel aspire alors le régime péroniste : une jeunesse musclée, élancée, forte, qui se dresse fièrement, le regard tourné vers l'horizon. Soit une jeunesse nouvelle, régénérée, en pleine éclosion comme la fleur qui soutient les deux personnages et dont ils semblent être le fruit.

Ces deux affiches signalent la place nouvelle qui commence à être accordée aux femmes, puisqu'elles sont incitées à participer activement à ces événements, soit par la pratique de l'exercice physique, soit en guidant les jeunes générations futures, comme le montre le personnage féminin – probablement une institutrice – à l'arrière-plan sur la seconde affiche (*figure 12*), qui défile en tête d'un groupe d'enfants sous la protection du drapeau argentin. Mais la composition des deux images traduit le maintien d'une hiérarchie entre les sexes : le personnage féminin reste toujours derrière l'homme, signe de la position subalterne qu'elle doit continuer à occuper. Si les femmes sont encouragées à s'adonner aux activités sportives sous le péronisme, les finalités ne sont pas exactement les mêmes que pour les hommes. Le sport doit leur permettre de développer et d'entretenir des traits et des qualités qui seraient propres à leur sexe : la grâce, la beauté, l'élégance. Leur présence sur les terrains est souhaitée parce qu'elle procure un spectacle agréable à voir²³⁵.

Ces rassemblements de masse d'élèves du secondaire n'ont, a priori, pas été réitérés après la mise à l'écart d'Ivanissevich et son remplacement par Méndez San Martín à la tête du ministère de l'Éducation en 1950. Ils n'ont peut-être plus été jugés nécessaires, étant donné l'essor des *Campeonatos Infantiles* puis *Juveniles*. Mais ils ont pu aussi paraître suspects idéologiquement : leurs accents militaires, l'allure disciplinée et martiale des participants, la mise en scène grandiose destinée à impressionner risquaient trop d'évoquer le fascisme. Le départ d'Ivanissevich montre les luttes de pouvoir intestines et les reconfigurations opérées au sein du gouvernement. Les positions sociales et politiques conservatrices, voire réactionnaires, d'Ivanissevich entraient clairement en conflit avec celles d'Eva Perón, d'autant plus qu'ils se retrouvaient en situation de rivalité, chacun ayant déployé une entreprise de mobilisation massive de la jeunesse sportive du pays.

Bien d'autres exemples attestent de l'importance centrale du sport dans les programmes destinés aux enfants et aux jeunes. Il doit, idéalement, faire partie des activités proposées par les *unidades básicas*, ces structures locales du Mouvement péroniste. Un

²³⁵ Sur cette question, voir les commentaires de María Cristina Pons, « Cuerpos sublimes : el deporte en la retórica de la "Nueva Argentina" » dans Claudia Soria, Paola Cortés Rocca et Edgardo Dieleke (ed.), *Políticas del sentimiento...*, op. cit., p. 63-64. L'élection d'une "Reine du Sport" (*Reina del deporte*) par les rédacteurs de la revue *Mundo Deportivo* montre aussi que, pour les femmes, le sport reste associé à l'entretien de la beauté physique. Sur les concours et les élections de "reines" sous le péronisme, voir Mirta Zaida Lobato (ed.), *Cuando las mujeres reinaban. Belleza, virtud y poder en la Argentina del siglo XX*, Buenos Aires, Biblos, 2005.

manuel édité par la maison d'édition Mundo Peronista en 1954, intitulé *Técnica del adoctrinamiento*, précise néanmoins que l'offre sportive des *unidades básicas* ne doit pas être considérée uniquement comme « un moyen d'attraction afin d'augmenter le nombre d'adhérents²³⁶ », car « les sports sont, avant tout, des écoles du courage et du caractère, c'est pour cela qu'ils ont un profond sens doctrinaire et péroniste²³⁷. » Quelques pages plus loin, dans la partie consacrée aux méthodes pédagogiques à privilégier auprès des enfants et des jeunes, le sport est explicitement désigné comme « l'une des méthodes didactiques les plus importantes employées dans la Nouvelle Argentine²³⁸ », car il constitue, « selon Perón l'école de l'honneur, du courage et de l'esprit de sacrifice²³⁹ ». Ce passage liste les bienfaits que peut apporter le recours au sport, à condition que ce dernier soit « développé rationnellement et entendu en respectant l'interprétation de Perón²⁴⁰ ». Selon cette dernière, le sport

a la capacité de former la personnalité, étant donné qu'il est, en plus d'une école, un dérivatif des passions et un moyen pour arracher la jeunesse des lieux où le vice et les mauvaises inclinations peuvent s'emparer d'elle²⁴¹.

Le sport est une activité « formatrice » à tous les points de vue : sur le plan physique, hygiénique mais aussi, et surtout, moral. C'est pourquoi sa pratique doit être préconisée auprès des enfants et des jeunes, qui sont des adultes et des citoyens « en devenir ». Le sport occupe une place fondamentale au sein du concept d'« éducation intégrale » (*educación integral*) promu sans relâche par Perón. Ce concept n'est pas non plus une invention propre au péronisme et puise à différentes sources antérieures : l'instruction militaire, le scoutisme, le mouvement hygiéniste, l'anti-intellectualisme des courants nationalistes²⁴². Le devoir de l'État péroniste est de veiller à ce qu'aucune des trois dimensions centrales de l'éducation –

²³⁶ [BC. BP 369] [Anonyme], *Técnica del adoctrinamiento*, Buenos Aires, Editorial Mundo Peronista, 1954, p. 122 : « un medio de atracción para aumentar el número de adherentes ».

²³⁷ *Ibid* : « los deportes son ante todo, escuelas del valor y del carácter, por eso tienen un profundo sentido doctrinario y peronista. »

²³⁸ *Idem*, p. 151 : « otro de los métodos didácticos más importantes que se emplean en la Nueva Argentina ».

²³⁹ *Ibid* : « según Perón la escuela del honor, del valor y del sacrificio. »

²⁴⁰ *Ibid* : « racionalmente fomentado y entendido en la forma como lo interpreta Perón. »

²⁴¹ *Ibid* : « tiene la facultad de formar la personalidad ya que es además de una escuela, un derivativo de las pasiones y un medio para arrancar a la juventud de los lugares donde el vicio y las malas inclinaciones pueden hacer presa de ella. »

²⁴² Les parallèles et les échos avec le fascisme et ses concepts d'« homme nouveau » et d'« homme intégral » sont également frappants. Mais ce n'est guère surprenant – et ne doit pas amener à conclure que le péronisme a tout simplement repris les fondements de la doctrine fasciste pour les exporter en Argentine – si l'on examine les origines anciennes et multiples de l'idéologie fasciste. Sur ce point, consulter Marie-Anne Matard-Bonucci et Pierre Milza (dir.), *L'Homme nouveau dans l'Europe fasciste (1922-1945). Entre dictature et totalitarisme*, Paris, Fayard, 2004. Pour une interprétation du péronisme – et du varguisme – comme des adaptations latino-américaines du fascisme et du nazisme, voir Maria Elena Rolim Capelato, *Multidões em cena. Propaganda política no varguismo e no peronismo*, São Paulo, UNESP, 2008 (1ère édition: 1998).

morale, intellectuelle et physique – ne soit négligée, afin de former des hommes « complet[s]²⁴³ », c'est-à-dire « des hommes bons, des hommes dignes, des hommes justes, sages et prudents²⁴⁴. » Le sport n'est pas « une fin en soi²⁴⁵ », il est encouragé parce qu'il est « un moyen pour atteindre un but noble, élevé et patriotique : obtenir des hommes présentant des caractères spirituels déterminés et un degré aussi déterminé de puissance physique²⁴⁶. »

Le sport est donc extrêmement valorisé parce que ses effets se traduisent autant sur le plan physique que spirituel. Les représentations véhiculées par Perón sur les vertus des activités physiques s'inscrivent dans la lignée des discours forgés sur le sport par les *sportsmen* européens dès la fin du XIX^e siècle et constamment réactualisés depuis. Le sport est une « école », et pas n'importe laquelle, « l'école du courage ; l'école du caractère ; l'école du sacrifice²⁴⁷ », une école qui éduque l'âme et le corps. Il fournit ce qu'il y a de plus beau et de plus précieux qu'il soit : « une âme pure, un corps fort et un esprit invincible dans la lutte pour la vie²⁴⁸ ».

Dans des accents coubertiniens, Perón évoque le glorieux passé de la Grèce antique et l'adage romain *mens sana in corpore sano* qui doivent servir d'exemple aux jeunes générations argentines²⁴⁹. La politique sportive du gouvernement est ainsi rattachée à la culture classique européenne et à ses réinterprétations contemporaines représentées et diffusées par le milieu sportif amateur et par le mouvement olympique. Mais elle répond aussi à un besoin émanant des jeunes Argentins eux-mêmes : les dirigeants politiques se doivent « d'aider la jeunesse qui veut conquérir une âme saine et un corps sain²⁵⁰. » On devine ici comment et pourquoi le sport est devenu une des principales activités proposées aux enfants et aux adolescents. Cela coïncide avec les convictions de Perón quant à la valeur

²⁴³ Juan Domingo Perón, *Obras completas*, Tome XVII, *op. cit.*, « A la juventud deportiva argentina. 13 de febrero de 1954 », p. 81 : « *completo[s]* ».

²⁴⁴ Juan Domingo Perón, *Obras completas*, Tome XII, *op. cit.*, « En el almuerzo ofrecido a los equipos participantes en el Campeonato Infantil de Fútbol. 13 mars 1950 », p. 112 : « *de hombres buenos, de hombres dignos, de hombres justos, sabios y prudentes.* »

²⁴⁵ Juan Domingo Perón, *Obras completas*, Tome XVII, *op. cit.*, « A la juventud deportiva argentina. 13 de febrero de 1954 », p. 81 : « *un fin en sí mismo* ».

²⁴⁶ *Idem*, p. 81-82 : « *sino un medio para llegar a un fin noble, elevado y patriótico : obtener hombres con determinados caracteres espirituales y un grado también determinado de fortaleza física.* »

²⁴⁷ Juan Domingo Perón, *Obras completas*, Tome XII, *op. cit.*, « En el almuerzo ofrecido a los equipos participantes en el Campeonato Infantil de Fútbol. 13 mars 1950 », p. 113 : « *El deporte es la escuela del valor ; es la escuela del carácter ; es la escuela del sacrificio.* »

²⁴⁸ Juan Domingo Perón, *Obras completas*, Tome XI, *op. cit.*, « En el acto de la Asociación de Ex-Olímpicos Argentinos. 5 de julio de 1949 », p. 360 : « *un alma pura, un cuerpo fuerte y un espíritu invencible para luchar por la vida.* »

²⁴⁹ Voir, entre autres, Juan Domingo Perón, *Obras completas*, Tome XII, *op. cit.*, « En el almuerzo ofrecido a los equipos participantes en el Campeonato Infantil de Fútbol. 13 mars 1950 », p. 111-113.

²⁵⁰ Juan Domingo Perón, *Obras completas*, Tome XI, *op. cit.*, « En la Fiesta Nacional del Deporte. 17 de diciembre de 1949 », p. 649 : « *ayudar a la juventud que quiere conquistar un alma sana y un cuerpo sano.* »

intrinsèque du sport mais cela provient également du constat effectué par les responsables politiques qui ne peuvent que remarquer l'engouement généralisé d'une large partie de la jeunesse pour la pratique et le spectacle sportifs. Quelle meilleure option pour tenter de rallier les adolescents à la cause péroniste que de leur offrir les moyens de s'adonner à l'activité qui les passionne ?

Le sport serait donc apparu comme la base la plus propice à une ébauche de programme politique destiné aux jeunes. Les événements sportifs patronnés par des organismes paraétatiques comme la FEP ou l'UES procurent à Perón de multiples occasions pour développer ses conceptions de l'ordre social ou sa définition du citoyen idéal. Il explique ainsi, lors d'un déjeuner offert aux participants des Championnats Evita en mars 1950, qu'

il n'est pas nécessaire d'en savoir beaucoup ni de trop penser pour être un bon citoyen, il est seulement nécessaire d'être bon, juste et prudent parce que le véritable trésor des hommes, que ceux-ci soient riches ou pauvres, puissants ou humbles, grands ou petits, c'est de posséder une âme rompue aux valeurs morales, qui rendent les hommes grands et les peuples forts²⁵¹.

C'est ce type d'hommes, de citoyens, que souhaite Perón au sein de sa communauté organisée. Les jeunes, les *muchachos*, doivent « croître à la lumière de cette bonté, de cette justice et de cette honnêteté²⁵². » Et c'est aussi grâce au sport que peut « s'éveiller la valeur des hommes et en faire d'authentiques combattants²⁵³ », afin qu'ils gagnent non seulement en force mais aussi en expérience, la seule véritable richesse, plus importante que le savoir théorique et l'accumulation de pures connaissances²⁵⁴. La lutte, au cœur de la compétition sportive, est un thème récurrent dans les discours adressés aux jeunes sportifs. Mais non pas tant parce qu'elle signifie d'apprendre à affronter les autres ; plutôt en tant que lutte contre soi-même et ses propres limites. Perón reprend les préceptes des pédagogues des *public schools* britanniques et les principes hérités du code de valeurs aristocratique des premiers *sportsmen* lorsqu'il présente le sport comme une pratique enseignant le contrôle et le dépassement de soi, le goût de l'effort et le *fair-play* :

²⁵¹ Juan Domingo Perón, *Obras completas*, Tome XII, *op. cit.*, « En el almuerzo ofrecido a los equipos participantes en el Campeonato Infantil de Fútbol. 13 mars 1950 », p. 112 : « *No se necesita saber mucho ni pensar demasiado para ser un buen ciudadano, solamente se necesita ser bueno, justo y prudente porque el verdadero tesoro de los hombres, sean estos ricos o pobres, poderosos o humildes, grandes o pequeños, es el de poseer un alma templada en los valores morales, que hacen grandes a los hombres y fuertes a los pueblos.* »

²⁵² *Ibid* : « *Queremos muchachos que crezcan a la luz de esa bondad, de esa justicia y de esa honradez.* »

²⁵³ *Ibidem* : « *despertar el valor de los hombres y para hacer del hombre un luchador ingenuo.* »

²⁵⁴ Voir Juan Domingo Perón, *Obras completas*, Tome XV, *op. cit.*, « Ante participantes de los Campeonatos Infantiles « Evita ». 18 de marzo de 1952 », p. 65-72.

Le sport, quand il est réalisé avec honneur, est la meilleure école pour la formation du caractère des hommes. En lui, se retrouvent toutes les vertus d'un peuple et en lui confluent toutes ses vertus pour se parachever en une seule : la vertu suprême de l'homme, celle de savoir se vaincre soi-même avant de vaincre les autres. C'est pourquoi, à ces petits (*pibes*) du Championnat Evita, qui sont pour nous notre espérance, qui sont l'espoir de l'avenir de la Patrie, voilà, pour eux, mon conseil : continuez le sport ; n'abandonnez jamais le sport, parce que c'est lui qui forme la personnalité humaine ; c'est la meilleure école des vertus du citoyen et des vertus de l'homme. Persévérez dans le sport. Soyez toujours sportifs ; habituez-vous avec cette école à lutter dans la vie, à vaincre ou à ne pas vaincre, mais toujours avec honneur²⁵⁵.

Perón s'inscrit dans la lignée des discours élitistes construits autour du sport par les membres de l'aristocratie et de la bourgeoisie européenne, alors même qu'il insiste sur la dimension populaire de la pratique sportive, qui doit devenir un élément légitime et constitutif de la culture nationale. Mais ce genre d'enchevêtrement est loin d'être une exception : le gouvernement péroniste n'a eu de cesse de transmettre aux classes populaires les goûts et les pratiques de la culture « savante » et de prôner la formation d'une culture nationale spécifique mêlant les traditions du folklore local et les activités artistiques légitimes et prestigieuses validées par les élites culturelles²⁵⁶.

À partir de 1952, ce discours se réoriente quelque peu : d'une part, commence à affleurer une idée qui va devenir centrale au moment de la constitution de l'UES, celui de l'auto-organisation des jeunes, l'État s'occupant de soutenir les initiatives des sportifs en herbe²⁵⁷ ; d'autre part, cette thématique de la lutte devient plus emphatique. Perón ne réclame plus seulement une « nation d'athlètes » ou de sportifs mais enjoint les membres de

²⁵⁵ Juan Domingo Perón, *Obras completas*, Tome XIV, *op. cit.*, « Al entregar el premio al equipo vencedor del Campeonato de Fútbol Infantil « Evita ». 9 de marzo de 1951. En el estadio de Boca Juniors », p. 116 : « *El deporte, cuando se realiza con honor, es la mejor escuela para la formación del carácter de los hombres. En él se encuentran todas las virtudes de un pueblo y en él confluyen todas esas virtudes para coronarse en una sola : la virtud suprema del hombre, la de saberse vencer a sí mismo antes de vencer a los demás. Por eso, a estos pibes del Campeonato « Evita », que son para nuestra esperanza, que son la esperanza del futuro de la Patria, a ellos, mi consejo : sigan en el deporte ; no abandonen jamás el deporte, porque él es el formador de la personalidad humana ; es la mejor escuela de las virtudes del ciudadano y de las virtudes del hombre. Perseveren en él. Sean siempre deportistas ; acostúmbrense en esa escuela a luchar en la vida, a vencer o a no vencer, pero con honra.* »

²⁵⁶ Voir la brochure éditée par la Presidencia de la Nación – Subsecretaría de Informaciones, *La cultura en el II° Plan Quinquenal*, Buenos Aires, 1953 [AGN-AI, FNRP, CNI, Col. Bib. 679] et l'ouvrage Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto – Subsecretaría de Relaciones Exteriores – Dirección General de Relaciones Culturales y Difusión, *Cultura para el pueblo*, Buenos Aires, s/d [AGN-AI, FNRP, CNI, Col. Bib. 274].

²⁵⁷ Voir Juan Domingo Perón, *Obras completas*, Tome XV, *op. cit.*, « Ante participantes de los Campeonatos Infantiles « Evita ». 18 de marzo de 1952 », p. 65-72.

l'UES à « se préparer pour devenir des triomphateurs²⁵⁸ ». Il réclame une nouvelle génération d'Argentins qui « sache lutter, qui sache vaincre²⁵⁹ », car « ce malheureux qui est toujours victime d'un échec, du jour de sa naissance jusqu'à sa mort, accumule aussi des échecs pour la Nation²⁶⁰. » Les destinées individuelles déterminent celles de la patrie : seul un peuple fort, combattif, responsabilisé peut faire progresser le pays et le hisser au rang des grandes nations.

Perón, avec ces discours aux accents martiaux, s'efforce de conscientiser les jeunes réunis au sein de la FEP, mais surtout de l'UES. Cette institution est d'ailleurs mise en place dans un contexte de plus en plus difficile pour le régime, confronté à des formes de contestation croissantes et polymorphes. Le front de l'opposition ne cesse de grossir au cours des années 1953-1955 : le régime doit désormais faire face aux tentatives de complot fomentées par l'opposition avec la complicité de certains secteurs des Forces Armées²⁶¹ et à la rupture avec la hiérarchie ecclésiastique, qui avait été, jusqu'alors, plutôt une alliée²⁶². Il devient donc crucial d'essayer de mobiliser une partie de la jeunesse et de l'inciter à agir pour défendre les conquêtes sociales obtenues grâce au péronisme et la *Nueva Argentina*, encore loin d'être consolidée. La FEP et l'UES furent des espaces où le gouvernement s'employa à développer cette tactique. Celle-ci s'exerça aussi à travers la création d'autres organismes, qui n'eurent guère le temps d'entrer effectivement en action : l'École des Leaders (*Escuela de Líderes*) et le Club de Areté, fondés respectivement en 1954 et 1955²⁶³.

²⁵⁸ Juan Domingo Perón, *Obras completas*, Tome XVII, *op. cit.*, « Ante estudiantes de la UES (Rama Femenina). 16 de enero de 1954 », p. 33 : « *Hay que prepararse para ser triunfadores.* » Voir aussi, *Idem*, « A los mejores estudiantes secundarios del interior del país. 4 de marzo de 1954 », p. 95-96 : « *quiero un pueblo de triunfadores* ». Il faut noter que dans ces discours, Perón enjoint aussi les adolescents à s'affranchir de la tutelle familiale et parentale.

²⁵⁹ Juan Domingo Perón, *Obras completas*, Tome XVII, *op. cit.*, « Ante estudiantes de la UES (Rama Femenina). 16 de enero de 1954 », p. 33 : « *que sepan luchar, que sepan vencer* ». On retrouve ces propos dans un autre discours prononcé dans l'enceinte de la section féminine de l'UES : *Idem*, « En el acto de inauguración de instalaciones náuticas de la UES (Rama Femenina). 5 de marzo de 1954 », p. 99-100 : « *queremos formar hombres y mujeres luchadores y vencedores.* »

²⁶⁰ Juan Domingo Perón, *Obras completas*, Tome XVII, *op. cit.*, « Ante estudiantes de la UES (Rama Femenina). 16 de enero de 1954 », p. 33 : « *ese desgraciado que es siempre objeto de un fracaso desde que nace hasta que muere acumula fracasos también para la Nación.* »

²⁶¹ Le 15 avril 1953, deux bombes explosent au cours d'une manifestation de soutien à Perón organisée par la CGT. Le bilan est de sept morts et plus d'une centaine de blessés. En représailles, des partisans du régime attaquent au cours de la nuit plusieurs bâtiments appartenant à des partis de l'opposition et incendient le siège du Parti Socialiste et le Jockey Club, symbole de l'oligarchie. Dans les jours suivants, près de 4 000 dirigeants et personnalités de l'opposition sont arrêtés.

²⁶² Sur les relations entre l'Église et le péronisme, consulter Lila Caimari, *Peron y la Iglesia católica. Religión, Estado y sociedad en la Argentina (1943-1955)*, Buenos Aires, Ariel, 1994.

²⁶³ Voir Juan Domingo Perón, *Obras completas*, Tome XVII, *op. cit.*, « Ante directores y preparadores técnicos del Campeonato Infantil y Juvenil « Evita ». 25 de marzo de 1954 », p. 123-131. Ce même discours nous apprend qu'il était aussi envisagé de créer, au sein de la FEP, une École de Cadres Techniques Sportifs (*Escuela de Técnicos del Deporte*), afin de recruter et de former parmi les jeunes participants aux championnats Evita de futurs cadres techniques et entraîneurs. Sur le club de Areté, consulter Fundación Eva Perón, *Club de Areté. Una Comunidad Solidaria. Síntesis de sus fundamentos, propósitos, formación de sus*

Tous deux étaient associés à la FEP, puisqu'ils regroupaient, pour la première, les jeunes sportifs ayant remporté des compétitions lors des *Torneos Evita*, et pour le second, tous les jeunes s'étant déjà inscrits à ces championnats.

Ces deux institutions visaient à constituer une élite dirigeante recrutée parmi les meilleurs athlètes de la Fondation. Leur tâche principale aurait été de participer à la diffusion et au développement des activités sportives, mais, ce faisant, ils apporteraient aussi leur contribution à la mission patriotique confiée à la jeune génération par Perón. Les membres de l'École des Leaders deviendraient ainsi responsables de la formation des sportifs plus jeunes et pourraient prendre en charge de façon autonome l'organisation des championnats de la FEP. Ils éviteraient le recours à des entraîneurs et des professeurs venus de l'étranger, signe de la méfiance grandissante de Perón vis-à-vis des influences extérieures et de leurs potentiels effets sur le « caractère national ». Le chef de l'État semble craindre les formes pernicieuses de dépendance culturelle et la fuite des talents locaux. Aussi juge-t-il préférable de ne plus faire venir d'entraîneurs étrangers : « nos jeunes, nous les formerons ici, en Argentine. Ce sera, en toute certitude, bien meilleur que tout ce que nous pouvons importer, pour le moment²⁶⁴. »

Quant au Club de Areté, dont le nom provient du mot grec qui désignait « l'ensemble des vertus physiques et spirituelles que devait réunir le type élevé d'homme que la Grèce voulait former²⁶⁵ », il s'agit, sans aucun doute possible, d'une entité mêlant activités culturelles et coloration politique. La brochure de présentation, réalisée par la FEP, explique que cette nouvelle organisation a été créée à l'initiative personnelle de Perón²⁶⁶. Une fois de plus, c'est une organisation éducative, qui vise à former un individu chez lequel

trionnent les valeurs morales et physiques de l'individu au service de la communauté, et qui correspond à une Nation Socialement Juste, Économiquement Libre et Politiquement Souveraine ; qui pense, œuvre et vive pour s'identifier à l'archétype de la nationalité, à *titre de gloire* personnel ; et qui se constitue en fervent maître à penser auprès des autres

filiales, funcionamiento, etc. para CONOCIMIENTO DE LAS PERSONAS QUE EN EL INTERIOR DE LA REPÚBLICA deberán adoctrinar sobre la creación de esta institución, y establecer las sedes locales, Buenos Aires, 1955 [BC. BPB 776].

²⁶⁴ Juan Domingo Perón, *Obras completas*, Tome XVII, *op. cit.*, « Ante directores y preparadores técnicos del Campeonato Infantil y Juvenil «Evita». 25 de marzo de 1954 », p. 130 : « *a nuestros muchachos los formaremos aquí, en la Argentina. Eso será con toda seguridad mucho mejor que todo lo que podemos importar, por el momento.* »

²⁶⁵ Fundación Eva Perón, *Club de Areté. Una Comunidad Solidaria...*, *op. cit.*, « El porqué del nombre del club », p. 9 : « *al conjunto de virtudes físicas y espirituales que debía reunir el elevado tipo de hombre que Grecia quería formar.* »

²⁶⁶ *Idem*, « Preámbulo », p. 3.

pour qu'ils perfectionnent la condition humaine, *en tant que devoir de l'homme appartenant à la communauté*²⁶⁷.

Le fondement du club repose sur la solidarité sociale et l'assistance immédiate aux autres, ce qui n'est pas sans évoquer les principes fondateurs du mouvement scout. Outre les termes et la rhétorique employés, qui empruntent directement aux textes de propagande du régime péroniste, un « décalogue » et un ordre du mérite spécifiques ont été mis au point pour les *socios*²⁶⁸. Cela évoque évidemment les distinctions spéciales créées sous le péronisme, la plus connue étant la « Médaille de la Loyauté » (*Medalla de la Lealtad*), et les déclarations des Droits du Travailleur, des Personnes âgées ou de la Femme et les Vingt Vérités Péronistes²⁶⁹ (*las Veinte Verdades Peronistas*). Structures emboîtées au sein de la FEP, l'École des Leaders et le Club de Areté sont restées des tentatives avortées pour forger des instances d'encadrement des jeunes mêlant plus explicitement activités sportives et préparation politique d'une relève que le contexte politique et social rendait de plus en plus urgente.

CONCLUSION

Plus qu'un instrument de politisation des enfants et des adolescents, le sport semble avoir servi, sous le péronisme, de support au développement de politiques sociales, éducatives et sanitaires de masse, sans précédents en Argentine. Bien sûr, ces dernières n'ont pas été initiées sans arrières-pensées, puisqu'elles s'inscrivaient dans un projet général de refondation de la société, de régénération de la « race argentine » et de modernisation du pays. Le péronisme est un régime qui se définit comme « révolutionnaire » : toutes les actions menées par le gouvernement doivent nécessairement être présentées comme venant rompre l'ordre établi précédemment. Face aux résistances, aux critiques et aux manifestations de l'opposition, les dirigeants péronistes, Perón et Eva Perón en tête, n'ont pas hésité à tomber dans la surenchère. Les activités de la FEP et de l'UES ont donné lieu à

²⁶⁷ *Ibid* : « triunfen los valores morales y físicos del individuo al servicio de la comunidad, y que corresponda a una Nación Socialmente Justa, Económicamente Libre y Políticamente Soberana ; que piense, obre y viva para identificarse con el arquetipo de la nacionalidad, como timbre de gloria personal ; y se constituya en fervoroso maestro de los demás para que perfeccionen la condición humana, como deber de hombre de comunidad. » Souligné dans le texte original.

²⁶⁸ Nous reproduisons le décalogue en annexes.

²⁶⁹ Sur les proclamations successives des droits de certains secteurs de la société sous le péronisme, consulter Maria Granata, *Derechos Justicialistas del Trabajador, de la Familia, de la Ancianidad, de la Educación y la Cultura, de la Mujer*, Buenos Aires, Presidencia de la Nación – Secretaría de Informaciones, 1954 [AGN-AI, FNRP, CNI, Col. Bib. 189]. Sur les « vingt vérités péronistes », fondement de la doctrine péroniste, voir par exemple, dans la rubrique « El pensamiento vivo de Perón », « 20 verdades del justicialismo peronista », *Mundo Peronista*, Año I, n°1, 15 juillet 1951, p. 11.

des cérémonies fastueuses, des mises en scène grandioses, des discours grandiloquents, démultipliés grâce au relais offert par les médias et l'appareil de propagande de l'État.

Les conditions de création de ces deux organismes ont alimenté les suspicions et la thèse d'une entreprise d'embrigadement idéologique orchestrée depuis l'Exécutif et maladroitement dissimulée derrière une autonomie institutionnelle de façade. Cette interprétation, formulée dès 1948 et 1953 par les secteurs de l'opposition, s'est imposée sous la Révolution Libératrice. Dès lors, elle est restée la clé de lecture dominante au sein de l'historiographie du péronisme. En premier lieu, il convient de distinguer les contextes fort différents qui ont présidé à la fondation de la FEP et de l'UES. En second lieu, il faut se méfier des reconstructions opérées a posteriori, aussi bien par les responsables péronistes que par leurs adversaires. La FEP n'est pas, dès l'origine, une organisation à vocation strictement sportive. Le flou entretenu autour de ses statuts, de ses ressources et de son mode de fonctionnement répond avant toute chose à des intérêts pragmatiques : Eva Perón puis son époux et successeur à la tête de la Fondation peuvent éviter de rendre des comptes au Parlement et disposent d'une liberté d'action presque totale grâce à cette institution. Cette dernière devient effectivement un organisme phare du régime péroniste, l'organe central et le symbole de la politique de « démocratisation du bien-être » (*democratización del bienestar*), d'assistance sociale et de lutte contre la pauvreté et les inégalités. Elle a permis à Eva Perón d'occuper une position de pouvoir dominante au sein du mouvement péroniste et de se transformer en une véritable dirigeante politique. Mais c'est bien parce que la FEP a permis à des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants de voir leurs conditions de vie s'améliorer que le culte de la Madonne des *descamisados* s'est ancré aussi profondément en Argentine. La propagande seule n'aurait probablement pas donné un tel résultat.

L'UES, pour sa part, apparaît alors que les difficultés financières s'accroissent et que s'enraie le système de redistribution économique de l'État-providence péroniste. Le gouvernement est, en outre, loin d'avoir résolu le problème chronique de la contestation étudiante. S'il tente aussi de créer de nouvelles fédérations, comme la *Confederación General Universitaria* ou la *Liga Estudiantil Argentina*, afin de mettre un frein aux velléités de rébellion dans les universités, il préfère se tourner vers les élèves du secondaire, moins politisés²⁷⁰. Mais cette reconnaissance d'une catégorie de jeunes spécifique, distincte de

²⁷⁰ Sur la *Confederación General Universitaria*, voir Monica Esti Rein, *Politics and Education in Argentina*, *op. cit.*, p. 103 et Omar Acha, *Los Muchachos peronistas*, *op. cit.*, p. 77-84. Concernant la création de la *Liga Estudiantil Argentina*, voir « En homenaje juvenil de la UES en su honor, Perón declaró constituida la « Liga Estudiantil Argentina » », *UES*, Año I, n°4, p. 21 [AGN-AI, FNRP, CNI, Col. Bib. 877]. Cette dernière

l'enfance, est tardive et seulement amorcée. Le projet même de l'UES est contradictoire, puisque l'autonomie promise et annoncée aux adhérents se révèle extrêmement réduite. L'éventail d'activités proposées, en soi, n'est pas inédit et ne peut qu'intéresser celles et ceux qui souhaitent bénéficier de meilleures conditions pour la pratique du sport, quand ils n'ont pas été débauchés de leurs clubs d'origine²⁷¹.

Malgré les remarques des enquêteurs de la CNI, l'UES n'est pas un lieu d'émancipation et de libération éhontées des adolescents. Certes, les tenues vestimentaires des basketteuses, courtes, ajustées et chamarrées, choquent les milieux les plus conservateurs, mais l'uniforme officiel des jeunes filles de l'UES ne s'éloigne guère des canons de la mode féminine de l'époque : jupe légèrement évasée arrivant au-dessous du genou, chemisier à manches longues ou stricte veste de tailleur, tout cela dans des tons gris ou bleus (voir *figure 13*). L'UES ne bouscule pas non plus profondément les normes genrées qui prévalent alors : si Perón souhaite en faire un espace de sociabilité où garçons et filles peuvent se côtoyer, la plupart des activités restent séparées et les pratiques sportives proposées respectent les préjugés alors en vigueur²⁷². Les jeunes filles doivent cultiver la grâce, la finesse et l'élégance et éviter les sports de contact ou « trop brutaux ».

institution était aussi chargée des activités sportives : elle devait devenir l'entité unique de direction et de supervision des compétitions sportives universitaires.

²⁷¹ D'après Vice-Presidencia de la Nación-CNI, *Documentación, autores y cómplices...*, *op. cit.*, Tome II, p. 234-235 qui accuse le ministère d'avoir imposé à des clubs des transferts forcés de sportifs pour compléter les équipes de l'UES. Les enquêteurs reprochent par ailleurs au gouvernement de ne pas avoir respecté les règles de l'amateurisme au sein de l'UES, puisque plusieurs athlètes occupaient des emplois dans la fonction publique ou recevaient des prix et des récompenses matérielles. À l'issue des investigations, 119 joueurs et 66 joueuses de basket-ball, 15 joueurs de soft-ball, 19 athlètes pratiquant l'aviron et la voile, 22 escrimeuses et 15 escrimeurs perdent leur statut d'amateurs et sont suspendus de leurs fédérations.

²⁷² Un exemple parmi d'autres nous est donné avec le titre de l'article « En las pruebas deportivas se mostró que la gracia femenina no está reñida con la audacia masculina », *UES*, Año I, n° 4, p. 12-13 [AGN-AI, FNRP, CNI, Col. Bib. 877].



Figure 13

**dessin de jeunes membres de l'UES, portant l'uniforme et l'écusson officiels de l'institution.
UES, Año I, n° 4, septembre 1954, quatrième de couverture.**

En fin de compte, l'UES a été une expérience relativement brève et qui est loin d'être parvenue à s'imposer auprès des adolescents. Elle a néanmoins, au même titre que les *Campeonatos Evita*, servi d'écrin au régime, pour mettre en scène une représentation idéalisée de la jeunesse et du *mundo feliz*²⁷³ justicialiste : une jeunesse heureuse, égayée, privilégiée, vertueuse, qui s'autonomiserait progressivement, sous la bienveillante protection du gouvernement, tout en nouant un lien direct et profond avec Perón et Evita. C'est bien cette personnalisation du pouvoir qui irrite le plus violemment l'opposition. Les antiperonistes se sont focalisés sur cet aspect, qui a estompé quelque peu une autre propriété essentielle de ces organismes paraétatiques et des événements qu'ils ont organisé : la volonté de massifier la pratique sportive chez les jeunes.

²⁷³ Pour reprendre le titre de l'ouvrage de Marcela Gené, *Un mundo feliz. Imágenes de los trabajadores en el primer peronismo 1946-1955*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica – Universidad de San Andrés, 2005.

C'est peut-être là la principale innovation introduite par la FEP et poursuivie par l'UES : plus que l'intention réelle de politiser la jeunesse, il s'agissait de l'inciter à s'adonner à la pratique des sports. Nous avons vu que cela se rattachait aux vues pédagogiques défendues par Perón et à la formation d'une citoyenneté nouvelle. Mais, cela répondait également à un autre objectif : constituer une pépinière d'où émergeraient les futurs grands champions. Plus il y aurait d'enfants et de jeunes sportifs, plus il y aurait de possibilités pour détecter des talents potentiels, capables de défendre les couleurs argentines sur la scène internationale. Car si le sport est un héritage lointain des glorieuses civilisations antiques, il est aussi fondamentalement moderne. Il suffit d'observer la place occupée par le sport au sein du rival étatsunien, alors grande puissance mondiale et parangon de la modernité. Le devoir des jeunes générations consiste ainsi à s'exercer physiquement et celui du gouvernement à encourager les vocations afin de permettre à l'Argentine de s'imposer en tant que nation sportive sur la scène internationale.

CHAPITRE IV

PROJETER LA *NUEVA ARGENTINA* SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE Sport, diplomatie culturelle et relations internationales

La politique sportive péroniste s'inscrit indiscutablement dans le projet global de modernisation et de transformation radicale du pays préconisé par Perón. Une large part du programme mis en place par le gouvernement est destinée à la population et aux institutions locales. Mais cette politique comprend également un volet international qui occupe une place très importante. Des mesures nombreuses et variées en témoignent, qui vont du soutien financier aux athlètes de haut niveau souhaitant participer à des compétitions à l'étranger à l'accueil de grandes manifestations sportives au rayonnement international. Dans ce domaine, l'organisation des premiers Jeux Panaméricains à Buenos Aires en mars 1951 constitue l'un des points d'orgue et l'une des grandes réussites de la politique sportive internationale du régime péroniste. Ce dernier s'appuie principalement, pour parvenir à des résultats rapides et efficaces, sur la Cadcoa, qui régit tout ce qui relève du sport de haut niveau et des échanges sportifs internationaux. Mais, le gouvernement entre aussi directement en contact avec les principales fédérations et les sportifs eux-mêmes pour permettre d'accroître la visibilité et la présence du milieu sportif argentin à l'étranger. Les deux stratégies retenues sont complémentaires : d'une part, il faut favoriser le départ et les tournées de délégations, d'équipes et d'athlètes nationaux sur les circuits sportifs européens, latino-américains et nord-américains ; de l'autre, il faut attirer les sportifs et les champions étrangers en Argentine, en les invitant à participer à des tournois sur place. Dans les deux cas, le gouvernement ne fait aucune distinction entre les différentes disciplines : tous les

sports sont concernés et toutes les fédérations sont fortement incitées à prendre part à cet effort collectif.

La dimension et la portée internationales de la politique sportive péroniste, si elles ont été soulignées dans certains travaux académiques, n'ont pas encore donné lieu à une étude approfondie et détaillée, tant chez les historiens du sport que chez les spécialistes des relations internationales¹. Aussi nous nous proposons dans ce chapitre d'évaluer dans quelle mesure le sport a été un vecteur privilégié de promotion et de mise en avant de l'Argentine sur la scène internationale et s'il a bien constitué un élément central de la diplomatie culturelle menée par le gouvernement péroniste. Le sport semble être apparu, aussi bien pour les dirigeants argentins que le personnel diplomatique en poste à Buenos Aires, comme un moyen de multiplier les prises de contact, de faciliter et de fluidifier les échanges bilatéraux, à un moment de fortes tensions entre l'Argentine et une partie de la communauté internationale. Pour comprendre les motivations des acteurs politiques argentins et des diplomates étrangers, il faut effectivement prendre en compte la situation de l'Argentine péroniste dans le contexte mondial de l'immédiate après-guerre. Dès son accession au pouvoir, l'un des principaux défis que doit relever Perón consiste effectivement à rompre l'isolement international dans lequel se trouve son pays et à affronter l'hostilité généralisée exprimée à son encontre par une grande partie de l'opinion publique aux États-Unis et en Europe².

C'est dans ce cadre que le gouvernement péroniste a recours, entre autres, au sport. La participation et l'envoi d'athlètes argentins aux compétitions internationales deviennent alors un enjeu primordial pour le régime. Non seulement ces derniers doivent représenter la nation argentine dans son ensemble mais ils sont aussi chargés de devenir les porte-paroles du régime à l'extérieur. Perón est ainsi convaincu que les sportifs sont « les meilleurs ambassadeurs³ » dont dispose le pays. Il convient de s'interroger sur les processus qui ont

¹ Sur la question du rôle du sport dans les relations diplomatiques argentines, les travaux de référence sont ceux de César Torres, « Stymied Expectations. Buenos Aires' Persistent Efforts to Host Olympic Games », *Olympika*, XVI, 2007, p. 43-76 ; « The limits of Pan-Americanism : the case of the failed 1942 Pan-American Games », *The International Journal of the History of Sport*, 28 :17, 2011, p. 2547-2574 et « Peronism, International Sport and Diplomacy » in Heather L. Ditcher et Andrew L. Johns (dir.), *Diplomatic Games : Sport, Statecraft and International Relationships*, Lexington, University Press of Kentucky, 2014, p. 151-182. Raanan Rein aborde aussi la dimension internationale de la politique sportive péroniste dans son article « "El Primer Deportista" » : the political use and abuse of sport in Peronist Argentina », *op. cit.* Les autres études qui se sont intéressées à ce sujet traitent essentiellement des premiers Jeux Panaméricains.

² Voir José Paradiso « Vicisitudes de una política exterior independiente » dans Juan Carlos Torre (dir.), *Nueva Historia Argentina. Tomo 8. Los años peronistas*, Buenos Aires, Sudamericana, 2002, p. 523-572 ; Alain Rouquié, *Le Siècle de Perón. op. cit.*, p. 35-67 et Cristián Buchrucker, *Nacionalismo y peronismo. La Argentina en la crisis ideológica mundial (1927-1955)*, Buenos Aires, Sudamericana, 1987.

³ Voir les témoignages de Delfo Cabrera et les extraits du discours prononcé par Perón devant les pilotes automobiles lors de l'annonce de la course panaméricaine Buenos Aires-Caracas en 1948 dans Víctor Lupo, *Historia política del deporte argentino, op. cit.*, p. 216 et p. 238. Cette expression est régulièrement reprise par

conduit le gouvernement péroniste à octroyer ce rôle aux champions argentins et à faire d'eux, dans certains cas, des membres à part entière du corps diplomatique. Le péronisme reprend ici aussi des motifs déjà anciens du discours et des usages du sport par les autorités politiques : depuis la fin du XIX^e siècle et surtout les premières décennies du XX^e siècle s'est imposée l'idée que les performances individuelles et les victoires remportées dans le cadre des événements sportifs internationaux sont des indicateurs de la puissance et du potentiel d'une nation⁴. Le corps même des sportifs est une démonstration vivante de la modernisation en action et de l'avancée du progrès dans les pays qui s'affrontent⁵. Les exploits des athlètes argentins seraient ainsi le reflet et la preuve tangible de l'efficacité du projet péroniste. L'emballement de la « course aux médailles⁶ » qui oppose les États-Unis et l'URSS – et plus largement le bloc occidental et le bloc soviétique – au cours de la Guerre froide, montre que cette conception du sport et des enjeux des compétitions sportives internationales est loin d'être une spécificité argentine⁷. Le gouvernement péroniste s'est également efforcé d'accueillir un grand nombre de manifestations sportives en Argentine même et d'en faire des vitrines du régime. Ces rendez-vous permettaient d'attirer athlètes, entraîneurs, dirigeants sportifs et journalistes étrangers et de braquer l'attention médiatique internationale, le temps de l'événement, sur les succès du régime. Le soin, la qualité et l'efficacité de la préparation de ces rencontres devaient témoigner de l'émergence d'une Argentine nouvelle, capable de rivaliser avec les pays les plus développés, grâce aux mesures mises en place par le gouvernement. L'intention était bel et bien de modifier le regard porté par les médias et la communauté internationale sur l'Argentine péroniste et sur les hommes qui étaient à sa tête.

C'est du moins ce que la propagande officielle s'est efforcée de faire. Mais il ne faut ni oublier ni omettre les difficultés, les limites et les échecs rencontrés par Perón et ses

les députés péronistes lors des débats parlementaires. Voir, par exemple, l'intervention de Rodolfo Decker dans [BC. BP 401] República Argentina, *Diario de sesiones de la Cámara de Diputados de la Nación*, 19 juillet 1950, p. 1116, en réponse aux critiques du député radical Raúl Uranga sur l'achat de voitures de course par le gouvernement pour Juan Manuel Fangio : « Il [Fangio] nous rend bien plus de services en Europe que les meilleurs ambassadeurs. » (« *Nos está haciendo más servicios en Europa que los mejores embajadores.* »)

⁴ Sur ce point, consulter Pierre Arnaud et James Riordan, *Sport and International Politics : The Impact of Fascism and Communism on Sport*, Londres, E & FN Spon, 1998 ; Georges Vigarello, *Du jeu ancien au show sportif. La naissance d'un mythe*, Paris, Editions du Seuil, 2002 ; Pierre Milza, François Jecquier et Philippe Tétard, *Le pouvoir des anneaux. Les Jeux Olympiques à la lumière de la politique 1896-2004*, Paris, Vuibert, 2004 ; Barbara J. Keys, *Globalizing Sport. National Rivalry and International Community in the 1930s*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2013.

⁵ Voir Georges Bensoussan, Paul Dietschy, Caroline François et Hubert Strouk (dir.), *Sport, corps et sociétés de masse. Le projet d'un homme nouveau*, Paris, Armand Colin, 2012 et André Gounot, Denis Jallat et Benoît Caritey (dir.), *Les politiques au stade. Études comparées des manifestations sportives du XIX^e au XXI^e siècle*, Rennes, PUR, 2007.

⁶ Pierre Milza, « Sport et relations internationales », *Relations Internationales*, n° 38, été 1984, p. 155-174.

⁷ Robert Frank (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, PUF, 2012, Chapitre 17 « Internationalisation du sport et diplomatie sportive », p. 387-405.

collaborateurs en matière de politique sportive internationale. Non seulement le gouvernement argentin n'est pas parvenu à obtenir l'organisation de certaines compétitions majeures mais il ne semble pas que l'activité effrénée déployée dans ce domaine ait engendré des résultats à la hauteur des efforts déployés. Si certains événements ont pu impressionner ponctuellement les visiteurs et observateurs étrangers, il n'est pas certain que l'image associée au régime péroniste ait été profondément modifiée grâce au sport. *A contrario*, il est indiscutable que les années 1946-1955 sont restées dans les mémoires argentines comme l'un des temps forts de l'histoire sportive nationale, caractérisé par le dynamisme des fédérations, l'accueil régulier de compétitions de dimension internationale et la révélation, dans les enceintes sportives outre-Atlantique, du talent de plusieurs grands champions locaux.

LES SPORTIFS ARGENTINS : LES « MEILLEURS AMBASSADEURS DE LA *NUEVA ARGENTINA* »

Les délégations olympiques

L'une des premières mesures adoptées par le gouvernement fut d'accroître considérablement l'aide financière de l'État aux différentes institutions sportives. Dès 1946-1947, Perón s'engagea personnellement auprès du président de la Cadcoa en exercice, Juan Carlos Palacios, à lui apporter les fonds nécessaires pour que la Confédération soit en mesure d'envoyer aux Jeux Olympiques de Londres de 1948 « une bonne représentation, avec de bons dirigeants à sa tête⁸ ». Le chef de l'État a tenu sa promesse : le gouvernement a accordé 35 000 pesos à la Cadcoa pour couvrir les dépenses liées aux préparatifs, au voyage et au séjour à Londres des athlètes⁹. Des sommes ont également été prévues pour financer la participation argentine aux Jeux Olympiques d'Hiver qui se déroulent à Saint-Moritz entre le 30 janvier et le 8 février 1948. À cette occasion, la Confédération et le Conseil National d'Éducation Physique, tout juste fondé¹⁰, sont amenés à collaborer et à se répartir les tâches. La première s'occupe des aspects strictement sportifs : elle se charge des épreuves de sélection et des problèmes matériels, des démarches avec le CIO et le Comité d'organisation londonien et supervise les activités des fédérations nationales. Le second gère les aspects

⁸ Cadcoa *Memoria y Balance 1946-1947*, Buenos Aires, 1947, « Apoyo oficial », p. 25 : « *una buena representación, con buenos dirigentes al frente* ». Sur les relations entre Perón et la CADCOA, consulter notre chapitre II.

⁹ *Idem*, « Finanzas », p. 36-37. Sur l'ensemble de cette somme, l'institution a utilisé 25 788,38 pesos.

¹⁰ Voir chapitre II.

purement financiers : il verse les fonds alloués et en contrôle l'utilisation¹¹. Le gouvernement suit ainsi de près l'avancée des préparatifs. Ces éléments indiquent que la participation argentine à cette compétition internationale représente un enjeu de taille pour les dirigeants péronistes : elle doit permettre de « marquer le coup » et de démontrer de façon éclatante les ambitions sportives du nouveau régime.

En effet, en juin 1948, c'est la délégation argentine la plus importante jamais envoyée aux Jeux Olympiques qui s'apprête à quitter Buenos Aires. Au total, elle comprend 350 membres, dont 230 sportifs, 11 sportives, 70 entraîneurs, dirigeants, cadres techniques et médicaux, 25 journalistes ainsi que des fonctionnaires du gouvernement¹². À titre de comparaison, la délégation présente aux Jeux Olympiques de Los Angeles en 1932 ne réunissait que 32 athlètes, celle des Jeux de Berlin de 1936, à peine 51, dont une seule femme¹³. La représentation argentine de 1948 incarnait de façon manifeste les ruptures introduites par le gouvernement péroniste vis-à-vis de ses prédécesseurs dans le domaine sportif. Elle signifiait la fin de l'« indifférence de l'État¹⁴ » à l'égard d'une activité désormais considérée comme primordiale et trop longtemps négligée, et témoignait du désir réel des responsables péronistes de venir en aide au milieu sportif amateur. Sans le soutien financier des pouvoirs publics, jamais la Cadcoa n'aurait été en mesure de mettre une telle équipe sur pied. Enfin, cette délégation était la preuve de la véracité du fameux slogan péroniste : « Perón tient ses promesses¹⁵ ».

Le chef de l'État est particulièrement attentif aux retombées potentielles des événements sportifs mondiaux et au rôle que doivent assumer les athlètes argentins. Tout le processus de sélection et de mise en place de la délégation est d'ailleurs amplement médiatisé¹⁶. Son départ donne lieu à une cérémonie officielle, le 16 juin 1948, en présence de Perón qui, dans un long discours adressé aux participants, leur prodigue ses derniers conseils. Il insiste en premier lieu sur la dimension spirituelle et fraternelle du sport et se

¹¹ Cadcoa, *Memoria y Balance general 1947-1948*, Buenos Aires, 1948, p. 8.

¹² *Idem*, p. 44, tableau récapitulatif du nombre de participants composant la délégation. Parmi les représentants de la presse envoyés à Londres dans la délégation, on retrouve, entre autres, Emilio Rubio, du journal *Noticias Gráficas* et Félix Frascara d'*El Gráfico*.

¹³ Ce fut d'ailleurs la première fois qu'une sportive argentine put prendre part à une compétition olympique. Il s'agit de la nageuse d'origine franco-écossaise Jeannette Campbell, qui remporta la médaille d'argent dans l'épreuve du 100 mètres nage libre et le titre de « Miss Olympique 1936 », qui récompensait la plus belle athlète des Jeux. Voir Liliana Morelli, *Mujeres deportistas*, Buenos Aires, Planeta, 1990, p. 41-52.

¹⁴ Juan Domingo Perón, *Obras completas*, Tome XVIII, Vol. 2, *op. cit.*, p. 497-511 : « un poco dejado de la mano del Estado. »

¹⁵ « ¡Perón cumple! », l'un des slogans politiques les plus diffusés pendant la période péroniste avec son pendant « Evita dignifica ». Voir par exemple, Presidencia de la Nación – Subsecretaría de Informaciones, *¡Perón cumple! 6 años de realizaciones*, Buenos Aires, 1952 [AGN-AI, FNRP, CNI, Col. Bib. 729].

¹⁶ La Cadcoa souligne constamment dans les pages de ses *Memorias* la nécessité de collaborer avec les journalistes et les médias. Dans le cadre des préparatifs pour les Jeux Olympiques, elle met en place une commission spéciale « de *Propaganda y Prensa* », chargée des relations avec la presse.

montre prudent quant au pronostic sur le nombre de médailles susceptibles d'être remportées par ses compatriotes. Aussi,

plutôt que de défendre une « chance » matérielle de succès, vous devrez vous appliquer à défendre une « chance » spirituelle dans votre conduite face aux autres sportifs du monde. Il vaut mieux perdre avec honneur que gagner sans¹⁷.

Comme souvent, Perón dispense à son auditoire une leçon de *fair-play* : plus que la victoire sportive, les athlètes doivent viser une victoire morale. Ces derniers auront deux objectifs à garder en tête : participer à une compétition internationale comme les Jeux Olympiques est l'occasion de « se faire des amis¹⁸ » et de démontrer, par leur comportement, que la « représentation argentine est constituée de sportifs et d'hommes corrects (*hombres decentes*). Tout le reste n'a aucune importance¹⁹. » Les athlètes ne doivent jamais oublier qu'ils partent représenter la nation toute entière à l'extérieur. Ils doivent « faire honneur au pays²⁰ ». Le président reconnaît que les délégations précédentes l'ont fait, mais il enjoint ses concitoyens à se surpasser dans ce domaine et à en faire plus que par le passé, « parce que sinon le sport n'aura pas progressé dans notre pays comme nous souhaitons qu'il le fasse²¹. » Il renouvelle alors son engagement à soutenir tous les sportifs qui prendront part à des tournois étrangers, car il est conscient du « bénéfice immense²² » qu'ils rendent à la patrie, à condition de respecter certaines règles. Le succès des délégations dépend, selon le chef de l'État, du maintien de la discipline et de l'harmonie entre ses membres. Les athlètes doivent privilégier le sens du collectif et non leurs intérêts individuels, en entretenant l'esprit de camaraderie, le « respect affectueux et la considération mutuelle²³ ». Il fait alors allusion à des incidents qui se seraient produits au cours de tournées sportives antérieures : la discorde et les conflits internes sont « le pire qui puisse arriver²⁴. » Pour Perón, la devise fondamentale des sportifs doit être « l'union fait la force ». S'il les incite à forger des relations cordiales, voire amicales, avec leurs futurs

¹⁷ [BC, BP, D14 (15)] « discurso del General Perón al despedir a la delegación olímpica, 16 juin 1948 », feuillet 1 : « *más que defender una « chance » material de éxito, deberá empeñarse en defender un « chance » espiritual en su actuación frente a los demás deportistas del mundo. Importa más perder con honor que vencer sin él.* »

¹⁸ *Ibid* : « *hacerse de un amigo* »

¹⁹ *Idem*, feuillet 2 : « *la representación argentina está formada de deportistas y de hombres decentes. Lo demás no tiene ningún interés.* »

²⁰ *Ibid* : « *han hecho honor al país* ».

²¹ *Ibid* : « *porque de otra manera el deporte no habría progresado en nuestro país como nosotros deseamos que progrese.* »

²² *Ibid* : « *beneficio inmenso* ».

²³ *Ibid* : « *el respeto afectuoso y la consideración mutua* ».

²⁴ *Ibid* : « *eso es lo peor que puede suceder* ».

adversaires, il leur rappelle que « dans notre pays, ou à l'extérieur, pour un Argentin, il n'y a rien de mieux qu'un autre Argentin²⁵. » Comme on le voit, les invitations à s'ouvrir à l'autre sont aussitôt contrebalancées par le recours aux convictions nationalistes, qui forment l'un des substrats de la doctrine péroniste.

Les membres de la délégation ne sont pas seulement enjoins à adopter une attitude irréprochable. Ils sont aussi chargés d'une mission, en compensation de l'« effort accompli par le pays²⁶ » pour leur permettre de se rendre à Londres. Bien que Perón affirme qu'il n'est pas nécessaire de s'attarder sur cet effort et que le gouvernement se félicite d'avoir pu soutenir cette entreprise, il attend néanmoins une contrepartie. On voit dans ce passage la maîtrise rhétorique du *Conductor* qui, tout en prétendant le contraire, parvient à mettre en valeur le rôle décisif joué par l'administration péroniste. La mission confiée aux athlètes est simple : il s'agit de mettre à profit ces Olympiades pour en apprendre le plus possible sur les méthodes d'entraînement et de préparation des délégations rivales, afin d'en faire bénéficier l'ensemble du milieu sportif argentin. Les compétitions internationales sont donc non seulement des espaces d'exhibition des qualités nationales, de sociabilité mais aussi d'apprentissage et de circulation des savoirs. En mettant « leur expérience au service de l'œuvre que nous souhaitons réaliser²⁷ », les sportifs agiront en faveur des intérêts du gouvernement et de la patrie toute entière. Le discours de Perón se conclut sur l'idée d'une relation réciproque entre les autorités politiques et les athlètes, renforcée par sa promesse de répondre du mieux possible à leurs besoins pendant le déroulement de la compétition et de faire encore plus pour eux à l'avenir.

Ce type de discours, régulièrement renouvelé par Perón avant chaque grand événement sportif international, a contribué à nourrir l'idée d'un « pacte » conclu entre les athlètes et lui²⁸. On y retrouve un certain nombre d'éléments récurrents, déjà mentionnés dans le chapitre précédent : un exposé sur les valeurs du sport, sur le sens profond de cette activité, l'insistance sur le lien personnel qui unit le chef de l'État à son auditoire, les recommandations teintées de paternalisme, l'exaltation du devoir moral et patriotique qui incombe aux sportifs, les rapports mutuels mais toujours subordonnés entre le pouvoir politique, qui donne, et le milieu sportif, qui reçoit et doit rendre les faveurs accordées.

Les résultats de cette édition des Jeux ont dépassé les attentes du gouvernement : la délégation argentine a remporté un beau succès et réalisé quelques performances

²⁵ *Ibid* : « dentro de nuestro país, o fuera de él, para un argentino no hay nada mejor que otro argentino. »

²⁶ *Idem*, feuillet 3 : « el esfuerzo que el país realiza »

²⁷ *Idem*, feuillet 4 : « esa experiencia al servicio de la obra que queremos realizar. »

²⁸ Pour reprendre l'expression du journaliste Félix Frascara dans « Deportes », *Sur* (coll.), *Argentina 1930-1960*, Buenos Aires, *Sur*, 1961, p. 380. Voir également notre introduction.

inattendues. Les athlètes argentins ont engrangé sept médailles, dont trois d'or, trois d'argent et une de bronze, ainsi que quinze diplômes olympiques, qui récompensent les finalistes ayant atteint la quatrième, cinquième ou sixième position du classement. Au tableau général, l'Argentine se hisse à la treizième place, sur 59 nations participantes. C'est, à ce jour, la meilleure prestation jamais accomplie par les sportifs argentins dans cette compétition. Ces derniers se sont particulièrement illustrés en boxe, grâce aux deux médailles d'or obtenues par Pascual Pérez et Rafael Iglesias et à la médaille de bronze de Mauro Cía²⁹. La jeune Noemí Simonetto devient la première femme sud-américaine à gagner une médaille olympique en athlétisme, en atteignant la seconde place en saut en longueur³⁰. Les deux autres médailles d'argent ont été remportées en tir par Carlos Enrique Díaz Saéñz Valiente, qui était l'un des favoris de l'épreuve et en régates à la voile par l'équipe composée de membres de la famille Sieburger³¹. Mais l'exploit le plus important reste celui réalisé par Delfo Cabrera, un pompier professionnel de 29 ans, qui obtient la médaille d'or en gagnant l'épreuve du marathon (*Figure 14*). Il renouvelle ainsi la performance de son inspirateur, Juan Carlos Zabala, champion olympique aux Jeux de Los Angeles en 1932. L'athlétisme argentin comptait depuis les années 1930 d'excellents coureurs de fond : deux autres compatriotes de Cabrera arrivèrent parmi les dix premiers au cours de cette même épreuve de 1948.

²⁹ Les boxeurs argentins se classent second en nombre de médailles. Deux diplômes olympiques ont aussi été remportés par deux jeunes espoirs de la boxe argentine, Francisco Nuñez et Eladio Herrera, qui, lors de sa seconde participation à un tournoi olympique en 1952, obtiendra une médaille de bronze.

³⁰ Nous évoquons également cette sportive dans notre chapitre V.

³¹ Nous consacrons une partie de notre chapitre V à Díaz Saéñz Valiente. La famille Sieburger constitue ce qu'on pourrait appeler une dynastie de régatiers et de *skippers* argentins. Ses membres, ainsi que les Del Río Salas et Salas Chávez qui leur sont apparentés, ont participé aux compétitions olympiques de 1936 à 1972.



Figure 14
Delfo Cabrera franchit en souriant la ligne d'arrivée du marathon olympique de Londres en 1948. Archives CIO³².

La prouesse de Cabrera lui vaut les honneurs de la presse internationale et suscite l'enthousiasme en Argentine³³. Le 15 septembre 1948, la Cadcoa organise une cérémonie de bienvenue pour fêter le retour de la délégation auréolée de son succès. Les dirigeants de l'institution convoquent des représentants de toutes les associations sportives du pays pour qu'ils viennent accueillir, avec des banderoles, les athlètes à leur descente du bateau. L'invitation est aussi adressée au secrétaire d'État à l'Éducation, Oscar Ivanissevich, et au président du CNEF, le général Santos Rossi. La Cadcoa demande à Perón de bien vouloir

³² Archives CIO, CIO JO-1948S-ARTPR, Scrapbook Jeux Olympiques, 1948.

³³ *Ibid* : ce dossier conservé aux archives du CIO contient de nombreuses coupures de presse tirées de journaux argentins et étrangers consacrées à la victoire de Cabrera. Voir, entre autres, l'article de Félix Frascara, « ¡Y cantamos el himno! », *El Gráfico*, 25 août 1948. Le chapeau indique « Delfo Cabrera, vainqueur du marathon olympique hissa dans le ciel gris de Londres le bleu et le blanc de l'authentique ciel argentin » (« *Delfo Cabrera, ganador de la maratón olímpica, puso en el cielo gris de Londres el celeste y blanco del auténtico cielo argentino* »).

accorder une audience aux membres de la délégation olympique, afin que ceux-ci puissent le remercier pour son soutien. Enfin, les dirigeants sportifs prévoient de déposer une couronne de fleurs sur le mausolée où sont conservés les restes du *Libertador* San Martín, dans la cathédrale de Buenos Aires³⁴. La cérémonie est un succès : un public très nombreux s'est rendu sur le quai nord pour saluer les héros olympiques et Perón leur a effectivement accordé une audience spéciale au palais présidentiel. Les sportifs l'ont alors remercié pour l'aide généreuse du gouvernement et lui ont remis, en signe de gratitude, l'une des médailles commémoratives données à tous les participants des Jeux Olympiques de Londres. En réponse, Perón a montré qu'il avait suivi dans les moindres détails les activités des athlètes. Il a félicité personnellement tous les médaillés et les diplômés, en soulignant tout particulièrement la prestation de Noemí Simonetto, « qui a été un modèle permanent pour sa conduite digne, son sens de la camaraderie et son comportement exemplaire, en tant qu'athlète et en tant que femme³⁵. » Ce discours est à nouveau l'occasion de détailler les mesures envisagées par son gouvernement afin de mettre à profit les conditions exceptionnelles dont bénéficie l'Argentine pour forger « une jeunesse forte³⁶ ». Son programme consiste, d'une part, à patronner des compétitions nationales annuelles dans toutes les disciplines et, d'autre part, à lancer, dans les plus brefs délais, un plan de construction de stades sur tout le territoire.

Si l'on s'en tient seulement aux documents officiels de la Cadcoa et aux interventions publiques de Perón, la participation argentine aux Jeux Olympiques de Londres aurait été un franc succès. Or, elle a pourtant été marquée par un drame, la mort de l'un des membres de la délégation lors du voyage de retour. Ce décès n'est pas occulté par la Confédération mais ni ses dirigeants ni Perón ne s'attardent sur cet événement tragique qui vient démentir l'efficacité de l'organisation et les capacités d'intervention du régime péroniste. La championne de natation Enriqueta Duarte garde ainsi un très mauvais souvenir de ces Jeux. Pour elle, la mort de l'un de ses compagnons de voyage est une conséquence directe des choix désastreux effectués par les responsables de la Cadcoa :

Ça a été catastrophique. Ils nous ont envoyés là-bas dans un bateau de croisière, avec une première, une deuxième et une troisième classe. Par conséquent, nous, les sportifs, ils nous ont séparés, soit en fonction de notre niveau d'étude, soit de nos relations sociales. Moi, j'étais en première, je mangeais de la langouste tous les jours, mais il y avait des

³⁴ Cadcoa, *Memoria y Balance 1947-1948*, Buenos Aires, 1948, p. 15.

³⁵ *Idem*, p. 16-17 : « *que había sido un modelo permanente de conducta digna, compañerismo y comportamiento ejemplar, como atleta y como mujer.* »

³⁶ *Ibid* : « *una juventud fuerte* ».

camarades qui ont mangé des pâtes et du riz pendant tout le voyage, et qui sont arrivés en ayant pris du poids et ils n'ont pas pu prendre part aux compétitions³⁷.

Les conditions de voyage n'ont donc pas été les mêmes pour tous les athlètes, ce qui a provoqué des tensions entre eux. Au-delà de ces inégalités de traitement et de régime alimentaire, le bateau était loin d'être adapté aux besoins spécifiques des sportifs de haut niveau. Enriqueta Duarte ne peut quasiment pas s'entraîner pendant toute la durée du voyage, la piscine du navire étant trop petite. La traversée a été particulièrement longue, ce qui est confirmé par Noemí Simonetto : « nous avons voyagé pendant vingt jours à bord du *Brasil*, un bateau obsolète construit en 1902, et j'ai vomi pendant tout le trajet³⁸. » Elle considère, elle aussi, qu'il aurait mieux valu restreindre le nombre de participants afin de pouvoir rejoindre Londres en avion plutôt que « de perdre un temps précieux dont nous aurions eu besoin pour nous entraîner³⁹. » Elsa Irigoyen, membre de l'équipe d'escrime, dut elle aussi renoncer à l'entraînement : le bateau était trop instable et la mer trop agitée pour qu'elle puisse pratiquer ses passes d'armes correctement⁴⁰.

La fin du voyage est éprouvante : les athlètes argentins débarquent à Cannes, doivent traverser toute la France en train avant de pouvoir gagner Londres en ferry. Sur place, les membres féminines de la délégation découvrent qu'aucun logement n'a été prévu pour elles : elles sont séparées de leurs homologues masculins et envoyées dans une résidence à part dans le Sussex pendant plus d'une semaine. Elles ne peuvent profiter des installations du village olympique pour leur préparation et surtout, ne reçoivent pas les stocks alimentaires – qui se seraient élevés à trois tonnes de nourriture d'après Duarte – fournis par l'Argentine pour subvenir aux besoins de la délégation. Les trois sportives semblent avoir été particulièrement impressionnées par la situation en Grande-Bretagne : selon Simonetto, tout était très « précaire⁴¹ ». Elles découvrent le système des cartes de rationnement et accusent les responsables londoniens du comité d'organisation des Jeux d'avoir récupéré, avec la complicité de certains délégués argentins, toute la cargaison de nourriture envoyée par le gouvernement péroniste afin de la revendre. Elsa Irigoyen affirme que les athlètes qui

³⁷ Citation extraite de l'interview réalisée par Flor Monfort, « El ser y la nadadora », *Página 12*, supplément *Las 12*, 7 octobre 2011 [En ligne] <http://www.pagina12.com.ar/diario/suplementos/las12/13-6792-2011-10-07.html>, (consulté le 12/06/2013)

³⁸ Elle aussi qualifie le voyage d'« horrible ». Cité dans Liliana Morelli, *Mujeres deportistas*, op. cit., p. 82.

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ *Idem*, p. 92-93.

⁴¹ *Idem*, p. 82 : « *Inglaterra estaba muy mal, todo era muy precario.* »

fréquentaient la cantine du village olympique ne mangeaient pas à leur faim⁴². Eux, qui arrivaient du « pays de l'abondance⁴³ » découvraient la réalité de l'Europe d'après-guerre, encore marquée par les destructions et les privations.

Ces désagréments montrent que l'organisation de la Cadcoa et des autorités péronistes était loin d'être parfaite. Ils restent néanmoins relativement mineurs au regard de ce qui s'est passé lors du voyage de retour. Comme à l'aller, les athlètes argentins repartent en bateau à vapeur. Le trajet est à nouveau très long. Or, alors qu'ils sont en pleine mer, Manuel Torrente, un escrimeur, souffre soudainement d'une crise d'appendicite aiguë⁴⁴. Il est opéré en urgence à bord mais son état s'aggrave rapidement. Le chef de la délégation olympique, Emilio S. Delpech⁴⁵, expédie un télégramme à Perón, au ministre de la Santé et au président du CNEF pour les avertir et leur demander l'envoi d'un avion sanitaire aux îles du Cap-Vert – le lieu d'accostage le plus proche pour le navire. C'est Juan Duarte, le frère d'Eva Perón, alors secrétaire particulier de Perón, qui lui répond. Il est impossible d'accéder à sa requête : l'Armée argentine ne possède pas, à cette date, d'avion de rapatriement capable d'atteindre une destination aussi lointaine⁴⁶. En outre, il n'y a pas d'aérodrome adapté à ce type d'appareils au Cap-Vert. Manuel Torrente est débarqué et conduit dans un hôpital local, sur l'île de São Vicente où il meurt, le 4 septembre. Le gouvernement argentin s'est révélé impuissant : Perón ne peut qu'adresser ses condoléances à la délégation olympique et donner des consignes pour rapatrier le corps.

Cette tragédie écorne quelque peu l'image idéalisée construite autour de ces Jeux : les victoires des athlètes devaient rejaillir sur les dirigeants péronistes et apporter la preuve de l'efficacité du régime. Dans les faits, les préparatifs n'ont pas été entièrement à la hauteur des ambitions affichées par le gouvernement et les conditions de voyage et de séjour se sont révélées inadaptées aux nécessités des sportifs. Mais les représentants du gouvernement et les médias officiels se sont efforcés de gommer ces aspects, en mettant uniquement en avant

⁴² *Idem*, p. 93 : « *nos quedabamos con hambre* ». Fulvio Galimi évoque aussi le rationnement et le manque de certaines denrées dans le village olympique. Lui et son frère en profitent pour faire du troc avec d'autres sportifs et échangent ainsi du vin argentin contre des lames de fleuret italiennes : voir Fulvio Galimi, *A Capa y espada*, *op. cit.*, p. 79-83 et p. 117-118. Pascual Pérez, pour sa part, garde un très bon souvenir des Jeux et salue au contraire la qualité de l'organisation et de l'intendance à Londres : voir son témoignage reproduit dans Santiago Sénen González, « Perón y el deporte », *Todo es Historia*, n° 345, avril 1996, p. 17.

⁴³ Liliana Morelli, *Mujeres deportistas*, *op. cit.*, p. 93.

⁴⁴ Voir les témoignages d'Enriqueta Duarte dans Flor Monfort, « El ser y la nadadora », *Página 12*, *art. cit.* et de Fulvio Galimi, *A Capa y espada*, *op. cit.*, p. 85-86 et l'annonce de son décès dans Cadcoa, *Memoria y Balance 1947-1948*, *op. cit.*, « Fallecimiento del Doctor Manuel Torrente », p. 17-22. Les télégrammes échangés entre les autorités argentines et le chef de la délégation olympique y sont reproduits.

⁴⁵ Emilio Delpech occupe cette fonction parce qu'il est l'un des membres du comité de direction et le secrétaire de la Cadcoa.

⁴⁶ Le problème est d'ordre technique : les appareils militaires n'ont pas de capacités de stockage de combustible suffisantes pour traverser l'Atlantique sans faire d'escale.

les performances des sportifs argentins et les retombées positives de cet événement sur la perception à l'étranger de la *Nueva Argentina*.

Cependant, les dirigeants politiques et sportifs semblent avoir tiré les leçons des problèmes rencontrés au cours de l'Olympiade de 1948 : quatre ans plus tard, aux Jeux d'Helsinki, la délégation argentine est grandement réduite. La crise économique qui frappe l'Argentine depuis 1949 a peut-être contraint le gouvernement à réduire les crédits alloués à la représentation olympique, surtout après le faste déployé lors des Jeux Panaméricains organisés l'année précédente à Buenos Aires⁴⁷. La contribution du régime fut néanmoins conséquente puisqu'elle s'est élevée à plus de 4 millions de pesos pour les seuls Jeux Olympiques⁴⁸. Cette somme semble énorme en comparaison avec la subvention de 1948, mais cela est très certainement dû à l'inflation galopante qui touche l'économie argentine⁴⁹.

Seuls 123 athlètes, dont 8 femmes, ont pris part à ces Jeux, soit deux fois moins qu'à Londres. La délégation argentine demeure néanmoins la plus importante de tous les pays latino-américains participants. Comme en 1948, une cérémonie de départ a lieu, le 5 juin 1952, en présence de Perón, accompagné du président de la Cadcoa, Rodolfo Valenzuela. Le *Primer Deportista* y tient un discours relativement similaire. Il évoque l'épisode fâcheux des vivres escamotés à Londres et précise que l'approvisionnement des sportifs a été mieux planifié, afin que ces derniers se sentent chez eux et soient donc dans les meilleures dispositions possibles pendant les épreuves. Il leur faut « de la viande argentine, de la nourriture argentine, et de l'eau argentine ; nous savons que cela ne nous fait pas de mal, et si ce ne sont pas les meilleures...elles sont bonnes⁵⁰. » En dehors de ces questions pratiques, Perón réitère ses exhortations à représenter dignement le pays : à Helsinki, il faut « montrer, en premier lieu, que nous sommes un pays civilisé et, en second lieu, organisé, et que quand nous faisons quelque chose, nous le faisons bien⁵¹. » Les athlètes doivent avoir conscience

⁴⁷ Voir César Torres, « Peronism, International Sport, and Diplomacy » in Heather L. Dichter et Andrew L. Johns (ed.), *Diplomatic Games...*, op. cit., p. 163.

⁴⁸ Voir Cadcoa, *Resumen de la memoria, balance general y cuenta de gastos y recursos 1952*, « Informe de los revisores de cuentas », Buenos Aires, 1952, s/p. Au total, dans le cadre du décret 5878/52, la Cadcoa a reçu du gouvernement plus de neuf millions de pesos au cours de l'année 1952. La majorité de cette somme a été consacrée à financer les activités sportives internationales : outre les quatre millions dépensés pour les Jeux Olympiques, plus d'un million de pesos a été destiné aux participations d'athlètes argentins à des compétitions à l'étranger, contre seulement 166 000 pesos pour les championnats nationaux.

⁴⁹ Rodrigo Daskal et Daniel Sazbón, « El deporte entre centralización gubernamental y la búsqueda de preservación de su autonomía : el caso de la CADCOA » in Claudio Panella et Raanan Rein (comp.), *En busca de la Comunidad Organizada. Organizaciones políticas, sociales, económicas y culturales del primer peronismo*, op. cit., p. 297-324.

⁵⁰ Juan Domingo Perón, *Obras completas*, Tome XV, op. cit., « Ante la delegación argentina que asistirá a los Juegos Olímpicos. 5 de junio de 1952 », p. 241-246 : « carne argentina, comida argentina, y agua argentina ; sabemos que eso no nos hace mal, y si no es la mejor...es buena. »

⁵¹ *Ibid* : « mostrar que somos un país civilizado, en primer término, y organizado, en segundo lugar, y que cuando hacemos una cosa, tratamos de hacerla bien. »

que, dans « leur façon de se présenter, leur conduite, et jusque dans leur apparence extérieure⁵² », ils brandissent « une affiche de la République⁵³ ». Ils participent donc à la publicité (*propaganda*) du pays à l'extérieur⁵⁴. Et cela constitue un domaine qui concerne en priorité le président. Il insiste à nouveau particulièrement sur ce point, en rappelant aux sélectionnés que c'est toute l'Argentine « qui v[a] être jugée à Helsinki⁵⁵ » en fonction de leur comportement. Alors que les difficultés économiques s'amoncellent et que le gouvernement vient de lancer un plan d'austérité et un programme de relance de la productivité, il faut être attentif à l'image donnée à l'extérieur : « Là-bas nous ne devons pas paraître riches, mais pas trop pauvres non plus⁵⁶. »

Perón est très attentif à l'apparence extérieure de la délégation : il précise qu'il a vu les uniformes que vont arborer les participants. C'est un élément, selon lui, très important car

être bien habillé, bien présenter, de façon homogène, a une importance bien plus grande qu'il n'y paraît à première vue, parce que cela en dit beaucoup sur l'organisation et la culture propre au peuple représenté. Si votre apparence est négligée, ou dépareillée, vous ferez une mauvaise impression à ceux qui vous voient de l'extérieur. Même les pauvres et les gens mal organisés prennent soin de leur apparence⁵⁷.

Le premier objectif des athlètes n'est donc pas de rapporter des médailles mais surtout de faire la meilleure impression possible lors des Jeux. Le second n'est plus, comme en 1948, de lier des relations d'amitié et d'apprendre au contact de leurs adversaires. Perón les enjoint, cette fois-ci, à essayer de convaincre des sportifs étrangers de venir travailler en Argentine. Selon lui, il faut pallier le manque d'entraîneurs et de bons préparateurs techniques pour encadrer les talents locaux. Il annonce ici une impulsion nouvelle de la politique sportive promue par le gouvernement. Les délégués olympiques sont chargés de détecter des candidats potentiels à Helsinki. Perón, en collaboration avec Valenzuela et la Cadcoa, s'engage à les faire venir, ce qui serait d'autant plus simple, qu' « actuellement, il

⁵² *Ibid* : « en la presentación de ustedes, en su conducta, y aun en el aspecto de cada uno ».

⁵³ *Ibid* : « un cartel de la República ».

⁵⁴ Preuve que la conduite des délégations olympiques devient un sujet de préoccupation de l'État, en 1949 est promulgué le décret national 5603 qui établit des « normes provisoires pour les délégations argentines qui représentent le pays. »

⁵⁵ *Ibid* : « v[a] a juzgar en Helsinki ».

⁵⁶ *Ibid* : « Allí no tenemos que parecer ricos, pero tampoco demasiado pobres. »

⁵⁷ *Ibid* : « El que vayan bien vestidos, bien presentados, con uniformidad, tiene una importancia mucho mayor de lo que parece a primera vista, porque eso habla de la organización y de la cultura propia del pueblo allí representado. Si se presentan mal arreglados, o sin uniformidad, causan mala impresión en los que miran de afuera. Hasta los que son pobres y medio desorganizados se presentan bastante bien. »

n'y a personne qui ne veuille pas venir en Argentine ; nous les paierons ; nous les aurons quelques années parmi nous, ils seront embauchés par la Fédération et nous pourrions aussi les mettre à la disposition de certains clubs⁵⁸ ». Curieusement, le chef de l'État dresse lors de ce discours un bilan plutôt mitigé de l'état du sport national de haut niveau. C'est assez paradoxal, étant donné les performances honorables réalisées lors de la précédente édition des Jeux Olympiques et, surtout, le succès considérable remporté par la sélection argentine au cours des premiers Jeux Panaméricains. Les représentants du pays hôte ont dominé la compétition et ont fini premier du classement général devant les États-Unis. Si Perón rappelle les excellents résultats obtenus à cette occasion, il invite son auditoire à ne pas se reposer sur ses lauriers. Il en attend plus : les sportifs ne doivent pas relâcher leurs efforts. Aussi le président se focalise-t-il sur les problèmes rencontrés dans différentes disciplines : le nombre insuffisant d'athlètes, les divisions au sein de l'escrime, la mauvaise organisation générale du milieu sportif...

Ce discours apparaît donc aussi comme une entreprise de galvanisation des athlètes. Ces derniers ont toujours une tâche à accomplir, une mission à remplir, qui dépasse les objectifs sportifs à court terme : il s'agit de faire progresser la nation toute entière, d'accroître son prestige et de préparer les générations suivantes. Les sportifs doivent être des ambassadeurs, des acteurs du « progrès » ainsi que des modèles. La délégation olympique est d'ailleurs accompagnée de « quelques enfants⁵⁹ », qui vont également se rendre à Helsinki. Il demande aux membres de la sélection de s'occuper d'eux comme s'ils étaient « leurs petits frères, afin qu'ils assistent à tout et que, progressivement, ils se forment dans cet environnement⁶⁰. » Ces gamins (*pibes*) représentent « l'avenir du sport⁶¹ » : c'est pourquoi le gouvernement a décidé de les envoyer en Europe, pour qu'ils puissent commencer à se préparer dès maintenant à une carrière de champion. Perón n'indique pas qui sont ces enfants ni d'où ils viennent : ce sont des jeunes de la FEP, probablement des participants et des vainqueurs des *Torneos Evita*⁶². Ils ne vont pas se contenter d'être de simples spectateurs des Olympiades : ils sont eux aussi chargés d'assurer la promotion à

⁵⁸ *Ibid* : « *ahora no hay nadie que no quiera venir a la Argentina, se les pagará ; los tendremos algunos años entre nosotros, contratados por la Federación, y se los puede también poner a disposición de algunos clubes, para que vayan trabajando y forjando atletas.* » La Fédération désigne certainement la Cadcoa.

⁵⁹ *Ibid* : « *algunos chicos* ».

⁶⁰ *Ibid* : « *como si fueron hermanos menores, para que vayan viendo y para que se vayan formando en el ambiente.* »

⁶¹ *Ibid* : « *el porvenir del deporte argentino* ».

⁶² Voir les articles « *Villa Evita en Finlandia* », « *Días felices gracias a Evita* » et « *Admirados por todos y en todas partes* », *Mundo Infantil*, n° 152, 25 août 1952, s/p. Cette série de reportages est consacrée au séjour des jeunes représentants de la FEP en Finlande, présenté comme idyllique. Les articles sont censés avoir été rédigés par l'un de ses membres, ce qui semble fort douteux, étant donné leur ton grandiloquent et l'omniprésence, à un point presque caricatural, des formules de propagande.

l'étranger de la politique sociale péroniste et de faire connaître la FEP partout où ils passent⁶³.

Parmi les représentants argentins aux Jeux Olympiques de 1952, on retrouve différentes figures qui s'étaient illustrées auparavant à Londres. Si la délégation engrange moins de médailles, elle se maintient à un niveau respectable, en terminant 19^{ème} au classement général, sur 69 nations participantes. Parmi les performances notables, signalons l'unique médaille d'or, remportée en aviron par le duo composé d'Eduardo Guerrero et de Tranquilo Capozzo⁶⁴. Cette victoire, inattendue, est présentée comme un haut fait dans la plus pure tradition de la geste olympique. Les concurrents argentins partaient avec un handicap notable : une embarcation très lourde – 35 kilos contre 25 pour la plupart de leurs adversaires – et moins maniable. De plus, leur canot s'est brisé au cours du voyage. Les deux rameurs ne disposaient pas des pièces nécessaires pour la réparation, qui leur ont été fournies gracieusement par leurs rivaux soviétiques. Ces derniers obtinrent la seconde place lors de la finale, juste derrière les Argentins. Ces circonstances ont été magnifiées par la presse qui salue aussi bien l'attitude de l'équipe russe, pour sa démonstration de *fair-play*, que les champions nationaux, qui ont su surmonter l'adversité et incarner les valeurs de l'« argentinité »⁶⁵.

Perón s'assura personnellement, en 1948 et en 1952, d'exposer aux athlètes sélectionnés pour les Jeux Olympiques les responsabilités qui leur incombaient en tant que représentants à l'extérieur de la *Nueva Argentina*. Mais, des quelques témoignages recueillis auprès des sportifs qui ont fait partie des délégations, il ne semble pas qu'ils se soient particulièrement sentis investis d'une mission. Ils font part évidemment de leur fierté de participer à cette compétition prestigieuse et de porter les couleurs argentines, de la joie qu'ils ont ressentie lors de leurs victoires, mais aussi des aléas et des problèmes qu'ils ont rencontrés au cours de leurs séjours⁶⁶. Des émotions certainement éprouvées par tout sportif participant aux Jeux Olympiques, un événement exceptionnel qui constitue l'apogée d'une carrière et peut apporter une reconnaissance internationale sans équivalent.

⁶³ *Ibid.* D'après ces articles, dès leur arrivée, les jeunes auraient aussitôt baptisé leur logement « Villa Evita » et y auraient accroché des portraits de Perón et d'Evita. Pendant leur voyage en bateau, partout où ils ont fait escale, ils auraient attiré l'attention de la population locale et fait connaître l'œuvre de la Fondation Eva Perón.

⁶⁴ Soit la dernière médaille d'or remportée aux Jeux Olympiques par un athlète argentin avant 2004.

⁶⁵ Víctor Lupo, *Historia política del deporte argentino*, *op. cit.*, p. 299-306 et les couvertures des deux numéros d'*El Gráfico*, n° 1724, 22 août 1952 et n° 1729, 26 septembre 1952.

⁶⁶ Voir les témoignages déjà cités d'Elsa Irigoyen et Noemí Simonetto dans Liliana Morelli, *Mujeres deportistas*, *op. cit.*, d'Enriqueta Duarte dans Flor Monfort, « El ser y la nadadora », *Página 12*, *art. cit.* ainsi que l'autobiographie de Fulvio Galimi, *A Capa y espada*, *op. cit.* Bien que Galimi ait été très attaché à Perón et se définisse lui-même comme péroniste, dans les pages qu'il consacre à sa participation aux Jeux Olympiques, il s'attarde davantage sur ses rencontres sportives, ses anecdotes de voyage et ses succès avec la gent féminine locale.

Les discours tenus par Perón dans ce cadre ne sont donc guère novateurs. Plus originale est la façon dont il parvient à solliciter plusieurs athlètes de haut niveau, qui vont progressivement soutenir publiquement son régime, dans le cadre de manifestations sportives variées, en Argentine et à l'étranger. Le gouvernement est même allé, dans certains cas, jusqu'à donner un statut diplomatique officiel à des sportifs argentins, afin de leur permettre de concourir à l'extérieur aux frais de l'État. Ce type de mesure est resté très ponctuel mais montre que les qualificatifs de « représentant » ou d' « ambassadeur » n'étaient pas qu'un simple titre honorifique accolé aux sportifs. Pour certains d'entre eux, cela prenait une signification très concrète, qui se traduisait par leur intégration plus ou moins formelle au corps diplomatique national.

Les sportifs « adictos »

Pour identifier ces sportifs progressivement associés au gouvernement péroniste, les chroniqueurs de l'histoire sportive argentine les désignent souvent sous le terme d' « *adictos al peronismo* »⁶⁷. Cette expression traduit les liens étroits rattachant ces personnalités au pouvoir politique en place, *adicto* pouvant signifier « dépendant », « fanatique », « adepte » ou « fidèle ». Plusieurs athlètes de premier plan se distinguaient ainsi des autres du fait de leur adhésion et de leur proximité avec Perón et son épouse. Ils auraient été particulièrement sollicités par le chef de l'État pour apparaître en public à ses côtés, participer à des cérémonies officielles, manifester leur reconnaissance au régime, bref jouer le rôle de propagandistes de la *Nueva Argentina*. En échange, ils auraient reçu de la part du gouvernement de nombreux avantages matériels et un soutien permanent pour développer leur carrière internationale. Ils seraient la preuve vivante du « pacte » conclu entre le péronisme et les grandes figures sportives des années 1940-1950, fondé sur un échange de bons procédés, entre un mouvement politique en quête de légitimité et des individus soucieux d'obtenir les meilleures conditions pour se consacrer à leur passion.

Cependant, si l'on se livre à un examen détaillé de ces sportifs qualifiés d' « adeptes » du péronisme, on découvre une grande diversité de cas. Tous n'ont pas déclaré ouvertement leur adhésion au régime, loin de là. Certains appréciaient la personnalité de Perón, ses qualités humaines et ses gestes en faveur du milieu sportif, sans se définir comme « péroniste ». D'autres, au contraire, ont pris part activement à la défense

⁶⁷ Voir Hugo Gambini, *Historia del peronismo. El poder total (1943-1951)*, *op. cit.*, Chapitre 13 « Perón apoya el deporte » ; Víctor Lupo, *Historia política del deporte argentino*, *op. cit.* ; Raanan Rein, « "El Primer Deportista" » : the political use and abuse of sport in Peronist Argentina », *art. cit.* ; Santiago Sénen González, « Perón y el deporte », *art. cit.*

et à la promotion du mouvement péroniste, y compris après le coup d'État de 1955. Leur fidélité au régime se manifestait aussi bien localement qu'à l'étranger, faisant d'eux les porte-étendards attitrés du gouvernement et des relais de la promotion de l'Argentine à l'international. Les autorités péronistes, pour leur part, ont utilisé différents moyens pour mobiliser les athlètes et tisser une relation de réciprocité avec eux.

L'intérêt sincère de Perón pour les événements sportifs fut l'un des premiers éléments qui impressionna favorablement non seulement les sportifs mais aussi les dirigeants de fédérations. Il était révélateur d'un changement notable dans la perception du milieu sportif par les pouvoirs publics : désormais, au plus haut sommet de l'État, les responsables politiques faisaient montre d'une véritable attention à leur égard. Enriqueta Duarte relate ainsi la réaction du président de la fédération argentine de natation, Mario Negri⁶⁸. Ce dernier est agréablement surpris par le télégramme de félicitations que lui a adressé le chef de l'État, après les victoires de l'équipe argentine lors du championnat sud-américain organisé au Brésil en 1946. D'après la nageuse, « Negri n'en revenait pas, il disait : "jamais un président ne s'était occupé de nous"⁶⁹ ! ». À son retour du Brésil, la délégation argentine est d'ailleurs accueillie par Perón. Ce type de geste semble avoir eu un impact particulièrement fort sur les esprits de certains dirigeants, peu habitués aux marques de reconnaissance officielle. Pourtant, toujours selon Duarte, les responsables de la fédération étaient radicalement antipéronistes. L'attitude de Perón vis-à-vis de dirigeants sportifs qui se sentaient jusque-là délaissés par les représentants du pouvoir aurait été susceptible de modifier leurs sentiments à l'égard de son régime.

De nombreux athlètes témoignent ainsi de la prévenance dont Perón et sa femme faisaient constamment preuve à leur endroit⁷⁰. Ils semblent toujours au courant de leurs activités, de leurs projets, de leurs besoins, des problèmes qu'ils doivent affronter et toujours disposés à leur venir en aide. Sur ce point, les Jeux Olympiques de 1948 ont constitué un tournant dans le renforcement de la relation entre certains champions et le couple présidentiel. Le boxeur Pascual Pérez, médaillé d'or olympique, aurait ainsi déclaré à la presse à son retour en Argentine que ses compatriotes et lui doivent tout « au soutien que

⁶⁸ Mario Negri fut l'un des membres de la délégation chargée de défendre la candidature olympique argentine en 1949. Voir *infra*. Avery Brundage et Sigfrid Edström ont envisagé de nommer cet ingénieur membre permanent argentin du CIO. Voir Archives CIO, CIO PT-BRUND-CORR, lettre d'Avery Brundage à Sigfrid Edström, Santa Barbara (Cal.), 5 mai 1952.

⁶⁹ Citation extraite de l'interview réalisée par Flor Monfort, « El ser y la nadadora », *Página 12*, art. cit. : « Negri casi se muere, decía "¡nunca jamás un presidente se ha ocupado de nosotros!" ».

⁷⁰ C'est le cas d'Enriqueta Duarte, voir *ibid*. Hugo Gambini cite également les propos de plusieurs champions argentins, dont Oscar Furlong, capitaine de l'équipe de basket-ball championne du monde en 1950 : « Perón était d'une sympathie débordante » ; Ezequiel Navarra, champion du monde de billard en 1949 : « Perón était merveilleux avec les sportifs. » ou Delfo Cabrera et Pascual Pérez. Voir Hugo Gambini, *Historia del peronismo*, op. cit..

Perón a apporté au sport. Il a été merveilleux avec nous⁷¹. » Le chef de l'État se montre particulièrement généreux avec certains médaillés olympiques : Pascual Pérez, Delfo Cabrera et Rafael Iglesias auraient reçu, en récompense pour leurs performances, une maison individuelle⁷². C'est d'ailleurs à cette occasion que Perón proclame que « les sportifs sont les meilleurs ambassadeurs que peut avoir un pays⁷³. » Dès lors, le gouvernement va régulièrement offrir des gratifications matérielles à différents athlètes, au grand dam des dirigeants du CIO, qui protestent contre cette forme de rémunération dissimulée, totalement contraire aux principes de l'amateurisme⁷⁴. Cette pratique a été également très critiquée par les antipéronistes et une partie du milieu sportif, surtout après la chute du péronisme⁷⁵. Si ces cadeaux n'étaient pas accordés systématiquement, l'attribution de maisons à des champions est, néanmoins, restée dans les mémoires. Perón en aurait attribuée une à chacun des membres de l'équipe de basket argentine suite à leur victoire lors du championnat du monde de basket organisé en 1950 en Argentine⁷⁶.

La récompense est à la hauteur de ce qui apparaît alors comme une prouesse exceptionnelle : le 3 novembre 1950, les basketteurs locaux remportent la finale face à l'équipe des États-Unis devant plus de 21 000 spectateurs massés dans l'enceinte du Luna Park. C'est une victoire hautement symbolique, aussitôt célébrée : la foule aurait entonné spontanément l'hymne national avant de sortir défiler aux flambeaux sur l'avenue Corrientes jusqu'à l'Obélisque de l'avenue 9 de Julio⁷⁷. Cette nuit, « grandiose, mémorable⁷⁸ » selon Delfo Cabrera, aurait galvanisé la ferveur patriotique en démontrant tout le potentiel des sportifs argentins, capables de battre le puissant adversaire américain

⁷¹ Cité dans Víctor Lupo, *Historia política del deporte argentino, op. cit.*, p.313 : « Yo puedo decir que todo se debió al apoyo que Perón le brindó al deporte. Fue maravilloso con nosotros. »

⁷² *Idem*, p. 216. Pascual Pérez est un boxeur originaire de la province de Mendoza, issu d'une famille très modeste de travailleurs agricoles. À son retour triomphal de Londres, les députés de sa région natale lui offrent une maison à Mendoza. Elle est meublée et équipée par la Fondation Eva Perón. Consulter Marcelo Massarino, « Pascual Pérez, un modelo peronista », *efdeportes – Revista digital*, Año 9, n° 60, mai 2003 [En ligne] <http://www.efdeportes.com/efd60/pascualp.htm> (consulté le 2 mars 2013).

⁷³ D'après Víctor Lupo, *Historia política del deporte argentino, op. cit.*, p. 216. Hugo Gambini cite également des propos similaires, rapportés par Ezequiel Navarra : « Vous savez ce que m'a dit Perón une fois ? Que les sportifs étaient les meilleurs ambassadeurs que comptait le pays. ». Voir Hugo Gambini, *Historia del peronismo, op. cit.*

⁷⁴ Archives CIO, CIO PT-BRUND-CORR, lettres d'Avery Brundage à Otto Mayer, Chicago-Lausanne, du 17 et 20 octobre 1952 et lettre d'Avery Brundage à E.J. H. Holt, Chicago, 1^{er} décembre 1952.

⁷⁵ Les enquêteurs de la Commission 49 nommés par la Révolution Libératrice afin de recenser et d'examiner toutes les infractions commises dans le milieu sportif sous le péronisme ont condamné cette pratique. Pour une analyse détaillée des dénonciations et des jugements formulés à l'encontre des sportifs, voir notre seconde partie.

⁷⁶ Signalé par Hugo Gambini, *Historia del peronismo, op. cit.* et également mentionné dans la correspondance d'Avery Brundage : voir archives CIO, CIO PT-BRUND-CORR, lettres d'Avery Brundage à Otto Mayer, Chicago-Lausanne, 20 octobre 1952 et à E.J. H. Holt, Chicago, 1^{er} décembre 1952.

⁷⁷ Voir le récit de l'événement dans Víctor Lupo, *Historia política del deporte argentino, op. cit.*, Chapitre XXXI « Año 1950. Argentina Campeón Mundial de Básquetbol », p. 253-260.

⁷⁸ *Idem*, p. 256.

dans l'une de ses disciplines de prédilection. Les mauvaises langues qui soulignent que les États-Unis n'ont envoyé qu'une équipe de second ordre à cette compétition sont « incitées » à ne pas jouer les trouble-fêtes⁷⁹. Le gouvernement est en effet étroitement associé à cette victoire, puisqu'il aurait non seulement permis à cet événement d'avoir lieu en Argentine, mais surtout pris des mesures pour assurer aux joueurs les meilleures conditions de préparation possibles. Le 7 septembre 1950, le pouvoir exécutif promulgue un décret qui autorise les sportifs employés au sein de l'administration publique et qui prennent part à des rencontres internationales à s'absenter de leur travail afin de s'entraîner⁸⁰. L'un des membres de l'équipe, Alberto López, signale effectivement que « tous les problèmes de travail et d'autorisation d'absence furent résolus. Certains d'entre nous étaient étudiants, d'autres travaillaient dans des services publics ou des entreprises privées ; on nous a tout facilité pour que nous pensions uniquement à la préparation⁸¹. » Les efforts déployés par les joueurs et par le gouvernement ont payé : la victoire finale venait bel et bien confirmer la pertinence des décisions du gouvernement en matière de politique sportive.

Le cas de Pascual Pérez est assez similaire : après avoir décroché une médaille d'or à Londres, il réalise un autre exploit, celui-ci inédit. Le 26 novembre 1954, à Tokyo, il est le premier boxeur argentin à devenir champion du monde professionnel de boxe des poids mouches, face au tenant du titre, le Japonais Yoshio Shirai. À Buenos Aires, le match est retransmis en direct à la radio et diffusé via des haut-parleurs installés sur le toit de l'immeuble du journal *La Prensa*⁸². Un public nombreux s'est réuni sur l'*avenida de Mayo*, l'une des principales artères du centre-ville. À l'annonce de la victoire, la foule amassée aurait aussitôt fêté l'événement et gagné la place de Mai, au pied du palais présidentiel. Pérez est par ailleurs un sportif qui a ouvertement fait part de son adhésion au régime péroniste. À l'issue de la rencontre, il déclare à la radio qu'il « a gagné pour Perón, pour [s]a patrie et pour l'Argentine⁸³ ». C'est probablement pour cela qu'il est particulièrement

⁷⁹ *Ibid*, ainsi que Santiago Sénen González, « Perón y el deporte », *Todo es Historia*, art. cit. et Hugo Gambini, *Historia del peronismo*, op. cit. Tous ces auteurs rapportent la sanction subie par le commentateur sportif radiophonique Miguel Ángel Bavio Esquiú, qui aurait remarqué, à l'antenne, l'absence des meilleurs joueurs américains. Il aurait été licencié dès le lendemain. Bavio Esquiú était alors une figure importante du milieu médiatique : président du *Círculo de Periodistas* entre 1948 et 1950 et créateur du personnage très populaire de Don Juan *porteño*, Juan Mondiola, dont il publiait les aventures dans *Rico Tipo*, avant que celles-ci ne soient portées à l'écran en 1950 dans le film éponyme réalisé par Manuel Romero.

⁸⁰ Il s'agit du décret 18.773. Voir Víctor Lupo, *Historia política del deporte argentino*, op. cit., p. 255.

⁸¹ *Ibid*.

⁸² Une méthode de retransmission couramment employée en Argentine lors des grands événements sportifs depuis les débuts de la radio dans les années 1920. Sur le sujet, voir Andrea Matallana, « *Locos por la radio* ». *Una historia social de la radiofonía en la Argentina 1923-1947*, Buenos Aires, Prometeo, 2006.

⁸³ Phrase citée par Víctor Lupo, *Historia política del deporte argentino*, op. cit., p. 314, Hugo Gambini, *Historia del peronismo*, op. cit. et Marcelo Massarino, « Pascual Pérez, un modelo peronista », art. cit. : « *Gané para Perón, para mi Patria y para la Argentina* ».

honoré par le régime : à son retour du Japon, le 8 décembre, un cortège officiel, conduit par Perón et accompagné d'une multitude d'admirateurs, l'accueille à sa descente d'avion. Quelques jours plus tard a lieu au Luna Park un hommage des sportifs au chef de l'État, en remerciement pour son soutien sans failles à la cause sportive. Plusieurs champions sont aussi récompensés lors de cette cérémonie : Pascual Pérez reçoit, de la part du *Conductor*, la clé d'une voiture. Mais pas de n'importe laquelle : Perón lui offre la DeSoto qui avait appartenu à Eva Perón avant son décès. C'est un cadeau tout à la fois luxueux et sentimental, signe d'une relation presque intime entre le champion et le couple présidentiel⁸⁴.

En Europe et aux États-Unis, depuis la fin du XIX^e siècle, la remise de prix à des vainqueurs de tournois sportifs était une pratique courante lorsqu'ils étaient organisés par des organes de presse ou des sociétés privées⁸⁵. Pour attirer concurrents et spectateurs, les lots prévus pour les finalistes sont parfois des produits d'une valeur conséquente : une moto, un vélo, une montre plaquée or, une radio voire une télévision. Le gouvernement péroniste s'inspirerait-il ainsi du modèle du sport professionnel et des compétitions dites « commerciales » ? C'est ce que semblent démontrer les championnats de la FEP ou de l'UES : des récompenses matérielles – terrain de sport, scooter, vélo ou sommes d'argent – étaient toujours prévues pour les lauréats⁸⁶. On peut penser que les gratifications offertes aux champions qui acquièrent le statut de « héros national » en réalisant un exploit extraordinaire relèvent de la même stratégie. Il faut néanmoins préciser que le régime péroniste est alors loin d'être le seul à recourir à ces pratiques. Les responsables du CIO mentionnent bien d'autres exemples, qui se sont produits en Turquie, au Brésil, en Australie, en Finlande et en URSS⁸⁷. Le président de l'institution, Avery Brundage est particulièrement préoccupé par ces dérives, qui contreviennent aux principes de l'amateurisme tel qu'il est défini par le mouvement olympique depuis les années 1930. Brundage estime qu'il s'agit d'un problème majeur, qui menace de « détruire la structure toute entière du sport

⁸⁴ Des relations personnelles entre le couple Perón et certains athlètes ont existé : les filles de Delfo Cabrera et du boxeur José María Gática ont toutes deux été appelées María Eva en hommage à la Première Dame. Perón et Evita ont été les parrains des enfants de ces champions comme le relate Víctor Lupo dans *Historia política del deporte argentino*, op. cit., p. 215 et p. 372. Voir aussi nos remarques sur la relation qui liait Perón à la championne de tennis Mary Terán de Weiss dans le chapitre V.

⁸⁵ Le cas le plus emblématique en France est celui du Tour de France, créé par Henri Desgrange, propriétaire du journal *L'Auto*, en 1903. Voir Georges Vigarello, « Le Tour de France » in Pierre Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire. III. Les France. 2. Traditions*, Paris, Gallimard, 1992, p. 884-925. Les courses hippiques et les premières épreuves automobiles en sont d'autres exemples célèbres.

⁸⁶ Voir chapitre III.

⁸⁷ Voir archives CIO, CIO PT-BRUND-CORR, lettres d'Avery Brundage à Otto Mayer, Chicago-Lausanne, du 17 et 20 octobre 1952 et lettre d'Avery Brundage à E. J. H. Holt, Chicago, 1^{er} décembre 1952 ; CIO PT-BRUND-CI, lettre-circulaire n° 9 d'Avery Brundage, président du CIO aux fédérations internationales dirigeant les sports inscrits au programme des Jeux Olympiques, 28 mai 1953, p. 2-3 et lettre-circulaire n° 12 aux membres du CIO, des CNO et des fédérations internationales d'Avery Brundage, juin 1953.

amateur⁸⁸ », sur lequel il est urgent de se pencher. En attendant de pouvoir procéder à des sanctions effectives, il intime un rappel à l'ordre auprès des comités olympiques nationaux⁸⁹. La Règle olympique est en effet très claire :

Un amateur est celui qui s'adonne et s'est toujours adonné par goût et par distraction, ou pour son bien-être physique et moral, à la pratique du sport sans en tirer aucun profit matériel, directement ou indirectement, et selon les règles de la fédération internationale du sport⁹⁰.

Selon cet article du règlement olympique, les athlètes argentins récompensés par Perón devraient perdre leur statut amateur et être interdits de toute compétition. Dans les faits, le CIO ne parvient pas encore à sanctionner les contrevenants, mais durcit le ton lors des préparatifs pour les Jeux de Melbourne de 1956. Les dirigeants enjoignent les comités nationaux à respecter strictement la Charte olympique : il leur incombe de veiller à ne sélectionner que des sportifs qui n'ont commis aucune infraction, sous peine d'exclusion du mouvement olympique⁹¹. Les responsables des fédérations et les membres de la Révolution Libératrice se sont largement appuyés sur les critères du CIO pour poursuivre un grand nombre d'athlètes amateurs qui se seraient ainsi compromis avec le péronisme⁹². Quant au régime de Perón en lui-même, il est accusé d'avoir détourné les principes de l'amateurisme et corrompu « l'authentique esprit du sport » pour en tirer des bénéfices politiques.

Le gouvernement aurait ainsi sciemment opéré une confusion avec les pratiques en vigueur dans le sport professionnel. Certains de ses opposants lui reprochent d'ailleurs de privilégier ce dernier⁹³. Une discipline est particulièrement en ligne de mire : les sports automobiles. En puisant sur le budget de l'État, les dirigeants péronistes se seraient livrés à

⁸⁸ Archives CIO, CIO PT-BRUND-CORR, lettre d'Avery Brundage à E. J. H. Holt, Chicago, 1^{er} décembre 1952 : « *this practice must be stopped or the whole structure of amateur sport will be destroyed.* »

⁸⁹ *Ibid* et lettres d'Avery Brundage à Otto Mayer, Chicago-Lausanne, du 17 et du 20 octobre 1952.

⁹⁰ Archives CIO, CIO PT-BRUND-CI, lettre-circulaire n° 63 d'Avery Brundage à tous les Comités Nationaux Olympiques, 15 novembre 1955, p. 2. Il s'agit d'un rappel de l'article 37 du règlement olympique adopté lors des Congrès Olympiques des années 1948-1950.

⁹¹ *Ibid* : « Tous les Comités Nationaux Olympiques sont priés de trier très soigneusement leurs concurrents et d'éliminer non seulement ceux qui ne sont pas de véritables amateurs, mais aussi tous ceux qui sont connus pour se servir de leur participation aux Jeux à des fins contraires à l'idéal olympique. »

⁹² Dans le cadre des enquêtes de la Commission 49 et de la prise de contrôle des fédérations sportives par le régime militaire, des centaines d'athlètes amateurs sont suspendus et interdits de participation aux Jeux Olympiques de Melbourne. C'est le cas notamment des escrimeurs Fulvio et Félix Galimi, des joueurs de basket-ball qui avaient remporté le championnat du monde de 1950 et des coureurs de fond Delfo Cabrera, Walter Cándido Lemos et Osvaldo Suárez. Víctor Lupo aborde amplement cette question dans *Historia política del deporte argentino, op. cit.*, p. 339-349. Voir aussi Hugo Gambini, *Historia del peronismo, op. cit.*, Santiago Sénen González, « Perón y el deporte », *art. cit.* ainsi que notre seconde partie.

⁹³ Voir l'intervention du député radical Raúl Uranga lors du débat parlementaire sur le vote de la loi n° 13.909 accordant des subventions à la FEP pour l'organisation des *Torneos Evita* dans República Argentina, *Diario de sesiones de la Cámara de Diputados de la Nación*, 19 juillet 1950, p. 1112 [BC. BP. 401]. Il accuse le gouvernement péroniste de soutenir les sports professionnels au détriment des sports amateurs.

des dépenses démesurées au profit de cette pratique afin d'organiser des courses internationales, de construire des circuits⁹⁴, et surtout, de financer directement des pilotes. Les sports mécaniques font, depuis les années 1930, partie des spectacles sportifs les plus populaires en Argentine, aux côtés de la boxe et du football⁹⁵. Certains coureurs sont adulés par le public, au même titre que les stars de cinéma. L'engouement pour les courses automobiles a commencé avant la période péroniste, mais le gouvernement justicialiste a donné une impulsion décisive en soutenant certaines grandes figures de ce milieu.

Le cas le plus célèbre est celui de Juan Manuel Fangio, qui a acquis une renommée hors des frontières de l'Argentine en remportant cinq fois le championnat du monde de Formule 1, en 1951 puis de 1954 à 1957. Or, si ce pilote s'était déjà illustré depuis le début des années 1940 dans les compétitions nationales et sud-américaines, notamment dans les courses de longue distance sur route (*Turismo Carretera*), c'est grâce à l'appui du gouvernement péroniste que sa carrière a pu acquérir une dimension internationale. En 1948, à l'instigation de Perón, et sur les conseils de certains dirigeants de l'Automovil Club Argentino (ACA) comme Francisco Boronovo, très liés avec les cercles du pouvoir, un groupe de coureurs professionnels est envoyé en Europe, aux frais de l'État. L'objectif est de leur permettre de s'entraîner sur les circuits outre-Atlantique et de prendre part aux compétitions internationales les plus prestigieuses. Les pilotes sélectionnés sont Juan Manuel Fangio, Oscar Gálvez qui – avec son frère Juan – est alors l'un des champions les plus populaires du pays, Juan Carlos Guzzi, Pascual Puopolo, José Froilán González et Onofre Marimón⁹⁶.

Tous ces coureurs font partie des talents les plus prometteurs de la nation argentine. Le gouvernement péroniste, afin de pouvoir prendre en charge les dépenses liées à leur séjour, leur accorde un statut officiel correspondant à celui d'attachés d'ambassade. Les pilotes sont rémunérés, à hauteur de 200 dollars par mois⁹⁷. En outre, l'État participe également à l'achat de modèles de voitures de course plus performantes, tout en lançant la fabrication d'un prototype pour les compétitions de Formule 1, baptisé « *Auto*

⁹⁴ Dont le circuit de Palermo, dans le parc Tres de Febrero, et l'*Autódromo 17 de Octubre*.

⁹⁵ Voir chapitre VII.

⁹⁶ Voir Víctor Lupo, *Historia política del deporte argentino*, op. cit. ; Hugo Gambini, *Historia del peronismo*, op. cit. et Santiago Sénen González, « Perón y el deporte », art. cit., p. 18-20.

⁹⁷ D'après le témoignage de Froilán González rapporté par Víctor Lupo, *Historia política del deporte argentino*, op. cit., p. 289. Hugo Gambini cite quant à lui Juan Manuel Fangio : « Le gouvernement prenait en charge toutes nos dépenses et nous a procuré un passeport diplomatique et versé un salaire. » Voir Hugo Gambini, *Historia del peronismo*, op. cit. : « *El gobierno se hacía cargo de los gastos y nos facilitaba un pasaporte diplomático y un sueldo.* ».

Justicialista »⁹⁸. Fangio et ses compagnons sont considérés comme des représentants sportifs assurant une mission diplomatique : en concourant sur les circuits européens, ils propagent une image positive de la *Nueva Argentina* et contribuent à sa reconnaissance en tant que nation sportive, moderne et progressiste. Pour le gouvernement, cette initiative est un succès : dès 1950, Fangio devient vice-champion du monde de Formule 1 et connaît une notoriété internationale. Les autres pilotes, notamment Marimón et Froilán González, parviennent aussi à intégrer l'élite des coureurs.

Dès lors, les autorités argentines vont systématiquement encourager le développement des sports automobiles en accordant de nombreux avantages aux pilotes. Ces derniers reçoivent des facilités pour importer des pièces de rechange introuvables en Argentine, des permis ou des fonds pour acheter des voitures de course fabriquées à l'étranger, des subventions pour prendre part à des compétitions internationales⁹⁹. Perón les invite régulièrement à la *Casa Rosada* et multiplie les apparitions publiques à leurs côtés¹⁰⁰. Fangio et les frères Gálvez sont ainsi identifiés comme des proches du chef de l'État et des personnalités de marque du régime. Leur simple présence aux cérémonies officielles ou en compagnie de Perón aurait permis d'apporter une caution populaire et prestigieuse au gouvernement¹⁰¹.

Mais dans certains cas, l'adhésion des sportifs argentins au péronisme s'est exprimée de façon plus explicite. Par exemple, en 1951, Juan Gálvez, accompagné de son autre frère Roberto, aurait spontanément décidé de se lancer dans un raid à travers l'Argentine dans le cadre de la campagne en faveur de la réélection de Perón. Leur Ford arborait en grandes lettres blanches la mention « Perón-Evita », en référence à leurs candidatures pour la présidence et la vice-présidence réclamées par la CGT¹⁰². Leur initiative fut loin d'être isolée : des champions de cyclisme organisèrent aussi un raid « *Pro Reección* » cette même année, en arborant des fanions justicialistes sur leur vélo (*Figure 15*). Les sportifs

⁹⁸ Le gouvernement aurait acheté, pour cette équipe de pilotes, une Maseratti, une Gordini et une Ferrari, pour qu'ils puissent concourir lors des championnats de Formule 1. D'après Hugo Gambini, *Historia del peronismo*, *op. cit.* ; l'intervention du député radical Raúl Uranga dans República Argentina, *Diario de sesiones de la Cámara de Diputados de la Nación*, 19 juillet 1950, p. 1116 et la biographie Juan Manuel Fangio. *El mago de los fierros*, Buenos Aires, La Nación-Aguilar, 2006. Sur le modèle de voiture de course *justicialista sport*, voir Santiago Sénen González, « Perón y el deporte », *art. cit.*, p. 15.

⁹⁹ Voir les chapitres V et VII.

¹⁰⁰ Voir par exemple Juan Domingo Perón, *Obras completas*, Tome XIII, *op. cit.*, « Durante la visita de Juan M. Fangio. 6 octubre 1950 », p. 412. Ce discours fut prononcé lors du retour de Fangio en Argentine, où il est reçu par Perón au palais présidentiel.

¹⁰¹ Raanan Rein, « "El Primer Deportista" » : the political use and abuse of sport in Peronist Argentina », *art. cit.* et Hugo Gambini, *Historia del peronismo*, *op. cit.*

¹⁰² Voir l'article consacré à l'initiative des deux pilotes dans la rubrique « El Ejemplo peronista », *Mundo Peronista*, n° 3, 15 août 1951, p. 19. Leur voiture couverte d'inscriptions apparaît dans le *Noticiero Panamericano*, n° 606, « Resumen cinematográfico del año 1951 », section « Julio » (INJDP, V-00410).

furent particulièrement mobilisés dans les mois qui précédèrent les élections et invités à se prononcer publiquement en faveur de Perón. C'est d'ailleurs à partir des années 1950-1951 que plusieurs formes de manifestations d'adhésion se seraient répandues, y compris parmi les athlètes amateurs¹⁰³.



Figure 15

Des cyclistes soutiennent la candidature de Perón et d'Evita, la « formule de la victoire », lors de la campagne présidentielle de 1951. AGN.

Parmi celles-ci, les plus courantes consistent à afficher les noms de Perón et d'Evita sur un élément de leur tenue sportive – un bonnet de bain pour le nageur Antonio Abertondo, un peignoir pour le boxeur José María Gatica, un autre fervent péroniste, une voiture pour les pilotes automobiles, un bateau pour le navigateur en solitaire Vito Dumas –

¹⁰³ Plusieurs témoignages indiquent cependant que dès 1948 et les Jeux Olympiques de Londres, certains sportifs auraient commencé à dédier leur victoire à Perón ou auraient été incités à le faire. C'est ce qui serait arrivé à Noemí Simonetto : voir Liliana Morelli, *Mujeres deportistas*, op. cit., p. 84.

et à leur dédier publiquement la victoire. Cette dernière pratique aurait été initiée par le nageur Matías Juan Albornoz et par le champion de golf Roberto de Vincenzo, issu d'une famille très modeste et par là même considéré comme l'un des rares golfeurs d'origine populaire. Les sportifs qui rechigneraient à rendre l'un ou l'autre de ces hommages à Perón auraient été proscrits par le régime, ou du moins, auraient vu leur carrière durablement freinée. C'est le cas par exemple d'Eusebio Marcilla, un pilote automobile qui aurait refusé d'orner sa voiture de slogans politiques péronistes lors des compétitions. Il aurait alors été privé des aides financières et matérielles du gouvernement dont bénéficiaient ses concurrents¹⁰⁴.

Il est difficile d'évaluer dans quelle mesure ces pratiques sont devenues une norme pour les athlètes de haut niveau. Il est certain que plusieurs personnalités sportives de premier plan y ont eu recours. Mais pour certains, ce n'était qu'une façon de remercier le président pour son aide et de reconnaître les améliorations notables de leurs conditions de vie et d'exercice. Cela représentait un prolongement ou un complément aux rassemblements massifs organisés par la Cadcoa à partir de 1949 pour rendre hommage au chef de l'État¹⁰⁵. Pour de nombreux athlètes, les avancées produites par la politique gouvernementale étaient indiscutables : le sport argentin vivait alors un âge d'or. La relation de reconnaissance était d'ailleurs réciproque, puisque, entre 1949 et 1955, près d'une vingtaine de sportifs se virent décerner la médaille péroniste de la Loyauté ou des titres honorifiques comme « Chevalier du Sport » (*Caballero del deporte*). Nombre de sportifs se sentaient légitimement tenus de retourner les faveurs et les honneurs accordés par le régime, puisqu'ils étaient un « pur produit de sa politique de soutien au sport¹⁰⁶. »

Mais, tant du point de vue des opposants que de celui des responsables du mouvement olympique, ces rapports entre sportifs et hommes politiques étaient éminemment suspects. Les dirigeants du CIO, qui avaient à cœur de préserver l'héritage de Pierre de Coubertin et de faire respecter les préceptes de l'olympisme à la lettre, voyaient non sans inquiétude se développer le phénomène dit des « sportifs amateurs d'État¹⁰⁷ ». La

¹⁰⁴ D'après Víctor Lupo, *Historia política del deporte argentino, op. cit.*, p. 233 et Hugo Gambini, *Historia del peronismo, op. cit.*

¹⁰⁵ Cadcoa, *Memoria y Balance general 1949-1950*, Buenos Aires, 1950, « Fiesta del Deporte Nacional » du 17 décembre 1949, p. 9-22. Voir les photographies de l'événement en annexes.

¹⁰⁶ Propos de Delfo Cabrera, cités par Hugo Gambini, *Historia del peronismo, op. cit.* et Víctor Lupo, *Historia política del deporte argentino, op. cit.*, p. 216 : « yo soy un producto típico de su apoyo al deporte ».

¹⁰⁷ Archives CIO, CIO PT-BRUND-CI, lettre-circulaire n° 12 aux membres du CIO, des CNO et des fédérations internationales d'Avery Brundage, juin 1953. Ce document cite les déclarations du vice-président du CIO, Armand Massard, à un journal britannique : « La situation de l'athlète d'État est devenue notre principal problème. Cet athlète, d'une troisième et nouvelle classe, diffère aussi bien du professionnel – qui gagne ouvertement sa vie par l'exercice ou l'enseignement du sport – que du véritable amateur – qui pratique

période de l'après-guerre fut une phase de restructuration du CIO et de réflexion sur les évolutions en cours au sein du sport international¹⁰⁸. Lors des Congrès de l'organisation, les dirigeants pointent les multiples déviances qu'ils observent dans plusieurs pays, dont l'Argentine. Le gouvernement péroniste transgresse de nombreux principes de l'amateurisme aux yeux des membres du CIO : ces derniers s'opposent ainsi à ce que les athlètes suivent une préparation intensive avant de participer aux Jeux Olympiques et qu'ils utilisent cette compétition comme un « tremplin¹⁰⁹ » pour leur carrière, d'autant plus s'ils ont l'intention de devenir professionnels – comme cela peut se produire dans le cas de la boxe. Ils refusent également que des compensations financières soient reversées aux sportifs amateurs qui doivent renoncer à leur travail le temps du tournoi. Or les dirigeants argentins ont, pour leur part, eut aussi régulièrement recours à ce système : faute de quoi, seuls les sportifs disposant d'une fortune personnelle auraient pu trouver le temps et l'argent nécessaires pour prendre part aux manifestations sportives. Le versement de dédommagements, la prise en charge des frais, l'octroi d'emplois de complaisance dans des administrations ou des entreprises publiques ont été des moyens exploités par le gouvernement péroniste afin de permettre aux athlètes d'origine sociale modeste ou populaire de développer leur carrière. Les responsables olympiques rejettent unanimement ces mesures, qui s'apparentent à de l'amateurisme « marron », c'est-à-dire une forme de professionnalisme dissimulé¹¹⁰.

Enfin, le CIO réproouve sans ambages les excès nationalistes qui se déploient autour des Jeux Olympiques dans de nombreuses nations ainsi que la politisation du sport. L'existence d'« amateurs d'État », ces sportifs soutenus économiquement et matériellement par leurs gouvernements pour participer aux manifestations sportives, alimenterait ces phénomènes nocifs et contraires à l'esprit amateur¹¹¹. Les athlètes ne sont en aucun cas des

son sport dans ses moments de loisir et à ses propres frais – car son occupation – d'habitude un emploi militaire ou universitaire – n'est qu'une occupation de couverture. »

¹⁰⁸ Certains membres permanents du Comité Exécutif de l'institution vont même jusqu'à proposer d'interdire la participation des femmes aux Jeux Olympiques, en invoquant les prises de positions de Coubertin sur le sujet. Voir Archives CIO, CIO PT-BRUND-CI, lettre-circulaire n° 9 d'Avery Brundage, président du CIO aux Comités Nationaux Olympiques, 28 mai 1953, p. 3 : « Il a aussi été fortement question de supprimer toutes les épreuves ouvertes aux femmes, mais cette proposition a été rejetée par le CIO, qui, cependant, s'est prononcé en faveur d'une limitation de ces épreuves à celles plus particulièrement appropriées au sexe féminin. »

¹⁰⁹ *Ibid* : « Une très vive indignation a été soulevée par le fait que certains concurrents se servent des Jeux comme d'un tremplin pour leur carrière professionnelle. »

¹¹⁰ Selon eux, cette dernière tendance se développerait fortement, surtout dans les pays communistes d'Europe de l'Est. Voir Archives CIO, CIO PT-BRUND-CI, lettre-circulaire n° 12 aux membres du CIO, des CNO et des fédérations internationales d'Avery Brundage, juin 1953, extraits du rapport sur les Championnats Européens de Boxe organisés à Varsovie et les conditions d'entraînement des boxeurs polonais et russes.

¹¹¹ Archives CIO, CIO PT-BRUND-CI, lettre-circulaire n° 9 d'Avery Brundage, président du CIO aux Comités Nationaux Olympiques, 28 mai 1953, p. 3-4 : « Les bourses d'athlétisme, les « amateurs d'État », les récompenses ou gratifications spéciales, les séjours prolongés dans des camps nationaux d'entraînement, ainsi

représentants de leur pays : les Jeux ne voient pas s'affronter des nations, mais des individus, détachés de toute appartenance et qui ne sont jugés que sur leurs prestations sportives. Celles-ci ne sont pas le reflet de la puissance d'un État ou d'un régime¹¹². Aussi ne peuvent-ils que désapprouver les relations incestueuses entretenues entre le gouvernement péroniste et ses sportifs de haut niveau. L'Argentine fait donc partie des pays suspects et qu'il convient de surveiller attentivement. Les positions défendues par les membres du CIO et celles de Perón étaient bel et bien irréconciliables. Les dirigeants du CIO sont eux-mêmes convaincus qu'ils ont une mission à accomplir, en diffusant l'idéal olympique à travers le monde. Dans leur correspondance et les rapports rédigés par Avery Brundage lors de ses tournées en Amérique latine, transparait une forme de condescendance, voire de racisme, à l'égard des sociétés de cette région du monde. La tâche des membres du CIO consisterait à les éduquer et à leur inculquer les hauts principes moraux de l'amateurisme dont ils sont les gardiens tutélaires.

Le conservatisme de l'institution et de ses responsables, représentants des élites bourgeoises et aristocratiques européennes et nord-américaines, n'a pas suffi à contrecarrer des tendances profondes à l'œuvre depuis les années 1920-1930. La Guerre froide a par ailleurs renforcé la rivalité entre les nations des deux blocs, États-Unis et URSS en tête. Une rivalité qui s'est aussi exprimée dans les stades. Toutes les critiques avancées par les dirigeants du CIO ne les ont d'ailleurs pas empêchés de s'appuyer sur les pouvoirs publics des États incriminés pour étendre leurs activités. Ainsi, Brundage et ses collègues ont apporté tout leur soutien et leur collaboration à la Cadcoa pour que les Premiers Jeux Panaméricains puissent enfin voir le jour, au motif qu'ils pourraient ainsi s'assurer du bon déroulement de la compétition et du respect des principes amateurs. Or, cette manifestation sportive constitua une occasion exceptionnelle pour le régime péroniste de se mettre en scène, d'en faire un événement hautement politique et diplomatique, l'apogée de sa politique sportive.

que diverses formes d'athlétisme pseudo-amateur et autres violations de l'esprit amateur ont également été condamnés. ».

¹¹² *Ibid* : « Les Jeux Olympiques sont des luttes entre individus ou équipes, mais non entre nations. [...] Il a été entendu à l'unanimité que tout doit être entrepris pour éliminer la politique des sports et pour que les CNO s'efforcent de décourager toute exagération de nationalisme et s'abstiennent de participer à des manifestations politiques de quelque nature qu'elles soient. »

LES PREMIERS JEUX SPORTIFS PANAMÉRICAINS DE 1951 : UNE VITRINE DE LA *NUEVA ARGENTINA*

Une mobilisation des milieux politiques et sportifs à la hauteur d'un événement exceptionnel

La tenue des premiers Jeux Panaméricains en février et mars 1951 à Buenos Aires est l'aboutissement d'un long processus d'élaboration et de démarches entamées douze ans auparavant¹¹³. Le déclenchement de la guerre en Europe et l'annulation consécutive des Jeux Olympiques de 1940 ont relancé l'idée, caressée depuis les années 1910-1920 dans les milieux sportifs des États-Unis, d'organiser une compétition sportive continentale pour suppléer à la suspension des Jeux Olympiques¹¹⁴. Dès la fin du mois de septembre 1939, la Cadcoa propose, dans une lettre adressée à son homologue, l'*American Olympic Association* (AOA), alors présidée par Avery Brundage, d'accueillir le tournoi à Buenos Aires¹¹⁵. Du 28 au 31 août 1940, a lieu dans la capitale argentine le Premier Congrès Sportif Panaméricain auquel participent les représentants de seize pays du continent¹¹⁶. À l'issue de cette réunion, est constitué un nouvel organisme sportif, le Comité Sportif Panaméricain, dont la présidence est attribuée à l'unanimité à Avery Brundage. Surtout, ce Congrès ratifie le choix de Buenos Aires comme siège de la première édition des Jeux : ceux-ci sont prévus pour l'année 1942, une date qui correspond au 450^e anniversaire de la découverte des Amériques par Christophe Colomb et suggérée par Brundage lui-même¹¹⁷.

Au cours de la fin de l'année 1940 et pendant toute l'année 1941, les membres de la Cadcoa mènent leurs préparatifs tambour battant. Ils peuvent compter sur le soutien officiel du gouvernement conservateur argentin, l'appui et l'influence de Brundage aux États-Unis et les résultats prometteurs de la tournée de promotion effectuée par Francisco Borgonovo qui le conduit dans douze pays du continent, du Chili jusqu'aux États-Unis¹¹⁸. L'événement

¹¹³ Sur les origines des Jeux Panaméricains et la genèse de la première édition de cette compétition continentale, se référer à César Torres, « The limits of Pan-Americanism : the case of the failed 1942 Pan-American Games », *The International Journal of the History of Sport*, art. cit. et « Peronism, International Sport and Diplomacy », in Heather L. Ditcher et Andrew L. Johns, *Diplomatic Games*, op. cit. Voir aussi le dossier spécial « Historicizing the Pan-American Games », *The International Journal of the History of Sport*, Vol. 33, 2016.

¹¹⁴ César Torres, « The limits of Pan-Americanism : the case of the failed 1942 Pan-American Games », *The International Journal of the History of Sport*, art. cit., p. 2548-2552.

¹¹⁵ *Ibid* et Cadcoa, *Memoria y Balance General-Inventario 1938-1939*, Buenos Aires, 1939, p. 28-29.

¹¹⁶ Cadcoa, *Memoria y Balance General-Inventario 1939-1940*, Buenos Aires, 1940, p. 17-29.

¹¹⁷ César Torres, « The limits of Pan-Americanism », art. cit., p. 2553.

¹¹⁸ *Idem*, p. 2555. Francisco Borgonovo est un dirigeant sportif présent dans de nombreuses institutions : au sein de l'Automóvil Club Argentino, de l'Hindú Club et de la Cadcoa. Pour plus de précisions, voir notre chapitre VII.

promet d'être un succès et suscite l'intérêt des services diplomatiques de Washington, qui reconnaissent ses retombées potentielles sur le plan des relations d'amitié et de la politique de « bon voisinage » (*Good Neighbour Policy*) entre les États-Unis et l'Amérique latine. L'attaque japonaise de Pearl Harbor, le 7 décembre 1941, l'entrée en guerre des États-Unis et la dégradation des relations entre les gouvernements américain et argentin vont condamner l'entreprise de la Cadcoa. Le 19 avril 1942, après de nombreuses tractations infructueuses de Brundage et du président de la Cadcoa, Juan Carlos Palacios, auprès des autorités fédérales étatsuniennes, l'AOA annonce publiquement le retrait de sa délégation des Jeux Panaméricains de 1942¹¹⁹. Dans les jours qui suivent, le Brésil, l'Uruguay, le Mexique et la Colombie déclarent qu'ils s'abstiennent également de participer à la compétition. Les dirigeants de la Cadcoa, bien malgré eux, sont contraints de l'annuler.

Dès lors, ils n'eurent de cesse de relancer le projet. Celui-ci n'est que repoussé : les membres de la Confédération espèrent que la situation internationale s'apaisera rapidement et qu'ils pourront accueillir la manifestation dès 1943, puis en 1944. Le prolongement du conflit met rapidement fin à leurs illusions. Tous les ans, la question est néanmoins abordée dans les *Memorias y Balances* de l'institution. À la fin de l'année 1945, les responsables de la Cadcoa font montre d'un regain d'optimisme :

Depuis 1942, nous n'avons pas économisé nos efforts pour maintenir en vie sur le continent l'idée des Jeux Sportifs Panaméricains, et actuellement – l'ordre mondial étant revenu à la normale – nous proposons, avec le soutien unanime de tous les organismes dirigeants des pays d'Amérique, de poursuivre le programme de travail élaboré pour mener à bien le dit tournoi¹²⁰.

À cette date, la Cadcoa, avec l'aval du Comité Sportif Panaméricain, propose d'organiser les Jeux Panaméricains en 1950, afin de conserver un écart de deux années avec les Jeux Olympiques. Le CIO ayant confirmé que Londres accueillerait bien cette compétition en 1948, le choix de 1950 semble idéal. Brundage propose d'ailleurs de profiter de l'Olympiade de Londres, et de la présence de nombreuses délégations venues du continent américain, pour réunir un second Congrès Sportif Panaméricain¹²¹. C'est au cours de ce dernier qu'est définitivement confirmée la réalisation des premiers Jeux Sportifs

¹¹⁹ *Idem*, p. 2555-2559.

¹²⁰ Cadcoa, *Memoria y Balance General 1944-1945*, Buenos Aires, 1945, p. 15 : « Desde 1942, no se ha escatimado esfuerzo para mantener viva en el orden continental la idea de los Juegos Deportivos Panamericanos, y en la actualidad – vuelto el mundo a la normalidad – se propone con el apoyo unánime de todos los organismos dirigentes de los países de América, continuar el plan de trabajos trazados para llevar a cabo dicho certamen. »

¹²¹ Cadcoa, *Memoria y Balance General – Inventario 1946-1947*, Buenos Aires, 1947, p. 34-35.

Panaméricains à Buenos Aires. La date est néanmoins encore reportée par la suite – pour la quatrième et dernière fois – à 1951, pour ne pas interférer avec les Jeux d'Amérique centrale et des Caraïbes, prévus pour 1950¹²².

Le gouvernement péroniste n'est donc pas à l'origine de l'idée d'organiser un tel événement sportif. L'initiative est née plusieurs années avant l'accession au pouvoir de Perón, au sein du mouvement sportif international et interaméricain, ce qui montre par ailleurs le degré élevé d'insertion dans ces réseaux déjà atteint par la Cadcoa à la fin des années 1930. Par contre, à partir du moment où l'institution est certaine d'accueillir les Jeux Panaméricains, les responsables politiques vont s'associer étroitement à la mise en place de la manifestation. D'après certains historiens, le régime serait parvenu à s'installer « au cœur de l'événement¹²³ » et à tout faire pour l'exploiter politiquement¹²⁴. Il est vrai que les pouvoirs publics péronistes ne ménagent pas leurs efforts pour faire des Jeux Panaméricains un succès éclatant. César Torres affirme que, lors des préparatifs pour l'édition avortée de 1942, le « gouvernement argentin ne s'était pas impliqué dans l'organisation¹²⁵ », soulignant ainsi le contraste avec son successeur péroniste. Cette affirmation est quelque peu à nuancer, d'autant plus que ce chercheur rapporte lui-même des faits qui viennent la contredire.

En premier lieu, Perón et son épouse, en sa qualité de présidente de la Fondation Eva Perón, sont nommés présidents honoraires des Jeux Panaméricains et du comité d'organisation au cours de l'année 1950¹²⁶. Une décision similaire avait été adoptée en 1941 par la Cadcoa : le président de la République Roberto M. Ortiz, le vice-président, Ramón S. Castillo, ainsi que le maire de Buenos Aires, Carlos A. Puyredón, avaient été désignés présidents honoraires du comité d'organisation des Jeux¹²⁷. En second lieu, le gouvernement péroniste fait voter une loi qui octroie dix millions de pesos à la Confédération pour financer les Jeux¹²⁸. Le soutien économique et matériel des pouvoirs publics avait aussi été sollicité en 1940 : les responsables de la Cadcoa soulignaient déjà que l'organisation de cette compétition sportive inédite allait être une « tâche ardue et complexe [qui] requerrait la coopération de toutes les forces vives du pays¹²⁹ ». Ils avaient alors adressé une lettre à la

¹²² Cadcoa, *Memoria y Balance General 1948-1949*, Buenos Aires, 1949, p. 25.

¹²³ César Torres, « The limits of Pan-Americanism », *art. cit.*, p. 2566.

¹²⁴ Voir César Torres, « Peronism, International Sport and Diplomacy » in Heather L. Ditcher et Andrew L. Johns, *Diplomatic Games : Sport, Statecraft and International Relationships*, *op. cit.* et l'article de Raanan Rein, « Turning the Country Into an "Immense and Clamorous Stadium" : Perón, the New Argentina and the 1951 Pan-American Games », *The International Journal of History of Sport*, Vol. 32, 2016, p. 29-43.

¹²⁵ César Torres, « The limits of Pan-Americanism », *art. cit.*, p. 2566.

¹²⁶ Cadcoa, *Memoria y balance 1949-1950*, Buenos Aires, 1950, p. 4 et p. 83.

¹²⁷ César Torres, « The limits of Pan-Americanism », *art.cit.*, p. 2555.

¹²⁸ Cadcoa, *Memoria y balance 1949-1950*, Buenos Aires, 1950, p. 84.

¹²⁹ Cadcoa, *Memoria y Balance general - Inventario 1939-1940*, Buenos Aires, 1940, p. 27 : « *tarea ardua y compleja [que] requerirá la cooperación de todas las fuerzas vivas del país.* »

Chambre des Députés, le 13 septembre 1940, pour demander une subvention spéciale de 75 000 pesos afin de faire face aux dépenses générées par les préparatifs¹³⁰. Enfin, des délégations composées d'athlètes et de dirigeants sont envoyées en tournée dans les pays voisins pour s'assurer de leur participation, sur le modèle du voyage effectué par Francisco Borgonovo dix ans auparavant¹³¹.

En termes d'organisation, les dirigeants de la Cadcoa reprennent donc le programme d'ensemble élaboré par leurs prédécesseurs au début des années 1940 : certaines mesures, comme la désignation du chef de l'État à des fonctions honorifiques, ne suffisent pas à démontrer l'ingérence du gouvernement péroniste dans la préparation de l'événement. Associer les titulaires des hautes fonctions politiques à un événement international fait partie des usages du milieu sportif – et plus généralement associatif. Lors des Jeux Olympiques de Londres, le comité d'organisation comprend lui aussi des personnalités politiques de premier plan, dont le roi George VI lui-même qui en est le président d'honneur¹³². En outre, la collaboration des autorités locales est, de préférence, recherchée lors d'événements de ce type. Pour les Jeux Panaméricains de 1951, l'implication du gouvernement péroniste semble avoir été bien plus poussée que celle que le gouvernement conservateur avait envisagée. L'association étroite entre les dirigeants péronistes et la Cadcoa a été favorisée par l'arrivée à la tête de l'organisme de Rodolfo Valenzuela, dont la proximité et la fidélité au général Perón ne faisaient aucun doute.

Entre 1949 et 1951, les *Memorias y Balances* de la Cadcoa regorgent d'hommages, de louanges et de marques de reconnaissance adressées au *Líder* péroniste, dont les décisions et l'intérêt pour la cause du sport sont constamment salués. C'est certainement grâce au soutien actif des pouvoirs publics que les Jeux Panaméricains gagnent en ampleur. Le programme prévu est très ambitieux : 2 500 athlètes issus de 23 nations participantes sont attendus pour prendre part à des épreuves dans 18 disciplines. La Cadcoa a dû d'ailleurs revoir ses attentes à la baisse, en supprimant certains sports de sa proposition

¹³⁰ *Idem*, p. 29. Une deuxième lettre est envoyée dès le 19 septembre aux parlementaires pour souligner le caractère urgent de leur requête.

¹³¹ Cadcoa, *Memoria y Balance General 1949-1950*, Buenos Aires, 1950, p. 84-86. Plusieurs tournées internationales sont prévues : l'une est menée par le général de brigade Natalio Faverio, chargé d'aller rencontrer les dirigeants sportifs latino-américains lors des Jeux Sportifs d'Amérique Centrale et des Caraïbes qui se tiennent au Guatemala ; une autre par le vice-président de la Cadcoa, José Martín, qui se rend aux États-Unis, au Brésil, au Chili et au Pérou et une dernière, qui doit visiter toutes les nations participantes, est composée d'anciens champions, dont le boxeur Luis Ángel Firpo, le joueur de polo Manuel Andrada, avec le titre d'« envoyés spéciaux sportifs » du gouvernement. Comme en 1940-1941, la Cadcoa édite également des bulletins, destinés à être distribués auprès de toutes les institutions sportives du continent pour les informer de l'avancement des préparatifs.

¹³² Voir Archives CIO, CIO JO-1948S-INVIT, Menus et plans de table des dîners en présence de la famille royale, 26-27 et 28 juillet 1948 et CIO JO-1948S-PROGR, programme des Jeux Olympiques d'été de Londres 1948, liste des membres du comité d'organisation des Jeux, p. 1.

initiale, sur les recommandations du Comité Sportif Panaméricain, qui lui conseille d'écarter le *pato*, les courses automobiles et la pêche du programme de la compétition¹³³. Dès 1948, les premiers Jeux Panaméricains sont présentés comme un événement à la fois sportif, politique, diplomatique et culturel qui doit faire date :

Les Jeux auront un cadre digne, avec des résultats magnifiques sur le plan de la politique de rapprochement entre les peuples, idéal sur lequel repose le principal objectif de ce tournoi : « LUTTE ENTRE CHAMPIONS, VIGUEUR DE LA JEUNESSE, TRIOMPHE DES MEILLEURS ET ETREINTE FRATERNELLE ENTRE LES PEUPLES D'AMÉRIQUE »¹³⁴.

Les Jeux Panaméricains de Buenos Aires doivent être « la fête de la jeunesse panaméricaine¹³⁵ ». Aussi les épreuves de sélection pour les athlètes argentins se déroulent sur tout le territoire national afin de pouvoir présenter une délégation qui soit « la représentation la plus authentique et la plus accomplie du potentiel physique et moral actuel de l'argentinité¹³⁶ ». Les sportifs choisis seront non seulement les plus performants mais aussi « les exemples les plus élevés de la dignité et de la noblesse sportives¹³⁷ ». La constitution de l'équipe argentine est confiée aux soins de la Cadcoa et des fédérations affiliées. En ce qui concerne les autres questions d'organisation, le gouvernement s'implique fortement et ne se contente pas de verser de généreuses subventions aux institutions sportives.

Il intervient ainsi pour mettre en place les différentes tournées de promotion de l'événement menée tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays¹³⁸. La FEP et les ministères de

¹³³ Cadcoa, *Memoria y Balance general 1948-1949*, Buenos Aires, 1949, p. 25. Le *pato* est finalement inclus dans le programme des Jeux Panaméricains parmi les sports de démonstration. Il s'agit d'un ancien jeu argentin dont les origines remontent à la période coloniale. Depuis les années 1940, après sa quasi-disparition au XIX^e siècle, le *pato* est en voie de revalorisation et de transformation en sport moderne. Perón, par décret présidentiel, le déclare « sport national argentin », puisqu'il constitue une pratique spécifiquement argentine, représentative des traditions locales *criollas*. Nous nous permettons de renvoyer à notre article « Le *pato* en Argentine : de jeu interdit à sport national » in Vincent Cousseau (dir.), *Jeux interdits. La transgression ludique de l'Antiquité à nos jours*, Limoges, PULIM, 2016, p. 85-98.

¹³⁴ Cadcoa, *Memoria y Balance general 1947- 1948*, Buenos Aires, 1948, p. 27 : « los Juegos tendrán un digno escenario, con resultados magníficos para la política de acercamiento de los pueblos, en cuyo ideal descansa el principal propósito de este certamen : "LUCHA DE CAMPEONES, VIGOR DE JUVENTUD, TRIUNFO DEL MEJOR Y ABRAZO FRATERNAL ENTRE LOS PUEBLOS DE AMÉRICA". » En majuscules dans l'original.

¹³⁵ Cadcoa, *Memoria y Balance general 1949-1950*, Buenos Aires, 1950, p. 83 : « fiesta de la juventud panamericana ».

¹³⁶ *Idem*, p. 62 : « la más genuina y cabal representación de la actual potencialidad física y moral de la argentinidad ».

¹³⁷ *Ibid* : « los más altos exponentes de la dignidad y de la caballerosidad deportiva. »

¹³⁸ *Idem*, p. 36 et p. 84-86 : les membres de la commission envoyée au Guatemala, dont le général Natalio Favero, sont désignés par un décret de l'Exécutif promulgué le 24 février 1950. Par ailleurs, Perón décide d'affréter un train spécial pour la délégation de sportifs et dirigeants de la Cadcoa qui doit procéder à une

l'Armée et de la Marine prennent en charge le logement et l'approvisionnement de toutes les délégations, argentine et étrangères¹³⁹. De même, des services médicaux permanents, assurés par du personnel du ministère de la Santé et de la FEP, leur sont proposés pendant toute la durée de leur séjour en Argentine. Une série de mesures sont également prises afin de faciliter la venue des sportifs étrangers et l'importation d'équipements et de matériel sportifs. Les athlètes sont exemptés de droits de visa : une « carte d'identité-passeport sportif » (*carnet de identificación - pasaporte deportivo*) leur est délivrée, qui leur permet d'entrer librement sur le territoire argentin pour la compétition. Le gouvernement prévoit de réduire les tarifs des moyens de transport et des hôtels et de lever les taxes de douane pour tous les participants des Jeux. Enfin, de grands travaux sont aussi planifiés afin d'ériger des enceintes sportives adaptées à l'événement : c'est dans le cadre des Jeux Panaméricains que sont notamment construits le Vélodrome Municipal « *Presidente Perón* » et la Villa Panaméricaine¹⁴⁰.

Au cours de l'année 1950, les pouvoirs publics s'investissent pleinement dans la préparation de l'événement qui doit consolider définitivement la place de l'Argentine sur la scène sportive internationale et célébrer l'union de tous les peuples d'Amérique. Les différentes affiches élaborées en vue des Jeux et présentées lors d'un concours lancé par le gouvernement juxtaposent les symboles de l'Antiquité classique et de l'olympisme avec ceux de l'« américanité », représentée par les drapeaux des nations participantes, un Indien armé d'un arc ou encore un athlète noir brandissant une torche enflammée (*Figures 16 à 19*).

ournée dans l'intérieur du pays afin de mobiliser la population et de procéder aux épreuves de sélection pour les Jeux Panaméricains. Plusieurs grandes « gloires du sport argentin » et d'anciens champions olympiques en font partie, dont le champion de boxe Luis Ángel Firpo, le navigateur Vito Dumas, le joueur de polo Manuel Andrada, le marathonien Juan Carlos Zabala, entre autres.

¹³⁹ *Idem*, p. 84 et p. 88. Il est prévu de loger les délégations au sein du village olympique installé à Ezeiza et dans le quartier-modèle Barrio n° 1 « Ministro Pistarini » construit sur des terrains appartenant à la FEP ainsi que dans le *Colegio Militar de la Nación* à El Palomar, le *Liceo Militar General San Martín* à San Martín et dans la Base Navale de Río Santiago. Les délégations féminines, moins nombreuses, et l'équipe masculine des États-Unis sont hébergées dans les foyers de la Fondation (*hogares de tránsito*), rue Lafinur et avenue Las Heras. Sur ce point, voir également Carolina Barry, « Mujeres en tránsito » in Carolina Biernat, Karina Ramacciotti et Adriana Valobra (dir.), *La Fundación Eva Perón y las mujeres : entre la provocación y la inclusión*, Buenos Aires, Biblos, 2008, p. 85.

¹⁴⁰ Cadcoa, *Memoria y Balance general 1949-1950*, Buenos Aires, 1950, p. 93 et Juan Domingo Perón, *Obras completas*, Tome XIV, Vol. 1, *op. cit.*, « En el acto inaugural del Velódromo. 27 de febrero de 1951 », p. 111.



Figures 16 à 19
affiches réalisées pour les premiers Jeux Sportifs Panaméricains. Instituto Nacional Juan Domingo Perón.

Toutes arborent le blason (*escudo*) péroniste, réinterprétation de l'emblème national argentin, qui s'est imposée pendant les années 1946-1955, au point de remplacer ce dernier sur les documents et les bâtiments officiels¹⁴¹. La présence de ce symbole n'est pas anodine : elle indique explicitement que l'hôte de ces premiers Jeux Panaméricains n'est pas l'Argentine, mais bien la *Nueva Argentina*, une nation nouvelle, forgée par le péronisme.

Le triomphe de la Nueva Argentina ?

Le pari du gouvernement semble avoir payé : sur de nombreux plans, les Jeux de 1951 sont une réussite. En premier lieu, la participation des pays du continent a été à la hauteur des attentes : sur 29 nations invitées, 21 ont envoyé des délégations¹⁴². Par contre, le nombre de sportifs s'est avéré moins important que les prévisions de la Cadcoa : au lieu des 2 500 espérés, seulement 1 200 sportifs ont concouru dans 18 disciplines différentes¹⁴³. La délégation argentine comprenait, pour sa part, 465 athlètes¹⁴⁴. De nombreux dirigeants du CIO, dont Avery Brundage, qui cumulait les fonctions de président du CIO et du Comité Sportif Panaméricain, ont également assisté au tournoi, ce qui apportait un surcroît de reconnaissance et de légitimité à l'événement, validé par les plus hautes instances du mouvement sportif international. Avant l'ouverture officielle de la compétition, Perón, son épouse et des hauts dignitaires du régime mènent une série de visites et de cérémonies publiques amplement médiatisées auprès des délégations argentines et étrangères¹⁴⁵. Ces dernières sont accueillies solennellement le 23 février 1951, dans le village sportif – la *Villa Panamericana* – d'Ezeiza. Le chef de l'État souhaite la bienvenue aux athlètes en leur

¹⁴¹ Pour une histoire détaillée de la création et de l'utilisation du blason péroniste, consulter Ezequiel Adamovsky et Esteban Buch, *La marchita, el escudo y el bombo. Una historia cultural de los emblemas del peronismo, de Perón a Cristina Kirchner*, Buenos Aires, Planeta, 2016, p. 17-74.

¹⁴² ADN, Buenos Aires, Ambassade, 1946-1956, Carton 34, Dossier « Jeux Panaméricains », brochure Presidencia de la Nación – Subsecretaría de Informaciones, *Ieros Juegos Deportivos Panamericanos Buenos Aires- 1951. Ceremonia de clausura. Homenaje a sus presidentes honorarios*, Buenos Aires, 1951, couverture et lettres de Guillaume Georges-Picot au ministre des Affaires Étrangères, Buenos Aires, 1^{er} et 6 mars 1951. Ces courriers concernent la participation française aux Jeux, représentée par un seul sportif, un boxeur venu de la Guyane. Mais, suite à des problèmes de transport, ce dernier n'est pas arrivé à temps.

¹⁴³ Certains auteurs comme Víctor Lupo affirment néanmoins qu'il y a bien eu 2 513 participants lors de ces Jeux. Cela prend peut-être en compte le nombre total de membres des délégations. Par contre, l'ouvrage publié par la Cadcoa à l'issue de la compétition ne recense que 1 173 athlètes proprement dit, dont 1096 hommes et 77 femmes. Voir le livre de Víctor Lupo, *Primeros Juegos Panamericanos. A 50 años de la actuación más brillante del deporte argentino*, Buenos Aires, Comité Olímpico Argentino, 2001 ; Víctor Lupo, *Historia política del deporte argentino, op. cit.*, p. 268 et Cadcoa, *Primeros Juegos Panamericanos 25 de febrero – 9 de marzo 1951 Buenos Aires*, Buenos Aires, 1951, feuille scotchée et rajoutée sur la première page.

¹⁴⁴ Cadcoa, *Memoria y Balance general 1950-1951*, Buenos Aires, 1951, p. 9.

¹⁴⁵ Voir par exemple, « Visitó a los deportistas argentinos en Ezeiza el Primer Mandatario », *Noticias Gráficas*, n° 7049, 13 janvier 1951, p. 9 ; « El Dr. Valenzuela recibió oficialmente al presidente del equipo norteamericano », *Noticias Gráficas*, n° 7084, 18 février 1951, p. 12 ; « Visitó la Villa Panamericana el General Franklin Lucero », *Noticias Gráficas*, n°7086, 20 février 1951.

rappelant qu'en Argentine, le sport constitue un « lien supplémentaire d'union¹⁴⁶ » et qu'il permet de « former des hommes bons¹⁴⁷. » Or, en formant des hommes bons, le péronisme travaille ainsi « pour l'avenir¹⁴⁸ ». Les Jeux sont ainsi l'occasion d'œuvrer pour les générations futures en renforçant l'amitié entre les peuples qui vivent sur ce « continent privilégié¹⁴⁹ ».

Perón souligne que l'Argentine est une « terre d'hommes humbles et travailleurs¹⁵⁰ » mais hospitalière et ouverte à tous :

soyez tous les bienvenus. [...] cette terre, généreuse avec nous, ne sera pas moins généreuse avec vous. Que vous vous sentiez ici comme nous nous y sommes sentis, emplis d'amour, de l'infini désir de mener cette joute sous la paix sereine de notre ciel qui, reflété sur notre drapeau, nous ouvrira l'horizon de cet amour sans fin qu'est le ciel qu'il représente¹⁵¹.

Tout au long de la célébration des Jeux, les dirigeants péronistes adoptent cette rhétorique grandiloquente, en insistant auprès de leurs invités sur le caractère humble, pacifiste, fraternel et bienveillant de la nation argentine. Le cérémonial lors de l'inauguration de la compétition, le 25 février 1951 – deux jours avant que les épreuves sportives ne débutent réellement – est empreint lui aussi d'une certaine emphase. Le déroulé s'inspire du protocole suivi lors des Jeux Olympiques et a été soigneusement orchestré. L'événement se veut grandiose et populaire à la fois : il permet de montrer la ferveur locale dont jouit le régime péroniste et la passion de la population pour les manifestations sportives. Le stade « *Presidente Perón* » du Racing Club d'Avellaneda est rempli d'une foule enthousiaste, qui aurait commencé à remplir les tribunes des heures avant le début des festivités¹⁵². Pour permettre au plus grand nombre d'assister aux rencontres sportives, des places gratuites ont d'ailleurs été distribuées à la demande du gouvernement¹⁵³.

¹⁴⁶ Juan Domingo Perón, *Obras completas*, Tome XIV, Vol.1, *op. cit.*, « Durante la visita a la Villa Panamericana. 23 febrero 1951 », p. 85 : « un vínculo más de unión ».

¹⁴⁷ *Ibid* : « formar hombres buenos ».

¹⁴⁸ *Ibid* : « para el porvenir ».

¹⁴⁹ *Ibid* : « continente de privilegio ».

¹⁵⁰ *Ibid* : « esta tierra de hombres humildes y de trabajo ».

¹⁵¹ *Ibid* : « seáis bienvenidos. [...] esta tierra, generosa con nosotros, no ha de ser menos generosa con vosotros. Que os sintáis aquí como nos sentimos nosotros, plenos de amor, de infinito deseo de hacer esta justa en medio de la paz beatífica de nuestro cielo que, reflejado en nuestra bandera, nos ofrecerá los horizontes de ese amor inacabable que es el cielo que representa. »

¹⁵² ADN, Buenos Aires, Ambassade, 1946-1956, Carton 34, Dossier « Jeux Panaméricains », brochure Presidencia de la Nación – Subsecretaría de Informaciones, *Ieros Juegos Deportivos Panamericanos Buenos Aires- 1951. Ceremonia de clausura. Homenaje a sus presidentes honorarios*, Buenos Aires, 1951, « El General Perón inaugura los Juegos », p. 7.

¹⁵³ « Por expreso deseo de Perón y su esposa se habilitarán sectores gratuitos para presenciar los Panamericanos », *Noticias Gráficas*, n° 7093, 27 février 1951, p. 17.

L'arrivée du chef de l'État et de son épouse se fait au son du clairon. Des élèves de l'École d'Infirmières de la Fondation Eva Perón font office de garde d'honneur. Le couple présidentiel est accueilli par une ovation et les applaudissements du public, qui se lève au passage de leur voiture, tandis qu'une batterie de l'Armée tire une salve de 21 coups de canons et qu'un orchestre militaire de 800 musiciens joue la marche militaire de la bataille de San Lorenzo. Sur la tribune officielle, sont déjà présents Rodolfo Valenzuela, Avery Brundage et des membres du Comité Sportif Panaméricain, des représentants du CIO, des ministres, des officiers, des députés, des hauts fonctionnaires, des diplomates, des dirigeants de la CGT, des représentants des organismes sportifs argentins et étrangers¹⁵⁴. Les drapeaux de toutes les nations participantes sont alors hissés simultanément ; vient ensuite le défilé des délégations qui se rangent autour du piédestal où doit être allumée la flamme olympique. L'hymne national, repris en chœur dans les gradins, est interprété par l'orchestre militaire avant qu'Avery Brundage ne prenne la parole. Son discours est assez bref : il remercie, au nom du « sport panaméricain¹⁵⁵ », Perón et Eva Perón pour leur soutien constant, sans lequel la réalisation du tournoi n'aurait pas été possible. Valenzuela s'exprime à son tour. Il qualifie lui aussi ces Jeux de « fête de la paix et de la fraternité¹⁵⁶ » avant de souligner qu'ils constituent une démonstration éclatante de la solidarité nationale argentine, entre :

le Gouvernement Argentin, incarné par l'Excellentissime Président de la Nation, le général Perón, ses forces spirituelles et morales, incarnées par Mme Eva Perón ; le peuple de la République tout entier, uni, a rendu possible l'avènement de cet instant. [...] La Nouvelle Argentine du *Líder* de la nationalité, le général Perón, jointe aux patries sœurs chantera ses nobles idéaux, dans les luttes les plus nobles que l'on puisse concevoir. Devant Dieu et devant l'histoire, qu'il en soit ainsi¹⁵⁷.

¹⁵⁴ ADN, Buenos Aires, Ambassade, 1946-1956, Carton 34, Dossier « Jeux Panaméricains », brochure Presidencia de la Nación – Subsecretaría de Informaciones, *Ieros Juegos Deportivos Panamericanos Buenos Aires- 1951. Ceremonia de clausura. Homenaje a sus presidentes honorarios*, Buenos Aires, 1951, p. 8-9.

¹⁵⁵ *Ibid* : « deporte panamericano ». Voir aussi « Avery Brundage elogia la ayuda de Perón y su esposa al deporte argentino », *Noticias Gráficas*, n° 7087, 21 février 1951, p. 18.

¹⁵⁶ ADN, Buenos Aires, Ambassade, 1946-1956, Carton 34, Dossier « Jeux Panaméricains », brochure Presidencia de la Nación – Subsecretaría de Informaciones, *Ieros Juegos Deportivos Panamericanos Buenos Aires- 1951. Ceremonia de clausura. Homenaje a sus presidentes honorarios*, Buenos Aires, 1951, p. 11 : « fiesta de paz y de fraternidad ».

¹⁵⁷ *Ibid* : « el Gobierno Argentino, encarnado por el Excmo. señor Presidente de la Nación, general Perón, sus fuerzas espirituales y morales, encarnadas por la señora Eva Perón ; el pueblo entero de la República, ha hecho posible, unido, el advenimiento de este instante. [...] La Nueva Argentina del Líder de la nacionalidad, general Perón, confundida con las patrias hermanas cantarán sus nobles ideales, en las más nobles luchas que puedan concebirse. Ante Dios y ante la historia, que así sea. »

Selon le compte-rendu rédigé par la *Subsecretaría de Informaciones*, ces propos auraient été très appréciés du public, qui aurait redoublé ses applaudissements à chaque mention du nom du chef de l'État et de son épouse¹⁵⁸. Perón parle en dernier. Son intervention est très brève et se limite à déclarer les Jeux ouverts, non sans grandiloquence :

Frères sportifs d'Amérique :

Invokant la Grèce immortelle, dont la flamme attique depuis laquelle trois mille ans nous contemplent (*sic*), commencera une joute entre *gentlemen* (*caballeros*). Que chacun sache gagner et perdre avec honneur. Je déclare ainsi ouverts les Premiers Jeux Sportifs Panaméricains¹⁵⁹.

Alors que les applaudissements retentissent encore dans le stade, le porte-drapeau argentin, Oscar Furlong, capitaine de l'équipe de basket-ball championne du monde en 1950, hisse la bannière olympique. La flamme olympique est ensuite allumée sur un autel par un athlète grec, Juan Sossidis, qui a apporté la torche depuis Olympie jusqu'en Argentine. Un de ses compatriotes remet des rameaux d'olivier à Perón et Evita, au nom de la « jeunesse athlétique de Grèce¹⁶⁰ » et en signe « d'estime, de respect, d'admiration et de confraternité du peuple hellène pour la grande et noble nation argentine, ainsi que pour la personne de son illustre président¹⁶¹. » Après les échanges de remerciements de rigueur – et le don d'un bouquet de fleur à Eva Perón de la part de la délégation des États-Unis – a lieu le rituel du serment (*juramento*), prêté au nom de tous les athlètes présents par trois représentants de la délégation argentine, Delfo Cabrera, Elsa Irigoyen et Enrique Kistenmacher¹⁶². La cérémonie se conclut par des feux d'artifice, avant que Perón et sa femme ne se retirent, là encore sous « les chaleureuses manifestations d'adhésion¹⁶³ » de l'assistance.

Une cérémonie tout aussi faste se déroule lors de la clôture des Jeux, le 9 mars 1951. Elle en constitue le pendant. Elle débute cette fois-ci dès 16h30, dans le *Monumental* de River Plate, par une épreuve équestre à laquelle prennent part des équipes brésilienne, chilienne, mexicaine et argentine. Le gagnant doit alors faire une démonstration de dressage individuel avant que la coupe ne lui soit remise. C'est aussi à cette occasion que le

¹⁵⁸ *Ibid*, p. 13.

¹⁵⁹ *Ibid* : « *Hermanos deportistas de América : invocando la Grecia inmortal, cuya ática llama desde la cual tres mil años nos contemplan, comenzará una justa de caballeros. Que cada uno sepa ganar y perder con honra. Con ello declaro abiertos los Primeros Juegos Deportivos Panamericanos.* »

¹⁶⁰ *Ibid*, p. 15 : « *juventud atlética de Grecia* ».

¹⁶¹ *Ibid* : « *de alta estima, respeto, admiración y confraternidad del pueblo heleno todo, por la grande y noble Nación Argentina, así como por la figura de su ilustre presidente.* »

¹⁶² *Idem*, p. 31. Nous reproduisons le texte du serment en annexes.

¹⁶³ *Ibid* : « *cálidas manifestaciones de adhesión* ».

vainqueur du marathon reçoit son prix. Au défilé des porte-drapeaux de chaque délégation, se joint celui des participants du *Campeonato de fútbol infantil Evita*¹⁶⁴. Les drapeaux sont tous abaissés, sauf ceux de l'Argentine et du Mexique, en hommage aux hôtes des Jeux Panaméricains actuels et à venir¹⁶⁵. Le drapeau olympique est remis à Perón qui le confie à Valenzuela : c'est à lui de le conserver désormais. Le discours final de clôture est prononcé par Eva Perón, avant que la flamme olympique ne soit éteinte. C'est Perón qui procède au dernier acte de la cérémonie : il remet les prix remportés par les jeunes vainqueurs des *Torneos Evita*. Comme lors de l'inauguration, la soirée se conclut par des feux d'artifice¹⁶⁶.

Cette description détaillée permet de prendre la mesure de l'apparat déployé par le gouvernement dans le cadre de ces Jeux. Les dirigeants ont aussi réussi à y associer certaines réalisations propres au régime, comme les championnats Evita, et à mettre ainsi en valeur la politique sportive menée par Juan et Eva Perón. Tous deux sont d'ailleurs les protagonistes centraux de l'événement, Valenzuela leur attribuant même l'idée de créer et d'accueillir les Jeux Panaméricains en Argentine, occultant ainsi toutes les initiatives précédentes. Alors que les responsables du CIO se sont opposés à l'utilisation des symboles et des rites olympiques au cours de ce tournoi, par crainte d'une confusion avec les « véritables » Jeux rénovés sous le patronage du CIO, les dirigeants péronistes sont parvenus à se les approprier¹⁶⁷. Ils peuvent se présenter comme des héritiers et des continuateurs de la culture antique et rattacher la compétition au mouvement olympique. On peut y voir une petite revanche prise sur le CIO, après l'échec de la candidature de Buenos Aires pour obtenir l'organisation de l'Olympiade de 1956. Alors qu'Avery Brundage pensait que le soutien et la présence des membres du CIO lors de cette première édition des Jeux Panaméricains permettraient de veiller à leur bon déroulement et de s'assurer que tout soit fait selon les règles, de toute évidence, cela n'a pas été le cas¹⁶⁸. Si les représentants

¹⁶⁴ *Idem*, p. 16.

¹⁶⁵ La seconde édition des Jeux Panaméricains, prévue pour 1955, a été confiée au Mexique.

¹⁶⁶ *Idem*, p. 17.

¹⁶⁷ Archives CIO, CIO PT-EDSTR-CORR, Correspondance Sigfrid Edström, lettres échangées avec Otto Mayer, chancelier du CIO, Stockholm et Lausanne, 26 et 28 février 1951, 2, 12, 27 et 29 mars 1951. Si Edström n'est pas contre l'emploi des symboles olympiques lors des Jeux Panaméricains, puisque cela permet au CIO de faire connaître son œuvre au plus grand nombre, Otto Mayer s'y oppose farouchement et s'agace des confusions entretenues dans la presse européenne : « Il n'y a aucun doute que des gens là-bas croient qu'ils participent aux Jeux Olympiques. C'était déjà le cas en Amérique Centrale l'année dernière ! ». Il refuse également que les Jeux Méditerranéens de 1951 utilisent les emblèmes olympiques : pour lui, il s'agit d'une entreprise de récupération abusive menée par les organisateurs, afin d'accroître le prestige de leur manifestation. Ces désaccords poussent les dirigeants du CIO à statuer sur l'usage des symboles olympiques.

¹⁶⁸ Archives CIO, CIO-PT-BRUND-CORR, Correspondance Avery Brundage, lettre d'Avery Brundage à Sigfrid Edström, Chicago, 22 février 1950, dans laquelle il lui annonce son intention de se rendre aux Jeux d'Amérique centrale. Sa présence y est nécessaire car le comité d'organisation locale s'est livré à trop de dérives, il est nécessaire de procéder à une remise en ordre et de discuter des prochains Jeux Panaméricains pour « les empêcher de partir du mauvais pied » (« *prevent them from starting on the wrong foot.* »). Voir

olympiques n'ont rien laissé paraître sur le moment et se sont même dit très satisfaits du déroulement de la manifestation, ces écarts argentins les ont incités à redoubler de méfiance et de précautions vis-à-vis du régime péroniste¹⁶⁹.

Néanmoins, ils ne peuvent, dans un premier temps, que s'incliner devant les excellents résultats engrangés par les athlètes argentins, et reconnaître le haut niveau de préparation des concurrents locaux. En ce sens, les Jeux Panaméricains ont bien rempli leur objectif premier : démontrer les bienfaits de la politique péroniste de développement de la pratique sportive. Là encore, bien que cela soit contraire aux principes défendus en vain par le CIO, un classement général des nations est établi à la fin de la compétition¹⁷⁰. L'Argentine occupe la première place, loin devant les États-Unis, avec un total de 154 médailles contre 98 pour son principal concurrent¹⁷¹. Cette performance est largement mise en avant par le régime : les résultats par discipline sont comptabilisés et affichés publiquement (*figure 20*).

aussi *idem*, lettre d'Otto Mayer à Avery Brundage, Lausanne, 24 février 1951 qui lui rapporte les protestations d'André Massard, membre et futur vice-président du CIO, concernant l'utilisation de la torche olympique à Buenos Aires.

¹⁶⁹ *Idem*, lettre d'Avery Brundage à Sigfrid Edström, Chicago, 5 mai 1952 concernant la nomination de deux nouveaux membres permanents en Argentine du CIO : « c'est une question très délicate en raison des conditions tendues que connaît le pays en ce moment. » (« *is a very delicate matter because of the strained conditions in that country at this time.* »). Les deux membres argentins du CIO, Ricardo Aldao et Horacio Bustos Morón, des dirigeants historiques de la Cadcoa, ont d'ailleurs mis en garde les autorités du CIO sur la situation argentine, en désapprouvant notamment l'élection de Valenzuela à la tête de la Confédération. Voir Archives CIO, CIO PT-EDSTR-CORR, Correspondance Sigfrid Edström, lettre d'Otto Mayer à Sigfrid Edström et Avery Brundage, Lausanne, 30 avril 1952.

¹⁷⁰ Sur l'opposition au classement des médailles par nations, voir Archives CIO, CIO-PT-BRUND-CORR, Correspondance Avery Brundage, lettre d'Otto Mayer à Avery Brundage, Lausanne, 19 novembre 1953 : le chancelier du CIO se plaint du rapport sur les Jeux Olympiques d'Helsinki remis par le CNO finlandais dans lequel « ils ont l'idée stupide de publier une classification par nations » (« *they have had the really most stupid idea to publish a classification by Nations !* »). Voir également Archives CIO, CIO PT-BRUND-CI, lettre-circulaire n° 9 et n° 65 d'Avery Brundage, président du CIO aux Comités Nationaux Olympiques, 28 mai 1953 et décembre 1955.

¹⁷¹ Les athlètes argentins remportent 68 médailles d'or, 47 d'argent et 39 de bronze contre 46 d'or, 33 d'argent et 19 de bronze pour leurs concurrents des États-Unis.



Figure 20

Perón et Eva Perón devant le tableau récapitulatif des victoires argentines lors des Premiers Jeux Panaméricains de 1951. Réception de la sélection argentine à la résidence présidentielle d’Olivos, le 10 mars 1951. Biblioteca Nacional¹⁷².

Perón lui-même, lors de la réception officielle accordée aux participants argentins à l’issue du tournoi, revient en détail sur les trophées obtenus dans chaque sport et félicite chaque athlète un à un¹⁷³. Le « triomphe de l’Argentine¹⁷⁴ » a été une œuvre collective, à laquelle il a directement participé. Le lien personnel et paternel – voire paternaliste – entretenu entre le chef de l’État et les sportifs a été particulièrement renforcé au cours des Jeux Panaméricains. Tous les sélectionnés ont reçu, la veille de leurs épreuves respectives, une lettre d’encouragement – mais aussi de rappel à leur devoir sacré de lutte en l’honneur de la patrie – signée de la main de Perón¹⁷⁵. Un geste d’attention et d’intérêt, qui traduit la

¹⁷² Le chef de l’État remet une distinction à Delfo Cabrera, qui a remporté l’épreuve du marathon. À gauche, se trouve le ministre des Finances, Ramón Cereijo. Voir Biblioteca Nacional Mariano Moreno de la República Argentina, *Peronismo y deporte. Fotografías (1946-1955)*, Buenos Aires, catalogue d’exposition, 2014, s/p.

¹⁷³ Voir Juan Domingo Perón, *Obras completas*, Tome XIV, Vol. 1, *op. cit.*, « Al entregar los premios a los campeones argentinos de los Juegos Panamericanos. 10 de marzo de 1951 », p. 117-129.

¹⁷⁴ *Ibid* : « triunfo de la Argentina ».

¹⁷⁵ Voir le texte intégral de cette lettre reproduit en annexes. Sur les liens entre les sportifs argentins et Perón lors des Jeux Panaméricains de 1951, consulter Constanza de Juana, « Una mirada sobre la práctica deportiva

proximité du *Primer Deportista de la Nación* avec ses « camarades¹⁷⁶ » sportifs ? Ou une preuve du haut degré de politisation de l'événement et de la vigilance du pouvoir à l'égard de ses « meilleurs ambassadeurs » ?

Pour les diplomates français en poste à Buenos Aires, cela ne fait aucun doute : si l'on « s'accorde en général à reconnaître la qualité de l'organisation matérielle de ces olympiades et en décerner le mérite au gouvernement¹⁷⁷ », les Jeux Panaméricains ont été transformés en une gigantesque opération de propagande, car

le péronisme comme tous les régimes personnels latino-américains se plaît aux œuvres monumentales et il a gardé de ses affinités premières mussoliniennes et hitlériennes le goût des jeux du stade : les unes comme les autres servent en effet les ambitions de sa politique et de sa propagande. Il ne pouvait donc négliger une pareille occasion de poursuivre son effort constant d'affirmer les progrès de l'Argentine, l'excellence de sa conception gouvernementale et son rôle précurseur dans le Continent latin¹⁷⁸.

L'ambassadeur donne un aperçu de la « dithyrambe¹⁷⁹ » à laquelle s'est livrée une partie de la presse argentine en citant de longs extraits d'articles de journaux. Il note que s'en dégagent « les constantes de l'exaltation de l' "argentinisme" et de l'américanisme¹⁸⁰ » mais qu'il « n'y a rien là qui puisse étonner ni qu'on doive non plus prendre plus au sérieux qu'il ne convient¹⁸¹. » Pour preuve, l'« américanisme débordant¹⁸² » affiché par le gouvernement n'a pas été un obstacle à la participation – « symbolique¹⁸³ » il est vrai – de sportifs venus des territoires relevant de la France et du Commonwealth¹⁸⁴.

À l'issue des Jeux, les remarques de Guillaume Georges-Picot sont tout aussi circonspectes. Certes « l'Argentine s'est classée en tête des pays participants¹⁸⁵ », mais il s'empresse de mentionner « le souci de courtoisie des délégations étrangères de laisser le

durante el primer peronismo: El rol de los atletas en los I Juegos Panamericanos », communication présentée lors du XIVe Congrès Interescuelas de historia, Buenos Aires, 2013. Je remercie Constanza de Juana d'avoir eu la gentillesse de m'adresser son texte.

¹⁷⁶ Juan Domingo Perón, *Obras completas*, Tome XIV, Vol. 1, *op. cit.*, « Al entregar los premios a los campeones argentinos de los Juegos Panamericanos. 10 de marzo de 1951 », p. 117-129 : « *compañeros* ».

¹⁷⁷ ADN, Buenos Aires, Ambassade, 1946-1956, Carton 34, Dossier « Jeux Panaméricains, lettre de l'ambassadeur Guillaume Georges-Picot au ministre des Affaires Étrangères, Buenos Aires, 1^{er} mars 1952.

¹⁷⁸ *Ibid.*

¹⁷⁹ *Ibid.*

¹⁸⁰ *Ibid.*

¹⁸¹ *Ibid.*

¹⁸² *Ibid.*

¹⁸³ *Ibid.*

¹⁸⁴ Venus de la Guyane et de la Jamaïque.

¹⁸⁵ ADN, Buenos Aires, Ambassade, 1946-1956, Carton 34, Dossier « Jeux Panaméricains, lettre de l'ambassadeur Guillaume Georges-Picot au ministre des Affaires Étrangères, Buenos Aires, 15 mars 1951.

plus de chances à des hôtes très susceptibles¹⁸⁶ ». Cependant, il reconnaît la « qualité des athlètes locaux¹⁸⁷ », le « soin tout particulier¹⁸⁸ » accordé à leur entraînement et les « conditions physiques des plus favorables¹⁸⁹ » dont bénéficie la jeunesse d'un pays où le sport est « très en honneur¹⁹⁰ ». Mais, pour l'ambassadeur, les succès et l'ensemble de l'événement ont été abondamment exploités par le régime : la cérémonie de clôture, notamment, aurait entièrement tourné à la gloire d'Eva Perón. Le diplomate français est loin d'être le seul à porter un tel jugement¹⁹¹. Les retombées d'une manifestation comme les Jeux Panaméricains ont donc été perçues et présentées différemment par le gouvernement péroniste et par les représentants étrangers qui ont assisté à l'événement. Pourtant, à cette période, les milieux politiques, aussi bien en Europe qu'aux États-Unis et en Amérique latine, conçoivent de plus en plus le sport et les événements sportifs comme des éléments aptes à influencer l'opinion publique. Ils deviennent une composante du *soft power* et de la diplomatie culturelle et un moyen de diffuser une meilleure image du pays à l'extérieur. Dans ce cadre, il n'est guère surprenant que le régime péroniste ait fait le choix de miser sur le sport, une activité à prétention universelle et neutre¹⁹², capable de toucher des publics variés dans toutes les nations, et dans laquelle l'Argentine s'était déjà forgée une solide réputation depuis les années 1920-1930¹⁹³. Les Jeux Panaméricains constituent l'exemple le plus abouti et le plus spectaculaire de cette stratégie, son point d'acmé en quelque sorte. Mais le recours au sport en tant qu'instrument des relations internationales s'est manifesté de multiples manières au cours de la période.

¹⁸⁶ *Ibid.*

¹⁸⁷ *Ibid.*

¹⁸⁸ *Ibid.*

¹⁸⁹ *Ibid.*

¹⁹⁰ *Ibid.*

¹⁹¹ Voir l'analyse des commentaires de la presse étrangère, et notamment américaine, proposée par César Torres, « Peronism, International Sport and Diplomacy » in Heather L. Ditcher et Andrew L. Johns, *Diplomatic Games : Sport, Statecraft and International Relationships*, op. cit., p. 172-174. Consulter aussi l'article de Brenda Elsey, « Cultural Ambassadorship and the Pan-American Games of the 1950s », *The International Journal of History of Sport*, Vol. 33, 2016, p. 105-126.

¹⁹² Ce qui est pourtant loin d'être le cas comme le montre la correspondance des dirigeants du CIO. Signalons par ailleurs que malgré l'attachement prôné constamment par Avery Brundage quant à l'autonomie du milieu sportif amateur vis-à-vis du pouvoir politique, le Comité Olympique Américain a lui aussi désigné le président des États-Unis président honoraire de l'institution, ce qui ne lui semble pas contradictoire avec les principes qu'il défend.

¹⁹³ Voir notre chapitre I.

LE SPORT, UN VECTEUR PRIVILÉGIÉ DE LA DIPLOMATIE CULTURELLE ARGENTINE ?

Faire de Buenos Aires une « Mecque sportive¹⁹⁴ »

Au-delà des événements exceptionnels que sont les Jeux Panaméricains, le gouvernement péroniste a parrainé des championnats internationaux de moindre envergure mais dans des disciplines très variées. En effet, si l'un des objectifs de Perón est d'encourager la participation des athlètes dans les compétitions à l'extérieur, il s'accompagne d'un effort constant pour faire venir des sportifs étrangers en Argentine. Le volet international de la politique sportive péroniste vise ainsi à accroître la réputation du pays et à en faire un haut lieu de la géographie sportive mondiale. Dans le même temps, ces échanges sportifs s'intègrent à la diplomatie culturelle du régime. Le sport est perçu comme un moyen de rapprochement régulier entre la *Nueva Argentina* et les nations étrangères. Cette tendance ne concerne pas seulement les « pays frères » du continent mais aussi les États-Unis, les nations européennes, les pays membres du bloc soviétique et même le Japon. La venue de sportifs étrangers fait systématiquement l'objet d'une réception officielle, généralement en présence de Perón, de Valenzuela ou de hauts dignitaires du régime.

Les *Memorias* publiées chaque année par la Cadcoa rendent compte de l'intensification progressive du calendrier sportif argentin au cours de la période péroniste. La section consacrée aux activités internationales et aux visites d'athlètes étrangers s'étoffe ainsi de plus en plus au fil des ans. La Confédération et ses affiliées voient leurs ressources économiques s'accroître à partir de 1946, grâce aux subventions et aux crédits alloués par le gouvernement, ce qui leur permet de moins dépendre des clubs et des fédérations étrangères pour organiser la venue d'équipes en Argentine¹⁹⁵. Elles sont désormais en mesure d'inviter, de leur propre chef, des athlètes internationaux et de prendre en charge leurs frais de voyage et d'hébergement sur place. En cas de difficultés, elles peuvent compter sur l'appui des pouvoirs publics ou de la FEP, toujours disposés à contribuer au financement ou à faciliter les démarches administratives – obtention de visas, contrôle douanier, transport de l'équipement – nécessaires à la venue des sportifs étrangers.

L'impulsion de l'État argentin semble avoir été décisive dans le développement des compétitions internationales des disciplines amateurs. Entre 1946 et 1949, la plupart des grands événements organisés en Argentine relève des sports professionnels, et plus

¹⁹⁴ Cadcoa, *Memoria y Balance general 1950-1951*, Buenos Aires, 1951, p. 3 : « *Meca Deportiva* ».

¹⁹⁵ Voir notre chapitre I ainsi que notre deuxième partie où nous présentons des cas de figures précis.

particulièrement du football, de la boxe et des sports automobiles¹⁹⁶. Sur le modèle économique des courses hippiques et des hippodromes, ces trois milieux sportifs génèrent des revenus substantiels grâce aux systèmes de paris, à la vente de places, aux contrats publicitaires et au sponsoring. Les fédérations sont donc plus structurées et moins dépendantes des aides publiques, bien que celles-ci ne soient jamais négligées. Au moins depuis les années 1920-1930, dans le cadre de l'essor de la culture de masse et du sport-spectacle, les champions locaux ont vu s'ouvrir des perspectives d'internationalisation de leurs carrières. Dans le même temps, les fédérations nationales ont été capables d'organiser régulièrement des tournois ou des courses de dimension internationale. Pour les institutions des sports amateurs, c'est à partir de 1949 que fleurissent en Argentine les initiatives de ce genre.

Elles s'appuient parfois sur des précédents : c'est le cas du championnat du monde de billard français¹⁹⁷. La capitale argentine avait déjà accueilli cette compétition en 1938. Après onze ans d'interruption, elle reprend à Buenos Aires en 1949, qui organise encore l'édition suivante, en 1952. Au cours des années 1950, les joueurs argentins Pedro Carrera et Enrique Navarra dominant la pratique internationale de ce sport¹⁹⁸. De même, le polo est un milieu sportif qui s'est structuré précocement selon des logiques internationales. Cette pratique reste l'apanage d'une petite élite liée aux familles de grands propriétaires terriens et aux membres de la communauté britannique, les seuls à avoir les ressources suffisantes pour acheter, dresser et entretenir suffisamment de chevaux pour pouvoir s'adonner à ce sport¹⁹⁹. En raison du nombre limité de pratiquants dans le pays, et suivant le modèle britannique de l'*Open*, le principal tournoi organisé par l'Association Argentine de Polo (AAP), l'*Abierto de Polo*, est ouvert à tous les participants, y compris aux équipes internationales. Étant donné l'excellence des joueurs locaux et la réputation des *petisos*, ces chevaux sélectionnés et élevés en Argentine pour la pratique de ce sport, le gouvernement péroniste a encouragé

¹⁹⁶ Voir notre chapitre VII où nous proposons une analyse détaillée de ces milieux sportifs et de leurs institutions centrales.

¹⁹⁷ Ou billard carambole à trois bandes, dont les règles diffèrent du billard anglais ou *snooker*.

¹⁹⁸ Voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 103.712 : « Federación Argentina de Billar/ Informe de la investigación practicada en la misma », compte-rendu d'audition d'Ezequiel et de Juan Navarra, 6 et 10 février 1956 et rapport final de l'enquête sur la *Federación Argentina Amateur de Billard, s/d*. Les deux frères d'Enrique Navarra, eux aussi joueurs internationaux de billard, ont été entendus parce qu'ils ont reçu des permis d'importation d'automobiles et des financements de la part du gouvernement péroniste. Les conclusions de l'enquête nous apprennent que le voyage de Pedro Carrera en France en 1948 a été subventionné par le régime et que la fédération a reçu 235 000 pesos du gouvernement pour organiser plusieurs compétitions internationales entre 1948 et 1951.

¹⁹⁹ Un joueur doit avoir au moins quatre chevaux, puisqu'il est obligé de changer de monture à chaque période de jeu (*chukka*) lors d'un match. Pour un aperçu sur l'histoire sociale de la pratique du polo en Argentine, nous nous permettons de renvoyer à notre article : Lucie Hémeury, « Le polo argentin 1919-1939 : entre le *gaucho* et le *gentleman* sportif », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n° 29, 2009/1, p. 63-70. Voir aussi notre chapitre VI.

l'AAP à mettre sur pied un championnat du monde de polo²⁰⁰. Il se déroule aussi en 1949. Cette même année, a également lieu à Buenos Aires, en novembre, les Matches Mondiaux de Tir²⁰¹. Il s'agirait là encore d'une initiative du gouvernement, stimulé par les bonnes performances des tireurs argentins lors des Jeux Olympiques de Londres. Ce tournoi attire des délégations venues des États-Unis, de Finlande, de Grèce, de Suisse, d'Uruguay, de Suède et de Norvège. La Grande-Bretagne et la France n'y participent pas, faute de budget pour couvrir les frais de voyage²⁰². La cérémonie officielle de remise des prix de ce championnat est présidée par Perón et se déroule au Théâtre Colón : Enrique Díaz Saéñz Valiente et Pablo Cagnasso ont confirmé leurs résultats olympiques en remportant les épreuves par équipe de ce Mondial du Tir.

Deux ans avant les Jeux Panaméricains, le régime péroniste veille déjà à accroître la visibilité argentine sur la scène sportive internationale. L'accueil des équipes étrangères est particulièrement soigné : ces compétitions mondiales sont une occasion de faire bonne impression et d'attester de la qualité de l'hospitalité argentine. Perón reçoit ainsi tous les poloïstes venus participer au championnat de l'AAP le 11 octobre 1949. Il explique que son gouvernement a souhaité réaliser ce tournoi parce qu'il constitue « une œuvre qui représente sportivement un rapprochement avec les pays amis²⁰³. » Le sport constitue « un trait d'union²⁰⁴ » entre les peuples. C'est pourquoi il a tenu à leur adresser quelques mots car

chacun de nos visiteurs est un ambassadeur de son pays, pour entretenir nos bonnes relations et renforcer chaque jour un peu plus les liens d'amitié qui nous unissent aux pays américains, dont les équipes représentantes sont ici, ainsi qu'aux Anglais, qui sont de vieux amis dans toutes les activités sportives, y compris au niveau international²⁰⁵.

²⁰⁰ Voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 51.948 : « Asociación Argentina de Polo, investigación relacionada con el ex-Presidente de la Federación Argentina de Deportes Dr Rodolfo Valenzuela » ainsi que notre chapitre VI.

²⁰¹ Cadcoa, *Memoria y Balance general 1949-1950*, Buenos Aires, 1950, p. 56-57 et ADN, Buenos Aires, Ambassade, 1946-1956, Carton 51, dossier « Manifestations sportives », lettre de Raul A. Margueirat, ambassadeur extraordinaire au ministre des Affaires Étrangères, Buenos Aires, 15 novembre 1949 sur les Matches Mondiaux de Tir organisés à Buenos Aires.

²⁰² *Ibid.*

²⁰³ Juan Domingo Perón, *Obras completas*, Tome XII, *op. cit.*, « En la reunión celebrada ante las delegaciones de polistas extranjeros. 11 de octubre de 1949 », p. 539 : « una obra que deportivamente representa un acercamiento con los países amigos. »

²⁰⁴ *Ibid.* : « un vínculo de unión ».

²⁰⁵ *Idem*, p. 540 : « cada uno de los señores que nos visitan es un embajador de su país, para mantener nuestras buenas relaciones y estrechar más cada día los vínculos de amistad que nos unen a los países americanos, cuyos equipos representativos están aquí, como también a los ingleses, que son viejos amigos nuestros en todas las actividades deportivas y aun en las internacionales. »

L'amitié anglo-argentine est néanmoins moins franche qu'avec les pays voisins : Perón évoque ainsi les rivalités existant, tant au niveau sportif qu'au niveau économique, entre les deux nations. Selon lui, si les Anglais ont été les professeurs de football des Argentins, ces derniers ont fini par les dépasser. Perón annonce que c'est aussi ce qui va se produire en matière de commerce extérieur. Mais, le chef de l'État en conclut que, comme les *criollos* ont bien appris les leçons de *fair-play* des *gentlemen*, ils peuvent « lutter sur le terrain, sans cesser d'être ami en dehors²⁰⁶. » Ce discours laisse entendre néanmoins que les relations anglo-argentine continuent d'être une question sensible, dans un pays où un important courant intellectuel anglophobe s'est attaché à dénoncer l'impérialisme subi au XIX^e siècle²⁰⁷.

Les sportifs venus participer au championnat du monde de tir sont aussi accueillis par Perón. Ce dernier leur souhaite la bienvenue et surtout, qu'ils se sentent « comme chez eux²⁰⁸ » durant leur séjour. Il propose, à ceux qui le désirent, de profiter de leur passage à Buenos Aires pour voyager en Argentine et découvrir le reste du pays et ce, aux frais du gouvernement. Il souligne que ce n'est pas une offre faite par pure politesse (*amabilidad*) mais « une réalité²⁰⁹ ». Perón donne ainsi des gages de l'hospitalité et de la générosité du régime argentin, mais son intention n'est pas désintéressée. La présence de visiteurs étrangers constitue toujours une opportunité de mieux faire connaître la « réalité de la Nouvelle Argentine²¹⁰ » et, dans le même temps, de développer le tourisme international²¹¹. Le gouvernement mène des campagnes de promotion, tant à destination du public local qu'international, des « merveilles naturelles » nationales, des chutes d'Iguazú de la région de Misiones aux sommets andins de Patagonie, en passant par les plages de Mar del Plata, la « perle de l'Atlantique », aux vignobles de la province de Mendoza²¹². Perón compte aussi

²⁰⁶ *Idem*, p. 540 : « *luchar en la cancha, para después ser siempre amigo fuera de ella.* »

²⁰⁷ Certains principes de la doctrine péroniste, dont la notion d'indépendance économique, s'inspirent ainsi de la critique anti-impérialiste et de la dénonciation de la domination britannique développées par les nationalistes Julio et Rodolfo Irazusta dans *La Argentina y el imperialismo británico. Los eslabones de una cadena*, Buenos Aires, Condor, 1934. Voir Fernando J. Devoto, *Nacionalismo, fascismo y tradicionalismo en la Argentina moderna. Una historia*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2006 (1^{ère} édition 2002).

²⁰⁸ Juan Domingo Perón, *Obras completas*, Tome XII, *op. cit.*, « Al recibir los participantes del Campeonato Mundial de Tiro. 14 de noviembre de 1949 », p. 609 : « *como en su propia casa* ».

²⁰⁹ *Ibid* : « *una realidad* ».

²¹⁰ Ou encore les « Réalités du gouvernement justicialiste ». Voir par exemple, [AGN-AI, FNRP, CNI, Col. Bib. 610] Presidencia de la Nación-Subsecretaría de Informaciones, *Así cumple Perón*, Buenos Aires, 1951, p. 3 : « *Realidades del Gobierno Justicialista* ».

²¹¹ Voir ADN, Buenos Aires, Ambassade, 1946-1956, Carton 51, dossier « Commissariat Général au Tourisme », rapport « Étude du marché touristique en Argentine », octobre 1952.

²¹² Voir par exemple le *docudrama* produit par la Subsecretaría de Informaciones, *Turismo social* (14', Enrique Cahen Salaberry, 1953), le livre de l'Asociación de Fútbol Argentino, *El Fútbol argentino*, Buenos Aires, 1954, « Turismo y Bellezas Naturales Argentinas », s/p et Juan Domingo Perón, *Obras completas*, Tome XIII, *op. cit.*, « Durante la visita realizada por delegados de las agencias de viajes y turismo de los Estados Unidos. 27 de noviembre de 1950 », p. 483-487.

sur les sportifs étrangers pour propager à l'extérieur une meilleure image de la République argentine et vanter ses attraits.

Le chef de l'État adapte ses discours à son auditoire : aux membres de l'équipe mexicaine militaire, qui ont pris part à un concours hippique international en avril 1951, c'est en tant que « vieux soldat²¹³ » et « vieux camarade²¹⁴ » qu'il s'adresse à eux. La participation de représentants des nations latino-américaines aux tournois internationaux organisés en Argentine œuvre en faveur du rapprochement entre les peuples du continent parce qu'elle permet « de mieux nous connaître, de mieux nous comprendre et que nous devenions chaque jour plus amis²¹⁵. » Perón leur remet un pistolet de fabrication argentine en souvenir et comme « témoignage de l'affection et de l'amitié d'un vieux soldat²¹⁶ » à leur égard. Ce thème de l'amitié et de l'union entre les pays latino-américains est invoqué lors de chaque visite de sportifs originaires des nations voisines. Les rencontres sportives deviennent alors des moments et des espaces propices aux développements sur le panaméricanisme²¹⁷. Lors de la réception d'aviateurs brésiliens, en avril 1952, Perón déclare ainsi que l'« union indestructible entre le Brésil et l'Argentine²¹⁸ » est « indispensable²¹⁹. » Les échanges sportifs sont des marques d'amitié et de fraternité qui permettraient de progresser dans cette voie. Le chef de l'État argentin saisit l'occasion que lui offre la délégation brésilienne, qui lui a apporté en cadeau un couteau de *gaucho*, pour souligner les traits culturels communs entre les deux nations :

Pour nous, comme pour tous les gens du Río de la Plata, le *gaucho* a une signification. Pour nous, le *gaucho* respecte une tradition par-dessus toutes : celle de l'amitié. [...] Quand un homme de sentiment *gaucho* accorde son amitié, il donne sa vie avec elle. [...] C'est une amitié de cette sorte que je souhaite que l'Argentine maintienne en permanence avec le Brésil²²⁰.

²¹³ Juan Domingo Perón, *Obras completas*, Tome XIV, Vol. 1, *op. cit.*, « Al entregar los premios al equipo hípico mexicano. 26 de abril de 1951 », p. 225 : « *viejo soldado* ».

²¹⁴ *Ibid* : « *viejo camarada* ».

²¹⁵ *Ibid* : « *conocernos mejor, que nos comprendamos cada día mejor y que seamos cada día más amigos.* »

²¹⁶ *Ibid* : « *testimonio del cariño y de la amistad de un viejo soldado* ».

²¹⁷ L'un des axes fondamentaux de la politique étrangère du gouvernement péroniste : voir José Paradiso « *Vicisitudes de una política exterior independiente* » in Juan Carlos Torre (dir.), *Nueva Historia Argentina*. Tomo 8. *Los años peronistas*, *op. cit.*

²¹⁸ Juan Domingo Perón, *Obras completas*, Tome XV, *op. cit.*, « Ante aviadores brasileños. 14 de abril de 1952 », p. 89-92 : « *la unión indestructible entre Brasil y Argentina* ».

²¹⁹ *Ibid* : « *indispensable* ».

²²⁰ *Ibid* : « *Para nosotros, como para todos los rioplatenses, el gaucho tiene una significación. Para nosotros, el gaucho respeta una tradición por sobre todas las demás tradiciones : la de amistad. [...] Cuando un hombre de sentimientos gauchos entrega su amistad, entrega con ella su vida. [...] Es esa amistad que yo anhelo que la Argentina mantenga permanentemente con el Brasil.* »

Les traditions *gauchescas* constitueraient un univers de références partagées. C'est peut-être vrai pour les États du sud du Brésil, beaucoup plus douteux pour le reste du pays. Si Perón affirme qu'en Argentine, on enseigne l'amour et le respect à l'égard du peuple voisin, il est cependant conscient de la persistance des préjugés et de la méfiance (*susplicacia*) mutuelle entre les deux pays, issus de facteurs historiques et politiques anciens. Il appelle à les surmonter et à les faire disparaître : il est convaincu qu'alors, « il n'y aura plus de problèmes en Amérique du Sud²²¹. » La force des pays latino-américains, c'est qu'ils sont des nations « neuves », disposant d'« immenses réserves²²² ». Le futur leur appartient : c'est pourquoi, selon lui, elles doivent s'unir afin de former « un seul pays » capable d'affronter « ce monde en bouleversement²²³. » Toujours d'après Perón, les Brésiliens et les Argentins font partie d'une « même race, ont le même sens de la vie, les mêmes aspirations²²⁴ » et sont les représentants d'une « civilisation en ascension²²⁵ ». Un mois plus tard, il réitère d'ailleurs ces propos aux sportifs brésiliens qui ont assisté au Championnat Sud-américain d'Athlétisme.

Lors de ce dernier événement, il érige la solidarité entre les peuples au-dessus des relations diplomatiques que peuvent entretenir les gouvernements. À ses yeux, « l'amitié entre les peuples est une valeur durable ; les relations entre gouvernements ne sont que des éléments transitoires de la vie des nations²²⁶. » Le sport permet de construire cette relation particulière entre les populations nationales, c'est pourquoi il estime que les confédérations sportives devraient mener elles-mêmes leur propre politique internationale. Ce qu'elles font dans ce domaine serait même « parfois bien mieux que ce que nous, nous faisons dans nos chancelleries²²⁷. » On retrouve ici l'un des fondements de la doctrine péroniste qui lui a valu d'être considéré comme un régime populiste : le peuple, qui correspond, pour Perón, aux classes populaires, organisées au sein de corps intermédiaires, est plus fiable et meilleur que la classe dirigeante et les instances étatiques. Néanmoins, s'il assure qu'il laissera toute liberté d'action aux institutions sportives et aux athlètes, ces derniers devront néanmoins assumer leurs responsabilités en cas d'échec. Toute l'ambiguïté des rapports entre le milieu sportif et le pouvoir péroniste apparaît ici : Perón affirme que le gouvernement ne doit pas

²²¹ *Ibid* : « no habrá problemas en Sudamérica. »

²²² *Ibid* : « Somos pueblos nuevos con inmensas reservas ».

²²³ *Ibid* : « ese mundo de convulsiones. »

²²⁴ *Ibid* : « Pueblos de una misma raza, con un mismo sentido de la vida, con una misma aspiración ».

²²⁵ *Ibid* : « la marcha ascendente de esta civilización que representamos. »

²²⁶ Juan Domingo Perón, *Obras completas*, Tome XV, *op. cit.*, « Ante deportistas que participaron en el Campeonato Sudamericano de Atletismo. 12 de mayo de 1952 », p. 195-199 : « La amistad entre los pueblos constituye un valor permanente ; las relaciones de los gobiernos son cosas transitorias de la vida de las naciones. »

²²⁷ *Ibid* : « a veces mucho mejor que lo hacemos nosotros por nuestras propias chancellías. »

« se mêler²²⁸ » des affaires sportives, seulement se contenter d'aider. Cependant, il exige que « les choses fonctionnent bien²²⁹. » Le rôle diplomatique du sport reste donc sous surveillance et doit apporter des résultats.

Retracer les tournées argentines à l'extérieur et les visites d'équipes étrangères en Argentine permet de repérer les réseaux sportifs internationaux dans lesquels cherche à s'insérer le gouvernement péroniste par l'intermédiaire des athlètes. Les sportifs étrangers, durant leur séjour, doivent être considérés et traités comme des représentants officiels de leur pays, des ambassadeurs²³⁰. La *Nueva Argentina* accueille des hôtes aux nationalités très diverses, en accord avec les grands axes de sa politique internationale : des joueurs d'échec aussi bien russes qu'américains²³¹, des alpinistes japonais²³², des gymnastes allemands²³³, des escrimeurs italiens et français, des footballeurs britanniques et, bien évidemment, des athlètes latino-américains. Le sport servirait ainsi de moteur pour faire progresser la cause du panaméricanisme et de support aux principes de la Troisième Voie, cette position intermédiaire et alternative à la division des États-nations entre les deux grands blocs capitaliste et communiste. Les échanges sportifs avec l'Europe s'inscrivent à la fois dans la continuité avec les pratiques du XIX^e siècle, caractérisé par la très forte influence des modèles économiques, politiques et culturels européens dans le Río de la Plata, et dans les représentations dominantes en Argentine, qui l'apparentent à une nation « blanche », hispanique et catholique, héritière de la culture classique gréco-latine, et à un fragment d'Europe installé à l'autre bout du monde.

Si Perón s'emploie, pendant un temps, à renforcer les liens avec l'Espagne franquiste, en s'opposant notamment à sa mise au ban de la communauté internationale, il

²²⁸ *Ibid* : « No nos metemos, ayudamos ».

²²⁹ *Ibid* : « pero también exigimos que las cosas anden bien. »

²³⁰ Voir aussi Cadcoa, *Resumen de la Memoria, Balance general y cuenta de gastos y recursos 1953*, Buenos Aires, 1954, « Actividad Internacional », p. 29 : « Chaque sportif argentin durant son séjour représente un ambassadeur de son peuple, c'est ainsi que nous le considérons et nous espérons seulement avoir été de fidèles interprètes des principes avancés par notre Premier Magistrat, le Général Perón. » (« Cada deportista extranjero durante su estada representó un embajador de un pueblo, así lo consideramos y solamente deseamos haber sido leales intérpretes de los principios sustentados por nuestro Primer Magistrado, el General Perón. »)

²³¹ Juan Domingo Perón, *Obras completas*, Tome XVI, *op. cit.* « En la recepción a los ajedrecistas soviéticos. 19 de marzo de 1954 », p. 117 et Jorge Morgado, « Duelo de revancha Reshevsky-Najdorf (Buenos Aires 1953 », *Noticias de Ajedrez*, 9 décembre 2009 [En ligne] <https://es.chessbase.com/post/duelo-de-revancha-reshevsky-najdorf-captulo-i-> (consulté le 21 mai 2012). Cette rencontre a lieu à Buenos Aires dans le cadre du Championnat d'Occident d'échecs et oppose le champion argentin d'origine juive polonaise Miguel Najdorf à l'Américain, lui aussi d'origine juive polonaise, Samuel Reshevsky.

²³² Cadcoa, *Resumen de la Memoria, Balance general y cuenta de gastos y recursos 1953*, Buenos Aires, 1954, p. 3-6. Le 4 mars 1953, une réception est organisée à la *Casa del Deporte* en l'honneur des alpinistes japonais qui ont escaladé l'Aconcagua. Perón et l'ambassadeur du Japon y participent.

²³³ Cadcoa, *Resumen de la Memoria, Balance general y cuenta de gastos y recursos 1952*, Buenos Aires, 1953, « Trofeos Estímulo acordados durante el año 1952 - Medallas », s/p.

ne néglige pas les démocraties européennes²³⁴. Ces dernières, dont la France, ne cachent pas leur méfiance à l'égard de son régime, alimentée par cette politique de rapprochement avec les dictatures ibériques. Les différents diplomates français en poste en Argentine entre 1946 et 1955 considèrent le péronisme soit comme un prolongement latino-américain du fascisme et du nazisme européens, soit comme un mouvement démagogique, aux accents anti-impérialistes et populistes outranciers. Un avis qui serait, selon leurs dires, partagé par l'ensemble du corps diplomatique occidental. Le sport apparaît, pour le pouvoir argentin, comme un moyen de modifier l'opinion dominante, de mettre en valeur les accomplissements du gouvernement et de promouvoir l'image du pays à l'extérieur.

Renforcer l'« amitié franco-argentine » grâce au sport ?

Cette volonté des dirigeants péronistes rejoint les propres buts poursuivis par les diplomates étrangers qui considèrent aussi le sport comme un instrument du rayonnement culturel à l'extérieur. En témoigne cette lettre de l'ambassadeur Wladimir d'Ormesson adressée au ministre des Affaires Étrangères :

Toute propagande par le sport réussissant particulièrement à toucher les masses argentines, j'ai l'honneur de demander à votre Excellence s'il serait possible au Département d'obtenir des organismes intéressés l'envoi en Argentine d'une équipe française de football association pour la prochaine saison d'hiver [...] Cette équipe pourrait peut-être prolonger sa tournée dans d'autres pays d'Amérique du Sud où ce sport est spécialement goûté. Une semblable initiative serait d'ailleurs sur le point d'être prise par les Italiens et les Portugais²³⁵.

Ormesson précise par ailleurs qu'il « serait naturellement indispensable que l'équipe française [...] soit de tout premier ordre²³⁶ », étant donné que le football est un « sport national²³⁷ » en Argentine et que les équipes locales se classent « parmi les toutes premières du monde²³⁸ ». La sélection française ne doit donc pas démeriter, au nom du prestige de la France et par respect pour le pays hôte. L'ambassade n'hésite d'ailleurs pas à se plaindre lorsque des sportifs français envoyés en Argentine réalisent des performances médiocres et

²³⁴ José Paradiso « Vicisitudes de una política exterior independiente » in Juan Carlos Torre (dir.), *Nueva Historia Argentina. Tomo 8. Los años peronistas, op. cit.* et ADN, Buenos Aires, Ambassade, 1946-1956, Carton 3, dossier « Voyage d'Eva Perón en Europe 1947 ».

²³⁵ ADN, Buenos Aires, Ambassade, 1946-1956, Carton 51, dossier « Manifestations sportives », lettre de l'ambassadeur de France au ministre des Affaires Étrangères, Buenos Aires, 26 novembre 1946.

²³⁶ *Ibid.*

²³⁷ *Ibid.*

²³⁸ *Ibid.*

à insister pour que les choix des représentants soient faits selon des critères plus exigeants²³⁹. Le sport apparaît de plus en plus comme une activité susceptible d'améliorer les relations avec le gouvernement péroniste, qui, dans un premier temps, se passent plutôt mal. Wladimir d'Ormesson relate ainsi l'indifférence que les autorités argentines ont manifestée à l'égard du sociologue et historien André Siegfried, venu faire une tournée de conférences en Argentine à l'été 1946²⁴⁰. Selon lui, les milieux politiques officiels « ne sont actuellement composés que de primaires mal élevés qui ne se prêtent à aucune rencontre de ce genre²⁴¹. » Non seulement le chef de cabinet du ministre de l'Instruction Publique a refusé de recevoir Siegfried en audience, à moins que ce dernier ne présente une note résumant l'objet de sa démarche, mais tous les responsables politiques invités au dîner organisé à l'ambassade en son honneur se sont décommandés, dont certains au dernier moment.

Cet incident amène Ormesson à émettre un jugement très sévère sur l'équipe péroniste au pouvoir :

Il ne faudrait pas croire que ces procédés d'une si parfaite discourtoisie nous soient réservés. Ils sont monnaie courante en ce moment [...] Ce manque des égards les plus élémentaires vis-à-vis des chefs de missions diplomatiques est d'ailleurs à sens unique. Ce personnel gouvernemental est extrêmement chatouilleux pour ce qui touche à son rang, ses prérogatives, les prévenances qu'on leur doit. Il est imbu de son importance et se croit tout permis. Sa suffisance n'a d'égale que son impolitesse. Combien il aurait besoin de recevoir des leçons et que l'on traitât les ambassades argentines à l'étranger comme on a l'habitude de le faire ici²⁴².

Cette visite de Siegfried, qui a rencontré un certain succès auprès des élites intellectuelles *porteñas*, a par contre été un fiasco sur le plan politique et diplomatique. Elle n'a pas permis de prise de contact avec les dirigeants péronistes. Les diplomates français se rendent rapidement compte que le sport constitue un meilleur moyen pour entrer en rapport avec les personnalités du régime. Cette réorientation s'accroît après le départ de Wladimir d'Ormesson, qui ne cachait pas son mépris et sa réprobation à l'égard des responsables

²³⁹ ADN, Buenos Aires, Ambassade, 1946-1956, Carton 51, dossier « Manifestations sportives », lettre de l'ambassadeur au ministre des Affaires Étrangères, Buenos Aires, 18 février 1947 concernant la participation de l'écurie française Naphtra Course aux Grands Prix automobiles Général Perón et Eva Perón.

²⁴⁰ ADN, Buenos Aires, Ambassade, 1946-1956, Carton 96, dossier « Attaché culturel », rapport de l'ambassadeur au ministère des Affaires Étrangères, Buenos Aires, 9 septembre 1946.

²⁴¹ *Ibid.*

²⁴² *Ibid.*

péronistes²⁴³. Ses successeurs, s'ils se montrent toujours extrêmement circonspects vis-à-vis du programme politique de Perón, sont néanmoins plus mesurés et semblent être parvenus à entretenir des relations plus cordiales avec les dirigeants en place²⁴⁴.

C'est véritablement à partir de 1950-1951 que les échanges sportifs bilatéraux se renforcent entre les deux nations. Des champions français, comme les pilote automobiles Louis Rosier et Maurice Trintignant – qui remporte le Grand Prix de Buenos Aires en 1954 – ou le boxeur Georges Carpentier, se rendent en Argentine²⁴⁵. Des athlètes sont régulièrement invités à prendre part aux différentes compétitions internationales organisées par les fédérations argentines, avec l'appui du gouvernement péroniste : des cyclistes français disputent ainsi le Tour de la Nouvelle Argentine (*Vuelta de la Nueva Argentina*) en 1952. En 1953, l'équipe nationale de boxe amateur participe au Tournoi des Pays Latins et des rameurs français concourent lors des Régates Internationales²⁴⁶. Par ailleurs, des équipes françaises réalisent régulièrement des tournées en Argentine : des basketteurs et des escrimeurs en 1951, des rugbymen en 1949 et en 1954²⁴⁷. À chaque fois, les représentants diplomatiques sont invités officiellement à assister à ces compétitions, qui se déroulent souvent en présence de Perón. La dernière visite des joueurs de rugby est d'ailleurs considérée par le chargé d'affaires en poste comme un « réel succès²⁴⁸ ». Les Français ont non seulement remporté tous leurs matchs et attiré un « public très nombreux²⁴⁹ » mais en outre

²⁴³ La correspondance diplomatique de Wladimir d'Ormesson et de ses chargés d'affaires est émaillée de remarques de ce genre. Ils émettent par ailleurs des avis extrêmement négatifs à l'égard d'Eva Perón et des responsables politiques péronistes. Voir, par exemple, ADN, Buenos Aires, Ambassade, 1946-1956, Carton 3, dossiers « Couple présidentiel », « Fondation Eva Perón », « Voyage d'Eva Perón en Europe 1947 » et Carton 18, dossier « Hommes du régime ».

²⁴⁴ Comme en atteste leurs compte-rendu sur les Jeux Panaméricains, voir *supra*.

²⁴⁵ Voir ADN, Buenos Aires, Ambassade, 1946-1956, Carton 51, dossier « Manifestations sportives » : lettre d'invitation du Club Atlético de Rafaela à l'ambassadeur de France, Rafaela, 15 novembre 1950, pour assister à la course « 500 Millas Argentinas » à laquelle participe Louis Rosier ; lettre du Club Social y Deportivo Georges Carpentier à l'ambassadeur de France, Buenos Aires, 12 février 1952, concernant la visite en Argentine du boxeur ; coupure de presse du *Miroir des Sports* du 15 février 1954 sur la victoire de Maurice Trintignant en Argentine et qui déplore l'absence des membres de l'ambassade française lors de cet événement.

²⁴⁶ *Ibid*, lettre de la Fédération Française de Cyclisme à la *Federación Ciclista Argentina*, Montigny-le-Bretonneux, 19 octobre 1954 ; lettre de la Fédération Française de Boxe Amateur à l'ambassadeur de France en Argentine, Paris, 19 septembre 1953 et chemise « Rameurs français – Régates internationales 1953 », lettre d'invitation de l'*Asociación Argentina de Remeros Aficionados* à l'ambassadeur de France en Argentine, Buenos Aires, 19 novembre 1953.

²⁴⁷ *Idem*, chemise « Équipe française de basket-ball 1951 » ; chemise « Délégation française d'escrime septembre 1951 » et chemise « Équipe française de rugby 1954 ».

²⁴⁸ *Idem*, dossier « Équipe française de rugby 1954 », lettre-rapport du chargé d'affaires de France au ministre des Affaires Étrangères, Buenos Aires, 17 septembre 1954.

²⁴⁹ *Ibid*.

le Général Perón a assisté à l'une des parties au cours de laquelle il s'est montré très détendu et aimable à l'égard de nos compatriotes, à qui il a remis une coupe ; j'ai eu alors l'occasion de constater à nouveau que contrairement aux rumeurs lancées dernièrement au sujet de sa santé le Président paraissait en parfait état physique²⁵⁰.

Malgré quelques « ombre[s] au tableau²⁵¹ » – la presse argentine ayant reproché aux joueurs français leur brutalité excessive sur le terrain²⁵² – cette tournée a « été dans son ensemble d'un effet heureux pour notre rayonnement dans le grand public et dans les milieux sportifs²⁵³ ». Chaque tournée sportive représente ainsi une occasion de promouvoir la France en Argentine et de consolider les relations entre le corps diplomatique et les dignitaires péronistes. La présence de Perón et les marques d'attention officielles sont systématiquement mentionnées dans les compte-rendu émanant de l'ambassade.

Mais les événements sportifs susceptibles de jouer le rôle le plus important en tant que « manifestation d'amitié franco-argentine²⁵⁴ » ont été indiscutablement les expéditions françaises menées dans les Andes entre 1951 et 1954. Elles s'inscrivent dans le prolongement de l'exploit réalisé un an plus tôt par Maurice Herzog, qui, à la tête d'une équipe française, venait de réussir la première ascension de l'Annapurna. Cette performance lui a valu une renommée mondiale. En compagnie du médecin Jacques Oudot, il réalise une tournée en Amérique Latine qui comprend une étape en Argentine, du 30 août au 10 septembre 1951. Les deux alpinistes cherchent à lever des fonds pour financer leur prochaine ascension en organisant des séances de projection du film de leur mission dans l'Himalaya²⁵⁵. Ils soulèvent l'enthousiasme en Argentine, tant auprès des médias, du public et du milieu sportif local que des responsables politiques :

Les plus hautes autorités du pays leur ont donné des marques d'intérêt et d'estime. Le président Perón, ancien officier de troupes de montagne, les a reçus très longuement et, seul, le retard d'un avion [...] a empêché une présentation par MM. Herzog et Oudot, du film de l'expédition à la Présidence de la Nation, devant le Général Perón et les Ministres²⁵⁶.

²⁵⁰ *Ibid.*

²⁵¹ *Ibid.*

²⁵² Le chargé d'affaire concède qu'il est « regrettable que dans le jeu de l'action quelques coups de poing aient été échangés de part et d'autre. »

²⁵³ *Ibid.*

²⁵⁴ ADN, Buenos Aires, Ambassade, 1946-1956, Carton 51, dossier « Manifestations sportives », chemise « Expédition andine en Patagonie 1951-1953 », lettre de l'ambassadeur au ministre des Affaires Étrangères, Buenos Aires, 16 mai 1952.

²⁵⁵ *Idem*, chemise « Mission française à l'Annapurna 1951 », lettre du chargé d'affaires au ministre des Affaires Étrangères, Buenos Aires, 17 septembre 1951 sur la visite de Maurice Herzog et Jacques Oudot en Argentine.

²⁵⁶ *Ibid.*

Herzog est décoré par le ministre de l'Armée qui lui remet les insignes du Corps des Troupes Andines, participe à des émissions de radio, est l'invité d'honneur de la Fédération Argentine de Ski et d'Alpinisme (*Federación Argentina de Ski y Andinismo-FASA*). Surtout, sa visite argentine lui rapporte à elle seule un bénéfice net d'un million de francs et lui permet de préparer une future expédition dans les montagnes argentines. En reconnaissance de l'accueil qui lui a été réservé, le chargé d'affaires de l'ambassade écrit au ministère pour que des médailles de l'Éducation Physique soient décernées à différentes personnalités argentines dont Rodolfo Valenzuela²⁵⁷.

La prise de contacts avec les autorités politiques et sportives argentines a été très efficace : Perón s'intéresse tout particulièrement à la prouesse réalisée par les Français, non seulement parce qu'il est féru de sports de haute montagne, mais surtout parce que son gouvernement envisage de financer l'envoi d'une expédition dans l'Himalaya²⁵⁸. Néanmoins, ce n'est pas Herzog qui revient en Argentine, fin décembre 1951, pour entreprendre l'ascension du Fitz Roy, sommet encore jamais gravi. L'équipe française composée de sept membres comprend l'un des autres vainqueurs de l'Annapurna, Lionel Terray, accompagné de Marc Antonin Azéma, René Ferlet, Jacques Poincenot, Guy Poulet, Louis Depasse et Louis Lliboutry. L'expédition se veut aussi une mission scientifique d'exploration de cette région de la Cordillère des Andes, située en pleine Patagonie. Elle bénéficie, dès le départ, du soutien des pouvoirs publics argentins : Perón assiste à la réception offerte aux Français à leur arrivée, leur accorde une audience privée et demande que les autorités argentines leur prêtent toute l'assistance possible. Cette dernière leur fut précieuse car l'expédition s'avère rapidement périlleuse : dès les premiers jours, Poincenot se noie au cours de la traversée du fleuve Gallegos et doit être remplacé par le grimpeur Guido Magnone. L'Armée prête son concours à la mission française en affrétant des camions pour transporter les hommes et le matériel jusqu'à leur camp de départ, dans une région alors très isolée. En outre, un officier argentin, le lieutenant Francisco Ibañez, se joint à eux²⁵⁹. Le 2 février 1952, les alpinistes réussissent leur principal objectif : atteindre le

²⁵⁷ *Ibid.* Des médailles sont aussi accordées en remerciement pour l'accueil de la délégation française d'escrime à des officiers militaires et des dirigeants de fédérations sportives (FASA et Fédération Argentine d'Escrime).

²⁵⁸ Voir Cadcoa, *Resumen de la Memoria, balance general y cuenta de gastos y recursos correspondiente al XXXI^o ejercicio 1952*, Buenos Aires, 1953, « Expedición al Himalaya », p. 15. Il est difficile de savoir si ce projet était déjà en germe avant la visite des alpinistes français ou s'il en est une conséquence. En tout cas, le gouvernement péroniste soutenait activement les expéditions militaires en haute montagne et dans des environnements extrêmes, avec les campagnes annuelles en Antarctique menées depuis 1947.

²⁵⁹ C'est ce même officier qui prit la tête de la « *Primera Expedición Argentina al Himalaya Presidente Perón* » de 1954, où il trouva la mort. Des hommages nationaux lui sont rendus. Voir Cadcoa, *Resumen de la Memoria, balance general y cuenta de gastos y recursos 1954*, Buenos Aires, 1955, Chapitre « Excelente actuación cumplieron nuestros deportistas en el exterior », rubrique « Andinismo », section « El sacrificio del

sommet du Fitz Roy. Ils poursuivent ensuite leur périple et gravissent l'Aconcagua le 11 mars²⁶⁰.

Ils sont rapatriés et hébergés à Buenos Aires aux frais du gouvernement qui les loge dans le meilleur hôtel de la ville. Perón et son épouse les félicitent personnellement au Palais Présidentiel le 25 mars. Toute cette opération apparaît donc comme un succès éclatant, tant pour les dirigeants argentins que pour les sportifs et les représentants français. Cependant, l'écho donné en France à cette nouvelle performance, rendue possible grâce à la collaboration diligente du régime péroniste, va engendrer un incident diplomatique²⁶¹. En effet, Lionel Terray et René Ferlet devaient conter le récit de leur aventure dans *Le Figaro*. Or la version publiée a visiblement été tronquée : il n'y est quasiment pas fait mention de l'aide constante apportée par le gouvernement argentin aux alpinistes, de la participation décisive d'Ibañez, du rôle joué par les autorités militaires ou par la Cadcoa dans la préparation de l'expédition. L'ambassadeur est convaincu que ces omissions ont été décidées par la rédaction du *Figaro* pour des raisons politiques, car elles vont à l'encontre des déclarations publiques des membres de l'expédition, qui s'étaient montrés « reconnaissants des appuis et des attentions qui leur avaient été si largement prodigués ici²⁶². » Pour lui, ces coupes sont « regrettables²⁶³ » car elles ont « provoqué dans les milieux intéressés de Buenos Aires de la surprise et de l'amertume²⁶⁴. » Il s'insurge contre cette tendance à « ne rien laisser publier en France qui puisse éveiller des sentiments favorables au Général Perón²⁶⁵ » et attire l'attention du ministère sur les conséquences potentielles de ce « silence total observé²⁶⁶ » à l'égard « des amabilités dont nos alpinistes ont été l'objet et qui se situaient en dehors de toute circonstance politique²⁶⁷. » En effet,

sous un régime susceptible comme l'est celui-ci et spécialement attentif, au surplus, à tout ce qui touche à sa propagande, une telle conclusion ne pourrait qu'influencer de la manière la plus fâcheuse le développement des relations entre les deux pays. [...] il est à redouter que le refus de donner la moindre publicité à l'accueil réservé par les autorités argentines à

Teniente Ibañez », s/p et ADN, Buenos Aires, Ambassade, 1946-1956, Carton 51, Dossier « Manifestations sportives », Chemise « Décès du lieutenant Ibañez 1954 ».

²⁶⁰ ADN, Buenos Aires, Ambassade, 1946-1956, Carton 51, Dossier « Manifestations sportives », Chemise « Expédition andine en Patagonie 1951-1953 ».

²⁶¹ *Idem*, lettre de l'ambassadeur au ministère des Affaires Étrangères, Buenos Aires, 16 mai 1952.

²⁶² *Ibid.*

²⁶³ *Ibid.*

²⁶⁴ *Ibid.*

²⁶⁵ *Ibid.*

²⁶⁶ *Ibid.*

²⁶⁷ *Ibid.*

l'expédition française au Fitz Roy ne décourage ces autorités et que nos compatriotes ne soient plus désormais ici l'objet des mêmes égards²⁶⁸.

Mais les craintes exprimées par l'ambassadeur se sont avérées excessives, du moins en ce qui concerne les membres de la mission du Fitz Roy²⁶⁹. En 1954, René Ferlet dirige une seconde expédition, visant cette fois à escalader l'Aconcagua par la face sud. Le gouvernement argentin a de nouveau fourni une aide logistique conséquente, aussi bien avant le départ qu'après l'ascension²⁷⁰. Cette dernière est à nouveau un succès mais a encore été très éprouvante : presque tous les participants doivent être hospitalisés pendant trois mois dans un établissement militaire de Mendoza pour soigner leurs mains et leurs pieds gravement gelés. Ils évitent l'amputation grâce aux traitements des médecins argentins. Les Français sont traités comme des coqs en pâte par les responsables politiques locaux :

Tous ont été l'objet des attentions les plus délicates : des excursions et des petites fêtes, des divertissements de tout genre, ont été organisés par les autorités argentines de la région. [...] Je crois devoir préciser qu'en contrepartie de tous ces gestes, aucune démonstration dans le domaine de la propagande péroniste, n'a été demandé à nos compatriotes²⁷¹.

Se pose alors un épineux problème : face à ce « déploiement aussi généreux et même spectaculaire d'aides et d'attentions de toute sorte²⁷² », le gouvernement français se doit, cette fois-ci, de manifester sa gratitude. L'ambassadeur Girard de Charbonnières rédige en ce sens une longue lettre à l'attention du ministère où il détaille toutes les difficultés d'ordre protocolaire et politique posées par cette situation, car c'est Perón en personne qu'il s'agit de remercier, par un geste qui soit à la hauteur de sa bienveillance. Le diplomate énumère plusieurs possibilités, qui vont de la remise de la grand-croix de la Légion d'honneur à

²⁶⁸ *Ibid.*

²⁶⁹ En outre, bien d'autres raids et expéditions entrepris par des sportifs français ont été autorisés et aidés par les autorités argentines, comme le Raid Alaska-Terre de Feu en Scooter, le raid Québec-Buenos Aires en Citroën 2 HP, le voyage Gardinier-Boucher Amazonie-Argentine. Voir ADN, Buenos Aires, Ambassade, 1946-1956, Carton 51, Dossier « Manifestations sportives », Chemise « Équipe Marquette 1951-1954 », lettre du chargé d'affaires au ministre des Affaires Étrangères, Buenos Aires, 30 juillet 1954.

²⁷⁰ ADN, Buenos Aires, Ambassade, 1946-1956, Carton 51, Dossier « Manifestations sportives », Chemise « Deuxième expédition française aux Andes argentines 1954 », lettre de l'ambassadeur au ministre des Affaires Étrangères, Buenos Aires, 30 avril 1954. Ce courrier précise que le gouvernement argentin a mis à disposition des alpinistes un avion militaire afin d'effectuer un vol de reconnaissance avant l'ascension, des camions, une camionnette ainsi que 500 mules pour le transport du matériel. L'Armée a aussi fait construire, avant l'arrivée des Français, un refuge en dur, baptisé « Jacques Poincenot » et édifié à plus de 4 000 m d'altitude.

²⁷¹ *Ibid.* Précisons que l'hospitalisation, les soins et l'hébergement des alpinistes français sont entièrement pris en charge par le gouvernement péroniste.

²⁷² *Ibid.*

l'envoi d'un « cadeau choisi²⁷³ », en passant par la lettre de remerciement signée de la main du président de la République française. Il insiste particulièrement sur la nécessité d'un témoignage de reconnaissance qui soit directement adressé au chef de l'État, car il a conscience que le gouvernement français va se montrer réticent²⁷⁴.

Ces questions protocolaires sont loin d'être anodines : le 7 mai 1954, René Ferlet, qui se trouve encore à Mendoza, écrit à l'ambassadeur pour lui signaler que la cérémonie de remise de médailles aux officiers du Commando de Groupement de Montagne (*Comando de la Agrupación de Montaña*) de Cuyo²⁷⁵, prévue le matin même, a été annulée. En cause :

Le général [du Commando] était très vexé de ne pas figurer sur la liste des personnalités décorées. Le colonel Croce nous a fait clairement comprendre que nous ne pourrions pas, sans grave impair, décorer des militaires qui n'avaient fait qu'exécuter les ordres donnés par le général. Ajoutant que ces derniers pourraient difficilement accepter pour eux-mêmes une récompense sachant que leur chef direct en était exclu²⁷⁶.

René Ferlet fait part de son embarras : il ne sait comment justifier auprès de son interlocuteur la décision des autorités françaises de n'accorder aucune décoration aux hauts responsables des Forces Armées. Les stratégies d'évitement du gouvernement français suscitent l'incompréhension des officiers argentins, comme il le relate :

J'ai attiré discrètement l'attention du colonel sur le fait que le général lui-même n'avait fait qu'exécuter les ordres du ministre de l'Armée, lequel accédait au désir du président Perón. À cela, il m'a été répondu que l'on pensait bien que le gouvernement français décorerait également le ministre et le général Perón²⁷⁷.

On comprend que la requête de l'ambassadeur n'a pas été acceptée par Paris, ce qui provoque à nouveau un fort mécontentement en Argentine. Si le sport peut être un moyen de « fluidifier » les relations diplomatiques, cela semble surtout opérer au niveau local, parmi les représentants établis à Buenos Aires, ou au niveau individuel, entre les sportifs français –

²⁷³ *Ibid.* Il propose également d'honorer, à défaut de Perón, le ministre de la Défense, mais précise bien que « l'effet produit ici ne serait toutefois pas comparable ».

²⁷⁴ Il rappelle par ailleurs que le montant total de l'aide apportée par le gouvernement péroniste à l'expédition française atteint les 5 millions de francs.

²⁷⁵ Il s'agit du régiment de troupes de montagne qui a aidé les Français avant leur départ et les a soignés et pris en charge après leur ascension.

²⁷⁶ ADN, Buenos Aires, Ambassade, 1946-1956, Carton 51, Dossier « Manifestations sportives », Chemise « Deuxième expédition française aux Andes argentines 1954 », lettre manuscrite de René Ferlet au conseiller de l'ambassade de France, Mendoza, 7 mai 1954.

²⁷⁷ *Ibid.*

du moins lorsque ceux-ci se comportent correctement²⁷⁸ – et les personnalités du régime. En France, ce n'est pas toujours suivi d'effets, que ce soit sur le plan médiatique ou politique. On voit là les limites du recours au sport en tant qu'instrument des relations internationales : les efforts du gouvernement péroniste dans ce domaine ne suffisent pas à redorer son image auprès du gouvernement français.

Limites et échecs de la politique sportive internationale péroniste

Les réactions des autorités françaises à l'égard de leurs homologues argentines ont été décevantes. Elles sont loin d'être les seules. Les efforts des dirigeants politiques et sportifs pour projeter l'Argentine sur la scène sportive internationale n'ont pas toujours été payants. Certes, le régime péroniste a multiplié le nombre de compétitions internationales accueillies dans le pays et a reçu des éloges quasi unanimes quant à l'organisation des premiers Jeux Panaméricains. Cependant, c'est la seule manifestation sportive d'ampleur qu'il lui a été confiée. Le gouvernement n'est pas parvenu à concrétiser deux de ses aspirations les plus chères : obtenir l'attribution des Jeux Olympiques et d'une Coupe du monde de football. Il aurait pu alors s'enorgueillir d'avoir réussi là où ses prédécesseurs avaient échoué. En effet, l'histoire des candidatures argentines olympiques et footballistiques est relativement ancienne. Dès 1924, le comité olympique argentin avait présenté un dossier auprès du CIO pour accueillir les Jeux de 1936²⁷⁹. Si le gouvernement radical d'Alvear (1922-1928) avait apporté son soutien officiel et s'engageait à financer la construction d'un stade de 100 000 places pour l'événement, le budget prévisionnel constituait le point le moins solide de la candidature. Les dirigeants sportifs et politiques argentins comptaient sur les ressources économiques offertes par les billets gagnants de la Loterie Nationale dont les prix n'auraient pas été réclamés par leurs bénéficiaires²⁸⁰. Cette source de financement a dû apparaître trop peu fiable pour le comité de sélection du CIO²⁸¹.

²⁷⁸ Voir ADN, Buenos Aires, Ambassade, 1946-1956, Carton 51, Dossier « Manifestations sportives », Chemise « Équipe Marquette 1951-1954 », lettre du chargé d'affaires au ministre des Affaires Étrangères, Buenos Aires, 30 juillet 1954. Le diplomate rapporte le comportement particulièrement impoli et l'attitude grossière des membres de cette expédition vis-à-vis de leurs hôtes argentins. Au cours d'une réception officielle, les invités français auraient été jusqu'à jeter de la nourriture, qu'ils jugeaient indigeste, dans le piano du maître de maison.

²⁷⁹ Voir César Torres, « Stymied Expectations. Buenos Aires' Persistent Efforts to Host Olympic Games », *Olympika*, art. cit. ; Fernando D. Agrazo, *El Sueño Olímpico de Buenos Aires*, Buenos Aires, Fernando D. Agrazo (auto-édité), 2003 et Archives CIO, C-JO4-1936/001 SD4, candidature de Buenos Aires aux Jeux Olympiques d'été de 1936.

²⁸⁰ César Torres, « Stymied Expectations. Buenos Aires' Persistent Efforts to Host Olympic Games », *Olympika*, art. cit., p. 47-48 ; Fernando D. Agrazo, *El Sueño Olímpico de Buenos Aires*, op.cit., p. 17.

²⁸¹ À cela s'ajoutent également des disputes internes entre les représentants argentins, Torcuato de Alvear et Ricardo Aldao et le Comité Exécutif du CIO puis la crise politique ouverte en Argentine par le coup d'État

La Cadcoa a renouvelé sa proposition en février 1935 pour l'Olympiade de 1940. Mais la Seconde Guerre mondiale a interrompu les activités du CIO et suspendu les Jeux le temps du conflit. Aucune sélection n'a eu lieu. La troisième tentative argentine est menée dès 1948 : elle est annoncée lors des Jeux de Londres, au cours desquels le CIO organise un Congrès olympique. L'élection doit se dérouler à Rome entre le 24 et le 29 avril 1949. Nous avons déjà évoqué le dossier de candidature mis au point par la Cadcoa à cette occasion²⁸². La ville de Buenos Aires fait face à huit concurrentes : Los Angeles, Detroit, Minneapolis, San Francisco, Philadelphie, Chicago, Melbourne et Mexico. Cette fois-ci, le projet a été particulièrement soigné et est activement appuyé par les pouvoirs publics.

Les arguments développés mettent en avant la « vocation sportive authentique²⁸³ » de la nation argentine, mise en évidence par « l'importance acquise par l'éducation physique du pays et la conduite remarquable des délégations argentines dans les épreuves internationales successives depuis 1924²⁸⁴ ». La création du CNEF par le gouvernement péroniste est invoquée pour démontrer la volonté politique de reconnaître l'importance du sport amateur et « de porter à tous les secteurs de la population les bénéfices d'une éducation physique appropriée à notre race²⁸⁵ ». Parmi les autres témoignages du dynamisme sportif national et de la qualité du milieu sportif local, le rapport relève la Coupe Olympique décernée par le CIO à la Cadcoa pour l'année 1943, soit « la plus haute distinction sportive mondiale instituée par le Baron de Coubertin²⁸⁶ ». Ce trophée récompensait « le grand effort olympique effectué au cours de ces dernières années et l'organisation des Jeux de l'Amérique du Sud, qui malheureusement n'ont pas pu avoir lieu à cause de la guerre²⁸⁷. » La délégation olympique envoyée à Londres attestait également de la vitalité du mouvement sportif national : c'est peut-être en prévision de cette candidature olympique qu'il a été décidé d'augmenter le nombre d'athlètes sélectionnés pour représenter l'Argentine.

D'après le dossier de candidature, les atouts de Buenos Aires sont variés : la ville dispose de bonnes infrastructures touristiques, d'une nourriture de qualité et d'excellentes capacités d'approvisionnement, le climat et le mode de vie sont adaptés aux visiteurs de l'hémisphère nord, puisque la « vie argentine se développe sur le plan de la culture des

militaire du général Uriburu en 1930. Voir César Torres, « Stymied Expectations. Buenos Aires' Persistent Efforts to Host Olympic Games », *Olympika*, art. cit., p. 47-49.

²⁸² Voir chapitre I.

²⁸³ Archives CIO, C-J04-1956/001 SD3, dossier de candidature de la ville de Buenos Aires pour les Jeux Olympiques d'été de 1956, 1948-1949, feuillet 1.

²⁸⁴ *Ibid.*

²⁸⁵ *Ibid.*

²⁸⁶ *Ibid.*

²⁸⁷ *Ibid.*

grands pays européens et américains, avec toutes les caractéristiques en termes d'activités industrielles qui le détermine²⁸⁸. » De plus, le président de la République s'implique personnellement dans le projet de candidature, puisqu'il « est réellement décidé à procurer le cadre le plus propice pour les concours internationaux²⁸⁹. » C'est à son initiative que la construction du stade olympique aurait été entreprise²⁹⁰. La densité et l'état des équipements sportifs de la capitale argentine forment d'ailleurs un autre élément en faveur de sa candidature : grâce à la politique sportive du gouvernement, les clubs ont pu rénover, moderniser ou agrandir leurs stades et leurs installations²⁹¹. Un Village ou « Ensemble olympique » serait d'ailleurs déjà en cours d'aménagement. Il s'agit probablement des travaux menés dans les environs de l'aéroport international d'Ezeiza, en prévision des Jeux Panaméricains, où fut effectivement inaugurée la « *Villa Olímpica* », qui servait à la fois de lieu d'hébergement pour les équipes étrangères et de centre de préparation et d'entraînement intensif pour les athlètes argentins²⁹².

Cet argumentaire est repris et développé par les représentants argentins auditionnés en avril 1949 lors de la session de Rome du CIO. La délégation chargée de défendre la candidature argentine est composée des deux membres permanents du CIO, Ricardo Aldao et Horacio Bustos Morón, de l'ingénieur Mario L. Negri, missionné par la Municipalité de Buenos Aires, du Dr Scelso, conseiller d'ambassade et de l'ambassadeur en poste en Italie, Rafael Ocampo Giménez²⁹³. Le projet argentin a séduit le comité olympique, puisque

²⁸⁸ *Idem*, feuillet 3.

²⁸⁹ *Idem*, feuillets 3 et 4.

²⁹⁰ La construction d'un stade olympique à Buenos Aires est une aspiration ancienne, déjà formulée dans les années 1920-1930. Les auteurs du dossier font peut-être allusion ici au nouveau stade de Racing, alors en pleine construction, et dont les capacités d'accueil ont été augmentées. Notons néanmoins que le club San Lorenzo de Almagro a lui aussi envisagé de démolir son vieux stade en bois, le *Gasómetro*, afin de le remplacer par une enceinte moderne en béton armé, baptisée « Estadio Olímpico ». Néanmoins ce projet ne s'est jamais concrétisé. Voir notre article consacré à ce club : Lucie Hémeury, « "¡Polítiqueros, no ! ¡Sanlorencistas, sí !" El Club Atlético San Lorenzo de Almagro bajo la era peronista » in Rein, Raanan (dir.), *La Cancha peronista : fútbol y política, 1946-1955*, Buenos Aires, Editorial de la Unsam, 2015.

²⁹¹ Archives CIO, C-J04-1956/001 SD2, dossier de candidature de la ville de Buenos Aires pour les Jeux Olympiques d'été de 1956, lettre d'Emilio S. Delpech et de Ricardo Sánchez Bustamante à Sigfrid Edström, Buenos Aires, 31 janvier 1948, annonçant et présentant la candidature argentine.

²⁹² Cadcoa, *Memoria y Balance general 1949-1950*, Buenos Aires, 1950, « Alojamiento », p. 88. Sur les travaux d'aménagement de la zone d'Ezeiza, consulter [AGN-AI, FNRP, CNI, Col. Bib. 269] Ministerio de Obras Públicas de la Nación, *Tres años de labor. Labor realizada y en ejecución. Breve reseña Diciembre 1943-4 de junio de 1947*, Buenos Aires, Subsecretaría de Informaciones de la Presidencia, 1947 ainsi qu'Anahí Ballent, *Las huellas de la política. Vivienda, ciudad y peronismo en Buenos Aires, 1943-1955*, Buenos Aires, Universidad Nacional de Quilmes/ Prometeo, 2005.

²⁹³ Voir Archives CIO, CIO MBR-ALVAO-CORR, CIO MBR-BUSTOS-CORR, membres du CIO pour l'Argentine. Ricardo Aldao et Horacio Bustos Morón sont des dirigeants historiques de la Cadcoa. C'est le CIO lui-même qui désigne ses membres permanents et représentants locaux dans chaque pays par cooptation. Cette fonction est accordée à vie. Ce sont eux qui servent de correspondants avec l'institution centrale, plutôt que le président de la Cadcoa. Mario Negri était le président de la Fédération argentine de natation avant d'accéder à la présidence de la Fédération Internationale de Natation. Son nom a été suggéré pour remplacer Bustos Morón en tant que membre permanent du CIO après le décès de ce dernier en 1952. Voir archives CIO,

Buenos Aires arrive en tête des votes dès le premier tour, derrière Melbourne. Les autorités australiennes ont aussi envoyé une délégation importante : le maire de la ville est venu en personne, accompagné de représentants de l'État de Victoria. Les Argentins pensaient pouvoir se reposer sur le soutien des autres nations latino-américaines qui, selon eux, « désirent vivement que la torche olympique soit allumée pour la première fois dans cette partie du monde²⁹⁴. » Néanmoins, cette solidarité continentale s'est avérée insuffisante – ou illusoire : la ville de Melbourne obtient, à une voix près, les Jeux Olympiques de 1956.

Mario Negri, malgré cette déconvenue, se déclare satisfait du résultat, puisqu'il montre que le travail de la Cadcoa a été excellent et que le dossier présenté répondait aux critères du CIO. Pour lui, l'une des raisons de cet échec est due à l'absence des autres membres sud-américains du CIO. Il regrette qu'ils « aient été si occupés qu'ils n'ont pas pu venir à Rome pour une affaire aussi primordiale qu'est celle d'obtenir que les Jeux se déroulent sur notre continent²⁹⁵. » Il envisage dès à présent de représenter la candidature argentine pour la prochaine édition en espérant que celle-ci soit la bonne. Mais, le renversement du péronisme, l'arrivée au pouvoir de la Révolution Libératrice et la mise sous tutelle de la Cadcoa ont brutalement interrompu ce processus : l'Argentine ne participe pas à la procédure de sélection pour les Jeux de 1960²⁹⁶.

Il est possible que la candidature de Buenos Aires ait été écartée parce que les responsables du CIO ont estimé qu'elle bénéficiait déjà d'un lot de consolation et d'une alternative avec les Jeux Panaméricains. Quoiqu'il en soit, le vote a été très serré et le gouvernement péroniste a pu y voir un demi-succès. Néanmoins, tant que le résultat final était en suspens, très peu de publicité a été déployée autour de ce projet. Bien qu'annoncé par la CADCOA dans ses *Memorias*, il passe très rapidement au second plan et laisse la place aux Jeux Panaméricains, qui font l'objet d'une propagande effrénée et de l'enthousiasme médiatique. De même, les démarches menées afin d'obtenir l'organisation d'une Coupe du monde de football ont été relativement discrètes. Cela renvoie à la situation par ailleurs tout à fait singulière, voire même paradoxale, du football sous le péronisme. Alors que le gouvernement encourage activement les fédérations à envoyer des participants à tous les grands rendez-vous sportifs mondiaux, comment expliquer l'absence de

CIO PT-EDSTR-CORR, Correspondance Sigfrid Edström, lettre d'Otto Mayer à Sigfrid Eström et Avery Brundage, Lausanne, 30 avril 1952.

²⁹⁴ Archives CIO, C-J04-1956/001 SD3, dossier de candidature de la ville de Buenos Aires pour les Jeux Olympiques d'été de 1956, 1948-1949, feuillet 4.

²⁹⁵ Cité dans Fernando D. Agrazo, *El Sueño Olímpico de Buenos Aires*, op. cit., p. 21.

²⁹⁶ César Torres, « Stymied Expectations. Buenos Aires' Persistent Efforts to Host Olympic Games », *Olympika*, art. cit., p. 53-55. La junte militaire se désintéresse complètement de la question. De plus, la Cadcoa est alors moribonde, sous contrôle direct du gouvernement et sur le point d'être scindée en deux organismes distincts, le Comité Olympique Argentin (COA) et la Confédération Argentin des Sports (CAD).

l'*Albiceleste* lors des Coupes du monde de 1950 et 1954 ? Le sport national et le plus populaire du pays semble être resté à l'écart de l'entreprise péroniste d'internationalisation de la politique sportive, alors même que l'Afa était présidée par des personnalités étroitement liées au régime²⁹⁷.

Le football ferait donc exception. Le retrait de la sélection argentine du tournoi mondial dans la première moitié des années 1950 a donné lieu à de nombreuses conjectures chez les spécialistes. Pour certains auteurs, ce serait une conséquence de la grève des joueurs professionnels de 1948-1949²⁹⁸. Suite au départ massif des meilleurs footballeurs du pays, Perón lui-même aurait ordonné à l'Afa de renoncer à envoyer des équipes, craignant que celles-ci ne réalisent des contre-performances qui auraient entaché le prestige national et par contrecoup celui du régime²⁹⁹. Pour d'autres, le refus de participer n'aurait rien à voir avec des considérations politiques, mais proviendrait des dirigeants eux-mêmes, alors en conflit avec leurs homologues brésiliens et la Fifa³⁰⁰. Il est vrai que déjà en 1938, l'Afa n'avait pas souhaité prendre part au Mondial organisé par la France. Les responsables argentins avaient protesté, d'une part, contre les conditions de sélection des joueurs de la fédération internationale qui avaient permis, lors de la Coupe du monde italienne de 1934, aux dirigeants locaux de recruter dans l'équipe nationale les joueurs argentins d'origine italienne, privant ainsi la représentation argentine de certains de ses éléments les plus performants ; d'autre part, contre le calendrier adopté par les instances internationales et européennes qui ne tenait pas compte des championnats nationaux latino-américains. Prendre part au Mondial obligeait les clubs argentins à se priver de leurs *cracks* en pleine saison pour une longue période³⁰¹.

Enfin, l'Afa aurait aussi manifesté son mécontentement à l'égard de la décision de confier la Coupe du monde de 1950 au Brésil, en « boycottant » la compétition : les dirigeants argentins estimaient que la tenue de cette édition leur revenait de droit, parce qu'ils avaient fait part avant la guerre, et même depuis le Mondial de 1930 accueilli par leur voisin et rival uruguayen, de leur volonté de l'organiser. On voit donc qu'il existe de

²⁹⁷ Sur ce point, voir le chapitre VII.

²⁹⁸ Sur la grève des footballeurs, consulter Julio Frydenberg et Daniel Szabón, « La huelga de jugadores de 1948 » in Raanan Rein (comp.), *La cancha peronista. Fútbol y política (1946-1955)*, op. cit., p. 65-80. Voir également Santiago Sénen González, « Perón y el deporte », art. cit. et Héctor Palomino et Ariel Scher, *Fútbol, pasión de multitudes y de elites*, op. cit., p. 84-85.

²⁹⁹ *Ibid.*

³⁰⁰ *Ibid* ainsi que Pablo Alabarces, *Fútbol y Patria*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 2008 et María Graciela Rodríguez, « Pueblo y público en el deporte. La interpelación estatal durante el peronismo (1946-1955) », Tesis de maestría en Sociología de la Cultura, Universidad de San Martín, Buenos Aires, 2002, p. 55-58.

³⁰¹ Julio Frydenberg et Daniel Szabón, « La huelga de jugadores de 1948 » in Raanan Rein (comp.), *La cancha peronista. Fútbol y política (1946-1955)*, op. cit. et Julio Frydenberg, *Historia social del fútbol*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2011.

nombreuses motivations pour expliquer le repli du football argentin du principal tournoi international, sans qu'il soit forcément nécessaire d'invoquer la main du gouvernement péroniste dans cette décision. La grève locale des joueurs a certainement eu des répercussions profondes, qui se sont ajoutées à des problèmes et des tensions liées aux logiques propres à ce milieu sportif. Étant donné l'importance de ce sport et les connexions entre la fédération nationale et le régime, les dirigeants péronistes ont certainement suivi de près le processus de décision au sein de l'Afa, sans que cela implique qu'ils aient eu à intervenir directement ou à donner des consignes précises. Un indice pour étayer cette hypothèse nous est donné par la lettre adressée par le comité de direction de l'Afa à la Cadcoa dans le cadre des préparatifs pour les Jeux Olympiques de Londres³⁰². Les membres de la fédération expliquent pourquoi ils ne sont pas en mesure d'envoyer une équipe argentine dans la capitale britannique. Cette dernière doit répondre aux critères du CIO et être entièrement composée de joueurs amateurs, ce qui réduit les possibilités de sélection. Surtout, les dirigeants constatent que ni les clubs professionnels, ni les ligues de province n'ont fait part d'un grand enthousiasme pour participer à la composition de la sélection argentine. L'Afa, en concertation avec le général Santos Rossi, président du *Consejo Nacional de Educación Física*, estime qu'il est préférable de ne pas présenter d'équipe au tournoi olympique.

Cela dit, malgré son absence lors des Coupes du monde, le football argentin n'est pas totalement à l'écart de la scène internationale et contribue également au rayonnement sportif argentin, mais sous d'autres formes. Ainsi, au cours de la période péroniste, plusieurs grands clubs de la capitale organisent des tournées en Amérique latine et en Europe, à l'image de San Lorenzo en 1946, qui affronte des équipes espagnoles et portugaises. Le gouvernement péroniste profite de ces voyages pour adresser des gestes de sympathie à l'égard des milieux sportifs et politiques locaux, en confiant des trophées et des cadeaux que les joueurs sont chargés de remettre au nom de Perón et d'Evita à leurs hôtes européens³⁰³. De même, indépendamment des responsables sportifs et politiques, les grands joueurs internationaux, tels qu'Adolfo Perdernera et Alfredo Di Stefano, entretiennent la renommée et le prestige du football national grâce à leurs très bons résultats dans des clubs étrangers,

³⁰² Reproduite dans Cadcoa, *Memoria y Balance general 1947-1948*, Buenos Aires, 1948, « No participación del fútbol », p. 13.

³⁰³ Voir Lucie Hémeury, « "¡Polítiqueros, no ! ¡Sanlorencistas, sí !" El Club Atlético San Lorenzo de Almagro bajo la era peronista » in Raanan Rein (comp.), *La Cancha peronista : fútbol y política, 1946-1955*, op. cit. et AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 103.652 « San Lorenzo de Almagro Club Atlético/Informes y actuaciones realizadas en la investigación de irregularidades producidas en dicho club ». Pour d'autres exemples de tournées et d'activités internationales menées par les clubs argentins, se référer aux travaux réunis dans Raanan Rein (comp.), *La Cancha peronista : fútbol y política, 1946-1955*, op. cit.

ce dont rendent compte tant les médias internationaux que locaux. Ils attestent ainsi du maintien de la qualité et du bon niveau de jeu du football argentin et peuvent être un sujet de fierté pour leurs concitoyens.

Quant aux compétitions, la sélection argentine s'illustre régulièrement au cours de la période dans les tournois continentaux, notamment dans le championnat sud-américain, qu'elle remporte sans interruption entre 1945 et 1947 puis en 1955. L'édition de 1946 se tient d'ailleurs en Argentine. Enfin, l'équipe nationale dispute ponctuellement des matchs amicaux avec ses homologues étrangères. Ces rencontres ont aussi servi de support aux discours du gouvernement péroniste et d'espace de mise en scène de la grandeur et de la ferveur nationales. Ce fut le cas lors des rencontres contre l'équipe d'Angleterre, en 1951 et 1953. La première eut lieu à Wembley, le 9 mai 1951 et se solda par une défaite de l'Argentine. La prestation de l'*Albiceleste*, largement dominée pendant tout le match, suscita des critiques de la part de la presse spécialisée et des commentateurs, qui pointèrent les faiblesses de l'équipe et s'interrogèrent sur le niveau réel des représentants argentins. Le faible écart du score final – deux buts à un – est principalement dû à la résistance du gardien Miguel Ángel Rugilo, érigé en héros du match et modèle de lutte contre l'adversité. Il y gagna le surnom éloquent de « Lion de Wembley »³⁰⁴.

Le souvenir de cette déroute argentine fut rapidement effacé par la victoire remportée lors du match retour qui se déroula sur le sol argentin. Le 14 mai 1953, dans l'enceinte du *Monumental* de River Plate, en présence de Perón et de 85 000 spectateurs, la *Selección* bat par trois buts à un son adversaire britannique³⁰⁵. C'est un événement : pour la première fois de son histoire, l'équipe nationale argentine l'emporte à domicile sur sa rivale anglaise. Les scènes de liesse sont à la hauteur de la signification symbolique du résultat : bien qu'il ne s'agisse que d'un match amical, la victoire argentine semble confirmer que les élèves *criollos* ont enfin dépassé leurs maîtres, fondateurs de ce sport. Dès le coup de sifflet final, Perón, reproduisant un geste déjà effectué par certains de ses prédécesseurs, descend sur la pelouse étreindre Ernesto Grillo, auteur d'un doublé, dont un but resté célèbre car considéré comme « impossible ». Héros du match, ce dernier doit quitter le stade protégé par des policiers de la foule des spectateurs venus le saluer. Signe de l'ampleur et de la portée de la performance réalisée par Grillo et ses coéquipiers, le syndicat professionnel *Futbolistas Argentinos Agremiados* (FAA) décidé que désormais serait célébrée tous les 14

³⁰⁴ Consulter Pablo Alabarces, *Fútbol y Patria*, *op. cit.* et María Graciela Rodríguez, «Pueblo y público en el deporte. La interpelación estatal durante el peronismo (1946-1955) », *op. cit.*

³⁰⁵ Ariel SCHER, Guillermo BLANCO et Jorge BUSICO, *Deporte Nacional*, *op. cit.*

mai la Fête du Footballeur Argentin (*Día del Futbolista Argentino*), en commémoration de l'événement. Cette fête existe toujours actuellement.

Tous ces éléments expliquent que les *aficionados* argentins et les dirigeants sportifs et politiques restent convaincus de l'excellence du football local. C'est pourquoi l'Afa et le gouvernement relancent le projet d'obtenir l'attribution de la Coupe du monde et déposent, en 1954, une candidature auprès de la Fifa afin d'accueillir l'édition de 1962. La fédération nationale publie un ouvrage de belle facture, abondamment illustré, intitulé *El fútbol argentino*, qui vise à présenter les atouts de l'Argentine³⁰⁶. Comme dans le cas de la candidature olympique, les auteurs mettent en valeur la qualité et la densité des infrastructures dont dispose le pays. Des infrastructures non seulement sportives, mais aussi urbaines, touristiques et culturelles. La publication s'apparente presque à un dépliant d'agence de voyage, en insistant sur les « beautés naturelles³⁰⁷ », les « divertissements³⁰⁸ » et l'offre de loisirs dont pourront profiter les visiteurs. La proximité culturelle avec les nations européennes est soulignée une fois de plus : l'Argentine est décrite comme une nation « blanche³⁰⁹ », principalement composée de populations immigrées venues du Vieux Continent³¹⁰.

Contrairement au dossier présenté au CIO, les dirigeants n'évoquent ici aucun projet de constructions ou d'équipements en vue du Mondial : l'argument principal consiste bien à démontrer que le pays possède déjà tout ce qui est nécessaire pour accueillir la compétition, tant au niveau des installations sportives, des transports, que des systèmes de communications et de l'hôtellerie³¹¹. L'Afa est extrêmement confiante, surtout face à la candidature chilienne : l'Argentine était alors clairement favorite. Son dossier mettait aussi en avant le soutien financier et matériel octroyé par le gouvernement péroniste. Le livre *El fútbol argentino* contribuait à promouvoir l'action du régime et de ses organisations en matière sportive auprès des instances internationales car de nombreuses photographies des réalisations de la FEP y étaient reproduites, ainsi que la liste des principaux prêts accordés par le ministère des Finances aux clubs argentins. On voit ainsi comment, de façon moins

³⁰⁶ Afa, *El Fútbol argentino*, Buenos Aires, 1954 [AGN-AI, FNRP, CNI, Col. Bib. 33].

³⁰⁷ *Idem*, s/p : « *bellezas naturales* ».

³⁰⁸ *Ibid* : « *diversiones* ».

³⁰⁹ *Ibid* : « *La población de la República Argentina [...] está constituida, en su totalidad, por el tipo blanco europeo.* »

³¹⁰ Une description de l'Argentine qui s'inscrit dans la continuité des politiques et des discours du XIX^e siècle, visant à « invisibiliser » les populations métisses, noires et indiennes présentes en Argentine. Voir Paulina Alberto et Eduardo Elena (ed.), *Rethinking Race in Modern Argentina*, Cambridge, Cambridge University Press, 2016.

³¹¹ Lors du vote en 1956, le président de l'Afa, Raúl Colombo, chargé de défendre la candidature argentine déclara d'ailleurs que le mondial pouvait avoir lieu dès le lendemain, car tout était prêt pour accueillir la compétition.

ostentatoire mais néanmoins réelle, le football participa aussi au rayonnement international de la *Nueva Argentina*. L'échec final de la candidature argentine s'explique d'ailleurs en grande partie par les circonstances politiques qui suivirent le coup d'État militaire qui renversa Perón. Le vote de la Fifa eut lieu en juin 1956, alors que la situation interne était encore très instable et que l'Afa venait à peine de retrouver son autonomie institutionnelle³¹². Les délégués chiliens n'hésitèrent pas à invoquer cet argument pour convaincre le jury de leur accorder l'organisation du Mondial, en soulignant le contraste entre la solidité de leur gouvernement et l'incertitude qui planait encore sur les destinées politiques argentines³¹³. Cette tactique semble avoir été payante.

CONCLUSION

Comme dans le domaine de la politique internationale générale, le bilan de la diplomatie culturelle sportive du régime péroniste est en demi-teinte³¹⁴. Si le dynamisme du pays en matière sportive a été unanimement salué par les observateurs étrangers – qu'ils soient journalistes, diplomates ou membres du CIO – cela n'a guère eu d'incidence sur leur perception de la figure de Perón et de son gouvernement. Dans les divers exemples que nous avons analysés, l'implication des dirigeants péronistes a souvent été jugée excessive et, de fait, suspecte. Le cas des expéditions françaises menées dans les Andes argentines montre même que la générosité et la bonne volonté des pouvoirs publics locaux ont fini par mettre le gouvernement français dans l'embarras. La bienveillance de Perón envers les sportifs français ne rend pas le chef de l'État argentin plus « fréquentable » aux yeux du ministre des Affaires Étrangères, ni n'éclipse les différends d'ordre politique, idéologique, économique et commercial qui peuvent exister entre les deux pays³¹⁵.

De même, le CIO reste très circonspect quant aux initiatives du régime péroniste : Avery Brundage ne se prive pas de recenser les dérives et les risques de la politique sportive menée en Argentine. Le traitement des athlètes amateurs est notamment inacceptable du point de vue des défenseurs de l'idéal olympique. L'insertion dans le mouvement sportif

³¹² Voir le chapitre VII.

³¹³ Sur la candidature chilienne, consulter Brenda Elsey, *Citizens and Sportsmen. Fútbol and Politics in 20th-century Chile*, Austin, University of Texas Press, 2012, Chapitre 5 « "Because We Have Nothing...": The Radicalization of Amateurs and the World Cup of 1962 », p. 165-206.

³¹⁴ José Paradiso « Vicisitudes de una política exterior independiente » in Juan Carlos Torre (dir.), *Nueva Historia Argentina. Tomo 8. Los años peronistas, op. cit.*

³¹⁵ Pour des exemples de tensions, de négociations commerciales inabouties et de désaccords entre les gouvernements français et le gouvernement argentin, consulter ADN, Buenos Aires, Ambassade, 1946-1956, Carton 3, dossier « Couple présidentiel » ; Carton 6, dossier « Politique culturelle » ; Carton 8, dossier « Télévision : équipement 1948-1952 » ; Carton 16, dossier « Agences de presse 1946-1954 », dossier « Attaques de la presse contre le corps diplomatique » et dossier « Affaire de *La Prensa* 1951-1956 ».

mondial que le gouvernement argentin souhaitait approfondir s'est heurtée à certaines résistances de la part des dirigeants des institutions internationales. L'échec de la candidature de Buenos Aires pour accueillir les Jeux Olympiques de 1956 en est peut-être l'une des manifestations³¹⁶.

Néanmoins, les années 1946-1955 apparaissent, du point de vue argentin, comme un « âge d'or » de l'histoire sportive nationale. C'est une période marquée par la multiplication des événements sportifs dans le pays, l'essor de nombreuses institutions, soutenues financièrement par le pouvoir politique et surtout par l'intensification de la participation argentine dans les compétitions internationales. Le milieu sportif local réalise au cours de ces années ses plus belles performances dans les tournois olympiques et de nombreux amateurs de sport dans le monde découvrent l'existence de l'Argentine à travers les victoires de ses pilotes automobiles, de ses boxeurs, de ses coureurs de fond, de ses escrimeurs en plus de ses footballeurs. Or, ces succès doivent tout autant au talent individuel des athlètes argentins qu'aux mesures adoptées par le gouvernement péroniste qui leur ont permis de s'illustrer sur la scène sportive internationale. Le contraste est en effet criant avec les années suivantes : la Révolution Libératrice met fin brutalement au programme mis en place par le péronisme, dissout certains organismes – dont la FEP, l'UES, la DGEF, et finalement la Cadcoa –, coupe les budgets alloués au milieu sportif et suspend jusqu'à 200 athlètes. La plupart des sportifs qui avaient pris part aux Olympiades de Londres et d'Helsinki sont poursuivis ou interdits de participation aux Jeux de Melbourne de 1956 : l'Argentine y envoie d'ailleurs la délégation la plus réduite de son histoire – seulement 28 membres – et n'obtient, pour la première fois depuis 1924, aucune médaille d'or³¹⁷. Commence alors ce que certains sportifs et spécialistes qualifient de « long déclin³¹⁸ » du sport de haut niveau argentin, déclin qui se prolongea jusqu'en 2004.

³¹⁶ César Torres n'avance aucune explication quant à l'échec argentin de 1949. Il note néanmoins que les représentants brésiliens du CIO n'avaient pas l'intention de voter en faveur de leur voisine. Voir César Torres, « Stymied Expectations. Buenos Aires' Persistent Efforts to Host Olympic Games », *Olympika*, *art. cit.*, p. 50-54.

³¹⁷ La délégation ne remporte qu'une médaille d'argent et une de bronze. C'est bien moins que la moyenne enregistrée entre 1924 et 1952.

³¹⁸ Víctor Lupo, *Historia política del deporte*, *op. cit.*, p. 44-45 et p. 339-343. Cet auteur, péroniste, accuse même la Révolution Libératrice d'avoir commis un « génocide sportif » (« *genocidio deportivo* »).

SECONDE PARTIE

LES ACTEURS SPORTIFS FACE AU PÉRONISME

CHAPITRE V

LES SPORTIFS AU SERVICE DU RÉGIME ?

Le soutien permanent accordé aux athlètes de haut niveau a constitué l'un des aspects les plus visibles de l'éventail de mesures adoptées par le gouvernement péroniste en faveur du milieu sportif. La proximité entre Juan et Eva Perón et les meilleurs sportifs de la période a également suscité de vives critiques parmi certains observateurs contemporains. À leurs yeux, le couple présidentiel visait à instrumentaliser le sport en nouant des relations étroites, amplement médiatisées et mises en scène publiquement, avec ses représentants les plus populaires. Pour les plus indulgents, les sportifs auraient contribué, à leur insu, à renforcer le *leadership* du chef d'État et auraient été progressivement forcés à lui manifester continuellement leur gratitude pour l'aide officielle fournie par le gouvernement¹. Pour les plus sévères, de nombreux sportifs se seraient irrémédiablement compromis avec un régime qui n'a cessé de « dénaturer » l'esprit authentique du sport, incarné par l'idéal amateur. Pour avoir accepté des récompenses aussi bien honorifiques que matérielles, dédié leurs victoires « à la Patrie et à Perón » et côtoyé de près le *Primer Deportista*, les athlètes seraient devenus les propagandistes les plus efficaces du régime.

Aussi, nombreux sont les sportifs directement mis en cause par la Commission 49 parce qu'ils sont identifiés, soit par les enquêteurs, soit par des délateurs anonymes, comme « péronistes ». Mais quels sont les critères déterminants qui fondent cette identification ? Autrement dit, pour quels motifs certains sportifs sont-ils considérés comme des complices du gouvernement renversé et à quels chefs d'accusation doivent-ils répondre ? L'examen des archives de la Révolution Libératrice et des sanctions dont sont victimes certains sportifs nous informe sur les procédures et le point de vue adopté par les partisans de la

¹ Hugo Gambini, *Historia del Peronismo, Vol. 1. El poder total (1943-1955)*, Buenos Aires, Ediciones B Argentina, 2016 (1^{ère} édition 1999), Chapitre 13 « Perón apoya el deporte ».

junte militaire, mais pas uniquement. Les compte-rendu d'audition, les réponses des inculpés, les documents saisis par la Commission 49 nous permettent d'observer en détail la façon dont l'appui officiel a été alloué aux athlètes les plus en vue des années 1940-1950. À travers trois études de cas, nous nous proposons d'analyser la mise en application concrète des principes qui ont alimenté la politique sportive péroniste. Nous avons sélectionné trois figures sportives dont les trajectoires individuelles nous ont semblé relativement représentatives des expériences vécues par un grand nombre d'athlètes de haut niveau à cette période. Elsa Irigoyen illustre les vicissitudes inhérentes à la condition de sportif amateur et les solutions proposées par les responsables politiques pour les contourner. Mary Terán de Weiss montre non seulement le rôle décisif joué par le gouvernement dans l'internationalisation des carrières mais aussi la façon dont certains champions étaient recrutés au sein des organismes publics et pouvaient prendre part à la mise en place de la politique sportive. Enfin, Carlos Enrique Díaz Saénz Valiente permet, entre autres, d'appréhender les ambiguïtés du positionnement des sportifs sous le péronisme et le problème de leur catégorisation politique. Ces exemples éclairent les circonstances et les modalités des relations nouées entre représentants de l'élite sportive argentine et dirigeants péronistes. Ils servent aussi à resserrer la focale sur les acteurs eux-mêmes et la dimension sociale des rapports construits entre membres du milieu sportif et fonctionnaires politiques.

L'approche qui consiste à considérer les sportifs comme des individus au mieux passifs et manipulables, au pire profiteurs et sans scrupules, nous semble passablement réductrice et sous-tendue par une dimension moralisatrice. Ce point de vue, dominant au sein des équipes de la Commission 49, s'est d'ailleurs souvent soldé par une impasse. Conscients de s'aventurer en terrain mouvant, les enquêteurs ont, à maintes reprises, laissé de côté la question des opinions politiques pour se concentrer sur les infractions aux réglementations en vigueur. Ce type de délits formait une base d'accusation bien plus solide sur le plan juridique, car démontrable avec preuves à l'appui.

Plutôt que d'évaluer le degré d'adhésion ou d'oppression expérimentée par les sportifs sous le péronisme, il nous semble plus pertinent d'essayer de cerner les intérêts qu'ils pouvaient avoir à recourir aux agents du pouvoir en place. Quels étaient leurs besoins ? Quelles demandes, émanant des athlètes, le gouvernement péroniste a-t-il satisfaites ? N'a-t-on pas affaire ici à une dialectique du don et du contre-don dans laquelle les sportifs se sont autant servi du péronisme que les péronistes des sportifs² ?

² Marcel Mauss, *Essai sur le don*, Paris, PUF, 2007 (1^{ère} édition 1925). Pour une utilisation de cette notion en sociologie du politique, voir aussi Laurent Kestel, *La Conversion politique. Doriot, le PPF et la question du fascisme français*, Paris, Raisons d'Agir, 2012, p. 17 et p. 192.

Incidentement, transparaissent de nos sources les conceptions personnelles que se forgent les sportifs autour des notions d'engagement politique, de devoir patriotique, de contribution au progrès national. Leur perception singulière signale la complexité des liens et des représentations sociales et vient saper les catégorisations binaires et la séparation stricte qu'ont essayé d'imposer les enquêteurs de la Révolution Libératrice entre « péronistes », « antipéronistes », « sport » et « politique ».

ELSA IRIGOYEN : LES ALÉAS DE L'AMATEURISME

Une sportive complice du régime péroniste ?

Elsa Irigoyen est une des figures sportives argentines de premier plan sous le péronisme. Cette championne d'athlétisme et d'escrime a fait partie des rares femmes à intégrer les délégations olympiques argentines envoyées aux Jeux de Londres en 1948 et d'Helsinki en 1952. Après le renversement du péronisme, elle est assez rapidement dans la ligne de mire des enquêteurs de la Commission 49, qui ont d'ailleurs reçu à son sujet trois lettres de dénonciation anonymes. La première est envoyée dès le 6 octobre 1955, soit moins de trois semaines après le coup d'État et avant même que ne soit instaurée officiellement la Comisión Nacional de Investigación. Cette lettre est adressée au « Vice-Président Provisoire Contre-Amiral Don Isaac F. Rojas » et commence par justifier son acte de dénonciation :

C'est le devoir de tout Argentin et de tout patriote de dénoncer ceux qui, sous le régime renversé, se sont rendu complices ou ont participé à sa direction à tel point que leur présence est devenue insupportable et indigne.

Nous avons deux cas, de dimension extraordinaire, deux éléments qui se sont enrichis avec le sport national en étant conseillers et amis de l'ex-Président de la CADCOA, le Dr. Valenzuela. Ignorer leur action néfaste reviendrait à nier les méfaits commis par Borlenghi, Jorge Antonio, Juan Duarte, Atilio Renzi, Cialcetta et tant d'autres.

Concrètement, je fais référence à Elsa Irigoyen et Saverio D'Agostino. La première est la présidente de l'Ateneo Deportivo « Evita », créé à la demande expresse d'Eva Perón et le second est le responsable du service de presse de la CADCOA et conseiller sportif du Dr Valenzuela³.

³ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 457, lettre anonyme adressée à Don Isaac F. Rojas, 6 octobre 1955: « *Es deber de todo argentino y patriota denunciar a aquellos que en el régimen depuesto, fueron cómplices o participaron en el mando en forma tal que su presencia se hizo insoportable y ruin. Tenemos dos casos, de relieves extraordinarios en dos elementos que se han enriquecido con el deporte* ».

Aux yeux de ce patriote anonyme, Elsa Irigoyen fait partie des nombreux complices du régime déchu qu'il convient de sanctionner. Si sa position est loin d'être équivalente à celle des ministres, hauts fonctionnaires et officiers d'état-major membres de l'administration péroniste que cite l'auteur, son action et sa culpabilité sont néanmoins mises sur le même plan. Même si c'est à un niveau plus faible, elle a profité de ses relations privilégiées avec des hommes de pouvoir pour s'enrichir personnellement et contribué activement à l'entreprise politique péroniste en acceptant d'être à la tête d'un organisme fondé par la Première Dame, l'Ateneo Deportivo « Evita ». Ces deux éléments suffiraient déjà à l'établir comme personne suspecte et à l'identifier avec le régime renversé. L'auteur recense les irrégularités et les faveurs accordées à la championne olympique :

Elsa Irigoyen percevait des salaires à la Cadcoa, à l'Ateneo, à la Fondation Eva Perón, aux ministères des Finances et de la Marine. Elle recevait en plus des indemnités en tant que Consultante Féminine de la Cadcoa. Elle a obtenu en cadeau [*donaciones*] des carabines, des pistolets, des mausers et des revolvers, qu'elle a ensuite fait facturer et payer par l'Ateneo. Toutes ces armes puissantes sont toujours en sa possession. Elle a reçu deux permis [d'importation] pour des automobiles, le premier en 1951 et le second en 1953, suite à une demande du Dr. Valenzuela auprès du Général Perón. Elle vit dans le Barrio Curapaligüe et possède de l'argent et des terres dans la capitale et dans la province de Buenos Aires⁴.

Cumul de fonctions et de salaires, détournements de fonds, permis de complaisance pour importer des automobiles, voilà pour les accusations d'enrichissement illicite. Mais la lettre ne s'arrête pas là et les accusations, d'une précision frappante, se multiplient à l'encontre de la sportive :

nacional al ser consejeros y amigos del ex Presidente de la CADCOA, Dr. Valenzuela. Ignorar su acción nefasta es como negar la que cumplieran Borlenghi, Jorge Antonio, Juan Duarte, Atilio Renzi, Cialcetta y tantos otros. Me refiero concretamente a Elsa Irigoyen y a Saverio D'Agostino. La primera es la Presidenta del Ateneo deportivo "Evita", creado por expresa indicación de Eva Perón y el segundo es el Jefe de Prensa de la Cadcoa y consejero deportivo del Dr. Valenzuela. » Sur Saverio d'Agostino, voir nos remarques dans le chapitre II.

⁴ *Ibid* : « Elsa Irigoyen, cobraba sueldos en Cadcoa, en el Ateneo, en la Fundación Eva Perón, en los Ministerios de Hacienda y Marina. Además percibía viáticos por sus funciones de Asesora Femenina de la Cadcoa. Consiguió por donaciones carabinas, pistolas, máuseres y revólveres, que luego hizo facturar y pagar al Ateneo. Todas estas poderosas armas están todavía en su poder. Le fueron entregadas dos órdenes de automóviles, la primera en 1951 y la segunda en 1953 a raíz de un pedido del Dr. Valenzuela al General Perón. Vive en el Barrio Curapaligüe y posee dinero y terrenos en la capital y en la provincia de Buenos Aires. »

Elle affirme à présent qu'elle sera conseillère du Colonel Huergo, puisqu'elle est son amie et qu'elle est aussi amie de Vito Simonetti⁵, l'un des *interventores* de la Cadcoa. Elle affirme qu'avant trois mois le péronisme reviendra au pouvoir. M. Apold était son confident et c'est comme ça qu'elle a voyagé en Finlande et réalisé 12 tournées en 1954 tous frais payés par la Cadcoa. Faites vérifier tout cela et Votre Excellence n'en reviendra pas⁶.

Pour le délateur, Elsa Irigoyen aggraverait son cas par son attitude provocatrice. Il ne s'agit pas simplement d'une arriviste qui a cherché à profiter des opportunités offertes par le gouvernement du « tyran » pour améliorer sa situation économique, mais d'une péroniste convaincue qui soutient le leader en exil tout en espérant échapper aux sanctions grâce à son réseau de relations haut placées au sein du nouveau régime en place. C'est en fin de compte le portrait d'une subversive que nous dresse cette lettre, d'autant plus dangereuse qu'elle semble capable de passer au travers des mailles du filet de la justice alors même qu'elle est en possession d'armes. Serait-elle en mesure de les transmettre à des membres de la résistance péroniste ? L'auteur ne va pas jusque-là mais il est plus que probable que leur simple mention suffise à alerter les autorités militaires.

Les accusations portées contre Elsa Irigoyen sont corroborées ou complétées par deux autres lettres anonymes conservées dans les dossiers de la Commission 49. Elsa Irigoyen y est décrite comme une proche collaboratrice du « néfaste⁷ » Dr Valenzuela et « une agente de choc dans le sport féminin⁸ ». Elle était notamment chargée, comme Saverio D'Agostino, « de rassembler des informations et de faire des rapports sur les sportifs. En un mot, c'étaient des délateurs⁹ ». La dernière lettre reçue à son sujet, le 11 janvier 1956, abonde en ce sens :

Elle dénonçait et devenait l'ennemie de toutes les femmes qui n'adhéraient pas à son organisme. [...] C'était elle qui faisait les listes des tournées de propagande du 2nd PLAN QUINQUENNAL, elle encore qui disposait des

⁵ Nous n'avons trouvé que de rares informations sur Vito Simonetti : né en 1903, cet escrimeur a participé aux Jeux Olympiques de 1948 et 1952 ainsi qu'aux Jeux Panaméricains de 1951. Il est resté relativement dans l'ombre pendant la période péroniste. Il est néanmoins logique qu'Elsa Irigoyen et lui se connaissent, étant donné leur carrière sportive et leur discipline de prédilection.

⁶ *Ibid* : « *Asegura ahora que será asesora del Coronel Huergo, ya que es su amiga y también lo es de Vito Simonetti uno de los interventores en Cadcoa. Afirma que antes de 3 meses el peronismo volverá al gobierno. El Sr. Apold era su confidente y así fue que viajo a Finlandia y realizo 12 giras en 1954 con todos los gastos pagos por Cadcoa. Verifíquese esto y se asombrara VE.* »

⁷ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 2237, lettre anonyme adressée au lieutenant-colonel Salvador Guevara, 24 octobre 1955: « *nefasto Dr. Valenzuela* ».

⁸ *Ibid* : « *agente de choque en el deporte femenino* ».

⁹ *Ibid* : « *D'Agostino igual que Elsa Irigoyen, cobraban sueldos en 5 o 6 lugares distintos, pero no trabajaban nada más que en la CADCOA, donde llevaban y traían datos e informes sobre deportistas. Eran delatores, en una palabra.* »

fonds de l'Ateneo « Evita » où elle touchait de bonnes indemnités journalières¹⁰.

Les trois lettres livrent le même diagnostic sur le cas d'Elsa Irigoyen : pour leurs auteurs, son adhésion active au péronisme ne fait pas de doute. Elle a amplement bénéficié des largesses et des privilèges accordés aux sportifs de haut niveau par Perón et exercé des fonctions qui ont fait d'elle une exécutante à la solde de la « seconde tyrannie ».

Les « crimes » d'Elsa Irigoyen : passe-droits, privilèges et emploi fictif

Ces lettres sont-elles à l'origine de la procédure qui vise Elsa Irigoyen ? Il est difficile d'évaluer dans quelle mesure elles ont été déterminantes, car le simple fait d'avoir dirigé un organisme créé par Eva Perón suffisait à éveiller les soupçons et à motiver l'ouverture d'une enquête. Toujours est-il qu'Elsa Irigoyen est convoquée le 19 décembre 1955 pour être entendue par la Commission 49. L'affaire est rondement menée et le dossier assez mince : Elsa Irigoyen est auditionnée deux fois, le 19 et le 20 décembre 1955. Quels sont les sujets qui intéressent les enquêteurs ?

En premier lieu, ils retracent les conditions d'obtention de ses différents logements. Est versée au dossier une note d'information destinée au directeur général de la Direction Nationale Générale de Santé et Œuvre Sociale Navale (*Dirección General de Sanidad y Obra Social Naval-DGSOSN*), datant du 3 juillet 1953. Cette agence fournit un certain nombre de services en matière de santé et d'assistance sociale aux employés du ministère de la Marine. Elle dispose notamment d'un ensemble de logements aux loyers avantageux qu'elle peut attribuer aux fonctionnaires de l'administration publique. Or, Elsa Irigoyen est employée au ministère à partir du 2 décembre 1946. C'est à ce titre qu'elle adresse le 26 novembre 1949 une demande de logement à la Direction. Bien que celle-ci soit jugée non réglementaire, le directeur général y répond favorablement « en raison de sa situation familiale et financière¹¹ ». À partir du 1^{er} mai 1950, Elsa Irigoyen emménage dans un appartement situé sur l'avenue Callao, en plein centre de Buenos Aires, à deux pas de la

¹⁰ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 9, Expediente 7410, lettre anonyme sans destinataire désigné, 11 janvier 1956: « *Era agente delatora y enemiga de todas las mujeres que no se afiliaron a su entidad [...] Era quien hacía las listas de las giras de propaganda del 2do PLAN QUINQUENAL y quien manejaba los fondos del Ateneo "Evita" donde cobraba buenos viáticos diarios.* » (En majuscules dans le texte).

¹¹ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 457, note d'information destinée au Directeur Général de la Dirección General de Sanidad y Obra Social Naval, División Asistencia y Previsión, Departamento de Obra Social, 3 juillet 1953 : « *dado su situación familiar y financiera* ».

place du Congrès¹². Le loyer est de seulement 150 pesos par mois. Mais les logements du ministère ne sont attribués que pour une durée d'un an. Il faut donc demander régulièrement le prolongement du bail pour continuer à les occuper. Le 19 mars 1951, c'est le ministre de la Marine lui-même qui « ordonne que soit prolongé le délai de location de l'impétrante en récompense pour sa performance sportive¹³ ». Les Premiers Jeux Panaméricains viennent de s'achever à Buenos Aires et Elsa Irigoyen est l'une des médaillées d'or argentines en escrime.

Malgré cela, elle est supposée libérer l'appartement le 1^{er} mai 1952. Sans que l'on sache exactement pourquoi, il lui est apparemment impossible de quitter son logement. Suite à sa demande de prolongation adressée le 19 février 1952, elle n'obtient que trois mois de délai supplémentaire. Le 26 mai 1952, elle écrit au directeur général pour solliciter « une nouvelle prorogation en raison de son prochain voyage en Finlande pour participer aux Jeux Olympiques, indiquant que d'ici le mois de novembre lui sera certainement assignée une maison de la Fondation Eva Perón¹⁴ ». Elsa Irigoyen attend donc d'être certaine d'obtenir un autre logement avant de quitter celui que lui a accordé le ministère de la Marine. Mais sa demande auprès de la FEP tarde à être satisfaite : alors qu'elle a démissionné de la Marine le 1^{er} octobre 1952, elle occupe toujours l'appartement de l'avenue Callao en mai 1953. Les responsables de la DGSOSN semblent moins compréhensifs que les années précédentes et lui demandent des explications sur cette occupation abusive. Elsa Irigoyen estime être dans son droit :

- 1° Elle a ajouté qu'elle ne voyait pas pourquoi elle serait expulsée quand d'autres pouvaient rester dans cet immeuble
- 2° qu'elle se considérait protégée par la Loi sur les Loyers
- 3° que le Général avait déjà discuté de ce problème avec M. le ministre de la Marine¹⁵

¹² L'avenue Callao est une des artères les plus importantes de la capitale argentine, où se concentrent de nombreux édifices emblématiques de la ville : le bâtiment du Congrès, siège du Parlement, des ministères, des établissements bancaires. À la fin du XIX^e siècle, elle était bordée par les hôtels particuliers et les demeures des grandes familles aristocratiques locales. L'emplacement du logement d'Elsa Irigoyen est à la fois prestigieux et pratique.

¹³ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 457, note d'information destinée au Directeur Général de la Dirección General de Sanidad y Obra Social Naval, División Asistencia y Previsión, Departamento de Obra Social, 3 juillet 1953 : « *el señor Ministro de Marina ordena que se prorrogue el plazo de locación de la causante en premio a su actuación deportiva* ».

¹⁴ *Ibid* : « *solicita nueva prórroga con motivo de su próximo viaje a Finlandia para participar de las Olimpiadas, manifestando que para el mes de noviembre tendrá seguramente asignada casa de la Fundación Eva Perón.* »

¹⁵ *Ibid* : « 1°) *Agregó que no veía el porqué se la desalojaba a ella cuando otros permanecían en dicha casa.* 2°) *que se consideraba amparada por la Ley de alquileres* 3°) *que el General ya había hablado con el señor Ministro de Marina sobre este problema.* »

Les arguments de la sportive reposent, d'une part, sur le fait que sa situation irrégulière n'est pas exceptionnelle et qu'elle peut s'appuyer sur le cadre juridique qui protège les locataires pour éviter d'être délogée de force. D'autre part, elle laisse clairement entendre qu'elle dispose d'appuis de poids puisque Perón lui-même est au courant de sa situation et est intervenu en sa faveur. Ce dernier argument, à lui seul, devrait suffire à lui éviter des ennuis et atteste du statut privilégié dont peuvent bénéficier certains sportifs de haut niveau, directement placés sous la protection du *Primer Mandatario*. L'affaire semble d'ailleurs en être restée là ou s'être rapidement résolue : lorsqu'elle se présente devant la Commission 49, Elsa Irigoyen habite désormais dans un appartement du Barrio Curapaligüe, un ensemble d'immeubles construits par le gouvernement péroniste près du Parque Chacabuco¹⁶.

Le deuxième sujet de préoccupation des enquêteurs concerne les divers emplois occupés par Elsa Irigoyen. À partir de ses déclarations, on peut retracer son parcours professionnel au sein de l'administration péroniste. De 1946 à 1951, sa situation est simple : elle est employée au ministère de la Marine. Mais, à partir de 1951, « à l'occasion des Jeux Panaméricains, elle a démissionné et a été nommée au ministère des Finances¹⁷ ». Au moment des Jeux, elle touchait un salaire de 420 pesos pour son emploi au ministère de la Marine et 300 pesos aux Finances où elle travaillait de 5 à 8 heures du matin en tant qu'« assistante temporaire » (*auxiliar accidental*). C'est à partir de ce moment-là que sa situation professionnelle devient moins claire. Elle conserve un emploi au ministère des Finances pour lequel elle percevait 1 200 pesos par mois :

Mais sans y travailler en raison de son rattachement à la Cadcoa. À la Cadcoa elle percevait 800 pesos de plus pour différentes fonctions qu'elle assurait, mais n'exerçait pas de tâches pour compenser son rattachement à un poste aux Finances. Au lieu de cela, elle se consacrait à l'Ateneo Deportivo Femenino Evita¹⁸.

¹⁶ Aujourd'hui appelé Barrio Simón Bolívar, cet ensemble résidentiel comprenant six immeubles de 10 à 12 étages et réunissant 676 appartements, existe toujours. Inauguré en 1953, il s'agit de l'une des réalisations de la politique de construction de logements sociaux prévue dans le cadre du Ier Plan Quinquennal du gouvernement péroniste en réponse au déficit de logements dans la capitale argentine. Voir Anahí Ballent, *Las huellas de la política. Vivienda, ciudad y peronismo en Buenos Aires, 1943-1955*, Buenos Aires, Universidad Nacional de Quilmes/ Prometeo, 2005, p. 45.

¹⁷ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 457, compte-rendu d'audition d'Elsa Irigoyen, 19 décembre 1955 : « *en que, en oportunidad de los Juegos Panamericanos, renunció y fue nombrada en el Ministerio de Hacienda* ».

¹⁸ *Ibid* : « *pero sin desempeñarlo por estar adscripta a la Cadcoa. En Cadcoa desempeñaba otro cargo de 800 pesos por diferentes funciones que prestaba, pero no ejercía tareas para compensar la adscripción del cargo de Hacienda. En lugar de ello se dedicaba a la atención del Ateneo Deportivo Femenino Evita.* »

En résumé, Elsa Irigoyen a cumulé deux salaires correspondant à deux postes distincts alors qu'elle n'en exerçait effectivement qu'un seul, à la Cadcoa. Les emplois qui lui ont été attribués ne sont guère prestigieux : que ce soit dans les ministères ou à la Cadcoa, elle s'occupe de l'accueil. Elle finit par être autorisée à « se consacrer exclusivement à l'Ateneo », tout en continuant à percevoir les deux salaires précédents, dont le montant total est estimé à 2 000 pesos par mois¹⁹.

Une position compromettante ? La présidence de l'Ateneo Deportivo Femenino

En quoi peuvent bien consister ses activités au sein de l'Ateneo Deportivo ? Les enquêteurs souhaitent notamment savoir dans quelles circonstances les armes mentionnées dans les lettres anonymes ont été acquises et revendues. L'Ateneo Deportivo Femenino « Evita » a été créé le 11 juillet 1951 à l'initiative d'Eva Perón. Cet organisme poursuivait trois objectifs : regrouper l'ensemble des sportives argentines, diffuser et encourager la pratique sportive féminine dans le pays et « donner aux femmes la satisfaction de travailler dans le domaine de la direction des sports pratiqués par elles²⁰ ». Sur le papier, le projet est novateur : on ne cherche pas uniquement à promouvoir la pratique des sports chez les femmes, mais à leur donner des responsabilités dans la conduite de leurs activités sportives et à faire émerger un groupe de dirigeantes sportives. Dans le paysage sportif national de l'époque, c'est effectivement révolutionnaire, les femmes, à de très rares exceptions près, étant totalement mises à l'écart des fonctions de direction dans les clubs et les fédérations sportives. Le comité de direction de l'Ateneo est intégralement composé de femmes, toutes sportives de haut niveau²¹ et quatre filiales provinciales sont instaurées dès ses débuts à Rosario, Santa Fe, Tucumán et Mar del Plata²². L'une des principales tâches d'Elsa Irigoyen

¹⁹ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 457, compte-rendu d'audition d'Elsa Irigoyen, 20 décembre 1955 : « *Cuando se la autorizó a dedicarse exclusivamente al Ateneo, continuó percibiendo ambos sueldos. La suma de sueldos a septiembre de 1955 ascendía a \$ 2000 m/n.* » Pour le type de poste qu'elle occupe – celui de simple réceptionniste ou d'agent d'accueil – c'est un salaire plutôt élevé. En 1950, d'après les chiffres officiels du gouvernement, le salaire maximal d'un employé était de 800 pesos et le salaire d'un instituteur après 25 ans de carrière s'élevait à 750 pesos par mois.

²⁰ [AGN-AI, FNRP, CNI, Col. Bib. 34] *Ateneo Deportivo Femenino Evita. Julio de 1951 / Marzo de 1953*, Buenos Aires, s/e, s/d, p. 4 : « *hacer recaer en las mujeres la satisfacción de trabajar en la faz directiva de los deportes que practican las mismas mujeres.* » D'après ce fascicule probablement publié par les services de publications officielles du gouvernement, l'Ateneo et ses filiales provinciales ont organisé plusieurs tournois et participé à différents événements de « démonstration à la cause péroniste et à la foi justicialiste » (« *actos demostrativos a la causa peronista y fe justicialista* »), principalement dans le cadre des hommages publics rendus à la Première Dame après son décès et des conférences sur le II Plan Quinquennal. *Idem*, p. 9.

²¹ Voir la liste des membres du comité de direction en annexes.

²² AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 457, compte-rendu d'audition d'Elsa Irigoyen, 20 décembre 1955.

consistait à mettre à profit les tournées sportives organisées par la Cadcoa dans tout le pays pour fonder de nouvelles filiales de l'Ateneo et y désigner des déléguées locales²³.

En réalité, l'Ateneo est une coquille vide : ses statuts n'ont jamais été approuvés officiellement, les assemblées générales n'ont jamais été convoquées « par manque de fonds²⁴ », les déléguées provinciales n'ont jamais pu être pleinement intégrées aux activités et aux réunions de l'institution. Les bureaux de l'Ateneo sont installés à Buenos Aires au sein de la Casa del Deporte, c'est-à-dire au siège de la Cadcoa. La recherche de fonds pour financer les activités de l'Ateneo semble avoir été une autre activité importante d'Elsa Irigoyen. Les subventions accordées à plusieurs reprises par la Cadcoa, pour un montant total de près de 50 000 pesos, constituaient les principales ressources de l'organisation²⁵. Une tombola et deux festivals organisés au théâtre Presidente Alvear et dans la localité de Castelar ont permis d'acheter les différentes armes à feu qui servaient à la pratique du tir²⁶. Elsa Irigoyen affirme que toutes ces armes ont été revendues « parce qu'elle devait rendre les comptes d'une subvention versée par la Cadcoa en 1954²⁷ ». En fin de compte, l'Ateneo n'a jamais réellement fonctionné de manière autonome et réglementaire : les procès-verbaux de l'audition d'Elsa Irigoyen soulignent que toutes les décisions prises par son comité de direction — y compris celle de dissoudre l'organisme — sont irrégulières sur le plan juridique, car jamais ratifiées en assemblée générale²⁸.

En décembre 1955, l'Ateneo n'existe plus et, suite à la « révolution de septembre », Elsa Irigoyen voit son salaire de la Cadcoa supprimé. Elle a aussi été sommée, par une

²³ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 457, compte-rendu d'audition d'Elsa Irigoyen, 19 décembre 1955 : « *Agrega que en oportunidad de realizar giras deportivas en el interior del país, patrocinadas y solventadas por Cadcoa, aprovechó la oportunidad para fundar o instalar filiales y representaciones del Ateneo Deportivo Femenino.* »

²⁴ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 457, compte-rendu d'audition d'Elsa Irigoyen, 20 décembre 1955 : « *en ninguna oportunidad se efectuaron tales asambleas por carencia de fondos.[...] las respectivas delegadas nunca llegaron a integrar asambleas aunque en alguna oportunidad viajaron a la capital.* »

²⁵ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 457, compte-rendu d'audition d'Elsa Irigoyen, 19 décembre 1955 : « *La Comisión Directiva recibió de Cadcoa diferentes subsidios- por un total aproximado de \$ 50.000 m/n.* ». Ces subventions ont été versées entre 1952 et 1954 d'après les listes conservées dans AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 102.942/57 « *Rodolfo Guillermo Valenzuela/ Investigación de la actuación del mismo- Confederación Argentina de Deportes-Comité Olímpico Argentina [sic]* ».

²⁶ Voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 457, compte-rendu d'audition d'Elsa Irigoyen, 20 décembre 1955. Le tir était l'une des disciplines sportives pratiquées au sein de l'Ateneo. Avant cet achat, les membres de l'institution s'exerçaient grâce à des armes prêtées par la Police Fédérale ou par l'officier et instructeur militaire Humberto Sosa Molina.

²⁷ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 457, compte-rendu d'audition d'Elsa Irigoyen, 19 décembre 1955 : « *debiendo responder por la rendición de cuentas de un subsidio recibido de Cadcoa en 1954, se han vendido armas que se adquirieron anteriormente, en venta privada.* »

²⁸ *Ibid* : « *La Comisión Directiva del Ateneo tomó tales medidas por haberse disuelto el Ateneo, por resolución de dicha comisión directiva. En ningún momento se ratificó tal resolución por Asamblea.* »

« note de service du Général Huergo au ministère des Finances²⁹ », de réintégrer son ministère de rattachement où elle a repris son poste au bureau d'accueil. Sa situation d'exception aurait donc été régularisée. Malgré cela, une lettre du ministère des Finances, datée du 28 décembre 1955 et jointe au dossier, nous apprend que « les instructions nécessaires ont été données afin que l'on procède au renvoi de Mlle Elsa Irigoyen³⁰. » Si les motifs du licenciement ne sont pas précisés, il ne fait guère de doute que cette décision vise à sanctionner la sportive, qui a reconnu avoir occupé des emplois fictifs au sein de l'administration péroniste.

Une personnalité sportive suspecte mais peu inquiétée

Le 28 septembre 1956, soit presque un an plus tard, la Commission 49 rend ses conclusions :

Opinion Commission d'investigation : sans avis, mais il est indiqué doc.8 qu'elle a été renvoyée en raison de ses activités.

Opinion informateur : Bien que des recherches n'aient pas été menées, mais en tenant compte du patrimoine dénoncé dans la note du doc.1, il est d'avis que le dossier doit être adressé à la Dirección General Impositiva, pour possible évasion fiscale³¹.

Il est très fréquent de trouver ce type d'avis dans les archives de la Commission 49 : faute de temps et de personnel, les enquêtes ont rarement été menées à leur terme. Les affaires sont soit classées sans suite, soit renvoyées vers d'autres services, en général celui des impôts, pour qu'ils procèdent à des contrôles fiscaux sur les individus suspects. Le sort d'Elsa Irigoyen est difficile à évaluer. Si l'on s'en tient aux sources disponibles, mais qui peuvent être lacunaires, elle ne semble pas avoir été particulièrement inquiétée : son nom n'a pas été ajouté à la liste des personnes proscrites par la Révolution Libératrice, ses biens

²⁹ *Ibid* : « *Producida la revolución de septiembre se le manifestó que su sueldo de Cadcoa había sido suprimido, y se le entregó una nota del Gral. Huergo al Ministerio de Hacienda, comunicando que había cesado la adscripción y que la deponente debía reincorporarse al Ministerio, como lo hizo continuando actualmente la prestación de servicios.* »

³⁰ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 457, lettre du ministère des Finances adressée à la Commission 49, 28 décembre 1955 : « *se han dado órdenes pertinentes a efectos de que se proceda a la cesantía de la señorita Elsa Lidia Irigoyen.* »

³¹ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 457, récapitulatif interne de la Commission 49, 28 septembre 1956 : « Opinión Comisión Investigadora: No emite pero a fs. 8 manifiesta haber dejado cesante a la misma por su actividad. Opinión informantes: Pese a no haber realizado investigaciones, pero teniendo en cuenta el haber patrimonial denunciado con la note de fs. 1, se estima que el presente se debe girar a la Dirección General Impositiva, por posible evasión tributaria. » Le doc. 8 se réfère à la lettre du ministère citée précédemment et le doc. 1 à la lettre de dénonciation du 6 octobre 1955.

n'ont pas été saisis par les autorités militaires et rien n'indique qu'elle ait été contrainte de suspendre ses activités sportives³². Mais si l'on en croit le témoignage du champion d'escrime Fulvio Galimi, Elsa Irigoyen aurait été suspendue plusieurs années par la Fédération Argentine d'Escrime, comme lui et son frère. Dans leur cas, cette suspension n'est levée qu'au bout de six ans³³. Son renvoi de l'administration publique montre qu'Elsa Irigoyen n'a, en tout cas, pas été totalement épargnée par le changement de régime politique, bien que la Commission d'enquête semble n'avoir retenu qu'un nombre limité d'accusations parmi toutes celles qui ont été proférées contre elle³⁴. La dernière lettre anonyme qui la concerne a d'ailleurs été envoyée le 11 janvier 1956, soit une dizaine de jours après son audition, par des « sportifs argentins démocratiques » (*deportistas argentinos democráticos*) qui « s'étonnent beaucoup qu'il y ait des figures péronistes bien connues qui occupent toujours solidement leurs fonctions et leurs activités d'avant le 23 septembre³⁵. »

Comment expliquer la relative clémence des enquêteurs à l'égard d'une sportive présentée comme péroniste convaincue et délatrice à la solde du couple Perón ? Pourquoi les questions adressées à Elsa Irigoyen ne font-elles jamais allusion à ses opinions politiques ? Pourquoi ne lui est-il pas reproché d'avoir été l'une des propagandistes du régime péroniste ? Le décalage entre le ton virulent des lettres de dénonciation et le contenu des auditions est très net dans le cas de l'escrimeuse. Si les membres de la Commission 49 s'appuient en partie sur les informations contenues dans les lettres, comme le prouve l'avis définitif de 1956 qui prend au sérieux l'accusation d'évasion fiscale, ils ne font pas reposer toute la procédure sur ces dernières. Plusieurs facteurs peuvent expliquer qu'ils ne cherchent pas à en savoir plus sur le degré d'adhésion d'Elsa Irigoyen au péronisme ou sur sa contribution à la promotion du régime.

En premier lieu, l'attitude même d'Elsa Irigoyen face aux enquêteurs ne pouvait que les mettre dans de bonnes dispositions à son égard. Elle est loin de l'image de passionaria provocatrice décrite par les délateurs. Au contraire, elle fait preuve de bonne volonté et

³² Parmi les portraits de sportives argentines réunis par Liliana Morelli, aucune allusion n'est faite aux obstacles qu'aurait pu rencontrer Elsa Irigoyen après le renversement du péronisme. La championne d'escrime prend sa retraite sportive en 1966 et n'évoque aucune suspension ni interdiction de pratiquer dans ses entretiens avec la journaliste. Voir Liliana Morelli, *Mujeres deportistas*, *op. cit.*, p. 89-96.

³³ Fulvio Galimi, *A Capa y espada*, *op. cit.*, p. 153-155.

³⁴ Signalons par ailleurs que Víctor Lupo, qui dénonce pourtant le « génocide sportif » commis par la Révolution Libératrice, ne mentionne pas non plus de poursuites ou de suspensions dans le chapitre qu'il consacre à Elsa Irigoyen. Voir Víctor Lupo, *Historia política del deporte argentino (1610-2002)*, *op. cit.*, p. 282-287.

³⁵ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 9, Expediente 7410, lettre anonyme sans destinataire désigné, 11 janvier 1956 : « *nos extraña mucho que haya conocidas figuras del peronismo, actuando firmes en sus cargos y en sus actividades anteriores al 23 de septiembre.* »

semble s'appliquer à donner des gages de sa bonne foi. Sommée de se présenter à nouveau dans les trois jours avec différentes pièces justificatives — notamment concernant la vente des fameuses armes — elle revient déposer dès le lendemain et « s'engage à réaliser les démarches en son pouvoir pour obtenir la restitution des armes vendues, ce pour quoi elle demande un délai raisonnable qu'elle estime à 45 jours³⁶. » Le dossier n'indique pas si elle tient parole, mais cet engagement écrit et signé par l'ancienne présidente de l'Ateneo invite probablement les enquêteurs à lui faire confiance et à croire en sa sincérité. Il ressort surtout de l'audition une information majeure : Elsa Irigoyen n'a plus d'armes en sa possession. C'est probablement l'essentiel pour les enquêteurs, rassurés quant à la menace potentielle qu'elle pouvait représenter. De plus, toujours si l'on s'en tient aux procès-verbaux de l'audition, Elsa Irigoyen n'a éludé aucune question, n'a pas tenté de dissimuler sa situation et explique par son ignorance et son inexpérience le non-respect de certaines réglementations concernant les associations :

La déposante déclare qu'elle ignorait les dispositions légales relatives à la dissolution d'organisme et le dépôt ou la remise aux autorités des armes et du capital [*activo físico*]³⁷

Vrai ou faux, l'argument de la méconnaissance des lois et des règlements en vigueur est régulièrement invoqué dans les réponses des sportifs et des dirigeants de club confrontés aux membres de la Commission 49. Il s'agit d'une stratégie de défense somme toute classique et sûrement la plus prudente étant donné les circonstances. Il est possible, mais nous ne pouvons rester ici qu'au stade de l'hypothèse, que le comportement d'Elsa Irigoyen ait donné une impression favorable aux enquêteurs. D'autant plus favorable que la championne n'exerçait effectivement aucune fonction hiérarchique d'importance dans l'administration péroniste : à part le titre de présidente de l'Ateneo, plus honorifique que réel, elle n'occupait que des postes d'agent d'accueil. Son ignorance de la législation est plausible et son cas est bien éloigné de celui des hauts fonctionnaires péronistes.

Que lui est-il reproché en fin de compte ? Son tort principal est d'avoir cumulé des emplois fictifs et, éventuellement, d'avoir bénéficié de quelques faveurs sous le péronisme,

³⁶ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 457, compte-rendu d'audition d'Elsa Irigoyen, 20 décembre 1955 : « *se compromete a realizar las gestiones a su alcance para obtener la devolución de las armas vendidas para lo que solicita un plazo prudencial que estima en 45 días atento el período de vacaciones que se inicia y la ausencia de la capital de los adquirentes.* »

³⁷ *Ibid* : « *La dicente declara que desconocía las disposiciones legales relativas a la disolución de entidades y disposición o entrega a las autoridades de las armas y activo físico del Ateneo* ».

dont des facilités pour se loger³⁸. Mais le montant des salaires cumulés reste raisonnable et la situation familiale d'Elsa Irigoyen invite à la mansuétude. Jeune femme célibataire — elle est née en 1919 — c'est elle qui prend soin de sa mère et doit faire vivre sa famille. En effet, elle doit commencer à travailler au ministère de la Marine suite au décès de son père. Elle est d'ailleurs contrainte de renoncer à la pratique d'une autre discipline dans laquelle elle s'était illustrée entre 1937 et 1943, l'athlétisme³⁹. L'exemple d'Elsa Irigoyen est représentatif des problèmes très concrets posés par le statut de l'amateurisme dans le sport de haut niveau — des problèmes qui ne concernent pas que l'Argentine péroniste, loin de là — et des solutions trouvées pour les contourner.

Femme et sportive amateur, la double peine ?

Elsa Irigoyen, contrairement à d'autres femmes de sa génération, a eu la chance d'être soutenue par son entourage : son père, un escrimeur, l'incite à faire du sport et l'entraîne lui-même, à une époque où ce sport reste une discipline encore largement considérée comme masculine. Comme elle l'explique, « pour les hommes, cela leur paraissait très étrange qu'on pratique ce sport et ils nous mettaient un peu des bâtons dans les roues : les clubs avaient des horaires réservés aux femmes et des horaires pour les hommes, et on nous attribuait toujours ceux qui étaient les moins pratiques⁴⁰. » En 1936, âgée d'à peine 16 ans, elle remporte son premier championnat national en fleuret et conserve son titre trois années de suite, tout en remportant plusieurs épreuves d'athlétisme.

En 1946, c'est donc une sportive accomplie qui a déjà fait ses preuves tant au niveau national que continental. Mais, en raison de la définition très stricte de l'amateurisme en vigueur à cette époque, elle ne peut pas vivre de ses activités sportives, sous peine d'être exclue des compétitions et suspendue par sa fédération. Or, de nombreux sportifs amateurs peinent à trouver un emploi qui leur permette de concilier carrière sportive, qui implique entraînements, absences prolongées et déplacements fréquents, et ressources financières suffisantes pour vivre. Les femmes sont encore plus confrontées à ce type de difficultés

³⁸ Signalons que d'autres sportifs ont fait directement appel aux autorités péronistes et à la FEP pour obtenir ce type d'aide. Voir par exemple la lettre de l'athlète Mariano Acosta adressée à Eva Perón le 30 mai 1952 conservée dans AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 3. Il fait part à la Première Dame de ses mauvaises conditions de logement et demande à bénéficier d'un prêt du Banco Hipotecario Previsión Social pour acheter une maison ou de l'attribution d'un appartement en location.

³⁹ Elle remporte des titres dans des compétitions nationales et sud-américaines dans les épreuves de 200 mètres et de relais 4 x 100 mètres. Voir Liliana Morelli, *Mujeres deportistas*, op. cit..

⁴⁰ Cité dans Liliana Morelli, *Mujeres deportistas*, op. cit., p. 90-91 : « A los hombres les parecía muy raro que hiciéramos este deporte y algunas trabitas nos ponían: los clubes tenían horarios para las damas y horarios para los hombres, y a nosotras siempre nos tocaban los más incómodos. »

matérielles, en raison des perspectives professionnelles limitées qui leur sont offertes et de l'acceptation sociale réduite de la pratique sportive féminine à cette période. Les témoignages recueillis par Liliana Morelli sont précieux à cet égard car ils offrent un panorama des obstacles que pouvaient rencontrer les adeptes des exercices physiques dans l'Argentine des années 1920-1950.

Par exemple, les pionnières de l'athlétisme et de l'aviron féminin, Blanca et Clotilde Torterolo, ont dû faire face aux réticences de leur famille, convaincue qu'elles cherchaient avant tout à « montrer leurs jambes⁴¹ ». Bien que Clotilde épouse un fervent amateur de sports, le célèbre journaliste sportif Borocotó, elle est contrainte de renoncer à sa carrière sportive dès son mariage en 1932, à la demande de son mari, qui souhaitait avant toute chose une « maîtresse de maison et une mère pour ses enfants⁴² ». L'aviatrice Carola Lorenzini, quant à elle, s'est entraînée à piloter en cachette, à l'insu de son frère aîné autoritaire. Employée d'une entreprise téléphonique, ses supérieurs hiérarchiques lui refusent régulièrement de s'absenter pour participer à des festivals d'aviation ou des tournées, et vont jusqu'à lui imposer de choisir entre son emploi et l'aviation. Comme il est hors de question pour elle de renoncer à sa passion, elle finit par être licenciée. Le décès de celle qui voulait « éveiller une conscience aéronautique chez les femmes et mettre fin à l'idée que l'aviation était un métier dangereux, réservé aux surhommes [*sic*]⁴³ » lors d'une démonstration de vol acrobatique en 1941 servit de prétexte pour interdire la pratique de l'acrobatie aérienne aux femmes.

Pour un gouvernement qui souhaite renforcer le nombre d'athlètes de haut niveau dans toutes les disciplines, aptes à défendre les couleurs de la *Nueva Argentina* dans les compétitions internationales, il est primordial de garantir aux sportifs et aux sportives amateurs des conditions d'entraînement optimales. Comment leur permettre de se consacrer le plus possible à leur discipline sans enfreindre les règlements en vigueur dans le milieu sportif amateur ? L'une des stratégies mises en place par le gouvernement péroniste consiste à accorder des emplois dans l'administration publique ou à la Cadcoa aux valeurs sûres du sport argentin qui en ont besoin⁴⁴. Elsa Irigoyen peut ainsi toucher un salaire, et même plusieurs, tout en bénéficiant d'horaires adaptés à sa pratique de haut niveau et de supérieurs hiérarchiques compréhensifs. Officiellement, elle n'est pas rémunérée pour ses activités

⁴¹ *Idem*, p. 27.

⁴² *Idem*, p. 34.

⁴³ *Idem.*, p. 73.

⁴⁴ L'un des frères Galimi a bénéficié exactement du même système qu'Elsa Irigoyen. Voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102947, compte-rendu d'audition du gérant de la CADCOA Jorge Antonio Maglio, 22 novembre 1955.

sportives mais en tant que fonctionnaire. Ce statut lui permet d'accéder à d'autres avantages réservés aux employés du secteur public : dans son cas, un appartement à loyer encadré ou la priorité pour obtenir un logement de la FEP.

On voit ainsi comment le gouvernement péroniste répond aux besoins avant tout pratiques et matériels des sportifs. Le rattachement d'Elsa Irigoyen à la Cadcoa et sa désignation à la tête de l'Ateneo Deportivo obéissent aussi à une certaine rationalisation : Perón réalise ainsi le vœu qu'il émet à plusieurs reprises de voir les sportifs diriger eux-mêmes les institutions sportives. Les tâches qui incombent à Elsa Irigoyen au sein de ces deux organismes correspondent certainement bien plus à ses aspirations et à ses compétences. Qui mieux qu'une des grandes championnes de la période pour participer à des tournées de démonstration dans le pays, organiser des tournois, structurer et développer le sport féminin ? On peut comprendre qu'Elsa Irigoyen ait souhaité ou accepté de rejoindre la Cadcoa et d'y travailler. Elle-même est d'ailleurs très attachée aux principes de l'amateurisme. Irma de Antequeda, la grande rivale d'Irigoyen, vice-championne panaméricaine et membre de l'Ateneo, raconte dans quelles circonstances elles ont été invitées par un club de Tucumán à venir faire une démonstration. Surprise à l'arrivée : le club a prévu un ring de boxe pour leur duel. Elles comprennent alors que les organisateurs attendent surtout d'elles qu'elles produisent un spectacle divertissant. Irma de Antequeda relate la rencontre : « Moi, j'avais une partie du public de mon côté parce que je suis gauchère. On avait l'air de deux mousquetaires, on a commencé à faire des pitreries [*payasadas*] avec nos fleurets et le public s'échauffait : “ Vas-y petite ! me criaient-ils, mets-lui en un bon dans le fourneau [*dásela en la cocina*] ! ” Ils étaient habitués à voir les boxeurs, qui frappent leur adversaire dans l'estomac pour les affaiblir. Plus on faisait le *show*, plus ils trépignaient et applaudissaient⁴⁵. » La scène est révélatrice du caractère insolite de l'escrime pour le public local, plus habitué aux combats de boxe, l'un des sports les plus populaires à cette époque, avec le football. Caractère insolite encore accentué par la présence de deux femmes combattantes : cela annule toute dimension sérieuse à la rencontre aux yeux des spectateurs masculins. En lieu et place d'une démonstration d'une discipline inhabituelle, on bascule dans le spectacle burlesque. Les deux jeunes femmes, conscientes du comique de la situation, n'hésitent pas à offrir au public ce qu'il veut : un bon divertissement. Les organisateurs ont apparemment été satisfaits puisqu'à la fin de la

⁴⁵ Liliana Morelli, *Mujeres deportistas*, op. cit., p. 94.

séance, ils offrent aux deux championnes une enveloppe pleine de billets, ce à quoi elles auraient répondu : « Impossible ! Nous sommes sportives amateurs⁴⁶ ! ».

L'attachement d'Elsa Irigoyen aux principes de l'amateurisme est aussi perceptible dans son jugement très négatif des transformations opérées dans le milieu du sport à la fin du XX^e siècle : « C'était une bonne époque en ce temps-là [...], même si on ne touchait pas un peso, on avait la piste pour courir, le nécessaire pour s'entraîner, une lame de fleuret coûtait alors 2,50 pesos. Aujourd'hui, ça coûte 60 dollars, rien ne se répare et il y a toujours moins de maîtres expérimentés et moins d'opportunités pour qu'émergent des gens compétents. Finalement, je préfère le sport amateur, parce qu'il repose sur une conception plus libre de ce que doit être un sportif. Ce qui existe actuellement, pour moi, ce n'est plus du sport⁴⁷. ».

Pour Elsa Irigoyen, ses fonctions au sein de l'administration péroniste et son emploi à la Cadcoa ne sont pas incompatibles avec le respect des principes de l'amateurisme. Pour reprendre les termes d'Irma de Antequeda, ce n'est pas du « commerce » (*comercio*), ce qui est le propre du sport-spectacle et du sport professionnel. Elsa Irigoyen ne monnayait pas ses talents sportifs et ne recevait aucune rémunération directe pour ses victoires ou ses titres. Les avantages qui ont pu lui être accordés dans sa vie quotidienne et professionnelle relevaient de la politique de soutien aux sportifs du gouvernement péroniste, telle qu'elle était formulée dans le texte du Second Plan Quinquennal. D'où peut-être sa franchise dans ses réponses aux questions des enquêteurs : elle n'était pas la seule à recevoir cet appui officiel des autorités en place, qui lui a avant tout permis de résoudre des difficultés d'ordre familial et personnel. Ces dernières ont pu apparaître comme des circonstances atténuantes aux yeux des membres de la Commission 49, qui n'ont pas creusé la question de ses opinions politiques, à moins que ce ne soit simplement par manque de temps⁴⁸. La sanction est néanmoins tombée. Pour les sportifs, cette sanction est souvent doublée puisqu'elle provient autant des nouvelles autorités politiques en place que des autorités sportives.

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ *Idem*, p. 95.

⁴⁸ Il est également possible qu'Elsa Irigoyen ait échappé à des sanctions plus sévères du fait de ces relations avec certains responsables de la Commission 49, nommés par la Révolution Libératrice. La Cadcoa est alors passée sous le contrôle du général Huergo, lui-même un ancien escrimeur. Ce dernier a pu plaider en faveur de la championne qu'il connaissait très certainement puisqu'ils avaient tous deux fait partie des délégations olympiques de 1948 et 1952.

MARY TERÁN DE WEISS : DE STAR À PARIÀ DU TENNIS ARGENTIN

Une championne internationale ostracisée

Cette double sanction est particulièrement évidente dans le cas de Mary Terán. Celle qui fut l'une des plus grandes joueuses de tennis argentines des années 1940-1950 — et la première du pays à acquérir une réputation internationale — a été durablement rejetée par sa propre famille sportive après 1955. En tournée en Europe au moment de la chute du péronisme, elle renonce à rentrer dans son pays natal, de crainte d'être poursuivie par le nouveau régime militaire qui procède à la confiscation de ses biens et de son logement. Elle s'établit en Espagne où elle ne tarde pas à se faire naturaliser. Elle peut ainsi poursuivre sa carrière sportive en Europe, comme représentante de sa patrie d'adoption. Ce n'est qu'en 1959, après la fin de la Révolution Libératrice et l'élection du président radical Arturo Frondizi, qu'elle revient à Buenos Aires et récupère son appartement. Mais elle se heurte alors à de nombreux obstacles qui vont progressivement la contraindre à ralentir ses activités sportives. Bien qu'autorisée à jouer par l'Association Argentine de Tir (*Asociación Argentina de Tenis-AAT*), elle est exclue de tous les clubs de la capitale, qui refusent de l'accepter comme membre. Ce n'est qu'au bout de trois ans que le président du club River Plate, Antonio Liberti, finit par lui offrir d'intégrer l'équipe de son club⁴⁹. Lorsqu'elle se présente en 1963 à un tournoi interclubs, l'ensemble de ses adversaires organise un mouvement de boycott : si Mary Terán participe au tournoi, aucune joueuse ne se présentera sur le court pour l'affronter. La fédération est obligée d'annuler la compétition. L'année suivante, un scénario identique se répète. Les joueuses sont soutenues par les autorités de leurs clubs, qui annoncent qu'elles renoncent à s'inscrire aux tournois auxquels participent l'équipe de River Plate ou Mary Terán. Le rejet de la joueuse est général et unanime et inclut également le club qui a accepté de lui ouvrir ses portes. Le conflit s'étend au-delà des courts et devient une affaire publique : les journaux reçoivent des lettres anonymes visant Mary Terán. Cette dernière publie d'ailleurs un texte dans l'édition d'*El Gráfico* du 22 juillet 1964 en réponse à la campagne de diffamation montée contre elle⁵⁰. En vain. Le boycott, qui bénéficie de l'attitude conciliante voire discrètement encourageante de l'AAT,

⁴⁹ Ce soutien d'Antonio Liberti s'explique peut-être par le fait que ce dirigeant sportif avait lui-même été très proche des cercles péronistes entre 1946 et 1955. Voir chapitre VIII.

⁵⁰ « Carta Abierta. Mary Terán de Weiss a la opinión pública », *El Gráfico*, n° 2237, 22 juillet 1964, p. 28-32.

a raison d'elle : Mary Terán annonce qu'elle se retire définitivement des courts afin de ne pas porter préjudice à l'ensemble de l'équipe de River Plate⁵¹.

Qu'est-ce qui a pu motiver une telle réaction d'hostilité dans le milieu du tennis à l'égard de la championne ? Que lui reproche-t-on au juste ? De quoi s'est-elle rendue coupable pour qu'elle soit bannie de tous les clubs de la capitale ? Toutes les raisons invoquées par ses « camarades de jeu » pour justifier leur attitude renvoient systématiquement à ses actions passées pendant la période péroniste. L'exclusion de Mary Terán serait une réaction aux torts qu'elle aurait elle-même causés au milieu du tennis à cette époque. Des accusations portées contre elle émerge la figure de la « traîtresse ». Dans le cas de la *tenniswoman*, le problème fondamental n'est pas tant qu'elle ait bénéficié de faveurs du régime ou de l'amitié de Perón, mais plutôt qu'elle ait agi *contre* son camp, qu'elle « a divisé le milieu du tennis⁵² », notamment en permettant « l'ingérence sur les courts d'éléments qui n'appartenaient pas à cette activité⁵³ ». L'ostracisme dont est victime Mary Terán entre 1955 et 1964 est révélateur des fortes tensions qui se sont accumulées au sein du tennis argentin pendant la période péroniste et qui se sont cristallisées autour de la championne la plus en vue du moment. Pour comprendre pourquoi ce ressentiment se manifeste aussi violemment plusieurs années après l'éviction du péronisme, il faut revenir sur le parcours de cette joueuse de tennis, atypique à plus d'un titre.

Le rapprochement d'une joueuse exceptionnelle avec le péronisme

María Luisa Beatriz Terán est née à Rosario le 29 janvier 1918. Elle s'initie dès l'âge de sept ans à la pratique sportive, aux côtés de ses trois frères. Comme d'autres sportives de sa génération, elle ne se cantonne pas à une seule discipline puisqu'elle s'adonne à la natation, à l'aviron et à l'athlétisme en plus du tennis. Issue d'un milieu modeste, elle peut profiter des installations sportives du Rowing Club de Rosario parce que son père y est employé⁵⁴. D'après Liliana Morelli, c'est dans l'enceinte de ce club qu'elle aurait été repérée par le professeur Sanders, entraîneur d'origine suédoise, chargé de la préparation de

⁵¹ Voir Víctor Lupo, *Historia política del deporte argentino*, op. cit., p. 275-281 ; Liliana Morelli, *Mujeres deportistas*, op. cit., p. 109-125 et la biographie que lui consacre l'un de ses admirateurs et amis intimes : Roberto Andersen, *Mary Terán de Weiss*, Buenos Aires, Fabro, 2012. Tous ces auteurs s'appuient en partie sur la lettre ouverte publiée par Mary Terán en 1964 qui dresse un résumé de son action sous le péronisme, et s'efforcent de défendre l'action et la mémoire de la joueuse.

⁵² Liliana Morelli, *Mujeres deportistas*, op. cit., p. 119.

⁵³ *Ibid.*

⁵⁴ Il est responsable de la cafétéria (*bufetero*) du club. Le Rowing Club de Rosario, fondé en 1887 par des membres de la communauté anglaise de la ville, est l'un des premiers clubs d'aviron d'Argentine. Il s'agit d'une institution fréquentée par des membres de la bourgeoisie (*clase media* et *clase media alta*) locale.

l'équipe argentine pour la Coupe Davis. Il l'entraîne au sein du Club Atlético de Rosario. À 19 ans, après de bons résultats dans les tournois de la province de Santa Fe, elle commence à participer aux compétitions organisées à Buenos Aires. Elle grimpe progressivement les échelons dans le classement national et remporte en 1941 le Championnat de la République ce qui fait d'elle la n°1 argentine. Sa principale rivale est Felisa Piédrola qui lui dispute régulièrement le titre de championne nationale. Mary Terán l'obtient en 1944 et de 1946 à 1948. Au moment où Perón accède au pouvoir, la joueuse est déjà reconnue au niveau national et fait partie des meilleurs sportifs du pays, une situation similaire à celle de sa contemporaine Elsa Irigoyen. Grâce au travail de ses différents biographes, nous en savons plus sur les circonstances qui ont amenée la championne de tennis à s'intéresser au péronisme.

En 1941, Mary Terán se rend à Córdoba pour participer au championnat de tennis du Centre de la République. Elle fait la connaissance dans le train d'Heraldo Weiss, une autre étoile montante du tennis⁵⁵. Ils se marient en 1943 et s'installent à Buenos Aires. Tous deux deviennent membres du Belgrano Athletic Club où Heraldo Weiss, titulaire d'un diplôme de professeur d'éducation physique, travaille. La rencontre avec son mari a été déterminante pour Mary Terán car c'est lui qui l'aurait incitée à s'intéresser au mouvement politique fondé par Perón. Leur carrière sportive décolle parallèlement puisqu'Heraldo remporte l'Open d'Argentine en 1942, 1944 et 1947 et atteint la première place du *ranking* argentin en 1944. Elle commence à prendre également une dimension internationale dans les années 1947-1948 : Heraldo Weiss atteint les huitièmes de finale au tournoi de Roland-Garros et prend part à la Coupe Davis en tant que capitaine de l'équipe argentine ; Mary Terán quant à elle est éliminée en quart de finale de Roland-Garros en 1948 mais remporte le *All England Plate* de Wimbledon la même année⁵⁶. Ces succès leur valent d'apparaître à plusieurs reprises à la une du magazine sportif *El Gráfico* et de rencontrer le couple présidentiel. Ils font partie du groupe de sportifs régulièrement invités à la Casa Rosada et reçus personnellement par Perón⁵⁷.

Ces rencontres sont des moments-clés pour la construction des relations entre les principales figures sportives de l'époque et le président de la République. Elles peuvent prendre la forme de cérémonies officielles, en présence de journalistes et de différents

⁵⁵ Heraldo Weiss était le fils de Gottlob Weiss, un footballeur de l'équipe d'Alumni et de l'équipe nationale argentine de 1905 à 1910.

⁵⁶ Le *All England Plate* ou *Wimbledon Plate* est une compétition qui oppose les joueurs éliminés lors des deux premiers tours du tournoi de Wimbledon en simple.

⁵⁷ D'après Roberto Andersen, Mary Terán aurait rencontré Perón et Evita par l'intermédiaire de son époux qui était l'un de ses amis.

représentants des pouvoirs publics. Les discours que prononcent alors Perón sont largement relayés à travers la presse et les organes de publication officiels des services gouvernementaux. Elles peuvent aussi se dérouler sous la forme d'entretiens privés au cours desquels le chef de l'État s'enquiert des besoins et des demandes des athlètes. Mais de nombreuses décisions sont également prises à l'issue de discussions informelles. Les sportifs conviés au palais présidentiel jouissent d'un contact direct avec le leader péroniste, des instants privilégiés où ils peuvent formuler leurs requêtes, exposer les difficultés qu'ils rencontrent ou converser simplement avec le plus haut représentant de l'État. Perón lui-même fait de ce contact direct et de ces relations interpersonnelles l'un des aspects centraux de son mode d'exercice du pouvoir. Il manifeste ainsi sa capacité à être à l'écoute de ses administrés, qui sont présentés comme sa meilleure source de renseignements sur l'état du pays. Ce mode de gouvernement lui permettrait de répondre le plus efficacement possible aux besoins des différents secteurs de la population. Nombre de sportifs qui ont côtoyé Perón saluent ses qualités humaines, sa sympathie, sa capacité à mettre à l'aise ses interlocuteurs et à les traiter comme des égaux⁵⁸. La suppression des intermédiaires est aussi une subversion de la hiérarchie à l'œuvre au sein du milieu sportif en écartant *de facto* les dirigeants des fédérations et des clubs qui jouaient généralement ce rôle de représentants auprès des pouvoirs publics. Évidemment, Perón ne coupe pas tout rapport avec les autorités sportives, bien au contraire. Mais il semble rompre avec les usages antérieurs en recherchant la fréquentation des sportifs. Mary Terán fait non seulement partie du cercle restreint des grands champions qui ont bénéficié de cet accès favorisé, mais elle est aussi devenue une intime du président et a exercé des fonctions dans l'administration publique des activités sportives.

Le soutien financier octroyé à la joueuse de tennis par les services gouvernementaux aurait été déterminant pour l'internationalisation de sa carrière. Et ce soutien financier serait une conséquence directe de la proximité de Mary Terán avec Perón. En effet, c'est au cours d'une conversation avec le président qu'elle lui aurait fait part de ses difficultés à participer aux tournois étrangers faute d'argent⁵⁹. Perón se serait alors engagé à lui verser des subventions pour faciliter ses tournées internationales. Là encore il s'agit d'un mécanisme mis en place par le gouvernement péroniste pour résoudre un des problèmes majeurs posés

⁵⁸ Voir les témoignages de sportifs recueillis par Hugo Gambini, *Historia del Peronismo. El poder total*, op. cit., Chapitre 13 « Perón apoya el deporte » et l'autobiographie de Fulvio Galimi, *A capa y espada*, op. cit..

⁵⁹ C'est grâce à un héritage qu'Heraldo Weiss et Mary Terán ont pu financer leur séjour et leur participation aux tournois en Europe pendant la saison 1948. Voir Roberto Andersen, *Mary Terán de Weiss*, op. cit., p. 53 et Camilo Francka, « Mary Terán de Weiss : la "putita" que enamoró a Perón y cambió al tenis », *Informe Escaleno*, mars 2014, [En ligne] <http://www.informeescaleno.com.ar/index.php?s=articulos&id=128> (consulté le 18 avril 2016).

par le système du sport amateur : le manque de ressources économiques des athlètes et des fédérations limite les possibilités de participation aux compétitions à l'extérieur. Or, nous l'avons vu, l'un des objectifs de la politique sportive péroniste consiste à accroître la visibilité de l'Argentine sur la scène mondiale à travers l'envoi de sportifs dans les rencontres internationales. Érigés en ambassadeurs de la *Nueva Argentina*, les sportifs doivent pouvoir obtenir toutes facilités pour voyager. L'attribution nominale de subventions est l'un des systèmes employés par le gouvernement argentin pour garantir la présence régulière de certains athlètes en Europe et aux États-Unis. Mais ce système est déjà en lui-même une source potentielle de conflits au sein des milieux sportifs. L'octroi de ces subventions semble être à la discrétion des hauts responsables péronistes et en premier lieu de Perón lui-même. Certains sportifs apparaissent ainsi comme particulièrement favorisés par le pouvoir en place, renforçant un sentiment d'injustice chez les autres. Si les performances sportives sont un des critères déterminants pour l'obtention des subventions, elles sont loin d'être le seul. De plus, les dirigeants des fédérations nationales ne sont apparemment pas consultés systématiquement pour sélectionner les sportifs qui mériteraient de percevoir une aide de l'État, ce qui, là aussi, a pu être ressenti comme une forme de mise à l'écart, voire d'ingérence, de la part des autorités nationales dans le fonctionnement interne du milieu sportif.

Dans le cas de Mary Terán, cela semble un premier motif de crispations à son encontre. Dans les années 1946-1955, sa carrière internationale prend le pas sur sa participation aux tournois nationaux⁶⁰. En 1952, elle obtient le rang de dixième joueuse mondiale, ce qui fait d'elle la première joueuse argentine à intégrer le « Top 10 » international. Elle devient une personnalité sportive très en vue, tant en Argentine qu'à l'étranger où elle jouit d'une certaine couverture médiatique⁶¹. L'AAT prend en charge ses frais de transport et « l'entreprise Dunlop lui fournit raquettes et cordages et lui organise ses matchs sur le circuit européen⁶². » Mary Terán profiterait donc du soutien simultané d'un sponsor, de sa fédération et du gouvernement national. Mais le cumul d'avantages dont elle jouit contraste avec la situation d'autres joueuses de haut niveau, en particulier de sa principale adversaire locale, Felisa Piédrola. Alors que cette dernière affiche un palmarès aussi remarquable que celui de Mary Terán dans les compétitions nationales, le

⁶⁰ Roberto Andersen liste l'ensemble des compétitions auxquelles elle participe à partir de 1948. Mary Terán concourt en Europe mais aussi à des tournois en Égypte, en Inde, en Turquie et à Hong Kong. Elle a disputé au total 1 100 matchs toutes catégories confondues et remporté 832 titres. Voir Roberto Andersen, *Mary Terán de Weiss*, *op. cit.*, p.43-44.

⁶¹ Des articles lui sont consacrés dans la presse européenne. Citons, à titre d'exemples, le numéro du 4 juillet 1953 du magazine *France-Dimanche* ou l'édition du 27 mars 1953 du quotidien espagnol *Mundo Deportivo*.

⁶² Liliana Morelli, *Mujeres deportistas*, *op. cit.*, p. 112.

gouvernement péroniste ne lui propose pas les mêmes opportunités pour développer sa carrière internationale. Celle-ci se limite aux tournois sud-américains et aux Jeux Panaméricains de 1951⁶³. Certaines joueuses auraient-elles été éclipsées au profit de Mary Terán ? C'est une critique qui semble avoir eu cours au sein du tennis argentin. Et les explications données à la différence de traitement et de renommée entre les deux joueuses sont d'ordre politique : contrairement à Mary Terán, qui entretenait une relation très étroite avec Perón et s'était ouvertement engagée dans la cause péroniste, Felisa Piédrola était farouchement antipéroniste. Cela tendrait à prouver le favoritisme en action sous le péronisme, y compris dans sa politique sportive, exercé en fonction des opinions politiques personnelles des athlètes. On peut nuancer cette interprétation en évoquant le cas d'Enrique Morea, autre champion de tennis de la période et lui aussi réputé antipéroniste, qui a pu mener une carrière internationale. Dans le cas des sportifs, plusieurs phénomènes conjoints s'imbriquent. Les relations interpersonnelles, les liens d'amitié, la proximité avec les représentants du pouvoir en place ont eu une incidence certaine sur les destinées professionnelles des athlètes. Mais le cas de Mary Terán nous invite à réfléchir aux transformations plus générales qui touchent à la fois le monde sportif et la société argentine après 1945.

Mary Terán : une figure publique et médiatique

Mary Terán incarne à l'époque un certain nombre de bouleversements pour le milieu du tennis. C'est la première fois qu'une joueuse argentine atteint un tel niveau de célébrité, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Mary Terán n'est pas admirée et mise en valeur par les médias uniquement pour ses mérites sportifs : la presse tend aussi à faire d'elle une icône glamour. En effet, elle est jeune, jolie, talentueuse et réputée pour ses audaces vestimentaires. Elle porte notamment sur les courts des tenues exclusives conçues par le créateur de haute couture Ted Tinling, qui introduit des tendances nouvelles dans la mode sportive féminine, associant des jupes courtes et bouffantes à la couleur et à la dentelle, au tulle et aux broderies⁶⁴. Elle apparaît même en couverture d'*El Gráfico* revêtue d'une robe transparente plutôt osée pour l'époque (*figure 21*) :

⁶³ Elle forme d'ailleurs l'équipe de double dames avec Mary Terán et elles remportent ensemble la médaille d'or dans cette épreuve.

⁶⁴ Ted Tinling, ancien partenaire de Suzanne Lenglen, fut l'un des couturiers attirés des plus grandes joueuses de tennis des années 1940 à la fin des années 1970.



Figure 21

Mary Terán en couverture du magazine sportif *El Gráfico*, n° 1666, 13 juillet 1951

Sa pose est aussi originale et tranche avec les autres unes consacrées aux joueurs et joueuses de tennis, constituées en majorité de gros plans sur les visages, de portraits en pied ou d'instantanés de jeu — les hommes étaient d'ailleurs plus souvent représentés ainsi, en plein milieu d'une action, que les femmes⁶⁵ (*figure 22*). Ici, Mary Terán donne l'image d'une femme souriante, dynamique, heureuse et légère à travers ce bond au-dessus du filet qui la projette vers le ciel à l'arrière-plan, un ciel d'ailleurs bleu et blanc, aux couleurs du drapeau argentin.

⁶⁵ Toutes les couvertures du magazine *El Gráfico*, depuis sa création en 1919, sont consultables à l'adresse http://www.elgrafico.com.ar/edicion_impresa.php?tipo_edicion=1. Entre 1935 et 1955, 21 unes d'*El Gráfico* sont consacrées au tennis. Mary Terán arrive en tête puisque quatre d'entre elles la mettent en scène, en 1939, 1945, 1951 et 1953, contre deux pour Enrique Morea, en 1944 et 1954, et une seule pour sa grande rivale Felisa Piédrola en 1938.



Figure 22

Felisa Piédrola en couverture d'*El Gráfico*, n° 1014, 16 décembre 1938 et Enrique Morea, couverture d'*El Gráfico*, n° 1822, 9 juillet 1954

Mais elle est aussi un modèle de femme moderne, qui propose un équilibre idéal puisqu'elle n'a pas sacrifié sa vie personnelle à la réussite publique. Elle est parvenue à concilier carrière sportive et vie de femme mariée, une situation encore rare à l'époque si l'on en croit le témoignage d'une de ses contemporaines, Noemí Simonetto. Vice-championne olympique de saut en longueur aux Jeux de Londres de 1948, celle-ci revient à la fin des années 1980 sur les raisons qui l'ont conduites à prendre sa retraite sportive à seulement 22 ans, à l'apogée de sa carrière : « à mon retour de Londres [en 1948], j'étais déjà mariée, j'ai arrêté le sport : à cette époque, ça ne se faisait pas de faire les deux ensemble, comme aujourd'hui⁶⁶. ». La figure de Mary Terán ne reste pas cantonnée à la presse sportive mais fait aussi l'objet d'articles dans des magazines féminins comme *Para*

⁶⁶ Cité dans Liliana Morelli, *Mujeres deportistas*, op. cit., p. 85 : « Al volver de Londres, ya casada, dejé el deporte: no se usaba en esa época hacer las dos cosas juntas, como ahora... » Ce qui, rajoute-t-elle, ne l'a pas empêchée d'être une mère et une femme au foyer heureuse. Comme dans le cas de Clotilde Torterolo, Noemí Simonetto épouse pourtant un sportif, professeur d'éducation physique, qui fut son propre entraîneur. À noter qu'au sein du milieu tennistique, il semble plus facile ou plus admis pour les femmes mariées de poursuivre leur carrière sportive : Felisa Piédrola offre en effet un cas de figure similaire à celui de Mary Terán, à la fois championne de haut niveau et épouse d'un *tennisman*. Certaines explications pourraient être apportées par une étude sociologique des liens entre pratiques sportives et origines sociales ou *habitus* de classe en Argentine.

Ti et de portraits dans les actualités cinématographiques. En fin de compte, elle jouit d'une attention médiatique inhabituelle en Argentine pour une joueuse de tennis, plus proche de celle dont bénéficient les actrices ou les champions des sports populaires comme le football et la boxe. On voit à travers son cas de figure une certaine pénétration pendant l'ère péroniste des logiques qui étaient à l'œuvre au sein des sports professionnels et du sport-spectacle depuis les années 1920-1930, comme la médiatisation intense et la sponsorisation, dans un milieu sportif amateur traditionnellement plus discret. Ce processus peut déjà en soi avoir suscité des réactions négatives, parce qu'il entre en contradiction avec les codes et les normes en vigueur au sein d'un sport majoritairement pratiqué par les membres des élites argentines. Mais ce qui a définitivement transformé Mary Terán en symbole des dérives qui ont entaché le sport aux yeux des défenseurs de l'idéal amateur sous le gouvernement péroniste, c'est sa proximité avec les représentants du pouvoir et sa participation active à la politique sportive étatique.

À partir du début des années 1950, Mary Terán obtient plusieurs fonctions officielles qui s'ajoutent à son rôle d'ambassadrice du tennis argentin à l'étranger. Elle est nommée vice-présidente de l'Ateneo Deportivo Femenino lors de sa création en juillet 1951⁶⁷. Mais c'est surtout l'année 1952 qui marque un tournant décisif dans sa vie. Elle subit en premier lieu un événement personnel dramatique : en août, son mari meurt des suites d'une maladie grave. En octobre, elle reçoit l'une des plus hautes distinctions du péronisme, la médaille de la Loyauté (*medalla de la Lealtad*), lors de la célébration annuelle du 17 octobre⁶⁸ et elle commence à travailler au sein de la municipalité de Buenos Aires au moment où Norberto Zen assume la direction du service des sports de la ville⁶⁹. Ce dernier s'est en effet appuyé sur ces réseaux de connaissance, sportifs, pédagogiques et politiques, pour constituer son équipe de collaborateurs. Il fait appel à Mary Terán, peut-être sur recommandation expresse de Perón, ainsi qu'à des personnalités aussi reconnues que Juan Manuel Fangio ou José Froilán González, nommés conseillers sportifs (*asesores deportivos*) de la commission officielle « Autódromo 17 de Octubre ». S'ils sont choisis officiellement pour leurs compétences techniques, on peut penser que leur présence dans l'entourage du directeur municipal des sports sert de caution légitimante aux décisions prises par la Municipalité. Mary Terán n'est donc pas une exception.

Dès lors, la *tenniswoman* n'est plus seulement une simple sympathisante du péronisme et une proche du couple présidentiel, elle joue un rôle actif dans la mise en place

⁶⁷ [AGN-AI, FNRP, CNI, Col. Bib. 34] *Ateneo Deportivo Femenino Evita. Julio de 1951 / Marzo de 1953*, Buenos Aires, s/e, s/d, p. 3.

⁶⁸ *Mundo Peronista*, n° 32, 1er novembre 1952, p. 22.

⁶⁹ Sur le fonctionnement et les activités de ce service, voir notre chapitre II.

de certaines mesures promues par l'administration péroniste et dans les relations entre cette dernière et le milieu du tennis. Et ce sont les activités qu'elle a menées au cours des années 1952-1955 qui lui ont valu le ressentiment tenace qui s'est exprimé contre elle lors de son retour au pays. En effet, les positions qu'elle a occupées l'ont placée en première ligne dans le conflit opposant plusieurs clubs *porteños* aux autorités locales.

La Municipalité en lutte contre la privatisation de l'espace public par les clubs « privilégiés »

Quelles missions le gouvernement lui confie-t-il ? La première s'inscrivait dans l'un des axes poursuivis par la politique sportive péroniste : démocratiser la pratique sportive dans le pays. Mary Terán veut populariser la pratique du tennis, qui était alors considéré comme un sport élitiste, réservé à la haute et moyenne bourgeoisie. Comme elle l'explique en 1953 lors d'une interview donnée au journal espagnol *Mundo Deportivo* :

Perón m'a chargée d'un programme de vaste ampleur pour produire de nouveaux joueurs de tennis dans les années à venir.[...] Quand mon mari est mort en 1952, le président a fait appel à moi pour que je mette en pratique notre projet. Avec les fonds que nous a dispensés la municipalité de Buenos Aires, nous entraînons plus de 1 500 garçons et filles âgés de 8 à 18 ans et toute famille qui souhaite apprendre à jouer⁷⁰.

Les financements proviennent de la ville qui prévoit dans son budget annuel une enveloppe destinée spécifiquement aux « Activités et spectacles sportifs »⁷¹ mais l'initiative de Mary Terán reçoit également l'aide directe de la FEP qui fournit raquettes, tenues et équipements aux enfants d'après le témoignage d'Alfredo Terán, le frère de la championne⁷². Les cours de tennis destinés aux enfants des classes populaires auraient été dispensés au sein du Buenos Aires Lawn Tennis Club, l'une des institutions les plus anciennes de la capitale, située dans les Bois de Palermo⁷³. Cette action pilotée par Mary

⁷⁰ *Mundo Deportivo*, 27 mars 1953, cité dans Camilo Francka, « Mary Terán de Weiss : la « putita » que enamoró a Perón y cambió al tenis », *Informe Escaleno*, art. cit. : « Perón me encargó un programa de amplio alcance para producir nuevos jugadores de tenis en años venideros (...). Cuando mi marido murió en 1952, el presidente me llamó para que pusiera en práctica nuestro proyecto. Con fondos que nos ha proporcionado la municipalidad de Buenos Aires, damos entrenamientos a más de 1500 chicos y chicas de 8 a 18 años y a cualquier familia que quiera aprender el juego. »

⁷¹ Mentionnée par exemple dans le *Boletín Municipal de la Ciudad de Buenos Aires*, n° 10040, p. 174. Dorénavant indiqué *BM*.

⁷² Rapporté par Liliana Morelli, *Mujeres deportistas*, op. cit., p. 114.

⁷³ Autoproclamé de nos jours « Cathédrale du tennis argentin », le club, fondé en 1892, a joué un rôle notable dans la création des principaux tournois du pays. En 1927, il inaugure ses nouvelles tribunes, qui en font le stade de tennis le plus grand d'Amérique du Sud.

Terán fait écho à une autre réalisation mise en place par la municipalité de Buenos Aires : la création d'une école publique spécialisée dans l'enseignement du sport et destinée aux enfants et aux adolescents. Le 5 décembre 1952, le décret 9.616 instaure l' « *Escuela municipal infantil y juvenil “Eva Perón”* » dont le principal objectif est

d'offrir aux enfants et aux jeunes de la Capitale fédérale dans les installations sous juridiction municipale, des activités spécifiques qui les orientent techniquement et socialement vers une formation sportive de qualité⁷⁴.

L'école doit ouvrir ses portes à partir du 2 mars 1953. Le même jour est ratifié un second décret annonçant la fondation d'un autre établissement qui lui est étroitement associé : l'école municipale de spécialisation sportive « *Presidente Perón* ». Celle-ci est destinée aux professeurs d'éducation physique, aux entraîneurs et aux sportifs en activité. Le but de cette école consiste à approfondir leur formation technique et pédagogique. À l'issue des cours, est délivré aux stagiaires un certificat d'aptitudes, qu'il sera obligatoire de présenter pour pouvoir occuper un emploi de professeur ou d'entraîneur dans les institutions sportives administrées par la municipalité. Outre des cours théoriques, les élèves de l'école « *Presidente Perón* » effectuent des stages pratiques qui servent à évaluer leurs compétences : ils ont lieu au sein de l'école « *Eva Perón* » où les plus jeunes sont ainsi encadrés par les futurs diplômés⁷⁵. Ces deux nouveaux établissements dépendent directement de la *Dirección Municipal del Deporte* (DMD), qui, depuis sa création en 1949, vise à renforcer la position de l'administration municipale dans l'encadrement des activités sportives sur le territoire relevant de sa juridiction et ne plus le laisser au seul ressort des associations sportives⁷⁶. La création des écoles sportives « *Eva Perón* » et « *Juan Perón* » relève aussi de ce mouvement général. Par exemple, l'une des justifications invoquées en préambule du décret de 1952 souligne que

les jeunes sportifs s'investissent dans différents centres où, parfois, ils bénéficient de l'orientation pédagogique adéquate, d'autres fois tombent

⁷⁴ Décret 9.616 du 5 décembre 1952, *BM*, n° 9507, p. 2106 : « *brindar a los niños y jóvenes de la Capital Federal en las instalaciones de jurisdicción municipal, actividades específicas que orienten técnica y socialmente en una formación deportiva de jerarquía.* »

⁷⁵ Voir décret 9.617 du 5 décembre 1952, *BM*, n° 9507, p. 2107 et le décret 1.257 du 26 février 1953 qui entérine le règlement de l'école, *BM*, n° 9570, p. 343.

⁷⁶ Voir notre chapitre II.

entre des mains inexpertes et peu scrupuleuses, et trop souvent sont livrés à l'abandon le plus complet, privés de toute direction⁷⁷

On a là une mise en cause directe adressée à l'égard des clubs, et de la qualité aléatoire des services qu'ils proposeraient. Une situation que les pouvoirs publics ne peuvent négliger car

le Gouvernement Supérieur de la Nation a pour préoccupation fondamentale la protection de la santé physique et morale de la population, étant entendu que la mauvaise orientation sportive supprime des possibilités et porte atteinte à la santé physique de l'individu⁷⁸.

Les écoles sportives municipales ont pour vocation de remédier à cela en veillant autant à la bonne prise en charge des apprentis sportifs qu'à la qualité et à l'homogénéisation de la formation des professeurs d'éducation physique et des entraîneurs. On distingue à travers ce vaste programme mis en place au début des années 1950 l'affirmation des autorités municipales en tant qu'instances régulatrices d'un milieu sportif local qui jouissait auparavant d'une large autonomie. Ce qui ne manque pas de susciter crispations et résistances de la part des clubs qui voient dans certaines des mesures instaurées par le gouvernement de la ville une menace ou une forme d'ingérence dans leurs activités. Dans le cas du tennis, plusieurs clubs sont confrontés aux décisions radicales prises par la Municipalité, qui, suivant son plan de développement, lance une opération de récupération de terrains publics jusqu'alors laissés en concession à plusieurs associations sportives. Cette opération commence dès 1946, soit avant même que ne soit créée la Direction du Sport et bien avant que Mary Terán ne soit recrutée. Mais, du fait justement de l'absence de services spécifiques et suffisamment structurés, les premiers décrets tardent à être appliqués, et c'est à partir des années 1951-1952 que s'accélère le processus d'expulsion des clubs des terrains qu'ils occupaient.

En effet, dès le 6 juin 1946, la mairie refuse de renouveler le permis d'occupation accordé au Tennis Club Argentino. Cette institution occupait gratuitement une portion de terrain comprise dans le parc Tres de Febrero, délimitée par les avenues Belisario Roldán, José Figueroa Alcorta et les voies de chemin de fer de la ligne General San Martín, depuis le

⁷⁷ Décret 9.616 du 5 décembre 1952, *BM*, n° 9507, p. 2106 : « *los jóvenes deportistas se vuelcan en distintos centros en donde a veces cuentan con la adecuada orientación pedagógica, cayendo otras en manos inexpertas e inescrupulosas, quedando en muchos casos en el mayor desamparo, huérfanos de toda conducción* ».

⁷⁸ *Ibid* : « *Que es preocupación fundamental del Superior Gobierno de la Nación salvaguardar la salud física y moral de la población, entendiendo que la mala orientación deportiva elimina posibilidades y atenta contra la salud física del individuo.* »

5 mai 1916. La concession avait été attribuée par l'ancien conseil municipal pour une durée initiale de dix ans. Le club avait obtenu des prolongations en 1926 et 1939, sans qu'elles ne perdent jamais leur caractère temporaire. Aussi, lorsque le 5 mai 1946 l'autorisation d'occupation arrive à expiration, le gouvernement municipal est en droit de récupérer le terrain. Il faut noter que le 6 juin 1946 correspond à la date d'entrée en fonction du nouvel intendant de la ville de Buenos Aires, Emilio Siri, qui est nommé directement par Perón, tout juste investi⁷⁹. Il s'agit donc de l'une des toutes premières mesures prises par la nouvelle équipe municipale, premier pas dans son entreprise de réappropriation de l'ensemble du parc Tres de Febrero. Les clubs situés dans cet espace sont les principaux concernés, mais ne sont pas les seuls comme le prouve le décret 2296 du 8 avril 1947 qui vise les clubs Cervercería de la Nación et le *campo de deportes* La Nación, implantés dans le quartier de Nuñez, au nord de la ville⁸⁰. Les permis d'occupation attribués respectivement en 1927 et 1937 ne sont pas renouvelés à ces deux institutions modestes et sont transférés au Club Yacimientos Petrolíferos Fiscales (YPF), « un service d'État⁸¹ ». La décision s'appuie en premier lieu sur le fait que les deux clubs

n'ont pas rempli l'objectif qui avait été pris lorsqu'il leur a été accordé l'usufruit des portions de terrain précitées, étant donné que la première [institution] se trouve pratiquement à l'état d'abandon et que le faible nombre d'associés du second club rend inopérant l'usage d'un bien municipal qui, en d'autres mains, peut donner lieu au lancement d'une œuvre de grande ampleur⁸².

Plus largement, la Municipalité considère qu'elle doit mettre fin à un système qui a permis à des « institutions privées⁸³ » d'« obten[ir] de grands avantages⁸⁴ » en recevant en usufruit des espaces publics sans contrepartie. À l'inverse, le club YPF, dépendant d'un

⁷⁹ Emilio Siri fait partie du groupe de radicaux qui ont quitté l'UCR pour former l'UCR-Junta Renovadora, l'un des partis qui a soutenu la candidature de Perón aux élections présidentielles de février 1946.

⁸⁰ L'emplacement concerné, entre la rue Republicetas (actuelle rue Miguel B. Sánchez), l'avenue José Félix Uriburu (actuelle avenue du Libertador) et les voies de chemin de fer, proche du fleuve, est un autre pôle sportif de la capitale. Les équipements destinés à l'UES y furent installés à partir de 1953. De nos jours, cet espace accueille le CeNARD et plusieurs clubs. Voir notre chapitre III.

⁸¹ Décret 2296 du 8 avril 1947, *BM*, n° 7975, p. 837 : « *repartición del Estado* ». Une étude sur l'impact local des clubs fondés par l'YPF, l'entreprise pétrolière publique contrôlée par l'État argentin, a été proposée par Norma G. Lorenc, « Los clubes de Y.P.F. en Comodoro Rivadavia (1930-1955) ¿ De la participación inducida a la identidad asumida? », *XII Jornadas Interescuelas/ Departamento de Historia*, Facultad de Humanidades y Centro Regional Universitario Bariloche, Universidad Nacional del Comahue, San Carlos de Bariloche, 2009/ [En ligne] <http://cdsa.academica.org/000-008/1085.pdf> (consulté le 4 mai 2015)

⁸² Décret 2296 du 8 avril 1947, *BM*, *op. cit.*, p. 838 : « *no cumplen la finalidad que se tuvo en cuenta al otorgárseles el usufructo de las fracciones de terreno citadas, ya que la primera está prácticamente abandonada y el escaso número de asociados del club nombrado en segundo término, hace inoperante el uso de un bien municipal que en otras manos puede dar lugar a la iniciación de una obra de vastos alcances.* »

⁸³ *Ibid* : « *instituciones privadas* ».

⁸⁴ *Ibid* : « *obten[er] grandes ventajas* ».

organisme public, est à même de « développer une œuvre sociale et culturelle qui profitera à un nombre accru de serviteurs de l'État et à leurs familles⁸⁵. ». Dès cette date, on perçoit clairement les enjeux en cours. Pour les autorités municipales péronistes, il s'agit d'une procédure de *recupération* du patrimoine public : les terrains lui appartiennent et n'ont été prêtés que temporairement. Alors que l'espace disponible sur le territoire municipal se fait rare, il faut en optimiser l'utilisation. Les clubs qui ne remplissent pas cette condition, faute d'adhérents ou de moyens, doivent laisser la place aux institutions aptes à véritablement offrir un service d'utilité publique. Plusieurs associations sportives sont ainsi remplacées par des organismes relevant de ministères, d'organismes d'État ou de syndicats⁸⁶.

Le projet le plus ambitieux est de faire du parc Tres de Febrero un vaste complexe récréatif et sportif entièrement ouvert au public et gratuit. Or, de nombreux espaces dans l'enceinte du parc ont été concédés précédemment à des institutions sportives qui réservent l'accès de leurs installations à leurs seuls membres. Quatre clubs sont directement visés par les décrets municipaux : l'Asociación de Deportes Racionales, le Club Asociación Deportiva de Comercio y de la Industria, le Tennis Club Argentino et le Buenos Aires Lawn Tennis Club. Selon les cas, la mise en application de l'ordre d'expulsion a été plus ou moins efficiente. Au cours de l'année 1949, le Club Asociación Deportiva de Comercio y de la Industria voit son permis d'occupation révoqué et ses installations sont rapidement saisies. Dès le 24 décembre 1949, elles passent sous la tutelle de la *Dirección de Asistencia Social y Cultura Física*⁸⁷. Par contre, bien que la décision ait été entérinée dès 1946, ce n'est qu'en 1953 que la mairie finit par prendre possession des équipements du Tennis Club Argentino⁸⁸. Entretemps, le parc Tres de Febrero a été officiellement reconverti en parc sportif municipal et rebaptisé « Eva Perón », suite au « plan de récupération des étendues de

⁸⁵ *Ibid* : « le permitirá desarrollar una obra social y cultural que beneficiaría a un crecido número de servidores del estado y sus familiares. »

⁸⁶ Pour citer un autre exemple, signalons le cas du Club Comunicaciones, institution dépendant du ministère des Communications, dont le président est le ministre en exercice, Oscar Nicolini. D'après une lettre de dénonciation adressée à la Commission 49, ce club aurait pris possession de matériel et d'équipements appartenant au Club Agronomía. Voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 2217, lettre anonyme du 30 octobre 1955 adressée à la Commission 49.

⁸⁷ Voir décret 1851 du 24 décembre 1949, *BM*, n° 8756, p. 6726. Le terrain occupé par ce club est récupéré afin qu'y soit construit le Vélodrome municipal, en vue des premiers Jeux Panaméricains. Cela peut expliquer la rapidité d'exécution du décret. Voir l'intervention du député radical Raúl Uranga dans República Argentina, *Diario de sesiones de la Cámara de Diputados de la Nación*, Buenos Aires, 19 juillet 1950, p. 1111.

⁸⁸ Les dirigeants auraient organisé en pleine nuit, à la veille de la saisie du club, le déménagement de tous les objets et documents précieux de l'institution : archives, livres de compte, trophées, médailles, photographies et fonds de la bibliothèque. Voir Roberto Andersen, *Mary Terán de Weiss*, *op. cit.*, p. 75 et la notice historique du Tennis Club Argentino sur le site du club [En ligne] <https://www.tenisclubargentino.com/index.php/historia>. (consulté le 18 juin 2017).

terrain comprises dans [son] périmètre⁸⁹ ». Le décret du 21 novembre 1952 précise que cette création vise à

assign[er] à ces étendues récupérées une fonction sociale qui soit en accord avec l'œuvre du Gouvernement Justicialiste, en remettant l'utilisation et la jouissance des terres et des installations à toute la population et non plus seulement à un groupe réduit de membres d'organismes sportifs déterminés⁹⁰.

Aux yeux des dirigeants des entités sportives concernées, ce que les autorités municipales appellent « plan de récupération » est en réalité une série d'expropriations sans compensation qui consiste à expulser des clubs implantés de longue date et à s'emparer au passage de leurs équipements. Aussi dénoncent-ils cette forme d'abus de pouvoir de la part des pouvoirs publics qui dissimulerait, derrière l'argument de l'intérêt public, une volonté politique cherchant à les faire disparaître purement et simplement. Ces clubs tentent par divers moyens d'éviter la prise de contrôle (*intervención*) de leurs installations par la Municipalité⁹¹. Ils font notamment appel à celle qu'ils voient comme une alliée potentielle au sein de la Direction du Sport : Mary Terán.

Mary Terán : une médiatrice décevante ?

Recrutée en tant que conseillère sportive (*asesora deportiva*) au sein de l'équipe de Norberto Zen, elle est directement impliquée dans le bras de fer qui oppose les clubs et l'administration péroniste. En effet, elle est nommée directrice des terrains de sport du nouveau *Parque Municipal de Deportes Populares* « Eva Perón ». Elle avait précédemment fait preuve de ses capacités d'intervention en réussissant à faire annuler une ordonnance municipale qui prévoyait l'expropriation partielle du Belgrano Athletic Club, situé sur le tracé d'ouverture d'une nouvelle rue. Appelée à la rescousse par l'une des joueuses du club, Mary Terán aurait d'abord tenté d'intercéder en sa faveur auprès des fonctionnaires municipaux, sans succès. C'est parce qu'elle a directement eu recours à Perón que la mairie

⁸⁹ Décret 8916 du 21 novembre 1952, *BM*, n° 9499, p. 2042 : « *el plan de recuperación de las extensiones de tierras comprendidas dentro del perímetro del Parque Tres de Febrero* ».

⁹⁰ *Ibid* : « *asignándose a esa extensiones recuperadas una función social que esté en consonancia con la obra del Gobierno Justicialista, entregando el uso y goce de las tierras e instalaciones a toda la población y no tan sólo a un grupo reducido de asociados a determinados organismos deportivos.* »

⁹¹ Leurs plaintes et leurs revendications sont d'ailleurs relayées par les députés de l'opposition : voir notre chapitre III.

a renoncé à son projet⁹². Cet épisode nous laisse entrevoir la complexité des rapports de force internes au péronisme et relativise le pouvoir dont disposait Mary Terán. Sa position au sein de l'organigramme municipal ne la plaçait pas au centre des processus décisionnaires. D'après Roberto Andersen, elle n'a pas pris part aux résolutions concernant les quatre clubs cités précédemment⁹³. Par contre, elle dispose d'un atout majeur : ses liens d'amitié avec Perón qui lui permettent de s'adresser directement à lui et, éventuellement, de contrecarrer les projets entrepris par l'administration municipale. Pour les dirigeants des clubs en difficulté, elle représente un intermédiaire précieux.

Mais Mary Terán a, visiblement, échoué à répondre à leurs attentes. Dans le cas du Buenos Aires Lawn Tennis Club, elle soutient la décision de la mairie de faire passer le club sous son contrôle et de nommer un nouveau comité de direction à sa tête. Mary Terán y voit un moyen de promouvoir la pratique du tennis, de la diffuser à plus grande échelle et une opportunité pour le club de gagner des adhérents et une amélioration de ses infrastructures. L'*intervención* municipale est aussi un moindre mal comparé à la première idée proposée par l'intendant Debenedetti qui consistait à supprimer la personnalité juridique du club – c'est-à-dire sa reconnaissance officielle et son droit à exister et fonctionner légalement – et remettre ses installations à un syndicat, la *Federación de Empleados de Comercio*. Mise au courant par l'un des membres du club, elle parvient à faire reculer le fonctionnaire en plaidant la cause du club auprès de Perón⁹⁴. Néanmoins, le Buenos Aires Lawn Tennis Club est dans le collimateur de certains dirigeants péronistes qui le soupçonnent d'être un bastion antipéroniste. Un groupe d'adhérents opposés au pouvoir en place y organiserait régulièrement des réunions, de teneur plus politique que sportive. Une situation intolérable pour le gouvernement péroniste, entré dans une phase de raidissement à partir de 1950-1951 face aux moindres tentatives de contestation à son égard.

Mary Terán était-elle, elle aussi, convaincue de la culpabilité des *socios* du club et qu'ils représentaient un danger pour le mouvement péroniste ? Ou a-t-elle tenté de trouver une solution de compromis qui puisse satisfaire les deux camps ? Il est délicat de trancher avec certitude. Il faut ici s'efforcer d'adopter le point de vue des différents acteurs impliqués qui défendent chacun des intérêts divergents. Pour les dirigeants du Buenos Aires Lawn

⁹² C'est du moins sa version des faits, qu'elle relate dans « Carta Abierta. Mary Terán de Weiss a la opinión pública », *El Gráfico*, n° 2237, 22 juillet 1964, p. 28-32.

⁹³ Roberto Andersen, *Mary Terán de Weiss, op. cit.*, p. 78. Rappelons que cet auteur était un admirateur et un ami intime de Mary Terán. La biographie qui lui consacre est loin d'être impartiale et cherche systématiquement à la disculper des accusations qui ont été portées contre elle.

⁹⁴ Elle le rapporte elle-même dans « Carta Abierta. Mary Terán de Weiss a la opinión pública », *El Gráfico*, n° 2237, 22 juillet 1964, p. 28-32. Nommé, comme son prédécesseur Emilio Siri, par Perón, Debenedetti occupa le poste d'intendant de la ville de Buenos Aires du 26 novembre 1949 au 19 février 1952.

Tennis Club, ils sont accusés à tort et victimes de persécutions de la part des autorités péronistes pour des motifs d'ordre politique. La Municipalité les spolie injustement et s'empare abusivement des infrastructures construites au prix de nombreux efforts et grâce au dévouement de tous les membres du club. De plus, la transformation de l'institution, érigée en structure publique d'accès gratuit, a certainement provoqué un mouvement de rejet de la part des dirigeants et des adhérents, confrontés à ce qu'ils perçoivent comme une « invasion ». À cet égard, les commentaires de Roberto Andersen, qui prend la défense de Mary Terán, sont éclairants puisqu'il affirme que « c'est elle qui a évité que la CGT fasse des *asados* sur les courts de tennis et bien d'autres maux plus graves encore. On leur avait quelque peu lâché la bride, l'idée était que les enfants de familles de faibles ressources s'y rendent, que les parents s'y rendent, et ceux-ci et puis ceux-là, des gens qui se fichaient complètement du tennis et qui ont commis des dégradations dans le club⁹⁵. » On retrouve ici la dénonciation des effets des politiques sociales du péronisme : l'ouverture du club, soit un espace fermé où l'on préservait l'entre-soi, risque de le livrer à une foule hétéroclite, indistincte, issue des classes populaires, *étrangère* au milieu du tennis et qui non seulement ignore les codes de comportements à respecter en ces lieux mais, pire encore, détériore ce qui est mis à sa disposition⁹⁶. La politique sportive de la Municipalité éveille donc les craintes des membres et dirigeants des clubs, car pour eux la prise de possession, concrète et matérielle, de leurs installations s'accompagne d'une exclusion sur le plan symbolique d'espaces qu'ils considéraient comme *leurs*. Le cas du parc Tres de Febrero est représentatif des luttes politiques pour l'appropriation de certaines zones urbaines et met au jour la forte conflictualité sociale au sein de la société argentine pendant la période péroniste⁹⁷.

Les autorités municipales ont, elles, à cœur de contribuer à la réalisation des objectifs prônés par le gouvernement national en facilitant la pratique sportive de masse et en la rendant accessible au plus grand nombre et en premier lieu aux enfants, « les seuls privilégiés de la Nation ». La récupération des terrains municipaux dans l'un des principaux espaces verts de la capitale s'inscrit dans l'entreprise plus vaste de réduction des privilèges réservés à une minorité, l'un des *leitmotiv* des discours de Perón et d'Evita. En effet, « il

⁹⁵ Témoignage de Roberto Andersen rapporté par Liliana Morelli, *Mujeres deportistas*, *op. cit.*, p. 114-115.

⁹⁶ Le Tennis Club Argentino affirme avoir récupéré son siège et ses installations en 1956 dans un état de grande dégradation, et en impute la responsabilité aux autorités péronistes qui les auraient laissées à l'abandon. Voir [En ligne] <https://www.tenisclubargentino.com/index.php/historia> (consulté le 18 juin 2017).

⁹⁷ Sur cette question des réactions d'une partie des classes possédantes aux effets des politiques économiques et sociales péronistes, perçues comme une forme de remise en cause de leur statut et des hiérarchies sociales, consulter Natalia Milanesio, *Cuando los trabajadores salieron de compras. Nuevos consumidores, publicidad y cambio cultural durante el primer peronismo*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2014, Chapitre 4. « ¿Cómo un basurero va a estar a nuestra altura? ».

n'est ni logique ni possible de subordonner le bénéfice général aux intérêts particuliers⁹⁸ ». Les clubs, « entités privées qui ont tiré de grands avantages dans l'utilisation prolongée [des terrains situés dans le parc Tres de Febrero] » doivent désormais « céder face aux besoins de la communauté⁹⁹ ». Les fonctionnaires municipaux déniaient aux clubs de tennis expulsés le caractère d'institutions d'utilité publique, qu'ils reconnaissent par contre volontiers à d'autres associations sportives. Pour celles-ci, il est primordial d'obtenir ce label, car c'est ce qui permet de fonder les demandes d'aides officielles et de subventions, dont les pouvoirs publics péronistes sont loin d'être avares. Roberto Andersen rapporte les différences de vue qui séparent Mary Terán de l'intendant Debenedetti. Ce dernier qualifie les membres des clubs saisis de « magnats » : pour lui, ils appartiennent aux classes urbaines possédantes et privent les secteurs populaires d'un bien qui doit revenir à l'ensemble des habitants de Buenos Aires. Mary Terán lui aurait reproché cette vision caricaturale du milieu du tennis, fréquenté selon elle en majorité par des membres des classes moyennes¹⁰⁰. Péronistes comme antipéronistes seraient tous aveuglés et animés par leurs préjugés sociaux respectifs.

Mary Terán aurait donc tenté de défendre le milieu du tennis, dans les limites induites par sa position. Une position qu'on peut, faute de mieux, qualifier d'entre-deux. Elle n'appartient ni au monde politique proprement dit, ni au milieu des dirigeants sportifs. Certainement réceptive au message mis en avant par le couple Perón du fait de ses origines sociales modestes, elle ne pouvait rester insensible, comme tant d'autres sportifs, au cadre propice au développement des activités sportives instauré par la politique du gouvernement. Sa vocation première, en rejoignant la direction municipale du Sport, était de promouvoir et de populariser la pratique de sa discipline. En ce sens, la prise de contrôle du Buenos Aires Lawn Tennis Club n'était pas, pour elle, une mauvaise décision en soi. Comme elle le rappelle dans sa lettre ouverte publiée en 1964, les équipements du club ont été amplement améliorés entre 1952 et 1955 par les services de la ville¹⁰¹. Outre la construction de toilettes,

⁹⁸ Décret 2237 du 30 mars 1953, *BM*, n° 9584, p. 454-455 : « *no es lógico ni posible subordinar la conveniencia general al interés particular* ».

⁹⁹ *Ibid* : « *por entidades privadas que han obtenido grandes ventajas con su uso prolongado y que deben ceder ahora ante las necesidades de la comunidad* ».

¹⁰⁰ Roberto Andersen, *Mary Terán de Weiss, op. cit.*, p. 80. Faute d'étude sociohistorique sur le milieu du tennis en Argentine, il est difficile de trancher entre ces deux points de vue. Le tennis est cependant encore présenté de nos jours en Argentine comme une pratique très marquée socialement, relativement fermée et élitiste, à l'opposé du football. Pour une analyse sociohistorique et une réflexion générale sur la formation et l'auto-perception des classes moyennes en Argentine, consulter Ezequiel Adamovsky, *Historia de la clase media argentina. Apogeo y decadencia de una ilusión, 1919-2003*, Buenos Aires, Planeta, 2010.

¹⁰¹ « Carta Abierta. Mary Terán de Weiss a la opinión pública », *El Gráfico*, n° 2237, 22 juillet 1964, p. 28-32.

de vestiaires, de salles de repos pour les joueurs, les tribunes du club ont été agrandies, doublant ainsi les capacités d'accueil du public, qui passent de 3 000 à 6 000 spectateurs¹⁰². L'*intervención* de ce club et de son voisin, le Tennis Club Argentino, ont évité que leur direction ne soit confiée à des personnes extérieures au milieu du tennis : elle incombe à Alejo Russell, un autre *tennisman* très renommé à l'époque, et Héctor Etchart. Tous deux faisaient partie du groupe de sportifs devenus conseillers de la direction municipale des sports à l'invitation de Norberto Zen¹⁰³. Cela ne leur a pourtant pas été reproché par la suite. Mary Terán s'insurge contre la mémoire courte et l'hypocrisie dont font preuve les dirigeants et les joueurs lors de son retour en Argentine en 1959. Les clubs qui lui refusent alors ses demandes d'inscription sont les mêmes qui lui adressaient des messages de félicitation lors de sa nomination à la direction des sports en 1952 ou qui l'avaient déclarée membre d'honneur suite à ses démarches en leur faveur¹⁰⁴. Le retour de bâton est brutal pour celle qui a connu son heure de gloire sous le péronisme.

Mary Terán interprète le mouvement de rejet dont elle fut victime en traçant une analogie avec la figure d'Eva Perón :

Je suis arrivée vingt ans trop tôt dans la société argentine. Si on ne pardonnait pas à Evita le fait d'être une femme, il allait en être de même pour moi. En plus d'être péroniste, j'étais une femme qui avait réussi à s'illustrer mondialement dans un sport qui, ici, restait l'exclusivité d'une élite masculine et ce genre de choses, dans ce pays, on ne les pardonne pas¹⁰⁵.

Le parallèle avec Eva Perón est d'autant plus pertinent que la relation entretenue par Mary Terán avec Juan Perón a donné lieu à des rumeurs persistantes, au point d'être relayées dans la presse internationale. On leur prête une liaison amoureuse ; Perón l'aurait même demandée en mariage, ce qui aurait fait de Mary Terán la nouvelle Première Dame argentine. Les témoignages diffèrent sur cet aspect de la vie intime de la joueuse : Roberto Andersen affirme que la proposition de mariage a bien eu lieu mais que Mary Terán l'a

¹⁰² Voir la rubrique historique sur le site Internet du Buenos Aires Lawn Tennis Club et sa section intitulée « El estadio más grande de Latinoamérica » [En ligne] : <http://www.baltc.net/el-estadio-mas-grande-de-latinoamerica/> (consulté le 19 juin 2017).

¹⁰³ Voir « Carta Abierta. Mary Terán de Weiss a la opinión pública », *El Gráfico*, art. cit. et Víctor Lupo et Horacio del Prado, *100 ídolos porteños 1910-2010*, Buenos Aires, Corregidor, 2009, p. 91.

¹⁰⁴ « Carta Abierta. Mary Terán de Weiss a la opinión pública », *El Gráfico*, art. cit.

¹⁰⁵ Cité dans Liliana Morelli, *Mujeres deportistas*, op. cit., p. 121 : « Yo llegué a la vida argentina 20 años antes. Si a Evita no le perdonaban ser mujer, conmigo no iba a ser menos. Yo además de peronista era una mujer que había logrado destacarse mundialmente en un deporte que acá era exclusividad de una elite masculina y esas cosas en este país no se perdonan. »

refusée. Son frère, Alfredo Terán, estime que tout cela n'est que pure invention¹⁰⁶. Perón lui-même a donné des versions contradictoires à ce sujet¹⁰⁷. C'est en tout cas révélateur des fantasmes que pouvait susciter une femme faisant partie de l'entourage intime du président. À partir du décès d'Eva Perón et au cours du second mandat péroniste, les accusations d'immoralité se multiplient à l'encontre du chef de l'État dans les milieux antipéronistes, avivées par le conflit avec l'Église catholique. Le péronisme est alors considéré comme le mouvement politique corrupteur par excellence : il perturbe la bonne marche du pays, bouleverse les hiérarchies sociales et dérègle les bonnes mœurs. Personnalité publique, ambassadrice de la *Nueva Argentina*, collaboratrice de la politique sportive municipale et surtout amie de Perón, tout concourt à faire de Mary Terán une figure féminine à part et quelque peu inquiétante car, comme Eva Perón, elle a disposé d'une capacité d'action inédite pour une femme argentine. Elle pouvait, à sa guise, faire appel à la toute-puissance du leader du mouvement péroniste et c'est bien cela qui cristallise les ressentiments à son égard après 1955. On lui reproche autant d'y avoir eu recours que de ne pas l'avoir assez fait pour « sauver » certains clubs.

La Commission 49 n'a pas mené d'enquête sur les activités de Mary Terán, absente du pays lors du renversement du péronisme. Ses archives ne contiennent que deux lettres anonymes qui dénoncent ses agissements¹⁰⁸. On l'y accuse d'avoir été la « propagandiste de Perón à l'extérieur¹⁰⁹ », d'avoir profité de ses voyages à l'étranger pour se livrer à de la contrebande ou encore d'avoir favorisé « sa » candidate, June Hanson, lors de l'élection de la Reine du Sport, au détriment de Liliana Gonzalias « qui était plus jolie¹¹⁰ ». Un dossier nous indique néanmoins que quelques investigations ont été entreprises à son sujet, puisque le Temperley Lawn Tennis Club est examiné par les enquêteurs. Ce modeste club de la

¹⁰⁶ Voir Roberto Andersen, *Mary Terán de Weiss*, op. cit. et Liliana Morelli, *Mujeres deportistas*, op. cit., p. 115-116.

¹⁰⁷ Dans les différents livres et mémoires qu'il a publiés pendant son exil, l'ancien président la présente tantôt comme l'une de ses amantes, tantôt comme une simple joueuse qu'il a aidée. Voir l'article de Marta Antúnez, « Mary Terán ¿ Cautiva del deporte o mujer política ? », *Fazendo Género 8 – Corpo, Violência e Poder*, Florianópolis, 25-28 août 2008.

[En ligne] http://www.fazendogenero.ufsc.br/8/sts/ST54/Marta_%20Antunez_54.pdf (consulté le 10 janvier 2014)

¹⁰⁸ Il s'agit des mêmes lettres qui signalent les activités d'Elsa Irigoyen. Voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 2237, lettre anonyme adressée au lieutenant-colonel Salvador Guevara, 24 octobre 1955 et AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 9, Expediente 7410, lettre anonyme sans destinataire désigné, 11 janvier 1956.

¹⁰⁹ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 9, Expediente 7410, lettre anonyme sans destinataire désigné, 11 janvier 1956: « *Era la propagandista de Perón en el exterior y traía grandes contrabandos que hacía autorizar el Dr. Valenzuela, por orden de la Presidencia.* »

¹¹⁰ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 2237, lettre anonyme adressée au lieutenant-colonel Salvador Guevara, 24 octobre 1955: « *Y que hay de Maria Luisa Teran de Weis [sic] a la que todos le rendían homenaje en la CADCOA y cuya candidata la tenista JUNE Hanson salió Reina del Deporte, contra Liliana Gonzalias que era más bonita, por disposición de la Sra de Weiss.* ».

province de Buenos Aires a éveillé l'attention parce que plusieurs membres de la famille Weiss font partie de ses adhérents¹¹¹. En réalité, Mary Terán n'a eu aucun lien avec ce club, fondé par le père de son mari, un ancien joueur de football¹¹². Les 20 et 29 novembre 1956, les autorités militaires font annuler tous les décrets pris par l'administration péroniste à l'encontre des clubs du parc Tres de Febrero, au motif que l'annulation des concessions « poursuivait des fins politiques¹¹³ ». Toutes les institutions récupèrent ainsi leurs installations.

Les sanctions à l'encontre de la joueuse ont de toute manière été prises avant même qu'une procédure d'enquête ne soit menée. Dès la chute du gouvernement, l'AAT, passée sous contrôle de la junte militaire, adresse un télégramme à Mary Terán alors qu'elle participe à un tournoi en Allemagne lui notifiant sa suspension. Il lui est désormais interdit de représenter l'Argentine à l'étranger. Son cas est soumis à la Fédération Internationale de Tennis, qui tranche en faveur de la sportive. La décision de l'AAT n'est pas recevable, d'une part, parce que les opinions politiques personnelles ne peuvent pas être un motif d'exclusion, en raison de la neutralité et de l'apolitisme professés par le sport amateur et, d'autre part, parce que les accusations de la fédération argentine ne sont pas suffisamment étayées.

Par contre, la Révolution Libératrice inscrit la championne sur la liste des personnes proscrites, confisque ses biens et son appartement. Dans ces conditions, Mary Terán comprend qu'il est plus prudent de rester en Europe. Elle garde contact avec Perón, alors en exil. Il l'aurait aidée à obtenir la nationalité espagnole. Elle rentre en Argentine une fois Frondizi élu et, comme nous l'avons exposé précédemment, elle est autorisée par l'AAT à rejouer¹¹⁴. Mais on peut penser que pour certains de ses contemporains, elle a échappé à une punition qu'elle méritait. Si le pays est revenu à un mode de gouvernement démocratique, la proscription du péronisme n'a pas encore été levée. Comment tolérer qu'une péroniste notoire reprenne ses activités comme si de rien n'était ? Ne va-t-elle pas contribuer à revaloriser le régime déchu ? Le mouvement de boycott est une procédure « d'effacement », un moyen d'empêcher la joueuse de redevenir une figure publique et médiatique, à une période où un ensemble de mesures visait à faire disparaître toutes les traces visibles laissées par le péronisme. Par sa seule présence sur les courts, Mary Terán rappelait ce passé récent qu'il fallait à tout prix oublier. L'événement déclencheur est le tournoi de 1963 qui

¹¹¹ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.727 « Temperley Lawn Tennis Club/ Actuaciones e informe practicado en la investigación del mismo ».

¹¹² Nous évoquons plus en détail le cas de ce club dans le chapitre VIII.

¹¹³ Voir Roberto Andersen, *Mary Terán de Weiss*, op. cit., p. 76.

¹¹⁴ « Carta Abierta. Mary Terán de Weiss a la opinión pública », *El Gráfico*, n° 2237, 22 juillet 1964, p. 28-32.

doit se dérouler dans l'enceinte du club de Deportes Racionales : pour les dirigeants et les joueurs, il est intolérable d'accueillir celle qui est identifiée au gouvernement qui a procédé à l'expulsion du club¹¹⁵.

L'éviction de la scène sportive nationale de la championne a été efficace. De 1965 jusqu'à sa mort en 1984, elle est restée exclue de la vie publique. Elle tient une boutique d'équipements sportifs dans la capitale et s'occupe de sa mère. La fin de sa vie se teinte d'une dimension tragique : peu de temps après le décès de sa mère, Mary Terán se suicide lors d'un séjour à Mar del Plata. Il est frappant de constater que, plus de vingt ans après sa disparition, son cas divise toujours le milieu du tennis argentin : si de nombreux hommages et articles de presse lui sont consacrés depuis le milieu des années 2000, elle est loin de faire encore l'unanimité¹¹⁶. À titre d'exemple, on peut mentionner les réactions engendrées par la décision prise le 8 novembre 2007 par la Législature de la ville de Buenos Aires de baptiser le stade de tennis du parc Roca du nom de la championne. Une décision qui n'a pas été suivie d'effets, l'AAT préférant conserver l'ancienne dénomination officielle. En 2013, son président expliquait ainsi que, personnellement, « il n'avait rien contre cette dame, mais qu'il aurait préféré qu'on appose le nom de quelqu'un qui unisse les Argentins, et non qui les divise¹¹⁷ ». Preuve s'il en est que, dans le tennis argentin, Mary Terán, la championne péroniste, reste encore l'emblème d'un « passé qui ne passe pas »¹¹⁸.

CARLOS ENRIQUE DÍAZ SAÉNZ VALIENTE : « PÉRONISTE » MALGRÉ LUI

Un témoignage singulier

Si l'identité politique de Mary Terán est clairement définie – et jamais contestée par la joueuse –, c'est tout le contraire qui se produit avec Carlos Enrique Díaz SaéNZ Valiente. Aviateur, pilote de course et champion du monde de tir au pistolet, ce sportif est moins resté dans les mémoires que d'autres grandes figures des années 1940-1950, ce qui s'explique

¹¹⁵ Voir Roberto Andersen, *Mary Terán de Weiss, op. cit.*, p. 85. Il relate que le club de Deportes Racionales avait été rebaptisé « Campo de Deportes 17 de Octubre » au moment où Mary Terán était responsable des terrains de sport municipaux.

¹¹⁶ En 2013, un documentaire pour la télévision argentine lui est consacré, intitulé *Mary Terán, la tenista del pueblo* et réalisé par Judith Battaglia.

¹¹⁷ Cité dans l'article « Mary Terán de Weiss : historia de una persecución », *Diario del Norte*, 7 février 2013, [En ligne] http://www.diarioelnorte.com.ar/nota20829_mary-teran-de-weiss-historia-de-una-persecucion.html (consulté le 17 juin 2017).

¹¹⁸ Et indice de la persistance de l'antipéronisme dans le monde du tennis, qui contraste avec d'autres milieux sportifs. On notera que l'attribution du nom de deux célèbres pilotes argentins, les frères Juan et Oscar Gálvez, au circuit automobile de Buenos Aires, l'ex-*Autódromo 17 de Octubre*, n'a pas, semble-t-il, provoqué les mêmes débats, alors qu'ils ne cachaient pas leur engagement à la cause péroniste.

peut-être par son décès prématuré. Il meurt en effet dans un accident d'avion, à seulement 39 ans, le 12 février 1956. Mais il laisse aux historiens une source remarquable : une série de lettres écrites de sa main adressées à différentes commissions d'enquête de la Révolution Libératrice¹¹⁹. Ce témoignage est exceptionnel, à plusieurs titres. En premier lieu, il est très rare d'avoir ainsi un accès direct à la voix d'un sportif et à sa vision des événements. Ces documents se distinguent nettement des procès-verbaux d'audition et des comptes-rendus d'interrogatoires, tapés à la machine par un greffier ou un tiers qui rapporte les réponses et les propos de la personne interrogée. Dans ces lettres, il n'y a ni intermédiaires ni échanges de questions et de réponses¹²⁰. Si de nombreux dirigeants d'institutions sportives prennent la plume pour s'adresser aux enquêteurs de la Commission 49, cela semble bien moins fréquent chez les sportifs. En second lieu, la correspondance de Díaz Saéñz Valiente fournit des informations précieuses sur le fonctionnement concret de l'administration péroniste et sur les méthodes employées pour soutenir la carrière de certains sportifs, comme dans le cas des pilotes automobiles. Elle permet à l'historien de retracer les réseaux complexes qui relient entre eux sportifs, dirigeants de clubs, fonctionnaires péronistes, ministres et Perón lui-même. Díaz Saéñz Valiente décrit avec un luxe de détails les entrevues et les démarches qu'il a effectuées entre 1946 et 1955. Grâce à lui, on pousse les portes des bureaux, on découvre la somme de tractations et d'arrangements entre sportifs et hommes de pouvoir, on entrevoit comment se construit, au jour le jour et par le bas, la politique sportive péroniste. Ce témoignage nous donne un aperçu de sa mise en pratique du point de vue d'un sportif, tout ce sur quoi les réglementations et les discours officiels restent généralement silencieux.

Pour finir, et c'est ce qui vient ajouter une dimension supplémentaire à l'intérêt de ces archives, ces lettres constituent un véritable dossier de défense, composé par Díaz Saéñz Valiente en réaction aux accusations dont il fait l'objet. Le pilote déploie un argumentaire extrêmement bien structuré, reprenant point par point tous les faits qui lui sont reprochés, auquel il joint tous les éléments qui peuvent appuyer ses dires. Il cite les personnes qui peuvent témoigner en sa faveur et joint des coupures de presse et des courriers qu'il avait conservés. Quel est l'axe central de sa ligne de défense ? Démontrer que, contrairement à ce que croient les enquêteurs, il n'a jamais été péroniste. Plus encore, Carlos Enrique Díaz Saéñz Valiente veut prouver qu'il a été un résistant de la première heure face au régime. Nous avons donc ici un exemple de sportif qui se définit comme « antipéroniste » mais qui

¹¹⁹ Elles sont toutes réunies dans AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.948 « Díaz Saéñz Valiente Carlos Enrique, Isidoro Gurevich y Alberto J. Armando – Acción contra los mismos por contrabando y otras causas ».

¹²⁰ Sur le dispositif de l'interrogatoire, voir les travaux classiques sur l'Inquisition de Carlo Ginzburg, *Le Fromage et les vers. L'univers d'un meunier frioulan du XVI^e siècle*, Paris, Aubier, 1980 [1976].

n'est pas reconnu comme tel par ceux de son propre camp. Ces lettres montrent la lutte d'un individu qui cherche à tout prix à se débarrasser d'une étiquette qui lui aurait été accolée par erreur et qui est désormais infamante. Mais, par là même, elles révèlent les ambiguïtés inhérentes aux tentatives de catégorisation politique des acteurs : ce que nous dit en substance Díaz Saéñz Valiente, c'est que les apparences sont trompeuses. Les membres de la junte militaire eux-mêmes s'y sont laissé prendre.

Un double chef d'accusation

De quoi le pilote est-il accusé ? Pourquoi la Commission 49 mène-t-elle une enquête sur lui ? Mais surtout, pourquoi est-il considéré comme un sportif « péroniste » ? Quels sont les éléments qui le rendent suspect ? Si les lettres nous offrent autant un récit de vie qu'une plaidoirie, parfois véhémement, elles nous renseignent en filigrane sur les modes opératoires et les motivations des commissions d'enquête des autorités militaires. En effet, Díaz Saéñz Valiente est d'abord inquieté parce qu'il a importé et acheté à plusieurs reprises des automobiles. Comme l'indique le titre du dossier de la Commission 49, c'est avant tout parce qu'il est soupçonné de s'être livré à des activités de contrebande pendant la période péroniste qu'il fait l'objet d'une enquête¹²¹. Dans cette affaire, Díaz Saéñz Valiente n'est pas le seul à être mis en cause : il est associé à deux personnalités particulièrement douteuses, Isidoro Gurevich et Alberto J. Armando. Le premier, à l'issue des investigations, est d'ailleurs inscrit sur la liste des personnes « interdites¹²² » (*interdictas*). Le second apparaît à plusieurs reprises dans les archives de la Commission 49¹²³. Président du club Boca Juniors en 1954-1955 et directeur de la firme Ford Armando S.A., une succursale de l'entreprise Ford, il semble avoir été un acteur central du vaste trafic d'automobiles qui eut cours sous le péronisme.

Carlos Enrique Díaz Saéñz Valiente est le premier à être entendu, le 26 novembre 1955. Au cours de son audition, il est surtout interrogé sur les différentes transactions qu'il a

¹²¹ Le dossier met en exergue le délit de « contrebande » (*contrabando*). Voir *supra* note 108.

¹²² Voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 11.269/56 « Informes aconsejando interdicciones », lettre de la Commission 49 adressée au président de la Commission Nationale d'Investigations, Buenos Aires, 21 décembre 1955. Gurevich est proscrit parce qu'il est impliqué dans deux affaires, l'une concernant Díaz Saéñz Valiente et l'autre le pilote de moto Luis Francisco González. Il leur aurait vendu respectivement pour 850 000 pesos et 270 000 pesos de pièces de rechange.

¹²³ On le retrouve notamment dans AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 103.654 « Ferrocarril Oeste Club Atlético/ Informes y actuaciones realizadas en la investigación de irregularidades practicadas en dicho club » ; AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 10.211 « Armando Alberto J. / Su amistad con Borlenghi, Gamboa y otros, y las anormalidades en el Ministerio del Interior y Justicia relacionado con la tramitación del Exp. 1053 » et AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.650/56 « Club Atlético Boca Juniors, informes y actuaciones realizadas en dicho club ».

effectuées. On comprend que le commerce de voitures, biens de luxe produits à l'étranger, constituait un marché très lucratif sous le péronisme, en raison des difficultés à obtenir des permis d'importation. Díaz Saénz Valiente a ainsi revendu pour 160 000 pesos une automobile d'une valeur initiale de 70 000 pesos. Un autre modèle, acheté 100 000 pesos, lui a rapporté un bénéfice net de 200 000 pesos à la revente. Alberto J. Armando a servi d'intermédiaire dans ces opérations¹²⁴. Mais le sportif n'est pas vendeur d'automobiles de profession ni un adepte de la spéculation. S'il se livre occasionnellement au négoce, c'est parce que les voitures constituent une sorte de monnaie d'échange. Un passage du compte-rendu de l'audition nous l'explique :

Concernant l'automobile Ford, [elle] n'a pas fait l'objet d'une demande de M. Díaz Saénz Valiente, car elle lui a été offerte à titre d'indemnisation, parce qu'il lui a été interdit de participer à la course Panaméricaine de Mexico, course pour laquelle le déclarant avait spécialement acheté un modèle Ferrari¹²⁵.

L'attribution d'une automobile est donc une forme de compensation accordée au pilote, empêché de concourir dans une compétition internationale alors qu'il avait déjà entrepris des dépenses importantes. Díaz Saénz Valiente précise que c'est Perón lui-même, en présence de José Canale, alors président de la Fédération Argentine de Tir, et de César Airaldi, conseiller sportif de la Cadcoa, qui lui a défendu de participer à la course panaméricaine¹²⁶. Ces indications sont déjà révélatrices de la stratégie de défense adoptée par le coureur automobile : d'une part, elles démontrent qu'il n'était pas entièrement libre d'agir comme il l'entendait et qu'il a été victime de décisions arbitraires prises en haut lieu ; d'autre part, elles permettent de le dédouaner en partie. L'attribution de la voiture lui a été pratiquement imposée et il lui était difficile de refuser l'offre du gouvernement étant donné le préjudice subi. En effet, l'achat d'un modèle de Ferrari spécialement conçu pour les courses automobiles, qu'il n'a pu ni récupérer ni rentabiliser, signifiait pour lui une perte financière sèche.

¹²⁴ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.948, procès-verbal d'audition de Carlos Enrique Díaz Saénz Valiente du 26 novembre 1955.

¹²⁵ *Ibid* : « con referencia al automovil Ford que no fué solicitado por el Sr. Díaz Sáenz Valiente, por serle ofrecido en carácter de indemnización por haberle sido prohibido su intervención en la carrera Panamericana de Méjico, la última para la cual el declarante había comprado de exprofeso una máquina Ferrari. »

¹²⁶ *Ibid*.

Le 28 novembre, Gurevich et Armando comparaissent à leur tour. Il ressort de leurs dépositions qu'Alberto J. Armando est un « ami personnel¹²⁷ » de Díaz Saénz Valiente, qu'il a réalisé plusieurs transactions avec ce dernier et qu'il l'a mis en contact avec Oscar Armando Goyeneche, vice-président du conseil de direction de la société Alberto J. Armando S.A. et gérant principal de l'entreprise¹²⁸. Isidoro Gurevich confirme avoir été plus souvent en contact avec Goyeneche, bien plus au fait des opérations à effectuer que Díaz Saénz Valiente. Or, ces dernières sont entachées d'irrégularités : Gurevich reconnaît notamment qu'il ne s'est pas inscrit auprès de la direction générale des impôts et n'a pas déclaré les bénéfices engrangés suite à la vente et revente de pièces détachées conclues avec l'entreprise Armando S.A. et Díaz Saénz Valiente. Les enquêteurs subodorent une vaste manœuvre de fraude fiscale et veulent déterminer la part de responsabilité de chacun. Alberto J. Armando, par contre, nie avoir « cherché ni obtenu un quelconque profit dans les opérations précitées¹²⁹ » et manifeste que

les connexions fournies à différents sportifs ne l'ont été que sous la forme d'une coopération bénévole, en accordant dans certains cas des crédits aux intéressés¹³⁰.

À la demande de la Commission 49, il dresse une liste de tous les sportifs qui ont eu recours aux services de « financements d'importations¹³¹ » proposés par son entreprise. De quoi s'agit-il ? En raison du contrôle des changes et des importations établi par le gouvernement péroniste à travers l'Instituto Argentino de Promoción del Intercambio (IAPI), il est extrêmement long et complexe pour un particulier d'importer et de payer des biens produits à l'étranger. Or, un grand nombre de sportifs ont besoin de se procurer des équipements, des matériaux et des pièces de rechange qui ne sont fabriqués qu'à l'extérieur. C'est un problème particulièrement aigu pour les pratiquants des sports mécaniques. Par l'entremise de la société d'Armando, habilitée à commercer à l'international, les sportifs

¹²⁷ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.948, procès-verbal d'audition d'Alberto J. Armando du 28 novembre 1955: « *manifiesta ser amigo personal del señor Enrique Díaz Saénz Valiente* ».

¹²⁸ Ce dernier apparaît dans le dossier concernant le club Boca Juniors, il est d'ailleurs auditionné à son tour le 8 mars 1956 dans le cadre de cette enquête. Voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.650/56 « Club Atletico Boca Juniors, informes y actuaciones realizadas en dicho club ».

¹²⁹ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.948, procès-verbal d'audition d'Alberto J. Armando du 28 novembre 1955: « *buscado ni obtenido lucro alguno en las operaciones precitadas* ».

¹³⁰ *Idem* : « *las conexiones que se facilitaron a distintos deportistas lo fueron a simple título de cooperación gratuita, acordándose en algunos casos créditos a los interesados*. »

¹³¹ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.948, lettre d'Alberto J. Armando à Alejandro C. Ojeda du 30 novembre 1955 : « *financiación de importaciones* ». La liste contient onze noms et nous indique que ces services n'étaient pas proposés qu'aux pilotes de course: on y retrouve Enrique Navarra, un champion de billard et les coureurs de fond Ezequiel Bustamante et Reynaldo B. Gorno. La liste, peut-être incomplète, ne concerne que l'année 1954.

peuvent acheter le matériel nécessaire, soit comptant, soit à crédit. Mais ce système constituerait en réalité un marché parallèle et donnerait lieu à de nombreuses malversations¹³². Hugo Gambini cite le témoignage d'Héctor F. Musitani, l'un des responsables de la Commission 49 en 1956, dont l'un des informateurs fut Carlos Enrique Díaz Saénz Valiente lui-même. Le gouvernement péroniste, désireux de lever cet obstacle à la pratique des sports automobiles, remettait des permis d'importation, d'un montant établi en dollars, à tous les pilotes qui s'inscrivaient à une compétition.

Ensuite, ils procédaient au détournement (*estiramiento*) des dollars, une opération qui leur permettait de facturer au prix de 10 ce qui valait 100. C'est comme ça qu'ils pouvaient faire venir des pièces de rechange pour une valeur de 5 000 dollars avec un permis de 500 dollars¹³³.

Cette mesure mise en place par les autorités péronistes aurait donné lieu à un détournement généralisé dont auraient profité un certain nombre de sportifs, mais aussi des sociétés privées et des fonctionnaires bien informés. Carlos Enrique Díaz Saénz Valiente est loin d'être le seul à être poursuivi pour avoir eu recours à ces procédés. La liste des personnes à proscrire adressée le 21 décembre 1955 par la Commission 49 à la Commission Nationale d'Investigations comprend en majorité des pilotes de course, mis en cause pour fraude fiscale, contrebande et enrichissement personnel¹³⁴. Mais Díaz Saénz Valiente représentait, aux yeux des enquêteurs, une menace plus grave, à tel point qu'il avait été placé en détention et mis à l'isolement (*incomunicado*) sur requête de la Commission 49¹³⁵. C'est le compte-rendu du second interrogatoire auquel il est soumis, le 29 novembre 1955, qui nous éclaire sur les motifs de son emprisonnement. En effet, il est interrogé cette fois sur ces liens avec l'Alianza Nacionalista, ce groupuscule péroniste redouté pour la violence de

¹³² Sur le contrôle du commerce extérieur et l'émergence d'un marché noir (*bolsa negra*) en Argentine sous le péronisme, voir Eduardo Elena, *Dignifying Argentina. Peronism, Citizenship and Mass Consumption*, op. cit., p. 100-102.

¹³³ Cité dans Hugo Gambini, *Historia del Peronismo. El poder total 1943-1951*, op. cit., Chapitre 13: « *Después hacían el estiramiento de los dólares, una operación que les permitía facturar al precio de diez lo que costaba cien. Así podían traer repuestos por valor de 5 000 dólares con un permiso de 500.* » Le champion de billard Ezequiel Navarra mentionne lui aussi l'achat de dollars au marché noir, au taux de 1 dollar pour 25 pesos. Voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 103.712, compte-rendu d'audition d'Ezequiel Navarra du 6 février 1956.

¹³⁴ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 11.269/56 « Informes aconsejando interdicciones », lettre adressée par la Commission 49 à la CNI, Buenos Aires, 21 décembre 1955. Sur onze personnes mises en cause, neuf sont des pilotes automobiles.

¹³⁵ Nous ignorons la date exacte de son incarcération. On apprend qu'il était en prison par la lettre demandant sa mise en liberté : voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 59, Caja 7, Expediente 102.948, lettre d'Alejandro Ojeda au Contre-Amiral Mc Lean, Buenos Aires, 30 novembre 1955.

ces méthodes¹³⁶. Il nie avoir jamais appartenu à cette organisation¹³⁷. S'est-il montré suffisamment convaincant ? L'accusation a-t-elle été abandonnée faute de preuves ou parce qu'elle s'est révélée sans fondement ? Toujours est-il que la Commission 49 procède à sa remise en liberté dès le 30 novembre, sans que les charges contre lui soient abandonnées¹³⁸.

Carlos Enrique Díaz Saéñz Valiente doit faire face à deux chefs d'accusation, l'un d'ordre financier, l'autre plus proprement politique. La majeure partie du dossier conservé dans les archives de la Commission 49 est composée des pièces qu'il a lui-même rédigées, rassemblées et remises aux autorités. En les parcourant, on comprend qu'il est en fait suspecté par la Révolution Libératrice d'être un fervent adhérent du péronisme. Dans les semaines qui suivent le coup d'État, des rumeurs sur son appartenance à l'ALN se propagent, tant et si bien qu'il fait paraître un démenti public dans la presse le 8 octobre 1955. Díaz Saéñz Valiente semble être un homme avisé et prudent, qui garde systématiquement des traces de ses démarches et des copies de ses courriers (*figure 23*). Elles constituent les bases sur lesquelles il fonde sa défense face à la Commission 49 et permettent de donner foi à sa version des faits.

¹³⁶ De son nom complet, tronqué à dessein par la Commission, Alianza Libertadora Nacionalista (ALN), ce groupe a été fondé en 1943 par des militants de la droite nationaliste et catholique. Passé progressivement au péronisme, il servait de « commando de choc » dans les affrontements et la répression à l'encontre des antipéronistes. Voir María Estela Spinelli, *Los vencedores vencidos : el antiperonismo y la « revolución libertadora »*, Buenos Aires, Biblos, 2005 et Michael Goebel, « A Movement from Right to Left in Argentine Nationalism ? The Alianza Libertadora Nacionalista and Tucumán as Stages of Militancy », *Bulletin of Latin American Research*, 2007, n°3, vol. 26, p. 356-377.

¹³⁷ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.948, procès-verbal d'audition de Carlos Enrique Díaz Saéñz Valiente du 29 novembre 1955.

¹³⁸ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 59, Caja 7, Expediente 102.948, lettre d'Alejandro Ojeda au Contre-Amiral Mc Lean, Buenos Aires, 30 novembre 1955.



Figure 23

Coupage de presse tirée du journal *La Razón* du 11 octobre 1955, jointe à une lettre de Díaz Saéñz Valiente adressée au président de la Commission 49 le 12 décembre 1955.

L' « escadrille péroniste » : les ambiguïtés d'une affaire douteuse

Il se livre à un travail minutieux de reconstruction chronologique et autobiographique des dix dernières années qui doit faire toute la lumière sur ses véritables intentions et opinions politiques. Par exemple, sa première longue missive, datée du 15 novembre 1955, soit une dizaine de jours avant sa première audition, est adressée aux services de l'Aviation Civile¹³⁹. Pilote et propriétaire d'un avion, il a exercé les fonctions de vice-président de l'Union Argentine d'Aviateurs Civils (*Unión Argentina de Aviadores Civiles-Uadac*) pendant la période péroniste. Cette lettre est une réponse aux investigations menées par les autorités militaires sur l'existence d'une « escadrille aérienne qui aurait été au service du gouvernement destitué¹⁴⁰ ». Là encore, c'est la rigueur dont fait preuve Díaz Saéñz Valiente dans l'élaboration de son argumentaire qui nous permet de comprendre pourquoi les nouveaux responsables politiques soupçonnent les aviateurs de cet organisme de compromissions avec le régime. Il joint à sa lettre des copies de courriers qu'il a envoyés à la police fédérale et à Rodolfo Valenzuela dans lesquels il propose, sans équivoque

¹³⁹ Il est possible qu'à cette date il soit déjà incarcéré, mais rien ne nous permet de l'affirmer.

¹⁴⁰ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 59, Caja 7, Expediente 102.948, lettre de Carlos Enrique Díaz Saéñz Valiente au capitaine du service de l'Aviation Civile, Buenos Aires, 15 novembre 1955 : « *una escuadrilla de aviones que habría estado al servicio del gobierno depuesto* ».

possible, que l'Uadac apporte son expertise pour l'instauration du règlement de certificat d'aptitude à piloter, mais surtout qu'elle participe à la création d'une garde permanente de pilotes argentins. Ces derniers se tiendraient prêts à décoller et à servir les fonctionnaires de justice et de police en toute circonstance et au moindre besoin¹⁴¹. Essayons de nous mettre un instant à la place des enquêteurs de la Commission 49 : ces lettres ne sont-elles pas des preuves accablantes, qui démontrent sans ambiguïté que les dirigeants d'un organisme privé ont offert leurs services au gouvernement en place et ce, apparemment, sans contrepartie ni obligation ? Ne se trouve-t-on pas face à un flagrant délit de « soumission » ou de « servilité » à l'égard du régime tant décrié ?

En réponse, Díaz Saéñz Valiente va s'attacher à reconstituer le contexte particulier dans lequel s'inscrivait cette offre de services et à dévoiler ses intentions cachées. À partir de 1951, le général Juan Ignacio San Martín est nommé ministre de l'Aéronautique¹⁴². Sa gestion inaugure une période de fortes tensions avec le milieu des aviateurs civils. Le ministre « en raison de la découverte de nombreux actes de contrebande aérienne¹⁴³ » prit la décision de limiter drastiquement les activités aériennes, jusqu'à interdire tous les vols partant des terrains d'aviation privés. D'après Díaz Saéñz Valiente, l'Argentine comptait alors 750 aérodromes dont 500 appartenaient à des particuliers. Cette mesure « si sévère¹⁴⁴ » constitua le point culminant « d'une longue étape de tracasseries et de persécutions¹⁴⁵ » qui visait à paralyser purement et simplement l'aviation civile, et était « due à la filiation antipéroniste quasiment unanime des pilotes propriétaires d'avions¹⁴⁶ ». Díaz Saéñz Valiente souligne les graves conséquences entraînées par ces sanctions pour la bonne marche économique du pays :

Toutes les machines en furent affectées : celles dédiées à combattre les invasions de sauterelles et autres plaies ; celles consacrées aux exploitations d'agro-élevage ; à l'exploitation et l'administration des grands établissements ; au transport de blessés, etc¹⁴⁷.

¹⁴¹ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 59, Caja 7, Expediente 102.948, copies jointes à la lettre de Carlos Enrique Díaz Saéñz Valiente au capitaine du service de l'Aviation Civile, Buenos Aires, 15 novembre 1955.

¹⁴² Le grade du ministre San Martín en Argentine est *Brigadier Mayor*, soit le deuxième plus haut grade de l'armée de l'air argentine, juste avant *Brigadier General*. Son équivalent en français, selon la nomenclature établie par l'OTAN (rang OF-9), est général d'armée aérienne, d'où notre choix de traduction.

¹⁴³ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 59, Caja 7, Expediente 102.948, lettre de Carlos Enrique Díaz Saéñz Valiente au capitaine du service de l'Aviation Civile, Buenos Aires, 15 novembre 1955 : « *debido a numerosos contrabandos aéreos descubiertos* ».

¹⁴⁴ *Ibid* : « *tan severa* ».

¹⁴⁵ *Ibid* : « *una larga etapa de molestias y persecuciones* ».

¹⁴⁶ *Ibid* : « *debido a la filiación casi unánime antiperonista de los pilotos propietarios de aviones* ».

¹⁴⁷ *Ibid* : « *Quedaron afectadas todas las máquinas dedicadas a combatir langosta y otras plagas ; las dedicadas a la explotación agrícola-ganadera, a la explotación y administración de grandes establecimientos, al transporte de heridos, etc.* »

Ce n'est donc pas uniquement pour défendre des intérêts particuliers mais bien au nom de l'intérêt général que les pilotes auraient décidé d'agir pour sortir de cette situation de crise provoquée par le ministre San Martín. Mais les démarches qu'ils entreprennent auprès de lui n'aboutissent pas. « Sachant que ce fonctionnaire avait pris des mesures restrictives par crainte d'avoir à assumer ses responsabilités¹⁴⁸ », les aviateurs se tournent alors vers le ministre de l'Intérieur, Ángel Borlenghi. Ce dernier se montre beaucoup plus sensible à leurs arguments et aurait accepté de se faire le porte-parole de leurs suggestions, soumises au conseil des ministres. La solution, proposée — d'après Díaz Saénz Valiente — par les pilotes eux-mêmes, consistait à délivrer des certificats autorisant librement les vols à tous ceux qui n'étaient nullement coupables de trafic illégal.

Plusieurs jours plus tard, je fus appelé à son bureau, et M. Borlenghi m'informa que le président destitué avait donné l'ordre que notre solution soit adoptée et que les activités de l'aviation civile soient de nouveau autorisées. Quant au second point, il nous déclara que nous devons démontrer notre esprit de collaboration, en nous mettant à ses ordres. Pour cela, nous convînmes d'organiser une audience spéciale pour qu'une délégation regroupant les pilotes les plus représentatifs du pays se rende à son bureau, afin de recevoir ses indications¹⁴⁹.

Borlenghi se montre alors particulièrement préoccupé par le problème de la contrebande effectuée avec l'Uruguay et souligne que son ministère manque des avions nécessaires pour mener des opérations régulières de contrôle. C'est au cours de cette entrevue que le ministre a demandé à Díaz Saénz Valiente de lui présenter « une liste d'avions qui pourraient être utilisés alternativement, et à tout moment, pour transporter des fonctionnaires¹⁵⁰. ». On voit ici comment se nouent les modes de relation entre un milieu sportif particulier et un représentant du gouvernement péroniste : il s'agit, plutôt que d'exigences imposées sous la contrainte, d'un échange de bons procédés. Borlenghi, à la demande de Díaz Saénz Valiente, est intervenu en sa faveur auprès du pouvoir central. Au tour du pilote de lui rendre service et de l'aider à résoudre un problème auquel il est

¹⁴⁸ *Ibid* : « en el conocimiento de que éste funcionaria, había tomado las medidas restrictivas ante el temor de asumir responsabilidades ».

¹⁴⁹ *Ibid* : « Días después fui llamado a su despacho, y el señor Borlenghi me comunicó que el presidente depuesto había ordenado se aceptasen nuestras soluciones y se autorizase nuevamente la actividad de la aviación civil. En cuanto al segundo punto, nos manifestó que debíamos demostrar nuestro espíritu de colaboración, poniéndonos a sus órdenes. Para ello convenimos en que se organizaría una audiencia especial, para que concurriera a su despacho una delegación con los pilotos más representativos del país, a fin de escuchar sus indicaciones. »

¹⁵⁰ *Ibid* : « una lista de aviones que pudieran ser utilizados alternativamente, en cualquier momento, para el traslado de funcionarios. »

confronté. Les membres de l'Uadac ont bien conscience de la situation puisqu' « ils arriv[ent] à la conclusion qu'il ne serait pas très facile d'ignorer la requête si elle se présentait¹⁵¹ ». Ils se trouvent face à un dilemme : comment éviter de froisser le ministre qui s'est montré si obligeant et conserver de bonnes relations avec lui sans se compromettre avec un régime qu'ils condamnent ? Les aviateurs antipéronistes auraient donc choisi de ruser : ils composent bien une liste, comprenant 18 avions, mais aucun de ces appareils n'est en condition de voler. Ainsi « tirés d'affaire¹⁵² », les pilotes remettent cette liste au ministre, accompagnée d'une « lettre-mémorandum¹⁵³ » destinée aux différentes personnalités impliquées dans l'affaire, le ministre Borlenghi, Rodolfo Valenzuela et Gamboa, le chef de la police fédérale.

Comme prévu, une délégation composée de trente aviateurs civils, triés sur le volet, propriétaires de plusieurs appareils, « comme M. Juan Alberto Harriet, qui en possède 14 qui lui servent pour ses 70 000 hectares de terres agricoles¹⁵⁴ » se rend auprès de Borlenghi. Cette visite a plusieurs objectifs : d'une part, entretenir les meilleures relations possibles avec le ministre, « étant donné qu'il nous est absolument impossible de nous entendre avec le Général San Martín, et qu'il nous est nécessaire de compter sur le soutien du ministre de l'Intérieur en prévision de très probables futurs inconvénients¹⁵⁵. » ; d'autre part, mettre à profit cette audience pour convaincre le ministre de l'importance du travail accompli par les aviateurs civils. Mais, cette rencontre n'était en aucun cas une manifestation d'allégeance à l'égard du régime péroniste, comme le souligne avec insistance Díaz Saénz Valiente :

Je veux signaler que la délégation que j'ai conduite était composée de personnes d'obédience contraire au régime destitué, manifeste et de notoriété publique, comme on peut le déduire automatiquement à la seule lecture des noms qui la composèrent. J'ai même entendu un commentaire comme quoi il était fort insolite de voir au ministère une telle délégation, sans un seul partisan caractérisé¹⁵⁶.

¹⁵¹ *Ibid* : « *Llega[n] a la conclusión de que no sería muy fácil eludir el pedido, si se presentase* ».

¹⁵² *Ibid* : « *De éste modo, salimos del paso* ».

¹⁵³ *Ibid* : « *carta-memorandum* ».

¹⁵⁴ *Ibid* : « *propietarios muchos de ellos de varios aviones, como el señor Juan Alberto Harriet, que posee 14 al servicio de sus 70 000 hectáreas de campo* ».

¹⁵⁵ *Ibid* : « *en vista de la imposibilidad absoluta de entendernos con el Brigadier San Martín, y la necesidad de contar con el apoyo del Ministerio del Interior para preveer la solución de otros muy probables inconvenientes futuros*. »

¹⁵⁶ *Ibid* : « *Quiero dejar constancia que la delegación que yo he encabezado estaba compuesta de personas de una filiación contraria al régimen depuesto, pública y manifiesta, como se desprende automáticamente con la sola lectura de los nombres que la compusieron, y que inclusive escuché el comentario, de lo insólito de ver en la casa de gobierno una delegación semejante, sin un sólo distintivo partidario*. »

Il y a méprise sur les intentions des pilotes : ce qui paraît, de prime abord, comme une tentative de rapprochement avec les autorités péronistes, n'était qu'un stratagème.

Je déclare, sous serment solennel, que personne n'a eu, à aucun moment, l'intention de fournir son avion, pour aucune tâche que ce soit, et que si la liste a été présentée, c'est parce que nous avions la certitude de pouvoir refuser n'importe quelle demande, car en aéronautique, ce ne sont pas les prétextes qui manquent pour déclarer un appareil en panne, en réparation ou sans pilote disponible¹⁵⁷.

Aucun pilote n'a d'ailleurs jamais été sollicité après l'entrevue avec Borlenghi. Toutes les explications de Díaz Saénz Valiente éclairent les copies des lettres sous un nouveau jour. Prises hors-contexte, en ignorant tout des circonstances qui ont présidé à leur élaboration, les autorités militaires commettent un contresens complet. L'escadrille assignée au service du gouvernement péroniste

n'a jamais existé, ni eut l'intention d'exister, et sa mention dans le document mentionné ci-dessus obéissait à la manœuvre que nous, pilotes civils, réalisons pour respecter les exigences imposées et permettre la reprise des activités aériennes, qui était alors interrompue, plongeant des milliers de personnes innocentes dans la détresse et l'impuissance¹⁵⁸.

Ce qui a été interprété comme le signe de l'adhésion de Díaz Saénz Valiente au péronisme est en réalité un acte courageux de résistance, « une bonne action¹⁵⁹ » pour laquelle il reçoit encore des remerciements de la part de « toutes les personnes qui ont bénéficié de mon absence de crainte à m'exposer à des situations délicates, incertaines et imprévisibles¹⁶⁰. »

Si nous nous sommes attardées sur cette lettre en particulier, c'est parce qu'elle nous semble emblématique de la tactique de défense adoptée par un grand nombre de personnes mises en cause par la Révolution Libératrice pour leur attitude et leurs actions sous le

¹⁵⁷ *Ibid* : « Declaro, bajo solemne juramento, que nadie tuvo la intención, en ningún momento, de facilitar su avión, para ninguna tarea, y que si la lista fue presentada, lo fue porque tuvimos la seguridad de podernos negar a cualquier pedido, pues en aeronáutica sobran pretextos para manifestar que una máquina se encuentra ausente, o con inconvenientes, o sin piloto disponible. »

¹⁵⁸ *Ibid* : « nunca existió, ni tuvo intenciones de existir, y que su mención en el documento antes nombrado obedeció a la maniobra que realizamos los pilotos civiles para cumplir con la exigencia impuesta y lograr la reanudación de la actividad aérea, que se encontraba interrumpida, llevando el quebranto y el desamparo a miles de personas inocentes. »

¹⁵⁹ *Ibid* : « una obra de bien »

¹⁶⁰ *Ibid* : « todas las personas que se beneficiaron con mi falta de miedo de exponerme a compromisos inciertos e imprevisibles. »

péronisme¹⁶¹. Puisqu'il ne fait aucun doute pour les autorités militaires — et c'est même là le postulat de départ qui a donné lieu à leurs investigations — que le péronisme était un régime dictatorial, une « tyrannie » assimilée à celle de Juan Manuel de Rosas, les accusés abondent dans leur sens pour se disculper. Ils n'avaient pas le choix, étant soumis, comme l'ensemble de la société argentine, à un système politique autoritaire, fondé sur la contrainte, le chantage et les menaces plus ou moins explicites. Pour se protéger, pour échapper au pire, puisque les péronistes étaient capables de tout, ils ont louvoyé, ils ont feint de répondre aux exigences du pouvoir, ils ont adopté une stratégie de survie. On remarque dans l'exposé de Díaz Saénz Valiente la relative faiblesse des précisions chronologiques, qui contraste avec d'autres documents dont il est l'auteur. Ici, ce qui importe, c'est que les entrevues avec Borlenghi soient une *conséquence* des restrictions imposées aux activités des aviateurs par le ministre de l'Aéronautique. C'est contraints et forcés qu'ils ont dû réagir à une « attaque » du gouvernement péroniste.

Autoportrait d'un sportif en résistant de l'intérieur

Carlos Enrique Díaz Saénz Valiente ne s'écarte pas de cette ligne : il n'a de cesse de mettre en exergue les contraintes qu'il a subies et les risques qu'il a pris pendant toute la période péroniste. On comprend mieux cette insistance si l'on examine sa carrière sportive. D'après son propre témoignage, celle-ci commence en 1936, lorsqu'il prend part à différentes courses automobiles¹⁶². Sous le pseudonyme de « Patoruzú », il se fait remarquer lors du Grand Prix International du Sud (*Gran Premio Internacional del Sur*) en 1939, en réalisant un temps exceptionnel lors de la première étape de cette compétition sur route¹⁶³. L'adoption d'un surnom était une pratique courante chez les pilotes automobiles. Elle permettait aux coureurs de s'adonner à leur sport préféré à l'insu de leurs proches, parfois très réticents en raison de sa dangerosité. Díaz Saénz Valiente aurait d'ailleurs renoncé un temps aux compétitions automobiles face aux inquiétudes de sa mère¹⁶⁴. Il se tourne alors vers la pratique du tir et c'est dans cette discipline qu'il se fait connaître au début de la période péroniste en remportant le championnat du monde de tir au pistolet en 1947. Cette

¹⁶¹ Voir les chapitres VI, VII et VIII.

¹⁶² AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.948, lettre de Carlos Enrique Díaz Saénz Valiente adressée à la Comisión de Investigación de Aduanas, s/l, s/d.

¹⁶³ D'après Víctor Lupo, *Historia política del deporte, op. cit.*, p. 242. Le nom « Patoruzú » provient du célèbre personnage de la bande dessinée éponyme créée par Dante Quinterno en 1928, qui mettait en scène les aventures d'un petit indien patagon. Le Gran Premio Internacional del Sur consistait à parcourir une boucle de 7 200 kilomètres reliant Buenos Aires à Santiago du Chili.

¹⁶⁴ Des inquiétudes qui ne sont pas dénuées de fondement puisqu'il aurait aussi subi un grave accident en 1940. Voir Víctor Lupo, *Ibid.*

performance lui vaut d'être sélectionné et envoyé aux Jeux Olympiques de Londres en 1948 d'où il ramène la médaille d'argent. C'est à partir de cette date qu'il va entrer en contact avec Perón et plusieurs hauts dignitaires du gouvernement, au cours d'un banquet organisé au siège du Tiro Federal Argentino de Buenos Aires. Il reçoit dès lors de nombreuses marques d'attention de la part du régime, et pour cause : suite à ses succès et à ceux de Pablo Cagnasso, champion du monde de tir à la carabine, le gouvernement décide d'accueillir à Buenos Aires la prochaine édition du championnat mondial de tir, prévue pour 1949. Les deux tireurs doivent défendre leurs titres respectifs et confirmer leur place au sein de l'élite sportive de la nation argentine. Ils y parviennent mais cette fois en équipe et non en épreuves individuelles, ce qui leur vaut à tous les deux de recevoir la médaille péroniste le 17 décembre 1949, lors de la cérémonie d'hommage organisée par la Cadcoa en l'honneur de Perón¹⁶⁵. Díaz Saénz Valiente conserve son statut de tireur d'élite argentin lors des Jeux Panaméricains en 1951 où il remporte une médaille d'or et une d'argent. À partir de 1952, peut-être en raison de résultats plus décevants aux Jeux Olympiques d'Helsinki, il délaisse peu à peu le tir pour renouer avec les compétitions automobiles, dans lesquelles il enregistre d'excellentes performances¹⁶⁶. Cette réorientation de sa carrière, d'après lui, n'a pas été du goût des autorités péronistes. Si plusieurs dirigeants sportifs et péronistes lui adressent des remontrances, cela ne l'a pas empêché d'être sélectionné pour les épreuves de tir des Jeux Panaméricains de Mexico en 1955 où il est également porte-drapeau de la délégation argentine¹⁶⁷.

Ce résumé de la trajectoire sportive de Carlos Enrique Díaz Saénz Valiente permet de repérer les éléments qui, pour la Commission 49, tendent à l'identifier comme « sportif péroniste » : l'internationalisation de sa carrière, ses rencontres avec Perón, la médaille péroniste, l'honneur de porter la bannière argentine lors d'une compétition internationale. Tous ces points constituent désormais des stigmates¹⁶⁸ encombrants. Aussi Díaz Saénz Valiente va-t-il s'appliquer à en réduire la portée et à se débarrasser de ces marques infamantes. Comment procède-t-il ? D'abord, en rappelant, dans une lettre adressée à la Commission d'enquête du service des Douanes, que sa carrière a commencé bien avant l'arrivée au pouvoir du péronisme et que c'est sa première victoire significative, en 1947, qui l'« a entraîné [...] dans une collaboration, sur le plan sportif, qu'il a alors crue bonne,

¹⁶⁵ Voir Víctor Lupo, *Historia política del deporte argentino, op. cit.*, p. 243.

¹⁶⁶ En 1954, il remporte 5 courses sur 6 et est sacré champion national dans la catégorie « Auto Sport » puis obtient, en 1955, le record mondial de vitesse sur route.

¹⁶⁷ De nouveau, il engrange plusieurs médailles, en épreuves individuelles et par équipes, lors de cette compétition.

¹⁶⁸ « Stigmates » dans le sens classique que lui a donné Erving Goffman, *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Editions de Minuit, 1975 [1^{ère} édition américaine 1963].

noble et souhaitable pour le pays¹⁶⁹. » Mais, ajoute-t-il aussitôt, « cette attitude, et mes succès constants, m'ont ôté ma liberté¹⁷⁰. » Sa situation serait devenue rapidement « intolérable¹⁷¹ » quand, outre cette « perte de liberté¹⁷² », il doit endurer l'acharnement et les menaces de l'un des responsables péronistes des Douanes, le Lieutenant-colonel Cross, qui lui pose mille difficultés lors de la « seule opération commerciale qu'il ait effectuée de sa vie¹⁷³ ». C'est à son corps défendant qu'il est devenu l'un des « ambassadeurs » du sport de Perón et, loin de lui apporter un soutien sans failles, certains membres de l'administration péroniste n'ont eu de cesse de chercher à lui nuire. Cela ressort tout particulièrement du mémorandum adressé au général Fernando I. Huergo, alors président de la Commission 49 et *interventor* de la Cadcoa, qu'il joint à sa lettre. Ce long document recense, en 20 points, tous les actes notables qu'il a accomplis entre 1945 et 1955 en matière de lutte contre le péronisme et leurs conséquences, parfois très graves¹⁷⁴. Il compose un vaste plaidoyer dont l'objectif fondamental est de convaincre le président de la CNI qu'il a été un antipéroniste et un résistant de la première heure et qu'il ne s'est jamais départi de cette position politique.

Ce document de synthèse s'ouvre sur un inventaire des biens et propriétés de Díaz Saénz Valiente : sans qu'il l'explique, cela vise probablement à démontrer qu'il n'avait nul besoin de se livrer à des méthodes d'enrichissement illicite. Le champion de tir fait incontestablement partie des secteurs aisés de la société argentine : il indique qu'il a hérité de nombreuses propriétés de sa famille, qu'il possède une collection de tableaux dont la valeur totale est estimée à 1 million de pesos et qu'il a pu financer sur ses fonds propres les 60 000 pesos dépensés dans le cadre de sa tournée aérienne à travers les quatorze provinces argentines¹⁷⁵. Il énumère ensuite les nombreux épisodes où il s'est confronté aux péronistes. On peut les séparer en deux périodes : entre 1943 et 1947, Díaz Saénz Valiente aurait pris part à différentes actions « coup de poing » et à des affrontements violents avec les partisans de Perón. Il affirme avoir « dirigé d'importantes forces civiles¹⁷⁶ » depuis le coup d'État militaire du 4 juin 1943 jusqu'à l'accession au pouvoir du Général, formant le seul « groupe

¹⁶⁹ AGN-AI, CNI, FNRP, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.948, lettre de Carlos Enrique Díaz Saénz Valiente adressée à la Comisión de Investigación de Aduanas, s/l, s/d. : « *me arrastró [...] a una colaboración, en el terreno deportivo, que entonces creí buena y noble y conveniente para el país.* »

¹⁷⁰ *Ibid* : « *Esta actitud, y la perseverancia en el éxito, me quitaron la libertad.* »

¹⁷¹ *Ibid* : « *intolerable* ».

¹⁷² *Ibid* : « *pérdida de la libertad* ».

¹⁷³ *Ibid* : « *en única operación comercial que he realizado en mi vida* ».

¹⁷⁴ Le texte complet en version originale de ce mémorandum est reproduit en annexe.

¹⁷⁵ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.948, mémorandum de Carlos Enrique Díaz Saénz Valiente adressé au général Fernando I. Huergo, s/d. Il précise que le Dr. Valenzuela lui a proposé que tout soit pris en charge par la CADCOA, ce qu'il a refusé, afin de ne pas avoir à dédier sa tournée au président Perón.

¹⁷⁶ *Ibid* : « *He dirigido importantes fuerzas civiles* ».

organisé qui agit de façon concrète et active contre Perón¹⁷⁷. » Le 17 octobre 1945, il est arrêté, « lynché par des agents d'un escadron de cavalerie et des civils¹⁷⁸ », et accusé d'avoir participé à la défense du bâtiment du journal *Crítica*, attaqué par des groupes de péronistes. Il se serait par la suite réfugié à l'ambassade du Chili et aurait été recherché pendant un an par la police, sans succès. Il aurait échappé de peu à une tentative d'assassinat « le jour de l'exclusion de Mercante de la formule péroniste¹⁷⁹ ». Puis, « le jour de la proclamation de la candidature de Perón¹⁸⁰ », soit le 12 février 1946, il est à nouveau inculpé, sur dénonciations. Cette fois, il est mis en cause, à tort, pour avoir projeté d'assassiner Perón. Deux jours auparavant, « les militaires et les groupes de choc de l'*Unión Democrática* avaient refusé de se joindre à lui dans une opération longuement planifiée¹⁸¹. » Suite à cette dérobade, il aurait alors pris la décision de se retirer définitivement de l'action politique directe. Mais il s'est fait de nombreux ennemis qui tentent de l'éliminer une fois de plus, bien qu'il ait pris la précaution de quitter la capitale pour sa ville natale, Mar del Plata. Il échappe de peu au mitraillage de sa voiture début mars 1946 et est poursuivi par la vindicte de l'ALN, qui le croit responsable de la mort d'un de leurs membres. Son appartement *porteño*, situé rue José Pacheco de Melo dans le quartier cosu de Recoleta, est saccagé pendant son absence.

À partir de 1947 et de l'obtention de son premier titre de champion du monde de tir au pistolet, commence une toute autre période, beaucoup moins troublée de prime abord. Díaz Saénz Valiente ne fait plus aucune mention de persécutions ni de tentatives de meurtres à son encontre. À son retour de Stockholm, lui et les autres membres de l'équipe argentine sont reçus par Perón et récompensés pour leurs mérites sportifs.

À partir de ce moment, j'ai été privé de liberté, en raison de la conquête permanente de nouveaux titres tous les ans. Par la suite, quand a commencé la propagande et que le sport a été dénaturé, il ne m'était plus possible de changer le cours des choses, ni de me retirer volontairement de la pratique sportive¹⁸².

¹⁷⁷ *Ibid* : « único grupo organizado que actuó en forma concreta y activa, contra Perón. »

¹⁷⁸ *Ibid* : « linchado por agentes del escuadrón de caballería y civiles ».

¹⁷⁹ *Ibid* : « El día de la exclusión de Mercante de la formula peronista ».

¹⁸⁰ *Ibid* : « El día de la proclamación de la candidatura de Perón ».

¹⁸¹ *Ibid* : « se negaron a acompañarme en un movimiento largamente planeado, las fuerzas armadas, las fuerzas de choque de la Unión Democrática ».

¹⁸² *Ibid* : « Desde ese momento, quedé sin libertad, debido a la conquista continúa de nuevos títulos todos los años. Cuando comenzó posteriormente la propaganda y se desvirtuó el deporte, yo no habría podido cambiar el rumbo, ni retirarme del deporte voluntariamente. »

Même « prisonnier » du système péroniste, Díaz Saéñz Valiente reste un opposant, profondément hostile aux abus commis par certaines figures du régime. Son opposition se manifeste sous d'autres formes : il constitue des dossiers à charge, avec l'aide de plusieurs agents administratifs, en rassemblant « les preuves de la malhonnêteté de nombreux ministres et fonctionnaires, des vastes escroqueries perpétrées par des proches (*allegados*) de Perón¹⁸³ », avant de les remettre personnellement au *Conductor*. Mais cette initiative lui apporte de nouveaux ennuis : il se met à dos le général Dalmiro Adaro, responsable du service de Contrôle d'État¹⁸⁴. La situation s'envenime au point que Díaz Saéñz Valiente provoque le chef militaire en duel. Mais la réparation par les armes est refusée au sportif, qui est mis en examen pour outrage. Ce dernier réplique en appelant à l'intercession du ministre de l'Armée. Il réclame la dégradation du général Adaro, en application du Code d'honneur militaire. Toute l'affaire est promptement enterrée et les charges contre Díaz Saéñz Valiente abandonnées.

Émerge de ces péripéties le portrait d'un sportif tout sauf docile face aux autorités en place. Díaz Saéñz Valiente se présente comme un rebelle et un « résistant de l'intérieur », qui n'hésite pas à faire part de son mécontentement et à critiquer ouvertement les excès du système péroniste. Cette insoumission se manifeste à maintes reprises et sous différentes formes :

O) à cause de mon mécontentement et de mes nombreuses protestations contre le système de propagande obligatoire existant dans le sport, j'ai été appelé par le Dr. Valenzuela, qui m'a demandé de ne pas me retirer et qui m'a informé que l'ex-président avait décidé que ce soit moi qui sois le porte-drapeau lors des jeux de Mexico. J'attribue cette nomination, non à mes mérites, mais au désir de m'apaiser¹⁸⁵.

Doté d'un fort tempérament, ce sportif aurait donc été particulièrement difficile à contrôler par le pouvoir péroniste, qui s'efforce néanmoins de ne pas se l'aliéner. Sa stature de champion international en faisait-il un individu si précieux pour les autorités que celles-ci s'efforcent de calmer ses contrariétés ? On remarque dans le discours que Díaz Saéñz Valiente élabore sur lui-même certaines contradictions : si le régime péroniste exerçait un

¹⁸³ *Ibid* : « las pruebas de la deshonestidad de muchos ministros y funcionarios, grandes estafas realizadas por allegados a Perón ».

¹⁸⁴ Signalons une erreur dans l'orthographe du nom de ce personnage : Díaz Saéñz Valiente l'appelle « Adalmiro Adaro ». Les services de Control de Estado s'apparentent à la Cour des Comptes française.

¹⁸⁵ *Ibid* : « O) Debido a mi descontento y a mis numerosas manifestaciones en contra del sistema obligatorio de propaganda existencia en el deporte fui llamado por el Dr. Valenzuela, quién me pidió que no me retirase del mismo y me comunicó que el ex-presidente había dispuesto fuese yo abanderado en los juegos de México. Atribuyo ese nombramiento, no a mis méritos, sino al deseo de apaciguarme. »

tel empire, au point de le priver de toute liberté, pourquoi le laisse-t-il s'exprimer aussi ouvertement ? Était-ce une stratégie délibérée pour lui donner l'illusion d'une relative marge de manœuvre ? Ou son appartenance à l'élite sportive lui octroyait-elle une certaine indulgence ou une forme de protection ? Comme pour répondre à ces questions que l'on peut légitimement se poser à la lecture de son mémorandum, Díaz Saéñz Valiente indique, dans le paragraphe P), que six mois avant le renversement de Perón, le major Cialcetta prévoyait de lui interdire toute activité sportive pour « avoir mal parlé du gouvernement et nuire ainsi à ce dernier¹⁸⁶ ». La tolérance dont il avait pu profiter était donc sur le point de prendre fin, alors même que le conflit entre le gouvernement péroniste et l'opposition ne cessait de s'aggraver. Dans ce contexte, il est soupçonné de venir en aide aux groupes clandestins qui souhaitent renverser Perón par les armes. Enfin, dernier haut fait signalé par Díaz Saéñz Valiente, remontant à 1953 : il aurait réussi à libérer l'un de ses amis arrêté arbitrairement au sein du commissariat n°3 de Buenos Aires et aurait contribué à révéler à la justice et à l'opinion publique les tortures pratiquées par certains fonctionnaires de police¹⁸⁷. Pour conclure, le champion de tir rétablit ainsi la vérité : « révolutionnaire actif¹⁸⁸ » dans un premier temps, voyant qu'il était « impossible d'éviter le péronisme¹⁸⁹ », il s'est alors « consacré à rehausser le prestige d[u] pays à l'extérieur, par l'intermédiaire du sport¹⁹⁰ ». Ce qu'il qualifie lui-même de seconde étape dans son parcours est loin d'avoir été une phase de résignation et d'accommodement avec le régime honni :

J'ai utilisé, anonymement, mon influence, en courant encore de très grands risques, pour redresser des torts, essayer de nettoyer le gouvernement de quelques uns des individus malhonnêtes qui l'ont composé ; pour soutenir la conduite de beaucoup de gens de bien qui me doivent en cela leur liberté ; pour demander et obtenir la liberté de nombreux autres antipéronistes incarcérés ; pour soulager la situation de ceux dont je n'ai pu obtenir la remise en liberté ; et finalement, pour mettre fin aux tortures de Cardozo dans le commissariat n° 3. À travers tout cela, j'ai fait preuve d'une ligne de conduite et d'un engagement sans failles, qui, s'ils avaient été partagés par tous les Argentins, auraient empêché dix années de dictature dans le pays¹⁹¹.

¹⁸⁶ *Ibid* : « por hablar mal del gobierno y constituir una molestia para el mismo ».

¹⁸⁷ On trouve dans le dossier un document annexe où il donne une description complète de cette affaire et une coupure de presse reproduisant son témoignage tirée de *La Nación* du 25 octobre 1955 : voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.948, lettre de Carlos Enrique Díaz Saéñz Valiente adressée à A.C. Ojeda le 7 décembre 1955.

¹⁸⁸ *Ibid* : « revolucionario activo »

¹⁸⁹ *Ibid* : « siendo imposible evitar el peronismo »

¹⁹⁰ *Ibid* : « dedicado a prestigiar a nuestro país en el exterior, por medio del deporte ».

¹⁹¹ *Ibid* : « he utilizado mi influencia, aún corriendo muy grave riesgo, en el anónimo, para enderezar entuertos, tratar de lograr limpiar el gobierno de alguno de los hombres deshonestos que lo han compuesto ; para avalar la conducta de mucha gente de bien que me debe su libertad por ello ; para pedir y obtener la

À cela s'ajoute un ultime mérite, et non des moindres, celui de ne pas avoir profité des possibilités qui lui étaient offertes de s'enrichir. Il n'en avait certes pas besoin. Mais ce dernier point sert à souligner une fois de plus sa force de caractère, pour ne pas avoir cédé aux tentations et à la facilité. Ce document nous dépeint Díaz Saéñz Valiente sous un jour extrêmement valorisant, en l'érigeant en figure exceptionnelle, surplombant la masse de ses contemporains qui ont préféré courber l'échine en ces temps troublés. Díaz Saéñz Valiente tente de démontrer qu'il n'a, au contraire, jamais renoncé à ses convictions profondes et fait tout ce qui était en son pouvoir pour contester l'hégémonie péroniste. Comme dans le cas de la collaboration de l'Uadac avec les autorités en place, ses activités sportives étaient simultanément un geste patriotique et une façade. C'est malgré lui qu'il s'est prêté au jeu de la propagande péroniste, ce qui lui a néanmoins permis de conserver une autonomie, certes limitée, mais employée à bon escient. Tout concourt à présenter Díaz Saéñz Valiente comme une sorte d'agent double, engagé dans une stratégie de dissimulation plus qu'efficace puisque les agents de la Révolution Libératrice s'y sont laissé prendre. Le mémorandum est une profession de foi dans laquelle le sportif expose tous les signes qui permettent de l'identifier comme un antipéroniste convaincu. Qu'il s'agisse du vocabulaire employé ou des situations qu'il décrit, il atteste qu'il partage le point de vue de la junte militaire sur la décennie passée et sur la calamité qu'a représentée le péronisme pour le pays. Ce faisant il retourne subtilement contre ses juges le paradigme politique qui a justifié sa mise en accusation. Sa démarche semble avoir été efficace, puisqu'il est finalement libéré à la demande du président de la Commission 49. S'il n'est plus considéré comme un individu potentiellement dangereux à garder derrière les barreaux, il figure cependant sur la liste des personnalités proscrites de la Révolution Libératrice¹⁹².

Étant donné les circonstances, les affirmations de Díaz Saéñz Valiente doivent être examinées avec prudence : son discours est clairement adapté à son destinataire et au nouveau contexte politique¹⁹³. Il semble assez improbable qu'il ait été recherché activement par la police pendant un an tout en entamant une carrière sportive internationale. S'il cite abondamment des noms de témoins pour appuyer ses dires, il reste très évasif sur ses

libertad de muchas otras personas antiperonistas encarceladas ; para aliviar la situación de los que no puede hacer poner en libertad ; y por fin, para poner término a las torturas de Cardozo en la comisaría 3°. Para todo ello he puesto en evidencia una norma de conducta y una falta de temor al compromiso, que de haber sido compartida por todos los argentinos, no hubiesen permitido diez años de dictadura en el país. »

¹⁹² AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 11.269/56 « Informes aconsejando interdicciones », lettre de la Commission 49 adressée au président de la Commission Nationale d'Investigations, Buenos Aires, 21 décembre 1955.

¹⁹³ Un cas de figure courant dans ce type de configuration. Voir Carlo Ginzburg, *Le Fromage et les vers*, *op. cit.*

arrestations – toujours infondées selon lui – et ses remises en liberté¹⁹⁴. On peut s'étonner qu'il ait été mêlé à tant d'affaires obscures, où s'enchevêtrent attentats, délations, tentatives de meurtre et activités clandestines. Cela en fait en tout cas une personnalité à part parmi les sportifs que nous avons pu étudier. Il constitue un cas intrigant qui contredit les conceptions à tendance schématique des divisions politiques de la société argentine sous le péronisme, qui séparent en deux camps nettement distincts les péronistes et les antipéronistes et partent du postulat que les opposants ont été systématiquement écartés par le régime. Víctor Lupo propose une tentative d'explication à cet *unicum* : Díaz Saénz Valiente, antipéroniste convaincu, se serait « converti » en « péroniste fervent » lors de sa première rencontre avec Perón¹⁹⁵. Cette version des faits impliquant une sorte de grâce péroniste émanant du *Líder* ne nous paraît guère convaincante. Il ressort par contre des lettres de Díaz Saénz Valiente une tendance à épargner la figure de Perón et concentrer le feu des critiques sur les membres de son entourage ou certains de ses ministres. L'épisode des dossiers dénonçant les abus et malversations commises par certains hauts fonctionnaires laisse entendre que le champion de tir entretenait des relations personnelles cordiales avec le président – puisqu'il les lui remet en mains propres – et comptait sur lui pour y remédier. Un espoir visiblement déçu, Perón se contentant de lire ses rapports « imperturbablement¹⁹⁶ » en sa présence.

Si Díaz Saénz Valiente a pu pendant un temps trouver son compte et une position qui le satisfaisait au sein de la *Nueva Argentina*, ses rapports avec le gouvernement péroniste ont fini par se dégrader. Nous avançons cette hypothèse en nous fondant sur une autre lettre qu'il a adressée le 7 décembre 1955 à Alejandro C. Ojeda. À la demande de la Commission 49, il doit apporter des précisions sur les fameux permis d'importation d'automobiles qui lui ont été attribués sous le péronisme. Il revient en détail sur chaque modèle de voiture concerné. Pour l'une d'entre elles, une Ford, l'autorisation lui a été accordée à titre d'indemnisation parce qu'il a été forcé de participer au championnat du monde de tir au Venezuela, en lieu et place de la course panaméricaine organisée au Mexique où il avait prévu de se rendre. Díaz Saénz Valiente avait tout planifié de son côté et acheté une Ferrari en vue de cette compétition où il estimait avoir de bonnes chances de victoire. C'est lors de

¹⁹⁴ Malgré la gravité des faits qui lui sont reprochés, il semble toujours sortir rapidement de prison. Le flou qu'il entretient à ce sujet incite à ne pas prendre toutes ses affirmations pour argent comptant.

¹⁹⁵ Voir Víctor Lupo, *Historia política del deporte argentino*, op. cit., p. 243. Comme souvent avec cet auteur, ses sources ne sont pas toujours documentées avec précision. Ici, il s'appuie sur le témoignage d'un entraîneur de tir en activité dans les années 2000, Ricardo Río, sans que l'on sache d'où ce dernier tire ses informations. Lupo cherche de toute évidence à présenter Díaz Saénz Valiente comme un sportif péroniste qui serait allé jusqu'à déclarer devant la Commission 49 s'enorgueillir des permis d'importation offerts par Perón comme récompense pour ces exploits sportifs. Lupo s'appuie sur une citation attribuée à Hugo Gambini dans son *Historia del Peronismo* dont nous n'avons, pour notre part, pas trouvé trace.

¹⁹⁶ AGN-AI, CNI, FNRP, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.948, mémorandum de Carlos Enrique Díaz Saénz Valiente adressé au général Fernando I. Huergo, Buenos Aires, s/d : « *leyó imperturbable, en mi presencia* ».

la veillée mortuaire du pilote Onofre Marimón, décédé le 31 juillet 1954, à 30 ans, dans un accident lors des essais sur le circuit du Grand Prix d'Allemagne, qu'il croise Perón, Carlos Aloé, Rodolfo Valenzuela, José Canale – président de la Federación Argentina de Tiro - et César Airaldi, conseiller sportif à la Cadcoa. Il les informe alors incidemment de son intention de ne pas participer au championnat de tir qui a lieu au même moment que la course panaméricaine. Les réactions des responsables péronistes et sportifs sont sans appel :

Le président destitué déclara que j'étais obligé d'aller tirer au mondial et qu'il ne permettrait pas que je m'en abstienne, " parce que je n'étais pas libre, parce que j'appartenais à la Patrie. " Aloé, en colère, m'a crié " Vous êtes fou. Vous tirez. Le reste ne nous intéresse pas, point final. " Il a ajouté ensuite, en haussant le ton : " que c'était la même chose que si Fangio déclarait vouloir abandonner le sport automobile pour le tir – que ça, jamais il ne le permettrait. »¹⁹⁷

Cette altercation semble lui avoir ouvert les yeux : tant que ses aspirations coïncidaient avec les vues des dirigeants péronistes, tout lui était offert sur un plateau. À partir du moment où elles entrent en contradiction, il ne peut l'emporter. Sur le moment, par crainte des conséquences, il se contient, mais laisse exploser sa colère quelques jours plus tard auprès de Valenzuela. Il estime avoir perdu « une opportunité très probable de gagner 750 000 pesos¹⁹⁸. » Perón, probablement mis au courant par Valenzuela, aurait alors trouvé une solution de compromis en lui offrant un permis d'importation à titre de compensation. Díaz Saénz Valiente ironise dans cette lettre sur le caractère « volontaire » de sa collaboration sportive avec le régime. L'incident est pour lui révélateur des mécanismes à l'œuvre sous le péronisme, indifférent aux inclinations individuelles. Le sportif se considère doublement victime. Le pouvoir de coercition du régime l'a entraîné à maintes reprises à souffrir de « multiples déboires économiques [...] en recevant des ordres incongrus, sous prétexte sportif, contraires à mes intérêts les plus élémentaires, et provoquant un désordre inconcevable dans mes finances personnelles¹⁹⁹ ». En outre, il s'est plié, en toute bonne foi,

¹⁹⁷ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.948, lettre de Carlos Enrique Díaz Saénz Valiente adressée à A.C. Ojeda, Buenos Aires, le 7 décembre 1955 : « *El presidente depuesto manifestó que yo tenía la obligación de tirar en el mundial y que no permitiría mi ausencia del mismo, " porque yo no era libre, porque pertenecía a la Patria". Aloé me dijo airadamente, a gritos : " Ud. está loco. Ud tira. No interesa nada más, y basta. " Y añadió luego, dando fuertes voces : " que era lo mismo que si Fangio manifestara que quería dejar el automovilismo por el tiro – que eso no se le permitiría jamás.* »

¹⁹⁸ *Ibid* : « *perdí una muy probable oportunidad de ganar 750.000 pesos.* » Le prix de la course remporté par le vainqueur était de 25 000 dollars, auquel Díaz Saénz Valiente rajoute les frais assurés par l'écurie Ferrari et les gains qu'il aurait pu engranger en revendant sa Ferrari.

¹⁹⁹ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.948, lettre de Carlos Enrique Díaz Saénz Valiente adressée à A.C. Ojeda, Buenos Aires, le 12 décembre 1955 : « *múltiples descalabros económicos que he*

aux indications des bureaucrates péronistes pour utiliser ses permis d'importation, ce qui lui vaut désormais d'être poursuivi par la CNI pour fraude fiscale. L'indignation de Díaz Saénz Valiente est palpable et il rejette la faute sur les fonctionnaires corrompus du régime renversé dont il n'a fait que suivre les instructions. Dans son dossier, ses justifications sont étroitement articulées entre elles : à partir du moment où sa véritable identité politique est admise, il n'y a pas lieu de le poursuivre pour des délits financiers. Il n'a été qu'un jouet entre les mains d'un régime gangrené de l'intérieur. Son argumentaire n'a néanmoins pas entièrement convaincu les responsables de la Commission 49. Le 23 juillet 1956, six mois après sa mort, ils rendent leur verdict :

Bien que l'action pénale directe contre l'accusé Carlos Enrique Díaz Saénz Valiente s'est éteinte pour cause de décès, il n'en va pas de même pour les actions publiques concernant le patrimoine²⁰⁰

La Commission certifie que le sportif a commis des infractions douanières et bancaires, qu'il s'est livré à de la contrebande de pièces de rechange pour automobiles et le met en cause pour fraude fiscale. Il n'est plus fait mention de ses opinions politiques, les enquêteurs se concentrent sur les délits avérés qui peuvent être juridiquement prouvés. Cela signifie-t-il que les appartenances politiques passent au second plan ou qu'elles se révèlent décidément trop mouvantes pour pouvoir constituer une base solide pour l'action pénale ?

« PÉRONISTES DE CŒUR », MAIS SPORTIFS AVANT TOUT

Pour les enquêteurs de la Commission 49, attribuer une identité politique définitive aux sportifs se révèle un exercice plus périlleux que prévu. Les dirigeants péronistes furent accusés d'avoir pénalisé les sportifs qui rechignaient à se prêter aux injonctions propagandistes du régime ou qui exprimaient trop ouvertement leur rejet du régime. Díaz Saénz Valiente fait ainsi savoir que certains pilotes furent rayés des listes établies par les autorités pour répartir les permis d'importations de voitures de course²⁰¹. Hugo Gambini mentionne les cas de l'athlète Alberto Triulzi et du coureur automobile Eusebio Marcilla,

sufrido al recibir desconsideradas órdenes, con el pretexto deportivo, que me han alejado del cuidado de mis intereses más elementales, provocando en mis finanzas particulares, un desorden inconcebible. »

²⁰⁰ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.948, résolutions de la Commission 49 du 23 juillet 1956 : « *Que si bien la acción penal directa contra el imputado Carlos Enrique Díaz Saenz Valiente se habría extinguido por fallecimiento, no pasa lo mismo con las acciones patrimoniales. »*

²⁰¹ Voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.948, lettre de Carlos Enrique Díaz Saénz Valiente adressée à A.C. Ojeda, Buenos Aires, 7 décembre 1955.

victimes de discriminations²⁰². Mais on peut recenser plusieurs contre-exemples, Díaz Saéñz Valiente en composant probablement l'une des figures les plus intrigantes par le décalage apparent entre les opinions qu'il professe et son inclusion indéniable parmi les sportifs courtisés par les dirigeants péronistes. Oscar Gálvez reconnaît pour sa part avoir reçu des aides du gouvernement, « comme tous [les sportifs], parce que Perón nous a tous aidés²⁰³ ». Díaz Saéñz Valiente indique que plus de 250 permis d'importation avaient déjà été délivrés lorsqu'il s'est décidé à s'enregistrer sur les listes de coureurs. « J'ai considéré que je me trouvais dans mon droit, puisque de toute évidence je ne faisais nullement l'objet d'un favoritisme quelconque²⁰⁴. » ajoute-t-il. Mais cette vision des choses pose un problème épineux à la Commission 49. Si la grande majorité des sportifs ont été soutenus par le régime, la distinction entre eux n'est plus de mise. Ils sont soit tous coupables, soit tous innocents. Or, on peut remarquer que nombre d'entre eux, et non des moindres, sont absents des archives. Si cela peut s'expliquer par des lacunes ou la perte de dossiers, c'est peut-être aussi un indice d'une différence de traitements. Tandis que plusieurs pilotes de courses automobiles et motocyclistes font l'objet d'investigations pointilleuses, Juan Manuel Fangio, alors au sommet de sa carrière internationale, y échappe, alors qu'il a pourtant largement bénéficié du soutien substantiel du gouvernement péroniste dès 1948. Plus généralement, les sportifs les plus renommés et les plus populaires du milieu professionnel – soit le football, la boxe et les sports mécaniques – semblent peu inquiétés. Leur statut d'idole sportive adulée par le grand public les a-t-il préservés ? À cette première piste d'explication, on peut ajouter l'hypothèse suivante : les enquêteurs ont préféré se concentrer sur les destinées du milieu amateur, beaucoup plus haut placé dans leur estime. Il était plus urgent de le purger des éléments indésirables qui le composaient que de s'atteler à la tâche plus ardue de remettre en question le fonctionnement du sport professionnel et du sport-spectacle, où l'argent est roi depuis longtemps.

Ainsi, dans notre première étude de cas, c'est bien une différence de conception de l'amateurisme qui constitue le nœud du problème entre Elsa Irigoyen et les enquêteurs de la

²⁰² Hugo Gambini, *Historia del Peronismo, op. cit.*. Chapitre 13 « Perón apoya el deporte ». Triulzi, champion sud-américain de course de haies, refuse de participer aux Jeux Panaméricains. Il justifie son absence en expliquant qu'il s'est blessé. Mais quelques jours avant l'ouverture des Jeux, il participe à un tournoi universitaire. La Federación Atlética Argentina a alors procédé à son exclusion. A-t-il été sanctionné pour des raisons strictement politiques ou pour manquement à la discipline sportive ? Eusebio Marcilla, originaire de Junín, la ville natale d'Eva Perón, n'arborait aucun slogan ni symbole péroniste sur sa voiture pendant les compétitions. C'est pour cette raison qu'il aurait été écarté des bénéficiaires de permis.

²⁰³ Cité par Hugo Gambini, *Ibid.* Cet auteur rapporte également les propos du champion de basket-ball, Oscar Furlong, qui rejette catégoriquement les accusations de discriminations en s'appuyant sur son cas personnel : « Je n'étais pas péroniste, et on ne m'a jamais causé de problèmes. »

²⁰⁴ Voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.948, lettre de Carlos Enrique Díaz Saéñz Valiente adressée à A.C. Ojeda, Buenos Aires, 7 décembre 1955 : « *por lo que consideré encontrarme en mi derecho, quedando en evidencia no ser objeto de favoritismo alguno.* »

Commission 49. Ces derniers s'en tiennent à une définition très stricte, qui correspond à celle prônée par le CIO²⁰⁵ : tout avantage matériel retiré de la pratique sportive est assimilé à une forme d'amateurisme « marron ». C'est aussi pour cela qu'ils se focalisent avant tout sur les irrégularités, les manquements aux dispositions légales, les infractions aux règlements en vigueur et au code du sport, censé être unanimement partagé, bref à toutes les actions qui peuvent justifier une sanction claire et nette. C'est par ce biais qu'ils peuvent mener à bien une opération de « redressement moral » du sport en imposant leur système de valeurs et leur perception de ce qu'est le « véritable » amateurisme. Ainsi, ils redessinent les contours du milieu sportif, en éliminant les zones de flou, d'entre-deux, permises par le péronisme, en s'appuyant sur des bases bien plus solides qu'une condamnation reposant sur les opinions politiques des sportifs. Ce serait s'aventurer sur un terrain dangereux, qui mettrait au jour les contradictions des autorités militaires : le sport amateur étant par définition apolitique, il est délicat de punir un sportif au nom de ses seules idées politiques. Ce faisant, la Révolution Libératrice ne ferait que reproduire ce qu'elle reprochait au péronisme de faire à l'endroit des sportifs antipéronistes.

Se dégage des exemples analysés ici la dimension informelle du soutien octroyé aux sportifs : la répartition des aides financières, l'attribution de fonds ou d'avantages matériels, qui pouvaient aller d'un logement à une automobile en passant par un billet d'avion, ne s'inscrivent pas dans un cadre fixé légalement. Elles semblent reposer davantage sur le bon vouloir de Perón et de ses collaborateurs et être décidées au gré des circonstances et des demandes formulées par les bénéficiaires. Perón et Evita, renforçant leur position de bienfaiteurs du peuple, se montrent disponibles, à l'écoute, prêts à répondre aux requêtes des sportifs. Les trois sportifs étudiés ont en commun d'avoir commencé leurs activités sportives et compétitives au cours des années 1930 et 1940, soit bien avant l'accession au pouvoir du *Primer Deportista*. Ils ne constituent pas une exception, les sportifs qui intègrent l'entourage de Perón étaient tous expérimentés et connaissaient le fonctionnement interne du milieu sportif local. Ils pouvaient constater par eux-mêmes les changements – perçus en général positivement – introduits par le péronisme. Le gouvernement n'a pas créé une élite sportive à partir de rien mais a établi de nouveaux modes de relation, fondés sur les rapports personnels voire familiaux. Les hautes sphères du pouvoir sont ouvertes aux sollicitudes des sportifs, facilement accessibles : ces derniers sont encouragés à se tourner vers elles si besoin. C'est leur capacité à y recourir, à s'insérer dans les réseaux existant, qui fait la différence. On peut supposer que certains athlètes antipéronistes, par conviction, se sont

²⁰⁵ Voir le chapitre IV.

interdits de faire appel aux dirigeants en place. Il a pu aussi exister une concurrence accrue entre sportifs de haut niveau pour conquérir le droit à un traitement privilégié dont l'État était devenu le principal dispensateur. Les performances, les réseaux d'interconnaissance et la célébrité devaient être tout autant déterminants que les considérations politiques²⁰⁶.

Le péronisme a produit une forte reconfiguration interne au sein du milieu sportif, ce qui s'est forcément accompagné de tensions, de rivalités et de ressentiments. Les contemporains ne pouvaient pas manquer d'y voir le reflet des bouleversements généraux qui traversaient l'ensemble de la société argentine. En ce sens, le coup d'État militaire de septembre 1955 a bien débouché sur une « libération », une libération des frustrations et des mécontentements accumulés pendant près de dix ans. De nombreux sportifs considèrent qu'ils ont été victimes de l' « esprit de revanche politique²⁰⁷ » qui s'est déchaîné après la chute du péronisme. Beaucoup d'entre eux font part de leur incompréhension face aux accusations portées contre eux. Ils récusent notamment tout engagement politique militant. Le coureur de fond Osvaldo Suárez, interdit par la junte militaire et la fédération argentine d'athlétisme de participation aux Jeux Olympiques de Melbourne de 1956, énonce clairement la distinction : « Péroniste de cœur, je ne me suis jamais impliqué en politique. Mon domaine, ça a été et c'est le sport²⁰⁸. » Les frères Galimi font part de leur conviction que « la politique doit être séparée du sport, mais il est nécessaire que les gouvernements le soutiennent²⁰⁹. » Se rattachant en cela aux discours dominants dans le milieu sportif, ils soulignent l'autonomie du champ sportif par rapport aux enjeux politiques. Mais ils ne peuvent rester indifférents lorsque des dirigeants politiques mettent en place un programme volontariste favorable au développement du sport. La nageuse Enriqueta Duarte résume cette idée qui semble amplement partagée par les sportifs de haut niveau : « Moi je suis absolument péroniste, mais s'il y a quelqu'un qui fait quelque chose pour le sport, même s'il n'est pas péroniste, je vais le reconnaître. Et s'il y a des péronistes qui sont des crapules (*sinvergüenza*), je vais aussi le dire²¹⁰. » La priorité, pour les athlètes, c'est bien le sport et l'attention portée au sport et aux sportifs, et non l'appartenance à un camp politique.

²⁰⁶ L'exemple du boxeur José María Gatica est très parlant à cet égard. Suite à sa défaite humiliante face à Ike Williamson en janvier 1951, il entre « en disgrâce » et Perón cesse de le soutenir financièrement et publiquement.

²⁰⁷ Cité par Víctor Lupo, *Historia política del deporte argentino*, op. cit., p. 304 : « *revanchismo político* ».

²⁰⁸ *Idem*, cité p. 352 : « *Siendo peronista de corazón, jamás me había involucrado en la política. Lo mío fue y es el deporte.* »

²⁰⁹ Cité dans Hugo Gambini, *Historia del peronismo*, op. cit. : « *Creemos que la política debe estar separada del deporte, pero es necesario que los gobiernos lo apoyen.* »

²¹⁰ Citation tirée de l'entretien réalisé par Flor Monfort, « El ser y la nadadora », supplément *Las 12*, *Página 12*, 7 octobre 2011. [En ligne] <http://www.pagina12.com.ar/diario/suplementos/las12/13-6792-2011-10-07.html>, (consulté le 12/06/2013) : « *Yo soy absolutamente peronista pero si hay alguien que hace algo por el*

Les athlètes auraient donc servi de boucs-émissaires pour mieux épargner les véritables responsables des dérives du milieu sportif sous le péronisme. Le champion de natation Pedro Galvao, exclu de compétitions en 1957 par sa fédération pour avoir accepté un permis d'importation d'automobile de Perón, en fait le constat amer lorsqu'il dit : « quand je vois que ceux qui vont me punir sont les mêmes qui ont autorisé ce qui est désormais considéré comme un délit...²¹¹ ». Ces propos rejoignent ceux de Mary Terán lorsqu'elle pointe l'hypocrisie ambiante dans le milieu du tennis. Dans le contexte de sauve-qui-peut général inauguré par la Révolution Libératrice, les sportifs se sentent trahis par leurs fédérations et leurs dirigeants, qui les abandonnent soudainement et se retournent même brutalement contre eux. Les divisions internes du milieu sportif apparaissent au grand jour dans cette quête impossible de coupables. Les sportifs ne comprennent pas les reproches qui leur sont adressés : ils ont œuvré pour le bien de la patrie et la grandeur de la nation et ont servi les intérêts du sport. Le péronisme les a aidés dans cette tâche et leur a donné des gages précieux de reconnaissance, ce qui profitait à tous. Tout cela a eu lieu avec la bénédiction et à l'instigation des fédérations et de leurs dirigeants.

deporte, aunque no sea peronista, yo lo voy a reconocer. Y si hay un peronista sinvergüenza, también lo voy a decir. »

²¹¹ Cité dans Hugo Gambini, *Historia del peronismo*, op. cit. : « cuando veo que quienes van a castigarme son los mismos que consintieron aquello que ahora es delito... »

CHAPITRE VI

COMPROMISSION, ACCOMMODEMENT OU RÉSISTANCE ?

Les fédérations et dirigeants des sports amateurs sous le péronisme

Les sportifs renvoient les dirigeants des fédérations nationales à leurs responsabilités. Ce faisant, ils rappellent qu'ils n'agissent pas en électrons libres mais dépendent étroitement des structures hiérarchiques qui composent le milieu sportif. Les athlètes sont affiliés à des organismes auxquels ils sont tenus de rendre des comptes. Ces institutions – et leurs dirigeants – disposent d'une puissance décisionnaire non négligeable puisqu'elles concentrent pouvoir législatif, pouvoir exécutif et une forme de pouvoir judiciaire¹. Chargées d'énoncer la règle, de la faire appliquer et de sanctionner les contrevenants, elles forment un maillon essentiel de toute politique sportive. La Commission 49 ne pouvait pas ne pas examiner les relations établies entre les dirigeants sportifs et le gouvernement péroniste. Sur le fond, les enquêteurs, tout comme les dénonciateurs anonymes, partagent le point de vue critique des athlètes de haut niveau : les fédérations se sont aussi rendues coupables d'agissements contraires aux règlements entre 1946 et 1955. Comme dans le cas des sportifs, la préoccupation première concerne les aspects financiers. Les membres de la Commission qui ont pris le contrôle de la Cadcoa et procédé à une révision minutieuse de ses comptes, listent toutes les sommes versées à titre de subventions aux différentes fédérations². Dans une lettre datée du 28 août

¹ Jacques Defrance, *Sociologie du sport*, Paris, La Découverte, 2006 (1^{ère} édition 1995), p. 82.

² AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 102.942/57. Ce dossier regroupe des documents liés à l'enquête sur Rodolfo Valenzuela et la Cadcoa. Il comporte 72 feuillets à en-tête de la Cadcoa répertoriant

1956, soit huit mois après le recensement de ces montants, le président de la Commission 49 adresse les remarques suivantes à son supérieur de la CNI :

Le registre ci-joint des organismes bénéficiaires de subventions (*subsídios*) de la Cadcoa est une preuve évidente du dérèglement de l'institution pendant la période étudiée. Ce sont plusieurs millions de pesos, pris au Trésor Public, dont la reddition de comptes enregistre un retard injustifié et sans que cela n'interrompe l'attribution de subsides aux retardataires³.

Le responsable met en exergue les deux cas particulièrement flagrants repérés par son équipe : la fédération d'échecs et celle d'athlétisme. Effectivement, ces deux entités font partie de celles qui ont reçu les sommes les plus importantes : plus de 400 000 pesos, perçus entre 1952 et 1955, pour la première et 436 471 pesos entre 1951 et 1955 pour la seconde⁴. Aucune des deux n'a rendu compte de l'utilisation de ces financements alloués par les pouvoirs publics par l'intermédiaire de la Cadcoa. L'officier en conclut que

tout cela doit faire l'objet d'une analyse circonspecte par les autorités puisqu'on ne peut admettre que des organismes sans aucune solvabilité concrète maintiennent indéfiniment en leur pouvoir des fonds publics⁵.

C'est donc bien l'usage et la gestion de l'argent public qui constituent le nœud du problème. Les enquêtes visent à établir quelles institutions sont en règle avec la législation fiscale et à procéder à un assainissement des comptes ainsi qu'à une régularisation de la situation des fédérations en infraction. L'objectif initial était-il de toutes les passer en revue ? C'est possible mais l'ampleur de la tâche s'est rapidement avérée trop importante étant donné les délais impartis et le personnel disponible⁶. En fin de compte, les archives indiquent que seule une quinzaine de fédérations – en excluant la Cadcoa et les lettres

toutes les sommes d'argent versées à différentes institutions affiliées mais aussi à des sportifs. Ils sont remis à la Commission 49 dès le 20 décembre 1955.

³ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 102.942/57, lettre du président de la Commission 49 au président de la CNI, Buenos Aires, 28 août 1956 : « *La nomina adjunta de entidades beneficiarias de subsidios de Cadcoa, es prueba evidente del desgobierno de la institución durante el lapso investigado. Son varios millones de pesos, tomados del erario público, cuya rendición se demora sin causa ni explicación y sin que ello sea óbice para continuar otorgando subsidio a los morosos.* »

⁴ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 102.942/57, feuillets volants à en-tête de la Cadcoa.

⁵ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 102.942/57, lettre du président de la Commission 49 au président de la CNI, Buenos Aires, 28 août 1956 : « *Todo ello debe ser objeto del prudente estudio de la autoridad por cuanto no es posible que entidades de ninguna solvencia concreta, mantengan en su poder indefinidamente sumas del erario público.* »

⁶ Comme l'indique une lettre adressée par Alejandro C. Ojeda au président de la CNI le 20 décembre 1955, conservée dans AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 101.156 « Irregularidades existentes en las distintas Asociaciones, Confederaciones, Federaciones, Clubes, etc ». Voir également *infra*.

anonymes dénonçant des dirigeants – ont fait l’objet d’investigations⁷. On constate à la lecture des dossiers que les enquêteurs ont mis au point une procédure normalisée pour instruire le cas des associations sportives. En cela, leur méthode de travail diffère quelque peu de celle employée avec les sportifs – et les individus en général. Probablement pour gagner du temps, un questionnaire-type a été mis au point et envoyé à tous les comités de direction des fédérations. Ce système a aussi été appliqué avec les clubs⁸. Il est attendu des dirigeants qu’ils collaborent avec les autorités militaires et qu’ils répondent donc en toute franchise. Au vu des réponses, la Commission 49 décide s’il y a lieu d’approfondir l’enquête ou non et d’auditionner les responsables des institutions suspectes. Ce questionnaire est très instructif, puisqu’il permet de repérer les éléments qui intéressent les enquêteurs. On remarque que, si la dimension économique et financière forme bien le point de départ des investigations, elle s’entremêle étroitement à des considérations proprement politiques. Dans l’esprit des membres de la commission, les deux aspects ne semblent jamais être totalement dissociés. Nous allons voir comment cela oriente d’ailleurs leur jugement dans le traitement des différentes fédérations nationales.

Comme pour les sportifs, les documents et les interrogatoires réunis par la Commission 49 éclairent les modalités de la construction des rapports entre dirigeants d’institutions sportives nationales et représentants du gouvernement péroniste. À nouveau, ce sont la variété et la complexité des attitudes adoptées qui transparaissent et démontrent les capacités d’adaptation dont ces groupes d’acteurs ont fait preuve. Cette disparité est soulignée par les rapports définitifs rendus par les enquêteurs : tandis que certaines fédérations sont promptement mises hors de cause, d’autres se voient décerner des éloges ou, à l’inverse, des critiques sévères. À partir de là, on peut esquisser une typologie des institutions incriminées mais également s’interroger sur les « grandes absentes », ces fédérations abondamment dénoncées pour avoir été les collaboratrices privilégiées du régime renversé, mais qui n’ont pas été inquiétées.

⁷ Soit moins de la moitié des 37 fédérations affiliées à la Cadcoa en 1953-1954. Voir Cadcoa, *Resumén de la Memoria, Balance general y Cuenta de Gastos y Recursos correspondiente al XXXIIº ejercicio*, Buenos Aires, s/e, 1954. Signalons que des fédérations régionales et provinciales ont, semble-t-il, aussi fait l’objet d’enquêtes, menées par des commissions provinciales. Dans le cadre limité de ce travail, nous n’avons pu nous pencher en détail sur ces exemples, qui méritent une étude approfondie.

⁸ Voir chapitre VIII.

LES FÉDÉRATIONS INNOCENTÉES OU COMMENT DÉFINIR LA « NORMALITÉ »

Procédures d'enquête et questionnaire-type de la Commission 49

À l'issue de l'enquête, certaines fédérations, contrairement à d'autres, sont totalement disculpées par la Commission 49. Mais de quoi étaient-elles soupçonnées en premier lieu ? Que recherchent les enquêteurs ? Comment procèdent-ils ? Et quels arguments motivent l'abandon des poursuites ? Certains dossiers contiennent les documents administratifs émis par la commission lors du lancement des investigations qui permettent de reconstituer les étapes suivies par les autorités militaires. La prise de contrôle de l'institution, ou *intervención*, comme celle que connaît la Cadcoa après le coup d'État, n'est pas systématiquement employée dans le cas des fédérations⁹. La Commission 49 désigne des sous-commissions qui se présentent directement au siège de l'organisation concernée. Généralement composée de trois ou quatre membres, une sous-commission comprend en principe un président, un expert-comptable fonctionnaire de l'administration publique et un représentant des forces de l'ordre ou de l'armée. La Confederación Argentina de Volley-Ball (*sic*), dont le siège est situé dans le *microcentro* de Buenos Aires, reçoit ainsi la visite d'une sous-commission mandatée par la Commission 49, le 2 mars 1956 :

Étant accueillis par le Président de la dite entité, le Docteur Julio José Magee, qui, informé du motif de notre présence et une fois présenté le document envoyé par M. le Colonel D. Alejandro C. Ojeda, qui ordonne que soit menée une enquête sur tout ce qui concerne les mouvements de fonds, la situation économique générale de l'institution, les rentrées d'argent, sans distinction, et leur emploi, l'application des lois fiscales, du code du travail et des cotisations de sécurité sociale et sur toute autre question susceptible de constituer une irrégularité ou une transgression aux dispositions et aux règlements qui régissent les règles et la morale du sport, etc. ; avisé de tout ce qui précède, [il] s'est immédiatement mis à la disposition de la Commission d'Investigation¹⁰.

⁹ Sur le cas particulier de la Cadcoa, voir chapitre II.

¹⁰ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 103.737, procès-verbal de la visite de la Confederación Argentina de Volley-Ball par la sous-commission d'enquête, 2 mars 1956 : « *siendo atendidos por el Presidente de dicha entidad, doctor Julio José Magee, quién enterado del motivo de nuestra visita y exhibido el documento expedido por el señor Coronel D. Alejandro C. Ojeda, donde se dispone una investigación en todo lo relacionado con movimiento de fondos, situación económica general de la entidad, ingreso por cualquier concepto y su destino, cumplimiento de las leyes impositivas, laborales y de previsión social y toda otra cuestión que pueda constituir una irregularidad o trasgresión a las disposiciones legales y reglamentarias vigentes a las reglas y moral del deporte, etc ; enterado de todo lo expuesto se puso de inmediato a disposición de la Comisión Investigadora.* »

La notification de l'ouverture de l'enquête se fait en présence de deux autres témoins, le secrétaire et le trésorier de la Confédération. Les trois dirigeants, comme les membres de la sous-commission, signent le procès-verbal qui atteste de la conformité de la procédure. Ce document énumère les différents points qui intéressent la Commission 49 : la sous-commission est chargée d'établir si oui ou non l'institution est en règle avec la législation en vigueur et si ses comptes sont à jour. Mais on remarque qu'elle est aussi habilitée à évaluer son degré d'observance de l'éthique sportive. Ce vaste programme est entouré d'un certain flou puisque ce que recouvrent « les règles et la morale du sport » n'est pas explicité par la Commission 49. Ses représentants, une fois les dirigeants officiellement informés du début de l'enquête, peuvent entamer leurs recherches et consulter toute la documentation du club. Pour mener cette tâche à bien et rédiger leur rapport définitif, ils disposent d'un formulaire qui leur sert de fil conducteur. Ce dernier peut aussi être remis à un membre du comité de direction de l'institution – son président le plus souvent – tenu de le remplir. Ce guide recense tous les éléments que doivent repérer les enquêteurs et nous fournit la grille d'analyse construite par les autorités de la Révolution Libératrice pour juger les organismes sportifs et évaluer leur degré de compromission avec le péronisme. Ce questionnaire est en effet beaucoup plus précis que le document cité précédemment.

Ses différentes entrées sont reproduites dans les rapports finaux de la sous-commission d'enquête affectée à l'Union Argentine de Rugby (*Unión Argentina de Rugby-UAR*), remis le 10 février 1956 à la Commission 49¹¹. Les rubriques ne sont pas toujours classées par grandes catégories, mais le protocole d'enquête s'articule bien autour de deux axes majeurs : d'une part, les questions liées aux prêts et aux subventions accordées par les autorités nationales, provinciales ou municipales à l'institution, à l'existence de dettes et d'infractions aux normes légales en matière de droit fiscal et à l'organisation de loteries (*rifas*) ; d'autre part, les signes qui suggèrent une coopération active, voire une adhésion, avec le pouvoir péroniste. Ces signes sont variés et peuvent prendre la forme de contributions financières au monument à Eva Perón¹², à la FEP, au

¹¹ Voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 103711, rapports finaux de Jorge R. Benavides, président de la sous-commission d'enquête, 10 février 1956.

¹² Le décès d'Eva Perón en juillet 1952 relance le projet proposé dès 1947 d'édifier au centre de la place de Mai, face au palais présidentiel, un monument commémorant la journée du 17 octobre 1945 et rendant hommage aux *descamisados* venus réclamer la libération de Perón. Rebaptisé « *Monumento a Eva Perón* », ce dernier doit accueillir la dépouille de la Première Dame et le gouvernement péroniste lance une souscription pour financer sa construction, jamais achevée. Voir Marcela Gené, *Un mundo feliz*, op. cit., p. 77-79.

Parti Péroniste ou à l'Union des Travailleurs d'Entités Sportives et Civiles (UTEDyC), d'hommages rendus à Perón et divers dignitaires du régime ou encore d'achats et de distribution d'exemplaires de *La Razón de mi Vida*, l'autobiographie de la Première Dame¹³. Voilà la trame élaborée au préalable qui sous-tend le déroulement des enquêtes et sert de repère. La plupart des sous-commissions semblent s'y être conformées pour déterminer quelles fédérations il convenait de sanctionner et lesquelles obtenaient un blanc-seing.

Le profil des fédérations absoutes par la Commission 49

Parmi ces dernières, on peut distinguer plusieurs cas de figures. Pour la Fédération Motonautique Argentine (*Federación Motonáutica Argentina-FMA*) et la Fédération Argentine de Base-ball et de Softball (*Federación Argentina de Béisbol y Sófbol-FabyS*), les enquêtes n'ont tout simplement pas abouti, bien que leurs dirigeants aient remis leurs documents internes aux sous-commissions. Le dossier de la première est vide¹⁴. Celui de la seconde nous en apprend un peu plus : la FabyS fait partie de ces institutions modestes, qui disposent de peu de moyens et n'ont pas encore de personnalité juridique. Son capital s'élève à moins de 18 000 pesos en 1954. La Commission 49 a dépêché ses enquêteurs suite à une plainte formulée par des clubs affiliés à cette fédération. Ils accusent la FabyS de garder en sa possession du matériel sportif qu'elle avait pourtant revendu aux clubs. Les conditions d'acquisition de ces équipements sont peu claires et n'ont pas pu être élucidées par la sous-commission puisqu'au moment où celle-ci s'apprêtait à auditionner les dirigeants de la fédération, il lui a été demandé de présenter son rapport. De même, elle n'a pas eu le temps de compulsier le *Libro de Actas* du comité de direction, du fait de l'interruption des investigations¹⁵. Les délais impartis à la Commission 49 pour mener à bien son travail sont en effet relativement courts. Dès le 20 décembre 1955, les autorités militaires exigent qu'elle rende ses conclusions définitives le 31 janvier 1956. Alejandro Ojeda, son président, demande une prolongation en invoquant l'ampleur des tâches à

¹³ La lecture de l'autobiographie d'Eva Perón devient obligatoire, suite à la loi 14.126 de 1952, dans tous les établissements scolaires publics du pays. Les associations sportives sont également sollicitées pour distribuer gratuitement à leurs jeunes adhérents des exemplaires du livre. Voir Mariano Ben Plotkin, *Mañana es San Perón*, *op. cit.*, p. 108-109 et notre chapitre VIII.

¹⁴ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 103728 «Federación Motonáutica Argentina/Actuaciones practicadas en la investigación realizada en la misma ».

¹⁵ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 9, Expediente 103658, rapport de la sous-commission à la Commission 49 du 14 avril 1956.

mener et le manque de personnel disponible¹⁶. Il réclame des effectifs supplémentaires pour sa commission et semble avoir obtenu gain de cause, si l'on en croit les dates des dossiers qui montrent que la Commission a poursuivi ses activités tout au long de l'année 1956¹⁷. Quoi qu'il en soit, les recherches ont été suspendues pour ces deux fédérations, peut-être pour mobiliser les responsables d'enquête sur des cas jugés plus importants. Les deux institutions sont absoutes *de facto*.

Dans les cas où les investigations ont été effectivement menées à leur terme et se sont conclues par un avis favorable sur la situation de la fédération, que remarque-t-on ? Le plus souvent, les fédérations innocentées officient dans des disciplines plutôt confidentielles ou récemment introduites en Argentine telles que la lutte gréco-romaine, le bowling, le volley-ball, le jeu de boule (*bochas*) ou le fistball (ou *faustball*)¹⁸. Il faut néanmoins noter qu'on y trouve aussi les fédérations de rugby, de pelote basque et de golf, des sports implantés de longue date et à l'audience plus large – bien que très ciblée socialement. La plupart de ces fédérations présentent plusieurs points communs : la pratique qu'elles encadrent est strictement amateur, elles ont peu de ressources propres, n'ont pas d'employés et leur organisation interne est même quelque fois qualifiée de « rudimentaire ». Certaines ne se sont d'ailleurs structurées que récemment : c'est le cas de la Federación Argentina de Faustball, créée seulement le 8 juillet 1948 ou de l'Association Argentine Amateur de Bowling (*Asociación Argentina Amateur de Bowling-AAAB*) qui a obtenu la personnalité juridique en décembre 1955¹⁹.

Les subventions et les aides attribuées par le gouvernement péroniste varient fortement suivant les fédérations : certaines n'en ont demandé et reçu aucune, d'autres de façon très ponctuelle et pour des montants raisonnables comme la fédération de lutte qui touche 5 000 pesos en 1948 et en 1949 ; d'autres ont par contre cumulé les soutiens financiers. La fédération argentine de *pelota a paleta*, une variante locale de la pelote basque, perçoit ainsi des subventions provenant de l'Afa, de la Cadcoa et du ministère des

¹⁶ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 101.156, lettre d'Alejandro C. Ojeda au président de la CNI, Buenos Aires, 21 décembre 1955.

¹⁷ Rappelons néanmoins que la Commission 49 n'a jamais rendu à temps la synthèse définitive des investigations qu'elle a menées à bien, comme indiqué dans Vice-Presidencia de la Nación, *Documentación, autores y cómplices de las irregularidades cometidas durante la segunda tiranía*, Buenos Aires, 1958, tome II, p. 697.

¹⁸ Les *bochas*, variante originaire d'Italie du jeu de boule et très pratiquée dans plusieurs pays d'Amérique latine, se rapproche de la pétanque. Le fistball ou balle au poing est un sport d'origine allemande, héritier de la longue paume. La configuration du terrain ressemble à celle du volley, mais les équipes sont composées de cinq joueurs et le rebond de la balle, beaucoup plus dure, est autorisé.

¹⁹ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 9, Expediente 103.659 « Subcom. Inv. De la F.A. de Faustball. Federación Argentina de Faustball/ Actuaciones realizadas en dicha Federación » et AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 103.708 « Subcom. Inv. de la A.A.A. de Bowling/ Asociación Argentina de Bowling/ Informe de la investigación practicada en la misma. »

Finances qui peuvent aller de 10 000 à 170 000 pesos²⁰. De son côté, la Confédération de Volley-Ball a obtenu 25 000 pesos de la Cadcoa en décembre 1953 et 30 000 en octobre 1954. Auparavant, au cours de l'année 1952, le club des employés du ministère des Communications lui remet 5 000 pesos et la station de radio Belgrano la somme considérable de 50 000 pesos, ce qui correspond peut-être à une forme de sponsoring. Ce n'est pas l'existence en soi de subventions qui est problématique, mais bien leur utilisation et leur gestion. Celle-ci n'est pas toujours aisée pour les petites fédérations peu au fait des subtilités de l'administration fiscale. Les dirigeants de la fédération de lutte expliquent ainsi leur retard dans la justification de l'emploi des sommes qui leur ont été allouées par leur inexpérience puisque c'était la première fois qu'ils recevaient des financements publics²¹. Mais s'ils parviennent à prouver que l'usage des fonds a été correct, et notamment qu'ils ont bien servi à ce à quoi ils étaient destinés, les enquêteurs ferment les yeux sur ces légers écarts. Par exemple, le rapport final concernant l'Asociación Argentina de Golf (AAG) comporte la remarque suivante :

Au cours de l'année 1946, quelques paiements (*pagos*) ont été effectués en violation des normes d'imposition et de taux de change, ceux-ci, étant donné le laps de temps écoulé, doivent être considérés comme couverts par la prescription libératoire²².

Faute de s'être manifestée à temps, l'administration fiscale perd le droit de porter une réclamation en justice pour ces infractions remontant à 1946. L'AAG, qui a apparemment rectifié sa situation au cours des années suivantes, n'est donc pas inquiétée.

Les institutions qui nous intéressent ici ont fait appel aux autorités péronistes pour des besoins précis : les subventions ont servi à financer l'organisation d'une compétition, l'envoi de délégués lors d'un événement important ou encore la réception de sportifs étrangers. La fédération argentine de lutte gréco-romaine a pu, grâce au soutien gouvernemental, participer aux frais de voyage de son conseiller technique, Emilio López, professeur au *Colegio Militar*, qui s'est rendu au Congrès et au Championnat mondial de

²⁰ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 103.707 «Federación Argentina de Pelota/ Actuaciones de la investigación en la misma ».

²¹ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 103.703 «Federación Argentina de Lucha/ Informe de la investigación practicada en la misma ».

²² AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 103.719, rapport final de la sous-commission du 20 avril 1956 : « *Que en el año 1946 se habrían efectuado algunos pagos en transgresión a normas impositivas y cambiarias, las que atento el lapso transcurrido deben considerarse amparadas por la prescripción liberatoria.* »

lutte organisés en Turquie. La seconde enveloppe de 5 000 pesos a servi à mettre en place un championnat interprovincial, soit un événement créé

en accord avec les orientations données par le Conseil National d'Éducation Physique, qui prétend diffuser le sport à tous les milieux dans notre pays, [et qui] acquière une dimension singulière si l'on tient compte du fait que c'est la première fois qu'il a lieu – c'est pourquoi nous ne doutons pas que Votre Excellence, sportif sincère, ne verra pas d'inconvénient à accorder la subvention que nous sollicitons²³.

Cet extrait de la pétition adressée au ministre des Finances, Ramón Cereijo, par les dirigeants de la fédération donne un aperçu des arguments mis en avant par les fédérations pour fonder leurs demandes. Il faut démontrer que l'argent public sera utilisé à bon escient, en suivant les recommandations des organismes publics et en s'inscrivant dans le cadre général des politiques nationales. C'est le propre des politiques publiques orchestrées par un État centralisé, dont le rôle dans la redistribution des ressources est renforcé, de s'appuyer sur les associations : ces dernières vont constituer des relais efficaces pour la mise en application et la diffusion des grands principes dégagés par le gouvernement. Et si elles ne le sont pas, elles vont généralement aspirer à le devenir ou à être reconnues comme telles, puisque c'est le moyen d'obtenir des sources de financements nécessaires à leur bon fonctionnement.

Les sous-commissions d'enquête s'assurent en priorité du bon usage des fonds alloués aux différentes fédérations : celle de lutte gréco-romaine ne s'est pas écartée des finalités qu'elle avait prévues. De son côté, la confédération de volley-ball a fait preuve d'une gestion particulièrement rigoureuse des deniers publics, puisqu'elle a rendu les comptes en temps et en heure des deux subventions versées par la Cadcoa. Mieux encore, elle lui restitue même les sommes non utilisées. Ainsi, la Confédération de Volley-Ball enregistre un excédent de près de 5 800 pesos sur une subvention de 9 600 pesos attribuée pour organiser la réception des délégations brésilienne et paraguayenne lors de la *Féria de América* de janvier 1954. Elle les rend aussitôt, faisant preuve ainsi de son honnêteté et de son administration rigoureuse de l'argent public²⁴.

²³ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 103.703, copie de la lettre adressée par la Federación Argentina de Lucha Greco-Romana y Libre à Ramón Cereijo, s/l, s/d : « *de acuerdo a las orientaciones dadas por el Consejo Nacional de Educación Física, y que pretende llevar el deporte a todos los ámbitos de nuestro país, adquiere singular jerarquía si se tiene en cuenta que es la primera vez que se realiza, -por lo que no dudamos que V.E., verdadero deportista, no tendrá inconveniente en acordar el subsidio que solicitamos.* »

²⁴ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 103.737.

Le problème des « actes politiques nécessaires » : étude comparée de deux fédérations

Ces constatations constituent un critère fondamental pour les enquêteurs : c'est un premier indice qui permet de distinguer les institutions « propres²⁵ » (*limpias*), des autres. Mais il ne suffit pas à lui seul pour les disculper totalement. Les dirigeants sportifs doivent aussi avoir eu une attitude irréprochable dans leurs relations avec le régime péroniste. Les sous-commissions listent dans leurs rapports les éléments qui plaident en faveur des institutions et qui permettent d'écarter les soupçons de collusion avec le gouvernement. Elles notent, par exemple, le fait de ne pas avoir acheté d'exemplaires de la *Razón de mi Vida* et de ne pas avoir contribué à la FEP ou au Parti Péroniste²⁶. Ces actes sont particulièrement suspects aux yeux des autorités militaires. Est-ce parce qu'ils témoigneraient d'une volonté affichée de collaborer avec le régime ? Ou plus prosaïquement parce qu'ils soutenaient ainsi économiquement l'appareil péroniste ? Quoiqu'il en soit, ils sont clairement distingués des marques d'hommages rendues à différentes occasions aux personnalités politiques. Le compte-rendu sur la situation de l'AAAB précise par exemple que la fédération n'a entretenu aucune relation douteuse avec le régime mais « on note seulement l'adhésion à l'Hommage à l'occasion du décès de Mme Perón sur la base des indications de la Confederación Argentina de Deportes²⁷ ». Ce cas de figure se retrouve fréquemment dans des institutions qui, pourtant, ne sont pas poursuivies. Les enquêteurs opèrent donc des nuances dans ce qu'ils qualifient d'« actes politiques » : certains sont plus répréhensibles que d'autres. On l'observe notamment dans les conclusions de l'enquête menée au sein de l'AAG :

Il ressort que l'institution examinée a rempli ses fonctions normalement sous le régime [péroniste], puisqu'on ne constate pas d'utilisations dolosives de fonds ni d'actes politiques au-delà de ceux qui étaient nécessaires à la survie de l'organisme²⁸.

²⁵ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 103.708 « Subcom. Inv. de la A.A.A. de Bowling/ Asociación Argentina de Bowling/ Informe de la investigación practicada en la misma. »

²⁶ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 9, Expediente 103.659, « Subcom. Inv. De la F.A. de Faustball. Federación Argentina de Faustball/ Actuaciones realizadas en dicha Federación »

²⁷ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 103.708, rapport de la sous-commission d'enquête, s/d : « *Solamente se registra la adhesión al Homenaje con motivo del fallecimiento de la Sra. de Perón tomando como base las indicaciones de la Confederación Argentina de Deporte.* » (La majuscule est dans le texte original.)

²⁸ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 103.719, rapport de la sous-commission d'enquête du 20 avril 1956 : « *resulta que la entidad investigada se ha desenvuelto normalmente durante el régimen, no registrándose manejo doloso de fondos ni actos políticos por encima de los necesarios para la subsistencia del organismo.* »

La distinction établie dans ce paragraphe est fondamentale : les responsables de la Commission 49 reconnaissent l'existence d'actes politiques « nécessaires » – ce qui induit que d'autres ne l'étaient pas – mais qui n'empêche pas de considérer que l'institution a fonctionné « normalement ». Cela signifie que ces actes font partie du cours ordinaire des choses, qu'ils s'inscrivent dans les pratiques habituelles des fédérations sportives et qu'ils étaient dictés par un impératif majeur pour celles-ci : perdurer. Quels types d'actions rentrent dans la catégorie des « actes politiques nécessaires » ? Comme l'AAAB, les dirigeants de l'association argentine de golf ont participé au deuil national organisé suite à l'annonce du décès d'Eva Perón. Lors de la célébration du premier anniversaire de son « passage à l'immortalité » (*paso a la inmortalidad*), ils ont envoyé un bouquet de fleurs accompagné d'une note au Palais Présidentiel. L'année suivante, ils se joignent au défilé aux flambeaux (*desfile de antorchas*) qui se déroule à Buenos Aires pour commémorer le deuxième anniversaire de la disparition de la Première Dame. Le rapport d'enquête cite également un passage tiré de la documentation interne de l'AAG qui prouve que ses responsables ont décidé

à l'unanimité d'adhérer à l'hommage des sportifs à Perón, en indiquant expressément que les comités de direction des clubs affiliés s'engagent à diffuser le plus largement possible auprès de leurs adhérents l'invitation envoyée par la *Confederación Argentina de Deportes* et à réunir le plus grand nombre possible de sportifs, d'employés des différents clubs et de *caddies* qui viendront grossir les rangs de ceux qui devront défilier²⁹.

Dans le cadre de cette manifestation politico-sportive, l'AAG a battu le rappel des troupes pour contribuer au succès de cet événement lancé à l'initiative de la Cadcoa. En cela, elle ne se départ pas de la position communément adoptée par la majorité des fédérations sportives du pays. La décision des dirigeants de l'AAG n'est donc pas un signe probant de ralliement politique au régime péroniste, mais plutôt la marque d'un certain conformisme. Les fédérations cherchent principalement à ne pas attirer l'attention et suivent la plupart du temps les directives de la Cadcoa, qui, rappelons-le, a été érigée au rang d'organisme de tutelle pour toutes les associations sportives par Perón lui-même. De même, les prélèvements obligatoires sur les paies des employés, prévus par les lois salariales édictées par le gouvernement péroniste, qui servent à financer les activités de la

²⁹ *Ibid* : « por unanimidad adherirse al mencionado homenaje, dejándose expresa constancia de que las Comisiones Directivas de los Clubs asociados se comprometen a dar la más amplia difusión dentro de sus asociados de la invitación hecha por la Confederación Argentina de Deportes y a reunir el mayor número posible de deportistas, personal empleado en los respectivos clubs y caddies que engrosarán las columnas que habrán de desfilar. »

FEP sont clairement dissociés des contributions volontaires qu'ont pu faire les fédérations. Dans le premier cas, ces dernières ont simplement respecté les lois en vigueur. On ne peut en déduire qu'elles approuvaient le régime en place. Les participations financières spontanées, par contre, constituent un indicateur qui éveille la suspicion des enquêteurs, qui l'interprètent comme un signe clair de compromission avec le régime. Elles sortent, en effet, du cadre de la « normalité » défini par les membres de la Commission 49. Dans le cas de l'AAG, l'existence de quelques clubs affiliés et la mise en place de compétitions dont les noms font explicitement référence au mouvement péroniste – tels que le Golf Club 17 de Octubre, la *Copa « Presidente Perón »* organisée par le Jockey Club de Santa Fe – sont mentionnés dans le rapport final d'enquête, sans donner lieu à plus de commentaires. La situation de l'AAG n'est apparemment pas problématique étant donné que les enquêteurs concluent sans hésiter que

les hommages pratiqués n'ont pas été des actes de déférence à l'égard des figures du régime précédent, mais il ressort de la forme et du type de ces derniers qu'ils ont été faits pour sauver les apparences³⁰.

Le jugement global sur l'AAG est donc nettement positif, ce qui n'est pas sans nous étonner. On se serait attendu à des conclusions plus sévères ou du moins quelques remarques plus critiques de la part de la sous-commission, comme celles que la même sous-commission a émises dans le cas de la Fédération Argentine de Jeu de Boules (*Federación Argentina de Bochas-FAB*)³¹. Dans ce dossier, les enquêteurs se réfèrent aux statuts de l'institution qui précisent explicitement, dès l'article premier, que la finalité de la fédération « est nettement sportive et qu'elle s'abstiendra absolument d'intervenir dans des affaires et des actes politiques, religieux et idéologiques³² ». En outre, l'article 5 prévoit que « ne seront pas acceptés les noms de clubs qui portent atteinte à la morale, à la culture ou qui peuvent heurter les sensibilités politiques, religieuses ou internationales³³. »

³⁰ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 103.719, rapport de la sous-commission d'enquête du 20 avril 1956 : « *homenajes practicados no han sido actos de obsecuencia para con las figuras del régimen anterior, sino que por la forma y carácter de los mismos se desprende que han sido hechos para cubrir las apariencias.* »

³¹ C'est effectivement la même équipe, composée de Marcos Gleizer, Elías Msapeh et Mario Tiberi, qui se charge d'étudier l'AAG et la FAB.

³² AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 9, Expediente 103.720, extrait de l'article 1^{er} des statuts de la FAB cité dans le rapport de la sous-commission d'enquête, s/d : « *es netamente deportiva y será absoluta su prescindencia en asuntos y actos políticos, religiosos e ideológicos.* »

³³ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 9, Expediente 103.720, extrait de l'article 5 des statuts de la FAB cité dans le rapport de la sous-commission d'enquête, s/d : « *no serán aceptados como nombres de clubes las palabras atentatorias a la moral, y a la cultura o que puedan herir susceptibilidades políticas, religiosas o internacionales.* »

Le rapport d'enquête constate donc que les dirigeants de la fédération de *bochas* n'ont pas respecté leur propre règlement interne puisque

un grand nombre d'hommages à des personnalités du régime renversé ont été effectués, des championnats ont reçu des noms politiques, et il a été demandé de réaliser une plaque qui devait être remise au chef d'État destitué³⁴.

Pour les enquêteurs, cette fédération ne s'est pas contentée du strict minimum exigé par la Cadcoa mais a pris certaines initiatives en autorisant des clubs à se dénommer « Juventud de la Nueva Era » (soit littéralement, « Jeunesse de la Nouvelle Ère »), ou les plus classiques « Eva Perón » et « 17 de Octubre ». L'un de ses tournois est baptisé « Trophée Eva Perón » à partir de 1951 tandis que le championnat national est appelé en 1953 « 2nd Plan Quinquennal »³⁵. Néanmoins, cette fédération n'est pas poursuivie par les autorités militaires, qui ne constatent pas d'irrégularités financières ou administratives. Mais la sous-commission décide de communiquer son rapport au comité de direction de l'institution « en raison des violations réitérées des statuts, au cas où cela serait de quelque intérêt pour cette entité³⁶. »

La comparaison entre les dossiers de l'association de golf et de la fédération de boules met en exergue les différences d'appréciation qui peuvent s'exprimer selon les cas étudiés. On aperçoit la sensibilité plus ou moins grande des enquêteurs au problème des manifestations politiques dans les milieux sportifs et à la difficulté à définir ce qui relève du fonctionnement « normal » d'une institution sous le péronisme. À quel moment une fédération franchit-elle la ligne rouge ? Dans les deux cas, il n'y a guère de disparités dans l'attitude des dirigeants des deux organismes. Néanmoins, on remarque des divergences notables dans les conclusions, pourtant rendues par une seule et même sous-commission. Les responsables de l'AAG sont lavés de tout soupçon et leur comportement justifié par les circonstances, alors que ceux de la FAB reçoivent un rappel à l'ordre, certes avant tout formel et sans conséquences graves, mais qui laisse penser que cette fédération se situe

³⁴ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 9, Expediente 103.720, rapport de la sous-commission d'enquête, s/d : « *se han hecho un gran número de homenajes a figuras del régimen depuesto, se han designado campeonatos con nombres políticos, y mandado confeccionar una plaqueta que debía ser entregada al mandatario depuesto.* »

³⁵ *Ibid.* Le dossier mentionne également les titres honorifiques utilisés pour qualifier Eva Perón dans les documents de la fédération : elle est ainsi appelée « *presidenta honoraria de los deportistas argentinos* » ou encore « *abanderada espiritual de los deportistas* ».

³⁶ *Ibid.* : « *se han violado reiteradamente los estatutos, por si resulta de interés para esa entidad.* »

dans ce que l'on peut qualifier de « zone grise³⁷ ». Sans avoir commis d'infractions lourdes, elle s'est livrée à des excès, en contrevenant à ses propres règles. Mais le dossier de la FAB nous apprend également que ce type de manquements ne constitue qu'un délit mineur par rapport aux violations des lois salariales et de la réglementation fiscale. Il ne concerne que l'ordre sportif interne et reste donc du ressort des dirigeants et des fédérations. La Commission 49 se contente ici de signaler les transgressions mais n'engage pas de poursuites, et confie au milieu sportif le soin de décider s'il y a lieu de procéder à une remise en ordre ou à des sanctions. On peut supposer que la FAB est finalement disculpée parce que les enquêteurs n'ont repéré aucune autre irrégularité dans son mode de fonctionnement.

Capacités d'adaptation des fédérations et critères d'évaluation à géométrie variable

Alors que les sous-commissions se dotent d'outils spécifiques pour mener à bien leurs investigations et établissent des critères d'évaluation auxquels se reporter avant d'émettre un jugement définitif sur une fédération, on s'aperçoit que cela ne se traduit pas en pratique par une application stricte et implacable. Les fautes qui ont pu être commises sont hiérarchisées ; les aspects politiques passent après les entorses à la bonne gestion économique des ressources publiques et les situations particulières de chaque fédération sont prises en compte. Un autre exemple de cette souplesse relative nous est donné par la Federación Argentina de Pelota. Elle fait partie des institutions qui ont reçu régulièrement des subventions de plusieurs organismes – l'Afa, la Cadcoa, le ministère des Finances – et qui ont rendu hommage à titre posthume à Evita. Mais elle présente une particularité qui peut apparaître, à première vue, comme une circonstance aggravante aux yeux de la Commission 49 : son dernier président en exercice est Atilio Renzi, un personnage important du gouvernement péroniste et un proche de Perón et d'Evita³⁸. Sa présence à la tête d'une fédération sportive n'est-elle pas le signe de la pénétration du péronisme au sein de ce milieu sportif ? C'est peut-être même là l'origine de l'investigation menée au sein de

³⁷ J'utilise cette notion dans l'acception couramment utilisée par l'historiographie des années noires en France : Pierre Laborie, *Les Français des années troubles : de la guerre d'Espagne à la Libération*, Paris, Desclées de Brouwer, 2001 et Olivier Wieviorka, *La Mémoire désunie*, Paris, Seuil, 2010.

³⁸ Militaire de carrière, Atilio Renzi fait la connaissance de Perón lorsque ce dernier devient ministre de la Guerre. Renzi est alors responsable des véhicules du ministère. Il est ensuite nommé intendant de la résidence présidentielle d'Olivos après la victoire électorale de Perón. Homme de confiance du couple présidentiel, il devient le secrétaire privé d'Eva Perón jusqu'à sa mort. De 1952 à 1955, il travaille auprès de Perón et au sein de la FEP. Voir le témoignage de sa fille, Alicia Renzi, accordé à l'Instituto Nacional de Investigaciones Históricas Eva Perón le 27 mars 2002, [En ligne] <http://www.evita-peron.org/entr.htm>. (consulté le 16 novembre 2013).

cette institution. Les enquêteurs cherchent à faire toute la lumière sur le rôle qu'a exercé Renzi au sein de la fédération de *pelota a paleta*. Au lendemain du coup d'État de septembre 1955, cette personnalité est devenue plus qu'embarrassante pour les dirigeants de la FAP. Dès le 3 octobre 1955, la question du sort qui doit lui être réservé est le thème central des discussions qui ont cours lors de la réunion du comité de direction. Une réunion dont il est d'ailleurs le grand absent. L'un des dirigeants, le Dr Trimarco, propose de révoquer Atilio Renzi de son poste de président et que le comité directeur présente dans le même temps sa démission, « afin de laisser toute liberté d'action à M. l'*Interventor* de la Cadcoa³⁹ ». Le vice-président, M. Actis, s'oppose à cette suggestion, « étant donné que, selon ce qu'il comprenait de ce qu'avait manifesté M. l'*Interventor* de la Cadcoa, les autorités des fédérations continueraient à travailler comme elles l'avaient fait jusqu'alors⁴⁰. » De plus, l'exclusion d'Atilio Renzi ne lui semble guère nécessaire car

s'il est certain qu'il n'a pas assisté aux réunions du Conseil [de direction], il a contribué au développement de notre sport en faisant les démarches nécessaires et en obtenant par l'intermédiaire de la Cadcoa des subventions destinées à notre Fédération ainsi qu'à celles de l'intérieur du pays⁴¹.

La démission du comité directeur est encore moins appropriée, si l'on tient compte du fait que

tous les conseillers sans exception ont travaillé pour le sport et sans avoir pour dessein de faire de leur activité de dirigeants un tremplin pour gravir des positions ou pour percevoir des bénéfices matériels⁴².

Renoncer à leurs fonctions équivaldrait à un aveu et instillerait le doute sur la noblesse de leurs intentions et l'honnêteté avec laquelle ils ont rempli leur office. Au cours du débat qui s'ensuit, plusieurs dirigeants soulignent qu'il serait néanmoins préférable d'écarter Renzi le temps que la justice statue sur son cas. Finalement, la majorité décide de suspendre le fonctionnaire péroniste de la présidence de la FAP. Cet épisode nous montre combien les circonstances influent sur les décisions et les attitudes des responsables des

³⁹ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 103.707, compte-rendu de la réunion du comité de direction de la FAP, 3 octobre 1955 : « *a fin de dar amplia libertad de acción al señor Interventor de la Cadcoa* ».

⁴⁰ *Ibid* : « *en razón de que de acuerdo a lo que deducía de lo manifestado por el Sr. Interventor de la CADCOA, las autoridades de las Federaciones continuarán trabajando como hasta el presente.* »

⁴¹ *Ibid* : « *que si bien es cierto no había asistido a reuniones del Consejo, contribuyó al desenvolvimiento de nuestro deporte gestionando y obteniendo por intermedio de la CADCOA subsidios para nuestra Federación como así también para las del Interior.* »

⁴² *Ibid* : « *todos los Consejeros sin excepción han trabajado por el deporte y sin miras a que su actividad como dirigentes sirviera de trampolín para escalar posiciones o para beneficios pecuniarios.* »

institutions sportives. Les arguments du vice-président, convaincu que ses collègues et lui-même n'ont rien à se reprocher, ne résistent pas face au retournement radical de conjoncture qui se produit à l'issue du putsch militaire. L'essentiel pour les dirigeants sportifs est d'adopter une attitude prudente et de s'adapter à la nouvelle ère que traverse la société argentine. Maintenir à la tête de la fédération un président identifié au régime destitué, n'est-ce pas prendre le risque de condamner l'institution toute entière ? Cela a d'autant moins de sens que l'ancien secrétaire particulier d'Eva Perón n'a assisté aux sessions du comité de direction qu'à partir du 21 mai 1954 et jusqu'à septembre 1955⁴³. Il n'a donc exercé de fonctions officielles que durant un laps de temps relativement court, et qui lui ont peut-être été accordées pour le remercier d'avoir obtenu des fonds publics au profit de la fédération. On peut penser que la stratégie des responsables de la FAP a été payante puisque les conclusions de la sous-commission d'enquête leur ont été favorables : les enquêteurs n'ont rien à reprocher à l'institution et la laissent poursuivre ses activités sans l'inquiéter outre mesure.

À l'issue de notre analyse des fédérations qui passent avec succès l'examen de la Commission 49, on peut légitimement se demander pourquoi ces institutions ont fait l'objet d'une enquête. Comme on l'a vu, la majorité d'entre elles n'étaient que des organismes modestes, administrant des disciplines secondaires. N'y avait-il pas des cas plus urgents à traiter ou des organisations plus problématiques sur lesquelles se pencher en priorité ? Plusieurs pistes d'explication peuvent être avancées. En premier lieu, il est possible que l'objectif initial de la Commission 49 ait été de passer en revue toutes les fédérations sportives du pays, sans exception. Ce projet s'est révélé impossible à mener à son terme, en raison du manque de moyens humains alloués à la commission et des délais irréalistes exigés des équipes du colonel Ojeda. Les autorités militaires de la Révolution Libératrice ont probablement fait pression pour que les enquêtes aboutissent le plus rapidement possible afin de ne pas retarder la publication de leur livre noir sur le péronisme.

On peut aussi supposer que ces fédérations ont été étudiées avec attention par la Commission 49 pour la simple et bonne raison qu'elles apparaissent dans la documentation saisie au sein de la Cadcoa. Ce sont donc toutes les institutions qui ont bénéficié d'aides publiques et de subventions ou qui ont tenté d'en obtenir qui ont fait l'objet d'investigations. Mais dans ce cas, on ne s'explique guère la présence dans les dossiers de la Commission de certaines fédérations comme celles de *faustball* ou de

⁴³ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 103.707, rapport d'enquête de la sous-commission en charge de la Federación Argentina de Pelota, s/d.

bowling, qui n'ont apparemment reçu aucun soutien officiel. Enfin, certaines enquêtes ont pu aussi avoir pour point de départ la présence de personnalités péronistes ou la dénonciation des agissements des dirigeants, comme dans le cas de la fédération de *pelota a paleta*, présidée par la figure éminemment suspecte d'Atilio Renzi, ou de celle de base-ball, critiquée par l'un de ses clubs affiliés. Évidemment, ces différentes hypothèses ne s'excluent pas mutuellement et ces dispositions conjointes ont pu orienter et animer simultanément les enquêteurs.

Quoi qu'il en soit, les différents exemples exposés ici permettent de tirer un certain nombre de conclusions quant aux modes de relations établis entre les fédérations et les autorités en place, péronistes comme militaires. Ils démontrent effectivement que des organismes de faible dimension ont pu profiter du soutien financier mis à leur disposition par les pouvoirs publics. L'attribution des subventions ne dépendait pas de l'importance de la fédération ni de la popularité de la discipline qu'elle encadrait. Pour certaines institutions, c'est sous le péronisme qu'elles ont pu, pour la première fois, disposer de moyens plus conséquents et organiser certains événements à l'échelle nationale ou internationale. Par contre, on constate dans le même temps que l'attribution de fonds publics n'avait aucun caractère systématique et découlait généralement des demandes adressées aux responsables politiques par les dirigeants sportifs. Plusieurs fédérations n'ont ainsi reçu aucune aide d'aucune sorte et n'en ont pas réclamé : pour elles, la période péroniste n'a pas constitué une étape significative dans leur développement et ne s'est pas accompagnée de changements notables dans leur mode de fonctionnement.

Cette question du fonctionnement des institutions sous le péronisme est centrale pour les enquêteurs diligentés par la Commission 49 pendant la Révolution Libératrice. Les archives montrent qu'une procédure normalisée se met en place, fondée sur des instruments d'analyse spécialement adaptés, le questionnaire-type notamment, et la définition de critères, afin de subsumer la grande variété de situations qu'ont pu rencontrer les différentes sous-commissions. Une gradation est établie, selon les types de dysfonctionnements observés, qui permet de déterminer le degré de gravité des cas étudiés. Les enquêtes ne débouchent pas automatiquement sur des poursuites et des sanctions à l'encontre des dirigeants sportifs. On l'a vu ici, plusieurs fédérations sont rapidement mises hors de cause, en raison de l'absence complète de rapports entretenus avec les autorités péronistes. Pour d'autres, il s'agit d'évaluer si les relations établies avec les pouvoirs publics et certaines personnalités politiques sont restées dans le cadre de la légalité et de ce qu'on peut attendre de la part d'une institution sportive. Recevoir une

subvention de la part de l'administration péroniste ne constitue pas un délit en soi. Rendre hommage à Perón et à sa femme n'est pas non plus un motif suffisant pour poursuivre en justice les membres des comités de direction des fédérations, étant donné les circonstances particulières propres à la période. Tout cela ne sort pas de la « normalité » aux yeux des enquêteurs, qui font preuve d'une relative souplesse au moment de rendre leurs conclusions définitives. Ceci dit, on voit bien néanmoins que les frontières de la « normalité » sont à géométrie variable et que certaines fédérations sont plus « propres » ou mises davantage hors de cause que d'autres. La confrontation entre les dossiers de l'AAG et de la FAB nous rappelle la dimension arbitraire de toute définition de la « normalité ».

Il nous semble nécessaire de tenter de comprendre les divergences que nous avons eu l'occasion de souligner précédemment dans les conclusions des deux enquêtes. Bien que l'on ne puisse guère dépasser le stade des hypothèses, la différence de traitement exercée par la sous-commission chargée d'évaluer ces deux institutions sportives trouve peut-être son origine dans les profils divergents de ces deux fédérations. Le golf et le jeu de boules ne charrient effectivement pas les mêmes représentations sociales et symboliques en Argentine. Le premier est une pratique directement associée aux membres de la colonie anglaise implantée dans le pays à partir du milieu du XIX^e siècle, puisque ce sont eux qui l'ont introduite et diffusée sur les rives du Río de la Plata. Ce sport, qui intégrait le répertoire des passe-temps des *gentlemen* anglais et de la bonne société européenne, a suscité un vif engouement au sein des élites argentines⁴⁴. La dimension éminemment élitiste de cette discipline sportive transparaît dans les origines de l'Association Argentine de Golf, née en 1926 à l'initiative de plusieurs dirigeants de clubs au cours d'une réunion tenue au siège du Jockey Club de Buenos Aires. Le jeu de boules, par contre, fait partie de l'ensemble des activités ludiques populaires pratiquées dans les villages et les campagnes italiennes, espagnoles et du sud de la France. Sa généalogie est bien moins prestigieuse et sa reconnaissance pleine et entière en tant que pratique sportive encore sujette à caution. Ce premier point peut déjà fournir un élément d'explication à la plus grande tolérance dont ont témoigné les enquêteurs à l'égard des dirigeants de l'AAG. Ces derniers sont à la tête d'une institution respectable, qui regroupe des clubs rassemblant d'estimables personnalités de la *alta sociedad*, qu'on ne peut légitimement soupçonner de sympathies pour la cause péroniste. On peut donc s'attendre à une plus grande déférence de la part des enquêteurs, voire à une plus grande proximité sociale et

⁴⁴ Sur l'histoire du développement du golf en Argentine, se référer à Ariel Scher, Guillermo Blanco et Jorge Búsico, *Deporte nacional, op. cit.*, p. 153-155.

politique entre les fonctionnaires du nouveau régime en place et les représentants d'un milieu sportif assimilé aux secteurs traditionnels, distingués et conservateurs de la société argentine.

De plus, plusieurs documents réunis au cours de l'enquête tendent à montrer que le milieu du golf a subi quelques remous pendant la période péroniste. Un conflit a notamment opposé en 1954 l'Ituzaingo Golf Club et le Golf Club « 17 de Octubre », tous deux installés dans la ville de San Antonio de Padua située dans la province de Buenos Aires⁴⁵. Le premier est le club historique de la ville, fondé en 1919 ; il détient les installations et le terrain de golf qu'il prête gracieusement au club « 17 de Octubre », créé en 1949 et présidé dans un premier temps par le député provincial Mario H. Martínez. Cette nouvelle institution est destinée à accueillir les ouvriers et employés « qui ne disposent pas des ressources suffisantes pour intégrer des clubs prestigieux [*de categoría*], mais qui aiment ce sport⁴⁶ ». Elle peut compter sur le haut parrainage de Perón lui-même, désigné membre honoraire du club. Mais le partage des locaux suscite des tensions entre les deux associations qui adressent leurs doléances à l'AAG et à la Cadcoa. Les dirigeants du club « 17 de Octubre » accusent leurs homologues de l'Ituzaingo de les avoir empêchés de réaliser une cérémonie d'hommage à l'occasion de l'anniversaire d'Eva Perón. Ces derniers protestent énergiquement et crient à la diffamation. Le reproche est grave et peut s'avérer lourd de conséquences, comme l'attestent les sanctions prises seulement un an auparavant contre le Club Universitario de Buenos Aires (Cuba) par la Cadcoa⁴⁷. L'entité dirigeante du sport argentin n'a pas hésité à s'emparer du club et à en écarter les dirigeants⁴⁸. Ces circonstances peuvent aussi expliquer en partie l'attitude conciliante et la compréhension manifestée par les membres de la sous-commission à l'endroit de l'AAG, contrainte d'adresser des signes d'apaisement aux autorités en place pour préserver son intégrité et celle de ses affiliées.

⁴⁵ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 103.719, copie du télégramme envoyé par le président du Golf Club « 17 de Octubre », Juan M. Heugas, à Rodolfo Valenzuela le 5 mai 1954 et copie de la lettre adressée par les dirigeants du club Ituzaingo au président de l'AAG, Jorge Serrano, le 16 juin 1954.

⁴⁶ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 103.719, copie de la lettre adressée par les dirigeants du Golf Club « 17 de Octubre » au président de l'AAG, Raúl Lottero Lanari le 27 juin 1949 : « *Este Club está integrado en su casi totalidad por obreros y empleados que no cuentan con medios, como para actuar dentro de Clubes de categoría, pero sienten amor por este deporte* ». Cette lettre visait à informer l'AAG de la création de ce club de golf populaire et à demander son affiliation à l'AAG.

⁴⁷ Voir la sous-partie suivante, p. 19 et *infra*.

⁴⁸ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 103.719, copie de la résolution prise par la Cadcoa le 11 juin 1953 et adressée à toutes les fédérations membres. La présence de ce document dans le dossier de la fédération de golf, alors que c'est l'équipe de rugby du Cuba qui a provoqué un scandale nous semble significative. Il faut le mettre en regard avec le dossier d'enquête concernant l'Unión Argentina de Rugby pour comprendre toute l'affaire. Voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 103.711 « Unión Argentina de Rugby/ Actuaciones realizadas en la investigación practicada en la misma ».

Dans le cas de la fédération de golf, il ne fait pas de doute, pour la Commission 49, que les hommages et la participation aux célébrations orchestrées sous l'égide de la Cadcoa relevaient d'une stratégie d'accommodement. Il s'agissait d'un mal nécessaire, mais temporaire, d'un numéro d'équilibriste, pleinement justifié au vu du contexte général. Mais il n'en allait pas de même pour la fédération de *bochas*. La configuration interne des fédérations, les dissensions entre les clubs qui leur sont rattachés, la tonalité des relations établies avec le pouvoir sont autant d'éléments pris en compte par les enquêteurs avant de prononcer leur appréciation définitive sur les institutions sportives. C'est toute une gamme de nuances qui apparaît dans le jugement qu'ils portent. Certaines fédérations sont non seulement plus « propres » que d'autres, et mais aussi plus méritantes et dignes d'éloges parce qu'elles ont eu à résister davantage aux pressions et à l'arbitraire supposé du régime péroniste.

LES FÉDÉRATIONS SPORTIVES : DES ESPACES DE RÉSISTANCE ?

L'Union Argentine de Rugby : une fédération exemplaire ?

Parmi les institutions innocentées à l'issue des investigations, il en est une qui sort du lot : l'Union Argentine de Rugby (*Unión Argentina de Rugby-UAR*). Les enquêteurs ne se contentent pas d'une énumération laconique des actions de la fédération mais concluent leur rapport en louant explicitement les dirigeants qui se seraient distingués par leur attitude irréprochable sous le péronisme :

Il ressort de tout cela une manifestation de courage indéniable pour affronter des situations bien éloignées des véritables intérêts du sport et une trajectoire sans tache et démocratique des différents membres des Comités de direction successifs de l'Unión Argentina de Rugby, car on en est arrivé à interpréter les efforts remarquables que ces derniers ont dû réaliser pour maintenir intacte une entité sportive comme l'Unión Argentina de Rugby, dans le respect de leurs normes traditionnelles et du principe du "sport pour le sport", et sans contamination politique d'aucune sorte⁴⁹.

⁴⁹ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 103.711, conclusions du rapport d'enquête de la sous-commission remis le 10 février 1956 : « *De todo ello, surge un incuestionable proceder de valentía para enfrentar situaciones ajenas a los verdaderos intereses del deporte y una trayectoria limpia y democrática de los distintos miembros de las sucesivas Comisiones de la « Unión Argentina de Rugby », pues se ha llegado a interpretar los encomiables esfuerzos que han debido realizar los mismos, dentro de los exiguos medios económicos disponibles, para mantener puro, dentro de sus tradicionales normas y sin contaminación política de ninguna especie, que no fuera "el deporte por el deporte mismo", a una entidad deportiva, como la Unión Argentina de Rugby.* »

De tels commentaires constituent une exception dans l'ensemble des dossiers d'enquête consacrés aux fédérations que nous avons pu consulter. Sur l'échelle des mérites établie par les fonctionnaires de la Révolution Libératrice, les dirigeants du rugby argentin occupent la plus haute place. Ils semblent incarner l'idéal réclamé par les enquêteurs parce qu'ils ont su préserver la pureté de leur institution, la protéger de la « contamination » péroniste et conserver la « tradition » du sport amateur. En quoi cette fédération se distingue-t-elle des autres ? Quels sont les problèmes auxquels ses responsables ont dû faire face et qu'ils ont, apparemment, réussi à surmonter sans se compromettre ? À nouveau, un cas particulier se révèle particulièrement instructif pour cerner plus précisément les modalités d'exercice de la politique sportive péroniste. Le bref dossier rassemblé sur l'UAR montre comment certaines organisations sportives s'efforcent de sauvegarder leur autonomie face aux initiatives péronistes. Contrairement aux associations qui ont cherché à saisir les opportunités inédites offertes par le gouvernement péroniste, l'UAR a, semble-t-il, préféré adopter une position défensive. Du moins, c'est ainsi que le rapport d'enquête tend à la présenter, mais la consultation des documents internes de l'UAR vient écorner ce portrait élogieux.

Quels sont les éléments mis en valeur par les enquêteurs qui justifient leurs conclusions catégoriques ? Le premier point qu'ils soulignent est que les dirigeants de l'UAR ont évité d'entretenir le moindre rapport avec l'administration péroniste. La fédération n'a reçu aucune subvention des pouvoirs publics, et ce, « sous aucun prétexte⁵⁰ ». Elle n'a acheté aucun exemplaire de l'autobiographie d'Eva Perón ni contribué financièrement aux organisations péronistes. Elle a respecté les réglementations en vigueur concernant son unique employé, dont les cotisations retraite sont à jour. Enfin, ils constatent que les dirigeants ont limité au strict minimum leurs démonstrations d'hommage au couple présidentiel, puisque, selon leurs relevés, la documentation interne de la fédération ne mentionne qu'un simple télégramme de condoléances adressé au chef de l'État et à Rodolfo Valenzuela, suite au décès d'Eva Perón. L'analyse de la situation de l'UAR, si l'on s'en tient aux points prévus dans le questionnaire-type, est rondement menée : il n'y a, à chaque fois, aucun élément suspect à signaler ou à commenter. La sous-commission se focalise alors sur les mesures prises par le comité de direction qu'« elle croit être de son devoir de souligner⁵¹ ».

⁵⁰ *Ibid* : « bajo ningún concepto ».

⁵¹ *Ibid* : « cree un deber hacer resaltar ».

Ces décisions méritent d'être mises en exergue car elles témoignent de la volonté des dirigeants de s'opposer, à leur niveau, à certaines résolutions prises par la Cadcoa, ce qui revient, aux yeux des enquêteurs qui considèrent cet organisme comme un appendice du gouvernement, à résister au pouvoir péroniste. Quelle a été la source de tensions entre les deux institutions ? Elle concerne les sanctions à appliquer aux joueurs de l'équipe de rugby du Cuba, qui ont refusé, le 10 juin 1953, de se présenter pour jouer un match contre le club Curupaytí dans le cadre du championnat national de première division. La Cadcoa demande à l'UAR de suspendre les joueurs concernés, ce que cette dernière refuse, estimant qu'il n'est pas de son ressort, ni prévu par ses statuts, de prendre la moindre mesure dans ce cas de figure. Rodolfo Valenzuela lui répond qu'« il prendra des mesures de son propre chef⁵² ». Les *rugbymen* sont par conséquent suspendus pour une période indéterminée. Mais l'affaire n'en reste pas là : le comité de direction de l'UAR tente à plusieurs reprises de rencontrer Valenzuela pour le convaincre de lever les sanctions contre les joueurs du Cuba. Le président de la Cadcoa y met une condition : les sanctionnés doivent signer une note « stipulant que le refus de jouer face au Club Curupaytí ne signifiait pas une rébellion contre le président de la Nation et qu'ils adhéraient [*eran adictos*] à la politique péroniste⁵³. » Cette condition est rejetée en bloc par les joueurs. Les dirigeants de l'UAR, désireux de trouver une solution au conflit qui oppose l'une des meilleures équipes du pays et la Cadcoa, tentent de se constituer en arbitres et de se porter garants des *rugbymen*, sans succès. La situation n'est dénouée qu'au cours de l'année 1954, suite à une amnistie générale de tous les athlètes suspendus décrétée par la CADCOA⁵⁴.

Parmi les autres faits d'armes à porter au crédit de l'UAR, les enquêteurs relèvent que le délégué de l'UAR ne s'est pas rendu à la cérémonie d'hommage organisée par la Cadcoa en l'honneur de Perón en décembre 1953, parce qu'il a été contraint de se rendre à Rosario « de manière inopinée⁵⁵. » Enfin, ils saluent le fait que « l'UAR a essayé, par tous les moyens, d'empêcher qu'une requête adressée par le club Los Matreros, dont les

⁵² *Ibid* : « *él tomaría las medidas por su sola cuenta.* »

⁵³ *Ibid* : « *diciendo que la negativa de jugar ante el Club Curupaytí no importaba un alzamiento contra el presidente de la Nación y que eran adictos a la política peronista.* »

⁵⁴ Voir Cadcoa, *Resumen de la Memoria, Balance General y Cuenta de gastos y recursos correspondiente al XXXIII° ejercicio. Iero de enero al 31 de diciembre de 1954*, Buenos Aires, 1955, s/p. La résolution a été solennellement décrétée lors de la session de clôture du 2^{ème} Congrès Sportif National organisé au ministère du Travail du 14 au 17 décembre. Cette mesure d'amnistie générale a été proposée par Rodolfo Valenzuela, qui présidait le congrès.

⁵⁵ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 103.711, conclusions du rapport d'enquête de la sous-commission remis le 10 février 1956 : « *en forma improvisada.* »

dirigeants étaient de tendance péroniste, n'aboutisse⁵⁶. » Voilà toutes les actions – un corpus qui semble à première vue relativement maigre – qui ont valu à l'UAR d'être complimentée par la Commission 49. Le rapport définitif rendu par la sous-commission s'efforce de montrer, sans le développer outre mesure, que le milieu du rugby a bel et bien été perturbé par des questions extérieures au sport, des enjeux proprement politiques, et que l'UAR a été contrainte d'y faire face et de lutter, à son niveau, contre la « pénétration » péroniste.

L' intervención du Cuba : une crise ouverte au sein du milieu du rugby

Ses auteurs ne s'attardent pas sur la présentation des faits et leur interprétation, probablement parce qu'est encore présent dans toutes les têtes l'un des événements qui a démontré que la menace péroniste sur les associations et les clubs était réelle. En effet, le 15 mai 1953, le Cuba passe sous le contrôle du gouvernement⁵⁷. Cette *intervención* a de profondes répercussions, bien au-delà du seul milieu sportif et de l'UAR. En effet, le Cuba, créé en 1918 par un groupe d'étudiants hostiles au mouvement de la Réforme universitaire, est devenu en quelques décennies une institution phare du milieu universitaire, forte de plus de 3 000 adhérents⁵⁸.

Les fondateurs du club s'inspirent à la fois de la tradition du mouvement associatif argentin et du modèle des fraternités étudiantes des universités nord-américaines. Son champ d'activités inclut la pratique sportive, l'organisation de manifestations culturelles – conférences, pièces de théâtre, bibliothèque – et le renforcement des relations avec des universités étrangères. Créé « par et pour les universitaires », l'organisme est conçu comme une entité « laïque et apolitique », qui doit rassembler la communauté universitaire du pays. Mais, pour les dirigeants péronistes, le Cuba constitue surtout un bastion des secteurs conservateurs et symbolise l'esprit de fermeture et de repli sur soi des élites. Son fonctionnement repose effectivement sur les mêmes principes que les clubs les plus prestigieux du pays, fondés à la fin du XIX^e siècle, où se réunissent les grandes familles

⁵⁶ *Ibid* : « En una cuestión planteada por el Club Los Matreros, cuyos dirigentes eran de filiación peronista, la Unión Argentina de Rugby, trató por todos los medios a su alcance de poner obstáculos, para que no prosperara. »

⁵⁷ Suite à la publication du décret 8852. Voir Cuba, *Historia del Club Universitario de Buenos Aires 1918-1968*, Buenos Aires, 1968. Il s'agit d'un ouvrage de commande, rédigé par Jorge Newton à la demande du club à l'occasion du cinquantenaire de sa fondation.

⁵⁸ Sur l'histoire du club et de sa création, consulter Cuba, *Historia del Club Universitario de Buenos Aires 1918-1968*, *op.cit.* et l'article de Sebastián Gerardo Fuentes, « De la universidad al club : prestigio, élites y asociacionismo juvenil como reacción a la Reforma de 1918. El caso del Club Universitario de Buenos Aires », *Diálogos Pedagógicos*, Año XI, n°21, avril 2013, p. 11-24. Outre ses 3 000 adhérents, le club comportait aussi une section « Cadets » regroupant 1 500 membres.

traditionnelles et aristocratiques. Chaque nouveau membre doit être introduit par deux *socios* et l'adhésion est réservée aux seuls universitaires, diplômés ou étudiants en cours de cursus. Pour les premiers, le montant de la cotisation d'entrée s'élève à 2 000 pesos et à 20 pesos par mois ; les seconds doivent déboursier entre 200 et 500 pesos, hors cotisations mensuelles, pour faire partie du club⁵⁹. Si ces sommes ne sont pas prohibitives, elles limitent néanmoins fortement le spectre social des adhérents, qui sont en majorité membres – ou futurs membres – des professions libérales, et en général avocats, médecins ou ingénieurs. L'ensemble des services offerts par le Cuba à ses *socios* en font indubitablement un *club de categoría* : son siège central, situé en plein cœur de Buenos Aires, rue Viamonte, dispose de toutes les commodités d'un club à l'anglaise, du salon de lecture au fumoir en passant par le bar et la salle de billard. L'éventail de pratiques sportives proposées est également un indicateur du profil sociologique de l'institution : bien que la boxe et le football n'en soient pas absents, le Cuba est surtout connu pour son excellente équipe de rugby, sa section de *yachting* et ses deux annexes situées dans les Andes qui permettent de s'adonner au ski, à l'alpinisme et même au bobsleigh.

Avant même que le gouvernement péroniste ne se saisisse du club, les dirigeants du Cuba avaient déjà éprouvé un sérieux revers lorsque les autorités avaient refusé de renouveler leur permis d'occupation des terrains situés dans le quartier de Nuñez, où se trouvaient leurs installations sportives. On retrouve ici un cas de figure similaire à ceux des clubs de tennis évoqués précédemment⁶⁰. En 1938, le club universitaire cherche désespérément un espace dans la capitale où s'implanter pour développer certaines de ses activités sportives. Le service des Ouvrages Sanitaires de la Nation (*Obras Sanitarias de la Nación-OSN*), entreprise publique chargée de l'approvisionnement en eau de la capitale et de sa région, lui concède une portion de l'un de ses terrains pour dix ans, en précisant expressément que le club devra la lui restituer avec tous les équipements qui auront été construits dessus, sans compensation⁶¹. Malgré les termes peu engageants de ce contrat, la

⁵⁹ Voir Cuba, *Memoria y Balance del CUBA 1950-1951*, Buenos Aires, 1951, p. 7. Signalons que le Cuba se définit aussi comme un « club d'hommes », à l'image d'autres institutions prestigieuses comme le Jockey Club. De nos jours encore, les femmes ne peuvent adhérer pleinement au club, ni avoir accès à son siège central, et encore moins occuper des postes de direction. Ce n'est qu'en tant qu'épouses ou filles de *socios* qu'elles sont autorisées à utiliser les installations sportives du Cuba. Cette question a récemment fait l'objet de débats politiques et publics en Argentine, qui ont incité certains de ces clubs, dont le Cuba, à modifier leurs statuts : à ce sujet, voir Gretel Gaffoglio, « Clubes tradicionales : hablan las mujeres que no pueden ser socias », *Clarín*, 8 mars 2017 [En ligne] https://www.clarin.com/sociedad/clubes-tradicionales-hablan-mujeres-pueden-socias_0_rk7_EWCqg.html (consulté le 16 juin 2017) et Sol Amaya, « Adiós a la tradición : CUBA se prepara para aceptar mujeres como socias », *La Nación*, 16 avril 2018 [En ligne] <https://www.lanacion.com.ar/2122835-el-club-cuba-busca-saldar-una-deuda-con-las-mujeres-asociarlas> (consulté le 20 mai 2018).

⁶⁰ Voir chapitre V.

⁶¹ Voir Cuba, *Historia del Club Universitario de Buenos Aires 1918-1968*, op. cit., p. 108-109.

direction du Cuba, faute de mieux, accepte la proposition, en espérant être en mesure d'obtenir un prolongement d'occupation, ce qui était généralement accordé⁶². Mais, l'arrivée au pouvoir du péronisme a changé la donne et, à l'expiration du délai, en 1948, l'OSN se montre intraitable et récupère, avec les terrains, les nombreuses infrastructures sportives édifiées dans son périmètre par le club. Suite à ce coup dur, l'institution démontre néanmoins sa forte capacité de mobilisation : la perte de ses installations sportives permet de relancer le projet, resté en suspens faute de moyens, d'acquérir un lot de terres pour y implanter de façon pérenne son propre complexe sportif. Le Cuba parvient à acheter plusieurs hectares dans la localité de Villa de Mayo, dans la banlieue de Buenos Aires, grâce à un emprunt et une souscription auprès de ses adhérents⁶³. Dès 1950-1951, plusieurs équipements, dont un terrain de rugby, un *green* pour la pratique du golf et des courts de tennis, sont déjà en fonctionnement.

Les activités du Cuba ne sont donc perturbées que temporairement : tandis que les travaux se poursuivent à Villa de Mayo, plusieurs institutions sportives prêtent leurs installations aux différentes équipes du club. L'ouvrage *Historia del Club Universitario de Buenos Aires 1918-1968* signale que les dirigeants sont préoccupés pendant toutes les années qui précèdent l'*intervención* de 1953, car contraints « d'affronter certains secteurs des pouvoirs publics, au nom des normes de l'institution opposées à toute tentative de politisation des activités des membres du club⁶⁴. » Mais l'auteur ne précise pas davantage et les comptes-rendus annuels du club n'y font pas référence. Quoi qu'il en soit, des frictions entre le Cuba et le gouvernement semblent avoir précédé la décision radicale de 1953 et, pour les dirigeants du club, elles sont de nature politique. Le pouvoir en place ne pouvait tolérer la neutralité revendiquée par les membres du club et exigeait d'eux des marques explicites d'adhésion. La prise de possession du Cuba s'inscrit aussi très certainement dans la confrontation plus vaste qui oppose le milieu étudiant, largement antipéroniste, et une partie des cercles universitaires et intellectuels au régime péroniste⁶⁵.

⁶² Voir le chapitre V et l'exemple des clubs de tennis *porteños* et les prolongations de permis qui leur ont été régulièrement accordées.

⁶³ Voir Cuba, *Memoria y Balance del Cuba 1948-1949*, Buenos Aires, 1949, p. 3 et *Memoria y Balance del Cuba 1950-1951*, Buenos Aires, 1951, p. 24-27. L'acquisition des terrains pour bâtir le nouveau complexe sportif du club s'est accompagné d'une opération immobilière fructueuse : plusieurs *socios* de l'institution ont acheté des terrains lotis dans et autour du futur *campo de deporte* pour y construire des résidences personnelles. Ce mouvement se poursuit à la fin des années 1950 et au début des années 1960 : le Cuba est ainsi à l'origine du premier *country club* du pays, soit un quartier fermé, regroupant résidences secondaires et espaces d'agrément et de loisirs réservés aux seuls membres et propriétaires.

⁶⁴ Cuba, *Historia del Club Universitario de Buenos Aires 1918-1968*, *op.cit.*, p. 112.

⁶⁵ Nous l'évoquons dans notre chapitre III. Pour une étude des conflits entre le gouvernement péroniste et les associations étudiantes, consulter Monica E. Rein, *Politics and Education in Argentina 1946-1962*, *op. cit.*, Chapitre 4 « Repression and Resistance : The Battle for Control of the Universities », p. 86-106. Sur les

Pour les *socios*, il ne fait pas de doute que cette mesure est une punition, un avertissement aux autres associations sportives et aux fédérations étudiantes et une démonstration de force de la part des autorités politiques. Et c'est en signe de protestation contre cette décision jugée arbitraire que l'équipe de rugby refuse d'entrer sur le terrain et de poursuivre le championnat. Valenzuela adresse alors à toutes les institutions sportives du pays le texte de la résolution prise par la Cadcoa le 11 juin 1953 dans lequel il fait part de son indignation face à la révolte des joueurs :

CONSIDÉRANT : Qu'il s'agit d'une attitude insolite, d'autant plus grave si l'on prend en compte le soutien sincère que le Gouvernement Supérieur de la Nation, inspiré par le bonheur de son peuple, prête à toutes les manifestations sportives de la République, engageant tous les sportifs de la République à faire preuve de gratitude pour son appui moral et matériel constant et sans précédents dans la vie de la nation, ce qui rend de tels comportements encore plus inqualifiables⁶⁶.

Les *rugbymen* sont exclus du Cuba et non seulement l'UAR est priée de les sanctionner mais toutes les associations sportives du pays sont sommées de refuser de les accueillir dans leurs rangs. Leur ingratitude leur vaut une punition exemplaire : l'infraction n'est pas purement sportive, mais constitue un véritable délit politique. Les joueurs ont ouvertement rejeté et critiqué une décision prise par le gouvernement. Au moins sur ce point, péronistes et antipéronistes sont d'accord : le sport n'est certainement pas neutre. Mais pour le milieu du rugby, c'est le gouvernement qui est à l'origine du dévoiement des idéaux originels du sport et qui introduit, à travers cette politisation pernicieuse, tensions et divisions dans le monde sportif.

Les conclusions de la sous-commission chargée de l'UAR reprennent ce point de vue partagé par les responsables sportifs et les joueurs : l'action des *rugbymen* est considérée, après la chute du péronisme, comme légitime. Pour eux, la demande de Valenzuela, qui exige des joueurs rebelles une marque d'allégeance au péronisme, démontre sans équivoque possible la dimension politique de toute l'affaire et donne du crédit à la version des dirigeants sportifs qui accusent le gouvernement de chercher à

relations entre milieux intellectuels et péronisme, voir Flavia Fiorucci, *Intelectuales y peronismo 1945-1955*, Buenos Aires, Biblos, 2011.

⁶⁶ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 103.719, copie de la résolution adoptée le 11 juin 1956 par la Cadcoa et adressée aux dirigeants de l'Association Argentine de Golf : « *CONSIDERANDO : Que ello importa una actitud insólita, que se agrava más aún si se tiene en cuenta el sincero apoyo que el Superior Gobierno de la Nación, inspirado en la felicidad de su pueblo presta a todas las manifestaciones deportivas, comprometiendo la gratitud de todos los deportistas de la República, por su constante apoyo moral y material sin precedentes en la vida de la Nación, lo que hace aún más incalificable tales actitudes.* »

politiser le sport et d'aller à l'encontre des principes apolitiques défendus par les clubs et les fédérations. Il est impossible de savoir si le président de la Cadcoa a réellement exigé une telle profession de foi de la part des joueurs du Cuba. Nul document n'est joint au rapport d'enquête, il faut se fier aux seuls propos rapportés par les enquêteurs de la Commission 49, qui s'appuient eux-mêmes sur la version des faits donnée par les responsables de l'UAR⁶⁷. S'il n'est pas improbable que le président de la Cadcoa ait imposé cette condition à la levée des sanctions, il faut souligner qu'elle vient fort à propos corroborer l'interprétation défendue par les sportifs du conflit opposant le Cuba et le gouvernement. Par contre, aucune allusion n'est faite aux motifs invoqués par le décret péroniste pour justifier la saisie du club. Quels sont les arguments avancés par le gouvernement pour fonder l'*intervención* ? D'après l'*Historia del Club Universitario de Buenos Aires*, ces derniers étaient vagues et évasifs, mais certains passages du document officiel sont néanmoins reproduits. L'*interventor* désigné par les pouvoirs publics a pour mission d'assumer ses fonctions « selon les normes et principes qui constituent le nouvelle orientation donnée par le gouvernement aux instituts d'enseignement secondaire⁶⁸ ». Il est notamment chargé de « structurer l'association de façon à ce que l'accès à celle-ci soit ouvert à tous les étudiants et tous les universitaires, sans que les ressources économiques soient un facteur excluant⁶⁹. » Si l'on en croit le texte du décret, ce n'est pas tant l'apolitisme du Cuba qui est visé que le caractère sélectif de ses conditions d'admission. La prise de contrôle du club a pour objectif de mettre fin à sa dimension élitiste, fondée sur des critères socioéconomiques. Elle prend place dans la politique de démocratisation de l'accès à l'université menée par le gouvernement péroniste, dont l'une des principales mesures a été la suppression des frais (jusqu'alors élevés) d'inscription⁷⁰. Évidemment, permettre aux secteurs populaires de suivre des études supérieures répondait aussi à certains calculs politiques : les péronistes espéraient modifier la composition sociale et les sensibilités politiques du milieu étudiant, l'un des fers de lance de la contestation antipéroniste. Les fédérations étudiantes, en particulier la Fédération Universitaire de Buenos Aires (Fuba), prenaient part activement à la mobilisation et aux critiques contre le

⁶⁷ Nous n'avons trouvé aucune autre référence à cette demande de Rodolfo Valenzuela, ni dans les comptes-rendus annuels de l'UAR, ni dans ceux du Cuba et de la Cadcoa.

⁶⁸ Cité dans Cuba, *Historia del Club Universitario de Buenos Aires 1918-1968*, op. cit., p. 115.

⁶⁹ *Ibid.*

⁷⁰ Sur la politique éducative et universitaire menée par le péronisme, consulter Monica E. Rein, *Politics and Education in Argentina 1946-1962*, op. cit. et Jorge Luis Bernetti et Adriana Puiggrós, *Historia de la educación en la Argentina. Tomo V. Peronismo : cultura política y educación (1945-1955)*, Buenos Aires, Galerna, 1993, « Las reformas del sistema educativo », p. 235-291.

gouvernement⁷¹. Dans le contexte de radicalisation politique que connaît la société argentine au début du second mandat de Perón, la prise en main d'une association sportive et culturelle destinée aux étudiants et aux universitaires comme le Cuba permettait d'affaiblir un organisme considéré comme un bastion de l'antipéronisme, d'en modifier le profil sociologique en facilitant l'intégration d'étudiants venus d'horizons variés et de favoriser toujours plus l'accès des jeunes à la pratique sportive.

Les motivations des dirigeants péronistes sont donc probablement plus complexes que la version simplifiée qui en est dressée par les enquêteurs de la Commission 49 : ce qui est vécu comme une attaque injuste contre une institution prestigieuse s'inscrit dans le projet général de lutte contre le conservatisme et les privilèges de certains secteurs de la société argentine. L'*intervención* dont est victime le Cuba permet également de faire tomber les masques : les réactions de solidarité à l'égard du club et de ses joueurs, comme celle de l'UAR qui refuse de les sanctionner, démontrent l'existence d'un esprit de corps, voire de « caste ». La revendication de l'apolitisme dissimule en réalité un antipéronisme plus ou moins latent que le gouvernement tolère de moins en moins en cette période de crise économique et de contestation sociale et politique croissante. Dans ce contexte, l'illusion de neutralité radicale entretenue par les fédérations sportives ne tient plus : le sport n'est pas une activité à part, hors-sol, qui peut rester à l'écart des dynamiques sociales et politiques de la société. Les péronistes font éclater au grand jour les contradictions des discours que porte le milieu sportif sur lui-même puisqu'ils forcent les dirigeants à prendre position dans ces micro-conflits qui éclatent entre clubs, fédérations et pouvoirs publics. En fin de compte, c'est bien le fait d'avoir cherché à prouver que tout est politique, y compris le sport, que leur reprochent leurs opposants et les partisans de la Révolution Libératrice qui triomphent après 1955. L'UAR est alors érigée en modèle pour avoir défendu les principes de l'« authentique » esprit sportif en résistant aux assauts du gouvernement et à sa vision faussée des choses.

Une fédération repliée sur elle-même ?

Mais la consultation des *Memorias* annuelles de la fédération de rugby vient quelque peu nuancer le portrait qui en est fait dans le rapport de la sous-commission. Les dirigeants de l'UAR ne se sont pas toujours astreints à éviter tout rapport avec les autorités

⁷¹ L'historien Félix Luna évoque dans ses mémoires l'activisme étudiant et la répression exercée par le pouvoir péroniste dont il a été lui-même victime. Voir Félix Luna, *Encuentros a lo largo de mi vida*, Buenos Aires, Sudamericana, 2011.

péronistes. Ils collaborent ainsi avec le *Consejo Nacional de Educación Física* (CNEF), dirigé par le général de division don Santos Rossi, qu'ils nomment président d'honneur de la commission de réception à l'occasion du séjour d'une délégation de *rugbymen* français, conviée par la fédération argentine. Cette dernière regrette d'ailleurs

que les tâches chaque jour plus nombreuses de l'Excellentissime Président de la Nation ne lui permettront pas de recevoir en audience la délégation française ; il s'est joint à la réception chaleureuse de celle-ci par un télégramme reçu le jour du repas d'adieux, geste dont nous le remercions⁷².

La venue d'une équipe de sportifs étrangers en tournée dans le pays est un événement qui implique certains échanges avec l'administration péroniste : l'invitation des joueurs français doit être approuvée et autorisée par le CNEF. Il est d'usage d'associer des représentants des pouvoirs publics aux différentes activités et festivités prévues pour accueillir les hôtes. Perón a très souvent reçu en personne les sportifs étrangers en visite dans le pays⁷³. Au cours de cette même année 1949, la fédération de rugby fête ses cinquante ans d'existence et organise une *cocktail-party* à laquelle assiste un représentant du président du CNEF, le capitaine Gregorio H. Negro. Sans être très étroites, les relations avec les organismes d'État chargés des questions sportives sont entretenues régulièrement. Voici comment les dirigeants les résument dans leur compte-rendu annuel en 1950 :

Le Comité de Direction a maintenu des relations très cordiales avec le Conseil de référence qui a été créé par décret pour diriger tout le sport dans le pays. Nous souhaitons faire part de notre reconnaissance à son président, le général don Natalio Faverio, et au Directeur Général des Sports, le major don E. Luchetti, pour les égards dont ils ont fait preuve envers les clubs affiliés qui ont eu à recourir à cet organisme pour différentes démarches⁷⁴.

⁷² Unión de Rugby del Río de la Plata, *Memoria y balance de la Unión de Rugby del Río de la Plata de 1949*, Buenos Aires, 1949, p. 3 : « *que las tareas cada día más numerosas del Excmo. Señor Presidente de la Nación, no le permitirán recibir en audiencia a la delegación francesa, a cuyo agasajo se adhirió, mediante telegrama recibido el día de la comida de despedida, gesto que agradecemos.* » Ce n'est qu'à partir de 1951, à la demande du CIO, que la fédération de rugby prend le nom d'Union Argentine de Rugby, qui entérine son statut d'entité dirigeante de cette discipline à l'échelle nationale.

⁷³ Voir notre chapitre IV.

⁷⁴ Unión de Rugby del Río de la Plata, *Memoria y Balance de la Unión de Rugby del Río de la Plata de 1950*, Buenos Aires, 1950, p. 11 : « *Esta Comisión Directiva ha mantenido muy cordiales relaciones con el Consejo de referencia que fuera creado para dirigir todo el deporte del país. Deseamos dejar constancia del agradecimiento que nos merece su Presidente el general don Natalio Faverio y el Director General de Deportes, Mayor don E. Luchetti por las deferencias que han tenido para los clubes afiliados que debieron recurrir a ese organismo para los trámites que correspondían.* »

La fédération gère ses activités de façon relativement autonome mais remplit son rôle d'institution sportive nationale, chargée de représenter les clubs qui lui sont rattachés auprès des pouvoirs publics. Néanmoins, elle va finir par avoir besoin du soutien matériel octroyé par le gouvernement à travers la Cadcoa au cours de l'année 1952. En effet, les finances de l'UAR se caractérisent par une certaine précarité : entre 1945 et 1952, rares sont les années à se conclure par un solde positif. La fédération peine à consolider sa situation financière en raison de l'augmentation constante de ses frais de fonctionnement et de la grande incertitude quant aux recettes générées par les matchs. Si la présence d'équipes européennes attire le public, celui-ci peut aussi bien désertier les stades lorsque les conditions météorologiques sont mauvaises. Mais au cours de la première année d'existence de l'UAR, en 1951-1952, une catastrophe se produit : le comité de direction se rend compte que le secrétaire honoraire Carlos Dose a détourné plus de 100 000 pesos des fonds de l'institution⁷⁵. Les dirigeants voient s'envoler l'espoir de pouvoir un jour acheter un terrain ou un bâtiment pour y installer le siège dont ils sont toujours dépourvus⁷⁶. Pire encore, de nombreux projets sont suspendus momentanément, notamment celui d'inviter une équipe de rugby de la fédération irlandaise. L'UAR n'a plus les moyens de payer les billets d'avion pour faire venir les joueurs. Or, le maintien de la tournée est crucial car il permettrait justement de renflouer les caisses de la fédération, la présence de *rugbymen* européens attirant en général un public plus nombreux que le seul championnat local.

Dans ces circonstances exceptionnelles, la solution est apportée par la Cadcoa, qui s'occupe des démarches nécessaires auprès de la compagnie nationale Aerolíneas Argentinas et avance l'argent pour acheter les billets. L'UAR remercie Rodolfo Valenzuela qui a permis de résoudre cet épineux problème. L'équipe irlandaise arrive le 30 juin 1952 à Buenos Aires, mais le programme de rencontres est bientôt perturbé par un autre événement imprévisible : le décès d'Eva Perón le 26 juillet 1952. Le milieu du rugby argentin rend hommage à la mémoire de la Première Dame lors d'un match opposant les joueurs locaux et ses visiteurs : une double minute de silence est observée au début de la partie et tous les participants arborent un brassard noir⁷⁷. Plusieurs matchs doivent être annulés en raison du deuil national, mais la tournée de l'équipe irlandaise a pu être maintenue. Là encore, les représentants des autorités sont sollicités par l'UAR pour se joindre aux différentes activités et réjouissances prévues pour leurs hôtes. Si Perón

⁷⁵ UAR, *Memoria y Balance de la Unión Argentina de Rugby de 1952*, Buenos Aires, 1952, p. 2-3.

⁷⁶ Les dirigeants, avant l'inauguration de la *Casa de Rugby* le 6 juillet 1956, doivent tenir leurs réunions et assemblées générales dans les locaux régulièrement prêtés par d'autres institutions dont le Club Francés. Après l'*intervención* de ce dernier, ils sont accueillis par le Club Francés.

⁷⁷ UAR, *Memoria y Balance de la Unión Argentina de Rugby de 1952*, *op. cit.*, p. 3.

n'assiste pas personnellement au premier match opposant Argentins et Irlandais, il envoie néanmoins son aide de camp, le lieutenant-colonel García Althabe pour le représenter. Les dirigeants de l'UAR semblent avoir été sensibles à ce geste : « la distinction que Monsieur le Président général Perón nous a ainsi faite a été très appréciée⁷⁸ ».

Tous ces éléments viennent démentir l'image d'une fédération qui évite à tout prix d'avoir affaire aux organismes et aux responsables politiques péronistes. Les contacts sont certes sporadiques et l'UAR ne cherche pas à profiter de la manne financière offerte aux organisations sportives par le gouvernement. Elle s'engage par exemple à rembourser à la Cadcoa les 150 000 pesos avancés par cette dernière pour les frais de transport de l'équipe irlandaise. Elle adopte dans ses comptes-rendus annuels un ton très neutre. Est-ce le signe d'une volonté de conserver des relations distantes, mais néanmoins apaisées, avec le pouvoir en place et la Cadcoa ? Ou une stratégie délibérée pour éviter qu'elles ne se dégradent au moment même où éclate le conflit entre ces derniers et le Cuba ? En tout cas, les dirigeants ne condamnent pas ouvertement la décision adoptée contre les joueurs de ce club et se contentent de « regretter l'absence de plusieurs équipes de rugby appartenant au Cuba, pour des raisons connues de tous⁷⁹ ». Contrairement à ce qui est affirmé dans le rapport de la Commission 49, c'est bien le comité de direction de l'UAR qui a procédé à la suspension des joueurs de première division qui ont refusé de se présenter sur le terrain, à la demande de la Cadcoa. On peut noter néanmoins l'embarras des dirigeants sportifs qui transparaît dans le paragraphe consacré à cette décision :

La mesure disciplinaire a concerné seize joueurs de catégorie supérieure, avec la répercussion logique que l'on pouvait attendre dans un milieu sportif comme celui du rugby, dont la tranquillité et la normalité ont toujours été proverbiales, et qui, une fois de plus, a confirmé ces dispositions, le Championnat et les différents tournois organisés par cette Union s'étant poursuivis dans le plus grand ordre⁸⁰.

Si les rédacteurs du compte-rendu annuel restent évasifs, ils laissent entendre que la sanction contre les joueurs a provoqué de vives réactions au sein du rugby argentin tant elle est inhabituelle. A-t-elle suscité des protestations ou des critiques contre la Cadcoa et

⁷⁸ *Idem*, p. 4 : « La distinción que de esta manera nos hizo el señor Presidente General Perón, fue muy apreciada. »

⁷⁹ UAR, *Memoria y Balance de la Unión Argentina de Rugby de 1953*, Buenos Aires, 1953, p. 3 : « lamentar la ausencia de distintos equipos de rugby pertenecientes al Cuba, debida a motivos por todos conocidos ».

⁸⁰ *Idem*, p. 4 : « La medida disciplinaria alcanzó a dieciséis jugadores de categoría superior, con la repercusión lógica que cabía esperar en un ambiente deportivo como el del rugby, cuya tranquilidad y normalidad han sido siempre proverbiales, y que una vez más acreditó esas condiciones, al proseguirse el Campeonato y los distintos torneos organizados por esta Unión, dentro del mayor orden. »

le gouvernement ? Ou est-ce l'attitude des joueurs qui a entraîné la réprobation générale ? Les dirigeants de l'UAR tiennent cependant à souligner que ces « répercussions » sont maintenues sous contrôle et que nul débordement ne va à nouveau venir perturber le championnat national. Ils semblent bien conscients que la situation ne peut être résolue que par la négociation et la concertation avec les autorités de la Cadcoa et que toute manifestation sur le terrain ou au sein des clubs ne ferait qu'empirer les choses :

Le Comité de Direction considère opportun de signaler que, animé par le plus vif désir de faire progresser le rugby, de le diffuser et de conserver son éclat, dans le cadre de ses normes traditionnelles, ainsi que de conserver l'harmonie entre ses adeptes, il a entamé des démarches auprès de la Cadcoa et des autorités du Cuba dans le but d'obtenir une amnistie générale pour les joueurs sanctionnés⁸¹.

En cette année 1953, il est fort probable que la crise ouverte par la prise de contrôle du Cuba et la punition des joueurs protestataires aient dégradé les relations entre l'UAR et la Cadcoa. La fédération marche sur des œufs : la *Memoria* correspondant à cet exercice tente de ménager les esprits des deux côtés. D'une part, elle indique que la Cadcoa s'intéresse réellement aux problèmes propres au rugby, puisqu'elle a consacré quelques interventions à cette discipline dans son cycle de conférences dédiées aux problématiques sportives. Elle a également décerné une médaille commémorative à l'un des plus anciens arbitres de rugby du pays à l'occasion de ses 25 ans d'activités⁸². Mais, d'autre part, la Cadcoa a refusé d'accorder son soutien économique à l'UAR pour organiser le championnat national de cette année, la fédération ayant encore les plus grandes difficultés à réunir les fonds nécessaires pour financer les déplacements des équipes provinciales vers la capitale⁸³. De plus, les tentatives de l'UAR pour faire annuler sa dette contractée auprès d'Aerolíneas Argentinas ont échoué. La fédération doit faire appel à la générosité des clubs et de ses adhérents pour honorer ses créances. Ces contrariétés sont-elles la conséquence des velléités de résistance de la part de l'UAR face aux exigences de la Cadcoa ? Cette dernière a-t-elle retiré son appui aux dirigeants du rugby pour les dissuader de prendre la défense des joueurs du Cuba ? Si les sources existantes ne permettent pas de répondre à ses questions, on observe néanmoins une dégradation des relations entre la

⁸¹ *Ibid* : « La Comisión Directiva considera oportuno señalar que inspirada en el más vivo deseo de progreso del rugby, y de su difusión y brillo dentro de sus cánones tradicionales, así como de la armonía entre sus cultores, ha iniciado gestiones ante la Confederación Argentina de Deportes y ante las autoridades del CUBA con el propósito de obtener una amnistía general para los jugadores sancionados. »

⁸² *Idem*, p. 3.

⁸³ *Idem*, p. 4.

fédération de rugby et la confédération des sports directement liée aux tensions générées par l'*intervención* du club universitaire.

C'est d'autant plus notable que l'année suivante semble au contraire marquée par un net rétablissement des rapports entre le gouvernement péroniste et l'UAR. À nouveau, la teneur du compte-rendu annuel de la fédération vient contredire les conclusions catégoriques des enquêteurs de la Commission 49. Si l'UAR n'a pas systématiquement participé à toutes les cérémonies tenues en l'honneur de Perón, elle n'en a pas été totalement absente puisque le 21 avril 1954, des membres du comité de direction et des dirigeants des clubs de rugby affiliés se sont rendus à l'hommage du sport argentin au *Primer Deportista* organisé par la Cadcoa⁸⁴. Trois jours plus tard, la Cadcoa annonçait l'amnistie générale accordée à tous les sportifs encore sous le coup de sanctions disciplinaires, ce qui a permis à l'UAR de lever les suspensions imposées à tous les *rugbymen*⁸⁵. Parallèlement, la fédération de rugby a réussi à faire venir une nouvelle fois une équipe française en Argentine. La Cadcoa a accepté cette fois-ci de prêter sa collaboration en avançant les fonds nécessaires pour payer les billets d'avion des joueurs invités. La tournée des Français est inaugurée le 29 août 1954 lors d'un match l'opposant à la sélection nationale argentine. Pour la première fois, Perón répond favorablement à l'invitation des dirigeants du rugby et assiste personnellement à la rencontre, en compagnie de Rodolfo Valenzuela et de plusieurs ministres et hauts fonctionnaires. Raoul Duval, chargé d'affaires à l'ambassade de France, est aussi présent⁸⁶. Avant le coup d'envoi du match, toutes les personnalités politiques descendent saluer les joueurs sur le terrain et procéder à un échange de cadeaux : une coupe commandée par la Cadcoa est offerte au capitaine de l'équipe de France par Valenzuela tandis que Perón reçoit, de la part de la Fédération Française de Rugby, une porcelaine de Sèvres⁸⁷.

La tournée des *rugbymen* français est un succès indiscutable : les plus hautes autorités péronistes ont non seulement prêté leur concours mais ont aussi pris la peine de venir rencontrer les hôtes de l'UAR, donnant ainsi une portée diplomatique à cet événement sportif. Sur le plan financier, la présence des joueurs français a attiré un public nombreux, ce qui a enfin permis de stabiliser la situation économique de la fédération. Les recettes ont été si importantes que les dirigeants ont pu rembourser toutes les dettes et les

⁸⁴ UAR, *Memoria y balance de la Unión Argentina de Rugby de 1954*, Buenos Aires, 1954, p. 11.

⁸⁵ Il faut signaler que cette mesure n'a pas entraîné le retour d'une équipe du Cuba au sein du championnat national. La *Memoria del CUBA de 1955-1956* nous apprend que les joueurs ont en fait intégré l'équipe de l'Atalaya Polo Club au cours de la saison 1954.

⁸⁶ Voir notre chapitre IV.

⁸⁷ UAR, *Memoria y balance de la Unión Argentina de Rugby de 1954*, *op. cit.*, p. 6.

emprunts contractés par l'institution et relancer l'idée d'acquérir un édifice pour y implanter définitivement le siège de l'UAR. Si le comité de direction laisse éclater son enthousiasme dans son compte-rendu annuel face au rétablissement inespéré de la trésorerie, le bilan de l'exercice 1954 est cependant assombri par plusieurs signes qui attestent de la présence de dissensions internes au sein du rugby argentin. Le déroulement du championnat au cours de l'année 1954 a été marqué par de nombreux désordres qui ont éclaté sur le terrain, entre les joueurs eux-mêmes, mais aussi contre les arbitres et jusque dans les tribunes, parmi le public. Le compte-rendu annuel de l'UAR ne décrit pas en détail les différents incidents qui ont émaillé la saison mais ces derniers ont été jugés particulièrement inquiétants. L'UAR a décrété la fermeture des stades de quatre clubs – YPF, Los Matreros, Asociación Deportiva Francesa et l'Atlético de Rosario – et adressé une circulaire à toutes les associations affiliées pour les rappeler à l'ordre et les enjoindre à respecter les valeurs cardinales du rugby, fondées sur les principes de loyauté et de *caballeridad*⁸⁸.

Parmi les clubs sanctionnés, Los Matreros est le plus sévèrement puni. Le club YPF n'est condamné à fermer son stade que pendant un mois en raison des comportements antisportifs d'une partie de ses supporters ; l'Atlético de Rosario jusqu'au 30 septembre 1954. Par contre, les demandes de recours du Rugby Club Los Matreros sont rejetées par l'UAR qui décrète la suspension des activités sur son terrain de sport jusqu'à la fin de la saison 1955. S'il est délicat de reconstituer avec précision les circonstances qui ont conduit les dirigeants de l'UAR à sanctionner aussi durement ce club, la confrontation des informations contenues dans la *Memoria* de 1954 et celles du rapport d'enquête de 1956 laissent penser que le milieu du rugby était traversé par des tensions internes grandissantes. Le comité de direction de la fédération s'inquiète des conflits existant entre certains clubs et c'est ce qui semble être le point de départ des difficultés avec Los Matreros. Ce club a demandé à l'UAR d'annuler le match joué le 17 juin 1954 contre le Buenos Aires Cricket y Rugby Club, en raison des nombreux incidents qui ont entaché la rencontre. L'UAR refuse et semble considérer le club comme le seul responsable des infractions commises sur le terrain, puisque son adversaire ne subit aucune mesure disciplinaire. Los Matreros informe alors l'UAR, après l'échec de leur demande d'appel, qu'il va s'adresser à la Cadcoa pour qu'elle statue sur le litige et cette décision qu'il estime injuste. Si l'on en croit la version donnée par les dirigeants de l'UAR aux enquêteurs de la Révolution Libératrice, le sort réservé au Rugby Club Los Matreros

⁸⁸ *Idem*, p. 4-5.

n'obéissait pas uniquement à des considérations d'ordre sportif mais relevait d'une volonté délibérée d'entraver la bonne marche d'un club dirigé par des partisans du péronisme⁸⁹.

Simple débordement sportif ou intrusions dans les stades des remous politiques qui divisent l'ensemble de la société argentine dans les dernières années du péronisme ? Entre 1953 et 1955, il est impossible, même pour une fédération aussi attachée à préserver son autonomie et sa discrétion, de se retrancher dans sa tour d'ivoire. Les clubs ne sont pas des entités isolées du reste du tissu social et la saisie du Cuba a très certainement nourri les préoccupations des responsables de l'UAR et attisé les débats au sein du milieu du rugby quant à l'attitude à adopter vis-à-vis du pouvoir péroniste. Si les relations entretenues avec la Cadcoa restent correctes au cours de l'année 1955 – l'UAR obtient par son intermédiaire des tarifs préférentiels sur les billets de chemin de fer pour ses délégations envoyées en province – elles sont, semble-t-il, cantonnées au strict minimum :

Dans toutes les occasions où cette Confédération a consulté ou sollicité des informations ou des statistiques de caractère sportif, ces dernières ont été satisfaites le plus efficacement possible, en s'efforçant que celles-ci, tout en étant le reflet fidèle de la vérité, rendent compte concrètement et définitivement non seulement des froides règles du jeu de rugby, mais aussi de son esprit⁹⁰.

La fédération remplit ses obligations vis-à-vis de la Cadcoa mais ce paragraphe laisse clairement entendre qu'elle ne cherche pas à en faire plus : elle se contente de répondre aux sollicitations et en profite au passage pour souligner sa distinction et les spécificités du rugby. Cette remarque qui peut paraître anodine de prime abord, est en fait lourde de significations : elle indique probablement que l'UAR, contrairement à d'autres organismes, n'a pas adopté dans ses courriers avec la Cadcoa les formules stéréotypées promues par la presse officielle et la propagande gouvernementale dont l'usage est devenu courant dans les correspondances adressées aux instances péronistes. L'UAR se démarquerait ainsi de certaines de ses homologues, beaucoup plus promptes à flatter le pouvoir en place et à quémander faveurs et subventions. Il faut dire que la Cadcoa a désavoué la fédération dans le contentieux qui l'oppose avec le club Los Matreros. Elle a

⁸⁹ Voir remarques *supra* et AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 103.711, conclusions du rapport d'enquête de la sous-commission remis le 10 février 1956.

⁹⁰ UAR, *Memoria y balance de la Unión Argentina de Rugby de 1955*, Buenos Aires, 1955, p. 5 : « *en cada oportunidad en que esa Confederación recabó opinión o solicitó informaciones o estadísticas de carácter deportivo, las mismas fueron evacuadas en la mejor forma posible y tratando de que ellas, aparte de ser el fiel reflejo de la verdad, trasuntaran concreta y definitivamente no solo las reglas frías del juego del rugby, sino también su espíritu.* »

tranché en faveur de ce dernier et accordé une seconde amnistie générale à l'ensemble du milieu sportif le 4 janvier 1955. Le club de rugby est donc autorisé à rouvrir son stade qui était censé rester fermé jusqu'à la fin de la saison de championnat⁹¹.

Finalement, si la fédération de rugby n'a quasiment pas recouru aux opportunités offertes par la politique sportive péroniste, elle ne s'est pas non plus retranchée dans un splendide isolement pendant cette période. Les enquêteurs de la Commission 49 se livrent à une opération de reconstruction lorsqu'ils en font un cas idéal et un modèle d'intégrité. L'UAR sert à démontrer aux autorités de la Révolution Libératrice et aux autres institutions sportives que la résistance au péronisme était possible. Or, la réalité se révèle moins schématique. Le profil social de l'institution et du milieu du rugby en général, un sport qui, en Argentine, reste réservé à une partie des élites et au monde universitaire, explique la méfiance initiale et le faible enthousiasme des dirigeants de l'UAR pour la « révolution justicialiste ». Mais, dans un premier temps, la fédération entretient les liens traditionnels qui unissent tout organisme sportif aux pouvoirs publics : invitations aux événements importants de personnages politiques de marque, correspondance régulière avec les services de tutelle, demandes d'aide matérielle en cas de mauvaise passe financière. L'UAR s'accommode de la présence du péronisme au pouvoir jusqu'en 1953, date à laquelle la situation bascule suite à la crise ouverte autour du Cuba. Le rapport d'enquête de 1956 retranscrit la perception des événements qu'ont eue les dirigeants du rugby lors des dernières années du péronisme. Ce sont toutes leurs craintes de perte d'autonomie et d'ingérence du pouvoir politique qui se sont matérialisées avec l'*intervención* du Cuba. Dès lors, les rapports ne peuvent plus être apaisés, la prudence est de mise et les dirigeants « entrent en résistance ». La fédération sort d'ailleurs renforcée, malgré ses déboires, de la période péroniste : son capital économique s'est accru, son nombre d'adhérents a augmenté, elle a été reconnue en tant qu'institution dirigeante nationale de sa discipline et elle est parvenue à se doter des locaux qui lui manquaient depuis de nombreuses années. La Révolution Libératrice vient mettre fin à la seule ombre au tableau et dresse son éloge pour son attitude exemplaire. Le comité de direction fait part, sobrement mais non sans un certain contentement, de l'avis définitif rendu par la sous-commission : « cette Union ne s'est jamais écartée des sains principes du sport amateur, qu'elle a toujours maintenus⁹². » La fédération de rugby reçoit l'absolution

⁹¹ *Idem*, p. 6-7.

⁹² UAR, *Memoria y balance de la Unión Argentina de Rugby de 1956*, Buenos Aires, 1956, p. 4 : « esta Unión no se apartó, en ningún momento, de los sanos principios del deporte amateur, que siempre ha mantenido. »

complète de la Commission 49, qui s'est montrée, dans son cas, bien moins tatillonne que pour d'autres.

CONTRAİNTE OU COMPLICE ? LES AMBIVALENCES DE L'ASSOCIATION ARGENTINE DE POLO

Une fédération à la situation économique alarmante

D'autres fédérations ont en effet tenté d'adopter le même discours que l'UAR et de se présenter comme des institutions en lutte contre les incursions du pouvoir péroniste dans leurs affaires internes. C'est le cas notamment de l'*Asociación Argentina de Polo* (AAP), mise en cause dès l'enquête préliminaire de la Commission 49 qui a relevé un nombre important d'infractions dans la tenue de sa comptabilité. Les investigations commencent au mois de janvier 1956 et, très rapidement, la sous-commission alerte le colonel Alejandro Ojeda, président de la Commission 49, sur la situation de l'AAP. Contrairement à l'UAR ou à d'autres fédérations plus modestes, l'AAP a reçu un prêt conséquent de la part du gouvernement péroniste puisqu'il s'élève à deux millions de pesos. Comme nous l'avons vu, cela suffit déjà à attirer l'attention des enquêteurs. Ce prêt a été accordé par la loi 13.547 pour financer l'organisation des championnats nationaux, du championnat du monde de polo et pour aménager les installations existantes du Terrain Hippique Militaire (*Campo Hípico Militar*) de Palermo qui doit accueillir ces compétitions⁹³. Ce prêt a été accepté sans respecter les conditions prévues dans les statuts de la fédération qui doit faire valider en assemblée extraordinaire tout projet qui implique une disposition de fonds supérieure à 40% du capital de l'institution. Or, ce prêt de deux millions de pesos, que l'AAP aurait à rembourser à un moment ou un autre, engageait bien plus de 40% du capital : ce dernier, au 31 janvier 1949, ne dépassait pas les 310 000 pesos⁹⁴.

Pire encore, les enquêteurs découvrent que presque tous les livres de comptes de la fédération ne sont plus tenus à jour depuis janvier 1950 et que ni le prêt, ni les investissements réalisés sur le terrain de polo n'apparaissent dans les bilans comptables !

⁹³ Voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 51.948, copie du texte de la loi 13.547. Voir également la retranscription des débats parlementaires qui ont eu lieu à l'occasion du vote de cette loi dans [BC. BP. 401] República Argentina, *Diario de sesiones de la Cámara de Diputados de la Nación*, 28 juillet 1949, Buenos Aires, p. 2045-2056.

⁹⁴ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 51.948, rapport de la sous-commission chargée de l'Asociación Argentina de Polo adressé au colonel Alejandro Ojeda, président de la Commission 49, le 26 janvier 1956.

Par conséquent, la sous-commission considère que ces derniers ne reflètent pas la situation patrimoniale réelle de l'association. Les explications apportées par les premières auditions des dirigeants ne semblent guère satisfaire les envoyés de la Commission 49. Le 3 janvier 1956, Alfredo Lalor, ancien secrétaire de l'AAP, reconnaît qu'il « savait qu'il y avait effectivement un peu de retard⁹⁵ » dans la tenue des livres de compte mais ignorait depuis quand. Interrogé sur les modalités d'acceptation du prêt du gouvernement, il explique que « selon lui, il s'agissait d'un prêt accordé séparément des finances de l'association, c'est pourquoi il ne compromettrait pas plus de 40% du capital de l'Association⁹⁶. » Il ajoute que les bilans financiers correspondent à l'état économique actuel de la fédération.

Les enquêteurs exigent des éclaircissements sur un autre point qui leur semble hautement suspect : lors de la finale du championnat du monde de polo de 1949, 5 000 entrées ont été offertes à des spectateurs. De manière générale, les prix des billets ont été baissés, entraînant un fort manque à gagner et un solde déficitaire à l'issue de la compétition. Comment expliquer un tel dysfonctionnement dans la gestion de l'événement ? D'après Lalor, c'est le Président de la République argentine lui-même qui a fait savoir à l'AAP qu'il souhaitait qu'on lui remette 10 000 places gratuites – nombre que les dirigeants ont réussi à réduire à 5 000 – « destinées à être distribuées à la population pauvre⁹⁷ ». Quant à la diminution des tarifs, elle a été décidée à la fois pour attirer un public plus nombreux que lors des premières rencontres et « à la demande du major Aloé pour qu'ils soient à la portée de toutes les bourses⁹⁸ ». L'ancien secrétaire ne sait rien par contre des conditions de perception, d'encaissement ou d'utilisation du prêt gouvernemental.

Dans l'ensemble, les dirigeants de l'AAP ne se montrent guère coopératifs et, pour certains, bien peu au courant du fonctionnement de leur propre institution. L'un des membres du conseil de direction n'hésite pas à déclarer, en réponse à une question concernant l'absence de convocation d'une assemblée extraordinaire lors de l'obtention du prêt, « qu'il ne connaît pas les statuts [de la fédération], faute des les avoir étudiés⁹⁹. » D'ailleurs, selon lui, les deux millions de pesos ne constituaient pas un prêt mais une

⁹⁵ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 51.948, procès-verbal d'audition d'Alfredo Lalor du 3 janvier 1956 : « *efectivamente sabía que estaban un poco atrasado* ».

⁹⁶ *Ibid* : « *a su juicio era un préstamo aparte de las finanzas de la asociación y que por lo tanto no comprometía más del 40% del capital de la Asociación.* »

⁹⁷ *Ibid* : « *con destino a ser distribuidos entre el pueblo pobre* ».

⁹⁸ *Ibid* : « *por indicación del mayor Aloé para ponerlo al alcance del público.* » Rappelons que le major Aloé est à cette date le secrétaire de la présidence de la Nation.

⁹⁹ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 51.948, procès-verbal d'audition de Rodolfo Taylor du 9 janvier 1956 : « *que desconoce los estatutos [de la federación] por no haberlos estudiado.* »

subvention (*subsidio*) et le gouvernement péroniste avait l'intention d'annuler toute dette qui pourrait découler de l'organisation du mondial de polo :

Pour appuyer mes dires, à mon sens, le fait que la remise de compte qui a été présentée au gouvernement conjointement par les délégués du ministère des Finances et le comptable de l'Association prouve que le gouvernement avait l'intention d'annuler toute dette susceptible de se produire et si cette reddition de compte n'a, jusqu'à ce jour, toujours pas été approuvée par les autorités de la *Contaduría de la Nación*, cela est dû purement et simplement au fait que l'AAP ne jouissait pas de la faveur des autorités destituées¹⁰⁰.

Pour une partie des dirigeants de l'AAP, il semble que tout cela ne soit qu'un malentendu : la loi fait effectivement mention d'un *préstamo*, mais dans les faits, il a toujours été convenu avec l'administration péroniste qu'il s'agissait d'une subvention déguisée et que l'AAP n'aurait jamais rien à rembourser. Le contenu des auditions laisse supposer que la fédération ne s'attendait pas à des investigations aussi scrupuleuses de la part de la Commission 49. Il était évident pour ses membres qu'on ne pouvait décemment pas les soupçonner de complicité ou de sympathie avec le régime péroniste : le polo, depuis les premiers temps de son implantation dans le pays dans le dernier tiers du XIX^e siècle, demeure une pratique élitiste, apanage des familles de grands propriétaires terriens associées aux colons d'origine britannique¹⁰¹. Coïncidence ou stratégie d'évitement, de nombreux dirigeants sont absents au moment où la sous-commission commence son enquête : le dossier conserve les nombreux télégrammes qui leur ont été adressés pour les convoquer aux auditions. Plusieurs reçus indiquent que les destinataires sont absents, en voyage à l'étranger ou en vacances¹⁰². Seule une poignée de responsables est effectivement interrogée au cours du mois de janvier. Les personnalités les plus

¹⁰⁰ *Ibid* : « *En apoyo de mi aseveración es mi entender que la rendición de cuentas que fue presentada al Gobierno por los delegados del Ministerio de Hacienda conjuntamente con el contador de la Asociación es prueba de que fué intención del gobierno de condonar cualquier deuda que se produjera y que el hecho de que hasta la fecha dicha rendición de cuentas no ha sido aprobada por las autoridades de la Contaduría de la Nación se ha debido pura y exclusivamente a que la AAP no contaba con el favor de las autoridades depuestas.* »

¹⁰¹ Sur l'histoire du polo en Argentine, se référer aux travaux fondateurs d'Eduardo Archetti, en particulier l'ouvrage suivant : Eduardo P. Archetti, *Masculinities. Football, Polo and the Tango in Argentina*, Oxford-New York, Berg, 1999. Nous nous permettons également de renvoyer à nos propres études sur le sujet : Lucie Hémeury, « Le polo argentin 1919-1939 : entre le *gaucho* et le *gentleman* sportif », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 2009/1, n°29, p. 63-70 et « Centaures, *sportsmen* et *gauchos*. Les joueurs de polo argentins de l'entre-deux-guerres dans la revue sportive *El Gráfico* », in Françoise Bosman, Patrick Clastres et Paul Dietschy (dir.), *Images de sport. De l'archive à l'histoire*, Paris, Nouveau Monde Éditions, 2010.

¹⁰² Voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 51.948, télégrammes de convocation adressés par la sous-commission aux dirigeants de l'AAP et reçus réexpédiés datés de janvier et février 1956. À la décharge des dirigeants, il faut préciser que les mois de décembre, janvier et février correspondent à l'été austral et à la période des grandes vacances en Argentine.

importantes, telles Enrique Alberdi, présenté par l'avocat Juan O'Farrell comme « la personne qui avait accès à la présidence de la République et qui servait d'intermédiaire auprès des autorités nationales¹⁰³ » n'ont pu être entendues par les enquêteurs avant la fin du mois de janvier. Et leurs déclarations sont parfois fort décevantes, à l'exemple des réponses du colonel Luis Oddone, pourtant vice-président de l'AAP en 1949, qui prétend ne pas se souvenir des raisons invoquées pour ne pas convoquer d'assemblée extraordinaire lors de l'obtention du prêt¹⁰⁴.

De même, Juan Blaquier, le trésorier en exercice en 1956 et membre du comité de direction en 1949, paraît bien peu au courant des affaires internes, malgré ses fonctions : comme Taylor, il considère que le prêt est en fait une subvention du gouvernement mais, s'étant absenté plusieurs mois durant pour aller jouer au polo en Espagne, il ne sait rien des décisions et des discussions qui ont eu lieu lors de son attribution. Le retard accumulé dans la tenue des livres de compte de l'AAP est dû, selon lui, à une « négligence, certainement involontaire¹⁰⁵ » mais ne semble pas l'inquiéter outre mesure. Concernant le déficit engendré par l'organisation du championnat, il s'avoue bien incapable de répondre aux enquêteurs et les renvoie vers ceux qui étaient forcément au courant ou à l'origine des mesures prises, soit le président ou le secrétaire de la fédération.

Enrique Alberdi, le principal protagoniste, à la tête de l'AAP en 1949-1950 et joueur brillant de cette période, est enfin auditionné le 26 janvier 1956. Il réitère les arguments précédemment avancés. La convocation d'une assemblée extraordinaire n'a pas été jugée nécessaire, « étant donné qu'accepter le prêt n'impliquait pas la mise à disposition des fonds de [l'] Association¹⁰⁶. » La décision de ne pas faire apparaître les deux millions de pesos dans les comptes a été prise par les comptables du ministère des Finances, qui ont géré directement l'utilisation des fonds. C'est aussi pour cette raison que les livres de la fédération ne sont plus à jour : les dirigeants ont attendu la validation du bilan comptable soumis aux autorités, validation qui n'a jamais été entérinée. D'après lui, le gouvernement a exigé, lors de la finale du championnat mondial de polo, jusqu'à 15 000

¹⁰³ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 51.948, procès-verbal d'audition de Juan O'Farrell du 16 janvier 1956 : « *la persona que tenía acceso a la presidencia de la República y actuaba como enlace con las autoridades nacionales* »

¹⁰⁴ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 51.948, procès-verbal d'audition du colonel Luis A. Oddone du 20 janvier 1956. Il ne savait pas non plus que la comptabilité de l'association n'était plus à jour, celle-ci n'entrant pas dans les domaines d'attribution de ses fonctions. Par contre, il se rappelle que 5 000 entrées gratuites ont été distribuées à plusieurs syndicats, à la demande expresse de la Présidence de la Nation.

¹⁰⁵ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 51.948, procès-verbal d'audition de Juan J. Blaquier du 24 janvier 1956 : « *negligencia, seguramente involuntaria* ».

¹⁰⁶ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 51.948, procès-verbal d'audition d'Enrique Alberdi du 26 janvier 1956 : « *debido a que no se proyectó en esa oportunidad la disposición de los Fondos de nuestra Asociación al aceptar el Préstamo mencionado.* »

entrées à répartir entre les syndicats, quantité ramenée à 5 000 après négociations. Les autorités péronistes portent d'ailleurs l'entière responsabilité des mauvais résultats financiers générés par cette compétition. La direction générale d'Ingénierie du ministère de l'Armée, chargée de superviser les travaux d'extension des tribunes du *Campo de Polo*, avait prévu une augmentation des capacités d'accueil bien supérieure à celle qui a été effectivement réalisée, faussant les calculs du budget prévisionnel. À cela s'est ajoutée la volonté du gouvernement de baisser le prix des places dans le but de populariser la pratique du polo et de remplir les gradins¹⁰⁷.

Ces explications sont données au moment même où les enquêteurs rédigent leur rapport sur la situation de la fédération. Dire qu'ils n'ont pas été satisfaits par les justifications avancées par les dirigeants est un euphémisme. La sous-commission estime indispensable de procéder à un examen exhaustif de toute la documentation de l'AAP, de désigner un expert-comptable chargé de reconstituer la comptabilité et de nommer immédiatement un *interventor* à sa tête pour garantir la bonne marche des investigations¹⁰⁸.

Petits arrangements entre ennemis : les tractations entre le pouvoir péroniste et le milieu poloïste

Débute alors une longue enquête qui va s'étaler sur plusieurs semaines. La Commission 49 procède à des vérifications auprès de la *Contaduría General de la Nación* et de l'Inspection Générale Judiciaire de la Nation pour retrouver la trace du fameux prêt. En effet, les affirmations d'Enrique Alberdi, d'après lesquelles il aurait reçu l'autorisation de l'Inspection Générale de ne pas faire figurer les opérations liées à cet emprunt dans le bilan comptable de la fédération, sont en contradiction totale avec la législation. Plus l'enquête avance, plus la situation de l'AAP semble trouble et les suspicions s'étendent :

Nous demandons également, en ce qui concerne la qualification « sportive » ultérieure des intervenants dans des concours, tournois, olympiades, etc...d'établir s'il est vrai que certains d'entre eux ont été autorisés par le Président de la République à introduire des marchandises

¹⁰⁷ *Ibid.*

¹⁰⁸ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 51.948, rapport de la sous-commission chargée de l'Asociación Argentina de Polo adressé au colonel Alejandro Ojeda, président de la Commission 49, le 26 janvier 1956.

en contrebande flagrante comme compensation pour les bonnes performances réalisées au cours de leurs voyages à l'étranger¹⁰⁹.

Pour ce faire, le colonel Ojeda autorise la sous-commission à élargir son champ d'action, en s'adressant aux services des douanes, aux compagnies de transport maritime et aérien et à consulter les registres de passagers et de fret. Les soupçons portent désormais également sur l'intégrité des adhérents et des sportifs dépendant de l'AAP et sur leur respect des règles de l'amateurisme. Les responsables de la Commission 49 pensent probablement avoir affaire à une vaste entreprise de détournements de fonds publics commise par les dirigeants, qui n'ont gardé aucune trace de l'utilisation des sommes allouées par le gouvernement. Les enquêteurs dressent la liste complète des membres du comité de direction de l'AAP depuis 1949, soit 37 personnes au total, toutes convoquées en audition¹¹⁰. Au vu des procès-verbaux conservés dans le volumineux dossier consacré à la fédération de polo, seule une partie d'entre elles ont obtempéré. La majorité des dirigeants interrogés suivent la même ligne de défense : soit ils ne savent rien, parce que, étant suppléants, ils n'ont pas assisté aux réunions au moment des faits ou parce que la trésorerie et l'organisation du championnat ne relevaient pas de leurs fonctions¹¹¹ ; soit ils certifient qu'il a toujours été admis que les deux millions de pesos n'étaient pas « prêtés » par le gouvernement mais « donnés » ou « avancés » à l'institution¹¹². Plusieurs reconnaissent avoir approuvé les bilans financiers de l'AAP présentés lors des assemblées générales en 1950 et 1951 sans les avoir étudiés attentivement et « en faisant confiance¹¹³ » à ceux qui les avaient établis.

¹⁰⁹ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 51.948, lettre d'Alejandro Ojeda adressée à la sous-commission d'investigation de l'AAP le 9 février 1956 : « *interesa también a los efectos de la ulterior calificación "deportiva" de los actuantes en concursos, certámenes, olimpiadas, etc... establecer si es verdad que algunos de ellos fueron autorizados por el Presidente de la República para introducir mercaderías en franco contrabando como compensación por la feliz actuación cumplida en el desempeño de sus viajes en el extranjero.* »

¹¹⁰ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 51.948, liste des membres du comité de direction de l'AAP depuis 1949 incluant les dates d'audition prévues pour chacun.

¹¹¹ Voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 51.948, procès-verbaux d'audition de Juan Carlos Alberdi et Eduardo Rojas Lanusse du 2 février 1956 et d'Heriberto Duggan du 8 février 1956.

¹¹² AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 51.948, procès-verbal d'audition du lieutenant-colonel Francisco R. Carrere. Voir aussi le procès-verbal de Samuel Casares, auditionné le 10 février 1956 : bien qu'il ait été à la tête de l'AAP au moment de l'attribution du prêt, il se contente d'affirmer succinctement qu'il s'agissait d'une « loi spéciale » (*ley especial*) et regrette que la situation n'ait pas été clarifiée avec les autorités péronistes, « faute d'avoir jamais pu parvenir jusqu'à elles » (« *por no haber jamás podido llegar a ellas* »).

¹¹³ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 51.948, procès-verbal d'audition de Roberto Debuchy du 6 février 1956 : « *haciendo fe* ». Voir également les comptes-rendus d'audition d'Audilio Bonadeo Ayrolo du 9 février 1956 et d'Eduardo Rojas Lanusse du 2 février 1956 qui ont signé et validé les bilans financiers tels qu'on les leur a présentés.

Parmi les quelques témoignages plus précis ou discordants, citons celui de Wyndham Lacey, membre suppléant du comité de direction de la fédération en 1949 et 1950. Il admet son ignorance du règlement interne de l'AAP mais ne doute pas que certains dirigeants savaient pertinemment qu'il fallait convoquer une assemblée extraordinaire. Si cette condition n'a pas été remplie, c'est parce qu'on « devait agir très rapidement, étant donné que l'idée de ce championnat avait été émise par le gouvernement national, que l'on s'efforçait de satisfaire à cette époque¹¹⁴. » Néanmoins, il reconnaît que la situation financière de la fédération n'est pas claire et que les bilans financiers sont loin de correspondre à la réalité. D'autres dirigeants, tel Alfredo Zemborain, étaient conscients du problème posé par le caractère approximatif des comptes et sont intervenus lors des assemblées pour demander des éclaircissements. Mais, résigné, ce dernier constate qu'« il n'y avait pas d'autre choix à faire que d'approuver le bilan financier et attendre qu'une occasion nouvelle se présente et permette de renégocier le prêt¹¹⁵ ». Zemborain part du principe que le prêt et ses conditions ont été imposés tels quels à l'AAP et se refuse à croire qu'il ait pu en être autrement. D'après Juan O'Farrell, Perón a demandé à la fédération « qu'elle organise le championnat pour le compte du gouvernement¹¹⁶ » en « promettant qu'elle ne subirait aucune perte¹¹⁷ ». Cette demande a été formulée lors d'une rencontre entre le chef de l'État et plusieurs membres de l'AAP qui a eu lieu en mars ou en avril 1949, « car à cette date, se déroulait un championnat mondial aux États-Unis, et il ne fait aucun doute que Perón voulait en créer un plus important en Argentine¹¹⁸. » Les dirigeants ont reçu de la part de fonctionnaires de la Présidence et du ministère des Finances l'assurance que les termes utilisés dans le texte de loi n'avaient été choisis que pour respecter les formes légales (*necesidad legislativa*), mais que toutes les dépenses induites par la mise en place du championnat seraient couvertes par le gouvernement¹¹⁹.

¹¹⁴ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 51.948, procès-verbal d'audition de Wyndham Lacey du 3 février 1956 : « *había que actuar muy apresuradamente ya que entiende que la idea de este Campeonato venía por sugerencia del Gobierno de la Nación que en ese tiempo se trataba de complacer.* » Wyndham Lacey, joueur en activité dans les années 1940-1950, est le neveu du célèbre Luis Lacey, l'un des premiers joueurs de polo en Argentine à obtenir le handicap de 10 buts, soit le plus haut niveau atteignable dans ce sport.

¹¹⁵ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 51.948, procès-verbal d'audition d'Alfredo Zemborain du 15 mars 1956 : « *no quedaba otro camino para seguir que aprobar el Balance y esperar alguna circunstancia nueva que se presentara y permitiera llegar a la cancelación del préstamo.* »

¹¹⁶ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 51.948, procès-verbal d'audition de Juan O'Farrell du 9 février 1956 : « *organizase el Campeonato por cuenta del Gobierno.* »

¹¹⁷ *Ibid* : « *prometiendo que la Asociación no sufriría ninguna pérdida.* »

¹¹⁸ *Ibid* : « *pués en dicha fecha se jugaba un campeonato mundial en EE.UU. y no hay duda de que Perón quería hacer uno más importante en la República Argentina.* »

¹¹⁹ *Ibid*.

Les membres du comité de direction de l'AAP entrevus par la sous-commission ne s'écartent pas de l'argumentaire avancé dès janvier, au tout début de l'enquête. Argumentaire qui avait pourtant été jugé largement insuffisant par les premiers envoyés de la Commission 49. Contre toute attente, les dirigeants de l'AAP vont trouver une alliée de choix en la personne d'Ofelia Fernández Darío, l'experte-comptable mandatée pour examiner leur trésorerie. Celle-ci rend, le 13 mars 1956, un rapport qui leur est très clairement favorable. Elle considère qu'il n'y a pas eu d'irrégularités commises et certifie de la bonne foi des membres de l'AAP. Dans le résumé de ses conclusions, elle déclare même

considér[er] comme de son devoir professionnel, de porter à votre connaissance que la prise de contrôle de l'Association Argentine de Polo n'a pas lieu d'être, étant donné qu'il n'apparaît, ni dans les écritures consignées dans les livres, ni dans les faits accomplis, aucune soumission au gouvernement renversé de la part de l'institution qui ait signifié une compromission de l'intégrité morale de celle-ci¹²⁰.

La comptable joint un mémoire dans lequel elle développe les différents éléments qui justifient son verdict final : elle s'appuie sur une interprétation plus souple de la loi d'attribution du prêt que celle de ses collègues de la sous-commission :

Dans le cas présent, nous nous trouvons face à une loi qui, bien qu'elle parle de « prêt » (« *préstamo* »), traite aussi des facultés exclusives du Gouvernement pour que ce « mot de prêt » soit transformé, pour le détenteur transitoire, en une simple avance sur dépenses à effectuer¹²¹

Elle souligne que l'AAP a été chargée de financer des travaux d'aménagement dans des bâtiments et sur un terrain qui n'ont jamais appartenu à la fédération, mais qui « [sont] propriété exclusive de l'État¹²². » Elle en déduit que

¹²⁰ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 51.948, résumé des conclusions de l'experte-comptable Ofelia Fernández Darío adressé à Alejandro Ojeda le 14 mars 1956 : « *consider[ar] como deber de profesional, llevar a su conocimiento que la intervención a la Asociación Argentina de Polo no corresponde, ya que no surge ni de las anotaciones registradas en libros, ni de hechos realizados, ningún sometimiento al gobierno depuesto por parte de la Institución que significara comprometer la integridad moral de la misma.* »

¹²¹ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 51.948, mémoire de l'experte-comptable Ofelia Fernández Darío adressé à Alejandro Ojeda le 14 mars 1956 : « *En el caso ocurrente nos hemos encontrado con una ley que si bien habla de "préstamo", dice también de facultades exclusivas del Gobierno para que esa "palabra préstamo" se le transforme, a la tenedora transitoria, como un simple adelanto de gastos a realizar* ».

¹²² *Ibid* : « [son] de exclusiva propiedad del Estado. »

cela nous autorise à supposer que l'argent accordé par la loi ne pouvait, à aucun moment, avoir le caractère de « prêt » comme on veut le lui donner ; ces fonds étant investis dans des biens patrimoniaux sur des terrains n'appartenant pas à l'institution et dont l'usage peut lui être retiré à tout moment, il est absurde de penser que quiconque ou quelque société que ce soit accepterait de tels investissements, puisqu'ils ne lui seraient d'aucun intérêt¹²³.

Il ne faut donc pas se fonder sur le texte de la loi mais sur son « esprit » pour comprendre les particularités de l'accord conclu entre l'AAP et le gouvernement péroniste. Dans un second temps, elle considère que le « prêt » servait également à couvrir les dépenses occasionnées notamment par l'organisation du championnat du monde de polo en 1949, car les recettes engrangées par ce dernier ne suffiraient pas à compenser les frais déboursés par la fédération, qui dépassaient largement ses capacités financières. En effet, d'après ses calculs, la vente de places lors de la compétition a rapporté la somme de 982 965 pesos à l'AAP, alors que celle-ci a déboursé plus d'1 600 000 pesos pour les préparatifs. C'est pourquoi, selon l'experte dépêchée par la Commission 49,

l'Asociación Argentina de Polo, en enregistrant les opérations comptables dans ses livres en procédant comme s'il s'agissait d'un compte courant et seulement à hauteur de la somme de 1 400 000 pesos – soit le montant versé directement par le Trésor Public (*Tesorería General de la Nación*), via l'ordre de paiement n° 300 et qui a bien été comptabilisé – n'a commis aucune dissimulation, ni de son actif (constructions), ni de son passif (argent reçu)¹²⁴.

La gestion exercée par l'AAP de l'argent public confié par l'État reçoit l'approbation de la comptable, qui précise d'ailleurs que l'intégralité de la somme n'a pas été versée par le Trésor Public. Son analyse vient corroborer les explications complémentaires apportées par la fédération dans une note confidentielle adressée début mars 1956 à la Commission 49. Probablement de plus en plus conscients que la sous-commission ne va pas accepter leur version des faits sans sourciller, les dirigeants

¹²³ *Ibid* : « Ello nos permite presumir, que el dinero acordado por la ley en ningún momento podría tener el carácter de "préstamo" como se le quiere dar ; ya que invertir fondos en bienes patrimoniales en terrenos que no son de la Institución y que en cualquier momento se puede no permitirle el uso de esas instalaciones, absurdo es pensar que, alguna persona o sociedad aceptaría tales inversiones, ya que no le redituan ningún interés. »

¹²⁴ *Ibid* : « la Asociación Argentina de Polo al registrar las operaciones contables en sus libros, procediendo como si fuera una cuenta corriente y tan sólo con relación a la suma de \$1.400.000 – que es el importe que recibió por o/de pago 300, directamente de la Tesorería General de la Nación, ha sido bien contabilizado –no existe ocultamiento – ni de Activo (construcciones) ni tampoco de Pasivo (dinero recibido). »

reviennent de manière plus détaillée sur les circonstances particulières d'obtention du prêt. Mais surtout, ils cherchent plus vivement à se défendre des accusations portées contre eux par les enquêteurs. Ils s'efforcent de démontrer qu'ils ont été contraints d'accepter les conditions anormales d'attribution du prêt imposées par les responsables politiques en place. Ils citent à plusieurs reprises des extraits du *libro de actas* de la fédération, dans lequel sont consignés tous les comptes-rendus détaillés des réunions et des assemblées, pour en expliciter les non-dits et donner ainsi le véritable déroulement des faits.

Des dirigeants sportifs menacés ?

D'après eux, tout commence en décembre 1948, lorsque Juan D. Nelson, alors président de l'AAP, et Enrique Alberdi ont une entrevue avec le secrétaire administratif de la présidence, le major Aloé. Le but de cette rencontre était de discuter de l'agrandissement des tribunes de l'un des terrains de Palermo, en prévision de la venue d'équipes étrangères invitées à disputer le championnat national ou mondial. C'est du moins dans ces termes que l'entretien est rapporté dans la documentation de l'AAP, mais les auteurs de la lettre indiquent qu'en réalité, la réunion a eu lieu « exclusivement à la demande du secrétaire administratif de la Présidence¹²⁵ ». C'est Aloé qui a convoqué les responsables de la fédération et non ces derniers qui ont pris l'initiative d'obtenir une audience. À l'issue de l'entrevue, Nelson annonce à ses collègues du comité de direction que « ses démarches ne rencontreront aucun succès¹²⁶ » et, parce qu'il « ne souhaite pas porter préjudice à l'Association¹²⁷ », il décide de renoncer à sa charge de président de l'AAP. Malgré les protestations des autres dirigeants, sa démission est finalement acceptée et c'est Enrique Padilla, le vice-président, qui assure l'intérim. Là encore, le compte-rendu officiel est incomplet car il omet de préciser que

la démission de M. Nelson était due au fait que, ayant été convoqué par le *Control de Estado*, on lui a présenté la copie photographique d'une lettre (décachetée à son insu par le dit organisme) adressée à l'étranger et dans laquelle M. Nelson affirmait, entre autres choses, que les tournois de polo que souhaitait organiser le Gouvernement ne constitueraient pas

¹²⁵ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 51.948, lettre de l'AAP sans auteur identifié jointe en annexe, datée du 9 mars 1956 : « *exclusivamente por indicación del Secretario Administrativo de la Presidencia* ».

¹²⁶ *Ibid* : « *sus gestiones no tendrían ningún éxito* ».

¹²⁷ *Ibid* : « *no quería que la Asociación se perjudicara por su culpa* ».

le véritable Championnat du Monde, étant donné que son seul intérêt consistait à servir la propagande du régime¹²⁸...

C'est donc parce que Juan D. Nelson a osé critiquer le pouvoir en place qu'il a été forcé de quitter la tête de la fédération pour « éviter qu'elle ne soit saisie et dissoute¹²⁹ » par le gouvernement. Ce premier danger écarté, les négociations avec les autorités se poursuivent. C'est le nouveau président de l'AAP en exercice, le colonel Luis A. Oddone qui rencontre Perón, accompagné d'autres dirigeants et de l'un des meilleurs joueurs de la période, Carlos Menditeguy – dont la présence a été réclamée par Perón lui-même. Les discussions portent sur le futur championnat du monde, qui tient particulièrement à cœur au chef de l'État car il y voit une occasion unique pour donner aux délégations étrangères « une impression achevée de l'importance d[u] pays¹³⁰ ». La subvention est accordée dans ce contexte à l'AAP à qui est confiée la tâche de préparer cette compétition internationale de polo. L'enjeu est de taille, puisque c'est la toute première fois qu'un championnat du monde est organisé dans cette discipline¹³¹. Il est très probable que l'idée ait été lancée par le gouvernement péroniste qui cherche alors à redorer son image à l'extérieur et multiplie les projets ambitieux dans le domaine du sport¹³². Le championnat national de polo en Argentine suit le modèle des tournois « *open* » anglais : la compétition est ouverte à tous, tous niveaux et toutes nationalités confondues. La réputation du niveau de jeu du polo argentin, établie depuis les années 1920-1930, attire des équipes venues d'Europe et des États-Unis¹³³. Le succès de l'*Abierto* de polo a pu inciter le régime péroniste à profiter de la présence de joueurs étrangers pour créer le premier championnat du monde dans cette discipline.

¹²⁸ *Ibid* : « la renuncia del Sr. Nelson obedeció al hecho de que habiendo sido llamado por Control del Estado, se le exhibió la Copia Fotográfica de una carta (violada por dicho organismo) dirigida al exterior y donde el Sr Nelson manifestaba, entre otras cosas, que los torneos de Polo que deseaba organizar el Gobierno no resultarían el verdadero Campeonato del Mundo, ya que todo el interés radicaba en hacer propaganda para el régimen... »

¹²⁹ *Ibid* : « evitar la intervención y la disolución ». En 1950, l'un des députés de l'opposition, Raúl Uranga, avait alerté ses confrères lors d'un débat parlementaire sur les menaces et les contraintes dont les dirigeants de l'AAP avaient été victimes. Voir l'intervention du député radical Raúl Uranga dans [BC. BP. 401] República Argentina, *Diario de sesiones de la Cámara de Diputados de la Nación*, 19 juillet 1950, Buenos Aires, p. 1111.

¹³⁰ *Ibid* : « una impresión acabada de la importancia d[el] país ». Ces propos de Perón sont rapportés par Luis A. Oddone.

¹³¹ Il n'est d'ailleurs pas officiellement reconnu par la Fédération Internationale de Polo, institution internationale apparue seulement en 1982.

¹³² Voir le chapitre IV. L'organisation de cette compétition est d'ailleurs très critiquée par les députés de l'opposition, lors du vote de la loi 13.547. Les représentants radicaux, Ricardo Balbín et Raúl Uranga, estiment que ce championnat de polo sert au gouvernement péroniste à faire de la propagande politique, à la seule gloire de Perón et d'Evita. Consulter [BC. BP. 401] República Argentina, *Diario de sesiones de la Cámara de Diputados de la Nación*, 28 juillet 1949, Buenos Aires, p. 2050-2051.

¹³³ Voir Eduardo Archetti, *Masculinities*, *op. cit.* et, du même auteur, *El potrero, la pista y el ring. Las patrias del deporte argentino*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2001.

Les auteurs de la lettre de mars 1956 laissent entendre, en tout cas, qu'ils n'ont pas été à l'origine de cette proposition. Leur principale préoccupation consistait à préserver la fédération et son patrimoine « obtenu grâce à tant d'abnégation et d'effort¹³⁴ » tout au long de ses 27 ans d'existence. Ils rappellent qu'ils ont dû entreprendre des travaux importants dans des installations qui ne leur appartenaient pas et dépenser des sommes bien plus élevées que lors des saisons précédentes, « sans aucun bénéfice réel¹³⁵ ». Ils ont fait part de leurs inquiétudes aux autorités et ont été rassurés par le major Aloé qui leur a garanti qu'ils ne prenaient aucun risque puisque « l'article 3 de la Loi 13.547 autorisait le Pouvoir Exécutif à financer en temps voulu les différents frais¹³⁶ ». Toutes les rentrées et les dépenses liées au championnat de 1949 seraient directement assurées et contrôlées par l'administration fiscale. Les dirigeants de l'AAP font valoir ici qu'ils ont agi de façon responsable et qu'ils étaient bien conscients des nombreux problèmes soulevés par cet emprunt et la mise en œuvre du mondial, qui mettaient en péril leur institution. Par ailleurs, ils signalent que

les tribunes ont été construites avec une capacité inférieure à celle qui était projetée ce qui a empêché d'accroître les recettes de la billetterie ; ont joué aussi un rôle décisif les milliers de places distribuées GRACIEUSEMENT par le Pouvoir Exécutif, ce qui démontre catégoriquement que l'État était responsable du résultat financier, quel qu'il soit, généré par le championnat¹³⁷.

Pour finir, ils font valoir les mesures qu'ils sont parvenus à empêcher, preuve s'il en est de leur capacité à s'opposer au pouvoir péroniste et de leur attachement à leur sport et à ses valeurs :

Des améliorations notables ont été réalisées dans l'enceinte de Palermo et il a été évité que se concrétise le projet de construire sur son emplacement un quartier de « maisons économiques », en sacrifiant les « meilleurs terrains de polo du monde », malgré l'existence d'autres sites à proximité adaptés à ce projet. Il a aussi été évité que le terrain n°2 ne soit cédé à une entité sportive qui avait fait de ses activités une cause

¹³⁴ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 51.948, lettre de l'AAP sans auteur identifié jointe en annexe, datée du 9 mars 1956 : « *obtenido con tanta dedicación y trabajo* ».

¹³⁵ *Ibid* : « *sin ningún beneficio real* ».

¹³⁶ *Ibid* : « *el Art. 3° de la Ley 13.547 ya facultaba el P.E. para financiar gastos.* » (Abréviations dans le texte original)

¹³⁷ *Ibid* : « *las tribunas construidas fueron de menor capacidad que lo proyectado lo que conspiró contra una mayor recaudación en la venta de entradas, siendo también decisivo los miles de entradas SIN CARGO distribuidas por el P. Ejecutivo, lo que prueba definitivamente que se hallaba a cargo del Estado cualquier resultado financiero que arrojara la temporada.* » (Les majuscules et le soulignage sont dans l'original.)

notoirement politique, en réalisant des tournois en hommage aux autorités du régime renversé¹³⁸.

Une facilité à laquelle les dirigeants de l'AAP, eux, ne se sont pas pliés : ils ont refusé d'adhérer aux cérémonies organisées « quotidiennement¹³⁹ » en l'honneur de Perón, y compris lors de l'installation de bustes du couple présidentiel sur leur terrain de jeu, décidée par le ministère de l'Armée détenteur du lieu, et ce, bien qu'ils y aient été invités par la Cadcoa. Pour toutes ses raisons, ils considèrent que

les agissements du comité de direction de l'Association se sont limités à sauver le prestige et l'intégrité de l'Institution, en évitant qu'elle ne passe sous le contrôle du gouvernement destitué, ce à quoi elle est indubitablement parvenue, mais non sans certains sacrifices¹⁴⁰.

L'argumentaire des dirigeants de l'AAP ne s'écarte guère de la ligne de défense employée par d'autres acteurs, sportifs et fédérations, mis en cause par la Commission 49. Il s'inscrit dans la logique soutenue par les autorités militaires qui conçoivent le péronisme comme un régime autoritaire et coercitif. Le milieu du polo n'a d'ailleurs pas contribué financièrement aux différentes initiatives et organismes péronistes, comme la FEP ou le projet de monument à Eva Perón. La fédération ne pouvait faire abstraction des autorités puisque tous ses équipements dépendaient directement du ministère de l'Armée et de la Direction Générale Vétérinaire et de Remonte (*Dirección General de Remonta y Veterinaria*), propriétaire du terrain où se trouvait le terrain de polo. Les dirigeants étaient bien obligés d'être en contact et de dialoguer avec les responsables politiques et savaient combien il était facile pour ces derniers de les expulser de leurs installations.

Pourtant, à l'issue de ces investigations approfondies, la sous-commission remet de nouveau à la Commission 49 un rapport très sévère sur l'AAP. Après un rappel synthétique des irrégularités repérées, le président de la sous-commission d'enquête, auteur du compte-rendu, laisse le soin à son administration de tutelle d'examiner en détail la centaine de pages qui composent le dossier consacré à l'AAP et d'établir si des délits

¹³⁸ *Ibid* : « se efectuaron notorias mejoras en el Campo de Palermo y se evitó que se llevara a efecto el proyecto de construir en su superficie un barrio de "casas económicas", sacrificando las "mejores canchas del mundo", no obstante la proximidad de otros lugares adecuados para ello. También se evitó que la cancha n°2 fuera cedida a una entidad deportiva que había hecho de sus actividades una causa notoriamente políticas, realizando torneos de homenajes a las autoridades del régimen depuesto. »

¹³⁹ *Ibid* : « a diario ».

¹⁴⁰ *Ibid* : « Por todo ello, suponemos que la actuación del C.D. de la Asociación se limitó a salvar el prestigio y la integridad de la Institución, evitando ser intervenida por el gobierno depuesto, lo que indudablemente logró, pese a no ciertos sacrificios. »

ont été commis et s'il convient d'engager des poursuites judiciaires. Il se contente de développer et d'éclaircir certains points qui lui semblent de première importance.

Dans les pages qui suivent, il démonte implacablement les arguments soulevés par les responsables de l'AAP. De manière générale, ces derniers n'ont pas du tout réussi à convaincre les membres de la sous-commission, qui sont d'ailleurs en désaccord complet avec l'experte-comptable qui leur a été adjointe. Pour les enquêteurs, le contenu du texte de loi n'autorise aucune interprétation : il y est fait mention d'un prêt et non d'une subvention. Si le péronisme a prouvé qu'il pouvait aussi bien accorder l'un que l'autre à des associations sportives, les deux termes n'étaient jamais synonymes dans les textes législatifs. Les dirigeants ont manqué à leurs devoirs en présentant des bilans financiers totalement faussés. La sous-commission s'appuie sur le témoignage de Julio César Pons, le fonctionnaire détaché par l'administration fiscale péroniste auprès de l'AAP pour contrôler toutes les opérations et les mouvements de fonds liés au prêt. Il informe son auditoire qu'il savait que les livres de compte n'étaient plus tenus régulièrement et avait recommandé aux gestionnaires de les mettre en ordre. De 1949 à 1955, il a néanmoins certifié conformes les bilans financiers établis par la fédération, sans exception. Mais lorsqu'il lui est demandé si ces bilans reflètent véritablement la situation économique de l'AAP, ses propos se font plus confus :

Il répondit que les circonstances dans lesquelles il doit répondre à ces questions ont, heureusement, fondamentalement changé depuis le moment où se sont déroulés les tournois jusqu'à maintenant. Il ne fait aucun doute que ces bilans refléteraient la véritable situation patrimoniale de l'Association dans l'hypothèse où les pertes produites par les tournois seraient appliquées à l'amortissement du prêt¹⁴¹.

Mais il termine en indiquant que c'est justement cette consigne-là qu'il a reçue du major Aloé et du ministre des Finances lui-même. Le président de la sous-commission retient de cet entretien que l'expert-comptable « admet tacitement¹⁴² » que les bilans financiers de l'AAP sont inexacts et qu'il a procédé « de façon irrégulière¹⁴³ » sur ordre des responsables politiques. Mais, à ses yeux, cela ne semble excuser en rien les dirigeants

¹⁴¹ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 51.948, procès-verbal d'audition de Juan Carlos Pons du 27 janvier 1956 : « *contestó que las circunstancias en que debe responder a estas preguntas han variado afortunadamente en forma fundamental desde el momento en que se desarrollaron los torneos hasta la fecha. Indudablemente estos Balances reflejarían la verdadera situación patrimonial de la Asociación en la hipótesis de que los quebrantos provenientes de los torneos se aplicaran a la amortización del préstamo.* »

¹⁴² AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 51.948, rapport final de la sous-commission adressé à la Commission 49, fin mars 1956 : « *lo admite tácitamente* ».

¹⁴³ *Ibid* : « *en esa forma irregular* ».

sportifs. Il rejette d'ailleurs la thèse défendue par la comptable Ofelía Fernández Darío dans son rapport. Il exprime en conclusion un jugement très sévère à l'égard des membres du comité de direction de l'AAP qu'il estime directement responsables de la situation économique déplorable de la fédération : non seulement celle-ci a intégralement perdu son capital mais elle doit au trésor public près de trois millions de pesos. Aussi suggère-t-il deux possibilités pour résoudre cette crise grave :

- 1°) Que soit décrétée la prise de contrôle [*intervención*] immédiate de l'Institution pour que l'*interventor* fasse les démarches nécessaires auprès des pouvoirs publics pour annuler la dette [...]
- 2°) Que soit étudiée la possibilité que les dirigeants responsables de la situation, dès lors qu'ils ont outrepassé leur mandat, répondent personnellement de leurs actes et remboursent le déficit existant¹⁴⁴

La priorité du rapporteur est de protéger l'AAP « qui, en tant que telle, n'est pas responsable des erreurs de ses dirigeants¹⁴⁵ ». La fédération, criblée de dettes, est à la merci de ses créanciers et pourrait très facilement perdre le peu qu'il lui reste si l'un d'entre eux décidait d'entamer des procédures de recouvrement. Les enquêteurs séparent nettement l'institution dans son ensemble, et ce qu'elle représente dans l'histoire du sport argentin, des dirigeants, un groupe d'individus qui sont entièrement, et légalement, responsables de la mauvaise gestion de l'association qui leur a été confiée. Les assertions des membres du comité de direction sont mises en doute systématiquement par la sous-commission. Pour montrer le peu de crédibilité à accorder à leur version des faits, la sous-commission cite dans son rapport des extraits des comptes-rendus de réunion et joint divers documents au dossier, qui contredisent l'image d'opposants réfractaires au régime péroniste qu'Enrique Alberdi et ses pairs ont tenté de forger. Contrairement aux affirmations contenues dans la lettre du 9 mars 1956, le comité de direction de l'AAP a offert plusieurs témoignages de gratitude aux autorités en place. S'ils n'ont pas participé à toutes les cérémonies d'hommage organisées en l'honneur de Perón, ses membres, reçus à la *Casa Rosada*, ont remis au président de la République un plateau d'argent « en remerciement pour le soutien irremplaçable prêté lors du championnat international de

¹⁴⁴ *Ibid* : « 1°) *Que se decrete la intervención inmediata de la Institución para que el interventor gestione ante los poderes públicos la condonación de la deuda [...]* 2°) *Que se estudia la posibilidad que los dirigentes responsables de la situación, en cuanto excedieron su mandato, respondan personalmente y cubran el déficit existente.* »

¹⁴⁵ *Ibid* : « *la institución, que como tal no es responsable de los yerros de sus dirigentes* ».

l'an passé¹⁴⁶ ». Perón, au cours de la conversation, leur a fait part des « directives du gouvernement en matière sportive, qui seront régies au niveau international par l'entité reconnue par ce dernier et par l'intermédiaire de la Confédération Argentine des Sports¹⁴⁷. » On perçoit ici tout l'enjeu des relations entre fédérations sportives et gouvernement : il est crucial pour l'AAP de conserver son statut d'institution dirigeante et représentante du polo à l'étranger, un statut qui doit bénéficier de l'approbation étatique, qui a fait du sport une composante majeure de sa politique diplomatique internationale.

Le rapport de la sous-commission dénonce le double discours des autorités de l'AAP, révélé par le numéro d'août 1953 de la revue *El Caballo*. Alors que les dirigeants sportifs affirment qu'ils n'ont pas participé à l'inauguration des bustes présidentiels sur le terrain de polo, cette publication officielle de la Direction Générale Vétérinaire et de Remonte reproduit les propos prononcés par le président de la fédération lors de cette cérémonie¹⁴⁸. Il y fait l'éloge du chef de l'État et rend hommage à Eva Perón, décédée depuis un an. Voilà qui n'incite guère à accorder du crédit aux affirmations des responsables de l'AAP et tend à démontrer leur duplicité. Néanmoins, il est surprenant de constater que les enquêteurs n'interrogent pas la fiabilité des articles publiés dans *El Caballo*, périodique dépendant entièrement du ministère de l'Armée et très probablement soumis aux impératifs de la propagande péroniste. Malgré cela, l'exemplaire du magazine et les extraits des comptes-rendus des réunions sont présentés comme des preuves de la collaboration étroite existant entre la direction de l'AAP et les autorités en place. C'est pourquoi la sous-commission se refuse à prêter foi aux déclarations des dirigeants sportifs et s'en tient strictement au contenu des documents légaux. Or, rien dans la réglementation ni dans les dispositions prises par l'administration ne vient confirmer les dires des personnes auditionnées. S'il y a eu des accords avec certains membres du gouvernement péroniste, ils sont restés uniquement verbaux et n'ont jamais été formalisés. Aucune modification n'a été apportée à la loi initiale 13.547 qui indiquerait que l'Exécutif prendrait à sa charge les déficits engendrés par le tournoi international de 1949. D'un

¹⁴⁶ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 51.948, extrait du *Libro de Actas de la AAP* n°4, session n°616, folio n° 218 du 28 juillet 1950, reproduit dans le rapport final de la sous-commission adressé à la Commission 49, fin mars 1956 : « *en agradecimiento por el amplio e insustituible apoyo prestado para la realización de la Temporada Internacional del año pasado* ».

¹⁴⁷ *Ibid* : « *las directivas del Gobierno en cuanto a la faz deportiva, las que serian regidas en su carácter internacional por la Entidad reconocida por el mismo y por intermedio de la Confederación Argentina de Deportes.* »

¹⁴⁸ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 51.948, exemplaire d'*El Caballo*, n°115, août 1953, p. 6 joint au dossier de l'AAP. Comme l'indique son sous-titre, le magazine est consacré aux sports équestres (polo, équitation, turf, *pato*) mais traite aussi de l'élevage et des soins des chevaux.

point de vue légal, ils sont à imputer au budget et aux bilans financiers de la fédération de polo.

La Commission 49 rend son verdict le 14 avril 1956. Elle suit la position intransigeante de la sous-commission et décrète que la prochaine assemblée électorale de l'AAP doit être repoussée au vu de la situation financière « désastreuse¹⁴⁹ » et de la falsification des comptes. Mais surtout, elle estime que

les responsables actuels de l'institution, en raison de leur négligence évidente dans l'accomplissement de leurs fonctions, [...] ne sont pas qualifiés pour conserver la conduite de l'entité¹⁵⁰

Coupables d'« inconduite grave et répétée », les dirigeants de l'AAP n'ont pas respecté les normes légales et statutaires. Leur attitude « entach[e] de nullité tous les actes réalisés en violation des normes en vigueur¹⁵¹ » et doit être sanctionnée parce qu'elle implique « un manquement réitéré aux dispositions expresses d'ordre public dont il est indispensable d'assurer le respect par tous les moyens possibles¹⁵². » Les autorités de la fédération sont donc déclarées caduques et doivent être remplacées immédiatement, en attendant que de nouvelles élections internes puissent être organisées. Cet avis est transmis à la Commission Nationale d'Investigations (CNI), dirigée par le contre-amiral Leonardo Mac Lean, qui décide d'inscrire Enrique Alberdi sur la liste des personnes proscrites par la Révolution Libératrice. Contrairement à leurs homologues de la fédération de rugby, les dirigeants du polo n'ont pas réussi à persuader les autorités militaires de leur bonne foi. La somme octroyée par le gouvernement péroniste est trop considérable et les arrangements, toujours informels et alambiqués, trop obscurs pour qu'ils soient crédibles et que les enquêteurs passent outre. Le comportement des poloïstes au cours de l'enquête n'a pas joué non plus en leur faveur. Évasifs, voire fuyants, ils sont trop nombreux à avouer leur méconnaissance des statuts de l'institution qu'ils sont pourtant chargés de diriger ou à ignorer totalement certaines questions en suspens, bien qu'elles soient décisives pour le devenir de l'association. Pour les enquêteurs, les membres de la direction de l'AAP sont soit malhonnêtes, soit foncièrement incompetents. Dans les deux cas, cela exige des sanctions fermes. Ils semblent avoir voulu faire ici un exemple : peu de fédérations voient

¹⁴⁹ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 51.948, rapport définitif de la Commission 49 sur l'AAP du 14 avril 1956 : « calamitosa ».

¹⁵⁰ *Ibid* : « las actuales autoridades de la entidad, en razón de la negligencia evidente en el cumplimiento de sus funciones, [...] no están calificadas para mantenerse en el manejo de la entidad ».

¹⁵¹ *Ibid* : « vici[a] de nulidad los actos realizados en violación de las normas vigentes ».

¹⁵² *Ibid* : « un reiterado incumplimiento de expresas disposiciones de orden público cuyo acatamiento es indispensable asegurar por todos los medios. »

leurs dirigeants suspendus à l'issue des enquêtes de la commission, et encore moins déclarés *interdictos*, à moins d'avoir occupé des postes politiques de premier plan¹⁵³. Pour que la CNI en arrive là, c'est qu'elle considère que, loin d'avoir subi le joug du péronisme et tenté d'y résister, l'AAP a au contraire amplement profité de ses largesses.

Le volte-face de la Commission 49

Mais le dossier de la fédération de polo connaît de nouveaux rebondissements. Précisons qu'elle est une des rares institutions sportives dont nous pouvons suivre intégralement la procédure grâce aux documents conservés dans les archives de la Commission 49. Le cas de l'AAP permet d'entrevoir les prises de position contrastées et les perceptions distinctes qui divisent les partisans du régime militaire. En effet, le 11 août 1956, le général de brigade Fernando I. Huergo, *interventor* de la Cadcoa, ordonne l'abandon de toutes les poursuites intentées contre les dirigeants de la fédération de polo. Son président et divers membres du comité de direction sont rétablis dans leurs fonctions et invités à convoquer au plus vite l'assemblée générale qui était initialement prévue en avril¹⁵⁴. Le général Huergo recommande à l'institution qu'elle entame sans tarder auprès du gouvernement les démarches nécessaires pour résoudre le problème du prêt. Ces résolutions s'appuient sur un rapport découlant de l'enquête menée au sein de la Cadcoa par la Commission 49. Rédigé au début du mois d'août 1956, ce dernier prend le contre-pied des analyses défendues par la sous-commission chargée de l'AAP. Cette fois-ci, le rédacteur met l'accent sur la bonne foi des dirigeants et sur l'absence de volonté délibérée de nuire. Reprenant point par point les arguments du rapport antérieur, il s'attache à démontrer que le cas de l'AAP n'autorise aucune certitude : tout est douteux et ouvert à diverses interprétations. Ce nouveau compte-rendu se fonde sur les conclusions favorables déjà formulées précédemment par l'experte-comptable et sur les remarques émises par l'Inspection Générale de Justice. Les irrégularités constatées sur le plan financier sont loin d'être évidentes, si l'on tient compte du fait que les normes légales pour une association

¹⁵³ Voir le chapitre VII. Signalons néanmoins le cas de la *Federación Ecuestre Argentina*, une autre institution étroitement associée au ministère de l'Armée, qui passe sous le contrôle d'un *interventor* sous la Révolution Libératrice, notamment parce que ses dirigeants ont été condamnés pour leur négligence et leur incompétence et suspendus de leurs fonctions. Voir AGN-AI, CNI, Com. 49, Caja 9, Expediente 103.716, « *Federación Ecuestre Argentina/ Actuaciones e informes practicados en la investigación realizada en la misma* ».

¹⁵⁴ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 52.249, résolutions de l'*interventor* de la Cadcoa adressées à la Commission 49 le 11 août 1956.

civile ne sont pas les mêmes que pour une société marchande. En résumé, on reproche à la sous-commission qui a étudié l'AAP d'avoir commis un excès de zèle.

Plus important, les premiers enquêteurs ne se sont guère attardés sur les spécificités du contexte politique produit par le péronisme et n'ont pas suffisamment pris en compte les explications des dirigeants sur la nature de leurs relations avec le pouvoir. Le rapport d'août 1956 rappelle que le prêt accordé à la fédération n'avait pas pour but d'« augment[er] le capital de l'AAP¹⁵⁵ » mais lui a été remis parce qu'elle était la plus apte, du fait de son prestige et de son expertise, à mettre en œuvre ces événements sportifs exceptionnels, « que le régime destitué exigeait et soutenait de façon intéressée pour des raisons de propagande politique¹⁵⁶. » Le rédacteur ne rejoint pas non plus ses collègues quant aux accusations d'ordre politique énoncées à l'encontre des dirigeants de la fédération. Il trouve tout à fait acceptables les éclaircissements et les précisions fournis par son président. Pour lui, le juge, dans son appréciation des faits et des éléments à charge et à décharge, doit « soumettre les passions à l'empire de la raison et de la justice¹⁵⁷. » Attitude dont se sont écartés les membres de la sous-commission lors de leur enquête, puisqu'ils ont omis de tenir compte du fait que

sous les apparences trompeuses d'une politique sportive, la dictature, heureusement destituée, a développé un procédé diabolique de domination des institutions et des dirigeants, qui a culminé en s'imposant à eux par la terreur et par la menace de s'emparer des entités, dont nombre d'entre elles ont été créées, soutenues, vivifiées grâce à la persévérance désintéressée et au dévouement de leurs dirigeants¹⁵⁸.

Il ajoute que ce processus n'a pas concerné que les institutions sportives et que presque aucun organisme n'a pu échapper à la crise provoquée par les pressions permanentes du pouvoir péroniste. On ne peut donc imputer à l'AAP l'entière responsabilité de la gestion hasardeuse de ses finances : ses dirigeants, comme bien d'autres, ont fait ce qu'ils pouvaient dans des circonstances qui ne leur laissaient qu'une marge de manœuvre très limitée. La CNI doit donc faire preuve d'indulgence à leur égard et les aider à consolider l'association. Ce dernier rapport souligne un point essentiel qui

¹⁵⁵ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 1, Expediente 52.249, rapport d'enquête sur la Cadcoa en lien avec l'AAP du 7 août 1956 : « *increment[ar] el capital de la AAP* ».

¹⁵⁶ *Ibid* : « *que el régimen depuesto exigía y apoyaba con interesados móviles de propaganda política.* »

¹⁵⁷ *Ibid* : « *sujetar las pasiones al imperio de la razón y de lo justo.* »

¹⁵⁸ *Ibid* : « *bajo las engañosas apariencias de una política deportiva la dictadura, felizmente depuesta, desarrolló un proceso diabólico, de dominación a las Instituciones y Dirigentes, que culminaron imponiéndoles por el terror y bajo la amenaza de apoderarse de las Entidades, muchas de las cuales han sido creadas, sostenidas, vivificadas con empeñoso desinterés y dedicación por sus dirigentes.* »

peut expliquer le revirement radical des autorités militaires : aucune demande, plainte ou dénonciation n'a été émise à l'encontre de l'AAP par l'un des 152 clubs affiliés à la fédération. Au contraire, le jugement sévère de la sous-commission – largement diffusé dans la presse et auprès de l'opinion publique malgré son caractère confidentiel – a suscité un élan de solidarité en faveur des dirigeants mis à l'index. Plusieurs membres prestigieux de la fédération et des clubs de polo du pays ont protesté contre les résolutions adoptées par la Commission 49 et sont venus témoigner de l'honnêteté de leurs responsables. Leur réaction a été déterminante semble-t-il puisque c'est à l'issue de leur rencontre avec l'*interventor* de la Cadcoa qu'il a été décidé de ne pas appliquer les sanctions requises et de revoir tout le dossier.

Cette mobilisation d'une partie du milieu du polo pour défendre ses membres appelle plusieurs remarques : d'une part, elle est révélatrice du climat politique et social sous le régime militaire. Les enquêtes menées par la CNI et la Commission 49 sont suivies attentivement par les médias et l'opinion publique, ce qui est confirmé par l'envoi de nombreuses lettres, le plus souvent anonymes, dans lesquelles les citoyens argentins font part de leur approbation ou de leurs critiques. Les résultats des investigations sont très attendus et abondamment commentés, ce dont les autorités doivent nécessairement tenir compte. D'autre part, le cas de l'AAP démontre que les fédérations sportives ne subissent pas passivement l'examen qui leur est imposé par la Commission 49 et sont capables de se défendre lorsque l'enquête leur est défavorable. La fédération de polo ne manque pas de ressources face au pouvoir en place. Les archives de la Révolution Libératrice passent sous silence une donnée pourtant loin d'être négligeable et qui peut contribuer à expliquer le volte-face de la commission : Enrique Alberdi non seulement connaît bien l'*interventor* de la Cadcoa, le général Huergo, mais est aussi membre du comité de direction du CIO et le représentant de l'Argentine au sein de cette institution¹⁵⁹. En vertu de quoi, c'est lui qui informe directement Avery Brundage du déroulement des événements au sein du milieu sportif argentin depuis le renversement du péronisme. Or, au cours de l'année 1956, le CIO hésite à autoriser l'Argentine à envoyer une délégation aux Jeux Olympiques qui doivent se tenir à Melbourne, parce que la direction actuelle de la Cadcoa a été « nommée par le gouvernement, ce qui est contraire à notre règlement¹⁶⁰. » Tant que le comité

¹⁵⁹ Voir CIO, CIO MBR-ALBED-CORR, Membres du CIO pour l'Argentine, Correspondance d'Enrique Alberdi, 1952-1958. Élu en 1952 en remplacement de Ricardo Aldao qui a présenté sa démission en raison de son âge avancé, il occupe cette fonction jusqu'à son décès dans un accident d'avion le 7 novembre 1959.

¹⁶⁰ CIO, CIO PT-BRUND-CORR, Avery Brundage, Correspondance d'Avery Brundage, 1956, lettre d'Otto Mayer, chancelier du CIO, à Avery Brundage, Lausanne – Chicago, du 17 août 1956 : « *appointed by the Government, that this is against our rules* ».

olympique argentin est sous le contrôle de la junte militaire, il n'est pas reconnu officiellement par le CIO et, par conséquent, exclu des activités olympiques. La notification de cette décision aux autorités argentines a provoqué un tollé dans la presse locale, principalement dirigé contre les dirigeants du CIO. D'après la correspondance échangée entre Brundage et Alberdi, il semble que ce dernier ait encouragé le comité de direction du CIO à prendre cette mesure draconienne afin d'obliger le gouvernement militaire à mettre fin aux *intervenciones* dans différentes institutions sportives¹⁶¹.

Notons que, de son côté, Enrique Alberdi ne fait pas mention dans ses lettres à ses confrères du CIO de ses déboires avec la Commission 49. S'il est impossible d'affirmer avec certitude qu'il a agi en fin stratège en jouant sur les deux tableaux, il ne fait pas de doute qu'il bénéficiait en tant que membre du CIO d'une réelle position de pouvoir en Argentine. L'abandon des charges contre lui et l'ensemble des dirigeants de l'AAP est certainement le fruit de négociations avec Fernando Huergo et de la polémique engendrée par la mise au ban provisoire de l'Argentine du mouvement olympique. Est-ce aussi en raison de ce contexte délicat que les enquêtes menées au sein du milieu sportif argentin n'ont pas été conduites jusqu'à leur terme ? Les autorités militaires ont en effet précipité le retour à la normale du fonctionnement des institutions sportives, et en premier lieu de la Cadcoa. Le 14 septembre 1956, les délégués des fédérations affiliées se réunissent afin d'élire le nouveau bureau du comité olympique argentin selon les normes olympiques. Huergo, qui avait présenté sa candidature, est d'ailleurs écarté, parce que, comme le rappelle Alberdi, il reste « un représentant de notre gouvernement¹⁶² » et ne garantit pas « l'indépendance et l'autonomie totale ni la suppression complète de toute influence politique, religieuse et commerciale¹⁶³ » prescrites par le règlement olympique. Cette réorganisation de la Cadcoa intervient juste à temps pour que le CIO puisse donner son approbation et autoriser l'Argentine à participer aux Jeux de Melbourne, qui débutent le 22 novembre 1956.

¹⁶¹ Voir CIO, CIO MBR-ALBED-CORR, Membres du CIO pour l'Argentine, Correspondance d'Enrique Alberdi, 1952-1958, lettres échangées entre Enrique Alberdi et Avery Brundage, Buenos Aires – Chicago, entre le 18 octobre 1955 et le 22 septembre 1956.

¹⁶² *Idem*, lettre d'Enrique Alberdi à Avery Brundage, Buenos Aires – Chicago, du 15 septembre 1956 : « a representative of our government ».

¹⁶³ *Ibid* : « complete independence and autonomy and entire removal from political, religious and commercial influence ».

CONCLUSION : UNE DILUTION DES RESPONSABILITÉS

Les différents exemples analysés permettent de suivre les réorientations progressives de la CNI et de la Commission 49 à l'égard des fédérations amateurs. Si dans un premier temps, les enquêteurs ont pour ambition de purger le milieu sportif de tous ses éléments suspects et de procéder à une remise en ordre drastique des institutions sportives, la tâche se révèle plus ardue au fur et à mesure de la progression des investigations. Soit il s'avère que la période péroniste n'a pas entraîné de changements notables pour certains organismes, en particulier les plus modestes ; soit il est très difficile de distinguer nettement les fédérations qui ont collaboré activement avec le régime de celles qui ont adopté une attitude attentiste ou effectué des compromis. Dans chaque cas, le contexte propre à chaque milieu sportif doit être pris en compte et vient éclairer ou justifier les actions des dirigeants. Peu à peu, les membres de la Commission 49 semblent se ranger à leurs côtés dans la dénonciation des méfaits du péronisme. Les circonstances exceptionnelles introduites par le gouvernement de Perón finissent par dédouaner la majeure partie des responsables sportifs, qui sont reconnus comme des victimes de l'autoritarisme par la Révolution Libératrice.

Pourtant, l'examen attentif des documents internes des fédérations attestent des capacités d'action, de négociations et d'adaptation des comités de direction, tant sous le péronisme que sous le régime militaire. Les dirigeants sportifs constituent un groupe d'acteurs spécifique, qui poursuivent leurs propres objectifs : les tensions apparaissent à partir du moment où ceux-ci entrent en conflit avec ceux du gouvernement. Dans le bras de fer qui s'ensuit, les fédérations ont, assez logiquement, rarement le dessus. Malgré cela – et en dépit du sombre tableau qui en est fait par la Commission 49 – nombre d'institutions sportives sortent renforcées de la décennie péroniste, grâce aux conditions favorables au développement du sport offertes par les autorités. Ce n'est pas l'avis des enquêteurs militaires pour qui le milieu amateur a été mis en péril et « sauvé » *in extremis*. Mais ce n'est rien comparé au monde du sport professionnel, qui, lui, aurait été entièrement dévoyé et instrumentalisé par les autorités politiques en place.

CHAPITRE VII

DES COLLABORATRICES PRIVILÉGIÉES DU RÉGIME ?

Les fédérations du sport professionnel et le péronisme

Plus encore que les fédérations chargées de conduire les destinées des sports restés entièrement amateurs, les institutions à la tête des disciplines professionnelles ont fait l'objet de préoccupations accrues de la part de la Commission 49. En effet, ces dernières cumulent toutes les dérives expressément condamnées par les enquêteurs, aggravées par leur impact considérable sur la population, étant donné la popularité et la couverture médiatique dont bénéficient les sports qu'elles administrent. Ces fédérations se seraient écartées des valeurs « originelles » du sport en faisant passer les considérations économiques et commerciales avant les idéaux et les pratiques revendiqués par l'amateurisme. Surtout, elles sont l'incarnation par excellence de la « débauche » sportive engendrée par le péronisme et dénoncée par le journaliste Félix Frascara¹. Ces fédérations auraient été à la fois les principales bénéficiaires des politiques sportives mais aussi les cibles privilégiées de l'opération de séduction initiée par le gouvernement péroniste envers le milieu sportif. Déjà gangrenées par la convoitise et l'appât du gain, ces organisations seraient irrémédiablement passées sous la coupe des dirigeants politiques péronistes, jusqu'à devenir de simples organes satellites de l'État, au service de la propagande du régime.

¹ Félix Daniel Frascara, « Deportes », dans Sur, *Argentina 1930-1960*, Buenos Aires, Editorial Sur, 1961, p. 374-382.

Il est donc primordial pour la Commission 49 de mettre un terme à cette situation intolérable et de procéder à la « déperonisation » des organismes sportifs concernés. Son président, Alejandro Ojeda, rappelle pourquoi cette tâche est fondamentale :

La représentation du pays à l'extérieur est une question qui relève de la compétence de l'administration nationale et engage le prestige de la République ; les agissements sportifs locaux, en s'écartant des normes éthiques, créent un foyer de dégradation morale, en conflit ouvert avec les intérêts supérieurs de la Nation, dont la préservation et la promotion sont des devoirs fondamentaux de l'administration publique².

Sur le fond, les autorités militaires partagent la même conception du sport que leurs prédécesseurs péronistes : le sport met en jeu le prestige et la réputation internationale de la nation ; il relève donc de la responsabilité du gouvernement, qui doit avoir un droit de regard et de contrôle sur la conduite des fédérations. Mais, au-delà de cet élément de continuité entre les deux régimes, l'enjeu majeur est bien celui de la forme : les responsables péronistes, quand ils n'ont pas menacé les dirigeants sportifs, les auraient soudoyés et encouragés à se livrer à toutes sortes d'excès, afin de les placer sous la dépendance complète de l'État. Perón se serait employé à « conquérir » le sport, et en premier lieu, le sport professionnel, moins fermement attaché aux principes éthiques et aux vertus morales que les sports amateurs.

Dans les cas que nous allons aborder ici, nous verrons que derrière le procès du péronisme et des dirigeants sportifs, se distingue en filigrane celui du sport-spectacle et des méfaits de la professionnalisation. En ce sens, la Révolution Libératrice constitue aussi une nouvelle étape – mais non la dernière, loin de là – dans le profond débat qui divise le monde du sport, tant en Argentine qu'à l'étranger, entre tenants de la pratique amateur et partisans des sports professionnels. Pourtant, là encore, le sort des fédérations impliquées est très divers, ce qui incite à s'interroger non seulement sur les contradictions internes de la Révolution Libératrice – et le décalage constant entre les effets d'annonce et les discours et les réalités de la mise en pratique – mais aussi sur le rapport de force établi avec les fédérations les plus puissantes. Comme nous l'avons vu précédemment, les dirigeants sportifs ne sont pas des acteurs passifs et sans ressources : la définition

² AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 101.156, lettre d'Alejandro Ojeda, président de la Commission 49 à Leonardo Mc Lean, président de la CNI, Buenos Aires, 10 février 1956 : « *La representación del país en el exterior es cuestión que compete a la administración nacional e involucra el prestigio de la República ; la actuación deportiva local, al apartarse de las normas éticas crea un foco de degradación moral, en abierta pugna con los altos intereses de la Nación, cuya custodia y promoción es tarea fundamental de la administración pública.* »

du fonctionnement « normal » d'une fédération et des valeurs sportives sont le fruit d'une coproduction avec les enquêteurs militaires. Les institutions chargées de diriger les destinées de sports aussi populaires et lucratifs que la boxe, les courses automobiles et le football peuvent s'appuyer sur leurs solides réseaux de sociabilité, leur poids économique, leur influence socioculturelle et leur entrent pour défendre leur position et se protéger des aléas politiques. Trop souvent négligés, la capacité d'action et les objectifs poursuivis par les dirigeants sportifs méritent d'être mis en exergue, dans la mesure où ils permettent de nuancer et reconsidérer la thèse régulièrement avancée de la « péronisation » du sport entre 1946 et 1955.

À L'OMBRE DES INTÉRÊTS POLITIQUES ET MARCHANDS : LE CAS DE L'ASSOCIATION ARGENTINE DE BOXE (AAB)

Ismael Pace, un entrepreneur sportif tout-puissant ?

La fédération de boxe, contrairement à d'autres, n'a eu qu'un court moment de répit avant que la Commission 49 ne se penche sur son cas. Son comité de direction est suspendu dans les semaines qui suivent le coup d'État, remplacé par un *interventor* désigné par le nouveau pouvoir en place. Il est délicat de reconstituer la chronologie exacte des événements, mais il n'est pas surprenant qu'elle ait fait précocement l'objet de mesures radicales. La boxe était l'un des sports favoris de Perón, qui se rendait régulièrement au Luna Park pour assister aux combats et fréquentait assidûment nombre de vedettes du noble art³. Le Luna Park, le « temple de la boxe argentine », a fréquemment servi pour accueillir des festivités patronnées par le gouvernement⁴. Dans la presse et l'opinion publique, ce sport était de fait étroitement associé à Perón. Les journaux officiels consacraient leurs unes et des pages entières aux comptes-rendus des exploits des grands champions de la période, dont certains jouissaient pleinement du soutien matériel des pouvoirs publics et rendaient ostensiblement hommage au couple

³ Voir notre chapitre IV. Parmi les boxeurs qui côtoyaient Perón, citons les deux plus célèbres d'entre eux : José María Gatica et Pascual Pérez.

⁴ Perón et Eva Duarte se sont ainsi rencontrés lors du gala artistique organisé au Luna Park pour clôturer la collecte de fonds, orchestrée par Perón lui-même, en faveur des victimes du tremblement de terre survenu le 15 janvier 1944 à San Juan. Citons également la cérémonie d'hommage à Perón du 25 novembre 1954, planifiée par Raúl Apold, au moment où le conflit avec l'Église argentine s'accroissait. Voir Silvia D. Mercado, *El inventor del peronismo. Raúl Apold, el cerebro oculto que cambió la política argentina*, Buenos Aires, Planeta, 2013, p. 259-260.

présidentiel pour sa générosité⁵. Si depuis lors, l'Argentine a compté bien d'autres boxeurs qui se sont forgés une solide réputation internationale, les années 1940-1950 sont encore considérées comme un âge d'or de la discipline dans le pays en raison de la pléthore de titres remportés au cours de ces années, que ce soit aux Jeux Olympiques, aux Jeux Panaméricains ou dans les championnats sud-américains. Le sommet est atteint avec Pascual Pérez, premier Argentin à décrocher le titre mondial dans la catégorie poids mouche en 1954.

Le succès de la boxe n'est pas apparu avec le péronisme : dès les années 1920, à Buenos Aires, elle attire plus de spectateurs que le football. Elle a incontestablement servi de matrice originelle au développement du sport-spectacle et du sport professionnel en Argentine⁶. Elle fait pleinement partie de la culture de masse sportive qui s'est développée dans les années 1920-1930, articulée autour de la triade boxe-sports automobiles-football⁷. En tant que précurseur des maux qui ont contaminé d'autres milieux sportifs, elle est regardée comme une pratique éminemment suspecte par les enquêteurs de la Commission 49. Il lui est aussi reproché de n'avoir guère contribué à l'élévation morale du peuple. En résumé, si la boxe amateur peut être un sport de *gentlemen*, la boxe professionnelle est d'emblée jugée problématique.

Le 15 novembre 1955, parvient entre les mains des responsables de la Commission 49 une note dénonçant les manigances à l'œuvre dans le milieu de la boxe sous le péronisme⁸. Le Luna Park y est décrit comme un « véritable centre de réunion des

⁵ Voir notre chapitre IV. Lorsqu'il montait sur le ring, Gatica arborait un peignoir estampillé « Perón – Evita ». Pascual Pérez dédiait ses victoires sur la scène internationale au chef de l'État. Consulter Marcelo Massarino, « Pascual Pérez, un modelo peronista », *EFDeportes revista digital*, Año 9, n° 60, mai 2003, [En ligne] : <http://www.efdeportes.com/efd60/pascualp.htm> (consulté le 2 mars 2013).

⁶ L'histoire de la boxe a été mouvementée en Argentine et n'est pas sans ambivalences. Pratiquée dès le milieu du XIX^e siècle dans les bas-fonds de Buenos Aires par les marins et les ouvriers, sa pratique et l'organisation de combats et de paris sont interdites en 1892 par un décret municipal. Malgré cela, des matchs sont organisés dans les années 1890-1910 dans les demeures privées de membres des élites *porteñas* et, en 1920, naît la Federación Argentina de Box à l'initiative de plusieurs clubs aristocratiques de la ville. En 1923, le « combat du siècle », opposant Luis Ángel Firpo, « le Taureau Sauvage de la Pampa » et le champion américain Jack Dempsey remporte un succès phénoménal et donne lieu à la première retransmission en direct d'un événement sportif à la radio en Argentine. Il contribue à lever définitivement la proscription qui pesait sur la boxe dans la capitale. Voir Ezequiel Fernández Moores, *Breve historia del deporte argentino*, Buenos Aires, El Ateneo, 2010, p. 116-122. Peu de monographies ont été publiées sur l'histoire de la boxe argentine ; parmi les principales références, signalons la somme en huit volumes de Jorge Antonio Demarcico, *Historia del boxeo aficionado en la Argentina*, Buenos Aires, FAB, 1997-2002 ; Horacio de Marinis, *7 000 años a puñetazos. Historia crítica del boxeo*, Buenos Aires, Axioma, 1974 et Enrique Martín et Ariel Nesci, *En este rincón. Un siglo de boxeo argentino*, Buenos Aires, Cinco, 2000.

⁷ Voir Eduardo P. Archetti, *El potrero, la pista y el ring. Las patrias del deporte argentino*, op. cit..

⁸ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.944, mémoire présenté suite aux échanges entre le Dr. Ottolenghi et le Dr. Raúl Almeida, 15 novembre 1955. Il nous a été impossible d'identifier ces deux personnages. Nous signalons par ailleurs que l'orthographe du nom de famille du premier est douteuse, en raison de l'état du document d'origine.

hommes du régime⁹ » et « une précieuse succursale politique et commerciale de la Présidence de la République¹⁰ ». Son propriétaire, Ismael Pace, est accusé de s'être adonné à la contrebande et à différents trafics sur le marché noir, « avec le soutien inconditionnel du ministre de l'Intérieur Borlenghi et de l'ancien beau-frère du président, Juan Duarte¹¹. » Collaborateur dévoué du régime, Pace aurait exercé un authentique monopole sur le monde de la boxe, le mettant ainsi au service de la politique péroniste.

Un autre billet, fondé sur une dénonciation anonyme, remis à la Commission 49 le 15 décembre 1955, dresse, en quelques mots, un portrait au vitriol d'Ismael Pace :

Source : anonyme

Valeur : probable

ISMAEL PACE : Propriétaire du Luna Park. Associé de Perón et d'Apold. Exploiteur de boxeurs. Mauvais payeur. Voleur et escroc. Seigneur et maître de spectacles ignobles¹².

Au même moment, Oscar Garzón Funes, l'*interventor* nommé à la tête de l'AAB, relève plusieurs irrégularités dans les comptes de la fédération : la visite du boxeur vedette Jack Dempsey, effectuée le 13 septembre 1954, a entraîné de lourdes dépenses mais qui n'ont pas été autorisées formellement par le comité de direction¹³. Une enquête approfondie est aussitôt diligentée. Elle est menée sur deux fronts : d'une part, les enquêteurs cherchent à analyser la situation économique et politique de la fédération ; d'autre part, ils tentent d'élucider le rôle joué par Ismael Pace au sein de l'institution. Servait-il d'agent à la solde du gouvernement et a-t-il réellement pris le contrôle de ce milieu sportif, si cher à Perón ? Les conclusions des investigations sont accablantes sur tous les plans.

La commission d'enquête s'est concentrée sur la période comprise entre 1950 et 1955. Auparavant, la boxe argentine est dirigée par deux organismes, la *Federación Argentina de Box*, créée en 1920, et l'*Unión Argentina de Box* (UAB), de fondation plus

⁹ *Ibid* : « verdadero centro de reunión de los hombres que formaban el régimen ».

¹⁰ *Ibid* : « una valiosa sucursal política y comercial de la Presidencia de la República. »

¹¹ *Ibid* : « con el apoyo incondicional del Ministro del Interior Borlenghi y del ex-cuñado del Presidente, Juan Duarte. » Frère d'Eva Perón, Juan Duarte devint le secrétaire privé de Perón après le mariage de sa sœur. Personnalité très controversée, il est accusé par l'opposition de profiter de sa position pour détourner de l'argent à son profit. Il meurt en 1953 dans des circonstances troubles, un suicide selon la version officielle, un assassinat politique selon les membres de sa famille et de l'opposition.

¹² AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.944, note transmise par l'Oficina de Clasificación, Calificación y Cotejo à la Commission 49 le 15 décembre 1955 : « Fuente : anónimo Valor : probable ISMAEL PACE : Dueño del Luna Park- Socio de Perón y Apold. Explotador de boxeadores. Mal pagador. Pillo tramposo. Dueño y señor de espectáculos bochornosos. »

¹³ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.944, lettre de Garzón Funes à Alejandro Ojeda, Buenos Aires, 14 décembre 1955.

récente puisqu'elle apparaît en 1945¹⁴. En 1948, une *Comisión Coordinadora del Boxeo Argentino* est constituée afin de mener à bien la fusion des deux entités. C'est chose faite en 1950 avec la *Coordinación Argentina de Boxeo*, rebaptisée *Asociación Argentina de Boxeo* en 1952. Les enquêteurs invoquent le manque de temps pour étudier en détail les destinées des institutions existant avant l'unification¹⁵. La coexistence de plusieurs fédérations nous incline à penser que le milieu de la boxe argentine est alors divisé et en voie de restructuration. Il est probable que ce processus ait généré des rivalités et des tensions entre les dirigeants sportifs. Ainsi, il semble que l'UAB ait été fondée en réaction à l'inertie des responsables de la *Federación Argentina de Box*¹⁶. Après l'émergence de grands champions dans les années 1920-1930, le milieu semble s'essouffler et peu de nouveaux talents prometteurs surgissent au début des années 1940. L'UAB se donne pour mission de relancer la pratique et l'engouement pour ce sport et crée dans ce but une nouvelle compétition, les « Gants d'Or » (*Guantes de Oro*), qui reçoit le soutien officiel de deux prestigieux passionnés de boxe : le général Edelmiro Farrell, président *de facto* de l'Argentine, et son vice-président, le colonel Perón¹⁷. Ce dernier, une fois à la tête du pays, a accordé une place de choix à la boxe dans le cadre de sa politique sportive. En témoigne la profusion de compétitions qui essaient dans le pays : pour la seule année 1953, ont lieu la cinquième édition des « Gants d'Or – Président Perón », le « Championnat Triangulaire Nord contre Sud », le « Championnat des Novices des quartiers Eva Perón » (*Campeonato de Novicios de los Barrios Eva Perón*) et le championnat national argentin de professionnels, entre autres. À cela s'ajoute la participation régulière des boxeurs argentins aux compétitions internationales, des Jeux Olympiques aux Jeux Panaméricains, en passant par les tournois latino-américains. La pratique a incontestablement retrouvé son dynamisme dans le pays : en 1950, on recense plus de 18 000 licenciés et la *Coordinación Argentina de Boxeo* regroupe 500 clubs affiliés répartis sur tout le territoire national¹⁸.

Néanmoins, les activités et les adeptes de la boxe se concentrent dans la capitale et sa région qui héberge l'enceinte la plus importante d'Argentine, le Luna Park. Inaugurée

¹⁴ Voir l'article « La Unión Argentina de Box llenó una necesidad sentida en el ambiente argentino » dans le numéro d'*Actualidad Provincial* de janvier 1945, s/p, conservé dans l'un des dossiers de la Commission 49 consacré à Rodolfo Valenzuela : AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 5, Expediente 103.520 : « Valenzuela, Rodolfo, documentación varia ».

¹⁵ AGN-AI, CNI, FNRP, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.944, rapport et évaluation comptable transmis par la sous-commission d'enquête à la Commission 49, rédigé par Néstor J. Peluffo, sans date.

¹⁶ Voir « La Unión Argentina de Box llenó una necesidad sentida en el ambiente argentino », *Actualidad Provincial*, janvier 1945, s/p.

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ Voir [BC. BPB. 222 (F)] : SIPA, *Bref historique du sport en Argentine*, Buenos Aires, 1952, p. 35.

en 1932 dans le quartier de San Nicolás, en plein centre de la ville, cette arène sportive a été construite sur le modèle du Madison Square Garden de New York et des Palais des Sports de Paris et de Berlin par Ismael Pace et son associé, l'ancien champion de boxe José Bautista Lectoure¹⁹. Dans les années 1940-1950, le stade peut accueillir plus de 20 000 spectateurs, ce qui en fait, de l'aveu même des membres de la Commission 49, « non seulement le plus grand stade de boxe du pays, mais aussi, et très largement, de toute cette partie de l'Amérique²⁰. » Ses propriétaires ont pu bâtir un véritable empire dans le monde de la boxe et exercé une domination sans égale sur ce milieu. Les enquêteurs sont conscients d'avancer en terrain miné. Dans le rapport définitif rendu par la Commission 49, son auteur, le secrétaire général Juan Pablo Remonda, prend soin de préciser que :

On ne peut affirmer qu'il s'agit d'un monopole : c'est un stade unique ; on ne peut pas non plus dire que le droit de libre embauche exercé par l'entreprise est contraire à l'esprit de nos lois. Mais le libre exercice des droits constitutionnels de l'entreprise Luna Park constitue un obstacle qui entrave le fonctionnement normal de la boxe²¹.

Les autorités militaires ne veulent pas être accusées de s'attaquer à la propriété privée et à la liberté d'entreprendre. Les activités de la société exploitant le Luna Park ne sont pas illégales ni condamnables en soi. Le problème en réalité est structurel : il concerne le mode de fonctionnement des sports qui sont passés par un processus de marchandisation. Remonda explique que les difficultés viennent du fait que

tout sportif, professionnel, amateur, préparateur ou personne liée de quelque façon que ce soit au sport, aspire à atteindre le Luna Park. Tout comme le Teatro Colón, la Scala ou le Metropolitan de New York sont la Mecque des musiciens et des chanteurs²².

¹⁹ Avant de recevoir son nom définitif, le Luna Park s'est appelé successivement Stade de Corrientes et Bouchard – étant situé au croisement de ces deux avenues –, Cathédrale de la Boxe puis Palais des Sports. Reconverti en salle de spectacles et de concerts, il a été déclaré Monument Historique National en 2007. Sur l'histoire de ce stade mythique en Argentine, nous renvoyons à l'ouvrage de Juan Manuel Bordón et Guido Carelli Lynch, *Luna Park : el estadio del pueblo, el ring del poder*, Buenos Aires, Sudamericana, 2017.

²⁰ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.944, compte-rendu de l'enquête et conclusions de la Commission 49 rédigées par son secrétaire général, Juan Pablo Remonda, le 20 août 1956 : « *no sólo el mayor estadio para boxeo del país sino que lo es y por amplísimo margen, de toda esta zona de América.* »

²¹ *Ibid* : « *No puede afirmarse que se trate de un monopolio : es un estadio único ; tampoco puede decirse que el derecho de libre contratación que ejerce su empresa, sea contrario al espíritu de nuestras leyes. Pero el libre ejercicio de los derechos constitucionales de la empresa Luna Park, constituye una rémora que traba el normal desenvolvimiento del boxeo.* »

²² *Ibid* : « *Todo deportista, profesional, amateur, preparador o persona de cualquier forma vinculada al deporte, aspira a llegar al Luna Park. Como el Colón, la Scala o el Metropolitan de N. York, son la meta de músicos y cantantes.* »

Cette situation est à l'origine de toutes les dérives constatées au cours de l'enquête et notamment du rapport de force déséquilibré entre les sportifs, la fédération de boxe et Ismael Pace, devenu le principal gestionnaire du Luna Park en 1950, suite au décès de son associé. Pour parvenir à se présenter sur le ring du Luna Park, il faut se plier « aux directives, aux désirs, aux convenances de l'entreprise²³ », car « qui n'atteint pas le Luna Park, n'est personne dans la boxe²⁴ ». La solution, suggérée par le rapporteur de la commission, serait de créer un autre Luna Park, une autre enceinte sportive capable de concurrencer le premier. En l'état actuel des choses, aucune salle de boxe ne peut survivre, attirer les combattants et le public sans l'aval d'Ismael Pace. Ce dernier aurait utilisé son influence pour empêcher le développement d'autres stades ; plusieurs témoins auditionnés mettent également en cause son entourage, des managers constituant sa garde rapprochée et dictant son bon vouloir à l'ensemble des boxeurs et des entraîneurs. Certains d'entre eux, menés par l'ancien champion olympique Raúl Landini, ont dénoncé le système abusif mis en place par Pace auprès de la Commission 49. Le 11 janvier 1956, ils en décrivent les ressorts en ces termes :

Le mécanisme d'extorsion est le suivant : tout sportif ou directeur technique qui accepte de réaliser des rencontres dans des stades non « approuvés » ou qui n'accepte pas de verser un pourcentage aux représentants (*personeros*) du système Pace, voit les portes du Luna Park se fermer, ce qui signifie qu'il ne peut participer aux combats de première catégorie²⁵.

Les boxeurs, aussi bien argentins que sud-américains, sont obligés d'accepter les « contrats léonins²⁶ » imposés par Ismael Pace par le biais de son entreprise. Ce dernier les force aussi à accepter les managers qu'il leur propose, aux dépens de ceux qui les ont encadrés précédemment, sous peine d'être ostracisés et exclus des compétitions. Enfin, les

²³ *Ibid* : « a las directivas, los deseos, las conveniencias de la empresa. »

²⁴ *Ibid* : « el que no llega al Luna Park no es nadie en boxeo »

²⁵ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.944, déclarations devant la sous-commission d'enquête de Raúl Landini, Genaro Ramusio, Oscar Casanovas, Víctor Arnauteyn, Juan Carlos Rivero et Eloy Murciego, le 11 janvier 1956 : « *El mecanismo extorsivo es el siguiente : el Deportista o Director Técnico que acepta realizar encuentros en estadios no "aprobados" o que no reconoce porcentaje a personeros del régimen Pace, tiene las puertas cerradas en el Luna Park, lo que implica la no participación en encuentros de categoría.* »

²⁶ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.944, procès-verbal d'audition de Raúl Landini, José Hilario González, Raúl Eduardo Beddeti, José Gravino, Héctor Pedro Rodríguez et Alfredo Miraglia du 2 mars 1956: « *contratos leoninos* »

sportifs doivent reverser entre 25 et 30% de leurs gains aux managers à la solde de Pace²⁷. Les plaignants concluent leurs dépositions par ce verdict sans appel :

L'activité de la boxe reste subordonnée aux intérêts commerciaux. On ne respecte pas le sport, ni la santé des sportifs et encore moins les intérêts légitimes des professionnels du secteur²⁸.

Cette dernière phrase est cruciale : il s'agit bien d'un conflit d'intérêts entre professionnels qui vivent tous des revenus générés par le sport et l'industrie du spectacle qui lui est associée. Ce que dénoncent ces managers, préparateurs physiques, organisateurs de combats et athlètes, c'est un partage inéquitable des profits, accaparés par le seul propriétaire du Luna Park. L'irruption de la Révolution Libératrice a permis aux rancœurs accumulées de s'exprimer et de donner le coup d'envoi aux règlements de compte²⁹. L'objectif des témoins auditionnés est de mettre fin au monopole que s'est arrogé Ismael Pace. Évidemment, ils se présentent avant tout comme des défenseurs du sport en lui-même et des boxeurs, premières victimes des pressions de l'entrepreneur. La figure du boxeur « exploité » et « vache à lait » nourrissant une multitude d'intermédiaires qui gravitent autour de lui est à la fois un *topos* abondamment véhiculé par le cinéma et la littérature mais aussi une réalité sociale. La plupart des boxeurs proviennent des milieux populaires et connaissent une ascension sociale parfois fulgurante, qui s'accompagne souvent de multiples excès rapportés par la presse, avant de subir une brutale descente aux enfers. Symbole par excellence des vicissitudes du sport-spectacle, le destin de nombreux boxeurs, qui ont sombré dans la déchéance et l'oubli après avoir atteint le sommet de la gloire, sert ainsi de repoussoir et vient confirmer les préjugés d'une partie des élites quant à l'incapacité des membres des classes populaires à sortir durablement de leur condition³⁰.

²⁷ *Ibid.* Les personnes auditionnées donnent leurs propres cas en exemples.

²⁸ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.944, déclarations devant la sous-commission d'enquête de Raúl Landini, Genaro Ramusio, Oscar Casanovas, Víctor Arnauteyn, Juan Carlos Rivero et Eloy Murciego, le 11 janvier 1956 : « *La actividad boxística queda supeditada a la conveniencia comercial. No se respeta al deporte, la salud de los deportistas, no los legítimos intereses de los profesionales del ramo.* »

²⁹ Signalons que Raúl Landini, d'après ses propres dires, a diffusé dans la presse les accusations qu'il professe à l'encontre d'Ismael Pace, dans un article publié dès le 17 novembre 1955 dans *La Época*.

³⁰ José María Gatica en constitue un exemple emblématique dans l'Argentine des années 1950. Idole populaire, célèbre pour ses excentricités et son train de vie fastueux, fortement identifié à Perón, sa carrière décline après sa prestation décevante face au champion américain Ike Johnson le 5 janvier 1951. Il retombe dans la misère à la fin des années 1950 avant de mourir dans un accident de la circulation en 1963. Voir Víctor Lupo, *Historia política del deporte argentino*, *op. cit.*, p. 371-377. La vie mouvementée de Gatica a été portée à l'écran en 1993 par le cinéaste argentin Leonardo Favio avec le film *Gatica, el Mono*.

Une fédération aux intérêts économiques lésés

Si les enquêteurs de la Commission 49 ont pu se montrer sensibles à la question des conditions de vie des boxeurs, leur préoccupation majeure reste néanmoins de savoir dans quelle mesure la mainmise de Pace s'est exercée sur la gestion de la fédération de boxe. Il s'avère que l'AAB s'est également retrouvée sous l'emprise d'Ismael Pace. Celui-ci pouvait imposer des contrats et des conditions qui allaient totalement à l'encontre des intérêts de l'institution. Les révélations de Raúl Landini et de ses compagnons d'infortune sont capitales car c'est en grande partie sur elles que va reposer l'enquête. En premier lieu, ils désignent les principaux associés de Pace : Lázaro Koci, Celestino Porzio et Desiderio Ferraris. Si le premier est un employé de l'entreprise Luna Park, responsable de la programmation des matchs et des événements sportifs et manager de José María Gatica et de Pascual Pérez, les deux autres servent d'intermédiaires avec l'AAB. Porzi et Ferraris sont professeurs de boxe, managers mais aussi organisateurs des tournois parrainés par la fédération³¹. Cette double casquette est un indice de la relation étroite entretenue entre le Luna Park et l'AAB et de la capacité d'intervention de Pace au sein de l'institution.

En second lieu, ils pointent les dysfonctionnements qui ont eu lieu lors du Tournoi de Vétérans du Grand Buenos Aires, caractéristiques selon eux des méthodes employées par Pace. Cette compétition s'est tenue au Luna Park : l'AAB a dû, en plus d'assumer les frais d'organisation, s'acquitter d'un loyer sans la contrepartie des revenus tirés des droits de retransmission télévisés que s'était arrogée l'entreprise de Pace. Or, la fédération n'avait nul besoin de recourir au Luna Park pour accueillir l'événement puisqu'elle disposait d'installations suffisantes au sein de son siège, situé rue Castro Barros. Un emplacement certes moins central que celui du Luna Park, puisqu'il se trouve dans le quartier bohème et populaire de Boedo, au sud-ouest de Buenos Aires, mais qui aurait été de toute manière bien plus avantageux, car :

si l'on avait utilisé ces locaux, même en ne faisant pas payer l'entrée pour voir les matchs, les revenus rapportés par la télévision au profit de l'Association auraient été supérieurs au reliquat que lui a laissé l'entreprise Pace³².

³¹ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.944, procès-verbal d'audition de Juan Ramón Carreró, membre du comité de direction de l'AAB, le 16 février 1956. Ses précisions sont corroborées par d'autres témoignages recueillis lors des auditions, dont celui de Felipe Nasi, entendu le même jour.

³² AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.944, déclarations devant la sous-commission d'enquête de Raúl Landini, Genaro Ramusio, Oscar Casanovas, Víctor Arnauteyn, Juan Carlos Rivero et Eloy Murciego, le 11 janvier 1956 : « *De haberse utilizado tal local, aun realizando las reuniones con*

Pour Landini et ses pairs, la décision de produire cette compétition au Luna Park ne peut s'expliquer que par les pressions exercées par Ismael Pace sur les dirigeants de l'AAB, entièrement soumis à son bon vouloir, au point de mettre en péril la stabilité financière de leur institution. Les enquêteurs, comme à leur habitude, ont procédé à un examen détaillé des finances de la fédération et ont relevé un nombre important d'anomalies. Néstor J. Peluffo, le comptable de la sous-commission, note que les principaux frais déboursés par l'AAB concernent la location et les participations aux contrats de télévision, des frais réglés à l'entreprise Stadium Luna Park S.R.L. Cette dernière aurait perçu, entre le 28 novembre 1950 et le 9 août 1955, plus d'un million de pesos. Or, au sujet de ces opérations, « il n'existe aucun contrat et on n'en trouve nulle trace dans les nombreuses et abondantes pages de comptes-rendus [de la fédération]³³. » L'AAB n'avait, semble-t-il, aucun document légal sur lequel s'appuyer pour faire valoir ses droits. Elle se trouve donc « désarmée³⁴ » face à une société privée capable d'imposer unilatéralement sa « volonté omnipotente³⁵ », qui n'hésite pas à modifier à sa convenance les dates des compétitions et les espaces où elles doivent se dérouler, tout en engrangeant des sommes « disproportionnées³⁶ ».

Ce déséquilibre provoque des situations insensées. Par exemple :

L'entité instigatrice du spectacle, qui en assure toute l'organisation et encourt l'éventualité d'un échec financier, comme celui qui s'est produit lors du Championnat triangulaire Nord contre Sud où l'Association Argentine de Boxe a perdu 25 363,50 pesos et le loueur a gagné 82 393,60 pesos, finit par gagner moins et même par perdre, alors que l'entreprise Luna Park gagne plus et ne perd jamais³⁷.

Pour illustrer cela, il suffit de s'intéresser au partage des revenus issus des droits de retransmission télévisée des tournois de boxe, particulièrement défavorable pour la

entrada gratuita, el ingreso por televisión para la Asociación hubiera sido superior al remanente que permitió retener la empresa Pace. »

³³ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.944, rapport et évaluation comptable transmis par la sous-commission d'enquête à la Commission 49, rédigé par Néstor J. Peluffo, sans date : « *No existen de estas operaciones, contratos, ni se hace referencia alguna en las profusas y frondosas actas. »*

³⁴ *Ibid* : « *desarmada* ».

³⁵ *Ibid* : « *voluntad omnímoda* ».

³⁶ *Ibid* : « *desproporcionadas* ».

³⁷ *Idem* : « *La entidad promotora del espectáculo, que corre con toda la organización y con la eventualidad de un fracaso financiero, como lo acaecido en el Campeonato triangular Norte contra Sud en que la Asociación Argentina de Box perdió \$ 25 363,50 y el locador ganó \$ 82 393,60; resulta ganando menos o hasta perdiendo, mientras que la Empresa Luna Park gana más y no pierde nunca.* » (Soulligné dans le texte original)

fédération. L'expert-comptable note que, lors des principales compétitions, 60% des sommes versées par la chaîne de télévision nationale sont cédées à la société d'Ismael Pace, auxquelles s'ajoutent des parts sur les recettes de la billetterie, oscillant entre 20 et 40%. En fin de compte, ne revient à l'AAB que la portion congrue des bénéfices rapportés par les spectacles de boxe. Et pourtant, ceux-ci constituent un excellent investissement et rapportent souvent des profits conséquents. Le Championnat Latin de boxe est l'un des premiers tournois à dépasser les 500 000 pesos brut de recette, rien qu'en vente d'entrées. L'édition des « Gants d'Or – Président Perón Sélection pour le Mexique » l'a surpassé en atteignant près de 600 000 pesos³⁸. Il faut, en outre, adjoindre à ces sommes les droits de retransmission télévisée qui peuvent s'élever jusqu'à 250 000 pesos. De plus, l'AAB ayant été reconnue par la Direction Générale d'Imposition comme un organisme d'« intérêt public » (*beneficio público*), elle est exemptée d'impôts et de taxes sur cette source incomparable de revenus. Elle dispose donc d'atouts non négligeables, mais c'est bel et bien la société d'Ismael Pace qui se taille la part du lion dans les marchés passés entre les deux organismes.

Les enquêteurs émettent donc un jugement sévère à l'encontre de la fédération de boxe car, en dépit des recettes conséquentes générées par les différents championnats qu'elle a organisés, cette dernière est néanmoins fortement endettée, en particulier auprès de la compagnie Aerolíneas Argentinas. Le 15 février 1956, Roberto Daniel Pérez Bures, un dirigeant sportif, organisateur de combats de boxe et un ami personnel d'Ismael Pace – tous deux se connaissent depuis vingt ans – est entendu par la sous-commission. Il se montre peu loquace face aux questions qui lui sont posées mais apporte quelques éléments d'explication quant à l'origine des dettes contractées par l'AAB. D'après lui,

M. Perón a déclaré au comité de direction de la fédération de ne pas s'inquiéter au sujet des dépenses entraînées par ce tournoi [le Championnat Latin]. L'aide financière n'a pas été matérialisée par écrit, c'est pourquoi reste en attente de paiement auprès d'Aerolíneas une facture de 500 000 pesos. Les formalités pour obtenir des autorités l'annulation de cette opération ont été vaines³⁹.

³⁸ *Idem*. Le rapport ne précise pas les dates exactes mais cette dernière compétition a probablement eu lieu en 1954 ou au début de l'année 1955 et a servi à sélectionner les futurs participants aux Seconds Jeux Panaméricains, organisés à Mexico en 1955.

³⁹ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.944, procès-verbal d'audition de Roberto Daniel Pérez Bures du 15 février 1956 : « Sr. Perón manifestó en una oportunidad a la mesa directiva de la Federación, que no se preocuparan por los gastos de determinado torneo. No se concretó por escrito la ayuda financiera, por lo que queda pendiente de pago una factura a Aerolíneas por \$ 500.000 m/n. Las tratativas para obtener de las autoridades la cancelación de esta cuenta fueron vanas. »

Par ailleurs, il défend le choix d'organiser certains événements sportifs au Luna Park plutôt que dans les installations de l'AAB, malgré les coûts supplémentaires que cela induisait, au motif que l'emplacement du stade et la présence d'un public fidélisé garantissait un minimum de spectateurs présents. Ce témoignage soulève le second problème posé par la fédération de boxe : la nature de ses rapports avec le gouvernement péroniste. D'autres dirigeants sportifs évoquent le rôle joué par les autorités politiques dans le processus de prise de décision des responsables de l'AAB. D'après Felipe Nasi, gérant de l'institution, ces derniers n'ignoraient pas que le Championnat Latin risquait de produire un « énorme déficit⁴⁰ » mais ils ont reçu l'engagement, toujours verbal, de la part de Perón et de Valenzuela, que les pouvoirs publics paieraient une partie des frais. Pourtant, la promesse semble ne pas avoir été tenue ou avoir provoqué un différend avec le président de la Cadcoa⁴¹. Roque Vicente Colosimo confirme ce scénario : les membres de la direction de l'AAB étaient convaincus que l'achat des billets d'avion des participants au tournoi serait pris en charge par le gouvernement ou la Cadcoa. Cela avait été discuté au cours d'un entretien entre Perón, Valenzuela et celui qui était alors président de la fédération, un certain Matera.

Sans cette assurance, « il aurait été impossible de réaliser ce championnat⁴² » car les calculs prévisionnels montraient que les dépenses engagées seraient largement supérieures aux recettes et que l'AAB ne pourrait rentrer dans ses frais. D'autant plus que de son côté, Ismael Pace exigeait de toucher 60% des sommes versées par la télévision au prétexte que celle-ci lui faisait perdre des spectateurs présents sur place. On retrouve, dans le cas de l'AAB, des mécanismes dénoncés par la Commission 49 : l'intervention et les promesses des autorités politiques encouragent les dépenses inconsidérées et la prise de risque au sein des fédérations sportives, qui compromettent la stabilité de leurs finances et se retrouvent à la merci du gouvernement, qui les place ainsi en situation d'extrême dépendance. Le régime péroniste a-t-il sciemment incité les dirigeants sportifs à fragiliser leur institution ? Ou n'est-ce pas une conséquence du décalage grandissant entre les ambitions du gouvernement en matière de politique sportive et la situation économique du

⁴⁰ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.944, procès-verbal d'audition de Felipe Nasi du 16 février 1956 : « enorme déficit ». (Deux graphies existent dans les sources, Nasi et Nassi. Nous avons opté pour la première qui apparaît à plusieurs reprises mais on ne peut écarter la probabilité d'une coquille de la part du transcripteur).

⁴¹ *Idem.*

⁴² AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.944, procès-verbal d'audition de Roque Vicente Colosimo du 16 février 1956 : « hubiera sido imposible realizar el mencionado campeonato ». (L'orthographe du nom de ce témoin est également douteuse, le même document mentionne tantôt Colosimo, tantôt Colosino). Colosimo a occupé différentes fonctions au sein de l'AAB : président de la sous-commission des Championnats à partir de 1951 puis trésorier lors des deux derniers mois de l'année 1955.

pays à la fin du second mandat de Perón ? Soucieux d'accueillir des compétitions prestigieuses et d'imposer l'Argentine comme l'un des hauts lieux du sport mondial, le chef de l'État poursuit son programme généreux de financement des activités sportives et engage la responsabilité de l'État dans le soutien matériel apporté aux fédérations, alors même que ses rentrées d'argent diminuent en raison de la crise économique et de l'inflation. La relative prospérité des années 1946-1949 a pris fin, ce qui explique peut-être que les nombreuses promesses de Perón, rarement formalisées, n'aient finalement pas été honorées⁴³. Il est possible également que le président de la Cadcoa ait considéré comme exagéré le montant total de la facture qui lui a été présenté à l'issue du championnat et refusé de l'acquitter. Faute de précisions supplémentaires, nous ne pouvons en rester qu'au stade de l'hypothèse.

L'Association Argentine de Boxe : une institution sous une double tutelle ?

Pour les enquêteurs par contre, il ne fait aucun doute que l'AAB

a fonctionné, pendant la période étudiée, sous la pression politique du régime, en se livrant, comme la quasi-totalité de ses homologues dans d'autres sports, à des actes de complaisance et de servilité politique. Et ce, à une échelle d'autant plus grande que les adeptes de la boxe proviennent des masses⁴⁴.

La fédération ne s'est pas contentée d'accoler le nom du président argentin à certaines de ses compétitions, ni de rendre fréquemment hommage aux principales personnalités péronistes. À plusieurs reprises, elle a ouvertement adhéré à certaines initiatives politiques du régime. La sous-commission repère ainsi que l'institution a non seulement exprimé publiquement son adhésion au Second Plan Quinquennal, mais a aussi procédé à sa « divulgation et à sa diffusion tant au siège central que dans les associations

⁴³ Sur les difficultés économiques qui frappent l'Argentine à partir de l'année 1949, voir Pablo Gerchunoff et Damián Antúnez, « De la bonanza peronista a la crisis de desarrollo » in Juan Carlos Torre (dir.), *Nueva Historia Argentina. Tomo 8. Los años peronistas*, Buenos Aires, Sudamericana, 2002, p. 125-205 et Eduardo Elena, *Dignifying Argentina. Peronism, Citizenship and Mass Consumption*, op. cit.

⁴⁴ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.944, compte-rendu de l'enquête et conclusions de la Commission 49 rédigées par son secrétaire général, Juan Pablo Remonda, le 20 août 1956 : « *se ha desenvuelto durante el lapso investigado bajo la presión política del régimen, incurriendo, como la casi totalidad de sus similares en otros deportes, en actos de obsecuencia y servilismo político. En tanto mayor escala cuanto el boxeo tiene su clientela en las grandes masas.* »

affiliées de l'intérieur du pays⁴⁵ ». Dans le même temps, elle a versé une contribution volontaire de 10 000 pesos pour la construction du monument à Eva Perón. Les documents internes de l'AAB font état de nombreuses mesures qui démontrent sans équivoque possible qu'elle « a cherché à s'attirer la sympathie des autorités destituées⁴⁶. ». Le 17 décembre 1953, est inauguré un buste représentant « le Général Juan Perón, premier sportif du monde entier⁴⁷ ». Ce genre de surenchère n'est guère du goût des enquêteurs. Ils notent aussi que les dirigeants ont manifesté leur approbation suite à la désignation d'Alberto Tesaire à la vice-présidence de la nation en 1954 et renouvelé leur « adhésion affectueuse et inconditionnelle au Président Perón après son discours du 31 août 1955⁴⁸ ». Effectivement, au plus fort du conflit opposant le gouvernement et les mouvements d'opposition, les responsables de la fédération se sont rangés du côté des autorités officielles. Dès le 2 décembre 1954, un extrait du *Libro de Actas* évoque une

déclaration sur les infiltrations et le maintien inébranlable de leurs convictions justicialistes ainsi que de leur identification intégrale à la mémoire de la martyre du travail Eva Perón et de l'éminent *leader* (*líder*) Juan Perón⁴⁹.

De même, le 13 juin 1955, lors de la cérémonie religieuse organisée en la cathédrale de Buenos Aires suite aux affrontements violents du 11 juin 1955 entre partisans des deux camps, les dirigeants de l'AAB présents déclarent que

les actes de barbarie avec lesquels ils prétendent inspirer la population ne respectent ni la dignité ni le sentiment humain. C'est pourquoi l'Association Argentine de Boxe décrète sa condamnation sans appel des faits indignes qui ont eu lieu et se sent encore plus unie au *leader* de la *Nueva Argentina*, le général Juan Perón⁵⁰.

⁴⁵ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.944, liste détaillée, dressée à partir du *Libro de Actas* de l'AAB, des « ingérences de l'Asociación Argentina de Boxeo en politique », sans date : « *divulgación del 2° Plan Quinquenal en la sede central y en la de las Asociaciones afiliadas del Interior* ».

⁴⁶ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.944, rapport final de la sous-commission du 11 avril 1956 : « *congraciarse con las autoridades depuestas* ».

⁴⁷ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.944, liste détaillée, dressée à partir du *Libro de Actas* de l'AAB, des « ingérences de l'Asociación Argentina de Boxeo en politique », sans date : « *del primer deportista del mundo entero General Juan Perón* ».

⁴⁸ *Ibid* : « *adhesión afectuosa e incondicional al Presidente Perón después de su discurso del 31/08/1955* ».

⁴⁹ *Ibid* : « *Declaración sobre infiltraciones y la mantención inconvencionales [sic] de sus convicciones justicialistas al par que su identificación integral con la memoria de la mártir del trabajo Eva Perón y con el insigne líder Juan Perón.* »

⁵⁰ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.944, cité dans le rapport final de la sous-commission du 11 avril 1956 : « *Los actos de barbarie con que pretenden emular a los unos no han respetado ni la dignidad ni el sentimiento humano. Por ello la Asociación Argentina de Box declara su condena sin atenuantes de los indignos hechos ocurridos sintiéndose más juntos aún al líder de la Nueva Argentina General Juan Perón.* »

Ces prises de position constituent une transgression flagrante des statuts de l'institution qui, comme pour toutes les associations sportives, prônent l'apolitisme et la neutralité. La sous-commission mentionne même l'article qui stipule que les fonds de la fédération doivent être utilisés à des fins exclusivement sociales : pour elle, la remise d'une médaille d'or à Jorge Antonio⁵¹ ou la contribution financière apportée au monument à Eva Perón ne relèvent pas de ce domaine. Mais les dirigeants sportifs partagent-ils ce point de vue ? Rien n'est moins sûr. Une fois de plus, les enquêtes de la Commission 49 s'appuient sur des conceptions du sport qui se révèlent fort éloignées des pratiques réelles et des objectifs poursuivis par les dirigeants, qui ne voient pas forcément de contradictions entre leur règlement interne et le fait de nouer des relations fructueuses avec les pouvoirs publics. En atteste le fait, souligné par les investigateurs, que la « quasi-totalité » des institutions sportives se sont rendues coupables d'actes similaires, considérés comme des marques de soumission. Si l'on se réfère à certaines fédérations amateurs étudiées précédemment, comme l'Association Argentine de Golf, l'AAB semble cependant être allée plus loin : elle est sortie du cadre de la « normalité » que l'on pouvait attendre d'une fédération sportive, même en tenant compte des conditions exceptionnelles produites par le péronisme.

Elle souffre de plus d'une circonstance aggravante : le rôle prééminent joué par Ismael Pace, qui fait d'ailleurs partie des personnalités honorées par l'institution, aux côtés de Perón, de Valenzuela ou du secrétaire général de la CGT, Eduardo Vuletich. Tous les quatre font ainsi partie de la Junte Honoraire du fonds d'assistance créé par l'AAB pour venir en aide aux boxeurs invalides. Ismael Pace est aussi à la tête de l'École argentine de boxe « Presidente Perón ». Sans être officiellement un dirigeant de la fédération, Pace fait incontestablement partie des personnes influentes dans le monde de la boxe sous le péronisme, comme le prouvent ces marques de distinction et de déférence. La veuve de son ancien associé, José Bautista Lectoure, confirme les liens étroits entretenus entre l'AAB et Ismael Pace en remarquant que « les dirigeants de l'Association se rendaient assidûment au Luna Park et au bureau de M. Pace⁵² », bien qu'elle précise

⁵¹ Homme d'affaires d'origine syrienne, Jorge Antonio fut l'un des proches conseillers de Perón et un ami de Juan Duarte. En 1950, il rachète Radio Belgrano, l'une des stations de radio les plus importantes du pays, Canal 7, la première et unique chaîne de télévision du pays et l'agence de presse Telam, devenant ainsi l'un des magnats des médias en Argentine. Peu après la chute du péronisme, il est incarcéré et envoyé dans une prison de Río Gallegos en Patagonie et ses biens sont confisqués et revendus par la junte militaire.

⁵² AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.944, procès-verbal d'audition d'Ernestina Devecchi, veuve de José Bautista Lectoure, du 20 mars 1956 : « *Contesta que las autoridades de la*

aussitôt qu'elle ignore la nature véritable de la relation qui existait entre eux. Or, les enquêteurs sont bientôt convaincus que Pace est un thuriféraire du régime péroniste. La domination économique qu'il impose sur la fédération s'accompagne d'une dimension politique qui accroît d'autant sa subordination aux impératifs du pouvoir. Pace agirait comme une sorte d'agent infiltré, chargé de mettre le monde de la boxe au service de la propagande officielle. Le témoignage d'Ernestina Devecchi, la veuve de Lectoure, est déterminant sur ce point. Dès le 26 janvier 1956, le *Departamento de Informaciones* transmet une note interne à la Commission 49 pour lui signaler que cette femme « serait au courant [des] affaires [d'Ismael Pace] et serait en mauvais termes avec lui⁵³. » Elle est auditionnée le 20 mars 1956 et longuement interrogée sur la conduite de Pace et sur ses rapports avec lui. En effet, à la mort de son époux, propriétaire à hauteur de 50% de la société Luna Park S.R.L., elle a hérité de ses parts dans l'entreprise et signé un nouveau contrat avec son associé. Mais, d'après elle, l'une des clauses l'excluait totalement de la direction effective de la société, puisque cette dernière prévoyait que

relevait du ressort exclusif de M. Pace l'organisation, la présentation, la disposition, l'opportunité, les modalités et la façon d'effectuer les spectacles, ce dernier pouvant à sa discrétion changer, modifier, altérer, renoncer ou supprimer tout type de spectacle ou d'événement sportif, culturel, artistique, etc⁵⁴.

L'administration du Luna Park appartenait entièrement à Pace, qui ne tenait aucun compte des remarques ou du mécontentement manifesté en différentes occasions par Ernestina Devecchi. Elle aurait eu vent de plaintes et de protestations exprimées par plusieurs managers notamment à l'encontre de Lázaro Koci. Ce partenaire de Pace est accusé de s'accaparer une partie des gains qui devrait normalement leur revenir. La veuve de Lectoure aurait tenté d'intervenir, sans succès, en faisant part à Pace de son refus de voir Koci associé à l'entreprise. Outre ces désaccords quant à la conduite des affaires, Ernestina Devecchi est contrariée, semble-t-il, par les activités politiques déployées par son associé : non seulement Pace met le Luna Park gratuitement à disposition du Parti

Asociación concurrían asiduamente al Luna Park y al despacho del Sr. Pace sin poder precisar cuál era la verdadera relación que existía entre ellos. »

⁵³ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.944, note adressée par le Departamento de Informaciones à la Commission 49 le 26 janvier 1956 : « *conocería [las] negociaciones [de Ismael Pace] y estaría resentida con el mismo. »*

⁵⁴ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.944, procès-verbal d'audition d'Ernestina Devecchi, veuve de José Bautista Lectoure, du 20 mars 1956 : « *quedó exclusivo cargo del Sr. Pace la organización, presentación, disposición, oportunidad, modo y forma de efectuar los espectáculos pudiendo a su arbitrio cambiar, modificar, alterar, desistir o suprimir cualquier clase de espectáculo o acto deportivo, cultural o artístico etc. »*

Péroniste dès 1951, mais il effectue également une donation de 100 000 pesos, prélevés sur le capital de l'entreprise, à la FEP en 1953 sans l'avoir consultée ni obtenu son accord⁵⁵. Elle l'accuse aussi d'avoir, toujours de son propre chef, réparti près de 600 entrées gratuites pour des spectacles organisés au Luna Park, adressées au palais présidentiel, aux ministères et à d'autres organismes gouvernementaux. Plus grave encore,

à de multiples occasions, ses réclamations ont été entravées par l'influence politique de M. Pace. Il lui a même signifié une fois qu'il ne traiterait pas des affaires de la société en présence de son avocat, le Dr Ardoy, parce que ce dernier était ouvertement de tendance démocrate⁵⁶.

Du fait de son entregent et de son ascendant politique, Ismael Pace était intouchable : Ernestina Devecchi n'a jamais pu tenter quoi que ce soit contre lui⁵⁷. Au terme de l'enquête menée sur l'AAB, il est évident pour les enquêteurs que le propriétaire du Luna Park disposait d'une « énorme influence⁵⁸ » tant dans le milieu de la boxe amateur que dans le monde professionnel, une influence, « qualifiée de néfaste pour la morale sportive⁵⁹ », qu'il n'a cessé d'étendre sur l'ensemble du territoire de la République argentine et aux pays voisins. La Commission 49 en conclut que l'AAB a fonctionné « dans l'ombre du stade Luna Park⁶⁰ » et

qu'elle a toléré et consenti, expressément et de manière réitérée, à ce que la conduite du sport soit régie par la volonté d'une entreprise commerciale, laquelle n'était jamais contrainte d'assumer aucun de ses engagements dans les différents tournois et compétitions réalisés. L'AAB donnait son aval, par son autorité formelle, aux agissements du Luna Park, mais manquait, et à aucun moment ne s'est préoccupée de les acquiescer, des moyens pour déterminer les obligations de l'entité

⁵⁵ *Ibid.*

⁵⁶ *Ibid* : « en numerosas oportunidades vio trabados sus reclamos por la influencia política del Sr. Pace. Que en una oportunidad le manifestó que no trataría asuntos sociales en la presencia de su abogado Dr Ardoy por ser éste de manifiesta tendencia democrata. »

⁵⁷ Signalons, bien qu'il semble qu'elle soit restée sans suite, qu'une lettre anonyme adressée le 15 novembre 1955 à la vice-présidence de la Nation accuse Ismael Pace de servir de messenger au sein de la résistance péroniste, d'avoir été le prête-nom d'Ángel Borlenghi et de conserver à son domicile des biens et objets de valeur ayant appartenu à cet ancien ministre, ce qui tendrait à démontrer sa grande proximité avec certains membres du pouvoir en place. Voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 3137 : « Paniza Antonio/ Se lo denuncia como testafarro de Borlenghi, Pace Ismael, también testafarro de Borlenghi ».

⁵⁸ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.944, rapport final de la sous-commission du 11 avril 1956 : « enorme influencia ».

⁵⁹ *Ibid* : « calificada de nefasta para la moral deportiva ».

⁶⁰ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 102.944, compte-rendu de l'enquête et conclusions de la Commission 49 rédigées par son secrétaire général, Juan Pablo Remonda, le 20 août 1956 : « a la sombra del estadio Luna Park ».

commerciale. *Ergo* : la boxe amateur en Argentine sous le régime destitué n'était qu'un mythe⁶¹.

Les dirigeants de la fédération de boxe, par incompetence ou docilité excessive, ont laissé une société privée régenter l'ensemble de leur milieu sportif. Que cela se produise dans le monde du sport-spectacle, passe encore : c'est un phénomène inhérent aux dynamiques du sport professionnel, où les considérations économiques et mercantiles finissent par l'emporter sur toutes les autres. Mais, pour les membres de la commission, il est inacceptable que la pratique amateur soit aussi touchée par ce genre d'errements. Du moins, c'est ainsi que nous comprenons la dernière remarque de leur rapport : la pureté et l'autonomie du sport amateur doivent être à tout prix protégées des vicissitudes du professionnalisme. Les dirigeants de l'AAB ont failli gravement à leurs devoirs et perdu toute crédibilité aux yeux des enquêteurs, d'autant plus que ces derniers ont constaté, non sans exaspération, que

l'incurie – et pourquoi ne pas le dire ? « la crétinerie » des responsables chargés de leur conservation – a permis la disparition des archives, fichiers, registres des performances, photographies, etc. accumulés au cours des nombreuses années de développement de ce sport⁶².

La Commission 49 décide de sanctionner sévèrement les membres de la fédération qui sont reconnus coupables d'avoir violé leurs statuts et causé la perte et la destruction de la documentation interne de l'institution⁶³. Elle réclame qu'ils soient écartés de toute fonction de direction dans les associations sportives. Elle demande également que des mesures judiciaires soient prononcées afin de mettre un terme au monopole de l'entreprise Luna Park, devenue « un arbitre du sport, affectant la morale sportive, la loyauté

⁶¹ *Ibid* : « toleró y consintió expresa y reiteradamente, que la marcha del deporte fuera regida por el arbitrio de una empresa comercial, a la que no se obligaba a asumir compromiso alguno en los distintos torneos y competiciones realizados. La Asociación Argentina de Box avalaba con su autoridad formal, lo actuado por el Luna Park, pero carecía y en ningún momento se preocupó de adquirir, de los medios para fijar las obligaciones de la entidad comercial. Ergo : el boxeo amateur en la Argentina ha sido un mito durante el régimen depuesto. »

⁶² *Ibid* : « la incuria – y por qué no decirlo " el cretinismo " de las autoridades encargadas de su custodia - ha permitido la desaparición de los archivos, ficheros, registros de performance, fotografías, etc. acumulados durante muchos lustros de deporte. »

⁶³ Les différents dirigeants de l'AAB interrogés ont expliqué que les archives ont été remisées dans les combles de leur siège social par manque de place dans leurs locaux, mais, apparemment, elles n'ont pas été retrouvées au moment de l'enquête. Les enquêteurs soupçonnent très certainement les dirigeants d'avoir soustrait ou détruit sciemment la documentation de la fédération, dans le but de dissimuler des preuves. Et même s'il s'agit d'une perte involontaire, cela n'en constitue pas moins une preuve flagrante d'incompétence, qui justifie que des sanctions soient prises.

commerciale et les droits d'autrui⁶⁴. » Mais, comme nous avons déjà eu l'occasion de le constater, ces résolutions ne sont guère suivies d'effets. L'*interventor* qui avait pris le contrôle de l'AAB au début de l'enquête laisse la place à un nouveau comité de direction élu par les adhérents de la fédération. En 1957, un inspecteur du gouvernement militaire est chargé de contrôler la bonne marche de l'institution. Il n'y trouve rien à redire. Par conséquent, puisque le fonctionnement de la fédération est désormais normalisé, le soin de sanctionner les dirigeants fautifs revient à la CADCOA. Or, il est peu probable que cette dernière ait pris la moindre mesure, car elle est pratiquement vidée de toute capacité d'action à cette date.

Concernant le Luna Park, le ministère de la Justice n'engage aucune poursuite : l'entreprise étant une société commerciale à responsabilité limitée, elle ne relève pas de la compétence de l'Inspection Générale. Un procès aurait d'ailleurs peu de sens étant donné qu'Ismael Pace décède au cours de l'année 1956 dans un accident de voiture. C'est désormais le fils de José Bautista Lectoure qui hérite du stade emblématique. Une fois de plus, les intentions de la Commission 49 sont demeurées lettre morte et les dirigeants sportifs impunis. Au-delà de l'échec de la politique de « déperonisation » souhaitée par la Révolution Libératrice, ce constat interroge la capacité des dirigeants sportifs à faire fi des aléas induits par les circonstances politiques et à se maintenir en place quoi qu'il arrive⁶⁵.

DES « "DÉMOCRATES" ACCOMMODANTS » : LES DIRIGEANTS DE L'AUTOMÓVIL CLUB ARGENTINO (ACA)

Des dirigeants mis en cause par leurs socios

Cette aptitude des responsables des institutions sportives à conserver leurs positions est dénoncée avec virulence dans les courriers adressés aux autorités militaires par certains délateurs. Plusieurs dirigeants de l'Aca sont particulièrement mis en cause pour leur habileté à manœuvrer quels que soient les bouleversements politiques en cours. Dès le 19 octobre 1955, un membre de l'association, le *socio* n° 1620, envoie une lettre très détaillée à la Commission 49 pour soumettre à son attention la situation problématique

⁶⁴ *Ibid* : « *árbitro del deporte afectando la moral deportiva, la lealtad comercial y los derechos ajenos* ».

⁶⁵ Sur l'échec de l'entreprise de déperonisation de la société argentine sous la Révolution Libératrice, consulter María Estela Spinelli, *Los vencedores vencidos : el antiperonismo y la « revolución libertadora »*, Buenos Aires, Biblos, 2005 et son article « La desperonización. Una estrategia política de largo alcance (1955-1958) », [En ligne] <http://historiapolitica.com/datos/biblioteca/Spinelli1.pdf>. (consulté le 20 juillet 2016).

que connaît l'institution, situation qu'il impute sans hésiter à un petit groupe d'individus qui « utilise l'institution comme si c'était leur bien propre⁶⁶. » Cette missive est aussi une mise en garde ; son auteur s'efforce de prévenir les enquêteurs quant aux stratégies de défense et aux arguments que les dirigeants incriminés ne manqueront pas d'employer. D'avance, il déconstruit leurs discours, révélant au passage leur hypocrisie et leur opportunisme :

Ces personnes qui, en privé, faisaient étalage de leur opposition au gouvernement du tyran, faisaient preuve officiellement de la plus grande complaisance à son égard ; ils pourront dire qu'ils le faisaient afin de « sauver » le club, mais les paragraphes qui suivent mettront bien en évidence comment procédaient ces « sauveurs » de l'Aca dans leurs fonctions de direction⁶⁷.

Première preuve de la duplicité de ces dirigeants, ces derniers se seraient empressés de rendre visite au nouveau chef de l'État, le général Lonardi. Ils se livrent à cette occasion « aux mêmes genuflexions qu'ils réservaient auparavant au despote et à son épouse⁶⁸ ». Parmi ce petit groupe, le dénonciateur distingue tout particulièrement le cas de Carlos P. Anesi, président en exercice de l'institution : il alerte la Commission 49 sur le « pouvoir de conviction et la facilité de parole⁶⁹ » dont il sait faire preuve :

Ce n'est pas pour rien qu'il a mérité son surnom pittoresque de « Petit bouchon » (« *Corchito* »), qui provient de son habileté à se maintenir toujours « à flot », quel que soit le courant qui prévaut⁷⁰.

S'il ne précise pas qui a affublé Anesi de cet éloquent sobriquet, cela donne une idée de sa réputation. Le délateur enjoint les autorités militaires à faire la « sourde oreille⁷¹ » aux propos d'Anesi qui fera tout pour éviter que l'enquête n'aboutisse et réclame l'« *intervención* » de l'Aca, afin « de récupérer au profit du sport honnête et

⁶⁶ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 2249, lettre adressée par l'adhérent n° 1620 de l'ACA à la Commission 49, s/l, le 19 octobre 1955 : « *que usufructúa de la institución como bien propio.* » La lettre n'est pas anonyme car elle est signée par son auteur, malheureusement, la signature est illisible.

⁶⁷ *Ibid* : « *Esas personas, que particularmente hacían gala de su oposición al gobierno del tirano, oficialmente eran ejemplo de obsecuencia al mismo ; ellos podrán decir que lo hacían para "salvar" al Club, pero de los párrafos siguientes surgirá evidente en qué forma proceden en sus cargos directivos estos "salvadores" del ACA.* »

⁶⁸ *Ibid* : « *las mismas genuflexiones que antes tuvieron para con el despota y su consorte.* »

⁶⁹ *Ibid* : « *el poder de convicción y la facilidad de palabra.* »

⁷⁰ *Ibid* : « *no en vano se ha hecho acreedor al mote pintoresco de " Corchito", originado en su habilidad de mantenerse siempre "a flote", cualquiera sea la corriente que prime.* »

⁷¹ *Ibid* : « *oídos sordos.* »

démocratique une institution dont les Argentins doivent s'enorgueillir⁷². » Dans sa missive, il a effectivement énuméré en quinze points toutes les anomalies et irrégularités qu'il a pu constater dans le fonctionnement de l'institution pendant la période péroniste. D'après lui, la situation économique de l'Aca est catastrophique. Néanmoins, les dirigeants en place se sont non seulement efforcés de dissimuler la gravité de la crise aux adhérents et aux pouvoirs publics, mais ont même passé outre, en poursuivant les dépenses somptuaires et inutiles, en lieu et place des mesures d'austérité qui s'imposaient. Aussi, le dénonciateur estime que les membres du comité de direction doivent répondre de leurs actes devant l'ensemble des *socios*, directement lésés par leurs mauvaises décisions. En conclusion, il rappelle que

nous ne devons pas oublier que ce ne sont pas seulement les péronistes qui ont causé des dommages aux activités sportives, mais que sont encore plus critiquables ceux qui, en privé, affichaient des idéaux démocratiques, mais « servaient la soupe » – pour reprendre l'expression populaire – au dictateur (voyez par exemple dans les livres de l'ACA que la première campagne de Fangio en Europe, quand il a remporté le vice-championnat du monde, et que le despote a utilisée comme l'un de ses nombreux rideaux de fumée pour distraire l'opinion publique de problèmes bien plus importants, a coûté presque 500 000 pesos au club)⁷³.

Ce délateur renvoie explicitement les dirigeants sportifs à leurs propres responsabilités : si le régime péroniste a favorisé les excès et détourné le sport de ses enjeux fondamentaux, ce dernier ne doit pas servir systématiquement de prétexte ou d'excuse aux individus en charge des fédérations pour se dédouaner. Par conséquent, il est du devoir de la Révolution Libératrice d'empêcher ces opposants de pacotille – ces « "démocrates" accommodants⁷⁴ » – de bénéficier une fois de plus de la « protection officielle pour continuer à occuper des positions dont ils ont l'usufruit depuis de nombreuses années⁷⁵. » La compromission des autorités de l'Aca est telle qu'une purge serait la bienvenue.

⁷² *Ibid* : « recuperando para el deporte honesto y democrático, una institución que debe ser orgullo de los argentinos. »

⁷³ *Ibid* : « No debemos olvidar que no sólo los peronistas han causado daños a las actividades deportivas, sino que aún son más criticables quienes, haciendo gala privadamente de ideales democráticos, le hacían el "caldo gordo" – valga la frase popular – al dictador (véase en los libros del ACA, por ejemplo, que le costó aproximadamente 500 000 pesos al Club la primera campaña de Fangio en Europa, cuando obtuvo el subcampeonato del mundo, que el despota usara como una de sus tantas cortinas de humo para distraer a la atención pública de problemas mucho más trascendentales). »

⁷⁴ *Ibid* : « "demócratas" acomodaticios ».

⁷⁵ *Ibid* : « al calor oficial para seguir manteniendo posiciones que usufructúan desde hace muchos años. »

Cette première lettre d'accusations contre les dirigeants de l'Aca n'est pas la dernière : au moins trois autres courriers sont envoyés, en octobre 1955 et en janvier 1956, aux organismes de la Révolution Libératrice pour leur signaler les délits commis par les membres de son comité de direction. Tous leurs auteurs s'étonnent que cette institution n'ait pas encore fait l'objet d'une enquête approfondie ni d'une saisie par le nouveau pouvoir. On retrouve peu ou prou les mêmes critiques portées à l'encontre des principales personnalités de l'Aca. Un autre délateur anonyme s'interroge sur la longévité du comité de direction : « Depuis combien d'années les mêmes hommes, en reproduisant les mêmes systèmes, agissent-ils au sein de l'Automóvil Club, et abusent-ils de leur autorité discrétionnaire⁷⁶ ? » Si son président, Anesi, est, là encore, pointé du doigt, d'autres personnages-clé sont mis en cause : José Orlando, trésorier du club, José Hernández, ancien président de la Bourse du Commerce et proche du ministre des Finances Cereijo et de Perón, et surtout Francisco « Pancho » Borgonovo, alors à la tête de la Commission des Courses automobiles. La liste des reproches nous est désormais familière : tous ces dirigeants ont obtenu des passe-droits et des traitements de faveur sous le péronisme – prébendes, permis d'importation, obtention de combustibles, voyages fréquents à l'étranger – « tout cela au préjudice de l'économie du pays et des adhérents de l'association⁷⁷ ». En échange, l'Aca a multiplié les hommages et chanté les louanges du régime péroniste, « comme s'il était un organisme au service de la propagande justicialiste⁷⁸ ». Borgonovo est notamment accusé d'avoir obligé les participants des compétitions automobiles à dédier leurs victoires à Perón.

Il est d'autant plus urgent de mettre fin aux activités des principaux responsables de l'Aca que ces derniers ont une influence qui dépasse les frontières nationales et sont parvenus à obtenir une reconnaissance internationale non négligeable. C'est donc le prestige de la nation argentine dans son ensemble, et sa crédibilité, qui sont compromis par leur maintien. L'auteur de cette lettre anonyme dresse lui aussi un portrait à charge de Carlos P. Anesi qui

chaque année, réalise cinq voyages en Europe et aux États-Unis, avec des billets officiels et pour le compte de l'Automóvil Club ; qui entretient une maîtresse, mannequin pour des maisons de mode, qu'il envoie aux États-Unis et qui revient les valises pleines de vêtements en

⁷⁶ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 9, Expediente 3820, lettre anonyme adressée à M. Elizondo, s/l, le 26 octobre 1955 : « *Cuántos años hacen que actúan en el Automóvil Club Argentino los mismos hombres, con los mismos sistemas y con su autoridad prepotente y discrecional ?* »

⁷⁷ *Ibid* : « *todo ello a costa de la economía del país y en perjuicio de los asociados de la entidad* ».

⁷⁸ *Ibid* : « *como si el ACA fuese una entidad al servicio de la propaganda justicialista* ».

nylon, de fourrures, de sorbetières électriques, d'aspirateurs, de batteurs électriques, etc, qu'elle introduit en contrebande, à l'insu de la Douane et revend à prix d'or [...]; qui se rend à tous les congrès qui ont lieu, où il est traité comme un roi et qui proclame son adhésion à Perón⁷⁹.

Anesi constitue un cas extrême, mais loin d'être unique selon cette lettre : tous les dirigeants mentionnés ont régulièrement voyagé « aux frais de la princesse », en détournant à leur profit les fonds de l'Aca et en se livrant à toutes sortes de négoce plus ou moins troubles qui leur ont permis d'accroître leur fortune personnelle. Les deux dernières lettres anonymes, rédigées en janvier 1956, se focalisent plus particulièrement sur Francisco Borgonovo. Détail important, l'une d'entre elles émane des « gars des 500 Millas⁸⁰ », c'est-à-dire d'un groupe de personnes lié à cette compétition automobile réputée, organisée de longue date dans la ville de Rafaela, dans la province de Santa Fe. Si les auteurs ne précisent pas leur profession – il est probable qu'outre des pilotes, les signataires soient des mécaniciens, des organisateurs de course ou de simples amateurs des sports automobiles – leur initiative indique qu'une partie du milieu des sports mécaniques se désolidarise de ses dirigeants les plus en vue et prône l'extirpation de « ces parasites [*bichos malignos*] du sport national⁸¹ ». La seconde lettre, non signée et expédiée depuis l'ambassade du Venezuela, s'attarde sur les délits commis par Borgonovo, dont le profil semble très proche de celui de Carlos Anesi. Tous deux sont parvenus à occuper une position centrale au sein du milieu sportif argentin et sud-américain. Francisco Borgonovo, « dirigeant immuable de l'Automóvil Club, de l'Hindú Club [...] et de la commission sportive des pilotes automobiles⁸² » cumule les fonctions à tel point qu'on le retrouve à de multiples postes d'importance dans différentes institutions⁸³. Il semble avoir

⁷⁹ *Ibid* : « cada año realiza cinco viajes a Europa y a los Estados Unidos, con pasajes oficiales y por cuenta del Automóvil Club ; que mantiene una querida, modelo de casas de modas, a la que manda a los Estados Unidos y que regresa cargadas sus valijas de prendas de nylon, pieles, heladeras electricas, aspiradoras, batidoras electricas, etc, que introduce al margen del control aduanero y vende a precios de oro, ganando, segun dice publicamente, 100 mil pesos en cada viaje ; que concurre a cuantos congresos se efectuan, agasajado y proclama su adhesión a Perón, etc, etc, debe ser investigado. »

⁸⁰ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 7816, lettre anonyme adressée à la Commission 49, Rafaela – Buenos Aires, le 23 janvier 1956 : « *Los muchachos de las 500 Millas* ». Il est précisé juste après cette signature, entre parenthèses : « *somos muchos centenares aqui* », soit « nous sommes plusieurs centaines ici », ce qui laisse penser que cette lettre est le fruit d'une action collective et non d'une initiative individuelle.

⁸¹ *Ibid* : « *ciertos bichos malignos del deporte nacional que hay que extirpar y cuanto antes, mejor.* »

⁸² AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 7312, lettre anonyme adressée au « chef des investigations officielles du gouvernement révolutionnaire de l'Argentine », Buenos Aires, le 16 janvier 1956 : « *dirigente eternizado en el Automóvil Club, el Hindú Club [...] y la comisión de deporte de los volantes* ».

⁸³ On retrouve effectivement Borgonovo dans les dossiers et les *Memorias y Balances* de l'AAP, de l'UAR ou encore du Cuba. En tant que président de l'Hindú Club, il est présent dans de nombreux comités de

fait preuve d'une capacité remarquable à se rendre indispensable, mais qui répondait avant tout à ses ambitions personnelles plutôt qu'à un dévouement désintéressé au profit du développement des activités sportives :

Ce personnage au visage candide mais aux intentions obscures s'est ingénié pendant près de trente ans non seulement à s'établir au sein du club automobile, mais aussi à voyager à travers le monde, en se faisant passer pour une personnalité diplomatique. Il sait indubitablement se placer, en flattant celui qui est au pouvoir⁸⁴.

Comme Anesi, Borghonovo est accusé d'avoir profité de ses relations privilégiées avec les gouvernements en place pour se livrer à toutes sortes de trafics, du détournement d'argent à la spéculation immobilière, tout en s'appropriant les institutions sportives qu'il dirigeait. Le délateur vénézuélien le dépeint ainsi comme un « millionnaire errant⁸⁵ », qui a transformé la respectable institution qu'était l'Hindú Club en un « antre de conspirateurs⁸⁶ ». Il note par ailleurs le nombre élevé de pratiquants et de dirigeants issus du monde des sports automobiles qui ont été proscrits par les autorités militaires, signe que ce milieu était particulièrement propice aux comportements malhonnêtes et aux excès de toutes sortes. Si la période péroniste a aggravé cette situation, ces tendances étaient, d'après les dénonciateurs anonymes, déjà à l'œuvre auparavant. Ils condamnent expressément le péronisme dans leurs lettres mais leurs attaques se concentrent sur deux ou trois figures de dirigeants, en insistant sur la durée de leurs mandats et leur pérennité à la tête de l'Aca. Cette longévité est hautement suspecte : ces individus ont réussi à exercer une mainmise sans commune mesure sur des institutions qu'ils auraient détournées de leurs objectifs initiaux pour s'en servir à leur seul et unique profit. Ce faisant, ils posent ouvertement la question, qui tient aussi à cœur aux responsables de la Révolution Libératrice, du rôle qui doit être dévolu aux dirigeants sportifs. Faut-il imposer des limites à leurs mandats et au cumul de fonction ? À quel moment outrepassent-ils leur mission ? Comment définir cette dernière et empêcher que l'ascension personnelle des dirigeants ne se confonde avec les destinées de l'institution dont ils ont la charge ? L'Aca incarnerait ce

réception de délégations étrangères ou d'organisation de compétitions car son institution est fréquemment utilisée pour héberger des sportifs étrangers invités en Argentine.

⁸⁴ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 7312, lettre anonyme adressée au « chef des investigations officielles du gouvernement révolutionnaire de l'Argentine », Buenos Aires, le 16 janvier 1956 : « *Este personaje de rostro cándido e intenciones oscuras se las ha ingeniado durante casi treinta años no solo para sostenerse en el club de automovilismo, sino para viajar por todo el mundo, pasando por personaje diplomático.* »

⁸⁵ *Ibid* : « *millonario errante* ».

⁸⁶ *Ibid* : « *cueva de conspiradores* ».

type de dérives : profitant du fait que les sports automobiles ont fini par occuper une place centrale dans le paysage sportif argentin, un petit groupe de dirigeants s'est emparé du club. Ce phénomène d'appropriation d'une institution d'utilité publique, censée appartenir à l'ensemble des adhérents, se serait accompagné d'une politisation croissante de ses activités.

Comme nous l'avons vu précédemment, le gouvernement péroniste a accordé une attention toute particulière aux sports mécaniques⁸⁷. Ces derniers avaient acquis une grande popularité auprès du public sportif dès les années 1930, époque de l'essor des courses de *Turismo Carretera* (TC) et des premiers Grands Prix Internationaux. Ce succès est loin de se démentir au cours des années 1945-1955 et se voit même renforcé par le développement des compétitions en circuit fermé et de la Formule 1, encouragé par les pouvoirs publics qui financent simultanément la construction d'équipements – dont le célèbre *Autodrómo 17 de Octubre* à Buenos Aires – et la participation des pilotes argentins les plus performants aux championnats du monde. Cet ensemble de mesures, d'une part, répondait aux ambitions affichées par Perón de faire de l'Argentine une grande puissance sportive et, d'autre part, s'inscrivait dans le programme plus vaste de développement de l'industrie automobile nationale. L'objectif était de contribuer à l'insertion de l'Argentine au sein du cercle des nations « modernes », grâce à l'implantation de sites de production et d'usines capables de subvenir à la demande locale – et donc de mettre fin à la dépendance aux importations d'automobiles et de pièces de rechange – et à la maîtrise de technologies de pointe. Ce programme a été en partie concrétisé avec la mise au point de prototypes de voitures de course et de Formule 1, de conception et de fabrication entièrement argentines, présentés officiellement aux pilotes et au public par le gouvernement péroniste à la *Casa Rosada*⁸⁸.

Ce n'est donc pas seulement dans le but de toucher les masses populaires, passionnées d'exploits sportifs et impressionnées par les prouesses et la témérité des pilotes argentins, élevés au rang de héros par les médias locaux, que les autorités péronistes se sont autant intéressées aux sports automobiles, mais bien plutôt parce qu'il s'agissait d'un secteur ô combien stratégique. Les courses servent aussi bien de laboratoire industriel que de vitrine de l'Argentine sur la scène internationale et attestent de son inclusion réussie à la « modernité cinétique »⁸⁹. Rappelons que Fangio et ses camarades

⁸⁷ Voir les chapitres I, IV et V.

⁸⁸ Un programme similaire a été entrepris dans le domaine de l'aviation et de l'industrie aéronautique, qui a abouti à la réalisation des modèles d'avions à réaction Pulqui I et Pulqui II, et de l'avion de chasse *Ñancú*.

⁸⁹ Expression que nous empruntons au titre de l'ouvrage de Guillermo Giucci, *La vida cultural del automóvil. Rutas de la modernidad cinética*, Buenos Aires, Universidad Nacional de Quilmes – Prometeo,

ont bénéficié d'un statut diplomatique lorsqu'ils ont été envoyés en Europe pour concourir sur les circuits locaux et participer au championnat du monde de Formule 1. Ces tournées ont été entièrement financées par les pouvoirs publics, un investissement qui a été très rentable sur le plan du prestige national, notamment grâce aux victoires répétées de Fangio et à la reconnaissance internationale qu'il en a retirée. Dans ce contexte, il n'est guère étonnant que l'Aca ait entretenu des liens étroits avec le gouvernement péroniste. À cette date, c'est cette institution qui contrôle et dirige l'ensemble de la pratique sportive automobile en Argentine. Ses dirigeants étaient donc amenés à devenir des interlocuteurs privilégiés pour le pouvoir en place.

L'Aca dans les années 1920-1930 : une institution en plein essor

En réalité, les responsables de l'Aca occupaient déjà cette position, et ce, depuis plus d'une décennie. L'histoire de cet organisme est celle d'une ascension exceptionnelle. L'Automóvil Club Argentino n'est d'ailleurs pas à proprement parler une fédération mais, comme son nom l'indique, un club. Fondé dans la capitale argentine en 1904 par un groupe de *porteños* enthousiasmés par l'automobile, il demeure, jusque dans les années 1920, une institution relativement modeste et loin d'être la seule à s'intéresser à la diffusion de ce moyen de transport novateur dans le pays. À partir de cette date, l'Aca connaît une série de transformations majeures, dont Melina Piglia a proposé une analyse approfondie⁹⁰. Sous la période péroniste, le profil de l'Aca et ses prérogatives correspondent davantage à ceux des fédérations que nous examinons dans ce chapitre qu'à ceux d'un simple club. Comme les autres organismes que nous étudions dans ces pages, l'Aca est parvenu à s'ériger au rang d'entité directrice de tout le sport automobile national. Dès 1943, elle regroupe plus de 40 000 membres répartis dans tout le pays, possède plus

2007. Sur la construction du mythe de l'automobile comme art de vivre ou style de vie, voir également Mathieu Flonneau, *Les cultures du volant XX^e- XXI^e siècles. Essai sur les mondes de l'automobilisme*, Paris, Éditions Autrement, 2008.

⁹⁰ Melina Piglia, *Autos, rutas y turismo. El Automóvil Club Argentino y el Estado*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2014. Si le titre de l'ouvrage met en exergue l'ACA, la démarche de l'auteure repose en grande partie sur une comparaison entre cette institution et le Touring Club Argentino. Signalons que cette chercheuse n'a pas réussi non plus à accéder aux archives de l'ACA et à sa documentation interne, à l'exception des publications officielles du club : *Memorias y Balances*, bulletins et revues. Les développements que nous présentons ici s'appuient sur son ouvrage qui constitue la principale référence sur l'histoire de l'ACA, et presque la seule, à l'exception notable de l'article d'Anahí Ballent, « Kilómetro Cero : la construcción del universo simbólico del camino en la Argentina de los años treinta », *Boletín del Instituto de Historia Argentina y Americana "Dr. Emilio Ravignani"*, Troisième série, n° 27, 1^{er} semestre 2005 et de celui de Cecilia Belej, « Entre el panamericanismo y el nacionalismo. Alfredo Guido y su mural para el Automóvil Club Argentino », dans *VI Jornadas Nacionales de Historia Moderna y Contemporánea*, Luján, Universidad Nacional de Luján, 17 au 20 septembre 2008.

de 80 stations-services cogérées avec l'entreprise publique Yacimientos Petrolíferos Fiscales (YPF) et, surtout, compte de nombreux représentants au sein de plusieurs services de l'administration publique.

On ne peut comprendre les relations établies entre certains dirigeants, comme Carlos P. Anesi et Francisco Boronovo, et le gouvernement péroniste sans tenir compte du processus de structuration, d'expansion et de consolidation institutionnelle poursuivi par l'Aca au cours des deux décennies précédentes. Les positions de pouvoir occupées et l'aptitude à perdurer de certains responsables sportifs, constatée et critiquée par les délateurs précédemment cités, ne reposent pas uniquement sur leurs facultés d'adaptation ni sur l'efficacité de leurs stratégies de défense mais découlent également de ce processus historique et de dynamiques de fonctionnement qui s'inscrivent dans le temps long. Les travaux de Melina Piglia, qui s'appuient sur une comparaison entre l'Aca et une autre institution, le Touring Club Argentino (TCA), aussi tournée vers la promotion des usages de l'automobile, mettent en lumière les enjeux propres au champ associatif. Nous l'avons déjà évoqué, tout club – ou toute fédération – a pour objectif premier d'assurer sa permanence, donc ses moyens d'existence. Pour cela, chaque organisme doit s'efforcer d'être autonome financièrement, ses principales ressources provenant, généralement, des cotisations des adhérents, qui doivent être suffisantes pour garantir le bon fonctionnement de l'institution. Il faut donc proposer un ensemble de services et d'avantages qui incitent les *socios* à renouveler leur adhésion et qui attirent de nouveaux membres. Ce principe de base entraîne *de facto* une forme de concurrence entre les associations, qui se traduit parfois par des campagnes énergiques de recrutement. L'Aca y a ainsi eu recours dans les années 1920 afin d'élargir sa base d'adhérents : ces initiatives ont été couronnées de succès puisque le club, entre 1921 et 1931, multiplie son nombre d'affiliés par 70⁹¹. Succès auquel la diversification des services offerts aux membres n'est pas étrangère : si au début des années 1920, l'Aca leur envoyait gratuitement sa revue, des guides de voyage et des cartes ou proposait des réductions dans certains commerces, le club assure à partir de 1927 des dépannages d'urgence en cas d'accidents ou de problèmes mécaniques et, à partir de 1930, met à leur disposition des parkings de stationnement réservé dans la capitale.

Une autre priorité des clubs et des fédérations consiste à asseoir leur place dans le milieu associatif, en obtenant la reconnaissance de leur utilité sociale et de leur légitimité à agir ou intervenir dans le domaine public. Si différentes organisations peuvent s'allier

⁹¹ Voir Melina Piglia, *Autos, rutas y turismo*, op. cit. p. 34 et tableau 1 p. 31.

parce qu'elles défendent une cause commune et veulent obtenir sa prise en compte par les pouvoirs publics, elles peuvent tout aussi bien entrer en rivalité afin de devenir l'interlocuteur de référence auprès des autorités. De même, c'est lorsqu'elles parviennent à démontrer leur niveau d'expertise sur un sujet ou leur capacité à œuvrer pour le bien commun que les institutions peuvent à bon droit demander des subventions ou une aide matérielle à l'État⁹². La trajectoire de l'Aca au cours des années 1920-1940 est une illustration exemplaire de ce processus de légitimation, garante de l'enracinement du club dans le paysage institutionnel.

L'Automóvil Club Argentino était à l'origine un club rassemblant des membres des élites de la capitale argentine qui souhaitaient profiter de l'automobile. L'accent était mis avant tout sur les usages récréatifs du nouveau moyen de transport, ce qui comprenait aussi bien les promenades et les excursions en voiture que la pratique proprement sportive. Sur le modèle d'autres institutions prestigieuses fondées au tournant du XIX^e et du XX^e siècle, l'institution se chargeait de diffuser la documentation technique existante concernant les véhicules et leur entretien et de promouvoir la sociabilité entre ses adhérents, unis par cet intérêt commun et ce que Melina Piglia qualifie de « culture moderne symbolisée par l'automobile⁹³ ». Suivant l'exemple des Automobiles Clubs créés dans d'autres pays, l'Aca commença à partir de 1913 à nouer des liens étroits avec des hommes d'affaires et des entrepreneurs liés au commerce et à l'importation des modèles de voitures produits à l'étranger. Certains d'entre eux intègrent ainsi le comité de direction du club. De ce fait, les premières prises de position publiques de l'Aca visaient directement à défendre les intérêts commerciaux et industriels de ce secteur d'activité en plein essor⁹⁴. À l'issue de la Première Guerre mondiale, l'usage de l'automobile se développe dans le pays. L'Aca, jusqu'en 1929-1930, se fait le porte-parole des importateurs tout en encourageant la diffusion de l'automobile en Argentine, perçue comme un élément nécessaire au progrès national. Les voitures ne sont plus à cette date

⁹² Ces logiques s'observent déjà dans les périodes précédentes : voir l'analyse détaillée des modes de relation entre pouvoir municipal et clubs *porteños* dans les années 1890-1920 dans Rodrigo Daskal, « La ciudad de Buenos Aires, los clubes y el deporte (1895-1920) : un análisis de las políticas públicas y sus debates y sus tensiones en el seno del Honorable Concejo Deliberante de la ciudad », [En ligne] : <http://historiapolitica.com/datos/biblioteca/daskal.pdf> (consulté le 15 avril 2017)

⁹³ Melina Piglia, *Autos, rutas y turismo, op. cit.*, p. 28.

⁹⁴ Dans les années 1920-1930, l'Argentine est le pays latino-américain qui compte le plus de voitures. Au niveau mondial, elle est classée entre la quatrième et la septième place. En 1921, on recense 75 000 automobiles en circulation sur son territoire, en 1931, 420 000. Les dirigeants de l'Aca ont ainsi protesté contre le système de taxes et d'imposition que devaient honorer les importateurs et les acheteurs (droits de douane, patentes,...) ou contre les tentatives de régulation initiées par les municipalités (limitations de vitesse, stationnement, délivrance de permis de conduire...).

des objets de luxe et une source de distinction sociale mais tendent à s'intégrer à la vie quotidienne d'une partie de la classe moyenne et dans certains secteurs d'activités.

L'Aca, au cours de cette période, prend plusieurs initiatives qui vont contribuer à faire de lui un acteur essentiel des problématiques liées à la promotion de l'automobile et aux politiques de transport et de circulation routière. L'institution organise en 1918 le premier Salon de l'Automobile, un événement tenu régulièrement jusqu'en 1928. Mais surtout, à partir de 1922, les dirigeants de l'Aca décident de se lancer dans l'action publique, afin d'obtenir la mise en place d'un réseau routier, qui faisait encore largement défaut en Argentine à cette date. Cette décision constitue un tournant décisif dans l'histoire du club : conjuguée aux campagnes de recrutement de nouveaux adhérents, elle permet à l'Aca de devenir en quelques années un très grand club, fort de plusieurs milliers d'adhérents répartis dans tout le pays. Elle signale également un changement dans les orientations de l'association et dans la définition de sa fonction sociale : il ne s'agit plus désormais de représenter ou défendre des intérêts particuliers ou privés mais bien de mener une mission « patriotique », bénéfique à l'ensemble des usagers et au développement de la nation.

Cette mission est conduite sur plusieurs fronts et toute la gamme d'activités déployées par l'Aca est mobilisée dans un même et unique but : améliorer le réseau routier argentin. Le club ne se contente pas d'interpeller les pouvoirs publics et de réclamer des mesures urgentes mais collabore concrètement avec les autorités en prenant en charge un certain nombre d'opérations. Le Bureau Technique Topographique (*Oficina Técnico Topográfica*), créé en 1922, procède à des relevés sur le terrain et dresse des cartes et des plans des chemins et des voies de circulation. L'approche de l'Aca est avant tout pragmatique : outre des compétitions sportives, le club organise pour ses adhérents des voyages d'agrément, des raids et des excursions automobiles. Dans ce cadre, en accord avec les autorités, les services techniques de l'Aca s'occupent de la réfection ou du réaménagement de routes et de sentiers et installent un système de panneaux de signalisation. On voit comment convergent ici intérêts directs de l'institution et intérêt général puisque l'amélioration des infrastructures sert directement aux événements organisés par le club mais reste en place par la suite et est mise au service de l'ensemble des usagers. Ce type d'entreprises assure une visibilité croissante à l'institution qui connaît un processus de massification du nombre de ses adhérents. La composition sociale de l'Aca change profondément au cours des années 1920-1930 par rapport à ses débuts, mais cela ne se traduit pas au niveau du comité de direction : comme le remarque Melina Piglia,

les dirigeants restent presque exclusivement des membres des élites économiques et sociales, bien que leurs origines économiques soient un peu plus diversifiées par rapport à leurs homologues du début du siècle⁹⁵.

En dépit de cette constante, l'historienne argentine a pu identifier un basculement en 1930 au niveau de la direction du club. La crise économique mondiale de 1929 a eu des retombées importantes en Argentine qui ont eu un impact direct sur les finances de l'Aca : de nombreux adhérents ne peuvent plus régler leurs cotisations, qui constituaient toujours la principale source de revenus de l'institution qui employait alors près de 140 personnes. Ces difficultés financières ont provoqué une crise politique interne au sein des dirigeants, divisés en deux factions rivales, et qui se solda par l'éloignement d'une partie des représentants des importateurs du comité de direction. 1930 ouvre une nouvelle ère pour le club en mettant fin à la relation étroite qui existait jusqu'alors avec le secteur du commerce des automobiles. Les professions et origines sociales des dirigeants sont plus variées puisqu'on y trouve désormais des ingénieurs, des militaires, des industriels, des hauts fonctionnaires et des hommes politiques. Par ailleurs, le président de l'institution gagne désormais en pouvoir et en responsabilités et occupe ses fonctions plus longtemps que ses prédécesseurs⁹⁶. Emilio Saint, par exemple, conseiller dès 1928, vice-président à la fin de l'année 1929, est à la tête de l'Aca de décembre 1930 jusqu'à sa mort en 1935. Lui succède le général Camilo Idoate de 1935 à 1940. Mais on est loin du record détenu par Carlos P. Anesi, qualifié par les dénonciateurs anonymes de président « indéboulonnable », non sans raison, puisqu'il prend la suite d'Idoate en 1940 et reste en exercice jusqu'en 1956. Mais il avait intégré la direction de l'Aca dès l'année 1929. Il a donc pleinement pris part aux stratégies et aux modes de gestion qui ont caractérisé l'institution pendant les années 1930, une stratégie fondée sur la proximité avec les organismes d'État, proximité d'autant plus étroite que nombre de dirigeants du club occupaient des postes de premier plan au sein de l'administration publique⁹⁷.

Or, le coup d'État de 1930 et la mise en place du régime militaire conduit par le général Uriburu se sont accompagnés d'une réorientation du rôle de l'État, en réaction aussi aux perturbations produites par la crise économique. Des demandes émanant aussi bien d'une partie de la classe politique et de l'armée que des représentants des secteurs économiques et industriels réclament une plus grande intervention de l'État dans tous les domaines afin de redresser le pays et de déployer une action concertée. On observe au

⁹⁵ Melina Piglia, *Autos, rutas y turismo*, op. cit., p. 131.

⁹⁶ *Idem*, p. 40.

⁹⁷ *Idem*, note de bas de page 42, p. 239.

cours de la décennie qui suit une inflexion en faveur de politiques dirigistes, qui se traduit par la création de nouveaux organismes publics et l'adoption de lois nationales qui visent à renforcer la place de l'État et ses capacités de régulation, de coordination et d'arbitrage⁹⁸. Le gouvernement se saisit par exemple du problème posé par les insuffisances du réseau routier en instaurant par décret présidentiel la *Dirección Nacional de Vialidad* le 20 mars 1932, qui englobe tous les organismes chargés de la politique de transport routier existant auparavant. Ce nouveau service dépend du ministère des Travaux Publics et est administré par un directoire, qui comprend des hauts fonctionnaires mais aussi des représentants du secteur privé et du milieu associatif. On y retrouve ainsi Augusto de Muro, journaliste sportif et dirigeant de l'Aca. Mais l'influence du club sur le processus de décision politique ne s'arrête pas là puisqu'il compte parmi les membres de son comité de direction le député national Carlos Puyrredón, qui participe activement à l'élaboration du projet de loi consacré à la circulation automobile (*vialidad*). Au cours des réunions du comité de direction de l'ACA, le député Puyrredón consulte les dirigeants du club et demande leur avis concernant le projet du gouvernement, tandis qu'une délégation de l'Aca assiste régulièrement aux sessions de la commission gouvernementale chargée de mettre au point la loi. La *Ley Nacional de Vialidad* est définitivement adoptée par le Congrès argentin en octobre 1932.

La présence au sein du club, dès les années 1930, de personnalités occupant de hautes fonctions politiques ou bureaucratiques au niveau national ou provincial a été déterminante dans le processus de consolidation de l'Aca. L'accord conclu entre ce dernier et l'entreprise pétrolière YPF en août 1936 constitue une autre étape fondamentale qui lui a permis de s'imposer comme le principal club automobile du pays. L'artisan majeur de ce contrat est Horacio Morixe, avocat de profession, membre de la direction de l'Aca depuis le milieu des années 1930 et, surtout, un spécialiste très influent dans le domaine de la politique pétrolière⁹⁹. En 1936, il est nommé à la tête d'YPF. L'accord passé entre l'entreprise publique et l'Aca sert les intérêts de chacune des deux parties : le club prend à sa charge la construction et la gestion d'un réseau de stations-services réparties sur l'ensemble du territoire national ; l'essence est fournie par YPF, alors en proie à une forte concurrence de la part de compagnies pétrolières étrangères. Dès 1938,

⁹⁸ Sur ce point, on consultera avec profit Ricardo Sidicaro, *Los tres peronismos. Estado y poder económico 1946-55/ 1973-76/ 1989-99*, op. cit., Chapitre 1 « La construcción del Estado intervencionista : políticos conservadores y actores socioeconómicos predominantes 1930-1943 » ainsi que Patricia Berrotarán, *Del plan a la planificación. El Estado durante la época peronista*, op. cit., p. 19-31.

⁹⁹ Melina Piglia, *Autos, rutas y turismo*, op. cit., p. 165. L'auteure rappelle que Morixe faisait partie, aux côtés d'Eduardo J. Bullrich et de Luis Rojas Silveyra, d'un groupe surnommé ironiquement par le député socialiste Julio V. González de « Sainte Trinité du pétrole ».

les premières stations-services sont inaugurées et en 1940, la convention, prévue initialement pour dix ans, est renouvelée pour vingt-cinq années supplémentaires. Cette convention a définitivement transformé la stature de l'Aca : l'ampleur des travaux, la masse salariale contrôlée directement par le club et la fonction sociale des services proposés, non seulement aux membres mais à l'ensemble des automobilistes argentins, en ont fait une grande entreprise et l'ont érigé au rang d'organisme semi-étatique. En effet, les termes de l'accord passé avec YPF exigeaient que l'Aca garantisse la fourniture d'essence, d'huile de moteur, de lubrifiants et autres produits dans les lieux les plus reculés du pays, des zones peu accessibles ou peu fréquentées négligées par les entreprises privées du fait de leur faible rentabilité. L'Aca assurait ainsi un service public qui relevait du domaine de l'aménagement et de l'intégration des territoires.

Néanmoins, cet exemple montre aussi les limites des capacités d'action des pouvoirs publics, malgré la volonté affichée par les gouvernements conservateurs de renforcer le rôle de l'État. Ni les gouvernements nationaux ni provinciaux ne pouvaient prendre en charge tous les aspects relevant de la construction du réseau routier. Cette faiblesse de l'État laissait une marge de manœuvre importante aux associations qui palliaient ses déficiences et augmentaient ses ressources en réalisant elles-mêmes certains travaux destinés à l'ensemble de la collectivité. Ce faisant, elles travaillaient à la consolidation de leur propre légitimité et à celle du gouvernement. Chacune des parties y trouvait donc son compte. Ces mécanismes d'interrelation entre une institution, née de l'initiative privée et poursuivant ses objectifs propres, et les organismes publics démontrent qu'il n'y a pas de séparation nette entre ce qui relèverait de la seule sphère de l'État et d'une supposée « société civile » qui agirait de façon totalement indépendante¹⁰⁰. Les associations comme l'Aca ne peuvent exister sans l'État et sans entretenir un minimum de relations avec ce dernier, en premier lieu parce que c'est l'État qui reconnaît leur existence légale et juridique. Ce qui varie, c'est la volonté des clubs ou des fédérations de renforcer leurs liens avec les pouvoirs publics et de s'assurer d'un accès aisé aux ressources dont ils disposent. Le capital économique est nécessaire à la survie d'une institution comme l'Aca mais le capital social est tout aussi précieux, parce qu'il peut apporter un avantage non négligeable face à d'autres organismes concurrents.

¹⁰⁰ En ce sens, nous nous éloignons de la distinction établie par Melina Piglia et qui constitue le point de départ de sa réflexion. Les exemples qu'elle explore et les analyses qu'elle développe tout au long de son ouvrage tendent d'ailleurs à démontrer le caractère artificiel d'une séparation stricte entre État et société civile, du moins à l'époque qui nous intéresse. Loin de constituer deux sphères distinctes qui se rejoindraient ou s'opposeraient suivant les circonstances, les deux n'existent pas l'une sans l'autre et s'interpénètrent constamment.

Comme le remarque Melina Piglia, « il est clair que les contacts personnels directs entre la direction de l'Aca et les nouvelles équipes gouvernantes sont fondamentaux pour comprendre le traitement préférentiel que le club a reçu de la part de l'administration du président Justo¹⁰¹. » De très nombreux dirigeants cumulaient des fonctions politiques et administratives. Sans qu'ils soient toujours des représentants officiels de l'Aca au sein des services d'État, leur simple présence permettait d'accroître l'influence du club au sein des instances gouvernementales.

La recomposition des relations avec les pouvoirs publics sous le péronisme

Cette situation aurait pris fin suite au coup d'État militaire du 4 juin 1943. L'alliance entre l'Aca et les hommes politiques conservateurs est compromise puisque nombre d'entre eux sont brusquement écartés du pouvoir et remplacés par des officiers militaires qui affirment vouloir mettre fin aux dérives de la « décennie infâme ». Bien que l'Argentine ne se soit pas ouvertement engagée dans le conflit mondial en cours, l'économie intérieure en subit néanmoins le contrecoup : une crise énergétique et une pénurie de combustible frappent le pays, ce qui pèse fortement sur l'Aca, contraint de suspendre une partie de ses activités – les compétitions sportives notamment – et de rationner l'essence fournie dans son réseau de stations-services. Le club commence à subir de nombreuses critiques de la part d'une partie de l'opinion publique, mécontente de sa gestion de la crise, mais il doit aussi faire face à la méfiance des militaires à son égard. La junte au pouvoir voyait effectivement d'un mauvais œil « l'autonomie dont jouissait une institution qui bénéficiait par ailleurs de grandes quantités d'argent public et qui exerçait des fonctions stratégiques et presque étatiques¹⁰² ». Si, au cours des années précédentes, les gouvernements conservateurs n'avaient pas vu d'inconvénient à déléguer certaines tâches qui auraient dû normalement revenir aux pouvoirs publics à des institutions appartenant au milieu associatif, il n'en va plus de même avec le régime militaire qui souhaite rétablir un contrôle plus strict sur des domaines relevant des fonctions régaliennes. Si l'accord entre l'Aca et YPF, cette dernière étant aussi en proie à de

¹⁰¹ Melina Piglia, *Autos, rutas y turismo*, op. cit., p. 162. On peut citer d'autres exemples qui attestent de cette forte imbrication entre direction de l'Aca et services gouvernementaux : le général Alonso Baldrich est membre du comité de direction de l'Aca et de la commission qui administre la Dirección de Parques Nacionales, fondée en 1934 ; le général Camilo Idoate, président du club entre 1935 et 1940, dirige l'éphémère *Dirección Nacional de Turismo* créée en 1938 ; Benjamín Muñiz Barreto, *estanciero* et personnalité éminente de l'Aca, est très lié à l'entourage du président Justo et est un proche du ministre Federico Pinedo.

¹⁰² *Idem*, p. 174.

sérieuses difficultés pendant la guerre, n'est pas rompu, le gouvernement *de facto* procède cependant à une reprise en main et à une restructuration de plusieurs directions nationales. Désormais, l'Aca, comme d'autres organisations privées, n'est plus représenté au sein de leurs commissions de direction.

Résultat : la position du club apparaît fragilisée au début des années 1940. Ses dirigeants vont faire preuve d'une grande capacité d'adaptation et de négociation, en s'appuyant sur les atouts non négligeables dont ils disposent. Son nombre très élevé d'adhérents résidant dans toutes les régions du pays et son réseau de stations-services étendu et couvrant des zones où l'État est peu présent lui assurent une popularité et une visibilité sans équivalent, renforcées par le succès constant enregistré par ses compétitions sportives. Si le personnel politique est profondément renouvelé à partir de 1943 et après l'élection de Perón en 1946, la direction de l'Aca reste inchangée dans une large mesure. Ce n'est donc pas au moyen d'une recomposition de son réseau de relations, en intégrant au sein de son comité de direction de nouveaux membres qui permettraient un accès facilité aux cercles du pouvoir, que l'Aca est parvenu à maintenir une relation fluide avec les autorités en place. D'une part, le club a continué de profiter de la présence au sein de l'appareil d'État de certains de ses représentants, comme Horacio Morixe, qui quitte la présidence d'YPF pour occuper le poste de vice-président de la Banque Industrielle en 1944¹⁰³. D'autre part, l'Aca s'est efforcé de maintenir sa collaboration, jusque-là fructueuse, avec l'État en proposant dès 1944 un nouveau projet au gouvernement militaire. Il s'agit cette fois-ci de mettre en place un réseau de piste d'atterrissage et de stations radiotéléphoniques. L'objectif est clair : les dirigeants cherchent à conserver la position occupée par le club vis-à-vis de l'État, en s'engageant dans une entreprise novatrice qui contribue à la modernisation et au développement du pays. Ce programme confirmerait la dimension patriotique qui anime l'ensemble des initiatives prises par l'institution, qui, loin d'être un simple club d'automobilistes, est avant tout au service de l'intérêt général.

Ce plan reçoit l'aval du gouvernement du général Farrell mais n'est pas appliqué dans son intégralité. La construction des pistes d'atterrissage est rapidement abandonnée, car elle s'avère trop complexe et coûteuse pour le club. Par contre, des stations de communication sont effectivement mises en place dans les années qui suivent. Mais ce type d'infrastructures relevant de la sécurité nationale, les responsables militaires

¹⁰³ Il perd néanmoins cette place peu après l'élection de Perón et se retire rapidement de l'Aca par la suite, apparemment parce qu'il était en désaccord avec la proximité grandissante d'Anesi avec le gouvernement péroniste. Voir *idem*, p. 175.

supervisent de près les réalisations de l'Aca par l'intermédiaire de commissions qui chapeautent le projet. Parallèlement, le gouvernement prévoit d'augmenter son contrôle sur le club en nommant directement les deux tiers des membres de son comité de direction. Cette mesure est évidemment inacceptable pour les dirigeants de l'Aca qui négocient âprement pour éviter cette mise sous tutelle de leur institution. Un accord est trouvé en 1945 : le ministère récemment créé du Commerce et de l'Industrie aurait un représentant au sein du comité de direction du club, avec voix au chapitre mais sans droit de vote¹⁰⁴. La période de la junte militaire issue de la « Révolution » de 1943 a contraint les dirigeants de l'Aca à repenser les termes de leur relation avec l'État et résister aux velléités de mainmise sur leur institution manifestée par le nouveau régime. Le club ne bénéficie plus d'une situation aussi favorable que dans les années 1930 parce que certains des services qu'il assure empiètent sur des fonctions qui sont considérées désormais comme relevant de la seule compétence de l'État. Néanmoins, l'Aca est sorti vainqueur du bras de fer qui l'a opposé au gouvernement de Farrell, ce qui témoigne de sa puissance et de son influence dans le pays. Il reste difficile de se passer de lui ou de le fondre purement et simplement au sein de l'administration centrale.

On peut supposer que cette expérience mitigée a servi de leçon aux responsables du club et les a incité à agir prudemment avec le pouvoir péroniste. L'Aca, à partir de 1946, a définitivement renoncé à poursuivre ses interventions en matière de transport routier ou de politique touristique, suite à l'éviction de ses représentants des organismes gouvernementaux chargés de ces questions. Sous le péronisme, le club se recentre sur deux activités fondamentales sur lesquelles il garde la main : l'organisation des courses automobiles et l'extension des services offerts à ses adhérents. Ce choix semble s'expliquer par les circonstances politiques et les reconfigurations en cours au plus haut niveau de l'État. Mais, est-il dû seulement à des contraintes imposées « de l'extérieur » ? Qu'en est-il des processus politiques internes à l'Aca ? En l'espèce, les sources disponibles n'offrent qu'un aperçu très sommaire des rapports de force et des tractations à l'œuvre au sein du petit cercle des dirigeants. Néanmoins, Melina Piglia constate une tendance marquée, perceptible dès la fin des années 1930, à la fermeture du comité de direction et à un fonctionnement de plus en plus oligarchique de l'institution¹⁰⁵. L'indice le plus flagrant de ce processus est la faiblesse du renouvellement des cadres dirigeants : la majorité des membres du comité de direction exercent leurs fonctions depuis plus de dix ans. Cela signifie que leurs mandats sont systématiquement reconduits. Les procédures

¹⁰⁴ *Idem*, p. 178. Est désigné le président alors en exercice d'YPF, le lieutenant-colonel Alfredo Intzaugarat.

¹⁰⁵ *Idem*, p. 47.

d'élection elles-mêmes semblent avoir été verrouillées par un petit nombre de dirigeants influents : seuls 200 *socios*, soit 0,3% de l'ensemble des adhérents, votent régulièrement, pour une liste unique, mise au point avec l'aval du *gerente* de l'institution. De mandat en mandat, cette liste comporte toujours les mêmes noms. Cette situation explique les critiques formulées par les délateurs anonymes, dont l'un d'entre eux, rappelons-le, est membre de l'Aca¹⁰⁶ : à leurs yeux, le fonctionnement interne du club est anormal et antidémocratique car le comité de direction est loin de représenter la diversité des affiliés. À cette emprise établie par quelques individus sur la direction de l'institution, s'ajoutent les facultés exceptionnelles dont se sont dotés les responsables. Progressivement, la prise de décision et les modalités de gestion des finances du club se sont faites de plus en plus discrétionnaires. Le comité de direction peut décider d'augmenter les montants alloués à certaines opérations sans consulter l'assemblée générale. Carlos Anesi avait pris l'habitude, semble-t-il, de recourir à des mesures d'urgence qui l'autorisaient à inclure des questions qui n'avaient pas été mises à l'ordre du jour ou à prendre des décisions unilatéralement sans en référer au comité de direction.

Contrairement à d'autres personnalités de l'Aca, Carlos Anesi et Francisco Borgonovo n'occupaient pas, en parallèle de leurs activités au sein du club, de fonctions dans l'administration publique ni de responsabilités politiques. Leur carrière, leur réseau de sociabilité et l'influence considérable qu'ils exerçaient pendant la période péroniste se sont construites grâce à leur inclusion et leur ascension au sein de l'Aca. Ils sont parvenus à contrôler deux secteurs-clé qui leur ont permis de s'imposer face à d'autres dirigeants. D'une part, la gestion du complexe de stations-services administrées par le club et des ressources considérables qu'elles ont générées est restée entre les mains de quelques responsables de l'institution : Camilo Idoate, Horacio Pozzo (qui fut également directeur de la *Dirección Nacional de Vialidad* entre 1935 et 1938) puis Carlos Anesi. Par ailleurs, ce dernier s'était fortement impliqué dans le développement des compétitions automobiles parrainées par l'ACA et dans les organismes internationaux liés au domaine de l'automobilisme, du tourisme et des transports. Fervent partisan du panaméricanisme, Anesi a aspiré à occuper des fonctions à l'échelle internationale. Il est l'un des fondateurs de la Fédération Interaméricaine d'Automobiles Clubs (*Federación Interamericana de Automóvil Clubes*), créée en 1940. Le siège de cette organisation visant à unir les différents clubs automobiles du continent fut établi à Buenos Aires et Anesi en assura la

¹⁰⁶ Ce dernier accuse frontalement le gérant de l'institution de se comporter en chef tyrannique à l'endroit de ses subordonnés. Voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 2249, lettre adressée par l'adhérent n° 1620 de l'Aca à la Commission 49, s/l, le 19 octobre 1955.

présidence jusqu'en 1948. À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, il cumule les postes de direction dans d'autres institutions renommées : il est ainsi vice-président de l'Organisation Mondiale du Tourisme et de l'Automobilisme de 1950 à 1957, président de la Fédération Internationale de l'Automobilisme entre 1954 et 1957 et membre de la Fédération Internationale des Routes.

À la différence de certains de ses prédécesseurs, Anesi n'avait pas pour ambition de mener une carrière politique mais bien de devenir un dirigeant sportif d'envergure internationale. L'Aca lui a servi de tremplin pour accomplir ses desseins et le contexte péroniste semblerait lui avoir procuré des conditions favorables pour les atteindre. La réorientation des objectifs de l'Aca s'explique peut-être aussi par la personnalité de son président. Alors que les difficultés engendrées par le conflit mondial se font encore sentir sous le péronisme – le gouvernement maintient un contrôle strict et des mesures de rationnement en raison des problèmes chroniques d'approvisionnement en essence – les dirigeants de l'Aca se montrent résolument optimistes quant à l'avenir du club dans les premières années d'après-guerre. Ils présentent des projets audacieux qui visent à conforter l'expansion de l'institution, en s'appuyant principalement sur le volet sportif de ses activités. C'est sur cette base que les dirigeants réussissent à renouer une alliance profitable avec le gouvernement péroniste. Les nombreuses mesures prises par l'État en faveur du développement du sport ne pouvaient que satisfaire Anesi et son entourage et l'inciter à engager l'Aca dans une collaboration étroite avec les nouvelles autorités. Tous deux se retrouvaient dans l'ambition commune de faire de l'Argentine une grande puissance sportive à l'échelle continentale comme à l'échelle internationale.

L'Aca : une alliée du régime péroniste ?

Pour accomplir cette mission « patriotique », le club pouvait faire valoir sa longue expérience et ses réussites indéniables dans l'organisation et le dynamisme du sport automobile argentin. Dès 1914, il avait inauguré le premier Grand Prix National, une course sur route de 500 km reliant Buenos Aires à Rosario. Disputée annuellement, cette compétition était devenue, en 1924, la plus importante du pays et la plus longue de tout le continent suite au prolongement du parcours jusqu'à Córdoba. Au cours des années 1920-1930, les Grands Prix patronnés par l'Aca constituaient l'une des facettes de la « propagande routière » déployée par le club. Si l'Aca n'était pas la seule institution à organiser des compétitions automobiles, elle a progressivement pris l'ascendant sur les

autres : dès 1929, le club « contrôlait le domaine du sport, étant donné qu'il organisait les courses les plus importantes et réglementait toutes les compétitions qui octroyaient des points pour le classement du championnat national¹⁰⁷ ». L'Aca s'impose comme l'entité régulatrice de ce milieu sportif : il permet aux pilotes de se professionnaliser, fixe les normes et les critères régissant les modalités de participation, les types de véhicules utilisés, réprime les conduites antisportives et remet les prix et récompenses aux vainqueurs.

Au cours des années 1930, l'amélioration générale du réseau routier, rendue possible par les travaux entrepris sous l'égide de la *Dirección Nacional de Vialidad*, permet à l'Aca de proposer chaque année un parcours différent pour le Grand Prix National. Par contre, une série d'accidents mortels survenus lors de plusieurs éditions conduit les autorités provinciales puis nationales à interdire les courses de vitesse sur route. L'Aca réagit en organisant en 1935 le Premier Grand Prix International reliant Buenos Aires à Santiago de Chile, soit un parcours de 5 000 km. Les restrictions imposées par les pouvoirs publics aux courses automobiles ne sont pas strictement appliquées : une épreuve peut être autorisée si elle contribue à diffuser une meilleure connaissance du pays au public et à encourager la pratique du tourisme. La *Dirección Nacional de Vialidad* impose un ensemble de conditions qui vont participer à la naissance d'un type spécifique de compétitions, le *Turismo Carretera*. Ne sont admis que des véhicules correspondant aux modèles standard, disponibles à la vente au grand public, et n'ayant subi qu'un nombre limité de modifications. Ces épreuves ne sont plus de simples courses de vitesse mais doivent, d'une part, servir à démontrer que les routes argentines sont praticables et accessibles aux véhicules normaux et d'autre part, attester de la résistance et de la fiabilité des voitures commercialisées dans le pays¹⁰⁸.

L'édition du Grand Prix International de 1940 unit la capitale argentine à Lima : cette course s'inscrit dans le grand projet de construction d'un réseau routier continental et des initiatives favorables au panaméricanisme, dont Carlos Anesi était, comme on l'a vu, un ardent zélateur¹⁰⁹. De 1940 à 1947, les Grands Prix Internationaux s'interrompent en raison de la pénurie de pièces mécaniques, d'essence et du matériel nécessaire aux pilotes provoquée par la Seconde Guerre mondiale. L'enthousiasme et l'optimisme des dirigeants

¹⁰⁷ Melina Piglia, *Autos, rutas y turismo, op. cit.*, p. 73. Voir également p. 90-91 sur les tentatives ratées de certains clubs pour réduire l'autorité sans partage établie par l'ACA sur les sports mécaniques au début des années 1930.

¹⁰⁸ *Idem*, p. 75.

¹⁰⁹ En témoigne l'ouvrage qu'il a publié à Buenos Aires en 1938, intitulé *La carretera Panamericana. Su inauguración en el 9º cincuentenario del descubrimiento de América. El Gran Premio de las Américas*.

de l'Aca au début du premier mandat péroniste se manifestent à travers la reprise de cette compétition. Après le Grand Prix du Nord de 1947, constitué d'une boucle passant par Buenos Aires, Mendoza, Santiago du Chili, le nord du Chili puis le Nord-Ouest argentin, le club organise en 1948 l'événement sportif le plus ambitieux qu'il ait jamais entrepris. Le Grand Prix International d'Amérique du Sud, reliant Buenos Aires à Caracas, est une véritable odyssée, rassemblant au départ 139 équipes – un pilote accompagné d'un mécanicien faisant aussi office de copilote – sur un parcours de plus de 9 500 km¹¹⁰. Le gouvernement péroniste apporta son soutien officiel et une aide matérielle non négligeable : pour Perón, ce fut l'occasion de célébrer aussi bien la fraternité entre les peuples latino-américains que le courage des participants argentins. Les enjeux soulevés par l'organisation d'une telle compétition dépassaient largement le seul domaine sportif : outre le prestige qui allait revenir à l'Argentine, initiatrice du projet, elle constituait aussi un moyen de resserrer les relations diplomatiques avec les différents pays traversés, la Bolivie, le Pérou, l'Équateur, la Colombie et le Venezuela. Si l'Aca pouvait mobiliser l'ensemble de ses homologues, la logistique nécessaire pour assurer le bon déroulement de la course réclamait l'intervention des autorités politiques, afin d'obtenir les multiples permis, autorisations et autres sauf-conduits délivrés par chaque juridiction située sur le tracé. Les dirigeants de l'Aca ont d'ailleurs été confrontés à un problème majeur : alors qu'il était prévu que les nations présentes sur le parcours fourniraient gracieusement aux pilotes le gîte, le combustible et l'huile de moteur, tous les pays concernés ont finalement refusé. Le gouvernement argentin a pris tous ces frais à sa charge pour éviter que la course ne soit annulée ou réduite.

En tant qu'événement sportif et médiatique, la course Buenos Aires-Caracas a incontestablement été un succès. Sur le plan de la coopération internationale et du rapprochement diplomatique entre pays « frères », cela semble moins évident, comme le prouvent les réticences des dirigeants des nations voisines à participer au financement de la compétition. De fait, l'expérience n'a pas été renouvelée et les dirigeants de l'Aca ont dû renoncer à un autre projet encore plus pharaonique : un Grand Prix International reliant Buenos Aires à New York. Ce type d'épreuves nécessitait des dépenses jugées excessives tant de la part de l'Aca que des pilotes qui, en plus des frais d'inscription, devaient déboursier des sommes conséquentes afin de disposer des pièces de rechange et du matériel

¹¹⁰ Voir Pablo Lacoste, Eduardo Jaenisch, Alicia Boggia et Eliana Escudero, « Redes humanas y organizacionales en los procesos de integración regional : los Grandes Premios Internacionales en el sur de América y el papel de los actores no estatales (1935-1965) », *Revista Universum* n° 15, Universidad de Talca, Chili, 2000, p. 125-159. [En ligne] <http://universum.otalca.cl/contenido/index-00/lacoste.html>. (consulté le 20 avril 2015)

nécessaires pour espérer atteindre la ligne d'arrivée. Le club, quant à lui, est confronté à un déséquilibre budgétaire croissant, qui serait, si l'on en croit les lettres de dénonciation des *socios*, négligé par les dirigeants. Si le comité de direction de l'Aca revient à des compétitions plus modestes, dans les limites du territoire national, il s'engage également dans le développement des courses en circuit fermé et milite pour que les coureurs argentins puissent accéder aux compétitions européennes. Le but était de parvenir à inscrire l'Argentine au sein du championnat mondial. Là encore, les ambitions de dirigeants comme Anesi et Borgonovo coïncidaient avec celles du gouvernement péroniste : les deux parties s'entendent en 1948 pour envoyer plusieurs pilotes, dont Juan Manuel Fangio, Oscar Gálvez et Clemar Bucci en Europe en tant qu'« attachés diplomatiques à l'étranger »¹¹¹. Ces tournées de pilotes argentins, parrainées par le club et le gouvernement, sont une réussite et sont réitérées régulièrement jusqu'en 1955. À partir de cette date, la coopération entre les dirigeants de l'Aca et les responsables politiques ne cesse de se renforcer, dans le domaine sportif du moins. L'édition du Grand Prix National de 1951, est baptisée « Réélection » et constitue une démonstration spectaculaire de soutien à Perón lors de sa campagne électorale de cette même année. Les pilotes se font ainsi les porte-drapeaux du chef de l'État sur les 8 000 km du parcours qui traverse toute l'Argentine. L'année suivante, la compétition est renommée *Trofeo Eva Perón*, en hommage à la Première Dame. Pour les observateurs contemporains, chaque course automobile est prétexte à valoriser le régime et à rendre hommage à Perón, dont le nom est arboré en grandes lettres blanches sur les capots des véhicules.

Opportunisme, tactique délibérée ou adhésion sincère des membres de l'Aca au régime péroniste ? Si l'on sait qu'un grand nombre de pilotes parmi les plus célèbres et les plus talentueux de la période vouaient une franche admiration au couple Perón, on ne dispose d'aucun témoignage équivalent dans le cas des dirigeants du club¹¹². De plus, l'institution n'a pas toujours tiré pleinement avantage de sa relation privilégiée avec le gouvernement. Par exemple, l'inauguration de l'*Autodrómo 17 de Octubre* répondait aux vœux longtemps déçus des dirigeants de l'Aca qui souhaitaient que la capitale argentine se dote d'un circuit automobile digne de ce nom. Un équipement de ce genre offrait plusieurs avantages : il permettait d'attirer des pilotes étrangers de renom et d'ajouter le Grand Prix de Buenos Aires à la liste des courses comptant pour le classement du championnat mondial. Autre atout non négligeable : il était désormais possible d'assurer des recettes supplémentaires en faisant payer les spectateurs. Néanmoins, bien que des représentants

¹¹¹ Sur ces délégations de pilotes argentins, voir le chapitre IV.

¹¹² Concernant les sportifs, consulter les chapitres IV et chapitre V.

de l'Aca, dont Francisco Borgonovo, aient intégré la commission mixte chargée d'administrer l'*Autodrómo*, l'organisation des courses et la gestion effective de la nouvelle infrastructure sont restées principalement sous la houlette des autorités municipales. Melina Piglia y voit la preuve d'une plus grande intromission de la part de l'État dans les affaires sportives, l'Aca étant relégué au simple rôle de conseiller « technico-sportif ». Nous y voyons surtout le signe d'un changement dans la conception des modes de relation entre pouvoirs publics et acteurs privés : désormais, les premiers cessent de déléguer des fonctions relevant de leur domaine aux seconds. Dans le cas de l'*Autodrómo*, c'est la Municipalité de Buenos Aires qui a entièrement financé et supervisé sa construction. Il s'agit d'un bâtiment public, propriété de la Ville, qui n'a aucune raison ni aucun intérêt d'en confier l'intendance à une autre institution, quand bien même celle-ci appartiendrait au milieu associatif et œuvrerait pour le bien de la collectivité. Cela se justifie d'autant moins que l'Aca est loin d'être une modeste association de quartier. Les autorités péronistes ont pu aussi juger préférable de ne pas lui accorder d'attributions supplémentaires, afin de limiter le monopole déjà établi sur un grand nombre d'activités qui lui assurait des ressources économiques, une popularité, une visibilité et des capacités d'influence démultipliées.

D'ailleurs, en dépit de cette concentration de moyens, la situation financière de l'Aca se détériore au cours des années 1946-1955. La lettre anonyme la plus détaillée qui ait été envoyée à la Commission 49 énumère les graves errements dont la responsabilité est attribuée aux dirigeants alors en fonction¹¹³. La situation du club à la fin de l'année 1955 est, selon son auteur, catastrophique : le déficit enregistré par les derniers bilans financiers serait de l'ordre de 4 à 8 millions de pesos. Les comptes présentés par le trésorier ont été maquillés afin de cacher aux *socios* l'ampleur de la dette accumulée par l'institution. Cette dernière doit notamment une somme astronomique à YPF, près de 100 millions de pesos. Malgré cela, les dirigeants ont continué de « jeter l'argent par les fenêtres¹¹⁴ » en se livrant à des dépenses somptuaires, tant en voyages qu'en mondanités et réaménagements des installations du club. Pire encore, certains en auraient profité pour détourner de l'argent ou s'aventurer dans le trafic de devises étrangères. Dans le même temps, la qualité des services délivrés aux adhérents s'est considérablement dégradée. Non seulement les dirigeants de l'Aca se sont largement compromis avec le régime péroniste, en multipliant les signes d'allégeance à l'égard de Perón, mais ils ont provoqué un

¹¹³ Voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 2249, lettre adressée par l'adhérent n° 1620 de l'ACA à la Commission 49, s/l, le 19 octobre 1955.

¹¹⁴ *Ibid* : « se “tiró la casa por la ventana” ».

dérèglement généralisé au sein de l'organisation. Ces dysfonctionnements majeurs ne peuvent pas être imputés aux autorités péronistes, puisque la composition du comité de direction de l'Aca est restée pratiquement inchangée depuis la fin des années 1930. Selon cet adhérent, ce sont bien les dirigeants de l'Aca et eux seuls, qui sont responsables de la déroute financière du club, qu'ils ont détourné de ses fonctions premières pour servir leurs ambitions personnelles ou pour s'enrichir.

Or, il s'avère que la situation n'est pas aussi unilatérale. Les auteurs anonymes n'exagèrent pas lorsqu'ils dépeignent la situation réelle des finances du club. L'Aca a bel et bien accumulé une dette colossale auprès d'YPF, s'élevant d'1 million de pesos en 1943 à plus de 100 millions en 1955¹¹⁵. Néanmoins, cet endettement n'est pas uniquement dû à une gestion inconsidérée des dirigeants du club, mais plutôt aux termes et conditions du contrat qui liait l'Aca à l'entreprise publique pétrolière et à aux circonstances économiques générales défavorables. À partir des années 1940, l'accord signé en 1936 qui s'était avéré si avantageux pour le club, se révèle être à double tranchant. Les stations-services de l'Aca, suite au déclenchement du conflit mondial, cessent d'être rentables en raison des difficultés d'approvisionnement en pneus, en essence, en huile de moteur. Sous le péronisme, le gouvernement doit encore recourir régulièrement au rationnement du combustible. Simultanément, les coûts de fonctionnement augmentent pour le club du fait, d'une part, de la hausse des salaires et des cotisations patronales et, d'autre part, de l'inflation qui frappe l'ensemble de l'économie argentine à partir de 1949-1950. Les frais de maintenance et d'entretien du personnel et des infrastructures pèsent de plus en plus dans les comptes. Or, l'accord Aca-YPF empêche le club de prendre les mesures qui permettraient de rétablir l'équilibre budgétaire : il lui est impossible de fermer les stations les moins rentables ou de réduire ses équipements.

Dans ce cadre, les rapports entre les deux organisations se tendent : YPF réclame le paiement de la dette, alors que les dirigeants de l'Aca estiment que celle-ci relève de la responsabilité de l'État, puisque le club agit en tant que revendeur de la production de l'entreprise nationale et qu'il fournit des services de caractère semi-public. Si certains responsables politiques et gestionnaires d'YPF ont émis l'idée d'exproprier et de nationaliser les stations-services de l'Aca afin de récupérer les sommes que leur devait le club, le gouvernement péroniste n'a pas donné suite. La situation est donc restée en l'état jusqu'au putsch de 1955¹¹⁶.

¹¹⁵ Melina Piglia, *Autos, rutas y turismo*, *op. cit.*, p. 178-182 et tableau 5, p. 180.

¹¹⁶ Melina Piglia suggère plusieurs pistes pour expliquer l'inaction du gouvernement péroniste : la dette aurait été transformée en une sorte de subvention officieuse ou de prêt afin de permettre au club de faire face

Une partie des difficultés financières expérimentées par l'Aca provient des stratégies de développement nationales et internationales mises en place au cours des années 1930, stratégies qui lui ont permis d'accéder au rang d'associé privilégié de l'État. Mais, entre 1940 et 1955, ce qui avait été un atout essentiel pour consolider l'institution, pose désormais des problèmes insolubles. La Commission 49 a finalement donné satisfaction aux délateurs qui s'étaient adressés à elle : elle diligente une enquête sur l'Aca et ses dirigeants qu'elle considère comme entièrement responsables du gouffre financier qui apparaît dans les comptes¹¹⁷. Cette fois-ci, l'entregent et les capacités d'adaptation qui faisaient la réputation d'Anesi ne lui ont été d'aucun secours. Lui et Borgonovo étaient trop identifiés avec le régime péroniste : ils sont contraints de renoncer à leurs charges à la tête de l'Aca et de sa commission sportive et le second est inscrit sur la liste des personnes proscrites par la junte militaire. La commission d'enquête de la Révolution Libératrice a ainsi mis un coup d'arrêt brutal à la carrière de deux des dirigeants les plus connus de l'Aca, reconnus coupables d'avoir « péronisé » les sports automobiles et leur institution. Dans ce cas, ce sont des hommes déjà bien installés dans l'organisation sportive qui se sont volontairement alliés au pouvoir péroniste et ont permis à la politique de se mêler au sport.

L'ASOCIACIÓN DE FÚTBOL ARGENTINO : UNE INSTITUTION SOUS INFLUENCE ?

Un relais des demandes du pouvoir auprès des clubs ?

Cette configuration diffère de celle que présente l'Association du Football Argentin (Afa). Ici, c'est le gouvernement péroniste qui est soupçonné d'avoir cherché à instrumentaliser cette fédération en s'efforçant de la placer sous son contrôle. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder le profil et le *cursus honorum* des quatre présidents qui ont dirigé les destinées de l'Afa entre 1947 et 1955. Tous, sans exception, sont des proches du chef de l'État occupant de hautes fonctions dans différents organismes péronistes. N'est-ce pas là la meilleure preuve de la mise sous tutelle de la fédération

aux dépenses engendrées par son importante masse salariale ; la prise de contrôle des stations-services par YPF aurait été irréalisable dans la pratique, l'entreprise n'étant pas du tout préparée à assumer ce type d'activités ; enfin, la proximité des dirigeants de l'ACA avec les responsables politiques péronistes peut avoir joué en leur faveur, en incitant le gouvernement à temporiser ou maintenir un *statu quo*.

¹¹⁷ Nous n'avons pas trouvé de dossier correspondant à l'enquête menée sur l'Aca dans les archives de la Commission 49, en dehors des lettres de dénonciation. Ses conclusions ont néanmoins été publiées dans la revue de l'Aca *Automovilismo* : « Informe de la comisión investigadora », *Automovilismo*, janvier-avril 1956, p. 7, cité dans Melina Piglia, *Autos, rutas y turismo*, op. cit., p. 180.

sportive la plus riche et la plus puissante du pays, permettant indirectement au nouveau régime de mettre le sport argentin le plus populaire à son service ? Ce sentiment est, au lendemain de la chute du péronisme, amplement partagé par de nombreux dirigeants du football et par les membres de la junta militaire. En témoignent, par exemple, les déclarations tenues par Raúl Colombo au journal *La Razón* le 28 mars 1956 alors qu'il vient d'être élu à la tête de l'Afa. Il affirme qu'il se distingue de ses prédécesseurs du seul fait « de ne pas avoir été un candidat imposé par les milieux officiels ni issu d'une candidature ayant bénéficié de la fameuse désignation à demi-mot (*media palabra*) officielle¹¹⁸ ». À l'inverse des scrutins antérieurs, il a été consacré par « une élection libre, menée dans un organisme libre, appartenant à un peuple libre lui aussi¹¹⁹ ».

Mais cette prise de contrôle par le pouvoir politique s'est faite de façon insidieuse : officiellement, les statuts de l'institution, son mode de fonctionnement et d'organisation internes n'ont pas subi de modifications, imposées depuis les hautes sphères du gouvernement national. C'est en sous-main que les responsables politiques péronistes auraient exercé des pressions sur les dirigeants du football. Cela explique peut-être pourquoi la Commission 49 ne semble pas avoir mené d'enquête approfondie sur cette fédération¹²⁰. Ses membres portaient du principe que l'Afa avait été victime du despotisme péroniste et ses dirigeants ne pouvaient donc pas être tenus pour responsables des dérives observables pendant la période 1946-1955. Pourtant, il existe des traces de celles-ci dans les dossiers d'enquête consacrés à plusieurs clubs de football de la capitale, notamment les plus prestigieux d'entre eux, tels que River Plate, San Lorenzo de Almagro et – de façon plus anecdotique – Boca Juniors. Les investigations menées au sein de Ferro Carril Oeste et de Chacarita Juniors apportent aussi des informations sur les évolutions internes de la fédération de football. De quel ordre sont-elles ? Quelles décisions, prises par l'Afa, ont eu une incidence dans la vie et l'administration des clubs et contribué à soumettre ces derniers aux exigences du pouvoir ? Interrogés sur les marques d'allégeance manifestées à l'égard de Perón ou de sa femme, plusieurs dirigeants de club expliquent aux enquêteurs qu'ils n'ont fait qu'appliquer les résolutions adoptées par la fédération. Par exemple, en juin 1951, le président de Chacarita Juniors a assisté, en tant que représentant de son club, à la réunion des présidents de clubs affiliés à l'Afa au cours de laquelle

¹¹⁸ *La Razón*, 28 mars 1956 cité dans Héctor Palomino et Ariel Scher, *Fútbol : pasión de multitudes y de elites*, op. cit., p. 105 : « no haber sido candidato impuesto por las esferas oficiales ni proveniente de una candidatura con la famosa 'media palabra' oficial ».

¹¹⁹ *Ibid* : « que había sido consagrado en una elección libre practicada en un organismo libre que pertenece a un pueblo que también es libre ».

¹²⁰ À moins que, comme pour l'Aca, le dossier n'ait pas été conservé dans les archives auxquelles nous avons eu accès.

par acclamation, il a été décidé que M. Suárez [président en titre de l'Afa], rende visite à l'Excellentissime Monsieur le Président de la Nation pour lui faire part du désir exprimé par toutes les institutions pour qu'il accepte sa réélection¹²¹.

De même, l'ensemble des clubs de football s'est joint aux condoléances et aux cérémonies prescrites par l'Afa suite au décès d'Eva Perón le 26 juillet 1952. Comme l'expose le rapport final de la sous-commission chargée d'examiner le club River Plate, « le comité de direction a rendu hommage au tyran déchu et à son épouse dans la mesure où les "suggestions" et les dispositions de l'Afa le déterminaient¹²² ». Le terme de suggestions (*sugerencias*) placé entre guillemets par les auteurs du rapport est évidemment un euphémisme qui traduit la conviction des enquêteurs de l'existence de formes de contraintes véhiculées par la fédération. De fait, les clubs affiliés sont tenus de respecter et d'appliquer les dispositions entérinées par l'Afa, entité rectrice de l'ensemble du football argentin, sous peine de sanctions ou d'exclusion. Nombre de dirigeants de clubs se défaussent de toute responsabilité et omettent de préciser que certains d'entre eux siégeaient au sein même du comité de direction fédéral. Les responsabilités individuelles se diluent pour mieux faire endosser à une entité collective, aux contours vagues et indéterminés, le poids de mesures désormais considérées comme inacceptables.

Un autre exemple de la coercition exercée par l'Afa concerne les contributions financières apportées par plusieurs clubs aux organismes péronistes. Nous l'avons vu, c'est un élément considéré comme hautement suspect par la Commission 49 et comme un signe indiscutable de compromission politique. Le club Ferro Carril Oeste a ainsi été obligé, malgré ses protestations, d'acheter « des billets de loterie envoyés par l'Afa au profit du Parti Péroniste, pour une valeur de 2 500 pesos¹²³. » Il a également dû effectuer des donations à la FEP, prélevées sur les recettes rapportées par l'organisation de

¹²¹ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.656 : « Chacarita Juniors C. Atletico/ Informes y actuaciones realizadas en la investigación practicada en dicho club », extrait du *Libro de Actas* du club daté du 15 juin 1951 : « *por aclamación se decidió que el Sr. Suárez entrevistó al Exmo. Señor Presidente de la Nación para hacerle presente el deseo de todas las instituciones de que acepte su reelección.* » Cette décision de l'Afa est aussi signalée dans le dossier d'enquête consacré à Boca Juniors : AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.650/56 « Club Atletico Boca Juniors, informes y actuaciones realizadas en dicho club ».

¹²² AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.649 « River Plate Club Atlético/ Actuaciones practicadas en dicho club e informes diversos », rapport rendu par la sous-commission d'enquête le 27 avril 1956 : « *La Comisión Directiva ha rendido homenajes al tirano depuesto y a su esposa en la medida que las "sugerencias" y disposiciones de la AFA lo determinaban.* »

¹²³ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 103.654 « Ferrocarril Oeste Club Atlético/ Informes y actuaciones realizadas en la investigación de irregularidades practicadas en dicho club », rapport rendu par la sous-commission d'enquête à la Commission 49 en janvier 1956 : « *rifas enviadas por la AFA a beneficio del Partido Peronista por valor de m\$ 2 500* ».

spectacles sportifs¹²⁴. Il ne constitue pas une exception : presque tous les clubs ont été sollicités, à plusieurs reprises, par la fédération pour reverser des sommes conséquentes à la fondation. Le 21 octobre 1948, le club River Plate lui remet 2 000 pesos, suite à la demande formulée par l'Afa, chargée de constituer un fonds spécialement destiné à l'organisme créé par la Première Dame. Un bulletin publié par l'Afa en septembre 1948 précise qu'il était prévu de parvenir à réunir la somme de deux millions de pesos au profit de la FEP¹²⁵. La mise à contribution du football argentin, par l'intermédiaire de l'Afa, semble avoir été une constante sous le péronisme : les clubs sont incités à s'engager dans une forme de collaboration économique avec les autorités péronistes. La fédération établit, à partir du 8 juin 1948, d'augmenter temporairement les prix des entrées dans les stades de football de 20 centimes. L'excédent rapporté était destiné à des buts bien précis :

- a) Couvrir le déficit dont souffre l'Afa depuis l'année 1947
- b) Promouvoir les sports
- c) Promouvoir la pratique du football
- d) Intégrer le fonds de réserve de l'Association¹²⁶

Néanmoins, ce surplus est vite détourné de ses objectifs initiaux : le 28 septembre 1949, la fédération décide de reverser à la FEP 100 000 pesos prélevés sur les sommes engrangées grâce à cette hausse du prix des billets¹²⁷. La sous-commission d'enquête qui découvre ce changement d'attribution des fonds émet ce commentaire lapidaire :

Ceci est une démonstration éloquente du caractère discrétionnaire (*discrecionalismo*), peu sérieux et abusif du maniement des fonds administrés par le comité de direction de l'Afa. Il serait intéressant de déterminer à combien s'est élevé le montant total perçu et quelles

¹²⁴ *Ibid.*

¹²⁵ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.649, réponses au questionnaire d'enquête de la sous-commission : « *Razones invocadas para acordarlas : la Asociación de Fútbol Argentino solicitó la contribución para un fondo destinado a dicha Fundación [...] Con boletín n°1389 del 16/9/48 de la AFA, se pedía la contribución para llegar a obtener \$ 2.000.000 para la Fundación.* »

¹²⁶ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 103.652 « San Lorenzo de Almagro Club Atlético/Informes y actuaciones realizadas en la investigación de irregularidades producidas en dicho club », réponses des dirigeants du club au questionnaire remis par la sous-commission d'enquête, rendues le 9 avril 1956 : « a) *Cubrir el déficit que la Afa viene soportando desde el año 1947* b) *Fomentar los deportes* c) *Fomentar la práctica del fútbol* d) *Integrar el fondo de reserva de la Asociación* ».

¹²⁷ *Ibid.* Les dirigeants de San Lorenzo précisent que l'augmentation du prix des places fut effectivement temporaire puisqu'elle a été arrêtée en décembre 1949 et que ce surcoût « n'obéissait pas uniquement et exclusivement à constituer le fonds de 100 000 pesos à remettre à l'ex-Fondation Eva Perón. », mais devait bien servir à former un fonds de secours pour la fédération.

sommes ont été destinées à chacun des points a, b, c et d qui ont servi à justifier la décision d'augmenter le prix des billets¹²⁸

Enfin, les clubs ont été amenés à participer financièrement au projet d'édification du monument dédié à Eva Perón. Les dirigeants de l'Afa ont adopté cette décision à l'unanimité le 27 août 1952. La somme à réunir – 100 000 pesos, une fois de plus – était répartie entre les clubs de première et de deuxième division et prélevée sur les recettes gagnées lors de la première phase de leurs championnats respectifs. Chaque club devait remettre sa part à la trésorerie de la fédération avant le 30 septembre 1952¹²⁹. D'après les explications rapportées par les dirigeants de San Lorenzo aux enquêteurs de la Commission 49, opposer un refus à cette « contribution volontaire », c'était s'exposer à de lourdes conséquences, pouvant aller jusqu'à la saisie du club¹³⁰.

Ces exemples tendent à démontrer que l'Afa était devenue une institution croupion du gouvernement, lui permettant aisément d'imposer ses exigences à l'ensemble du milieu footballistique. Non seulement une partie des revenus générés par les matchs pouvait être récupérée au profit d'organismes péronistes, mais les clubs étaient aussi sommés de participer activement à la propagande du régime. L'Afa servait d'intermédiaire et de relais : du fait de l'organisation centralisée et hiérarchisée du football, elle était aussi chargée de veiller à ce que tous les clubs obtempèrent. Selon les membres de la Commission 49, les autorités péronistes récompensaient les plus obéissants et les plus fidèles d'entre eux par des subventions, des prêts ou des avantages fiscaux. Perón aurait purement et simplement « acheté » le football, encourageant par ce biais les mauvais penchants et les excès dont il souffrait déjà. Cela lui était d'autant plus facile que la situation économique des clubs impliqués dans le championnat professionnel était souvent fragile. Les enquêteurs dénoncent le cercle vicieux dans lequel nombre d'institutions se trouvaient prises : contraintes de dépenser toujours plus pour attirer – ou conserver – les meilleurs joueurs et un public nombreux,

en fin de compte, tout tourne autour du FOOTBALL, BRECHE qui consomme annuellement TOUT ce qu'elle produit ; le pourcentage des cotisations sociales qui lui revient, prévu par les statuts et presque toutes

¹²⁸ *Idem*, rapport d'enquête de la sous-commission rendu le 10 avril 1956 : « *Es esto una muestra elocuente del discrecionalismo, falta de seriedad y abuso en el manejo de los fondos administrados por el C.D. de la AFA. Sería interesante en determinar : cuanto fué la recaudación total y cuanto se destinó a cada uno de los puntos a,b,c y d que sirvieron de justificación para resolver el aumento de las boletas* ».

¹²⁹ *Idem*, extrait du *Boletín* n° 1805 de l'AFA correspondant à cette décision.

¹³⁰ *Ibid* : « *La declaración de los miembros de la C.D. del Club explicando los motivos de estos aportes, es sencilla : la negativa a la "contribución voluntaria" importaba consecuencias que llegaban hasta la caducidad de las autoridades legales por una intervención.* »

les autres rentrées qu'obtient l'institution [...] Le contrôle des autorités correspondantes doit être sévère pour contenir et vaincre ce mal qui afflige tous les CLUBS qui pratiquent ce sport¹³¹.

Reviennent à plusieurs reprises, au détour des différents rapports rendus sur les clubs de football, des remarques qui laissent entendre que les autorités militaires envisageaient de mener une enquête minutieuse uniquement consacrée aux maux et aux dérives du football professionnel¹³². À notre connaissance, elle n'a jamais été menée à bien. Par manque de temps ou parce que la tâche s'est rapidement révélée irréalisable ? S'attaquer au football en Argentine, c'était prendre le risque de s'aliéner une grande part de la population, viscéralement attachée à cette pratique, à ses joueurs adulés et à ses clubs emblématiques. Remarquons par ailleurs l'absence complète dans les sources de lettres de dénonciation visant des footballeurs. Quant aux lettres mettant en cause les dirigeants de l'Afa, elles se comptent sur les doigts d'une main et sont relativement courtes. L'une d'entre elles accuse Valentín Suárez, président en exercice de 1949 à 1953, de « vivre luxueusement à Adrogué dans une propriété mal acquise sous le gouvernement renversé¹³³ », preuve de son « enrichissement illicite¹³⁴ ». Deux autres missives critiquent les agissements de Cecilio Condit, qui dirigea l'Afa pendant l'année 1955¹³⁵. Doit-on y voir le signe d'une relative indifférence ou tolérance de l'opinion publique à l'égard des responsables de la fédération, pourtant nettement identifiés avec le péronisme ? Ou, à l'inverse, est-ce justement parce que les anciens dirigeants de l'Afa étaient des hommes du régime et qu'ils ont, de ce fait, été rapidement poursuivis par la Révolution Libératrice qu'il était inutile d'écrire aux autorités pour signaler leurs agissements ?

¹³¹ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 103.654, rapport final de la sous-commission d'enquête intitulé « Impresiones de la Sub-Comisión Investigadora en el Club Ferrocarril Oeste » rendu en janvier 1956 : « *Al final todo gira alrededor del FUTBOL, FISURA que consume anualmente TODO lo que él produce ; el porcentaje que por estatuto le corresponde de las cuotas sociales y casi toda otra entrada que consigue la entidad. [...] El control de la autoridad que corresponda, debe ser severo, para contener y anular este mal que aqueja a todos los CLUBES que practican dicho deporte.* » (Souligné dans l'original).

¹³² Voir, entre autres, les conclusions finales émises sur le club Ferro Carril Oeste : AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 103.654, décision rendue par la Commission 49 le 20 août 1956, et sur le club Huracán : AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 9, Expediente 103.653, décision rendue par la Commission 49 le 20 août 1956.

¹³³ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 5242 « Suárez Valentín/ Se denuncia su enriquecimiento ilícito », lettre anonyme adressée au président de la CNI en décembre 1955 : « *vive lujosamente en Adrogué en una quinta de su propiedad mal adquirida durante el gobierno depuesto* ». Adrogué est une ville située dans la banlieue résidentielle du sud de Buenos Aires.

¹³⁴ *Ibid* : « *enriquecimiento ilegítimo* ».

¹³⁵ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 2344 « Condit Cecilio ex-presidente de la A.F.A./ Se denuncian sus negociados », lettre anonyme adressée au général Lonardi, non datée, archivée en mai 1957 et Expediente 4179, lettre anonyme adressée à la CNI, s/l, novembre 1955.

Ministre, hauts fonctionnaires, syndicaliste : le profil des dirigeants de l'Afa entre 1947 et 1955

Quoi qu'il en soit, il est indéniable que de 1947 à 1955, les quatre présidents qui se sont succédés à la tête du football argentin étaient tous de hauts fonctionnaires qui avaient connu un avancement notable au sein de l'administration ou du gouvernement péronistes. Le premier d'entre eux, Oscar Nicolini, était non seulement ministre des Communications mais également le beau-père de Perón. Médecin de formation, il commença à travailler au sein de la *Dirección Nacional de Correos y Telecomunicaciones* à partir de 1921. Au début des années 1930, il fait la connaissance de la famille Duarte dans la ville de Junín où il réside depuis 1920 et entame une relation avec la mère de la future Eva Perón. Sa carrière de fonctionnaire se poursuit au sein de l'administration des Postes et Télégraphes et s'accélère considérablement à partir du coup d'État de 1943. Il est alors nommé secrétaire privé du lieutenant-colonel Aníbal Imbert puis directeur général des services de radiodiffusion en novembre de cette même année. Selon certains spécialistes, c'est par son intermédiaire que la jeune actrice Eva Duarte aurait rencontré le colonel Perón en janvier 1944¹³⁶. Dans tous les cas, il est en contact direct avec ce dernier pendant la junte militaire et, du fait de la relation nouée avec sa belle-fille, est considéré comme l'un de ses intimes. La nomination de Nicolini aux fonctions de directeur général des Postes et Télécommunications aurait même servi de prétexte à la faction d'officiers opposés à l'ascension de Perón au sein du gouvernement Farrell pour déclencher la crise interne d'octobre 1945. Son principal adversaire, le général Eduardo J. Ávalos, aurait vu dans la promotion de Nicolini la preuve de l'influence grandissante d'Eva Duarte sur Perón et, partant, sur le gouvernement militaire tout entier. Selon lui, la jeune femme manipulait son compagnon afin de placer à des postes-clés des membres de son entourage.

Ces antécédents laissent entrevoir la position occupée par Nicolini au sein du cercle dirigeant péroniste : il est l'un des hommes de confiance du chef de l'État, qui, une fois élu, le désigne à nouveau à la tête des Postes et Télécommunications, élevé au rang de ministre. En plus de ce portefeuille et de la présidence de l'AFA, Nicolini supervise, à partir de 1948, un autre organisme central, la *Caja Nacional de Ahorros Postales*. Ce cumul de fonctions ne lui permet pas d'assurer effectivement son mandat au sein de la fédération de football. Il délègue le gros des affaires courantes à ses collaborateurs,

¹³⁶ D'après Guillermo E. D'Aringo Aringoli, *La propaganda peronista 1943-1955*, Buenos Aires, Editorial Maipue, 2006, note 1, p. 61. Plus exactement, Nicolini aurait présenté Eva Duarte à Imbert, son supérieur hiérarchique, qui l'aurait ensuite introduite auprès de Perón.

membres du comité de direction, notamment à Carlos Paillot et Virgilio Capaccioni, tous deux péronistes¹³⁷. Sa gestion est néanmoins perturbée par l'un des conflits les plus longs et les plus aigus qui se soit produit au sein du football argentin : la grève des joueurs de 1948. Lancé à l'initiative du syndicat de joueurs Futbolistas Argentinos Agremiados (FAA) constitué en 1944, après deux ans au moins d'affrontement larvé¹³⁸, cet épisode est particulièrement important en ce qu'il révèle les profondes tensions qui traversent le monde du football, des tensions qui opposent non seulement les joueurs aux dirigeants, mais également les dirigeants entre eux, et qui remontent à la mise en place difficile du professionnalisme au sein du football en 1931¹³⁹.

En effet, l'ère du professionnalisme a aggravé les inégalités entre les clubs, mettant en difficulté les plus faiblement dotés. Cette inégalité se reflétait d'ailleurs dans le fonctionnement interne de l'Afa, contrôlée par les clubs les plus riches et les plus puissants¹⁴⁰. De leur côté, les footballeurs souhaitaient obtenir une révision de leur régime salarial et des améliorations de leurs conditions de travail, notamment la reconnaissance de leur syndicat, des congés payés, un salaire minimal et une plus grande liberté des conditions d'embauches et de transferts. Leurs revendications se heurtaient aux intérêts de certains dirigeants. Après plusieurs décennies de sport amateur, ces derniers se montraient toujours réticents à octroyer aux joueurs les mêmes droits accordés par la politique sociale de Perón à l'ensemble des travailleurs salariés. La tentation de revenir au modèle du sport amateur était encore forte¹⁴¹. Au cours de la grève, le gouvernement péroniste fut sollicité afin de proposer son arbitrage, à travers le ministère du Travail¹⁴², mais plusieurs de ses membres s'interposèrent aussi de leur propre initiative, notamment Eva Perón elle-même, prenant fait et cause pour les joueurs, soutenue par le ministre des Finances, parrain du Racing Club, Ramón Cereijo.

¹³⁷ Héctor Palomino et Ariel Scher, *Fútbol : pasión de multitudes y de elites*, op. cit., p. 92-93.

¹³⁸ Voir Afa, *Memorias y balance de la AFA*, Buenos Aires, 1946, p. 47 qui indique que dès 1946, le syndicat FAA a fait parvenir aux autorités de l'AFA, par l'intermédiaire du secrétariat d'État au Travail et à la Prévision, une réclamation exigeant la mise en place d'un certain nombre de mesures pour améliorer le régime des joueurs.

¹³⁹ Pour plus de détails sur la grève, consulter Julio Frydenberg et Daniel Szabón, « La huelga de jugadores de 1948 », in Raanan Rein (comp.), *La cancha peronista. Fútbol y política (1946-1955)*, San Martín, UNSAM, 2015, p. 65-80. Sur la structuration du football argentin et la professionnalisation de la pratique, voir Julio Frydenberg, *Historia social del fútbol. Del amateurismo a la profesionalización*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2011.

¹⁴⁰ Voir, sur le fonctionnement interne de l'AFA, les analyses d'Héctor Palomino et Ariel Scher, *Fútbol : pasión de multitudes y de elites*, op. cit., chapitre 2 « La estructura institucional de la AFA ».

¹⁴¹ Héctor Palomino et Ariel Scher, *Fútbol : pasión de multitudes y de elites*, op. cit., p. 86.

¹⁴² Ministerio de Trabajo y Previsión, correspondant à l'ancien secrétariat d'État, élevé au rang de ministère en 1947. On voit comment les acteurs sportifs peuvent se tourner vers les autorités politiques en cas de besoin : ici, cette réaction est logique puisqu'il ne s'agit pas d'une crise sportive proprement dite mais bien d'un conflit du travail opposant les salariés, les joueurs, à leurs employeurs, les dirigeants des clubs.

La grève des joueurs met en lumière les dissensions qui travaillent le péronisme de l'intérieur. Oscar Nicolini, bien que ministre péroniste, prit parti pour les dirigeants des clubs, et non pour les « travailleurs sportifs », au grand dam de la Première Dame. Malgré des négociations et des propositions d'accords, l'affrontement reprit au cours de l'année 1948 et se prolongea jusqu'en 1949, où le début de saison fut sérieusement perturbé, les joueurs refusant d'entrer sur le terrain. Les dirigeants sportifs répliquèrent violemment, en sanctionnant les footballeurs, en rompant leurs contrats et en faisant appel aux équipes des divisions inférieures pour disputer le championnat. Mais le niveau de jeu de moindre qualité provoqua une relative désertion du public. De plus, face à cette attitude intransigeante, près de 150 joueurs, parmi les plus brillants de l'époque, s'exilèrent, notamment en Colombie, attirés par de meilleurs salaires et des conditions de recrutement attractives. Ce conflit provoqua également la démission de Nicolini, pris entre des logiques contradictoires, de la présidence de l'Afa. Cet exemple démontre que les intérêts propres au milieu du football ont primé sur ceux d'une partie des hauts dirigeants péronistes, eux-mêmes divisés quant aux décisions à adopter. Les péripéties des années 1948-1949 invitent à revoir les postulats des enquêteurs militaires : si la fédération était totalement soumise au bon vouloir du gouvernement, comment expliquer que la grève se soit enlisée et que les autorités politiques n'aient pas réussi à imposer leur volonté à l'Afa ni à empêcher l'exode des joueurs ? C'est bien parce qu'il a perdu une partie du soutien des dirigeants des clubs que Nicolini doit quitter ses fonctions.

La grève de 1948 a ouvert une phase nouvelle pour le football argentin, en débouchant sur une scission définitive entre joueurs/travailleurs et dirigeants/patrons et sur une profonde détérioration du lien unissant les joueurs aux clubs. Après 1949, les préoccupations centrales des dirigeants, comme en témoignent les ordres du jour des comptes-rendus de l'Afa, concernent la reconstruction d'équipes performantes, le bon déroulement du championnat et la reconquête du public¹⁴³. La rébellion des joueurs semble bien avoir provoqué sinon une crise institutionnelle, du moins une phase d'instabilité au sein de l'Afa. Les clubs se sont retrouvés affaiblis économiquement, du fait de l'éloignement de leurs meilleurs éléments, et les dirigeants déconsidérés publiquement pour leur intransigeance et leur incapacité à entendre les revendications des joueurs. Au sein même de l'Afa, le retour à la normale n'est pas immédiat : suite au départ de Nicolini, la présidence revient à l'un des vice-présidents, Cayetano Giardulli. Dirigeant

¹⁴³ C'est ce qui ressort aussi des *Memorias y Balances* de nombreux clubs professionnels de la période. Nous nous permettons de renvoyer à notre étude « "¡Polítiqueros, no! Sanlorencistas, sí!" El club Atlético San Lorenzo de Almagro en la era peronista » in Raanan Rein (comp.), *La cancha peronista, op. cit.*, p. 99-118.

du club Lanús, cet avocat avait intégré la fonction publique avec l'arrivée au pouvoir du péronisme : entre 1947 et 1955, il travailla au sein de la Cour Suprême de Justice de la province de Buenos Aires. Lié à son gouverneur, Domingo Mercante, il offrait l'avantage d'être un homme issu du milieu du football tout en étant doté de connexions potentiellement utiles avec les secteurs péronistes. Mais, lui non plus ne parvient pas à susciter le consensus. La grève de 1948 a creusé le fossé entre « petits » et « grands » clubs. Or Giardulli semble avoir voulu maintenir en place le comité de direction établi par Nicolini, dans lequel les délégués des clubs les moins riches étaient majoritaires. Par cette décision, il s'est aliéné le soutien des clubs les plus puissants, dont les intérêts entraient directement en contradiction avec ceux des plus modestes. Très rapidement, Giardulli se voit forcé de renoncer à sa charge. C'est d'ailleurs Alberto Forcada, un dirigeant d'un « grand » club, Boca Juniors, qui assure l'intérim après cette sortie précipitée.

La fédération se trouve en fâcheuse posture : minée par des rivalités internes, privée d'une direction forte alors même que le monde du football subit une crise grave qui nécessite de prendre d'urgence des mesures énergiques. C'est à cette période qu'auraient commencé à circuler des rumeurs évoquant l'éventualité d'une prise de contrôle directe de l'institution, incapable de se gouverner elle-même, par les autorités péronistes. Selon plusieurs chercheurs, ce contexte aurait placé l'Afa dans une situation de dépendance à l'égard du gouvernement, qui serait intervenu plus fermement en proposant des candidats à même d'être acceptés par l'ensemble des dirigeants¹⁴⁴. Ces derniers auraient ainsi pris conscience de la menace pesant sur eux s'ils échouaient à trouver une solution de compromis. L'impulsion serait venue d'Atilio Renzi, secrétaire privé de Perón et d'Evita et dirigeant du club Ferro Carril Oeste, de l'ancien collaborateur de Nicolini, Virgilio Capaccioni et de Domingo Tortonese. Ils proposent la candidature d'un jeune représentant du club Independiente, Valentín Suárez. Comme ses prédécesseurs, ce dernier est un proche des hauts dignitaires péronistes : fonctionnaire au ministère du Travail et de la Prévision, il travaille aux côtés d'Eva Perón et fréquente la garde rapprochée du ministre des Finances, Ramón Cereijo. Suárez bénéficie conjointement de l'aval du gouvernement et de celui des dirigeants sportifs. Il parvient à faire durablement l'unanimité puisqu'il est reconduit dans ses fonctions jusqu'en 1953 : à cette date, il est le président de l'Afa à être resté le plus longtemps en exercice¹⁴⁵ !

Dès lors, la direction de la fédération semble s'être normalisée. Le successeur de Suárez, Domingo Peluffo, ne rencontre aucun obstacle notable. Ce dirigeant de San

¹⁴⁴ C'est notamment la thèse avancée par Héctor Palomino et Ariel Scher.

¹⁴⁵ Héctor Palomino et Ariel Scher, *Fútbol : pasión de multitudes y de elites*, op. cit., p. 95.

Lorenzo jouissait d'une excellente réputation dans le monde du football et dans les milieux péronistes. Avocat lui aussi, il avait fait la connaissance de Perón en 1944, date à laquelle il rejoignit l'équipe de juristes chargés de réviser le Code du Travail. Par la suite, il continua à occuper de hautes fonctions au sein de l'administration judiciaire puisqu'il fut président de la chambre d'appel des *Tribunales de Trabajo* créés en novembre 1944¹⁴⁶. C'était aussi un dirigeant sportif expérimenté, déjà actif au sein des instances de l'Afa puisqu'il fut président du Tribunal des Peines à partir de 1950, poste qu'il abandonna lorsqu'il obtint la présidence de la fédération. Par ailleurs, il était également vice-président de la Cadcoa depuis 1948. Au cours de son mandat à la tête de l'Afa, sa trajectoire en tant que dirigeant sportif atteignit son point culminant lorsqu'il fut élu vice-président de la Fifa. Mais, du fait de ses problèmes de santé, il ne put guère mettre à profit l'internationalisation naissante de sa carrière. Gravement malade, il mourut au cours de l'année 1955. La présidence intérimaire de l'Afa fut assurée par son vice-président, l'architecte Fernando Vannelli, dirigeant du club Ferro Carril Oeste¹⁴⁷.

Le dernier responsable de la fédération de l'ère péroniste, qui resta en place moins d'un an, est le premier à être issu du milieu syndical. Cecilio Conditoni était lui aussi une figure publique importante à l'époque. Membre de l'*Asociación de Trabajadores del Estado*, il avait été désigné comme délégué *interventor* de la CGT dans les syndicats du secteur textile et au sein de la *Federación Argentina de Trabajadores de Imprenta y Afines*¹⁴⁸. En 1953, il fut le premier recteur de l'Université Ouvrière Nationale, fondée le 17 mars 1953. Si son appartenance au mouvement péroniste ne fait aucun doute, il n'était pas totalement étranger au monde du football : il faisait partie des dirigeants du club Chacarita et prit la suite de Peluffo à la vice-présidence de la Fifa. La Révolution Libératrice survient alors qu'il s'est rendu en Europe pour y prendre officiellement ses fonctions. Il semble cependant avoir davantage cristallisé les rancœurs que ses prédécesseurs, peut-être parce que les différents postes qu'il a occupés ont fait de lui l'incarnation des dérives et des contradictions produites par le péronisme. L'une des lettres anonymes le concernant, rédigée par une femme qui se décrit comme « très dévouée à la

¹⁴⁶ Sur ces tribunaux spécialisés, comparables aux prudhommes français, consulter **Juan Manuel** Palacio, « El peronismo y la invención de la justicia del trabajo en la Argentina », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, mis en ligne le 25 septembre 2013, [En ligne] <http://nuevomundo.revues.org/65765> (consulté le 10 octobre 2014).

¹⁴⁷ Signalons que la Commission 49 a reçu une lettre de dénonciation concernant ce dirigeant, mis en cause pour ses accointances avec Atilio Renzi et accusé de détournements de fonds: AGN-AI, CNI, FNRP, Com. 49, Caja 6, Expediente 4646 « Renzi Atilio/ Su amistad con Vannelli, Fernando propietario de una empresa constructora/ Se denuncian sus negociados ».

¹⁴⁸ Il occupa ce poste de 1949 à 1954, date à laquelle le syndicat fut réorganisé et prit le nom de *Federación Gráfica Argentina*. La prise de contrôle de l'organisation avait été décidée suite à la longue grève lancée par les travailleurs de ce secteur, réprimée par le gouvernement péroniste.

Vierge de Lourdes¹⁴⁹ », le qualifie de « canaille, traître à ses amis et à sa patrie¹⁵⁰ » et le dépeint comme « un type très futé qui, avec sa tête d'imbécile, embobine tout le monde¹⁵¹ ». Ce n'est pas tant pour ses activités à la tête de l'Afa que l'auteure le met en cause mais bien pour son rôle au sein des organismes syndicaux et de l'Université Ouvrière :

Il a été *interventor* de la federación gráfica argentina alors qu'il n'y connaissait rien parce que c'est un âne tout ce qu'il a c'est la parole facile qu'il a apprise pour trahir tout le monde [...] il a été le dernier Recteur des Universités Ouvrières quelle honte, il n'y connaît rien et il était là à occuper ce poste, et les pauvres élèves ne pouvaient rien faire parce que s'il l'apprenait on ne le[s] revoyait plus¹⁵²

De 1947 à 1955, tous les présidents de l'Afa sont, indiscutablement, des hommes du régime. Peut-on en déduire que leur présence à la tête du football argentin a déteint sur ce milieu sportif ? Y a-t-il eu une politisation intense de la pratique et du spectacle sportif sous leur égide ? Ont-ils orchestré la « péronisation » de l'institution ? Nous l'avons vu, les clubs et la fédération ont été mis à contribution financièrement, mais dans le même temps, le gouvernement s'est montré plus que généreux à l'égard de ces institutions¹⁵³. On ne peut affirmer que le régime a cherché systématiquement à spolier ou à dépouiller les organisations sportives de leurs biens. Si l'on examine attentivement les comptes-rendus annuels publiés par l'Afa, on remarque une évolution générale du ton adopté à l'égard du pouvoir exécutif et de Perón. Dans les volumes qui concernent les années 1946-1949, l'action du gouvernement et du chef de l'État sont rapportées de façon relativement brève et concise. Très peu de développements mettent en exergue les rapports entretenus entre l'institution sportive et les autorités nationales. Il s'en dégage une impression générale de neutralité, l'accent étant mis sur les affaires et les problèmes internes, du bon déroulement du championnat à l'organisation du football de l'intérieur du pays en passant par les revendications des joueurs. À partir de la présidence de Valentín Suárez, et surtout des

¹⁴⁹ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 2344, lettre anonyme adressée au général Lonardi, non datée, archivée en mai 1957 : « *muy devota de la Virgen de Lurdes* ».

¹⁵⁰ *Ibid* : « *canalla, traidor de sus amigos y la patria* ».

¹⁵¹ *Ibid* : « *un tipo muy vivo, que con su cara de estúpido envuelve a cualquiera* ».

¹⁵² *Ibid* : « *fue interventor en la federacion grafica argentina sin saber nada porque es un bruto lo unico que tiene facilidades de palabras que las aprendio para traicionar a todos [...] era el ultimo Rector de las Universidades Obreras que verguenza para todos, que no sabe nada de eso y estaba allu desempeñando ese puesto, y los pobres alumnos no podian hacer nada porque si el sabia ya no aparecia mas* ». Nous avons conservé la ponctuation et l'orthographe originales – son auteur commence par s'excuser pour sa « *mala letra y falta de redacción* » – et nous sommes efforcés de rendre en français le ton et les expressions familières de cette lettre.

¹⁵³ Voir les chapitres I et VIII.

années 1950-1951, les références directes au régime péroniste se multiplient et occupent une place bien plus importante. Les initiatives du gouvernement sont désormais extensivement mentionnées, toujours accompagnées de marques d'approbation ou d'adhésion de l'Afa ; des éloges plus appuyés de la politique menée par Perón apparaissent. Cette tendance s'accroît encore sous le mandat de Peluffo, par exemple dans le message adressé par le comité de direction qui professe l'alignement des objectifs de l'Afa avec la conduite générale du pays prônée par le régime¹⁵⁴. On retrouve l'énonciation de ces principes dans les prises de parole médiatiques du président. Il déclare ainsi aux journalistes de *La Razón*, peu de temps après sa prise de fonctions, en août 1953 : « Nous voulons que le football – comme l'a manifesté le général Perón – soit le sport du peuple et pour le peuple et nous y parviendrons. Nous n'épargnerons pas nos efforts pour y arriver¹⁵⁵. »

Cecilio Conditi assume également son rôle de représentant du gouvernement, dont la mission consiste à orienter le football dans les perspectives sociales, politiques et culturelles ouvertes par le péronisme. Il défend lui aussi ce point de vue dans la presse nationale :

Nous avons l'énorme responsabilité de défendre les intérêts du football national, mais nous devons aussi comprendre que l'Association ne peut pas rester à l'écart de la réalité des temps présents, créée par le *Conductor*, le général Perón. L'Association doit être formée par des hommes qui sentent la nécessité de conduire le sport et les institutions dans le sens de la technique révolutionnaire¹⁵⁶.

Le nouveau titulaire de l'Afa annonce-t-il par là une prochaine mise au pas des dirigeants et des clubs ? Il est probable que les principaux intéressés l'aient interprété en ce sens et aient vu dans ces propos une menace voilée. Il convient de remarquer en effet que si de hauts responsables péronistes ont accédé à la présidence de la fédération, il ne semble pas que cela se soit accompagné d'un renouvellement complet du cercle des dirigeants. Si l'arrivée au pouvoir du péronisme a favorisé l'irruption d' « hommes nouveaux », issus de ce mouvement politique, au sein des clubs et dans l'entourage de

¹⁵⁴ Voir notamment Afa, *Memorias y Balanca de la AFA*, Buenos Aires, 1954, p. 25-26.

¹⁵⁵ *La Razón*, 24 août 1953 : « *Queremos y lograremos que el fútbol –tal como lo ha expresado el general Perón- sea el deporte del pueblo y para el pueblo. Para conseguirlo, no escatimaremos esfuerzos.* »

¹⁵⁶ *La Razón*, 26 avril 1955 : « *tenemos la enorme responsabilidad de defender los intereses del fútbol nacional, pero debemos comprender también que el fútbol [...] la Asociación no puede estar al margen de la realidad de la era presente, creada por el conductor, General Perón. La Asociación debe estar formada por hombres que sientan la necesidad de encauzar el deporte y las instituciones dentro de la técnica revolucionaria.* »

Nicolini et de ses successeurs, tous les cadres dirigeants présents depuis de longues années n'ont pas été automatiquement écartés de leurs postes¹⁵⁷. Raúl Colombo, élu avec l'assentiment des autorités militaires en 1956, bien que militant de longue date au sein de l'Unión Cívica Radical, ce qui le rangeait de fait dans le camp des opposants au péronisme, fut membre du comité de direction de l'Afa entre 1950 et 1954¹⁵⁸. A priori, il n'y a pas eu de « grand remplacement » péroniste parmi le personnel dirigeant de la fédération.

Le mythe de l'autonomie du sport : clientélisme, rapports interpersonnels et quête de compromis entre les acteurs politiques et sportifs

Faut-il alors parler de « péronisation » superficielle, d'un vernis péroniste appliqué à la surface de l'Afa dont témoignerait l'irruption de la rhétorique classique du régime, calibrée et diffusée par les services de propagande officielle, dans les pages des *Memorias y Balances* ? Pourquoi cette dernière devient-elle si présente à partir des années 1950-1951 ? Elle découle certainement de la marque imprimée à l'institution par la personnalité de dirigeants tels que Suárez et Peluffo (et Conditi dans une moindre mesure) qui sont par ailleurs plus présents que Nicolini qui délégait largement ses fonctions à ses collaborateurs. Mais il faut également prendre en compte les évolutions du contexte politique et social argentin. Dès 1950, le gouvernement péroniste entre dans une phase de raidissement alors même que la polarisation de la société argentine s'accroît. Le régime doit faire face conjointement à l'essoufflement de la prospérité économique qui avait caractérisé les premières années du péronisme et qui avait alimenté le modèle de redistribution des richesses et les politiques sociales mis en place à cette période. En plus de cette crise du système, le gouvernement est confronté à des tentatives de soulèvement militaire et à un climat de violence croissante, marqué par la radicalisation tant des groupements de l'opposition que de ses partisans. Les péronistes au pouvoir réagissent par un renforcement de la censure, de la répression des mouvements antipéronistes et du contrôle idéologique. Dans ce cadre tendu, les exigences de signes d'allégeance au *Líder* et à sa doctrine se font plus insistantes. Il convient de lire les destinées de l'Afa à l'aune de ces bouleversements, auxquels l'institution n'échappe pas plus qu'une autre. Cela peut expliquer en partie le maintien à la tête de la fédération de Suárez et de Peluffo, des candidats qui ont reçu l'approbation des hauts dignitaires péronistes et qui ont fait

¹⁵⁷ Sur les formes d'« entrisme » de personnalités péronistes au sein des clubs, voir le chapitre VIII.

¹⁵⁸ Héctor Palomino et Ariel Scher, *Fútbol : pasión de multitudes y de elites*, op. cit., p. 120.

l'unanimité auprès des dirigeants sportifs. Les manifestations d'adhésion à la politique péroniste sont susceptibles de traduire le souci constant des dirigeants du football de préserver leurs intérêts à une période où prudence et circonspection semblent être particulièrement de mise¹⁵⁹.

Les dirigeants ont-ils donc agi par contrainte et subi de plein fouet le joug de la « tyrannie » péroniste ? Ont-ils été victimes de l'interventionnisme effréné du régime qui leur a fait perdre l'autonomie dont ils jouissaient auparavant ? Comme dans les cas précédemment observés, le rôle des dirigeants est toujours marqué d'une forte ambiguïté. Le *leitmotiv* constant des autorités militaires et des observateurs contemporains reste celui du retour aux sources : retour à la situation « d'avant », avant le péronisme, avant le dévoiement du sport, avant le professionnalisme, au temps mythique de l'autonomie pleine et entière du sport vis-à-vis de l'État. À cet égard, les propos du journaliste sportif Dante Panzeri sont un reflet éloquent des opinions défendues au lendemain du coup d'État de septembre 1955 :

La voracité de l'État envers le sport ne lui a pas même fait respecter ses propres constructions comme moyen de ses fins, car des idées et des réalités aussi plausibles, aussi nécessaires que les Championnats pour enfants, la construction du vélodrome, des terrains de sport pour les enfants, etc... ont vu leurs bienfaits se diluer lamentablement avec les torts causés par les dons incontrôlés, l'adulation obligatoire au régime, la profanation du sens authentique du sport amateur. Pauvre sport argentin ! La faute en revient au malheureux destin d'un régime au sein duquel la politique a fermé les yeux et dans lequel de nombreux hommes qui pouvaient prévenir les inconvénients de telles orientations pour leurs propres fins n'ont pas su le faire, par crainte ou n'ont pas voulu le faire, par calcul.

« La consigne » durant « cet » hiver a été : accepter ; tout accepter ; « la consigne » de « ce » printemps est tout refaire [...] La plus grande contribution du nouveau gouvernement dont le sport a besoin, c'est la garantie de son autonomie. Dorénavant, ce sera chaque club dans son terrain, chaque entraîneur avec son athlète, chaque père avec son fils, ceux qui reprennent le chemin de l'idéal sportif britannique, qui a été et qui est le père de tout le sport amateur dans le monde¹⁶⁰.

¹⁵⁹ Plusieurs événements ont pu les inciter à agir avec précaution : en 1951, le principal journal d'opposition *La Prensa* est exproprié par le gouvernement et passe aux mains de la CGT. Dans le milieu sportif, plusieurs expropriations et *intervenciones* ont lieu au cours des années 1950 : voir le chapitre V sur le cas du tennis ainsi que le chapitre VIII.

¹⁶⁰ Dante Panzeri, « Hacia una nueva primavera », *El Gráfico*, 30 septembre 1955 : « *ni sus propias construcciones respetó la codicia estatal por el deporte como medio de un fin, ya que ideas y realidades tan plausibles, tan necesarias, como los Campeonatos Infantiles, la construcción del velódromo, los campos deportivos para los niños, etc... vieron lamentablemente diluidos sus beneficios con el perjuicio de la dádiva sin control, de la adulación obligatoria al régimen, de la profanación del auténtico sentido del*

Peur ou calcul ? Victimes ou complices ? Lâches ou péronistes convaincus ? Responsables mais pas coupables ? Les lignes restent brouillées et mènent souvent les enquêteurs de la Commission 49 dans une impasse. Aussi la notion même de « péronisation » semble produire plus de questions qu'elle n'apporte de réponses. À moins de la limiter à son sens le plus restreint en s'intéressant aux marques d'attention manifestée par le gouvernement péroniste à une institution comme l'Afa. Certes, elles sont multiples, mais est-ce vraiment surprenant, étant donné l'importance du football dans la société argentine ? Est-ce d'ailleurs une nouveauté propre à ce régime ? A-t-il effectivement rompu une tradition ancienne d'autonomie cultivée par les dirigeants de la fédération ? Rien n'est moins sûr.

D'après Héctor Palomino et Ariel Scher, sous le péronisme, « la relation entre l'Afa et le gouvernement acquit un caractère véritablement institutionnel¹⁶¹ » : si les dirigeants du football détenaient toujours formellement le pouvoir de désignation du président de l'institution, le nom du candidat provenait directement « d'une suggestion du gouvernement¹⁶² ». Pourtant, ils constatent eux-mêmes que cette tendance au rapprochement entre autorités politiques et dirigeants sportifs existait déjà auparavant, sous les gouvernements conservateurs des années 1930¹⁶³. En 1937, l'Afa est ainsi présidée par Eduardo Sánchez Terrero, secrétaire administratif adjoint de la Chambre des Députés de la Nation et surtout, gendre du président de la République en exercice, le général Agustín P. Justo. Le successeur de Sánchez Terrero, Adrián C. Escobar, était quant à lui un membre du gouvernement, occupant les fonctions de directeur national des Postes et Télégraphes, et un proche du nouveau président en exercice, Roberto Ortiz. De 1941 à 1943, c'est le propre fils du nouveau président de la République, Ramón Castillo, qui dirige l'Afa alors qu'il était totalement étranger au milieu du football. Dès cette période, les destinées de l'Afa paraissent étroitement dépendantes des circonstances politiques. Pour preuve, Ramón Castillo fils fut écarté de sa charge dès le renversement du gouvernement de son père par la Révolution du 4 juin 1943.

deporte amateur. Pobre deporte argentino ! Culpemos de esto al desgraciado destino de un régimen en el que la política cerró los ojos y en el que muchos hombres que pudieron asesorar de la inconveniencia de tales rumbos para sus propios fines no supieron hacerlo por temor o no quisieron hacerlo por cálculo. "La orden" fue durante "ese" invierno : aceptar ; aceptarlo todo ; "la orden" de esta primavera es rehacerlo todo [...] Pero la mayor contribución que el deporte argentino necesita del nuevo Gobierno es la seguridad de su autonomía. En lo demás, será cada club en su predio, cada entrenador con su atleta, cada padre con su hijo, los que reencaucen el camino del ideal deportivo británico, que fue y es padre de todo el deporte amateur del mundo. »

¹⁶¹ Héctor Palomino et Ariel Scher, *Fútbol : pasión de multitudes y de elites*, op. cit., p. 87.

¹⁶² *Idem*, p. 92.

¹⁶³ Voir chapitre I.

Après une brève période d'intérim, assurée par le vice-président, l'assemblée de l'Afa élit un nouveau président, Jacinto Armando, un avocat, dirigeant du club Huracán et occupant depuis longtemps des responsabilités au sein de la fédération. Son profil paraît rompre avec celui de ses prédécesseurs, issus avant tout du monde politique. Pourtant, l'institution se présente comme une auxiliaire des pouvoirs publics, l'une de ses missions consistant à « contribuer, toujours davantage, à seconder l'État dans l'élévation de [la] patrie¹⁶⁴. » Comme l'Aca, l'Afa se perçoit comme une institution d'utilité publique, œuvrant au nom de l'intérêt général et, par conséquent, comme une alliée potentielle de l'État. En l'absence de politique sportive coordonnée par les pouvoirs publics, les rapports entre l'État et les institutions sportives se construisaient sur la base de relations personnelles. Cette proximité était en réalité autant recherchée par le milieu sportif que par le monde politique, en raison des bénéfices qu'elle apportait aux deux parties. En 1944, le président élu est un autre avocat, très renommé, Agustín Matienzo. Membre de la *alta sociedad* locale, il a ses entrées au Jockey Club et au Círculo de Armas. Président de la société de chemin de fer Ferrocarril Central Argentino, il exerce aussi des fonctions à la Cour Suprême et à l'université. Matienzo n'est pas directement issu de la junte militaire au pouvoir mais il est détenteur d'un capital social conséquent, un atout précieux pour l'AFA, qui, grâce à son entregent, dispose d'un accès à de nombreux cercles d'influence.

En 1945, c'est bien un officier militaire qui le remplace, qui n'est autre que le futur rival de Perón, le général Eduardo Ávalos, l'un des principaux artisans du putsch du 4 juin 1943 et responsable de la garnison de Campo de Mayo. La direction effective de l'Afa fut en fait assurée par son vice-président, un autre militaire, le colonel Tomas Ducó, qui provenait des rangs du club Huracán. Néanmoins, sa gestion fut particulièrement houleuse. Le colonel, notoirement connu pour son caractère fougueux, se querella à maintes reprises avec les autres membres du comité de direction et alla jusqu'à provoquer certains d'entre eux en duel. L'une des conséquences logiques des événements d'octobre 1945 et des résultats des urnes de février 1946 fut l'éloignement d'Ávalos de l'Afa. S'ensuit une période d'incertitudes pour les dirigeants du football, qui hésitent sur la personne à mettre à la tête de l'institution. Ils optent finalement pour Pedro Canaveri, qui n'a guère de contacts avec le nouveau gouvernement. Son mandat se déroule difficilement, à tel point qu'il démissionne de ses fonctions pendant un bref laps de temps pour manifester son désaccord avec ce qu'il estimait être des formes d'ingérence de la part du

¹⁶⁴ Afa, *Memorias y Balance de la AFA*, Buenos Aires, 1943, p. 8.

pouvoir politique¹⁶⁵. Mais des dissensions internes entre les dirigeants des clubs semblent aussi avoir eu une incidence. Canaveri finit néanmoins par mener son mandat à son terme, avant de s'éloigner de l'institution pendant toute la période péroniste jusqu'en 1955. Ses pairs ont-ils tiré les leçons de cette expérience en demi-teinte ? Ou est-ce le gouvernement péroniste qui a pris la décision de prendre les choses en main en installant à la tête de la fédération un homme issu de ses rangs ?

Pour Héctor Palomino et Ariel Scher, les dirigeants sportifs ont perdu l'initiative dès 1947, comme en atteste la désignation de Nicolini : ce ne sont plus eux, même si formellement le principe de l'élection est maintenu, qui choisissent par eux-mêmes le « médiateur capable de se mouvoir avec aisance aux échelons les plus élevés du pouvoir¹⁶⁶ ». Il nous semble néanmoins douteux qu'ils aient constamment et librement exercé cette faculté au cours de la période précédente : la présence de membres de la famille des présidents conservateurs à la fin des années 1930 et au début des années 1940 met quelque peu à mal le mythe de l'autonomie de l'Afa. La désignation de ses présidents semble plutôt avoir été régulièrement le fruit de négociations concertées entre acteurs sportifs et politiques. L'équilibre des rapports de force pouvait varier et pencher tantôt en faveur des premiers, tantôt en faveur des seconds, suivant les circonstances. Mais l'objectif recherché était bien de trouver une solution de compromis apte à satisfaire les deux camps. En effet, « pour les gouvernements, établir un homme de confiance à ce poste donnait la possibilité de maintenir le football sous leur contrôle. Tandis que pour les dirigeants du football, la concession du trône de l'Afa à quelqu'un de lié aux cimes du pouvoir politique assurait un moyen d'obtenir des faveurs, des subventions ou toutes les ressources aux mains des gouvernements et des gouvernants¹⁶⁷. » En cela, le péronisme ne s'est guère démarqué des régimes précédents, mais s'est inscrit dans la continuité de logiques déjà existantes et des ressorts propres au fonctionnement de la fédération. Les dirigeants, eux, se sont efforcés de s'adapter aux changements introduits par la nouvelle donne politique, en reconfigurant leurs connexions avec les milieux gouvernants. Pour une institution comme l'Afa, il est crucial de conserver des relations fluides avec l'État, pourvoyeur de fonds et d'avantages non négligeables. Mais l'un de ses objectifs est aussi de garantir sa continuité et d'assurer la pérennité des positions occupées par ses dirigeants. H. Palomino et A. Scher, qui ont analysé le fonctionnement interne de l'Afa dans la

¹⁶⁵ Notamment la nomination d'un *interventor* à la tête du club Huracán, qui avait été présidé par le colonel Tomás Ducó, tombé en disgrâce après sa tentative de soulèvement contre Perón. Héctor Palomino et Ariel Scher, *Fútbol : pasión de multitudes y de elites*, op. cit., p. 74.

¹⁶⁶ *Idem*, p. 92.

¹⁶⁷ Ariel Scher, *La Patria deportista*, op. cit. p.128.

longue durée, constatent que les normes adoptées pour choisir les membres du comité de direction de la fédération assurent « au fil des ans, la permanence des mêmes dirigeants à la tête de l'institution. Grâce à la rotation des charges et à l'échange de fonctions, les responsables de l'Afa ont toujours été les mêmes. Les présidents ont changé, mais le reste du corps dirigeant a, en général, conservé sa configuration¹⁶⁸. »

C'est peut-être sur ce point que des lignes de fracture sont progressivement apparues entre 1946 et 1955. Peu à peu, les responsables du football ont vu s'éroder leurs capacités de négociation avec le pouvoir politique, de moins en moins accommodant, surtout à partir du second mandat de Perón. Au durcissement du régime, de plus en plus enclin à sanctionner tout ce qui s'apparente à des formes de contestation, s'ajoute la fragilisation de l'Afa à l'issue de la grève de 1948. Les difficultés financières, l'approfondissement des clivages internes, la dépendance croissante aux subventions distribuées par l'État, ces différents facteurs ont pu accentuer l'impression d'être à la merci des autorités politiques. La volonté des hommes politiques péronistes de faire du sport un domaine relevant des responsabilités de l'État ont aussi nettement modifié les règles du jeu et fait craindre une « nationalisation » de la fédération. Les rapports entre l'Afa et le gouvernement péroniste doivent être lus dans une perspective sociologique : les enjeux de la lutte ne sont pas d'ordre politique mais bien social. Les dirigeants cherchent à défendre leur position, non seulement dans le champ sportif, mais aussi social, face à un État qui prétend superviser l'ensemble des activités sportives et mener une politique centralisée. Comme nous l'avons vu, il est cependant loin d'exercer une domination totale sur le football. À l'exception d'Oscar Nicolini, tous les présidents en exercice pendant la période péroniste sont des dirigeants ayant une solide expérience de la conduite des affaires du football, recrutés parmi les comités des clubs et exerçant de longue date des responsabilités diverses au niveau fédéral avant d'accéder à la direction de l'organisation. De même, de nombreux dirigeants reconnus et appréciés, comme Raúl Colombo, ne furent pas systématiquement écartés des clubs ni de l'Afa du fait de leurs appartenances politiques. Si ceux qui ne se rallièrent pas au péronisme perdirent éventuellement de leur influence et accédèrent plus difficilement à des postes de direction, ils ne disparurent pas pour autant et continuèrent d'exercer des charges importantes.

Ironiquement, ce n'est pas le gouvernement péroniste qui a procédé à la première mise sous tutelle de l'histoire de l'Afa mais bien la Révolution Libératrice. Dès le 10

¹⁶⁸ Héctor Palomino et Ariel Scher, *Fútbol : pasión de multitudes y de elites*, op. cit., p. 51-52. Ces mêmes auteurs remarquent par ailleurs que les élections organisées au sein de l'AFA servaient avant tout à valider des décisions prises en amont, selon le principe du vote annoncé (*voto cantado*). Le choix du président était le fruit d'après négociations et de discussions informelles entre dirigeants et était déjà fixé avant le vote.

octobre 1955, un décret présidentiel constitue une *Comisión Interventora* qui se substitue au comité de direction en exercice. La fédération était considérée comme une institution totalement assujettie au régime renversé. Arturo Bullrich, le président de la commission d'intervention militaire, était étranger au monde du football. Par contre, il appartenait à l'une des grandes familles de l'oligarchie *porteña* : directeur de plusieurs entreprises, il était également membre de la Sociedad Rural Argentina et de la Bourse du Commerce. Les autres commissionnaires étaient pour leur part des dirigeants de clubs mais qui n'avaient pas occupé de fonctions importantes au sein de l'Afa pendant la période péroniste. Ils furent aussi sélectionnés pour leurs opinions politiques antipéronistes. Cette commission fut chargée de « réorganiser » l'institution, c'est-à-dire d'exclure les dirigeants identifiés avec le régime proscrit et de superviser la tenue de nouvelles élections. Dès mars 1956, un nouveau comité de direction est élu, sous la houlette de Raúl Colombo ; il obtint l'aval du général Huergo, alors responsable de la Commission 49, et put aussitôt entrer en fonction.

Dans l'ensemble, les dirigeants du football ne furent presque pas inquiétés par la Commission 49, du moins pas pour leurs activités liées à la gestion de l'Afa sous le péronisme. Cette donnée constitue un indice supplémentaire des facultés d'adaptation aux circonstances et de préservation dont savent faire preuve les dirigeants sportifs en tant que groupe social. À notre connaissance, parmi les trois anciens présidents de l'institution encore en vie après le coup d'État de 1955, seul Oscar Nicolini, en tant qu'ancien ministre du régime proscrit, fut effectivement poursuivi par la Révolution Libératrice. Arrêté et accusé de corruption et de détournement de fonds, il mourut en prison à l'âge de 67 ans, le 8 août 1956. Quant à Valentín Suárez et Cecilio Conditi, ils revinrent par la suite sur le devant de la scène, le premier au début des années 1960, lorsqu'il fut appelé par le général Onganía, alors président *de facto*, pour diriger l'Afa passée sous le contrôle de la junte militaire, le second lorsqu'il devint le ministre du Travail d'Isabel Perón en 1975.

CONCLUSION

Comme dans d'autres pays à la même période, l'institutionnalisation du sport en Argentine n'est pas encore achevée sous le péronisme. Cela se traduit par des rivalités entre fédérations qui se disputent la reconnaissance à exercer une autorité pleine et entière sur une discipline sur l'ensemble du territoire national. Nous l'avons vu, l'encadrement du milieu sportif argentin est encore fragmentaire, à un degré plus ou moins important

suivant les activités¹⁶⁹. De nombreux clubs ne sont pas rattachés aux fédérations nationales, il existe des fédérations régionales autonomes : tout un pan du monde sportif fonctionne en marge des institutions nationales. Ce constat n'est pas pour surprendre, s'agissant d'un processus qui a été, partout dans le monde, lent et long à mettre en place. Pour s'imposer, les dirigeants des fédérations doivent chercher à fonder leur légitimité. Celle-ci repose évidemment sur le nombre d'associations qu'ils parviennent à fédérer mais elle découle également de l'attention que lui accordent les pouvoirs publics.

En théorie, les fédérations et les autorités péronistes visaient des objectifs communs en matière de politique sportive : renforcer l'encadrement sportif à tous les niveaux, améliorer l'organisation des compétitions, des sélections de participants et des conditions de pratique, augmenter la diffusion des activités sportives et le nombre de pratiquants, constituer un vivier de jeunes talents prometteurs d'où émergeraient les futurs champions, etc. Un terreau apparemment favorable à une collaboration fructueuse, d'autant plus que le gouvernement fait part de son intention d'aider financièrement tous les organismes intervenant dans le sport. Il donnerait ainsi satisfaction à l'une des demandes régulièrement exprimée par les fédérations en levant le principal obstacle rencontré dans le développement de leurs activités. Mais, parallèlement, Perón n'hésite pas à critiquer les dirigeants sportifs qu'il accuse soit de manquer de compétences, soit de négliger sciemment les athlètes pour mieux servir leurs intérêts personnels¹⁷⁰. De leur côté, les dirigeants sportifs se montrent aussi jaloux de leurs prérogatives et s'inquiètent de ce qu'ils voient comme une mainmise progressive de l'État sur leur domaine d'activités. Les discours de Perón peuvent aussi s'interpréter comme l'application de la stratégie du « diviser pour mieux régner » : en insistant sur ce qui sépare les sportifs des dirigeants, il peut plus facilement ériger les pouvoirs publics en position d'arbitres.

La période péroniste se caractérise ainsi par des dynamiques contradictoires, entre renforcement du soutien matériel et financier apporté par les pouvoirs publics, construction d'alliances fructueuses et recomposition plus ou moins conflictuelle des rapports entre dirigeants sportifs et responsables politiques. Si dans le cas des fédérations amateurs, l'intérêt manifesté par les autorités à leurs activités fut pour certaines une agréable surprise et marqua une rupture avec l'indifférence des responsables politiques de la période précédente, dans le cas des fédérations des sports professionnalisés, la situation est toute autre. Le gouvernement péroniste s'inscrit dans la continuité par rapport aux

¹⁶⁹ Voir chapitre I.

¹⁷⁰ Voir par exemple le discours de Perón prononcé le 16 juin 1948 lors de la cérémonie de départ de la délégation olympique [BC. BP. D 14].

gouvernements conservateurs avec lesquels certaines institutions sportives avaient déjà su nouer des relations profitables. Ce n'est pas tant dans la façon de constituer ces liens que le péronisme innova, mais dans sa volonté d'imposer la prééminence de l'État et de revaloriser son rôle, au détriment des espaces de pouvoir progressivement conquis par certaines fédérations particulièrement puissantes. Après avoir pendant longtemps suppléé aux défaillances des pouvoirs publics, les dirigeants sportifs supportent mal la mise en place de politiques interventionnistes, leur exclusion de certains organismes gouvernementaux, la surveillance renforcée de leurs activités et de leur utilisation des ressources qui leur sont allouées.

C'est pour cette raison que l'emploi du concept de « péronisation » pour qualifier les processus à l'œuvre au sein du sport entre 1946 et 1955 nous semble peu adéquat. Comment évaluer le degré d'adhésion politique d'un organisme et de ses dirigeants ? Comment différencier les déclarations sincères des annonces de circonstance ? Même la Commission 49 n'est finalement pas parvenue à répondre à ces questions. Par contre, identifier la nature des rapports établis entre les fédérations et certains hauts dignitaires du gouvernement ouvre des pistes de réflexion qui nous semblent plus à même d'éclairer les phénomènes observés sous le péronisme. L'examen des fédérations laisse entrevoir la persistance du fonctionnement clientéliste de la société argentine, avec lequel le péronisme est loin d'avoir rompu. Une plongée dans la vie interne des clubs permet de resserrer encore plus la focale et de décrypter les stratégies déployées par les acteurs sportifs pour s'assurer un accès privilégié aux ressources étatiques.

CHAPITRE VIII

LES RELATIONS ENTRE CLUBS SPORTIFS ET POUVOIRS PUBLICS SOUS LE PÉRONISME

La fédération argentine de football n'a, apparemment, pas fait l'objet d'une enquête spécifique sous la Révolution Libératrice. Néanmoins, la situation du football professionnel est un sujet de préoccupation majeure pour les enquêteurs de la Commission 49. Cela transparaît à la lecture des 29 dossiers consacrés à différents clubs sportifs conservés dans les archives. Ce corpus ne constitue qu'un faible échantillon au regard des milliers de clubs existant dans le pays¹. Il signale là encore les limites auxquelles se sont heurtés les investigateurs, qui n'avaient ni le temps ni les moyens de mener à bien la tâche titanesque qui leur avait été confiée, celle d'examiner toutes les institutions sportives argentines. Aussi certaines priorités semblent avoir été fixées : tous les clubs concernés se trouvent dans la région de Buenos Aires et de sa province et, surtout, leur principale activité, à quelques rares exceptions près, est le football professionnel. En effet, dans l'esprit des membres de la Commission 49, le procès du péronisme va de pair avec celui du football. Ce dernier est la source de tous les maux et de toutes les dérives à l'œuvre au sein des institutions sportives pendant la période péroniste. C'est par et à travers lui que le gouvernement péroniste aurait pu étendre son influence au sein du milieu sportif et prendre peu à peu le contrôle des clubs, provoquant au passage un « relâchement moral² » généralisé et une désorganisation complète des entités. Les auteurs des rapports usent abondamment d'un langage imagé, en recourant tant aux métaphores médicales que

¹ Voir le chapitre I.

² AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 103.740, rapport final de la sous-commission d'enquête chargée du Quilmes Atlético Club, 13 avril 1956 : « *relajación moral* ».

militaires, afin de décrire la contamination progressive du monde sportif par la corruption péroniste :

La déliquescence des valeurs qui englobait les sphères gouvernementales fait école partout où une brèche (*fisura*) permet l'installation d'une « tête de pont » pour ouvrir la voie à un assujettissement du club. Dans cette institution, la brèche, c'est le FOOTBALL et la tête de pont, M. ATILIO RENZI³.

Cet extrait d'un compte-rendu d'enquête désigne les responsables des perturbations et des irrégularités constatées au sein du club Ferro Carril Oeste : sur le banc des accusés, une pratique, le football, et un individu, Atilio Renzi, haut responsable péroniste et familier de Perón et d'Evita, qui a fini par dominer de façon officieuse la vie interne de l'institution⁴. Le gouvernement péroniste aurait mis au point un système particulièrement retors pour placer progressivement les clubs en situation d'extrême dépendance vis-à-vis de l'État et les contraindre ainsi à se soumettre aux exigences du pouvoir. Nombreuses sont les associations sportives qui souffrent avant 1946 de difficultés économiques, notamment celles qui se consacrent au football, « véritable "cancer sportif"⁵ » qui « consomme annuellement TOUT ce qu'il produit⁶ ». La politique de financement des activités sportives mise en place par Perón apparaît alors comme une planche de salut pour des dirigeants confrontés à l'endettement chronique de leur institution et désireux d'agrandir toujours plus leurs installations ou de recruter les meilleurs joueurs afin d'améliorer leurs chances de réussite dans le championnat professionnel et satisfaire les attentes du public. Ce faisant, ils entrent dans un cercle vicieux qui les conduit à une « folie de dépenses sans discernement⁷ » et à tout faire pour se concilier les bonnes grâces du régime au pouvoir, dans le but de s'assurer un accès à la manne financière qui leur est

³ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 103.654, rapport final de la sous-commission d'enquête chargée du Club Ferrocarril Oeste, janvier 1956 : « *La declinación de valores que abarcaba a las esferas gubernamentales hace escuela en todas partes, donde una fisura permite la instalación de una "cabeza de puente" para dar paso al avasallamiento del club. En la entidad, la fisura es el FUTBOL y la cabeza de puente el Señor ATILIO RENZI.* » Le nom officiel du club, depuis les années 1930, est « Ferro Carril Oeste » ; les sources utilisent néanmoins l'ancienne orthographe, « Ferrocarril Oeste ».

⁴ Nous avons déjà évoqué ce membre de l'entourage du couple Perón, très présent dans le milieu sportif, puisqu'il fut aussi président de la Fédération de Pelote Basque : voir chapitre VI.

⁵ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 103.740, rapport final de la sous-commission d'enquête chargée du Quilmes Atlético Club, 13 avril 1956 : « *verdadero "cáncer deportivo"* ».

⁶ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 103.654, rapport final de la sous-commission d'enquête chargée du Club Ferrocarril Oeste, janvier 1956 : « *que consume anualmente TODO lo que produce* ». Signalons que les enquêteurs ne font que reprendre ici des expressions consacrées dans le milieu du football, couramment employées depuis la professionnalisation et diffusées par les dirigeants des clubs eux-mêmes. Voir les citations des discours de dirigeants recueillies dans Julio Frydenberg et Daniel Szabón, « La huelga de jugadores de 1948 », dans Raanan Rein, *La Cancha peronista. Fútbol y política (1946-1955)*, San Martín, UNSAM EDITA/ Tel Aviv, Tel Aviv University, 2015, p. 74.

⁷ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 103.740, rapport final de la sous-commission d'enquête chargée du Quilmes Atlético Club, 13 avril 1956 : « *locura de los gastos sin discriminación.* »

proposée. Pour la Commission 49, les dirigeants sportifs sont donc aussi en grande partie responsables de la dilapidation des fonds publics et de la situation chaotique dans laquelle ils se trouvent après la chute du péronisme. Outre leur attitude irresponsable sur le plan économique, ils ont permis, voire favorisé, la pénétration du péronisme au sein des organisations sportives, en participant à la propagande officielle, en rendant de multiples hommages aux principales personnalités du gouvernement et, surtout, en leur accordant d'importantes fonctions de direction. La politique sportive péroniste aurait engendré un asservissement total des institutions et une politisation sans précédents du sport.

Cette situation est jugée d'autant plus grave et d'autant plus inacceptable pour les membres de la Commission 49 que les clubs sont des acteurs majeurs du milieu sportif, peut-être plus importants encore que les fédérations. En effet, cette forme d'organisation sportive, liée à l'essor de l'associationnisme au tournant du XIX^e et du XX^e siècle, a précédé la mise en place des fédérations et des institutions sportives centralisées⁸. Mais c'est surtout par leur fonction sociale locale que les clubs argentins ont joué un rôle fondamental : ils ont accompagné de façon déterminante, tant sur le plan matériel que symbolique, le processus d'urbanisation et de structuration des quartiers des grandes villes argentines dans les années 1920-1930⁹. Les clubs non seulement constituent progressivement des espaces de sociabilité mais fournissent aussi de nombreux services à la collectivité et deviennent des acteurs à part entière capables de représenter les habitants de leur zone d'implantation et de porter leurs revendications sur la place publique, aux côtés des *sociedades de fomento* et autres *asociaciones de vecinos*¹⁰. Par ailleurs, une grande majorité de ces clubs est née dans la première décennie du XX^e siècle suite à l'engouement d'une partie de la jeunesse des secteurs populaires pour le football. Or ce sport devient, dans les années 1920-1930, un « vecteur privilégié de la formation de nouvelles identités territoriales¹¹ » et un « extraordinaire outil pour la construction et la

⁸ Sur l'histoire du mouvement associatif argentin, consulter Roberto Di Stefano, Hilda Sabato, Luis Alberto Romero et José Luis Moreno, *De las cofradías a las organizaciones de la sociedad civil. Historia de la iniciativa asociativa en la Argentina 1776-1990*, Buenos Aires, Edilab Editora, 2002.

⁹ Pour une histoire de la planification et des transformations urbaines de la capitale argentine, se référer à Adrián Gorelik, *La grilla y el parque. Espacio público y cultura urbana en Buenos Aires, 1887-1936*, Bernal, Universidad Nacional de Quilmes, 2010 (1^{ère} édition 1998). Sur le rôle des clubs dans ce processus, voir les travaux de Julio Frydenberg, *Historia social del fútbol. Del amateurismo a la profesionalización*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2011, et en français, son article « Football à grand spectacle et identification de quartier à Buenos Aires », *Cahiers des Amériques Latines*, n° 74, 2013/3, p. 37-53.

¹⁰ Concernant l'impact politique et social des sociétés d'encouragement (*sociedades de fomento*) et des associations de résidents (*asociaciones de vecinos*) à Buenos Aires dans les années 1920-1930, consulter Leandro Gutiérrez et Luis Alberto Romero, *Sectores populares, cultura y política. Buenos Aires en la entreguerra*, Buenos Aires, Sudamericana, 1975 et l'ouvrage, plus récent, de Luciano de Privitellio, *Vecinos y ciudadanos. Política y sociedad en la Buenos Aires de entreguerras*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2003.

¹¹ Julio Frydenberg, « Football à grand spectacle et identification de quartier à Buenos Aires », *op.cit.*, p. 51.

préservation de l'univers du *barrio*¹² », notamment à Buenos Aires. Ce phénomène explique l'attachement, parfois viscéral, du public pour son club, son équipe : en plus d'être un lieu de vie fréquenté régulièrement, voire quotidiennement, le club, à travers ses joueurs, est un représentant de la communauté locale, face aux « autres », c'est-à-dire, les clubs rivaux, les supporters adverses mais aussi les autres quartiers de la ville.

Cet impact social et culturel des clubs, qui touche des secteurs variés et nombreux de la population, explique pourquoi certains enquêteurs de la Commission 49 dénoncent avec virulence la « conquête » du milieu sportif par le péronisme et l'attitude des dirigeants sportifs. Ces derniers ont fait le jeu du régime précédent en lui offrant la possibilité de les utiliser comme des relais auprès des milliers de personnes qui fréquentent régulièrement les clubs et les stades, contribuant ainsi à la diffusion du péronisme au sein de la société. Cette interprétation insiste sur l'opposition entre la période péroniste, « "sommet" de la "soumission" et de la "nouvelle conscience sportive" apportée par des dirigeants "opportunistes"¹³ », et la période précédente, considérée comme « normale¹⁴ ». Il faut remarquer que cette lecture partisane se retrouve, dans des termes certes moins schématiques et plus nuancés, dans les travaux récents de certains historiens consacrés aux relations entre clubs sportifs et péronisme¹⁵. La question de la « péronisation » de la société argentine demeure une problématique centrale de l'historiographie. Dans le cas du sport, ce concept nous semble néanmoins peu opérant pour expliquer les dynamiques à l'œuvre entre 1946 et 1955, parce qu'il part de certains postulats qu'il convient de reconsidérer et omet de souligner la continuité de certains phénomènes repérables dès les années 1920-1930 dans l'établissement de relations entre les clubs sportifs et les pouvoirs publics.

¹² *Ibid.*

¹³ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 103.740, rapport d'enquête de la sous-commission sur les activités du Quilmes Atlético Club pour l'année 1951, fin mars-début avril 1956 : « *nos encontramos en la época "cumbre" del "sometimiento" y la "nueva conciencia deportiva" aportada por los dirigentes "oportunistas"* ».

¹⁴ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 103.740, rapport final de la sous-commission d'enquête chargée du Club Atlético Quilmes, 13 avril 1956 : « *la época que llamaremos de "normalidad"* ».

¹⁵ Voir en particulier l'ouvrage collectif compilé par Raanan Rein, *La cancha peronista. Fútbol y política (1946-1955)*, *op. cit.*. Ce livre a le mérite d'être le premier à proposer un ensemble d'articles consacrés aux liens entre football et péronisme, avec des études de cas très précises sur différents clubs. Si toutes les contributions n'adoptent pas cette perspective, elle reste néanmoins une ligne directrice centrale de l'ouvrage. Signalons également le travail pionnier de José Marcilese, « Sociedad civil y peronismo : los clubes deportivos en el período 1946-1955 », *Revista de História do Esporte*, Vol.2, N.2, décembre 2009. Le titre de l'article ne reflète cependant pas son contenu, puisqu'il s'agit avant tout d'une étude de cas qui se concentre sur les clubs de la ville de Bahía Blanca, et non d'une synthèse générale. Néanmoins, elle permet justement d'examiner les dynamiques de clubs moins connus que ceux de la capitale. Si certaines de nos analyses rejoignent ou sont corroborées par celles de Marcilese, nous ne suivons pas entièrement toutes ses interprétations, en particulier son postulat de départ qui part du principe d'une séparation nette entre État/pouvoir politique et société civile/clubs sportifs.

En effet, la forte densité des clubs dans le tissu urbain argentin et les logiques de concurrence et de compétition inhérentes au monde et au spectacle sportifs expliquent la lutte qui oppose les institutions entre elles pour s'imposer, aussi bien matériellement que dans l'imaginaire des amateurs de sport. Il est primordial pour les clubs de parvenir à se fixer définitivement dans un quartier, à construire un stade, à attirer *socios* et *hinchas*, à accroître leurs ressources et à recruter les meilleurs joueurs possibles. Ce dernier point devient d'autant plus crucial avec la professionnalisation du championnat national en 1931¹⁶. Ces impératifs nécessitent d'être en contact avec les pouvoirs publics, qui orientent les politiques d'aménagement urbain, concèdent des portions de terrain, délivrent les autorisations et permis nécessaires à l'organisation d'événements sportifs, veillent au maintien de l'ordre et de la sécurité dans l'espace public ou encore versent des subventions ou accordent certains avantages non négligeables comme des exemptions d'impôts. Ainsi, si les fédérations sont, dans les années 1940-1950, des intermédiaires privilégiés avec les autorités municipales, provinciales et nationales, des rapports directs entre clubs et responsables politiques ont déjà été établis de longue date. Rodrigo Daskal propose ainsi une analyse détaillée de la construction des modes de relation entre le Conseil municipal de Buenos Aires et les institutions sportives entre la fin du XIX^e siècle et les années 1920¹⁷. L'ouvrage, déjà mentionné d'Héctor Palomino et d'Ariel Scher, rend compte aussi des liens étroits qui unissent certains dirigeants locaux radicaux et conservateurs avec des clubs, dont ils deviennent les protecteurs attitrés, ce qui renforce à la fois leur prestige personnel et leur base électorale. Citons pour finir l'étude de Joel Horowitz qui démontre qu'avant 1943, la politique était déjà entrée de plain-pied dans les institutions sportives *porteñas*. S'y manifestaient notamment les dissensions et conflits partisans tandis que se nouaient aussi, entre dirigeants et hommes politiques, des rapports de nature clientéliste, reposant sur un échange mutuel de services¹⁸. Certains clubs étaient

¹⁶ Sur toutes ces questions, se référer à Julio Frydenberg, *Historia social del fútbol, op. cit.* Ces remarques et notre questionnement se rapprochent par ailleurs des travaux menés sur le cas du football chilien par Brenda Elsey dans *Citizens & Sportsmen. Fútbol & Politics in 20th-century Chile*, Austin, University of Texas Press, 2011, chapitre 1 « *Rayando la Cancha – Marking the Field: Chilean Football, 1883-1919* » et chapitre 2 « *The Massive, Modern and Marginalized in Football during the 1920s* », p. 17-89.

¹⁷ Rodrigo Daskal, « *La ciudad de Buenos Aires, los clubes y el deporte (1895-1920) : un análisis de las políticas públicas y sus debates y tensiones en el seno del Honorable Concejo Deliberante de la Ciudad* », *historiapolitica.com*, [En ligne] <http://historiapolitica.com/datos/biblioteca/daskal.pdf> (consulté le 15 avril 2017). Du même auteur, signalons un ouvrage que nous n'avons pas pu consulter : *Los clubes en la ciudad de Buenos Aires (1932-1945)*. *Revista La Cancha : sociabilidad, política y Estado*, Buenos Aires, Editorial Teseo, 2013.

¹⁸ Joel Horowitz, « *Football Clubs and Neighbourhoods in Buenos Aires before 1943 : The Role of Political Linkages and Personal Influence* », *Journal of Latin American Studies*, 46/3, Août 2014, p. 557-585. D'autres auteurs ont également tenté de proposer une synthèse historique du phénomène, en embrassant l'ensemble du XX^e siècle. Si la démarche est stimulante et pertinente, de nombreuses affirmations

ainsi identifiés par des « étiquettes » politiques marquées, correspondant plus ou moins à la réalité¹⁹.

La Commission 49 fait, à dessein, totalement abstraction de ces processus antérieurs au péronisme : elle invoque un passé, pourtant récent, mais mythifié, face à la situation actuelle des clubs, dépeinte dans les termes les plus sombres. Malgré le nombre très limité d'institutions effectivement analysées, il est néanmoins possible d'y trouver plusieurs exemples qui viennent relativiser le jugement sévère porté par les enquêteurs et de dresser un tableau plus nuancé des liens établis entre les associations sportives et les représentants du pouvoir péroniste. Nous proposons ici une typologie des clubs en fonction du type de relations établies avec le gouvernement, afin d'en montrer la variété. Il n'y a en effet guère de points communs entre ceux qui ont bénéficié de nombreux avantages matériels sous le péronisme et ceux qui ont subi une *intervención* et la saisie de tous leurs biens par les autorités. De même, si certaines institutions ont vu leur fonctionnement interne perturbé suite au changement de conjoncture politique à l'issue des élections de 1946, d'autres ont traversé toute la période sans en être le moins du monde affectées.

LES GOUVERNEMENTS PASSENT, LES CLUBS RESTENT

Définir la « norme » et les limites admises de l'acceptable

Nous nous intéresserons à ce premier groupe de clubs, pour lesquels l'arrivée au pouvoir du péronisme n'a eu qu'une répercussion limitée et dont la conduite ne s'est pas écartée de la norme définie par les membres de la Commission 49. Il convient cependant de préciser que, comme pour les fédérations, dans certains cas, les enquêteurs n'ont pas pu mener leurs investigations à leur terme, faute de temps et de personnel. Ainsi, aucun avis définitif n'est rendu quant à la situation du Nahuel Rowing Club et de celle du club de Regatas La Marina, deux institutions spécialisées dans la pratique de l'aviron et des sports nautiques et installées dans la ville de Tigre, à une trentaine de kilomètres au nord de

mériterait révision : voir Vic Duke et Liz Crolley, « Fútbol, Politicians and the People : Populism and Politics in Argentina », *International Journal of the History of Sport*, 18 : 3, 1993, p. 93-116.

¹⁹ Voir par exemple les remarques de Mariano Gruschetsky quant à l'identification supposée du club Talleres de Remedios de Escalada au socialisme : Mariano Gruschetsky, « Fútbol y clubes en tierras socialistas : el Club Talleres de Remedios de Escalada durante el primer peronismo », in Raanan Rein (comp.), *La Cancha peronista, op. cit.*, p. 221-240.

Buenos Aires, sur les rives du fleuve Luján²⁰. Le dossier concernant le Nahuel Rowing Club est très bref et n'indique pas les raisons qui ont motivé l'enquête. Il nous apprend, tout au plus, qu'entre 1945 et 1956, la même équipe de dirigeants est restée à la tête du club : présidé de 1945 à 1950 par l'ingénieur Francisco Marseillan, il est ensuite dirigé par son ancien vice-président, Ireneo A. V. Zocca. Néanmoins, il est probable qu'une enquête a été diligentée parce que cet organisme fait partie des institutions qui ont bénéficié de prêts généreux sous le péronisme. En effet, le relevé des prêts et subventions accordés par le ministère des Finances, compilé par les enquêteurs de la Commission 49, signale que le Nahuel Rowing Club a obtenu 1 854 000 pesos. Une somme conséquente dont il n'a perçu qu'une infime partie puisque seuls 57 282 pesos lui ont été effectivement versés par le gouvernement²¹. Le club La Marina a aussi reçu plusieurs aides entre 1948 et 1951 : une subvention de 700 000 pesos, dont il n'a touché que la moitié, puis deux prêts de 300 000 pesos chacun, accordés en 1950 et en 1951 pour financer des travaux réalisés dans le siège du club²².

Un autre facteur peut également expliquer que la Commission 49 s'intéresse à cette institution : elle comptait parmi ses adhérents le champion olympique d'aviron Eduardo Guerrero, dont la victoire aux Jeux d'Helsinki de 1952 avait été saluée par Perón. La présence d'un athlète auteur d'un exploit sportif qui lui avait brièvement ouvert les portes du palais présidentiel et apporté une éphémère gloire médiatique a peut-être incité les enquêteurs à s'intéresser de plus près à ce club. Pressés par le temps et assignés parallèlement à la sous-commission chargée de la Cadcoa, ces derniers n'ont pas rédigé de rapport définitif sur le club La Marina²³. Néanmoins, ils ont pu examiner ses comptes et commencer à remplir le fameux questionnaire-type remis aux dirigeants. Il en ressort que l'association est exempte de toute activité douteuse : pas d'achat d'exemplaires de

²⁰ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.729 « Nahuel Rowing Club/ informe y actuaciones practicadas en el mismo » et AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 103.730 « Regatas La Marina Club/ Actuaciones e informe de la investigación practicada en el mismo ». Le premier club a été fondé en 1916 à Tigre, le second est plus ancien : créé en 1876, son premier siège social était installé à Buenos Aires, sur les rives du Riachuelo, dans le quartier de La Boca, à l'endroit où la rivière forme une large boucle avant de rejoindre le Rio de la Plata, communément appelé *Vuelta de Rocha*. Le club change plusieurs fois de site à partir de 1886, en raison de l'épidémie de choléra qui frappe les quartiers sud de la capitale. Ses bâtiments originels sont transformés en lazaret par le gouvernement, puis brûlés par mesure de précaution. En 1908, le club de Regatas La Marina s'établit définitivement à Tigre où il inaugure en 1927, en présence du président de la République argentine Marcelo Torcuato de Alvear, son siège social actuel.

²¹ Voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 51.897/E/56 et Expediente 103.748 « Hacienda Ministerio de/ Subsidios, subvenciones etc. acordados desde 1945 al 1955 a instituciones deportivas », foja 173.

²² D'après les relevés de la sous-commission : voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 103.730.

²³ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 103.730, lettre des membres de la sous-commission adressée au président de la Commission 49, Buenos Aires, avril 1956.

l'autobiographie d'Eva Perón, aucune donation versée aux divers organismes péronistes, aucun événement organisé en l'honneur des anciens responsables politiques. La sous-commission ne recense que deux marques d'adhésion aux deux plus importantes personnalités du régime : Perón est désigné président honoraire du club en 1950 et hommage est rendu à la mémoire de son épouse en juillet 1952. L'experte-comptable chargée de vérifier les comptes est Ofelia Fernández Darío, l'auteure du rapport très favorable émis sur l'Association Argentine de Polo²⁴. Là encore, elle rend un avis bienveillant à l'égard du club de régates qui, selon elle, « n'a reçu que de petites sommes d'argent du Gouvernement National²⁵ », utilisées à bon escient. Par ailleurs, « les hommages rendus et les contributions effectuées l'ont été en accord avec les exigences du moment et limitées au strict minimum²⁶. » Ces conclusions ont certainement encouragé les membres de la sous-commission à ne pas pousser plus avant leurs investigations dans ce club et à concentrer leurs efforts sur le cas, autrement plus épineux, posé par la Cadcoa.

Ces deux exemples viennent confirmer les hypothèses suggérées par l'analyse des dossiers consacrés aux fédérations. D'une part, la Commission 49 est contrainte de hiérarchiser les priorités dans les nombreuses tâches qui lui ont été confiées, en délaissant ou en renonçant à certaines enquêtes au profit d'autres jugées plus importantes. D'autre part, ses membres élaborent des distinctions entre les institutions sportives selon différents critères et c'est l'accumulation de manquements et de délits qui entraîne l'intervention directe dans les affaires internes des organisations et le lancement de procédures judiciaires à l'encontre des dirigeants ou d'une partie d'entre eux. L'obtention de prêts ou de subventions n'est pas problématique en soi, c'est l'usage de ces fonds qui détermine l'honnêteté et la fiabilité des dirigeants. De même, quelques signes d'allégeance au régime péroniste peuvent être tolérés, dans une certaine limite, tant qu'ils ne s'écartent pas de la norme acceptable établie par les membres de la Commission 49. On en revient à la notion de « normalité » préalablement abordée pour les fédérations, que les enquêteurs définissent en prenant en compte le contexte spécifique produit par le péronisme. Ce dernier est une circonstance atténuante dans de nombreux cas : les clubs ont fait ce qu'ils pouvaient, dans la mesure de leurs moyens.

Tout l'enjeu pour les sous-commissions est d'identifier correctement le type d'institutions auquel elles ont affaire. Outre le questionnaire fourni aux dirigeants, d'autres

²⁴ Voir chapitre VI.

²⁵ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 103.730, rapport de la comptable Ofelia Fernández Darío, sans date : « *ha recibido del Gobierno Nacional pequeñas sumas de dinero* ».

²⁶ *Ibid* : « *Los homenajes rendidos y los aportes efectuados fueron hechos de acuerdo a las exigencias del momento y sólo en el minimum indispensable.* »

indicateurs permettent de les classer en fonction du degré de suspicion qu'ils soulèvent. Par exemple, l'absence de plaintes ou de dénonciations formulées à l'encontre d'un club est un élément important, que les enquêteurs prennent la peine de signaler, car cela tend à prouver que l'institution a fonctionné sans incidents majeurs. Dans le cas du club La Marina, la sous-commission se sent autorisée à considérer l'association comme non suspecte étant donné qu'elle n'a trouvé aucun document compromettant ni reçu aucune accusation contre ses dirigeants. L'abandon des investigations est doublement justifié. De même, le rapport consacré au Club Atlético Temperley précise qu'aucune plainte n'a été élevée contre ses responsables. Seul un certain Vicente Iozzi Massini s'est présenté pour dénoncer l'attitude des représentants du club au sein du Tribunal des Peines (*Tribunal de Penas*) de l'Afa. Mais, soit parce que cela n'a eu aucune incidence dans la gestion même du club, soit parce que cette dénonciation est restée isolée, cela n'a pas empêché les enquêteurs de qualifier l'attitude des dirigeants sous le péronisme d'honnête et de correcte. De manière générale, la situation de cette institution semble peu problématique : le club Temperley, qui compte une équipe de football professionnel, n'a pas reçu la moindre somme d'argent d'une quelconque administration publique pendant la période péroniste. Ses dirigeants ont rendu hommage à Perón, mais en se limitant à ce que les investigateurs considèrent eux-mêmes comme ce qui était strictement nécessaire et imposé par les circonstances. Dans ce cas, pourquoi la Commission 49 a-t-elle alors pris le temps de s'intéresser à ce club de la banlieue sud de Buenos Aires ? Il se peut que ce soit dû aux difficultés éprouvées par cette association à respecter les exigences du régime de retraite mis en place sous le péronisme : les services fiscaux avaient noté le retard dans le versement des cotisations patronales et avaient sanctionné le club. À la veille du coup d'État de septembre 1955, l'administration péroniste s'apprêtait à lui réclamer le règlement des amendes pour la période 1954-1955. Cela peut expliquer pourquoi la Commission 49 a mandaté une enquête sur le club, mais ce qui était considéré auparavant comme un manquement à la législation est désormais perçu comme la preuve du caractère injuste du système d'imposition péroniste. Le club est non seulement dédouané, mais aussi reconnu comme une victime de l'oppression fiscale du *régimen depuesto*²⁷.

²⁷ Consulter AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 9, Expediente 103.726 « Temperley Club Atletico/ Informe de la investigación practicada en el mismo ».

La réputation des clubs et de leurs dirigeants : un critère déterminant

Il nous a été par contre impossible de repérer les motivations à l'origine de l'enquête effectuée au sein du Club Atlético Excursionistas. Créé en 1910 dans le quartier du Bajo Belgrano, au nord de Buenos Aires, ce club multisports comprend une équipe de football amateur évoluant en seconde division du championnat national. La présence au pouvoir du péronisme n'a induit aucun changement pour cette institution : d'après le dossier d'enquête, elle n'a reçu aucun prêt ni aucune subvention ; ses dirigeants n'ont rendu aucun hommage à Perón « ni adopté de postures susceptibles de traduire la moindre concession au tyran renversé, à son épouse et à son gouvernement néfaste²⁸. » Le club n'a apporté aucune contribution financière aux organismes du régime, n'a acheté aucun exemplaire de *La Razón de mi vida* ni entretenu un quelconque lien avec des personnalités péronistes. Il semble bien que la vie de cette association sportive ait suivi son cours ordinaire sans que les bouleversements politiques des années 1945-1955 aient eu sur elle la moindre incidence. Si l'on ignore pourquoi la Commission 49 s'est penchée sur ce club, ce cas a néanmoins le mérite de démontrer que la période péroniste n'a pas entraîné systématiquement des perturbations ou des modifications au sein des organisations sportives. La présence de dossiers de ce type nous invite à nous méfier des biais interprétatifs qu'une source comme les archives de la Commission 49 peut occasionner. Les partisans de la Révolution Libératrice poursuivaient un but bien précis : prouver les méfaits engendrés par le péronisme dans l'ensemble de la société argentine. Les autorités militaires se sont focalisées en priorité sur les exemples qui allaient dans leur sens et qui venaient renforcer leurs convictions. Pourtant, au fur et à mesure de leurs investigations, il apparaît que la « conquête du sport » menée par le régime péroniste est loin d'avoir été totale. Pour un organisme comme Excursionistas, les gouvernements passent, le club demeure.

À plusieurs occasions, les enquêteurs eux-mêmes font l'éloge de ces institutions qui ont su éviter de céder au chant des sirènes péronistes. Néanmoins, celles-ci constituent toujours, à leurs yeux, de notables exceptions, ce qu'ils ne se font pas faute de signaler. Ainsi, la sous-commission chargée du rival historique d'Excursionistas, le club Defensores de Belgrano, installé dans le quartier voisin de Nuñez,

²⁸ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 9, Expediente 103.742, rapport de la sous-commission d'enquête, sans date : « *ni adoptado posturas que puedan significar una claudicación frente al tirano depuesto, su esposa y su nefasto régimen de gobierno.* »

se fait un devoir de faire connaître à ses supérieurs ces détails qui mettent en évidence cette rare exception au milieu de la « débâcle » au sein de laquelle se sont débattues, sous le néfaste régime renversé, les institutions sportives similaires, favorisées par la tyrannie par des sommes astronomiques²⁹.

En quoi ce club est-il une exception ? Le cas de Defensores paraît en effet moins simple que celui d'Excursionistas, où les enquêteurs n'ont absolument rien relevé de suspect. Les premières pages du dossier contiennent le compte-rendu d'audition du président du club, José Mario Barrera, qui affirme que le club n'a jamais honoré l'ancien couple présidentiel. Cependant, il reconnaît qu'un petit nombre de partisans du péronisme fréquentaient le club et y occupaient des fonctions de direction au sein du sous-comité des Fêtes. Ces *socios* étaient des membres de l'*unidad básica* du parti péroniste située dans le quartier. Plus préoccupant, le stade du club a accueilli certaines épreuves des Tournois Evita : les membres de la sous-commission souhaitent savoir si à cette occasion des chants péronistes – dont la célèbre marche des « *muchachos peronistas* » – ont été entonnés dans l'enceinte du club. Barrera répond par la négative, ajoutant qu'« il n'aurait pas permis que cela se produise alors qu'il était à la tête du club³⁰. » Sont aussi évoquées au cours de l'audition les difficultés financières de l'institution : les résultats décevants de son équipe de football lui ont fait perdre des spectateurs, entraînant une baisse des recettes générées par la billetterie. Defensores de Belgrano traverse donc une mauvaise passe sous le péronisme. José Mario Barrera a essayé d'y remédier en se tournant vers le responsable de la Cadcoa, Rodolfo Valenzuela. Le président de Defensores lui a demandé au cours d'une entrevue d'intervenir pour que le club obtienne la propriété pleine et entière du terrain qu'il occupe depuis de longues années. Cela offrait effectivement plusieurs avantages : le club pouvait économiser un certain nombre de frais liés à la location du terrain ; il ne risquait plus de perdre son stade et ses équipements, nécessaires à sa survie et, surtout, la possession du terrain facilitait grandement l'obtention d'un prêt puisqu'elle faisait office de garantie auprès des établissements bancaires. La demande du président de Defensores était donc susceptible de résoudre, au moins temporairement, les problèmes de trésorerie.

²⁹ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 9, Expediente 103.722, rapport final de la sous-commission d'enquête du 15 mars 1956 : « *se hace un deber en hacer conocer a la Superioridad estos detalles que ponen de manifiesto una rara excepción entre la "debaque" con que se debatieron durante el nefasto régimen depuesto, entidades deportivas similares, favorecidas por la tiranía con sumas astronómicas.* » Signalons que le président de la sous-commission chargée de ce club, Enrique de Eboli, a également dirigé celle qui a examiné le club Excursionistas.

³⁰ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 9, Expediente 103.722, procès-verbal d'audition de José Mario Barrera du 27 février 1956 : « *cosa que no hubiera permitido durante la ejercitación de su Presidencia del Club.* »

Mais sa démarche n'a donné aucun résultat concret et il ne semble pas s'être adressé à d'autres personnalités péronistes susceptibles d'intervenir en faveur du club.

Les enquêteurs n'ont pas tenu compte de ces indices potentiellement suspects : présence de militants péronistes dans les rangs de l'institution, accueil d'événements sportifs organisés par la FEP, prise de contact avec un haut dignitaire du régime. Au contraire, le rapport définitif note l'absence complète d'agissements relevant de « l'immoralité sportive³¹ » et de marques de soumission à l'égard des autorités politiques. Ses dirigeants ont eu d'autant plus de mérite que, malgré la situation économique critique, ils n'ont touché aucune aide matérielle du gouvernement et ont réussi à maintenir les activités du club tant bien que mal en se reposant uniquement sur ses ressources propres. C'est en cela qu'il constitue un cas exceptionnel aux yeux des enquêteurs : la solution de facilité aurait été de multiplier les signes d'allégeance au pouvoir péroniste afin de profiter des largesses du régime. Mais, au vu du dossier et des réponses fournies par le président de Defensores, on peut nuancer l'enthousiasme manifesté par la sous-commission. Est-ce par réelle conviction politique que les dirigeants n'ont pas sollicité les pouvoirs publics ? Ou tout simplement parce que ce club amateur, relativement modeste, ne disposait pas des bonnes connexions avec les autorités en place qui lui auraient permis d'avoir un intermédiaire efficace capable d'intercéder en sa faveur ? Les enquêteurs n'ont pas poussé leurs investigations plus avant, en s'appuyant d'ailleurs sur un autre argument, loin d'être négligeable au moment d'évaluer le degré de probité et de confiance à accorder à une institution sportive : celui de la réputation. Dans le cas de Defensores de Belgrano, la considération qui entoure ce club semble avoir eu une influence dans la façon dont les membres de la sous-commission l'ont abordé :

Cette institution a été fondée il y a 50 ans, et elle jouit, dans sa zone d'influence, d'un véritable prestige pour la morale sportive dont elle a toujours fait preuve au cours de son long palmarès³².

Ancienneté, tradition, reconnaissance publique, moralité sans tache : le club combine toutes ces caractéristiques, hautement valorisées par les envoyés de la Commission 49, parce qu'elles correspondent à l'idéal du sport amateur³³. Ces derniers

³¹ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 9, Expediente 103.722, rapport final de la sous-commission d'enquête du 15 mars 1956 : « *inmoralidad deportiva* ».

³² *Ibid* : « *Esta institución fue fundada hace 50 años, y goza, en la zona de su influencia, de verdadero prestigio por la moral deportiva puesta siempre de manifiesto a través de su largo historial.* »

³³ La composition sociale de ces clubs, implantés dans des quartiers riches de la capitale, a sans doute constitué un critère déterminant pour leur réputation. Cette hypothèse mériterait à elle seule une enquête sociologique plus poussée. Voir également sur ce point nos remarques concernant la différence de traitement par la Commission 49 des fédérations de golf et de *bochas* au chapitre VI.

sont alors logiquement plus enclins à croire en la sincérité de ses dirigeants et à se montrer moins pointilleux au cours de la procédure d'enquête. Les réponses du président, la réputation du club et l'absence d'activités compromettantes se corroborent mutuellement. Dans ce cadre, la présence de péronistes, l'entrevue avec Valenzuela, les matchs des Tournois Evita font figure d'événements anecdotiques ; à ce titre, ils ne méritent pas d'être pris en compte.

Cette question de la réputation locale des institutions sportives se retrouve dans d'autres dossiers, ce qui suggère qu'elle constituait bien un critère fondamental lors des enquêtes. À titre d'exemple, citons le rapport final concernant le Temperley Lawn Tennis Club, évoqué précédemment³⁴, qui affirme que

l'actuel comité de direction est composé de résidents distingués de la région, honorablement connus, et dont la conduite publique et privée est irréprochable³⁵.

La sous-commission s'emploie ainsi à exclure tout soupçon susceptible de peser sur les dirigeants et le club. En effet, ces derniers avaient été inquiétés pour des motifs strictement politiques : la Commission 49 souhaitait vérifier si l'institution avait été utilisée par deux personnalités poursuivies pour leurs activités sous le péronisme, l'actrice Ivana Kislinger et la championne de tennis Mary Terán de Weiss. La première, élue Miss Argentina en 1954, avait tourné dans un long-métrage du réalisateur Enrique Cahen Salaberry, auteur de plusieurs courts-métrages pour les services de propagande officielle, dont *Argentina de fiesta*, à l'occasion de la visite du président chilien Carlos Ibañez de Campo en 1950, et *Turismo social*, qui présentait la politique touristique péroniste³⁶. Quant à Mary Terán, son seul nom suffisait à éveiller la suspicion, étant donné sa contribution directe à la politique sportive dans les clubs de tennis. Les conclusions des enquêteurs lèvent néanmoins toute ambiguïté :

Les investigations dans le club précité ont été réalisées afin de connaître les activités politiques et sociales menées par l'agente du régime renversé Mme María Luisa Terán de Weiss et l'actrice de cinéma Ivana Kislinger. Il a été démontré qu'en ce qui concerne la première, elle n'a jamais été membre de l'entité comme en attestent les *Memorias* y

³⁴ Voir Chapitre V.

³⁵ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.727, rapport de la sous-commission d'enquête du 15 avril 1956 : « *La actual Comisión Directiva esta compuesta por caracterizados vecinos de la zona de correcta actuación pública y privada y de honorable reputación social.* »

³⁶ Sur les courts-métrages et les *docudramas* commandités par le Sous-secrétariat à l'Information à des réalisateurs renommés, consulter Clara Kriger, *Cine y peronismo. El estado en escena, op. cit.* ; Marcela Gené, *Un mundo feliz, op. cit.* et Irene Marrone et Mercedes Moyano Walker (dir.), *Persiguiendo Imágenes. El noticiario argentino, la memoria y la historia (1930-1960)*, Buenos Aires, Ediciones del Puerto, 2006.

Balances generales et la liste d'adhérents ci-jointe. Concernant la seconde, elle a bien été affiliée au club mais ne s'est livrée à aucune activité politique en son sein³⁷.

La présence de *socios* arborant le patronyme de Weiss s'explique par le fait que le club a été fondé par des membres de la belle-famille de Mary Terán. C'est le seul lien qui rattache l'institution à cette personnalité proscrite par la Révolution Libératrice. Par ailleurs, le Temperley Lawn Tennis Club connaît une situation financière délicate pendant la période péroniste, du fait là encore de l'augmentation régulière des dépenses courantes, des impôts et des frais d'entretien de ses installations. Le club peine à obtenir des crédits et ne se maintient à flot que grâce aux contributions volontaires de ses adhérents. Bien qu'il compte parmi ses membres d'honneur des individus prestigieux, dont le gouverneur de la province et le maire de la ville de Lomas de Zamora, localité où est établi le club, il n'a bénéficié d'aucune subvention publique. Le seul avantage qui lui ait été accordé par les autorités municipales est l'exemption partielle d'impôts locaux. Tous ces éléments plaident en faveur du club : ses dirigeants n'ont organisé des hommages aux responsables péronistes qu'en deux occasions, lors des investitures du président de la République et du gouverneur provincial. Le rapport final vise très clairement à blanchir l'institution un temps soupçonnée de collusion avec le régime péroniste puisqu'il se conclut par ces lignes :

Nous informons l'opinion publique que le jugement forgé par cette sous-commission à l'endroit du club est qu'il s'est conduit dignement et honorablement pendant toute la période du régime renversé et que ses actes ont été et sont de tendance absolument démocratique³⁸.

Le travail de la Commission 49 consiste aussi à délivrer des certificats de bonne conduite aux organisations sportives qui le méritent : en ces temps de libération des rancœurs accumulées, de dénonciations et de grand nettoyage de la société argentine, il importe de séparer nettement le bon grain de l'ivraie. L'ouverture d'une enquête pouvait

³⁷AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.727, rapport de la sous-commission d'enquête du 15 avril 1956 : « *la investigación en el precitado Club se realizó para conocer las actividades políticas y sociales que realizaban la agente del régimen depuesto doña María Luisa Terán de Weiss y la actriz de cine Ivana Kislinger. Se ha demostrado que con respecto a la primera nunca revistó como socia de la Entidad como lo demuestran las Memorias y Balances Generales y lista de socios que se adjuntan. Con respecto a la segunda que reviste el carácter de socia estuvo ajena totalmente a actividades políticas dentro de la Entidad.* »

³⁸ *Ibid* : « *Se informe a la opinión pública que el concepto formado de la Entidad por esta Sub-Comisión es que se ha desarrollado con dignidad y honradez durante el período del régimen depuesto y que sus actos fueron y son de tendencia absolutamente democrática.* »

semer le doute quant à la réputation du club concerné. Lorsque ceci n'a pas lieu d'être, les sous-commissions s'attachaient à prévenir les conséquences dommageables pour l'institution en rendant publiques leurs conclusions. L'estime unanime dont jouissait apparemment le Temperley Lawn Tennis Club est rappelée et confirmée par les enquêteurs. Notons que ces derniers ne semblent accorder aucune attention à la présence de hauts fonctionnaires péronistes parmi ses *socios honorarios*. Pourtant, cela pouvait constituer un motif suffisant pour lancer une enquête, comme le prouve le cas d'un modeste club de la capitale, le Club de Gimnasia y Esgrima de Villa Devoto (GEVD). Le dossier qui lui est consacré indique explicitement qu'une sous-commission a été mandatée pour examiner la situation du club parce qu'il comptait parmi ses adhérents le gouverneur de la province de Buenos Aires, Carlos Vicente Aloé, et que l'un de ses anciens présidents était José Martín Seminario, ministre du précédent au sein du gouvernement provincial³⁹.

Incarnation typique du petit club de quartier, le GEVD comprend alors moins de 300 adhérents et n'a reçu la personnalité juridique qu'en 1951⁴⁰. Cela ne l'a pas empêché de recevoir des prêts du gouvernement national dès 1950, puis en 1952 et 1953⁴¹. Au total, ce sont près de 371 000 pesos qui ont été avancés à cette institution pour financer la construction de son siège social. La sous-commission ne trouve néanmoins rien à lui reprocher concernant l'utilisation de ces fonds. De même, l'attitude de ses dirigeants n'est pas critiquée. Or, ils ont bel et bien remis une médaille d'or à Carlos Aloé, « comme témoignage de reconnaissance pour son vaste soutien apporté en vue de l'obtention du prêt⁴² ». S'ajoute à cela un dîner organisé pour célébrer sa nomination au poste de gouverneur de la province de Buenos Aires et celle de Seminario. Mais – et il semble que cela ait joué en faveur du club – dès le 4 octobre 1955, Aloé est suspendu en tant que *socio*, le temps que les nouvelles autorités politiques en vigueur fasse le point sur ses « mauvais antécédents⁴³ ». Très rapidement, les dirigeants procèdent à une remise en ordre du club, anticipant les retombées qui ne manqueraient pas de surgir suite au renversement du péronisme : le 20 octobre 1955, José Martín Seminario renonce à la présidence du club, imité par l'ensemble du comité de direction au cours des semaines qui suivent. Au moment de l'enquête de la Commission 49, c'est un bureau entièrement recomposé qui

³⁹ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.764, rapport final de la sous-commission, sans date.

⁴⁰ Signalons ce qui nous semble être une erreur des enquêteurs, qui n'attribuent au club que 25 ans d'existence alors que, d'après les indications de son site internet officiel, ce dernier a été fondé en 1913. Voir la page d'accueil à l'adresse <http://clubgevd.wixsite.com/club-gevd>

⁴¹ Décrets 27.648/50, 2.556/52 et 11.099/53.

⁴² AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.764, rapport final de la sous-commission, sans date : « *como testimonio de reconocimiento por el amplio apoyo prestado en la obtención del préstamo* ».

⁴³ *Ibid* : « *malos antecedentes* ».

accueille ses envoyés. Suite à cette mise à l'écart spontanée des dirigeants trop identifiés à l'ancien gouvernement, les enquêteurs n'ont plus aucune raison de critiquer ou de condamner le GEVD. Par ailleurs, la présence d'Aloé et de Seminario au sein de l'institution ne relevait pas d'une stratégie délibérée de rapprochement avec le mouvement péroniste puisque le premier était affilié au club depuis 1939 et que le second était l'un de ses membres fondateurs. Ils étaient donc là bien avant que Perón n'accède au pouvoir. Néanmoins, cette enquête rondement menée nous révèle que les manifestations de reconnaissance exprimées par les dirigeants du club à ces deux importantes personnalités péronistes ne sont pas considérées comme des signes d'allégeance ou de soumission politique par les enquêteurs. Si elles sont consignées dans le rapport remis à la Commission 49, elles n'appellent aucun commentaire particulier. Est-ce à dire que, à partir du moment où il s'agit de remercier un intercesseur pour son efficacité, elles rentrent dans le cadre du fonctionnement « normal » d'une institution sportive ?

Le cas équivoque du Sportivo Barracas

Cela semble en tout cas faire partie des événements qui rythment régulièrement la vie des clubs. Ces derniers, rappelons-le, ne se contentent pas d'organiser et d'encadrer des activités sportives, mais ont aussi une vocation sociale et culturelle. Ils constituent des espaces de sociabilité dynamiques, ce qui se traduit par une grande variété de célébrations et de festivités. Elles peuvent avoir lieu autant pour fêter les temps forts de l'existence du club ou honorer ses plus illustres représentants – qu'ils soient sportifs ou dirigeants – que s'inscrire dans le cadre des fêtes patriotiques ou des cérémonies nationales. C'est pourquoi la participation d'une institution sportive aux cérémonies d'hommage lors du décès d'Eva Perón n'est ni surprenante ni une preuve catégorique d'adhésion politique au péronisme. Elle s'inscrit dans ce rôle social des clubs au niveau local, en phase avec les circonstances contingentes qui concernent le pays entier. Ainsi, un club comme le Sportivo Barracas, implanté dans le quartier populaire et ouvrier de Barracas au sud de la capitale, a mis ses drapeaux en berne à l'entrée de son siège social dès l'annonce de la mort de la Première Dame. Pendant toute la durée du deuil national décrété à cette occasion, soit du 30 juillet au 4 août 1952, toutes ses activités sociales et sportives sont suspendues. Ses dirigeants décident aussi que pendant un mois, tous les sportifs de l'institution doivent arborer un

brassard noir pendant les compétitions⁴⁴. Si les enquêteurs de la Commission 49 consignent ces détails dans leur rapport, ils n'en tirent aucune conclusion quant aux positions des dirigeants vis-à-vis du gouvernement. Les dispositions qu'ils ont prises sont semblables à celles suivies dans la majorité des clubs examinés. Par contre, à la différence des autres clubs évoqués jusqu'ici, le Sportivo Barracas entretenait des contacts, au cours de l'année 1955 du moins, avec la cellule (*Unidad Básica*) n°7 du Parti Péroniste. Les dirigeants du club ont accepté, suite à la demande formulée par les membres de cette section, de prêter leur salle des fêtes (*salón de actos*) pour qu'y soit organisé un « festival artistique et dansant au bénéfice de l'école Justicialiste Juan Perón⁴⁵ ».

De même, le club semble avoir prêté sa collaboration aux activités déployées dans le cadre des Journées Doctrinaires Péronistes (*Jornadas Doctrinarias Peronistas*), instituées par le parti officiel. En effet, un certain M. Rachi, délégué du quartier n°41 et, a priori, un *socio* du club, explique lors d'une réunion du comité de direction les différentes mesures adoptées pour mobiliser les habitants du quartier : au programme, placardage d'affiches sur les façades des associations et cycle de conférences « consacrées au plan de gouvernement justicialiste⁴⁶ ». L'une d'entre elles doit avoir lieu dans les locaux du club. Par ailleurs, le Sportivo Barracas prévoit d'accueillir le 7 juin 1955 le dîner organisé en l'honneur du vice-président de la nation, le Contre-amiral Alberto Tesaire par les délégués péronistes des quartiers de la capitale⁴⁷. Toutes ces résolutions ont été adoptées à l'unanimité par les dirigeants. On voit ainsi comment un club sportif participe à l'animation d'un quartier, en tissant des rapports avec d'autres associations ou organismes – y compris des partis politiques – qui peuvent avoir recours à ses équipements pour y héberger leurs activités. Il constitue un centre important de la vie locale, un lieu de réunions, de rencontres et de fêtes, y compris patriotiques. Cet exemple illustre la manière dont le gouvernement péroniste, à travers le réseau des *unidades básicas*, pouvait utiliser les clubs pour toucher la population qui fréquentait régulièrement leur stade ou leurs équipements.

Néanmoins, dans ce cas précis, les enquêteurs n'en déduisent pas que le Sportivo Barracas s'est mis au service de la propagande du régime. Plus surprenant encore, Carlos Torres, l'auteur du rapport définitif, affirme

⁴⁴ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.739 « Sportivo Barracas Club/ Informe y actuaciones practicadas en la investigación realizada en dicho club ».

⁴⁵ *Idem*, copie du *Libro de Actas* du club, acte n° 1904, session ordinaire du 27 avril 1955 : « *festival artístico danzante a beneficio de la escuela Justicialista Juan Perón.* » Il s'agit peut-être de l'*Escuela Superior Peronista*, chargée de former les futurs cadres du Parti péroniste.

⁴⁶ *Ibid* : « *conferencias concernientes al plan de gobierno justicialista* ».

⁴⁷ *Ibid*.

sans parti pris d'aucune sorte, qu'il n'existe aucun problème au sein du club Sportivo Barracas, étant donné que le prêt accordé par le Gouvernement est remboursé dans les délais impartis ; en ce qui concerne la dimension morale, le club, dans la mesure du possible, a essayé de ne pas intervenir en politique⁴⁸

L'avis rendu par le président de la sous-commission a de quoi laisser perplexe ; la mention même de son impartialité fait naître un doute : s'agit-il d'une simple formule rhétorique ou d'une précaution oratoire parce qu'on s'attend justement à d'autres conclusions au vu des éléments repérés dans la documentation du club ? Ou cela signifie-t-il que Carlos Torres est plus ou moins lié au Sportivo et à ses dirigeants, ce qui pourrait expliquer qu'il se soit montré particulièrement compréhensif à leur endroit ? Si l'on ne peut exclure cette dernière hypothèse, il est tout à fait possible que la situation du club se soit avérée suffisamment satisfaisante au vu des critères de la Commission 49 pour que les enquêteurs tranchent favorablement sur son cas. Ils listent, dans leur rapport, les différents points qui justifient leur verdict final. Le Sportivo Barracas ne s'est pas investi dans la pratique du sport professionnel : à sa création, en 1913, ses principales activités sont l'aviron, la *pelota a paleta* et l'athlétisme. Une équipe de football voit le jour et réalise un beau parcours pendant toute la période amateur, entre 1917 et 1934. Lors de l'adoption du professionnalisme dans le football argentin, le club maintient son équipe dans le championnat amateur et, en 1937, quitte l'Afa⁴⁹. Sur le plan de la « morale sportive » et de l'adhésion aux principes de l'amateurisme, la conduite du Sportivo Barracas a donc été exemplaire.

D'autre part, l'institution a obtenu un prêt à hauteur de 400 000 pesos du gouvernement pour construire ses nouveaux locaux, une somme complétée par les dirigeants et les *socios* qui ont réuni plus de 52 000 pesos de leur côté pour participer aux travaux. Sur l'usage de ces fonds, les enquêteurs n'ont rien à redire. Mais le montant s'étant révélé insuffisant face à l'ampleur du chantier, les dirigeants ont demandé au ministère des Finances 800 000 pesos supplémentaires, ce qui leur a été refusé. D'après la sous-commission, c'est parce que « le club Sportivo Barracas avait au sein de son comité

⁴⁸ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.739, rapport de la sous-commission d'enquête adressé à la Commission 49 du 9 avril 1956 : « *sin partidismo de ninguna especie que en el Club Sportivo Barracas no existe ningún problema, ya que el préstamo otorgado por el Gobierno se amortiza dentro de los plazos estipulados, en lo que se refiere a la parte moral, el Club dentro de lo que se podía ha tratado de no intervenir en política* ».

⁴⁹ Voir la notice historique du club sur son site internet officiel [En ligne]
<https://sportivobarracas.com.ar/article/fundacion/11/>

de direction et parmi ses adhérents une grande majorité d'individus qui n'étaient pas des fidèles du régime destitué⁵⁰. » Par conséquent, le club se serait retrouvé dans l'incapacité d'achever les travaux entamés, ce qui lui « a causé une infinité de problèmes d'ordre économique et social⁵¹. » Pour les enquêteurs, le Sportivo Barracas est à ranger parmi les institutions qui ont souffert du système de favoritisme injuste imposé par le péronisme. Le club n'a pas cherché à s'attirer les bonnes grâces des responsables politiques en contribuant financièrement à la FEP et aux organismes péronistes. De plus,

selon les informations dont je dispose concernant les dirigeants du club, on ne constate aucun antécédent de collaboration (*colaboracionismo*) avec le régime renversé, à l'exception de M. Francisco Urso, qui a milité dans les rangs péronistes, mais, au cours de mon passage dans le club, il a présenté de lui-même sa démission aux postes d'intendant, de président de la sous-commission de pelote basque et de délégué à la Federación Argentina de Pelota, si bien qu'actuellement, il n'occupe plus aucune fonction de direction⁵².

Les responsables du Sportivo Barracas ont ainsi donné des gages de leur bonne volonté aux membres de la sous-commission : le seul dirigeant potentiellement suspect s'est retiré volontairement et tous les autres ont apporté, selon le rapport définitif, une aide précieuse aux investigateurs. Ces derniers ne reviennent pas sur les relations entretenues entre la section locale du Parti péroniste et le club, sur la réception du vice-président Alberto Tesaire ni sur la tenue de conférences politiques au sein de l'institution. Est-ce parce que ces irrégularités sont restées peu nombreuses et n'ont commencé qu'à la toute fin de la période péroniste, au moment où les tensions politiques et sociales étaient telles que les dirigeants sportifs ont jugé prudent de redoubler de précautions avec le pouvoir ? Est-ce parce que le comité de direction du club est parvenu à faire valoir son statut de victime de l'oppression péroniste ? Après avoir tenté de ne pas se mêler de politique, les dirigeants ont-ils été contraints de céder, parce qu'ils traversaient, sur le plan financier,

⁵⁰ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.739, rapport de la sous-commission d'enquête adressé à la Commission 49 du 9 avril 1956 : « *ya que el Club Sportivo Barracas tenía dentro de su Comisión Directiva y asociados una gran mayoría no adicta al régimen peronista.* » Le rapport n'indique pas à quelle date le prêt a été obtenu, ni quand la seconde demande a été adressée au gouvernement.

⁵¹ *Ibid* : « *le ha causado infinidad de trastornos de índole económica y social.* »

⁵² *Ibid* : « *De las autoridades directivas del Club de acuerdo a informaciones que tengo al respecto no registran antecedentes de colaboracionismo con el régimen depuesto, excepto el Sr. Francisco Urso, que ha tenido militancia en las filas peronistas, pero durante mi permanencia en el Club él mismo ha presentado su renuncia a los cargos de Intendente, Presidente de la Sub-Comisión de Pelota y delegado a la Federación Argentina de Pelota, así que a la fecha no desempeña cargo directivo de ninguna naturaleza.* »

« un moment de crise, en raison du peu d'aide apportée par le gouvernement précédent⁵³ » ?

Quoi qu'il en soit, l'institution a été considérée comme suffisamment méritante pour intégrer le petit cercle des clubs jugés « dignes et honnêtes » par la Commission 49. La rhétorique des enquêteurs insiste effectivement sur le caractère exceptionnel des organismes sportifs qui ont réussi à conserver un fonctionnement « normal » sous le péronisme. Le tableau qu'ils dressent du monde sportif est ainsi nettement biaisé et tend à laisser croire que le gouvernement précédent a provoqué des ravages dans les clubs et les fédérations en introduisant des perturbations de toutes sortes, d'ordre financier, politique et moral. Pourtant, les quelques cas que nous avons abordés ici montrent que pour certaines institutions, les années 1946-1955 ne se sont accompagnées d'aucun bouleversement majeur. La distribution de subventions ou de prêts n'a pas été systématique ; l'argent accordé n'a pas toujours été dilapidé mais utilisé correctement ; les hommages au couple présidentiel ont pu être rendus par des dirigeants qui n'adhéraient pas à la doctrine officielle. Le passage du péronisme dans la vie politique du pays n'a été qu'une étape parmi d'autres, offrant des opportunités ou transformant quelque peu la routine quotidienne, mais qui n'a, finalement, laissé que peu de traces dans certaines de ces institutions. Mais ce premier groupe identifiable de clubs ne représenterait en fait que de rares contre-exemples face à ce que la majorité des associations sportives a expérimenté entre 1946 et 1955.

LE PÉRONISME, UN FACTEUR DE DIVISIONS INTERNES ET DE PERTURBATIONS DANS LES CLUBS ?

Péronistes et antipéronistes : une cohabitation difficile mais nécessaire ?

En effet, on recense dans les archives de la Commission 49 plusieurs cas qui tendent à démontrer que les clubs ont subi le contrecoup des changements politiques apportés par le péronisme, ce qui se manifeste dans la conduite des affaires internes. Les bouleversements de la vie politique nationale ont eu des retombées sur les institutions sportives, notamment, au niveau de leurs cercles dirigeants. La Révolution Libératrice permet aux langues de se délier et aux mécontents de s'exprimer, révélant ainsi les tensions et les divisions à l'œuvre au sein des clubs. La Commission 49 reçoit le 7

⁵³ *Ibid* : « un período de crisis, debido a la poca ayuda prestada por el Gobierno anterior. »

novembre 1955 une lettre anonyme rédigée par des adhérents du club Lanús, situé dans la banlieue sud de Buenos Aires. Forte d'une solide équipe professionnelle de football, cette institution a connu un parcours mouvementé entre 1946 et 1955. En 1947, le club traverse une grave crise économique et institutionnelle qui n'est résolue qu'en 1948. Mais en 1949, Lanús est relégué, pour la première fois de son histoire, en seconde division, après une série de matchs, disputés avec l'équipe d'Huracán, aux résultats contestés⁵⁴. Néanmoins, les joueurs *granates* remportent le championnat de 1950 ce qui leur permet de regagner la première division. Entre 1951 et 1956, le club connaît son âge d'or, en s'imposant parmi les meilleures équipes métropolitaines, capable de rivaliser avec Boca Juniors et River Plate, et en remportant la seconde place du championnat en 1956. Au moment où les délateurs s'adressent aux autorités militaires, le club ne se trouve donc pas particulièrement dans une mauvaise passe sur le plan sportif. C'est bien le fonctionnement interne de l'institution qui fait l'objet de critiques. Un dirigeant notamment est visé par cette lettre : M. Rotili,

un sportif qui, à toutes les époques et selon le gouvernement, s'arrange pour vendre des marchandises ou pour diriger, pour le meilleur et pour le pire, les clubs Lanús, Bomberos ou Hospital, il est temps qu'on fasse tomber le masque à ce « caméléon », car je crois que ces individus font du tort à la morale des hommes honnêtes, pas plus tard qu'hier, il s'arrangeait pour gagner les élections truquées en compagnie du péronisme, attaché au dictateur, à Tesaire, Gago, Piñeyro (*sic*), Giardulli qui a fait approuver les bilans du club Lanús alors que l'Assemblée des *socios* de ce club les avait rejetés⁵⁵.

Les délateurs dénoncent l'influence exercée par Rotili qui semble s'être appuyé sur différents représentants du péronisme. Ils citent pêle-mêle Perón lui-même, le contre-amiral Tesaire, vice-président de la République, Bernardo Gago, intendant de la ville de Buenos Aires, mais aussi une importante figure locale, Juan Ramón Piñeyro, l'intendant du *partido* de Lanús en 1945-1946. Quant à Cayetano Giardulli, l'éphémère président de l'Afa, il a été à la tête du club entre 1948 et 1950 et, toujours d'après les dénonciateurs, il

⁵⁴ L'arbitrage et l'attitude de l'Afa sont notamment mis en cause.

⁵⁵ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 1356 : « Rotili y Juan Piñeyro/ Se los denuncian por diversas irregularidades en el Club Lanús y otras instituciones », lettre anonyme adressée à la Commission 49, s/l, le 7 novembre 1955 : « *deportista que en todas las épocas y según el gobierno se acomodo para vender mercaderías o para dirigir por la buena o la mala a los Club Lanús, Bomberos o Hospital, es hora de que este "camaleón" se le saque la careta pues creo yo que estos hombres perjudica [sic] la moral de los hombres honestos, ayer mismo se las arreglo para ganar elecciones fraudulentas en compañía del Peronismo abrazado al dictador, a Tesaire, Gago, Piñeyro, Giardulli que hizo aprobar un Balance y Memoria del Club Lanús luego de haberla rechazado la Asamblea General de socios de este Club.* »

semble avoir passé outre les décisions de l'assemblée générale des adhérents. Il pouvait compter sur le soutien actif d'une faction de *socios* affiliés au mouvement péroniste. Preuve des conflits internes qui ont agité l'institution sous le péronisme, la lettre a été adressée à la Commission 49 afin qu'elle intervienne directement pour rétablir l'ordre, en excluant le gérant Garrido, « une bonne personne mais un ami de Rotili⁵⁶ » et en convoquant une assemblée générale extraordinaire pour régler la question des *Balances* y *Memorias* contestés. Rotili et Piñeiro sont dépeints comme des exemples emblématiques de dirigeants « girouettes », qui adaptent leur positionnement politique en fonction du moment, le premier ayant été tour à tour socialiste, conservateur puis péroniste, le second radical, péroniste puis « alianciste »⁵⁷. Néanmoins, les autorités militaires n'ont, semble-t-il, pas eu le loisir de donner suite à la requête de ces adeptes de la Révolution Libératrice⁵⁸.

Par contre, le club Lanús est loin d'avoir été un cas isolé : plusieurs dossiers permettent d'entrevoir les dissensions qui surgissent au sein de certaines organisations sportives suite à l'apparition de dirigeants ou de groupes d'adhérents qui professent leur adhésion au nouveau régime en place. Le phénomène touche autant les petits clubs amateurs que les puissantes institutions qui ont adopté la pratique professionnelle. Mais il apparaît à la lecture des dossiers d'enquête que le degré de perturbations engendrées ainsi que les conditions d'irruption des dirigeants péronistes ont varié suivant les cas. Prenons par exemple la trajectoire d'un petit club de province, le Club Atlético San Miguel del Monte, situé dans la ville homonyme, à une centaine de kilomètres de Buenos Aires. Fondée seulement en 1942, cette association sportive amateur et « éminemment populaire⁵⁹ » ne compte qu'un millier de *socios* et n'obtient la personnalité juridique qu'en 1948. Malgré – ou, justement, en raison de – ses dimensions fort modestes, le club obtient des avantages non négligeables : en 1950 et 1951, il perçoit une subvention mensuelle de 750 pesos, versée par la province de Buenos Aires et surtout, se voit accorder un prêt du gouvernement national de 745 000 pesos en 1951.

⁵⁶ *Ibid* : « buena persona pero amigo de Rotili ».

⁵⁷ Terme qui, d'après le contexte, nous semble désigner ceux qui se sont ralliés à la Révolution Libératrice.

⁵⁸ Nous n'avons trouvé aucune trace d'un dossier d'enquête sur ce club dans les archives. Les dénonciateurs, membres du club, concluent leur lettre par deux phrases qui ne laissent aucune ambiguïté quant à leurs opinions politiques : « Lanús espera que la Revolución LIBERTADORA llego también en LANUS así lo exige [sic] los hombres libres. Apoyamos a los Hombres de la Revolución hasta morir o después de ganar seremos derrotados por estos tiburones. », soit « Lanús attend que la Révolution LIBÉRATRICE arrive aussi à LANÚS, ainsi l'exigent les hommes libres. Nous soutenons les Hommes de la Révolution jusqu'à la mort ou, après la victoire, nous serons vaincus par ces requins. »

⁵⁹ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 103.741, rapport de la sous-commission d'enquête sur le club San Miguel del Monte, sans date : « eminentemente popular ».

Les auditions menées par les enquêteurs permettent de connaître en détail les démarches qui ont permis aux dirigeants de voir leur demande aboutir. Si, du fait de la politique établie par le gouvernement péroniste, un plus grand nombre d'institutions sportives ont pu bénéficier de la générosité des pouvoirs publics, il était néanmoins nécessaire de savoir manœuvrer habilement sa barque dans l'entrelacs administratif pour obtenir les conditions de prêt les plus intéressantes. José Freccero, membre du comité de direction du club depuis 1950, explique ainsi que San Miguel avait réussi à négocier un crédit auprès du gouvernement provincial mais dont le montant était limité à 90 000 pesos. Les dirigeants ont choisi d'y renoncer et de se tourner vers le gouvernement national parce que, d'une part, cela leur permettait de demander une somme plus importante et surtout, « parce que le bruit courait qu'il [le prêt provincial] ne se concrétiserait jamais⁶⁰ ». En 1951, le président du club parvient à s'entretenir directement avec Juan Duarte, le frère d'Eva Perón, alors secrétaire privé de la Présidence, et sollicite à cette occasion un prêt destiné à construire le siège social du club. Cette rencontre est couronnée de succès puisque Duarte s'engage alors à lui procurer 600 000 pesos, qui devront en outre être dévolus à l'édification d'un gymnase. Le beau-frère de Perón tient sa promesse et va même au-delà puisque la somme définitive allouée à San Miguel del Monte s'élève à 745 000 pesos. Le rôle d'intermédiaire de Duarte semble avoir été déterminant : sans son entremise, il n'est pas certain que le club eût été en mesure de se voir attribuer une telle somme. En témoigne la résolution prise immédiatement – et à l'unanimité – par le comité de direction de l'institution, « en raison de la cordialité et de l'ampleur du soutien reçu⁶¹ » de baptiser le futur gymnase « *Presidente Perón* » et de nommer deux salles du siège social en l'honneur d'Eva Perón et de Juan Duarte⁶². On aperçoit ici les mécanismes à l'œuvre au sein des organisations sportives gratifiées par les pouvoirs publics : en signe de reconnaissance, les bâtiments construits grâce à l'aide matérielle du gouvernement portent les noms de leurs bienfaiteurs, l'intercesseur diligent mais aussi le chef de l'État lui-même et son épouse, à l'origine de la politique de redistribution économique en vigueur.

Il n'en faut pas moins pour éveiller la vigilance de la Commission 49 : les enquêteurs, sans surprise, interrogent les dirigeants du club sur les marques d'hommage concédées par le club au régime déchu. Ils cherchent aussi à en savoir plus sur le président du club qui disposait de suffisamment d'entregent pour s'entretenir personnellement avec

⁶⁰ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 103.741, compte-rendu d'audition de José Freccero du 10 avril 1956 : « *porque era voz corriente de que nunca se iba a hacer efectivo* ».

⁶¹ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 103.741, copie d'un extrait du *Libro de Actas* du club San Miguel del Monte à la date du 7 juillet 1951 : « *en vista de la cordialidad y el amplio apoyo recibido* ».

⁶² *Idem*.

Juan Duarte et défendre aussi efficacement les intérêts de son institution. Ils parviennent à retracer le parcours de ce dirigeant, quelque peu étonnant :

En 1951, a été élu président M. Guillermo Jones, constructeur de profession, résidant depuis plus de vingt ans à Monte, qui a entrepris la construction d'un gymnase et a offert de façon désintéressée ses services pour diriger les travaux. Quelques mois plus tard, bien qu'il ait été un opposant actif à l'officialisme, suite à une série de circonstances, il a été candidat au poste d'Intendant Municipal de cette localité pour le parti qui était au pouvoir, et a été élu. Le Secrétaire Municipal était pour sa part Secrétaire du Club, par conséquent, l'institution s'est dès lors retrouvée sous le contrôle de ces messieurs, et il aurait alors été difficile de les en déloger⁶³.

Voilà qui explique bien des choses : ce n'est pas seulement en tant que président d'un obscur club de province que Guillermo Jones a rencontré Juan Duarte, mais aussi en tant que maire de la commune et membre actif de la section péroniste locale. La sous-commission trouve également une explication à la configuration composite du comité de direction de l'Atlético San Miguel :

C'est pour cette raison que s'expliquent les hommages et les donations que nous avons mentionnés auparavant et que les autres membres du Comité de Direction ont dû appuyer, alors que certains d'entre eux étaient des opposants actifs au parti du gouvernement et que d'autres n'ont pas voulu abandonner le club complètement aux mains de personnes qui allaient l'utiliser exclusivement au profit de leur propagande politique⁶⁴.

Mais les enquêteurs notent également que nombre de dirigeants se sont accommodés de cette situation, bien qu'elle n'ait pas été du goût de tous. Ils semblent s'être mis d'accord pour considérer les hommages rendus au pouvoir en place comme

⁶³ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 103.741, rapport définitif remis par la sous-commission à la Commission 49, sans date (probablement avril ou mai 1956) : « *En el año 1951, resultó electo presidente el Sr. Guillermo Jones, de profesión constructor con más de 20 años de residencia en Monte, quien encaró la construcción de un gimnasio y ofreció sin interés sus servicios para dirigir las obras. Unos meses después, a pesar de haber actuado activamente como opositor al oficialismo, a consecuencia de una serie de circunstancias, resultó candidato a Intendente Municipal en esta localidad por el partido que estaba en el poder, resultando electo. El Secretario Municipal era a su vez Secretario del Club, por lo tanto, desde entonces, la institución estuvo bajo el control de estos señores, y hubiera sido difícil en esos momentos, desalojarlos.* » Signalons qu'un troisième membre de l'équipe municipale péroniste, élu au poste de trésorier, fait aussi partie du club où il occupe les fonctions de secrétaire adjoint.

⁶⁴ *Ibid* : « *Por ese motivo, se explican los homenajes y donaciones que hemos mencionado anteriormente y que los demás miembros de la Comisión Directiva tuvieron que apoyar, a pesar de ser algunos de ellos opositores activos al partido gobernante, y otros, por no abandonar el Club, completamente en manos de persona que lo utilizarían exclusivamente para su propaganda política.* »

étant des « prérequis indispensables pour l'obtention et la concrétisation du prêt sollicité par le club auprès du Gouvernement National⁶⁵. » Le déroulé des événements reconstitué par la sous-commission a le mérite de dédouaner la majeure partie des dirigeants du club : c'est par un concours de circonstances – inconnues d'ailleurs – que trois titulaires des principaux postes se sont retrouvés à cumuler des fonctions de direction sportive et des fonctions politiques locales. On peut légitimement se demander si ce scénario n'est pas en réalité le fruit d'une opération de reconstruction *a posteriori* par les membres du club auditionnés et s'interroger sur son degré de vraisemblance. Comment expliquer que Jones soit passé aussi rapidement des rangs de l'opposition à l'implication dans le mouvement péroniste, au point de devenir tête de liste lors des élections municipales ? Est-ce vraiment un hasard si lui et deux de ses collaborateurs ont été élus peu de temps auparavant à des postes de direction au sein du club ? Ou est-ce parce qu'il était un entrepreneur spécialisé dans le bâtiment que les dirigeants l'ont choisi, au moment même où d'importants travaux étaient envisagés dans le club ? Coïncidences ou omission délibérée de certains faits, quoi qu'il en soit, les dirigeants de San Miguel del Monte sont totalement blanchis à l'issue de l'enquête. La sous-commission estime que les hommages rendus aux personnalités péronistes par le club « n'ont pas été plus importants que ceux effectués par d'autres institutions similaires à cette époque, à l'exception de celles qui ont préféré disparaître ou vivre dans des conditions très précaires⁶⁶. »

Les enquêteurs se montrent donc compréhensifs : on pardonne aux dirigeants d'avoir préféré s'adapter aux circonstances exceptionnelles induites par le péronisme plutôt que de voir périliter leur club. En outre, plusieurs éléments viennent plaider en leur faveur : le cas de San Miguel est effectivement révélateur des limites de la politique péroniste de financement du milieu sportif. Sur les 745 000 pesos promis, seule une infime partie, 43 000 pesos exactement, a été versée au club. Preuve s'il en est que les effets d'annonce du gouvernement n'étaient pas toujours suivis de résultats concrets. Les ambitieux projets d'expansion des installations du club sont restés lettre morte ou inachevés : ces 43 000 pesos ont d'abord servi à parer au plus urgent, c'est-à-dire à « lever les hypothèques qui pesaient sur les terrains achetés par l'institution⁶⁷. » On ne peut donc

⁶⁵ *Ibid* : « requisito indispensable para la obtención y realización del préstamo que se solicitaba al Gobierno Nacional. »

⁶⁶ *Ibid* : « estos homenajes no han sido más importantes que las realizadas [sic] por otras instituciones similares en esa época, a excepción de aquellas que prefirieron desaparecer o vivir en muy precarias condiciones. »

⁶⁷ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 103.741, rapport sur la situation financière du club San Miguel del Monte, sans date : « para levantar hipotecas que pesaban sobre los terrenos adquiridos por la institución. »

guère accuser les dirigeants d'avoir profité abusivement des deniers publics. De plus, leurs témoignages indiquent que les antipéronistes, par leur seule présence au sein du comité de direction, auraient empêché que le club ne sombre dans la soumission la plus totale au régime. Ramón Pedro Tarisco précise ainsi que les dirigeants partisans de l'opposition n'auraient jamais accepté des donations ou des marques d'allégeance excessives. José Freccero affirme par ailleurs qu'

à plusieurs reprises il a pensé démissionner de son poste au sein du Comité de Direction, mais qu'il ne l'a pas fait pour ne pas laisser le Club aux mains de l'officialisme, que, en les laissant seuls, ils auraient utilisé le Club à des fins politiques et il est certain que par sa seule présence, il a évité que les hommages et autres actes similaires ne soient plus nombreux et de plus grande dimension⁶⁸.

Très rapidement, les dirigeants ont procédé d'eux-mêmes à une remise en ordre du club : la moitié des membres du comité de direction a été renvoyée et remplacée par des « personnes de tendance démocratique reconnue et complètement réfractaires au régime renversé⁶⁹. » Le comité fraîchement élu s'est empressé d'annuler toutes les résolutions précédentes potentiellement suspectes. Par ailleurs, dès le lendemain du coup d'État militaire, des adhérents du club avaient détruit les photographies du couple Perón qui ornaient les murs de certaines salles⁷⁰. Toute trace de liens avec le péronisme est ainsi promptement effacée. Parallèlement, et cela peut expliquer pourquoi l'ancien président constituait un bouc-émissaire tout trouvé derrière lequel se retrancher, Guillermo Jones et ses collaborateurs font l'objet de poursuites judiciaires suite à l'enquête dépêchée au sein de l'administration municipale. Ils sont mis en examen pour détournement de fonds, falsifications de documents publics et conflits d'intérêt. Jones, qui avait tenté de prendre la fuite, est alors incarcéré à La Plata. Ce dernier élément vient jeter un soupçon supplémentaire sur les activités qu'il a menées au sein du club : grâce à son entreprise, il

⁶⁸ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 103.741, compte-rendu d'audition de José Freccero du 10 avril 1956 : « *que muchas veces pensó renunciar a su cargo de la Comisión Directiva, pero que no lo hizo para no dejar el Club en manos del oficialismo, que al quedar solos, hubieran utilizado el Club para fines políticos y tiene la seguridad que con solo su presencia ha evitado que los homenajes u otros actos similares hubieran sido más numerosos y de mayores proporciones.* »

⁶⁹ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 103.741, rapport définitif remis par la sous-commission à la Commission 49, sans date (probablement avril ou mai 1956) : « *personas de reconocida tendencia democrática y completamente adversas al régimen depuesto.* »

⁷⁰ S'inscrivant par là dans la série d'actes iconoclastes qui se sont produits un peu partout en Argentine au moment du renversement de Perón. Sur ce phénomène, voir notamment la thèse inédite de Juan Pablo Artinian, *Imagining Argentina : Politics, Protest and the Cultural Politics of Representation, 1950-1966*, Phd Diss., Stony Brook University, 2013 et son article « 1955 : Saqueos, crisis y emociones políticas en una Argentina dividida », dans Gabriel Di Meglio y Sergio Serulnikov (comp.), *La larga historia de los saqueos en la Argentina. De la Independencia a nuestros días*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2017.

avait entamé les travaux de construction du gymnase, facturés à l'association sportive, mais qui n'avaient pas pu être payés faute de fonds suffisants. Le rapport d'enquête en conclut que, « étant donné ses agissements au sein de la Municipalité, on peut douter de l'authenticité de toutes ces dépenses, ou, du moins, d'une partie d'entre elles⁷¹. » Il en ressort que c'est bien Jones qui endosse toutes les responsabilités face aux irrégularités observées, tandis que le reste des dirigeants est blanchi à l'issue des investigations.

Le Sacachispas Football Club : une institution en crise

Que la présence de péronistes à la tête du club soit due au hasard des calendriers électoraux internes et municipaux ou non, elle n'a pas provoqué de perturbations majeures au sein des dirigeants ni de l'ensemble des adhérents. Le fonctionnement de l'institution n'a pas souffert des potentiels clivages politiques qui auraient pu surgir lors des réunions du comité de direction ou des assemblées. En cela, San Miguel del Monte se distingue radicalement du cas d'un autre club populaire et récemment créé, évoluant dans les divisions inférieures du championnat de football, le Sacachispas Fútbol Club. Implanté dans les quartiers ouvriers de Nueva Pompeya et de Villa Soldati – où se trouve son stade – au sud de Buenos Aires, Sacachispas est un autre parfait représentant du petit club de quartier. Néanmoins, les membres de la sous-commission chargée d'évaluer sa situation y découvrent un climat de tension particulièrement aigu :

Il régnait entre les membres du Comité de Direction un foyer de ressentiments et d'inimitiés, ainsi qu'une certaine rivalité pour s'emparer du commandement de l'institution en s'attribuant d'importants pouvoirs dictatoriaux [...] une telle situation a donné lieu à la réalisation d'irrégularités de tout ordre⁷².

La situation dépeinte par les enquêteurs est donc très grave : ils se trouvent face à une « institution totalement perturbée⁷³ », profondément divisée par les rancœurs accumulées et la discorde entre dirigeants. Quels sont les signes qui attestent de ce

⁷¹ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 103.741, rapport définitif remis par la sous-commission à la Commission 49, sans date (probablement avril ou mai 1956) : « *Dada su actuación en la Municipalidad, se puede dudar de la autenticidad de todos estos gastos, o mejor dicho, de parte de ellos* ».

⁷² AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.723, compte-rendu de la sous-commission d'enquête adressé à la Commission 49 du 2 avril 1956 : « *reinaba entre los miembros de la Comisión Directiva un semillero de enconos y enemistades, así como cierta rivalidad por obtener el comando directivo con amplios poderes dictatoriales [...] tal situación dio motivo a la realización de irregularidades de todo orden* ».

⁷³ *Ibid* : « *institución desquiciada* ».

dérèglement généralisé de l'entité ? En premier lieu, le processus de prise de décision est entravé par l'affrontement auquel se livrent les membres du comité de direction. La crise au sommet du club prend de telles proportions que c'est toute la commission chargée du football – la principale activité sportive de l'association – qui finit par démissionner en bloc à l'automne 1955. Par solidarité, d'autres dirigeants quittent à leur tour leurs fonctions, tel Calixto Nicolás Frías qui siégeait au sein du comité de direction⁷⁴. L'état critique des finances nourrit également les dissensions : fondé officiellement en 1952, le club n'a obtenu la personnalité juridique que le 11 février 1955. De fait, il n'a perçu aucune subvention ni aucun prêt des pouvoirs publics. Son mode de financement reposait entièrement sur les cotisations des adhérents et sur des prêts accordés ponctuellement par certains dirigeants, soucieux de contribuer à la pérennisation de leur institution. Le dossier consacré à Sacachispas permet d'observer les difficultés qu'étaient susceptibles de rencontrer les modestes *clubes de barrio* dans leurs premières années. Il fallait franchir plusieurs étapes cruciales avant de parvenir à la stabilisation économique et à la consolidation institutionnelle. L'auto-financement, cap nécessaire à atteindre avant de pouvoir espérer solliciter des subventions publiques, n'allait pas sans embûches :

Comme il s'agit d'un petit club et que les spectacles qu'il peut offrir sont peu nombreux, le recouvrement [des cotisations] est fastidieux parce qu'il dépend d'adhérents qui se joignent au club parce qu'ils sont amis des uns ou des autres et par convenance, c'est pourquoi on tolère ceux qui n'ont pas renoncé définitivement [à adhérer], on va les voir à plusieurs reprises pour réclamer leur cotisation et on ne leur applique pas de sanction pour retard de paiement⁷⁵.

La tâche du trésorier, la tenue des comptes et l'évaluation des ressources financières du club sont particulièrement ardues et aléatoires, du fait du retard chronique dans l'encaissement des cotisations versées par les *socios*. À cela s'ajoute le fait, fréquent aussi dans les associations de quartier, que les dirigeants du club sont souvent des commerçants et des artisans locaux qui fournissent des services à leur propre institution. On comprend aisément les problèmes qui peuvent surgir lorsque le club est incapable de payer ces prestations ou de rembourser les dettes contractées auprès de créanciers qui sont

⁷⁴ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.723, lettre de démission adressée par Calixto Nicolás Frías au président du Sacachispas Fútbol Club, Carlos Campolonghi, le 20 novembre 1955.

⁷⁵ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.723, réponse adressée par le Sacachispas Fútbol Club au questionnaire de la sous-commission d'enquête, le 28 février 1956 : « *Como es un club chico y los espectáculos que se les puede ofrecer son pocos, la cobranza es fatigosa por tratarse de socios que más bien se hacen por amistad de unos u otros y por conveniencia, por lo tanto a los que definitivamente no renuncian se les tolera, se va varias veces a cobrar y no se le aplican sanciones por morosidad* ».

aussi membres du comité de direction. Dans le cas de Sacachispas, la gestion des comptes et l'usage des fonds semblent avoir été une source importante de conflits entre les dirigeants :

Le désordre et l'atmosphère d'inimitié étaient tels que ni les statuts paraphés du club ni les livres de comptabilité antérieurs à février 1955, ni les reçus et autres documents d'une certaine importance n'étaient entre les mains des personnes habilitées⁷⁶.

Dernière preuve des guerres intestines qui agitent le club, des tracts dans lesquels les deux principales factions se rejettent mutuellement la faute ont été distribués aux *socios* (figure 24). Les accusations *ad nominem* sont multiples : il est reproché à certains dirigeants d'avoir détourné de l'argent du club, cherché à suspendre les assemblées générales, paralysant ainsi le fonctionnement démocratique de l'institution, et de tout faire pour que Sacachispas passe, en fin de compte, sous le contrôle des autorités, en alimentant à dessein les dysfonctionnements internes. Une véritable « coterie » (*camarilla*) se serait constituée au sein du club, dont les membres, incompetents, malhonnêtes, menteurs et opportunistes, auraient tout fait pour imposer leur emprise sur l'institution puis, une fois en mis en échec, pour la détruire.

⁷⁶ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.723, rapport sur la situation économique du Sacachispas Fútbol Club rédigé par l'expert-comptable public Edmundo Dante Pastore, le 9 avril 1956 : « *Tal era el desconcierto y la atmósfera de enemistad existente que, así como los Estatutos testimoniados del club no estaban en poder de quién correspondía, tampoco lo estaban los libros de contabilidad anteriores a febrero 55, comprobantes, y otros documentos de cierta importancia.* »



Figure 24
Tract diffusé au sein du Sacachispas Fútbol Club intitulé
« Autre manœuvre des transfuges et des ennemis du
Sacachispas F.C. ».

La reconstitution des faits est ardue, puisque le dossier d'enquête ne contient pas tous les tracts émis par les deux camps et que seule une poignée de dirigeants a été auditionnée. Au vu des documents disponibles, le conflit s'est intensifié après le coup d'État de septembre 1955 et la victoire des forces antipéronistes. La « *camarilla* » dénoncée dans les différents feuillets joints au dossier par les enquêteurs désigne la faction s'opposant aux dirigeants péronistes établis au sein de Sacachispas. Souhaitant mettre à profit le renversement de la conjoncture politique, cette dernière aurait multiplié les protestations et les esclandres afin de réclamer l'intervention des autorités militaires au sein du club pour en expulser définitivement les partisans du régime renversé. Les péronistes ont tenté de répliquer à travers les tracts en dressant la liste des comportements hostiles et des infractions au règlement interne dont se seraient rendus coupables leurs adversaires (*figure 25*).

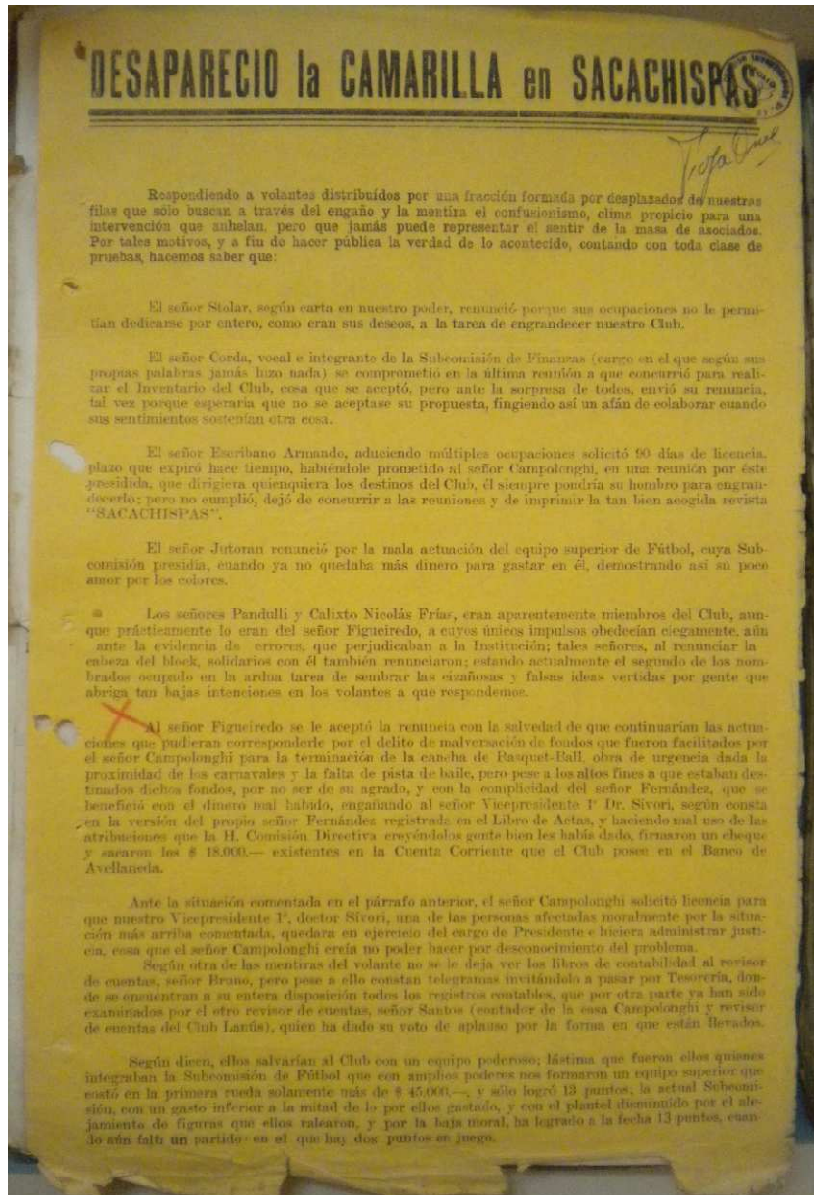


Figure 25

Tract diffusé au sein du Sacachispas Fútbol Club, afin de dénoncer les agissements de plusieurs dirigeants : « La coterie a disparu de Sacachispas ».

La Commission 49 finit par dépêcher ses enquêteurs pour procéder à la remise en ordre d'une institution déchirée par des luttes féroces. Le président de la sous-commission, Julio Benavides, sans surprise, met en cause une partie des dirigeants, qu'il qualifie de « groupe péroniste "enragé"⁷⁷ », dont le meneur serait le trésorier Raúl Gómez. Son nom revient effectivement régulièrement au cours des auditions. « Exerçant une tyrannie

⁷⁷ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.723, court rapport de Julio Benavides, président de la sous-commission d'enquête, adressé à l'Inspección General Judiciaria, sans date : « un grupo peronista "enragé" ».

virtuelle⁷⁸ », il est accusé d'avoir « autorisé les agissements d'un *socio* pourtant expulsé et [d'avoir] pour projet d'accorder une amnistie qui puisse servir ses calculs prosélytes⁷⁹ ». Cet adhérent exclu du club est un certain José Maffei, directeur technique de l'équipe de football de l'institution. D'après Natalio Jutorán, membre du comité de direction et président de la commission de football jusqu'à sa démission fin octobre 1955, Maffei aurait été suspendu de ses fonctions en septembre 1954 à la demande de deux dirigeants, parce qu'il « retirait les jeunes éléments du club Sacachispas pour les emmener au club Piraña, qui [...] était un foyer péroniste⁸⁰. » Malgré son éviction, Maffei aurait continué à intervenir régulièrement dans le club, sous la protection, entre autres, de Gómez, ce dont plusieurs adhérents se seraient plaints. Manuel Jaime Figueiredo, accusé par le camp péroniste d'avoir détourné de l'argent du club et de s'être soustrait à ses obligations de dirigeant, se livre pour sa part à une attaque en règle contre le trésorier Gómez, qui

comme il est de notoriété publique, appartenait entièrement tant sur le plan public que privé au régime péroniste renversé, qui arborait ostensiblement à la vue de tous une carte du Conseil Supérieur Péroniste, section Métallurgie, en faisant étalage de ce document et de son influence politique auprès de plusieurs collègues, José Diez, Edmundo Escudero, Calixto Nicolás Frías, parmi d'autres⁸¹.

La sous-commission d'investigation ne se contente pas de mener l'enquête mais tente aussi de trouver une solution au conflit qui divise le club. Le 9 mars 1956, les représentants des deux factions politiques – José Diez et Antonio Armando pour « *Orden y Verdad* » et le vice-président en exercice Atilio Sivori et Raúl Gómez pour le « *Círculo Adelante Sacachispas* » – se réunissent afin de présenter une liste unique, dite d'union, aux prochaines élections. Elle comprend des dirigeants des deux tendances, dont le

⁷⁸ *Ibid* : « *ejerciendo una tiranía virtual* ».

⁷⁹ *Ibid* : « *autorizado la actuación de un socio expulsado y proyecta una amnistía que facilite sus cálculos proselitistas.* »

⁸⁰ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.723, compte-rendu d'audition de Natalio Jutorán du 21 février 1956 : « *porqué sacaba los elementos infantiles del club « Sacachispas » para llevarselos al Club Piraña, que [...] era un foco Peronista.* » La Commission 49 a mené une enquête sur ce club, dont Maffei était effectivement membre. Piraña, fondé en 1942 par Alcides Solé, est aussi une modeste institution de quartier. Son président était un fervent partisan de Perón et il s'est indiscutablement livré à une propagande active en faveur du gouvernement au sein du club, comme en atteste la documentation saisie par la sous-commission. Voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 103.735 « *Piraña Club Atlético/ Actuaciones e informe de la investigación practicada en dicho club* ».

⁸¹ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.723, compte-rendu d'audition de Manuel Jaime Figueiredo du 27 février 1956 : « *que como es de público y notorio pertenecía por entero en su vida pública y privada al régimen peronista depuesto, quien ostentaba públicamente un Carnet del Consejo Superior Peronista, rama Metalúrgica, haciendo alarde de dicha documentación y de su influencia política a los mismos compañeros José Diez, Edmundo Escudero, Calixto Nicolás Frías y otros.* » Ces derniers dirigeants font partie de la faction opposée à Gómez et Maffei et sont abondamment critiqués dans les tracts saisis par la sous-commission.

« péroniste » Maffei mais Gómez, qui semble avoir fait l'objet d'un rejet unanime de la part des dirigeants « antipéronistes », a apparemment été écarté. Le vote a lieu le 25 mars 1956 sous les auspices de la sous-commission : l'assemblée des adhérents commence par se « lever à la demande du président en hommage au Général Eduardo Lonardi, Chef du Mouvement de Libération⁸² », décédé trois jours auparavant. Julio Benavides assiste à l'événement et s'adresse à l'ensemble des *socios* présents. La seule liste qui s'est présentée est élue et c'est le président de la sous-commission en personne qui procède aussitôt à l'investiture des nouveaux dirigeants. Dans leur rapport final, les enquêteurs se félicitent du travail qu'ils ont accompli au sein de Sacachispas :

Grâce à l'action sereine, énergique et correcte de la Sous-commission d'investigation, les divergences ont été peu à peu aplanies, initiant une tendance à la normalisation de la conduite de l'institution⁸³

L'hostilité généralisée et les rivalités personnelles qui régnaient jusqu'alors dans le club ont laissé place à une « mer d'huile⁸⁴ », à la stabilisation institutionnelle et au respect des statuts. Les envoyés de la Commission 49 ont rétabli l'ordre et l'harmonie au sein de Sacachispas, pour le plus grand bonheur de ses adhérents. L'optimisme, teinté d'autosatisfaction, à l'égard de l'avenir du club se traduit dans les résolutions finales adoptées par la Commission 49. Pour ses responsables, il ne fait aucun doute que Sacachispas a été, sous le péronisme, un « foyer d'infiltration politique⁸⁵ » et que sa gestion a été menée en marge des dispositions légales. Cependant, l'élection d'un nouveau comité de direction qui, « faisant écho aux préoccupations patriotiques et méritoires de la Sous-commission⁸⁶ », s'est engagé à rectifier la situation est interprétée comme le signe d'un retour à la normale.

Contrairement à la majorité des autres dossiers, celui de Sacachispas ne s'arrête pas là : la Commission 49 a confié à l'Inspection Générale Judiciaire le soin de contrôler régulièrement l'évolution du club. Or, ce que les inspecteurs découvrent lors de leur visite

⁸² AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.723, lettre adressée par le comité de direction récemment élu du Sacachispas Fútbol Club à l'Inspecteur général de Justice, Buenos Aires, 27 mars 1956 : « *p[onerse] de pié a indicación de la presidencia como homenaje al General Eduardo Lonardi, Jefe del Movimiento Libertador.* »

⁸³ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.723, rapport final de la sous-commission d'enquête du 2 avril 1956 : « *con la actuación serena, enérgica, y correcta de la Sub-Comisión Investigadora se fueron quitando aristas notándose una tendencia a la normalización de la marcha de la Institución en forma de que pudiera encuadrarse en las disposiciones estatutarias.* »

⁸⁴ *Ibid* : « *mar de aceite* ».

⁸⁵ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.723, résolutions finales de la Commission 49, le 30 juin 1956 : « *un foco de infiltración política* ».

⁸⁶ *Ibid* : « *haciéndose eco de meritorias y patrióticas inquietudes de la Subcomisión Investigadora actuante* ».

en 1957 vient contredire le bel optimisme affiché par Julio Benavides et ses collègues un an auparavant. Les dissensions entre les dirigeants sont très vite réapparues, provoquant exactement les mêmes problèmes que ceux décrits lors de la première enquête : démissions en chaîne, confiscation par certains membres du bureau des livres de compte et de la documentation interne du club, division du groupe de dirigeants en deux blocs qui s'accusent mutuellement, etc. Gómez, l'ancien trésorier tant décrié, occupe de nouveau une position de premier plan puisque des élections anticipées ont été organisées dès le 2 décembre 1956, à la suite desquelles il a été désigné vice-président de l'institution⁸⁷. En fin de compte, rien n'a été résolu mais, en juin 1957, l'Inspection Générale Judiciaire détermine que la situation du club ne relève plus de sa compétence et laisse Sacachispas à son sort.

Ce petit club de *barrio* constitue un exemple intéressant à plus d'un titre. Le dossier d'enquête nous donne un aperçu des suites possibles données aux résolutions prises par la Commission 49, qui démontrent les limites et l'abandon progressif de la part de l'administration judiciaire des ambitions de contrôle et de remise en ordre des clubs sportifs, affichées par le pouvoir politique. Il révèle par ailleurs la faible incidence des décisions et des tentatives de reprise en main orchestrées par les délégués de la Commission 49. Apparaissent, une fois de plus, les paradoxes et les contradictions inhérentes à l'entreprise et aux objectifs poursuivis par la Révolution Libératrice. En effet, alors même que le Sacachispas Fútbol Club est clairement identifié comme un club abritant des « adeptes » du péronisme, aucun dirigeant n'est explicitement écarté ou condamné. Les irrégularités et les infractions constatées ne sont pas non plus directement sanctionnées. En voulant respecter les principes d'autonomie et d'apolitisme absolus du sport, la sous-commission laisse aux dirigeants le soin de régler eux-mêmes leurs différends et de réorganiser leur institution. Les enquêteurs s'appuient pour cela sur le fait qu'il existe au sein de Sacachispas un groupe qui se définit comme « opposé » au péronisme et invoquent un retour à une stricte observance des statuts du club qui interdisent toute activité ou prise de position politique. Mais, dans le même temps, ils organisent une assemblée générale et des élections qui débute par un hommage à l'ancien chef de l'État, *leader* du soulèvement contre Perón, le général Lonardi : en quoi cette pratique diffère-t-elle des manifestations d'allégeance accordées auparavant à Perón ou à sa femme ? À quel moment la politique est-elle réellement exclue, sortie de la vie du club ? L'a-t-elle déjà été et, surtout, est-ce possible ? Les membres de la sous-commission

⁸⁷ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.723, rapport de l'Inspection Générale Judiciaire suite à la visite du Sacachispas Fútbol Club le 27 mai 1957.

semblent agir comme si le renversement du péronisme signifiait sa disparition pure et simple de la scène politique et sociale du pays⁸⁸. Avec la prise de pouvoir de la junte militaire, débute un autre paradigme, les conditions particulières introduites par le régime péroniste s'évanouissent, et il suffit de rappeler aux acteurs du monde sportif qu'ils ne sont pas censés s'occuper de politique pour qu'automatiquement ils le fassent. Évidemment, la réalité est loin d'être aussi simple.

Dans le cas de Sacachispas, cela semble d'autant moins envisageable que l'existence même du club est étroitement liée au péronisme. Les investigateurs ne s'étendent guère sur ce point mais les origines de cette institution permettent pourtant de mieux comprendre les querelles internes et leur intensification après le coup d'État de septembre 1955. Le Sacachispas Fútbol Club a été créé initialement pour « participer aux tournois pour enfants⁸⁹ », l'expression « *juegos infantiles* » désignant ici les Tournois Evita, ces fameuses compétitions sportives inaugurées en 1948 à l'initiative de la FEP et réservées aux plus jeunes. Plus exactement, en 1948, deux adolescents du quartier de Nueva Pompeya, Aldo Vázquez et Roberto González, réunissent une équipe pour prendre part à la première édition de ce tournoi. Ils s'inscrivent sous le nom de « Sacachispas », en référence au film *Pelota de Trapo*, l'un des grands succès du cinéma argentin de cette même année 1948⁹⁰. L'équipe réalise un très bon parcours lors de ces premiers *Torneos Evita* : les jeunes footballeurs ont même le privilège de rencontrer Perón en personne, venu assister à l'un de leurs matchs. Le chef de l'État découvre alors que ces joueurs, dont la performance a été appréciée, ne disposent pas de terrain pour s'entraîner et jouent dans la rue, à l'image des protagonistes du film qui a inspiré le nom de leur équipe. Perón se serait alors engagé à y remédier et c'est par son intermédiaire que la Municipalité de Buenos Aires a accordé aux jeunes joueurs la cession du terrain situé dans le quartier de Villa Soldati, et toujours occupé par le club⁹¹. L'intervention des pouvoirs publics

⁸⁸ Une illusion qui, d'après Ricardo Sidicaro, était amplement partagée par différents secteurs de la société argentine au lendemain du coup d'État. Voir Ricardo Sidicaro, *La política mirada desde arriba. Las ideas del diario La Nación 1909-1989*, Buenos Aires, Sudamericana, 1993, p. 264.

⁸⁹ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.723, rapport d'enquête rédigé par l'expert-comptable Edmundo Dante Pastore, le 9 avril 1956 : « *para intervenir en los juegos infantiles* ».

⁹⁰ *Pelota de Trapo*, soit littéralement « balle de chiffon », a été réalisée par Leopoldo Torres Ríos (1899-1960), l'un des grands cinéastes de l'« âge d'or » du cinéma argentin. Le scénario du film s'inspire directement de la rubrique « Apiladas » tenue par Ricardo Lorenzo, le célèbre « Borocotó », dans le magazine sportif *El Gráfico*. De nombreux footballeurs professionnels de l'époque, jouant leur propre rôle, y apparaissent. L'histoire suit le parcours d'un enfant issu d'un quartier ouvrier de Buenos Aires qui rêve avec ses amis de pouvoir s'acheter un jour un vrai ballon de football en cuir et de devenir joueur professionnel. Devenu adulte, le héros a réalisé son rêve mais découvre qu'il souffre d'une grave maladie cardiaque et est confronté à un dilemme cornélien : mettre fin à sa carrière ou continuer à jouer au sein de son équipe, au péril de sa vie.

⁹¹ Sur l'histoire du club Sacachispas, voir les articles suivants : « Se oye ruido de pelota », *Clarín*, 5 novembre 1998, [En ligne] https://www.clarin.com/deportes/oye-ruido-pelota_0_H10-yIMJIng.html

péronistes a été déterminante dans la naissance du club : ce qui n'était qu'une simple équipe d'apprentis footballeurs constituée de façon informelle afin de pouvoir participer à un événement ponctuel est devenue une association sportive officielle, certes modeste, mais qui est parvenue à se consolider. La concession du terrain, atout incontournable pour toute institution sportive qui aspire à prospérer, a certainement été un avantage de poids.

Le Sacachispas Fútbol Club n'est réellement fondé qu'en 1952. Il bénéficie d'ailleurs du parrainage de l'auteur du scénario de *Pelota de Trapo*, le journaliste sportif Borocotó, qui est nommé premier président honoraire de la nouvelle institution⁹². Pourtant, ses *socios* fondateurs choisissent, à dessein, le 17 octobre 1948 comme date officielle de création. Cette décision est loin d'être anodine : on connaît l'importance de cette date, hautement symbolique pour le mouvement péroniste. Ce choix renvoie à l'année où l'équipe s'est effectivement réunie pour la première fois, mais la référence directe à la Fête de la Loyauté (*Día de la Lealtad*) peut aussi s'interpréter comme un moyen d'exprimer la gratitude des joueurs à l'égard de Perón et leur loyauté à son mouvement. Il relie en tout cas définitivement les origines du club à l'histoire du péronisme⁹³. On peut supposer qu'une partie des fondateurs et premiers dirigeants de Sacachispas était des partisans du régime en place ou, *a minima*, n'avait aucune aversion particulière à son endroit, puisque, sans les Tournois Evita et sans Perón, il est fort probable que le club n'eût jamais vu le jour. Cette empreinte péroniste initiale a certainement été diluée par l'élargissement progressif du nombre de *socios* et l'arrivée de nouveaux dirigeants, recrutés localement, au sein de la population du quartier. Si les conflits internes se sont nettement aggravés à partir de l'automne 1955, les dissensions avaient cependant commencé bien avant et remontaient au moins, si l'on en croit les témoignages des dirigeants interrogés par la sous-commission, à l'année 1954, lorsque Maffei est expulsé du club. Face aux enquêteurs, les membres de la direction insistent sur le caractère politique du clivage : accuser ses adversaires d'être péronistes permettait

(consulté le 5 août 2015) ; « Una historia salpicada por la ilusión y la pasión », *Clarín*, 30 juillet 2000, [En ligne] https://www.clarin.com/deportes/historia-salpicada-ilusion-pasion_0_HJHGxU510Ye.html (consulté le 5 août 2015) et Ezequiel Fernández Moores, « Sacachispas », *La Gaceta*, 13 octobre 2013, [En ligne] <https://www.lagaceta.com.ar/nota/563869/deportes/sacachispas.html> (consulté le 5 août 2015). Les conditions de la concession du terrain par la Municipalité sont aussi indiquées dans le rapport de l'Inspection Générale Judiciaire du 27 mai 1957 évoqué précédemment.

⁹² C'est lui notamment qui aurait choisi les couleurs du club, blanc et lilas. Sacachispas était d'ailleurs un autre pseudonyme de Borocotó, dont il signait ses articles publiés dans le journal pour enfants *Billiken*. Suite au succès de *Pelota de Trapo*, Borocotó avait écrit une suite, *Sacachispas*, sortie sur les écrans en 1950.

⁹³ Cantonné aux divisions amateurs du championnat argentin, le club s'illustre principalement dans les compétitions organisées par la FEP : une lettre sur du papier à en-tête du club indique son principal fait d'armes, celui d'avoir remporté le *Campeonato Juvenil Juan Perón* de 1954. Voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.723, réponse du Sacachispas Fútbol Club au questionnaire d'enquête de la sous-commission, Buenos Aires, 28 février 1956.

indéniablement d'orienter le jugement des envoyés de la Commission 49 et de les ranger à sa cause. Mais, les querelles qui opposaient les dirigeants ne se limitaient pas, semble-t-il, à la seule question des opinions politiques : outre les rancunes personnelles, l'enjeu principal était bel et bien une rivalité acharnée entre deux factions pour s'imposer à la tête du club. En privilégiant une solution de compromis, une liste unique comprenant des partisans des deux camps, la sous-commission n'a permis qu'une sortie de crise temporaire et n'a satisfait aucune des deux forces en présence. En témoigne la reprise presque immédiate des hostilités au sein du club, quelques mois après le départ des enquêteurs.

Par conséquent, il est douteux que ce soit la seule présence de dirigeants péronistes ou le contexte induit par le gouvernement péroniste qui aient été des facteurs de perturbations dans ce dernier club. Les divisions proviennent tout autant de dynamiques internes propres à cette institution, issues des rapports établis entre ses dirigeants, confrontés à des difficultés économiques et organisationnelles. Cette configuration ne concerne pas uniquement les petits clubs de quartier et les institutions amateurs. Dans le milieu du football, presque tous les clubs, y compris les plus prestigieux et les plus riches, connaissent des difficultés financières notables, génératrices de fortes tensions. Ces problèmes de trésorerie sont dus, en partie, aux effets de la grève des footballeurs de 1948-1949 qui a fait perdre des recettes importantes et nécessité de reconstituer les équipes suite au licenciement et au départ massif des meilleurs joueurs⁹⁴. De manière générale, tous les clubs ont vu augmenter fortement la part de leur budget consacrée au football professionnel : le système de primes, les salaires et les montants des transferts ont atteint des proportions telles que les revenus engrangés s'avéraient insuffisants pour maintenir les comptes à l'équilibre. Le recours au système de subventions et de prêts mis en place par le gouvernement péroniste devenait donc indispensable pour un nombre croissant d'institutions. Dans ce contexte, certaines sont indéniablement parvenues à tirer leur épingle du jeu.

⁹⁴ Voir Julio Frydenberg et Daniel Szabón, « La huelga de jugadores de 1948 » in Raanan Rein (comp.), *La Cancha peronista*, op. cit., p. 65-80.

LA « ZONE GRISE » : DES CLUBS « PROFITEURS » OU SOUS CONTRÔLE POLITIQUE ?

Des liaisons dangereuses ? La pratique du patronage péroniste des institutions sportives

Les dirigeants de ces institutions s'attirent des critiques sévères de la part des enquêteurs de la Commission 49, pour la complaisance dont ils auraient fait preuve à l'égard du régime péroniste et pour la gestion erratique de leurs trésoreries respectives. Ce groupe comprend aussi bien des clubs appartenant aux « Cinq Grands » de Buenos Aires, que des organisations plus modestes militant dans le championnat de football amateur. Ils ont tous en commun d'avoir reçu des prêts officiels d'un montant très élevé et d'avoir largement ouvert leurs portes à différents dignitaires du mouvement péroniste. Notons cependant l'absence dans les archives de la Commission 49 d'un dossier d'enquête consacré au cas le plus célèbre et le plus emblématique, aux yeux des spécialistes, d'acointance entre péronisme et club sportif : celui du Racing Club d'Avellaneda. Pourtant, d'après une note d'information transmise à la CNI, des investigations au sujet de ce club ont bien été diligentées, mais elles sont probablement restées inachevées, à moins que le dossier n'ait été tout simplement égaré⁹⁵. Le Racing est néanmoins considéré par les chercheurs comme l'exemple le plus parlant du renforcement des connexions entre le monde politique et le football sous le péronisme⁹⁶. Pour Palomino et Scher, il constitue la meilleure illustration du système de parrainage mis en place à cette période. De hauts fonctionnaires politiques devenaient ainsi les intermédiaires et les protecteurs attitrés d'une institution sportive et se chargeaient d'œuvrer en faveur de cette dernière. Suite au renouvellement du personnel politique provoqué par la victoire électorale du péronisme, les dirigeants sportifs se sont efforcés de trouver parmi leurs *socios* ou leurs sympathisants une personnalité influente à même de les aider à résoudre leurs problèmes ou à répondre à leurs divers besoins. Le Racing a pour sa part bénéficié de l'un des parrains (*padrinos*) les plus efficaces de ces années en la personne de Ramón Cereijo, ministre des Finances de 1946 à 1952. Ce soutien fut tel que le club, triple champion national de 1949 à 1951, fut

⁹⁵ Le Racing Club fait partie de la liste des institutions dont l'enquête est en cours d'après une note d'information conservée dans AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 101.174 « COMISION INVESTIGADORA N°49- Informe n°2 sobre asuntos en investigación (Valenzuela, CADCOA, Clubes, etc) », note d'information sur les investigations en cours, archivée en février 1958. Nous n'avons trouvé aucun dossier sur ce club dans les archives que nous avons pu consulter.

⁹⁶ Voir par exemple Hector Palomino et Ariel Scher, *Fútbol, pasión de multitudes y de élites*, *op. cit.*, p. 80 ; Jorge Luis Bernetti, « El Cilindro de Avellaneda : el estadio más peronista » in Raanan Rein (comp.), *La Cancha peronista*, *op. cit.*, p. 183-192 ; Raanan Rein, « El Primer Deportista », *op. cit.*, p. 58 et Hugo Gambini, *Historia del peronismo. El poder total 1943-1951*, *op. cit.*, Chapitre 13 « Perón apoya el deporte », section « Estadios y padrinos ».

surnommé « *Sportivo Cereijo* », signalant par là la relation privilégiée qui l'unissait au jeune haut fonctionnaire. C'est par l'entremise de Cereijo que le Racing reçut, via le décret 7395 du 16 août 1946, un prêt de trois millions de pesos, afin de financer la construction de son nouveau stade⁹⁷. Rapidement, le club obtint huit millions de pesos supplémentaires : à notre connaissance, c'est le montant de crédit le plus élevé qui ait été accordé à une institution sportive sous le péronisme. Le Racing a bénéficié d'un soutien officiel d'une dimension exceptionnelle. Grâce à cette somme conséquente accordée par la Banque nationale, le club a pu se doter, en à peine deux ans, du plus grand stade d'Argentine après celui de River Plate⁹⁸. Construit selon un plan circulaire, similaire à celui du Maracanã de Rio de Janeiro, il est inauguré en septembre 1950 et baptisé, sur suggestion de Cereijo, « *Presidente Perón* », en hommage au chef de l'État.

Mais est-ce le gouvernement qui a aidé le club ou le club s'est-il aidé lui-même ? L'un des dirigeants de l'*Academia*, Daniel Piscicelli, était apparemment membre de la Comisión Nationale de Promotion du Sport (*Comisión Nacional de Fomento al Deporte*), l'organisme chargé, entre autres, d'examiner les requêtes envoyées par les clubs. Bien que cette commission ait été cantonnée à un rôle consultatif, elle pouvait néanmoins émettre un avis sur « l'aide nécessaire à chaque institution, mais uniquement pour les constructions et les travaux de rénovation⁹⁹ » des infrastructures. Le Racing a-t-il mis à profit cette fonction-clé occupée par l'un de ses représentants, qui jouissait d'un accès privilégié aux cercles du pouvoir et pouvait exercer une influence relative sur les prises de décision ? Si c'est le cas, cela modifierait profondément les interprétations habituellement proposées pour décrire les relations entre cette institution et le régime péroniste¹⁰⁰. Cela impliquerait notamment de reconsidérer en partie le rôle de Cereijo, fondamental indéniablement puisqu'il était responsable du budget de l'État, et de réévaluer la capacité

⁹⁷ Le texte du décret, tiré des *Memorias y balances* du club est reproduit dans Hector Palomino et Ariel Scher, *Fútbol, pasión de multitudes y de élites*, op. cit., p. 83. Le prêt est accordé sur 65 ans et à un faible taux d'intérêt, soit des conditions de remboursement très avantageuses.

⁹⁸ Sa capacité d'accueil pouvait atteindre 90 000 personnes au moins, 135 000 d'après un extrait d'un film d'actualité consacré à la construction de la nouvelle enceinte, présentée comme la plus grande d'Amérique du Sud. Voir AGN-DA, Tambor 994, C16.1.A, *Noticiero Argentino, Sucesos de las Américas*, Emelco, sans date.

⁹⁹ Hugo Gambini, *Historia del peronismo. El poder total 1943-1951*, op. cit.. Sur l'histoire et les fonctions de cet organisme, voir également nos chapitres I et II.

¹⁰⁰ Piscicelli est aussi mentionné dans Hector Palomino et Ariel Scher, *Fútbol : pasión de multitudes y de élites*, op. cit. p. 74, en tant que président de Racing. Par ailleurs, il est également secrétaire de la Cadcoa entre 1948 et 1950 et fait donc partie du cercle de dirigeants entourant Rodolfo Valenzuela. Mais nous n'avons trouvé aucune autre référence sur cette personnalité qui permette de confirmer qu'il a bien occupé cette double fonction pendant la période péroniste. Les archives de la *Comisión Nacional de Fomento al Deporte* sont pour l'instant introuvables. Cet exemple a le mérite de démontrer qu'il est fondamental, pour comprendre les dynamiques à l'œuvre sous le péronisme, de pouvoir étudier précisément la composition et le fonctionnement de ces organismes d'État, où se côtoyaient responsables politiques et représentants d'institutions privées. Sur ce point, voir notre chapitre II.

d'action des clubs. Ces derniers, au lieu d'être de simples récepteurs des bienfaits accordés selon le bon vouloir des autorités péronistes, auraient été bien plus à même de prendre l'initiative dans leurs rapports avec le gouvernement.

Si le Racing est souvent invoqué parce qu'il est considéré comme l'exemple le plus représentatif des effets de la politique sportive péroniste, il est loin d'avoir été le seul à recevoir des financements généreux, à nouer des liens avec des membres du gouvernement et à manifester sa gratitude à ses différents protecteurs. Cereijo d'ailleurs, n'est pas venu en aide qu'à son club de cœur. Le mécanisme de parrainage ou, si l'on préfère, de patronage, décrit par Palomino et Scher est semblable à celui qui guide les destinées de l'Afa, que nous avons évoqué auparavant¹⁰¹. C'est bien ce système généralisé de relations informelles entre monde politique et milieu sportif qui suscite l'ire et une condamnation catégorique de la part des enquêteurs de la Commission 49. L'étude détaillée des dossiers d'enquête consacrés à ces clubs qui auraient cherché à « profiter » de l'aide financière offerte par le gouvernement péroniste, sans se rendre compte qu'ils étaient ainsi instrumentalisés par le pouvoir, permet, d'une part, d'analyser les différentes stratégies, plus ou moins réussies, adoptées par les dirigeants sportifs pour se doter d'un intercesseur efficace, mais démontre également que ces pratiques sont loin d'être des nouveautés introduites par le péronisme dans la vie des clubs.

À l'instar du Racing, de nombreuses associations sportives ont vu certains de leurs adhérents atteindre de hautes fonctions dans l'administration péroniste. Ferro Carril Oeste, évoqué au début de ce chapitre, pouvait compter sur la présence dans ses rangs d'une personnalité tout aussi puissante que Cereijo, Atilio Renzi. Ancien chauffeur de Perón, secrétaire privé d'Evita et intendant de la résidence présidentielle, il faisait partie du cercle intime entourant le chef de l'État et sa femme. Comme Cereijo, il n'a jamais fait officiellement partie du comité de direction du club ni été élu à aucune fonction de direction. Tous deux, dans leurs institutions respectives, ont été récompensés symboliquement pour l'aide qu'ils ont apportée en étant désignés membres d'honneur (*socios honorarios*)¹⁰². Comment l'influence de Renzi s'est-elle alors exercée au sein de son club ? Pourquoi les enquêteurs de la Commission 49 le considèrent-ils comme l'un des responsables de la dégradation morale et économique de Ferro Carril Oeste ?

¹⁰¹ Voir le chapitre VII.

¹⁰² Concernant la désignation de Cereijo, consulter Jorge Luis Bernetti, « El Cilindro de Avellaneda : el estadio más peronista », *op. cit.*, p. 190. Dans le cas de Renzi, voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 103.654, lettre du comité de direction de Ferro Carril Oeste à la sous-commission d'enquête, Buenos Aires, 10 janvier 1956.

Renzi était apparemment un *socio* de longue date de ce club, installé depuis 1904 dans le quartier de Caballito, à l'ouest du centre-ville de Buenos Aires. Mais, il ne s'est guère impliqué de façon continue dans la vie du club, si l'on en croit les comptes-rendus de session du comité de direction, qui indiquent qu'il avait été rayé des listes des adhérents pour non versement de ses cotisations. Il n'est pleinement réintégré qu'en janvier 1948¹⁰³. Or, cela semble coïncider avec le projet des dirigeants de solliciter un prêt d'un montant de deux millions de pesos auprès du gouvernement. En effet, si les sources ne mentionnent pas de lien direct de cause à effet, on remarque que les démarches du club aboutissent en décembre 1949. En tenant compte du temps nécessaire pour formuler et adresser la demande, il est probable que celles-ci avaient commencé bien avant et il est fort possible que le retour de Renzi au sein du club en 1948 ne soit pas totalement fortuit. Avant même que le décret d'attribution du prêt ne soit publié, les dirigeants de Ferro Carril votent en novembre 1949 l'achat de deux médailles d'or d'une valeur de 1 000 pesos, destinées à être remises à Renzi et à Cereijo¹⁰⁴. Les investigateurs notent ironiquement que ces médailles ont « eu l'effet recherché¹⁰⁵ », puisqu'un mois plus tard, le club se voit accorder un prêt de 600 000 pesos. On peut plutôt penser que les dirigeants ont eu la confirmation officieuse que leur demande avait été acceptée et décidé, par anticipation, de remercier les deux principaux artisans de cette réussite. Une réussite qui peut sembler insuffisante à première vue, puisque la somme accordée est nettement inférieure à celle escomptée. Mais le dossier d'enquête nous apprend que ce premier emprunt a été élargi une première fois, à une date ultérieure non précisée, à 2,5 millions de pesos, avant d'être encore augmenté, en juin 1954, d'1,2 million de pesos¹⁰⁶.

L'utilisation de ce prêt nous renseigne sur les problèmes qu'affrontait un club comme Ferro Carril Oeste. S'il ne faisait pas partie des institutions les plus riches et les plus puissantes de la capitale, il s'agissait néanmoins d'un solide club professionnel, qui avait subi sa première relégation en seconde division entre 1946 et 1948. Dans un premier temps, les 600 000 pesos obtenus fin 1949 ont servi à lever une hypothèque qui pesait sur le terrain du club et à régler diverses dettes contractées pour acheter des joueurs. On a là un aperçu de la situation instable des finances d'un club professionnel, qui, sans l'aide

¹⁰³ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 103.654, extrait du compte-rendu de la réunion du comité de direction du 28 janvier 1948, cité dans le premier rapport de la sous-commission d'enquête intitulé « Impresiones de la Sub-Comisión Investigadora en el Club Ferrocarril Oeste », janvier 1956.

¹⁰⁴ *Ibid*, extrait du compte-rendu d'une réunion du comité de direction de novembre 1949, cité dans le rapport « Impresiones de la Sub-Comisión Investigadora en el Club Ferrocarril Oeste », janvier 1956.

¹⁰⁵ *Ibid* : « *surtieron el efecto buscado* ».

¹⁰⁶ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 103.654, lettre des dirigeants de Ferro Carril Oeste en réponse au questionnaire de la sous-commission d'enquête, Buenos Aires, 21 décembre 1955.

financière de l'État, peinerait à sortir de l'endettement chronique. Les 3,2 millions de pesos supplémentaires ont été destinés à des projets visant justement à consolider le patrimoine de l'institution et à améliorer ses équipements : acheter la parcelle sur laquelle le club avait installé son terrain de sports et construire un gymnase et une piscine¹⁰⁷. Ce n'est pas l'usage des fonds qui est mis en cause par les enquêteurs, mais bien l'erreur d'appréciation des dirigeants sportifs qui ne conçoivent pas cet emprunt comme un « prêt de la Communauté à l'Institution¹⁰⁸ », mais bien comme une faveur obtenue grâce à l'intervention personnelle d'Atilio Renzi, pour laquelle ils sont tenus de manifester leur reconnaissance. Dès lors,

L'« Amollissement » (« *Ablandamiento* ») était total, car aucune voix ne s'est élevée pour s'opposer à l'asservissement du comité de direction, qui, par l'intermédiaire de M. Renzi, s'exerçait depuis la Résidence Présidentielle¹⁰⁹.

C'est tout le fonctionnement du club qui est détourné, puisque « nous voyons décliner lentement dans ses fonctions spécifiques, l'autorité déléguée par les adhérents aux membres du comité de direction¹¹⁰. » Renzi prend en effet un certain nombre de décisions pour lesquelles il n'est en aucun cas habilité, étant donné son simple statut de *socio*. Sur ses indications, Ferro Carril Oeste engage un entraîneur péruvien, recrute des joueurs, installe un buste d'Eva Perón dans son hall d'entrée et prévoit de baptiser son futur gymnase du nom de la Première Dame. Plus grave encore, Atilio Renzi aurait activement participé au dévoiement de certains sports amateurs pratiqués au sein du club, en encourageant le « professionnalisme dissimulé¹¹¹ ». Cela concerne notamment des joueurs de pelote basque, inscrits comme amateurs auprès de la Cadcoa, mais qui perçoivent une indemnité mensuelle de 1 300 pesos chacun. Pour la sous-commission d'enquête, « par ce mot INDEMNITÉ [*viático*], on dissimule ce qui est un SALAIRE, perçu chaque mois par ces joueurs, étant donné qu'ils recevaient ces sommes, qu'ils jouent ou non¹¹². »

¹⁰⁷ *Ibid.*

¹⁰⁸ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 103.654, rapport « Impresiones de la Sub-Comisión Investigadora en el Club Ferrocarril Oeste », janvier 1956 : « *préstamo de la Comunidad a la Institución* ».

¹⁰⁹ *Ibid* : « *El "Ablandamiento" era total, pues no se escucha ninguna voz que se oponga al avasallamiento de la Comisión Directiva, que por medio del Sr. Renzi se hacía desde la Residencia Presidencial.* »

¹¹⁰ *Ibid* : « *Así, paulatinamente, vemos declinar en sus funciones específicas, la autoridad que los socios delegaron en los Señores miembros de la C.D.* »

¹¹¹ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 103.654, compte-rendu d'audition de l'ancien président de Ferro Carril Oeste, Francisco Codeglia, 24 janvier 1956 : « *profesionalismo encubierto* ».

¹¹² AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 103.654, commentaires de la sous-commission d'enquête sur l'audition de Francisco Codeglia, 24 janvier 1956 : « *Con la palabra VIÁTICO se disimula el*

L'équipe de basket-ball du club est aussi gagnée par ce phénomène. D'après l'audition d'un dirigeant, Luis Carlos Bottini, plusieurs joueurs touchaient des pensions et des dédommagements, allant de 150 à 500 pesos par mois, en fonction de leur assiduité, de leur ponctualité et de leur implication. Selon lui, « c'est à l'incitation de M. Atilio Renzi qu'on doit cette situation, parce qu'il avait l'ambition de mettre en place dans le club une puissante équipe, quitte à ce qu'elle soit pseudo amateur¹¹³. » Il déplore le préjudice subi par les joueurs, auxquels on a fait miroiter de fausses promesses qui ne se sont jamais concrétisées. Un autre dirigeant, membre de la sous-commission de basket-ball, Abraham Moisés Himelstein, apporte des précisions supplémentaires sur le sort de trois de ces joueurs. Renzi les aurait fait venir de Santa Fe pour qu'ils intègrent Ferro Carril Oeste, en leur garantissant qu'il leur trouverait un emploi et leur fournirait gratuitement un logement dans la capitale. L'idée de départ était de les installer dans une annexe du club, ce qui s'est révélé impossible puisque des joueurs de football venus de province y étaient déjà hébergés. Le club leur a alors trouvé une chambre dans un hôtel, mais a renoncé à cette solution bien trop onéreuse. Au moment de l'enquête, en janvier 1956, les joueurs sont logés, toujours aux frais de l'institution, dans une pension située à deux pâtés de maison de son terrain de sport.

De toutes les promesses faites à ces joueurs par M. Atilio Renzi et l'ancien comité de direction, seule la mutation du joueur Murillas, qui était employé au service des Routes à Santa Fe, à son équivalent à Buenos Aires, s'est concrétisée¹¹⁴.

En résumé, l'opération est un fiasco presque complet : Renzi a été incapable de tenir les engagements qu'il avait pris auprès des basketteurs de Santa Fe, et c'est Ferro Carril Oeste qui doit s'efforcer d'assurer leur survie dans la capitale. Comme ces sportifs ont renoncé à leur emploi ou dû attendre plusieurs mois avant d'obtenir leur transfert administratif, les dirigeants leur ont versé à chacun 500 pesos par mois en compensation. Leur situation est d'autant plus pressante que, depuis les élections du 4 décembre 1955, la

carácter de SUELDO que percibían estos jugadores mensualmente, ya que se les abonaban dichas sumas, actuasen o no. »

¹¹³ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 103.654, compte-rendu d'audition du dirigeant Luis Carlos Bottini, 4 février 1956 : « *A esta situación, se llegó a insinuación del Sr. Atilio Renzi, quien ambicionaba para el club, un cuadro poderoso aunque fuese pseudo amateur* ».

¹¹⁴ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 103.654, compte-rendu d'audition du dirigeant Abraham Moisés Himelstein, 2 février 1956 : « *De todas las promesas efectuadas por el Sr. Atilio Renzi y la ex Comisión Directiva a estos jugadores, sólo se concretó el pase del jugador Murillas que era empleado en Vialidad de Santa Fé, a la Capital Federal* ».

nouvelle direction du club leur en a suspendu le versement¹¹⁵. Pour les enquêteurs, le sort de ces athlètes est une illustration exemplaire des dérives provoquées par l'influence pernicieuse d'Atilio Renzi, qui a agi comme « tête de pont » du gouvernement au sein de Ferro Carril Oeste :

Dans ce sport, on ressent l'influence des « Faux Mécènes » et sous son emprise le joueur amateur a été perverti, en le faisant intégrer, au gré des circonstances, au professionnalisme.

Voilà le résultat des influences qui ont dominé les sports argentins¹¹⁶.

Les auteurs du rapport définitif dressent un bilan très négatif sur le club. Ils pointent du doigt notamment la présentation faussée des comptes qui laisse croire aux *socios* que le football professionnel rapporte de l'argent à l'institution, alors qu'il produit en réalité un déficit de plus de 800 000 pesos par an¹¹⁷. Ils en appellent à un contrôle strict de la part des autorités « afin de contenir et de mettre fin à ce mal qui afflige tous les CLUBS qui pratiquent ce sport [le football]¹¹⁸ ». Ils mettent aussi en exergue l'un des effets particulièrement pervers produits par les politiques péronistes en général, celui d'avoir attisé l'appât du gain chez les footballeurs professionnels. En effet, alors que Ferro Carril Oeste connaît une situation financière difficile, contrecoup des décisions prises à l'instigation d'Atilio Renzi pendant la période péroniste, celle-ci est « aggravée par les exigences disproportionnées des joueurs de football professionnel, auxquelles il est urgent de mettre énergiquement un frein, via les autorités correspondantes, si l'on ne veut pas mener à la ruine les institutions sportives¹¹⁹ ». Ce type de remarques se retrouve fréquemment sous la plume de différents enquêteurs, qui expriment par là leur profonde réprobation à l'égard des logiques inhérentes au football professionnel. Loin de l'idéal amateur caractérisé par le dévouement désintéressé des sportifs à leur équipe et à leur club, la professionnalisation a mis en place un véritable marché du travail, régi par les

¹¹⁵ *Ibid.*

¹¹⁶ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 103.654, commentaires de la sous-commission d'enquête sur l'audition de Francisco Codeglia, 24 janvier 1956 : « *En este deporte, se sintió la influencia de los "Falsos Mecenas" y a su influjo se pervirtió al jugador amateur, haciéndolo ingresar, por gravitación de las circunstancias, al profesionalismo. Ese es el saldo de las influencias que monopolizaron los deportes argentinos.* »

¹¹⁷ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 103.654, rapport « Impresiones de la Sub-Comisión Investigadora en el Club Ferrocarril Oeste », janvier 1956.

¹¹⁸ *Ibid.* : « *El control de la autoridad que corresponda, debe ser severo, para contener y anular este mal que aqueja a todos los CLUBES que practican dicho deporte.* »

¹¹⁹ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 103.654, rapport de la sous-commission d'enquête à la Commission 49, 15 avril 1956 : « *agudizada por las desmedidas exigencias de los jugadores de fútbol profesional a las que urge poner coto con toda energía, por intermedio de las autoridades pertinentes, si no se quiere llevar a la ruina a las instituciones deportivas.* »

règles de l'offre et de la demande. Les joueurs sont désormais des salariés qui cherchent à obtenir les conditions d'emploi les plus attractives possibles, quitte à changer régulièrement d'employeur – donc de club – ou à faire pression sur leurs patrons, les dirigeants sportifs. Les membres de la Commission 49 déplorent ouvertement cet état de choses et assimilent les footballeurs à des « mercenaires », uniquement guidés par la cupidité et un égoïsme irresponsable.

Ce type de comportements s'inscrit dans les « transgressions à la moralité sportive¹²⁰ », relevées lors des enquêtes, et qui sont imputées au climat général de déréliction sociale attribué au péronisme. Les membres de la sous-commission chargée du Club Atlético San Lorenzo de Almagro l'expriment sans ambages dans le rapport long de onze pages qu'ils consacrent à cette institution. Au cours de leurs investigations, ils sont contraints d'arbitrer un conflit qui a éclaté entre les dirigeants du club et le footballeur Enrique Guillermo Leguía en avril-mai 1955. Ce joueur refuse d'entrer sur le terrain parce qu'il est mécontent du poste qui lui a été attribué par l'entraîneur de l'équipe. Il exige par ailleurs le versement d'une prime de 100 000 pesos en échange du prolongement de son contrat pour deux ans. Des prétentions jugées excessives par les dirigeants, qui rappellent qu'il avait touché auparavant, lors de son recrutement en 1952, 60 000 pesos de prime et que son salaire mensuel avait été régulièrement augmenté, passant de 5 000 à 7 200 pesos en trois ans. Aussi est-il suspendu par le comité de direction pour non respect de son contrat et manquement à l'éthique sportive. La sous-commission organise une confrontation entre le joueur et les dirigeants fin décembre 1955, mais Leguía refuse de signer le procès-verbal officiel de la discussion. C'est seulement le 12 janvier 1956 qu'il s'y résout, sur les conseils de son oncle, responsable du FAA, le syndicat des footballeurs¹²¹. La sous-commission ne semble pas être parvenue à trouver un terrain d'entente entre les deux camps et a été particulièrement choquée par l'attitude du joueur incriminé :

Le naturel avec lequel le joueur Leguía a défendu sa position laisse entendre qu'il s'agissait d'un acte normal et licite. Il est facile d'en déduire, dans ce qui relève de la morale du sport, l'énorme distance qui existe entre les saines pratiques du véritable sportif et la façon dont l'interprètent certains professionnels¹²².

¹²⁰ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 103.652, rapport final de la sous-commission chargée du Club San Lorenzo de Almagro, 10 avril 1956 : « *Transgresiones a la moral deportiva* ». Il s'agit du titre de l'une des sous-parties du rapport.

¹²¹ AGN-AI, FNRP, CNI, Com.49, Caja 7, Expediente 103.652, note consacrée à l'affaire Leguía.

¹²² AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 103.652, rapport final de la sous-commission chargée du Club San Lorenzo de Almagro, 10 avril 1956 : « *La naturalidad con que el jugador Leguía*

Pour les enquêteurs, le cas de ce footballeur est emblématique des abus auxquels se livrent de plus en plus les joueurs professionnels, qui n'hésitent pas à « faire table rase des contrats¹²³ » passés avec les dirigeants et se livrent ainsi à une forme de « chantage¹²⁴ ». Ils invitent leurs collègues de la Commission 49 à recueillir les informations réunies dans les autres clubs sur ce type de problèmes et à réfléchir à des mesures pour

canaliser sur le plan moral et éthique une de ces nombreuses pratiques immorales qui n'ont pas d'autre origine que la prostitution et l'avilissement de tout ce qui entrait dans le rayon d'action du gouvernement renversé¹²⁵.

« Péronisation » volontaire ou logiques clientélistes ?

Si les agissements des sportifs professionnels sont particulièrement vilipendés, les délégués de la Commission 49 n'épargnent pas non plus les dirigeants, jugés aussi en grande partie responsables de la décadence économique et de la perte de valeurs à l'œuvre dans le monde sportif. C'est particulièrement sensible dans les conclusions de l'enquête menée au sein d'une autre institution évoquée en préambule de ce chapitre, le Quilmes Atlético Club. Fondé à la fin du XIX^e siècle par des résidents britanniques dans la ville de Quilmes, située à quelques kilomètres de la capitale, il est considéré comme une « ancienne et glorieuse institution¹²⁶ » du pays, mais qui a été plongée dans le « chaos économique¹²⁷ » par le péronisme. Le dossier que lui consacre la sous-commission est très complet, puisqu'il comprend des rapports détaillés pour chaque année de la vie du club à compter de 1945. Les investigateurs remarquent que dès cette date, la situation de l'association est délicate, comme en atteste la demande de subvention adressée par ses dirigeants à la municipalité de Quilmes. Ils ont alors la plus grande peine à payer leurs employés et à rembourser leurs dettes contractées auprès des banques. Néanmoins, les enquêteurs considèrent que « nous nous trouvons encore dans une période que nous

defendió su posición, hace pensar que realizaba un acto normal y lícito. Fácil es inferir, en lo que amoral del deporte se refiere (sic), la enorme distancia que media en la sana práctica del verdadero deportista y el modo como lo interpretan algunos profesionales. »

¹²³ *Ibid* : « hacer tabla rasa con contratos ».

¹²⁴ *Ibid* : « chantage ».

¹²⁵ *Ibid* : « el encauzamiento moral y ético de una de las tantas inmoralidades que no reconocen otro origen, que la prostitución y envilecimiento de todo cuanto entraba en la órbita de acción del gobierno depuesto. »

¹²⁶ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 103.740, rapport final de la sous-commission d'enquête chargée du Quilmes Atlético Club, 13 avril 1956 : « *vieja y gloriosa Institución* ». Le Quilmes Atlético Club est l'un des plus anciens clubs sportifs d'Argentine encore en activité.

¹²⁷ *Ibid* : « caos económico »

qualifierons de "normale"¹²⁸ ». En effet, malgré les contraintes économiques, « dans l'institution qui nous occupe, tout se déroule et se réalise à force de sacrifices, tant de la part des Dirigeants que des Associés¹²⁹. » Le football constitue, une fois de plus, la source principale de dépenses, bien que le club ne compte qu'une équipe amateur. La sous-commission note d'ailleurs que « les tentatives pour obtenir des prêts officiels¹³⁰ » commencent dès l'automne 1946, comme le prouve, selon elle, la demande d'entrevue adressée par les dirigeants au sénateur péroniste Diego Luis Molinari.

Cependant, le Quilmes Atlético Club présente une autre configuration si on le compare à Ferro Carril Oeste ou à Racing : l'institution se dote également d'un intermédiaire efficace, mais ses fonctions sont cette fois-ci clairement officialisées. Effectivement, d'après le rapport d'enquête, au milieu de l'année 1946, « "apparaît" dans la vie du club M. Jesús Castro¹³¹ ». L'emploi du verbe « apparaître » n'est pas innocent : les membres de la sous-commission l'ont choisi à dessein pour bien faire comprendre que cet individu surgit brusquement au sein du Quilmes Atlético Club, laissant ainsi entendre que cette apparition soudaine est aussi suspecte qu'intéressée. D'après eux, Castro se serait d'ailleurs « arrangé¹³² » pour produire un faux certificat attestant de sa longue présence au sein du club en tant que *socio*. Nous serions donc ici en présence d'un exemple éloquent d'« entrisme » au sein d'une organisation sportive, une stratégie qu'aurait encouragée le gouvernement péroniste afin de placer ses fidèles à la tête de diverses institutions et d'infiltrer ainsi progressivement le milieu sportif.

Jesús Castro semble en effet faire partie de ces « hommes nouveaux », arrivés en politique à l'issue de la victoire électorale de Perón et de son mouvement en 1946¹³³. Les enquêteurs constatent ainsi qu'au moment où il commence à être mentionné dans la documentation du club, il est alors intendant municipal de la ville de Quilmes et conseiller syndical (*asesor gremial*) au sein du gouvernement provincial de Buenos Aires, alors dirigé par le colonel Domingo Mercante. Castro est présenté comme un homme qui a

¹²⁸ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 103.740, rapport de la sous-commission sur l'année 1945, sans date : « *nos encontramos aún en la época que llamaremos de "normalidad"* ».

¹²⁹ *Ibid* : « *en la Institución que nos ocupa todo se desarrolla y se realiza a fuerza de sacrificios tanto de Directivos como de Asociados.* »

¹³⁰ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 103.740, rapport de la sous-commission sur l'année 1946, sans date : « *Ya comienzan los tanteos para obtener préstamos oficiales.* »

¹³¹ *Ibid* : « *"Aparece" Sr. Jesús Castro en la vida de la Institución.* »

¹³² *Ibid* : « *"arreglo"* ».

¹³³ Sur la composition du personnel politique dans la province de Buenos Aires et sur son renouvellement partiel, consulter Oscar H. Aelo, *El peronismo en la provincia de Buenos Aires, 1946-1955*, Caseros, Editorial de la Universidad Nacional de Tres de Febrero, 2012.

« des ambitions, mais aussi des relations¹³⁴. » Son intérêt pour le Quilmes Atlético Club s'inscrirait dans son projet de consolidation de sa position au sein de la scène politique locale. C'est du moins ce que supposent les responsables de l'enquête qui remarquent qu'« il ne fait pas de doute qu'être président de l'Institution la plus prestigieuse de la zone lui rapporterait des avantages¹³⁵. » Élu à la tête du club le 30 janvier 1947, Jesús Castro y reste pendant cinq ans. Sa gestion, aux yeux des enquêteurs, a été « désastreuse¹³⁶ » : c'est lui qui aurait mené le club au bord de la faillite. Néanmoins, si sa culpabilité ne fait aucun doute, il n'est pas le seul responsable :

Il convient de signaler clairement, M. le Président, pour qu'il ne subsiste aucun doute, que ces dirigeants « avides de succès » (« *exitistas* ») et « exhibitionnistes » ont été les principaux coupables de l'effondrement d'institutions prestigieuses et de tous ceux qui collaboraient directement ou indirectement avec eux. Quant aux adhérents des clubs, ces derniers, en général, sauf à de très rares exceptions, quand ils ont l'opportunité de s'exprimer, comme c'est le cas lors d'une Assemblée Annuelle Ordinaire ou Extraordinaire, se taisent, devenant ainsi les complices de cet état de fait. Des gens qui préfèrent le succès éphémère du football à une position solide et progressiste du Club¹³⁷.

Les dirigeants sportifs, en privilégiant les mesures à court terme, en se laissant séduire par les promesses d'hommes politiques arrivistes et peu scrupuleux, ont participé activement au processus d'endettement chronique qui met désormais leurs institutions en péril. Même les *socios* ont leur part de responsabilité, parce qu'ils ont laissé faire en silence et se sont contentés des retombées immédiates, mais ô combien fugaces, de ces décisions. Les enquêteurs sermonnent ici l'ensemble des acteurs du club, révélant par là la piètre estime qu'ils ont d'eux. Parallèlement, ils s'efforcent de noircir le bilan de la gestion de Jesús Castro, afin d'ouvrir les yeux aux dirigeants. En effet, sous son mandat, plusieurs avancées considérables ont été accomplies, qui peuvent expliquer pourquoi ce dernier a été réélu en 1949. Non seulement le Quilmes Atlético Club connaît une

¹³⁴ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 103.740, rapport de la sous-commission sur l'année 1947, sans date : « *además de ambiciones tiene relaciones* ».

¹³⁵ *Ibid* : « *Presidente de la Institución más prestigiosa de la zona, es indudable que ello le reportará sus ventajas.* »

¹³⁶ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 103.740, rapport final de la sous-commission d'enquête chargée du Quilmes Atlético Club, 13 avril 1956 : « *desastrosa* ».

¹³⁷ *Ibid* : « *Es preciso señalar con toda claridad señor Presidente, para que no haya dudas, que éstos dirigentes " exitistas" y " exhibicionistas" han sido los principales culpables del descalabro de prestigiosas Instituciones y de todos aquellos que directa o indirectamente colaboraron con ellos. A los asociados de los Clubes en general que, salvo rarísimas excepciones, cuando tienen la oportunidad de hablar, como lo es una Asamblea Anual Ordinaria, o Extraordinaria, callan, haciéndose así cómplices de ese estado de cosas. Gente que prefiere un éxito efímero del fútbol, a una posición sólida y progresista del Club.* »

remarquable phase d'augmentation de sa masse d'adhérents, dont le nombre passe de 3 773 à plus de 9 500 entre 1945 et 1950, mais surtout Castro parvient, grâce à son réseau de relations politiques, à obtenir un prêt gouvernemental de 750 000 pesos pour édifier un nouveau siège social. Dans la foulée, il réussit à consolider l'enracinement du club, qui détient désormais la possession pour trente ans (*posesión treintañal*) du terrain sur lequel il est implanté.

Ces deux succès auraient dû permettre de stabiliser la situation financière de l'institution. Mais, en 1950, l'équipe de football de Quilmes accède, pour la première fois de son histoire, au championnat de première division. Cette consécration, à laquelle aspirait la majorité des clubs de seconde division, est en réalité une victoire à double tranchant. Elle implique en effet de se conformer à une série de normes établies par l'Afa, en matière de sécurité, d'équipements, de cotisations et de primes. Les dépenses engendrées ont creusé encore plus le déficit budgétaire du club car la hausse du nombre d'adhérents ou de spectateurs ne suffisaient pas à les compenser. Pour les membres de la sous-commission, les dirigeants du Quilmes Atlético Club se sont montrés trop gourmands et trop pressés : ils n'avaient clairement pas les moyens de leurs ambitions. Malgré l'emprunt contracté auprès de la banque nationale, le club a échoué à rétablir l'équilibre dans ses comptes. Dans leurs conclusions, les enquêteurs dénoncent le jeu de dupes mis en place pendant la période péroniste entre les responsables sportifs et les responsables politiques :

Tous les dirigeants de cette époque, ceux dont les clubs étaient favorisés par l'octroi de prêts, avaient à l'esprit l'assurance absolue qu'ils contractaient une dette qui ne serait jamais payée, car ils savaient bien, comme le Gouvernement, que cette restitution était impossible, d'autant plus que le Gouvernement ne pouvait pas « se discréditer » par des exigences de ce type¹³⁸.

Les membres de la sous-commission s'indignent face à ce qu'ils considèrent comme un arrangement tacite entre péronistes et dirigeants sportifs, qui ont ainsi jeté l'argent public par les fenêtres pendant près de dix ans. Néanmoins, cette vision des choses est exagérée : de nombreux clubs ont respecté leurs engagements et se sont régulièrement acquittés des sommes qu'ils devaient. Les montants et les délais de paiement étaient tels cependant, que le remboursement complet s'étalait sur des décennies.

¹³⁸ *Ibid* : « Y lo que es más grave aún, estaba en el ánimo de todos los directivos de esa época, de los Clubes que se favorecían con préstamos, la seguridad absoluta, que era contraer una deuda que jamás se pagaría, pues tanto ellos como el Gobierno sabían bien que esa devolución era imposible, y más aún, que el Gobierno no podía "desprestigiarse" con intimaciones de esa naturaleza. »

D'autres clubs par contre, comme le Quilmes Atlético, se sont retrouvés en défaut de paiement et au bord de la faillite. Cela s'explique par une conjonction de facteurs qui se sont parfois cumulés : certains étaient déjà lourdement endettés avant l'arrivée au pouvoir du péronisme ; le contrecoup de la grève des footballeurs de 1948-1949 a provoqué une diminution des revenus pour d'autres. À cela on peut ajouter les effets de l'inflation, les prévisions erronées mais aussi les espoirs déçus quant à l'obtention de subventions ou de prêts plus élevés. Pour les représentants de la Commission 49, l'erreur majeure commise par les dirigeants sportifs est bien d'avoir excessivement, voire uniquement, compté sur l'aide matérielle du gouvernement, qui n'a pas toujours été à la hauteur des attentes.

Dans le cas du Quilmes Atlético Club, Jesús Castro est donc apparu comme un homme providentiel, celui par qui le secours pouvait arriver. Il aurait été élu dans ce seul but, celui d'obtenir, à tout prix, une aide du gouvernement. Il a certes répondu aux attentes des dirigeants, mais pour cela, il se serait livré à un marchandage indigne. En effet, selon les enquêteurs, avant de donner son accord, le ministre des Finances Cereijo aurait exigé que le club accepte de transférer certains de ses joueurs à Racing, le club favori du ministre¹³⁹. Suite à l'obtention du prêt en août 1949, Castro aurait dès lors encouragé la « fièvre d'hommages » aux personnalités du régime, Cereijo en premier lieu, et la « manie » de renommer les tournois et les trophées d'après leurs noms. Sous son mandat, le club aurait été ostensiblement mis au service du régime, puisqu'il accueille des matchs des Tournois Evita et que des photographies de Perón et de Mercante, tous deux désignés membres d'honneur de l'institution avec Eva Perón et Ramón Cereijo, décorent les murs du siège social. En 1951, le comité de direction adhère au nom du club à la réélection de Perón et au *Cabildo Abierto del Justicialismo* du 22 juin. En résumé, le désir des dirigeants et des *socios* de bénéficier du soutien financier gouvernemental les a poussés à élire un fervent péroniste à leur tête, qui a alors mis le club au service de la propagande politique du régime. Mais, en fin de compte, cette stratégie s'est avérée contre-productive : les difficultés économiques ont atteint un tel point en 1951 que des adhérents ont commencé à protester et à accuser Castro d'avoir ruiné l'institution. Alors que le club doit plusieurs mois de salaires à son personnel, son président est aussi une victime collatérale de la disgrâce qui frappe le gouverneur Mercante : ce dernier est progressivement écarté par Perón et mis au ban du parti péroniste, entraînant dans sa chute un grand nombre de

¹³⁹ Rapporté dans AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 103.740, rapport de la sous-commission sur l'année 1948, sans date. Des rumeurs, mentionnées dans le rapport annuel de 1952, accusent Cereijo d'avoir provoqué à dessein la relégation du Quilmes Atlético Club, pour s'assurer, là encore, du transfert de l'un de ses joueurs dans son club de prédilection. Bien qu'elle ait été considérable, il est peu probable que son influence soit allée jusqu'à truquer les résultats du championnat professionnel.

fonctionnaires et d'élus qui lui étaient associés¹⁴⁰. Castro, apparemment, en fait partie, puisqu'un journal local péroniste publie une série d'articles qui remettent en cause sa gestion. Après s'être un temps éloigné des affaires du club, il finit par présenter sa démission en 1952¹⁴¹.

Castro disparaît aussi soudainement de la vie du Quilmes Atlético qu'il y était « apparu ». Les enquêteurs notent avec satisfaction que suite à son départ, le nouveau comité de direction s'engage dans un programme d'austérité et de rétablissement des finances du club. C'est pour cette raison qu'ils ne réclament pas de sanctions contre l'institution dans son ensemble mais seulement contre Castro et les dirigeants en fonction sous son mandat. Par contre, ils concluent leur rapport par une série de recommandations pour remettre le milieu sportif dans le droit chemin. Il est assez ironique de constater qu'ils prônent différentes mesures qui reprennent directement le projet péroniste :

Il est nécessaire de diffuser dans les Clubs, auprès de leurs dirigeants, de leurs adhérents et de leurs sympathisants, la préoccupation officielle, pure et sincère, de conduire le sport de façon appropriée. Inculquer la décence et l'honnêteté dans les corps dirigeants. Créer une fois pour toutes un Secrétariat National du Sport, intimement lié et dépendant du Gouvernement National, comme d'autres Ministères. Que le dirigeant soit responsable de ce qu'il fait devant les autorités, et auprès de ses *socios*. Que le joueur de football ne soit pas un simple « mercenaire » qui exige, exige et exige toujours plus, sans que rien ne l'oblige à respecter ses engagements, contrairement à un ouvrier, un employé ou un fonctionnaire, qui sont responsables devant leurs patrons, les autorités et les gouvernements, et leurs propres organisations¹⁴².

Ce programme reflète des idées largement admises tant dans les milieux politiques que sportifs et répétées ou réclamées de longue date : comme leurs prédécesseurs

¹⁴⁰ Sur la mise à l'écart de Domingo Mercante et de ses partisans, voir César H. Aelo, *El peronismo en la provincia de Buenos Aires, 1946-1955*, op. cit. et Claudio Panella, « Domingo A. Mercante. Ascenso y caída del "corazón de Perón" », in Raanan Rein et Claudio Panella (comp.), *La segunda línea. Liderazgo peronista 1945-1955*, Buenos Aires, Eduntref-Pueblo Heredero, 2013, p. 215-242.

¹⁴¹ Voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 103.740, rapports de la sous-commission sur les années 1951 et 1952, sans date. Au moment de la campagne diffamatoire menée par le journal *Quilmes* contre Castro, les autres membres du comité de direction font bloc autour de lui et lui renouvellent publiquement leur confiance.

¹⁴² AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 103.740, rapport final de la sous-commission d'enquête chargée du Quilmes Atlético Club, 13 avril 1956 : « *Es necesario llevar a los Clubes, a sus dirigentes, asociados y simpatizantes la preocupación oficial, pura y sincera, de encausar el deporte por donde corresponde. Inculcar la decencia y la honradez en los cuerpos directivos. Crear de un avez por todas una Secretaría Nacional del Deporte, íntimamente ligada y dependiente del Gobierno Nacional, como otros Ministerios. Que el dirigente sea responsable de lo que hace ante las autoridades, y ante sus socios. Que el jugador de fútbol no sea un simple "mercenario" que pide, pide y pide, sin nada que lo obligue a cumplir como a un obrero, un empleado o un funcionario, que son responsables ante sus patrones, autoridades y Gobernantes, y sus propias organizaciones.* »

péronistes, les membres du gouvernement militaire estiment que le sport doit être pris en charge et encadré par l'État. Les athlètes et les dirigeants sportifs, tout en cherchant à préserver l'autonomie du champ sportif, ont aussi réclamé la création d'un secrétariat du Sport. Il est certain par contre qu'ils n'en attendent pas exactement la même chose que les responsables de la Révolution Libératrice. Même le discours aux accents moralisateurs sur la responsabilité des acteurs du milieu sportif et la condamnation du footballeur « mercenaire » font partie des lieux communs, repris et répétés avant, pendant et après la période péroniste, et ce, aussi bien par les journalistes et les supporters que par les hommes politiques et les dirigeants sportifs eux-mêmes¹⁴³. Ce qui frappe ici, c'est bien la pérennité de certains débats et enjeux au sein du sport, qui témoignent de logiques sportives spécifiques, qui s'expriment indépendamment du contexte politique.

Honorer ses protecteurs : geste politique ou habitus établi ?

Cette question de l'autonomie des logiques sportives est essentielle car elle nous invite à nous interroger sur les usages et les pratiques adoptées par les dirigeants des clubs, et surtout sur le sens qu'ils donnaient à celles-ci. Dans les différents dossiers d'enquête examinés jusqu'ici, c'est principalement la voix des enquêteurs qui est mise en avant : les rapports n'évoquent presque pas le point de vue des dirigeants. Suivant les clubs, mais peut-être aussi suivant les sous-commissions, on peut observer des différences de traitement, loin d'être anodines. Ainsi, les positions des dirigeants dont l'institution est lourdement endettée, signe incontestable pour les investigateurs d'une gestion financière erratique, semblent discréditées d'emblée. À l'inverse, plus un club démontre de la rigueur dans l'administration de ses comptes et de la bonne volonté à l'égard de la sous-commission, plus cette dernière se montre en retour tolérante et compréhensive. C'est particulièrement flagrant dans le cas du Club Atlético River Plate, qui a entretenu une relation très étroite avec le gouvernement péroniste. Comme le décrit Rodrigo Daskal, ces liens ont été mutuellement profitables : d'une part, le club a bénéficié au total d'un prêt de sept millions de pesos – cinq millions accordés en 1947, puis deux millions en 1951 – destinés à l'achat d'un terrain et à la construction d'un nouveau site sportif dans le quartier

¹⁴³ Voir par exemple les critiques formulées par certains dirigeants de Boca Juniors auditionnés par la sous-commission d'enquête : ils considèrent aussi que les joueurs sont exigeants et trop payés et critiquent la situation du football en général. Consulter AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.650/56 « Club Atlético Boca Juniors, informes y actuaciones realizadas en dicho club », procès-verbaux des auditions d'Emilio Leveratto, de José Bobliolo et de José Anselmo, entendus respectivement le 15 février, le 27 février et le 27 mars 1956.

de Congreso, dans le centre-ville de la capitale¹⁴⁴. D'autre part, les dirigeants de River ont constamment, et ostensiblement, soutenu la politique du régime. L'hebdomadaire *River*, publication spécialisée qui rendait compte des activités du club, a consacré plusieurs de ses Unes au chef de l'État et à la Première Dame, publié de nombreux articles élogieux et à partir de l'année 1947, reproduit dans ses pages des affiches, des publicités et des tableaux statistiques fournis par les services officiels de propagande¹⁴⁵. Par ailleurs, le club met son stade à la disposition des autorités lors de grandes manifestations sportives organisées sous la supervision d'organismes comme la FEP et la Cadcoa. Le *Monumental* accueille, entre autres, les matchs d'inauguration et les finales des Tournois Evita à partir de 1948, les éditions de la Fête de l'Éducation Physique, la cérémonie d'ouverture des Jeux Panaméricains en 1951, la rencontre entre la sélection nationale et l'équipe d'Angleterre en 1953. Le club est donc associé aux événements sportifs majeurs impulsés par le gouvernement. De fait, Perón, son épouse, mais aussi Ramón Cereijo ou encore Rodolfo Valenzuela, parmi bien d'autres personnalités de premier plan, fréquentent assidûment l'institution et sa tribune d'honneur. Ils reçoivent de la part des dirigeants de nombreuses marques d'hommages et des cadeaux.

La vie politique interne du club est dominée par la figure d'Antonio Vespucio Liberti, parfois identifié comme un « dirigeant-*caudillo* »¹⁴⁶. Effectivement, en 1943, il entame déjà son troisième mandat, et le plus long de sa carrière, puisqu'il reste en fonction jusqu'en 1952, date à laquelle il est nommé consul d'Argentine à Gênes, en Italie. Une désignation qu'il doit probablement à sa proximité avec les hauts responsables de l'Exécutif. Lui succède Enrique Pardo, son ancien vice-président : la collaboration fructueuse entre River et le gouvernement péroniste se poursuit sans accroc. Pourtant, River Plate n'est à aucun moment qualifié d'entité « servile » ni mis en cause pour avoir chanté les louanges du régime. L'enquête menée par la sous-commission en décembre 1955, sous la conduite de Julio Benavides, est d'ailleurs extrêmement rapide : il ne faut pas plus de dix jours aux enquêteurs pour rendre leur avis à la Commission 49. Comment expliquer qu'ils ne se soient pas attardés plus longuement sur le cas de cette institution, pourtant indéniablement « compromise » avec le péronisme ?

¹⁴⁴ Rodrigo Daskal, « Todos unidos triunfaremos : River Plate y el peronismo » in Raanan Rein (comp.), *La Cancha peronista*, op. cit. p. 168.

¹⁴⁵ *Idem*, p. 169-174.

¹⁴⁶ *Idem*, p. 98, note de bas de page n°98. Liberti avait déjà occupé par deux fois les fonctions de président du club, entre 1933 et 1935 puis de 1938 à 1940. Entre 1960 et 1967, il effectue son quatrième et dernier mandat. Il n'est pas le seul dirigeant sportif à être assimilé aux *caudillos*, c'est aussi le cas de José Amalfitani, qui a été président de Vélez Sarsfield de 1941 jusqu'à sa mort, en 1969, sans interruption. Voir Mariano Gruschetsky, « Don « Pepe » y Perón, ¿ un solo corazón ? El Club Atlético Vélez Sarsfield durante el primer peronismo », in Raanan Rein (comp.), *La Cancha peronista*, op. cit., p. 119-135.

Tout d'abord, les investigateurs constatent avec satisfaction que les dirigeants de River Plate sont tout disposés à coopérer de bonne grâce avec eux. Outre cette première impression favorable, ils louent la qualité et la rigueur dont ils ont fait preuve dans la tenue de leur comptabilité, dont la clarté leur a grandement facilité la tâche. Ils ne relèvent aucune irrégularité, bien au contraire, la gestion administrative a été « normale et efficace¹⁴⁷ ». Les dirigeants du club, contrairement à nombre de leurs homologues, sont parvenus à concilier « les exigences du football professionnel avec un vaste programme d'activités prévues pour un développement intensif de la culture mentale et physique, au bénéfice d'un important secteur de la population¹⁴⁸ ». Les fonds publics reçus n'ont donc pas été entièrement engloutis par le seul football, mais répartis dans différentes pratiques sportives, « répondant ainsi aux objectifs établis dans [l]es Statuts [du club]¹⁴⁹ ». Ce point est fondamental : River Plate n'a, selon les enquêteurs, jamais transgressé les dispositions prévues dans sa propre réglementation interne. C'est en cela qu'il se démarquerait des autres institutions incriminées.

Mais ce qui ressort tout particulièrement du dossier, c'est la capacité des dirigeants à se défendre et à justifier leurs actions. Ainsi, lorsqu'ils sont interrogés sur la distribution de 2 500 exemplaires de *La Razón de mi Vida*, effectuée au cours du mois de juillet 1952 lors d'une tournée en province de l'équipe de première division, ils présentent une explication convaincante aux enquêteurs. En premier lieu, ces livres n'ont pas été achetés avec l'argent du club mais ont été déposés en mars 1952 par deux personnes non identifiées, mais qui auraient été envoyées par la Cadcoa¹⁵⁰. Entre le 18 et le 23 juin suivant, un scandale éclate dans la ville de La Plata, autour du club Estudiantes : les dirigeants sont accusés d'avoir sciemment remis les exemplaires de l'autobiographie d'Eva Perón afin de ne pas les distribuer¹⁵¹. En quelques jours, le club passe sous le contrôle des autorités provinciales, puis de la CGT. Suite à cet événement, les responsables de River se seraient alors empressés de distribuer les volumes en leur possession, « pour parer à toute éventualité¹⁵² ». Par mesure de précaution, les dirigeants se sont donc en quelque sorte « débarrassés » précipitamment de ce cadeau empoisonné.

¹⁴⁷ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.649, note sur la comptabilité du club, sans date : « normal y eficiente ».

¹⁴⁸ *Ibid* : « las exigencias del fútbol profesional con un vasto programa de actividades para el desarrollo intensivo de la cultura física y mental, en beneficio de un importante sector de la población ».

¹⁴⁹ *Ibid* : « satisfaciendo así las finalidades establecidas en sus Estatutos. »

¹⁵⁰ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.649, note sur la distribution d'exemplaires de *La Razón de mi Vida*, sans date.

¹⁵¹ Jorge Troisi Melean, « Solo contra todos : Estudiantes de La Plata frente al peronismo », in Raanan Rein (comp.), *La Cancha peronista, op. cit.*, p. 157-158. Voir également *infra*.

¹⁵² AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.649, note sur la distribution d'exemplaires de *La Razón de mi Vida*, sans date : « para evitar ulterioridades ».

Leur version des faits semble assez plausible : ils ont effectivement fait très vite, en donnant à chaque fois 500 livres d'un coup. Les heureux bénéficiaires sont trois ligues provinciales de football, l'Utedyc et des *socios* de l'institution. L'explication semble avoir convaincu la sous-commission puisqu'elle est rapportée sans aucun commentaire dans son rapport final¹⁵³.

Les enquêteurs relèvent les nombreux hommages, cadeaux et distinctions accordés à différentes personnalités péronistes. Par exemple, entre 1944 et 1955, le général Edelmiro Farrell, son ministre des Relations Extérieures et du Culte, César Ameghino, Perón, Cereijo mais aussi le général Pistarini et le ministre des Transports, Juan Francisco Castro, ont été désignés membres d'honneur du club. Là encore, les dirigeants apportent des éclaircissements sur leurs agissements, reproduits dans le dossier :

EXPLICATION : Ce genre de désignations est envisagé dans les Statuts sociaux et l'association les a toujours accordées aux personnes qui ont, d'une façon ou d'une autre, collaboré ou prêté leur concours à la marche toujours ascendante de l'institution¹⁵⁴.

Cette pratique est donc considérée par les dirigeants comme normale : il est d'usage de témoigner de la reconnaissance aux personnalités publiques et politiques qui ont œuvré en faveur du club. Selon le rang et l'importance du bienfaiteur, ces marques de gratitude sont échelonnées et peuvent aller de la remise d'une médaille commémorative à l'inscription du nom sur une plaque de marbre installée dans le Grand Hall d'Honneur du stade, en passant par l'organisation de cérémonies, de banquets et, bien évidemment, la désignation comme *socio honorario*. Évidemment, les dirigeants ont tout intérêt, face aux enquêteurs, à banaliser ce genre de gestes et à leur ôter toute portée politique. Mais, cette réponse ne nous semble pas être un simple argument dicté par les circonstances. Les rapports établis entre les associations civiles, qu'elles soient sportives ou non, et les pouvoirs publics sont effectivement basés sur un principe de réciprocité, de don/contre-don, qui peut fonctionner indépendamment des prises de position politiques. L'octroi d'une subvention, d'un prêt ou d'une exemption d'impôts, bref de quelque avantage matériel ou disposition favorable que ce soit, implique une contrepartie symbolique. Cette dernière peut certes être exploitée ou instrumentalisée politiquement par le bénéficiaire,

¹⁵³ Voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.649, rapport final de la sous-commission, 27 avril 1956.

¹⁵⁴ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.649, note sur les hommages rendus aux personnalités péronistes, sans date : « ACLARACIÓN : Esta clase de designaciones está contemplada en el Estatuto social y la entidad les ha acordado siempre a aquellas personas que en una u otra forma colaboraron o prestaron su adhesión a la siempre ascendente marcha de la institución. Se adjunta nómina de los socios honorarios. »

mais on ne peut automatiquement en déduire une adhésion partisane de la part de l'institution qui a ainsi rendu grâce à son mécène. Ce type de pratique n'est pas propre non plus aux gouvernements autoritaires et dictatoriaux, il s'observe tout aussi bien dans les régimes démocratiques. Les institutions sportives, qui font de l'apolitisme un précepte directeur, tendent d'autant plus à concevoir ces usages comme de simples conventions sociales, totalement dépolitisées, et relevant avant tout du respect dû aux autorités et à ses illustres représentants, qu'il s'agisse du chef de l'État, de ministres, de fonctionnaires publics ou d'élus locaux. Ces derniers sont honorés non pour les idées politiques qu'ils défendent mais bien pour les décisions effectives qu'ils prennent et les réalisations concrètes qui en découlent et qui répondent aux besoins des dirigeants sportifs ou servent directement leurs intérêts.

La meilleure preuve de la déconnexion entre ces hommages rendus aux responsables politiques et l'appartenance politique nous est donnée par la réaction immédiate des dirigeants de River Plate au lendemain du coup d'État qui renverse Perón. L'hebdomadaire *River* change aussitôt de ton et dresse un portrait élogieux d'un ancien adhérent du club, le général León Bengoa, qui a participé au soulèvement et vient d'être nommé ministre de l'Armée¹⁵⁵. Dans la *Memoria y Balance* de l'année 1955, publiée après la chute du péronisme, le comité de direction ne fait plus aucune mention ni allusion au régime déchu¹⁵⁶. Le terrain pour enfants (*colonia infantil*), un projet initié en 1953, est inauguré à cette période. Les dirigeants renoncent alors à baptiser cette infrastructure du nom d'Eva Perón, comme c'était initialement prévu. On a ici un aperçu des facultés d'adaptation de l'ensemble des acteurs de l'institution, qui réorientent leurs discours et leurs attitudes en fonction des circonstances politiques. La Révolution Libératrice entraîne la mise à l'écart brutale et soudaine de la quasi-totalité des fonctionnaires et des édiles liés au péronisme et occupant des positions de pouvoir. Suite à ce bouleversement, le club doit sans plus tarder reconstituer ses réseaux, s'assurer de nouvelles voies d'accès privilégiées à l'appareil d'État, grâce à la présence parmi ses nombreux adhérents de personnalités liées au régime naissant. Opportunisme, inconséquence ou cynisme pur et simple ? Ou ce type de comportements n'est-il tout simplement pas le reflet du rapport ambigu entretenu de longue date par les institutions sportives avec le monde politique ? Rappelons que le milieu sportif se considère lui aussi comme un mouvement qui doit dépasser les divisions, l'esprit partisan et surtout les mesquines considérations politiques. Le sport « unit », le

¹⁵⁵ Rodrigo Daskal, « Todos unidos triunfaremos : River Plate y el peronismo » in Raanan Rein (comp.), *La Cancha peronista*, op. cit. p. 181.

¹⁵⁶ *Ibid.*

club est « une famille » : la seule priorité, pour les dirigeants et les *socios* d'une institution sportive, c'est de préserver celle-ci et d'œuvrer collectivement à son développement, non par égoïsme, mais au contraire par altruisme et par dévouement à l'ensemble de la communauté. Comme dans le cas des fédérations, les dirigeants conçoivent leur club comme une « Institution de bien public¹⁵⁷ », qui remplit une mission fondamentale, dont les « hautes finalités culturelles et sociales¹⁵⁸ » sont consignées dans ses statuts. C'est à ce titre que les associations sportives peuvent légitimement demander des financements publics. Les clubs se pensent, en fin de compte, comme des organismes associés à l'État, au service de l'intérêt général. En favorisant la pratique des sports et de l'éducation physique, ils contribuent activement à l'amélioration de l'état physique et sanitaire de la population, et tout particulièrement des enfants¹⁵⁹. Ils participent également à « l'exaltation du sentiment national¹⁶⁰ », en organisant régulièrement des cérémonies patriotiques auprès de leurs jeunes membres mais aussi à destination des enfants des écoles primaires¹⁶¹. En résumé, un club n'a pas pour seule vocation d'obtenir le meilleur palmarès, bien que les victoires sportives servent aussi la grandeur du pays : il se doit de contribuer, à son niveau, mais finalement au même titre que les services d'État, au progrès national.

C'est pour cela que quel que soit le parti au pouvoir et quelle que soit la nature du régime, un grand nombre de clubs, et surtout les plus importants du pays, s'efforceront de collaborer avec les autorités en place. Du moins tant que les intérêts supérieurs de l'institution ne seront pas menacés ou compromis. Or, si le péronisme a souvent répondu aux attentes de nombreux dirigeants, il a aussi suscité des craintes qui n'étaient pas sans fondements. La sous-commission chargée de River ne sanctionne pas le club, d'une part, parce que ses finances sont en ordre et qu'il a fait un usage jugé raisonnable des fonds qui lui ont été accordés, mais aussi parce que les explications des dirigeants lui semblent crédibles. Dans leurs conclusions, les enquêteurs font abstraction, du moins sur le papier, de la longue liste de personnalités politiques honorées par l'institution, qui inclut deux présidents conservateurs, le général Agustín P. Justo et Ramón Castillo, eux aussi

¹⁵⁷ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.649, rapport « Historial del Club Atlético River Plate, desde su fundación », sans date : « *Institución de bien público* ». Ce rapport reproduit le texte de la décision favorable rendue par la Comisión Nacional Honoraria de Fomento del Deporte le 21 août 1937, suite à la première demande de prêt adressée par le club River Plate au gouvernement, sous le mandat du général Agustín Pedro Justo.

¹⁵⁸ *Ibid* : « *altos fines culturales y sociales* ».

¹⁵⁹ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.649, note sur la Division de Cadets du club et note « *Colaboración con los poderes públicos* », sans date.

¹⁶⁰ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.649, note « *Actos Patrióticos* », sans date : « *exaltar la nacionalidad* ».

¹⁶¹ *Ibid*.

remerciés pour l'aide qu'ils ont apportée au club. Bien que cette liste atteste de l'ancienneté et de la continuité de cette pratique, les membres de la sous-commission estiment que les hommages rendus au couple Perón « n'ont pas eu d'autre but que d'éviter l'intervention spéciale dans le club (que ce soit en imposant des candidats officiels, des interventions comptables, etc, des mesures légales en apparence que la dictature avait l'habitude d'utiliser) à des fins politiques¹⁶². »

Mais bien plus que ces formes d'ingérences partielles, c'est la prise de contrôle arbitraire du club par les autorités et la mise à l'écart des dirigeants qui est la mesure la plus redoutée. Cette menace qui planait devient brusquement concrète suite à l'*intervención* subie par Estudiantes de La Plata en 1952. Cette décision a des répercussions dans les autres clubs et engendre des inquiétudes accrues chez les dirigeants sportifs, qui évoquent à maintes reprises ce cas extrême face aux enquêteurs. Ce dernier permet de justifier leur attitude à l'égard du régime péroniste, y compris *a posteriori*. Leurs efforts pour s'attirer les bonnes grâces du pouvoir n'étaient pas inutiles, les risques de dépossession du club étaient réels et il était d'autant plus crucial de chercher à s'en prémunir. Il convient dès lors de s'interroger sur les raisons et les motivations de ces expropriations dans les clubs : pourquoi certaines institutions ont-elles été victimes de sanctions aussi radicales de la part du gouvernement péroniste, qui forment un contraste criant avec les principaux axes de sa politique sportive ?

DES INSTITUTIONS VICTIMES DE PERSÉCUTIONS ? LE CAS DES CLUBS *INTERVENIDOS*

La mise sous tutelle des clubs : une pratique dénoncée par l'opposition

Dans l'état actuel des recherches menées sur l'histoire des associations sportives sous le péronisme, il est très difficile d'évaluer le nombre de clubs qui ont été mis sous tutelle par le gouvernement entre 1946 et 1955. Concernant ce dernier groupe d'institutions, les archives de la Commission 49 ne sont pas d'un grand secours : aucun dossier, ni aucun rapport, n'est consacré spécifiquement à une entité passée sous le contrôle des autorités péronistes. Néanmoins, comme nous l'avons déjà exposé précédemment, plusieurs cas apparaissent ponctuellement et permettent de constater, en

¹⁶² AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.649, rapport final de la sous-commission, 27 avril 1956 : « *no han tenido otro fin que evitar la intervención especial en el Club (ya sea por la imposición de candidatos oficiales, intervenciones contables, etc, medidas que con visos de legalidad acostumbraba a usar la dictadura) para sus fines políticos.* »

premier lieu, que différents milieux sportifs ont été touchés par ce phénomène¹⁶³. Par ailleurs, trois projets de résolution présentés au Congrès argentin, respectivement en mai, juin et juillet 1955, par des députés radicaux, intégrant le minuscule groupe d'opposition composé seulement de 12 membres face aux 161 élus péronistes¹⁶⁴, ont été conservés dans le fonds de la Commission 49¹⁶⁵. Le premier d'entre eux, présenté par Carlos Humberto Perette et Teodoro Marco, consiste justement en une demande d'informations adressée au Pouvoir Exécutif sur le problème des expropriations (*intervenciones*) d'entités sportives et culturelles du pays :

RESTITUTION DE BIENS AUX INSTITUTIONS DÉPOUILLÉES

L'Honorable Chambre des Députés de la Nation résout

De s'adresser au P.E. afin qu'il rende compte des points suivants :

1°) Si le P.E. poursuit sa politique de maintenir sous son contrôle de prestigieuses institutions sportives et culturelles du pays, de les priver de leurs biens et de les empêcher de fonctionner librement

2°) Pour quelle raison le P[ouvoir] E[xécutif] National n'a toujours pas entrepris le plan de « constructions de Clubs Sportifs dans tout le pays », comme il l'a annoncé alors que pendant ce temps il prive de prestigieuses institutions sportives argentines de leurs installations, comme dans le cas discrétionnaire et inconstitutionnel du Club Atlético Estudiantes de Paraná, qui a déterminé l'action légitime pour inconstitutionnalité approuvée par les plus prestigieux avocats du barreau de Paraná et qui a encouru les protestations de la majorité des adhérents et des secteurs sociaux les plus divers d'Entre Ríos¹⁶⁶.

¹⁶³ Voir les chapitres V et VI. On ne trouve aucun dossier dans les archives de la Commission 49 sur le club Estudiantes de La Plata.

¹⁶⁴ Informations tirées de Centro de Estudios de Historia Política, « La conformación de la Cámara de Diputados a partir de las elecciones legislativas de 1955 » [En ligne] http://www.unsam.edu.ar/escuelas/politica/centro_historia_politica/materiales/Conformaci%C3%B3n%20de%20la%20C%C3%A1mara%20de%20Diputados%201946-1955/Conformaci%C3%B3n%20C%C3%A1mara%20de%20Diputados%20-%20Elecciones%201954.pdf (consulté le 18 janvier 2016).

¹⁶⁵ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 361 : « Perette, Marco, Allende y Ferrer Zanchi/ Tres proyectos de resolución solicitando al P.E. informes sobre intervenciones a entidades deportivas, beneficios otorgados a la UES y otros ». Le second dossier porte sur l'UES et le dernier sur l'Asociación Integral Estudiantil.

¹⁶⁶ *Ibid* : « RESTITUCION DE BIENES A INSTITUCIONES DESPOJADAS : La Honorable Cámara de Diputados de la Nación resuelve/ Dirigirse al P.E. para que informe sobre los siguientes puntos : 1°) Si el P.E. prosigue en su política de mantener intervenida a prestigiosas entidades deportivas y culturales del país y despojados además de sus bienes e impedidos de su libre funcionamiento. 2°) Por qué razón el P.E. Nacional no ha proyectado aún el plan " de construcciones de Club Deportivos en todo el país", como lo ha anunciado y mientras tanto se despoja de sus instalaciones a prestigiosas entidades deportivas argentina, como en el caso discrecional e inconstitucional del Club Atlético Estudiantes de Paraná, que ha determinado la legítima acción de inconstitucionalidad promovida por los más prestigiosos letrados del foro de Paraná y que ha merecido el reclamo de la mayoría de los asociados y de los más diversos sectores sociales de Entre Ríos. »

Le court texte de ce projet de résolution nous apprend que la saisie d'institutions sportives a été, au moins en 1955, un sujet de préoccupations pour les députés de l'opposition. Il nous montre également que les *intervenciones* pouvaient avoir lieu dans des clubs de province éloignés de la capitale et du centre du pouvoir national. Malheureusement, il ne contient aucune précision sur les événements qui se sont produits dans le cas qu'il cite. Il peut sembler étonnant que ses auteurs ne fassent d'ailleurs référence qu'à un seul exemple, le Club Atlético Estudiantes de Paraná. Mais ce dernier tient particulièrement à cœur à Carlos H. Perette, qui est originaire de la ville de Paraná, dans la province d'Entre Ríos. Non seulement il est le représentant à la Chambre de cette circonscription mais il fait partie des *socios* de ce club et a même joué dans son équipe de football, en première division. Son frère, Francisco Perette, un autre dirigeant radical provincial, était le président de la Ligue du Paraná de Football (*Liga Paranense de Fútbol*) depuis 1942 : on peut supposer qu'il fut rapidement mis au courant de la situation du club¹⁶⁷. L'autre intérêt de ce document est qu'il pointe explicitement les contradictions apparentes de la politique péroniste, qui prône la multiplication d'organismes sportifs à l'échelle nationale tout en procédant à la « spoliation¹⁶⁸ » d'institutions déjà existantes et à la suspension de leurs activités.

Mais comme nous l'avons vu avec les exemples du Cuba et des clubs de tennis de la capitale, l'*intervención* est loin d'entrer en contradiction avec la politique sociale du gouvernement : bien au contraire, elle s'inscrit dans la volonté des autorités péronistes de garantir l'accès libre à des infrastructures sportives installées sur des terrains de propriété publique, qui étaient jusque-là réservées aux seuls membres d'institutions privées qui les ont obtenus en concession. Parallèlement, l'objectif recherché était aussi de diversifier l'offre de pratiques sportives pour les classes populaires urbaines et de mettre fin à la tradition élitiste de certains sports, comme le tennis. L'expropriation et la prise de contrôle de ces institutions permettaient aussi d'étendre la prise en charge des activités physiques et de loisir par les pouvoirs publics, qu'il s'agisse de l'administration municipale, provinciale ou nationale, au lieu de la laisser aux mains d'organismes privés. À partir de 1952-1953 et de la création de l'UES, il est certain que le gouvernement tente de rivaliser avec les clubs en matière d'encadrement de la jeunesse et aspire notamment à remplacer les organisations universitaires qui sont lui presque unanimement hostiles. Dans ce contexte,

¹⁶⁷ Francisco Perette conserva son poste à la tête de la *Liga Paranense* jusqu'en 1992. Entre 1965 et 1966, il est élu président de l'Afa ; son successeur n'est autre que Valentín Suárez ! Consulter Pablo Rocchi, « "Don Pancho", una visión siempre redonda », *Análisis Digital*, 28 septembre 2006 [En ligne] <http://www.analisisdigital.com.ar/noticias.php?ed=724&di=1&no=44276> (consulté le 18 février 2016).

¹⁶⁸ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 6, Expediente 361: « *instituciones despojadas* ».

la cession des terrains occupés auparavant par le Cuba à la branche masculine de l'UES est hautement symbolique : le club universitaire sanctionné parce qu'il a refusé de diminuer le montant de ses cotisations d'entrée, opérant par là une sélection de ses adhérents selon des critères socio-économiques, est remplacé par la nouvelle institution étudiante et sportive forgée par le péronisme, et en principe ouverte à tous. De fait, le gouvernement a concrètement mis fin à une situation d'injustice sociale et corrigé les abus perpétrés par des secteurs privilégiés, en rendant ces espaces à l'ensemble de la collectivité.

L' intervención, une mesure de représailles contre les dissidents politiques ?

Dans ces cas précis, l'*intervención* est une mesure, certes extrême, mais qui ne s'écarte pas des axes fondamentaux de la politique sportive péroniste, qui est toujours envisagée, rappelons-le, dans le cadre plus général du programme social gouvernemental, inspiré par les principes de la doctrine justicialiste. L'*intervención* est conçue comme une réparation, une restitution de biens publics, accaparés par l'oligarchie, au peuple. Du moins, c'est ainsi qu'elle est présentée par les autorités péronistes. Cependant, la prise de contrôle des clubs répondait aussi à d'autres motivations, comme le démontrent les cas des clubs Huracán et Estudiantes de La Plata¹⁶⁹. Les vicissitudes expérimentées par le premier sont dues avant tout à l'activité politique et au profil singulier du lieutenant-colonel Tomás Adolfo Ducó. Cet officier d'infanterie, passé par le Colegio Militar de la Nación, fut, comme Perón, l'un des membres fondateurs du GOU et l'un des artisans du coup d'État du 4 juin 1943. Rappelons que suite à la prise de pouvoir de la junte, le président en exercice de l'Afa, le fils du président de la République Ramón Castillo, fut écarté au profit du général Eduardo Ávalos et que Tomás Ducó devint alors vice-président de la fédération de football. Ce dernier était un dirigeant sportif déjà expérimenté puisqu'il était à la tête du Club Atlético Huracán depuis 1938¹⁷⁰. Sa gestion s'était avérée profitable pour le club puisqu'à partir de 1939, les dirigeants entreprirent l'acquisition d'un terrain dans le

¹⁶⁹ D'après Raanan Rein, le Club Atlético Atlanta aurait lui aussi subi une *intervención* entre novembre 1948 et avril 1951. Néanmoins, il reste très évasif sur les circonstances précises et n'indique pas les raisons qui ont motivé cette prise de contrôle temporaire. Le dossier d'enquête de la Commission 49 ne fait aucune allusion à cet événement. Consulter Raanan Rein, *Fútbol, Jews and the Making of Argentina*, Stanford, Stanford University Press, 2015, Chapitre V « In the Shadow of Peronism », p. 91-111 ; son article « Bohemios y justicialistas : El Club Atlético Atlanta » in Raanan Rein (comp.), *La Cancha peronista, op. cit.*, p. 211 ainsi que AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.743 « Atlanta Club Atlético/ Actuaciones e informe practicado en la investigación realizada en dicho club ».

¹⁷⁰ Ducó est aussi nommé président de la Ligue Argentine de Basket-ball (*Liga Argentina de Basket-Ball*) en 1943.

quartier de Parque Patricios, au sud de Buenos Aires, afin d'y construire un stade flambant neuf. Grâce à la loi 12.345 de 1937, ils obtiennent aisément un prêt du gouvernement conservateur de 700 000 pesos, qui permet d'initier les travaux. Ces derniers s'étalèrent sur plusieurs années et ne purent être achevés que grâce à l'octroi d'un second prêt, d'1,5 million de pesos cette fois, accordé en 1941¹⁷¹.

Ducó, qui occupait différentes fonctions au sein du gouvernement militaire, se retrouva au cœur des luttes intestines qui divisèrent la junte. Partisan du général Pedro Ramírez qui fut écarté du pouvoir le 24 février 1944, il prit part à la tentative de soulèvement contre Farrell et Perón, les nouveaux hommes forts du régime. Cette dernière se solda par un échec et Ducó fut alors emprisonné durant un an dans l'île de Martín García. Dans ses circonstances, il perd les fonctions qu'il exerçait au sein de l'Afa et d'Huracán. En raison de l'absence de sources et du manque d'études approfondies sur ce club, la reconstitution précise des événements qui ont suivi la disgrâce de Ducó s'avère délicate. Cependant, d'après Palomino et Scher, en juin 1946, le gouvernement péroniste aurait décrété la mise sous tutelle d'Huracán¹⁷². Cette *intervención* serait une conséquence directe de la rébellion de Ducó de 1944. Dès lors, le comité du club est suspendu et remplacé par des *interventores* : l'inspecteur judiciaire national Salvador José Codo puis le colonel Ernesto Villaroel Puch¹⁷³. Mais cette situation ne dure pas, puisqu'au cours de l'année 1947, des élections sont organisées. Le nouveau comité de direction est composé de dirigeants issus de la faction soutenue par Ducó. Dès 1948, l'ancien adversaire de Perón retrouve son poste de président de l'institution : l'*intervención* n'a donc été que temporaire et n'a pas signifié une rupture profonde dans la vie politique interne du club.

Si l'on en croit le dossier d'enquête de la Commission 49 consacré à Huracán, les différends qui ont pu exister entre Ducó et Perón disparaissent complètement ou, du moins, n'ont pas d'incidence majeure sur les destinées du club. Huracán n'a pas été exclu de la politique financière généreuse du régime, puisqu'il se voit régulièrement attribuer des prêts gouvernementaux : 1,3 million de pesos en 1945, puis 1,5 million en 1947 et enfin, 2 millions de pesos en 1951¹⁷⁴. Le 10 novembre 1949, les dirigeants inaugurent en grande pompe leur nouvelle enceinte, surnommée *El Palacio*. Si le club n'a apporté

¹⁷¹ D'après la page dédiée au stade sur le site officiel du club : <https://cahuracan.com/estadio-tomas-a-duco/> Depuis 1967, le stade a été officiellement baptisé « Tomás Adolfo Ducó » en l'honneur de l'ancien dirigeant.

¹⁷² Héctor Palomino et Ariel Scher, *Fútbol, pasión de multitudes y de élites*, op.cit, p. 74.

¹⁷³ *Ibid*, complété par les informations tirées de Luis Carlos Ruiz, « Estadio "El Palacio" Tomás Adolfo Ducó », *huracanysugente* [En ligne] : <http://www.huracanysugente.com.ar/Estadio.htm> (consulté le 7 novembre 2016).

¹⁷⁴ D'après AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 9, Expediente 103.653, note sur les finances du club Huracán, sans date.

aucune contribution à la FEP, hormis celles prescrites par les résolutions de l'Afa et par la législation en vigueur, ni acheté ou distribué d'exemplaires de l'autobiographie de la Première Dame, il a néanmoins rendu divers hommages à de nombreuses personnalités politiques. La liste des *socios honorarios* présentée par l'institution confirme les observations que nous avons formulées précédemment au sujet de River. Elle inclut en effet toutes les personnes désignées depuis 1942 : on peut aisément constater que les hauts dignitaires péronistes récompensés pour les services qu'ils ont rendus au club ont été précédés par d'éminentes figures du régime conservateur. Outre Ramón Castillo et son fils, Carlos A. Acevedo, alors ministre des Finances en exercice en 1943, Salvador Oría, ministre des Travaux Publics, Agustín Rodríguez Araya, député national, ont tous reçu cette distinction de la part d'Huracán. Entre 1944 et 1945, sous la junte militaire, le chef de l'État, le général Pedro Ramírez et le président de l'Afa, le général Ávalos, sont à leur tour honorés par le club. Quelques mois avant l'*intervención*, en janvier 1946, les dirigeants nomment parmi leurs membres d'honneur le général Juan Pistarini, ministre des Travaux Publics et César Ameghino, l'ancien ministre des Finances puis des Relations Extérieures du gouvernement Farrell, aux côtés de Tomás Ducó. Étant donné les récents démêlés entre ce dernier et Perón, ce geste a-t-il été mal perçu par Perón et son entourage ? A-t-il servi d'élément déclencheur à la prise de contrôle du club, qui coïncide avec l'entrée en fonction du nouveau gouvernement péroniste ? Faute de documentation disponible, il est impossible de le savoir. On remarque néanmoins que pendant tout le temps qu'a duré l'*intervención*, il n'y a plus aucune nomination de *socios honorarios*. Elles reprennent le 14 janvier 1949, quand les dirigeants désignent neuf personnes d'un coup, et pas des moindres : Perón lui-même, Eva Perón, le vice-président de la République argentine, Hortensio Quijano, mais aussi les ministres Ramón Cereijo, Ángel Borlenghi, Juan Atilio Bramuglia, l'intendant de la ville de Buenos Aires, Emilio Siri et enfin, l'*ex-interventor*, le colonel Villaroel Puch. La dernière personnalité mentionnée dans cette liste est le général de brigade Oscar Augusto Uriondo, nommé en juin 1952¹⁷⁵.

Comme on le voit, les marques de considération accordées aux hauts responsables politiques ne surgissent pas brusquement avec le péronisme. Au contraire, il s'agit bien d'une pratique déjà ancrée dans ce club et qui semble, au vu des fonctions occupées par les différents bénéficiaires, étroitement corrélée aux nécessités de l'institution et de ses dirigeants, alors en pleines démarches pour récolter des fonds et édifier un nouveau stade. La seule particularité notable tient au nombre de personnalités honorées qui semble plus

¹⁷⁵ Consulter AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 9, Expediente 103.653, liste des membres d'honneur (*socios honorarios*) désignés par le comité de direction d'Huracán 1942-1955, sans date.

important sous le péronisme, mais qui est peut-être due aussi à l'implication majeure de différents services et ministères dans le traitement des questions sportives.

Par contre, le club se livre à une forme inédite de participation à la propagande gouvernementale, qui interpelle fortement les enquêteurs de la Commission 49. En effet, à partir d'avril-mai 1955, la tour qui domine le stade est ornée de l'inscription en lettres majuscules « Perón soutient le sport » (*Perón apoya al deporte*), peintes en rouge sur fond blanc¹⁷⁶. Ce n'est que le 14 octobre 1955 qu'elle est finalement effacée, le contexte politique ne se prêtant plus guère à une publicité de ce genre. Le 20 janvier 1956, le président d'Huracán, Oscar Vignone, en explique les origines dans une lettre adressée à la sous-commission. Au printemps 1955, les dirigeants du club s'efforçaient alors d'obtenir l'ordre de paiement pour le prêt de deux millions de pesos qui leur avait été alloué plusieurs années auparavant. Au ministère des Finances, on leur aurait alors fait « quelques suggestions qui sous-entendaient qu'Huracán devait démontrer, d'une façon ou d'une autre, son adhésion au régime¹⁷⁷ ». Dans sa missive, Vignone tente, sans grand succès doit-on admettre, de minimiser la portée de l'inscription et la responsabilité des dirigeants :

Malgré cette suggestion, le Club, totalement étranger à toute question de nature politique ou partisane, s'est contenté de prendre pour seule disposition l'inscription d'une légende sur la tour du Stade, pour pouvoir ainsi poursuivre les démarches concernant le versement du prêt¹⁷⁸

Le slogan péroniste affiché sur la façade du stade ne serait donc pas le reflet d'une véritable volonté prosélyte de la part des dirigeants mais bien une décision imposée par les circonstances et le besoin pressant de toucher enfin les fonds promis depuis longtemps. Huracán, bien qu'il fasse partie des clubs les plus prestigieux de la capitale, connaît, comme nombre de ses homologues, un endettement chronique et un déficit abyssal¹⁷⁹. La

¹⁷⁶ Le rouge et le blanc sont les deux couleurs du club. Les dirigeants de Boca Juniors auraient eu, eux aussi, le projet d'exposer trois grands panneaux sur leur stade, avec l'inscription : « Les travaux d'agrandissement du stade sont réalisés grâce au soutien du Gouvernement Supérieur de la Nation. PERÓN TIEN PAROLE. ». Voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.650/56, copie d'un extrait tiré du *Libro de Actas* du club Boca Juniors, daté du 20 avril 1951 : « *Las obras de ampliación del estadio se hacen con el apoyo del Superior Gobierno de la Nación. PERÓN CUMPLE.* »

¹⁷⁷ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 9, Expediente 103.653, lettre d'Oscar Vignone à la sous-commission, Buenos Aires, 20 janvier 1956 : « *se nos hizo algunas sugerencias en el sentido de que Huracán debía demostrar en alguna forma su adhesión hacia el régimen depuesto.* »

¹⁷⁸ *Ibid* : « *No obstante esa sugerencia, el Club ajeno totalmente a toda cuestión de índole política o partidaria, se limitó a disponer solamente la inscripción de una leyenda en la torre del Estadio, para así poder proseguir las gestiones para obtener el cobro por parte del Banco, del referido préstamo.* »

¹⁷⁹ Huracán est parfois surnommé le « Sixième Grand », parce qu'il a manqué de peu de faire partie du groupe des cinq grands clubs de la capitale. Ce serait notamment sous l'influence de Ducó lors de sa vice-

sous-commission estime que l'institution a perdu, entre 1945 et 1955, plus de huit millions de pesos¹⁸⁰. En outre, au moment de l'enquête, Huracán n'avait presque rien remboursé des lourds emprunts contractés auprès de la Banque nationale. Sa situation financière est donc particulièrement critique, ce qui n'empêche pas la Commission 49 de disculper entièrement l'institution. Elle ne relève aucune irrégularité ni motif de sanction et considère que les difficultés économiques sont « le produit de circonstances diverses qui seront analysées dans un autre dossier consacré au football en général¹⁸¹ ». Plus surprenant encore, les enquêteurs ont eu « l'impression qu'au cours de ces dernières années, a existé un climat de résistance aux avancées de la politique dictatoriale menée par le titulaire de l'Exécutif¹⁸². » Effectivement, après 1952, les désignations honorifiques dont ont bénéficié plusieurs hauts fonctionnaires péronistes semblent avoir cessé, tout comme les demandes de fonds publics. Or, entre 1952 et 1954, le club est, une fois de plus, présidé par le colonel Ducó¹⁸³. Serait-ce le signe d'un nouvel éloignement entre ce dernier et l'administration péroniste, après une brève période de rapprochement ? La sous-commission note, d'autre part, que depuis le 10 avril 1955, les membres du comité de direction du club appartiennent à la faction « Círculo Arriba Huracán », dont faisait aussi partie Tomás Ducó. Ils remplacent les dirigeants précédents, dont Vignone, issus quant à eux du groupe rival « Jorge Newbery ». C'est peut-être un indice de l'identification de la mouvance entourant Ducó avec l'antipéronisme. Ce nouveau comité de direction a par ailleurs prêté son concours à la sous-commission tout au long des investigations. Or, on remarque parmi ces dirigeants récemment élus, la présence de plusieurs militaires, des officiers de la Marine pour la plupart. Faut-il en déduire une relative proximité entre ces derniers et les envoyés de la Commission 49, susceptible de les inciter à faire preuve de mansuétude à l'égard de l'institution ?

Si l'exemple d'Huracán laisse encore de nombreuses questions sans réponses, il montre néanmoins que les motivations des *intervenciones* dans les clubs pouvaient être liées aux rivalités personnelles existant au sommet de l'État. Les querelles politiques

présidence à l'AFA qu'Independiente et Huracán auraient intégré le cercle des grands clubs, qui disposaient de trois votes au lieu de deux pour les « petits » au sein du comité de direction. Voir Héctor Palomino et Ariel Scher, *Fútbol : pasión de multitudes y de élites*, op. cit., p. 51-52.

¹⁸⁰ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 9, Expediente 103.653, note sur la comptabilité du club, sans date.

¹⁸¹ AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 9, Expediente 103.653, résolution finale de la Commission 49, 20 août 1956 : « *producto de diversas circunstancias que serán analizadas en otro expediente al referirnos al deporte Fútbol en general* ».

¹⁸² AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 9, Expediente 103.653, conclusions de la sous-commission chargée du club Huracán, 10 avril 1956 : « *la impresión de que, durante los últimos años, existió un ambiente de resistencia a los avances de la política dictatorial del titular del P.E.* »

¹⁸³ D'après la notice de Diego Hernán Ruiz González, « Tomás Adolfo Ducó », *huracanysugente*, [En ligne] : <http://www.huracanysugente.com.ar/Duco.htm> (consulté le 7 novembre 2016).

internes qui ont divisé à plusieurs reprises le mouvement péroniste ont pu aussi avoir des répercussions au sein des associations sportives, comme nous l'avons vu dans le cas du Quilmes Atlético Club. Mais elles ne sont jamais entièrement dissociées des dissensions et des logiques à l'œuvre dans la conduite des clubs, où les dirigeants étaient aussi organisés en factions ou en clans, qui s'affrontaient régulièrement pour s'assurer du contrôle de leur institution. Les circonstances de l'*intervención* du club Estudiantes de La Plata mettent particulièrement en lumière ce phénomène : la prise de contrôle de ce club s'explique autant par le contexte sociopolitique général des années 1951-1952 que par la situation interne d'Estudiantes.

La mise sous tutelle d'Estudiantes de La Plata : une punition pour l'exemple ?

Pour comprendre les tenants et les aboutissants de la crise qui a éclaté en juin 1952 et qui s'est achevée par la saisie de cette institution, il faut rappeler l'atmosphère particulière qui règne alors au sein de la société argentine. L'année 1951 est en effet marquée par de nombreux événements, révélateurs de la polarisation croissante de la vie politique et sources de crispations grandissantes entre péronistes et antipéronistes. En mars 1951, le bras de fer entre le gouvernement et la presse d'opposition franchit un nouveau seuil, suite à l'expropriation du journal *La Prensa* qui passe dès lors sous contrôle du gouvernement et de la CGT. Cette décision provoque une onde de choc parmi les secteurs antipéronistes et scandalise la presse étrangère¹⁸⁴. Dans le même temps, en vue des prochaines élections présidentielles, la campagne en faveur de la réélection de Perón, orchestrée depuis le sommet de l'État, bat son plein au cours des six premiers mois de l'année 1951 et atteint son point culminant avec le Cabildo Abierto del Justicialismo, le 22 août. Ce grand rassemblement, organisé par le gouvernement, secondé par la CGT, devait réunir plus d'un million de personnes au pied de l'Obélisque, sur l'avenue 9 de Julio, venues témoigner de leur adhésion et de leur soutien à la candidature de Perón, mais aussi à celle de sa femme, en tant que vice-présidente. Plus qu'un meeting politique, le Cabildo est conçu comme une démonstration de force du gouvernement à destination de ses adversaires et doit convaincre ces derniers de la popularité incontestable du péronisme

¹⁸⁴ On a un aperçu des répercussions de cette décision du gouvernement péroniste sur l'opinion publique internationale dans le volumineux dossier que lui consacrent les diplomates français en poste à Buenos Aires : voir ADN, Buenos Aires/ Ambassade, 1946-1956, Carton 16, Dossier « Affaire de *La Prensa* 1951-1956 ». Consulter également Claudio Panella, « La expropiación del diario *La Prensa* : ¿ataque a la libertad de prensa o acto revolucionario ? » in Raanan Rein et Claudio Panella (comp.), *Peronismo y prensa escrita. Abordajes, miradas e interpretaciones nacionales y extranjeras*, La Plata, Editorial de la Universidad Nacional de La Plata, 2008, p. 131-165.

dans le pays. Au cours de cette manifestation, se produit l'un des épisodes les plus célèbres de l'histoire politique argentine : le fameux « dialogue » entre la Première Dame et la foule de ses partisans, qui la pressent d'accepter de se présenter à la vice-présidence. Cet épisode, dont la dimension spontanée fait encore l'objet de nombreux débats académiques, constitue une véritable *acmé* en termes de dramatisation de la vie politique. Il ne s'achève réellement que le 31 août, lorsqu'Eva Perón fait part publiquement, dans un discours prononcé à la radio, de sa décision, « irrévocable et définitive¹⁸⁵ », de renoncer à sa candidature¹⁸⁶. Cette annonce est aussitôt érigée en nouvel acte de bravoure et gage de l'esprit de sacrifice et d'humilité de l'*abanderada de los humildes*. La Chambre des Députés nationaux décrète que le 31 août soit désormais commémoré chaque année en tant que « Jour du Renoncement » (*Día del Renunciamento*) et il est décidé de dédier à la Première Dame le prochain *Día de la Lealtad*, soit le 17 octobre 1951. Désormais, Eva Perón est étroitement associée aux célébrations entourant la date fondatrice de l'histoire du péronisme, puisque le 18 octobre est proclamé « Jour de Sainte Evita » (*Día de Santa Evita*)¹⁸⁷.

À ce contexte déjà fortement chargé en émotivité et en tension dramatique, s'ajoutent les révélations sur l'état de santé de la Première Dame. Atteinte d'un cancer depuis plusieurs mois déjà, il lui était de plus en plus difficile de dissimuler à chacune de ses apparitions publiques son affaiblissement général. L'avancée inexorable de sa maladie est une des raisons qui la pousse à renoncer à la vice-présidence. L'opposition catégorique à sa candidature manifestée par certains officiers d'État-major, farouchement hostiles à l'idée de voir une femme, et surtout *cette* femme, accéder à l'une des plus hautes fonctions gouvernementales et accroître d'autant plus son pouvoir, en est une autre. Fin septembre, l'état de santé d'Evita se dégrade brusquement et elle est contrainte de s'aliter : l'opinion publique est officiellement informée que la Madone des *descamisados* est malade, ce qui provoque une nouvelle vague d'émotions dans le pays¹⁸⁸. Se produit alors, le 28 septembre 1951, un autre événement révélateur du degré de radicalisation politique atteint par la société argentine à cette date : la tentative de renversement de Perón par un coup d'État

¹⁸⁵ Cité par Guillermo E. D'Arino Aringoli, *La propaganda peronista (1943-1955)*, Ituzaingó, Editorial Maipue, 2006, p. 276.

¹⁸⁶ *Idem*, p. 273-276. Voir aussi les pages que consacre à cet événement Silvia D. Mercado, *El inventor del peronismo. Raúl Apold, el cerebro oculto que cambió la política argentina*, Buenos Aires, Planeta, 2013, p. 177-180.

¹⁸⁷ Guillermo E. D'Arino Aringoli, *La propaganda peronista (1943-1955)*, *op. cit.*, p. 276 et Mariano Plotkin, *Mañana es San Perón. A Cultural History of Perón's Argentina*, *op. cit.*, p. 80.

¹⁸⁸ L'annonce est rendue publique en octobre 1951, après la célébration du *Día de la Lealtad*. Voir *Noticiero Panamericano*, n° 606, « Resumen cinematográfico del año 1951 », sectio « Octubre » (I NJDP, V-00410).

militaire, sous la conduite du général Benjamín Méndez. Celle-ci échoue et les chefs de la conspiration sont rapidement arrêtés et condamnés. Néanmoins, ce soulèvement manqué ravive les craintes et les suspicions parmi les partisans péronistes puisqu'il vient confirmer l'existence de puissants « ennemis intérieurs », prêts à tout pour destituer Perón, y compris à faire usage de la force. Face à la détermination de certains secteurs de l'opposition, il est donc nécessaire de serrer les rangs autour du *Líder* et de son épouse bien-aimée et de durcir le ton face aux menaces de l'« *antipatria* ». Un point de non-retour a dès lors été franchi¹⁸⁹.

Le 15 octobre 1951, l'autobiographie d'Eva Perón, *La Razón de mi Vida*, est publiée¹⁹⁰. Cet ouvrage, écrit en réalité par Manuel Penella de Silva avec des reprises effectuées par Raúl Mendé, est immédiatement un *best-seller*. 25 000 exemplaires sont vendus en une seule journée et près d'un million en dix mois¹⁹¹. Il est également intégré au corpus de textes et manuels scolaires de lecture obligatoire dans les écoles primaires publiques du pays¹⁹². Le livre est aussi rapidement traduit en plusieurs langues, dont le français, le portugais, l'allemand et l'arabe. Cependant, il n'existe dans un premier temps aucune version en anglais, ce qui conduit à un micro-incident diplomatique lorsque, en juin 1952, la Comisión Nacional de Cultura dénonce devant l'Unesco le gouvernement américain, soupçonné d'avoir cherché à interdire la diffusion de l'ouvrage sur son territoire. Cette censure exercée par les États-Unis est d'autant plus intolérable pour une partie de l'opinion publique argentine qu'elle a appris, à cette date, que la Première Dame est mourante.

C'est dans ce cadre, particulièrement tendu, que des délégués de la CGT découvrent, le 18 juin 1952, des exemplaires de *La Razón de mi Vida* stockés dans un sous-sol dans le bâtiment principal du Club Estudiantes de La Plata¹⁹³. Le syndicat accuse immédiatement les dirigeants du club d'avoir caché les livres afin d'en empêcher la

¹⁸⁹ Pour un exposé détaillé de la montée des tensions politiques et de la radicalisation des deux camps au cours du second mandat péroniste, consulter María Estela Spinelli, *Los vencedores vencidos. El antiperonismo y la « revolución libertadora »*, Buenos Aires, Editorial Biblos, 2005, p. 21-51. Au début de l'année 1952, un autre complot antipéroniste, mené par le colonel José Francisco Suárez qui souhaitait assassiner Perón et sa femme, est déjoué à son tour. En avril 1953, un attentat à la bombe cause la mort de plusieurs personnes lors d'un rassemblement péroniste sur la Plaza de Mayo.

¹⁹⁰ Voir Jorge Troisi Melean, « Solo contra todos : Estudiantes de La Plata frente al peronismo » in Raanan Rein (comp.), *La Cancha peronista, op. cit.*, p. 156. Une reproduction fac-similée de la première édition du livre d'Eva Perón est consultable à l'adresse : <https://fr.scribd.com/document/10234459/Eva-Peron-La-Razon-de-Mi-Vida>

¹⁹¹ *Ibid.*

¹⁹² Mariano Plotkin, *Mañana es San Perón, op. cit.* chapitre 6 « "Peronist" Textbooks for Primary Schools », p. 105-134.

¹⁹³ Jorge Troisi Melean, « Solo contra todos : Estudiantes de La Plata frente al peronismo » in Raanan Rein (comp.), *La Cancha peronista, op. cit.*, p. 157.

distribution auprès de leurs adhérents, reproduisant ainsi, à une échelle locale, l'attitude inqualifiable de l'« ennemi » nord-américain. Aujourd'hui encore, il n'a pas été possible de déterminer l'intention exacte des dirigeants d'Estudiantes, tant les témoignages contradictoires sur cet événement sont abondants. À l'époque, le comité de direction a tenté de se défendre en expliquant que les livres avaient été tout simplement rangés là, en attendant de pouvoir les répartir entre les *socios* et auprès d'autres institutions voisines. Mais ces arguments ne sont pas entendus : la délégation de la CGT lance un appel à la grève générale à La Plata et convoque ses sympathisants à une réunion sur la place San Martín pour demander réparation au club. Luis Felipe Suárez, le représentant syndical à l'origine de la dénonciation, reçoit le soutien de José Espejo, le responsable national de la CGT et de son secrétaire, Isaías Santín. Tous réclament la démission générale du comité de direction du club. En quelques jours, la crise prend des proportions considérables, à tel point que les autorités provinciales interviennent à leur tour : le gouverneur de la province de Buenos Aires, le major Aloé, décrète l'*intervención* de l'institution, dont les dirigeants se sont rendus coupables de « basse politique, contraire aux intérêts du peuple¹⁹⁴ ». Dès le 23 juin 1952, Estudiantes passe sous le contrôle d'un *interventor*, Mario Sbuscio. Comme on le voit, il n'a fallu que quelques jours pour que le sort des dirigeants soit scellé. Si le contexte politique et social général permet de comprendre comment un incident relativement anodin en apparence a grossi au point de devenir un scandale national et une affaire d'État, il ne suffit pas à comprendre les raisons d'une attaque aussi virulente de la part de la CGT contre cette institution sportive.

Pour cela, il faut se plonger dans les événements politiques internes du club. Estudiantes de La Plata est, avec Gimnasia y Esgrima La Plata, l'une des associations sportives les plus importantes de la capitale provinciale, reconnue pour la qualité de son équipe de football de première division¹⁹⁵. En 1950, elle compte presque 20 000 adhérents, ce qui la classe parmi les dix premières institutions sportives du pays, en termes de nombre de *socios*. Le club connaît une relative stabilité institutionnelle puisqu'il est dirigé, pendant la majeure partie des années 1940, par l'entrepreneur de pompes funèbres Pedro Osacár. À l'issue de son second mandat, en novembre 1951, des élections sont organisées pour choisir son successeur. Deux listes se présentent, l'une menée par un

¹⁹⁴ Texte du décret provincial N° 101/50, du 20 juin 1952 : « *baja política contraria a los intereses del pueblo* ». Cité par Jorge Troisi Melean, « Solo contra todos : Estudiantes de La Plata frente al peronismo » in Raanan Rein (comp.), *La Cancha peronista*, op. cit., p. 157.

¹⁹⁵ *Idem*, p. 153-157. Une étude détaillée est d'ailleurs consacrée au cas bien différent de Gimnasia y Esgrima La Plata sous le péronisme par Claudio Panella, « Gimnasia y Esgrima La Plata : simpatías peronistas en una ciudad "contrera" » in Raanan Rein (comp.), *La Cancha peronista*, op. cit., p. 137-152.

éminent universitaire, hostile au péronisme et proche du radicalisme, César Ferri, et l'autre par Orlando Grecco, secrétaire d'un syndicat d'employés de banque et soutenu par Luis Felipe Suárez, le délégué régional de la CGT. Or, c'est le premier candidat, Ferri, qui remporte les élections et devient le nouveau président du club¹⁹⁶. Dans le climat d'intensification accrue des divisions politiques de cette période, il est de moins en moins acceptable pour les partisans du gouvernement de laisser une organisation aussi importante aux mains d'un antipéroniste notoire. On peut supposer que suite à la défaite électorale de Grecco, plusieurs responsables de la CGT se sont inquiétés de la présence de Ferri à la tête du club. Estudiantes de La Plata ne risquait-il pas d'être transformé en bastion de l'opposition, en lieu de réunion pour de futurs conspirateurs ? La découverte des exemplaires de *La Razón de mi Vida* a fourni un prétexte idéal pour écarter le comité de direction récemment élu et assurer la mainmise des syndicalistes, fidèles alliés d'Aloé, sur le club. Ferri a non seulement été contraint d'abandonner la présidence d'Estudiantes mais a aussi perdu son poste de doyen de la faculté d'Agronomie.

L'*intervención* subie par le club n'est qu'une mesure parmi d'autres visant explicitement les individus et les organismes n'affichant pas ostensiblement leur adhésion au pouvoir en place. La mort d'Eva Perón, en juillet 1952, entraîne une recomposition et une réorientation du régime. Aloé, le nouveau gouverneur de la province de Buenos Aires, est un fidèle de Perón, entièrement dévoué à la cause du président et se fait le principal artisan d'une politique visant à expulser de l'administration provinciale tous les fonctionnaires qui ne font pas expressément leur profession de foi péroniste. Ces dispositions visent autant des partisans de l'opposition que des proches de l'ancien gouverneur, Domingo Mercante, ancien bras droit de Perón et considéré désormais comme l'un de ses rivaux au sein du parti. Le cas d'Estudiantes a éclipsé la situation d'autres clubs, moins connus et bien moins étudiés, dont les dirigeants ont aussi été suspendus sur décision des pouvoirs publics : en mai 1953, le Jockey Club de La Plata et celui de Tandil passent aussi sous le contrôle de l'administration provinciale.

La légende noire du péronisme attribue à ce dernier la responsabilité de la relégation de l'équipe de football d'Estudiantes en 1953, qui aurait été perpétrée à dessein, pour punir le club de ses sympathies antipéronistes (*contreras*) entre 1945 et 1952¹⁹⁷. Les

¹⁹⁶ Jorge Troisi Melean, « Solo contra todos : Estudiantes de La Plata frente al peronismo » in Raanan Rein (comp.), *La Cancha peronista, op. cit.*, p. 156.

¹⁹⁷ Voir par exemple un article récent en français dans le magazine *So Foot* qui reprend les rumeurs qui circulent sur la capacité des hommes politiques péronistes à intervenir directement dans le déroulement et les résultats du championnat professionnel, en soudoyant les équipes : Ruben Curiel, « Estudiantes et l'héritage d'Eva Perón », *So Foot*, 1^{er} août 2015, [En ligne] <http://www.sofoot.com/estudiantes-et-l-heritage-d-eva-peron-205641.html> (consulté le 26 août 2015).

spécialistes de l'histoire du football ont revu cette version des faits et rappellent que le club, rebaptisé Estudiantes de Eva Perón suite au changement de nom officiel de la capitale de la province, avait au contraire renforcé ses liens avec les autorités péronistes suite à son *intervención*¹⁹⁸. Carlos Aloé suit ainsi régulièrement les matchs disputés par le club, qui parvient à regagner la première division en 1955¹⁹⁹. Il est intéressant de signaler également que, malgré leur appartenance au péronisme, le traitement des doléances des footballeurs professionnels adopté par les nouveaux responsables placés à la tête d'Estudiantes ne s'est guère distingué de celui suivi par la majorité des dirigeants sportifs. En effet, au moment de l'*intervención*, la situation économique du club est critique puisqu'il doit plus de cinq mois de salaires à ses joueurs. Ces derniers décident alors de se mettre en grève et tentent de gagner les supporters à leur cause. Les dirigeants péronistes sont confrontés à un dilemme : que faire face aux revendications des joueurs, qui réclament le respect du code du travail et invoquent les droits des travailleurs, des principes au fondement de la politique et de la rhétorique péroniste ? La solution est trouvée en insistant sur les privilèges des joueurs et en refusant de leur reconnaître le statut de « simple travailleur »²⁰⁰. Comme on le voit, l'appartenance politique n'a guère d'incidence dans la conception des rapports entre dirigeants sportifs et footballeurs. Alors que le péronisme a construit sa légitimité en se présentant comme le défenseur des intérêts des travailleurs et des classes populaires, les footballeurs restent exclus de ces deux catégories. Dans la pratique, le sport constitue bien un milieu à part, où certains préceptes politiques et certaines règles ne s'appliquent pas. En ce sens, le péronisme n'a pas introduit de rupture majeure dans les perceptions et les modes de fonctionnement prédominants des institutions sportives.

Si l'*intervención* d'Estudiantes de La Plata est restée dans les mémoires et a marqué l'histoire sportive et l'histoire du péronisme, elle n'a pas donné lieu, à notre connaissance, à une enquête approfondie de la part de la Commission 49. En octobre 1955, les dirigeants péronistes démissionnent de leur propre chef et César Ferri est rétabli à la tête de l'institution, qui retrouve son nom d'origine, tout comme la capitale provinciale. Le club est loin d'être le seul à avoir été victime du durcissement du régime

¹⁹⁸ *Ibid.* Le député Héctor Cámpora propose, pendant la période de deuil national décrété suite au décès de la Première Dame, le changement de nom de la capitale *bonaerense*. La loi est promulguée dès le 8 août 1952 et La Plata devient Eva Perón.

¹⁹⁹ Mais, à partir du moment où Aloé devient le protecteur officiel du club *intervenido*, ce serait grâce à lui et en truquant les matchs qu'Estudiantes serait parvenu à remonter en première division : voir Ruben Curiel, « Estudiantes et l'héritage d'Eva Perón », *op. cit.* Pour une discussion détaillée de ces poncifs, se référer aux remarques de Jorge Troisi Melean, « Solo contra todos : Estudiantes de La Plata frente al peronismo » in Raanan Rein (comp.), *La Cancha peronista*, *op. cit.*, p. 161-166.

²⁰⁰ *Idem*, p. 160.

péroniste, mais son cas demeure pour le moins exceptionnel. En effet, c'est par la conjonction de dynamiques multiples que ses dirigeants se sont retrouvés, bien malgré eux, au cœur d'un conflit dont la portée dépassait largement le seul espace du club : les résultats des élections internes faisaient écho aux profondes dissensions à l'œuvre au sein de la société argentine dans son ensemble et se sont entremêlées avec la recomposition du mouvement péroniste au niveau provincial. Il permet néanmoins d'observer les répercussions potentielles des bouleversements politiques généraux sur les institutions sportives et d'expliquer les inquiétudes du milieu sportif : à partir de juin 1952, les dirigeants comprennent, pour ceux qui en doutaient encore, qu'ils ne sont pas à l'abri, eux non plus, de l'arbitraire du régime et de ses mesures drastiques.

LES CLUBS SPORTIFS SOUS LE PÉRONISME : DU CLIENTÉLISME À LA COERCITION ?

L'examen attentif et approfondi des trajectoires de clubs pendant la période péroniste débouche sur un constat pour le moins paradoxal : d'une part, on est frappé par la présence, aisément repérable, de nombreuses similarités entre des institutions qui présentent des profils très variés. Dans le même temps, ces dernières ont indiscutablement connu des situations diverses : ainsi, les cas de Racing ou de River Plate n'ont rien de comparable avec celui d'Estudiantes de La Plata. Si les aléas propres aux logiques compétitives qui régissent le milieu sportif ont pu jouer un rôle dans les destinées de certains clubs, il est certain que c'est principalement la juxtaposition de tendances contradictoires dans les rapports entretenus entre le gouvernement péroniste et les dirigeants sportifs qui permet d'expliquer l'existence de tels écarts.

Deux systèmes de relations semblent s'être superposés et enchevêtrés sous le péronisme. Le premier est un système ancien, déjà à l'œuvre avant l'accession au pouvoir de Perón, fondé sur les liens personnels, l'interconnaissance, la mobilisation des réseaux et du capital social d'individus influents et l'échange réciproque de services, un système que l'on peut qualifier de clientéliste²⁰¹. Le second correspond à la volonté du régime de renforcer la place de l'État et son rôle dans l'encadrement de plusieurs domaines d'activités²⁰². Dans le milieu sportif, cela s'est traduit par l'adoption d'une législation

²⁰¹ Voir Hélène Combes et Gabriel Vommaro, *Sociologie du clientélisme*, Paris, La Découverte, 2015, Chapitre IV « Une perspective latino-américaine », p. 63-83.

²⁰² Voir les études sur les politiques publiques menées sous le péronisme réunies dans l'ouvrage collectif dirigé par Patricia Berrotarán, Aníbal Jauregui et Marcelo Rougier, *Sueños de bienestar en la Nueva Argentina. Estado y políticas públicas durante el peronismo 1946-1955*, *op. cit.* Se référer également aux travaux de Ricardo Sidicaro sur le dirigisme économique et le projet de refonte de l'État ambitionné par le péronisme, en particulier Ricardo Sidicaro, *Los tres peronismos*, *op. cit.*, p. 94-100.

nationale, visant à mettre en place une procédure centralisée et homogène pour allouer des fonds publics aux organismes sportifs. En théorie, l'objectif poursuivi était bien de remplacer les dispositifs aléatoires et discrétionnaires, reposant sur des intermédiaires personnels, par une relation purement administrative et bureaucratique : l'État deviendrait ainsi le seul intercesseur et le pourvoyeur unique de subventions et d'aide matérielle. Une aide fournie sans distinction, à toutes les institutions qui en feraient la demande, à condition de répondre à certains critères, le principal étant, pour les organisations sportives, de prouver qu'elles sont « d'utilité publique », c'est-à-dire, qu'elles ne servent pas les intérêts de leurs seuls adhérents mais travaillent pour le bien commun. Si ces principes ont pu animer les législateurs et les concepteurs des politiques péronistes, le gouvernement n'a en réalité jamais eu les moyens de ses ambitions, comme le prouvent les nombreux clubs qui n'ont reçu qu'une faible partie des sommes qui leur avaient été accordées ou ont dû attendre plusieurs années avant d'en voir la couleur²⁰³.

Dans ces conditions, le système clientéliste a continué à fonctionner. Loin de disparaître, il s'est incontestablement pérennisé sous le péronisme. La tendance à la personnalisation du pouvoir et la rhétorique péroniste ont alimenté la confusion en identifiant le parti péroniste à l'État. Les deux systèmes ont donc coexisté – voire se sont entrechoqués – entretenant la conviction de certains secteurs de l'opposition et chez certains dirigeants sportifs de la nature hypocrite du régime péroniste. De là découle également l'impression persistante, ressentie par les antipéronistes, d'une multiplication des dérives au cours des années 1945-1955. Le péronisme aurait irrémédiablement engendré un gaspillage de l'argent public, du favoritisme, l'apparition de « parasites » et de « profiteurs », facilitée par la corruption et la permissivité de fonctionnaires faciles à « acheter ». En réalité, dans le cas des clubs sportifs, la pratique du clientélisme était enracinée de longue date chez nombre d'entre eux. Le péronisme n'a pas provoqué de rupture ni introduit d'usages nouveaux, mais a seulement entraîné une reconfiguration des réseaux facilitant l'accès aux hautes sphères du pouvoir, suite au renouvellement du personnel politique des années 1945-1946. Il suffit d'ouvrir les *Memorias y Balances* de certaines institutions prestigieuses pour constater que la présence du chef de l'État, de députés, de l'intendant municipal ou de tout autre homme politique de premier plan était monnaie courante, dès les années 1920 et surtout dans les années 1930. Outre les

²⁰³ Et qui font écho aux remarques de Ricardo Sidicaro sur les limites de la réforme de l'État planifiée par le gouvernement péroniste. La situation des clubs se rapproche d'ailleurs des restrictions imposées à la politique d'assistance sociale et de la réduction des subventions et des pensions accordées aux plus démunis à partir de l'année 1952, mises en exergue par Donna Guy, *Creating Charismatic Bonds in Argentina : Letters to Juan and Eva Perón*, *op. cit.*

exemples étudiés précédemment, nous pouvons évoquer le cas du club Boca Juniors, qui pouvait rendre aussi bien hommage au président Justo à la fin des années 1930 qu'au président Perón en 1949²⁰⁴.

Néanmoins, si le patronage politique des clubs sous le péronisme s'inscrit dans la continuité des usages en vigueur dans les décennies précédentes, il ne constituait, pour les dirigeants sportifs, qu'une option parmi d'autres. Trouver un protecteur influent et efficace, au niveau local, régional ou national, pouvait s'avérer utile et profitable, mais toutes les institutions n'y ont pas eu recours. Par contre, il semble bien que, sous le péronisme, ce qui n'était qu'une stratégie de développement à laquelle les dirigeants étaient libres d'avoir recours ou non, soit apparue de plus en plus comme un impératif. Le tournant majeur se situe probablement aux alentours des années 1951-1952, où une série d'événements politiques entraîne une radicalisation croissante de la société, au moment même où les effets du retournement de la conjoncture économique argentine se font particulièrement sensibles²⁰⁵. À ce titre, le second mandat de Perón se distingue nettement du premier : le gouvernement doit mettre un frein aux politiques sociales et redistributives et annonce la mise en place d'un plan d'austérité, afin de lutter contre l'inflation et le déficit de la balance commerciale extérieure²⁰⁶. Sur le plan idéologique, le régime entre également dans une phase de durcissement qui se traduit par une répression plus intense des opposants et des exigences croissantes de démonstrations de loyauté à son égard. Après l'*intervención* de plusieurs clubs et notamment d'Estudiantes, les dirigeants sportifs craignent de plus en plus que le gouvernement ne décrète la « nationalisation des clubs²⁰⁷ » et se sentent forcés et contraints de faire certains gestes en sa direction, par pure

²⁰⁴ Nous renvoyons à l'article détaillé proposé sur ce club par Alex Galarza, « Boca Juniors, su dimensión social y el pueblo trabajador » in Raanan Rein (comp.), *La Cancha peronista, op. cit.*, p. 193-203. Il y retrace la trajectoire du club et de ses relations avec les représentants des pouvoirs publics depuis l'année 1937 jusqu'en 1955. Signalons que son travail s'appuie principalement sur des sources internes de l'institution, comme les *Memorias y Balances*. Le dossier d'enquête de la Commission 49 met l'accent sur les divisions politiques qui auraient déchiré le club entre 1946 et 1955, en raison de la rivalité exacerbée entre les factions entourant Daniel Gil (1948-1953) et Alberto Armando (1954-1955). Cet affrontement n'a aucun lien avec la présence au pouvoir du péronisme : les dirigeants de Boca, quels qu'ils soient, entretenaient depuis les années 1930 d'excellents rapports avec les autorités en place, quelle que soit leur étiquette politique. Voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.650/56 : « Club Atletico Boca Juniors, informes y actuaciones realizadas en dicho club ».

²⁰⁵ Sur l'histoire économique de l'Argentine péroniste, consulter Pablo Gerchunoff et Damián Antúnez, « De la bonanza peronista a la crisis de desarrollo » in Juan Carlos Torre (dir.), *Nueva Historia Argentina Vol. 8, Los Años Peronistas (1943-1955)*, Buenos Aires, Editorial Sudamericana, 2002, p. 125-206.

²⁰⁶ *Ibid.* Les conséquences sur les secteurs populaires et les consommateurs sont notamment examinées par Eduardo Elena, *Dignifying Argentina, op. cit.* et Natalia Milanese, *Cuando los trabajadores salieron de compras, op. cit.*

²⁰⁷ Certains syndicats d'employés des clubs, au cours de conflits avec les dirigeants sportifs concernant leur régime salarial et la mise en place de conventions collectives, auraient menacé les clubs de demander une audience à Perón et de lui soumettre l'idée de nationaliser les institutions sportives. Voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.734 « San Fernando Club/ Informe de la investigación practicada en

précaution. Les honneurs rendus à certaines figures du gouvernement ou les tentatives de rapprochement avec des protecteurs potentiels seraient donc des mesures de prudence, dictées par les circonstances. Comme on le voit, il est difficile de faire la part des choses et de déterminer dans quelle mesure les distinctions accordées aux personnalités péronistes signifiaient une adhésion sincère et désintéressée au régime en place.

En revanche, on peut affirmer que les autorités péronistes n'ont pas eu l'intention délibérée d'imposer leur mainmise sur l'ensemble du milieu sportif. Il n'y a pas eu de véritable politique d'« entrisme » pilotée depuis l'État et visant à implanter dans chaque club un agent péroniste. Comme on a pu le voir, la pratique du clientélisme ne se traduit pas forcément par la désignation de responsables politiques péronistes à des postes de direction sportive. Le lien qui unit une institution à son patron est souvent informel et les membres du club peuvent fixer des limites à ne pas franchir. Dans le cas du club San Lorenzo de Almagro, les candidats aux élections internes trop identifiés avec le parti péroniste sont ainsi écartés, alors même que le club s'efforce d'obtenir les crédits nécessaires à la construction d'un nouveau stade monumental pour remplacer le vieux *Gasómetro* et ses tribunes en bois²⁰⁸. Soucieux de leur autonomie, les dirigeants sportifs cherchent le plus souvent à maintenir un équilibre relatif dans leurs tentatives de rapprochement avec le pouvoir, qui visent souvent à répondre à des intérêts ponctuels. Tous par contre, en raison de la structure hiérarchisée du milieu sportif, sont sommés de remplir certaines obligations dictées par les résolutions des fédérations et de la Cadcoa, telles que les contributions à la FEP, la participation aux célébrations politico-sportives, les prélèvements destinés à la CGT. Mais, ce type de collaboration ne se distingue guère des actions menées sous d'autres gouvernements, à destination des écoles, des sociétés de charité ou d'autres institutions communautaires. Là encore, il s'agit d'un héritage remontant à la fin du XIX^e siècle, moment où le milieu sportif s'investit dans ce qu'il

el mismo », lettre du gérant du club à la sous-commission, Buenos Aires, sans date : « *nacionalización de los clubes* » qui rapporte un exemple de ce genre. Inquiétés, les dirigeants de ce club nautique de la province de Buenos Aires auraient aussitôt entrepris des démarches, par l'entremise du général Santos Rossi, pour rencontrer Perón et défendre leur position.

²⁰⁸ Nous nous permettons de renvoyer à l'article que nous avons consacré à cette institution : Lucie Hémeury, « "¡Polítiqueros, no! ¡ San Lorencistas, sí! " El Club Atlético San Lorenzo de Almagro en la era peronista » in Raanan Rein (comp.), *La Cancha peronista, op. cit.*, p. 99-118. Nous y menons une étude détaillée des relations établies entre ce club, traditionnellement identifié avec le radicalisme, et le péronisme. Le concept de « semi-péronisation » (« *peronización a medias* ») que nous utilisons dans ce travail mériterait cependant d'être révisé. Il ne nous semble guère pertinent pour qualifier le processus de rapprochement opéré par les dirigeants de San Lorenzo, motivé par les besoins financiers du club, mais qui est contrebalancé par une certaine méfiance à l'égard du péronisme, qui les incite à préserver leur autonomie.

estime être l'une de ses principales missions : contribuer à l'enracinement du sentiment national et du patriotisme²⁰⁹.

C'est pour toutes ces raisons que la Commission 49 ne peut véritablement sévir contre les dirigeants sportifs et les clubs. Elle ne réclame des sanctions qu'exceptionnellement, comme dans le cas du Quilmes Atlético Club, et se contente la plupart du temps d'ajouter au dossier des personnalités péronistes concernées, et déjà proscrites, les données rassemblées dans la documentation des clubs²¹⁰. Les enquêteurs des sous-commissions sermonnent quelque fois les dirigeants dans leurs rapports mais considèrent que les irrégularités constatées sont le fruit de dysfonctionnements structurels qui relèvent du milieu du football professionnel dans son entier. Même un club comme Boca Juniors qui a reçu au moins dix millions de pesos pendant la période péroniste n'est pas poursuivi, alors que les investigateurs soupçonnent ses responsables de s'être livré à des détournements massifs de fonds publics²¹¹. La Commission 49 requiert seulement la proscription de ceux qu'elle considère comme les principaux coupables : Rodolfo Valenzuela, qui est alors déjà en prison, et Alberto J. Armando, fortement compromis, quant à lui, dans les investigations concernant le trafic de permis d'importation d'automobiles pendant la période péroniste²¹².

Pour finir, si les clubs analysés ici sont majoritairement des clubs multisports réputés pour leur équipe de football, les phénomènes décrits ne concernent pas uniquement cette pratique sportive. La prédominance du football est un effet de source : ce milieu sportif formait alors le principal sujet de préoccupation des enquêteurs, qui se sont focalisés en priorité sur les clubs où il occupait une place prépondérante²¹³. Étant donné la

²⁰⁹ Pour une histoire de la contribution des premières sociétés de gymnastique et de tir à la construction nationale dans l'Argentine de la fin du XIX^e siècle, consulter Lilia Ana Bertoni, *Patriotas, cosmopolitas y nacionalistas. La construcción de la nacionalidad argentina a fines del siglo XIX*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica de Argentina, 2001, Chapitre VII « Soldados, gimnastas y escolares : defender la nación », p. 213-254. Sur les liens entre football et identité nationale, se référer à Pablo Alabarces, *Fútbol y patria : el fútbol y las narrativas de la nación en la Argentina*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 2008 (1^{ère} édition 2002).

²¹⁰ Voir les recommandations finales de la sous-commission à l'issue de l'enquête sur Ferro Carril Oeste et d'Atilio Renzi : AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7, Expediente 103.654, rapport final de la sous-commission d'enquête chargée du Club Ferrocarril Oeste, janvier 1956 et les décisions adoptées dans un court dossier qui lui est associé et qui concerne les agissements d'Atilio Renzi : AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 9, Expediente 3237 « Ferrocarril Oeste C. Atletico/ Se denuncian el hallazgo de sobres con el membrete de dicho club y que presumiblemente fueron impresos en el Ministerio de Trabajo y Previsión ».

²¹¹ Voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 8, Expediente 103.650/56 : « Club Atletico Boca Juniors, informes y actuaciones realizadas en dicho club ».

²¹² Voir Chapitre V.

²¹³ On relève la présence de trois clubs de la province de Buenos Aires spécialisés dans les sports nautiques : outre le Club de Regatas La Marina et le Nahuel Rowing Club, l'Olivos Yacht Club a fait l'objet d'une enquête. À noter également, un dossier portant sur le Club Hípico Argentino, examiné parce qu'il a été fréquenté pendant un temps par Rodolfo Valenzuela : voir AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Caja 7,

quantité relativement restreinte d'institutions examinées par la Commission 49 et le nombre très limité de travaux consacrés aux clubs, la typologie que nous avons esquissée dans ce chapitre sera très probablement amenée à être affinée. Elle permet néanmoins de mettre en évidence la complexité des rapports construits entre les associations sportives et le régime péroniste, de discuter la notion, trop généralisante et monolithique, de « péronisation » du milieu sportif et de démontrer ce que l'étude détaillée des clubs entre 1946 et 1955 peut apporter à l'histoire du péronisme.

CONCLUSION

Comment le sport est devenu une affaire d'État sous le péronisme

Cette recherche consacrée à la politique sportive péroniste a été guidée par deux orientations majeures : en premier lieu, elle s'interroge sur les objectifs poursuivis par le gouvernement et les moyens mis en œuvre pour les atteindre entre 1946 et 1955. Puis, dans un deuxième temps, elle propose une analyse des relations établies entre les acteurs du milieu sportif et le pouvoir politique. Notre réflexion, au départ, s'est appuyée sur les interprétations contradictoires proposées dans les – rares – travaux déjà menés sur cette question. Pour certains auteurs, la période péroniste fut un moment exceptionnel dans l'histoire sportive argentine, marqué par des avancées considérables et par un dynamisme sans précédent des institutions sportives. Cet essor général des activités sportives est attribué aux mesures adoptées par le gouvernement péroniste, qui aurait été l'un des premiers à prendre le sport en considération. Pour d'autres chercheurs, si le péronisme a bel et bien introduit une rupture notable dans le domaine du sport, la politique sportive menée par le nouveau régime visait en priorité à répondre à des intérêts d'ordre politique. Selon eux, l'attention, indéniable, accordée au sport par les responsables péronistes était loin d'être désintéressée. Ce dernier aurait été perçu avant tout comme un outil de propagande au service du régime. Le milieu sportif dans son ensemble aurait fait l'objet d'une entreprise de « séduction », voire de « conquête », visant à faire passer les activités sportives sous le contrôle du pouvoir politique. Elles auraient alors servi à promouvoir la *Nueva Argentina* et participé à la glorification de Juan et Eva Perón, dans le cadre du culte de la personnalité orchestré autour du couple présidentiel. À l'image des régimes autoritaires et totalitaires européens, le sport permettait, à peu de frais, de distraire les masses populaires et d'attirer dans le giron du péronisme certaines catégories de population qui échappaient jusqu'alors aux tentatives de politisation. Parmi celles-ci, les jeunes et les enfants auraient été les premiers visés, notamment grâce à la création des *Torneos Evita*, considérés comme l'exemple le plus abouti des opérations de socialisation politique et d'embrigadement menées par le gouvernement péroniste.

Parmi les tenants de cette interprétation, revient souvent l'idée d'un « pacte » établi entre le milieu sportif et le régime péroniste. Perón, en répondant favorablement à certaines demandes émanant des principaux acteurs du monde sportif, se serait ainsi assuré la collaboration entière des athlètes et des institutions sportives. Mais cette alliance n'aurait été qu'un jeu de dupes, en raison de la nature profondément autoritaire et anti-démocratique du péronisme. Les clubs et les fédérations seraient passés progressivement sous la coupe du régime et auraient perdu toute autonomie et liberté d'action. En croyant œuvrer pour le bien de leurs institutions et du sport, les dirigeants sportifs auraient en réalité servi les intérêts du pouvoir en place, en facilitant l'instrumentalisation politique et la « péronisation » du sport. Preuve de cette perte de liberté et de l'asymétrie des rapports entre le milieu sportif et le gouvernement, les individus et les institutions qui ont tenté de résister ou de s'opposer aux injonctions et aux exigences du pouvoir ont été punis. Ce sont en tout cas les raisons couramment invoquées pour expliquer les expropriations, les saisies et les mises sous tutelle (*intervenciones*) dont certains clubs ont été victimes.

Les sources consultées dans le cadre de ce travail, et notamment les archives de la Commission 49, permettent de retracer les origines de cette *doxa* historiographique. Elle s'inspire partiellement des jugements et des critiques émis dès la période péroniste par les opposants du régime, repris et largement diffusés, après le coup d'État de 1955, par les partisans de la Révolution Libératrice. Or, l'étude attentive de la politique sportive mise en place entre 1946 et 1955 et l'analyse des rapports entretenus entre les acteurs des milieux sportif et politique invitent à réviser ces interprétations. En premier lieu, il convient de nuancer l'idée d'une rupture brutale introduite par le péronisme. Dans le cas du sport – mais c'est loin d'être le seul domaine où cela s'observe –, on peut repérer un certain nombre de continuités entre les mesures adoptées par le péronisme et celles qui avaient déjà été entreprises. Le parrainage politique et le financement des institutions sportives par les pouvoirs publics sont des phénomènes qui remontent à la fin du xix^e siècle.

De même, les discours et les représentations rattachés au sport par la propagande péroniste ne sont pas nouveaux. Le sport acquiert un statut inédit sous le péronisme parce qu'il est reconnu en tant que pilier de la culture de masse et pratique culturelle universelle, capable de jouer un rôle déterminant tant sur le plan éducatif et sanitaire que social. Pour le gouvernement, le sport peut contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la population et en être la manifestation : les victoires des athlètes argentins dans les compétitions internationales témoigneraient de la vitalité de tout un peuple, rehausseraient le prestige national à l'étranger et feraient connaître la réussite de la *Nueva Argentina*

justicialiste à travers le monde. La conviction que les performances sportives sont le produit et le reflet d'un modèle de société est profondément ancrée chez les dirigeants péronistes. Mais, là encore, le péronisme est loin d'être une exception. Cette perception du sport, dont découlent les modes de relations entretenues avec le milieu sportif, n'est pas propre au péronisme. Elle s'inscrit au contraire dans un mouvement général que l'on peut observer dans bien d'autres régions du monde à la même époque, et notamment aux États-Unis et dans plusieurs pays européens.

Pour les membres de l'opposition, la politique sportive mise en place par le péronisme s'apparente à celle des régimes fasciste et nazi. Mais la tendance à la centralisation, au dirigisme étatique, la création d'organismes gouvernementaux et de structures encourageant la pratique sportive des enfants et des jeunes, la multiplication des événements sportifs et la construction d'infrastructures peuvent aussi évoquer, entre autres, les initiatives du Front Populaire en France, le développement du sport universitaire en Amérique du Nord, la progression du football dans l'Italie des années 1950 sous les auspices du Parti communiste et de l'Église catholique. Les hommes politiques péronistes ne sont pas les seuls ni les premiers à prendre conscience de l'importance cruciale du sport et de sa dimension politique.

La notion de « péronisation » sous-entend l'idée d'une politisation induite du sport, perpétrée par le régime péroniste. En l'utilisant, les enquêteurs de la Commission 49 indiquent implicitement qu'ils adhèrent au mythe fondateur de l'apolitisme du sport, forgé au XIX^e siècle. Amplement diffusé et constamment défendu par les apôtres de l'olympisme et les gardiens de l'idéal amateur, ce récit originel prétend faire du sport une activité neutre, pure et maintenue à l'écart du monde social. En fait, il s'agit d'un glissement qui s'est produit progressivement, entre le principe de départ de n'opérer aucune distinction sur des critères nationaux, raciaux, religieux ou politiques entre les pratiquants, les participants aux compétitions et les membres des institutions sportives et l'idée que le sport serait par essence apolitique, qu'il échapperait aux considérations politiques, voire qu'il les surplomberait. À terme, l'activité en elle-même a fini par être confondue avec le milieu sportif et ses acteurs. Les adeptes de l'amateurisme, ainsi que les dirigeants du CIO, oublient que revendiquer son apolitisme est en soi une prise de position politique qui dit quelque chose des valeurs, des convictions, des représentations portées sur la société par ceux qui s'en réclament¹. En outre, à partir du moment où les propagandistes du sport en font un moyen de se distinguer des autres classes sociales, d'éduquer les enfants, de

¹ Voir les remarques de Jacques Defrance, « La politique de l'apolitisme. Sur l'autonomisation du champ sportif », *art. cit.*

former des citoyens physiquement et moralement sains, de préparer les futurs soldats ou de propager la paix dans le monde, le sport devient, par la force des choses, un enjeu politique. Aussi est-il vain de tenter de dater l'apparition de la politique dans le sport : si, comme l'affirment Norbert Elias et Eric Dunning, l'invention du sport est un effet ou une conséquence du « processus de civilisation » à l'œuvre dans l'Angleterre du xviii^e siècle, c'est donc bien une pratique qui, dès ses origines, est étroitement liée aux transformations sociales globales des sociétés contemporaines et par conséquent, éminemment politique.

Néanmoins, l'apolitisme du sport était un principe fortement ancré dans le milieu sportif argentin, notamment parmi les institutions amateurs. Le club pouvait ainsi être perçu comme un refuge, un espace qui devait être préservé des conflits sociaux et politiques qui traversaient l'ensemble de la société. Dans ce cadre, les initiatives péronistes sont souvent apparues aux yeux des dirigeants et des *socios* comme des formes d'ingérence venant perturber et menacer la vie des associations sportives. Plus grave encore, en raison de la polarisation croissante de la société argentine, des multiples tensions et phases de crise qui ont rythmé les dernières années du péronisme, il n'était plus possible d'empêcher les questions politiques de faire irruption au sein des clubs. Cette situation peut expliquer le profond rejet exprimé par certains membres du milieu sportif à l'égard du péronisme, considéré comme responsable de cette « pénétration » du politique et des débats partisans dans les institutions sportives.

Mais l'étude détaillée du fonctionnement des organismes sportifs et des rapports construits entre leurs dirigeants et les responsables politiques sous le péronisme tend à montrer le caractère illusoire d'une séparation stricte entre les deux sphères. De même, la distinction entre l'État et la « société civile », à laquelle appartiendrait le milieu sportif, s'avère peu opérante dans le contexte du premier péronisme. Les clubs et les fédérations n'agissent pas en dehors de la société, mais sont, au contraire, imprégnés par les débats et conflits qui la traversent. Dans une démarche qui se rapproche de la micro-histoire et d'une histoire sociale centrée sur les acteurs, l'analyse du fonctionnement interne du milieu sportif montre la porosité des frontières entre l'État et les institutions privées, ainsi que la variété des situations et des prises de position vis-à-vis du pouvoir politique. Une constante semble néanmoins pouvoir être dégagée : le péronisme, même s'il tente de modifier les modes de relations existant entre les organisations sportives et l'État à travers la mise en place d'une législation spécifique, ne rompt pas avec certains usages antérieurs. En ce sens, la tendance à la personnalisation des rapports de pouvoir et le recours à des formes de clientélisme, vivement dénoncées par les antipéronistes, constituent un

ensemble de pratiques politiques héritées. Particulièrement repérables dans le sport, elles concernent cependant l'ensemble de la société argentine.

L'examen attentif des clubs et des fédérations permet néanmoins de noter l'existence de logiques propres au milieu sportif, qui ne coïncident pas forcément avec celles qui agissent au sein du monde politique. Affirmer que les institutions sportives n'évoluent pas en dehors ou à l'écart du reste du monde social ne revient pas à nier la part d'autonomie de ce milieu. Les dirigeants et les athlètes poursuivent leurs propres objectifs et cherchent à défendre leurs intérêts. Sous le péronisme, de nombreux responsables sportifs ont trouvé un terrain d'entente avec le régime, qui a répondu favorablement à leurs attentes ou à leurs sollicitations. Mais, comme on l'a vu, cela ne permet pas d'affirmer l'existence d'un « pacte » ou d'une alliance politico-sportive comme l'a prétendu Félix Daniel Frascara. Les dirigeants sportifs sont aussi entrés en conflit avec les pouvoirs publics parce que ces derniers, soucieux de mettre fin à ce qu'ils considéraient comme des privilèges ou des abus accordés indûment par les gouvernements précédents, s'en sont pris directement à leurs institutions. La lutte générale contre l'« oligarchie » et les « accapareurs » a aussi touché le sport : c'est ce contexte qui permet de mieux comprendre les tenants et aboutissants des expropriations et des mises sous tutelle menées contre plusieurs institutions. Face à la privatisation d'espaces publics initiée par certains clubs, le gouvernement justicialiste entend intervenir, au nom de l'intérêt général. À ces mesures radicales de récupération et de « restitution de biens publics au peuple » peuvent également se juxtaposer, comme dans le cas d'Estudiantes de La Plata, des enjeux liés aux luttes internes à l'œuvre au sein des clubs.

Le développement de la politique sportive péroniste n'est donc pas allé sans heurts et sans affrontements. Si certains dirigeants sportifs ont souffert des décisions prises par les pouvoirs publics et s'en plaignent auprès de la Commission 49, nombreux sont ceux qui ont vu leurs institutions se consolider au cours de la période péroniste. Le système de financement du sport instauré par le gouvernement a porté ses fruits : grâce à la distribution de subventions et aux attributions de prêts à des conditions très avantageuses, des institutions aux profils variés – du grand club *porteño* au modeste club rural – ont pu acquérir des terrains, construire, agrandir ou moderniser leurs installations, gagner des adhérents et accroître leur capital économique. L'évolution de la Cadcoa en est un exemple particulièrement éloquent. Les enquêteurs de la Commission 49 n'y voient qu'une prospérité de façade, cachant des problèmes financiers chroniques et insolubles. Ils établissent un parallèle entre l'endettement des clubs et celui du pays tout entier et

accusent le gouvernement péroniste d'avoir mené une politique économique irresponsable. Si le régime n'est pas parvenu à trouver une solution définitive aux difficultés rencontrées de longue date par les institutions sportives, ces mesures ont néanmoins répondu à des besoins et des demandes exprimées depuis plusieurs années par le milieu sportif, athlètes et dirigeants amateurs confondus.

Les membres de la Commission 49 ont soutenu l'idée que ces aides financières n'ont été accordées qu'aux organisations qui ont accepté de se soumettre aux exigences du régime et de collaborer avec les autorités en participant activement aux manifestations et à la propagande officielles. Nous nous sommes efforcée de démontrer que la réalité est plus complexe et ambiguë. Le milieu sportif n'était pas entièrement dépourvu de capacités de négociation et d'adaptation. Celles-ci ne se réduisent pas au binôme résistance/collaboration : l'éventail des situations analysées montre qu'entre ces deux pôles, il existe toute une « zone grise » d'accommodements². Si des formes de pressions, plus ou moins insidieuses, ont pu être exercées par le pouvoir politique sur certaines institutions, les dirigeants et les athlètes ne se sont pas retrouvés brutalement à la merci du gouvernement. Le programme de financement mis en place sous le péronisme tendait justement à estomper les inégalités d'accès aux ressources économiques publiques qui existaient auparavant, entre les institutions puissantes, capables, par l'intermédiaire de leurs patrons et de leurs adhérents influents, de relayer efficacement leurs demandes auprès de l'État, et les institutions de moindre importance. Désormais, toutes les disciplines sportives et tous les types d'associations pouvaient prétendre à des aides publiques, du moment qu'elles étaient reconnues comme servant l'intérêt général. Mais ces nouveaux dispositifs ne se sont pas accompagnés de la disparition des pratiques clientélistes antérieures et du recours aux relations interpersonnelles qui liaient certains acteurs du monde sportif aux milieux politiques, qu'ils soient locaux ou nationaux.

Analyser la politique sportive péroniste au prisme de la « péronisation » tend à occulter la complexité des rapports établis entre le gouvernement et ses interlocuteurs sportifs. L'utilisation de ce concept induit certains postulats qui conduisent à interpréter les actions du gouvernement péroniste en leur prêtant des intentions cachées. Le pouvoir en place avancerait masqué et poursuivrait forcément un but inavoué : prendre le contrôle du milieu sportif. Or, à partir du moment où l'on suspend le recours aux grandes catégorisations politiques au profit d'une histoire sociale attentive aux trajectoires et aux

² Pierre Laborie, *Le chagrin et le venin*, op. cit. et Philippe Burrin, *La France à l'heure allemande*, op. cit.

stratégies menées par les acteurs sportifs et politiques, il apparaît que la mainmise du régime péroniste sur le milieu sportif est loin d'avoir été totale et unilatérale.

L'histoire de la politique sportive péroniste : une contribution à l'histoire de la construction étatique en Argentine

L'analyse précise des parcours et des expériences vécues par les acteurs du milieu sportif, qu'ils soient individuels ou institutionnels, permet, à la fois, de repérer les grandes structures qui régissent le système dans lequel agissent et interagissent les sportifs, les clubs, les fédérations, les dirigeants sportifs et politiques et de souligner la diversité des situations expérimentées pendant la période péroniste. Notre recherche a voulu confronter les profils et les formes de relations existant entre le pouvoir politique et les organisations sportives. Mais elle s'est aussi efforcée de montrer les transformations à l'œuvre au niveau de l'État et de l'administration centrale pendant la période péroniste. En ce sens, elle s'inscrit dans la continuité de nombreux travaux récents qui se sont focalisés sur des thématiques variées, telles que la santé, l'art, la culture, les intellectuels, la justice, l'éducation, la consommation, la presse, le cinéma. Cette tendance relativement nouvelle de l'historiographie à étudier les politiques péronistes en se concentrant sur un domaine ou un milieu professionnel précis s'est avérée très féconde.

D'une part, elle permet de souligner les spécificités propres à chaque secteur – et donc, d'éviter les généralisations abusives – tout en invitant à repérer les similitudes existant dans la mise en place de politiques centralisées et dans l'établissement des relations entre le gouvernement péroniste et différents groupes de la société argentine. En ce sens, il est indéniable que les dynamiques à l'œuvre au sein du milieu sportif pendant les années 1946-1955 ne s'appliquent pas à tous les autres milieux sociaux. Cependant, au-delà de cette singularité intrinsèque, la comparaison avec d'autres travaux, comme celui mené par Clara Kriger sur le monde du cinéma, permet d'identifier certains points communs qui contribuent à affiner la compréhension du phénomène péroniste. La mise en perspective de ces études spécialisées démontre que l'originalité du péronisme tient, entre autres, à ses efforts pour construire un État rationalisé, bureaucratisé et centralisé. Mais, contrairement à ce qu'affirme Perón et les services de propagande, cette entreprise de modernisation de l'État n'a pas été soigneusement pensée ni minutieusement planifiée en amont. Elle a, de plus, suscité des réactions virulentes, de rejet comme d'adhésion, au sein de la société argentine. Face aux divisions, aux contestations et aux résistances engendrées

par le projet péroniste, les responsables politiques ont dû régulièrement infléchir les orientations des politiques publiques. L'examen de la politique sportive tend également à démontrer les hésitations, les contradictions et les renoncements successifs des dirigeants péronistes.

Le recours aux travaux historiographiques récents consacrés au premier péronisme permet de mieux comprendre la place accordée au sport entre 1946 et 1955 : il est désormais considéré comme un domaine de compétence de l'État parce qu'il est pensé comme un support et une composante de l'action sociale des pouvoirs publics. L'un des apports de l'histoire de la politique sportive péroniste est de contribuer à l'histoire de l'État en Argentine, en montrant comment le gouvernement tente de constituer un État bureaucratique moderne. L'un des fondements des programmes politiques et du projet de la *Nueva Argentina* repose sur la prise en charge, par l'État, de la population et de ses besoins. Le sport est censé participer pleinement à la « démocratisation du bien-être » (*democratización del bienestar*) que le régime péroniste est supposé apporter à l'ensemble des citoyens argentins, et, en premier lieu, aux classes populaires.

Étudier l'histoire du sport pendant la période péroniste amène ainsi à réfléchir à l'histoire de la construction d'un État-providence en Argentine. Cette dimension invite le chercheur à mener une démarche comparatiste en s'intéressant à d'autres cas nationaux où l'on observe, parallèlement à la mise en place de politiques sportives, un processus similaire. Cette approche conduit à s'interroger sur l'« exceptionnalité » du régime péroniste. En effet, l'attention au sport, la centralisation étatique, la planification des programmes gouvernementaux ainsi que la mise en place de politiques sociales et sanitaires, sont des phénomènes que l'on retrouve dans de nombreux pays à la même période, y compris dans les démocraties européennes et américaines. Ces aspects ont aussi été mis en évidence par l'historiographie argentine de ces dernières années, qui s'est ainsi attachée à retracer les multiples sources d'inspiration et les influences variées mobilisées par le régime péroniste. Ces recherches insistent également sur le rôle déterminant joué par le contexte politique et historique, aussi bien national qu'international, des années 1940-1950, sur la perception du péronisme. Ce dernier apparaît encore de nos jours comme un phénomène politique « énigmatique³ », aussi bien pour une majeure partie du

³ Voir la plus récente synthèse publiée en français sur le péronisme : Alain Rouquié, *Le siècle de Perón, op. cit.*, quatrième de couverture, p. 15 et p. 21 : « Première partie : Perón, une expérience énigmatique et contradictoire ». L'auteur discute pourtant en introduction le problème de la singularité du péronisme, qui, pour lui, est loin d'être un « *hapax* » politique » (p. 12). Néanmoins, le terme « énigmatique » semble toujours être un qualificatif commode pour désigner le phénomène péroniste.

grand public que chez certains spécialistes des sciences sociales⁴. Cela tient au fait qu'il échapperait à toute tentative de catégorisation politique et de définition et, en particulier, à la dichotomie traditionnelle entre droite et gauche. Une division d'ailleurs rejetée par Perón qui propose, lui, de suivre une « troisième voie » permettant de trouver un équilibre entre capitalisme et communisme. Il est frappant de constater d'ailleurs que les acteurs politiques argentins des années 1940-1950 ne font presque jamais référence à ces deux étiquettes « droite » et « gauche » : toutes deux appartiennent bien plus au paysage politique européen et ne sont guère opérantes dans l'Argentine du milieu du xx^e siècle. Par contre, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, pour les opposants au péronisme, la société argentine serait le lieu d'un affrontement entre deux camps, d'un côté, celui de la « démocratie », représenté par la coalition rassemblant les conservateurs, les radicaux, les socialistes et les communistes, et, de l'autre, celui du « fascisme », du « nazisme » ou du « totalitarisme », incarné par le péronisme.

Cette grille d'analyse projetée sur le mouvement péroniste est fortement liée au contexte historique international produit par la Seconde Guerre mondiale et par le début de la Guerre froide. Mais Perón lui-même a contribué à ancrer durablement l'idée que son régime était unique et radicalement différent de ceux de ses prédécesseurs. Les discours officiels des années 1946-1955 insistent sur la dimension « révolutionnaire » du mouvement et de la doctrine péronistes, qui marquerait une rupture brutale avec les traditions politiques et historiques du pays. Sous la Révolution Libératrice, la junte militaire s'est elle aussi efforcée d'enraciner l'idée que le péronisme était un régime « à part », mais cette fois-ci, pour mieux le condamner. Aux yeux des antipéronistes, le régime de Perón n'aurait été qu'une parenthèse, une aberration historique temporaire dans le temps long de l'histoire nationale, qu'il convient d'oublier et de faire disparaître définitivement.

La démarche comparatiste permet, entre autres, d'historiciser les représentations forgées par les acteurs contemporains du premier péronisme. Le sport constitue un objet d'histoire particulièrement adapté à ce type de recherches, en tant qu'élément fondateur et fondamental de la modernité, de la mondialisation culturelle et de l'essor de la culture de masses. Les orientations de la politique sportive péroniste mériteraient ainsi d'être mises en regard avec celles des États-Unis, des pays européens et des nations latino-américaines.

⁴ Voir l'entretien accordé en 2015 par l'historien américain Joel Horowitz au journaliste argentin Ricardo Carpena pour le quotidien national *Clarín*, intitulé « Es apasionante tratar de entender al peronismo, sigue siendo un misterio », *Clarín*, 23 août 2015, [En ligne] https://www.clarin.com/opinion/horowitz-historia-peronismo-movimiento-obrero-sindicatos_0_SklYQNFw7e.html. Carpena rajoute « C'est un peu gêné que l'on doit confesser à Joel Horowitz que beaucoup d'Argentins ressentent la même chose ».

Nous pensons en particulier à l'exemple du Brésil de Getulio Vargas, qui a lui aussi fortement innové en termes de politique sportive, avec un temps d'avance sur l'Argentine péroniste. Perón ne fait jamais référence aux initiatives de son voisin lorsqu'il évoque les modèles à suivre pour améliorer la situation du milieu sportif local. Pourtant, il est très probable qu'elles aient aussi été une source d'inspiration pour les dirigeants péronistes. Il convient également de se demander si le programme sportif développé en Argentine au cours des années 1946-1955 a, à son tour, eu une influence auprès d'autres gouvernements de la région. C'est possible, étant donné la réputation du milieu sportif local, considéré, dès les années 1920-1930, comme le mieux organisé et le plus avancé du sous-continent par plusieurs observateurs étrangers, dont Avery Brundage. Ainsi, l'histoire comparée des politiques sportives nationales peut s'exercer à différentes échelles, en intégrant des problématiques relevant aussi bien de l'histoire transnationale que de l'histoire des circulations.

Il reste par ailleurs de nombreuses pistes de recherche à explorer afin d'approfondir notre compréhension des relations entre le sport et le premier péronisme. Ce travail se veut aussi une invitation à poursuivre les investigations dans ce domaine. Les archives de la Commission 49 représentent une mine d'informations sur la vie quotidienne des institutions sportives et des athlètes, les agissements des dirigeants, les moyens dont disposait le milieu sportif pour nouer des liens avec le pouvoir en place ou, au contraire, protester contre ses décisions. Même si ce fonds ne donne parfois qu'un aperçu partiel – et partiel – de ces interactions, il s'est avéré très précieux pour nuancer notre perception des rapports entre la sphère politique et le monde sportif. Or, des commissions d'enquête similaires à la Commission 49 ont aussi été créées au niveau provincial, voire municipal, entre 1955 et 1956. Il est évident que le repérage et la consultation de ces fonds apporteraient de nombreux compléments aux analyses que nous avons proposées dans ces pages et permettraient d'approfondir les connaissances sur l'histoire du péronisme au niveau provincial et local, dont l'historiographie est actuellement en plein essor.

La mise en valeur des archives de la CNI constitue un chantier historique en soi. Le recours aux archives diplomatiques, aussi bien argentines qu'étrangères, aux archives des fédérations sportives internationales et aux archives judiciaires et policières permettraient également de revenir sur des questions qui restent encore en suspens. Nous ne doutons pas qu'un certain nombre de nos hypothèses seront amenées à être révisées. Concernant la part prise par le sport dans la diplomatie culturelle argentine, il n'existe pour l'instant aucune étude systématique des tournées menées par des sportifs ou des

équipes argentines : ont-elles connu une forte augmentation sous le péronisme ? Des conditions particulièrement favorables ont-elles été offertes aux institutions sportives pour les mener à bien ? Ont-elles servi de support de propagande pour la *Nueva Argentina* ? On peut également s'interroger sur les transformations générales du mouvement sportif au niveau mondial au cours des années d'après-guerre et sur l'insertion des dirigeants argentins sur la scène sportive internationale. Le péronisme a-t-il facilité pour certains présidents des fédérations locales le développement de leur carrière au-delà des frontières nationales ? Ou, à l'inverse, la politique sportive péroniste et ses répercussions à l'étranger leur ont-elles porté préjudice ?

Concernant l'histoire des liens entre sport et péronisme, de nombreuses lacunes restent à combler. Le rôle joué par les syndicats, qu'ils regroupent des sportifs ou des employés des clubs, mériterait par exemple d'être examiné. Ces organisations sont-elles apparues grâce aux incitations du gouvernement péroniste ? Quels sont leurs liens avec la CGT et avec le régime ? Dans quelle mesure ont-elles contribué à introduire des débats sociaux et politiques au sein des institutions sportives ? Ont-elles participé à un infléchissement des rapports de force entre athlètes, employés, *socios*, dirigeants et représentants des pouvoirs publics ? Sur ce point, les sources institutionnelles, mais aussi judiciaires et policières pourraient apporter des éclairages décisifs sur la conflictualité sociale et la violence au sein des clubs. Car, si les sportifs associés au péronisme furent victimes de poursuites et de proscriptions sous la Révolution Libératrice, les stades sont devenus, pour la Résistance péroniste, des espaces de contestation. Dans une certaine mesure, les clubs n'ont cessé tout au long du second xx^e siècle d'apparaître potentiellement comme des lieux d'expression politique alternatifs mais aussi de servir de plate-forme et de bastion aux dirigeants politiques en quête de soutien populaire et de tremplin pour démarrer leur carrière. En paraphrasant Carl von Clausewitz, on peut légitimement se demander si le sport ne serait pas « la continuation de la politique par d'autres moyens ».

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

SOURCES

FONDS D'ARCHIVES

ARGENTINE

ARCHIVO GENERAL DE LA NACIÓN

Ministerio de Asuntos Técnicos (MAT) 1946-1955

Legajo 432 : Espectáculos Públicos

Legajo 510 : Deportes

Legajo 513 : Torneos Evita – 2° Plan Quinquenal

Legajo 681 : Iniciativas 2° Plan Quinquenal Deportes Educación Física

ARCHIVO GENERAL DE LA NACIÓN- ARCHIVO INTERMEDIO

Fiscalía Nacional de Recuperación Patrimonial (FNRP) – Comisión Nacional de Investigación (CNI)

- Comisión 24 « Ministerio de Comunicaciones »

Caja 1 :

- Expediente 50.473/56 « Nicolini, Felix, Nicolini, Fazzari Emma de y otros/ irregularidades en la provisión de servicios telefónicos »

Caja 3 :

- Expediente n°127 « Investigación efectuada en el Club Comunicaciones ».
- Expediente 11.496 « Afectación personal de Direc. De Arq. a tareas en el Club Comunicaciones »
- Expediente 11.497 « investigación efectuada en el Club Comunicaciones »
- Expediente 51.160/56 « Club Comunicaciones/ actuaciones relacionadas con su investigación »

- Comisión 49 « Irregularidades existentes en las distintas asociaciones, confederaciones, federaciones, clubes, etcetera »

Caja 1 :

- Expediente 457 « Irigoyen Elsa y D'Agostino Saverio/ Se denuncia sus actuaciones en la CADCOA y diversos empleos públicos »
- Expediente 2162 « Kenedy Ricardo/ Se denuncia sus actividades subversivas lo mismo que Santín Isaias. Amadori Luis César introducción ilegítima de automotores »
- Expediente 8020 « Peralla [sic] Antonio. Lozano Pedro Club/ Se denuncian la posesión de tierras por parte de dicho club en forma ilegal con la participación de Valenzuela Rodolfo »
- Expediente 8238 « González José Froilan/ se lo denuncia por enriquecimiento ilícito y negociados diversos »
- Expediente 11.269/56 « Informes aconsejando interdicciones »
- Expediente 19.527/56 « Andres Fandiño, R. Clando Andres Fandiño-s/ enriquecimiento ilícito »
- Expediente 51.948 « Asociación Argentina de Polo, investigación relacionada con el ex-Presidente de la Federación Argentina de Deportes Dr Rodolfo Valenzuela »
- Expediente 52.249 « Interventor en CADCOA/ remite copia de la Resolución adoptada con motivo de la denuncia formulada contra la Asociación Argentina de Polo »
- Expediente 102.942/57 « Rodolfo Guillermo Valenzuela/ Investigación de la actuación del mismo- Confederación Argentina de Deportes-Comité Olímpico Argentina [sic] »
- Expediente n°106.062 (desglosado del Exp. 100.915): « Valenzuela Rodolfo Guillermo. Antecedentes sobre sus operaciones bancarias »

Caja 2 :

- Expediente 51.129 « Valenzuela, Rodolfo/ Documentación varia »

Caja 3 :

- Expediente « Antecedentes reservados »
- Expediente « Archivo Personal »
- Expediente « Confederación Argentina de Deportes »

- Expediente « Correspondencia varia dirigida al Secretaria Privado del Dr. Valenzuela »
- Expediente « Firma Señor Presidente Departamento Técnico »
- Expediente « Notas Varias »
- Expediente « Pasaporte Diplomático de la familia Valenzuela »
- Expediente « Residencia Presidencial Asuntos Terminados »

Caja 4 :

- Expediente 103.520 « Valenzuela, Rodolfo/ Documentos personales »

Caja 5 :

- Expediente 103.520 : « Valenzuela, Rodolfo, documentación varia »

Caja 6 :

- Expediente 361 « Perette, Marco, Allende y Ferrer Zanchi/ Tres proyectos de resolución solicitando al P.E. informes sobre intervenciones a entidades deportivas, beneficios otorgados a la UES y otros »
- Expediente 514 « Valenzuela Rodolfo, Blasco, Maglio y otros/ Se denuncian sus irregularidades en CADCOA »
- Expediente 1356 « Rotili y Juan Piñeyro/ Se los denuncian por diversas irregularidades en el Club Lanús y otras instituciones »
- Expediente 2217 « Comunicaciones Club de/ Denuncian a las autoridades del mismo por robo y otras irregularidades »
- Expediente 2237 « Valenzuela Rodolfo/ Irigoyen Elsa, Maglio y otros/ Se los denuncian por irregularidades diversas en CADCOA »
- Expediente 2249 « Automovil Club Argentino/ Se denuncian sus irregularidades administrativas »
- Expediente 2344 « Conditi Cecilio ex-presidente de la A.F.A./ Se denuncian sus negociados »
- Expediente 3137 « Paniza Antonio/ Se lo denuncia como testaferro de Borlenghi, Pace Ismael, también testaferro de Borlenghi »
- Expediente 3150 « De Milo Ernesto/ Se denuncia a sus negociados y enriquecimiento ilícito »
- Expediente 4110 « Aramburu Aitor/ Se lo denuncia por enriquecimiento ilícito »
- Expediente 4179 « Conditi Cecilio/ Se denuncia su enriquecimiento ilícito »
- Expediente 4646 « Renzi Atilio/ Su amistad con Vannelli, Fernando propietario de una empresa constructora/ Se denuncian sus negociados »

- Expediente 5242 « Suárez Valentín/ Se denuncia su enriquecimiento ilícito »
- Expediente 7312 « Borgonovo Francisco, Anesi Carlos, Lujan Williams/ se denuncian sus irregularidades, enriquecimiento ilícito y otros »
- Expediente 7816 « Vaccario Pedro, pariente del Mayor Renner/ Sus negociados y enriquecimiento ilícito realizados con Borgonovo Pancho »
- Expediente 8456 « Donaire Mario Horacio/ Se denuncia defraudación cometida por el mismo »
- Expediente 51.897/E/56 « CADCOA, Federaciones deportivas y clubes profesionales o amateurs/ detalles de las entregas de fondos, subvenciones, etc a las instituciones nombradas durante los años 1945 al 1955 »
- Expediente 7312 « Borgonovo Francisco, Anesi Carlos, Lujan Williams/ se denuncian sus irregularidades, enriquecimiento ilícito y otros »
- Expediente 7816 « Vaccario Pedro, pariente del Mayor Renner/ Sus negociados y enriquecimiento ilícito realizados con Borgonovo Pancho »
- Expediente 103.703 « Federación Argentina de Lucha/ Informe de la investigación practicada en la misma »
- Expediente 103.707 « Federación Argentina de Pelota/ Actuaciones de la investigación en la misma »
- Expediente 103.708 « Subcom. Inv. de la A.A.A. de Bowling/ Asociación Argentina de Bowling/ Informe de la investigación practicada en la misma. »
- Expediente 103.711 « Unión Argentina de Rugby/ Actuaciones realizadas en la investigación practicada en la misma »
- Expediente 103.712 « Federación Argentina de Billar/ Informe de la investigación practicada en la misma »
- Expediente 103.728 « Federación Motonáutica Argentina/ Actuaciones practicadas en la investigación realizada en la misma »
- Expediente 103.730 « Regatas La Marina Club/ Actuaciones e informe de la investigación practicada en el mismo »
- Expediente 103.740 « Quilmes Club Atlético/ Informe y actuaciones practicadas en la investigación realizada en dicho club »
- Expediente 103.741 « San Miguel del Monte Club Atlético/ Actuaciones e informe practicado por la investigación realizada en el mismo »
- Expediente 103.748 « Hacienda Ministerio de/ Subsidios, subvenciones etc. acordados desde 1945 al 1955 a instituciones deportivas »

Caja 7 :

- Expediente 7.067/55 « Valenzuela Rodolfo G./ Actuaciones relacionadas con la investigación practicada a las actividades del mismo »
- Expediente 10211 « Armando Alberto J. / Su amistad con Borlenghi, Gamboa y otros, y las anormalidades en el Ministerio del Interior y Justicia relacionado con la tramitación del Exp. 1053 »
- Expediente 101.156 « Irregularidades existentes en las distintas Asociaciones, Confederaciones, Federaciones, Clubes, etc »
- Expediente 101.174 « COMISION INVESTIGADORA N°49- Informe n°2 sobre asuntos en investigación (Valenzuela, CADCOA, Clubes, etc) »
- Expediente 102.944 « Asociación Argentina de Box/ investigación »
- Expediente 102.947 « Rodriguez Campora, Rosa M. Ciannis de / Investigación de las actividades de la misma en la Confederación Argentina de Deportes y en Partido Peronista Femenino »
- Expediente 102.948 « Díaz Saénz Valiente Carlos Enrique, Isidoro Gurevich y Alberto J. Armando – Acción contra los mismos por contrabando y otras causas »
- Expediente 102.949 : « Valenzuela Rodolfo G., Rodriguez Rosselli Roberto I. y otros/ defraudación y malversación »
- Expediente 103.652 « San Lorenzo de Almagro Club Atlético/ Informes y actuaciones realizadas en la investigación de irregularidades producidas en dicho club »
- Expediente 103.654 « Ferrocarril Oeste Club Atlético/ Informes y actuaciones realizadas en la investigación de irregularidades practicadas en dicho club »
- Expediente 103.719 « Asociación Argentina de Golf/ Informe de las actuaciones realizadas en la investigación practicada en la misma »
- Expediente 103.735 « Piraña Club Atlético/ Actuaciones e informe de la investigación practicada en dicho club »
- Expediente 103.737 « Confederación Argentina del Voley-ball/ Actuaciones e informe de la investigación practicada en dicha confederación »

Caja 8 :

- Expediente 103.649 « River Plate Club Atlético/ Actuaciones practicadas en dicho club e informes diversos »
- Expediente 103.650/56 « Club Atletico Boca Juniors, informes y actuaciones realizadas en dicho club ».

- Expediente 103.656 « Chacarita Juniors C. Atletico/ Informes y actuaciones realizadas en la investigación practicada en dicho club »
- Expediente 103.723 « Sacachispas Futbol Club/ Investigación practicada en la misma, actuaciones e informes »
- Expediente 103.727 « Temperley Lawn Tennis Club/ Actuaciones e informe practicado en la investigación del mismo »
- Expediente 103.729 « Nahuel Rowing Club/ informe y actuaciones practicadas en el mismo »
- Expediente 103732 « Olivos Yacht Club/ Informe de las actuaciones practicadas en la investigación realizada en el mismo »
- Expediente 103.734 « San Fernando Club/ Informe de la investigación practicada en el mismo »
- Expediente 103.739 « Sportivo Barracas Club/ Informe y actuaciones practicadas en la investigación realizada en dicho club ».
- Expediente 103.743 « Atlanta Club Atlético/ Actuaciones e informe practicado en la investigación realizada en dicho club »
- Expediente 103.764 « Villa Devoto Club de Gimnasia y Esgrima/ Actuaciones e informe de la investigación practicada en el mismo »

Caja 9 :

- Expediente 1668 « D'Agostino Saverio/ Se denuncia su obsecuencia al régimen depuesto y la introducción del libro La Razón de mi Vida en los clubes »
- Expediente 3237 « Ferrocarril Oeste C. Atletico/ Se denuncian el hallazgo de sobres con el membrete de dicho club y que presumiblemente fueron impresos en el Ministerio de Trabajo y Previsión »
- Expediente 3820 « Automovil Club Argentino/ Se denuncian sus irregularidades. Copias fotográficas »
- Expediente 5670 « Carrera Panamericana/ Realizada en Mexico/ Se denuncian el negociado realizado con los coches que trajeron los corredores y la incautación de los mismos »
- Expediente 7410 « D'Agostino Saverio, Irigoyen Helsa [*sic*], Weiss Mary Teran de y otros/ Su obsecuencia al régimen anterior sus negociados y vinculación con la CADCOA »
- Expediente 103.653 « Huracán Club Atlético/ Actuaciones e informes realizados en la investigación de irregularidades producidas en dicho club »

- Expediente 103.657 « Vélez Sarsfield C. Atlético/ Informes y actuaciones realizadas en la investigación de irregularidades de dicho club »
- Expediente 103.658 « Subcom. Inv. De la F.A. de Beisbol y Sofbol. Federación Argentina de Beisbol y Sofbol/ informe y estatuto de dicha Federación »
- Expediente 103.659 « Subcom. Inv. De la F.A. de Faustball. Federación Argentina de Faustball/ Actuaciones realizadas en dicha Federación »
- Expediente 103.716 « Federación Ecuestre Argentina/ Actuaciones e informes practicados en la investigación realizada en la misma »
- Expediente 103.720 « Subcom. Inv. De la F.A. de Bochas. Federación Argentina de Bochas/ Inv/ Practicada en la misma, su informe y actuaciones »
- Expediente 103.722 « Defensores de Belgrano, Club Atletico/ Informe y actuaciones practicadas en la investigación del mismo »
- Expediente 103.725 « Banfield Club Atlético/ Investigación practicada en el mismo, informe y actuaciones »
- Expediente 103.726 « Temperley Club Atletico/ Informe de la investigación practicada en el mismo ».
- Expediente 103.742 « Excursionistas Club Atletico/ Informe de las actuaciones practicadas en la investigación del club nombrado »

MUSEO EVITA- INSTITUTO NACIONAL EVA PERÓN

Archivo Fundacion Eva Perón

Archivo Jorge Sabaté

FRANCE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES - ARCHIVES DIPLOMATIQUES - NANTES

Fonds Buenos Aires, Ambassade, 1946-1956.

Carton 3 :

- dossier « Syndicalisme, grèves, CGT, salaires et revendications »
- dossier « Couple présidentiel »

- dossier « Voyage d'Eva Perón en Europe 1947 ».
- dossier « Ayuda Social - Fondation Eva Perón »
- dossier « Eva Perón »
- dossier « Complot du 24 septembre »
- dossier « Nouveau complot 10/02/1950 »

Carton 6 :

- dossier « Politique culturelle »

Carton 8 :

- dossier « Télévision : équipement 1948-1952 »

Carton 16 :

- dossier « Agences de presse 1946-1954 »
- dossier « Agence France-Presse 1946-1956 »
- dossier « Voyage de M. Apold secrétaire d'État argentin à l'Information 1954-1955 »
- dossier « La presse argentine et la France »
- dossier « Journalistes 1946-1956 »
- dossier « Attaques de la presse contre le corps diplomatique »
- dossier « Affaire de *La Prensa* 1951-1956 »

Carton 18 :

- dossier « Organisation du Ministère – Changement de personnel 1947-1954 »
- dossier « Voyages de M. Molinari Luis en Europe et en Orient 1947-1951 »
- dossier « Hommes du régime »
- dossier « Décorations Argentines (Ordre du Mérite/ Ordre du Libertador/ Médaille Péroniste) – Réciprocité »

Carton 34 :

- dossier « Jeux Panaméricains 1951 »
- dossier « Société Interaméricaine de Presse »

Carton 48 :

- dossier « Comité pour le rayonnement français »
- dossier « Groupement de Jeunesse »
- dossier « Club de régates L'Aviron »
- dossier « Association sportive française »
- dossier « Association Récréative Franco-Argentine »

Carton 51 :

- dossiers « Manifestations sportives ».
- dossier « Commissariat Général au Tourisme ».

Carton 96 :

- dossier « Attaché culturel »
- dossier « Influence culturelle des pays étrangers en Argentine »
- dossier « Cinéma »

SUISSE

COMITÉ INTERNATIONAL OLYMPIQUE

Archives historiques

- Dossier A. Brundage

CIO PT-BRUND-CI 1953-1956

CIO PT-BRUND-CORR 1937-1956

CIO PT-BRUND-DISCO 1940-1955

CIO PT-BRUND-ECRIT 1952-1955

CIO PT-BRUND-MICRO (Avery Brundage Collection – microfilms de la correspondance d'Avery Brundage) 1939-1956

CIO PT-BRUND-ROLYM 1949-1956

CIO PT-BRUND-VOYAG 1940

- Dossier Candidatures de Buenos Aires aux Jeux Olympiques d'été 1936, 1956, 1960

C-J04-1936/001 1926-1931

C-J04-1956/001 SD1-SD2-SD3 1948-1949

C-J04-1960/006 SD3 1949-1955

- Dossier CNO d'Argentine

D-RM01-ARGEN/001 1928-1956

D-RM01-ARGEN/003 1923-1956

D-RM01-ARGEN/010 1935-1956

D-RM01-ARGEN/012 1907-1922

D-RM01-ARGEN/013 1929-1939

- Dossier Jeux Olympiques-Londres 1948

CIO JO-1948S-ARTPR 1948

CIO JO-1948S-CEREM 1948

CIO JO-1948S-COJO 1946-1952

CIO JO-1948S-CORR 1947-1948

CIO JO-1948S-DISCO 1947-1948

CIO JO-1948S-FILOF 1948

CIO JO-1948S-INVIT 1948

CIO JO-1948S-MUSIQ 1948

CIO JO-1948S-PROGR 1948

CIO JO-1948S-PUBLI 1946-1948

CIO JO-1948S-RESUL 1948

- Dossier Jeux Olympiques-Helsinki 1952

CIO JO-1952S-ARTPR 1952

CIO JO-1952S-ATHL 1952

CIO JO-1952S-BULLE 1952

CIO JO-1952S-CEREM 1952

CIO JO-1952S-COJO 1947-1952

CIO JO-1952S-FILOF 1952

CIO JO-1952S-HYMNE 1952

CIO JO-1952S-INVIT 1951-1952

CIO JO-1952S-PROGR 1952

CIO JO-1952S-PUBLI 1951-1952

CIO JO-1952S-RESUL 1952

CIO JO-1952S-STADE 1952

- Dossier Jeux Panaméricains à Buenos Aires

H-FC02-PANAM/001 1954-1988

H-FC02-PANAM/002 1940-1951

H-FC02-PANAM/003 1951

H-FC02-PANAM/004 1951

H-FC02-PANAM/005 1950-1951

- Membres du CIO pour l'Argentine

CIO MBR-ALBED-CORR 1952-1958

CIO MBR-ALDAO-CORR 1927-1958

CIO MBR-ALVEA-CORR 1927-1932

CIO MBR-BUSTO-CORR 1931-1952

- Dossier S. Edström

CIO PT-EDSTR-CORR 1942-1964

CIO PT-EDSTR-GENER 1940-1956

SOURCES IMPRIMÉES

[ANONYME], *Ateneo Deportivo Femenino Evita. Julio de 1951 / Marzo de 1953*, Buenos Aires, El Ateneo, s/d [1953?].

[Anonyme], *Técnica del adoctrinamiento*, Buenos Aires, Editorial Mundo Peronista, 1954.

[ANONYME], *Quién es quién en la Argentina*, Buenos Aires, Editorial Kraft, 1955 (6^{ème} édition).

ANESI, Carlos P., *La carretera Panamericana. Su inauguración en el 9° cincuentenario del descubrimiento de América. El Gran Premio de las Américas*, Buenos Aires, s/e, 1938.

ASOCIACIÓN DE FÚTBOL ARGENTINO, *Memorias y balance de la AFA*, Buenos Aires, 1943-1956.

— *El Fútbol argentino*, Buenos Aires, 1954.

CADCOA, *Memoria y Balance general – Inventario*, , Buenos Aires, 1938-1951.

— *Resumen de la Memoria, Balance general y Cuenta de Gastos y Recursos*, Buenos Aires, 1952-1955.

— *Primeros Juegos Panamericanos 25 de febrero – 9 de marzo 1951 Buenos Aires*, Buenos Aires, 1951.

CLAVIER Irene, *Samaritana*, Montevideo, Editorial América Latina, 1948.

CLUB UNIVERSITARIO DE BUENOS AIRES, *Memoria y Balance del CUBA*, Buenos Aires, 1945-1956.

EMBAJADA DE LA REPÚBLICA ARGENTINA, *Orientaciones actuales de la enseñanza en la Argentina. La formación juvenil y la concepción Ivanissevich. Conferencia del Profesor Ubaldo O. Ferrer*, La Paz, Editorial Centenario, juin 1949.

ESCUELA SUPERIOR PERONISTA, *Programa de Conducción Política*, Buenos Aires, 1953.

FUNDACIÓN EVA PERÓN, *Deportes Infantiles Evita Campeonato Argentino de Basketbol Infantil Evita*, Buenos Aires, 1952-1953.

— *Club de Areté. Una Comunidad Solidaria. Síntesis de sus fundamentos, propósitos, formación de sus filiales, funcionamiento, etc. para CONOCIMIENTO DE LAS PERSONAS QUE EN EL INTERIOR DE LA REPÚBLICA deberán adoctrinar sobre la creación de esta institución, y establecer las sedes locales*, Buenos Aires, 1955.

GANDUGLIA Santiago, *El Nuevo Espíritu del Deporte Argentino*, Buenos Aires, Secretaría de Prensa y Difusión de la Presidencia de la Nación, 1954.

GOBIERNO DE LA PROVINCIA DE SANTA FE, *Campeonatos Infantiles EVITA, Juveniles JUAN PERÓN y Femeninos EVITA, Comisión Ejecutiva, I. Finalidad y Objetivos*, Santa Fe, 1954.

GRANATA María, *Derechos Justicialistas del Trabajador, de la Familia, de la Ancianidad, de la Educación y la Cultura, de la Mujer*, Buenos Aires, Presidencia de la Nación-Secretaría de Informaciones, 1954.

— *Pueblo y peronismo*, Buenos Aires, Presidencia de la Nación-Secretaría de Prensa y Difusión, 1954.

INSTITUTO ALEJANDRO BUNGE DE INVESTIGACIONES ECONÓMICAS Y SOCIALES, *Soluciones argentinas a los problemas económicos y sociales del presente*, Buenos Aires, Ediciones Economía Argentina, 1947.

JARAMILLO Ana (ed.), *El Peronismo y la Educación. Reproducción de la obra gráfica publicada por la Presidencia de la Nación, en el año del Libertador General San Martín*, Remedios de Escalada, Universidad Nacional de Lanús/ Ediciones de la UNLA, 2011.

— *El Peronismo y la Justicia Social. Reproducción de la obra gráfica publicada por la Presidencia de la Nación, en el año del Libertador General San Martín*, Remedios de Escalada, Universidad Nacional de Lanús/Ediciones de la UNLA, 2012.

MINISTERIO DE EDUCACIÓN - DIRECCIÓN GENERAL DE ENSEÑANZA PRIMARIA, *Educación común en la capital, provincias y territorios nacionales. Año 1948*, Buenos Aires, 1950.

MINISTERIO DE EDUCACIÓN Y JUSTICIA, *Creación de la Dirección Nacional de Educación Física, Deportes y Recreación*, Buenos Aires, 1963.

MINISTERIO DE OBRAS PÚBLICAS, *Tres años de labor*, Subsecretaría de Informaciones de la Presidencia, Buenos Aires, 1947.

MINISTERIO DE OBRAS PÚBLICAS DE LA NACIÓN, *Tres años de labor. Labor realizada y en ejecución. Breve reseña Diciembre 1943 - 4 de junio de 1947*, Buenos Aires, Subsecretaría de Informaciones de la Presidencia, 1947.

MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES, *Turismo para el pueblo*, Buenos Aires, s/d.

MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES Y CULTO, *Cultura para el pueblo*, Buenos Aires, Dirección General de Relaciones Culturales y Difusión, s/d.

MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES Y CULTO - SUBSECRETARÍA DE RELACIONES EXTERIORES - DIRECCIÓN GENERAL DE RELACIONES CULTURALES Y DIFUSIÓN, *Como se educa a un niño en la Argentina*, Buenos Aires, s/d.

PERÓN Juan Domingo, *La gimnasia y los deportes*, Buenos Aires, s/e, s/d.

— *Obras completas*, Tome XI à XVIII, Vol. 1, Buenos Aires, Fundación pro Universidad de la Producción y del Trabajo, 2001.

PRESIDENCIA DE LA NACIÓN, *Libro negro de la Segunda Tiranía*, Buenos Aires, 1958.

PRESIDENCIA DE LA NACIÓN-SECRETARÍA DE PRENSA Y DIFUSIÓN, *Perón inaugura la Escuela de Líderes de la Fundación Eva Perón*, Buenos Aires, 1954.

— « *Tenemos un pueblo bueno y capaz para el deporte* » dijo Peron. *En el acto inaugural del Congreso de la Unión de Entidades Deportivas y Civiles*, Buenos Aires, 1954.

PRESIDENCIA DE LA NACIÓN - SECRETARÍA TÉCNICA, *Plan de gobierno 1947-1951*, Buenos Aires, Edición del Banco Hipotecario Nacional, 1947.

PRESIDENCIA DE LA NACIÓN - SUBSECRETARÍA DE INFORMACIONES, *Alegria en el potrero*, Buenos Aires, s/d.

— *Ieros Juegos Deportivos Panamericanos Buenos Aires- 1951. Ceremonia de clausura. Homenaje a sus presidentes honorarios*, Buenos Aires, 1951.

— *Así cumple Perón*, Buenos Aires, 1951.

— *El Autódromo « 17 de Octubre ». Otra realidad justicialista*, Buenos Aires, 1952.

— *¡Perón cumple! 6 años de realizaciones*, Buenos Aires, 1952.

— *La cultura en el IIº Plan Quinquenal*, Buenos Aires, 1953.

— *Ciudad Estudiantil Presidente Juan Perón*, Buenos Aires, 1954, s/p.

PRESIDENCIA DE LA NACIÓN - SUBSECRETARÍA DE LA NACIÓN, *Segundo Plan Quinquenal 1953-1957*, Buenos Aires, 1953.

PRÉSIDENTE DE LA NATION - SUB-SECRETARIAT D'INFORMATIONS, *Buenos Aires, capitale du justicialisme*, Buenos Aires, 1952.

REPÚBLICA ARGENTINA, *Ley N° 12.345. Presupuesto de Gastos y Cálculo de Recursos de la Administración Nacional y Reparticiones Autárquicas para 1937*, Buenos Aires, 1937.

— *Anales de Legislación Argentina*, Buenos Aires, Editorial La Ley, 1945-1956.

— *Diario de Sesiones de la Cámara de Diputados*, Buenos Aires, 1946-1952

— *Boletín Oficial*, Buenos Aires, 14 noviembre 1947.

— *Ley n° 12.932 de Presupuesto General de la Nación*, Buenos Aires, 1947.

— *Ley n° 13.529 de Competencia de los Ministerios*, Buenos Aires, 1949.

REPÚBLICA ARGENTINA - MINISTERIO DE JUSTICIA E INSTRUCCIÓN PÚBLICA, *Recopilación de Circulares, Dirección General de Educación Física, años 1942-1944*, Buenos Aires, 1946.

RINA RODRÍGUEZ Ángela, *Eva de América Madona de los humildes*, Buenos Aires, s/e, 1949.

SECRETARÍA DE EDUCACIÓN, *Debe educarse y no sólo instruirse a la juventud. Conferencia pronunciada por S.E. El señor Secretario de Educación Doctor Oscar Ivanissevich en el Círculo de Aeronáutica el día 26 de noviembre de 1948*, Buenos Aires, 1948.

SERVICIO INTERNACIONAL DE PUBLICACIONES ARGENTINAS (SIPA), *Argentina Safeguards the Health of her People*, Buenos Aires, s/d.

— *Colonias de vacaciones*, Buenos Aires, s/d.

— *Bref historique du sport argentin*, Buenos Aires, s/d.

— *Infancia privilegiada*, Buenos Aires, s/d.

— *Síntesis de la Educación en la Argentina*, Buenos Aires, s.d.

SOUS-SECRETARIAT À L'INFORMATION, *Eva Perón et son œuvre sociale*, Buenos Aires, 1950.

SUBSECRETARÍA DE INFORMACIONES DE LA PRESIDENCIA DE LA NACIÓN, *Conversaciones, citas, relatos, ejemplos, anécdotas, recuerdos de Perón*, Buenos Aires, 1952.

VALENZUELA Rodolfo, *Para los Argentinos del mañana. Justicia social, libertad económica y soberanía política. Exposición de la Doctrina Revolucionaria ante la Honorable Convención Constituyente de 1949*, Buenos Aires, Kraft, 1950.

VICE-PRESIDENCIA DE LA NACIÓN-COMISIÓN NACIONAL DE INVESTIGACIONES, *Documentación, autores y cómplices de las irregularidades cometidas durante la segunda tiranía*, 5 tomes, Buenos Aires, 1958.

UNIÓN DE RUGBY DEL RÍO DE LA PLATA, *Memoria y balance de la Unión de Rugby del Río de la Plata*, Buenos Aires, 1944-1951.

UNIÓN ARGENTINA DE RUGBY, *Memoria y balance de la Unión Argentina de Rugby*, Buenos Aires, 1951-1956.

UNIÓN DE ESTUDIANTES SECUNDARIOS, *Teatro Argentino. Función Extraordinaria, En Homenaje al Excelentísimo Señor Presidente de la Nación Argentina, Juan D. Perón y a su Excelencia el Señor Gobernador de la Provincia de Buenos Aires Don Carlos Aloé, organizada por la U.E.S. Eva Perón 30 de julio de 1954*, Buenos Aires, 1954.

UNITED STATES GOVERNMENT, *Blue Book on Argentina. Consultations among the American Republics with respect to the Argentine Situation. Memorandum of the United States Government Washington D.C.*, New York, Greenberg, 1946.

AUTOBIOGRAPHIES

GALIMI Fulvio, *A Capa y espada*, Buenos Aires, Fabro, 2014.

GARCÍA Eduardo Augusto, *Yo fui testigo. Antes, durante y después de la segunda tiranía. Memorias*, Buenos Aires, Laserre, 1971.

LUNA Félix, *Encuentros a lo largo de mi vida*, Buenos Aires, Sudamericana, 2011.

PERÓN Eva, *La Razón de mi Vida*, Buenos Aires, Peuser, 1951.

TERÁN DE WEISS Mary, « Carta Abierta. Mary Terán de Weiss a la opinión pública », *El Gráfico*, n° 2237, 22 juillet 1964, p. 28-32.

PÉRIODIQUES

Argentine :

Actualidad Provincial

Boletín de los Deportes

Boletín Municipal de la Ciudad de Buenos Aires

Boletín Oficial de la República Argentina

El Caballo

El Gráfico

La Nación

La Prensa

La Razón

Mundo Deportivo

Mundo Infantil

Mundo Peronista

Mundo Radial

Noticias Gráficas

Nueva Argentina. Publicación de Difusión de la política del Superior Gobierno de la Nación

Olímpia

Para Ti
Revista del Deporte
Rico Tipo
U.E.S.
Sintonía

Europe :

Mundo Deportivo (Espagne)
France-Dimanche
Le Figaro
Miroir des Sports

TÉMOIGNAGES et ENTRETIENS

GUERRERO Eduardo, médaillé d'or olympique en aviron aux Jeux Olympiques d'Helsinki en 1952, entretien téléphonique, Buenos Aires, 9 septembre 2013.

MONFORT Flor, « El ser y la nadadora », entretien avec Enriqueta Duarte, supplément *Las 12, Página 12*, 7 octobre 2011.

[En ligne] <http://www.pagina12.com.ar/diario/suplementos/las12/13-6792-2011-10-07.html>, (consulté le 12/06/2013)

ARCHIVES ICONOGRAPHIQUES

ARCHIVO GENERAL DE LA NACIÓN, Documentos Fotográficos.

BIBLIOTECA NACIONAL MARIANO MORENO, Fototeca Benito Panunzi, fonds provenant de la Subsecretaría de Informaciones de la Dirección General de Prensa, División Fotografía, 1946-1955 [1 400 négatifs conservés dans des archives privées, acquisition par la Biblioteca Nacional en 2013].

INSTITUTO NACIONAL JUAN DOMINGO PERÓN, collection iconographique, affiches.

[En ligne] <http://www.jdperon.gov.ar/2013/08/afiches/>.

ARCHIVES AUDIOVISUELLES

ARCHIVO GENERAL DE LA NACIÓN – DEPARTAMENTO AUDIOVISUAL/ DOCUMENTOS FÍLMICOS

Noticiero Argentino – Sucesos de las Américas

Sucesos Argentinos

INSTITUTO NACIONAL JUAN DOMINGO PERÓN

BORCOSQUE Carlos (réal.), *Su obra de amor*, Subsecretaría de Informaciones, 1953.

CAHEN SALABERRY Enrique (réal.), *Argentina de fiesta*, Subsecretaría de Prensa y Difusión, 1950.

— *Turismo social*, Subsecretaría de Prensa y Difusión, 1953, 14 minutos.

Noticiero Argentino – Sucesos de las Américas

Noticiero Bonaerense

Noticiero Panamericano

Sucesos Argentinos

FILMS ÉDITÉS EN DVD

TORRES RÍOS Leopoldo (réal.), *Pelota de trapo* [DVD], Sociedad Independiente Filmadora Argentina, 1948, 114 minutos.

VIÑOLY BARRETO Román, (réal.), *Fangio, el demonio de las pistas* [DVD], Sociedad Independiente Filmadora Argentina, 1950, 113 minutos.

BIBLIOGRAPHIE

MÉTHODOLOGIE, HISTORIOGRAPHIE, ÉPISTÉMOLOGIE

ACHA Omar, « Latin American Populism: Tentative Reflections for a Global Historiographical Perspective », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En ligne] URL : <http://journals.openedition.org/nuevomundo/64834> (consulté le 8 mars 2015).

BANTIGNY Ludivine, « Les jeunes, sujets et enjeux politiques (France, XX^e siècle) », *Histoire@politique. Politique, culture, société*, n°4, janvier-avril 2008 [En ligne] <http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=04&rub=dossier&item=34> (consulté le 9 novembre 2014).

BOURDIEU Pierre, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Éditions de Minuit, 1979.

— « La “jeunesse” n’est qu’un mot » [1978] in BOURDIEU Pierre, *Questions de sociologie*, Paris, Éditions de Minuit, 2002, p. 143-154 (1^{ère} édition 1984).

CASTRO GOMES Angela, « O populismo e as ciências sociais no Brasil : notas sobre a trajetória de um conceito », *Tempo. Revista do Departamento de História da Universidade Federal Fluminense*, vol. 1, n° 2, 1996, p. 17-57.

COHEN Yves, *Le siècle des chefs. Une histoire transnationale du commandement et de l'autorité (1890-1940)*, Paris, Éditions Amsterdam, 2013.

COMBES Hélène et VOMMARO Gabriel, *Sociologie du clientélisme*, Paris, La Découverte, 2015.

DELPORTE Christian, MOLLIER Jean-Yves et SIRINELLI Jean-François, *Dictionnaire d'histoire culturelle de la France contemporaine*, Paris, PUF, 2010.

FARGE Arlette, *Le goût de l'archive*, Paris, Seuil, 1989.

— *Le cours ordinaire des choses dans la cité du XVIII^e siècle*, Paris, Seuil, 1994.

FOUCAULT Michel, « Naissance de la médecine sociale » [1974] in FOUCAULT Michel, *Dits et écrits. Tome II 1976-1988*, Paris, Gallimard, 2001, p. 207-228.

GENTILE Emilio, *La religion fasciste. La sacralisation de la politique dans l'Italie fasciste*, Paris, Perrin, 2002 (1^{ère} édition italienne 1993).

— *Les religions de la politique. Entre démocraties et totalitarismes*, Paris, Seuil, 2005.

GINZBURG Carlo, *Le Fromage et les vers. L'univers d'un meunier frioulan du XVI^e siècle*, Paris, Aubier, 1980 (1^{ère} édition italienne 1976).

— *Mythes, emblèmes, traces. Morphologie et histoire*, Paris, Flammarion, 1989.

— *Le juge et l'historien. Considérations en marge du procès Sofri*, Lagrasse, Verdier, 1997.

GOFFMAN Erving, *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Éditions de Minuit, 1975 [1^{ère} édition américaine 1963].

KERSHAW Ian, *Le mythe Hitler. Image et réalité sous le III^e Reich*, Paris, Flammarion, 2006 (1^{ère} édition anglais 1987).

KESTEL Laurent, *La Conversion politique. Doriot, le PPF et la question du fascisme français*, Paris, Raisons d'Agir, 2012.

LABORIE Pierre, *L'opinion française sous Vichy. Les Français et la crise de l'identité nationale 1936-1944*, Paris, Seuil, 1990.

— *Les Français des années troubles : de la guerre d'Espagne à la Libération*, Paris, Desclées de Brouwer, 2001.

— *Le chagrin et le venin. Occupation. Résistance. Idées reçues*, Paris, Gallimard, 2011.

MARIOT Nicolas, *Bain de foule. Les voyages présidentiels en province, 1888-2002*, Paris, Belin, 2006.

MATARD-BONUCCI Marie-Anne et MILZA Pierre, *L'Homme nouveau dans l'Europe fasciste (1922-1945). Entre dictature et totalitarisme*, Paris, Fayard, 2004.

MAUSS Marcel, *Essai sur le don*, Paris, PUF, 2007 (1^{ère} édition 1925).

MOLLIER Jean-Yves, SIRINELLI Jean-François et VALLOTTON François (dir.), *Culture de masse et culture médiatique en Europe et dans les Amériques, 1860-1940*, Paris, PUF, 2006.

PIROTTE Gautier, *La notion de société civile*, Paris, La Découverte, 2007.

RIOUX Jean-Pierre et SIRINELLI Jean-François (dir.), *Histoire culturelle de la France 4. Le Temps des Masses. Le vingtième siècle*, Paris, Editions du Seuil, 1998.

TOURAINÉ Alain, *La Parole et le Sang. Politique et société en Amérique latine*, Paris, Odile Jacob, 1988.

TRAVERSO Enzo, « Le totalitarisme. Histoire et apories d'un concept », *L'Homme et la société*, n° 129, 1998, p. 97-111.

WIEVIORKA Olivier, *La Mémoire désunie*, Paris, Seuil, 2010.

HISTOIRE ET SOCIOLOGIE DU SPORT

AISENSTEIN Ángela, DI GIANO Roberto, FRYDENBERG Julio et GUTERMAN Tulio, *Estudios sobre deporte*, Buenos Aires, Libros del Rojas – Universidad de Buenos Aires, 2001.

ALABARCES Pablo (comp.), *Peligro de gol. Estudios sobre deporte y sociedad en América Latina*, Buenos Aires, CLACSO, 2000.

ALABARCES Pablo, « El deporte en América Latina », *Razón y Palabra*, Dossier « Deporte, cultura y comunicación », n° 69, 2009.

ALABARCES Pablo, DI GIANO Roberto et FRYDENBERG Julio (comp.), *Deporte y Sociedad*, Buenos Aires, Eudeba, 1998.

AMAR Marianne, *Nés pour courir. Sports, pouvoirs et rébellions (1944-1958)*, Grenoble, PUG, 1987.

ARBENA Joseph L. (ed.), *Sport and Society in Latin America. Diffusion, Dependency and the Rise of Mass Culture*, New York, Greenwood Press, 1988.

ARBENA Joseph L. et LAFRANCE David G.(eds), *Sport in Latin America and the Caribbean*, Wilmington (Del.), Scholarly Ressources, 2002.

ARCHAMBAULT Fabien, *Le Contrôle du ballon. Les catholiques, les communistes et le football en Italie de 1943 au tournant des années 1980*, Rome, École Française de Rome, 2012.

ARCHAMBAULT Fabien (coord.), Dossier « L'autre continent du football », *Cahiers des Amériques latines*, 74, 2013/3.

ARCHAMBAULT Fabien, BEAUD Stéphane et GASPARINI William, *Le football des nations. Des terrains de jeu aux communautés imaginées*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2016.

ARNAUD Pierre et RIORDAN James, *Sport et relations internationales (1900-1941)*, Paris, L'Harmattan, 1997.

— *Sport and International Politics : The Impact of Fascism and Communism on Sport*, Londres, E & FN Spon, 1998.

BENSOUSSAN Georges, DIETSCHY Paul, FRANÇOIS Caroline et STROUK Hubert (dir.), *Sport, corps et sociétés de masse. Le projet d'un homme nouveau*, Paris, Armand Colin, 2012.

BOLZ Daphné, *Les arènes totalitaires. Hitler, Mussolini et les jeux du stade*, Paris, CNRS Éditions, 2008.

BOSMAN Françoise, CLASTRES Patrick et DIETSCHY Paul (dir.), *Images de sport. De l'archive à l'histoire*, Paris, Nouveau Monde Éditions, 2010.

BOURDIEU Pierre, « Comment peut-on être sportif ? » [1978] in *Questions de sociologie*, Paris, Éditions de Minuit, 2002, p. 173-195 (1^{ère} édition 1984).

— « L'État, l'économie et le sport », *Sociétés et Représentations*, décembre 1998, p. 13-19.

BROMBERGER Christian, *Significaciones de la pasión popular por los clubes de fútbol*, Buenos Aires, Libros del Rojas – Universidad de Buenos Aires, 2001 [conférence prononcée en Argentine en août 2001].

CLÉMENT Jean-Paul, DEFRANCE Jacques et POCIELLO Christian, *Sport et pouvoirs au XX^e siècle : enjeux culturels, sociaux et politiques des éducations physiques, des sports et des loisirs dans les sociétés industrielles, années 20-années 90*, Grenoble, PUG, 1994.

DARBON Sébastien, *Diffusion des sports et impérialisme anglo-saxon. De l'histoire événementielle à l'anthropologie*, Paris, Editions de la MSH, 2008.

DEFRANCE Jacques, « La politique de l'apolitisme. Sur l'autonomisation du champ sportif », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 2000, 50, p. 13-27.

— *Sociologie du sport*, Paris, La Découverte, 2006 (1^{ère} édition 1995).

DIETSCHY Paul et CLASTRES Patrick, *Sport, société et culture en France du XIX^e siècle à nos jours*, Paris, Hachette, 2006.

DUFRAISSE Sylvain, *Les « Héros du sport ». La fabrique de l'élite sportive soviétique (1934-1980)*, thèse de doctorat en histoire sous la direction de Marie-Pierre Rey, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Paris, 2016, manuscrit inédit.

EHRENBERG Alain (ed.), « Aimez-vous les stades ? Les origines des politiques sportives en France », *Recherches*, n° 43, avril 1980.

— *Le culte de la performance*, Paris, Calmann-Lévy, 1991.

ELIAS Norbert et DUNNING Eric, *Sport et civilisation. La violence maîtrisée*, Paris, Fayard, 1994 (1^{ère} édition 1986).

ELSEY Brenda, *Citizens & Sportsmen. Fútbol & Politics in 20th-century Chile*, Austin, University of Texas Press, 2011.

FLONNEAU Mathieu, *Les cultures du volant XX^e-XXI^e siècles. Essai sur les mondes de l'automobilisme*, Paris, Éditions Autrement, 2008.

FRANK Robert (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, PUF, 2012, Chapitre 17 « Internationalisation du sport et diplomatie sportive », p. 387-405.

GASTAUT Yvan et MOURLANE Stéphane (dir.), *Le football dans nos sociétés 1914-1998. Une culture populaire*, Paris, Autrement, 2006.

GAY-LESCOT Jean-Louis, « La politique sportive de Vichy » in RIOUX Jean-Pierre, *La vie culturelle sous Vichy*, Bruxelles, Complexe, 1992, p. 83-115.

GIUCCI Guillermo, *La vida cultural del automóvil. Rutas de la modernidad cinética*, Buenos Aires, Universidad Nacional de Quilmes – Prometeo, 2007.

GONZÁLEZ CALLEJA Eduardo, « Le Real de Madrid, “équipe du régime” ? Football et enjeux politiques pendant la dictature de Franco » in GASTAUT Yvan et MOURLANE Stéphane (dir.), *Le football dans nos sociétés 1914-1998. Une culture populaire*, Paris, Autrement, 2006, p. 65-81.

GOUNOT André, JALLAT Denis et CARITEY Benoît (dir.), *Les politiques au stade. Études comparées des manifestations sportives du XIX^e au XXI^e siècle*, Rennes, PUR, 2007.

GUTTMANN, Allen, *Du rituel au record. La nature des sports modernes*, Paris, L'Harmattan, 2006 (1^{ère} édition américaine 1978).

— *Sport Spectators*, New York, Columbia University Press, 1986.

— *Games and Empires: Modern Sports and Cultural Imperialism*, New York, Columbia University Press, 1994.

KEYS Barbara J., *Globalizing Sport. National Rivalry and International Community in the 1930s*, Harvard, Harvard University Press, 2013.

LANFRANCHI Pierre, « Le football sarrois de 1947 à 1952. Un contre-pied aux actions diplomatiques », *Vingtième Siècle*, vol. 26, 1990, p. 59-66.

— « Entre initiative privée et question nationale. Genèse et évolution des politiques sportives en Europe (Grande-Bretagne, Allemagne, France et Italie) », *Politix*, 2000, vol. 13, n° 50, p. 29-48.

— « La consommation du spectacle sportif. Une comparaison entre l'Allemagne, l'Italie et la France dans l'entre-deux-guerres », *Le Mouvement social*, n° 206, 2004/1, p. 115-125.

LÉONARD Yves, « Le sport dans le Portugal de Salazar, “instructeur social” plus qu’outil de propagande » in BENSOUSSAN Georges, DIETSCHY Paul, FRANÇOIS Caroline et STROUK Hubert (dir.), *Sport, corps et sociétés de masse. Le projet d'un homme nouveau*, Paris, Armand Colin, 2012, p. 243-255.

MILZA Pierre, « Sport et relations internationales », *Relations Internationales*, n° 38, été 1984, p. 155-174.

MILZA Pierre, JECQUIER François et TÊTARD Philippe, *Le pouvoir des anneaux. Les Jeux Olympiques à la lumière de la politique 1896-2004*, Paris, Vuibert, 2004.

PEREIRA Victor, « La *Seleção* portugaise, entre dictature, propagande coloniale et horizon européen », dans ARCHAMBAULT Fabien, BEAUD Stéphane et GASPARINI William (dir.), *Le football des nations. Des terrains de jeu aux communautés imaginées*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2016.

RAUCH André, « Le défi sportif et l'expérience de la virilité » in CORBIN Alain (dir.), *Histoire de la virilité. 2. Le triomphe de la virilité. Le XIX^e siècle*, Paris, Seuil, 2011, p. 261-310.

RINKE Stefan, « ¿ La última pasión verdadera ? Historia del fútbol en América Latina en el contexto global », *Iberoamericana*, Año 7, n° 27, septembre 2007, p. 85-100.

SANJURJO Juan Antonio Simón, « Deporte y política durante el franquismo. El papel del Ministerio de Asuntos Exteriores de España siguiendo el movimiento internacional de

boicot a Sudáfrica durante los JJOO de México », *Agora para la educación física y el deporte*, Vol. 15, n° 3, 2013, p. 165-179.

— « La diplomacia del balón : deporte y relaciones internacionales durante el franquismo », *História e Cultura*, Franca, vol. 4, n° 1, mars 2015, p. 165-189.

SINGARAVÉLOU Pierre et SOREZ Julien (dir.), *L'empire des sports. Une histoire de la mondialisation culturelle*, Paris, Belin, 2010.

TORRES César et KIDD, Bruce (dir.), dossier « Historicizing the Pan-American Games », *The International Journal of the History of Sport*, Vol. 33, 2016.

TUMBLETY Joan, « La Coupe du monde de football de 1938 en France : émergence du sport-spectacle et indifférence de l'État », *Vingtième Siècle*, n° 93, janvier-mars 2007, p. 139-149.

VIGARELLO Georges, « Le Tour de France » in NORA Pierre (dir.), *Les Lieux de mémoire. III. Les France. 2. Traditions*, Paris, Gallimard, 1992, p. 884-925.

— *Du jeu ancien au show sportif. La naissance d'un mythe*, Paris, Éditions du Seuil, 2002.

— « Le gymnaste et la nation armée » in Alain Corbin (dir.), *Histoire du corps 2. De la Révolution à la Grande Guerre*, Paris, Seuil, 2005, p. 375-381.

— « S'entraîner » in COURTINE Jean-Jacques (dir.), *Histoire du corps. 3. Les mutations du regard. Le XX^e siècle*, Paris, Seuil, 2006, p. 169-206.

— « Stades. Le spectacle sportif des tribunes aux écrans » in COURTINE Jean-Jacques (dir.), *Histoire du corps. 3. Les mutations du regard. Le XX^e siècle*, Paris, Seuil, 2006, p. 357-384.

— « Virilités sportives » in COURTINE Jean-Jacques (dir.), *Histoire de la virilité. 3. La virilité en crise ? Le XX^e – XXI^e siècle*, Paris, Seuil, 2011, p. 231-255.

VIGARELLO Georges et HOLT Richard, « Le corps travaillé. Gymnastes et sportifs au XIX^e siècle » in CORBIN Alain (dir.), *Histoire du corps. 2. De la Révolution à la Grande Guerre*, Paris, Seuil, 2005, p. 321-388.

WAHL Alfred, *Les archives du football. Sport et société en France (1880-1980)*, Paris, Gallimard, 1989.

HISTOIRE DE L' ARGENTINE

ADAMOVSKY Ezequiel, *Historia de la clase media argentina. Apogeo y decadencia de una ilusión, 1919-2003*, Buenos Aires, Planeta, 2010.

— *Historia de las clases populares en la Argentina desde 1880 hasta 2003*, Buenos Aires, Sudamericana, 2012.

ALBERTO Paulina et ELENA Eduardo (ed.), *Rethinking Race in Modern Argentina*, Cambridge, Cambridge University Press, 2016.

BÉJAR María Dolores, *El régimen fraudulento. La política en la provincia de Buenos Aires, 1930-1943*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2005.

BERTONI Lilia Ana, *Patriotas, cosmopolitas y nacionalistas. La construcción de la nacionalidad argentina a fines del siglo XIX*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica de Argentina, 2001.

CAIMARI Lila, *Apenas un delincuente. Crimen, castigo y cultura en la Argentina 1880-1955*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2004.

CATTARUZZA Alejandro (dir), *Nueva Historia Argentina. Tomo VII. Crisis económica, avance del Estado e incertidumbre política (1930-1943)*, Buenos Aires, Sudamericana, 2001.

DEVOTO Fernando J., *Nacionalismo, fascismo y tradicionalismo en la Argentina moderna. Una historia*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2006 (1^{ère} édition 2002).

DEVOTO Fernando J. et MADERO Marta (dir.), *Historia de la vida privada en la Argentina. Tomo III : la Argentina entre multitudes y soledades : de los años treinta a la actualidad*, Buenos Aires, Taurus, 1999.

DE PRIVITELLIO Luciano, *Vecinos y ciudadanos. Política y sociedad en la Buenos Aires de entreguerras*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2003.

DI STEFANO Roberto, SABATO Hilda, ROMERO Luis Alberto et MORENO José Luis, *De las cofradías a las organizaciones de la sociedad civil. Historia de la iniciativa asociativa en la Argentina 1776-1990*, Buenos Aires, Edilab Editora, 2002.

GAYOL Sandra, *Honor y duelo en la Argentina moderna*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2008.

GOEBEL Michael, *Argentina's Partisan Past. Nationalism and the politics of history*, Liverpool, Liverpool University Press, 2011.

GONZÁLEZ BERNALDO DE QUIRÓS Pilar, *Civilité et politique aux origines de la nation argentine. Les sociabilités à Buenos Aires 1829-1862*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999.

GORELIK Adrián, *La grilla y el parque. Espacio público y cultura urbana en Buenos Aires, 1887-1936*, Bernal, Universidad Nacional de Quilmes Editorial, 2010 (1^{ère} édition 1998).

GUTIÉRREZ Leandro et ROMERO Luis Alberto, *Sectores populares, cultura y política. Buenos Aires en la entreguerra*, Buenos Aires, Sudamericana, 1975.

IRAZUSTA Julio et Rodolfo, *La Argentina y el imperialismo británico. Los eslabones de una cadena*, Buenos Aires, Condor, 1934.

KARUSH Matthew B., *Culture of Class. Radio and Cinema in the Making of a Divided Argentina, 1920-1946*, Durham et Londres, Duke University Press, 2012.

KLEIN Marcus, « Argentine Nacionalismo before Perón : the Case of the Alianza de la Juventud Nacionalista, c. 1937-1943 », *Bulletin of Latina American Research*, vol. 20, n°1, 2002.

LOBATO Mirta Zaida (ed.), *Cuando las mujeres reinaban. Belleza, virtud y poder en la Argentina del siglo XX*, Buenos Aires, Biblos, 2005.

LÓPEZ PEÑA Arturo, *El habla popular de Buenos Aires*, Université du Texas, Freeland, 1972.

MANZANO Valeria, *The Age of Youth. Culture, Politics and Sexuality from Perón to Videla*, Chapel Hill, The University of North Carolina, 2014.

MARRONE Irene et MOYANO WALKER Mercedes (dir.), *Persiguiendo Imágenes. El noticiosario argentino, la memoria y la historia (1930-1960)*, Buenos Aires, Ediciones del Puerto, 2006.

MATALLANA Andrea, *“Locos por la radio”. Una historia social de la radiofonía en la Argentina, 1923-1947*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 2006.

PÉREZ Inés, *El hogar tecnificado. Familias, género y vida cotidiana 1940-1970*, Buenos Aires, Biblos, 2012.

SAÍTTA Sylvia, *Regueros de tinta. El diario Crítica en la década de 1920*, Buenos Aires, Sudamericana, 1998.

SUR (coll.), *Argentina 1930-1960*, Buenos Aires, Editorial Sur, 1961.

TERÁN Oscar, *Historia de las ideas en la Argentina. Diez lecciones iniciales, 1810-1980*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2008.

VARELA Mirta, *La televisión criolla. Desde sus inicios hasta la llegada del hombre a la Luna 1951-1969*, Buenos Aires, Edhasa, 2005.

HISTOIRE DU PÉRONISME

ABÁSULO Ezequiel, « La dimensión política de la Corte Suprema durante el régimen peronista (1947-1955) », *Estudios Interdisciplinarios de América Latina y el Caribe*, vol. 13, n° 2, 2002 [En ligne] <http://eial.tau.ac.il/index.php/eial/article/view/947/982> (consulté le 9 mai 2015).

ABOY Rosa, « Ciudad, espacio doméstico y prácticas de habitar en Buenos Aires en la década de 1950. Una mirada a los departamentos para las clases medias », *Nuevo Mundo*

Mundos Nuevos, [En ligne] <http://nuevomundo.revues.org/59215> (consulté le 1^{er} juin 2015).

ACHA Omar, « Sociedad civil y sociedad política durante el primer peronismo », *Desarrollo Económico*, vol. 44, n° 174, juillet – septembre 2004, p. 199-230.

— « Cartas de amor en la Argentina peronista : construcciones epistolares del sí mismo, del sentimiento y del lazo político populista », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En ligne] URL : <http://journals.openedition.org/nuevomundo/12272> (consulté le 6 janvier 2012).

— *Los muchachos peronistas. Orígenes olvidados de la Juventud Peronista (1945-1955)*, Buenos Aires, Planeta, 2011.

ACHA Omar et QUIROGA Nicolás, « La normalización del primer peronismo en la historiografía argentina reciente », *Estudios Interdisciplinarios de América Latina y el Caribe*, vol. 20 : 2, 2009.

— *El Hecho maldito, conversaciones para otra historia del peronismo*, Rosario, Prohistoria, 2012.

ADAMOVSKY Ezequiel et BUCH Esteban, *La marchita, el escudo y el bombo. Una historia cultural de los emblemas del peronismo, de Perón a Cristina Kirchner*, Buenos Aires, Planeta, 2016.

AELO Oscar H., *El peronismo en la provincia de Buenos Aires, 1946-1955*, Caseros, Editorial de la Universidad Nacional de Tres de Febrero, 2012.

AGUSTI María Sol, « Radio, economía y política entre 1920 y 1945 : de los pioneros a las cadenas » in MASTRINI Guillermo (Ed.), *Mucho ruido, pocas leyes. Economía y políticas de comunicación en la Argentina (1920-2004)*, Buenos Aires, La Crujía Ediciones, 2005, p. 29-51.

ALTAMIRANO Carlos, « La era social » in ALTAMIRANO Carlos, *Bajo el signo de las masas 1943-1973*, Buenos Aires, Ariel, 2011.

ARRIBÁ Sergio, « El peronismo y la política de radiodifusión (1946-1955) » in MASTRINI Guillermo (Ed.), *Mucho ruido, pocas leyes. Economía y políticas de comunicación en la Argentina (1920-2004)*, Buenos Aires, La Crujía Ediciones, 2005, p. 71-100.

ARTINIAN Juan Pablo, *Imagining Argentina : Politics, Protest and the Cultural Politics of Representation, 1950-1966*, Phd Diss., Stony Brook University, 2013.

— « 1955 : Saqueos, crisis y emociones políticas en una Argentina dividida » in DI MEGLIO Gabriel y SERULNIKOV Sergio (comp.), *La larga historia de los saqueos en la Argentina. De la Independencia a nuestros días*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2017.

BALLENT Anahí, *Las huellas de la política. Vivienda, ciudad y peronismo en Buenos Aires, 1943-1955*, Buenos Aires, Universidad Nacional de Quilmes/ Prometeo, 2005.

BARRY Carolina, RAMACCIOTTI Karina et VALOBRA Adriana (dir.), *La Fundación Eva Perón y las mujeres : entre la provocación y la inclusión*, Buenos Aires, Biblos, 2008.

BERNETTI Jorge Luis et PUIGGRÓS Adriana, *Historia de la educación en la Argentina. Tomo V. Peronismo : cultura política y educación (1945-1955)*, Buenos Aires, Galerna, 1993.

BERROTARÁN Patricia, *Del plan a la planificación. El Estado durante la época peronista*, Buenos Aires, Imago Mundi, 2003.

BIANCHI Susana, « "El Ejemplo peronista". Valores morales y proyecto social (1951-1954) », *Anuario del IEHS*, IV, Tandil, 1989, p. 371-402.

BERROTARÁN Patricia, JAUREGUI Aníbal et ROUGIER Marcelo (dir.), *Sueños de bienestar en la Nueva Argentina. Estado y políticas públicas durante el peronismo 1946-1955*, Buenos Aires, Imago Mundi, 2004.

BUCHRUCKER Cristián, *Nacionalismo y Peronismo. La Argentina en la crisis ideológica mundial (1927-1955)*, Buenos Aires, Sudamericana, 1999 (1^{ère} édition 1987).

— « Interpretations of Peronism : Old Frameworks and New Perspectives », in BRENNAN James P. (Ed.), *Peronism and Argentina*, Wilmington (Del.), Scholarly Ressources, 1998, p. 3-28.

CAIMARI Lila, *Peron y la Iglesia católica. Religión, Estado y sociedad en la Argentina (1943-1955)*, Buenos Aires, Ariel, 1994.

CAMMAROTA Adrián, « Eugenesia y educación en la Provincia de Buenos Aires (1936-1955) », 2^{ndas} Jornadas nacionales de historia social, Córdoba, 13, 14 et 15 mai 2009.

— « El Ministerio de Educación durante el peronismo : ideología, centralización, burocratización y racionalización administrativa (1949-1955) », *Revista Historia de la Educación Latinoamericana*, vol. 15, 2010, p. 63-92.

— *Somos Bachiyeres. Juventud, cultura escolar y peronismo en el Colegio Nacional Mixto de Morón (1949-1969)*, Buenos Aires, Biblos, 2014.

CAMPIONE Daniel, *Orígenes estatales del peronismo*, Buenos Aires, Miño y Dávila, 2007.

CANE James, *The Fourth Enemy. Journalism and Power in the Making of Peronist Argentina, 1930-1955*, University Park (Penn.), The Pennsylvania State University Press, 2011.

CAPELATO Maria Elena R., *Multidões em cena. Propaganda política no varguismo e no peronismo*, São Paulo, UNESP, 2008 (1^{ère} édition 1998).

CIRIA Alberto, *Política y cultura popular : la Argentina peronista 1946-1955*, Buenos Aires, Ediciones de la Flor, 1983.

CONFALONIERI Orestes D., *Perón contra Perón*, Buenos Aires, Antyguá, 1956.

COSSE Isabella, *Estigmas de nacimiento. Peronismo y orden familiar 1946-1955*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica – Universidad de San Andrés, 2006.

CUCCHETTI Humberto, « Algunas lecturas sobre la relación iglesia/peronismo (1943-1955) : entre el mito de la “nación católica” y la “iglesia nacional”, *Revista Confluencia*, Año 1, n°1, hiver 2003.

— « Lecturas e interpretaciones sobre los orígenes del peronismo : ¿ nacional-populismo o adaptación fascista ? », *Studia Histórica. Historia Contemporánea*, 30, 2012, p. 151-171.

D'ARINO ARINGOLI Guillermo E., *La propaganda peronista 1943-1955*, Ituzaingó, Editorial Maipue, 2006.

DUSSEL Inés et PINEAU Pablo, « De cuando la clase obrera entró al paraíso :la educación técnica estatal en el primer peronismo » in PUIGGRÓS Adriana (dir.), *Historia de la educación en la Argentina. Tomo VI : Discursos pedagógicos e imaginario social en el peronismo (1945-1955)*, Buenos Aires, Editorial Galerna, 1995, p. 107-173.

ELENA Eduardo, *Dignifying Argentina. Peronism, Citizenship and Mass Consumption*, Pittsburgh, University of Pittsburg Press, 2011.

FERIOLI Néstor, *La Fundación Eva Perón*, deux volumes, Buenos Aires, Centro Editor de América Latina, 1990.

FERREYRA Silvana, « El "delito" de ser peronista. Una aproximación a la comisión investigadora durante la "Revolución Libertadora" », IV° Congreso de Estudios del Peronismo, Red de Estudios del Peronismo. Instituto Superior de Estudios Sociales- Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Técnicas, Universidad Nacional de Tucumán, San Miguel de Tucumán, 18, 19 et 20 septembre 2014,.

— « Las Comisiones Investigadores durante la “Revolución Libertadora”. Usos del archivo en la historiografía sobre peronismo y antiperonismo », *Quinto Sol. Revista de historia*, Vol. 20, n° 3, 2016 [En ligne]

<https://cerac.unlpam.edu.ar/index.php/quintosol/article/view/991/1619#notas18> (consulté le 23 mai 2017).

FIORUCCI Flavia, « La administración cultural del peronismo. Políticas, intelectuales y Estado », *Working Paper n° 20*, College Park, The University of Maryland, 2007.

— « Reflexiones sobre la gestión cultural bajo el peronismo », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, [En ligne] <http://journals.openedition.org/nuevomundo/24372> (consulté le 6 janvier 2012).

— *Intelectuales y peronismo 1945-1955*, Buenos Aires, Biblos, 2011.

— « El campo escolar bajo el peronismo 1946-1955 », *Revista Historia de la Educación Latinoamericana*, vol. 14, n°18, janvier-juin 2012, p. 139-154.

FRASER Nicholas et NAVARRO Marysa, *Eva Perón*, New York, W.W. Norton, 1981.

GALAK Eduardo et ORBUCH Iván Pablo, « Cine, educación y cine educativo en el primer peronismo. El Departamento de Radioenseñanza y Cinematografía Escolar », *Cine Documental*, n° 16, 2017, p. 49-75.

GAMBINI Hugo, *Historia del peronismo. Vol.1. El poder total (1943-1951)*, Buenos Aires, Ediciones B Argentina, 2016 (1^{ère} édition 1999).

— *Historia del peronismo. Vol. 2. La obsecuencia (1951-1955)*, Buenos Aires, Ediciones B Argentina, 2016 (1^{ère} édition 2000).

— *Historia del peronismo. Vol. 3. La violencia (1955-1983)*, Buenos Aires, Ediciones B Argentina, 2016 (1^{ère} édition 2006).

GENÉ Marcela, *Un mundo feliz. Imágenes de los trabajadores en el primer peronismo, 1946-1955*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica – Universidad de San Andrés, 2008.

GERCHUNOFF Pablo ET ANTÚNEZ Damián, « De la bonanza peronista a la crisis de desarrollo » in TORRE Juan Carlos (dir.), *Nueva Historia Argentina. Tomo 8. Los años peronistas*, Buenos Aires, Sudamericana, 2002, p. 125-205.

GERMANI Gino, *Política y sociedad en una época de transición*, Buenos Aires, Paidós, 1974.

GIRBAL-BLACHA Noemí, *Mitos, paradojas y realidades en la Argentina peronista (1946-1955). Una interpretación histórica de sus decisiones politico-económicas*, Buenos Aires, Universidad Nacional de Quilmes, 2004.

GOEBEL Michael, « A Movement from Right to Left in Argentine Nationalism ? The Alianza Libertadora Nacionalista and Tacuara as Stages of Militancy », *Bulletin of Latin American Research*, 2007, n°3, vol. 26, p. 356-377.

GUY Donna, *Creating Charismatic Bonds in Argentina : Letters to Juan and Eva Perón*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 2016.

HALL Linda B., « Evita Perón : Beauty, Resonance and Heroism » in BRUNK Samuel et FALLAW Ben, *Heroes and Hero Cult in Latin America*, Austin, University of Texas Press, 2006, p. 229-263.

HALPERÍN DONGHI Tulio, « El lugar del peronismo en la tradición política argentina », in AMARAL Samuel et BEN PLOTKIN Mariano (Eds.), *Perón : del exilio al poder*, Buenos Aires, Cántara, 1993, p. 15-44.

HAUSSEN Doris Fagundes, *Rádio e política. Tempos de Vargas e Perón*, Porto Alegre, EDIPUCRS, 1997.

HIRSCHEGGER Ivana, « El bienestar social durante el peronismo clásico. La expansión de los servicios de salud hacia las áreas rurales de los municipios de la provincia de Mendoza (1946-1955) », *Mundo Agrario*, Vol. 11, n° 21, juillet-décembre 2010.

HOROWITZ Joel, *Los sindicatos, el Estado y el surgimiento de Perón 1930/1946*, Buenos Aires, Eduntref, 2004.

INDI Guido, *Perón mediante. Gráfica peronista del período clásico*, Buenos Aires, la marca editora, 2006.

JAMES Daniel, *Resistance and Integration. Peronism and the Argentine Working Class, 1946-1976*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.

KARUSH Matthew B. et CHAMOSA Oscar (eds.), *The New Cultural History of Peronism. Power and Identity in Mid-Twentieth-Century Argentina*, Durham and London, Duke University Press, 2010.

KRIGER Clara, *Cine y peronismo. El Estado en escena*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2009.

LUNA Félix, *Perón y su tiempo. I. La Argentina era una fiesta 1946-1949*, Buenos Aires, Sudamericana, 1984.

— *Perón y su tiempo. II. La comunidad organizada 1950-1952*, Buenos Aires, Sudamericana, 1985.

— *Perón y su tiempo. III. El régimen exhausto 1953-1955*, Buenos Aires, Sudamericana, 1986.

MASTRINI Guillermo (ed.), «El antiperonismo como factor clave de los inicios de la televisión privada argentina » in MASTRINI Guillermo (Ed.), *Mucho ruido, pocas leyes. Economía y políticas de comunicación en la Argentina (1920-2004)*, Buenos Aires, La Crujía Ediciones, 2005, p. 101-111.

MATSUSHITA Hiroshi, *Movimiento obrero argentino 1930-1945*, Buenos Aires, Siglo Veinte, 1983.

MÉNDEZ Laura et PODLUBNE Adriana, « “Atraer para Educar Recreando”. El proyecto Ayekan Ruca en San Carlos de Bariloche 1934-1955 », 3^{eras} Jornadas de Historia de la Patagonia, Bariloche, 6-8 novembre 2008 [En ligne]

<http://www.hechohistorico.com.ar/Trabajos/Jornadas%20de%20Bariloche%20-%202008/Mendez-Podlubne.pdf> (consulté le 5 août 2013)

MERCADO Silvia D., *El inventor del peronismo. Raúl Apold, el cerebro oculto que cambió la política argentina*, Buenos Aires, Planeta, 2013.

MILANESIO Natalia, « La politique alimentaire et la consommation dans l’Argentine péroniste », *IdeAs*, 3/2012 [En ligne] <http://ideas.revues.org/425> (consulté le 23 juillet 2013)

— *Cuando los trabajadores salieron de compras. Nuevos consumidores, publicidad y cambio cultural durante el primer peronismo*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2014.

MURMIS Miguel et PORTANTIERO Juan Carlos, *Estudios sobre los orígenes del peronismo*, Buenos Aires, Siglo XXI, 1987.

NAVARRO Marysa (comp.), *Evita : mitos y representaciones*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2002.

PAGE Joseph A., *Perón. Una biografía*, Buenos Aires, Delbolsillo, 2011 (1^{ère} édition en anglais 1983).

PALACIO Juan Manuel, « El peronismo y la invención de la justicia del trabajo en la Argentina », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, mis en ligne le 25 septembre 2013, [En ligne] <http://nuevomundo.revues.org/65765> (consulté le 10 octobre 2014).

— *La justicia peronista. La construcción de un nuevo orden legal en la Argentina*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2018.

PANELLA Claudio *et alii*, *La Prensa y el peronismo. Crítica, conflicto, expropiación*, La Plata, Editorial Universidad Nacional de La Plata, 1999.

PANELLA Claudio et KORN Guillermo, *Ideas y debates para la Nueva Argentina : revistas culturales y políticas del peronismo 1946-1955*, 3 volumes, La Plata, Universidad Nacional de La Plata, 2010.

PASTORIZA Elisa, « El turismo social en la Argentina durante el primer peronismo. Mar del Plata, la conquista de las vacaciones y los nuevos rituales obreros, 1943-1955. », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En ligne] : <http://journals.openedition.org/nuevomundo/36472> (consulté le 9 novembre 2011).

— « Estado, gremios y hoteles. Mar del Plata y el peronismo », *Estudios Sociales*, n° 34, 1^{er} semestre 2008, [En ligne] <http://historiapolitica.com/datos/biblioteca/pastoriza.pdf> (consulté le 23 mars 2017).

PASTORIZA Elisa et PEDETTA Marcelo, « "Lo que el pueblo necesita". Turismo social y Peronismo. Argentina, 1945-1955 », *Études caribéennes* 13-14 | Décembre 2009 [En ligne] <http://journals.openedition.org/etudescaribeennes/3767> (consulté le 22 mars 2017).

PERUPATTO Sebastián, « Historiografía y educación peronista : un estado de la cuestión sobre historia de la educación durante el primer peronismo », *Revista Escuela de Historia*, vol. 11, n°2, Salta, décembre 2012.

PIGLIA Melina, « Caminos y balnearios. La política vial de Mercante (1946-1952) », XIV Jornadas Interescuelas/ Departamentos de Historia, Universidad Nacional de Cuyo, 2 au 5 octobre 2013 [En ligne] <http://cdsa.aacademica.org/000-010/334.pdf> (consulté le 15 mars 2015).

PLOTKIN Mariano B. « Perón y el peronismo : un ensayo bibliográfico », *Estudios Interdisciplinarios de América Latina y el Caribe*, Vol. 2, n° 1, 1991.

— *Mañana es San Perón. A Cultural History of Perón's Argentina*, Wilmington, SR Books, 2003, (1^{ère} édition 1993).

PODERTI Alicia, *Diccionario del peronismo*, Buenos Aires, Biblos, 2010.

PUIGGRÓS Adriana et CARLI Sandra (coord.), *Historia de la educación en la Argentina. Tomo VI. Discursos pedagógicos e imaginario social en el peronismo (1945-1955)*, Buenos Aires, Galerna, 1995.

RABINOVITZ Bernardo, *Sucedió en la Argentina (1943-1956). Lo que no se dijo*, Buenos Aires, Gure, 1956.

RAMACCIOTTI Karina, *La política sanitaria del peronismo*, Buenos Aires, Biblos, 2009.

RAMÍREZ GELBES Silvia, « La modelización tópica y el ethos : lo que de Eva Perón dicen sus propios discursos », *Comunicación y Medios*, n° 19, 2009, p. 109-124.

REIN Mónica E., *Politics and Education in Argentina 1946-1962*, New York, M.E. Sharpe, 1998.

REIN Raanan, *Peronismo, populismo y política : Argentina, 1943-1955*, Buenos Aires, Editorial de Belgrano, 1998.

REIN Raanan et SITMAN Rosalie (comp.), *El primer peronismo. De regreso a los comienzos*, Buenos Aires, Lumiere, 2005.

REIN Raanan et PANELLA Claudio (comp.), *Peronismo y prensa escrita. Abordajes, miradas e interpretaciones nacionales y extranjeras*, La Plata, Editorial Universidad Nacional de La Plata, 2008.

— *La segunda línea. Liderazgo peronista 1945-1955*, Buenos Aires, Eduntref-Pueblo Heredero, 2013.

RIOS FLORES Pablo, « "La ninfa argentina". La imagen de Eva Perón, de la santificación pagana al gesto iconoclasta de la "parodiología" neobarrosa : una lectura a partir de Warburg, Lévinas y Perlongher », *El Banquete de los Dioses. Revista de Filosofía y Teoría Política contemporáneas*, Volume 3, n°4, mai-novembre 2015, p. 117-160.

ROCCHI Pablo, « "Don Pancho", una visión siempre redonda », *Análisis Digital*, 28 septembre 2006 [En ligne] <http://www.analisisdigital.com.ar/noticias.php?ed=724&di=1&no=44276> (consulté le 18 février 2016).

ROSS Peter, *Policy Formation and Implementation of Social Welfare in Peronist Argentina 1943-1955*, University of New South Wales, 1988.

ROUGIER, Marcelo N., « La acción del Banco de Crédito Industrial Argentino en la etapa preperonista (1944-1946) », *Ciclos*, Año 9, Vol. IX, n° 18, 2^{ème} semestre 1999, p. 55-90.

— « Crédito e industria en tiempos de Perón, 1944-1955 », *Revista de Historia Industrial*, n° 35, Año 16, 2007, 3.

ROUQUIÉ Alain, *Le siècle de Perón. Essai sur les démocraties hégémoniques*, Paris, Seuil, 2016.

SIDICARO Ricardo, *La política mirada desde arriba. Las ideas del diario La Nación 1909-1989*, Buenos Aires, Sudamericana, 1993.

— *Los tres peronismos. Estado y poder económico 1946-55/ 1973-76/ 1989-99*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2003.

SIRVÉN Pablo, *Perón y los medios de comunicación. La conflictiva relación de los gobiernos justicialistas con la prensa 1943-2011*, Buenos Aires, Sudamericana, 2011 (1^{ère} édition 1984).

SPINELLI María Estela, *Los vencedores vencidos : el antiperonismo y la « revolución libertadora »*, Buenos Aires, Biblos, 2005.

— « La desperonización. Una estrategia política de largo alcance (1955-1958) », *historiapolitica.com* [En ligne] <http://historiapolitica.com/datos/biblioteca/Spinelli1.pdf>. (consulté le 20 juillet 2016).

SORIA Claudia, « *Santa Evita*, entre el goce místico y el revolucionario » [En ligne] <http://www.lehman.cuny.edu/ciberletras/v11/soria2.html> (consulté le 5 octobre 2017)

SORIA Claudia, CORTÉS ROCCA Paola et DIELEKE Edgardo (ed.), *Políticas del sentimiento. El peronismo y la construcción de la Argentina moderna*, Buenos Aires, Prometeo, 2010.

TANZI Héctor J., « Historia ideológica de la Corte Suprema de Justicia de la Nación 1947-1955 », *Revista IusHistoria*, n°2, 2005 [En ligne] https://ar.ijeditores.com/articulos.php?idarticulo=61990&print=1#indice_3 (consulté le 12 novembre 2012)

TORRE Juan Carlos, *La formación del sindicalismo peronista*, Buenos Aires, Legasa, 1987.

— « Interpretando (una vez más) los orígenes del peronismo », *Desarrollo Económico*, vol. 28, n°112, 1989.

— *La vieja guardia sindical y Perón. Sobre los orígenes del peronismo*, Buenos Aires, RyR, 2011 (1^{ère} édition 1990).

TORRE Juan Carlos (dir.), *Nueva Historia Argentina. Tomo 8. Los años peronistas*, Buenos Aires, Sudamericana, 2002.

VARELA Mirta, « Le péronisme et les médias : contrôle politique, industrie nationale et goût populaire », *Le Temps des Médias*, 2006/2, n°7, p.48-63.

ZANATTA Loris, *Eva Perón. Una biografía política*, Buenos Aires, Sudamericana, 2011 (1^{ère} édition en italien 2009).

HISTOIRE ET SOCIOLOGIE DU SPORT EN ARGENTINE

[Anonyme], « Mary Terán de Weiss : historia de una persecución », *Diario del Norte*, 7 février 2013,

[En ligne] http://www.diarioelnorte.com.ar/nota20829_mary-teran-de-weiss-historia-de-una-persecucion.html (consulté le 17 juin 2017).

[Anonyme], « Demolerán las viejas tribunas del velodromo para rescatar el predio », *La Nación*, 13 août 2015 [En ligne] <http://www.lanacion.com.ar/1808842-demoleran-las-viejas-tribunas-del-velodromo-para-rescatar-el-predio>. (consulté le 19 août 2015).

AGRAZO Fernando D., *El Sueño Olímpico de Buenos Aires*, Buenos Aires, Fernando D. Agrazo (auto-édité), 2003.

AGUIRRE Alfredo Armando, « La ley nacional del deporte (20.655) », *La Voz del Sur*, Viedma, 30 octobre 1987 [En ligne] http://choloar.tripod.com/L20655_1.htm (consulté le 22 mai 2014)

AISENSTEIN Ángela et SCHARAGRODSKY Pablo, *Tras las huellas de la Educación Física Escolar Argentina. Cuerpo, género y pedagogía. 1880-1950*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 2006.

ALABARCES Pablo, *Fútbol y patria : el fútbol y las narrativas de la nación en la Argentina*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 2008 (1^{ère} édition 2002).

ALABARCES Pablo et RODRÍGUEZ María Graciela, « Fútbol y Patria : la crisis de la representación de lo nacional en el fútbol argentino », *Educación Física y Deportes*, Año 3, N° 10, Buenos Aires, mai 1998

[En ligne] <http://www.efdeportes.com/efd10/pamr10.htm> (consulté le 10 octobre 2015).

AMAYA Sol, « Adiós a la tradición : CUBA se prepara para aceptar mujeres como socias », *La Nación*, 16 avril 2018 [En ligne] <https://www.lanacion.com.ar/2122835-el-club-cuba-busca-saldar-una-deuda-con-las-mujeres-asociarlas> (consulté le 20 mai 2018).

ANDERSEN Roberto, *Mary Terán de Weiss*, Buenos Aires, Fabro, 2012.

ANTÚNEZ Marta, « Mary Terán ¿ Cautiva del deporte o mujer política ? », *Fazendo Gênero 8 - Corpo, Violência e Poder*, Florianópolis, 25-28 août 2008. [En ligne] http://www.fazendogenero.ufsc.br/8/sts/ST54/Marta_%20Antunez_54.pdf (consulté le 10 janvier 2014).

ARCHETTI Eduardo P., *Masculinities. Football, Polo and the Tango in Argentina*, Oxford-New York, Berg, 1999.

— *El potrero, la pista y el ring. Las patrias del deporte argentino*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2001.

BALLENT Anahí, « Kilómetro Cero : la construcción del universo simbólico del camino en la Argentina de los años treinta », *Boletín del Instituto de Historia Argentina y Americana "Dr. Emilio Ravignani"*, Troisième série, n° 27, 1^{er} semestre 2005.

BARRANCOS Dora, « Ideas socialistas en cuerpos sanos (Argentina, 1920-1930) » in SCHARAGRODSKY Pablo (comp.), *La invención del « homo gymnasticus »*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 2011, p. 423-439.

BELEJ Cecilia, « Entre el panamericanismo y el nacionalismo. Alfredo Guido y su mural para el Automóvil Club Argentino », dans *VI Jornadas Nacionales de Historia Moderna y Contemporánea*, Luján, Universidad Nacional de Luján, 17 au 20 septembre 2008.

BONTEMPO María Paula, « “ Las entusiastas modernas juegan al golf y al tennis.” Una mirada a la práctica deportiva desde la revista *Para Ti* », *EFDeportes*, Año 8, n° 55, décembre 2002 [En ligne] <http://www.efdeportes.com/efd55/parati1.htm> (consulté le 24 juillet 2014).

BORDÓN Juan Manuel et CARELLI LYNCH Guido, *Luna Park : el estadio del pueblo, el ring del poder*, Buenos Aires, Sudamericana, 2017.

CLUB UNIVERSITARIO DE BUENOS AIRES [NEWTON Jorge], *Historia del Club Universitario de Buenos Aires 1918-1968*, Buenos Aires, s/e, 1968.

DASKAL Rodrigo, « La ciudad de Buenos Aires, los clubes y el deporte (1895-1920) : un análisis de las políticas públicas y sus debates y sus tensiones en el seno del Honorable Concejo Deliberante de la ciudad », *historiapolitica.com*

[En ligne] <http://historiapolitica.com/datos/biblioteca/daskal.pdf> (consulté le 15 avril 2017).

— « La *Sociedad Sportiva Argentina* y su terreno, historia de una disputa », communication présentée lors du 9° Congreso Argentino y 4° Latinoamericano de Educación Física y Ciencias (UNLP-FaHCE), La Plata, 13 au 17 juin 2011.

— *Los clubes en la ciudad de Buenos Aires (1932-1945)*. *Revista La Cancha : sociabilidad, politica y Estado*, Buenos Aires, Editorial Teseo, 2013.

DEMARCO Jorge Antonio, *Historia del boxeo aficionado en la Argentina*, 8 volumes, Buenos Aires, FAB, 1997-2002.

DI GIANO Roberto, « Los usos del fútbol en democracia », *Efdeportes*, Año 5, n° 26, octobre 2000 [En ligne] <http://www.efdeportes.com/efd26a/usosfut.htm> (consulté le 17 janvier 2012).

— « Los usos del fútbol en dictadura », *Efdeportes*, Año 6, n° 31, février 2001 [En ligne] <http://www.efdeportes.com/efd31/usosfut.htm> (consulté le 16 janvier 2012).

— « El fútbol en el marco de políticas nacionalistas », *Efdeportes*, Año 8, n° 55, décembre 2002 [En ligne] <http://www.efdeportes.com/efd55/nacion.htm> (consulté le 17 janvier 2012).

DUKE Vic et CROLLEY Liz, « Fútbol, Politicians and the People : Populism and Politics in Argentina », *International Journal of the History of Sport*, 18 : 3, 1993, p. 93-116.

ESCANDE Enrique, *Memorias del Viejo Gasómetro*, Buenos Aires, Dunken, 2004.

FERNÁNDEZ MOORES Ezequiel, *Breve historia del deporte argentino*, Buenos Aires, El Ateneo, 2010.

FRANCKA Camilo, « Mary Terán de Weiss : la "putita" que enamoró a Perón y cambió al tenis », *Informe Escaleno*, mars 2014,

[En ligne] <http://www.informeescaleno.com.ar/index.php?s=articulos&id=128> (consulté le 18 avril 2016).

FRYDENBERG Julio, « Prácticas y valores en el proceso de popularización del fútbol, Buenos Aires 1900-1910 », *Entrepassados*, Año 6, n°12, 1997.

— « El nacimiento del fútbol profesional argentino : resultado inesperado de una huelga de jugadores », II^{ndo} Encuentro de Deporte y Ciencias Sociales, Buenos Aires, 6 novembre 1999 [En ligne] <http://www.efdeportes.com/efd17/futpro.htm> (consulté le 17 février 2012).

— *Historia social del fútbol. Del amateurismo a la profesionalización*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2011.

— « Football à grand spectacle et identification de quartier à Buenos Aires », *Cahiers des Amériques Latines*, n° 74, 2013/3, p. 37-53.

FUENTES Sebastián Gerardo, « De la universidad al club : prestigio, élites y asociacionismo juvenil como reacción a la Reforma de 1918. El caso del Club Universitario de Buenos Aires », *Diálogos Pedagógicos*, Año XI, n°21, avril 2013, p. 11-24.

GAFFOGLIO Gretel, « Clubes tradicionales : hablan las mujeres que no pueden ser socias », *Clarín*, 8 mars 2017 [En ligne] https://www.clarin.com/sociedad/clubes-tradicionales-hablan-mujeres-pueden-socias_0_rk7_EWCqg.html (consulté le 16 juin 2017).

HÉMEURY Lucie, « Le polo argentin 1919-1939 : entre le *gaucho* et le *gentleman* sportif », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 2009/1, n°29, p. 63-70.

— « Centaures, *sportsmen* et *gauchos*. Les joueurs de polo argentins de l'entre-deux-guerres dans la revue sportive *El Gráfico* », in Françoise Bosman, Patrick Clastres et Paul Dietschy (dir.), *Images de sport. De l'archive à l'histoire*, Paris, Nouveau Monde Éditions, 2010.

— « Le *pato* en Argentine : de jeu interdit à sport national » in Vincent Cousseau (dir.), *Jeux interdits. La transgression ludique de l'Antiquité à nos jours*, Limoges, PULIM, 2016, p. 85-98.

HOROWITZ Joel, « Football Clubs and Neighbourhoods in Buenos Aires before 1943 : The Role of Political Linkages and Personal Influence », *Journal of Latin American Studies*, 46/3, août 2014, p. 557-585.

KARUSH, Matthew B., « National Identity in the Sports Pages : Football and the Mass Media in 1920s Buenos Aires », *The Americas* 60 : 1, juillet 2003, p. 11-32.

KRONENBERG Maximiliano, *Peronismo, deporte y sociedad (1946-1952)*, mémoire de maîtrise en journalisme sous la direction d'Ariel Scher, École de journalisme Tea y Deportea, Buenos Aires, , 2006.

LACOSTE Pablo, JAENISCH Eduardo, BOGGIA Alicia et ESCUDERO Eliana, « Redes humanas y organizacionales en los procesos de integración regional : los Grandes Premios Internacionales en el sur de América y el papel de los actores no estatales (1935-1965) », *Revista Universum* n° 15, Universidad de Talca, Chili, 2000, p. 125-159. [En ligne] <http://universum.otalca.cl/contenido/index-00/lacoste.html> (consulté le 20 avril 2015).

LA NACIÓN, *Juan Manuel Fangio. El mago de las fierras*, Buenos Aires, La Nación/Aguilar, 2006.

LUPO Víctor, *Primeros Juegos Panamericanos. A 50 años de la actuación más brillante del deporte argentino*, Buenos Aires, Comité Olímpico Argentino, 2001.

— *Historia política del deporte argentino (1610-2002)*, Buenos Aires, Corregidor, 2004.

LUPO Víctor et DEL PRADO Horacio, *100 ídolos porteños 1910-2010*, Buenos Aires, Corregidor, 2009.

MARINIS Horacio (de), *7 000 años a puñetazos. Historia crítica del boxeo*, Buenos Aires, Axioma, 1974.

MARTÍN Enrique et NESCI Ariel, *En este rincón. Un siglo de boxeo argentino*, Buenos Aires, Cinco, 2000.

MORELLI Liliana, *Mujeres deportistas*, Buenos Aires, Planeta, 1990.

OLIVERA Eduardo A., *Los orígenes de los deportes británicos en el Río de la Plata*, Buenos Aires, s/e, 1932.

ORBUCH Iván Pablo, « La actividad deportiva como dispositivo para el control del cuerpo. Un análisis de los pensamientos de Próspero Alemandri y Manuel Fresco en la década del '30 », communication présentée lors des VI Jornadas de Jóvenes Investigadores, Buenos Aires, Instituto de Investigaciones Gino Germani, 10, 11 y 12 de noviembre de 2011. [En ligne]

http://webiigg.sociales.uba.ar/iigg/jovenes_investigadores/6jornadasjovenes/EJE%207%20PDF/eje7_orbuch.pdf (consulté le 4 février 2014).

PALOMINO Héctor et SCHER Ariel, *Fútbol : pasión de multitudes y de elites. Un estudio institucional de la Asociación de Fútbol Argentino (1934-1986)*, Buenos Aires, CISEA, 1988.

PANZERI Dante, *Burguesía y gangsterismo en el deporte*, Buenos Aires, Ediciones Libera, 1974.

PIGLIA Melina, « Viaje deportivo, nación y territorio. El Automóvil Club Argentino y los orígenes del Turismo Carretera. Argentina, 1934-1938 », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En ligne] <http://nuevomundo.revues.org/40923> (consulté le 23 juillet 2013).

REIN Raanan, *Fútbol, Jews and the Making of Argentina*, Stanford, Stanford University Press, 2015.

RUIZ Luis Carlos, « Estadio "El Palacio" Tomás Adolfo Ducó », *huracansugente* [En ligne] : <http://www.huracansugente.com.ar/Estadio.htm> (consulté le 7 novembre 2016).

RUIZ GONZÁLEZ Diego Hernán, « Tomás Adolfo Ducó », *huracansugente*, [En ligne] : <http://www.huracansugente.com.ar/Duco.htm> (consulté le 7 novembre 2016).

SCHER Ariel, *La Patria deportista*, Buenos Aires, Editorial Planeta, 1996.

SCHER Ariel, BLANCO Guillermo et BÚSICO Jorge, *Deporte nacional. Dos siglos de historia*, Buenos Aires, Emecé, 2010.

TORRES, César R., « Tribulations and Achievements: The Early History of Olympism in Argentina », *The International Journal of the History of Sport* 18:3, 2001.

— « A Time of Conflict: Argentine Sports and the 1924 Olympic Team », in WAMSLEY Kevin B., BARNEY Robert K. et MARTYN Scott G. (dir.), *The Global Nexus Engaged: Past, Present, Future Interdisciplinary Olympic Studies*, Ontario, The University of Ontario Press, 2002.

— « “If We Had Had Our Argentine Team Here!” : Football and the 1924 Argentine Olympic Team », *Journal of Sport History*, vol. 30, n° 1, 2003.

— « Stymied Expectations. Buenos Aires’ Persistent Efforts to Host Olympic Games », *Olympika*, XVI, 2007, p. 43-76.

— « The limits of Pan-Americanism : the case of the failed 1942 Pan-American Games », *The International Journal of the History of Sport*, 28 :17, 2011, p. 2547-2574.

SPORT ET PÉRONISME

[ANONYME], « Se oye ruido de pelota », *Clarín*, 5 novembre 1998, [En ligne] https://www.clarin.com/deportes/oye-ruido-pelota_0_H10-ylMJIng.html (consulté le 5 août 2015).

[ANONYME] « Una historia salpicada por la ilusión y la pasión », *Clarín*, 30 juillet 2000,
[En ligne] https://www.clarin.com/deportes/historia-salpicada-ilusion-pasion_0_HJHGxU510Ye.html
(consulté le 5 août 2015).

AGUIRRE Alfredo Armando, « Fomento de la cultura física y el deporte Argentina junio 1943 – septiembre 1955 », *La Reforma* (General Pico, La Pampa), 6 et 7 décembre 1988
[En ligne] <http://choloar.tripod.com/sportedfis4355.htm> (consulté le 22 mai 2014).

ANTÚNEZ Marta Susana et MIRANDA Nora Edith, « El deporte como política pública. Participación y representación femenina », *Anais do VII Seminário Fazendo Gênero*, 28, 29 et 30 de 2006 (*sic*) [En ligne] http://www.fazendogenero.ufsc.br/7/artigos/A/Antunez-Miranda_15.pdf (consulté le 3 novembre 2012).

BORDAGARAY María E. et GORZA Anabella, « Socialización política y de género de la infancia durante el primer peronismo a través de la revista *Mundo Infantil* », dans PANELLA Claudio et KORN Guillermo (comp.), *Ideas y debates para la Nueva Argentina. Revistas culturales y políticas del peronismo (1946-1955)*, La Plata, Universidad Nacional de La Plata, 2010, p. 255-279.

CAMMAROTA Adrián, « Salud, deporte, nacionalismo y género en los espacios de socialización de niños y adolescentes (1930-1955). Las Colonias de Vacaciones, los Clubes colegiales y la UES », *KAIROS. Revista de temas sociales*, Año 15, n° 28, novembre 2011. [En ligne] <http://www.revistakairos.org/wp-content/uploads/Camarotta.pdf> (consulté le 17 août 2013).

— « Una juventud responsable, disciplinada y peronista. La *Revista de la Unión de Estudiantes Secundarios* (1954-1955) » in PANELLA Claudio et KORN Guillermo (Comp.), *Ideas y debates para la Nueva Argentina. Revistas culturales y políticas del peronismo (1946-1955)*, Vol. II, La Plata, Universidad Nacional de La Plata, 2010, p. 387- 405.

CANAL Mariano, « Deporte y Nación : los usos políticos del deporte durante el peronismo (1945-1955) », in MARRONE Irene et MOYANO WALKER Mercedes (dir.), *Persiguiendo Imágenes. El noticiario argentino, la memoria y la historia (1930-1960)*, Buenos Aires, Ediciones del Puerto, 2006, p. 179-196.

CORNELIS Stella Maris, « Control y generización de los cuerpos durante el peronismo. La educación física como transmisora de valores en el ámbito escolar (1946-1955) », *Aljaba*, v. 9, Luján, janvier-décembre 2005, p. 105-121.

CURIEL Ruben, « Estudiantes et l'héritage d'Eva Perón », *So Foot*, 1^{er} août 2015, [En ligne] <http://www.sofoot.com/estudiantes-et-l-heritage-d-eva-peron-205641.html> (consulté le 26 août 2015).

DASKAL Rodrigo et SAZBÓN Daniel, « El deporte entre centralización gubernamental y la búsqueda de preservación de su autonomía: el caso de la CADCOA » in PANELLA Claudio et REIN Raanan (comp.), *En busca de la Comunidad Organizada. Organizaciones políticas, sociales, económicas y culturales del primer peronismo*, La Matanza, Universidad Nacional de La Matanza, 2018, p. 297-324.

DI GIANO Roberto et MASSARINO Marcelo, « El peronismo y los deportes profesionales » in BIAGINI Hugo E. et ROIG Arturo A. (Dir.), *El pensamiento alternativo en la Argentina del siglo XX. Tomo II. Obrerismo, vanguardia, justicia social (1930-1960)*, Buenos Aires, Biblos, 2006.

ELSEY Brenda, « Cultural Ambassadorship and the Pan-American Games in the 1950s », *The International Journal of the History of Sports*, vol. 33, 2016, Iss. 1-2, p. 105-126.

FERNÁNDEZ MOORES Ezequiel, « Sacachispas », *La Gaceta*, 13 octobre 2013, [En ligne] <https://www.lagaceta.com.ar/nota/563869/deportes/sacachispas.html> (consulté le 5 août 2015).

FERRARI Germán, « Cuando Evita y Cereijo “definieron el campeonato” », *Todo es Historia*, n° 456, juillet 2005, p. 48-62.

FRASCARA Félix Daniel, « Deportes », dans SUR (coll.), *Argentina 1930-1960*, Buenos Aires, Editorial Sur, 1961, p. 374-382.

GALAK Eduardo et ORBUCH Iván Pablo, « Forjando cuerpos sanos, fuertes y peronistas. Los héroes deportivos de Avellaneda durante el primer peronismo (1946-1955) », *Cartografías del Sur*, n° 4, octobre 2016, p. 180-195.

JUANA (DE) Constanza, « Una mirada sobre la práctica deportiva durante el primer peronismo: El rol de los atletas en los I Juegos Panamericanos », communication présentée lors du XIVe Congrès Interescuelas de historia, Buenos Aires, 2013.

LORENC Norma G., « Los clubes de Y.P.F. en Comodoro Rivadavia (1930-1955) ¿ De la participación inducida a la identidad asumida? », *XII Jornadas Interescuelas/ Departamento de Historia*, Facultad de Humanidades y Centro Regional Universitario Bariloche, Universidad Nacional del Comahue, San Carlos de Bariloche, 2009. [En ligne] <http://cdsa.aacademica.org/000-008/1085.pdf> (consulté le 4 mai 2015).

MARCILESE José, « Sociedad civil y peronismo : los clubes deportivos en el período 1946-1955 », *Revista de História do Esporte*, Vol.2, N.2, décembre 2009.

MASSARINO Marcelo, « “Por Perón y por la Patria”. Un análisis del discurso peronista y deporte », *Efdeportes*, Año 8, n° 46, mars 2002 [En ligne]

<http://www.efdeportes.com/efd46/peron.htm> (consulté le 3 décembre 2011).

— « Pascual Pérez, un modelo peronista », *EFDeportes revista digital*, Año 9, n° 60, mai 2003, [En ligne] : <http://www.efdeportes.com/efd60/pascualp.htm> (consulté le 2 mars 2013).

MORGADO Jorge, « Duelo de revancha Reshevsky-Najdorf (Buenos Aires 1953) », *Noticias de Ajedrez*, 9 décembre 2009 [En ligne] <https://es.chessbase.com/post/duelo-de-revancha-reshevsky-najdorf-captulo-i-> (consulté le 21 mai 2012).

ORBUCH Iván Pablo, « Cuerpo, disciplina, patria y anticomunismo. Las concepciones de la Educación Física en Argentina entre 1936 y 1955 », I^{as} Jornadas de Jóvenes Investigadores en Educación, FLACSO, Buenos Aires, les 12, 13 et 14 septembre 2012.[En ligne]

<http://educacion.flacso.org.ar/files/webform/eventos/Cuerpo%20flacso%20pon.pdf>

(consulté le 30 septembre 2015)

— *Peronismo y Educación Física. Políticas públicas entre 1946 y 1955*, Buenos Aires, Miño y Dávila, 2016.

PIGLIA Melina, *Autos, rutas y turismo. El Automóvil Club Argentino y el Estado*, Buenos Aires, Siglo Veintiuno, 2014.

PODERTI Alicia E., « *PBT* : alegre, política y deportiva. Nueva época (1950-1955) » in PANELLA Claudio et KORN Guillerme (comp.), *Ideas y debates para la Nueva Argentina. Revistas culturales y políticas del peronismo (1946-1955)*, Vol. I, La Plata, Universidad Nacional de La Plata, 2010, p. 331-361.

REIN Raanan, « "El Primer Deportista" : the political use and abuse of sport in Peronist Argentina », *International Journal of the History of Sport*, 15/2, 1998, p. 54-76.

— « Turning the Country into an "Immense and Clamorous Stadium" : Perón, the New Argentina and the 1951 Pan-American Games », *The International Journal of the History of Sports*, vol. 33, 2016, Iss. 1-2, p. 29-43.

— « Política, deporte y diplomacia cultural », *Anuario del Instituto de Historia Argentina*, vol. 17, n° 1, e042, 2017 [En ligne] <https://doi.org/10.24215/2314257Xe042> (consulté le 8 septembre 2017).

REIN Raanan (comp.), *La Cancha peronista. Fútbol y política (1946-1955)*, San Martín-Tel Aviv, UNSAM-Tel Aviv University, 2015, p. 183-192.

RODRÍGUEZ María Graciela, « El deporte como política de Estado (período 1945-1955) », *EFDeportes*, Año 2, n° 4, avril 1997 [En ligne]

<http://www.efdeportes.com/efd4/mgr41.htm> (consulté le 10 octobre 2015).

— *Pueblo y público en el deporte. La interpelación estatal durante el peronismo (1946-1955)*, mémoire de maîtrise en Sociologie de la Culture, sous la direction de Pablo Alabarces, Instituto de Altos Estudios, Université de San Martín, Buenos Aires, 2002, manuscrit inédit.

RODRÍGUEZ María Graciela et AÑÓN Valeria, « *Mundo Deportivo*. El deporte en la gráfica estatal » in PANELLA Claudio et KORN Guillerme (comp.), *Ideas y debates para la Nueva*

Argentina. *Revistas culturales y políticas del peronismo (1946-1955)*, Vol. I, La Plata, Universidad Nacional de La Plata, 2010, p. 229-253.

— « Gráfica estatal y deporte : nuevas inflexiones. El caso de *Olimpia* » in PANELLA Claudio et KORN Guillerme (comp.), *Ideas y debates para la Nueva Argentina. Revistas culturales y políticas del peronismo (1946-1955)*, Vol. II, La Plata, Universidad Nacional de La Plata, 2010, p. 289-305.

ROZENGARDT Rodolfo et ACOSTA Fernando (coord.), *Historia de la Educación Física y sus instituciones : continuidades y rupturas*, Buenos Aires, Miño y Dávila, 2011.

SENÉN GONZÁLEZ Santiago, « Perón y el deporte », *Todo es Historia*, n° 345, avril 1996, p. 8-20.

TORRES César R., « Peronism, International Sport and Diplomacy » in DICHTER Heather L. et JOHNS Andrew L. (eds.), *Diplomatic Games, Sport, Statecraft and International Relations since 1945*, Lexington, University Press of Kentucky, 2014, p. 151-182.

CATALOGUE D'EXPOSITION

BIBLIOTECA NACIONAL MARIANO MORENO, *Peronismo y deporte. Fotografías (1946-1955)*, Buenos Aires, Catálogo 3/4, Colección : Fotografías inéditas del peronismo (1946-1955), 2014.

FILMOGRAPHIE

BATTAGLIA Judith, réal., *Mary Terán : la tenista del pueblo* [documentaire télévisé], Rosaria Producciones, 2013, 48 minutes.

FAVIO, Leonardo, réal., *Gatica, el Mono* [DVD], Instituto Argentino de Ciencias Audiovisuales, 1993, 137 minutes.

SITOGRAFIE

BUENOS AIRES LAWN TENNIS CLUB, « El estadio más grande de Latinoamérica », [En ligne] <http://www.baltc.net/el-estadio-mas-grande-de-latinoamerica/> (consulté le 19 juin 2017).

CENTRO DE ESTUDIOS DE HISTORIA POLÍTICA, « La conformación de la Cámara de Diputados a partir de las elecciones legislativas de 1955 » [En ligne] http://www.unsam.edu.ar/escuelas/politica/centro_historia_politica/materiales/Conformaci%C3%B3n%20de%20la%20C%C3%A1mara%20de%20Diputados%201946-1955/Conformaci%C3%B3n%20C%C3%A1mara%20de%20Diputados%20-%20Elecciones%201954.pdf (consulté le 18 janvier 2016).

CLUB ATLÉTICO HURACÁN, « Estadio Tomás A. Ducó » [En ligne] <https://cahuracan.com/estadio-tomas-a-duco/> (consulté le 8 novembre 2016).

CLUB GIMNASIA Y ESGRIMA DE VILLA DEVOTO, page d'accueil et notice historique, [En ligne] <http://clubgevd.wixsite.com/club-gevd> (consulté le 28 avril 2017).

EL GRÁFICO, [En ligne] http://www.elgrafico.com.ar/edicion_impresa.php?tipo_edicion=1 (consulté le 12 novembre 2016).

RENZI Alicia, témoignage accordé sur son père, Atilio Renzi, à l'Instituto Nacional de Investigaciones Históricas Eva Perón le 27 mars 2002, [En ligne] <http://www.evita-peron.org/entr.htm>. (consulté le 16 novembre 2013).

SPORTIVO BARRACAS, notice historique, [En ligne] <https://sportivobarracas.com.ar/article/fundacion/11/> (consulté le 10 février 2017)

TENIS CLUB ARGENTINO, notice historique [En ligne] <https://www.tenisclubargentino.com/index.php/historia>. (consulté le 18 juin 2017).

ANNEXES DOCUMENTAIRES

CHAPITRE I

Liste des aides financières versées par le gouvernement péroniste aux institutions sportives au cours de l'année 1950 d'après SIPA, *Bref historique du sport en Argentine*, Buenos Aires, s/d, p. 106.

Confédération Argentine de Basket-Ball	800 000 pesos
Club Nautique La Marina	300 000
Fédération Cycliste Argentine	500 000
Club Sportif des P.T.T.	350 000
Club Almaguer de San Andrés de Giles	200 000
Fédération Argentine d'Échecs	344 000
Confédération Argentine des Sports	170 000
Fédération Argentine de Ski et d'Andinisme	100 000
Fédération de Basket-Ball de La Rioja	50 000
Fédération de Basket-Ball du Río Negro	55 000
Fédération Argentine de Yachting	40 000
Fédération Argentine d'Athlétisme	80 000
Club de Vol à Voile de Comodoro Rivadavia	10 000
Club Nautique et de Pêche de Comodoro Rivadavia	10 000
Club Sportif Las Heras de Comodoro Rivadavia	10 000
Association des Sports de Comodoro Rivadavia	10 000
Club des Services d'Hygiène	35 000
Confédération Argentine de Pelote	33 700
Confédération Argentine de Boules	20 000
Fédération Argentine d'Équitation	55 000
Fédération Argentine de Tennis de Table	28 494
Ligue Argentine de Base-Ball	12 188

TOTAL **3 213 382 pesos**

Liste des prêts accordés par le gouvernement péroniste aux principaux clubs de sport argentins entre 1946 et 1950, d'après SIPA, *Bref historique du sport en Argentine*, Buenos Aires, s/d, p. 107.

Club Athlétique Boca Juniors	5 000 000 pesos
Club Athlétique River Plate	3 300 000
Confédération Argentine des Sports	2 000 000
Club Athlétique Independiente	1 800 000
Club Athlétique Lanús	1 500 000
Club Athlétique San Lorenzo de Almagro	1 060 000
Club Athlétique San Martín de Tucumán	1 470 000
Club Athlétique Platense	2 500 000

Club Athlétique Colón de Santa Fe	550 000
Club Athlétique Rosario Central	200 000
Club Almagro	489 000
Club Athlétique Ferrocarril Oeste	600 000
Club Athlétique Beccar	282 000
Club Unión Social de Córdoba	550 000
Club Sportif Barracas	400 000
Club Sportif Porteño de Bragado	820 000
Club de Régates de Rosario	500 000
Club Nautique La Marina	300 000
Club San Fernando	80 000
Association Argentine de Polo	324 000

TOTAL **23 725 000 pesos**

Listes des prêts accordés par le gouvernement péroniste aux clubs de football entre 1946 et 1954, tirées de l'ouvrage Asociación Argentina de Fútbol, *El Fútbol argentino*, Buenos Aires, 1954, s/p.

Prêts accordés aux clubs de la ville de Buenos Aires :

Club A. Almagro	1 500 000 pesos
Club A. Atlanta	4 800 000 pesos
Club A. Boca Juniors	11 600 000 pesos
Club A. Ferro Carril Oeste	3 100 000 pesos
Club A. Huracán	5 850 000 pesos
Club A. Platense	5 522 000 pesos
Club A. River Plate	9 500 000 pesos
Club A. San Lorenzo de Almagro	1 540 000 pesos
Club A. Vélez Sársfield	6 000 000 pesos

TOTAL **49 412 000 pesos**

Prêts accordés à des clubs de province

Club A. Arroyo Seco (Santa Fe)	300 000 pesos
Club A. Bánfield (Bs As)	3 500 000 pesos
Club A. Belgrano de Paraná (E. Ríos)	100 000 pesos
Inst. A. Central Córdoba (Córdoba)	1 500 000 pesos
Club A. Central Norte (Tucumán)	500 000 pesos
Club A. Chacarita Juniors (Bs As)	1 500 000 pesos
Club Cipolletti (Río Negro)	1 500 000 pesos
Club A. Colón (Santa Fe)	550 000 pesos
Club A. Estudiantes de Eva Perón (Bs As)	1 100 000 pesos
Club A. Estudiante (Bahía Blanca)	500 000 pesos

Club A. Gimnasia y Esgrima de Eva Perón	1 450 000 pesos
Club A. Gimnasia y Esgrima (Comodoro Rivadavia Chubut)	300 000 pesos
Club A. Kimberley (Mar del Plata)	150 000 pesos
Club A. Independiente (Bs As)	3 000 000 pesos
Club A. Lanús (Bs As)	1 500 000 pesos
Club A. Liniers (Bahía Blanca)	540 000 pesos
Club A. Newell's Old Boys (Santa Fe)	1 500 000 pesos
Club A. 9 de Julio (Bs As)	270 000 pesos
Club A. Olimpo (Bahía Blanca)	2 000 000 pesos
Club S. y D. Porteño (Bragado – Bs As)	420 000 pesos
Club A. Porteño (Chacabuco – Bs As)	977 000 pesos
Club A. Presidente Perón (San Andrés de Giles – Bs As)	900 000 pesos
Quilmes Atlético Club (Bs As)	750 000 pesos
Racing Club (Bs As)	16 700 000 pesos
Club A. Rosario Central (Santa Fe)	1 500 000 pesos
Club A. Sarmiento (Junín Bs As)	1 250 000 pesos
Atlético Club San Martín (Alem – Mendoza)	600 000 pesos
Club A. San Martín (Tucumán)	1 470 000 pesos
Club Sportivo Independiente (Gral Pico Eva Perón/ La Pampa)	500 000 pesos
Club A. Tigre (Estación Evita Bs As)	3 650 000 pesos
Club A. Talleres (Paraná – E. Ríos)	500 000 pesos
Club A. Unión (Santa Fe)	1 370 000 pesos
TOTAL	52 347 000 pesos

D'après cette source, le montant total des prêts accordés aux clubs de football argentin entre 1946 et 1954 s'élèverait à 101 759 000 pesos.

CHAPITRE II

La *Fiesta del Deporte* du 17 décembre 1949, organisée au stade du club River Plate, programme de la cérémonie reproduit dans Cadcoa, *Memoria y Balance General 1949-1950*, Buenos Aires, 1950, p. 20-21.

PROGRAMME DE LA CÉRÉMONIE :

- 21 h00 : Arrivée de son Excellence M. le Président de la Nation et de Mme son épouse
Réception par les dirigeants de la Cadcoa
- 21h10 : Hymne national interprété par l'orchestre et les chœurs
- 21h20 : Arrivée de la Torche Olympique, portée par l'athlète Delfo Cabrera et cérémonie d'illumination du Drapeau National

Chant au Drapeau interprété par les Chœurs du Conservatoire National de Musique, du Conservatoire Municipal Manuel de Falla et du Club de Gimnasia y Esgrima, sous la direction du chef de chœur Pedro Valenti Costa

21h30 : Discours du Président de la Cadcoa, Docteur Rodolfo G. Valenzuela et remise du témoignage de la Reconnaissance du Sport Argentin à son Excellence M. le Président de la Nation et à Mme son épouse

21h40 : Remise des distinctions sportives par son Excellence M. le Président de la Nation et par Mme son épouse aux Champions Olympiques et Mondiaux et des prix aux vainqueurs des dernières compétitions de l'année 1949

22h : Présentation des Champions Olympiques, Mondiaux et des Gloires du Sport Argentin

22h10 : DÉFILÉ :

1°) Anciens athlètes olympiques des années 1924, 1928, 1932, 1936 et 1948

2°) Sportifs des Forces Armées

3°) Fédérations et Associations affiliées à la Cadcoa

4°) Institutions sportives de la Capitale et de province, qui ont adhéré à la fête (non affiliées à la CADCOA)

5°) Sportifs, Travailleurs et Universitaires

6°) Chroniqueurs et Commentateurs Sportifs

7°) Présentation de l'Équipe Nationale de Football

8°) Défilé symbolique mené par Cavaliers, Cyclistes, Motocyclistes et Pilotes automobiles classés lors du Grand Prix de la République, avec leurs véhicules

23 h : DÉMONSTRATIONS SPORTIVES :

a) des équipes du Championnat de Football pour Enfants « EVITA »

b) des Athlètes qui ont participé aux Jeux Olympiques de Londres :

1°) Athlétisme 100 mètres dames, 200 et 800 mètres hommes

2°) Escrime – Duels au fleuret, à l'épée et au sabre

3°) Boxe – Démonstrations simultanées

4°) Gymnastique sur grands appareils (barres parallèles, barres fixes et cheval d'arçon)

5°) Lutte – Démonstrations simultanées

6°) Haltères – Démonstration de levers

c) des Cadets du Collège Militaire de la Nation : Démonstrations d'adresse

24 h : Spectacle Symphonique, choral et chorégraphique, avec la participation de :

l'Orchestre Symphonique de la Ville de Buenos Aires, dirigé par le chef d'orchestre Humberto Lunghi

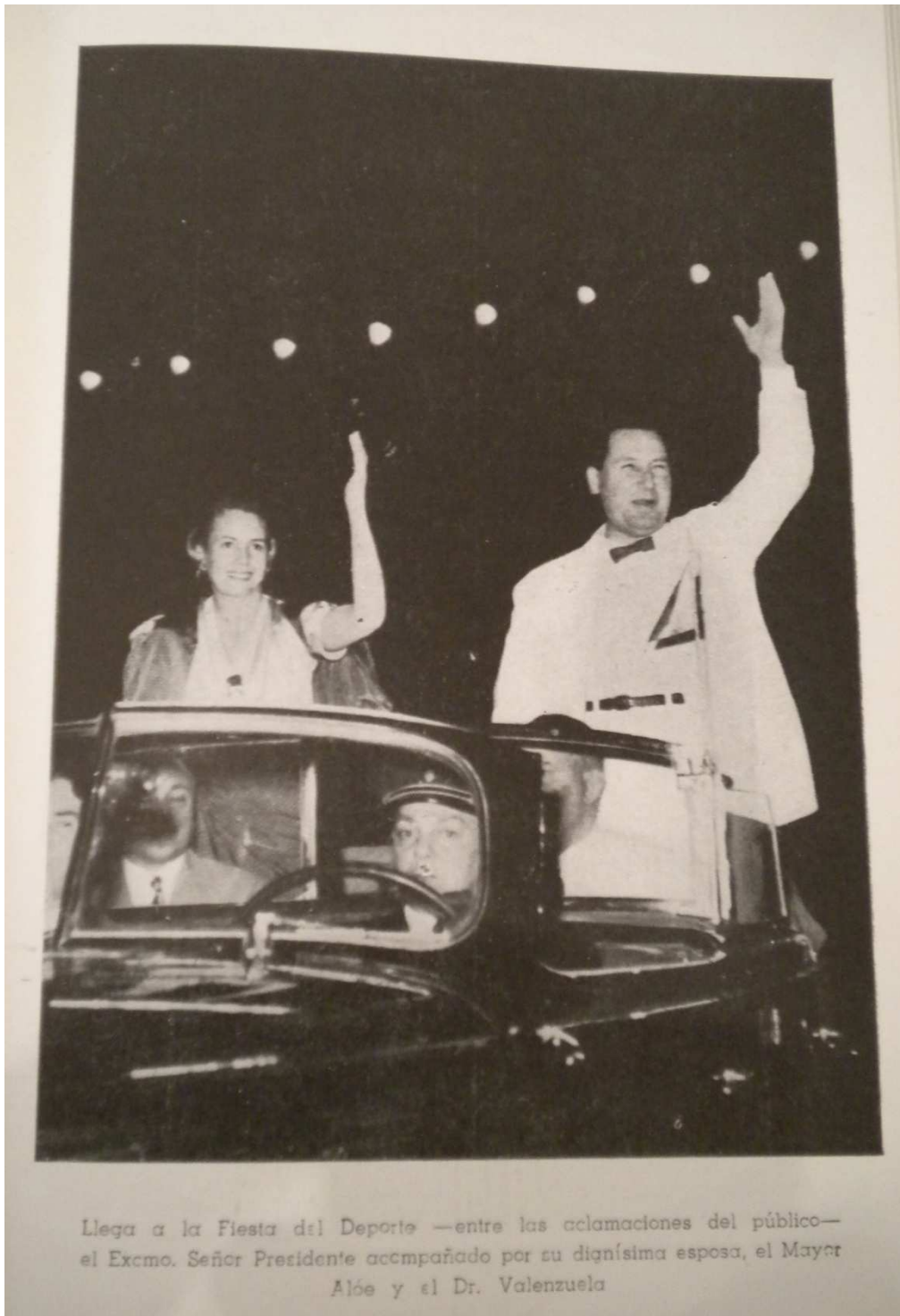
des Chœurs de la Maîtrise du Théâtre Colón ; du Conservatoire National de Musique ; du Conservatoire Municipal « Manuel de Falla » et du Club de Gimnasia y Esgrima, sous la direction du chef de chœur Pedro Valenti Costa

Chorégraphie interprétée par le Corps de Ballet du Théâtre Colón : « Le Lac des Cygnes » de Tchaïkovski ; « Le Chevalier à la Rose » de Richard Strauss. Chorégraphe : Sinibaldo Cofone

Pericón National. Participation de l'École Nationale de Danses Folkloriques Argentines du ministère national de l'Éducation, dirigée par le professeur Antonio R. Barceló

Clôture de la « FÊTE DU SPORT » par des feux d'artifice

La Fiesta del Deporte du 17 décembre 1949, organisée au stade du club River Plate, photographies reproduites dans Cadcoa, *Memoria y Balance General 1949-1950*, Buenos Aires, 1950.

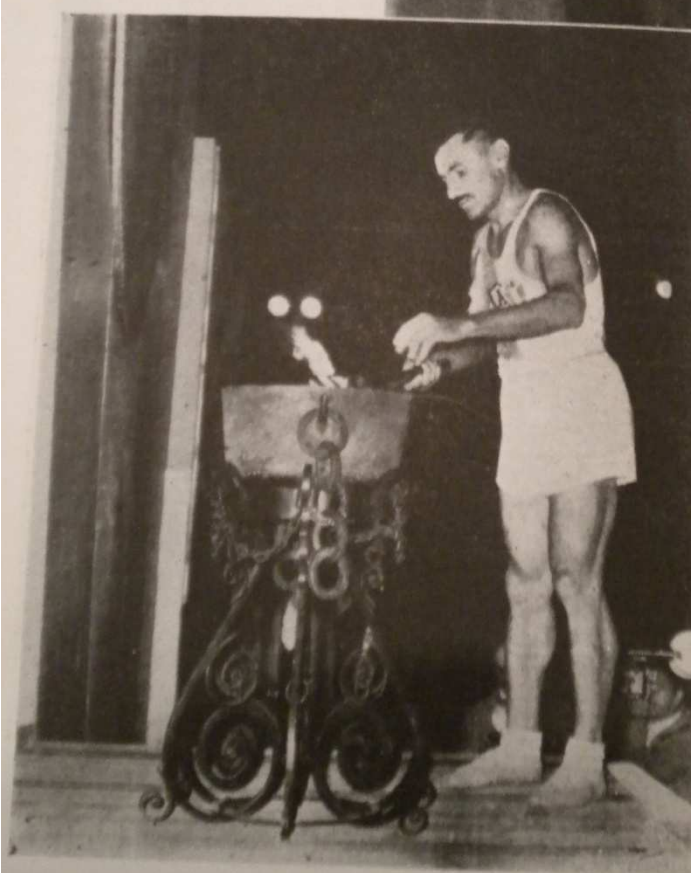


Llega a la Fiesta del Deporte —entre las aclamaciones del público— el Excmo. Señor Presidente acompañado por su dignísima esposa, el Mayor Alóe y el Dr. Valenzuela

« Arrivée à la Fiesta del Deporte – sous les ovations du public – de son Excellence M. le Président de la République accompagné par sa très digne épouse, le Major Aloé et le Dr.Valenzuela ».

Reproduit dans Cadcoa, *Memoria y Balance General 1949-1950*, Buenos Aires, 1950, p. 9.

La antorcha encendida en la llama votiva de la Catedral, llega al estadio, llevada por el Campeón Olímpico Delfo Cabrera



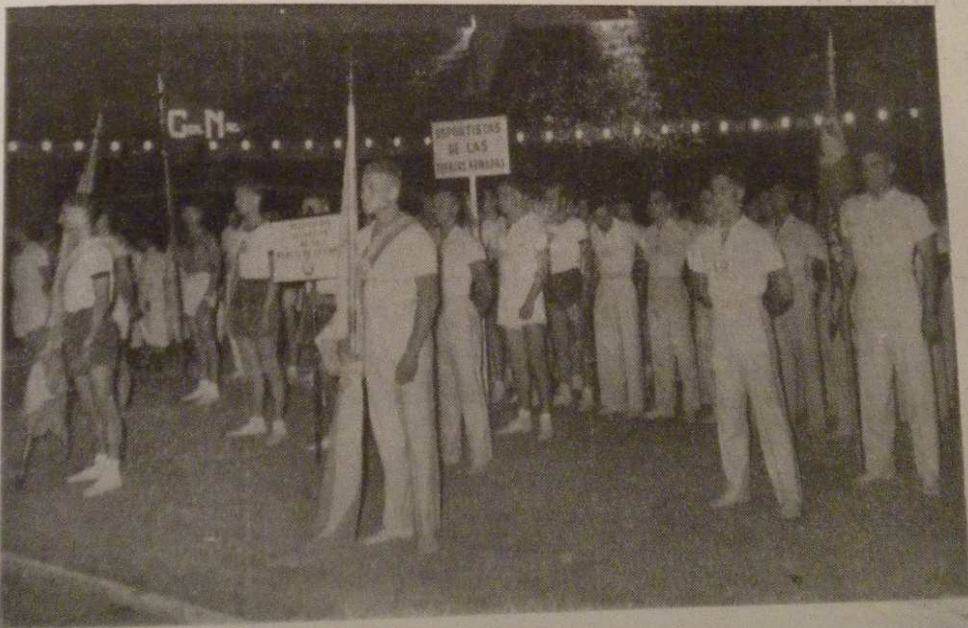
Delfo Cabrera enciende la llama olímpica que presidirá la Fiesta del Deporte Nacional

« La torche allumée grâce à la flamme votive de la cathédrale est amenée au stade par le champion olympique Delfo Cabrera. Delfo Cabrera allume la flamme olympique qui présidera à la Fête du Sport National ».

Idem, p. 10.



Los coros que participaron en la fiesta



Las delegaciones deportivas de las fuerzas armadas

« Les chœurs qui ont participé à la fête » et « Les délégations sportives des Forces Armées ».
Idem, p. 19.



Delegación femenina de basket ball desfilando



Desfile de abanderados

« Défilé de la délégation féminine de basket-ball ».

Idem, p. 22.

Chapitre III

Paroles de la Marche des Championnats pour Enfants. Paroles et musique de Rodolfo Sciammarella et de Carlos A. Petit, texte reproduit dans la brochure *Primer Campeonato Argentino de Fútbol Infantil « Evita »*, éditée par la Fundación Ayuda Social María Eva Duarte de Perón, janvier 1950. Musée Evita, Archives FEP, Buenos Aires.

Marcha del Campeonato Infantil :

1^{ra} PARTE

*A Evita le debemos nuestro club.
Por eso le guardamos gratitud.
Cumplimos los ideales, cumplimos la misión
de la Nueva Argentina, de Evita y de Perón.*

2^{nda} PARTE (Estribillo)

*Saldremos a la cancha.
Con un feliz cantar.
Saldremos a la cancha.
Con ansias de triunfar.
Seremos deportistas
de todo corazón,
para formar la nueva,
y gran generación.
Si ganamos o perdemos
no ofendemos al rival.
Si ganamos o perdemos
Mantenemos la moral.*

3^{ra} PARTE

*Sabremos defender con lealtad.
El alma de nuestra Argentinidad.
Cumplimos los ideales, cumplimos la misión,
De la Nueva Argentina, de Evita y de Perón.*

2^{nda} PARTE BIS (Estribillo)

*Saldremos a la cancha
Con un feliz cantar.*

.....

4^{ta} PARTE (Final)

*Cumplimos los ideales
Cumplimos la misión
de la Nueva Argentina
de Evita y de Perón.*

Textes du poème et de la Marche de l'UES, déclamé et chanté lors d'une représentation théâtrale de la section Eva Perón de l'UES. Reproduits dans la brochure publiée par l'UES, *Teatro Argentino ; Función Extraordinaria, En Homenaje al Excelentísimo Señor Presidente de la Nación Argentina : Juan D. Perón / y a su Excelencia el Señor Gobernador de la Provincia de Buenos Aires Don Carlos Aloé, Buenos Aires, 1954.*

« OFRENDA »

Señoras y señores : por caminos de sueño
Venimos a llevaros, cuando corra el telón,
A un país de leyenda, jubiloso y risueño,
Con tierras de milagro y mares de ilusión...

Un país de estudiantes, ruidoso de alegría,

En el que todo es dicha, en que ya no hay pena,
Y en que se convierte verdad la fantasía
Con la varita mágica de una sonrisa buena...

Sonrisa de un gran padre, que alienta y que consuela,
Que apoya y que perdona, que enseña y que encamina...
¡... Y que hoy luce, orgullosa, como una escarapela
En su pecho, la U.E.S. de la Nueva Argentina!

Derechos y deberes son hoy el lema nuestro
Luchar junto a este pueblo que se está construyendo,
Luchar con alegría... ¡ Nos lo enseñó un maestro
Que conoce el secreto de enseñar sonriendo!

Con su sonrisa hizo nuestro paso seguro,
Nos señaló un destino y nos dio una misión,
y hoy un camino recto nos lleva hacia un futuro
Que ilumina la clara sonrisa de Perón!

Por eso es que reímos esta risa optimista,
De la conciencia limpia y del deber cumplido,
La risa de este pueblo puro y justicialista,
Que dio pan al hambriento y levantó al caído.

Por eso la alegría nos palpita en el pecho,
Por esta vida digna que nos toca vivir,
Y por eso decimos: ¡ GRACIAS, USTED LO HA HECHO
GENERAL! ¡ NOS HA DADO EL DERECHO A REIR!

Señoras y señores : Va a correrse el telón....
Saldrá nuestra modesta comparsa juvenil :
¡ Perdonad sus errores, disculpad su emoción;
Y aceptad esta audacia del sueño estudiantil!...

Y a ti, padre y amigo, que nuestra fe encendiste,
Que fuiste en nuestro surco confiado sembrador...
¡ Quiera Dios que esta noche el amor que pusiste
En tu siembra de U.E.S. te devuelva una flor!

Marcha de la U.E.S.

La juventud
puede hoy reír
con optimismo y alegría de vivir...

La juventud
puede hoy decir
su fe en el claro y jubiloso porvenir.

La U.E.S. es la savia pura y sana
que nutre ya los frutos del mañana.

La juventud
con decisión
sigue la ruta señalada por Perón.

La U.E.S. a su meta se encamina
y firme su promesa va a cumplir:
con fe de peronista y argentina,
luchar hasta vencer o hasta morir
por una Patria libre y soberana
un pueblo con justicia y equidad,
y un corazón criollo que se hermana
con generosa fe a la humanidad.

La juventud
hoy es acción

porque ahora tiene que cumplir una misión.

La juventud
canta triunfal
porque en su pecho se ha encendido un ideal.

Con paso decidido y bien seguro
penetra en el camino del futuro
y siente arder
su corazón
con esa llama luminosa de Perón...

Texte du projet de résolution présenté par le député radical Oscar Alende auprès de la Chambre des Députés de la Nation, le 1^{er} juin 1955 : questions adressées au gouvernement au sujet de l'UES (AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49)

1°) *Cuales son las razones que determinan el trato preferencial que se evidencia a través de distintas disposiciones con respecto a la titulada Unión Estudiantes Secundarios (UES), rama femenina y masculina.*

2°) *Si la institución de referencia tiene personería jurídica y en su caso, acompañar copia de sus estatutos o reglamentaciones.*

3°) *Actividades cumplidas hasta la fecha, bienes propios de que dispone y concepto pedagógico en que se funda el excepcional auspicio de que es objeto.*

4°) *Si tiene conocimiento del monto a que ascienden las sumas invertidas en pasajes, alojamientos, uniformes, equipos, etc. provistos en las distintas excursiones realizadas por la UES hasta ahora, con fines de turismo, expresando, en su caso, los incisos o items del Presupuesto a donde fueron imputados.*

FUNDAMENTOS :

Dentro de la enmarañada y por momentos contradictoria y desconcertante técnica política del peronismo, nos explicamos perfectamente muchas de sus creaciones y slogans, pese a que, generalmente, son presentadas en una forma y cumplidas o aplicadas en otra muy distinta. Modalidad ésta típicamente totalitaria, ha sido trasplantada a nuestro medio por quienes han demostrado, a no dudarlo, un depurado conocimiento y un efectivo poder de síntesis para aunar en un nuevo ensayo, las desgraciadas experiencias que tantos dolores han causado a la humanidad. Es así, como no podemos por menos que reconocer la eficacia, desde el punto de vista electoralista, de la organización gremial constreñida a moverse, quiera o no, dentro de los férreos moldes de la « doctrina nacional ». En el mismo orden de cosas, nos explicamos, aunque desde luego no justificamos, que en el afán de mantener la unidad de acción y de comando, se haya llegado a la abolición total y absoluta de la libertad sindical, postulado fundamental por el que hasta ayer lucharon denodadamente todos los trabajadores del mundo. Creemos también que el régimen está en la realidad de su juego cuando no reconoce el derecho de huelga, salvo que ella sea decretada para servir sus propios planes de persecución y represión o cuando, contradiciéndose a sí mismo, niega ostensiblemente el derecho de organizarse a fuertes sectores de opinión, simplemente porque teme a los mismos y desconfía de su aptitud para el sometimiento.

Hasta resulta congruente con ese ilimitado afán de predominio, que llegue hasta crear una organización gremial propia, caso de la CGU y otras, para posibilitar la negativa de reconocimiento a entidades tradicionales como la F.U. o la Fraternidad, catalogadas en su tiempo como de difícil o imposible catequización. Todo esto lo vemos claro, hasta las argucias constitucionales de que se valen a veces para explicarnos la necesidad de este crónico estado de beligerancia interno que soportamos y que va constituyéndose en el estado natural de nuestro pueblo, y, precisamente, porque hemos logrado desentrañar su verdadero y oculto designio, es que criticamos y luchamos incansablemente para esclarecer la conciencia de los que no alcanzan o no quieren ver la realidad.

Pero hay cosas que no entendemos y que por su gravedad necesitan ser debidamente explicadas. Una de esas cosas es lo que motiva el presente pedido de informes.

Estamos en presencia de un caso de excepción respaldado en servicios especiales de carácter reservado o simplemente estamos ante un extraño caso de favoritismo oficial ?

Entre las tituladas verdades del peronismo, hemos oído mencionar una frase que dice : « En la Argentina los únicos privilegiados son los niños ». Como definición conceptual, aunque discutible, no carece de belleza, ahora que, como realidad de gobierno practicada por quienes la proclaman, resulta una evidencia caricaturesca, tanto por la arbitraria clasificación de las personas objeto del privilegio, como por los medios elegidos para hacerlo efectivo.

Porqué – preguntamos - esta señalada distinción se ha de manifestar única y exclusivamente con las niñas y niños que integran un determinado organismo en este caso, la UES ? Es que para el concepto del oficialismo gobernante sólo merecen llamarse « niños » y por consiguiente « privilegiados » aquellos comprendidos entre los 12 y 17 años que cursan estudios secundarios ? No son acaso tan dignos de un tratamiento igualitario las muchachas y muchachos de los primeros cursos universitarios y los verdaderos niños, los chicos de menos de 12 años, que ambulan por las calles exhibiendo, a veces, los dolorosos resabios de una total indigencia física y moral ? A qué viene este inaudito y exagerado proteccionismo a una determinada entidad juvenil ? En que concepto o planificación pedagógico se funda y cuál es la fuente experimental que induce la Ejecutivo a incorporar esta innovación, en su aspecto cultural, ético o deportivo, si los haya los planos de estudios secundarios ? Qué razones de orden público se tienen en cuenta para presentar en torno a la mesa de acuerdos del gobierno, donde a veces se toman medidas contra las libertades públicas, a los niños delegados de las ramas masculina y femenina de la UES ?

Como si se tratara de promover una organización de carácter nacional, que nos trae a la memoria las disparatadas creaciones de Goebell en la Alemania de Hitler, nos es dado presenciar una verdadera puja de iniciativas provinciales tendientes a rodear de privilegios a esta institución en el deseo aparente de quedar bien con alguien, conocedores sin duda del secreto que la hacen acreedora al apoyo y prestancia ilimitada de las más altas esferas. Como que una buena demostración del capricho oficial al respecto, serían las reformas o innovaciones incorporadas en su conjunto arquitectural y urbanístico a la Quinta presidencial de Olivos, los experimentos realizados en la misma, los « bailes existencialistas », los desfiles de motonetas, los concursos, recepciones, etc todo lo cual es del dominio público.

« Queremos instaurar una nueva manera de ser y una nueva manera de sentir y estos núcleos van a ser la base de esa escuela », ha dicho el general Perón, para agregar más adelante : « Por eso nosotros hacemos estos ensayos en donde vamos a poner en contacto a la juventud femenina con la juventud masculina en nuestras organizaciones, para que comiencen a conocerse y para que comiencen a pensar en esa moral superior que es la moral que forma la virtud en los hombres y en los pueblos. Dios quiera que nunca tengamos que arrepentirnos de esto. Deseo hacer un llamado al corazón de cada una de ustedes y de cada uno de ustedes, para

que siempre en las acciones cuenten hasta diez cuando estén por cometer un error. Generalmente eso lo hace a uno recapacitar y lo convierte en un hombre prudente. »

Lógicamente, podríamos creer que siendo esto una creación personal del Presidente de la República, sus palabras serían suficientes a disipar las preocupaciones surgidas al respecto. Pero no es así. Por lo pronto, no resulta claro eso de que se trata de formar una « nueva manera de ser », poniendo « en contacto a la juventud femenina con la juventud masculina », para lo cual « hacemos estos ensayos ». Ahonda nuestra perplejidad esa imploración a Dios para que no tengamos que arrepentirnos después y, finalmente, nos conturba de verdad el consejo extraordinario de que « cuando están por cometer un error », cuenten hasta diez !!! Qué se quiere decir con esto ? Acaso es posible pensar que quienes han contraído con la sociedad que integran la responsabilidad que trae aparejada una familia, puedan conscientemente, auspiciar estos « ensayos » y descansar tranquilos sobre bases tan deleznable.

En las distintas provincias argentinas, en lo que va del año, se han adoptado resoluciones frecuentes vinculadas a estas actividades estudiantiles. Una presentación realizada por el diputado Justo Paez Molina a la H. Cámara de Diputados de Córdoba, cuyo texto en lo vinculado al orden nacional y en la totalidad de sus fundamentos, hago míos en esta oportunidad, compartiendo de igual manera sus inquietudes por la orientación espiritual de la juventud argentina, documenta esas reiteradas medidas de los gobiernos provinciales en favor de organizaciones estudiantiles que se utilizan para la prédica política del oficialismo.

En su proyecto, les contrapone a una resolución de la Jefatura de Policía de Córdoba, del 24 de marzo ppdo, sobre « razzias » contra menores que deambulan en la vía pública, abandonados por sus padres o guardadores. Y los niños que piden limosna en las estaciones de ferrocarril en el centro y norte argentino ? Los que viven descalzos en el litoral ? Es que estos menores no lo son como los otros ? Es que en el afán de prodigarlo para la UES, el privilegio de ser niños ya no alcanza para estos ? En virtud de qué ocultos y poderosos designios está ausente del Plan Quinquenal, la panacea que todo lo remedia, un objetivo prevea la protección, educación y readaptación de estos menores al punto de que para los mismos sólo existe el rigor policial expresado con tanta crueldad y desenfado ? No cree el Poder Ejecutivo que podría destinarse parte de las gruesas sumas invertidas en regalonerías para la UES en prestar una mayor asistencia a estos otros niños que por diversas razones es de presumir que han de necesitarlas más que aquellos ?

Y para demostración de verdades justicialistas, basta !

Con lo que antecede, hemos documentado la razón de nuestras afirmaciones y el origen de nuestras presunciones. Toca ahora a V.H., investida con la augusta representación de la soberanía dar forma de resolución a este lógico anhelo para conocer el alcance de este nuevo y desmedido proteccionismo que la opinión pública juzga a veces con peligrosa suspicacia. Pensamos que no es con favoritismo o complejos patológicos abstrusos, ni con privilegios parcialmente oficializados que predisponen a la soberbia, a la malicia, a la ociosidad, al lujo, al vicio, al fanatismo, a la cobardía, al sometimiento, a la cortesanía y a otros hábitos no menos negativos, cómo hemos de formar en nuestros jóvenes la vocación necesaria para hacer con ellos el pueblo libre, generoso y fuerte, física y moralmente, con que todos soñamos. Lejos de ello, creemos que la mejor fragua para templar el carácter y acerar la virtud de nuestros jóvenes, está en la templanza, en la humildad, y en el hábito de la austeridad republicana sentida y vívida con hondas convicciones. Creemos con José Ingenieros, que, « Todo privilegio en favor de una casta, partido, sexo, fracción o grupo, cohesionado en oposición a los demás, es una residuo de barbarie, violatorio de toda justicia. » Creemos que en materia tan delicada como todo aquello que se relaciona con la salud espiritual y física de nuestros niños, es de todo punto de vista necesario extremar la prudencia y limitar al mínimo toda injerencia extraña, aun la del Estado,

que tienda a sustraeros sin causa valedera del medio especial que constituye el ámbito natural de sus sueños infantiles : el hogar y la familia.

Alexis Carrel, ha dicho con toda razón, refiriéndose a la influencia del medio en la formación integral del hombre de mañana y a la necesidad de que aquella sea trasunto de la vida hogareña con todo lo fue y es su patrimonio espiritual y material : « Nuestro porvenir y el de la raza están ligados al grupo social. Sea familia, pueblo, ciudad, provincia o nación, el grupo social es más que la suma de los individuos de que se compone. Porque incluye no solamente a los vivos sino también a los muertos. Los muertos que nos rodean todavía con su pensamiento, su previsión, su amor. Con frecuencia, también, con sus errores. Sin los muertos, cuyas casas habitamos, cuyos campos cultivamos, cuyos conocimientos empleamos, lo mismo que sus doctrinas y sus tácticas, seríamos unos pobres bárbaros. Son ellos quienes crearon las instituciones, quienes hicieron los descubrimientos científicos, quienes inventaron las ideologías con que se halla formado nuestro medio social. Nuestra felicidad o nuestra desgracia vienen menos de nosotros que de nuestros antepasados. A nuestra vez somos en gran parte responsables de la felicidad o de la desdicha de nuestros descendientes...La sociedad de mañana valdrá lo que valemos nosotros y nuestros hijos... »

Por eso, y como quiera que no sabemos nada de la alcurnia moral de sus improvisados primates, mentores y « consejeros espirituales », nos resistimos a admitir que el alma virgen de nuestros chicos, -y al hablar así, nos referimos a todos los jóvenes argentinos de ambos sexos-, pueda servir como caldo de cultivo para experimentos de ningún moralista trasnochado, de reformadores o de políticos de tramos largos y de ensayos cortos.

Con vocación sinceramente republicana y democrática, respetuosos de la persona humana y con un sentido cristiano de la vida, preferimos verlos crecer a nuestro lado, siguiendo de cerca el destino de sus padres, aprendiendo con sus hermanos en la comunidad del hogar y del aula, las más provechosas lecciones de solidaridad social y saberlos positivamente aptos para incorporarse a la vida ciudadana por limpios y rectos caminos de perfección.

Oscar E. Alende

Décalogue du Club de Areté, extrait de la brochure Fundación Eva Perón, Club de Areté. Una Comunidad Solidaria. Síntesis de sus fundamentos, propósitos, formación de sus filiales, funcionamiento, etc. para CONOCIMIENTO DE LAS PERSONAS QUE EN EL INTERIOR DE LA REPÚBLICA deberán adoctrinar sobre la creación de esta institución, y establecer las sedes locales, Buenos Aires, 1955, p. 13

1. El cumplimiento del deber lo inspira el amor a la Patria, a la Comunidad y al Hombre, indisoluble unidad de nuestra razón de ser.
2. Cada uno debe ser un maestro en la labor común de lograr la perfección humana.
3. El hombre ideal que debemos formar es aquel que por sus virtudes morales corresponde fielmente a una Nación Socialmente Justa, Económicamente Libre y Políticamente Soberana.
4. Sin humildad no hay grandeza.
5. No basta no hacer el mal para estar satisfecho : hay que hacer el bien.
6. No hay honor más grande ni apetecible que ganar la estimación pública.

7. Es mejor ser generosos que justos.
8. El hombre vale por lo que hace para los demás y no por lo que hace para sí.
9. La solidaridad social no admite fronteras.
10. Nadie es extranjero en el Club de Areté.

CHAPITRE IV

Liste des lieux où se déroulent les épreuves sportives lors des Jeux Panaméricains, d'après Cadcoa, *Memoria y Balance general 1949-1950*, Buenos Aires, 1950, p. 93 :

- Parc Sportif PRESIDENTE PERÓN. Stade del Club Atlético River Plate (athlétisme, sports équestres, polo, tennis, tir)
- Stade de la Sociedad Rural Argentina (basket-ball)
- Luna Park (boxe)
- Vélodrome Municipal PRESIDENTE PERÓN et Avenue General Paz (cyclisme)
- *Campo de Mayo* et Terrain de sport PRESIDENTE PERÓN (sports équestres)
- Club Gimnasia y Esgrima de Buenos Aires (escrime, gymnastique, lutte)
- Stades PRESIDENTE PERÓN et du Gran Buenos Aires (football)
- Piscine de l'Insitut de Recherches Techniques du ministère des Travaux Publics (natation)
- Parc Argentin de Polo (polo)
- Delta du Tigre (aviron)
- Lawn Tennis Club de Buenos Aires (tennis)
- Tiro Federal Argentino (tir)
- Puerto Nuevo et Olivos (régates nautiques)

Lettre de Perón envoyée à chaque athlète argentin participant aux Jeux Panaméricains de 1951

Amigo deportista : como usted he sido joven y he sido deportista, por eso puedo escribirle como compañero y como argentino. Defender los sagrados colores de nuestra bandera en una justa deportiva presupone el mismo honor y el mismo sacrificio que hacerlo en cualquier otra ocasión. A la patria se la defiende de una sola manera : con toda el alma, con toda la vida. Recuerde, compañero, que en esa defensa usted es la síntesis de todo un pueblo. Es la expresión del poderio físico y espiritual de ese pueblo y de su raza. En usted estarán puestos los ojos y el corazón de todos los argentinos y de usted depende su alegría, su satisfacción o su tristeza. En los deportes, como en todas las cosas de la vida, se vence con la cabeza, se llega con el corazón y se llega aún más allá con la voluntad tenaz e inflexible de vencer. El cuerpo y su entrenamiento hacen el resto. Recuerde también que con el prestigio argentino defendemos el honor común que es nuestro sagrado patrimonio. El nos obliga a vencer pero a vencer bien. Un deportista que es capaz de vencer debe saber también perder. En ambos casos con honra. Ponga su fe en el éxito ; persevere en prepararse, llame hasta la última reserva de su voluntad para ponerla en la prueba y espere

confiado en la suerte que le aseguro y no ha de faltarle si se ha preparado bien física y espiritualmente para luchar. Un gran abrazo. Juan Perón.

Serment sportif prêté lors des Jeux Panaméricains de 1951, reproduit dans Presidencia de la Nación – Subsecretaría de Informaciones, *Ieros Juegos Deportivos Panamericanos Buenos Aires- 1951. Ceremonia de clausura. Homenaje a sus presidentes honorarios, Buenos Aires, 1951.*

Juramos presentarnos a los Juegos Deportivos Panamericanos como leales competidores ; respetuosos de sus reglamentos y deseosos de participar en ellos, por el honor de nuestros países y por la gloria del deporte.

CHAPITRE V

Liste des membres du comité de direction de l'Ateneo Deportivo Femenino « Evita », d'après la brochure *Ateneo Deportivo Femenino Evita. Julio de 1951 / Marzo de 1953, Buenos Aires, 1953, p. 3.*

Présidente honoraire	Eva Perón	Membres (<i>vocales</i>)	Ingeborg Mello
Présidente	Elsa L. Irigoyen		Irma G. de
Vice-présidente	Mary Terán de Weiss		Antequeda
			Agnes R. de Louis
Secrétaire générale	Mercedes Dellmans		Alicia Ayvazian
Secrétaire adjointe	Alicia M. de Díaz		Marta Nóbile
	Arnesto		Helena Pizzutti
Trésorière	Estela G. de Liaudat		Helena Lehmann
Trésorière adjointe	Enriqueta Duarte		

Liste des intendants de la ville de Buenos Aires, nommés par le pouvoir exécutif, pendant la période péroniste.

- Emilio P. Siri 6 juin 1946-16 novembre 1949
- Juan Debenedetti 26 novembre 1949-19 février 1952
- Jorge Sabaté 20 février 1952-26 octobre 1954
- Bernardo Gago 27 octobre 1954-23 septembre 1955

Extrait du mémorandum adressé par Carlos Enrique Díaz Saénz Valiente au général Fernando I. Huergo où il liste en vingt points toutes les actions qu'il a menées contre le régime péroniste entre 1945 et 1955 (AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Expediente 102.948 : « Diaz Saenz Valiente Carlos Enrique, Isidoro Gurevich y Alberto J. Armando – Acción contra los mismos por contrabando y otras causas »

- A) *He dirigido importantes fuerzas civiles, entre el movimiento del 4 de Junio, y la primera presidencia de Perón. Nuestro grupo fué el único organizado que actuó en forma concreta y activa, contra Perón.*
- B) *El 17 de Octubre de 1945, fuí detenido en Corrientes y Florida, y linchado por agentes del escuadrón de caballería y civiles, al descubrirse que mi automóvil presentaba agujeros de bala. Fui acusado por la policía, ante el juez Dr. Silva de haber intervenido en la defensa del diario Crítica : « Causa por Homicidio, Lesiones, Incendio, etc » El Dr. Silva sobreseyó a pedido de sus correligionarios.*
- C) *Estuve asilado como refugiado en la Embajada de Chile.*
- D) *Fuí buscado afanosamente por la policía, durante un año, sin éxito, pese a mantenerme en continua actividad*
- E) *El 20 de noviembre de 1945 fuí acusado del tiroteo ocurrido con peronistas, en Montevideo y Corrientes (Diario La Época)*
- F) *El día de la exclusión de Mercante de la formula peronista, hube de ser asesinado desde el balcón del comité peronista de la calle Cerrito. El atentado, que fué consultado y autorizado por Perón, que se encontraba presente, fracasó por trabarse en lucha con el encargado de hacer fuego, llamado « Pascualito », y arrebatarse un winchester, el señor Lalo Raybaud, entonces secretario de Teissaire [sic] (Testigos : Raybaud, Hnos Aguilar y Martín Berasategui).*
- G) *El día de la proclamación de la candidatura de Perón, fuí arrestado por el General F. Velazco, acusado por 35 denuncias diferentes (testigos : Concepción Ríos y Dr. Jorge Otero Monsegur), de proyectar asesinar a Perón desde la torre del Trust Joyero Relojero, donde se encontró una carabina Savage, con alza telescópica cuya propiedad me fué atribuida.*
- H) *El diez de Febrero de 1946, catorce días antes de las elecciones, se negaron a acompañarme en un movimiento largamente planeado, las fuerzas armadas, las fuerzas de choque de la Unión Democrática, y a raíz de ello (reuniones con todos los representantes realizadas en Melo 1946- Planta baja B), decido retirarme de la acción definitivamente.*
- I) *Trasladado a Mar del Plata, fuí ametrallado a mansalva por personas desconocidas, salvando la vida milagrosamente. El automóvil presentó numerosos agujeros de bala, de diversos calibres. Creyóse entonces que el atentado fué realizado por elementos policiales, del comisario Pareja (autor de la carnicería de la Plaza San Martín) (detalles publicados en el diario La Nación, II de Marzo 1946)*
- J) *La Alianza Nacionalista me hizo llegar muchas amenazas, acusándome de la muerte de uno de sus hombres, desde un automóvil Ford negro, cuya patente correspondiente al número del mío, dio a publicidad el diario La Época. Esto trajo como consecuencia un largo período de persecuciones y el total destrozo del departamento de Melo 1946, Planta baja B, realizado durante mi ausencia*
- K) *En 1947 gano la selección nacional de pistola y acepto integrar el equipo de tiro que concurrió a Estocolmo. Allí gano mi primer campeonato mundial. Al regreso fuimos*

recibidos por Perón, y yo recibí, junto con los otros ganadores, la medalla peronista « Al Mérito Deportivo », que nos fué impuesta.

- L) Desde ese momento, quedé sin libertad, debido a la conquista continúa de nuevos títulos todos los años. Cuando comenzó posteriormente la propaganda y se desvirtuó el deporte, yo no habría podido cambiar el rumbo, ni retirarme del deporte voluntariamente.*
- M) Compenetrado de la posición política y moral, logré reunir una gran cantidad de sumarios, conteniendo las pruebas de la deshonestidad de muchos ministros y funcionarios, grandes estafas realizadas por allegados a Perón, etc. Concurrí a la Residencia Presidencial e hice entrega a Perón de éstos documentos, algunos de los cuales leyó imperturbable, en mi presencia. Estos sumarios me fueron facilitados por varios jefes de Control de Estado (Mayor Ocerín, Dr. Varalla, etc) y el señor Luis Marcone Argerich, debido a la impotencia de éstos señores de darles curso para obtener justicia, por la interferencia de su jefe, el General Adalmiro Adaro [sic], quién siempre bloqueó todas las denuncias, aunque contuviesen pruebas terminantes. (Como consecuencia de mi gestión, los jefes y colaboradores que intervinieron fueron perseguidos por Adaro y algunos fueron declarados cesantes.)*
- N) Yo también sufrí la persecución del General Adaro y de sus amigos. Esta epilogó en grave incidente personal entre el jefe de la Casa Militar y yo. En efecto, ante el temor de mi insistencia en efectuar denuncias de irregularidades (denuncia contra Mendé y Maggi en el asunto Aerolíneas), fuí expulsado por orden de éste militar a quién desafíé de inmediato a duelo. Mis padrinos, Dr. Jorge Otero Monsegur y señor Ricardo Segura Ayerza concurrieron a su propio despacho en la casa de gobierno y le exigieron al Coronel Balloffet una reparación por las armas. Esta no me fué concedida y fuí procesado por desacato (Juez Vignola, Secretaría Salinas). Mis padrinos descalificaron al coronel Balloffet y de inmediato solicité al entonces Ministro de Ejército se le aplicara el Código de Honor del Ejército y se lo expulsara del mismo. Fue retirado el proceso por desacato y no prosperó el pedido hecho ante el Gral Lucero.*
- O) Debido a mi descontento y a mis numerosas manifestaciones en contra del sistema obligatorio de propaganda existencia en el deporte fuí llamado por el Dr. Valenzuela, quién me pidió que no me retirase del mismo y me comunicó que el ex-presidente había dispuesto fuese yo abanderado en los juegos de Mexico. Atribuyo ese nombramiento, no a mis méritos, sino al deseo de apaciguarme.*
- P) Seis meses antes de la Revolución Libertadora fuí avisado por los señores Jorge Benigno Macías (T.E. 42-2384) y Verstraeten Anchorena, que el Mayor Cialceta había dado la orden de impedirme la realización del deporte y la publicación de mis actividades deportivas, por hablar mal del gobierno y constituir una molestia para el mismo*
- Q) Semanas antes de la Revolución Libertadora, fuí acusado por la comisaría 17, ante el Juez Dr. Rivas Arguello, de ser instructor de tiro de los grupos subversivos del barrio norte y suministrar armas y municiones a los mismos, a raíz de la detención de mis sobrinos Alejandro y José Luis Bustamante. (Testigos de la acusación : Señor José Roger y Dr. Castells (T.E. 32-4660)*
- R) Enterado en forma casual de las torturas que se aplicaron en la comisaría 3° (Cardozo), firmé las denuncias correspondientes, realicé las gestiones, y logré el término de las mismas, y la libertad de varios detenidos, entre otros, D. Carlos Perdomo Usanna. Esta denuncia, efectuada en 1953, fué ratificada por mí en la Vice-Presidencia de la Nación, en la Jefatura de Policía, y ante el juzgado del Dr. Sadi Massué, días atrás (crónica del diario La Nación, Octubre 25 de 1955)*
- S) Resumiendo : He sido revolucionario activo en la época primera, cuando nuestro éxito hubiera evitado al país todo lo que ocurrió después. Ese éxito no se logró porque los que*

actuamos entonces no tuvimos el apoyo suficiente ; siendo imposible evitar el peronismo, por la razón expuesta, me he dedicado a prestigiar a nuestro país en el exterior, por medio del deporte ; durante ésta segunda etapa, he utilizado mi influencia, aún corriendo muy grave riesgo, en el anónimo, para enderezar entuertos, tratar de lograr limpiar el gobierno de alguno de los hombres deshonestos que lo han compuesto ; para avalar la conducta de mucha gente de bien que me debe su libertad por ello ; para pedir y obtener la libertad de muchas otras personas antiperonistas encarceladas ; para aliviar la situación de los que no puede hacer poner en libertad ; y por fin, para poner término a las torturas de Cardozo en la comisaría 3°. Para todo ello he puesto en evidencia una norma de conducta y una falta de temor al compromiso, que de haber sido compartida por todos los argentinos, no hubiesen permitido diez años de dictadura en el país.

T) Habiendo podido con toda facilidad, aumentar mi patrimonio, no lo hice, y creo que tiene ello mérito mayor en mi caso, que en el de aquellos que tampoco lo hicieron, pero que carecieron de la facilidad y de la posibilidad de hacerlo, que he tenido yo.

CHAPITRE VI

Reproduction des clauses du questionnaire-type utilisé par les sous-commissions d'enquête de la Commission 49, tirée du dossier d'enquête consacré à l'Union Argentine de Rugby (AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49, Expediente 103.711)

1°) Prestamos y/o subsidios acordados por el gobierno nacional, provincial y/o municipal a esa asociación.

2°) Leyes sociales e impositivas, informar si se ha dado cumplimiento a las mismas y si existen deudas

3°) Libro « La Razón de mi Vida », ejemplares adquiridos y distribuidos

4°)Aportes Fundación Eva Perón, Partido Peronista, Monumento al Descamisado, Monumento a Eva Perón, Union Trabajadores Entidades Deportivas y Civiles

5°) Homenajes y designaciones hechas a Juan Perón, Eva Perón u otras personas allegadas al régimen depuesto

6°) Rifas

INDEX DES NOMS DE PERSONNES ET DES INSTITUTIONS

A

- ABERTONDO, Antonio, 255
- ACEVEDO, Carlos A., 553
- ACOSTA, Mariano, 143, 201, 316, 636
- ACTIS, M., 381
- ADARO, Dalmiro, 357, 656
- AEROLÍNEAS ARGENTINAS, 396, 398, 436
- AÉRONAUTIQUE (Secrétariat d'État), 114
- AFFAIRES TECHNIQUES (MINISTÈRE), 13, 77, 78, 91, 92, 583
- AGUIRRE DE VICTORIA, Carmen, 195
- AIRALDI, César, 146, 344, 361
- ALBERDI, Enrique, 406-407, 412, 417, 419, 422-423
- ALBERDI, Juan Carlos, 408
- ALBORNOZ, Matías Juan, 256
- ALDAO, Ricardo, 271, 290, 292, 422
- ALEM, Leandro N., 52, 641
- ALENDE, Oscar, 198, 649, 652
- ALESSANDRO (D'), Antonio, 142
- ALLIANCE DE LA JEUNESSE NATIONALISTE, 188, 612
- ALLIANCE LIBÉRATRICE NATIONALISTE (ALN), 11, 188, 347, 356, 619
- ALMAGRO (CLUB ATLÉTICO), 23, 98, 292, 295, 469, 471, 476, 535, 565, 587, 639, 640
- ALMEIDA, Raúl, 428
- ALOÉ, Carlos Vicente, 29, 136, 161, 197, 204, 208, 210, 361, 404, 412, 414, 416, 505, 559, 560-561, 598, 643, 647
- ALUMNI (équipe), 48, 214, 322
- ALVEAR (DE), Marcelo T., 47, 51-56, 65, 68, 128, 197, 290, 312, 497
- AMALFITANI, José, 543
- AMEGHINO, César, 545, 553
- ANCHORENA (DE), Aaron, 52, 656
- ANDRADA, Manuel, 151, 262, 264
- ANESI, Carlos P., 445, 447-449, 452, 455, 459, 461-463, 465, 468, 586, 594
- ANSELMO, José, 542
- ANTEQUEDA (DE), Irma, 318-319, 654
- ANTONIO, Jorge, 29, 37, 48, 142, 146, 149, 177, 201, 255, 305-306, 317, 320, 385, 428, 440, 442, 522, 543, 584-585, 609, 627, 642
- APOLD, Raúl, 21, 163, 307, 427, 429, 557, 590, 620
- ARANA, Adolfo, 59
- ARDOY, Dr., 442
- ARETÉ (CLUB), 223-225, 594, 652, 653
- ARMANDO, Alberto J., 342-345, 564, 566, 587, 655
- ARMANDO, Antonio, 522
- ARMANDO, Jacinto, 484
- ARMAS (CÍRCULO DE), 484
- ARMÉE (MINISTÈRE), 8, 26, 407, 415, 418, 420
- ARTAGNAN PETIT, Carlos, 168

ASISTENCIA SOCIAL Y CULTURA FÍSICA (DIRECCIÓN DE), 122, 333

ASOCIACIÓN DE DEPORTES RACIONALES, 333

ASOCIACIÓN DEPORTIVA DE COMERCIO Y DE LA INDUSTRIA (CLUB), 333

ASOCIACIÓN DEPORTIVA FRANCESA (CLUB), 400

ATALAYA POLO CLUB, 399

ATENE0 DEPORTIVO FEMENINO, 144, 310, 311, 312, 328, 593, 654

ATLÁNTIDA (EDITORIAL), 161

ATLÉTICO DE ROSARIO (CLUB), 322, 400

ATLETISMO (FEDERACIÓN ARGENTINA DE), 108, 639

AUTOMÓVIL CLUBES (FEDERACIÓN INTERAMERICANA DE), 461

ÁVALOS, Eduardo J., 474, 484, 551, 553

AVIADORES CIVILES (UNIÓN ARGENTINA DE), 13, 348, 351, 359

AVIRONNISTES AMATEURS (ASSOCIATION ARGENTINE), 73, 108, 284

B

BALBÍN, Ricardo, 177, 413

BALDRICH, Alonso, 458

BANCO HIPOTECARIO PREVISIÓN SOCIAL, 143, 316

BARCALDE, Alfredo Antonio, 201

BARRERA, José Mario, 501

BASKET-BALL (LIGA ARGENTINA), 551

BAVIO ESQUIUÚ, Miguel Ángel, 250

BEDDETI, Raúl Eduardo, 432

BÉISBOL Y SÓFBOL (FEDERACIÓN ARGENTINA), 12, 372

BELÁUSTEGUI, Luis, 47

BELGRANO ATHLETIC CLUB, 322, 334

BENAVIDES, Jorge R., 371, 521, 523, 524, 543

BENGOA, León, 546

BIDEGAIN, Oscar R., 151

BLAQUIER, Juan, 406

BLASCO, Cristóbal, 145, 147, 149, 585

BOBLOLO, José, 542

BOCA JUNIORS (CLUB), 22, 26, 50, 62, 64, 65-66, 95-96, 98-99, 109, 172, 222, 343, 345, 469, 470, 477, 511, 542, 554, 564, 566, 587, 639, 640

BOCHAS (FEDERACIÓN ARGENTINA), 12, 73, 378-379, 384, 428, 589, 627

BOMBEROS (CLUB), 511

BONADEO AYROLO, Audilio, 408

BORGONOVO, Francisco, 253, 259, 262, 447-448, 449, 452, 461, 465-466, 468, 550, 586, 623

BORLENGHI, Ángel, 305-306, 343, 350-353, 429, 442, 553, 585, 587

BOTANA, Natalio, 66

BOTTINI, Luis Carlos, 533

BOWLING (ASOCIACIÓN ARGENTINA AMATEUR), 373, 376-377

BOX (FEDERACIÓN ARGENTINA), 73, 429

BOX (UNIÓN ARGENTINA), 13, 429, 430

BOXE AMATEUR (FÉDÉRATION FRANÇAISE DE), 284

BOXEO (ASOCIACIÓN ARGENTINA), 11, 427, 429, 430, 434-440, 442-444

BOXEO (COMISIÓN COORDINADORA DEL BOXEO ARGENTINO), 430

BOXEO (COORDINACIÓN ARGENTINA), 430
 BRAMUGLIA, Juan Atilio, 553
 BROWN, Aldredo, 48
 BRUNDAGE, Avery, 134-135, 248-249, 251-252, 256-260, 266, 268, 270-271, 274, 293, 298, 422, 423, 578, 591
 BUCCI, Clemar, 465
 BUENOS AIRES (MUNICIPALITÉ), 51, 71, 106, 120-122, 152, 180, 292, 466, 525
 BUENOS AIRES CRICKET CLUB, 180
 BUENOS AIRES CRICKET Y RUGBY CLUB, 400
 BUENOS AIRES LAWN TENNIS CLUB, 329, 333, 335-338, 637
 BUENOS AIRES ROWING CLUB, 120
 BULLRICH, Arturo, 487
 BULLRICH, Eduardo J., 456
 BUSTOS MORÓN, Horacio, 271, 292
C
 CABRERA, Delfo, 141, 232, 238-239, 248-249, 251-252, 256, 269, 272, 641, 644
 CABRERA, Fernando, 138
 CAGNASSO, Pablo, 277, 354
 CAHEN SALABERRY, Enrique, 278, 503, 601
 CAILLET-BOIS, Horacio, 122
 CAJA NACIONAL DE AHORROS POSTALES, 474
 CAMILIÓN, Oscar, 137
 CAMPBELL, Jeannette, 235
 CAMPOLONGHI, Carlos, 518
 CÁMPORA, Héctor José, 177, 183, 561
 CANALE, José, 344, 361
 CANAVERI, Pedro, 484
 CAPACCIONI, Virgilio, 475, 477
 CARRERAS (COMISIÓN), 447
 CARRERE, Francisco R., 408
 CARRERÓ, Juan Ramón, 434
 CARRILLO, Ramón, 88, 159
 CASANOVAS, Oscar, 432-434
 CASARES, Samuel, 408
 CASILDA CENTENO, Margarita, 201
 CASTILLO, Ramón S., 65, 261, 483, 547, 551, 553
 CASTRO, Jesús, 537-538, 540
 CASTRO, Juan Francisco, 545
 CENTENO, Primitivo, 201
 CEREIJO, Ramón, 134, 136, 272, 375, 447, 475, 477, 528-531, 540, 543, 545, 553, 633
 CERVERCERÍA DE LA NACIÓN (CLUB), 332
 CHACARITA JUNIORS (CLUB), 63, 469-470, 478, 588, 640
 CÍA, Mauro, 238
 CIALCETTA, Ignacio, 305-306, 358
 CIANIS, Rosa Magdalena, 146-147, 149
 CLUB FRANCÉS, 396
 CLUB MUNICIPAL, 197
 CLUB UNIVERSITARIO DE BUENOS AIRES (CUBA), 12, 26, 128, 140, 197, 385, 388-394, 396-399, 401-402, 448, 550, 594, 627, 628
 CLUBES COLEGIALES, 204
 CODEGLIA, Francisco, 532, 534
 CODO, Salvador José, 552
 COLL, Jorge Eduardo, 60

- COLOM, Eduardo, 178, 179
- COLOMBO, Raúl, 297, 469, 481, 486-487
- COLOSIMO, Roque Vicente, 437
- COMITÉ INTERNATIONAL OLYMPIQUE (CIO), 8, 11, 28, 34, 40, 49, 51, 55, 71, 72, 73, 75, 76, 80, 134, 135, 234, 239, 248, 249, 251, 252, 256, 257, 258, 260, 262, 266, 268, 270, 271, 274, 290, 291, 292, 293, 295, 297, 298, 299, 364, 395, 422, 423, 571, 591, 592, 593
- COMITÉ NATIONAL OLYMPIQUE (CNO), 11, 134, 251, 256-258, 271, 592
- COMITÉ SPORTIF PANAMÉRICAIN, 259, 260, 263, 266, 268
- COMMISSION 17, 28, 29
- COMMISSION 20, 155
- COMMISSION 24, 14, 583
- COMMISSION 49, 14, 28-33, 35, 37, 96-98, 138-139, 141-150, 172, 198, 249, 252, 276-277, 295, 303-305, 307-317, 319, 333, 339-340, 342-349, 353-355, 358-364, 367-383, 385-386, 388-389, 392-394, 397, 399, 401-416, 418-449, 461, 466, 468-473, 478-479, 483, 487, 489, 491-494, 496-499, 500-528, 530-538, 540-545, 547-555, 561, 564, 566, 567, 570, 571, 573-574, 578, 584, 649, 655, 657
- COMMISSION NATIONALE D' INVESTIGATIONS (CNI), 26, 29, 30, 69, 71, 81, 83, 87-89, 94, 96, 97, 115, 138-150, 155, 171-174, 176, 185, 193-211, 222, 225-227, 235, 276-278, 292, 295, 297, 305-317, 328, 333, 339-349, 353, 355, 358-363, 367, 368, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 378, 379, 381, 382, 385, 386, 388, 392, 401-449, 461, 466, 470, 471, 473, 478, 479, 491-555, 564, 566, 578, 583, 649, 655, 657
- COMMUNICATIONS (MINISTÈRE), 197, 333, 374
- COMUNICACIONES (CLUB), 197, 333, 583, 585
- CONDITI, Cecilio, 194, 473, 478, 480, 481, 487, 585
- CONFEDERACIÓN ARGENTINA DE DEPORTES (CAD), 11, 24, 51, 53, 55, 96, 118, 119, 126, 128, 146, 149, 293, 312, 376, 377, 398, 418, 584, 587, 639
- CONFEDERACIÓN ARGENTINA DE DEPORTES-COMITE OLÍMPICO ARGENTINO (CADCOA), 11, 24, 27, 30, 39, 55, 71, 80, 81, 96-97, 104-117, 126-155, 231, 234, 235, 239, 240, 242-245, 256, 258-266, 271, 275, 277, 281, 286, 287, 291, 292, 293, 295, 299, 306, 307, 310-319, 344, 354, 355, 361, 367, 368, 369, 370, 373, 375, 377, 379-388, 392, 393, 396-401, 415, 420-423, 437, 438, 478, 497, 501, 529, 532, 543, 544, 565, 573, 594, 641-643, 653
- CONFEDERACIÓN GENERAL DEL TRABAJO (CGT), 11, 71, 82, 151, 184, 223, 254, 268, 336, 440, 478, 482, 544, 556, 558, 560, 565, 579, 589
- CONFEDERACIÓN GENERAL UNIVERSITARIA, 226
- CONSEIL SUPÉRIEUR PÉRONISTE, 522
- CONTADURÍA GENERAL DE LA NACIÓN, 97, 184, 407
- CONTROL DE ESTADO, 357, 412, 656
- CORREOS Y TELECOMUNICACIONES (DIRECCIÓN NACIONAL), 474
- COUBERTIN (DE), Pierre, 49, 256, 257, 291
- CROCE, 289
- CROIX ROUGE, 183
- CROSS, 355
- CULTURA (COMISIÓN NACIONAL), 12, 20, 58, 121, 122, 135, 186, 558, 605, 606, 612, 613, 635
- CUNIGLIO, Luis, 142
- CURUPAYTÍ (CLUB), 388
- CYCLISME (FÉDÉRATION FRANÇAISE), 284

D

D'AGOSTINO, Saverio, 145, 147, 149-150, 305-307, 584, 588

DÁVILA, Aníbal, 20, 83, 85, 110, 183, 616, 635, 636

DEBENEDETTI, Juan Virgilio, 123, 152, 335, 337, 654

DEBUCHY, Roberto, 408

DECKER, Rodolfo, 182, 233

DEFENSE NATIONALE (MINISTÈRE), 112, 125

DEFENSORES DE BELGRANO (CLUB), 500-502, 589

DELPECH, Emilio, S., 242, 292

DEMPSEY, Jack, 428-429

DEPASSE, Louis, 286

DEPORTES RACIONALES (CLUB), 197, 333, 341

DEVECCHI, Ernestina, 440-442

DI STEFANO, Alfredo, 295, 493, 612

DÍAZ SAÉNZ VALIENTE, Carlos Enrique, 238, 277, 304, 341-363, 587, 655

DIEZ, José, 522, 613

DIRECCIÓN GENERAL IMPOSITIVA, 313

DOSE, Carlos, 396

DUARTE, Enriqueta, 143-144, 240-242, 246, 248, 365, 600, 654

DUARTE, Juan, 242, 305, 306, 429, 440, 513, 514

DUCÓ, Tomás Adolfo, 484, 485, 551-555, 631, 637

DUGGAN, Heriberto, 408

DUMAS, Vito, 255, 264

DUVAL, Raoul, 399

E

EBOLI (DE), Enrique, 501

ÉCHECS (Fédération Argentine), 73, 281, 634, 639

EDSTRÖM, Sigfrid, 248, 270-271, 292-293, 593

EDUCACIÓN FÍSICA (INSPECCIÓN GENERAL), 114

EDUCACIÓN FÍSICA (COMISIÓN NACIONAL), 12, 47

EDUCACIÓN FÍSICA (CONSEJO NACIONAL), 11, 59, 91, 105, 110-127, 133, 134, 137, 234, 239, 242, 291, 295, 375, 395

EDUCACIÓN FÍSICA (CONSEJO SUPERIOR), 12, 49

EDUCACIÓN FÍSICA (DIRECCIÓN GENERAL), 12, 58, 85, 111, 112, 114, 117, 126, 299, 597

EDUCACIÓN FÍSICA (DIRECCIÓN NACIONAL), 12, 60, 111, 202

EDUCACIÓN FÍSICA (DIRECCIÓN), 12, 26, 61, 122, 124, 126, 204

EDUCACIÓN FÍSICA Y CULTURA (DIRECCIÓN GENERAL), 12, 58

ÉDUCATION (CONSEIL NATIONAL), 11, 25, 49, 59, 91, 105-126, 133, 134, 137, 234, 375

ÉDUCATION (MINISTÈRE), 26, 89, 111, 124, 125, 155, 158, 177, 196-198, 201-205, 208, 210, 218

ÉDUCATION (SECRETARIAT D'ÉTAT), 88, 125, 214, 217

ELIZONDO, 447

EMPLEADOS DE COMERCIO (FEDERACIÓN), 335

ENSEÑANZA (INSPECCIÓN GENERAL), 111

ENSEÑANZA PRIMARIA (DIRECCIÓN GENERAL), 126, 171, 595

- ENSEÑANZA SECUNDARIA, NORMAL, ESPECIAL Y SUPERIOR (DIRECCIÓN GENERAL), 125
- ENSEÑANZA TÉCNICA (DIRECCIÓN GENERAL DE), 126
- ESCOBAR, Adrián C., 65, 483
- ESCODERO, Edmundo, 23, 464, 522, 629
- ESCUELA DE LÍDERES, 69, 77, 171, 223-225, 596
- ESCUELA DE TÉCNICOS DEL DEPORTE, 223
- ESCUELA SUPERIOR PERONISTA, 69, 141, 507, 594
- ESGRIMA (FÉDÉRATION ARGENTINE), 12, 13, 47, 49, 73, 109, 143, 147, 171, 196, 286, 314, 505, 559, 588, 637, 641, 642, 653
- ESPEJO, José, 559
- ESTUDIANTES DE LA PLATA (CLUB), 150, 544, 548, 549, 551, 556, 558-562, 573, 640
- ESTUDIANTES DE PARANÁ (CLUB ATLÉTICO), 549-550
- ESTUDIANTES DE RÍO CUARTO (ASOCIACIÓN ATLÉTICA), 92
- ETCHART, Héctor, 338
- EVITA MORNING STAR (ÉQUIPE), 172
- EXCURSIONISTAS (CLUB ATLÉTICO), 500, 501, 589
- F**
- FANGIO, Juan Manuel, 233, 253, 254, 328, 361, 363, 446, 450, 465, 601, 629
- FARRELL, Edelmiro, 70, 92, 406, 409, 430, 459, 474, 545, 552, 553
- FASOLA CASTAÑO, 145
- FAUSTBALL (FÉDÉRATION ARGENTINE), 373, 376, 589
- FAVERIO, Natalio, 262, 263, 395
- FEDERACIÓN GRÁFICA ARGENTINA, 478
- FÉDÉRATION CYCLISTE ARGENTINE, 73, 284
- FÉDÉRATION ÉQUESTRE ARGENTINE, 73, 420, 589
- FÉDÉRATION MOTONAUTIQUE ARGENTINE, 12, 372
- FÉDÉRATION SPORTIVE MILITAIRE ARGENTINE, 127
- FÉDÉRATION UNIVERSITAIRE ARGENTINE (FUA), 13, 189, 190
- FÉDÉRATION UNIVERSITAIRE DE BUENOS AIRES (FUBA), 13, 393
- FERLET, René, 286-289
- FERNÁNDEZ DARÍO, Ofelia, 19, 410, 417, 428, 498, 526, 628, 633
- FERRARIS, Desiderio, 434
- FERRER, Ubaldo O., 88, 198, 549, 585, 594
- FERRI, Oscar, 560-561
- FERRO CARRIL OESTE (CLUB), 469, 470, 473, 477, 478, 492, 530-534, 537, 566, 640
- FIGUEIREDO, Manuel Jaime, 522
- FIGUEROA ALCORTA, José, 48, 331
- FILIPPO, Virgilio, 183
- FINANCES (MINISTÈRE), 310, 313, 405
- FIRPO, Luis Ángel, 262, 264, 428
- FOMENTO AL DEPORTE (COMISIÓN NACIONAL ASESORA HONORARIA), 11, 106-110, 116, 128, 529
- FONDATION EVA PERÓN (FEP), 12, 18, 20, 25, 27, 32, 39, 69, 88, 103, 105, 126, 142, 143, 149, 153, 155-186, 193, 198, 207, 211, 212, 221-229, 245, 246, 249, 251, 252, 261, 263, 264, 268, 275, 284, 297, 299, 306, 309, 316, 318, 329, 371, 376, 378, 380, 415, 442, 470, 471, 502, 509, 525, 526, 543, 553, 565, 590, 594, 596, 615, 617, 647, 652, 657

FOOTBALL (ASSOCIATION AMATEUR ARGENTINE), 11, 55, 106

FOOTBALL (ASSOCIATION DU FOOTBALL ARGENTIN), 8, 11, 26, 63, 65, 67, 80, 98, 116, 129, 140, 149, 194, 278, 294, 297, 373, 380, 468-508, 511, 530, 539, 550-553, 594, 630

FOOTBALL (FÉDÉRATION INTERNATIONALE DE FOOTBALL AMATEUR), 12, 63, 294, 297, 298, 478

FOOTBALL (LIGA ARGENTINA), 63

FOOTBALL (LIGUE DU PARANÁ), 550

FORCADA, Alberto, 477

FRASCARA, Félix Daniel, 15, 16, 33, 34, 235, 237, 239, 425, 573, 633

FRECCERO, José, 513, 516

FRESCO, Manuel, 58, 59, 60, 83, 187, 189, 214, 630

FRÍAS, Calixto Nicolás, 518, 522

FROILÁN GONZÁLEZ, José, 253, 254, 328

FRONDIZI, Arturo, 8, 320, 340

FURLONG, Oscar, 248, 269, 363

FUTBOLISTAS ARGENTINOS AGREMIADOS (FAA), 12, 86, 296, 475, 535

G

GAGO, Bernardo, 511, 654

GALIMI, Felice, 140

GALIMI, Félix, 252

GALIMI, Fulvio, 138, 139, 143, 144, 152, 242, 246, 314, 323

GALVAO, Pedro, 366

GÁLVEZ, Juan, 151, 254

GÁLVEZ, Oscar, 253, 341, 363, 465

GAMBOA, Miguel, 343, 351, 587

GARCÍA AIRALDI, Guillermo, 146

GARCÍA ALTHABE, 397

GARRIDO, 512

GARZÓN FUNES, Oscar, 429

GATICA, José María, 255, 365, 427, 428, 433, 434, 636

GENTA, Jordán Bruno, 189

GEORGES CARPENTIER (CLUB SOCIAL Y DEPORTIVO), 284

GEORGES-PICOT, Guillaume, 266, 273

GHIOLDI (DE), Delfina, 195

GHIOLDI, Américo, 195

GIARDULLI, Cayetano, 476, 511

GIL, Daniel, 564

GIMNASIA Y ESGRIMA DE BUENOS AIRES (CLUB), 143, 653

GIMNASIA Y ESGRIMA VILLA DEVOTO (CLUB), 505

GIRARD DE CHARBONNIÈRES, Guy, 288

GLEIZER, Marcos, 378

GOLF (ASSOCIATION ARGENTINE), 11, 374, 376-379, 384, 385, 392, 440

GOLF CLUB 17 DE OCTUBRE, 378

GÓMEZ, Raúl, 521, 522, 524

GONZÁLEZ, José Hilario, 432

GONZÁLEZ, Julio V., 456

GONZÁLEZ, Roberto, 525

GONZALIAS, Liliana, 339

GOYENECHÉ, Oscar Armando, 345

GRAMPA, Irma, 143-144

GRAVINO, José, 432

GRECCO, Orlando, 560

GRILLO, Ernesto, 296

GRUPO DE OFICIALES UNIDOS (GOU), 13, 189, 551

GUERRE (MINISTÈRE), 49, 107, 111, 112, 117, 120, 124

GUERRERO, Eduardo, 7, 246, 497, 600

GUERRICO, José, 61, 62

GUEVARA, Salvador, 146, 307, 339

GUREVICH, Isidoro, 342, 343, 345, 587, 655

GUZZI, Juan Carlos, 253

H

HANSON, June, 339

HARLEM GLOBE TROTTERS, 209

HARRIET, Juan Alberto, 351

HAYNES (EDITORIAL), 161

HERNÁNDEZ, José, 447

HERRERA, Eladio, 238

HERZOG, Maurice, 285, 286

HEUGAS, Juan M., 385

HIMELSTEIN, Abraham Moisés, 533

HINDÚ CLUB, 259, 448, 449

HITLER, Adolf, 120, 604, 606, 650

HUERGO, Fernando I., 145, 307, 313, 319, 355, 360, 420, 422, 423, 487, 655

HURACÁN (CLUB), 98, 171, 473, 484, 485, 511, 551-555, 588, 637, 640

I

IBAÑEZ DE CAMPO, Carlos, 503

IBAÑEZ, Francisco, 286, 287, 503

IDOATE, Camilo, 455, 458, 461

IGLESIAS, Rafael, 238, 249

IMBERT, Anibal, 474

INDEPENDIENTE (CLUB), 477, 555, 601, 639, 641

INFORMACIÓN (SECRETARÍA DE), 163

INFORMACIÓN Y PRENSA (SUBSECRETARÍA DE), 28, 163

INFORMACIONES (DEPARTAMENTO), 441

INSPECCIÓN GENERAL JUDICIARIA DE LA NACIÓN, 407, 523, 524, 526

INSTITUTO ARGENTINO DE PROMOCIÓN DEL INTERCAMBIO (IAPI), 13, 345

INTÉRIEUR (MINISTÈRE), 115, 350, 351, 429

IOZZI MASSINI, Vicente, 499

IRIGOYEN, Elsa, 146-150, 241, 246, 269, 304-322, 339, 363, 584, 585, 588, 654

ITUZAINGO GOLF CLUB, 385

IVANISSEVICH, Oscar, 88, 125, 214, 218, 239, 594, 597

J

JOCKEY CLUB (Buenos Aires), 26, 46, 47, 53, 223, 378, 384, 390, 484, 560

JOCKEY CLUB (La Plata), 560

JOCKEY CLUB (Santa Fe), 378

JOHNSON, Ike, 433

JONES, Guillermo, 514-516

JUSTICE (MINISTÈRE), 30, 60, 114, 117, 129, 149, 444

JUSTICE ET INSTRUCTION PUBLIQUE (MINISTÈRE), 85, 111, 597

JUSTICIA (CORTE SUPREMA), 139, 477, 624

JUSTICIA (INSPECCIÓN GENERAL DE), 116

JUSTO, Agustín P., 59, 64-66, 69, 95, 106, 171, 458, 483, 547, 564, 651

JUTORÁN, Natalio, 522

JUVENTUD DE LA NUEVA ERA (CLUB), 379

JUVENTUD PERONISTA, 20, 153, 167, 185, 188, 614

K

KISLINGER, Ivana, 503, 504

KISTENMACHER, Enrique, 269

KOCI, Lázaro, 434, 441

L

LACEY, Luis, 409

LACEY, Wyndham, 409

LALOR, Alfredo, 404

LAMARQUE DE ROMERO BREST, Gilda, 195

LANDINI, Raúl, 432-435

LANÚS (CLUB), 44, 477, 511, 512, 585, 595, 639, 641

LECTOURE, José Bautista, 431, 440, 441, 444

LEGUÍA, Enrique Guillermo, 535

LEMONS, Walter Cándido, 252

LEVERATTO, Emilio, 542

LIBERTI, Antonio V., 320, 543

LIGA ESTUDIANTIL ARGENTINA, 226

LLIBOUTRY, Louis, 286

LONARDI, Eduardo, 145, 147, 445, 473, 479, 523, 524

LÓPEZ PEÑA, Arturo, 122, 123, 612

LÓPEZ REGA, José, 152

LÓPEZ, Alberto, 250

LÓPEZ, Emilio, 374

LORENZINI, Carola, 317

LORENZO, Ricardo, 8, 23, 140, 141, 268, 292, 295, 469, 471, 472, 476, 478, 525, 535, 565, 587, 639, 640

LOS MATREROS (CLUB), 388-401

LOTTERO LANARI, Raúl, 385

LOUGHLIN, Alfredo J., 202

LUCHETTI, E., 395

LUTTE GRÉCO-ROMAINE ET LIBRE (FÉDÉRATION ARGENTINE), 642

M

MAC LEAN, Leonardo, 419

MAFFEI, José, 522, 523, 526

MAGEE, Julio José, 370

MAGLIO, Jorge Antonio, 145-147, 149, 317, 585

MAGNONE, Guido, 286

MARCHI (DE), Antonio, 48

MARCILLA, Eusebio, 256, 362, 363

MARCO, Teodoro, 198, 549, 585

MARGUEIRAT, Raoul, 277

MARIMÓN, Onofre, 253, 254, 361

MARINE (MINISTÈRE), 8, 114, 117, 264, 306, 308-310, 316, 555

MARSEILLAN, Francisco, 497

MARTÍN, José, 7, 18, 19, 44, 65, 105, 110, 122, 135, 156-158, 160, 181, 184, 195, 201, 202, 218, 240, 262, 264, 294, 331, 349-351, 428, 475, 492, 505, 552, 559, 595, 630, 635, 639, 641, 655

MARTÍNEZ ZUVIRÍA, Gustavo, 189

MARTÍNEZ, Mario H., 189, 385

MASSARD, Armand, 256, 271

MATERA, 437

MATIENZO, Agustín, 484

MAYER, Otto, 249, 251, 252, 270, 271, 293, 422

MENDE BRUN, Mario, 122

MENDÉ, Raúl, 78, 558, 656

MÉNDEZ SAN MARTÍN, Armando, 105, 158, 195, 201, 202, 218

MÉNDEZ, Benjamín, 105, 158, 195, 201, 202, 218, 558, 620

MENDITEGUY, Carlos, 413

MERCADER, Emir, 182

MERCANTE, Domingo, 356, 477, 537, 540, 541, 560, 622, 655

MIEL ASQUÍA, Ángel, 172

MIRAGLIA, Alfredo, 432

MITRE, Bartolome, 47

MITRE, Jorge, 161

MOLINARI, Diego Luis, 111, 537, 590

MOREA, Enrique, 325-327

MORIXE, Horacio, 456, 459

MSAPEH, Elías, 378

MUÑIZ BARRETO, Benjamín, 458

MURCIEGO, Eloy, 432-434

MURILLAS, 533

MURO (DE), Augusto, 456

MUROS, Ramón C., 111-112

MUSITANI, Héctor F., 346

MUSSOLINI, Benito, 24, 69, 120, 606

N

NAHUEL ROWING (CLUB), 496-497, 566, 588

NAJDORF, Miguel, 281, 634

NASI, Felipe, 434, 437

NATATION (FÉDÉRATION ARGENTINE), 292

NAVARRA, Enrique, 276, 345

NAVARRA, Ezequiel, 248-249, 346

NEGRI, Mario L., 248, 292-293

NEGRO, Gregorio H., 395, 639, 640

NELSON, Juan D., 412-413

NICOLINI, Oscar, 29, 116, 140, 333, 474, 476-477, 481, 485-487, 583

NOAILLES, Luis V., 144

NOBLE, Roberto, 58

NUÑEZ, Francisco, 64, 93, 197, 238, 332, 390, 500

O

OBRAS SANITARIAS DE LA NACIÓN (OSN), 390

OCAMPO GÍMENEZ, Rafael, 292

ODDONE, Luis A., 406, 413

OFICIALES DEL MAR (CÍRCULO DE), 197

OFICINA DE CLASIFICACIÓN, CALIFICACIÓN Y COTEJO, 429

OFICINA TÉCNICO TOPOGRÁFICA, 454

OJEDA, Alejandro C., 30, 345-347, 358, 360-363, 368, 370, 372-373, 382, 403, 407-408, 410, 426, 429

OLIVOS YACHT CLUB, 566, 588

ONGANÍA, Juan Carlos, 487

ORÍA, Salvador, 553

ORLANDO, José, 139, 447, 560

ORMESSON (D'), Wladimir, 282-284

ORTIZ, Roberto, 60, 65, 261, 483

OSACÁR, Pedro, 559

OTTOLENGHI, Dr, 428

OTTONELLO, Benito, 183

OUDOT, Jacques, 285

OYARZÚN (DE), Celina C., 151

P

PACE, Ismael, 427, 429-437, 440, 441-442, 444, 585

PADILLA, Enrique, 412

PADILLA, Tiburcio, 63

PAILLOT, Carlos, 475

PALACIOS, Juan Carlos, 108, 112, 128, 133, 135, 137, 141, 234, 260

PANIZA, Antonio, 442, 585

PANZERI, Dante, 482, 630

PARDO, Enrique, 543

PARQUES NACIONALES (DIRECCIÓN DE), 458

PARTI PÉRONISTE, 13, 33, 143, 146, 159, 188, 372, 376, 442, 470, 507, 509

PARTI PÉRONISTE FÉMININ, 13, 146, 159

PARTI SOCIALISTE, 15, 195, 223

PASTORE, Edmundo Dante, 519, 525

PELLEGRINI, Carlos, 47, 66, 151

PELLICCIARI, Eduardo, 161

PELOTE BASQUE (FÉDÉRATION ARGENTINA), 12, 492, 639

PELUFFO, Domingo, 139-140, 477

PELUFFO, Néstor J., 430, 435

PENELLA DE SILVA, Manuel, 558

PERDERNERA, Adolfo, 295

PERETTE, Carlos Humberto, 549

PERETTE, Francisco, 550

PÉREZ BURES, Roberto Daniel, 436

PÉREZ, Pascual, 238, 242, 248-250, 427-428, 434, 436, 613, 634

PERIODISTAS DEPORTIVOS (CÍRCULO DE), 161

PETTINATO, Roberto, 116

PIÉDROLA, Felisa, 322, 324, 326, 327

PINEDO, Federico, 458

PIÑEIRO, Juan Ramón, 511

PIRAÑA (CLUB), 522, 587

PISCICELLI, Daniel, 140, 529

PISTARINI, Juan, 92-93, 264, 545, 553

POINCENOT, Jacques, 286, 288

POLO (ASSOCIATION ARGENTINE), 11, 26, 73, 119, 276-277, 399, 403-423, 448, 498, 584, 626, 640, 653

POLO (FÉDÉRATION INTERNATIONALE), 413

PONS, Julio César, 15, 21, 92, 167, 218, 416

PORZIO, Celestino, 434

POULET, Guy, 286

POZZO, Horacio, 461

PUOPPOLO, Pascual, 253

PUYRREDÓN, Carlos, 261, 456

Q

QUIJANO, Hortensio, 553

QUILMES (MUNICIPALITÉ), 36, 292, 310, 450, 491-494, 536-541, 556, 566, 586, 608, 612, 615, 619, 641

QUILMES ATLÉTICO (CLUB), 491-492, 494, 536-541, 556, 566, 641

QUINTANA, Manuel, 47

QUINTERNO, Dante, 353

R

RABANAL, Francisco, 120

RACHI, 507

RACING CLUB, 22, 98-99, 140, 267, 292, 475, 528-530, 537, 540, 562, 641

RAFAELA (CLUB ATLÉTICO), 284, 448

RAMÍREZ, Pedro, 158, 552-553, 622

RAMUSIO, Genaro, 432-434

REGATAS LA MARINA (CLUB), 97, 496-497, 499, 566, 586, 639, 640

RELATIONS EXTÉRIEURS ET CULTE (MINISTÈRE), 123, 215, 222, 596

REMONDA, Juan Pablo, 145, 431, 438, 442

RENDO, Alberto, 172

RENNER, Alfredo, 586

RENTAS (DIRECCIÓN DE), 138

RENZI, Atilio, 157-158, 202, 305-306, 380-381, 383, 477-478, 492, 530-534, 566, 585, 637

RESHEVSKY, Samuel, 281, 634

RICARDO, Lorenzo, 317, 525-526

RÍO SALAS (DEL) (familie), 238

RIVAS, Nelly, 185, 656

RIVER PLATE (CLUB ATLÉTICO), 26, 64, 66, 95, 98-99, 109, 151, 161, 171-172, 214-216, 269, 296, 320, 469, 470-471, 511, 529, 542-547, 553, 562, 587, 639-641, 643, 653

RIVERO, Juan Carlos, 432-434

ROCA, Julio A., 47-48, 341

RODRÍGUEZ ARAYA, Agustín, 553

RODRÍGUEZ CAMPORA, Antonio, 146, 149

RODRÍGUEZ ROSSELLI, Roberto, 144, 147-150

RODRÍGUEZ, Héctor Pedro, 432

RODRÍGUEZ, Manuel, 8, 66

RODRÍGUEZ, Rosa H., 151

ROJAS LANUSSE, Eduardo, 408

ROJAS SILVEYRA, Luis, 456

ROJAS, Absalón, 182

ROJAS, Isaac F., 305

ROMERO BREST, Enrique, 8, 26, 47, 59, 60, 195

ROSAS (DE), Juan Manuel, 353

ROSIER, Louis, 284

ROTILI, 511-512, 585

ROUTES (FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES), 462

ROWING CLUB (ROSARIO), 120, 321, 497, 566, 588

RUBIO, Emilio, 161-162, 235

RUGBY (FÉDÉRATION FRANÇAISE), 399

RUGBY (UNION ARGENTINE), 13, 371, 385-389, 392-403, 448, 586, 598, 657

RUGBY (UNIÓN DE RUGBY DEL RÍO DE LA PLATA), 598

RUGILO, Miguel Ángel, 296

RUSSELL, Alejo, 338

S

- SACACHISPAS FÚTBOL CLUB, 517-519, 523-526
- SAINT, Emilio, 455
- SALAS CHÁVEZ (familie), 238
- SALAS, Horacio Alfredo, 146, 238
- SALESSI, Luis, 62
- SAN LORENZO DE ALMAGRO (CLUB), 23, 292, 295, 469, 471, 476, 535, 565, 587, 639, 640
- SAN MARTÍN, (Libertador), 240
- SAN MARTÍN, Juan Ignacio, 7, 18, 19, 44, 65, 105, 122, 135, 158, 195, 201-202, 218, 240, 264, 294, 331, 349-351, 475, 492, 559, 595, 635, 639, 641, 655
- SAN MIGUEL DEL MONTE (CLUB ATLÉTICO), 512-513, 515, 517, 586
- SÁNCHEZ DE BUSTAMANTE, Ricardo, 137, 141
- SÁNCHEZ TERRERO, Eduardo, 64-65, 483
- SANDERS, 321
- SANFILIPPO, José, 172
- SANIDAD Y OBRA SOCIAL NAVAL (DIRECCIÓN GENERAL), 12, 308-309
- SANTÉ PUBLIQUE (MINISTÈRE), 12, 87-88, 103, 115, 117, 159, 162, 171, 242, 264, 308
- SANTÉ PUBLIQUE (SECRÉTARIAT D'ÉTAT), 88, 115
- SANTÍN, Isaías, 559, 584
- SANTOS ROSSI, 114, 239, 295, 395, 565
- SBUSCIO, Mario, 559
- SCELSO, Dr., 292
- SCIAMMARELLA, Rodolfo, 168, 208, 647
- SECRETARÍA AUXILIAR, 201
- SEMINARIO, José Martín, 505
- SERRANO, Jorge, 385
- SHIRAI, Yoshio, 250
- SIEBURGER, (familie), 238
- SIEGFRIED, André, 283
- SIMONETTI, Vito, 307
- SIMONETTO, Noemí, 238, 240-241, 246, 255, 327
- SIRI, Emilio, 332, 335, 553, 654
- SIVORI, Atilio, 522
- SÍVORI, Enrique Omar, 172
- SKI ET ALPINISME (FÉDÉRATION ARGENTINE), 12, 286
- SOBRAL, Antonio, 177-178
- SOCIEDAD DE BENEFICIENCIA, 173, 183
- SOCIEDAD RURAL ARGENTINA, 487, 653
- SOCIEDAD SPORTIVA ARGENTINA, 47-49, 51, 627
- SOLÉ, Alcides, 522
- SOSA MOLINA, José Humberto, 112, 312
- SOSSIDIS, Juan, 269
- SPORT (INSTITUT DE PHYSIOPATHOLOGIE), 88, 115
- SPORTIVO BARRACAS (CLUB), 506-509, 588, 637
- SPORTS (DIRECTION MUNICIPALE), 12, 51, 121, 330
- SUÁREZ, Luis Felipe, 560
- SUÁREZ, Osvaldo, 252, 365
- SUÁREZ, Valentín, 473, 477, 479, 487, 550
- SUBIZA, Román A., 29

T

TARISCO, Ramón Pedro, 516

TAYLOR, Rodolfo, 404, 406

TEMPERLEY LAWN TENNIS CLUB, 339-340, 503-505, 588

TENNIS (ASSOCIATION ARGENTINE DE), 11, 320, 324, 340-341

TENNIS (FÉDÉRATION INTERNATIONALE), 340

TENNIS CLUB ARGENTINO, 331, 333, 336, 338

TERÁN DE WEISS, Mary, 123, 147, 251, 304, 320-329, 331, 333-335, 337, 338-341, 366, 503-504, 599, 613, 625-626, 628, 636, 654

TERDENGÉ, Herman, 141-142

TERRAY, Lionel, 286-287

TESAIRE, Alberto, 29, 85, 439, 507, 509, 511

TESORERÍA GENERAL DE LA NACIÓN, 411

THAMIER, Arsenio, 51, 107

TIBERI, Mario, 378

TIMERMAN, Jacobo, 15

TINLING, Ted, 325

TIR (FÉDÉRATION ARGENTINE DE), 73, 108, 344, 361

TIRO FEDERAL ARGENTINO, 47, 171, 354, 653

TIRO Y GIMNASIA (DIRECCIÓN GENERAL DE), 12, 59, 106-107, 114

TOBAR GARCÍA, Carolina, 195

TORRENTE, Manuel, 242

TORRES RÍOS, Leopoldo, 525, 601

TORRES, Carlos, 507-508

TORRES, José Luis, 57

TORTEROLO, Clotilde, 317, 327

TORTONESE, Domingo, 477

TOURING CLUB ARGENTINO, 13, 22, 451-452

TRABAJADORES DE IMPRENTA Y AFINES (FEDERACIÓN ARGENTINA DE), 478

TRABAJO (TRIBUNALES DE), 138-139, 478

TRAVAILLEURS D'ÉTAT (ASSOCIATION DE), 478

TRAVAUX PUBLICS (MINISTÈRE), 13, 52, 87, 92-93, 109, 456, 553, 653

TRIMARCO DR., 381

TRINTIGNANT, Maurice, 284

TRIULZI, Alberto, 362-363

TURISMO (DIRECCIÓN NACIONAL DE), 458

TURISMO (DIRECCIÓN NACIONAL), 278, 462, 591

U

UNESCO, 558

UNIÓN CÍVICA RADICAL (UCR), 13, 47, 51-52, 57, 111, 177-178, 190, 332, 481

UNION DÉMOCRATIQUE, 190

UNION DES ÉTUDIANTS DU SECONDAIRE (UES), 13, 20-21, 28, 30, 39, 105, 153, 155-156, 184-186, 192, 195-212, 214, 221-223, 225-229, 251, 299, 332, 549-550, 585, 598, 632, 647, 649, 650-651

UNION DES TRAVAILLEURS DES ENTITÉS SPORTIVES ET CIVILES (UTEDYC), 14, 71, 86, 545

UNION NATIONALISTE DES ÉTUDIANTS DU SECONDAIRE (UNES), 13, 188

UNIVERSITÉ OUVRIÈRE NATIONALE (UON), 13, 194, 478

URANGA, Raúl Lucio, 119, 121, 179-180, 233, 252, 254, 333, 413

URIBURU, José Evaristo, 47

- URIBURU, José Félix, 61, 332
- URSO, Francisco, 509
- V**
- VACCARIO, Pedro, 586
- VALENZUELA, Rodolfo G., 81, 96, 126-127, 135, 137-152, 243, 244, 262, 266, 268, 270, 271, 275, 277, 286, 305-307, 312, 339, 348, 351, 355, 357, 361, 367, 385, 387-388, 392-393, 396, 399, 430, 437, 440, 501, 503, 528-529, 543, 566, 584-585, 587, 598, 642-643, 656
- VALLE (DEL), Aristóbulo, 47
- VANNELLI, Fernando, 478, 585
- VÁZQUEZ, Aldo, 525
- VÁZQUEZ, César, 60
- VÉLEZ SANSFIELD (CLUB), 543, 589
- VÉTÉRINAIRE ET DE REMONTE (DIRECTION GÉNÉRAL), 415, 418
- VIALIDAD (DIRECCIÓN GENERAL DE), 456, 461, 463, 533
- VICENTE (DE), María Teresa, 201
- VIGNONE, Oscar, 554-555
- VILLAROEL PUCH, Ernesto, 552-553
- VISCA, José, 161
- VOLLEY-BALL (CONFEDERACIÓN ARGENTINA DE), 370
- VULETICH, Eduardo, 440
- W**
- WEISS, Gottlob, 322
- WEISS, Herald, 322-323
- WILKINSON, 123
- Y**
- YACIMIENTOS PETROLÍFEROS FISCALES (YPF), 14, 332, 400, 452, 456-460, 466-468
- YADAROLA, Mauricio, 182, 183
- YRIGOYEN, Hipólito, 51, 52, 56, 93
- YUDICA, José, 172
- Z**
- ZABALA, Juan Carlos, 238, 264
- ZEMBORAIN, Alfredo, 409
- ZEN, Norberto, 122-123, 328, 334, 338
- ZOCCA, Ireneo A. V., 497
- ZUBIAUR, José Benjamín, 49

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Tableau :	Classification des sports en fonction de leur diffusion en Argentine	73-74
Figure 1 :	« Evita, ta bonne fée », couverture de <i>Mundo Infantil</i> , n° 152, 25 août 1952	164
Figure 2 :	écusson de la FEP arboré sur les maillots des jeunes footballeurs, s/d, (Musée Evita)	165
Figures 3 :	Eva Perón entourée d'enfants, tract de la Fondation Eva Perón, 1950 (Musée Evita)	166
Figure 4 :	dessin d'Eva Perón entourée d'enfants, brochure de la Fondation Eva Perón, 1952 (Musée Evita)	166
Figure 5 :	« Une classe de gymnastique rythmique dans les jardins de la Cité des Enfants, œuvre admirable de la Fondation Eva Perón » (SIPA, <i>Infancia privilegiada</i> , s/d)	175
Figure 6 :	double-page tirée de la brochure <i>Ciudad Estudiantil Presidente Juan Perón</i> , montrant les multiples équipements sportifs à disposition des élèves (AGN-AI, FNRP, CNI, Col. Bib. 619)	176
Figure 7 :	Couverture de la revue <i>UES</i> , Año I, n° 4, septembre 1954, représentant Perón aux côtés de jeunes adhérents de l'UES, « déguisés » en joueurs des Harlem Globe Trotters.	209
Figure 8 :	Perón donne le coup d'envoi du match de basket-ball lors d'un tournoi interne de l'UES et pose aux côtés des équipes féminines de Buenos Aires et de Rosario. (<i>UES</i> , Año I, n°4, septembre 1954, p. 22.)	210
Figure 9 :	Photographie prise lors de la Fête de l'Éducation Physique le 8 novembre 1948. (brochure du ministère des Relations Extérieures et du Culte, <i>Como se educa a un niño en la Argentina</i> , s/d)	215
Figure 10 :	Photographie prise lors de la Fête de l'Éducation Physique le 8 novembre 1948 (brochure du ministère des Relations Extérieures et du Culte, <i>Como se educa a un niño en la Argentina</i> , s/d)	216
Figure 11 :	Affiche de la Fête de la Jeunesse organisée par le secrétariat d'État à l'Éducation (INJDP)	217
Figure 12 :	Affiche promotionnelle de la Fête de l'Éducation Physique (INJDP)	217

- Figure 13 : dessin de jeunes membres de l'UES, portant l'uniforme et l'écusson officiels de l'institution. *UES*, Año I, n° 4, septembre 1954, quatrième de couverture. 228
- Figure 14 : Delfo Cabrera franchit en souriant la ligne d'arrivée du marathon olympique de Londres en 1948 (Archives CIO) 239
- Figure 15 : Des cyclistes soutiennent la candidature de Perón et d'Evita, la « formule de la victoire », lors de la campagne présidentielle de 1951 (AGN) 255
- Figures 16 : Affiche réalisée pour les premiers Jeux Sportifs Panaméricains de 1951 (INJDP) 265
- Figure 17 : Affiche réalisée pour les premiers Jeux Sportifs Panaméricains de 1951 (INJDP) 265
- Figure 18 : Affiche réalisée pour les premiers Jeux Sportifs Panaméricains de 1951 (INJDP) 265
- Figure 19 : Affiche réalisée pour les premiers Jeux Sportifs Panaméricains de 1951 (INJDP) 265
- Figure 20 : Perón et Eva Perón devant le tableau récapitulatif des victoires argentines lors des Premiers Jeux Panaméricains de 1951. Réception de la sélection argentine à la résidence présidentielle d'Olivos, le 10 mars 1951. (BN, Fototeca) 272
- Figure 22 : Mary Terán en couverture du magazine sportif *El Gráfico*, n° 1666, 13 juillet 1951 326
- Figure 22 : Felisa Piédrola en couverture d'*El Gráfico*, n° 1014, 16 décembre 1938 et Enrique Morea, en couverture d'*El Gráfico*, n° 1822, 9 juillet 1954 327
- Figure 23 : Coupure de presse tirée du journal *La Razón* du 11 octobre 1955, jointe à une lettre de Díaz Saénz Valiente adressée au président de la Commission 49 le 12 décembre 1955 (AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49) 348
- Figure 24 : Tract diffusé au sein du Sacachispas Fútbol Club intitulé « Autre manœuvre des transfuges et des ennemis du Sacachispas F.C. » (AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49) 520
- Figure 25 : Tract diffusé au sein du Sacachispas Fútbol Club, afin de dénoncer les agissements de plusieurs dirigeants : « La coterie a disparu de Sacachispas » (AGN-AI, FNRP, CNI, Com. 49) 521

TABLE DES MATIÈRES

Résumé en français	3
Abstract	5
Remerciements	7
Notes sur la traduction	9
Liste des acronymes et des abréviations	11
Introduction	15
<i>Une historiographie lacunaire et une histoire partisane</i>	17
<i>Des sources hétérogènes et l'exploitation d'un fonds d'archives inédit</i>	25
<i>Une histoire sociale des acteurs sportifs et du péronisme</i>	31
<i>De l'histoire politique et institutionnelle à l'analyse micro-historique des acteurs sportifs</i>	39
PREMIÈRE PARTIE :	
AMBITIONS ET LIMITES DE LA POLITIQUE SPORTIVE PÉRONISTE	41
Chapitre I : « Un peuple de sportifs ». Les fondements de la politique sportive péroniste	43
Entrée de jeu : le développement du sport en Argentine de la fin du XIX ^e siècle aux années 1940	45
<i>Le sport : une pratique réservée aux élites</i>	46
<i>Un gentleman sportif à la tête de l'Argentine</i>	51
<i>Le sport et l'éducation physique : un instrument du contrôle social dans les années 1930</i>	56
<i>Sport et politique : des liens renforcés sous le régime conservateur</i>	61
Créations et innovations du péronisme : le nouveau rôle de l'État	67
<i>Le paysage sportif de l'Argentine péroniste</i>	68
<i>Le sport, un divertissement populaire sous le péronisme</i>	76
<i>Démocratiser la pratique sportive</i>	80
<i>Planifier et organiser le développement du sport</i>	85
<i>Construire : l'État bâtisseur</i>	92
<i>Financer le milieu sportif</i>	95
Conclusion	100

Chapitre II : Les piliers de la politique sportive péroniste **103**

Les organismes publics de la politique sportive péroniste : vers une implication grandissante de l'État dans les activités sportives ?	106
<i>L'héritage du régime conservateur : la Commission Nationale Honoraire de Promotion du Sport</i>	106
<i>1946-1948 : une phase de transition institutionnelle</i>	110
<i>Les instances administratives locales : l'exemple de la Direction Municipale du Sport à Buenos Aires</i>	121
<i>Du Conseil National d'Éducation Physique à la Direction d'Éducation Physique : une administration publique en perpétuelle recomposition</i>	124
La Cadcoa, une institution « nationalisée » ?	128
<i>La Cadcoa et les pouvoirs publics de 1938 à 1945 : entre précarité économique et lutte pour l'autonomie</i>	128
<i>Le début d'une nouvelle ère sous le péronisme</i>	133
<i>Rodolfo Guillermo Valenzuela : le patron du sport péroniste ?</i>	138
<i>La « segunda línea » de la Cadcoa : les employés administratifs et les collaborateurs de Valenzuela</i>	146
<i>La Cadcoa : la véritable instance centrale de la politique sportive péroniste ?</i>	152

Chapitre III : Les organisations sportives paraétatiques dédiées à la jeunesse **155**

La Fondation Eva Perón et le sport : embrigadement politique ou assistance sociale ?	156
<i>Comment le sport est devenu une activité centrale de la FEP</i>	156
<i>Une compétition phare : les Campeonatos Infantiles Evita</i>	160
<i>Les Torneos Evita : un programme de protection de l'enfance « intégral »</i>	170
<i>Une initiative contestée</i>	177
<i>La FEP, une institution toute-puissante ?</i>	181
L'Unión de Estudiantes Secundarios : un modèle de jeunesse idéale ?	185
<i>Le péril jeune</i>	186
<i>Les réponses péronistes : politique éducative et action sociale</i>	190
<i>L'UES : une émanation du ministère de l'Éducation</i>	195
<i>La « juventud deportista » : l'avenir de la nation</i>	204
Le sport ou la « politique des jeunes »	213
Conclusion	225

Chapitre IV : Projeter la Nueva Argentina sur la scène internationale. Sport, diplomatie culturelle et relations internationales **231**

Les sportifs argentins : les « meilleurs ambassadeurs de la Nueva Argentina »	234
<i>Les délégations olympiques</i>	234
<i>Les sportifs « adictos »</i>	247

Les premiers Jeux Panaméricains de 1951 : une vitrine de la <i>Nueva Argentina</i>	259
<i>Une mobilisation des milieux politiques et sportifs à la hauteur d'un événement exceptionnel</i>	259
<i>Le triomphe de la Nueva Argentina ?</i>	266
Le sport, un vecteur privilégié de la diplomatie culturelle argentine ?	275
<i>Faire de Buenos Aires une « Mecque sportive »</i>	275
<i>Renforcer l' « amitié franco-argentine » grâce au sport ?</i>	282
<i>Limites et échecs de la politique sportive internationale péroniste</i>	290
Conclusion	298

SECONDE PARTIE : LES ACTEURS SPORTIFS FACE AU PÉRONISME 301

Chapitre V : Les sportifs au service du régime ? 303

Elsa Irygoyen : les aléas de l'amateurisme	305
<i>Une sportive complice du régime péroniste ?</i>	305
<i>Les « crimes » d'Elsa Irigoyen : passe-droits, privilèges et emploi fictif</i>	308
<i>Une position compromettante ? La présidence de l'Ateneo Deportivo Femenino</i>	311
<i>Une personnalité sportive suspecte mais peu inquiétée</i>	313
<i>Femme et sportive amateur, la double peine ?</i>	316
Mary Terán de Weiss : de star à paria du tennis argentin	320
<i>Une championne internationale ostracisée</i>	320
<i>Le rapprochement d'une joueuse exceptionnelle avec le péronisme</i>	321
<i>Mary Terán : une figure publique et médiatique</i>	325
<i>La Municipalité en lutte contre la privatisation de l'espace public par les clubs « privilégiés »</i>	329
<i>Mary Terán : une médiatrice décevante ?</i>	334
Carlos Enrique Díaz Saénz Valiente : « péroniste » malgré lui	341
<i>Un témoignage singulier</i>	341
<i>Un double chef d'accusation</i>	343
<i>L' « escadrille péroniste » : les ambiguïtés d'une affaire douteuse</i>	348
<i>Autoportrait d'un sportif en résistant de l'intérieur</i>	353
« Péronistes de cœur », mais sportifs avant tout	362

Chapitre VI : Compromission, accommodement ou résistance ? Les fédérations et dirigeants des sports amateurs sous le péronisme 367

Les fédérations innocentées ou comment définir la « normalité »	370
<i>Procédures d'enquête et questionnaire-type de la Commission 49</i>	370
<i>Le profil des fédérations absoutes par la Commission 49</i>	372
<i>Le problème des « actes politiques nécessaires » : étude comparée de deux fédérations</i>	376
<i>Capacités d'adaptation des fédérations et critères d'évaluation à géométrie variable</i>	

	380
Les fédérations sportives : des espaces de résistance ?	386
<i>L'Union Argentine de Rugby : une fédération exemplaire ?</i>	386
<i>L' intervención du Cuba : une crise ouverte au sein du milieu du rugby</i>	389
<i>Une fédération repliée sur elle-même ?</i>	394
Contrainte ou complice ? Les ambivalences de l'Association Argentine de Polo	403
<i>Une fédération à la situation économique alarmante</i>	403
<i>Petits arrangements entre ennemis : les tractations entre le pouvoir péroniste et le milieu poloïste</i>	407
<i>Des dirigeants sportifs menacés ?</i>	412
<i>Le volte-face de la Commission 49</i>	420
Conclusion : une dilution des responsabilités	424

Chapitre VII : Des collaboratrices privilégiées du régime ? Les fédérations du sport professionnel et le péronisme **425**

À l'ombre des intérêts politiques et marchands : le cas de l'Association Argentine de Boxe (AAB)	427
<i>Ismael Pace, un entrepreneur sportif tout-puissant ?</i>	427
<i>Une fédération aux intérêts économiques lésés</i>	434
<i>L'Association Argentine de Boxe : une institution sous une double tutelle ?</i>	438
Des « "démocrates" accommodants » : les dirigeants de l'Automóvil Club Argentino (Aca)	444
<i>Des dirigeants mis en cause par leurs socios</i>	444
<i>L'Aca dans les années 1920-1930 : une institution en plein essor</i>	451
<i>La recomposition des relations avec les pouvoirs publics sous le péronisme</i>	458
<i>L'Aca : une alliée du régime péroniste ?</i>	462
L'Asociación de Fútbol Argentino : une institution sous influence ?	468
<i>Une relais des demandes du pouvoir auprès des clubs ?</i>	468
<i>Ministre, hauts fonctionnaires, syndicaliste : le profil des dirigeants de l'Afa entre 1947 et 1955</i>	474
<i>Le mythe de l'autonomie du sport : clientélisme, rapports interpersonnels et quête de compromis entre les acteurs politiques et sportifs</i>	481
Conclusion	487

Chapitre VIII : Les relations entre clubs sportifs et pouvoirs publics sous le péronisme **491**

Les gouvernements passent, les clubs restent	496
<i>Définir la « norme » et les limites admises de l'acceptable</i>	496
<i>La réputation des clubs et de leurs dirigeants : un critère déterminant</i>	500
<i>Le cas équivoque du Sportivo Barracas</i>	506

Le péronisme, un facteur de divisions internes et de perturbations dans les clubs ?	510
<i>Péronistes et antipéronistes : une cohabitation difficile mais nécessaire ?</i>	510
<i>Le Sacachispas Football Club : une institution en crise</i>	517
La « zone grise » : des clubs « profiteurs » ou sous contrôle politique ?	528
<i>Des liaisons dangereuses ? La pratique du patronage péroniste des institutions sportives</i>	528
<i>« Péronisation » volontaire ou logiques clientélistes ?</i>	536
<i>Honorer ses protecteurs : geste politique ou habitus établi ?</i>	542
Des institutions victimes de persécutions ? Le cas des clubs <i>intervenidos</i>	548
<i>La mise sous tutelle des clubs : une pratique dénoncée par l'opposition</i>	548
<i>L' intervención, une mesure de représailles contre les dissidents politiques ?</i>	551
<i>La mise sous tutelle d'Estudiantes de La Plata : une punition pour l'exemple ?</i>	556
Les clubs sportifs sous le péronisme : du clientélisme à la coercition ?	562
Conclusion	569
<i>Comment le sport est devenu une affaire d'État</i>	569
<i>L'histoire de la politique sportive péroniste : une contribution à l'histoire de la construction étatique en Argentine</i>	575
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE	581
Sources	583
<i>Fonds d'archives</i>	583
<i>Sources imprimées</i>	593
<i>Archives iconographiques</i>	600
<i>Archives audiovisuelles</i>	601
Bibliographie	603
<i>Méthodologie, historiographie, épistémologie</i>	603
<i>Histoire et sociologie du sport</i>	605
<i>Histoire de l'Argentine</i>	611
<i>Histoire du péronisme</i>	613
<i>Histoire et sociologie du sport en Argentine</i>	625
<i>Sport et péronisme</i>	631
Filmographie	636
Sitographie	637
Annexes documentaires	639
Prêts, subventions et aides financières versées par le gouvernement péroniste aux institutions sportives	639
La <i>Fiesta del Deporte</i> du 17 décembre 1949 : programme et photographies de la manifestation	641

Paroles de la Marche des <i>Campeonatos Infantiles Evita</i>	647
Reproduction du poème <i>Ofrenda</i> déclamé lors d'une soirée théâtrale de l'UES	647
Paroles de la Marche de l'UES	648
Texte du projet de résolution présenté par Oscar Alende le 1 ^{er} juin 1955	649
« Décalogue » du Club de Areté	652
Lieux des épreuves sportives des Jeux Panaméricains de 1951	653
Lettre de Juan Perón adressée à chaque athlète argentin participant aux Jeux Panaméricains de 1951	653
Serment sportif prêté par les athlètes lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux Panaméricains	654
Liste des membres du comité de direction de l'Ateneo Deportivo Femenino	654
Liste des intendants de la ville de Buenos Aires 1946-1955	654
Extrait du mémorandum de Carlos Enrique Díaz Saénz Valiente adressé au général Fernando Huergo en 1955	655
Clauses du questionnaire-type utilisé par les sous-commissions d'enquête de la Commission 49	657
Index des noms de personnes et des institutions	659
Table des illustrations	675
Table des matières	677

Le pacte introuvable. Sport, péronisme et société en Argentine 1946-1955

Entre 1946 et 1955, Juan Perón déclare à maintes reprises sa volonté de « forger une nation de sportifs ». Le président argentin, rapidement surnommé le « Premier Sportif de la Nation », estime que le sport doit désormais relever des domaines d'intervention de l'État. À partir de sources institutionnelles, administratives, sportives et diplomatiques, cette recherche s'attache à retracer les objectifs de la politique sportive péroniste et les moyens mis en œuvre pour les atteindre. En suivant une démarche relevant de l'histoire sociale et de la micro-histoire, ce travail examine la mise en pratique concrète des mesures adoptées par le régime péroniste au sein des clubs et des fédérations sportives et en repère les contradictions et les limites. Cette thèse analyse également la nature des relations établies entre les acteurs du milieu sportif et le pouvoir péroniste. Celles-ci se définissent par des logiques clientélistes, en partie héritées, par une quête du consensus et des formes de compromis, nourries par les intérêts communs partagés entre le monde sportif et les responsables politiques. Mais elles se sont aussi traduites par des résistances et des rapports conflictuels, renforcés par la polarisation politique croissante de la société argentine et l'autoritarisme grandissant du régime péroniste.

Mots-clés : Argentine – XX^e siècle – Péronisme – Histoire sociale – Histoire politique – Sport

The Lost Pact. Sport, Peronism and Society in Argentina 1946-1955

Between 1946 and 1955, Juan Perón repeatedly stated his desire to “forge a nation of sportsmen”. Soon called “Nation’s First Sportsman”, the Argentinian President reckoned that sport was now to be counted among the State’s domains of intervention. This research draws on institutional, administrative, diplomatic and sports sources in order to trace the goals and means of Peronist sports policy. Adopting an approach pertaining to social history as well as micro-history, this work examines the concrete implementation within sports clubs and federations of measures taken by the Peronist regime, and points out its contradictions and limits. This thesis also provides an analysis of the nature of relationships established between the sports world and the Peronist power. These relationships are characterized by partly inherited crony strategies, by a quest for consensus and by forms of compromise fueled by common interests shared between the sports world and political leaders. But they are also marked by forms of resistance and confrontation, reinforced by the increasing political polarization of the Argentinian society and the growing authoritarianism of the Peronist regime.

Key words : Argentina – 20th Century – Peronism – Social History – Political History - Sport

El pacto inalcanzable. Deporte, peronismo y sociedad en la Argentina 1946-1955

Durante los años 1946-1955, Juan Perón declaró públicamente su voluntad de « forjar una nación de deportistas ». Rápidamente apodado el « Primer Deportista de la Nación », el presidente argentino considera que el deporte debe integrar el área de responsabilidades del Estado nacional. A partir de fuentes institucionales, administrativas, deportivas y diplomáticas, esta investigación rastrea los objetivos de la política deportiva peronista y los recursos implementados para alcanzarlos. Siguiendo una perspectiva de historia social y microhistoria, este trabajo examina la aplicación concreta en el seno de los clubes y de las federaciones deportivas de las medidas adoptadas por el régimen peronista, sus contradicciones y sus límites. Esta tesis también analiza la naturaleza de las relaciones establecidas entre los actores deportivos y el poder peronista. Estas se definen por su diversidad y su complejidad, caracterizadas por lógicas clientelistas, parcialmente heredadas, una busca del consenso y formas de acuerdo, nutridas por intereses compartidos entre el medio deportivo y los mandatarios políticos. Sin embargo, estos vínculos fueron marcados también por formas de resistencia y conflictividad, reforzadas por la polarización de la sociedad argentina y el autoritarismo creciente del régimen peronista al final del periodo.

Palabras claves : Argentina – Siglo XX – Peronismo – Historia social – Historia política - Deporte